HK
3

Digitized by the Internet Archive
in 2024 with funding from
Getty Research Institute

https://archive.org/details/revuedesdeuxmond1921unse

REVUE

DES

DEUX MONDES

XCI^e ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME LXI. — 1er JANVIER 1921.

REVUE

DES

DEUX MONDES

SCOLASTICAT — SOC. DE MARIE

XCIe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME SOIXANTE ET UNIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1921

THE GETTY CENTER
LIBRARY

L'ARMÉE QU'IL NOUS FAUT

La Victoire, en réduisant la puissance militaire de l'Allemagne à l'état défini par le Traité de Versailles, a créé à notre profit un renversement de situation évident, et tout le monde se rend compte que ce changement doit entraîner un allégement de nos charges militaires.

Aujourd'hui, plus de deux ans après l'armistice, alors que l'Allemagne semble devoir bientôt en finir avec l'exécution des clauses militaires du Traité, on estime le moment venu de procéder à cet allégement, devenu possible et commandé par notre situation économique.

Pour commencer, on demande instamment une réduction de celle des obligations militaires qui, en temps de paix, se manifeste de la manière la plus sensible et la plus immédiate : la durée du service dans l'armée active.

Sans méconnaître que ces aspirations sont fondées, il est nécessaire d'examiner comment et dans quelle mesure il est possible de les satisfaire, et, pour cela, d'aborder, dans son ensemble, le problème de la réorganisation générale qui s'impose aujourd'hui, comme conséquence obligée de la guerre.

De quoi s'agit-il en effet?

De donner au pays une organisation militaire, répondant à sa situation d'avant-guerre, c'est-à-dire, qui, tout en lui procurant l'allégement des charges militaires que permet la Victoire, le garantisse de toute agression et lui donne les moyens de poursuivre sa politique. En outre, il est bien évident que

l'armée à préparer doit être conçue d'après les expériences de la guerre.

Tel est bien le but à poursuivre : préparer une armée dont *l'importance* soit exactement calculée d'après les nécessités existantes ou possibles, et dont *la nature* soit déterminée par les leçons de la guerre.

L'armée de guerre étant ainsi définie, on en déduira l'organisation à donner à l'armée de paix; de telle sorte que celle-ci puisse donner naissance à l'armée de guerre dans des conditions de temps convenables. Il est bien entendu que cette armée de paix devra comprendre, en outre, les forces indispensables pour soutenir nos intérêts hors de France et maintenir l'ordre à l'intérieur.

Par là, on aura déterminé les effectifs nécessaires à l'armée de paix, et il sera facile d'en conclure la durée du service dans l'armée active comme dans les réserves. C'est ainsi, et ainsi seulement, qu'on assurera, pour toutes les éventualités à prévoir, les ressources en hommes, nécessaires, et rien que les ressources nécessaires.

Comme on le voit, les discussions qui ont commencé à se produire sur la constitution de l'armée de paix et la durée du service en temps de paix apparaissent bien comme devant être nécessairement éclairées par d'autres études d'importance primordiale, ayant pour but de fixer l'organisation générale de l'armée. Ce sont donc ces études qu'il s'agit d'examiner tout d'abord et de faire aboutir.

*
* *

L'Armée de guerre à créer aujourd'hui, dans la situation générale consécutive à la guerre, doit :

1° Nous prémunir contre toute nouvelle tentative d'agression de la part de l'Allemagne;

2° Fournir les moyens de poursuivre, en cas de besoin, l'exécution des Traités de Paix.

En ce qui concerne notre situation vis-à-vis de l'Allemagne, il nous faut d'abord constater que cette Allemagne représente encore un pays de plus de 60 millions d'habitants dont toute la population mâle est entraînée à la guerre, plus centralisé qu'il

ne l'était en 1914, et dont la volonté d'exécuter loyalement le Traité de paix est loin d'être démontrée. Nous devons savoir également que la guerre ne sera pas dans l'avenir ce qu'elle a été dans le passé, que les moyens de guerre futurs seront, comme on le verra plus loin, plutôt les machines que les hommes, et que la puissance industrielle de l'Allemagne, restée intacte, lui donne justement la possibilité de refaire des armements correspondant au nouveau genre de guerre à venir.

En outre, est-ce à l'Allemagne seule que nous aurions affaire, si nous devions reprendre la lutte? Sans parler de l'Autriche, avec ses 6 millions d'Allemands, il y a derrière l'Allemagne, la Russie, qui nous a aidés à supporter le choc de 1914, mais dont les dispositions à venir peuvent être toutes différentes. Et alors, de quelles réserves d'hommes l'Allemagne ne disposerait-elle pas, en dehors de l'armée de 100 000 hommes que lui concède le Traité de Versailles?

Au total, il est encore possible que, pour parer à un nouveau conflit, la France ait besoin de la totalité de ses ressources; c'est dire que le service obligatoire pour tous les citoyens s'impose aujourd'hui comme avant la guerre, que leur mobilisation générale est toujours à préparer.

Mais de là on ne doit pas conclure que notre état militaire de 1921 doive être celui de 1914. Ce serait méconnaître l'existence même du Traité de paix, le renversement de situation créé par la Victoire.

Aujourd'hui, et pour quinze ans au moins, notre frontière militaire est au Rhin; et derrière le Rhin, l'Allemagne, ne disposant que d'une armée de paix très réduite, avec l'armement et les approvisionnements correspondants, aurait besoin d'un délai assez long pour mobiliser, armer et équiper ses réserves, encore existantes en fait, puisque toute sa population mâle a fait la guerre. L'Allemagne serait donc incapable de procéder, comme en 1914, à une attaque en masse, dès le début des hostilités.

Et si, dans quinze ans, nous abandonnons le Rhin, nous nous trouverons devant une Allemagne affaiblie, sans doute, du fait que quinze années auront passé sans qu'elle ait pu instruire ses jeunes classes. A ce moment, elle ne pourrait grossir sa Reichswehr forte de 100 000 hommes qu'à l'aide d'hommes ayant

quitté le service depuis quinze ans, et dont les plus jeunes auraient trente-trois ans, ou à l'aide de jeunes contingents non instruits. Ce sont là, on en conviendra, de mauvaises conditions pour constituer une armée de premier choc.

Cet affaiblissement ira ensuite en s'accentuant chaque année, si bien que, dans trente ans environ, lorsque les hommes ayant fait la guerre auront tous dépassé l'âge de porter les armes, l'Allemagne ne disposera plus. comme réserves instruites, que des hommes libérés de la Reichswehr après y avoir fait douze ans de service, c'est-à-dire de réserves négligeables, si on les compare aux nôtres.

Telle est bien la situation qui naît du Traité; mais il doit rester entendu que cette situation n'existera réellement que si le Traité est exécuté jusqu'au bout, c'est-à-dire si l'Allemagne l'observe loyalement, ou si nous savons l'y contraindre.

De ce qui précède il résulte que, dès aujourd'hui, nous pouvons adopter un état militaire réduit par rapport à celui de 1914, en ce sens que cet état militaire n'exigera plus nécessairement l'utilisation en masse, dès le début des hostilités, de toutes les ressources du pays, et que, ultérieurement, nous pourrons réduire d'autant plus nos charges militaires que nous serons plus certains que l'Allemagne se conformera à toutes les stipulations du Traité.

Et le meilleur moyen d'avoir cette certitude, c'est d'avoir toujours en mains un instrument capable d'imposer, s'il en était besoin, l'exécution intégrale du Traité de Versailles.

De là découle cette conséquence que, si notre armée de guerre de demain doit être capable d'englober et d'utiliser la totalité des ressources du pays, nous devons réaliser un système de mobilisation progressive, qui nous permette de ne faire appel qu'aux ressources reconnues nécessaires, et qui, en outre, nous donne, dans les plus brefs délais, les moyens de forcer l'Allemagne à respecter ses engagements.

Cette dernière précaution, si elle est suffisamment sérieuse, pourrait nous éviter, sans doute, d'avoir recours à la mobilisation générale.

Ainsi, service obligatoire, préparation d'une mobilisation générale, à ne réaliser que progressivement et réglée de telle sorte

qu'elle nous assure tout d'abord un puissant moyen de contrainte : telles sont les conclusions à tirer de l'ensemble des considérations qui précèdent. Elles permettent de déterminer l'importance à donner à l'armée de guerre, comme aussi son mode de mobilisation.

***

Elles ne sauraient cependant suffire à déterminer la constitution de l'armée, sa nature même. Pour y parvenir, il est nécessaire d'examiner les transformations amenées par la guerre.

Pendant plus de quatre ans, les peuples viennent d'appliquer à la guerre toutes leurs forces : morales, physiques, matérielles. Pendant plus de quatre ans, sous l'empire d'une nécessité impérieuse, parce qu'il apparaissait chaque jour plus évident qu'on ne pourrait venir à bout de la guerre qu'en fournissant aux armées des moyens matériels d'une indiscutable puissance, tous les efforts ont été dirigés sur les inventions, les constructions à usage de guerre. D'où la création d'engins nouveaux, le développement, dans des proportions insoupçonnées, des engins déjà connus, la transformation toujours plus accentuée des armées de 1914, constituées à base d'hommes, en armées à base de machines, si bien que les armées de 1918 étaient arrivées à différer de celles de 1914 plus que celles-ci ne différaient de celles du Premier Empire.

Pour montrer toute l'étendue de cette transformation, il suffit de dire que l'effectif total des hommes mobilisés étant sensiblement le même en 1914 et en 1918, leur armement était augmenté dans les conditions suivantes :

Mitrailleuses	portées de	4 000	à	20 000
Fusils mitrailleurs	portés de	0	à	50 000
Canons d'accompagnement. . .	»	0	à	1 000
Canons de tranchée	»	0	à	2 000
Canons d'artillerie de campagne.	»	3 500	à	5 600
Canons d'artillerie lourde . . .	»	300	à	5 000
Chars d'assaut	»	0	à	4 600
Avions.	»	300	à	3 300

En outre, les camions automobiles étaient passés de 9 000 à 90 000.

C'est grâce au développement de ces moyens d'action que nos armées ont pu passer de la défensive à l'offensive, et vaincre pour finir.

Et nous n'avions pas achevé en 1918 de doter nos troupes de tous les engins qu'elles réclamaient. Aussi était-il prévu, pour 1919, une nouvelle augmentation des moyens mécaniques, et depuis lors les vœux unanimes des combattants tendent à accentuer, toujours dans le même sens, la transformation de l'armée.

Naturellement, la répartition des hommes s'était modifiée en raison de l'outillage mis à leur disposition. Les armes qui s'étaient développées, celles qui avaient pris naissance : artillerie, aviation, artillerie d'assaut, avaient exigé des effectifs de plus en plus importants, qu'on avait dû prélever sur les autres armes : l'infanterie, la cavalerie. D'où une nouvelle répartition des effectifs entre les différentes armes.

En outre, à l'intérieur de chaque arme, la répartition, l'emploi des hommes étaient profondément modifiés, du fait de la variété introduite dans leur armement. C'est ainsi que l'infanterie, en dehors de ses fusiliers, avait ses mitrailleurs, ses fusiliers-mitrailleurs, ses grenadiers, ses artilleurs de tranchée, d'accompagnement. Si bien que les hommes armés du fusil qui, en 1914, représentaient près de la moitié de l'effectif total mobilisé, ne formaient plus, en 1918, que le dixième de cet effectif. De même, dans la cavalerie, le nombre des sabres était réduit des deux tiers.

Mais si la création et le développement des matériels de guerre avaient pour effet de modifier ainsi la proportion des divers combattants, ils entraînaient d'autres exigences. Ces matériels de plus en plus nombreux, de plus en plus variés, il fallait les fabriquer, les réparer. Il fallait aussi donner au ravitaillement en munitions un développement correspondant au nombre et à la consommation des matériels, car les armées constituées à base de machines ne peuvent combattre si ces machines ne sont pas alimentées. D'où un nombre d'hommes de plus en plus considérable affecté au service des usines (1), au

(1) De 50 000 en 1914, le nombre d'hommes employés aux fabrications était passé à 1 700 000 en 1918.

service des transports et diminuant par là d'autant les effectifs des combattants.

Au total, modifications profondes dans la répartition des combattants, et, en outre, diminution notable du nombre des combattants au profit des services de l'arrière et de l'intérieur : tels sont les changements essentiels qui ont bouleversé l'économie générale de l'emploi des hommes mobilisés.

Il est bien évident qu'en présence de transformations aussi radicales, et dont, nous le répétons, le terme n'était pas encore atteint en 1918, on ne saurait songer aujourd'hui à reprendre, pour l'armée, notre organisation générale de 1914, pour essayer de l'adapter aux exigences reconnues par des modifications de détail. Pour créer une armée d'une nature nouvelle, il faut un programme d'organisation entièrement nouveau, fixant la proportion à donner aux différentes armes, la constitution propre de chaque arme, la composition des grandes unités, prévoyant en outre tout ce qui sera nécessaire depuis les arrières immédiats, jusqu'à l'intérieur du pays, pour assurer la vie et la durée de ces grandes unités, puissamment outillées en engins de guerre.

Par là on fera une armée de guerre réellement moderne.

Ayant d'autre part, comme il a été dit plus haut, déterminé son importance comme son mode de mobilisation, on aura bien tracé l'ensemble du programme à réaliser en cas de conflit, et suivant l'importance de ce conflit.

Pour assurer cette réalisation, il restera à établir notre organisation du temps de paix, de telle sorte que celle-ci tienne en puissance l'armée de guerre.

*
* *

L'Armée de paix doit donc être, avant tout, conçue pour pouvoir, le jour venu, donner naissance à la totalité ou seulement à une partie de l'armée de guerre, constituée comme il vient d'être dit.

Cette condition primordiale entraîne, pour l'armée de paix, des conséquences évidentes.

Tout d'abord, l'armée de guerre doit pouvoir englober, au besoin, toutes les ressources du pays. D'où la nécessité de l'existence, en temps de paix, d'un cadre général d'unités capables

d'absorber ces ressources et de les mettre sur pied de guerre.

Mais l'armée de guerre pouvant dorénavant n'être mobilisée que par échelons successifs, les unités du temps de paix seront à constituer de manière différente, suivant le numéro de l'échelon qu'elles sont destinées à pourvoir, leurs effectifs de paix étant d'autant plus forts que les délais de préparation de cet échelon seront plus faibles.

Nous aurons ainsi, dans l'armée de paix, des unités à effectif renforcé, d'autres à effectif normal, d'autres enfin n'ayant qu'un cadre mobilisateur, le nombre d'unités de chaque espèce étant exactement déterminé par l'importance de l'échelon qu'elles doivent contribuer à former.

Il va de soi que l'échelon à mobiliser le premier devant être rendu à pied d'œuvre dans le minimum de temps, les unités à effectif renforcé seront en temps de paix stationnées le plus près possible de la frontière, cette frontière étant actuellement le Rhin.

Ainsi pourra être déterminée, sans crainte d'erreur, l'organisation générale à donner à notre armée de paix, en vue de la guerre, avec le nombre d'unités de diverses natures à entretenir, leur encadrement et leurs effectifs.

Cette organisation étant établie, il faudra tenir compte, en outre, des nécessités résultant des intérêts que nous avons à soutenir hors de France, et du maintien de l'ordre à l'intérieur.

Nos *charges hors de France* sont bien déterminées dans tous leurs éléments. Nous connaissons les effectifs français et indigènes nécessaires aujourd'hui tant dans nos colonies, que dans les pays où un mandat nous a été confié par les Traités. Ces effectifs nécessaires sont à ajouter à ceux déterminés plus haut : leur total représentera notre effectif de paix.

Pour fixer la durée du service dans l'armée active, il suffira de retrancher de ce total le nombre d'indigènes et le nombre de militaires servant au delà de la durée légale. La différence représentera le nombre de Français appelés nécessaires en permanence à l'ensemble de l'armée. Ce chiffre, divisé par l'effectif d'une classe, donnera le nombre de classes à tenir présentes sous les drapeaux, c'est-à-dire la durée du service. Par exemple, la présence de deux classes entraînerait le service de deux ans,

celle d'une classe et demie le service de dix-huit mois, etc...

Quant au *maintien de l'ordre à l'intérieur*, il ne saurait avoir qu'une influence des plus restreintes sur l'organisation à donner à l'armée de paix. Une fois réparties sur le territoire en vue de leur mobilisation, les unités de paix, à effectif renforcé, à effectif normal, ou simplement réduites à un cadre mobilisateur, quelques changements dans les emplacements prévus pour certaines unités à effectif renforcé ou normal, suffiront à pourvoir les centres importants d'une garnison suffisante. C'est là, on en conviendra, une conséquence qui affecte la répartition des unités, et non leur nombre ou leur organisation, et sur laquelle, par conséquent, il n'y a pas lieu, ici, d'insister davantage.

*
* *

Dans tout ce qui précède, il n'a pas été tenu compte d'une donnée qui intervient cependant fréquemment dans les discussions sur la durée du service : celle du temps minimum imposé par les *nécessités de l'instruction*. Sans méconnaître ces nécessités, on doit prévoir qu'elles seront aujourd'hui sans influence spéciale sur la durée du service, imposée, par ailleurs, par les considérations d'un autre ordre développées plus haut.

Et, en effet, les modifications profondes apportées à la nature même de l'armée entraîneront fatalement des changements correspondants dans le dressage de cette armée. Pour ne parler que de l'infanterie, ce qui la différencie aujourd'hui de ce qu'elle était autrefois, c'est la diversité de son armement, et, par suite, des catégories d'hommes qui la composent : fusiliers, mitrailleurs, fusiliers-mitrailleurs, grenadiers, artilleurs de tranchée ou d'accompagnement. A toutes ces catégories d'hommes il faut donner autant d'instructions techniques différentes, ce qui ne peut être réalisé dans les petites unités.

Ainsi, l'instruction individuelle caractérisée autrefois par son uniformité, aujourd'hui par sa diversité, sera dorénavant assurée non plus par les petites unités, — compagnies, bataillons, — mais par les unités supérieures, — régiments et au-dessus, — et l'argument tiré des nécessités de l'instruction individuelle dans les petites unités pour déterminer leur effectif minimum n'a plus aujourd'hui de valeur.

Il est vrai qu'une fois terminées les instructions techniques individuelles, il faudra réunir les hommes pour leur apprendre à exercer ensemble leurs métiers variés sous la conduite de leurs chefs désignés. Mais cette instruction d'ensemble, qui est surtout une instruction de cadres, ne nécessitera que la formation, pendant une période relativement courte de chaque année, d'unités de manœuvre.

Ces unités de manœuvre, à former dans les grandes unités, seront en nombre variable suivant les effectifs de ces grandes unités, plus nombreuses dans celles à effectif renforcé que dans celles à effectif normal.

En fin de compte, c'est d'après les ressources affectées aux grandes unités, d'après leur emploi de mobilisation que seront réglées les modalités de l'instruction, définie, dans son allure générale, comme il vient d'être dit.

En d'autres termes, ce n'est pas l'instruction qui conditionnera les effectifs de paix. C'est au contraire l'armée de paix, constituée en vue de donner naissance à l'armée de guerre, qui conditionnera l'instruction. A celle-ci de s'adapter à celle-là.

*
* *

De tout cela il résulte que les considérations essentielles dont il importe de tenir compte pour organiser notre armée de paix sont :

1° Avant tout, constituer le cadre général capable de donner naissance à l'armée de guerre préalablement définie dans son importance, dans sa nature, dans son mode de mobilisation;

2° Assurer, en outre, les besoins correspondant à nos charges extérieures.

Cela fait, et seulement alors, on aura une base rationnelle permettant de déterminer les effectifs de paix et la durée du service dans l'armée active.

C'est ainsi que semble devoir être établie la base de notre programme général de réorganisation militaire.

Au point de vue législatif, ce programme se traduira par :

La loi d'organisation, qui déterminera la constitution et l'importance de l'armée de guerre et de l'armée de paix;

La loi des cadres et effectifs, qui fixera, d'après les besoins définis par la Loi d'organisation, ce qui sera nécessaire en cadres et en hommes pour cette armée de paix;

La loi de recrutement enfin, qui, s'appuyant sur les précédentes, en déduira la durée du service dans l'armée active comme dans les réserves, le mode d'incorporation des classes, etc...

A vrai dire, ces trois lois forment un tout indissoluble, dont les trois parties s'enchaînent obligatoirement dans l'ordre indiqué ci-dessus.

Il n'est pas d'ailleurs à craindre que beaucoup de temps soit nécessaire pour mettre ainsi le problème sur pied et pour le faire aboutir.

On peut voir dès maintenant que les études sont assez avancées pour être présentées, dans leur entier, à bref délai; et si, pour résoudre intégralement le problème, on emploie quelques semaines de plus que si on n'en avait abordé qu'une partie, on aura, en définitive, gagné du temps, puisqu'on aura fait une œuvre d'ensemble, rationnelle et durable, au lieu de s'être contenté d'une solution partielle, sujette à revision à brève échéance.

Et, pour terminer, n'est-ce pas seulement grâce à une organisation militaire mûrement étudiée et logiquement établie qu'il sera possible aujourd'hui de réaliser l'effet maximum avec un effort minimum? N'est-ce pas aussi grâce à cette organisation militaire qu'on obtiendra ultérieurement la certitude de la paix avec la garantie de l'exécution des traités indispensable pour poursuivre progressivement et sûrement la réduction de nos effectifs jusqu'à une limite qu'on n'oserait peut-être entrevoir aujourd'hui? N'est-ce pas, en définitive, cette organisation rationnelle qui, dans le présent comme dans l'avenir, nous procurera le plus grand allégement de nos charges militaires?

***

LE GÉNIE DU RHIN

COURS LIBRE PROFESSÉ A L'UNIVERSITÉ DE STRASBOURG

II [1]

LA VIE LÉGENDAIRE DU RHIN

Mesdames, Messieurs,

Nous avons une tâche à remplir sur le Rhin. Par quels moyens? Selon quelle méthode? C'est ce que nous ne saurons qu'autant que nous connaîtrons et comprendrons l'âme des Rhénans. Aussi sommes-nous réunis pour évoquer le Génie du fleuve, et qu'il nous soit rendu intelligible dans toutes ses parties.

Voilà le but positif où tendent ces leçons. Voilà pourquoi nous avons le droit de les donner dans cette illustre Université, dans une maison consacrée à la haute recherche scientifique. Nous l'avons expliqué dans notre conférence-prologue, et aujourd'hui, pour entrer en plein dans notre sujet, je vous propose que nous examinions les légendes et le folk-lore du Rhin.

Si nous sommes faits de la même étoffe que nos rêves, ne devons-nous pas chercher à savoir à quoi rêvent les Rhénans? Les prestiges et les magies dont ils peuplent les rumeurs du fleuve et de la nuit, c'est important à étudier pour qui veut connaître leur formation et leurs aspirations. Ah! certes, les Rhénans songent à d'autres réalités encore qu'à celles qui s'expriment dans leurs légendes, et c'est ce que nous verrons succes-

Copyright by Maurice Barrès, 1921.

(1) Voyez la *Revue* du 15 decembre 1920.

sivement; mais la connaissance exacte des faits et des personnages qui émeuvent leur imagination, la connaissance du monde d'idées et de sentiments où ils s'exaltent, la connaissance de ce qu'ils appellent et de cé qu'ils se rappellent nous serait un précieux indice sur leur nature historique et sur le chaos éternellement fécond qui se cache, au-dessous de la Rhénanie ordonnée, dans les profondeurs du fleuve : ainsi je souhaite que, de cette matière confuse et mouvante du folk-lore, nous nous fassions d'abord des idées claires.

Le Rhin, c'est le pays des légendes et des beaux paysages profonds comme des musiques. Lisez les récits des voyageurs français ou étrangers : le fleuve et ses affluents leur apparaissent toujours comme des corridors entre des sites hantés. Même interprétation des musiciens, des peintres et des lithographes. Ils laissent ainsi en dehors beaucoup d'éléments d'intérêt, et ceux-là mêmes qu'ils retiennent pourraient être considérés d'une tout autre manière que n'a fait leur romantisme, mais c'est un fait qu'il n'est pas de contrée plus chargée que celle-ci des vestiges du passé.

Il y a tel endroit du vignoble palatin d'où l'on compte treize burgs tout à la ronde, et les pentes du Mont Tonnerre ne portent pas moins de dix monastères.

Nous ne dresserons pas un catalogue des ruines de la Rhénanie : — vieilles pierres celtiques perdues sur les sommets, et que dans le pays on appelle les rochers des fées; — innombrables témoignages des cinq siècles de l'époque romaine, puissants édifices de Trèves et de l'Eifel, aqueducs, postes de garde au long des vallées, villas avec leurs pavés de mosaïque, bains, ateliers de poteries, cimetières avec leurs urnes, temples avec leurs autels; — frustes souvenirs des palais des rois et des empereurs francs, de l'Ingelheim près de Mayence et de l'Emmaburg près d'Aix-la-Chapelle, Pfalz de Charlemagne jadis ornés des colonnes de marbre amenées de Ravenne ou de Rome; — forteresses du Saint-Empire, entre lesquelles au premier rang le Trifels où l'on gardait la couronne, le sceptre, le globe, la dalmatique de Charlemagne, ses gants dorés, constellés de rubis, son glaive et son aube de velours blanc avec la sainte lance et la couronne d'épines de Notre-Seigneur; — repaires des chevaliers pillards, postes de douane établis dans les cols et sur les fleuves, résidences des grandes familles nobles, des princes de Leiningen et

des comtes sauvages; — monastères, chapelles, abbayes, dont la plus ancienne est l'abbaye de Bénédictins de Klingenmunster, fondée en 674 par le roi Dagobert... Nous n'énumérerons pas ces ruines; elles sont trop, et puis elles parlent un langage que nous sommes pressés d'entendre.

Chacune d'elles a sa légende. D'un bout à l'autre du fleuve, c'est une rumeur ininterrompue des burgs, des rochers, des monastères et des gouffres. Une rumeur d'une incomparable variété, où semble bruire toute la riche histoire de la vallée du Rhin, et qui fait à elle seule un tout organique, une symphonie à part dans le concert merveilleux du folk-lore germanique.

A passer un certain temps dans la familiarité des légendes germaniques d'outre-Rhin, on en garde l'impression d'une ambiance hostile, d'une lutte à peu près impossible de l'homme contre des puissances mystérieuses, de l'œuvre humaine perpétuellement défaite par des êtres jaloux, des fatalités naturelles qui semblent ressortir de partout. C'est même le pathétique de ces terribles luttes qui confère le plus fort de son émotion au lyrisme populaire d'outre-Rhin. Au contraire, à s'attarder avec les légendes rhénanes, on se sent au contact d'un héroïsme qui veut triompher des forces confuses de la nature et de la bestialité, ou bien encore au contact des faiblesses et de la fragilité du cœur humain que l'imagination populaire tâche de consoler. Rien du chaos nocturne des légendes du Brocken, rien de ce qui vient de la Baltique et de ces pays de sable et d'horizon indéfini où l'homme se débat perpétuellement sous des inimitiés insondables et farouches. Cette mythologie germanique primitive, avec ses tourbillons inhumains et ses déchaînements d'éléments dévastateurs, semble plutôt superposée qu'indigène dans les créations de l'imagination rhénane. Elle n'y apparaît que par infiltration du dehors. C'est de ses expériences propres que le peuple rhénan forme ses légendes. Comme son poète le plus fameux, il a fait des petites chansons avec ses grandes douleurs et ses joies, avec ses épouvantes et ses émerveillements. Sa tradition a retenu des événements juste ce qui peut tenir dans cette espèce de musique de la mémoire qu'est le folk-lore. Le folk-lore du Rhin est local.

C'est d'immense importance et vaut que nous nous en rendions un compte exact par l'analyse. Mais le monde des légendes est diffus, imprécis par nature. Le flot de l'imagina-

tion populaire charrie pêle-mêle les souvenirs les plus disparates. Pour que nous nous retrouvions dans ses courants, voulez-vous que nous considérions tour à tour les légendes où la vie primitive du fleuve s'est reflétée, ensuite celles où des événements historiques ont fourni des noyaux de cristallisation à l'élément populaire ?

Légendes de conflits humains avec les forces inconnues, légendes de personnalités historiques laissant un souvenir lumineux de leur passage et de leur action : essayons de surprendre dans ces deux zones souvent entremêlées, mais que nous tâcherons de maintenir séparées, les traits principaux de la sensibilité des pays rhénans.

*
* *

Lorsque nous songeons d'une manière générale à la poésie légendaire germanique, nous évoquons immédiatement les sorcières d'une nuit de Walpurgis, les chasseurs sauvages galopant dans le ciel, les gnomes et les lutins sortant des cavernes souterraines, les Elfes dansant dans les prairies. On y respire l'impression de terreur provoquée par des puissances méchantes, la crainte d'une volonté hostile, un sentiment maladif du mystère. La Germanie tire sa légende d'une expérience presque uniformément douloureuse et obscure. Son paysage est peu délimité, bien mal humanisé : plaine marécageuse ou sablonneuse, immenses plateaux, mornes étendues de sapins, mer aux rivages sans joie. Tout cela engendre une figuration macabre, des cauchemars de nécromant, un personnel imaginaire où la sorcière, le réprouvé et la victime sont surtout en évidence.

Ce monde-là, nous le retrouvons dans les légendes du Rhin, mais avec des traits qui l'apparentent à notre monde légendaire des Ardennes, de la Meuse et des Vosges, et d'une manière générale aux personnages de la mythologie celtique et latine. Au souvenir des aventures qui hantent leurs veillées, les bonnes gens s'attendrissent d'une manière tout humaine, s'émeuvent avec les victimes au cœur tendre, et ne se rendent jamais complices des forces déchaînées dans la nature ou dans l'homme.

Il y a là une caractéristique légendaire fort différente de celle qui attribue à des monstruosités ou à des brutalités impossibles à maîtriser une valeur stupéfiante et un horrible prestige.

Quel saisissant contraste forment avec cette noire population

les sorcières, les chasseurs sauvages et les lutins qui promènent dans les paysages du Rhin leur bonne grâce familière, leurs caractères aimables et touchants!

Nous trouvons des sorcières surtout dans les cycles de la basse vallée du Rhin et de l'Eifel, mais qu'elles ressemblent peu aux sorcières du Brocken! Celles-ci se livrent à la magie, la nuit, attendent Satan leur compère et nouent sous sa conduite des rondes ordurières et sans grâce. En opposition avec ces personnages dangereux et méchants, les sorcières du Rhin font voir un élément douloureux et humain. Ce sont de malheureuses enfants dont le charme ensorceleur causa la perte. Par exemple, Gertrud Thule, de la petite ville d'Ulmen dans l'Eifel, qui épousa le forgeron Conrad, et celui-ci désespéré d'avoir épousé une sorcière se fait mourir. Pauvres femmes, jadis dénoncées à l'évêque et condamnées à mort pour crime de magie, pitoyables héroïnes, poétisées par la légende, des innombrables procès de sorcellerie qui désolèrent ces régions, au point qu'à Trèves, en six ans, trois cent soixante-huit personnes furent condamnées à mort pour crime de sorcellerie et que, dans certains villages de l'Eifel, il ne restait plus deux vivantes.

Le chasseur sauvage parcourt les vallées encaissées de la Nahe. En Rhénanie, comme en Alsace, les légendaires l'ont vu passer, mais ce n'est pas le personnage des épaisses forêts du Hartz évoqué dans la fameuse Ballade de Burger, cruel, tuant tout sur son passage, possédé par l'ardeur assassine. Le chasseur rhénan n'est qu'un chasseur impie qui chassait un dimanche; la biche qu'il poursuit va se réfugier chez un ermite, et lui, la foudre le jette à terre. Histoire très simple, tout humaine, propagée autour des couvents pour l'adoucissement des mœurs.

Quant aux lutins qui habitent en foule la montagne palatine et la basse vallée du Rhin, de Coblence à Cologne, quelles charmantes gens et combien différents des gnomes et des kobolds d'outre-Rhin tapis dans les entrailles de la terre et dans les noirs royaumes de Niebelheim! Ces nains d'outre-Rhin ne sortent de leurs abris que pour troubler les activités humaines, et ne consentent à aider l'effort de l'humanité primitive que contre des rançons ou des gages pénibles, inexécutables. Au contraire, les lutins des villages et des villes de la Rhénanie sont vraiment de petites divinités domestiques. Ils vivent tout effarouchés, transis, maltraités par les hommes qu'ils comblent de leurs

bontés et qui ne veulent pas se soumettre aux conditions bien modestes pourtant qu'ils leur doivent imposer. — Autrefois, les habitants de Cologne ne travaillaient pour ainsi dire pas. Le gros de leur besogne était fait par les lutins. Un jour les lutins cousaient le vêtement du maire; la femme du tailleur, curieuse, voulut voir comment ils s'y prenaient: les lutins l'aperçurent et fort courroucés désertèrent la ville. Depuis ce temps, les gens de Cologne doivent travailler. — A Ohlenberg, village voisin de Linz sur le Rhin, les lutins prêtaient aux paysans leurs chaudrons, pour faire leur cidre, à condition d'en recevoir quelques brocs. Les paysans cherchèrent à les tromper et leur donnèrent du cidre falsifié. Le lendemain, le passeur d'Erpel entendit, la nuit, par-dessus le fleuve, une voix qui le réveilla et lui commanda d'amener sa barque. Il obéit, et, en arrivant à la rive, ne vit personne. Cependant sa barque se remplissait, car il entendait des piétinements et elle s'enfonçait. Une voix lui commanda d'aborder en pleine campagne. Les invisibles passagers en débarquant remplirent sa casquette d'or. C'étaient les lutins d'Ohlenberg qui se retiraient dans l'Eifel.

C'est un fait que les pauvres lutins du Rhin, malheureux d'imagination, attristés par les manques d'égards, effarouchés des hommes et de la vie qui redevenait barbare, se sont réfugiés pour finir dans la montagne de l'Eifel auprès des charbonniers et des mineurs, plus hospitaliers que les gens des villes. Ces lutins ne seraient-ils pas les dieux lares et les pénates de l'époque romaine, chassés par les croyances nouvelles et obligés de s'enfuir dans la montagne? Ils s'y font extrêmement bien voir. Les lutins du château de Blankenheim sauvent la fille du chevalier Richard, qu'un brigand déguisé en pèlerin voulait enlever. Ils s'offrent aux valets de l'abbaye de Maria Laach pour monter la garde à leur place autour des vignes, à condition de recevoir un panier plein de raisins. Mais à leur gentillesse se joint toujours la même timidité. Ils sont secrets. Extrêmement curieux, désireux de tout voir, ils craignent d'être vus. Les lutins du petit village de Speicker veulent regarder une noce par la fenêtre. Ils sont découverts. L'un d'eux, en se sauvant, perd sa pantoufle d'or.

A la famille de ces gentils lutins mosellans appartiennent les esprits que l'on rencontre dans les montagnes du Palatinat, où ils vivent familièrement avec les ouvriers des mines de

cuivre, de fer et de mercure. Ils n'y deviennent pas rudes, grossiers, intéressés, exigeants comme leurs collègues d'outre-Rhin. Ce ne sont pas des divinités de caverne, mais des proches parents des fées et des nains que nous voyons évoluer avec tant de politesse et de grâce dans les Contes de Perrault. Ils ne sont pas de la cour, mais ils sont sociables. Exactement, ils sont professionnels.

Toute cette humanité de la mythologie rhénane, qu'est-ce à dire ? Qu'ici le soleil sait dissiper les brumes qui traînent dans le manteau du roi des Elfes. Nous ne sommes pas sous un ciel où les difformités paraissent des puissances. La nature des pays rhénans n'inspire pas à ses habitants le frémissement de terreur dont la course éperdue des nuages du Brocken, les brumes de la Baltique, les forêts insondables de la Germanie primitive ont hanté d'autres imaginations. Ce n'est pas sur le Rhin que peuvent naître Wotan, le dieu borgne, ni le chasseur sauvage qui galope la tête retournée vers la queue de son cheval. L'Eifel même, la seule partie de la Rhénanie qui soit déshéritée à l'égal des pires solitudes du Nord, n'a été peuplée de personnages hostiles que par l'effort des germanisants; les habitants des douces vallées et des villes policées du bas pays n'avaient jamais imaginé des hantises et des peuplements de terreur. Il a fallu que cette figuration d'horreurs vînt de toutes pièces des troubles forêts de la Germanie la plus brutale.

La plus célèbre, la plus souvent chantée de ces figures mythiques du pays rhénan, — on a nommé la Lorelei, — nous permet de voir au clair, au net, et, pour ainsi dire, de toucher du doigt par quelle contamination un fait divers simplement humain s'est transformé en une figuration profondément inquiétante des forces naturelles. Armons-nous de clairvoyance et d'un cœur solide, pour aborder, de ces créatures de légendes, la plus séduisante et la plus gentiment perverse.

Il existe sur le fleuve un triste rocher solitaire au pied duquel périrent de nombreux pêcheurs engloutis dans les tourbillons. Les humanistes des XVe et XVIe siècles, Konrad Celtes et Fréher, rapportent qu'on y voyait des oréades, des divinités forestières et des dieux pans, *panas*, *sylvanos*, *oreades*, *silvicolas deos*. Rien, alors, de la Lorelei. Elle apparaît pour la première fois dans une poésie des débuts de Clément Brentano (en 1799).

C'est une enfant de Bacharach, d'une beauté merveilleuse, qui passe pour sorcière et sur cette réputation vient d'être abandonnée par son fiancé. Elle se désole et demande à l'évêque qui la juge d'être envoyée au couvent. Trois chevaliers l'accompagnent. Mais en passant sur le rocher, elle se précipite de désespoir dans le fleuve, et les trois chevaliers périssent derrière elle. Il n'y avait là qu'une vieille histoire de douleur, l'écho de quelque procès de sorcellerie, que Brentano plaçait avec goût dans ce décor de brume et de danger pour donner l'illusion de la vie. Mais voici qu'un Silésien, le baron Joseph de Eichendorff, et un Saxon, le comte Henri de Lœben, s'emparent de cette simple anecdote, la reprennent, la dénaturent et lui donnent un pathétique d'une autre sorte. Ils font de Lorelei un personnage mythique qui cause la perte des chevaliers, quand ils traversent la forêt voisine ou passent en barque sur le Rhin. Cette confuse invention du romantisme d'outre-Rhin, en 1823, le jeune Henri Heine la reprend, tandis que, dans le même temps, Clément Brentano modifie son premier thème de 1799. Sur le rocher désolé de Lorelei, étincelant des mille feux du soleil couchant, ils font apparaître l'oréade qui peigne ses cheveux d'or avec un peigne d'or. Et voilà créée, désormais fixée, la plus charmante fantaisie qui ait jamais jailli des âmes rhénanes. Les Rhénans, dociles et faisant volontiers du lyrisme sans se préoccuper de sa qualité foncière, ont accepté une modification que de Saxe et de Silésie on apportait à leur folk-lore indigène. Ils ont transmué en poésie des éléments d'outre-Rhin. Mais leur disposition naturelle est trop tournée vers la plasticité délicieuse d'autres contrées pour que cette interprétation acquière un accent bien farouche. La Lorelei reste une figure douloureuse plutôt qu'une divinité dévorante et impitoyable.

C'est de quoi les tançait un mythologue d'outre-Rhin. Alexander Kauffmann, dans son livre sur les *Sources des légendes rhénanes recueillies par Simrock* (1862), a relevé le contraste qui existe entre notre Lorelei du Rhin et son analogue foncièrement germanique, la séductrice Holda, qui chante dans les vallées rocheuses de l'autre rive, et entraîne à travers les bois un voyageur qui n'a même pas l'angoisse d'une résistance et qui se laisse aller, corps et âme, à une sorte de joyeuse perdition. « La coquette ensorceleuse Lorelei, écrit-il, dont les chants causent irrémédiablement la perte de ceux qui

les écoutent, représente la poésie moderne inquiète, tourmentée, qui conduit irrésistiblement au désespoir et à la folie, tandis qu'Holda, c'est le romantisme éternel, profondément vrai, joyeux, qui entraîne celui qu'il séduit et l'enchante de ses chants pleins de beauté, d'harmonie et de mystère, comme le clair-obscur de la forêt. » Qu'est-ce à dire ? Une pensée fort nette : pour Kauffmann, le thème de Lorelei suppose une résistance, un scrupule chez la victime de tant de séduction, mais l'abandon joyeux avec lequel on cède à Holda signifie une abdication totale de l'être, un élan brutal, déchaîné par la séduction primitive. Le don sans réserve et forcené de soi-même, la spontanéité sans frein, voilà ce que la déesse Holda détermine chez ses suivants avec une violence sauvage, alors que les nautoniers victimes de Lorelei ont tenté de diriger leur esquif en dépit de la séduction de ses chants. Et ce Germain d'outre-Rhin reproche à la légende rhénane un fond de sagesse odysséenne, un « Méfiez-vous du charme ensorceleur de la Sirène. » Cet esprit de mesure l'inquiète. Il y voit le fait des peuples abâtardis, malades par manque d'audace. Eh ! quoi, dit-il, ne sommes-nous donc plus entre purs Teutons ? Ce germaniste s'offense de soupçonner qu'une fable d'inspiration classique a pu s'installer sur le fleuve dont sa convoitise rêve précisément de faire, non la frontière, mais le centre spirituel, le lieu sacré de la Germanie.

*
* *

Accueillantes aux faits divers où l'humanité se déploie, défiantes à l'égard des prestiges désordonnés de la nature sans contrôle, les légendes rhénanes devaient faire une place d'élection aux faits et aux figures qui exaltent une action civilisatrice. La légende du Rhin est avant tout une légende historique. Les personnages mythiques n'y constituent qu'un accompagnement charmant, une frange d'or jointe à des aventures et à des émotions empruntées à la riche histoire de la vieille vallée. Elle nous donne l'écho des grands courants de la civilisation, dans l'âme d'une population qui veut surtout retenir ses heures bienfaisantes et paisibles. Elle s'attarde moins à nous conter les passages d'invasions, les destructions auxquelles ce pays de frontières a été voué, les coups du fléau de Dieu et des hordes guerrières, qu'à célébrer les activités constructrices des grands

bâtisseurs et des grands soldats de l'époque romaine, l'œuvre des apôtres convertisseurs et édificateurs de lieux saints, les bienfaits des rois d'Austrasie, les exploits de Charlemagne et de ses preux, jusqu'aux meilleurs des empereurs allemands, et, pour finir, la gloire de Napoléon Ier entouré de ses vétérans. Et dans chacun de ces thèmes apparaît l'instinct de gratitude naturel à ces populations, une gratitude qui semble s'être cristallisée autour des personnalités bienveillantes et créatrices.

Que ne pouvons-nous, sans compter notre temps, ouvrir le dossier ? J'y voudrais feuilleter d'âge en âge, et couche par couche, la mémoire du Rhin. Il serait facile d'y apprendre à connaître, dans son développement organique, la représentation que se fait du passé le génie rhénan. Nulle matière qui soit plus certaine et plus belle. Et si vénérable de vieillesse! La plus ancienne légende du Rhin se trouve dans une lettre de l'empereur Julien, écrite en langue grecque, où il conte que les Celtes qui habitent le fleuve, plongent leurs enfants dans ses eaux, pour se rendre compte s'ils sont de bonne naissance. Le Rhin sait bien si les enfants sont légitimes ou non. « L'enfant légitime est porté par le flot et rendu à sa mère angoissée, le tourbillon engloutit les autres. »

Une longue promenade, comme on voit, celle que nous offre le légendaire rhénan, et qui nous montrerait la sérieuse âme rhénane toujours attentive à demander de bons conseils aux forces de la nature comme aux forces humaines. Mais le temps nous presse, et nous devons nous contenter d'un classement sommaire.

Voici d'abord le florilège des légendes romaines, dans la Trèves des Césars et dans les castels des Légions, qui s'égrènent le long des vallées. Ici c'est un architecte qui fait couler le vin de Trèves à Cologne par un aqueduc merveilleux; ici c'est un conflit ouvert entre un constructeur d'amphithéâtre et un constructeur d'aqueduc, entre un constructeur d'aqueduc et l'architecte de Cologne. Là naissent, au mépris de l'histoire, de futurs empereurs romains en plein camp des légions installées sur le Rhin; là encore l'empereur Constantin s'éprend d'une fille d'auberge qui deviendra sainte Hélène. A la frontière alsacienne, près de Bergzabern, erre dans les ruines romaines l'ombre de la princesse Petronella, qui fut à son époque une merveille de charité. Et dans les rues de Trèves rôde encore,

chaque nuit, l'esprit de Riccius Varus, le préfet de Dioclétien qui fit massacrer la légion thébaine.

Puis vient le cortège, nimbé d'une sainte lumière, des grands apôtres qui apportèrent l'Évangile. Leurs légendes reposent dans les chapelles et les monastères, sur les collines qui gardent encore leurs noms, la colline de saint Dissilod l'Irlandais, la colline de saint Irmin, la colline de saint Remy, l'évêque de Reims ; elles se marient aux légendes des grandes saintes du Rhin, sainte Nizza, petite-fille de Louis le Débonnaire, sainte Hildegarde, sainte Geneviève de Frauenkirch, sainte Ida, cousine de Charles Martel.

Parmi les pacificateurs qui apportèrent au peuple rhénan, après la période des grandes invasions, un peu de bonheur et de repos, la montagne palatine n'oublie pas le bon roi d'Austrasie Dagobert, qui tenait cour de justice à son château de Landeck, et savait châtier les grands du royaume s'ils se rendaient coupables de méfaits. Mais de Mayence à Cologne, c'est surtout le grand empereur Charlemagne que chante la légende. Celui-là est bien chez lui dans cette vallée, et son expédition fameuse contre les Saxons s'affirme nettement comme une victoire de la civilisation sur la barbarie. Aussi, quand il revient des troubles pays d'outre-Rhin, une biche le guide vers le passage le plus facile du Main. Le voici envoyant un messager à Orléans pour en rapporter des vignes, qu'il fait planter dans la plaine de Rudesheim. Le voici qui rentre dans son château d'Aix-la-Chapelle, au milieu des acclamations populaires, alors qu'on le croyait disparu en Hongrie. Le voici éveillé la nuit par un ange, qui l'avertit que ses ennemis s'avancent pour l'attaquer. Le voici rêvant au bord de l'étang où fut jeté l'anneau d'or de l'impératrice Fastrada. Le voici enfin qui remonte le Rhin, au clair de lune, en bénissant les raisins.

Puis les légendes de Spire, de Worms, de Kaiserslautern et du Trifels s'appliquent à recueillir, au milieu des périodes troublées du Saint-Empire, les bienfaits épars des empereurs allemands, de Conrad, de Barberousse et de Frédéric II.

Et ainsi l'on arrive à la grande époque de l'épopée napoléonienne. C'est en vain que des poètes prussiens comme Ruckert se sont efforcés de mêler des traits hostiles à la légende de l'Empereur. Le petit homme au bicorne, à la redingote grise, au nez d'aigle, les bras croisés, tel qu'il se dressait sur les pyramides

d'Égypte, sur les décombres fumants de Moscou, sur le rocher désert de Sainte-Hélène, vit pour toujours dans l'imagination légendaire du Rhin. C'est le grand empereur qui ne peut pas mourir et qui reviendra un jour à la tête de ses fidèles. Il se lève la nuit de son tombeau et passe en revue ses troupes. Partout les gens de l'Eifel et de la montagne palatine le reconnaissent dans la silhouette des rochers. Écoutez ce qu'en dit l'écrivain palatin Becker : « A la frontière du Palatinat, au Nord de Wissembourg, se dresse un rocher appelé dans le pays le rocher de Napoléon. Avec un peu d'imagination, on y croit voir un buste colossal du grand empereur français. Le peuple a placé son héros à la frontière de deux grands empires, dont il abaissa l'un et éleva l'autre. Il se dresse comme un puissant rocher contre lequel se brisent les tempêtes et que survole le faucon, semblable à l'aigle impériale qui planait au-dessus des mondes. »

Autour de lui, la légende rhénane groupe ses fidèles vétérans du Rhin. Elle célèbre Spohn, le petit menuisier de Coblence qui, devenu caporal au 36e régiment d'infanterie, sauva la vie à Napoléon dans la journée d'Austerlitz en lui prêtant son shako, et, cet autre, natif de Sarrelouis où il prit sa retraite, qui lança à l'Empereur la fameuse réplique : « Quand même tu serais le Petit Caporal, tu ne passeras pas. »

Pour tous ces serviteurs de la France napoléonienne, si vite entrés dans la légende, la Rhénanie a fourni deux artistes, Heine et Schumann, dont les Deux Grenadiers symbolisent un attachement qui dure même après la défaite. Et aujourd'hui encore, chaque année, des cérémonies émouvantes ramènent aux monuments des morts de la Grande Armée les familles des vétérans disparus.

Voilà le Panthéon légendaire des populations rhénanes. La vallée s'ouvre largement à toutes les influences du dehors. Ses héros sont ceux de la grande histoire universelle. D'où qu'ils viennent, elle accueille leurs activités bienfaisantes. Elle nationalise toutes les figures qui, à travers les siècles, lui furent tutélaires. Et pourtant ces légendes n'ont aucune banalité cosmopolite : d'un caractère profondément humain, elles appartiennent en propre aux populations rhénanes, au même titre que leurs ruines et que leur histoire. Elles sont faites de leur chair et de leur sang, de leurs souvenirs les plus amers, et surtout de leurs espérances et de leurs réconforts.

*
* *

Depuis des siècles, ces riches imaginations vivaient et mouraient sans gloire aux humbles foyers des familles rhénanes, quand le pays devint français. Sous le régime de prospérité et de paix que Napoléon lui assura, il se plut alors à respirer les fleurs de son passé. Sous la protection tutélaire de la France et de ses armées, les Rhénans aimèrent à recueillir leurs légendes et à les mêler aux émotions heureuses et tranquilles de leur vie réorganisée.

Nos fonctionnaires encouragèrent cette disposition des esprits et ce culte des souvenirs. La survivance du passé dans les imaginations rhénanes leur parut bonne à favoriser, puisqu'elle allait dans le sens de la meilleure civilisation. Les préfets du grand Empereur ne voyaient rien dans le cycle légendaire des Césars romains et de Charlemagne qui fût en opposition avec l'idéal qu'ils entendaient faire prévaloir sur le Rhin. Avec Jean Bon Saint-André, ils se sont passionnés pour l'histoire rhénane (1). Sans doute plus d'un d'entre eux partage pour le moyen âge le dédain des idéologues révolutionnaires, mais ils distinguent que l'histoire, prise dans sa profonde vérité, travaille avec leur administration et avec les initiatives françaises, en Rhénanie.

Les deux plus grands musées du Rhin, le musée provincial de Trèves et le musée Walraff de Cologne, ont été formés sous la protection bienveillante des autorités impériales. A Cologne, en l'an XII, notre administration remit à l'abbé François Walraff, qu'elle avait nommé inspecteur des antiquités, une partie des bâtiments de l'archevêché, pour qu'il y installât ses collections. Les historiens de Cologne l'appellent « le bon génie de la ville; » on peut encore l'appeler le père des musées du Rhin et le maître des frères Boisserée, dont on sait qu'ils présidèrent au développement de tout le mouvement de l'art rhénan. C'était un grand ami des Français, l'abbé Walraff, comme en témoigne le poème qu'il composa en l'honneur de Napoléon et de l'impératrice Joséphine. A Trèves, avec l'appui du ministre de l'Intérieur

(1) Jean Bon parle du passé en homme fort renseigné dans son discours du 16 germinal, an XII, à la première séance publique de la Société des Sciences et Arts de Mayence, » et dans son discours du 7 frimaire, an XII, prononcé à l'occasion de l'ouverture du lycée. (Note communiquée par M. Lévy-Schneider.)

Claude Chaptal, et du préfet Keppler (un Alsacien), la « Société des recherches utiles du département de la Sarre » rassemblait, dès l'époque impériale, la magnifique collection qui forme aujourd'hui le fond du musée provincial de Trèves (1).

Même après la chute de l'Empire, les archéologues français restèrent en relations avec les chercheurs du Rhin et s'intéressèrent à leurs travaux, à leurs fouilles. Sulpice Boisserée trouva à Paris un appui très cordial pour la réalisation de ses projets. En juin 1846, les savants français, descendus à Trèves après un congrès qu'ils venaient de tenir à Metz, trouvèrent le meilleur accueil près de leurs confrères rhénans. Et l'un de ceux-ci, le Coblençais Auguste Reichenperger, fonctionnaire prussien à Trèves, notait dans ses carnets combien furent radieux ces quelques jours et quel souvenir enchanteur il garde des courts instants passés avec M. de Caumont, le fondateur de la Société archéologique française. « Il est étrange, écrit-il, que l'Association des architectes allemands s'abstienne de faire quoi que ce soit, dans ses écrits ou dans ses actes, pour la conservation des splendeurs monumentales du Rhin et de la Moselle, et que ce soit du pays français que nous vienne une troupe d'amis enthousiastes de l'art. »

Ainsi raisonnent les archéologues du Rhin, et qu'ils soient du Rhin ou d'outre-Rhin, il faut bien que les érudits constatent que le folk-lore, lui aussi, reçut un appui de la France impériale. Le professeur allemand Otto Boeckel, spécialiste des questions de poésie populaire, note que Napoléon est le premier qui ait voulu en France faire établir et publier un recueil de poésies populaires. Et c'est un fait qu'en 1804, l'Académie celtique qui venait de se fonder à Paris, sur l'initiative de Dulaure, dressa un questionnaire dont la diffusion fut très grande sur le Rhin. Il établissait une méthode pour recueillir d'urgence les patois, les contes, les superstitions, tout ce dont la chute de l'ancienne société hâtait la fin et sonnait le glas. Grimm reçut outre-Rhin ce précieux document et s'en trouva singulièrement incité à l'action.

(1) Dès 1808, la Société adresse une circulaire à tous ses correspondants pour qu'ils l'aident à recueillir les souvenirs dispersés de l'histoire de Trèves, et tout le long du dix-neuvième siècle, elle poursuivra son œuvre de fouilles, de recherches et de protection. Dans le premier moment, son membre le plus actif fut Wyttenbach, professeur au lycée impérial et bibliothécaire de la ville.

Cette vive impulsion française encouragea les populations rhénanes dans leur disposition naturelle à protéger les vestiges de leur passé et à recueillir leurs légendes. Au temps napoléonien, on voit un vaste mouvement populaire se développer dans les pays rhénans pour la protection des ruines. Des associations d'habitants se forment pour réveiller et déblayer, dans le Palatinat, les fameux burgs de Hartenburg, de Hambach et de Trifels, perdus au milieu des broussailles comme des châteaux de la Belle au Bois Dormant. Sur le Rhin, la ruine de Rheinfels, qui fut la plus solide forteresse du fleuve, est achetée en 1812 par un bourgeois de Saint-Goar. Piété qui ne laisse pas d'être utilitaire, car volontiers un aubergiste s'annexe à la ruine, et rafraîchit dans la cave du vieux burg son meilleur vin du pays.

Après le départ des autorités françaises, ce mouvement populaire se continua avec toute sa pureté dans les vallées écartées de l'Eifel et du Palatinat. L'exemple le plus touchant de cette sensibilité locale qui ne se laisse pas recouvrir, nous est fourni par l'aventure de l'églantier du roi Dagobert. C'était sur les pentes du Hardt, au Nord-Ouest de Landau, un églantier géant séculaire qui, disait la légende, avait abrité le roi Dagobert, quand ce bon prince, poursuivi par les grands de son royaume, dut se cacher au milieu de ses fidèles paysans. En 1823, un orage brisa l'églantier. Alors un petit instituteur du village voisin de Frankweiller vint solennellement avec ses écoliers planter au même endroit un nouvel églantier. — Pour les légendes, de même, l'activité des petites gens du pays, instituteur et curé, put se poursuivre en paix, après l'Empire, sur la Moselle et dans la montagne palatine. L'instituteur palatin Auguste Becker passa des années à recueillir, dans les chaumières et sur les routes, les traditions populaires du pays. A Trèves, le professeur au jeune lycée impérial Philippe Laven put patiemment rechercher dans les archives et autour des ruines les vestiges des légendes de l'époque romaine.

Mais quelle différence dans la vallée proprement dite du Rhin et dans les régions ouvertes aux influences du dehors ! Là, c'en est fini, après 1815, de la consolidation pieuse des monuments du passé et du docile enregistrement des légendes telles quelles. L'âge des restaurations, des interprétations et des reconstructions commence, l'âge d'une sensibilité d'outre-Rhin qui cherche à neutraliser la sensibilité rhénane. La Prusse a

passé le Rhin en force. Elle s'installe, se carre dans les provinces rhénanes, et du même coup c'est une débauche de pierres. Les rois donnent l'exemple ; ce ne sont partout qu'ogives et créneaux moyenageux ; le prince Frédéric de Prusse reconstruit le château de Rheinstein ; le prince Guillaume, le château de Sonneck ; le roi Frédéric-Guillaume IV, le château de Stolzenfels : et nous savons, par l'exemple du Hoh Koenigsburg, ce que signifient, pour la fantaisie architecturale des Hohenzollern, des occasions comme celle-là !

Ainsi se transforment, d'une manière théâtrale et vulgaire, les vieilles silhouettes qui faisaient au-dessus du fleuve et sur tant de collines la parure caractéristique du pays rhénan. L'âme des ruines, du moins, je veux dire leur légende, subsistera-t-elle intacte sous les taillis de la forêt voisine? Eh! non, les pangermanistes de la tradition littéraire s'acharnent à la même besogne que les féodaux de la pierre taillée. Ils se sont donné pour tâche d'épurer et de compléter, bref, de reviser à leur gré le folk-lore rhénan. Reconstruction des légendes aussi bien que des châteaux. C'est l'heure de Grimm et de ses élèves.

*
* *

Quelle audacieuse ambition que celle du savant allemand Jacob Grimm ! Il ne veut rien moins que reconstituer la foi primitive et commune de toute la race allemande, et retrouver ainsi l'unité de l'âme germanique. Il veut restituer aux Germains leur mythologie perdue, en recueillir tous les vestiges à travers les croyances populaires, les superstitions et les contes du présent. Une foi d'apôtre le porte. Les vieux dieux du Nord ne sont-ils pas les plus beaux et les plus excitants des patrons? La race allemande n'est-elle pas la race vertueuse et bonne, celle qui se tient le plus près de la divinité? La *Mythologie allemande* de Grimm va être, pendant tout un siècle, le livre de chevet des mythographes allemands. Livre de chevet, c'est trop peu dire. Elle sera leur conscience, leur Bible.

A la suite de Grimm, une foule d'élèves zélés se préoccupent de retrouver dans les légendes rhénanes elles-mêmes les épaves religieuses de la vieille race païenne. Ces précieuses légendes, ils les débarrassent des apports qui, disent-ils, les déforment ou les troublent. Il s'agit que resplendissent sans alliage la grandeur et les vertus publiques du peuple allemand.

Consultez les recueils de ces mythographes, tous composés vers le milieu du XIXe siècle et qui, malheureusement, encore aujourd'hui, constituent presque notre seul instrument de travail, les recueils de Vogt, de Reumont, de Geib, de Kiefer, de Ruland, et surtout ceux de Schreiber le Badois et de Simrock le Rhénan, professeur à l'Université de Bonn. Vous verrez leurs patients et maladroits efforts pour retrouver à travers la légende celtique, romaine et presque chrétienne, la religion des ancêtres norrois. C'est jusque dans la figure du Barberousse ou du Napoléon légendaires qu'ils veulent retrouver les traits d'Odin ou de Wotan! Et l'exemple parfait de cette invasion du germanisme dans le folk-lore rhénan nous est fourni par le cycle des légendes qui se rapportent à la Hohe Acht, le plus haut sommet de l'Eifel. Sur ce point, les élèves des frères Grimm amènent et installent les géants d'outre-Rhin. Ils y entendent les chants de la Vénus germanique Holda. Ils y découvrent même la fleur bleue, la fleur essentielle des romantiques d'outre-Rhin, celle qui fleurit tous les cent ans, la nuit de Noël, et découvre à son possesseur l'accès des trésors cachés.

Le scandale allait trop loin. L'imagination rhénane s'inquiéta de ces déformations de ses plus chères fantaisies. Dès la fin du XIXe siècle, les gens du Rhin, écrivains et professeurs, ont protesté tour à tour, avec des arguments divers, contre la sophistication d'une belle matière épique et humaine. C'est le professeur Wilhem Herz qui, dans son travail sur la Lorelei, parle des « recueils composés sans goût et sans esprit scientifique ; » c'est l'écrivain Pauly qui, dans son recueil de légendes rhénanes (1917), accuse Schreiber d'avoir transformé le caractère grave et sévère d'un des plus beaux récits du Rhin, la légende des frères ennemis de Bornhofen, en y introduisant une fade histoire d'amour (1) ; c'est l'écrivain rhénan Wilhelm Schäfer qui réunit (en 1914) trente-six légendes exclusivement rhénanes auxquelles il s'efforce de redonner leur « caractère épique, » et qui, dans sa préface, critique avec ironie l'œuvre de versification

(1) Voici la légende primitive (d'un caractère que l'on pourrait dire dorien) : les deux frères ennemis habitent deux châteaux voisins, près de Boppard, sur le Rhin. Leur sœur a fondé un monastère non loin de là et s'y est retirée. Après s'être querellés et avoir dissipé chacun leur fortune, les deux frères se réconcilient et vont ensemble chasser. Le premier levé réveille l'autre en lançant une flèche contre le volet de sa fenêtre. Il arriva qu'un jour l'un des frères ouvrit le volet au moment où l'autre tirait et fut tué. Le meurtrier partit à la croisade.

de Simrock. Tous reprochent aux gens d'outre-Rhin d'avoir à l'excès chargé de sensiblerie et encombré de dieux étrangers les légendes du Rhin, tous se plaignent d'une invasion du germanisme dans le trésor rhénan.

En face de cette dénaturation, reconnaissons que Victor Hugo eut bien son mérite à redonner leur vraie substance aux figures déformées de la légende rhénane. Contre son voyage du *Rhin*, les reproches sont justifiés, si l'on se place au point de vue de la réalité immédiate : se donnant tout entier aux vestiges du passé, il n'a guère voulu regarder les indices de la vie contemporaine. Mais dans le domaine de la légende, ce sont bien les figures préférées de l'authentique imagination rhénane que, presque rhénan lui-même, il a su discerner. Il arrivait sur le Rhin avec de mauvais guides, Schreiber, comme légendaire, Pfeffel et Lesueur comme historiens (que M. Berret a encore vus dans la bibliothèque de Guernesey), et pourtant à travers le fouillis, les branches parasites, il a retrouvé les linéaments des premières végétations. L'indépendance foncière ou les affinités occidentales du pays renaissent à son appel.

Peu importe s'il a inventé (fort spirituellement, ma foi) l'inscription latine du chevalier sans tête qu'il affirme avoir lue sur une tombe de la montagne, et s'il s'est livré à sa fantaisie dans le « conte bleu » qu'il composa sous les murailles du Falkenburg à la gloire du beau Pécopin ! Laissons ces crimes que lui reproche un écrivain allemand d'aujourd'hui. Son coup d'œil fut clair et droit. Il sut lire le paysage. Il ne s'embarrassait pas des préoccupations nationales ou philosophiques d'un Grimm ; il est allé librement aux choses. Ouvrez *le Rhin*, *les Burgraves*, et *la Légende des Siècles*, où *Ratbert*, *les Chevaliers errants* et même le grand chevalier d'Alsace, Eviradnus, reflètent des dispositions pareilles à celles que nous avons surprises dans l'imagination rhénane, et sont bien les doubles des compagnons de Charlemagne, des saints d'Irlande et de tous les civilisateurs que nous énumérions plus haut dans la légendaire du fleuve. Sa vigoureuse personnalité a arraché les traditions rhénanes à l'étouffoir du mythe germanique et du sentimentalisme d'outre-Rhin, pour les introduire dans la vie légendaire universelle. Son ignorance l'a peut-être servi, et, d'une manière plus certaine, son génie, naturellement apparenté avec l'esprit profond

de cette Rhénanie reconnaissante à ceux qui lui apportent de l'héroïsme, du désintéressement et de l'honneur.

C'est que Victor Hugo, — il faut dûment le constater, — est homme de la vallée du Rhin. Il l'est de fait et de choix. Ses origines paternelles plongent dans une Lorraine qui ne partageait pas encore les destinées du royaume de France. Lui-même a perpétuellement tourné les yeux vers ces Marches de l'Est. Il n'a guère tenu à voyager que sur le Rhin. C'est là seulement qu'il a redoublé ses voyages. Venu à Strasbourg en 1839, il remonta le fleuve jusqu'en Suisse ; en 1840, il explora pendant plus de deux mois toute la région de Cologne à Mayence. N'y revint-il pas sous l'Empire ! Après 1871, il va sur la Moselle à Thionville pour honorer le nom de son père, défenseur de cette forteresse. A plusieurs reprises, le vieux poète s'attarde dans la petite ville mosellane de Wianden, toute enveloppée des légendes de l'Eifel. Et toujours prenant des notes d'écrivain et de peintre. Voyez ses dessins : ils sont quasi tous consacrés à une Rhénanie médiévale ou actuelle. Écoutez sa politique extérieure : elle est toute fondée sur une théorie rhénane. Quand il veut prendre rang de ministrable et fournir ses titres politiques, c'est la politique du Rhin qu'il expose. Il s'est préoccupé longuement des rapports de la France et de l'Allemagne. En 1870, sa déception fut grande de trouver une Allemagne unifiée, ne laissant plus de place à un équilibre rhénan ; en 1871, il s'associe comme Lorrain dépossédé à la protestation de Bordeaux.

Allons plus profondément. Quand il cède au plaisir de se peindre, il se peint en chevalier du Rhin : Eviradnus est son portrait moral. Quand il cède plus obscurément à son imagination, et qu'il se choisit les ancêtres dont il eût aimé descendre, (audacieuse et charmante adoption d'un génie qui se cherche des pères de son goût), il se réclame des seigneurs du Rhin. Ce sont là ses parents d'élection. Quand il se donne une mission, c'est dans son burg de Guernesey de tenir tête, fût-il seul, à l'Empereur. Enfin au terme de ses œuvres et de ses songeries, regardez-le, le vieux poète aux cheveux blancs, assis à son banc du Sénat, c'est le Burgrave de la démocratie.

Les affinités naturelles de son esprit l'ont amené à comprendre le vrai caractère de l'imagination rhénane. Il a discerné qu'elle n'engendrait pas de divinités diffuses et de forces natu-

relles impitoyables. Il est entré de plain-pied dans l'intelligence des personnages historiques chers à ces régions. La tombe de Charlemagne à Aix-la-Chapelle, la gloire populaire de Napoléon sur le Rhin, l'héroïsme de Roland et des preux n'ont pas eu de meilleur répondant. Les burgs écroulés lui ont rappelé beaucoup moins les barons pillards et les noires puissances féodales que les chevaliers vengeurs du droit et les princes-évêques administrateurs de fiefs. C'est aux cantons de la vieille Grèce qu'il compare la Rhénanie, et les Burgraves lui paraissent des Hercules et des Thésées exterminateurs de monstres. Virgile chante dans sa mémoire, tandis qu'il remonte le fleuve. Rien du Walhalla dans son œuvre rhénane, rien non plus de la trouble figuration qui peut hanter les cauchemars de l'Elbe ou de l'Oder. A l'encontre de Grimm qui veut introduire par force dans la légende rhénane les héros de l'Edda scandinave et les divinités barbares du Nord, il y élargit d'instinct la place des héros civilisateurs, depuis les constructeurs romains, les apôtres chrétiens, les grands princes mérovingiens et carlovingiens, les bons chevaliers, jusqu'à Napoléon.

Une bataille s'est livrée sur le Rhin, bataille toute pacifique et dont bien peu ont perçu les échos, entre le lorrain Hugo et le hessois Grimm. Le savant avait pour lui tout l'appareil et tout le prestige de l'érudition allemande, et bien téméraire aurait été l'audacieux qui eût voulu ébranler son imposante construction, élevée à la dignité de temple national. Mais le poète français allait au fond de la vérité rhénane. Son livre à peine paru était traduit et les guides allemands d'aujourd'hui, tel le guide de Hölscher, le citent encore par longs passages.

Il pouvait donc sembler que dans cette lutte inconsciente, qui continue de se poursuivre au champ clos de la Rhénanie entre les constructions de Grimm et les intuitions de Hugo, celui-ci dût triompher, puisqu'il avait pour lui des affinités profondes et un immense génie. C'était ne pas tenir compte des mouvements de races dont les Grimm et les Hugo ne sont que les drapeaux et les guides. Sur le fleuve où viennent toujours se heurter les deux grands antagonismes de l'Europe, un autre prestige, appuyé celui-là sur la victoire des armées prussiennes et allemandes, allait l'emporter pendant toute la fin du XIXe siècle.

Richard Wagner a jeté dans le Rhin l'anneau des Niebelungen,

et les ondines ont chanté pour Siegfried le chant des éléments, la mélopée des mythologies nordiques. En donnant ce titre : l'*Or du Rhin*, à la première pièce de sa Tétralogie, Wagner veut proclamer que la Mythologie germanique est installée sur le Rhin, comme si elle y avait été éternellement chez elle. Gœthe avait sur les Niebelungen des idées à la Bédier; il les concevait comme les héros d'un itinéraire. Ils viennent de conquérir leur poste le plus occidental. Après les victoires de Sedan et de Bayreuth, la Rhénanie s'ouvre au cortège triomphal d'Odin et de Freya. C'est l'écroulement du Panthéon rhénan et de tout ce qui s'y trouvait adossé et vivifié. La partie semble gagnée au bénéfice des Alberich et des Fafner. L'assombrissement du Rhin et son annexion à la Mythologie du Walhalla sont accomplis.

Et pourtant la vue du poète français conserve sa valeur! Ce qu'il a défini reste vrai; sous l'alluvion du génie d'outre-Rhin subsistent les dieux en exil de la Rhénanie; les figures des musées de Trèves et de Cologne, le peuple des saints et des preux, toutes les formes bienfaisantes que l'imagination rhénane n'a pas cessé d'accueillir attendent avec persistance l'heure propice. Quel symbole émouvant que ces grands albums, où, en pleine guerre, le commandant Espérandieu a rassemblé et publié tout ce qui subsiste d'images des dieux, des héros et des simples mortels de l'époque gallo-romaine dans la Gaule Belgique! (1) On dirait un livre de mobilisation. Les voilà tous rassemblés, ces ancêtres, pour chasser à nouveau dans leurs brumes les divinités qu'un flot trouble apporta.

C'est à ce retour du sort que nous commençons d'assister. Une nouvelle phase de la tragédie du monde est ouverte, par la défaite de la Prusse, sur le fleuve où, depuis des siècles, les esprits du Nord et du Midi s'affrontent. La France est prête à rendre au vieux Génie du Rhin ses titres de civilisation et à l'aider à résister aux invasions de la propagande germanique. L'heure nous propose une tâche, et l'enquête que nous venons d'essayer nous engage dans le bon chemin. Elle nous a fait connaître l'utile action, au cours du XIXe siècle, de nos administrateurs, de nos poètes et de nos savants. Mais, pour les continuer, il nous faut saisir le problème dans sa réalité présente et employer des méthodes immédiates précises. Notre vieille Société d'ar-

(1) Je crois qu'un tel recueil, créé dans un tel moment, aucun intellectuel rhénan ne pourra le feuilleter sans émotion.

chéologie française, qui, hier, tenait son congrès à Metz, pourra utilement renouer ses relations presque centenaires avec les Sociétés savantes, les historiens et les mythographes de la rive gauche. Pour mener le combat contre les hiérophantes de la Mythologie envahissante du Nord, l'école des légendaires alsaciens saura développer ses traditions de science exacte et lumineuse. Et surtout il nous faudra, écrivains ou professeurs, encourager les dévouements locaux à la légende et à l'histoire, et organiser l'effort patient des obscurs chercheurs des villages et des villes du Rhin.

Que les divinités du Walhalla retournent dans les pays où elles sont chez elles et qu'à nouveau elles laissent le champ libre aux figures indigènes, que la fantaisie rhénane avait fait sortir de sa vie, de son rêve, de ses aspirations les plus sûres !

Messieurs, aujourd'hui, nous venons d'étudier dans le folklore du Rhin et dans des survivances aussi fragmentaires que les burgs ruinés, les incarnations profondes, mais non quotidiennes, de l'esprit rhénan. Nous avions le devoir de manier la baguette de coudrier au-dessus de ces sources cachées. Ces formes primitives des sensibilités ne sont jamais mortes, mais sommeillantes. Dans la leçon prochaine, nous nous tournerons vers des activités plus apparentes, en abordant l'organisation religieuse rhénane et particulièrement l'aide que la France lui a donnée.

MAURICE BARRÈS.

(A suivre.)

CEUX QUI REVENAIENT[1]

Les jours de brume, en ce pays froid, dès trois heures de l'après-midi, on ne sait plus où est le soleil. En regardant bien, on voit des gouttes transparentes, fines et paresseuses comme la poussière d'été, tomber sur les terres qui n'ont plus soif, sur les branches où elles coulent, sur les brins d'herbe où elles restent, et qu'elles font plier, quand elles sont beaucoup ensemble, à l'étroit sur la même lame verte. Aussi le vieil Alban Chanat, pourtant habitué à juger de l'heure au cadran de l'horizon, tira sa montre, et, penchant la tête, reconnut qu'il était cinq heures. Cinq heures en décembre, c'est comme huit heures en juin. Passant la main sous la limousine dont il était enveloppé, puis entre les boutons de la veste, il remit l'oignon d'argent dans son gousset, et, sans cesser de marcher, tourna le visage vers la charrette qu'il escortait depuis le matin, toujours se tenant à la hauteur du marchepied, en avant de la roue qui criait. Vous connaissez cette voiture-là : elle n'a jamais été nettoyée ; le plancher, en dessous, est garni de stalactites de boue durcie ; les jantes et les rais, au contraire, à force de tremper dans les fondrières, ou d'être fouettés par les averses, laissent apercevoir, entre des plaques de peinture bleue, les veines du frêne jaunet dans quoi ils furent taillés. L'homme regardait dans l'intérieur de la hutte ronde que formait la bâche, tendue sur trois cerceaux. Là, bien au milieu, entre deux sacs de pommes de terre, à l'entrée de la caverne pleine de meubles, la mère Chanat était assise sur une planche. Depuis le départ, elle n'avait pas bougé. Un peu forte de corps, tassée dans sa cape noire, indifférente à la

(1) *Copyright by* René Bazin, 1921.

route, elle n'avait qu'un désir : arriver, arriver chez elle, et son cœur était déjà dans la maison. Voyant Chanat la regarder, elle tourna aussi la tête. Il rencontra son regard doux et usé. Ces yeux gris tendre entre les paupières ridées, c'étaient ceux qui avaient pris au piège d'amour le cœur d'Alban Chanat, au temps de la vingtième année ; ceux qui n'avaient jamais menti ; ceux qui s'étaient fatigués tant de soirs, sous la lampe, lorsqu'il fallait raccommoder les vestes ou les tricots, les chemises ou les chaussettes du père et des deux gars ; ceux qui avaient tant pleuré lorsque la nouvelle était venue, voilà dix-huit mois, que le fils aîné, Robert, était tué. Aux aguets depuis la fin de la guerre, ayant obtenu l'autorisation ou l'ayant prise, le ménage rentrait chez lui, un des premiers de tout un peuple en attente. On était encore éloigné, mais enfin on approchait de ce domaine, voisin de son ancienne ferme, qu'Alban Chanat, grand travailleur, grand économe, avait jadis acheté à petit prix. C'est pourquoi, sur le visage rasé et dans le regard de ce solide bonhomme, un sourire passa d'abord.

— Femme, c'est une riche idée que nous avons eue d'envoyer le fils en avant ! Il aura mis de l'ordre là-bas, et m'est avis qu'il doit y en avoir besoin.

Véronique était moins facile que lui à l'illusion.

— Mon pauvre homme ! ils nous ont dit que la maison était debout : mais c'était pour nous guérir le cœur !

— Ils l'avaient vue, ceux qui en ont parlé !

— Pas comme nous la verrons !

— Tu crois qu'il y a bien du dommage ?

La femme dit, apitoyée, montrant ses dents qu'elle avait blanches encore :

— Ne te fais pas de peine, mon vieux.

Alban fit tourner le fouet en l'air, asséna le coup, à bras tendu, et la lanière encercla le ventre de la jument noire.

— J'ai ma force encore, Dieu merci, et un fils qui m'aidera. On rentre après cinq ans : j'ai le cœur en fête.

La mère songea : « J'ai le cœur en larmes. »

— Vois-tu, reprit Alban, qui continuait de marcher de côté, évitant la roue, j'en avais assez, là-bas d'où on vient, d'être le réfugié !

Ils se turent quelques secondes, le temps de rassembler leurs souvenirs d'hier ; puis ils se plaignirent tout haut, étant seuls sur

les chemins. Et les mots se répondaient, comme dans une litanie.

— Moi aussi, j'étais l'étrangère.

— La malhabile à parler!

— Qui ne sait pas les coutumes!

— Qui n'a pas de parents dans la commune!

— Ni dans aucun pays connu!

— On était le ménage qui a tort d'être là, quoi qu'il fasse!

— Que les enfants eux-mêmes regardent en pensant : Quand est-ce qu'ils s'en iront?

— Femme, ce triste temps-là est fini : nous revenons!

— Hélas! pas tous!

Quand elle eut dit ce mot-là, ils ne se parlèrent plus. Le regard de Véronique Chanat se releva vers le brouillard qui cachait la route, en avant. Elle cherchait, sans doute, au-dessus des oreilles de la jument, la pointe des peupliers qui annonceraient « le domaine. »

Les soldats de France étaient passés par là, puis les Anglais, puis les Allemands qui s'étaient battus avec les Anglais, dans le marécage même d'où se lèvent les peupliers. Que reste-t-il quand les soldats ont fait la soupe dans la cuisine et couché dans les chambres? La mère se souvenait de la place que chaque chose occupait dans la maison couverte en tuiles, bâtie pour la famille, au bord d'un pré penchant; elle se souvenait avec amour de chacune des quatre pièces d'en bas, de la cuisine surtout, aux murs revêtus de carreaux de faïence bleue. Comme elle avait travaillé là, pendant que le père et les deux jeunes gens édifiaient la grande digue au delà des peupliers, et asséchaient le terrain bas! Ils rentraient le soir avec des feuilles de nénuphars, des débris de roseaux collés à leurs vêtements. Elle songeait surtout à Robert, l'aîné, le plus beau de ses fils, en vérité, le plus travailleur, un homme timide en paroles comme une demoiselle, et hardi à la besogne comme un chien de garde devant le taureau. Le pauvre! A peine parti pour la guerre, sous-officier de cuirassiers, il avait quitté son cheval pour passer dans l'infanterie. Pendant deux ans, on avait eu de ses nouvelles, des bonnes, pas une mauvaise. En voilà un qui aimait la culture! Un jour de novembre 1914, comme les armées de chez nous soutenaient un grand combat dans les belles terres à blé du Nord, Robert, avec ceux de sa compagnie, avait traversé, sous les balles, un champ de deux kilomètres de long,

et où le sol était partout creusé, où les racines des plantes, déchaussées par les obus, pointaient en l'air. Ses camarades regardaient partout ailleurs; lui, il regardait la terre. La colère, bien plus que la peur, l'avait pâli. Il s'écria tout à coup : « C'est-il pas malheureux tout de même de mettre en cet état un champ de betteraves! » Un officier, qui marchait près de lui, demanda : « Qui a dit cela? — Présent! Robert Chanat! — Je te ferai décorer de la croix de guerre, Robert Chanat! » Peut-être avait-il oublié ensuite? Peut-être était-il mort? La croix de guerre n'était pas venue. Robert riait dans ses lettres, et plaisantait, quand la mère l'interrogeait là-dessus. Deux ans plus tard, on avait appris qu'il se battait dans les environs du domaine. La mère aussitôt avait dit : « Il va se battre trop dur à présent; il en mourra. » Robert Chanat, comme elle l'avait prévu, était mort peu de temps après. On avait été prévenu par un mot de la mairie du pays de refuge. Même on savait où le fils était tombé : aux environs de la maison qu'il défendait, du côté où on allait maintenant ensemble, le père, la mère, et les petites choses autrefois sauvées. La retrouverait-on, la place où il avait été enterré, à la lisière de la Pièce de Cent arpents? Une croix de deux branches, un képi dessus, il faut peu de vent pour tout abattre!

Véronique, tendre mère songeuse, avait ainsi toute sa pensée devant elle, dans sa maison et dans la tombe de son enfant, et ses yeux gris ne déviaient ni à droite ni à gauche, pas plus que la route, qui filait droit parmi les terres toujours plates et toujours désertes. Parfois, elle entendait :

— Ça va, la mère?

— Oui, ça va bien, répondait-elle.

— On avance; s'il n'y avait pas tant de brume, on devrait bientôt voir le toit de chez nous!

Elle cherchait alors, de ses yeux fatigués, dans le reste de jour, la pointe de la futaie clairsemée, les arbres qu'elle aimait tant à considérer du pas de sa porte, aux jours heureux, quand le ciel était clair, la saison douce, et que, dans le soleil et dans le vent, les peupliers remuaient leurs étincelles.

L'homme songeait aussi; il oubliait de fouetter la jument et de la faire souffler; il allait du même train, les bras ballants sur la limousine, curieux du peu d'horizon que lui laissait la brume, épiant, dans les espaces voisins de la route, la trace des

premières charrues mises en batterie sur les jachères de quatre années. Et la brume devenait froide de plus en plus, et s'épaississait ; et çà et là, aux endroits où fléchit la plaine, elle figurait des meulons de foin pâle, derrière lesquels disparaissaient les talus, et les lignes des saules effeuillés.

Il pensait au grand travail qu'il aurait, et y préparait son cœur.

Longue, longue charroyère abandonnée, venant de loin, allant vers un invisible fleuve, ses affluents, ses fossés et ses boires, et où passait, comme un globule de sang dans une veine morte, ce premier couple de travailleurs : pour arriver au bout, il fallut encore bien du temps.

La grande nuit, peu à peu, confondit la chaussée avec l'herbe des bords. Le paysan arrêta la voiture. Il alluma la lanterne, fichée au bout d'un bâton, entre les deux brancards, juste au-dessus de la croupe de la jument. La lumière jaillit, traça en liberté son cercle dans le brouillard, et, quand la charrette fut remise en marche, on eût dit qu'une grande auréole blanche, lentement, parmi les ténèbres, faisait sa procession.

Il était tard quand on arriva près de la ferme. Alban Chanat prit la jument par la bride, et tourna vers la gauche. La voiture descendit un peu, puis se retrouva en palier. Mais elle ne roulait plus sur un sol empierré. La croûte des terres vacillait sous le poids des roues ; la plainte des essieux, le bruit des pas de l'homme et de la bête éveillaient un écho dans des cavernes souterraines. On était sur les relais tremblants que, très anciennement, les eaux du fleuve avaient pressés, et sans doute, à une profondeur inconnue, elles coulaient encore en dessous, dans des galeries couvertes. La mère s'était levée, sur le devant de la charrette. Alban Chanat avait pris la lanterne, et la tenait à bout de bras, afin d'être reconnu de plus loin.

Ayant ainsi voyagé un quart d'heure encore, les réfugiés discernèrent, dans la brume, une étincelle entourée d'un petit halo, puis une silhouette d'homme derrière l'étincelle, et, presque aussitôt, la façade d'une maison basse, devant laquelle se tenait Paulin Chanat, une bougie à la main.

— C'est vous, enfin ! cria une voix jeune.

— Fils, dis-moi vite !

— Quoi donc ?

— Que nous ont-ils laissé ?

— Rien que le fond du nid. J'ai enlevé les plâtras; j'ai balayé ; j'ai collé du papier huilé sur les fenêtres ; mais, mon père, dans le domaine, l'eau est rentrée partout!

— Ne dis pas cela, petit! Viens m'aider à dételer!

Le gars s'avança, blond, rose et pesant.

— Elle est partout, je vous dis : elle a couvert le champ où vous fauchiez du blé en 1914.

— Détache les traits de la jument, et ne m'accable pas comme ça!

— Elle coule sur les planches de votre ancien jardin, jusque sur le terre-plein où vous serriez le fumier; elle remplit tout not'bien, comme le jour où vous avez acheté le domaine.

— Tais-toi ! Aide-moi à porter les matelas et les paillasses, la cage à poules, les provisions, les casseroles, et ce qu'il faudra à la mère pour cuisiner! On jugera le reste demain, mon garçon, et, s'il y a du dommage, ça sera assez tôt de le voir au réveil.

La jument fut conduite dans la grange, au delà de la maison, puis l'homme, la femme, l'enfant, entrèrent à la file chez eux. Ce qu'étaient devenues les quatre pièces de la ferme, si propres avant la guerre, ceux-là le devinent, qui ont visité les logements occupés par les troupes. Tout était sali, écorné, rouillé, et ce qui avait pu être emporté, n'était pas là.

La mère tout affairée commandait la manœuvre ; les hommes firent vingt tours de la charrette à la maison, et, pour cette nuit du moins, placèrent un matelas dans la cuisine, un matelas et une paillasse dans la chambre à côté. Ils ranimèrent le feu que Paulin avait allumé; ils se chauffèrent, eux assis sur des caisses, la mère sur une petite chaise, tous trois exténués, soufflant, contents tout de même de voir la flamme de leur bois. Car c'étaient des branches mortes de peupliers, des branches charriées par les eaux et venues au rivage, qui flambaient sous la hotte de la cheminée. Les maîtres étaient revenus; les serviteurs recommençaient de servir. On était mieux déjà. Retirés du brouillard et de l'ombre, formant le demi-cercle, le vieux paysan, sa femme et le fils cadet causaient à voix basse, dans leur maison, première île réhabitée de tout un canton de France. Pour écouter, ils se taisaient par moments. Ils pensaient que la brume devait s'être mise en marche, poussée par le vent d'Angleterre ; ils se rappelaient les nuits d'avant la guerre, où la même lame d'air froid glissait sous la porte, et se

relevait, jusqu'à la tablette de la cheminée, pour faire couler la chandelle; où le cri des vanneaux à l'essor tournait ainsi autour de la ferme. Le souvenir du fils ou du frère mort habitait les trois âmes. Mais elles n'en disaient rien, parce que c'était la première soirée.

La mère, gardienne de son monde, finit par dire :

— Je crois, les hommes, qu'il est grand temps de se reposer?

A ce moment, dans le noir du dehors, deux lèvres s'approchèrent du papier huilé qui remplaçait les vitres de la fenêtre, et le papier tendu sonna, comme la baudruche d'un mirliton, quand une voix de femme demanda :

— Est-il permis d'entrer, par charité?

Aussitôt, Alban Chanat se leva; il alla ouvrir la porte, et laissa entrer une petite dame en noir, qui portait à la main un cabas gonflé. Tout son bagage. Elle avait l'air si las, et tant de boue sur ses bottines et sur sa robe de mérinos, qu'on pouvait être sûr qu'elle était venue à pied, et de bien loin.

— Il n'y a pas le choix dans le voisinage, mes bons amis : pas une auberge, pas une ferme, vous le savez. Votre maison est la seule qui soit encore debout. Je me suis guidée sur la flambée qui passe à travers vos fenêtres... Que cela fait de bien, un abri, du feu, des gens à qui parler!

Elle vint vers la mère Chanat, qui, tout en la regardant, se rencognait à gauche, et s'appuyait au chambranle de la cheminée.

— Si vous me permettez de dormir ici, reprit-elle, je tâcherai de ne pas vous embarrasser. Je m'étendrai où vous voudrez, sur le carreau.

Il y eut un silence. Puis, celle de qui dépendaient les choses et les gens de la maison répondit :

— On ne peut donner qu'un matelas, celui de Robert, mon aîné, qui couchait dans la chambre à côté; mais ce fils-là ne reviendra pas : vous pourrez dormir là; Paulin portera sa paillasse dans la grange.

En disant cela, la mère Chanat étudiait encore le visage de l'étrangère, un visage mince, rose aux pommettes, et où vivaient deux yeux bruns, de ceux qui luisent paisiblement. Ils souriaient d'émotion :

— Je vous remercie; je viens de très loin; j'avais peur de passer la nuit dehors, et me voici chez des amis.

Pourquoi venait-elle de très loin, et en cette saison? Véronique n'en doutait plus : ce devait être une chercheuse de tombe, comme il y en avait déjà plusieurs par le pays; une femme partie du midi, ou de l'ouest, ou d'ailleurs, avec l'espoir de lire un nom sur le bras d'une croix de bois. Elles se ressemblent : même inquiétude, même courage, et cette pauvre bonne humeur, qui cache la peine et fait qu'on est mieux reçu. Pourquoi voyageait-elle seule? C'était probablement une veuve. Elle avait déjà de l'âge. Mais oui : elle portait, autour du front et des tempes, une lisière de crêpe blanc entre des plissés noirs. A quoi bon l'interroger? Quand on a eu sa part de misère, on est moins curieux de celle des autres. La mère Chanat n'avait pas besoin d'explication. Elle mit sa lourde main sur la main, gantée d'un vieux gant de Suède, que l'inconnue tendait à la flamme. Et le geste voulait dire : « On ne vous demande rien, ma chère dame; vous êtes chez des bonnes gens; ne tremblez pas, de vos deux petits bras maigres, vous qui êtes vêtue moins chaudement que moi; mais prenez encore une poignée de feu, et allez dormir. » De son côté, la voyageuse, ayant entendu que Véronique parlait d'un fils qui ne reviendrait point, avait compris que leur malheur était le même. Bien qu'elle eût grande envie d'être renseignée, et de connaître où se trouvait la Pièce de Cent arpents, où, paraît-il, son fils avait été enterré, avec bien d'autres, et si quelqu'un, par hasard, avait pris soin des tombes, elle n'en voulut rien dire, car tous ces gens, comme elle-même, étaient bien las.

Sur un signe du père, Paulin saisit la paillasse dans la chambre voisine, et la porta dehors, dans la grange à moitié couverte. Alban le suivit, et, peu après, rentra, disant :

— Le temps va changer cette nuit. Le brouillard s'effiloche. Il y a une poignée d'étoiles dans mes peupliers.

Les pauvres gens ne se déshabillèrent pas. Ils s'étendirent. La bougie, à bout de mèche, fut soufflée. Le sommeil vint à tous à cause de la fatigue, et le vent, pendant qu'ils dormaient, roula et entraîna la brume dans les abîmes bleus.

Ce ne fut pas le chant du coq qui éveilla les dormeurs, comme autrefois, quand la ferme était riche et munie. Au fond de l'âme des femmes, et des hommes, la pensée était demeurée de ce qu'il faudrait faire le lendemain, germe obscur,

que le rêve entretient et développe dans le sommeil, et qui s'ouvre au premier rayon du jour. Tous, ils furent sur pied dans le même quart d'heure, et réunis dans la cuisine. Ils partagèrent leurs provisions. Il y en avait dans les paniers apportés de la ville de refuge, il y en avait dans le cabas. L'aube était vive. La mère Chanat fit chauffer un peu de café, pour elle et pour la dame. Et elles partirent les premières, toutes proches l'une de l'autre, comme deux amies qui savent bien où elles vont, et font d'instinct les mêmes mouvements. Quand elle eut dépassé le seuil et tourné à gauche, sur l'herbe molle, Véronique se pencha vers l'inconnue qui serrait son manteau entre ses bras croisés, à cause du froid du matin, et elle dit :

— J'ai deviné ! Venez avec moi : j'en ai un aussi par là, madame.

Elles descendirent la motte sur laquelle était bâtie la maison, suivirent une haie de saules, entrèrent, par une brèche, dans une jachère qui paraissait sans fin, et on ne les vit plus.

Les deux hommes aussi étaient dehors. Mais eux, ils s'étaient arrêtés, à trente mètres de la ferme, face à l'orient. Ils avaient pris chacun, au fond de la charrette, une pelle demi-creuse, achetée la veille dans un bazar, et ils s'appuyaient sur le manche, du même geste familier aux bêcheurs qui se reposent. Hélas ! ils ne se reposaient pas : ils souffraient dans leur cœur, regardant devant eux, et à gauche, et à droite, ce qui avait été le domaine. Ces huit hectares, conquis sur le marais, ces prairies, ces champs où la moisson avait dix fois blondi, ce verger qui portait, alignés, ses jeunes poiriers taillés en pyramides et ses pommiers en parasols, tout le travail de dix ans était perdu ! L'eau était revenue. Le vent courait sur elle, et la criblait de longues traînées de clapotis, vite effacées. Le dos d'anciens talus émergeait, et coupait l'étang. Ils se dirigeaient tous, deux, trois, quatre, cinq, à égale distance les uns des autres, d'occident en orient, de la prée devant la maison, jusqu'à la futaie de peupliers. Eux, les arbres, ils avaient grandi. Sauf dans un angle, où plusieurs troncs et branches maîtresses étaient tombés sous les obus, ils formaient un massif régulier de hampes claires aux ramures échevelées. Au delà, il y avait la digue jadis établie à grand'peine, crevée à présent par la main des soldats, Français, Anglais, Allemands, qui pourrait le dire ? Et au delà, enfin, c'étaient des champs de roseaux, des

marouillers et des terres vaines, des nappes luisantes au pied des bouleaux et des saules, une étendue immense, depuis des siècles livrée aux sources, à l'égout des fossés, aux débordements de la rivière lointaine.

— Qu'est-ce que vous voulez faire dans un malheur pareil?

Sans savoir ce que sa femme avait dit à l'étrangère, le père répondit comme elle :

— Viens avec moi !

Il laissait les mères pleurer les morts ; il allait à la tâche des hommes. Le premier, suivant le bord des eaux minces, qui semblaient immobiles et faisaient onduler quand même les feuilles des herbes submergées, il se dirigea vers l'extrémité du domaine, du côté droit, et s'engagea sur le cinquième talus qui divisait les eaux, limite autrefois et abri d'un champ de froment, de trèfle ou d'avoine, arête molle aujourd'hui, et étroite, et menacée d'être inondée. Malgré le froid, il marchait pieds nus, sa pelle sur l'épaule, les yeux baissés vers ce sol détrempé, où demeuraient profondes les empreintes de pieds de soldats, de sabots de chevaux, même de roues de caissons ou de canons, attelages aventurés, lancés par des hommes fous, et qui avaient passé. Parfois, saisi de colère, il écrasait de l'orteil, rageusement, une de ces traces insolentes de la guerre. Paulin venait derrière lui, ne comprenant pas ce que le père essayerait d'entreprendre, avec deux pelles, pour réparer un si grand dommage. Le jour brillait dans l'air mouillé. Devant eux, l'ombre des peupliers traversa bientôt le chemin. L'homme la considéra, puis leva les yeux ; c'était tout ce qui lui restait de son bien : les troncs puissants de ces arbres, et leur ombre sur les eaux et les talus. Il s'avança jusqu'au dernier peuplier qu'il avait planté, une tige morte à présent, décapitée par le canon, et il vit que trois mètres plus loin une large brèche avait été faite dans la digue qui protégeait le domaine.

— Allons ! dit-il, attaque avec moi le haut de la levée, Paulin ; jette-le dans le trou, et fermons la blessure !

— A quoi bon ? dit le fils à voix basse.

Mais le maître n'entendit pas. Ses deux mains serrant le manche de la pelle, le pied nu pesant sur le fer, il écrêtait déjà le faîte de la digue ; il lançait la première pelletée dans l'eau qui jaillit, au milieu de la coupure, devint boueuse, et se referma sur ce petit grain de mortier.

Deux heures et demie durant, le père et le fils travaillèrent à rétablir la défense rompue. La sueur coulait de leur visage, et montait en vapeur au-dessus de leur dos courbé. Point de trêve et point de paroles. Le vieux s'acharnait à l'ouvrage, plus encore que le jeune, ayant plus perdu que lui dans le malheur commun : toute sa peine et tout son rêve. Et une si forte passion le tenait que, lorsqu'il vit le remblai affleurer, et que l'eau du dehors, maintenue par le barrage, n'eut plus d'ouverture, désormais, pour entrer sur les terres :

— Paulin! cria-t-il, Paulin! j'sommes vainqueurs à not'tour!

Le jeune homme se détourna vers ce domaine, en arrière, inondé et pressé sous une telle masse d'eau, qu'un bateau aurait pu y courir à la voile.

— Pas encore, mon père! Et toute l'eau qui est chez vous!

— Je la renverrai d'où elle est venue!

— Oui, vous commanderez une pompe, à la ville?

— Peut-être.

— Vous l'aurez dans six mois!

— Dans six mois, mon garçon, à la lisière de ces peupliers-là, nous faucherons tous les deux mon froment!

— Comment ferez-vous, mon pauvre père?

Alban ne se détourna point, comme son fils, de peur de trop bien voir ce qui restait à faire, mais, descendant à reculons la pente de la digue, vers le tronc du peuplier mort, enfonçant la pelle creuse dans le marais, il jeta, par-dessus la levée maintenant étanche, la première pelletée d'eau et de boue, comme s'il n'avait eu à vider que la coque d'un bateau de pêche. Il avait le visage illuminé, les yeux aussi ardents que dans sa vingtième année.

Paulin le regarda travailler un moment. Puis il enleva son chapeau. Les larmes lui vinrent aux yeux. Le père ne le voyait pas. Alors le jeune fit comme l'ancien; il s'avança jusqu'auprès de lui, les deux pieds dans le marais, mit sa pelle à côté de l'autre, et dit :

— A votre idée!

— Hardi! répondit le père.

Et deux lames d'eau, lancées bien ensemble, et traversées par le soleil, passèrent par-dessus la levée de la futaie.

René Bazin.

ÉMILE AUGIER

CHEVALIER DE LA BOURGEOISIE

Au physique, un type vaillant :
Nez ironique et bienveillant;
Le rire large d'Henri Quatre;
Cils brouillés où l'œil pétillant
Flambe comme un charbon sous l'âtre;
Je trouve là le Vert Galant,
Français de l'ergot à la tête,
Auquel la chanson a fait fête,
Le roi goguenard et béni...
. . . . . .

Quiconque voudra se représenter Émile Augier y réussira en lisant ces versiculets, qui sont un portrait publié en 1860 par *le Charivari*. Et qui voudra connaître les mœurs de notre bourgeoisie, à la même époque, pourra presque se contenter de les étudier dans le théâtre du même Émile Augier. Peu d'auteurs, en effet, sont aussi représentatifs de leur œuvre et de leur temps. Non seulement Augier est un écrivain de race, mais il est un écrivain de notre race. Par sa mère, il descend d'Eustache de Saint-Pierre, un des bourgeois de Calais, et son père appartenait à une famille bourgeoise de la Drôme. On ne peut être plus synthétiquement Français. Il continue la belle lignée de Montaigne et de Molière. Français, il l'est essentiellement, Gaulois même, c'est-à-dire rassemblant les qualités des hommes nés sur notre sol : santé, bon sens, bonne humeur, courage et loyauté. Son théâtre se rattache directement à celui du grand XVIIe siècle, par-dessus la lacune du XVIIIe, de même que, dans

certaines familles, les signes distinctifs reparaissent après avoir sauté une génération.

I

Rien de plus uni, de plus simple, de plus logique que son histoire littéraire. Il est un bourgeois, il défendra donc la bourgeoisie. Or, l'essence de la bourgeoisie étant la famille, c'est la famille qu'il défendra, contre ses ennemis, l'amant et la courtisane, et contre ses dissolvants, l'argent et la vanité. Il luttera contre l'amour corrompu et contre l'argent corrupteur. Il sera la voix de l'honnêteté moyenne : « Le théâtre, dira-t-il lui-même, consiste à être l'écho retentissant des chuchotements de la société, à formuler le sentiment général encore vague, à diriger l'observation confuse du plus grand nombre (1). »

Il prêchera donc : « .. l'amour qui est la loi naturelle, dans le mariage qui est la loi sociale (2). »

Il est d'équilibre complet, avec ce qu'apporte d'un peu agaçant, pour certains, un équilibre trop parfait.

Comment pourrait-on s'étonner qu'Émile Augier ait été le défenseur de la famille? Dès son enfance, il en connut toutes les douceurs, toutes les joies; il en reçut les meilleures leçons; il y trouva tous les appuis et les plus vertueux exemples. Cette famille, cependant, comprenait, à côté de son père et de sa mère, son grand-père Pigault-Lebrun. Mais oui, Pigault-Lebrun, qui ne fut pas seulement l'auteur licencieux de *Monsieur Botte* et des *Dragons chez les Visitandines*, qui ne fut pas seulement l'écrivain anti-religieux du *Citateur ;* Pigault-Lebrun, qui fut, à la fin de sa vie, le meilleur des époux, des beaux-pères et des grands-pères. Il avait épuisé, dans sa jeunesse et son âge mûr, tout ce que le diable avait pu mettre en lui d'agitation et de folie. A vingt ans, il enlève une jeune fille, s'embarque avec elle pour l'Angleterre, la perd dans un naufrage, se bat en duel à maintes reprises, se révolte contre le guet, puis, plus tard, devient successivement gendarme, douanier, acteur, régisseur et metteur en scène à la Comédie-Fran-

(1) *Les Lionnes pauvres*, préface.
(2) *Les Fourchambault*, acte IV, scène 8.

çaise; il écrit cinquante volumes et vingt pièces de théâtre après s'être fait maudire par son père, austère magistrat, qui obtint qu'on le mît en prison et qu'il fût rayé de la liste des vivants, sur les registres de Calais. Cela eut pour résultat de faire condamner Pigault-Lebrun comme imposteur lorsqu'il prétendit être vivant. Il put cependant se remarier.

Les pécheurs repentants font les meilleurs maris...

On doit le croire. Il avait épousé, en secondes noces, la sœur de l'acteur Michot, de la Comédie-Française. Il eut un fils tué en duel, et une fille qui se maria avec M. Victor Augier, né à Orange, avocat du barreau de Lyon. Pigault-Lebrun alla s'installer à Valence, auprès du jeune ménage, lequel eut trois enfants, deux filles et notre auteur, Émile Augier.

La famille! Comment Augier ne l'eût-il pas aimée? Dès qu'il put comprendre, il entendit Pigault-Lebrun lui raconter ce qui s'était passé au mariage de ses parents. Les nouveaux époux étaient pauvres : au déjeuner, une vieille tante, qui n'avait rien dit jusque-là, déposa devant M. et Mme Victor Augier un portefeuille contenant cent mille francs, son cadeau de noces. L'union la plus étroite et la plus affectueuse unit Pigault-Lebrun et Victor Augier. Tant, qu'ils collaborèrent ou du moins qu'ils publièrent, sous ce titre : *Gendre et beau-père*, deux volumes réunissant des écrits de l'un et de l'autre, la prose de Pigault-Lebrun, les vers de Victor :

Au mois de septembre dernier (1821), mon gendre, M. Victor Augier, avocat à Valence, est venu à Paris. Il avait en portefeuille des pièces dont je ne dois pas dire ce que je pense ; j'en avais aussi quelques-unes. Nous avons cédé au désir d'ajouter une alliance nouvelle à celle du sang et d'une amitié sincère. Nous avons uni, confondu nos œuvres, et c'est ce recueil que nous offrons au public (1).

Émile Augier avait alors deux ans. Quand il en eut dix, son grand-père lui remit deux volumes, qu'il venait d'écrire sous ce titre : *Contes pour mon petit-fils*, et avec cette dédicace :

(1) *Gendre et beau-père*, 2 volumes. Barba, 1822.

A mon petit-fils, Émile Augier.

Mon cher Émile,

C'est pour toi que j'ai fait ces contes; c'est à toi que je les dédie. Puissent-ils t'amuser, t'intéresser; puissent-ils surtout te donner des idées positives de la morale, sans lesquelles la société ne peut exister, et t'inspirer le goût des hautes sciences qui honore l'homme qui les cultive!

P.-L.

Et son libraire et ami Barba raconte ceci :

Il aimait Émile. Un an avant sa mort, il vint chez moi dès sept heures du matin ; il pleurait, mais de joie.

— Je crains de vous déranger, mais c'est que j'ai une grande nouvelle : notre enfant, notre Émile a un second prix de version grecque !

« Notre Émile » reçut d'autres prix à Paris où il fut le condisciple du Duc d'Aumale. Ensuite, son père le plaça dans une étude d'avoué. On le destinait au Barreau. Les garçons :

... Quand on ne sait qu'en faire,
On les fait avocats! Et vogue la galère ! (1)

Mais, de même que Victor Augier rimait à dix-huit ans, Émile écrivait, au même âge, des tragédies. L'avoué, son patron, ne put manquer de s'en apercevoir et lui dit un jour :

— Vous vous ennuyez à l'étude, monsieur Augier?

— Dame, monsieur... pas trop.

— Assez, n'est-ce pas?... Eh bien, n'y revenez plus. Je n'en dirai rien à votre père.

Écrivons ici le nom de ce bon avoué : il s'appelait Francis Masson.

Sans être avocat, Augier put donc laisser voguer la galère, et la laisser voguer en l'abandonnant aux impulsions de ceux qui l'avaient lancée.

Sa vie fut le développement harmonieux des vertus et des forces ancestrales. Son aïeul avait été magistrat austère : il eut de l'austérité, mais avec mesure. Son grand-père avait été un

(1) *Un homme de bien.*

écrivain hardi et irréligieux : il eut de la hardiesse avec modération et ne fut qu'anti-clérical. Le même grand-père, ayant épousé la sœur d'un acteur, fut régisseur et se fit jouer au Théâtre-Français : Augier se fit jouer au Théâtre-Français et ne laissait pas à d'autres le soin de mettre ses pièces en scène.

Son père écrivait des vers, il en écrivit, et, à vingt-quatre ans, il faisait représenter, à l'Odéon, sa première pièce : *La Ciguë*, qui porte cette dédicace :

A la mémoire vénérée
de mon grand-père
Pigault-Lebrun.

Il avait tenu à entrer dans la vie littéraire sous l'égide de celui qui avait fait imprimer son nom pour la première fois.

Augier ne devait pas, ne pouvait pas être un romantique. N'avait-il pas lu, dans les *Contes à mon petit-fils :*

— J'ai été hier aux Français, dit Mme Duperron, et j'y ai entendu un ouvrage fort extraordinaire. Le sublime y est mêlé au langage des halles. Le théâtre doit grandir les situations et j'ai vu des positions mesquines à côté de meurtres peu motivés et par conséquent révoltants.

— Hé, Madame, c'est le genre à la mode, c'est du romantisme.

— Le romantisme ! Le romantisme ! on en parle partout et je ne l'ai pas encore entendu définir.

— Madame, *c'est l'absence du génie, du goût et du jugement...*

Duvergier de Hauranne ne venait-il pas d'écrire : « Le romantisme n'est pas un ridicule, *c'est une maladie* comme le somnambulisme et l'épilepsie. Un romantique est un homme dont l'esprit commence à s'aliéner. »

Au moment où Augier prit la plume, le règne du romantisme était d'ailleurs à son déclin. *Les Burgraves* venaient d'être sifflés, et Célestin Nanteuil avait dû répondre aux envoyés de Victor Hugo qui lui faisaient demander de mobiliser les gilets rouges de *Hernani :* « Jeunes gens, allez dire à votre maître que la jeunesse est morte. »

Augier ne devait pas regretter la mort de cette jeunesse-là. Elle représentait, à ses yeux, l'exaspération de l'individualisme, l'amant élevé sur le pavois, l'adultère exalté, la morale méprisée ; Antony, le séducteur, triomphant et acclamé, Chatterton, le

beau ténébreux, et René, et Werther, Indiana et Valentine se réclamaient du droit à l'amour, souverain maître ; ces héros et ces héroïnes se plaçaient au-dessus des lois, au-dessus de l'honneur banal ; ces êtres orgueilleux se dressaient en face des traditions et de l'ensemble social. « Or, dans la lutte de l'individu contre la collectivité, c'est pour la collectivité qu'Augier se prononce (1). »

Il n'en devait pas moins écrire les deux actes en vers de *la Ciguë*, dont l'action est située à Athènes. On ne se soustrait pas aisément, quoi qu'on fasse, aux influences de l'air qu'on respire, et *la Ciguë* put passer pour romantique, bien qu'elle ne le fût pas, nous essaierons de le montrer. Théophile Gautier lui-même s'y trompa. Mais Théophile Gautier était si bon !

Par un jeu de l'esprit, on peut lire, dans *la Ciguë*, comme un sommaire de toute l'œuvre d'Augier, et même y pressentir son évolution. Il y faut peut-être un peu de complaisance, mais qu'importe ? Clinias, c'est un romantique qui se convertit, c'est un débauché qui devient pur, c'est un Rolla qui se marie ; c'est, toutes proportions observées bien entendu, René, Werther et Chatterton qui s'embourgeoisent dans un mariage, — d'amour, c'est vrai, mais raisonnable aussi, — en vue de fonder une famille.

Clinias, au lever du rideau, s'ennuie. Il est las des plaisirs, de tous les plaisirs :

> Je ne suis plus gourmand pour trop l'avoir été
> Et pour avoir trop ri, je n'ai plus de gaîté.

Le jeu ne l'émeut pas, et il croit tout savoir de l'amour, dont il a reçu cependant la seule révélation qu'en peuvent donner les courtisanes. Il va se tuer, « las du vice... » il s'en va de la terre « où plus rien ne l'amuse. »

Pour essayer de « s'amuser » une dernière fois, il a cependant convoqué deux amis, plus âgés que lui et qui furent ses initiateurs à la vie « joyeuse. » Il leur déclare que celui-là sera son héritier, qui aura su plaire à une jeune esclave nommée Hippolyte qu'il vient d'acheter et qui est toute jeune et fort belle. Ce n'est pas par bonté qu'il leur offre ce legs : c'est par mépris de l'humanité, c'est pour se donner le spectacle de leur bassesse, et il le leur dit :

(1) René Doumic, *Portraits d'écrivains*.

... Je veux que, rencontrant l'un dans l'autre un obstacle,
Tous deux, âpres au gain, sur la proie acharnés,
Dans de honteux débats vous soyez entraînés.

Lorsque les deux amis se sont en effet avilis à cette poursuite intéressée, il s'en réjouira :

Bien. Raffermissez-moi dans le mépris de l'homme.

Clinias, plus tard, s'appellera le marquis d'Auberive, se donnera lui aussi le plaisir de voir s'épanouir le spectacle d'une bassesse qu'il aura provoquée et criera : « Crève donc, société ! »

Avant que vivent doña Clorinde, Séraphine Pommeau et Olympe Taverny, Clinias sait tout le mal que la femme d'amour peut faire lever autour d'elle, et s'il affranchit la belle Hippolyte, c'est afin que, dans la mesure possible, elle aille jouer parmi la société d'Athènes le rôle d'une aventurière, d'une lionne pauvre, d'une femme fatale, d'une Olympe. S'il l'affranchit, c'est qu'il la sait

Une femme pour tous dangereuse à connaître.

Et il insiste :

Je la veux affranchir pour que sur mes neveux
Elle exerce à son gré le charme de ses yeux ;
Que loin de leur foyer domestique elle entraîne
Tous les fils de famille à sa voix de sirène,
Et pousse incessamment mes chers concitoyens,
A perdre leur santé, leur repos et leurs biens...
Je l'affranchis, enfin, parce qu'elle est funeste,
Et que, si je pouvais, j'affranchirais la peste !

Et voulez-vous entendre déjà les jeunes hommes sympathiques troublés par la « blague, » dévoyés par la vie de luxe, saisis par *la Contagion ?* écoutez Clinias invectivant ses compagnons de fête :

... Vous avez surpris mon innocence
Au seuil du bon chemin que déjà je suivais,
Et m'avez sans respect poussé dans le mauvais
Grâce à vous ma fierté native s'est flétrie ;
Vous l'avez froidement tournée en raillerie,
Et mon honneur, tremblant sous votre cuisant fouet,
A force de se taire est devenu muet !

Grâce à vous, la débauche, effroyable maîtresse
Qui vieillit promptement tous ceux qu'elle caresse,
Et ne les lâche plus quand elle les a pris,
Enveloppe mon cœur de ses mille replis.

André Lagarde s'écriera plus tard :

Vous pensiez bien avoir mis la gangrène dans mon honneur... Mais votre piqûre se guérit comme les autres... avec le fer rouge... Adieu, messieurs! Conscience, devoirs, famille, faites litière de tout ce qu'on respecte !... Adieu, je ne suis pas des vôtres!

Clinias, déjà, défend la famille. Non seulement Hippolyte, à qui Clinias veut imposer son amour, jette un cri d'appel à sa mère absente, mais Clinias, en faisant des vœux pour son bonheur, lui dit, — non sans quelque anachronisme :

Soyez mère féconde au bras d'un autre époux;

mais encore, lorsqu'il s'est décidé à l'épouser, il ajoute :

Ta mère m'aimera, n'est-ce pas, Hippolyte?
Une famille à moi! Quelle joie! Et comment
Ai-je pu jusqu'ici vivre différemment?

Il eût pu conclure, comme le mari de *Gabrielle :*

Il n'est point de bonheur hors des routes communes.

On le voit, dans un cadre romantique, *La Ciguë* annonce, malgré l'auteur présent, l'auteur futur. *La Ciguë* annonce, de plus, un dramaturge d'une surprenante habileté (à vingt-quatre ans!) Il y a dans ces deux actes une ingéniosité, un tour de main, une habileté dans la conduite des scènes et leur rebondissement qui expliquent la prescience de Ponsard écrivant à Bocage, au lendemain de la première représentation, au sujet de celui qu'il croyait son disciple, qui le fut, il est vrai, mais ne le fut pas longtemps : « Je crois qu'il est destiné à être aux premiers rangs, sinon au premier. Vous verrez que ce sera par lui que le théâtre se relèvera... Je soutiens que c'est l'héritier de Molière... Rappelez-vous ma prophétie... C'est un gaillard qui ira loin. »

Le chef de l'école du bon sens ne manquait pas de jugement, il faut le reconnaître.

Le succès de *la Ciguë* fut tel, à l'Odéon, que la Comédie-Française demanda une pièce au jeune auteur. Celui-ci, ému

sans doute à l'idée de travailler pour cette solennelle maison, décida de faire un chef-d'œuvre, et n'y réussit pas avec *l'Homme de bien.*

Dire qu'Émile Augier se rattache à Molière n'est pas suffisant, il faut préciser qu'il voulut s'y rattacher ; la preuve en est dans le tour de ses vers où l'imitation va jusqu'au pastiche. Comparez, par exemple, et pour ne citer que ceux-là, ces deux vers de *la Ciguë :*

> ... En scrupules surtout la saine raison veut
> Qu'on fuie également le trop et le trop peu

avec ceux du *Misanthrope :*

> La parfaite raison fuit toute extrémité
> Et veut que l'on soit sage avec sobriété.

Il pensa continuer Molière et, par ses beaux côtés voulant lui ressembler, il entreprit, dans la jolie présomption de ses vingt-quatre ans, de faire un nouveau Tartuffe. Molière avait montré l'Imposteur devant *les autres*, Augier voulut dessiner celui qui se dupe soi-même. Tartuffe se souciait peu de sa propre conscience : il se savait approuvé par elle, quoi qu'il fît. Le Tartuffe d'Augier y met plus de raffinement. Il tient à s'excuser à ses propres yeux, et auprès d'elle, du mal qu'il entreprend et à le justifier par des arguments spécieux. L'ambition était belle, mais malheureusement irréalisable au théâtre, puisque le débat entre le personnage et sa conscience ne s'y révélerait que par des monologues, et que, d'ailleurs, l'issue de ce débat ne pouvait faire de doute. Il ne reste donc plus qu'un homme qui commet de mauvaises actions, après avoir hésité plus ou moins longtemps. Dans un dialogue qu'il écrivit, nous ignorons à quelle date, mais certainement avant *l'Aventurière* et avant *l'Homme de Bien*, et qui s'appelle *la Conscience de M. Piquendaire*, Augier fut beaucoup plus net parce que, dans ce Proverbe non destiné à la scène, il put nous donner la conversation entre l'« Homme de Bien » et sa conscience.

M. Piquendaire se couche, content de soi et croit qu'il va pouvoir se livrer au sommeil du juste. « Le sommeil du juste n'est pas fait pour vous, lui dit sa conscience. — Encore de vos susceptibilités, ma mie, » lui répond-il. — *La Conscience :* « Vous êtes un coquin et je vais vous le prouver. » Les arguments ne lui manqueront pas. M. Piquendaire, en effet, subit et

cajole un oncle à héritage. Une gracieuse petite nièce paraissant devoir lui couper l'herbe sous le pied, il favorise et conseille même, hypocritement, un séducteur, dont le succès aurait pour résultat de faire chasser la pauvre enfant. Il s'excuse : ce qu'il fait, c'est par amour paternel, pour gagner une dot à sa fille. « Plus mon entreprise est ignoble, plus mon amour paternel est magnifique. » Dans la comédie, Piquendaire s'appelle Féline. Ses premiers mots sont :

Ah ! qu'une conscience est un grand embarras
Et qu'on serait heureux si l'on n'en avait pas !

Et après dix infamies, il termine par ce vers :

Parbleu, j'étais bien sûr que je suis honnête homme.

L'insuccès de cette pièce fit sans doute réfléchir Augier, car il garda le silence pendant trois ans. Mais la période de ses tâtonnements était terminée, et, si l'on en excepte *Diane* qui fut son *Don Garcie de Navarre*, il va marcher d'un pas ferme dans la voie qu'il a choisie. Rejetant tout à fait les souvenirs du romantisme, pas assez ceux de Scribe, il va travailler lentement, sûrement, solidement à la création du théâtre réaliste et continuer pour la scène la renaissance dont Balzac, qui vient de mourir, a fait profiter le roman.

Il ne fut pas seul ; pour plusieurs de ses pièces il eut un collaborateur. On le lui reprocha et le jour de sa réception à l'Académie, — à trente-sept ans, — Lebrun lui dit, avec plus d'esprit que de bienveillance : « Une grande comédie en prose est assurément une œuvre très littéraire, surtout si elle est l'œuvre d'un seul auteur. »

Quelle fut donc la part des collaborateurs dans l'œuvre d'Augier ? Que répondre à cela ? Ceci :

La question est d'autant plus délicate que la plupart sont des hommes de beaucoup d'esprit et de talent, que la plupart ont eu de grands succès sans lui. Mais je remarque que les pièces qu'ils font sans lui ont la tournure toute différente de celles qu'ils font avec lui ; et qu'au contraire son répertoire à lui porte partout la même empreinte, la même marque de fabrique, reconnaissable entre mille, qui par conséquent ne peut être que la sienne propre.

Cette réponse est d'Augier. Elle fut écrite pour justifier Labiche et s'applique admirablement à lui-même.

Nous parlerons donc de son théâtre comme s'il en était le seul auteur. Qu'Édouard Foussier et Jules Sandeau nous pardonnent; aussi bien, ce dernier ne gagnerait rien à un examen comparatif du *Gendre de M. Poirier* et de *Sacs et parchemins*.

On a dit aussi qu'Augier devait beaucoup à Dumas. Mais *la Dame aux Camélias* parut, au théâtre, après *l'Aventurière*, Suzanne d'Ange après doña Clorinde, *la Femme de Claude* après *le Mariage d'Olympe* et *la Question d'Argent* après *Ceinture Dorée*. Augier et Dumas fils ne se doivent rien l'un à l'autre, ils doivent tout à leur temps, ils furent tous les deux les peintres, l'un mystique, l'autre réaliste, des mœurs de leur époque dont Augier cependant fut plus complètement représentatif. Il défendit la famille menacée par les doctrines romantiques et par le luxe, résultat de l'effervescence financière et de l'avènement de l'industrie. Il alla plus près de la vie, plus près de la réalité; il respira le même air qu'Auguste Comte, dont le *Cours de Philosophie positive* parut en 1842, que Claude Bernard, dont les *Leçons de Physiologie expérimentale* parurent en 1855, le même enfin que Flaubert et Taine, et, lorsqu'il commença à écrire, l'influence de Saint-Simon et de son *Producteur*, de Fourier et de sa *Phalange*, était considérable. Jeune, ne connaissant encore la vie que par ses lectures, il attaquera l'amant et la courtisane, sous leur forme schématique, si je puis dire ; plus tard, il recevra de la vie elle-même l'excitation qui lui fera combattre la puissance et le despotisme de la Fortune ; c'est de la vie aussi qu'il apprendra l'indulgence et la pitié. Il sera le chevalier de la bourgeoisie, le don Quichotte du foyer : il sera l'historien des réactions morales de la bourgeoisie à son apogée, de cette bourgeoisie encore éblouie par la grandeur de l'aristocratie qu'elle vient de renverser, inquiétée par le socialisme naissant, par l'éveil de ce nouveau Tiers qui la menace, qui rêve de prendre sa place et ses places, dont elle a peur, mais qui, malgré elle, l'attire parce qu'elle ne peut s'empêcher d'y reconnaître quelques traits de son propre passé.

Dumas fils a écrit : « *Gabrielle*, avec son action simple et touchante, avec son beau et noble langage, fut *la première révolte contre le théâtre de convention*. » Le succès en fut éclatant. « On semblait comme charmé et heureux de respirer cette saine atmosphère, le parfum exhalé de la vie pure et régulière. »

Ce triomphe parut une victoire sur les romantiques, qui, d'ailleurs, accusèrent le coup, en reprochant à l'œuvre « de caresser les bas instincts de la foule, de prendre parti contre l'idéal. » Si l'idéal est l'amour coupable, rien n'est plus vrai ; si l'idéal est l'amant, c'est tout à fait exact.

Le sujet de la pièce peut s'écrire en trois lignes. Une femme, troublée par ses lectures et par l'inaction, va faillir. Elle est retenue par son mari, qui lui montre les mensonges de la fausse poésie et le bonheur de la simple réalité. C'est tout. Mais l'habileté théâtrale d'Émile Augier est grande. Elle n'apparaît pas à une première lecture, ce qui est déjà pour elle une façon de se prouver. A l'examen, on ne peut s'empêcher d'admirer l'heureuse simplicité des moyens dramatiques mis en œuvre. Dès le lever du rideau, dès les premiers vers, les deux principaux personnages sont posés. La femme lit un *roman*, le mari, avocat, cherche son *Code*. La lutte va se livrer entre ce roman et ce livre de travail, entre le rêve et la réalité. Augier, voulant d'autre part excuser son héroïne, donnera des torts au mari, torts que celui-ci reconnaîtra au dernier acte, et dont il s'excusera joliment :

Ai-je vraiment le droit
D'être un juge orgueilleux et dur à ton endroit?
... Moi qui, dans mon travail absorbé sans relâche,
... Sans m'en apercevoir, ai perdu jour par jour
Les soins et le respect, ces gardiens de l'amour...

Et comme Augier veut protester non seulement contre l'amour coupable, mais contre le romantisme au langage ampoulé et pernicieux, il sera, contre ce romantisme, dès les premières pages aussi, agressif avec ostentation. Aux vers empanachés et redondants, il opposera les vers les plus plats qu'il pourra trouver. Il le fait exprès, n'en doutez pas. Ses alexandrins sont des provocations :

Je n'ai qu'à me croiser les bras jusqu'à ce soir

est le troisième vers de la pièce...

Ma mère avait aussi cette démangeaison
De serrer mes effets lorsque j'étais garçon.

Ce distique est la troisième réplique de Julien, le mari. Voici la dixième :

J'ai quinze mille francs chez Labusse, six mille
Chez Blanche, hypothéqués sur sa maison de ville...

et le vers fameux :

Fais-lui faire, tu sais, ce ragoût au fromage

n'est mis là que pour répondre à cet autre :

Vous êtes mon lion, superbe et généreux.

Voilà pour le mari. La femme lisait un roman ; il est de George Sand, c'est certain, et immédiatement avant la demande de Julien :

Hors chez nous, où voit-on
Chemise de mari n'avoir pas un bouton?

Gabrielle, l'épouse, aura rêvé tout haut de nuits étoilées, de clairs de lune et de folles étreintes :

O nature immortelle,
Pénétrantes senteurs de la feuille nouvelle...
... Nous nous enivrerions d'amour et de silence
Etc...

Voilà pour la femme. L'amoureux ne sera pas, dans son langage, moins significatif. S'il ramasse sur le parquet une rose qui vient du corsage de Gabrielle, il rugira :

Certes, j'aimerais mieux qu'elle me fût tombée
Dans la lice, parmi les taureaux furieux...

Il jouira du prestige d'un coup d'épée reçu au bras, dans un duel où il aura défendu l'honneur de celle qu'il aime, cet honneur même qu'il s'emploie à lui faire perdre. Pour vaincre les hésitations de cette femme, il emploiera les périodes d'Antony :

... L'avenir dont tout le monde nous flatte.
A la tranquillité d'une eau dormante et plate
Mieux vaut la pleine mer avec ses ouragans,
Ses superbes fureurs, ses flots extravagants
Qui vous font retomber du ciel jusqu'aux abîmes
Pour vous lancer du gouffre à des hauteurs sublimes.
Les bonheurs négatifs sont faits pour des poltrons.
Nous serons malheureux, mais du moins nous vivrons!

Pour un peu, déjà, il parlerait de *vivre sa vie*. Gabrielle,

toute disposée à s'émouvoir à de tels accents, va commettre l'irréparable : elle va s'enfuir avec son amant... et son propre enfant. Le mari, celui qui réclamait au premier acte « un ragoût au fromage, » s'élèvera alors à de belles hauteurs. Il connaît le danger qui le menace. Il n'en laisse rien voir. Il commence par accabler Stéphane (l'amoureux) de marques d'amitié et de confiance, puis il évoque, devant les deux complices, le tableau des amours illégitimes :

Où les deux enchaînés, l'un à l'autre cruels,
Se reprochent tout bas leurs regrets mutuels...

la chambre d'auberge où la femme adultère vivra avec

Un étranger pensif dont la vie est ailleurs...

la jalousie rétrospective de l'amant et la honte de sa compagne. A ce tableau il opposera celui du foyer légitime, où

On a tout près de soi le sommeil d'un enfant...

L'enfant ! relisez ces vers si souvent cités, et qu'on aime à citer encore :

Nous n'existons vraiment que par ces petits êtres
Qui, dans tout notre cœur, s'établissent en maîtres,
Qui prennent notre vie et ne s'en doutent pas
Et n'ont qu'à vivre heureux pour n'être point ingrats.

Tant de bonté, de grandeur d'âme et d'éloquence réveille l'honnêteté qui n'était qu'endormie en Gabrielle ; elle s'excuse, il pardonne et elle rend justice à son mari par le vers célèbre :

O père de famille, ô poète, je t'aime !

La scène est belle.

Jules Lemaître croit que la pièce a été faite pour elle. Quelle erreur ! Et quel n'eût pas été l'étonnement de notre cher et grand Jules Lemaître, s'il avait pu constater comme nous, sur le manuscrit original (1), que cette scène n'existait pas dans la première conception de l'auteur ! Oui, le manuscrit que nous avons feuilleté avec dévotion, ne diffère pas de l'édition définitive jusqu'à la scène IV du cinquième acte ; à partir de là seulement, tout change. Gabrielle offre à Stéphane de fuir avec lui, mais le piteux personnage ne veut pas encombrer

(1) Archives de la Comédie-Française.

sa propre vie. Il consentait à échanger deux fantaisies, il n'accepte pas de lier deux existences. Il est décontenancé, et pour un peu il dirait les mots que prononcera plus tard un personnage de Meilhac et Halévy : « Moi, je vous aimais en homme du monde. » Mais citons, au lieu de raconter. Gabrielle sort pour préparer la lettre qu'elle laissera à son mari.

Je vais l'écrire. Vous, préparez notre fuite.

Elle sort.

STÉPHANE, seul.

Voilà qui pour le coup passe toute limite !
Fuir ! — mais je ne veux pas ! C'est fou, c'est saugrenu,
Cela sort tout à fait du programme connu !
On fait ces rêves-là les jours où l'on est ivre,
Mais de sang-froid ! d'ailleurs, j'ai juste de quoi vivre,
Cinq mille francs de rente, et s'il faut partager...
Allons ! Est-ce qu'on peut seulement y songer ?
L'adultère de loin est une belle chose,
Mais de près il n'est pas du tout couleur de rose !
Si je puis en sortir cette fois, je promets
De n'y plus être pris jamais, au grand jamais !

Gabrielle reparaît avec la lettre qu'elle vient d'écrire à son mari :

GABRIELLE.

Quand j'ai signé cela, — pardonnez ma faiblesse,
Stéphane, — il m'a semblé voir toute ma jeunesse
Se lever en pleurant et me tendre les bras
Comme pour me crier : ne m'abandonne pas !

STÉPHANE.

C'est peut-être un avis que le ciel vous envoie
Pour détourner vos pas d'une funeste voie.
Réfléchissez, madame, avant d'aller plus loin.

GABRIELLE.

Laissez-moi mon courage. Hélas ! j'en ai besoin.

STÉPHANE.

Non, avant d'accepter un pareil sacrifice
Je veux que votre esprit aux suites réfléchisse
Et dois vous avertir avant, de peur qu'après
Un reproche pour moi n'entre dans vos regrets.

GABRIELLE.

Mes regrets ?

STÉPHANE.

Il vous faut renoncer pour me suivre
Au luxe où vous avez l'habitude de vivre?
Je suis loin d'être riche et la modicité
De mon bien pour nous deux sera la pauvreté.

GABRIELLE.

La craignez-vous?

STÉPHANE.

Non pas pour moi; j'ai du courage,
Mais vous, faite aux douceurs d'un riant entourage,
Élevée au milieu de la soie et des fleurs,
Acclimaterez-vous votre existence ailleurs?

Il décrit l'humble existence qui leur sera possible, et c'est lui, maintenant, qui est terre à terre :

La pauvreté qu'on croit de loin si poétique,
C'est, dans tout son dégoût, le détail domestique,
C'est le trou dans l'habit qu'on doit mettre demain.
Voilà, voilà quel sort vous attend; songez-y.

GABRIELLE.

C'est celui qui me plaît et que j'aurais choisi,
Ah! que je quitterais ce salon avec joie
Si je n'y laissais rien que les fleurs et la soie!

Surgit un nouveau personnage, Camille, la fille de Gabrielle. Camille a six ans. La mère lui fait ses adieux. Non sans quelque remords :

GABRIELLE.

Cet être que j'adore,
On l'instruira peut-être à détester mon nom;
Je ne serai pas là pour me défendre... Non!
Je ne puis la quitter, je ne puis!

STÉPHANE, à part.

Je respire!

CAMILLE.

Emmène-moi, maman.

GABRIELLE.

Oui, c'est Dieu qui t'inspire.
Oui, je veux t'emporter avec moi, mon trésor...

STÉPHANE, à part.

Parbleu ! Ceci manquait à ma mésaventure !
J'enlève encor l'enfant par-dessus le marché !
Quel démon lui souffla le mot qu'elle a lâché ?

GABRIELLE, revenant.

Nous partirons tous trois.

STÉPHANE.

Mais son père, Madame?
N'était-ce pas assez de lui prendre sa femme,
Et faut-il lui porter encor les derniers coups?...

Mais voici le mari, Julien (Lucien dans cette version). Gabrielle apprend que Stéphane, loin d'être décidé à partir avec elle, a fait solliciter par le mari, — par le mari lui-même, — une place au ministère. Stéphane essaie de mentir, n'y réussit pas : l'évidence l'accable.

C'est ainsi que Gabrielle est désabusée

Voici la fin de la pièce :

SCÈNE IX

STÉPHANE — GABRIELLE

GABRIELLE.

Je regrette, monsieur, que l'emploi vous échappe,
Mais ce qu'on perd un jour, un autre on le rattrape,
Et vous pouvez compter que votre ami Lucien
Pour vous dédommager ne négligera rien.

STÉPHANE.

Madame...

GABRIELLE.

Quant à moi, j'y ferai mon possible :
Puisqu'à l'ambition vous êtes accessible.
C'est, dit-on, la vertu des grands hommes : je voi
Que j'avais trop d'orgueil de vous prendre pour moi
Et restitue au monde un si rare génie.

STÉPHANE.

Madame, laissons là, de grâce, l'ironie.

GABRIELLE.

Ah! j'y consens, monsieur! à quitter l'air moqueur,
Car l'indignation me déborde du cœur!
Car vous êtes un lâche et vous n'avez pas d'âme!
Comment! Cet homme à qui vous dérobez la femme,
Dont c'était déjà trop que vous fussiez l'ami,
Trahissant son honneur sur le vôtre endormi
Et dont vous auriez dû souhaiter quelque offense
Pour le soulagement de votre conscience,
C'est lui dont vous vouliez vous faire un marchepied,
Traître envers le bienfait comme envers l'amitié!

STÉPHANE.

Si moins d'emportement contre moi venait fondre...

GABRIELLE.

Il ne sent même pas qu'il n'a rien à répondre!
Voilà l'homme pour qui je ne regrettais pas
Tout ce qu'a de plus cher une femme ici-bas!
Mon repos, ma pudeur, mes amis, ma famille,
Ma réputation, — cette dot de ma fille,
Le lâche me laissait lui tout sacrifier
Sans avoir dans le cœur rien qui pût m'en payer!
Et dans cette ruine entière de ma vie,
C'était sa volupté qu'il cherchait assouvie!
Pour lui mon déshonneur était tout simplement
Une bonne fortune, un divertissement.

(Lucien paraît sur le seuil de la porte, une lettre ouverte à la main.)

STÉPHANE.

Si vous vouliez m'entendre...

GABRIELLE.

Ah! c'est trop d'impudence.

STÉPHANE.

Je ne mérite pas...

GABRIELLE.

Sortez de ma présence!
Sortez!

(Entre Lucien.)

STÉPHANE, à part.

Je serais sot de me justifier.
Son mépris après tout me tire du guêpier.

SCÈNE X

LES MÊMES — LUCIEN

LUCIEN, s'avançant.

Ne sortirez-vous pas sans qu'on vous le répète?

GABRIELLE.

Ma lettre! Il sait tout.

STÉPHANE, à part.

Bon! l'aventure est complète.
Votre femme n'est pas coupable, sur ma foi, —
Vous n'avez de vengeance à tirer que de moi.

LUCIEN.

De quoi vous mêlez-vous, monsieur? Qui vous consulte?
Sachez que je suis seul juge de mon insulte.

STÉPHANE.

Mais s'il vous faut mon sang...

LUCIEN.

Je l'aurais déjà pris.
Elle me venge assez de vous par son mépris.
Sortez.

STÉPHANE.

C'est bien, monsieur; les choses sont de sorte
Que vous avez le droit de me mettre à la porte.

(Il sort.)

SCÈNE II

LUCIEN. — GABRIELLE.

GABRIELLE.

Je ne vous aime plus, monsieur, vous le savez.
Satisfaites-vous donc comme vous le devez;
Je ne me défends pas et j'ai l'âme trop haute
Pour détourner de moi la peine de ma faute.

(Lucien brûle la lettre en silence, puis il s'approche de Gabrielle et, lui remettant un portefeuille.)

LUCIEN.

A la dot de ta fille ajoute cet argent.
Mon client s'est montré débiteur diligent,
Et si tous me payaient avec cette largesse,
Camille aurait bientôt une dot de duchesse.
Va, va! J'ai bon espoir de la bien marier;
Dieu bénit le travail de l'obscur ouvrier
Et si mon existence est triste et fatiguée,
Celle de notre enfant sera facile et gaie.

(Gabrielle tombe à genoux.)

LUCIEN.

Que fais-tu?

GABRIELLE.

Laissez-moi, laissez à vos genoux
Celle qui n'ose plus lever les yeux sur vous!

(Lucien la relevant.)

LUCIEN.

C'est trop d'honneur pour moi, mais puisque tu me loues
De ce peu que je vaux, apporte-moi tes joues.

GABRIELLE, se jetant dans ses bras.

Lucien!

Et cette première version se termine par le même mot de Gabrielle :

« O poète, je t'aime! »

Dans sa vertueuse et jeune indignation, Augier croyait ne pouvoir jamais marquer de traits assez noirs le portrait de l'amant néfaste et détesté. Il ne l'a pas ménagé, on vient de le voir, et il est difficile de se représenter un être plus pleutre, plus vil, plus cynique. Stéphane savait trouver de belles phrases pour troubler l'épouse de celui qui l'accueillait comme un fils, mais lorsque celle-ci, se refusant au mensonge, lui offre sa vie, il recule devant les responsabilités, il compte ses ressources, il est lâche, hypocrite, et se dérobe avec les plus viles excuses. Voilà donc ce qu'était en réalité cet amant dont les livres et le théâtre vantaient la noblesse et la beauté, à qui l'on reconnaissait tous les droits, dont on ennoblissait tous les crimes au nom de l'Amour-Roi, au nom de la Fatalité. Augier lui arrachait le panache, la cape et l'épée, les oripeaux brillants, et jetait à la foule ce pantin dépouillé dont elle n'avait plus qu'à rougir.

Cette première conception de *Gabrielle* était certainement la plus logique, mais théâtralement, elle était impossible. D'abord, au dénouement, le danger n'était pas écarté. Gabrielle avait reçu la preuve que Stéphane était un goujat, mais son imagination pouvait la porter à attendre un héros plus magnifique. Puis, le mari restait un peu ridicule, trop anodin, banal, et « prédestiné, » comme dit Balzac. Gabrielle était ridicule de ne pas deviner plus tôt la bassesse de Stéphane; odieuse de partir sans regret; et de voler au mari l'enfant aimé. De plus, le revirement de Gabrielle était provoqué par un moyen de comédie.

Satisfait d'avoir foulé aux pieds l'amant romantique, Augier vit que sa tâche n'était qu'à moitié accomplie, puisqu'il laissait le mari sans auréole et que le foyer n'était pas définitivement exorcisé. Il eut alors la belle idée d'humilier les coupables sous la beauté morale de la victime, de montrer en ce notaire les plus belles qualités de droiture, de courage et de générosité, et de lui faire ainsi mériter le beau nom de poète que lui donne sa femme reconquise et désabusée.

Nous allons maintenant voir Émile Augier se dresser contre la courtisane, la poursuivre, la chasser de la famille et la jeter sous le pistolet du marquis de Puygiron. Nous allons le voir

d'abord intransigeant, absolu, âpre, implacable, puis nous le montrerons moins dur pour la faiblesse humaine, parce qu'ayant vécu plus longtemps, il aura vu plus longtemps souffrir.

II

Née en Espagne au XVIe siècle, orpheline à seize ans, n'ayant pour toute famille qu'un frère bretteur, escroc et ruffian, Clorinde, dans la misère, entendant ce que

La pauvreté murmure à de jeunes oreilles,

a dû « renoncer à l'honneur pour un morceau de pain. » Mais sa beauté, son intelligence, sa distinction naturelle l'ont empêchée de se plaire dans la fange. Elle se serait peut-être même affranchie et relevée, si elle n'avait eu, à côté d'elle, ce frère spadassin, qui a pour emploi, dit-on,

De surprendre l'amant et le mettre à rançon.

Ses sentiments à l'égard de ce sacripant, elle les lui exprimera ainsi :

Je te hais, te maudis et je voudrais pouvoir
Te remplir de ma honte et de mon désespoir.

Elle a réussi cependant à se relever un peu, elle est entrée au théâtre, sans pouvoir cependant cesser tout à fait d'être une courtisane. Mais elle doit fuir l'Espagne, Franca-Trippa son frère ayant donné

Une estocade
A travers l'héritier présomptif d'un alcade.

Tous deux se dirigent vers l'Autriche, où elle compte reprendre son métier de comédienne.

Elle méprise l'argent, et, bien qu'elle en ait reçu beaucoup, il ne lui reste rien. C'est une cigale :

J'ai toujours lavé l'or de mes prospérités
Au rapide courant des prodigalités.

Mieux : elle a honte d'elle-même. La vie à laquelle elle est contrainte l'écœure. Elle a vingt-cinq ans.

Sur son chemin, à Padoue, un vieux bourgeois de soixante ans passés s'éprend d'elle et lui offre de l'épouser. Elle est telle-

ment lasse d'aventures qu'elle accepte. Pour devenir riche? Non. Elle a gaspillé des richesses et les méprise. D'ailleurs, le bonhomme est simplement à l'aise. Ce qu'elle convoite,

C'est le pardon,
C'est la douceur de vivre en épouse pudique,
C'est la sérénité du foyer domestique,
Un sort de modestie et de paix revêtu;

ce qu'elle convoite enfin, « c'est la vertu. » Elle porte envie au monde régulier, elle veut son rang parmi les femmes sérieuses, elle est résolue à se conduire « en honnête personne. » Elle a, elle, la nostalgie de l'honnêteté. Et le mariage qu'elle accepte pour rentrer dans la vie régulière, loyalement, ce mariage n'est pas sans mérite. Non seulement, Mucarade, le vieillard qui l'aime, est un barbon, mais (dans la première version au moins) c'est un barbon ridicule, échappé de la comédie italienne, un Cassandre, destiné à être berné par tous. C'est un vaniteux qui veut paraître jeune et dont les « vieux cheveux empestent la pommade, » au nez rouge, aux yeux éraillés. N'importe, Clorinde est tellement écœurée par son passé, et par l'avenir qu'elle entrevoit à côté de son frère, — que ce mari, — à qui elle entend bien rester fidèle, — lui paraît préférable aux jeunes gentilshommes dont il lui faudrait subir les profitables caprices. Elle n'a pas pu dire à Mucarade la triste vérité, elle a laissé Fránca-Trippa déclarer qu'il allait demander du service à l'Autriche et placer sa sœur, près de lui, dans un couvent.

Nous en sommes là, au lever du rideau. Mucarade est père d'une toute jeune fille de seize ans, fiancée à son cousin. Clorinde la respecte profondément, elle est disposée à l'aimer. Elle veut l'aimer, elle l'aime déjà : « Je l'aime, cette enfant innocente, » dit-elle.

Mais voici que le fils de Mucarade, parti depuis dix ans, revient, sans avoir prévenu personne. Ce fils, nommé Fabrice, n'a pas trouvé le bonheur loin du foyer :

J'ai fortement gâché ma vie à le poursuivre,
J'ai fatigué mon cœur à tous les carrefours.

Il a fait des dettes, il a vécu du jeu, avec des donzelles et des spadassins; il le dira lui-même :

J'ai beaucoup fréquenté parmi cette canaille.

Apprenant les projets de son père, Fabrice est subitement envahi par la vertu. Il empêchera ce mariage. Comment? Ses fréquentations antérieures n'ont pas disposé son esprit à l'emploi de moyens directs et francs. Tout de suite, c'est à l'intrigue qu'il pense, c'est à la supercherie. Il mentira à tous, à son père comme aux autres. Justement, Mucarade est presque aveugle. Voilà qui est bien et qui servira. Fabrice ne se lamente pas sur cette quasi-infirmité, mais il en tire parti : il se fait passer aux yeux, presque éteints, de son père, pour un ami de l'enfant prodigue, comptant ainsi éveiller moins de soupçons en Clorinde et Franca-Trippa. Clorinde, elle, pendant toute la pièce, ne mentira pas une seule fois ; Fabrice, l'honnête homme, roulera d'imposture en imposture. Il s'attaque au frère. Pour le faire parler, il le grise. Fabrice a l'habitude de ces combats et sait que nul ne lui tiendra tête. Il a raison. Dans l'ivresse, son partenaire laisse échapper que Clorinde est connue au théâtre sous le nom de doña Cléopâtre. Fabrice triomphe, et devant son père et devant Clorinde, jette à celle-ci son nom de comédienne en pleine figure (1). Le père s'écroule de douleur. Fabrice fait l'innocent et dit : « Quoi, vous ne saviez pas? Oh! pardon ! » Clorinde, elle, avoue et fait mine de partir.

La douleur de Mucarade est profonde. Il tombe dans un fauteuil :

C'est fini
Et, sous mon toit par elle un instant rajeuni,
Je sens de toutes parts revenir la vieillesse.

L'honnête Fabrice lui-même en est tout ému :

Pauvre père,
Suis-je bien dans mon droit quand je le désespère?

se demande-t-il un peu trop tard. D'ailleurs, son doute dure peu, et, sans qu'on puisse tout à fait s'expliquer sa conduite, il veut perdre une première manche et

...piper les dés pour la revanche.

Piper les dés! Passons. Sur ce simple espoir, il va replonger son père dans la honte d'où il l'avait à moitié tiré, et voilà qu'il prend la défense de Clorinde :

(1) Version de 1860.

Qu'est-il donc entre vous de changé ?
Rien... sinon que tantôt, chez votre fiancée,
Vous aviez lieu de craindre une arrière-pensée.

Car Clorinde est habituée au luxe, et ne peut avoir été séduite par la modeste fortune de Mucarade. Il va plus loin, Fabrice :

Ah ! que puisse le ciel me garder une femme
Comme vous éprouvée et passée à la flamme !

Et s'enfonçant avec volupté dans le mensonge, voulant maintenant ramener son père à Clorinde :

Eh ! Seigneur,
Sont-ce des sûretés qu'il faut à votre honneur ?
Le repentir en offre autant que l'innocence...

Clorinde se refuse à servir encore « de proie aux riches libertins. » « Je ne pourrai jamais, plutôt la mort ! » s'écrie-t-elle en éclatant en sanglots sincères et en tombant aux pieds du vieillard, qui naturellement la prie de rester. Et Clorinde, naïve et confiante, d'appeler Fabrice « son véritable ami. »

Fabrice, après avoir renoué les liens entre Clorinde et Mucarade, va de nouveau s'employer à les rompre. Comment ? Par de nouveaux mensonges, par une autre comédie dans laquelle la douleur et la honte de son père seront en jeu. Même il y mêlera sa sœur Célie, qu'il respectera moins que ne le fait Clorinde. Il se donne pour un prince original et richissime qui voyage afin de trouver à se marier, et ne regarde ni au bien ni à la naissance. « Ne laissez pas échapper une si belle occasion de marier ma sœur, » écrit-il dans une lettre qu'il dit tenir (lui qui s'est fait passer pour un ami de Fabrice) de Fabrice lui-même. Il manœuvre en sorte que Clorinde connaisse cette lettre. Clorinde doute :

...Votre fils vous fait une plaisanterie.

Mais Mucarade d'observer :

Il n'y mêlerait pas sa sœur, croyez-le bien.

Il se trompe, le vieillard.

Quel est le but de Fabrice ? D'éblouir Clorinde par ce titre et par cette fortune et de se faire aimer d'elle. Il y ajoute des œillades qu'il croit irrésistibles. Il est, d'ailleurs, élégant cavalier.

Mais ni sa bonne mine, ni sa noblesse, ni ses richesses ne troublent Clorinde. Fabrice lui a cependant fait comprendre qu'elle lui plaît. Elle ne se laisse pas tenter :

Eh bien, non! Ce serait plus mal que tout le reste...
Rendons à ma famille un éclatant service,
Rachetons le passé par un vrai sacrifice...

Elle s'emploie à donner à Célie ce riche parti qu'elle pourrait prendre pour elle et dont, malgré tout, elle ne veut pas. Elle est heureuse de cette belle action par laquelle il lui semble inaugurer sa nouvelle existence :

C'est moi, c'est ma réalité
Qui respire à son aise en pleine honnêteté.

Elle entreprend d'amener Célie à ce mariage. Elle débute ainsi :

Vous ne me fuyez pas, mon enfant, aujourd'hui..
Si vous saviez combien vous me faites de joie!

Célie qui est âgée de seize ans seulement, mais qui possède déjà des « clartés de tout » à un degré surprenant, laisse tomber sur Clorinde un flot de paroles méprisantes, lui reproche

... d'avoir préféré par un honteux effort
L'infamie au travail, à la faim, à la mort.

et la plaint « de ne plus mériter de pitié. » En vain, Clorinde se défend :

Oui, ma vie est coupable, oui, mon cœur a failli...
Mais vous ne savez pas de quels coups assailli!
Comment le sauriez-vous, âme chaste et tranquille,
A qui la vie est douce, et la vertu facile,
Enfant, qui pour gardien de votre tendre honneur
Avez une famille et surtout le bonheur!...

Et comme la malheureuse parle de la miséricorde de Dieu, la jeune personne lui répond, du tac au tac :

Dieu! dites-vous? Sachez que les honnêtes gens
Trahiraient sa justice à vous être indulgents.

Clorinde, ainsi repoussée, se décide à accueillir les hommages du faux prince, et Fabrice, qui le sait, prépare un enlèvement. Il joue à Clorinde la comédie de la grande passion. « Tu m'aimes? » lui demande-t-il :

Tu m'aimes! j'en atteste
Le trouble que je lis dans ton regard céleste!
A quoi bon les combats et les vaines pudeurs?
L'amour a d'un seul coup foudroyé nos deux cœurs!

Clorinde hésite, car elle répugne à la trahison. Elle pense au chagrin que sa fuite va causer à Mucarade. C'est elle qui y pense et non Fabrice, mais celui-ci sait si bien feindre la passion, qu'elle cède. Elle va partir avec lui. Mucarade les surprend, veut tuer Fabrice qui se démasque ; le vieillard jette son épée. et « cachant son visage dans ses mains : »

Mon fils !... Devant mon fils faut-il que je rougisse ?

Bientôt réconciliés, Fabrice et Mucarade s'unissent pour accabler Clorinde :

Vous avez démasqué cette *fille :* merci.

Clorinde, qui peut croire encore que Mucarade l'épousera, dit à Fabrice qui l'insulte :

Que mon honneur ou non vous semble une chimère,
Songez bien que je vais remplacer votre mère.

A ce mot, Fabrice éclate de colère : elle est à ses genoux, il va la frapper... se retient :

Je m'en vais pour ne pas déshonorer ma main.

Mais Clorinde a été tout à fait prise au piège qui lui était tendu. Elle aime Fabrice, elle tient tête, pour le sauver, au brigand Franca-Trippa son frère, elle brûle la lettre de change extorquée par celui-ci, et s'en va reprendre sa vie d'aventures, puisque les honnêtes gens n'ont pas voulu l'accueillir.

Mais elle ne part pas sans soulager son cœur. Et, non sans quelque raison, elle dit à Fabrice :

Pour vous, monsieur, souffrez que je vous félicite
De votre fourberie et de sa réussite ;
Vous avez des talents pour aller à vos fins,
Qui feraient des jaloux parmi les aigrefins.
Eh bien ! vous m'écoutez tous deux la tête basse,
Et c'est moi qui m'en vais le front haut, moi qu'on chasse,
Moi pour qui l'on n'a pas de mots trop outrageants !
Allons ! Relevez donc les yeux, honnêtes gens !

Et à tous :

O race des heureux, phalange impénétrable
Qui rendez le retour impossible au coupable,
Faisant au repentir un si rude chemin
Qu'on ne peut y marcher avec un pied humain,
Vous répondrez à Dieu des âmes fourvoyées
Que vos rigueurs auront au vice renvoyées !

C'est dans cette forme que *l'Aventurière* a été jouée et publiée en 1848, en pleine révolution.

Le public d'alors vivait dans de telles angoisses qu'il lui fut impossible d'approuver et même seulement d'entrevoir la thèse présentée par l'auteur. Il ne vit là qu'une comédie d'intrigue, amusante, émouvante parfois, mais ne se douta pas qu'Émile Augier avait eu l'intention de défendre la famille contre la courtisane. Le public d'aujourd'hui va plus loin ; s'il ne prend pas nettement parti pour Clorinde, il est tout au moins troublé; il se plaît à l'applaudir; il se retient pour ne pas voir en elle le personnage sympathique de la pièce, et l'on a pu constater qu'il serait excusable de s'y tromper. Le spectateur est surtout déconcerté par ce que peut avoir de gênant la situation de ce père ballotté sur le flot des mensonges de son fils, jouet de ses intrigues, bienfaisantes sans doute, mais qui, tout de même, lui déchirent le cœur et lui mettent devant tous la rougeur de la honte au front.

Augier dut le pressentir par la surprise que lui causa certainement le public, qui refusa de le suivre. Il dut se rendre compte bien vite, que, dans sa jeunesse, dans sa générosité, dans son inexpérience (d'après le journal d'Edmond Got, il était âgé de vingt-cinq ans lorsqu'il écrivit la pièce), il avait fait la part trop belle à ce qu'il voulait combattre. Il en éprouva sans doute quelque dépit, dépit que dut accroître la situation de plus en plus prépondérante prise par la courtisane dans la société, et encore plus le succès de *la Dame aux Camélias*.

Alors, il retroussa ses manches, reprit son sujet, se jurant bien que cette fois nulle sympathie ne pourrait s'égarer sur la courtisane qu'il allait mettre à la scène, et il écrivit *le Mariage d'Olympe*. Mais, après s'être trompé une fois par trop d'indulgence, il se trompera de nouveau, par excès de sévérité. Tel le tireur qui veut rectifier son tir, et manque encore le but, mais de l'autre côté.

*
* *

L'indignation d'Augier fut portée à son paroxysme par une série de scandales qui éclatèrent à cette époque. On pourrait citer les noms de douze ou quinze aventurières qui parvinrent à se faire épouser et pénétrèrent dans des familles titrées, connues, respectées. Nous ne citerons pas ces noms qu'on pourra trouver ailleurs, car beaucoup d'entre eux sont aujourd'hui honorablement portés. Mais nous pouvons dire que plusieurs de ces courtisanes triomphantes sortaient du monde de la basse galanterie, et que telle ou telle comtesse, par exemple, n'avait fait qu'un saut du bal Mabille au faubourg Saint-Germain. Émile Augier en fut saisi d'une sainte colère. La colère, même lorsqu'elle est sainte, est un état qui met en bonnes dispositions pour frapper fort, mais moins pour frapper juste. *Le Mariage d'Olympe* s'en ressentit.

La pièce est en trois actes courts, véhéments, brutaux, secs comme coups de trique, oserais-je dire si cette comparaison pouvait être permise ici. Au premier acte, nous voyons Olympe Taverny, venue elle aussi du bal public et ayant réussi à se faire épouser par le comte de Puygiron, parvenir, de plus, à pénétrer dans la famille, noble à tous égards, de son mari. Au deuxième acte, elle se conduit comme une drôlesse, au troisième, comme un monstre, et l'oncle de son mari l'abat d'un coup de pistolet, comme une chienne enragée. La scélératesse d'Olympe rend ce meurtre cent fois excusable ; cependant le public siffla et la pièce tomba sous les huées. Cherchons pourquoi. Augier a traité ce sujet sans nuances, ni ménagements. Dès les premiers mots, il nous montre crânement où il va frapper, sans laisser ignorer que sa pièce sera une risposte à *la Dame aux Camélias*.

— Pour vous montrer d'un mot à quel point ces demoiselles ont pris droit de cité dans les mœurs publiques, le théâtre a pu les mettre en scène.

— Comment! En plein théâtre, des femmes qui?... Et le parterre supporte cela?

— Très bien.

— Non seulement on les montre au théâtre, mais encore elles trouvent à se marier.

— Avec des chevaliers d'industrie?

— Non pas, avec des fils de bonne maison.

— Des idiots de bonne maison.

— Mon Dieu, non. La turlutaine de notre temps, c'est la réhabilitation de la femme perdue... déchue, comme on dit : nos poètes, nos romanciers, nos dramaturges remplissent les jeunes têtes d'idées fiévreuses de rédemption par l'amour, de virginité de l'âme, et autres paradoxes de philosophie transcendante... que ces demoiselles exploitent habilement pour devenir dames, et grandes dames.

Pour ces « filles » ainsi mariées, Augier ne demande rien moins que la peine de mort, quoi qu'en dise le Code pénal :

— Je me moquerais bien du Code pénal en pareille circonstance! Si vos lois ont une lacune par où la honte puisse impunément s'introduire dans les maisons, s'il est permis à une fille perdue de voler l'honneur de toute une famille sur le dos d'un jeune homme ivre, c'est le devoir du père, sinon son droit, d'arracher son nom au voleur, fût-il collé à sa peau, comme la tunique de Nessus.

Nous avons dit déjà que le marquis de Puygiron, qui s'exprime ainsi au premier acte, applique ses théories aux dépens de celle qu'a épousée son neveu.

La pièce est tombée brutalement en 1855 et les reprises de 1863, 1881 et 1895 n'ont pas réussi. Augier était trop loyal pour ne pas reconnaître ses torts. Il écrivit à un journal :

« Je me range complètement à l'avis de la presse et du public... J'ai senti, comme la salle, que la pièce laisse une impression pénible... La première condition de notre art est de s'emparer de l'auditoire, c'est la seule à laquelle on ne manque pas impunément. J'y ai manqué, je ne réclame rien (1). »

Si l'auditoire ne s'est pas laissé conquérir, c'est qu'il n'a trouvé aucun personnage à qui s'attacher, c'est qu'une implacable monotonie plane sur ses trois actes; c'est, surtout, que l'héroïne, Olympe Taverny, est un monstre d'une déconcertante uniformité. Elle est vile d'un bout à l'autre, vile au premier acte par son passé et par ses mensonges, vile jusqu'à l'invraisemblance au deuxième et vile au troisième acte jusqu'à l'absurde. Le *monstre*, qui est un monstre et rien de plus, et rien autre, n'inspire même pas la curiosité. D'ailleurs, Olympe est si complètement monstrueuse qu'on n'y croit pas. On doute de son existence. Et en effet, sur dix mille femmes galantes, on n'en

(1) Cité par M. Gaillard de Champris dans son excellente et copieuse étude sur Émile Augier.

trouverait peut-être pas une qui fût aussi perverse. Son caractère de « courtisane » disparaît. Ce n'est pas parce qu'elle est une courtisane qu'elle a l'idée de voler un cahier dans lequel une pure jeune fille écrit ses secrets, et de faire « chanter » la famille en menaçant de le publier ; ce n'est pas parce qu'elle est une courtisane qu'elle fait cela, c'est parce qu'elle est le rebut de l'humanité, et si de pareils actes sont possibles ils peuvent être commis tout aussi bien par une vieille fille, par un homme ou par une femme mariée. Olympe n'est pas une courtisane, c'est un troisième rôle. Or, les traitres par eux-mêmes ne sont pas intéressants. Ils ne peuvent nous émouvoir que par leurs victimes. Dans *le Mariage d'Olympe*, les victimes ne souffrent pas devant nous. Le mari, d'autre part, est trop naïf et trop sot. Pendant ces trois actes, il a plutôt l'apparence d'un monsieur très ennuyé que celle d'une victime. Le marquis et la marquise ne commencent à souffrir qu'au baisser du rideau du dernier acte, deux minutes avant la bruyante exécution de leur bourreau. Enfin, les nombreuses invraisemblances, assez habilement dissimulées cependant pour ne pas sauter aux yeux, n'en sont pas moins présentes et contribuent à jeter l'esprit du spectateur, sans qu'il se rende bien compte pourquoi, dans une confusion, dans un état de non-réceptivité, de résistance confuse et de malaise évident (1).

Après cet échec, Augier va-t-il lâcher sa proie ? Non. Il est trop convaincu de la noblesse et de l'utilité de la tâche entreprise. Il est un apôtre débordant de courage et de ténacité, audacieux et robuste. Une fois de plus il reprendra le même sujet. Il va imaginer une autre courtisane mariée, devenue courtisane au foyer conjugal même ; et comme, cette fois, il nous montrera la victime pantelante, le mari, il réussira, et il aura écrit sa pièce la plus forte, la plus originale, la plus douloureuse et

(1) Et qu'eût-ce été si la Censure, bienfaisante cette fois, n'avait amené l'auteur à modifier son premier dénouement ?

Ce premier dénouement, nous ne le connaissons que par le rapport des censeurs, trouvé dans les papiers des Tuileries, je crois, et publié par un indiscret à qui notre curiosité doit un remerciement. Voici le passage qui concerne *le Mariage d'Olympe :*

« Un vieillard représentant l'idéal de l'honneur et de la vertu, ne peut pas être montré se suicidant après s'être fait justice par un meurtre, pendant que sa femme, *qui l'a poussé à cette action coupable, comme à un devoir*, assiste, à genoux et en priant Dieu, à la catastrophe. »

la plus belle, sous ce titre : *les Lionnes Pauvres*. Est-il nécessaire d'en rappeler le sujet? C'est la désorganisation d'une famille de petits bourgeois par l'amour du luxe chez une jeune épouse. C'est une femme qui fait vivre son mari dans un luxe dû à son inconduite, ignorée de lui.

La pièce pouvait être traitée de deux façons. La première eût consisté à nous révéler la dégradation progressive de la petite bourgeoise empoisonnée par l'atmosphère de luxe dont tout le monde était alors enveloppé. La seconde est de nous attendrir par le spectacle des malheurs qu'une semblable conduite aura déterminés. C'est celle-ci qu'a choisie Augier. Il eût été plus beau de s'attaquer à l'autre, parce que c'eût été plus dangereux. Mais peut-être était-ce impossible en 1858. Augier l'a cru tout au moins. Il l'avoue dans sa préface : « La peinture de la dépravation graduelle de Séraphine nous a paru aussi dangereuse que tentante. Nous avons craint que le public ne se fâchât tout rouge à la transition de l'adultère simple à l'adultère payé. »

Augier nous présente donc une héroïne qui, avant même le premier acte, a touché le fond de l'infamie où elle restera après le baisser du rideau. C'était se condamner à la regrettable monotonie qui causa la chute du *Mariage d'Olympe*. Et il en est advenu, en effet, du personnage de Séraphine comme de celui d'Olympe. Il a paru sans intérêt, sans vie, sans réalité; à tel point qu'aucune actrice, fût-elle Desclée ou Réjane, n'a pu le réaliser.

Lorsque nous voyons Séraphine pour la première fois, elle est dans la fange, et elle y restera. Tous ses efforts tendront à s'y installer aisément. Orpheline et pauvre, elle a été épousée par un excellent homme, plus âgé qu'elle, il est vrai, mais qui l'enveloppe de bien-être et de tendresse. Cet homme, quoique simple, est fier : elle le sait. Il l'adore : elle le sait. Il mourra de la révélation de son ignominie : elle ne peut pas ne pas le savoir. Et cependant, au cours de toute la pièce, alors qu'elle voit insensiblement la vérité se dévoiler devant ce malheureux, elle ne sera effleurée ni par un sentiment de pitié, ni par un remords, pas même par un regret. Elle est, comme Olympe, au-dessous de l'humanité. Elle n'a aucun point de contact avec nous. Au lever du rideau, elle achète des dentelles; au second acte, elle cherche de l'argent pour les payer: au troisième, c'est

son amant qui en cherche pour elle; au quatrième, elle assiste à l'effondrement de son mari à qui on a réclamé cet argent; c'est tout : nous ne la reverrons plus. Il n'y a, en elle, pas plus de tempêtes que dans un égout (1).

On a beaucoup reproché à Augier de ne nous avoir montré ainsi que le profil de son héroïne. A la réflexion, on s'aperçoit qu'il l'a fait de propos délibéré, et qu'il n'a peut-être pas cédé uniquement aux craintes exprimées dans sa préface.

Et, en effet, quel a été son point de départ? Montrer « cette plaie du luxe dans une région où le luxe n'était pas encore descendu avant nos jours. » Quel a été, jusqu'ici, le but de sa vie? Combattre l'amant et la courtisane. Pour lui, la courtisane est la courtisane, rien de plus. Il n'a pas à l'expliquer autrement, à scruter son caractère. Son caractère, c'est d'être une courtisane. Sa fonction, c'est de faire le mal.

Il suffit donc de montrer ses œuvres pour la flétrir. C'est seulement par la désorganisation qu'elle cause qu'elle existe. Ici, elle brise un jeune ménage, jette son amant à la honte et au suicide, son mari au désespoir et à la mort. Augier n'a pas voulu faire une comédie de caractère, mais une comédie de mœurs.

Il s'en suivra ceci : ceux qui, dans *les Lionnes pauvres*, regardent seulement Séraphine, trouvent le drame insuffisant; et ceux qui regardent seulement les honnêtes gens dont elle a fait le malheur, affirment que la pièce est admirable.

Parlons donc de ces honnêtes gens.

Pommeau, le mari, c'est Julien, le mari de *Gabrielle*, vieilli, et devenu un « patriarche de la basoche. » Même honnêteté, mêmes travers professionnels, même médiocrité d'allures, même application au travail, même grandeur d'âme, même simplicité. Il s'était fait une petite existence de célibataire et s'y complaisait lorsque les hasards lui ont donné une pupille, Thérèse, qu'il s'est mis à aimer comme si elle était sa fille, qu'il a mariée à un avocat, Léon Lecarnier, et qu'il a

(1) Nous devons dire que, dans une première version, elle s'expliquait un peu, se défendait un peu :

« Quels enseignements ai-je reçus, moi? disait-elle. Que m'a appris ma mère? Qu'il faut être riche pour être heureux. Que m'a appris le monde? Qu'il faut être riche pour être considéré. Les plaisirs et le luxe sont les dieux qu'on nous prêche de parole et d'exemple. Quand nous les adorons, on nous traite de monstres, — monstres, soit! Si j'en suis un, prenez-vous-en à qui de droit. »

dotée. Puis, à cinquante ans passés, se trouvant « bien seul et bien inutile, » il a rencontré Séraphine qu'une mère malade allait bientôt laisser sans appui, sans ressources. « Il me restait quatre-vingt mille francs de mon patrimoine et de mes économies... Je n'étais plus jeune, dit-il, mais je n'étais pas vieux ; elle consentit à m'épouser, et je recommençai à vivre. » Il vécut dans l'adoration de sa femme, se tuant de travail pour subvenir à ses besoins de luxe, imitant les Italiens : « Je rogne sur la toilette pour parer la madone. »

Il apercevait bien que les dépenses de Séraphine étaient exagérées, mais celle-ci endormait ses inquiétudes par des histoires d'occasions extraordinaires qui trompèrent longtemps le bonhomme, peu habile à estimer la valeur d'une dentelle, d'une robe ou d'une paire de rideaux. Et c'est Léon Lecarnier, le mari de la pupille, qui entretient la femme de son bienfaiteur.

De tels désordres ne peuvent rester longtemps cachés. Thérèse, la première, en a la révélation. Sa douleur est grande, son héroïsme plus grand encore. Elle n'a qu'une pensée : empêcher que Pommeau n'apprenne l'horrible chose. Malgré tout, il connaît, d'abord par les révélations d'une marchande à la toilette, que sa femme a des dettes. C'est presque un soulagement pour lui, car des chuchotements l'avaient porté à douter de la fidélité de Séraphine. Ensuite, par les mensonges de celle-ci, il apprend tout, tout sauf le nom du bailleur de fonds : « Qui défraye ton luxe, dis ? Car, chose horrible, j'en suis à ne plus compter avec la chute, tant la faute disparaît devant l'énormité de la honte ! Tu n'es pas même la femme adultère, *tu es la courtisane;* ce que tu as fait de moi, ce n'est pas un mari trompé, c'est le mari d'une femme entretenue, le complice de tes ignominies, le receleur !... Je ne suis pas ridicule, je suis déshonoré ! »

Ces cris de douleur n'émeuvent pas Séraphine, et lorsque le pauvre homme lui offre le pardon à la condition de vivre pauvrement du produit de ses appointements de premier clerc, après avoir jeté à l'amant tout ce que possède le ménage, Séraphine refuse avec ces mots effroyables :

— Je ne veux pas être pauvre !...

Pommeau fuit cet intérieur où tout lui crie sa honte, et va demander asile à qui ? A sa pupille, à sa Thérèse Lecarnier ! Le dernier coup l'y attend. L'embarras de Thérèse l'étonne d'abord :

POMMEAU.

Est-ce que je te dérange?

THÉRÈSE.

C'est que...

POMMEAU.

Tu n'as pas un coin à me donner? Ce fauteuil me suffira. Pour une seule nuit! Tu baisses les yeux?... (Bas à Thérèse) Est-ce que Léon s'y oppose? (à Léon) Ne me séparez pas d'elle, mon ami, mon fils... (Il ouvre les bras comme pour se jeter dans ceux de Léon. Thérèse, par un mouvement instinctif, l'arrête. Pommeau regarde autour de lui, passe sa main sur son visage, les yeux fixés sur Léon, puis :) Ah! bandit, c'était toi!

Il ne peut tuer le mari de celle qu'il considère comme sa fille. Et il s'en va dans la nuit, seul, écrasé de douleur et de honte, mourir dans quelque coin obscur.

Dans tout le théâtre moderne, il n'est pas de dénouement plus audacieux, plus simple et plus poignant. Montrer le résultat des vices de Séraphine est une leçon autrement puissante que de tuer Olympe.

Telle est cette œuvre admirable. On a reproché à Émile Augier de devoir quelques traits de sa Séraphine à la Mme Marneffe de Balzac. Mais qui donc, ayant écrit après Balzac, ne lui doit pas quelque chose?

Il y aurait toute une étude à faire sur l'habileté théâtrale d'Émile Augier, habileté bien supérieure, à mon sens, à celle de Victorien Sardou, laquelle n'était qu'une dextérité scribesque de prestidigitateur. Jamais peut-être elle ne fut aussi grande, aussi constante que dans *les Lionnes Pauvres*. Sans doute, on y regrette une histoire fâcheuse et inutile de portefeuille perdu, sans doute les tirades et les mots d'esprit du raisonneur sont parfois agaçants, mais que sont ces légères imperfections en regard de la beauté de l'ensemble? Aujourd'hui encore, l'œuvre nous paraît audacieuse. Quelle hardiesse ne fallut-il pas pour l'écrire en 1858! C'est surtout parce qu'il est l'auteur des *Lionnes Pauvres* qu'Émile Augier peut être salué comme le Père du Théâtre Contemporain.

BRIEUX.

(*A suivre.*)

LES AMANTS D'ANNECY

ANNE D'ESTE ET JACQUES DE SAVOIE

II[1]

VI. — L'HISTOIRE : JACQUES DE SAVOIE-NEMOURS

Celui-ci, du moins, Mme de La Fayette le désigne en toutes lettres. Elle l'a pris, tout vivant, à la Cour des Valois pour l'introduire dans son roman. L'a-t-elle représenté au naturel? Il appartenait donc à la branche cadette de la maison de Savoie et il était né le 12 octobre 1531, dans l'abbaye de Vauluisant en Champagne. Sa mère, Charlotte d'Orléans, l'éleva soit à Annecy, soit à la Cour de France. Il devait être fidèle à ses origines françaises plus qu'à ses origines savoyardes, car il combattit, toute sa vie active, pour la France, et même contre son cousin Emmanuel-Philibert, duc de Savoie. Un document conservé à Turin donne sur son éducation ces détails : « Il s'adonna, dès sa petitesse, suivant sa naturelle inclination, à l'exercice des armes tant à pied qu'à cheval (aimant avec ce très grandement la musique), à l'occasion de quoy son escuerie et armamentaire feurent de tout temps des mieulx fornies de chevaulx et toute sorte de armes et harnois de France, tellement que dans peu de temps il se rendit si adroit et si parfaict en l'exercice militaire que en la 15e année de son aage, il se trouva avec le roy Henry au siège de Bologne, là où il bailla à la présence de ce grand roy

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre.

toute espérance de soy mesmes » (1). On entrait alors de bonne heure en carrière. Ce garçon de quinze ans commandait une compagnie de chevau-légers au siège de Boulogne. A vingt ou vingt-cinq ans, on était ambassadeur ou général. Les plus grandes affaires d'État étaient confiées à des jeunes gens. Souvent ces débuts trop rapides provoquaient l'usure dans la force de l'âge et entraînaient des retraites prématurées : celle d'un Nemours, celle d'un La Rochefoucauld. Une société plus simple, moins complexe, des manœuvres moins compliquées à la guerre, permettaient ces directions précoces. Encore verra-t-on bientôt avec satisfaction le pouvoir et le commandement passer aux mains plus expérimentées des Sully, des Richelieu et des Turenne.

Un portrait à la manière de Clouet nous donne une idée du beau Nemours, mais la plume de Brantôme et celle de Mme de Lafayette en disent mieux le charme mouvant. Il porte un pourpoint fermé laissant passer le collet plissé, un toquet à plume incliné sur le côté. Le visage est régulier, l'ovale allongé, le front haut, les sourcils droits, les yeux un peu étonnés, la bouche petite et la barbe légère. Il y manque ce don de tout animer autour de soi que décrit si joliment Brantôme. On sait qu'il faisait la mode. Sa pratique avait fait la fortune d'un orfèvre. Dans l'inventaire dressé en 1549 au château de Nemours, à Annecy, on a l'état de sa garde-robe à dix-huit ans. « Les jambes vêtues de bas-de-chausses en laine doublées d'une belle étoffe, il portait un haut-de-chausse, sorte de culotte plus ou moins bouffante descendant à mi-cuisse, de toile d'or ; son pourpoint était le plus souvent taillé dans le même tissu, laissant passer le collet de la chemise orné de broderie. La saye qu'il mettait par-dessus, sorte de vêtement en usage jusqu'aux guerres de religion, très ouvert sur le devant, avec ou sans manches, à basques ou pointes, était tantôt en satin cramoisi chargé de cordon d'or, soit en tissu d'or et d'argent, soit en velours brodé ; sa chamarre, veste longue et ample portée également sur le pourpoint, était aussi faite en toile d'or et d'argent ; enfin sa robe, faisant alors l'office de paletot, était en velours rouge cramoisi à dessins, doublé de satin. Le costume était complété par l'épée dorée ou argentée, dans un fourreau de

(1) Cité par Max Bruchet dans son mémoire sur *Jacques de Savoie, duc de Genevois-Nemours* (*Revue Savoisienne*, Annecy, Abry imp., 1898).

velours assorti à la nuance du vêtement. » (1) Tout cet or et tout cet argent, tout ce satin et tout ce velours nous feraient aujourd'hui l'effet d'une mascarade. Dans le même inventaire, on trouve un nombre considérable et luxueux de costumes de déguisement, montrant le goût qu'on avait alors pour ces accoutrements dont on se paraît à toutes fêtes en mettant les masques de velours pour mieux intriguer.

L'inventaire de 1585, dressé après la mort de Jacques de Savoie, nous révèle mieux encore son élégance et son goût artistique. Les tapisseries, les meubles, les bustes, les médaillons, les peintures, les jeux, les équipements de chasse, les orgues dans la chapelle, faisaient du château d'Annecy un musée vivant. Et par-dessus toutes choses, Nemours, se souvenant de ses belles campagnes en Italie, en Allemagne, en France, aimait le luxe des armes et des chevaux. Dans cet inventaire sonne encore un fracas d'armures, aussi retentissant que les vers de Victor Hugo décrivant avec une virtuosité incomparable la salle où le vieil Eviradnus attend dans l'immobilité, en selle sur le mannequin d'un cheval. Cuirasses et écailles de fer, gorgerins de maille à l'allemande, corselets à la reître, grèves, genouillères, salades pour combattre à la barrière, bourguignottes et morions s'entassent en une masse d'acier où luisent les poignards et les dagues, les estocs, les cimeterres, les braquemards, les épées, épées à l'allemande ou colichemardes, épées à deux mains, épées rabattues, et les coutelas et les haches d'armes, le tout, dans sa description exacte, minutieuse et innombrable, à ravir d'aise Maurice Maindron qui fut, comme on sait, le plus grand armurier de la littérature.

Ces belles armes n'étaient pas qu'un luxe pour lui : il avait su s'en servir, depuis l'âge de quinze ans. Sous les ordres du duc de Guise, il avait brillamment défendu Metz bloqué par Charles-Quint (1552) et pris part à l'attaque du Renty (1554). Guise, content de lui, sûr de lui, lui donna la charge de colonel général de l'infanterie pendant la campagne d'Italie (1556) : Nemours n'avait que vingt-cinq ans. Il y fait merveille. Il emporte Valenza sur le Pô (janvier 1557) au pas de course avec ses gens de pied, et sa réputation est telle que les soldats des autres corps d'armée, et même ceux du fameux maréchal de

(1) *Trois inventaires du château d'Annecy*, par Max Bruchet.

Brissac, se débandent pour servir sous ses ordres. Deux ans plus tard, il est nommé colonel-général de la cavalerie légère. « Bref, dit l'éloge funèbre des archives de Turin, durant le règne du roi Henry (Henri II), luy estant en très bonne disposition, ne se fist voyage ni entreprinse de guerre en laquelle il ne se trouva le premier allé et le dernier revenu. »

Montluc, qui s'entendait en beaux faits d'armes, ne tarit pas sur les exploits de Nemours en Italie. Et quand Nemours écrit au Roi, c'est pour lui raconter une partie de plaisir à Turin. Et a chance veut que, dans les pires traverses, il ne soit jamais blessé.

On voit que ce prince de la mode était un rude soldat. Il était, par surcroît, un lettré : « bien disant, bien écrivant autant en rime qu'en prose, » déclare Brantôme, et d'après l'éloge de Turin (1) sachant les mathématiques et les sciences naturelles, la peinture, la sculpture et l'architecture, excellent musicien, parlant le latin, le français, l'italien et l'espagnol, sachant « se faire comprendre non seulement avec l'épée, mais avec la parole. » Comment il écrivait, nous le verrons dans la suite, soit dans ses lettres d'amour, soit plutôt dans son testament. Ronsard le célèbre avec enthousiasme. Un sûr moyen de lui plaire et souvent même d'obtenir de lui des libéralités dont il était prodigue, était de mettre la conversation sur un sujet de littérature ou de fabrication d'armes. Sur sa gentillesse, son affabilité, son extraordinaire don de séduire, les témoignages abondent. Brantôme raconte comment, après la paix de Câteau-Cambrésis, il fit la conquête de son cousin Emmanuel-Philibert, après l'avoir combattu, sautant en croupe sur le cheval du duc de Savoie si adroitement que celui-ci ne s'en doutait qu'après, le cajolant et le divertissant, tant et si bien que celui-ci, plus tard, lui donnera le château de Moncalieri pour s'y retirer. Son confesseur lui attribue un trait charmant : il avait surpris, par la fente d'un rideau, un de ses domestiques lui dérobant une chaîne de 500 écus ; sur le moment, il ne dit rien ; le lendemain, pendant que ses autres valets de chambre cher-

(1) Turin, Archives de Cour : *Storia della Real Casa,* dossier Jacques de Nemours. Éloge de ce prince par son confesseur Christin, cité par Max Bruchet. (Entre parenthèses, les archives de Turin devaient être transmises à Chambéry pour la partie concernant la Savoie, d'après le traité de 1860 consacrant la réunion de la Savoie à la France : pourquoi cette clause du traité n'a-t-elle pas été exécutée ?)

chaient cette chaîne, il appela le misérable et lui dit secrètement de s'en aller avec la chaîne et de ne plus reparaître devant lui, ajoutant : Tu m'as privé de te donner davantage. « Cette libéralité, ajoute le P. Christin, estoit en lui accompagnée d'une affabilité et courtoisie si très grande que jusques aux moindres, du plus bas estat que ce fut, estoient par lui courtoisement rescus et caressés, car quant aux aultres, il estoit envers eux si cordial que mesmes en ses plus griefves maladies, ne permettoit que la porte fut fermée à aulcun, ordonnant davantage qu'on l'esveillât et interrompît son repos s'il avenoit que quelcung le vint assister, voir en ses plus aspres douleurs, craignant qu'ilz ne s'en allassent sans le voir et recevoir d'une amitié incomparable. » Ajoutez qu'il était très aumônier, et de la belle manière qui est secrète. Son maître d'hôtel ayant, sur son ordre, fait distribuer des matelas aux prisonniers qui dormaient sur la terre nue, mais, les ayant marqués de ses armoiries, il se fâcha, ne voulant pas que l'on affichât ainsi le donateur.

Un prince si bien doué devait être fort recherché des dames. Il le fut, et il en abusa de très bonne heure. Brantôme tient de lui-même sa méthode amoureuse : « Je lui ay ouï raconter, dit-il, plusieurs fois de ses advantures d'amour : mais il disoit que la plus propre recette pour jouyr de ses amours estoit la hardiesse, et qui seroit bien hardy en sa première pointe infailliblement il emportoit la forteresse de sa dame ; et qu'il en avoit ainsi conquis de ceste façon plusieurs, et moitié à demi-force, et moitié en jouant. » (1) S'il était secret dans ses aumônes, il ne l'était point sur ses bonnes fortunes. La mode n'était pas alors au silence, mais quand le fut-elle ? La vanité des hommes a bien rarement su taire la liste de leurs victoires, et la crainte d'y figurer n'a point toujours suffi à retenir leurs victimes. La réputation galante de Nemours fut telle que la reine Élisabeth d'Angleterre désira de le connaître, et peut-être de l'épouser.

Le comte de Randan, qui se rendait en Écosse, traversant Londres, ayant été reçu par elle au passage, mit naturellement l'entretien sur le duc, sa grande préoccupation du moment. Randan, aussi expert aux bagatelles de la galanterie qu'aux armes, lui fit avec

(1) *Brantôme*, tome IX.

intention un portrait si séduisant du duc, qu'il vit briller dans ses yeux une étincelle d'amour; il n'eut donc pas grand'peine à lui faire avouer qu'elle désirait le connaître. A son retour en France, Randan en parla au duc et lui fit entrevoir que, s'il se rendait en Angleterre, il aurait peut-être quelque chance d'épouser la reine. Randan s'en remit également à François II, qui y vit peut-être un moyen de rapprochement entre la France et l'Angleterre, profondément divisées alors à l'occasion de l'Écosse. Il encouragea donc Nemours à tenter l'aventure; une couronne étant au bout, le duc, par prudence, envoya en éclaireur à Londres Lignerolles, son plus fidèle serviteur. Lignerolles étant revenu avec une réponse encourageante, il n'y avait plus à hésiter; le duc songea à ses préparatifs. François II l'aidant de sa bourse, il acheta des chevaux, des équipages, et commanda les plus riches costumes. Tous les jeunes gentilshommes qui se modelaient sur lui briguèrent l'honneur de l'accompagner quand, tout d'un coup, le projet de voyage se rompit. Brantôme nous en dit le motif : *Une dame le serrait trop d'amour*. S'il ne la nomme pas, il la désigne suffisamment pour qu'on ne s'y trompe point. C'était la duchesse de Guise, Anne de Ferrare, si belle, à l'en croire, que, la voyant un jour danser avec Marie Stuart, il ne put dire *qui l'emportait en beauté...* (1)

Pour le baron de Ruble, il est vrai, ce fut la reine elle-même qui se détacha du projet, comme elle avait accoutumé de le faire en matière de mariage. Le beau Nemours faillit donc conquérir un trône, et son amour pour Anne d'Este l'en aurait seul empêché. Mais l'amour avait commencé de lui jouer un tour de sa façon. On sait qu'il en a de cruels. Ses flèches sont acérées, et parfois même empoisonnées. Le procès Rohan ne va pas nous montrer notre Nemours en belle posture.

VII. — UN QUATRIÈME ET GÊNANT PERSONNAGE

Saint-Simon a conté cette histoire dans son style imagé et sa rude manière d'aristocrate qui attache peu de poids aux galanteries et beaucoup au rang d'où il voulait exclure les Rohan, et voici comment il expédie Françoise de Rohan dont il fait une aventurière en quête d'un mari de haut titre par tous les moyens :

(1) Comte Hector de la Ferrière, *Les projets de mariage de la reine Élisabeth* (1882).

Le duc de Nemours lui donna une promesse de mariage et prit en attendant un pain sur la fournée, d'où vint un fils. Pressé par cette aventure d'effectuer sa promesse, l'aventure même l'en dégoûta et il s'en alla en Piémont, où étaient lors les plus beaux faits d'armes; mais, de retour, la demoiselle, désespérant de l'épouser de gré, lui intenta un procès. Il le tira en longueur, se défendit parce qu'elle était huguenote et lui catholique, et fit si bien qu'il ne fut point jugé de tout le règne d'Henri II. Les Guise, après, devenus les maîtres de plus en plus, et qui, pour les intérêts de leurs vastes vues, supportaient fort M. de Nemours à cause de M. de Savoie et qu'il était gendre d'Espagne, tirèrent encore l'affaire en longueur parce qu'elle ne valait rien et que le roi de Navarre, Antoine de Bourbon, protégeait sa cousine germaine. Mais après sa mort devant Rouen, 1562, M. de Nemours voulut se dépétrer de cette fâcheuse affaire. M. de Guise ayant été assassiné par Poltrot devant Orléans, 18 février 1563, M. de Nemours eut encore plus d'empressement d'en sortir pour se trouver libre dans ses amours avec Mme de Guise et elle avec lui, afin de se marier avec tant de grandeur, de si proches alliances royales pour M. de Nemours et d'accomplissement de désirs de tous les deux (1).

Ailleurs, le terrible Saint-Simon revient sur la malheureuse Françoise. Nommant son père et sa mère, René de Rohan et Isabelle d'Albret, il dit que de leur mariage sortirent « des fils qui ne parurent point et une fille qui ne parut que trop. » Quand celle-ci réclama à Nemours l'exécution de sa promesse, « le pauvre Nemours était bien embarrassé. Personne des intéressés ne faisait là un beau personnage. Mme de Guise voulait enlever M. de Nemours à sa parole de haute lutte. M. de Nemours convenait de l'avoir donnée; il n'osait y manquer, et pourtant ne la voulait point tenir. La bonne La Garnache (Françoise de Rohan) demeurait abusée, et, en attendant ce qui arriverait de son mariage, faisait de sa turpitude la principale pièce de son sac et toute la force des cris de ceux qui la protégeaient. La fin de tout cela fut qu'elle en fut pour sa honte et ses protecteurs pour leurs cris, et que M. de Nemours épousa Mme de Guise en 1566. Mlle La Garnache disparut et alla élever son poupon dans l'obscurité, où il vécut et mourut (2). » *Personne ne faisait là un beau personnage :* là est la moralité de l'aventure, personne et surtout pas Nemours. Il y a bien des

(1) Saint-Simon, édition de Boislisle, tome V, appendice X.
(2) Saint-Simon, édition Chéruel, tome II.

disgrâces dans ces belles passions qui semblent nous emporter au-dessus de la vie ordinaire et qui nous y ramènent par des voies obliques et douloureuses.

Les Rohan étaient une des plus illustres maisons de France, et apparentées à la maison royale. René, le père de notre Françoise, avait épousé la sœur du roi de Navarre. Françoise, née le 16 août 1534, de trois ans plus jeune que Jacques de Savoie, avait été élevée au château de Plessis-lès-Tours, avec Jeanne d'Albret qui épousa Antoine de Bourbon. Bien que son cas soit digne de notre pitié, comme doit l'être celui d'une fille séduite et abandonnée après avoir été rendue mère, elle ne mérite peut-être pas toute la sympathie que lui marque le baron de Ruble, qui s'est institué son défenseur contre Saint-Simon et contre Nemours (1). Ni au début ni à la fin de sa vie de femme, elle n'est sans reproche. Fiancée à son cousin Louis de Rohan, et le contrat signé (26 octobre 1551), elle rompt le mariage parce que son fiancé devient aveugle. Les blessés de guerre n'eussent pas trouvé grâce auprès d'elle. Elle n'est pas, nous le verrons, une résignée. Entrée comme fille d'honneur au service de Catherine de Médicis, elle est mise sous la garde d'une dame de Cossé, veuve et prude, que Nemours bernera. A la Cour, elle se lie étroitement avec Jeanne de Savoie, sœur du beau Nemours, et partage avec elle son appartement, ce qui autorise l'intimité des trois jeunes gens. Ainsi devient-il amoureux de Françoise dont il porte les couleurs. Sur la beauté de Mlle de Rohan, nous avons le témoignage du poète Melin de Saint-Gelais dont je sais en deux vers un des plus jolis madrigaux qui aient été adressés à des mains blanches :

> Je veux boire au creux de tes mains
> Si l'eau n'en dissout point la neige.

Quand Jeanne de Savoie épouse le comte de Vaudemont (janvier 1555), les deux jeunes gens continuent de se voir de si près que l'on commence à jaser. La dame de Cossé fait des remontrances au jeune homme qui lui assure qu'il vient pour le bon motif, ce qui, aussitôt, calme la duègne. En réalité, il n'a jamais pensé à ce mariage, et tout simplement, il faut le

(1) *Le duc de Nemours et Mlle de Rohan* (1531-1592), par le baron Alphonse de Ruble (Labitte, édit., 1883), tiré à 170 exemplaires. — Voir aussi du comte de la Ferrière. *Une cause célèbre au XVIe siècle* (*Revue des Deux Mondes*, 1882).

dire, parce que les Rohan sont mal en point dans leurs affaires et parce que ses propres ambitions qui sont grandes le tournent tout entier du côté de la maison de Lorraine. Plus tard, d'autres raisons entreront encore dans son refus : la religion de Françoise de Rohan passée à la Réforme, quand lui-même est un des chefs catholiques, et surtout ses amours avec Anne d'Este, duchesse de Guise. Mais quand il veut séduire Mlle de Rohan, toutes les armes lui sont bonnes, et spécialement la promesse de mariage avec quoi l'on amadoue les jeunes filles. Toute la Cour s'attend d'ailleurs à ce mariage : une Rohan est cousine du Roi, qui donc oserait courtiser une Rohan sans la vouloir épouser? Qui, sinon ce foudre de guerre qui est un vainqueur de ruelles, et dont Brantôme nous a dit la méthode. Tout le sert d'ailleurs, comme il se sert de tout. Précisément, il part pour la campagne d'Italie; rien ne précipite les aveux d'amour comme la perspective d'un départ. D'Italie il lui adresse des lettres charmantes où il lui fait hommage de ses victoires : « Si j'estois aussi vaillant comme je suis serviteur de celle qui porte le nom des chiffres qui sont sur mes harnais et sur ma casaque, je pense qu'il ne fauldroit que moy tout seul pour gaigner une bataille. » Et il lui envoie des présents, mais ne cesse de lui demander, le bon apôtre, de tenir secrète leur promesse d'union. Peut-être est-il déjà partagé entre deux passions, dont l'une, celle qu'il a pour Anne d'Este, l'emportera sur l'autre et durera toute sa vie. Et déjà il tente de rompre avec Françoise de Rohan, chargeant de cette mission le maladroit maréchal de Saint-André. Celle-ci, aussitôt, se déchaîne, Il nie avec impudence : les ruptures ne sont pas son affaire. et puis il aime à faire plaisir aux dames, jusqu'au jour où il les immole à ses caprices. En Italie il a flirté avec Lucrèce d'Este, la sœur d'Anne, à Ferrare. Lucrèce est-elle le paravent de ses amours avec la duchesse de Guise? Essaie-t-il loyalement d'oublier la femme inaccessible de son chef, le grand François de Guise? *Chi lo sa*, comme disent les Italiens.

A son retour, il retrouve la Cour à Blois et, dans un bal où Françoise est habillée de blanc et de violet, Jacques et ses officiers prennent les mêmes couleurs et il danse avec elle toute la nuit. On ne saurait davantage l'afficher. Mais, le lendemain, il lui écrit de ne pas divulguer leur projet. Il lui joue la comédie du mariage, et même en public. Françoise, pourtant,

devait être avertie : depuis le temps qu'elle vivait à la Cour, elle n'avait pas les yeux fermés sur ce qui s'y passait. Ayant tant badiné avec le mariage, il arriva qu'elle se laissa séduire, et même elle n'y fit pas beaucoup de façons. La méthode révélée à Brantôme réussit un soir au duc, une fois de plus. A la fin de 1556, quand Nemours repartit pour l'Italie, Françoise était enceinte et ne l'en avait pas informé. Vers la Noël, elle se décida à tout lui révéler. Il ne lui répondit pas. C'était un fameux capitaine qui s'illustrait dans chaque combat et qui manquait à la Cour. Mais don Juan n'est pas souvent un galant homme. Le Roi et la Reine s'aperçurent bientôt de l'état de leur triste cousine et lui firent subir un interrogatoire où elle finit par avouer sa faute. Catherine voulait la chasser; Henri II, plus indulgent, se contenta, nous dit le baron de Ruble, de commander à toutes les dames un secret absolu qu'aucune ne garda, et renvoya Françoise auprès de la reine de Navarre. Cependant Jacques de Savoie répondait évasivement aux questions impérieuses qu'on lui posait de loin et prolongeait son séjour en Italie.

Le désastre du connétable de Montmorency à Saint-Quentin fit rappeler d'Italie l'armée de Guise. Nemours faisait merveille : on ne lui gardait pas rancune. Et le 24 mars 1557 naissait, au château de Pau, Henri, fils de Françoise de Rohan qui prenait hardiment le titre de duchesse de Nemours et affublait son rejeton de celui de prince de Genevois tiré de la maison de Savoie. Résolue à obtenir en justice ce qu'elle n'avait pu obtenir de bon gré, elle n'hésita pas à revenir à la Cour, et cita son ancien amant devant l'Official de Paris, qui ordonna une enquête. Jacques de Nemours nia tout, ses promesses, ses relations et sa paternité dont il ne craignit pas d'attribuer à un autre le mérite. La première enquête, cependant, ne serait pas très probante sans les lettres, Françoise n'ayant appelé en témoignage que des gens à son service. Puis le procès suit les fluctuations de la politique et devient tantôt une lutte de puissance entre les maisons de Bourbon et de Lorraine, et tantôt une lutte d'influence religieuse entre huguenots et catholiques. Quand le roi de Navarre est en faveur, Jacques de Nemours paraît se réconcilier avec Françoise, et même consent à voir son fils. Il va jusqu'à signer une nouvelle promesse, mais c'est une promesse qui ne l'engage à rien, car

elle est à jour fixe et impossible à tenir. Après la mort du roi de Navarre, principal défenseur de Françoise, il demande et obtient renvoi sur renvoi. L'assassinat de Guise va l'ancrer dans sa résistance. Car la belle Anne d'Este devient libre, et il ne songe plus qu'à l'épouser. Ce mariage couronnera son amour ensemble et son ambition.

Nemours se défend donc comme un beau diable contre sa tenace adversaire qui aurait eu besoin de méditer les conseils de saint François de Sales à une jeune fille dans un cas semblable : « Je vous dis de tout mon cœur, l'adjure le saint évêque, c'est-à-dire de tout ce cœur qui chérit le vôtre, que vous ne vous opiniâtriez point à plaider; vous y consumeriez votre temps inutilement et votre cœur, qui est le pis. On vous a rompu la foi donnée... celui qui l'a rompue en a le plus grand mal... Vous ne sauriez témoigner plus de courage que de mépriser le mépris (1). » Ce genre de procès était au contraire fort en usage au XVIe siècle, et les séducteurs payaient quelquefois assez cher, et fort justement, leurs manèges de tromperie. Le pire était d'être condamné au mariage. Nemours y voulait échapper à tout prix, maintenant qu'il était fiancé à ses plus chères amours. Il obtint de faire renvoyer le litige devant l'archevêque de Lyon, qui rendit un jugement en sa faveur. Mais Françoise souleva un conflit de juridictions. L'affaire fut évoquée devant le Conseil du Roi, qui débouta la demanderesse (26 avril 1566). Dès le lendemain, le contrat de mariage était passé entre M. de Nemours et la belle veuve de François de Guise : on n'attendait que cet arrêt, et le mariage fut célébré le 5 mai. Françoise, implacable, fit troubler la cérémonie par un officier de justice, praticien au parlement, maître Vincent Petit, qui brandissait un papier au nom de sa cliente. Les Guise impatientés le firent battre et mettre en prison. Derechef, Françoise tenta de faire dissoudre le mariage. De nos jours, on a écrit une comédie sur *les femmes collantes*. Françoise de Rohan est la patronne des plaideuses. Nemours furieux perdit toute mesure. Son rôle n'était déjà pas reluisant : il va le brouiller encore. Il fait voler dans le logis de son ancienne maîtresse les papiers compromettants, il désavoue son fils publiquement. Le Roi rend un nouvel arrêt renvoyant définitivement Françoise des fins de sa plainte

(1) Cité dans *la Véritable Princesse de Clèves*.

(5 mars 1571). Bien que protestante, elle s'adresse au Pape qui n'en peut rien faire. Elle reçoit interdiction de porter le titre de duchesse de Nemours, ce qui blessait sa rivale triomphante. Enfin, — car tout a une fin, — son fils, l'objet du litige, qui combattait dans les rangs des huguenots, ayant eu le loisir de prendre de la barbe au menton pendant cette procédure, est fait prisonnier et, pour le délivrer, elle consent, non pas à renoncer au mariage, mais à *divorcer*, ce que lui permet sa religion. Son désistement lui est payé royalement par les Guise : le petit Rohan est délivré et touche une rente de 20 000 livres; Françoise, pour sa part, reçoit la ville de Loudun avec le titre de duchesse et un capital de 50 000 livres en rentes de l'hôtel de ville de Paris. Son obstination était récompensée : le procès avait duré plus de vingt ans, amusé, excité et divisé les partis qui se renvoient volontiers le cœur et la chair des amants assez fous pour ester en justice.

Si l'on veut savoir la fin de Françoise, elle fut assez sombre. Son fils pour qui elle avait tant lutté lui occasionna de grandes tribulations. Ayant battu un orfèvre de Paris, il fut mis en prison. On le retrouve combattant avec le roi de Navarre. La duchesse de Loudun, sa mère, vivant paisiblement dans son château de la Garnache, et gardant la neutralité, il l'en chassa et l'obligea à se retirer à Nantes où, comme pour donner raison à M. de Nemours, elle se laissa séduire sur le tard, à 52 ans, par un capitaine breton avec qui elle ne manqua pas d'échanger une promesse écrite de mariage. On ne sait si la promesse fut tenue.

Mme de Clèves, dans le roman de Mme de La Fayette, eût-elle consenti à disputer à cette rivale opiniâtre, qui montrait son poupon à tous les robins, le tendre et volontaire amoureux qui lui avait sacrifié, du moins dans le silence, toutes ses bonnes fortunes? Mais peut-on appeler bonne fortune une aventure aussi lamentable et qui vous met un homme en si fâcheuse posture?

VIII. — LA FIN DE DON JUAN

Que M. de Nemours ait aimé par-dessus toutes femmes, et au point de se montrer félon et déloyal envers Françoise de Rohan, Anne d'Este, on n'en saurait guère douter. Fut-elle sa maîtresse du temps qu'elle était la femme de François de Lor-

raine, malgré les chroniques et *la Satire Ménippée* qui l'affirment, on peut l'en défendre. Les Guise, depuis la mère de François jusqu'à ses fils, accueillirent de très bonne grâce le remariage de la duchesse et même accompagnèrent celle-ci à Annecy. D'habitude, on ne fait pas tant d'éclat pour un ancien amant monté en grade, mais, au XVIe siècle, la délicatesse des mœurs est souvent rudimentaire. Quoi qu'il en soit de ce problème amoureux, la nouvelle duchesse de Nemours se montra dévouée à son second mari, comme elle l'avait été au premier.

Nemours, à trente-cinq ans, semblait au comble de la fortune. Cette union le devait doublement satisfaire. Elle l'autorisait aux prodigalités qu'il aimait et que la pauvre Rohan ne lui aurait point permises, et, mieux encore, aux ambitions les plus hautes, en même temps qu'elle réalisait au grand jour sa passion secrète. L'année suivante, un mal implacable s'emparait de lui pour ne le plus lâcher. Un premier accès de goutte le venait tenailler, et il allait en subir les renouvellements de plus en plus fréquents et cruels jusqu'à sa mort à 54 ans. Cependant il connut encore une heure brillante. Au moment de la seconde guerre civile (fin septembre 1567) le Roi s'était retiré à Meaux, prêt à y subir un siège. Sur le conseil de Nemours, il se résolut à s'ouvrir un chemin jusqu'à Paris. Nemours, malade, accepta néanmoins la dangereuse mission, — dont ne se souciait aucun autre chef, — de conduire la famille royale. Le 29 septembre à 4 heures du matin, il commande l'escorte et place au centre la reine mère et ses enfants. On se met en marche. La cavalerie huguenote attaque. Le duc met pied à terre et marche avec les Suisses qu'il rassure et excite, leur disant, selon le récit de Brantôme : « C'est avec vous, mes amis, que je veux combattre et mourir. Sus, marchons, et ne vous souciez. Ils ne sont pas gens pour nous, car nous retirerons en despit d'eux et si sauverons nostre roy et maistre. » Au premier rang, l'épée à la main, il intimide les chefs huguenots qui hésitent et reculent. « Sans luy, dit le roi, et ses bons compères les Suisses, ma vie et liberté estoient en très grand bransle. »

Ainsi pouvait-il aspirer aux plus hautes charges. Mais comme il avait accepté les responsabilités, — sauf les amoureuses, — il accepta la retraite à quoi le contraignait la maladie. Certes, on le retrouve encore dans les conseils du roi, notamment après la

Saint-Barthélemy, qu'il blâma. Mais il ne s'obstine pas à faire figure quand il ne peut plus remplir l'office.

« Je suis en si mauvais état, écrit-il au duc de Savoie, que si on me donnoit un royaume pour demeurer auprès du plus grand prince du monde ordinairement, je m'en excuserois car il me seroit impossible de porter la peine ny le travail, ne demandant que repos de corps et d'esprit et estre en un lieu à mon aise propre à ma santé esloigné de toutes affaires (1). » Dès lors il s'écarte de la Cour, il vit la plupart du temps à Annecy, puis au château de Moncalieri, près de Turin. On sait que sa femme supportait mal cette solitude et l'abandonnait fréquemment pour courir à ses honnêtes intrigues de mère prévoyante. Ce don Juan devait vieillir seul le plus souvent, et loin de la femme de son choix qui, pourtant, l'aimait tendrement, mais avec son humeur, laquelle était remuante. Le plus souvent alité, il accueillait maintenant la souffrance avec la bonne grâce que jadis il montrait aux dames et s'imposait de ne fatiguer personne de ses plaintes, de recevoir courtoisement tous ceux qui venaient encore lui demander service ou conseil.

Son confesseur lui a rendu ce témoignage : « Tant plus son mal alloit croissant, tant plus s'augmentoient en luy patience et devotion, luy-mesmes composant et couchant par escrit ses oraisons et prières, esqueles l'on conoistra à l'avenir la ferveur de sa dévotion et résignation en la main de Dieu. » Quand la douleur lui arrachait un cri, il s'en excusait aussitôt en toute urbanité. Il se prépara longuement et saintement à la mort qu'il vit venir sans crainte. Elle l'avait épargné sur les champs de bataille, mais pour le prendre en détail, lui permettant toutefois de ciseler son cœur et son esprit et d'épurer ses fortes passions. Il mourut à Moncalieri le 18 juin 1585.

Or il a laissé un testament dont le style et la pensée font de lui un écrivain d'un rare mérite. Il s'y adresse à ses enfants et, après leur avoir donné des conseils de droiture dans la vie, il leur enseigne comment on prend part au gouvernement et comment on conduit les armées. C'est le fruit de son expérience qu'il leur offre. Mais notre expérience sert-elle à nos successeurs? Ils referont eux-mêmes le chemin, et peut-être est-ce mieux ainsi. L'expérience, a dit je ne sais quel moraliste imagé,

(1) Vita di Maria-Francesca-Elisabetta di Savoia-Nemours, regina di Portogallo, per il barone Gaudenzio Claretta (Torino, 1885).

est un habit fait sur mesure : nous ne portons pas les costumes d'autrui.

La première partie de ce traité est pleine de grandeur. Nemours recommande aux siens de ne pas poursuivre la fortune, mais la vérité. « Il vous fault, dit-il, estre véritables en tout ce que vous traicterez et avec qui que ce soit et fust-ce bien avec vostre ennemy, car c'est la plus belle part que puisse avoir unz prince. Il ne faut rien promettre que ne veuilliez tenir, et par ce fault bien penser, avant que parler et avant que promettre, si pouvez tenir et si vous dites vérité : car il n'y a rien au monde qui face plus desdoigner et mesestimer unz prince ou unz chevalier de qualité et qui garde plus les gens d'honneur de traiter avec luy que quand il est cognu trompeur et menteur sans tenir sa parole, et nul ne s'y peult fier. » Bayard parlait ainsi, et j'ai entendu le général de Maud'huy haranguer de telle sorte une école de jeunes officiers.

L'homme, pourtant, se retrouve dans ce grand chrétien qui regarde la mort en face, et c'est encore à l'homme que nous avons la faiblesse de nous intéresser davantage. Ne se souvient-il pas du procès Rohan et du mal que lui ont fait les avocats lorsqu'il recommande d'éviter les grands parleurs, car « il n'est pas possible de tant parler sans dire unz monde de choses mal à propos en bonne compagnie ? » Il ne manque pas, lorsqu'il traite du gouvernement, de proposer une réforme judiciaire pour éviter ces *chicaneries* qu'on voit durer trente et quarante ans entre les maisons, ce qui est souvent cause de ruine, et tout le bien de ces maisons s'en va à ces avocats « qui, cependant que la noblesse met le bien et la vie pour le service du prince en une occasion de guerre, sont bien à leur aise auprès du feu à faire festin aux dames et à tirer l'argent des pauvres gens et sans danger de leur vie. » Ce n'était pourtant pas au service du prince qu'il avait mis à mal Mlle de Rohan, et pourquoi se plaignait-il des gens de robe quand la justice lui avait permis d'annuler sa promesse de mariage et d'abandonner, avec son enfant, la jeune fille qu'il avait séduite? Mais jusque dans notre vertu nouvelle se viennent nicher nos ressentiments et nos rancunes, tant il est malaisé d'approcher de la perfection, fût-ce en contact avec la douleur et avec la mort.

Il y aurait beaucoup à puiser dans ce testament : sur l'exemple à donner aux serviteurs, sur le respect des gens d'âge, sur l'élé-

gance qui consiste à garder pour soi ses émotions et ses colères, sur la possession de soi-même, — et il recommande de ne pas se laisser posséder par autrui, pas même par sa femme. Le choix du mariage est l'objet de ses exhortations : il faut chercher une femme « saine et de bonne maison, sans macule, tant pour la postérité que pour vostre contentement, et qu'elle soit bien conditionnée, bonne catholique et tenue en bonne réputation, laquelle vous aimerez et luy tiendrez loyaulté et bonne compagnie comme Dieu vous le commande, qui sera le chemin de bien vivre ensemble et avoir des enfants, s'il plaist à Dieu vous en donner, qui vous sera une grande consolation sur voz vieulx jours. » Songeait-il aux médisances et calomnies de la Cour qui n'avaient pas épargné Anne d'Este, — et il dit ailleurs, comme l'Ecclésiaste, *que les choses mondaines ne sont que vanités*, — lorsqu'il recommande à ses enfants de ne pas croire le mal légèrement? Pensait-il à sa promesse inconsidérée de mariage lorsqu'il les invite à ne jamais apposer leur signature avant d'avoir lu avec soin ce qui restera au-dessus? Savait-il les méfaits du fils de Françoise de Rohan, lorsqu'il les conjurait de ne jamais légitimer les bâtards et d'en faire plutôt de bons prélats qui, par le moyen des bénéfices, peuvent mieux servir les maisons qu'avec l'épée? Et peut-être eût-il été préférable de leur enseigner à prendre leurs responsabilités jusque dans l'amour et dans les conséquences de l'amour. Du moins reprend-il l'autorité de l'exemple quand il proclame que « la peur de faillir est louable et celle de la vie vile et blasmable. »

Dans la partie réservée aux conseils sur le gouvernement, loin de louvoyer et subtiliser comme un Machiavel, il va droit au fait et il simplifie. Un prince ne doit être qu'honnête homme, mais sur un plan supérieur. Après la crainte de Dieu, il appuiera son autorité sur ces trois forces : la prudence, la justice et l'épée. Qu'il sache commander, se faire obéir et châtier à temps. Qu'il se garde d'employer dans la guerre des théoriciens, ceux que Nemours appelle des « guerriers par livre : » car, « soulz ombre de leurs lettres, ilz veullent plus parler de la guerre que les vieulx cappitaines et pour leurs beaux discours ilz veullent qu'on les tienne guerriers, sans expérience de la guerre ni sans jamais avoir tiré espée, et quelquefois se font employer par importunité et quantité de parolles, et puis, quand ilz se trouveront et qu'ilz veoient ce qu'ilz n'ont jamais vus, ilz

se trouvent si estonnés et font de si grandes erreurs que souvent ilz sont cause de la perte d'une ville ou d'une armée avec l'estat. Et parce, se fault garder de telles gens et de grands parleurs, car ilz sont volontiers et lez unzs et les aultres de peu d'effect; et puis il n'est plus temps de s'en repentir. » Décidément M. de Nemours a peu de goût pour les orateurs qui donnent le change sur la vérité. Puis il recommande au prince de ne pas se fier pour ses secrets aux trois robes longues : les femmes, les prêtres et les gens de justice. Mais aussitôt il fait des réserves, car il a connu de grands prélats qui n'avaient d'autre passion que leur conscience, des praticiens ou avocats sans ambition ni avarice, et, quand on a trouvé une femme sage, il la faut honorer. Les femmes, il est vrai, peuvent-elles aujourd'hui compter parmi les robes longues?

Il ne veut pas davantage des beaux parleurs aux ambassades, ni de ces gens qui pensent à leur propre carrière ou bien à arrêter la carrière d'autrui, ni de ceux qui ont été nourris en pays étranger. Rien n'est plus important, à ses yeux, que le choix des ambassadeurs. De même un prince doit pouvoir se passer des intermédiaires, entendre ses sujets, même les plus petits, directement : les secrétaires et référendaires faussent les rapports ou les font traîner. Et que dire de ces aphorismes politiques : « La grandeur d'unz estat procède d'avoir ses voisins plus faibles que luy et d'estre aimé et craint de ses subjects, » et « c'est aussy grande victoire d'avoir faict une bonne paix à temps que d'avoir gaingné une bataille; car qui sçait bien faire la paix à temps sçait aussy bien faire la guerre. » Le tout est de la savoir faire à temps et, comme l'a expliqué le maréchal Foch dans son discours à l'Académie en parlant des rapports de Villars, commandant en chef, et de Louis XIV, la paix comme la guerre sont affaire de gouvernement.

La guerre est affaire de gouvernement, non la conduite des armées qui appartient au chef. Dans une troisième partie de son testament, Nemours traite de l'art militaire. Il est l'un des premiers qui, avant le brillant et savant traité du chevalier de Guibert, aient codifié l'organisation et la tactique. Quand on le relit, on ne peut se tenir de constater combien les vérités d'hier sont pareilles aux vérités d'aujourd'hui. Seuls, les moyens changent, mais les principes sont exactement les mêmes. Avant de se mettre en campagne, un chef d'armée doit

connaître exactement les ressources dont il dispose, en argent, en matériel, en munitions, en équipements, en vivres, en cantonnements. Il lui faut des troupes manœuvrières et la connaissance du terrain, un service d'espionnage bien fait, un service de reconnaissance pour se garder, un service routier et des voitures pour assurer la marche. C'est déjà la division en bureaux de nos états-majors : 1er bureau, ressources de toute nature ; 2e bureau, renseignements ; 3e bureau, opérations ; 4e transports. Fort de son expérience qui lui a montré les ruines de la guerre, le duc de Nemours donne ce conseil qu'il nous faut méditer trois fois : « Fault se souvenir que les grands cappitaines ont fui les batailles en leur pays et les ont cherché sur l'aultruy comme conquérans... » Il préconise l'attaque brusquée sur un ennemi surpris, ou en désordre, ou non fortifié et, pour une ville forte, la patience, la tranchée et la sape. Il enseigne encore l'art de la retraite simulée : « Fault quelquefois que le capitaine face semblant de se retirer et monstrer d'avoir poeur, pour attirer son ennemy en lieu désavantageux pour combattre, et toutefois faisant ce mouvement se mettre en meilleur ordre de combattre... » On voit que la manœuvre de la Marne n'était pas inconnue. Mais il a ses préférences pour l'offensive : « Qui charge le premier ha grand avantage. » Le plus grand art est de n'être ni hâtif, ni tardif. L'occasion est brève à la guerre : l'important est de la saisir opportunément. Les liaisons sont encore sa grande préoccupation : une campagne, une bataille sont coordonnées. Pour l'artillerie, au lieu de la masser, il préfère la séparer en quatre quarts, afin qu'elle serve à toutes les troupes au combat. Enfin, il donne une méthode pour combattre les reîtres et une autre pour combattre les Suisses, les uns et les autres ayant leurs manœuvres et leurs formations particulières. Comme on a pu s'en rendre compte par ce bref exposé, un duc de Nemours se serait promptement formé à la guerre moderne. Un grand capitaine, comme un grand artiste, est de tous les temps.

Ses fils, sans l'égaler, lui firent assez d'honneur. Charles-Emmanuel prit part aux luttes de la Ligue, fut gouverneur de Paris et mourut à vingt-sept ans. Henri, son frère, guerroya contre Henri IV, se soumit, vint résider à Annecy où sa Cour fut brillante et lettrée. Il y reçut Honoré d'Urfé, y encouragea la fondation de l'Académie florimontane par saint François de

Sales et le président Favre trente ans avant celle de l'Académie française, puis, ayant épousé la fille du duc d'Aumale, — toujours les mariages lorrains, — il s'éloigna, revint voir à Lyon saint François de Sales mourant qui l'avait supplié de résider à Annecy, et mourut à Paris, en 1632. Ses deux fils eurent des fins tragiques : l'un tué en Flandre au service de France, et l'autre tué en duel. La race s'éteignit rapidement en la personne d'un dernier descendant, Henri, pair de France, président d'une assemblée du clergé français, réputé pour son savoir, ses vertus et son éloquence, mort à Paris en 1659 (1). Et tous ces princes errant loin de leur petite capitale se firent enterrer à Notre-Dame de Liesse à Annecy. Annecy ne les connaissait plus que par leurs enterrements dont elle faisait les frais et qui étaient fort onéreux. Le duché de Genevois fit retour à la couronne de Savoie par le mariage de la princesse Jeanne, son héritière, avec le duc de Savoie, Charles-Emmanuel II. Et de cette union devait naître le premier roi de Sardaigne. Nemours avait failli épouser une reine : il faisait souche de rois.

IX. — LE ROMAN ET L'HISTOIRE

Détachez maintenant de l'histoire ces quatre personnages : François de Lorraine, dont le génie militaire sauve la France et nous vaut Calais contre l'Angleterre et les Trois-Évêchés contre l'Allemagne, mais dont l'ambition crée une menace intérieure; Anne d'Este gardant sa beauté calme de blonde madone dans les drames sanglants qui l'éclaboussent et dans le mouvement perpétuel de son existence de cour; Jacques de Savoie commençant la vie en don Juan, mais en don Juan primesaûtier, plaisant et grand capitaine, non en don Juan combiné, roué et borné à la volupté, et la finissant en ermite religieux et politique; Françoise de Rohan outragée, mais tirant de son outrage, comme d'un sac, des citations en justice et des prébendes. Qu'on aperçoive derrière eux ce tumultueux et bouillonnant XVIe siècle où fermente un monde nouveau, où retentit le rire sonore de Rabelais, où la Renaissance s'épure et se magnifie dans les poèmes de Ronsard, où le doute de Montaigne se pare de grâce et de fantaisie, — temps des folies italiennes,

(1) *Souvenirs historiques d'Annecy*, par le chanoine Mercier.

des bals travestis et des mascarades, de la joie débordante et du plaisir violent, quand le pays tremble encore des entreprises de Charles-Quint et des menées d'outre-mer, quand les esprits sont troublés par la Réforme, quand l'inquiétude et la haine religieuses vont substituer le danger plus grand des guerres civiles aux dévastations des guerres étrangères, — temps précurseur néanmoins, d'où sortiront la paix avec Henri IV, l'unité politique avec Richelieu et Louis XIV, l'idéal classique avec Corneille et Racine. Prenez, si vous en avez la force, toute cette prodigieuse richesse pareille à de l'or brut mêlé à la terre, et distribuez-la à un romancier en lui disant : Voici votre toile de fond, et voilà vos protagonistes. Avec leurs passions, restituez-nous la vérité et faites que nous voyions clair dans cette époque des Valois, séparez la lumière des ténèbres, et que votre image nous communique l'impression du réel... De bonne foi, est-ce la *Princesse de Clèves* que vous attendrez? Il fallait un Shakspeare, le Shakspeare des *Henri* et de *Richard III*, pour manier et brasser une telle matière et pour la porter, ainsi maniée et brassée, toute chaude, dans son œuvre, et Mme de La Fayette n'en a tiré qu'une tragédie racinienne.

D'autres romanciers ont été, depuis lors, attirés par ce grouillant et formidable XVIe siècle. Alexandre Dumas père en a traduit le pittoresque des mœurs dans *la Dame de Monsoreau*. Mérimée, dans sa *Chronique de Charles IX*, en a rendu les appétits débridés, le plaisir élégant et le goût des aventures. Maurice Maindron, enfin, dans *le Tournoi de Vauplassans* et *Blancador l'Avantageux*, a surtout satisfait sa passion des armes, de la couleur et du vocabulaire, au point que l'on croit entendre, en le lisant, le cliquetis des épées, les disputes énergiques des papistes et des huguenots, et les acclamations des dames au vainqueur. C'est là un XVIe siècle vu du dehors, par ses côtés extérieurs. On n'y devine point la force intime qui, d'un François de Lorraine assassiné, fait un mourant calme, serein, détaché, et d'un voluptueux Nemours couché sur son lit de douleur, fait un moraliste hors du monde. Les peintres ou les analystes de ce temps des guerres religieuses en ont omis la puissance du sentiment religieux. Il n'apparaît pas davantage chez Mme de La Fayette, et la vertu de la princesse de Clèves ne s'appuie sur aucun secours divin.

Il faut bien se rendre à l'évidence. Mme de La Fayette a

pris dans le passé un cadre et un nom, peut-être encore, si l'on en croit Mlle Valentine Poizat, une anecdote chuchotée et transmise par une tradition sur l'aveu de Mme de Guise à son mari, mais elle n'a pas composé un roman historique. Un roman n'est pas historique pour une description exacte de quelque bal de cour ou de quelque tournoi. Il ne peut l'être que par la transcription du décor et des caractères. Où, dans *la Princesse de Clèves*, aperçoit-on le ciel tragique du XVIe siècle ? Et quant aux caractères, ils sont tous faussés, non seulement le piteux prince de Clèves, qui n'a certes rien d'un François de Lorraine, non seulement la princesse, qui ressemble si peu à la remuante duchesse de Guise, mais encore Nemours lui-même. Le vrai duc de Nemours était du même âge qu'Anne d'Este. Il dut lui plaire par sa jeunesse, — il avait douze ans de moins que le duc de Guise, — par sa gaieté, par son goût des lettres et de l'art, par sa gentillesse. Et lui-même n'y mit pas tant de malice. Il aima dans sa jeunesse même, et très tendrement, puisqu'il aima toujours, et non en avançant ses affaires par toutes sortes de manœuvres savantes comme le fait son homonyme. Quant à la scène de l'aveu, le maréchal de Tessé, je l'ai dit, en une phrase la reconstitue dans sa vérité, s'il s'agissait vraiment du duc et de la duchesse de Guise : *Le quart d'heure fut terrible.* Il ne l'est que pour M. de Clèves chez Mme de La Fayette.

Qu'une passion profonde ait uni Jacques de Savoie et Anne d'Este, que cette passion fût une des plus belles du monde et des plus rares, qu'Anne d'Este, malgré toutes les calomnies, fût peut-être restée fidèle de corps, sinon de cœur, à son mari, tant qu'il vécut, avant d'épouser celui qu'elle aimait, c'est là un autre roman, magnifique et différent. Mme de La Fayette a simplifié pour écrire un chef-d'œuvre à la manière de son temps. Elle a détaché ses héros sur un fond calme. Elle leur a donné cette possession de soi et cette analyse dans la passion même qui sont de contemporains de Racine et d'elle-même. Et les caractères qu'elle a peints d'un trait si ferme, si précis et si sûr jusque dans la mélancolie amoureuse et le renoncement, elle ne les a pas cherchés dans le passé, elle les a trouvés dans le présent. M. et Mme de Clèves, et le trop séduisant M. de Nemours sont des personnages du XVIIe siècle.

Nous ne savons pas, nous ne saurons jamais exactement le secret d'Anne d'Este et de Jacques de Savoie. L'ont-ils chu-

choté sur la terrasse du château d'Annecy? Les soirs d'été, quand j'y venais rêver dans ma jeunesse, bien des sentiments passaient au-dessus, comme de grands oiseaux, que nous cherchions à voir dans l'ombre. Et peut-être y avait-il, parmi eux, celui-là. Le mot du maréchal de Tessé rejoint celui de Hamlet sur l'incertitude où nous sommes des choses humaines : « Dans tous les temps, il y a eu pour les dames des apparences d'affaires dont l'écorce a été plus criminelle que l'intérieur. »

Ce même curé de village dont j'ai parlé et qui composait de saint François de Sales naissant un si beau portrait, avait accoutumé de finir ses sermons par une formule étrange au premier abord, dont je n'ai saisi que plus tard le sens profond. Quand il avait abordé un grand problème métaphysique, ou théologique, ou sentimental, déplorant tout à coup son impuissance d'argumentation devant les mystères sacrés, il étendait les bras comme s'il battait des ailes pour s'envoler, et il balbutiait dans une sorte d'humilité et de trouble intérieur : « Et puis tout... Et puis tout... » Après quoi, il descendait de la chaire, et comme son sermon l'avait mis en retard, pendant qu'il remettait sa chasuble et qu'on ne lui voyait pas la tête, il entonnait le *Credo*. Il m'a donné, sans le savoir, un précieux enseignement. Un moment vient, dans les choses du cœur ou de l'esprit, où nous rencontrons l'inexplicable. Pourquoi ne pas l'avouer par le moyen si simple de ce : « Et puis tout ! » qui permet à chacun de se pencher sur l'abîme et de mesurer sa profondeur ? Mais, pour achever la leçon, il entonnait le *Credo*.

HENRY BORDEAUX.

AU TEMPS DE L'INNOCENCE

QUATRIÈME PARTIE (1)

XVII

— Ta cousine, la comtesse Olenska, est venue voir maman pendant ton absence.

Ce fut Janey qui annonça la nouvelle à Newland, le soir de son retour, pendant le dîner. Surpris, le jeune homme regarda sa mère, qui avait les yeux baissés sur son assiette. Mrs Archer ne considérait pas son éloignement du monde comme une raison d'en être oubliée, et Newland comprit qu'il l'avait légèrement froissée en s'étonnant de la visite de Mme Olenska.

— Elle portait une polonaise en velours noir, avec des boutons de jais et un petit manchon en singe; je ne l'ai jamais vue plus élégante, continua Janey... Elle est venue seule, dimanche, de bonne heure; heureusement, le feu était allumé dans le salon. Elle avait un de ces nouveaux porte-cartes. Elle a dit vouloir nous connaître, parce que tu avais été si bon pour elle!...

Archer se mit à rire.

— Mme Olenska parle toujours ainsi de ses amis... Elle est très heureuse d'être revenue parmi les siens...

— Oui, elle nous l'a dit, observa Mrs Archer. Je dois avouer qu'elle paraît reconnaissante de notre accueil...

— J'espère qu'elle vous a plu, maman...

Mrs Archer serra les lèvres.

— Elle fait certainement tout ce qu'elle peut pour être ai-

Copyright by Edith Wharton, 1920.

(1) Voyez la *Revue* des 15 novembre, 1er et 15 décembre 1920.

mable et se rendre agréable, même quand elle vient voir une vieille dame...

— Maman trouve qu'elle manque de simplicité, ajouta Janey, cherchant à lire sur le visage de son frère.

— C'est que je suis une personne d'autrefois... La chère May est mon idéal, dit Mrs Archer.

— Assurément, elles ne se ressemblent pas, répondit son fils.

Archer avait quitté Saint-Augustin, chargé de nombreux messages pour la vieille Mrs Mingott : un ou deux jours après son retour, il alla la voir. La vieille dame le reçut avec empressement, et lui témoigna sa reconnaissance qu'il eût obtenu de la comtesse Olenska de renoncer au divorce. Quand le jeune homme lui apprit qu'il s'était évadé de New-York dans le seul dessein de voir May, Mrs Mingott fit entendre un petit rire gras et lui frappa doucement le genou de sa main potelée.

— Ah! ah! c'est ainsi que vous lâchez le travail! Augusta et Welland ont dû faire grise mine; ils ont dû croire que le monde tournait à l'envers... Mais la petite May?... Ça n'a pas été son avis, bien sûr?...

— Je l'espère; cependant, elle ne m'a pas accordé ce que j'étais allé lui demander...

— Vraiment... Et qu'était-ce donc ?...

— La promesse que nous serions mariés en avril. Pourquoi perdre encore un an ?...

Mrs Manson Mingott prit un petit air de pruderie ironique.

— « Demandez à maman ! » La formule habituelle! Oh! ces Mingott! Tous les mêmes! Nés dans une ornière d'où rien ne peut les tirer. Quand j'ai bâti cette maison, on aurait cru que je partais pour la Californie. Personne ne s'était aventuré plus loin que la Quarantième Rue, et moi, je dis : Personne, non plus, n'habitait New-York, avant que Christophe Colomb eût découvert l'Amérique. Non, non, ils sont tous pareils : ils veulent tous faire ce que tous les autres auraient fait. Je rends grâce au ciel de n'être qu'une humble Spicer ; il n'y a, parmi tous les miens, que ma petite Ellen qui tienne de moi.

Elle s'interrompit, le regardant toujours de ses yeux clignotants, puis demanda :

— Pourquoi n'avez-vous pas épousé ma petite Ellen ?

Archer rit.

— D'abord parce qu'elle n'était pas là...

— Ça, c'est vrai. C'est bien dommage. Maintenant il est trop tard : sa vie est finie.

Elle parlait avec la froide indifférence des vieillards jetant de la terre sur la tombe de jeunes espérances. Archer eut froid au cœur et s'empressa de dire :

— Oserais-je vous demander d'employer votre influence auprès des Welland? Je ne suis pas fait pour les longues fiançailles.

La vieille Catherine le regarda, épanouie :

— Je vois cela. Vous avez la mine éveillée. Quand vous étiez petit, je suis sûre que vous aimiez à être servi le premier.

— Elle renversa la tête d'un mouvement qui fit onduler les petites vagues de son double menton.

— Ah! tiens!... Voici ma petite Ellen ! s'écria-t-elle, en voyant s'ouvrir les portières.

Mme Olenska s'avança souriante. Elle tendit gaîment sa main à Archer, tout en se penchant pour recevoir le baiser de sa grand'mère.

— Ma chérie, j'étais justement en train de lui dire : Pourquoi n'avez-vous pas épousé ma petite Ellen?...

Mme Olenska regarda Archer en souriant toujours :

— Et qu'a-t-il répondu?...

— Oh! mon amour, je te le laisse à deviner. Il est allé en Floride, voir sa fiancée.

— Oui, je sais. — La comtesse Olenska continuait à regarder Archer. — Je suis allée chez votre mère, pour lui demander où vous étiez. Je vous avais envoyé un mot auquel vous n'avez pas répondu, et je craignais que vous ne fussiez malade...

Il murmura quelque chose sur un départ imprévu, précipité, et sur l'intention qu'il avait eue de lui écrire de Saint-Augustin.

— Et naturellement, une fois là, vous n'avez plus pensé à moi?

Elle gardait encore cet air heureux, qui pouvait n'être que le masque étudié de l'indifférence.

« Si elle a encore besoin de moi, elle est décidée à ne pas me le laisser voir, » pensa-t-il, piqué de l'attitude de la jeune femme. Il voulait la remercier d'être allée voir sa mère; mais sous les yeux malicieux de l'aïeule, il se sentait gêné.

— Regarde-le. Il est si pressé de se marier, qu'il a filé à la

française, pour aller implorer à genoux cette petite sotte. Voilà un amoureux! C'est ainsi que le beau Bob Spicer a persuadé ma pauvre mère, et ensuite s'est fatigué d'elle avant que je fusse sevrée!... Cependant je ne me suis fait attendre que huit mois. Mais voilà! vous n'êtes pas un Spicer, jeune homme; heureusement pour vous et pour May. Il n'y a que ma pauvre Ellen qui tienne d'eux : tous les autres sont des modèles de Mingott, s'écria la vieille dame dédaigneusement.

Archer s'aperçut que Mme Olenska, qui s'était assise auprès de sa grand'mère, continuait, songeuse, à l'observer. La gaîté avait disparu de ses yeux et elle disait très doucement :

— Sûrement, grand'mère, à nous deux, nous pourrons obtenir ce que Mr Archer désire.

Archer se leva pour s'en aller. Quand sa main toucha celle de Mme Olenska, il comprit qu'elle attendait qu'il fît une allusion quelconque à la lettre restée sans réponse.

— Quand pourrai-je vous rencontrer? demanda-t-il.

— Quand vous voudrez; mais il faudra que ce soit bientôt, si vous désirez revoir la petite maison. Je déménage la semaine prochaine...

Une angoisse étreignit Archer au souvenir des heures passées dans le petit salon au plafond bas. Si brèves qu'elles eussent été, elles étaient pourtant lourdes d'émotions.

— Demain soir ? fit-il...

— Oui, demain. Mais de bonne heure, car je dois sortir...

Le lendemain était un dimanche : si Ellen sortait, ce ne pouvait être que pour se rendre chez Mrs Lemuel Struthers. Il en éprouva une légère contrariété, parce que c'était une maison où elle était sûre de rencontrer Beaufort. Elle ne pouvait l'ignorer : peut-être, même, est-ce pour cela qu'elle y allait.

Le lendemain, dès huit heures et demie, il sonnait à la porte encadrée de glycine. Il fut surpris de trouver des chapeaux et des pardessus dans le vestibule de Mme Olenska. Pourquoi l'avoir invité à venir de bonne heure, si elle avait du monde à dîner? Un examen plus attentif des vêtements éveilla sa curiosité. Les pardessus étaient des plus étranges; d'un coup d'œil, il vit qu'il n'y en avait aucun qui pût appartenir à Julius Beaufort. A côté d'un *ulster* jaune, se trouvait un vieux manteau à pèlerine, tout râpé. Ce dernier paraissait appartenir à une personne de taille exceptionnelle, et avait évidemment vu des

temps très durs, car de ses plis verdâtres, s'exhalait une odeur de poussière humide. Au-dessus étaient posés un foulard défraîchi et un vieux chapeau, de forme vaguement cléricale. Archer questionna des yeux Natasia, qui lui répondit par sa mimique ordinaire, en prononçant son fataliste *Gia*, tandis qu'elle ouvrait la porte du salon.

Le jeune homme vit tout de suite que Mme Olenska n'y était pas; puis il eut la surprise de découvrir une autre dame installée auprès du feu. Cette dame longue, maigre, dégingandée, était enveloppée de draperies compliquées : ses cheveux, décolorés, étaient surmontés d'un peigne espagnol et d'une mantille de dentelle noire. Des mitaines de soie, reprisées, couvraient ses mains déformées par les rhumatismes.

A côté d'elle, derrière un nuage de fumée, se tenaient les propriétaires des deux pardessus. Ils étaient encore en vestons du matin. L'un d'eux était Ned Winsett; l'autre, plus âgé, très grand, était évidemment le possesseur du « macfarlane. » Il avait une tête de lion bonasse à crinière grise; et il remuait ses bras avec de grands gestes bénins, comme s'il distribuait des bénédictions sur une foule agenouillée.

Ces trois personnes considéraient un magnifique bouquet de roses rouges dont les longues tiges disparaissaient sous une immense touffe de pensées. Le bouquet était placé sur le sofa où se tenait habituellement Mme Olenska.

— Ce qu'elles ont dû coûter dans cette saison !... Mais il n'y a que l'intention qui compte! disait la dame sur un ton de staccato quand Archer entra.

Tous trois se retournèrent, et la dame, s'avançant, tendit la main à Archer.

— Cher Mr Archer! Presque mon cousin Newland! dit-elle. Je suis la marquise Manson.

Archer salua. Elle continua :

— Mon Ellen me garde pour quelques jours. J'arrive de Cuba, où j'ai passé l'hiver avec des amis Espagnols : des gens très distingués, de la plus vieille noblesse de Castille. J'ai été appelée ici par notre cher grand ami, le docteur Carver. Vous ne connaissez pas le docteur Agathon Carver, fondateur de la communauté de « La vallée de l'amour? »

Le docteur Carver inclina sa tête léonine, et la marquise continua :

— Ah ! New-York, New-York, combien peu tu marches dans la voie de l'Esprit ! Mr Archer, je vois que vous connaissez Mr Winsett ?

— Oui, je suis arrivé jusqu'à lui, il y a quelque temps, mais pas par la voie de l'Esprit, répliqua Winsett avec un sourire caustique.

La marquise secoua la tête avec réprobation...

— Qu'en savez-vous, Mr Winsett ?... L'esprit souffle où il veut...

— Où il veut, répéta le docteur Carver d'une voix vibrante.

— Mais asseyez-vous donc, Mr Archer. Nous avons eu un délicieux petit dîner, tous les quatre, et ma chère enfant est montée s'habiller. Elle vous attend. Elle sera ici dans un moment. Nous admirions ces fleurs merveilleuses, qui la surprendront quand elle entrera.

Winsett resta debout.

— Il faut que je me sauve. Veuillez dire à Mme Olenska que nous sommes bien attristés de son départ. Cette maison a été une oasis...

— Elle ne vous abandonnera pas. La poésie et l'art font partie de sa vie. Vous êtes poète, Mr Winsett ?...

— Pas précisément. Mais je lis quelquefois des vers, dit Winsett, saluant le groupe du seuil de la porte.

— Il est si spirituel !... Ne trouvez-vous pas qu'il est spirituel, docteur Carver ?...

— Je ne m'occupe jamais de ce qui est spirituel, répondit sévèrement le docteur Carver.

— C'est qu'il est sans pitié pour nos faiblesses, Mr Archer : il ne vit que de la vie de l'âme ; ce soir il prépare mentalement une conférence qu'il doit faire tout à l'heure chez les Blenker. Docteur Carver, auriez-vous le temps, avant de partir chez les Blenker, d'expliquer à Mr Archer votre lumineuse découverte sur le « Contact Direct ? » Mais non, je vois qu'il est près de neuf heures, et nous n'avons pas le droit de vous retenir quand tant de gens aspirent à vous entendre ...

Le docteur Carver parut légèrement désappointé de cette conclusion, mais ayant comparé l'heure de sa massive montre avec celle de la petite pendule de Mme Olenska, il se prépara à partir.

— Je vous verrai plus tard, chère amie ? dit-il à la marquise, qui répondit avec un sourire : — Dès que la voiture

d'Ellen arrivera, j'irai vous rejoindre. J'espère que la conférence ne sera pas commencée.

Le docteur Carver disparut dans un salut. Mrs Manson, avec un soupir qui pouvait être de regret ou de soulagement, invita de nouveau Archer à s'asseoir.

— Ellen va descendre dans un instant ; mais auparavant, je serai très heureuse de causer un peu avec vous... Cher Mr Archer, mon enfant m'a dit tout ce que vous aviez fait pour elle, vos avis éclairés, votre courageuse fermeté. Remercions le ciel qu'il n'ait pas été trop tard !...

Newland Archer écoutait ces déclarations avec un extrême embarras, se demandant s'il était une personne au monde à laquelle Mme Olenska se fût abstenue de raconter la part qu'il avait prise dans ses affaires privées.

— Mme Olenska exagère. Je lui ai simplement donné l'avis juridique qu'elle m'a demandé...

— Mais en la conseillant ainsi, vous avez été l'inconscient instrument de... Nous modernes, quel nom avons-nous pour « la Providence, » Mr Archer?... Vous ignoriez qu'à ce même moment on s'adressait à moi, on me demandait mon concours de l'autre côté de l'Atlantique...

Elle regarda par-dessus son épaule comme si elle craignait d'être entendue et, rapprochant sa chaise, portant à ses lèvres un petit éventail d'ivoire, elle dit dans un souffle :

— C'est le comte lui-même, mon pauvre fou d'Olenski, qui ne demande qu'à la reprendre sans conditions !...

— Grand Dieu ! s'écria Archer, en se levant d'un bond.

— Vous êtes épouvanté ! Oui, je comprends. Je ne défends pas le pauvre Stanislas, quoiqu'il m'appelle sa meilleure amie. Il ne se défend pas lui-même. Il se jette aux pieds d'Ellen en ma personne. — Elle frappa sur sa maigre poitrine. — J'ai sa lettre là...

— Une lettre? Mme Olenska le sait-elle? balbutia Archer, sentant la tête lui tourner.

La marquise fit un geste négatif.

— Du temps, du temps... il me faut du temps... Je connais mon Ellen, hautaine, intraitable, dirais-je presque implacable, pardonnant difficilement...

— Mais pardonner est une chose... retourner dans cet enfer, en est une autre.

— Hélas! dit la marquise. C'est ainsi qu'elle décrit la maison de son mari! Mais du côté matériel, savez-vous ce qu'elle sacrifie? Ces roses-là sur le canapé; mais il en a des kilomètres, sous verre et à l'air libre, dans ses merveilleux jardins de Nice! Et les bijoux, les perles historiques, les émeraudes de Sobieski, les zibelines! Bah! elle ne se soucie pas de tout cela. L'art et la beauté, voilà ce qui l'attire... des tableaux, un mobilier sans prix, de la musique, une conversation brillante... et ça, ce sont des choses, cher monsieur, dont on n'a aucune idée ici. Elle possédait tout cela, et recevait les hommages des plus grands personnages... Elle me dit qu'on ne la trouve pas jolie à New-York. Est-ce possible? Mais son portrait a été peint neuf fois! Les plus grands artistes d'Europe ont sollicité le privilège de la faire poser. Tout cela, n'est-ce rien? Et le remords d'un mari qui l'adore?...

Le visage de la marquise Manson prit une telle expression d'extase rétrospective qu'il aurait excité la gaîté d'Archer, si Archer eût été en humeur de rire. La marquise lui semblait venir en droite ligne de l'enfer qu'avait fui la comtesse Olenska.

— Elle ne sait rien de tout cela? demanda-t-il vivement.

Mrs Manson porta son doigt sur ses lèvres.

— Elle ne sait rien positivement. Mais qui peut dire ce qu'elle soupçonne? Mr Archer, je désirais beaucoup vous voir, car, dès l'instant où j'ai su la ferme attitude que vous aviez prise et votre influence sur ma nièce, j'ai espéré obtenir votre appui, vous convaincre...

— Qu'elle doit retourner chez son mari? J'aimerais mieux la voir morte! s'écria le jeune homme avec violence.

— Ah! murmura la marquise, sans paraître offensée.

Elle resta assise, ouvrant et refermant son ridicule petit éventail d'ivoire de ses doigts gantés de mitaines; puis, tout à coup, elle leva la tête

— La voilà! chuchota-t-elle.

Et brusquement, indiquant le bouquet:

— Dois-je conclure que vous préférez ce que signifient ces fleurs, Mr Archer? Après tout, le mariage est le mariage; et ma nièce est une femme mariée...

XVIII

— Que complotez-vous tous les deux, tante Medora? s'écria Mme Olenska en entrant dans le salon.

Elle était parée comme pour un bal, et portait haut la tête en jolie femme sûre de triompher de ses rivales.

— Nous disions, ma chérie, qu'une magnifique surprise vous attendait, reprit Mrs Manson en désignant les fleurs.

Mm Olenska s'arrêta court. Elle ne changea pas de couleur, mais un pâle éclair de colère sembla jaillir d'elle; ses yeux brillaient comme un ciel d'orage.

— Ah! s'écria-t-elle, d'une voix que le jeune homme ne lui connaissait pas, qui ose m'envoyer un bouquet? Pourquoi un bouquet? Et surtout ce soir! Je ne vais pas au bal! Je ne suis pas une fiancée! Il y a des gens qui ne manquent jamais une occasion d'être ridicules!...

Elle se retourna vers la porte, l'ouvrit et appela :

— Natasia!...

La servante apparut, et Archer entendit Mme Olenska lui dire en italien :

— Tenez! jetez cela à la boîte aux ordures!

Et comme Natasia, saisie, paraissait protester, elle ajouta :

— Après tout, ce n'est pas la faute de ces pauvres fleurs. Dites au groom de les porter dans la maison de ce monsieur qui a dîné ici ce soir. Sa femme est malade. Elles lui feront peut-être plaisir... Le petit est sorti? Alors, ma chère, courez-y vous-même. Tenez, mettez mon manteau et filez! Je veux que ces fleurs sortent de la maison immédiatement! Et sur votre âme, ne dites pas que c'est moi qui les envoie.

Elle jeta son manteau de velours sur les épaules de la servante et rentra dans le salon, fermant la porte avec brusquerie. Sa poitrine se soulevait sous les dentelles... Archer crut un moment qu'elle allait pleurer; mais elle éclata de rire, regarda tour à tour la marquise et Archer, et demanda :

— Et vous deux? J'espère que vous faites une paire d'amis?...

— C'est à Mr Archer de répondre, mon trésor; il a attendu patiemment pendant que tu t'habillais...

— Oui, je vous en ai donné tout le temps. Je ne pouvais pas arriver à me coiffer, dit Mme Olenska, en portant la main

aux boucles de son chignon. Mais je vois que le docteur Carver est parti, et vous serez en retard chez les Blenker. Mr Archer, voulez-vous mettre ma tante en voiture?...

Elle suivit Mrs Manson dans le vestibule, l'enveloppa dans divers châles et palatines, la chaussa de galoches, et cria de la porte :

— Rappelez-vous que la voiture doit revenir me prendre.

Après avoir accompagné la marquise jusqu'à la voiture, Archer retrouva Mme Olenska dans le salon. Une femme du monde, à New-York, n'aurait pas appelé sa servante « ma chère, » et ne l'aurait pas envoyée faire une course en lui prêtant sa sortie de bal : Archer goûtait un plaisir d'une qualité rare à se trouver dans un monde où l'action jaillissait de l'émotion.

Mme Olenska, qui se tenait debout devant la glace, ne bougea pas quand il s'approcha d'elle ; leurs yeux se rencontrèrent dans le miroir. Se détournant vivement, elle se rassit sur le canapé et dit :

— Nous avons encore le temps de fumer une cigarette.

Il lui tendit la boîte, alluma pour elle une allumette de papier. La flamme illumina son visage. Les yeux rieurs, elle demanda :

— Que pensez-vous de moi, quand je suis en colère?...

— Cela me fait comprendre ce que votre tante m'a dit de vous...

— J'étais sûre qu'elle vous avait parlé de moi. Alors?...

— Elle a dit que vous étiez habituée à une existence brillante, à des choses que nous ne pouvons pas vous offrir ici...

Mme Olenska sourit.

— Medora est incorrigiblement romanesque. Cela l'a consolée de tant de choses!

Archer hésita, puis il risqua :

— Est-ce que le romanesque de votre tante comporte toujours l'exactitude?

— Vous voudriez savoir si elle dit toujours la vérité? Eh bien! voilà. Dans presque tout ce qu'elle dit, il y a quelque chose qui est vrai et quelque chose qui n'est pas vrai... Mais pourquoi cette question? Qu'est-ce qu'elle a bien pu vous raconter?

Le regard d'Archer quitta le feu pour se porter vers la jeune

femme. Son cœur se serra. C'était leur dernière soirée au coin de cette cheminée, et, dans un moment, la voiture arriverait pour l'emporter!

— Elle prétend que le comte Olenski l'a chargée d'effectuer une réconciliation...

Mme Olenska ne répondit pas. Immobile, sa cigarette dans sa main à demi levée, elle le regardait sans surprise.

— Vous le saviez déjà? demanda-t-il.

Elle garda si longtemps le silence que la cendre de la cigarette tomba; elle la secoua de sa robe.

— Ma tante a fait allusion à une lettre...

— Est-ce à la prière de votre mari qu'elle est venue ici?...

— Je n'en sais rien. Elle m'a dit avoir eu un appel du docteur Carver. J'ai peur qu'elle n'épouse le docteur Carver. Pauvre Medora, elle a toujours envie d'épouser quelqu'un!

— Croyez-vous vraiment qu'elle ait reçu une lettre de votre mari?

Mme Olenska réfléchit un instant.

— Après tout, je n'en serais pas surprise.

Le jeune homme se leva et alla s'appuyer contre la cheminée. Une agitation violente s'empara de lui. Il sentait que les minutes étaient comptées, et que d'un moment à l'autre il entendrait les roues de la voiture qui venait chercher Ellen.

— Vous savez que votre tante est persuadée que vous retournerez auprès de votre mari? finit-il par dire.

Mme Olenska releva vivement la tête. Une soudaine rougeur colora son visage, gagnant son cou et ses épaules.

— On a cru sur moi de bien vilaines choses, dit-elle.

— Ellen, pardonnez-moi! Je suis un imbécile et une brute!

Elle sourit doucement.

— Vous êtes horriblement nerveux: vous aussi, vous avez vos ennuis. Je sais que vous voudriez hâter votre mariage, et que les Welland s'y opposent. En Europe, on ne connaît pas nos longues fiançailles américaines. Sans doute les Européens sont moins calmes que nous.

Elle avait prononcé le « nous » avec une légère emphase qui donnait au mot un sens ironique. Archer comprit l'ironie, mais n'osa pas la relever. Après tout, c'était peut-être exprès qu'elle avait détourné la conversation. Après l'avoir si évidemment blessée, il sentait qu'il n'avait plus qu'à la suivre sur le terrain

qu'elle avait choisi. Il s'affolait de sentir couler les minutes, et ne pouvait supporter l'idée qu'une barrière de mots allait retomber entre eux.

— Oui, dit-il enfin, je suis allé dans le Midi pour demander à May de fixer notre mariage après Pâques...

— Et vous n'avez pu l'obtenir... Pourtant May vous adore. Et je la croyais trop intelligente pour être à ce point l'esclave des conventions.

— La cause du refus de May n'est pas celle que vous croyez.

Mme Olenska le regarda, étonnée. Archer rougit et brusquement se décida.

— Nous avons eu une explication franche,... presque la première. May croit voir dans mon impatience un mauvais signe...

— Je comprends de moins en moins.

— May craint que mon impatience ne signifie que je ne suis pas sûr de lui rester fidèle. Elle s'imagine que je veux l'épouser pour m'éloigner d'une personne que j'aime davantage...

— Alors, comment se fait-il qu'elle ne soit pas aussi pressée que vous?

— Elle a une délicatesse de sentiments que je n'ai pas. Elle exige de longues fiançailles, pour me donner le temps de...

— Le temps de la sacrifier à une autre femme?

— Si j'en ai le désir...

Mme Olenska se pencha vers le feu, le regard fixe. De la rue silencieuse, Archer entendit le trot des chevaux qui approchaient.

— C'est très noble, en effet, dit-elle d'une voix émue.

— Très noble, oui, mais absurde...

— Pourquoi? Parce que vous n'en aimez pas une autre?

— Parce que je n'ai pas l'intention d'en épouser une autre...

— Ah!

Il y eut encore un long intervalle de silence. Enfin, elle leva les yeux sur lui et demanda :

— Cette autre femme vous aime-t-elle?

— Il n'y a pas d'autre femme. Je veux dire que la personne à laquelle May pensait n'a jamais...

— D'où vient alors cette hâte de conclure votre union?

— Votre voiture est arrivée, dit Archer.

Ellen Olenska se redressa à moitié, et jeta autour d'elle un

regard distrait. Ses gants et son éventail étaient près d'elle sur le canapé : elle les prit machinalement.

— Il faut que je m'en aille...

— Vous allez chez Mrs Struthers ?

— Oui.

Elle sourit et ajouta :

— Il faut bien que j'aille où l'on m'invite; autrement, je serais trop seule. Ne voulez-vous pas m'accompagner ?

Archer ne répondit pas. Il sentit qu'à tout prix il devait la retenir, la forcer à lui consacrer la fin de sa soirée. Il s'appuya contre la cheminée, les yeux fixés sur les mains de la jeune femme, comme si son regard avait le pouvoir de leur faire lâcher les gants et l'éventail.

— May a deviné la vérité, dit-il. Il y a une autre femme, mais ce n'est pas celle qu'elle soupçonne...

Mme Olenska ne répondit pas, ne bougea pas. Un moment après, Newland s'approcha d'elle et, prenant sa main, la desserra doucement; les gants et l'éventail tombèrent.

Elle se leva vivement et, se dégageant, alla de l'autre côté de la cheminée.

— Ah! non, pas cela! Ne me faites pas la cour! On me l'a faite trop souvent, dit-elle en fronçant les sourcils.

Archer pâlit et se leva aussi : c'était la plus cruelle rebuffade qu'elle eût pu lui infliger.

— Il ne s'agit pas de vous faire la cour... La femme que j'aurais voulu épouser, si cela avait été possible, c'est vous!... Voilà.

Elle le regarda avec un étonnement profond.

— Et c'est vous qui dites cela, vous qui avez rendu la chose impossible! s'écria-t-elle.

A son tour, il la regardait avec stupeur.

— Moi ? balbutia-t-il.

— Vous! Vous! Vous! cria-t-elle, ses lèvres tremblantes comme celles d'un enfant prêt à fondre en larmes. N'est-ce pas vous qui m'avez fait renoncer à ce divorce ? C'est vous qui m'avez fait comprendre qu'on doit se sacrifier pour préserver la dignité du mariage, pour épargner à sa famille un scandale. Et parce que ma famille allait devenir la vôtre, pour May et pour vous j'ai fait ce que vous m'avez demandé, ce que vous m'avez affirmé que je devais faire!

Elle eut un éclat de rire convulsif.

— Ce n'est un secret pour personne que j'ai fait cela pour vous !

Elle retomba sur le canapé, abîmée dans les ondes étincelantes de sa robe. Le jeune homme continuait à la regarder.

— Grand Dieu, murmura-t-il, quand j'ai cru...

— Vous avez cru ?...

— Ah ! ne me demandez pas ce que j'ai cru !...

La contemplant toujours, il vit la même rougeur brûlante de nouveau envahir son cou et son visage. Elle se tenait droite, lui faisant face avec une dignité grave.

— Je vous le demande...

— Eh bien, donc, il y avait des choses dans la lettre que vous m'avez demandé de lire...

— La lettre de mon mari ?...

— Oui...

— Je n'ai rien à craindre de cette lettre, absolument rien. Mon unique idée, en me sacrifiant, a été d'empêcher la répercussion de ce scandale sur la famille, sur May, sur vous !

— Mon Dieu ! murmura-t-il, cachant sa figure dans ses mains.

Dans le silence qui suivit, Archer sentit sur lui le poids de l'irrévocable. Dans toute sa vie à venir, il n'imaginait rien qui dût jamais le délivrer de ce poids. Il demeurait immobile, la tête dans ses mains.

— Je vous aime, murmura-t-il.

Du canapé où elle était toujours blottie, il entendit s'élever un léger gémissement, comme celui d'un enfant qui se plaint. Il tressaillit et s'approcha d'elle.

— Ellen ! Quelle folie ! Pourquoi pleurez-vous ? Rien n'est fait qui ne puisse se défaire. Je suis encore libre et vous allez l'être.

Il l'avait prise dans ses bras, le visage de la jeune femme était sous ses lèvres, pareil à une fleur mouillée ; toutes leurs vaines terreurs s'évanouissaient comme des fantômes à l'aurore. Ce qui étonnait Archer maintenant, c'était d'avoir pu discuter, séparé d'elle par la largeur de la chambre, quand tout devenait si simple, dès qu'il la tenait dans ses bras !

Elle lui rendit son baiser ; mais, un moment après, il sentit qu'elle se raidissait dans son étreinte. Puis elle le repoussa et se redressa.

— Ah ! mon pauvre Newland ; cela devait arriver ; mais cela ne change absolument rien.

— Cela change toute la vie pour moi.

— Non, non, il ne faut pas, ce n'est pas possible ! Vous êtes fiancé à May, et moi, je suis mariée...

— Il est trop tard pour reculer ! Nous n'avons pas le droit de mentir aux autres ni à nous-mêmes. Me voyez-vous maintenant épousant May ?

Elle resta silencieuse, accoudée à la cheminée, son profil reflété par la glace. Une des boucles de son chignon s'était détachée et tombait sur son cou ; subitement elle apparaissait presque vieille.

— Je ne vous vois pas, dit-elle enfin douloureusement, lui posant la question que vous venez de me poser.

— Il est trop tard pour agir autrement...

— Il est trop tard pour changer ce que nous avions décidé tous les deux...

— Je ne vous comprends pas ! s'écria-t-il.

Elle s'efforça de sourire, mais son sourire était plus triste que ses larmes.

— Vous ne comprenez pas, parce que vous ne savez pas encore combien j'ai changé depuis que je vous ai connu.

— Ellen !

— Oui. Je ne m'apercevais pas tout d'abord qu'on ne m'accueillait qu'avec réserve, qu'on me trouvait compromettante. Il parait qu'on a refusé de dîner avec moi chez les Lovell Mingott ! Je l'ai su plus tard, et j'ai appris aussi que vous aviez tout raconté aux van der Luyden et que vous aviez voulu que vos fiançailles fussent annoncées au bal des Beaufort, afin que j'aie deux familles pour me soutenir, au lieu d'une... Vous voyez combien j'étais sotte et étourdie : jusqu'à ce que grand'mère m'ait tout raconté, je ne me rendais compte de rien. New-York me représentait simplement la paix et la liberté : je rentrais chez moi. J'étais si contente de m'y retrouver ! J'avais l'impression, en arrivant ici, que tout le monde était pour moi plein de bienveillance, heureux de me voir. Cependant, personne ne semblait me comprendre comme vous ; personne ne me donnait d'aussi bonnes raisons pour faire ce qui, au premier abord, me révoltait comme inutile et difficile. Les gens trop sages ne me persuadent pas : ils n'ont jamais été

tentés... Mais vous, vous compreniez! Vous saviez comment la vie vous tire à elle avec ses mains tentatrices; et pourtant vous haïssiez les concessions qu'elle suggère, vous haïssiez la jouissance achetée au prix du mensonge, de la cruauté, de l'indifférence! Jamais je n'avais connu personne qui vous ressemblât, qui fût aussi loyal, aussi généreux.

Elle parlait d'une voix basse et égale, sans larmes ni agitation, et chaque mot tombait comme du plomb brûlant dans le cœur du jeune homme. Il se tenait courbé en avant, la tête dans les mains, les yeux fixés sur la pointe du soulier de satin qui dépassait la robe scintillante. Tout à coup il s'agenouilla et baisa le soulier.

Elle se pencha et plongea dans ses yeux un regard si profond qu'il en fut comme fasciné.

— Ne détruisons pas ce qui est votre œuvre! s'écria-t-elle. Je ne peux pas revenir aux manières de penser que j'avais avant vous. Je ne peux vous aimer, que si je renonce à vous...

Les bras de Newland se levaient, suppliants, mais elle s'éloigna doucement et ils se trouvèrent face à face, séparés par la distance que les paroles de la jeune femme avaient mise entre eux. Puis subitement la colère envahit Archer.

— Et Beaufort? C'est sans doute lui qui va me remplacer auprès de vous?

A peine avait-il prononcé ces paroles qu'il en eut honte. Mais son cœur était gonflé d'amertume, et il souhaita presque une réponse violente. Mme Olenska devint seulement un peu plus pâle et resta immobile, les bras pendants, la tête légèrement inclinée.

— Il vous attend maintenant chez Mrs Struthers. Pourquoi n'allez-vous pas le retrouver? ricana Archer.

Elle alla tirer le cordon de la sonnette.

— Je ne sortirai pas ce soir. Dites à la voiture d'aller chercher la signora marchesa, dit-elle, quand la servante se présenta.

Quand la porte fut refermée, Archer continua à regarder Mme Olenska avec des yeux mauvais.

— Pourquoi ce sacrifice, puisque l'isolement vous pèse? Je n'ai aucun droit de vous retenir loin de vos amis...

Elle sourit sous ses paupières humides.

— Je ne serai pas seule maintenant. J'étais seule; j'avais peur; mais le vide et l'obscurité se sont dissipés. Désormais,

quand je rentrerai en moi-même, je serai comme un enfant qui revient la nuit dans une chambre où il y a toujours une lumière.

Archer répéta, impatient :

— May est prête à me rendre ma liberté...

— Quoi ! trois jours après que vous êtes allé la supplier à genoux de hâter votre mariage?

— Elle a refusé, ce qui me donne le droit...

— Le droit? Vous m'avez appris combien ce mot-là est un vilain mot, dit-elle.

Archer éprouvait une fatigue indicible. C'était comme s'il eût, pendant des heures, fait des efforts surhumains pour remonter la paroi d'un précipice, et qu'au moment d'en atteindre le bord, son étreinte se relâchant, il retombât dans les ténèbres.

S'il avait pu reprendre la jeune femme dans ses bras, il aurait réfuté ses arguments. Mais toute la personne d'Ellen Olenska semblait enveloppée d'une douceur qui la rendait inaccessible : elle le tenait à distance, lui inspirant, par sa sincérité, un sentiment mêlé de crainte et de respect.

Il insista de nouveau:

— Si nous nous sacrifions, ce sera pire pour tout le monde.

— Non, non, non! cria-t-elle, comme s'il lui faisait peur.

Au même moment, la sonnette de la porte tinta. Ils n'entendirent pas de voiture s'arrêter, et restèrent sans mouvement, les yeux égarés.

Au dehors, le pas rapide de Natasia traversait le vestibule : la porte d'entrée s'ouvrit, se referma, et, un instant après, la servante parut, portant un télégramme qu'elle remit à la comtesse Olenska.

— La dame a été très heureuse des fleurs, dit Natasia. Elle a cru que c'était son mari qui les envoyait; elle a pleuré un peu, disant que c'était une folie.

Sa maîtresse sourit et prit l'enveloppe jaune. Puis, quand Natasia fut partie, et la porte refermée, elle tendit le télégramme à Archer. Daté de Saint-Augustin, à l'adresse de la comtesse Olenska, il annonçait :

« Télégramme de grand'mère plein succès. Parents acceptent mariage après Pâques. Je télégraphie à Newland. Suis bien heureuse. Vous aime tendrement. Votre reconnaissante

MAY. »

Une demi-heure plus tard, Archer, rentrant chez lui, trouva sur la table du vestibule une autre enveloppe jaune. C'était aussi une dépêche de May Welland.

« Parents consentent mariage mardi de Pâques à midi. Grace church, huit demoiselles d'honneur. Veuillez voir pasteur. Si heureuse! Tendrement

MAY. »

Archer chiffonna dans le creux de sa main la feuille de papier jaune, comme si, par ce geste, il eût pu annihiler les nouvelles qu'elle annonçait. Puis il tira un petit agenda de sa poche, en tourna les pages avec des doigts tremblants. Il ne trouva pas ce qu'il cherchait, et serrant le télégramme dans sa poche, il monta l'escalier.

Une lumière brillait sous la porte de la petite chambre qui servait à Janey de cabinet de toilette et de boudoir. Newland frappa impatiemment à la porte, et Janey parut dans sa robe de chambre de flanelle violette, ses cheveux roulés sur des épingles à friser. Son visage était pâle et inquiet.

— Newland! J'espère que ce télégramme ne contient pas de mauvaises nouvelles? J'ai attendu exprès.

Sans répondre, il interrogea :

— Dis-moi! Pâques tombe à quelle date cette année?

Elle parut choquée d'une si païenne ignorance.

— Pâques? Mais, la première semaine d'avril! Pourquoi me demandes-tu cela, Newland?

Il tourna encore quelques pages de son agenda, faisant un calcul rapide à voix basse.

— Tu dis : la première semaine ?

— Newland! Qu'est-ce que tu as?

— Je n'ai rien... sinon que je me marie dans six semaines.

Janey se jeta sur lui et le pressant contre elle :

— Oh! Newland! Quelle bonne nouvelle! Je suis si heureuse! Mais, mon chéri, pourquoi ris-tu comme ça? Tais-toi. Tu vas réveiller maman.

XIX

La journée de printemps était fraîche et le vent soufflait, chargé d'une poussière pénétrante.

Les vieilles dames des deux familles avaient exhumé leurs

zibelines décolorées et leurs hermines jaunies; une odeur de camphre s'élevait des premiers bancs de l'assistance, étouffant le doux parfum de printemps qui montait des lys autour de l'autel.

Newland Archer, sur un signal du suisse, était sorti de la sacristie, et avait pris place, avec son premier garçon d'honneur, le jeune van der Luyden Newland, sur les marches du chœur : le coupé de la mariée était en vue. Mais il fallait s'attendre encore à d'assez longs préliminaires sous le portail, où les huit demoiselles d'honneur se groupaient déjà en un bouquet d'avril.

C'était la règle : le fiancé devait témoigner de son empressement, en s'exposant ainsi seul aux regards de l'assemblée. Archer se résignait à cette formalité, comme à toutes les autres exigences d'un rite qui semblait venir de la nuit des temps. Il obéissait scrupuleusement aux injonctions agitées de son garçon d'honneur, comme autrefois les mariés qu'il avait dirigés à travers le même labyrinthe, lui avaient obéi à lui-même.

Rien n'était oublié, ni les huit bouquets de lilas blanc et de muguet des demoiselles d'honneur, ni les boutons de manchettes (saphirs à montures d'or) des garçons d'honneur, ni l'épingle de cravate (un œil de chat) choisie pour le jeune van der Luyden Newland. Les offrandes destinées à l'évêque et au pasteur étaient en sécurité dans la poche du premier garçon d'honneur. Le déjeuner devait avoir lieu chez Mrs Manson Mingott. Les bagages d'Archer y avaient été envoyés, ainsi que ses vêtements de voyage, et un compartiment avait été réservé dans le train qui devait emmener les jeunes mariés vers une destination inconnue. Le mystère sur le lieu où devait s'écouler la nuit nuptiale était l'élément le plus sacré du rite immémorial.

— Vous avez la bague? chuchota van der Luyden Newland, tout neuf dans son rôle, et qui semblait écrasé sous le poids de sa responsabilité.

Archer fit le même geste que tous les mariés avaient fait avant lui : de sa main droite dégantée, il s'assura qu'il avait bien dans la poche de son gilet le petit anneau d'or gravé de leurs deux noms : « Newland à May, avril 187... » Puis il se remit en position, son chapeau haut de forme et ses gants gris-perle, soutachés de noir, serrés dans sa main gauche; et il recommença de surveiller la porte de l'église.

La marche nuptiale de Haendel roulait pompeusement sous les voûtes de stuc, évoquant la vision de tous les mariages aux-

quels Archer avait assisté avec une sereine indifférence, tandis que d'autres mariés s'avançaient vers l'autel.

— On dirait une première à l'Opéra, pensa-t-il.

Reconnaissant les mêmes figures dans les mêmes loges... (non ! c'étaient des bancs)... il se demandait si, lorsque retentirait la trompette du jugement dernier, Mrs Selfridge Merry aurait son même panache de marabout, Mrs Beaufort ses mêmes diamants aux oreilles, son même sourire aux lèvres ; et si des avant-scènes étaient déjà réservées pour ces dames dans l'autre monde.

Ensuite, il eut le temps de passer la revue des visages familiers : les femmes curieuses, intéressées ; les hommes, maussades d'avoir eu à endosser leur redingote dès le matin, et ennuyés de la perspective d'avoir à jouer des coudes pour s'approcher du buffet après la cérémonie.

Il croyait entendre dire à Reggie Chivers : « C'est malheureux que le lunch soit chez la vieille Catherine ; mais on dit que Lovell Mingott l'a fait préparer par son chef : cela sera donc mangeable, si l'on peut s'en approcher. » Et sans doute Sillerton Jackson répondait avec autorité : « Ne vous a-t-on pas dit, mon cher ami, que le lunch sera servi par petites tables, à la nouvelle mode anglaise ? »

Les yeux d'Archer s'arrêtèrent un moment sur le banc de gauche, où sa mère, entrée au bras de Mr Henry van der Luyden, était assise. Elle pleurait doucement sous son voile de Chantilly, les mains dans le manchon d'hermine de sa grand'mère.

— Pauvre Janey, songea-t-il en regardant sa sœur, elle a beau se disloquer le cou, elle ne peut voir que les premiers rangs des Newland et des Dagonet, cossus, mais poncifs.

En avant du ruban blanc tendu entre les bancs des deux familles et ceux des invités, il vit Beaufort, grand, haut en couleur, qui dévisageait les femmes de son air arrogant. A côté de lui se trouvait Mrs Beaufort, couronnée de violettes et tout argentée de chinchilla. De l'autre côté du ruban, la tête bien lissée de Lawrence Lefferts semblait monter la garde pour préserver de toute offense l'implacable divinité du « Bon-Ton. » Archer lui-même, en son temps, avait servi ce même dieu ; mais tout ce qui l'avait préoccupé alors lui paraissait, maintenant, une parodie enfantine de la vie.

Une discussion s'était élevée sur la question de savoir si les

cadeaux de noces seraient exposés : les dernières heures avant le mariage en avaient été assombries. La question avait été résolue par la négative, Mrs Welland ayant dit, des larmes de colère aux yeux : « J'aimerais autant lâcher les reporters dans ma maison! » Archer, autrefois, aurait partagé cette opinion ; alors tout ce qui concernait les coutumes de son petit monde lui semblait revêtir le caractère de l'absolu. Il trouvait aujourd'hui inconcevable que l'on s'agitât ainsi pour ces enfantillages. « Et pendant ce temps, pensait-il, il y a dans le monde des êtres réels, qui se débattent dans la vérité de la vie!...

Les voilà! souffla le premier garçon d'honneur;... mais le marié ne s'émut pas. Il savait que la porte de l'église ne s'ouvrait encore que pour le suisse, qui jetait un coup d'œil sur la scène avant de mobiliser ses forces. La porte fut doucement refermée, puis rouverte à deux battants; un murmure courut dans l'assemblée : c'était la famille de la mariée.

Mrs Welland marchait en tête, au bras de son fils aîné. L'expression de sa large figure rose avait la solennité voulue; sa robe prune aux panneaux bleu pâle, sa petite capote de satin ornée de plumes turquoises, éveillèrent l'approbation générale. Mais avant que l'imposant frou-frou des jupes de soie se fût apaisé, les spectateurs se retournaient pour apercevoir la suite du cortège. De vagues rumeurs avaient circulé la veille; on disait que Mrs Manson Mingott, dans son obésité impotente, prétendait assister à la cérémonie. Comment pourrait-elle traverser la nef? Quel siège serait assez vaste pour la contenir? On savait qu'elle avait envoyé son menuisier examiner la possibilité d'élargir le premier banc; mais le résultat avait été négatif. Sa famille avait passé une journée d'angoisse, pendant qu'elle délibérait sur le projet de se faire rouler dans son énorme chaise et de trôner devant le chœur.

L'exhibition de sa monstrueuse personne était apparue si fâcheuse à ses parents, qu'ils auraient volontiers couvert d'or le génie qui avait découvert que la chaise de Mrs Mingott était trop large pour passer entre les supports de la tente dressée à la porte de l'église. L'idée de renoncer à cette tente, d'exposer la mariée à la curiosité des couturières et des journalistes, eut raison du courage de la vieille Catherine. « Comment! on pourrait photographier ma fille et la mettre dans les journaux! » s'était écriée Mrs Welland. Le clan tout entier avait reculé

devant une pareille inconvenance. L'ancètre avait dû céder, mais contre la promesse que le repas de noces aurait lieu sous son toit. Les amis de la famille qui habitaient autour de Washington Square, trouvaient que la maison des Welland aurait été d'accès plus facile, et qu'il était dur d'avoir à débattre avec Brown le prix de la voiture qui les mènerait à l'autre bout de la ville.

Tout le monde connaissait ces négociations par les Jackson ; mais une minorité d'esprits hardis croyait encore que Mrs Mingott assisterait à la cérémonie, et un léger refroidissement se manifesta dans l'allégresse générale quand on vit que Mrs Lovell Mingott remplaçait sa belle-mère. Mrs Lovell Mingott avait ce teint échauffé et ce regard vide des femmes d'âge et d'embonpoint engoncées dans des robes neuves; mais quand on fut revenu du désappointement causé par l'absence de Mrs Manson Mingott, on convint que la robe de satin lilas voilée de Chantilly et le chapeau en violettes de Parme de sa belle-fille s'harmonisaient heureusement à la toilette prune et bleue de Mrs Welland. Toute différente était l'impression produite par la grande femme maigre et minaudante qui, dans une étrange confusion de rayures, de franges, d'écharpes flottantes, défilait au bras de Mr Mingott A cette dernière apparition, le cœur d'Archer se contracta.

Il avait cru que la marquise Manson était depuis six semaines à Washington avec Ellen Olenska. On attribuait leur brusque départ au désir qu'avait eu la nièce de soustraire sa tante à la funeste éloquence du docteur Agathon Carver. N'était-il pas sur le point de faire d'elle une recrue pour la « Vallée de l'Amour? » Archer se demandait qui allait paraître derrière cette fantastique Medora. Mais le cortège finissait là : les parents plus éloignés avaient déjà pris leurs places. Les huit garçons d'honneur se réunissaient pour aller rejoindre au bas de la nef les huit demoiselles d'honneur.

— Newland ! La voilà ! chuchota son jeune cousin.

Archer sursauta.

Il avait dû perdre conscience de ce qui se passait autour de lui. La procession blanche et rose était déjà parvenue à la moitié de la nef : l'évêque et le pasteur, accompagnés de deux assistants en surplis blancs, se tenaient devant l'autel fleuri, et les premiers accords de la Symphonie de Spohr tombaient sous les pas de la mariée comme des bouquets de roses.

Archer ouvrit les yeux (les avait-il vraiment fermés, comme il le croyait ?) et son cœur se desserra. La musique, la senteur printanière des lys, la vision de May, qui flottait vers lui dans un nuage de tulle, le visage de sa mère, baigné d'heureuses larmes, le murmure des paroles du pasteur, les évolutions symétriques du cortège d'honneur, tous ces mouvements, tous ces bruits bien connus, lui semblaient maintenant étranges et dépourvus de sens.

— Mon Dieu ! pensa-t-il, ai-je bien la bague ? et il refit le geste nerveux de tous les mariés. Un instant après, May se trouvait à côté de lui, et le cœur figé du jeune homme se ranima au contact de cette pureté rayonnante.

« Réunis ici sous le regard de Dieu... » L'office commençait. La bague avait été passée au doigt de May ; les mariés avaient reçu la bénédiction de l'évêque ; les demoiselles d'honneur se préparaient à reprendre leurs places dans la procession, et la marche nuptiale de Mendelssohn roulait sous la voûte de la nef.

— Votre bras, donnez-lui votre bras ! dit, entre ses dents, van der Luyden Newland.

Archer eut de nouveau la sensation de revenir de très loin. Comment son imagination s'égarait-elle ainsi ? Était-ce pour avoir aperçu dans la foule anonyme cette masse de cheveux sombres, sous le bord d'un chapeau ? Mais, un instant après, ce n'était qu'une dame inconnue au long nez. Il aurait pu rire de s'y être presque trompé, et se demander s'il devenait le jouet d'hallucinations.

Lentement il descendit la nef avec May : les ondes rythmées de la marche les accompagnèrent jusqu'aux portes grandes ouvertes, au travers desquelles la belle journée de printemps semblait les accueillir. Les alezans de Mrs Welland, de gros nœuds de ruban blanc au frontail, piaffaient devant la tente.

Le valet de pied, décoré aussi d'une cocarde blanche, enveloppa May d'un manteau neigeux, et Archer sauta dans le coupé à côté d'elle. Elle se retourna vers lui avec un sourire triomphant et leurs mains s'unirent sous les voiles de tulle.

— Chérie ! dit Archer, — et de nouveau l'abîme s'ouvrait devant lui, pendant que sa voix articulait tendrement et gaiement : — J'ai cru avoir perdu la bague. Ce frisson-là fait partie de la cérémonie ! C'est un peu votre faute, vous m'avez bien fait attendre ! J'ai eu le temps d'imaginer mille catastrophes.

En pleine Cinquième Avenue, May l'étonna en lui jetant les bras autour du cou :

— Mais rien ne peut nous arriver maintenant, dit-elle, puisque nous sommes ensemble!

Tous les détails de la journée avaient été si soigneusement réglés, qu'après le déjeuner, les jeunes mariés eurent tout le temps nécessaire pour se préparer au départ. En tenue de voyage, ils descendirent le large escalier de Mrs Mingott, escortés de la bande rieuse des demoiselles d'honneur; ils embrassèrent leurs parents et montèrent dans la voiture qui les attendait, tandis qu'on jetait derrière eux la traditionnelle averse de riz et la pantoufle de satin. Ils purent choisir, sans se presser, à la bibliothèque de la gare, les magazines de la semaine, avec l'air détaché de voyageurs ordinaires, et enfin s'installer dans le compartiment réservé, où la femme de chambre de May avait déjà placé le manteau gris-palombe et le sac de voyage, tout battant neuf, et qui venait de Londres.

Les vieilles tantes de Rhinebeck avaient mis leur maison à la disposition des jeunes mariés, avec un empressement peut-être dû à la perspective séduisante d'un séjour chez Mrs Archer. Newland, heureux d'échapper aux hôtels de Baltimore ou de Philadelphie, où il était d'usage de passer les premiers jours de la lune de miel, avait accepté la proposition de grand cœur.

May, enchantée d'aller à la campagne, s'était amusée comme une enfant des vains efforts des huit demoiselles d'honneur pour arriver à savoir le lieu de la mystérieuse retraite.

Quand les mariés furent installés dans leur compartiment, que le train eut dépassé les faubourgs et fut entré dans la campagne printanière, la conversation devint plus aisée qu'Archer ne l'avait espéré. May était encore la naïve jeune fille de la veille : elle discutait avec une impartialité de simple témoin tous les incidents de la journée.

Archer avait pensé d'abord que ce détachement provenait d'un trouble secret; mais les yeux clairs de la jeune mariée ne révélaient qu'une tranquille ignorance. Elle était seule, pour la première fois, avec son mari; mais, de toute évidence, elle ne voyait encore en lui que le charmant camarade de la veille. Elle le préférait à tous, avait la plus grande confiance en lui, et pour elle le point culminant de la belle aventure des fiançailles et du mariage était de voyager seule avec lui comme

une grande personne — mieux encore, comme une femme mariée! C'était étonnant que cette profondeur de sentiment qu'elle avait révélée dans le jardin de la mission espagnole pût s'allier à une telle absence d'imagination. Mais Archer se rappelait avec quelle promptitude, sitôt sa conscience délivrée du poids qui l'oppressait, elle était revenue, ce jour-là, à sa candeur innocente, et il comprit que, dans la vie, elle s'adapterait aux circonstances sans jamais les devancer. Cette faculté de ne pas savoir, de ne pas prévoir, donnait peut-être à ses yeux leur limpidité. Son visage semblait appartenir à un type plutôt qu'à une personne : elle aurait pu poser pour une Vertu civique ou pour une Divinité grecque. Le sang qui coulait si près de sa peau blanche semblait plutôt un fluide préservateur qu'un élément de combustion. Cependant, sa jeunesse n'était pas insensible : elle n'était que primitive et pure.

Comme il en était là de ses réflexions, Archer se rendit compte qu'il posait sur sa femme le regard d'un étranger, et vite il se mit à repasser avec elle les souvenirs du repas de noces, au-dessus desquels planait la personnalité de la grand'mère Mingott, énorme et ravie.

May, toute joyeuse, répondit avec une franche gaieté :

— J'ai été bien étonnée que ma tante Medora se soit décidée à venir. Et vous? Ellen avait écrit qu'elles étaient encore trop fatiguées toutes deux pour faire le voyage. C'est Ellen que j'aurais voulu avoir! Avez-vous vu quelle magnifique dentelle ancienne elle m'a envoyée?

Archer savait qu'une allusion à Ellen devait se produire tôt ou tard, mais il croyait qu'à force de volonté il pourrait la retarder.

— Oui... je... non..., magnifique, bégaya-t-il.

Il regardait May avec des yeux d'aveugle, et se demandait si, chaque fois qu'il entendrait ces deux syllabes, il ne sentirait pas s'écrouler le fragile château de cartes de sa vie.

Le train s'arrêta à la gare de Rhinebeck : dans le crépuscule printanier, ils traversèrent le quai pour gagner la voiture qui les attendait.

— Ces bons van der Luyden! Ils ont envoyé leur domestique au-devant de nous! s'écria Archer, en voyant un personnage à la mine grave, qui s'approchait et prenait les petits bagages des mains de la femme de chambre.

— Mille excuses, monsieur, dit le domestique; un petit

accident est arrivé chez ces demoiselles du Lac : une fuite dans le réservoir. L'accident est arrivé hier : Mr van der Luyden, prévenu, a aussitôt fait partir une femme de chambre pour préparer la maison du Patroon. J'espère que vous la trouverez suffisamment confortable. Ces demoiselles ont envoyé leur cuisinière, et vous serez aussi bien qu'à Rhinebeck.

Archer regarda le domestique avec une sorte de stupeur :

— Ce sera tout à fait la même chose, monsieur, répétait celui-ci.

Ce fut May qui lança d'une voix allègre :

— La même chose que Rhinebeck... la maison du Patroon? Mais ce sera mille fois mieux, n'est-ce pas, Newland? Quelle charmante pensée ont eue ces van der Luyden!

Pendant que la voiture roulait, la femme de chambre à côté du cocher et les reluisants sacs de voyage sur le strapontin, la jeune femme continua, très animée :

— Croiriez-vous que je n'y suis jamais entrée! Et vous? Les van der Luyden la montrent si peu! Ils l'ont ouverte pour Ellen : c'est elle qui m'a dit que c'était un bijou, la seule maison d'Amérique où elle pourrait être parfaitement heureuse.

Et elle ajouta, avec son sourire juvénile :

— C'est notre chance qui commence : la chance merveilleuse que nous aurons toujours ensemble.

XX

— Naturellement, ma chérie, nous acceptons le dîner chez les Carfry, disait Archer.

Les nouveaux mariés prenaient leur petit déjeuner dans le salon meublé de cretonne luisante de leur *lodging* de Londres. Un brouillard opaque assombrissait les vitres, et un feu d'anthracite rougeoyait derrière la grille en acier poli.

May, le front anxieux, regarda son mari par-dessus la lourde théière en métal anglais derrière laquelle elle trônait.

Dans ce pluvieux désert du Londres d'automne, les Newland Archer ne connaissaient exactement que deux personnes, et encore les avaient-ils évitées avec soin. C'était une des traditions de dignité du vieux New-York : on ne s'imposait pas aux relations que l'on pouvait avoir en pays étranger.

Mrs Archer et Janey, au cours de leurs nombreux voyages en

Europe, avaient rigoureusement observé cette règle, et opposé une si impénétrable réserve aux avances de leurs compagnons de voyage qu'elles avaient presque réussi à ne jamais échanger un mot avec des « étrangers » autres que des employés d'hôtel et de chemin de fer. Envers ceux de leurs compatriotes qui ne leur étaient pas personnellement connus, leur attitude était plus réservée encore. Ainsi, à moins qu'elles ne rencontrassent un Chivers, un Dagonet ou un Mingott, les périodes de voyage se passaient pour elles dans un tête-à-tête ininterrompu. Pourtant, une nuit à Botzen, une des dames anglaises qui occupaient la chambre vis à vis celle de Mrs Archer et de sa fille (Janey connaissait, dans tout leur détail, le nom, les toilettes et la position sociale de ses voisines), vint frapper à la porte de Mrs Archer et lui demanda du secours. Mrs Carfry venait d'être prise d'une bronchite aiguë. Elle fut gravement malade. Elle voyageait seule avec sa sœur, Miss Harle, et toutes deux furent profondément reconnaissantes aux dames Archer des soins attentifs dont celles-ci les entourèrent.

Les Archer quittèrent Botzen sans penser revoir jamais Mrs Carfry et Miss Harle. Mrs Archer n'aurait pas songé à s'imposer à l'attention d'une étrangère pour un service qu'elle avait eu occasion de lui rendre. Mrs Carfry et sa sœur, au contraire, ne connaissaient d'autre code que celui d'une éternelle reconnaissance. Avec une fidélité touchante, elles étaient aux aguets, ne manquant pas une occasion de revoir Mrs Archer et Janey, quand celles-ci venaient en Europe. Les relations devinrent de plus en plus étroites : quand Mrs Archer et Janey descendaient à l'hôtel Brown, à Londres, elles y étaient attendues par de sympathiques amies. Ces dames avaient les mêmes goûts : elles faisaient du macramé, lisaient des mémoires édifiants, et échangeaient leurs appréciations sur les prédicateurs en renom. Comme le disait Mrs Archer, Londres était tout autre depuis qu'elles connaissaient Mrs Carfry et Miss Harle. Aussi, au moment du mariage de Newland, ne manqua-t-on pas d'envoyer un faire-part aux deux dames anglaises. Celles-ci répondirent par l'envoi d'un joli bouquet de fleurs alpines séchées, sous verre. Sur le quai, au moment des adieux, la dernière recommandation de Mrs Archer fut : « N'oublie pas d'aller présenter May à Mrs Carfry. »

Archer et sa femme se disposaient à oublier ; mais Mrs Carfry, avec son habituelle sagacité, les avait découverts et invités

à dîner. C'était sur cette invitation que May fronçait les sourcils en savourant son thé et ses muffins.

— Vous, Newland, vous les connaissez. Mais moi, je serais affreusement intimidée chez des personnes que je n'ai jamais vues... Et puis, je ne sais pas comment m'habiller...,

Newland se renversa sur sa chaise ; il sourit à sa jeune femme : jamais elle n'avait été plus belle, plus Diane. Était-ce l'humidité de l'air anglais qui avait avivé son teint, adouci le contour de ses traits ; ou bien, était-ce le rayonnement de son bonheur qui éclairait son visage ?

— Comment vous habiller, ma chérie ? N'avez-vous pas reçu de Paris, la semaine dernière, toute une caisse de robes neuves ?

— Certes, mais... laquelle mettre ? Je n'ai jamais dîné en ville à Londres, et je ne voudrais pas être ridicule...

Il essaya de comprendre sa perplexité :

— Les Anglaises ne s'habillent donc pas comme tout le monde le soir ?

— Newland ! Vous savez bien qu'elles vont au théâtre sans chapeaux, dans leurs robes du soir défraîchies.

— Alors, c'est sans doute chez elles qu'elles portent leurs robes du soir neuves... Mais, pour Mrs Carfry et miss Harle, elles auront des bonnets comme maman, et des châles... de jolis châles souples.

— Certainement ; mais les autres dames, comment seront-elles ?

Archer se demanda ce qui avait pu développer subitement chez May cette préoccupation nerveuse de la toilette qu'il avait aussi bien observée chez Janey. Il eut une inspiration :

— Pourquoi ne pas mettre la robe de votre mariage ?...

— Si je l'avais seulement ! Mais elle est à Paris, chez Worth, qui doit la transformer pour l'hiver prochain.

— Alors, je ne vois pas... — Il se leva. — Tenez ! Le brouillard se lève. Si nous allions jusqu'à la National Gallery essayer de voir les tableaux ?

Les Newland Archer étaient de passage à Londres, au retour du voyage de noces que May, dans ses lettres à ses amies, décrivait brièvement en le qualifiant d' « enchanteur. » Après un mois passé à Paris à courir les couturières en vogue, May avait manifesté le désir de faire de l'alpinisme pendant le mois de juillet, et de la natation en août. Ce programme avait

été ponctuellement exécuté. Ils avaient passé le mois de juillet à Interlaken et à Grindenwald, et le mois d'août dans un petit coin appelé Étretat, sur la côte normande, recommandé comme tranquille et pittoresque. Une ou deux fois, dans la montagne, Archer avait montré la direction du Midi : « L'Italie! » avait-il dit, et May, les pieds dans un fouillis de gentiane, avait répondu, avec son gai sourire : « Oui, l'hiver prochain, si vous n'étiez pas retenu à New-York, ce serait charmant d'aller à Rome » En réalité, les voyages la laissaient encore plus indifférente qu'Archer ne l'avait imaginé. Elle n'y cherchait, une fois ses toilettes choisies, que des occasions de faire du « sport, » marcher, monter à cheval, nager, et aussi s'entraîner au nouveau jeu passionnant du *lawn-tennis*; et quand, enfin, ils s'arrêtèrent à Londres pour une quinzaine, afin qu'Archer à son tour passât aux mains de son tailleur, elle ne cacha plus son impatience de se rembarquer. A Londres, rien ne l'intéressait que les théâtres et les magasins. Encore trouvait-elle les théâtres moins amusants que les cafés-chantants de Paris, où, sous les marronniers en fleurs des Champs-Élysées, elle avait entendu des chansons dont son mari lui traduisait les quelques couplets présentables aux oreilles d'une jeune mariée.

Archer en revenait à sa conception héréditaire du mariage. Se conformer à la tradition, ne demander à May que ce qu'il avait vu ses amis demander à leurs femmes, c'était plus aisé que de faire l'expérience dont, jeune homme, il avait rêvé. Pourquoi émanciper une femme qui ne se doutait pas qu'elle fût sous un joug? Le seul usage qu'elle ferait de son indépendance serait d'en offrir le sacrifice à l'autel conjugal. Tout tendait donc à ramener Archer aux vieilles idées. S'il y avait eu de la mesquinerie dans la simplicité de May, il se serait irrité, révolté. Mais le caractère de la jeune femme était d'un dessin aussi noble que celui de son visage, et elle semblait être la divinité tutélaire de toutes les traditions qu'il avait révérées.

Ces belles qualités faisaient d'elle la plus aimable compagne mais n'animaient guère le voyage. Archer comprenait pourtant que, dans le milieu qui les attendait, elles reprendraient leur valeur. Ses goûts à lui, littéraires et artistiques, trouveraient leur aliment, comme par le passé, au dehors; mais son intérieur n'aurait rien d'étouffant, et quand les enfants viendraient, rien ne manquerait à la douceur de leur vie commune.

Ainsi méditait Archer pendant le long trajet de Mayfair à South Kensington, où habitait Mrs Carfry. Lui aussi aurait préféré se soustraire à l'invitation de leurs amies.

— Il n'y aura probablement personne chez Mrs Carfry; Londres est désert en ce moment, et vous serez trop habillée, disait-il à May, assise près de lui dans le hansom, si belle et immaculée dans son manteau bleu-de-ciel bordé de cygne, que cela semblait presque coupable de l'exposer à la suie de Londres.

— Je ne veux pas laisser croire qu'une Américaine ne sait pas s'habiller, répliqua-t-elle; et Archer fut frappé de nouveau par le respect religieux que la moins mondaine de ses compatriotes portait au prestige de la toilette.

« C'est leur armure, leur défense contre l'inconnu, » pensa-t-il. Et il comprit pourquoi May, qui n'aurait pas pensé à nouer un ruban dans ses cheveux pour lui plaire avait pu apporter tant de sérieux et de solennité à choisir et à commander ses nombreuses robes.

Chez Mrs Carfry, il n'y avait en effet que très peu de monde : la maîtresse de maison et sa sœur, un aimable pasteur avec sa femme, un jeune neveu de Mrs Carfry, et son précepteur français, un petit brun, nerveux, à l'œil vif. Sur ce groupe un peu terne, dans ce salon faiblement éclairé, May se détachait comme un cygne voguant dans la gloire d'un soleil couchant; elle semblait à son mari plus grande, plus belle, dans le bruissement de son élégance; et cependant il devina que son animation, sa rougeur, cachaient une timidité presque enfantine.

Le dîner fut languissant. May ne parlait guère que de son pays, de choses locales. Archer remarqua que si elle provoquait l'admiration par sa beauté, elle décourageait la conversation. Le pasteur abandonna bientôt la partie; mais le précepteur poursuivit galamment l'entretien.

Quand les dames se furent levées pour retourner au salon, le pasteur prit congé, se rendant à un meeting; le neveu, jeune homme timide et de santé délicate, se retira également. Archer resta seul à boire du porto, dans la salle à manger, en compagnie du précepteur; et il se trouva soudain lancé dans une conversation comme il n'en avait pas eu depuis sa dernière discussion philosophique avec Ned Winsett. Le neveu de Mrs Carfry, menacé de tuberculose, avait dû passer deux ans dans le doux climat du Léman. Il avait été confié à M. Rivière,

qui venait de le ramener en Angleterre, et devait rester avec lui jusqu'à l'entrée de son élève à Oxford. M. Rivière ajouta qu'à cette époque il serait obligé de chercher une nouvelle situation.

« Il la trouvera facilement, » pensa Archer, très impressionné par les connaissances variées et les dons naturels du jeune Français. M. Rivière était un homme de trente ans environ, maigre, de visage plutôt laid et que May aurait qualifié de « commun, » avec des traits d'une extrême mobilité. Fils d'un diplomate, il aurait dû suivre la carrière de son père ; mais il avait le démon de la littérature et il s'était lancé dans le journalisme. A Paris, il avait connu Flaubert, fréquenté le grenier des Goncourt et causé avec Mérimée. Mais le succès n'avait pas couronné ses rêves d'écrivain : une mère et une sœur à sa charge, et, comme tant d'autres, il avait succombé sous le poids des soucis matériels. Sa situation pécuniaire ne semblait guère meilleure que celle de Ned Winsett : il lui restait d'avoir vécu dans un monde unique pour ceux qui ont le goût des idées. C'était justement parce que ce pauvre Winsett avait le goût des idées qu'il dépérissait à New-York : Archer enviait pour son ami le sort du jeune précepteur, qui, si pauvre d'argent, s'était par ailleurs si richement alimenté.

— Garder intactes sa liberté intellectuelle, ses facultés critiques, c'est cela, monsieur, qui prime tout. C'est pour cette indépendance que j'ai abandonné le journalisme, et que j'ai accepté de devenir précepteur. Le métier est quelquefois bien aride; mais on a la liberté de son esprit. On peut écouter et réfléchir, on peut causer. Ah! la conversation! Il n'y a rien de tel, n'est-ce pas? L'air qui circule autour des idées est le seul air respirable. Je n'ai jamais regretté d'avoir abandonné la diplomatie et le journalisme, ces deux formes différentes d'abdication.

Tout en parlant, il fixait sur Archer des yeux ardents ; il continua :

— Voyez-vous, monsieur, pouvoir regarder la vie en face, être maître de sa pensée, cela vaut bien la peine de vivre dans une mansarde. Il est vrai qu'il faut encore gagner de quoi payer la mansarde, et j'avoue que la perspective de vieillir dans la peau d'un précepteur ou d'un obscur secrétaire est presque aussi réfrigérante que celle de finir chargé d'affaires à Bucarest... Je me dis quelquefois que je devrais faire un grand plongeon.

Croyez-vous, par exemple, qu'il y aurait une place pour moi à New-York?

Archer le regarda, étonné. New-York! Pour un jeune homme qui avait fréquenté Mérimée et les Goncourt, et qui ne s'intéressait qu'à la vie intellectuelle!...

— Vous tenez particulièrement à New-York? bégaya-t-il, se demandant ce que sa ville natale pouvait offrir à un jeune homme pour qui l'échange des idées paraissait une condition indispensable.

Une rougeur subite envahit le visage bistré de M. Rivière.

— N'est-ce pas, chez vous, le centre de la vie intellectuelle? répondit-il. — Puis, comme s'il craignait d'avoir été indiscret, il s'empressa d'ajouter : — On fait comme cela des projets... Du reste, pour le moment, il ne peut être question de rien...

Dans le *hansom*, pendant le trajet du retour, Archer était encore sous l'impression de cette causerie avec M. Rivière; il avait senti passer un air nouveau. Son premier mouvement avait été d'inviter le jeune homme à dîner. Il hasarda :

— Ce précepteur est intéressant; nous avons causé, après dîner, de livres et d'un tas de choses...

May sortit d'un de ses silences rêveurs, auxquels Archer avait prêté une signification mystérieuse avant que six mois d'intimité conjugale ne lui en eussent démontré le vide.

— Ce petit Français? Il est bien commun, répondit-elle froidement.

Archer comprit qu'elle était humiliée d'avoir été invitée pour rencontrer un pasteur et un précepteur français. Non que ce fût chez elle affaire de snobisme; mais l'orgueil du vieux New-York exigeait les plus grands égards à l'étranger. Si les parents de May avaient reçu les Carfry dans la Cinquième Avenue, ils leur auraient offert des convives présentables.

Il demanda, non sans un peu de mauvaise humeur :

— En quoi l'avez-vous trouvé commun?

— Les gens de cette sorte manquent toujours d'usage. Mais, bien entendu, ajouta-t-elle avec humilité, je ne suis pas juge de ses mérites intellectuels.

Archer détestait sa manière de prononcer : « intellectuel » et « commun. » Il se surprenait à souligner de plus en plus à ses propres yeux certaines façons de May qui le choquaient. En

somme, elle avait toujours eu le même point de vue : celui du monde qui les entourait, celui qu'Archer lui-même avait accepté jusque-là, le seul que pût avoir une femme « bien. » Et il fallait pourtant, si l'on se mariait, épouser une femme « bien ! »

— Tant pis ; je ne l'inviterai pas à dîner, conclut-il en riant.

May reprit, scandalisée :

— Quoi ! Vous pensiez à inviter le précepteur des Carfry?

— Ma foi, oui : j'aurais assez aimé le revoir. Il voudrait trouver une situation à New-York.

La surprise de May allait grandissant.

— Une situation à New-York? Je ne vois pas laquelle. On n'a pas de précepteurs français chez nous... Qu'est-ce qu'il viendrait faire à New-York?

— Il cherche un milieu où il pourrait satisfaire son goût de la conversation, dit Archer avec une pointe d'ironie.

May se mit à rire :

— Comme c'est drôle, Archer! Comme c'est français!

A tout prendre, il n'était pas fâché du refus de May : une seconde rencontre avec M. Rivière aurait ramené cette question d'une situation à trouver ; et, plus il y réfléchissait, moins Archer voyait le moyen de trouver un emploi pour un jeune intellectuel français dans le New-York qu'il connaissait.

XXI

La pelouse ensoleillée, bordée de géraniums rouges et de coléus, étendait jusqu'à la falaise son gazon d'émeraude. Au delà, on voyait la grande mer étincelante.

Le long du chemin serpentant jusqu'à la falaise, des vases de fonte d'un brun chocolat laissaient tomber leurs gerbes de géranium lierre et de pétunias sur le gravier fraîchement ratissé. La maison, construite en bois et de forme carrée, était peinte en brun comme les vases. Le toit de la véranda, avec ses bandes brunes et jaunes, simulait un grand store. Au milieu de la pelouse deux cibles se détachaient en blanc sur un fond de verdure. En face, était plantée une tente autour de laquelle étaient disposés des sièges d'osier. Des femmes en toilettes d'été, des hommes en redingote grise et chapeau haut de forme, causaient en groupes animés. A un signal, une svelte jeune fille

en robe de mousseline empesée sortait de la tente, un arc à la main, et décochait sa flèche. Alors, il se faisait un grand silence et tous les yeux se braquaient sur la cible.

Archer, debout sous la véranda, regardait curieusement cette scène. Des aloès dans des grands pots de faïence turquoise, placés sur des socles jaunes, flanquaient les marches du perron : et en contre-bas de la véranda s'épanouissait une bordure d'hortensias bleus et de géraniums rouges. Derrière le jeune homme, les portes-fenêtres à la française, garnies de rideaux de dentelle ondoyants, laissaient entrevoir, sur le parquet du salon, des poufs de cretonne, des fauteuils crapauds, et de petites tables recouvertes de velours, chargées de minuscules bibelots d'argent.

La réunion annuelle du Tir-à-l'Arc de Newport avait toujours lieu chez les Beaufort. Ce sport n'avait connu jusqu'alors d'autre rival que le croquet : mais il allait bientôt abdiquer devant le *lawn-tennis*, quoique ce dernier jeu fût encore considéré comme trop violent, trop inélégant, et convenant mal aux réunions mondaines : pour faire valoir de fraîches toilettes et de gracieuses attitudes, rien ne valait le tir à l'arc.

Archer assistait en étranger à ce spectacle familier. Comment la vie pouvait-elle continuer aussi pareille, quand lui-même était devenu si différent ? C'était à Newport qu'il avait, pour la première fois, compris l'étendue du changement qui s'était fait en lui. A New-York, l'hiver précédent, après s'être installé avec May dans leur maison neuve, la reprise de ses habitudes, de son activité professionnelle, l'avait aidé à renouer avec le passé. Puis, il s'était intéressé au choix d'un brillant steppeur gris, destiné au coupé de May; bravant la désapprobation de la famille, il avait arrangé sa bibliothèque selon les idées nouvelles : sur les murs un papier sombre, imitant le cuir, qui s'harmonisait aux bibliothèques *Eastlake*. Et il avait voulu de grands fauteuils lourds, bas et trapus, dans le style nouveau des « meubles sincères. » Au *Century Club* il avait retrouvé Ned Winsett, et au *Knickerbocker Club* les jeunes élégants de son milieu. Ainsi, entre ses heures de bureau, les dîners en ville du jeune ménage et ceux qu'ils donnaient eux-mêmes, les soirées à l'Opéra ou à la comédie, ce premier hiver lui avait paru la continuation des hivers précédents.

Mais à Newport, il n'était relevé des obligations professionnelles que pour subir celle des amusements. En vain avait-il

proposé à May de passer l'été sur la côte du Maine, dans une île éloignée où quelques Bostoniens hardis campaient au milieu de magnifiques paysages. Les Welland allaient toujours à Newport, où ils possédaient une villa carrée sur la falaise. Mrs Welland fit comprendre à son gendre qu'il était inutile que May se fût fatiguée à essayer des toilettes d'été à Paris, si elle ne devait pas les porter. May, elle-même, ne pouvait comprendre la répugnance d'Archer à passer un été mondain à Newport. L'endroit lui avait toujours plu autrefois : pourquoi ne lui plairait-il plus maintenant qu'il s'y trouvait avec sa femme ? Il n'y avait rien à répondre à cela.

Certes, il n'était pas insensible au bonheur d'être le mari d'une des plus belles femmes de New-York, surtout quand cette femme était en même temps parfaitement gracieuse et raisonnable. Si le souvenir de la tempête qui l'avait secoué à la veille de son mariage le hantait encore, il était décidé à n'y voir que le dernier épisode du roman de sa jeunesse. L'idée que, de sang-froid, il avait pu penser un instant à épouser la comtesse Olenska, lui semblait parfaitement absurde. Ellen n'était plus pour lui qu'une image émouvante parmi les fantômes du passé... Et pourtant ce passé n'avait pas cessé de l'obséder : et ce beau monde de Newport, affairé à son puéril plaisir, le choquait comme s'il avait vu des enfants jouer sur une tombe.

Il entendit un bruissement de jupes, et la marquise Manson parut derrière lui. Comme à son ordinaire, elle avait un de ces accoutrements bizarres dont elle avait le secret. Elle portait une capeline de paille d'Italie retenue par des enroulements de gaze fanée ; sur son épaule se balançait une petite ombrelle de velours noir à manche d'ivoire ciselé.

— Mon cher Newland ! J'ignorais que vous fussiez ici avec May... Vous n'êtes arrivé qu'hier, dites-vous?... Le devoir professionnel ! Je comprends... Beaucoup de maris, je le sais, ne peuvent rejoindre leurs femmes que pour la fin de semaine. — Elle pencha la tête de côté et regarda Archer d'un air langoureux. — Mais le mariage est un long sacrifice : je l'ai souvent dit à mon Ellen.

Archer se sentit comme un arrêt au cœur. Une fois déjà, il avait éprouvé cette sensation d'être séparé du monde extérieur. Puis il entendit Medora répondre à une question qu'il avait dû lui poser sans s'en rendre compte :

— Non, disait-elle, je ne suis ici qu'en passant : je viens de Portsmouth où je suis chez les Blenker. Beaufort a été assez aimable pour envoyer ses fameux trotteurs me chercher ce matin, afin que je puisse entrevoir le garden-party de Regina. Ce soir, je retourne chez mes amis. Ces chers originaux ont loué une vieille ferme où ils réunissent des gens intéressants. — Elle baissa ses paupières et ajouta, rougissant légèrement : — Cette semaine, le docteur Agathon Carver doit organiser une série de réunions pour parler de la « Pensée intérieure. » Quel contraste avec ce joli spectacle ! fit-elle, minaudant. Mais j'ai toujours vécu de contrastes ! Pour moi, la monotonie, c'est la mort. J'ai toujours dit à mon Ellen : « Méfie-toi de la monotonie : elle est mère de tous les péchés mortels. » Mais ma pauvre enfant traverse une phase d'exaltation, d'horreur du monde. Vous savez, sans doute, qu'elle a refusé de venir à Newport, même chez sa grand'mère Mingott. Et quel mal j'ai eu pour l'amener avec moi chez les Blenker ! Ah ! si seulement elle m'avait écoutée, quand il était encore temps ! Son mari lui rouvrait la porte... Mais si nous descendions sur la pelouse ? Je sais que votre May concourt pour le prix.

Ils virent venir à eux Beaufort, une orchidée à la boutonnière. Archer, qui ne l'avait pas revu depuis quelques mois, le trouva changé. Haut en couleurs et trop serré dans sa redingote anglaise, il apparaissait lourd et bouffi dans la lumière crue de ce jour d'été. Toutes sortes de rumeurs circulaient à son propos. Il venait de faire sur son yacht une longue croisière aux Antilles, et on disait qu'à chaque escale on l'avait vu en compagnie d'une dame qui ressemblait beaucoup à Miss Fanny Ring. Le yacht luxueux, avec ses salles de bains et ses cabines tendues de soie, passait pour avoir coûté un million de dollars ; et le collier de perles que Julius Beaufort, à son retour, avait offert à sa femme avait la magnificence d'un don expiatoire. La fortune du banquier était de taille à supporter ce train ; pourtant d'inquiétantes rumeurs persistaient à courir dans Wall Street. Pour les uns, il avait fait des spéculations malheureuses sur les chemins de fer ; d'après d'autres, il se serait laissé dévorer par une demi-mondaine rapace. A chacun de ces mauvais bruits Beaufort répondait par une nouvelle prodigalité : il agrandissait ses serres, achetait un nouveau cheval de courses, ajoutait à sa galerie un Meissonier ou un Cabanel.

Ce fut de son air moqueur accoutumé qu'il aborda la marquise et Newland.

— Eh bien, Medora ! Vous voilà ! Les trotteurs ont-ils bien marché ?

Il serra la main d'Archer et, se plaçant de l'autre côté de Mrs Manson, lui murmura quelques mots à l'oreille.

— Que voulez-vous? dit la marquise en français, avec un de ses gestes dramatiques.

Beaufort fronça le sourcil, mais il fut assez maître de lui pour sourire à Archer en le félicitant :

— Mes compliments : c'est May qui va remporter le premier prix.

— Il restera ainsi dans la famille, dit Medora.

Cependant, Mrs Beaufort, jeune et vaporeuse dans une toilette de mousseline mauve, venait à leur rencontre. Au même moment, May Archer sortait de la tente. Svelte et fière, sa robe blanche ceinturée de vert pâle et son chapeau couronné de lierre faisaient d'elle, comme au bal Beaufort, une Diane chasseresse. On eût juré que, depuis lors, aucune pensée nouvelle n'avait passé dans ses yeux clairs, qu'aucune émotion n'avait troublé son cœur.

Elle tenait son arc à la main. S'arrêtant à la ligne blanche tracée sur le champ du tir, elle épaula et visa. La pose était d'une grâce si classique qu'un murmure d'approbation courut dans l'assemblée : Archer, en songeant que cette belle créature était à lui, ne résista pas à un mouvement d'orgueil.

Mrs Reggie Chivers, les jeunes Merry, et diverses Thorley, Dagonet et Mingott, tout ce bouquet de roses formait derrière la jeune femme un groupe vraiment délicieux. Des têtes brunes et blondes se penchaient pour compter les points; les mousselines claires, les chapeaux enguirlandés de fleurs, se mêlaient dans une harmonie d'arc-en-ciel. Toutes jeunes, toutes jolies, la lumière estivale dont elles étaient inondées ajoutait à l'éclat de leur beauté ; seule pourtant, les muscles tendus et la figure attentive, appliquée à ce jeu qui lui plaisait, May y apportait cette grâce souveraine.

Archer entendit que Lawrence Lefferts disait :

— Personne ne tire plus juste qu'elle.

— Oui, riposta Beaufort, mais ses flèches n'atteindront jamais d'autre cible !

Ce mot piqua Newland au vif. Il en fut irrité plus que de raison. N'était-ce pas un hommage rendu à la jolie pureté de May qu'un vieux viveur ne lui trouvât pas de séduction? Pourtant, il en éprouva un serrement de cœur. Si cette suprême distinction morale n'était qu'une qualité négative, un rideau baissé sur du vide?... May, le teint animé, le pas tranquille, remontait la pelouse, ayant mis dans la cible sa dernière flèche : il eut la sensation de n'avoir pas encore pénétré jusqu'à l'âme de la jeune femme.

Ce fut avec son habituelle bonne grâce qu'elle reçut les félicitations de ses rivales et des invités. Nul ne pouvait être jaloux de son succès; car on devinait que, dans la défaite, elle aurait eu la même sérénité. Cependant, son visage s'illumina quand elle rencontra le regard heureux de son mari.

Leur petit phaéton, cadeau de mariage de Mrs Welland, les attendait. May prit les rênes et Archer s'assit auprès d'elle. Dans Bellevue Avenue, une double file de voitures, victorias, dog-carts, landaus et vis-à-vis emportaient vers leurs demeures, ou vers la promenade le long de la mer, les élégants invités des Beaufort.

— Si nous allions voir grand'mère? proposa May. Je voudrais lui apprendre moi-même que j'ai remporté le prix...

Elle fit tourner l'attelage et le dirigea vers la propriété de Mrs Mingott. La vieille Catherine, sans souci des précédents, et toujours parcimonieuse, avait fait construire, dans sa jeunesse, sur un terrain bon marché au-dessus de la baie, un « cottage orné » hérissé de tourelles et enguirlandé de balcons. Entre des bouquets de chênes rabougris, ses vérandahs s'étendaient, dominant les eaux du golfe parsemées d'îles. L'allée serpentait entre des pelouses où se dressaient des cerfs de fonte et des corbeilles de géraniums, d'où émergeaient des boules de verre bleu. La porte d'entrée, abritée sous un auvent imitant un store, s'ouvrait sur un vestibule dont le parquet figurait des étoiles noires sur fond jaune. Quatre salons étroits, tous tapissés de papiers imitant le velours frappé, entouraient ce vestibule : sur leurs plafonds voguaient les divinités de l'Olympe au grand complet. Une de ces pièces avait été arrangée en chambre à coucher par Mrs Mingott, quand le fléau de l'obésité était descendu sur elle. Elle passait ses journées dans la pièce attenante, enchâssée dans un vaste fauteuil placé entre la fenêtre et la porte. Elle

agitait sans cesse un petit éventail ; mais la protubérance de sa vaste poitrine faisait écran, et l'air mis en mouvement n'atteignait que les franges de guipure qui couvraient les bras de son fauteuil.

Elle examina et évalua la flèche à pointe de diamant que May, à l'issue du concours, s'était vu attacher au corsage. De son temps, on se serait contenté d'une broche en filigrane! Mais on ne pouvait nier que Beaufort fît royalement les choses.

— Un vrai bijou de famille, dit la vieille dame. Il faudra le garder pour ta fille aînée, ma chérie. — Elle pinça le bras blanc de May et ajouta, la voyant rougir ; — Eh bien! qu'ai-je donc dit qu'il ne fallait pas dire? Est-ce qu'il n'y aura pas de filles? Seulement des garçons? Mais voyez, elle rougit de plus belle! Quoi! je ne peux pas dire ça non plus? Miséricorde! Quand mes enfants me demandent de faire enlever tous ces dieux et déesses qui sont là-haut, je leur réponds qu'au moins ceux-là on peut tout dire devant eux sans les scandaliser.

Archer rit à cette boutade ; et May l'imita, toujours rougissante.

— Maintenant, racontez-moi la fête, mes enfants, car je ne tirerai rien de cette sotte de Medora, continua la vieille femme.

Et comme May s'écriait : « Ma cousine Medora ? Mais je croyais qu'elle repartait pour Portsmouth ? » Tu as raison, dit-elle ; mais il faut d'abord qu'elle passe ici pour prendre Ellen. Ah ! vous ne saviez pas qu'Ellen était venue passer la journée avec moi ? Quelle absurdité de ne pas être venue pour tout l'été ! Mais voilà bientôt cinquante ans que j'ai renoncé à discuter avec la jeunesse... Ellen ! Ellen! appela-t-elle de sa voix fêlée, en essayant de se pencher pour apercevoir la pelouse qui s'étendait devant la véranda.

Personne ne répondit, et Mrs Mingott frappa impatiemment de sa canne le parquet poli. A cet appel se montra une mulâtresse, la tête serrée dans un turban multicolore : elle avait vu « Miss Ellen » descendre vers la plage. Mrs Mingott se tourna vers Archer.

— Sois gentil, Newland, cours la chercher pendant que cette jolie personne me raconte la fête.

Archer obéit machinalement.

Depuis un an et demi, il n'avait pas revu la comtesse Olenska, mais il avait souvent entendu parler d'elle. Il l'avait

suivie de loin. Il savait qu'elle avait passé l'été précédent à Newport où elle avait été très mondaine, mais qu'à l'automne, elle avait décidé subitement de sous-louer « la maison idéale » que Beaufort avait eu tant de peine à lui trouver, pour aller s'établir à Washington, où elle avait fait partie de ce qu'on appelait alors « la brillante société diplomatique, » par contraste avec le ton « province » du milieu gouvernemental. En écoutant ces appréciations variées et souvent contradictoires sur la beauté de Mme Olenska, sa conversation, ses opinions, ses amis, il semblait à Newland qu'il s'agissait d'une personne morte depuis longtemps. Il n'avait eu la sensation de la retrouver vivante et présente, que depuis le moment où Medora avait parlé d'elle. Les paroles zézayées par la marquise avaient évoqué le petit salon éclairé par la lueur du foyer, un bruit de roues dans la rue généralement déserte. Ainsi, dans ces cavernes de Toscane, un feu de paille allumé par de petits paysans fait soudain apparaître l'image des morts étrusques peinte sur les parois.

De la hauteur où la maison était perchée, un sentier descendait à une étroite jetée de bois, aboutissant à un kiosque qui figurait une pagode chinoise. A la balustrade de la pagode, une jeune femme se tenait accoudée. Archer s'arrêta comme s'il eût été le jouet d'un rêve. Non! cette vision du passé ne pouvait être autre chose qu'une hallucination. La réalité, c'était la maison là-haut; c'étaient les poneys de Mrs Welland, tournant autour du grand ovale sablé de la cour; c'était May, assise sous les effrontés dieux Olympiens, radieuse d'espérances secrètes; c'était la villa Welland au bout de Bellevue Avenue, où Mr Welland, déjà habillé pour le dîner, arpentait le salon avec sa nervosité de dyspeptique. — « Que suis-je désormais?... pensa Archer, je suis un gendre, rien de plus. »

La jeune femme au bout de la jetée ne bougeait pas. Elle semblait absorbée dans la contemplation de la baie sillonnée de bateaux à voiles, de yachts de plaisance, de bateaux de pêche, de bacs de charbon tirés par de bruyants remorqueurs. Au delà des bastions gris de Fort Adams, éclatait la longue traînée du soleil couchant. La voile d'une barque se prenait dans la lumière en passant dans le chenal entre le Lime Rock et le rivage...

« Elle ne sait pas que je suis ici. Elle ne soupçonne pas ma présence. Si c'était elle qui vînt ainsi derrière moi, est-ce que je ne le sentirais pas? » se demanda-t-il; et soudain il se

dit : « Si elle ne se retourne pas avant que cette voile-là ait dépassé le Lime Rock, je m'en irai. »

Le petit bateau sortait, glissant avec la marée. Il passa devant le Lime Rock, se détacha en noir sur la maison du gardien, dépassa la tourelle du phare. Archer attendit qu'un grand espace se fût creusé entre l'île et l'arrière du bateau; la jeune femme, dans la pagode, ne bougeait toujours pas.

Il revint sur ses pas, remonta la côte, rejoignit ces dames.

— Je regrette que vous n'ayez pas trouvé Ellen : j'aurais aimé la revoir, dit May, en revenant avec son mari à la nuit tombante. Mais peut-être n'y tenait-elle pas. Elle a tellement changé!

— Qu'entendez-vous par là? fit Archer, d'une voix sans expression.

— Je veux dire : elle est devenue si indifférente à ses amis, abandonnant New-York et sa maison pour frayer avec des gens si bizarres! A quel point elle doit être mal chez les Blenker! Elle prétend que c'est pour empêcher cousine Medora de faire une sottise, d'épouser quelque aventurier; je croirais plutôt qu'elle s'est toujours ennuyée avec nous.

Archer ne répondit pas. May continuait avec une nuance de dureté qu'il ne lui connaissait pas :

— Après tout, je me demande si elle ne serait pas plus heureuse avec son mari.

Newland eut un rire nerveux.

— *Sancta simplicitas!* s'écria-t-il.

Il ajouta :

— C'est la première fois que je vous entends dire une chose cruelle.

— Ai-je dit quelque chose de cruel?

— Sans doute... On assure que les anges prennent plaisir à regarder les contorsions des damnés : du moins ne vont-ils pas jusqu'à prétendre qu'on est plus heureux en enfer.

Le phaéton approchait de la villa des Welland. Aux fenêtres brillaient déjà des lumières. Archer trouva son beau-père, exactement comme il se l'était figuré, arpentant le salon, montre en main, avec cette mine de martyr qu'il avait quand on le faisait attendre, et qu'il jugeait plus efficace que la colère.

Le luxe de la maison des Welland, cette atmosphère chargée du poids de tant de détails jugés indispensables, agissait sur

Archer comme un narcotique. L'épaisseur des tapis, l'empressement des serviteurs, le tic-tac sonore des pendules qui rythmaient les rites compliquées de la richesse, le renouvellement perpétuel des invitations et des cartes de visites sur la table du hall, toutes les frivolités tyranniques qui unissaient les heures les unes aux autres et chaque membre de la famille à tous les autres, avaient agi sur Archer. D'habitude, une vie affranchie de cette lourde opulence lui eût paru étrangement précaire. Mais, en cet instant, c'était la maison des Welland et la vie qu'il devait y mener, qui lui semblaient irréelles. La scène rapide qu'il venait de vivre, sur la plage où il s'était arrêté à mi-chemin, faisait battre son cœur comme si la présence même d'Ellen eût passé dans le sang de ses veines.

Toute la nuit, aux côtés de May, dans la grande chambre tendue de perse où un rayon de lune se jouait sur le tapis, il chercha vainement le sommeil : sa pensée ne pouvait se détacher d'Ellen Olenska traversant les grèves lumineuses derrière les trotteurs de Beaufort.

EDITH WHARTON.

(La cinquième partie au prochain numéro.)

QUELQUES SCÈNES

DU

DRAME HELLÉNIQUE[1]

(Juin-Décembre 1916)

III. — AUTOUR DES JOURNÉES DE DÉCEMBRE

I

Le lendemain du jour où Vénizélos était parti d'Athènes, le bâtiment grec l'*Esperia* le débarquait en Crète, son pays natal. Il y recevait de ses compatriotes un accueil enthousiaste et, de là, il lançait à la Grèce une proclamation retentissante. Après un rapide séjour à la Canée, il reprenait la mer, toujours embarqué sur l'*Esperia*, escorté par le *Lansquenet*, contre-torpilleur français qui avait remplacé le *Magon*, et on faisait escale à la Sude. On allait repartir pour continuer à contourner la Crète en s'arrêtant dans les golfes qui déchiquètent ses bords, lorsqu'on était informé par un officier de l'état-major du *Jurien de la Gravière* qu'à quelque distance, dans les eaux de la propriété d'un Grec connu pour son germanisme, deux sous-marins allemands guettaient l'*Esperia*. Dès lors, la prudence commandait de modifier l'itinéraire du voyage. Sur le conseil des officiers français et anglais, en rade de la Sude, on décidait de remonter vers le Nord et de se diriger sur Milo. Le départ devait s'effectuer dans la soirée.

Durant les quelques instants qui s'écoulèrent avant qu'on

(1) Voyez la *Revue* des 15 novembre et 1er décembre 1920.

Copyright by Ernest Daudet, 1920.

levât l'ancre, le président s'entretint avec les amis qui l'accompagnaient. Il y avait là l'amiral Coundouriotis, le général Miliotis, l'amiral Miaoulis, les commandants Théocaris et Voulgaris, MM. Georges Mélas, Négroponte, Averoff, Karapano, Maskentoniyakis, et enfin le général Danglis parti d'Athènes vingt-quatre heures après Vénizélos pour venir le rejoindre. Cet officier général, très populaire en Grèce, était désigné pour faire partie du triumvirat qui devait former le gouvernement provisoire. Il était porteur d'une lettre pour le président. Celui-ci la parcourut et ne put dissimuler son émotion. Il appela d'un signe l'un de ses compagnons de route, M. Georges Mélas, et lui demanda de lire à haute voix cette lettre. Elle était signée du ministre de France à Athènes, M. Jean Guillemin. Il n'avait pas voulu laisser partir le général Danglis sans envoyer « au cher président et ami » un mot d'amitié et ses félicitations les plus chaleureuses.

« Je ne savais pas moi-même, cher et grand ami, lui disait-il, à quel point je vous étais attaché avant d'avoir ressenti le grand vide que votre départ a laissé dans mon cœur et la poignante anxiété qui m'a étreint jusqu'à ce que j'aie appris votre magnifique succès. Mes pensées sont constamment avec vous, avec vos compagnons, avec ceux que je connais et ceux que je ne connais pas. Vous venez d'ajouter une page glorieuse à l'histoire de votre noble pays. (1) »

A ces félicitations, le ministre de France ajoutait un extrait du télégramme qu'il venait d'envoyer à son gouvernement. « L'admirable proclamation de M. Vénizélos a déchiré tous les voiles et éclairé l'avenir. Son magnifique langage a tiré la Grèce de sa torpeur. M. Vénizélos a accompli ce miracle de réveiller l'âme grecque du sommeil léthargique où le poison allemand l'avait plongée. La grandeur de son acte, la noblesse de ses

(1) Cette lettre figure dans un ouvrage que vient de publier M. Georges Mélas sous ce titre *L'ex-roi Constantin* (Payot et Cie, éditeurs). Ami d'enfance de ce prince, il avait été son secrétaire particulier pendant de longues années et avait fait à son côté, comme capitaine, la campagne de 1912-1913 contre les Bulgares. Mais son attachement à la France et à l'Angleterre, ainsi que son admiration pour la personne et la politique de Vénizélos, le rendirent suspect. En 1915, après avoir essayé en vain de changer les tendances germanophiles de son souverain, il offrit sa démission. Elle fut refusée, mais deux jours plus tard, il était brutalement révoqué et eut à subir depuis tous les effets du ressentiment royal. Il fut ainsi conduit à se jeter dans le parti vénizéliste. Il était à Salonique en 1917 et accompagna le général Regnault à Athènes, lors de la mission Jonnart.

idées ont fait courir à travers tout le pays un frisson d'enthousiasme. »

En terminant cette dépêche, le ministre exprimait le vœu que la France républicaine accordât son appui à Vénizélos et ne paralysât pas ses efforts en tombant dans le piège grossier tendu par le roi Constantin, et qui consistait à paraître céder à une pression des Alliés et non aux vœux de son peuple soulevé par Vénizélos. En résumé, il fallait que le Roi traitât avec le Président.

Au moment où Vénizélos recevait ce nouveau témoignage du dévouement prodigué à sa cause par le représentant de la République, sa marche triomphale vers Salonique lui rappelait ceux qu'il avait déjà reçus. Elle se poursuivait au milieu des ovations et des fleurs, activant la métamorphose qu'avait déjà subie sa mentalité. Jusqu'au moment de son départ d'Athènes, c'est surtout de l'Angleterre que ses opinions le rapprochaient. Il la considérait comme le facteur le plus important de ses projets, comme l'instrument le plus actif de ses ambitions nationales; mais lorsqu'il avait entrepris de préparer son exode, il avait dû se convaincre que c'est à la France qu'il devrait l'aide et le secours les plus efficaces. Il ne pouvait, en effet, ne pas se rappeler que les premières confidences faites par lui à Sir Francis Elliott n'avaient pas été accueillies avec faveur. Le diplomate anglais ne lui avait pas ménagé les objections. Favoriser sa levée de boucliers, l'aider à arborer contre le roi Constantin le drapeau de la révolte, ne serait-ce pas donner l'exemple d'une violation de cette neutralité qu'on exigeait de la Grèce?... Vénizélos avait beau répondre que le mouvement qu'il préparait n'était pas antidynastique, Sir Francis Elliott ne voulait rien décider sans l'autorisation de son gouvernement et le plus qu'il pût faire, c'était de fermer les yeux.

Déçu de ce côté, le Président s'était alors adressé au ministre de France. Là, tout autre avait été l'accueil : « Je vous seconderai de tout mon dévouement et de tout mon cœur, avait déclaré ce diplomate. Seulement, écrivez-moi une lettre dans laquelle vous me demanderez la protection française. »

La lettre avait été écrite :

« Mon cher ministre, y était-il dit, me voyant obligé, à la suite des derniers événements, de quitter Athènes dimanche soir, pour me rendre à bord d'un bateau de commerce grec,

d'abord en Crète et de là à Samos, Chio, Mitylène, Lemnos et finalement Salonique, puis-je invoquer la protection française pour garantir la sécurité de mon voyage contre des désagréments éventuels de la part des bateaux ennemis? .. Au moment où vos bâtiments de guerre sont tellement occupés, j'ai beaucoup hésité avant de formuler cette demande. Mais je sais qu'on ne s'adresse jamais en vain à la générosité française et c'est ce qui m'a décidé à vous adresser cette lettre. »

Le signataire savait quelle réponse il allait recevoir et, en effet, quelques heures après, il était averti que l'attaché naval de la Légation avait été pourvu d'instructions en vue des mesures à prendre pour organiser ce départ. Déjà avant de s'y résoudre, le fugitif avait longtemps hésité, partagé entre les perplexités les plus contradictoires. Une révolution était nécessaire pour assurer la constitution d'une grande Grèce, mais une révolution court toujours le risque d'engendrer l'anarchie et il se demandait s'il pourrait conjurer ce péril après avoir déchaîné la tempête.

D'autre part, il entendait, de plus en plus vives, les plaintes de ses partisans, non seulement leurs plaintes, mais encore leurs reproches : « Vous nous dites tous les jours que le pays marche à la catastrophe. Si ce n'est pas vrai, pourquoi nous le dites-vous?... Si c'est vrai, pourquoi ne faites-vous rien pour la prévenir ?... Nous en tirons cette conclusion, qu'il n'y a rien à faire, et nous ne songeons même pas à essayer de faire quelque chose, ne pouvant nous flatter de réussir là où vous auriez échoué. »

L'argument était sans réplique, Vénizélos en était frappé, et inclinait de plus en plus à un parti énergique et décisif, que d'ailleurs lui commandait le mouvement national commencé en Macédoine par le patriote Argyropoulo. Si Vénizélos ne se hâtait pas, Argyropoulo le devancerait dans la voie libératrice et par des moyens qui auraient pour résultat de diviser les libéraux et de retarder la libération. Il consultait les plus éminents de ses amis et notamment l'amiral Coundouriotis. L'amiral avait été deux fois ministre et en dernier lieu dans le cabinet Skouloudis, mais relégué dans le gouvernement officiel, il avait toujours été tenu à l'écart du gouvernement occulte, bien qu'il ne pût mettre en doute son existence. Consulté par Vénizélos, il avait aussitôt reconnu « que la Grèce était trahie. » Il était donc tout prêt à

s'associer à un mouvement libérateur et même à en prendre l'initiative aux côtés de son ami ; dès ce moment, le président Vénizélos, assuré de trouver à Salonique les baïonnettes françaises, n'hésitait plus et quelques jours plus tard, payé de sa décision par le retentissant succès du langage qu'il tenait en parcourant les îles de l'archipel et en avançant vers Salonique, il reportait à la France toute sa gratitude en abandonnant maintenant ses préférences pour l'Angleterre.

Tandis que, sous sa haute direction, le futur gouvernement provisoire s'acheminait vers Salonique, on constatait dans la Marine Royale certains indices de défection en faveur du mouvement national. Dans la journée du 26 septembre, un torpilleur s'était déjà prononcé. Quelques heures plus tard, on apprenait qu'une partie de l'état-major du bâtiment cuirassé *Hydra* était disposée à en faire autant à l'instigation de son commandant le capitaine de vaisseau Kakoulidis.

Dans la journée, il s'était réfugié à l'annexe de la Légation de France où il était assuré de trouver des encouragements à l'œuvre d'émancipation qu'il désirait accomplir. Cet appui ne pouvait lui manquer et quand il eut exposé son projet, il fut conduit à bord de la *Résolue*, ce yacht de plaisance, mobilisé dans la flotte française, qui la veille avait été utilisé pour l'évasion de Vénizélos. Avec le commandant de ce bâtiment et un petit groupe d'officiers auxquels se joignirent ceux du torpilleur qui s'était déjà prononcé, toutes les dispositions furent prises pour exécuter le plan de Kakoulidis.

Dans la nuit, vers trois heures, cette petite troupe s'embarqua dans deux canots et se dirigea vers l'arrière de l'*Hydra*. Un peu d'inquiétude se manifestait à bord du cuirassé, quatre quartiers-maîtres firent mine de vouloir arrêter les nouveaux venus. Mais ceux-ci abordaient au pied de l'échelle de la coupée, la gravissaient rapidement, repoussaient les sentinelles, puis ils se dirigeaient vers la cabine du commandant en second. Il venait de se coucher. Aux coups frappés à sa porte, il se levait et venait ouvrir en pantalon et en chemise de nuit. Comprenant de quoi il s'agissait, il s'arma d'un revolver et peut-être allait-il en faire usage lorsque l'attitude des envahisseurs le rappela à la prudence. « Nous n'en voulons pas à votre vie, commandant, lui disent-ils, nous voulons simplement faire appel à votre conscience ; vous êtes libre de quitter le bateau ou de vous unir

à nous en camarade, choisissez, mais n'essayez pas de nous résister, ou c'en est fait de vous. »

Il demanda quelques instants pour réfléchir pendant lesquels les envahisseurs, ayant appris qu'une partie de l'équipage était armée et prête à exécuter ses ordres, se précipitaient, la désarmaient et jetaient les armes à la mer. Toute tentative de défense lui étant interdite, il déclara qu'il voulait rester fidèle à son Roi et aux règlements et qu'il demandait à quitter le bord ; on le conduisit à la coupée avec tous les honneurs ; on échangea même des poignées de main, et lorsqu'il eut disparu, l'équipage se soumit sans hésiter. Quelques instants après, au lever du jour, l'*Hydra*, conduit par un remorqueur français, prenait le chemin de Salamine. Le rapport du commandant Kakoulidis, auquel nous empruntons ce détail, se termine comme suit : « La France remorquait la Grèce dans le chemin de l'Idéal et du Devoir national ; honneur et reconnaissance à la Protection séculaire ! »

La manifestation était significative et promettait d'avoir des suites. Mais les chefs de la marine royale, effrayés par cette tentative, s'empressaient de prendre des mesures pour y couper court. Ils éloignaient des équipages tous les suspects. En deux jours, il n'y eut pas moins de quinze cents mutations d'officiers, sans parler de l'arrestation des plus compromis. Ce coup d'État s'était opéré à la barbe de l'amiral Palmer, chef de la mission navale anglaise, inspecteur général de la flotte grecque, et qui aurait pu s'opposer à tout changement de personnel. On l'avait prévenu de ce qui se tramait, mais dans les milieux maritimes, on raconta, sans d'ailleurs appuyer le propos de preuves positives, qu'il avait répondu : *All right!* et était allé jouer au tennis.

Ce qui permet de mettre en doute ce témoignage d'indifférence, c'est qu'à cette date, l'attaché naval de la légation d'Angleterre confiait à son collègue de France combien l'inquiétaient les mutations opérées dans les états-majors de la flotte grecque. Il eût voulu qu'on obligeât les Grecs à renoncer à ce système et même à rétablir à leur poste les officiers éloignés comme vénizélistes. « Si on les laisse faire, leur flotte sera bientôt une flotte entièrement ennemie. »

L'attaché français se ralliait à cette proposition ; il était temps d'arrêter les agissements de l'Allemagne. « Il est constaté

que chaque nuit, dans un auto du ministère de la Marine, l'attaché naval allemand, accompagné d'officiers grecs, vient explorer certains points de la baie d'Eleusis ; il s'agit sans doute d'installer des repères optiques en vue d'un raid de zeppelins sur l'escadre, et c'est suffisant pour justifier la proposition de l'attaché naval anglais, dont le service des renseignements anglo-français a reconnu l'utilité. »

Mais pour qu'elle fût mise à l'étude et résolue au mieux des intérêts de la France, il eût fallu que le gouvernement français renonçât à subordonner toutes ses décisions à une entente absolue et complète avec ses alliés, surtout dans les questions où il était seul intéressé. Il y avait dans cette subordination une cause d'embarras qu'il eût été facile de supprimer en laissant la politique française poursuivre seule son objectif, quitte à demander à l'Angleterre, à la Russie et à l'Italie si elles s'associaient aux décisions de la France. C'était l'avis des Français d'Athènes. Il serait impossible d'arriver à un résultat, si l'on continuait à essayer de se mettre d'accord avant de prendre une décision et avant d'agir. Il n'y avait aucun incident à craindre d'un changement de système. Mais il fallait se décider à déplaire au Roi, et c'est parce qu'on s'était toujours arrêté à ce point, que la situation avait toujours empiré depuis un an.

Maintenant le gouvernement grec, en dépit du bureau commercial anglais, violait tous ses engagements, et en tout il payait d'audace. Il réquisitionnait le charbon, le faisait transporter par chemin de fer en Thessalie ; il concentrait subrepticement des troupes et du matériel ainsi que des stocks de toute espèce suivant le procédé employé à Cavalla, comme si le Roi voulait renouveler la trahison de la Macédoine orientale et livrer aux Bulgares cette province pleine d'approvisionnements, dans le cas où ceux-ci, aidés de l'Allemagne, refouleraient l'aile gauche de l'armée d'Orient. « C'est le but que poursuit le Roi ; il répète partout que les Allemands vont raccourcir leur front français pour libérer une grande partie des troupes qui pourront alors écraser la Roumanie et jeter à la mer l'armée d'Orient. » Il n'y avait donc plus à hésiter, car le péril résultant de l'inaction des Alliés grandissait tous les jours. Le 14 octobre, on constate que les réservistes continuent à se réunir envers et contre tous ; les présidents de Ligues tiennent tous les jours des conférences à Athènes. En cette même journée, cinq ou six vénizélistes étaient

arrêtés dans la rue et maltraités sans motif. L'un d'eux, autrefois germanophile et devenu ententiste depuis quelque temps, fut bousculé par la foule devant la légation d'Angleterre pour avoir crié : « Vive la France!... » Si le service des renseignements n'avait fait sortir de ses bureaux des agents armés, ce malheureux était massacré. Des incidents analogues se multipliaient en nombre et en gravité, révélant l'état général des esprits et l'insécurité qui régnait dans le pays. Le 16 octobre, 150 marins français avaient débarqué et avaient été logés au théâtre. Ils furent l'objet d'une manifestation hostile de la part d'environ 3 000 individus, poussant des cris et arborant des drapeaux américains. La police grecque n'intervint que faiblement; elle établit des cordons, mais ne fit pas circuler les manifestants.

La situation s'aggravait de plus en plus dans Athènes, les éléments favorables à l'Entente partant de plus en plus pour Salonique et ce qui restait de l'armée dans la capitale étant ardemment germanophile. Actuellement, aucun sentiment francophile ne pouvait se manifester publiquement sans exposer nos nationaux à des représailles. Quelques mois plus tôt, il eût suffi d'arrêter un petit nombre de personnages pour tenir les autres en respect; maintenant, il aurait fallu faire une rafle plus complète, et encore n'aurait-elle produit son effet que si elle avait été préparée en secret et exécutée rapidement. Le germanisme s'était développé en Grèce comme une gangrène, parce que nous n'avions pas agi en temps utile. « Si nous voulons y remédier, observe l'attaché naval, il est à craindre que la question dynastique se pose. L'armée des réservistes à Athènes et en province s'organise de plus en plus; elle remplace les classes démobilisées et deviendra plus redoutable parce que le gouvernement pourra la désavouer et la présenter comme l'émanation des aspirations populaires. Il est regrettable que nous ayons laissé les Grecs constater en maintes circonstances que nous n'avions pas de volonté, mais simplement des velléités. Nos marins débarqués ont donné l'impression de la faiblesse plutôt que de la force, parce qu'ils étaient trop peu nombreux. Si l'on veut obtenir l'exécution stricte des mesures déjà exigées, il faudrait six mille à huit mille hommes dont une moitié au moins deviendrait inutile, après un nettoyage soudain et simultané d'un pays que l'or allemand a perverti. Suivant leur habitude classique, les Grecs

continuent à susciter des discussions que nous continuons à accepter sans voir qu'elles ne sont qu'une comédie, et chaque jour ainsi perdu accroît l'excitation des réservistes et germanophiles et diminue notre prestige. »

II

La nouvelle du départ de Vénizélos et de l'élite de ses amis avait été accueillie avec une stupeur faite de colère et de consternation. Les défenseurs de la politique constantinienne s'inquiétaient des agitations constatées chez l'adversaire. Pressés de partir afin de rejoindre le grand libérateur, les vénizélistes assiégeaient les Légations pour en obtenir les moyens. Il n'était pas douteux que le mouvement national allait s'accentuer, ses partisans ayant peur de rester à la traîne et de payer les pots cassés. Mais bientôt, dans le clan royaliste, on s'était rassuré. Quand ces révolutionnaires maudits auraient quitté Athènes, on y serait entre soi et les intrigues allemandes pourraient se donner librement carrière. Dans l'entourage royal, on se préparait à la résistance. Les défenses du château de Tatoï s'étaient complétées par l'envoi d'un millier d'hommes à Oropos, pour empêcher un débarquement qui prendrait à revers cette résidence. Le gouvernement royal se croyait exposé au plus grand péril et Constantin entrevoyait l'opportunité d'une transaction. Il confiait au directeur du journal *Espirini* qu'il avait posé comme conditions aux Puissances pour l'entrée en scène de la Grèce : 1° Qu'il prendrait personnellement le commandement des armées; 2° que le général Sarrail serait éloigné; 3° que lui Constantin ne serait pas obligé d'avoir un ministère vénizéliste; et 4° enfin, que l'intégrité territoriale du royaume serait garantie.

Le 28 septembre, il faisait savoir par le Président du Conseil qu'il se déciderait à marcher contre la Bulgarie, si les Alliés exerçaient sur lui une pression qui lui servirait d'excuse vis à vis des Allemands et couvrirait sa responsabilité vis à vis de la Grèce. La guerre contre la Bulgarie, il s'y déclarait disposé, mais il voulait qu'on la lui imposât. Les ministres d'Angleterre et de Russie étaient d'avis qu'on lui donnât cette satisfaction, mais le ministre de France ne voyait dans l'attitude du Roi qu'une feinte destinée à tromper une fois de plus les Puissances

de l'Entente. Il s'engagerait à prendre les armes, puis, au dernier moment, il se déroberait, ainsi qu'il l'avait déjà fait à plusieurs reprises. S'il était de bonne foi, une pression nouvelle n'était pas nécessaire; les démarches antérieures et la présence de la flotte auraient été suffisantes pour le couvrir vis à vis de l'Allemagne.

M. Guillemin estimait en outre que toute démarche tendant à forcer le Roi à la guerre serait désastreuse. D'abord, ce serait un procédé diplomatique anormal et irrégulier : il donnerait, étant inconstitutionnel, à l'absolutisme du pouvoir royal une investiture contraire à la constitution pour laquelle les Puissances garantes combattaient en Grèce depuis un an. Dans tous les cas, ce n'était pas au Roi, mais au Gouvernement, qu'il faudrait s'adresser.

D'autre part, cette démarche comminatoire serait contraire à nos déclarations répétées que nous n'obligerions pas la Grèce à sortir de la neutralité; elle compromettrait gravement notre réputation de loyauté. Enfin, ce serait une lâcheté et une véritable trahison à l'égard du parti vénizéliste, au moment où il franchissait le Rubicon et s'attachait à sauver l'honneur national.

L'attaché naval se ralliait à l'opinion du ministre de France. Il demanda à l'amiral Lacaze, ministre de la Marine, de la faire prévaloir près du Gouvernement français : « Il faut être sur place, écrivait-il, pour se rendre compte de l'état déplorable que produirait une pression exercée sous la forme préconisée par les ministres anglais et russe. Le moins qu'on pourrait tenter serait de ne pas y associer la France. Dès lors, il n'y a rien à faire près du Roi qu'à le laisser prendre tout seul sa décision, en rejetant ses propositions jusqu'à ce qu'elles soient acceptables. S'il déclarait la guerre, les Alliés n'auraient ni compromis leur réputation, ni engagé leur responsabilité, ce qui les dispenserait d'assurer des compensations. Du reste, s'il se décidait à prendre les armes contre la Bulgarie, il ne le ferait que mollement, et mieux valait laisser Vénizélos la déclarer avec des volontaires. Par suite des bruits qui circulaient, le réveil qu'il sonnait atteignait de plus en plus l'armée. Beaucoup d'officiers eussent préféré faire la guerre à la Bulgarie sans déserter; ils subordonnaient leur conduite à la décision royale; mais si le Roi ne marchait pas, ils déserteraient pour courir sus à l'ennemi héréditaire.

A la faveur de ces incidents, quelques Allemands, dont les ministres alliés avaient obtenu l'expulsion, différaient leur départ sous divers prétextes. « Le gouvernement grec se moque absolument de nous, » écrivait l'attaché naval.

Ce mot reviendra souvent dans la bouche des agents de la France bien placés pour ne rien perdre de la comédie qui se joue sous leurs yeux : le commandant Ricaud qui dirige le service des renseignements sous la haute autorité de l'attaché naval auquel il rend compte chaque soir du résultat de ses enquêtes, le commandant Clergeau préposé au contrôle télégraphique et postal, le lieutenant de vaisseau Laborde qui remplace l'attaché naval quand celui-ci s'absente, et qui sert d'intermédiaire entre la légation et le commandant en chef de l'escadre alliée, M. Fougères, directeur de l'École française ; groupe patriote qui donne aux subordonnés l'exemple du plus grand dévouement à la cause qu'il sert.

Il semble bien en effet que le gouvernement grec se moquait d'eux. Non seulement les expulsés ne partaient pas, mais plusieurs d'entre eux avaient été rayés de la liste d'expulsion dressée par nous. Le cas était le même pour les Grecs à expulser, pour les hommes d'État du parti gounariste : Streit, Stratos, Esslin, pour quelques journalistes qui jouaient un rôle considérable sans être revêtus d'aucun titre officiel. Ils étaient les inspirateurs de la politique qui nous était hostile. Une épuration était nécessaire, devant laquelle les Alliés reculaient.

« Voulez-vous m'autoriser à la faire par nos propres moyens sans intervention officielle?... demandait l'attaché naval. Si l'on veut mettre hors d'état de nuire les agents de corruption et d'espionnage qui sont sur la note remise à la Grèce, il faut en prendre les moyens maintenant. »

A plusieurs reprises, il se plaint de la défiance dont ses informateurs sont l'objet à Paris; elle a pour résultat de maintenir le gouvernement français dans une ignorance complète de l'état des esprits à Athènes et constitue de ce chef un péril national.

« M. Guillemin, écrit-il, estime que son devoir est d'aller à Paris pour exposer la situation qu'on ne comprend pas ou qu'on ne veut pas voir. Je vous assure que son voyage est nécessaire pour sauver la cause française presque désespérée aujourd'hui. Il a demandé avant-hier l'autorisation de partir; on la lui a

refusée. Il va renouveler sa demande demain. Je vous en préviens pour que, si vous le jugez convenable, vous puissiez la faire approuver par le Président du Conseil. »

Pour justifier les plaintes de l'attaché naval, il faut se rappeler les preuves nombreuses qu'il avait déjà recueillies du germanisme de la cour de Grèce. Le 13 août précédent, par exemple, un courrier de la Légation d'Allemagne, expédié en Anatolie et destiné à être dirigé sur Berlin, avait été intercepté par le service de renseignements anglo-français. On y avait trouvé des preuves irréfragables des relations de confiance qu'entretenaient avec Constantin les attachés militaire et naval de la Légation d'Allemagne, le colonel Falkenhausen et le baron de Grancy. Le premier se vantait d'être le favori du château de Tatoï, d'y dîner fréquemment, d'y prendre le thé et d'y faire écouter ses conseils. Rappelant à ce propos les paroles de l'Évangile, il écrivait : « Une partie du bon grain est dispersée par le vent, une autre tombe sur le sol dur, mais le reste entre dans la bonne terre et germe. »

Le langage de Grancy respirait moins de contentement et de confiance. Il se plaignait de n'avoir pu développer autant qu'il l'eût voulu la campagne des sous-marins : « Depuis que je suis ici, mon activité maritime est réduite à zéro. Elle ne cesse de décroître. »

Même découragement dans une lettre de Théotokis, le maréchal de cour de la Reine, adressée à son cousin, portant le même nom que lui, qui dirigeait à Berlin la Légation de Grèce. Il dénonçait le peu de zèle et l'incapacité des représentants de son gouvernement à Londres, à Rome et à Paris : « Heureusement, ajoutait-il, que le tsar et le roi d'Angleterre n'ont pas les mêmes idées que ces deux révolutionnaires de Sarrail et de Guillemin. »

Ces papiers et les propos qu'ils reproduisaient ne constituaient pas à proprement parler une découverte, mais ils confirmaient tous les soupçons conçus antérieurement. Il n'était donc pas contestable que le plus pur germanisme fleurissait dans l'entourage de Constantin et que les Alliés avaient raison lorsqu'ils mettaient en doute sa prétendue neutralité.

Le 29 octobre, un navire grec, l'*Angeliki*, fut torpillé dans les eaux territoriales grecques; le 31, le *Kiki-Issaia* subit le même sort. A la suite de ces catastrophes, la Légation d'Alle-

magne communiquait à la presse germanophile une note destinée à calmer les inquiétudes de la marine marchande hellénique. Il y était dit qu'aucune attaque de sous-marins allemands n'aurait lieu contre les navires grecs qui se trouvaient en règle avec les instructions connues au sujet de la contrebande de guerre visant les bateaux des nations neutres; on n'attaquerait que les bateaux transportant des révolutionnaires allant renforcer les troupes de l'Entente. Quant à l'accident survenu à l'*Angeliki*, les Allemands mettaient en doute qu'il fût le résultat d'un torpillage de sous-marin, et il semble bien que c'était la vérité. La note ajoutait que l'Allemagne ne faisait pas la guerre aux Sociétés de Navigation des Pays neutres. Un autre accident, survenu à un cargo-boat grec, était dû non à un torpillage, mais à la rencontre d'une mine.

Ces explications étaient accueillies avec satisfaction et, du reste, le soin avec lequel le gouvernement grec s'attachait à prévenir tous les incidents pouvant porter ombrage aux Allemands était significatif. Le commandant français Roque, chef du contrôle de la police, disait : « Depuis une quinzaine, on se moque de moi. La police me glisse entre les mains et je ne puis obtenir qu'on procède à des enquêtes sur les incidents que je signale comme devant en être l'objet. »

Heureusement, nous procédions nous-mêmes à ces enquêtes par nos propres moyens et, le 3 novembre, l'amiral Dartige, estimant que ces catastrophes étaient dues à des torpillages de sous-marins, demandait officiellement au gouvernement grec la cession à la France de la flotte grecque et la libre disposition de l'arsenal de Salamine, solutions d'autant plus nécessaires qu'un peu plus tard, un autre désastre maritime, l'explosion d'un navire-hôpital anglais, le *Britannic*, ayant à bord 1 100 hommes, venait d'en démontrer l'utilité. Mais les satisfactions étaient lentes à venir, grâce au mauvais vouloir de nos adversaires.

Le 6 novembre, un automobile parti de Missolonghi avec le lieutenant Bauer, chef du service de Janina, avec M. Taigny, président du contrôle de la dette, et avec un capitaine italien chargé de la police en Épire, était arrêté à douze kilomètres de Janina par une bande armée. Ils furent menacés d'être fusillés et eurent grand peine à retourner à Prévéza. Le service des renseignements était prévenu depuis quelque temps que les autorités

grecques organisaient des bandes dans cette région qui était le domaine du célèbre général Papoulas.

Ce personnage commandait le 5e corps de l'armée grecque à Arta. Il manifestait une ardente hostilité contre nous. Son rappel avait été demandé, en particulier par les Italiens ; le gouvernement grec avait répondu que le décret le destituant était signé et prêt à partir, mais qu'on était obligé de prendre des ménagements avec ce personnage et que le décret ne serait envoyé que dans quelques jours. On alléguait que Papoulas était pauvre, chargé de famille, que l'on ne saurait où le mettre si on le déplaçait et que le Roi s'en portait garant. Mais, en fait, les auteurs de l'agression contre M. Taigny et ses compagnons de route ne furent l'objet d'aucune répression.

Pour remédier à cet état de choses, l'attaché naval ne voit que la manière forte ; elle s'impose, puisque la persuasion n'a pas réussi : « Nous n'avons guère à nous préoccuper des conséquences dynastiques qui pourraient s'ensuivre. Le roi Constantin, dont le premier souci est de conserver son trône, se soumettra très probablement, au moins à titre provisoire, et la réaction vénizéliste, si elle est fortement et continuellement soutenue par l'Entente, saura l'empêcher de nuire. S'il préfère se démettre, il ne sera pas difficile de lui trouver un successeur. C'est à nous de donner au parti libéral la force qui lui manque. Son retour au pouvoir doit être considéré comme certain, si nous savons imposer au peuple grec la conviction que des élections anti-vénizélistes seront considérées par nous comme un acte hostile à la France, et que ce ne sera plus le seul gouvernement, mais le peuple entier, complice de nos ennemis, qui en supportera les conséquences. Cette conviction, nous devons l'imposer par une active campagne électorale, et par la menace d'une intervention militaire. »

Vers le milieu d'octobre arrivait à Athènes un jeune député français, M. Paul Bénazet, chargé par la commission parlementaire dont il faisait partie d'aller étudier à Salonique l'état sanitaire de l'armée d'Orient. Depuis quelque temps déjà, le roi Constantin avait été mis en quarantaine par les gouvernements alliés, et le gouvernement français en particulier, désirant le confiner dans son rôle constitutionnel, avait prescrit au représentant de la France en Grèce de ne plus demander d'audience et de traiter les affaires directement avec les ministres respon-

sables. Dans ces conditions, le souverain accueillit avec empressement le député français qui lui fut présenté par un ami personnel, M. Serpieri, banquier de la cour. Il eut avec lui plusieurs conversations dont le résultat valut à M. Bénazet les félicitations de M. Briand et celles de M. Guillemin. Malheureusement, comme cela arrive souvent en Grèce, il y a loin des promesses aux réalisations. Lorsque M. Bénazet revint de Salonique, quelques jours plus tard, le Roi lui déclara tout net qu'en présence de l'opposition de ses ministres et de son entourage, il ne pouvait tenir ses engagements, à moins que des garanties et des avantages supplémentaires ne lui fussent accordés. Néanmoins, M. Bénazet se déclarait convaincu du succès. On lit dans un rapport de l'attaché naval : « Il est incontestable que, depuis son audience d'hier, les affaires vont mieux, du moins en apparence. Il y a eu hier soir un conseil de la Couronne où le Roi aurait déclaré en termes très énergiques qu'il entendait suivre la politique qu'il jugeait la meilleure. Aujourd'hui, pour la première fois, un journal non vénizéliste, *le Kairi*, laisse entendre que si certaines personnes de l'entourage du Roi veulent s'opposer à la réconciliation avec l'Entente, elles devraient être éloignées d'Athènes. On annonce que le Roi va publier un manifeste pour expliquer au peuple sa nouvelle orientation politique en faveur des Alliés. »

Mais était-elle sincère?

L'attaché naval de France en doutait. Il soupçonnait le monarque de jouer, cette fois encore, une comédie : « M. Bénazet, ici, n'a pas été inutile, en ce sens qu'il a déclenché certaines choses. Mais il a cru qu'en Grèce, il était aussi facile de réaliser des promesses que de les obtenir, et, ignorant la mentalité des Grecs, il s'est trompé sur la façon d'agir avec eux. Ayant commencé à discuter, il a été amené à faire des concessions dont témoignent les télégrammes envoyés à Paris par la Légation. Il a été probablement un simple instrument inconscient de politique intérieure grecque, en ce sens que le Roi s'en est servi pour arrêter les faveurs des Alliés à l'égard du vénizélisme et acheter notre intervention contre l'extension de ce mouvement, qui seul l'effraie dans sa personne et sa dynastie. »

M. Bénazet quittait la Grèce le 8 novembre pour rentrer à Paris. Le 4, peu de jours avant son retour de Salonique, était survenu un coup de théâtre qui allait fournir un aliment

nouveau aux sentiments haineux des ennemis de l'Entente. A Ekaterini, sur la frontière Sud de Macédoine, une troupe d'environ cinq cents vénizélistes agissant sans ordres attaquait les troupes royales stationnées à quelque distance, il y eut des morts et des blessés, et le général Sarrail, à la demande de l'amiral Dartige, dut intervenir pour rétablir l'ordre. C'était un bon prétexte fourni aux royalistes pour donner libre carrière à leurs sentiments haineux contre les vénizélistes. Ils attribuèrent aux Français ce coup de main accompli spontanément par quelques centaines de soldats indisciplinés. C'était toujours le même procédé consistant à accuser les Français de tous les malheurs du pays, et l'hostilité contre eux se manifestait de plus en plus sous toutes les formes.

Bientôt après, le général Roques, ministre de la guerre, revenant de Salonique où il s'était rendu, pour s'entretenir avec le général Sarrail et organiser une zone neutre entre les troupes royales et celles de Vénizélos, s'arrêta à Athènes où l'attendait un télégramme de M. Briand l'invitant à profiter de son passage dans cette capitale pour régler « les questions pendantes. » En partant, il laissa ses instructions à l'amiral Dartige du Fournet en vue d'obtenir la cession du matériel de guerre de l'armée grecque. Les représentants des Puissances alliées se trouvèrent dès lors dessaisis de cette négociation, qui fut poursuivie directement entre l'amiral et Lambros, le président du Conseil grec.

III

Le 17 novembre, l'amiral remettait au gouvernement royal une note demandant 18 batteries de campagne, 16 batteries de montagne, 40 000 fusils, 150 mitrailleuses, le tout avec munitions et 50 camions automobiles.

« C'est la question la plus délicate, écrivait l'attaché naval, car, pour être résolue, elle suppose une participation active des Grecs. L'État-major et ses amis font tout leur possible pour créer l'agitation à ce sujet. Des protocoles ont circulé parmi les officiers; les réservistes ont supplié le Roi de ne pas livrer les armes. On a fait jurer aux soldats de les détruire plutôt que de les rendre. En fait, tout cela s'est traduit jusqu'ici par des transports et des distributions de fusils, non pour s'en servir probablement, mais pour les disperser et cacher. »

Au cours de cette crise, déchaînée par les influences allemandes, les Légations alliées se mettaient d'accord pour l'expulsion des Légations ennemies. L'amiral se chargea de l'exécution. Il signifia cette décision aux intéressés, sans y mêler le gouvernement grec qui fut simplement prévenu et qui remit le 20, une protestation pour la forme. Le Roi avait été personnellement averti par l'amiral Dartige dans une audience qu'il lui avait accordée. Il manifesta surtout un intérêt de curiosité.

Les ministres et consuls ennemis devaient embarquer, le 22 à 9 heures du matin, sur le *Marienbad*, navire autrichien capturé et encore en réparation. Les expulsés n'opposèrent pas de résistance, les Bulgares et les Turcs se disaient heureux de quitter Athènes et ne dissimulaient pas leur joie. Mais bientôt la situation s'aggravait. Une minorité faible, mais très agissante, organisait de tous les côtés une véritable terreur. Le général Papoulas, destitué de son commandement du 5e corps et revenu à Athènes, dirigeait cette bruyante opposition, dans laquelle il était difficile de distinguer la part de la peur, celle de la mauvaise foi, du bluff et de la fierté nationale. Le bruit courait que le commandant en chef de l'escadre alliée allait faire débarquer les marins le lendemain au petit jour, rumeur inventée à plaisir, car le gouvernement, qui avait reçu à midi une note de l'amiral, savait fort bien qu'il ne serait pas question de mesures coercitives avant le 1er décembre. Mais ces rumeurs avaient pour effet d'énerver, d'exaspérer la population, et surtout les troupes, et permettraient de déclarer le lendemain que les Français, intimidés par la fière attitude des Hellènes, avaient renoncé à débarquer.

Assurément, le Roi était débordé. N'empêche qu'une proclamation de lui, prêchant le calme, aurait produit les plus heureux effets, mais il se taisait, bien qu'il n'ignorât pas que beaucoup d'opposants, qui redoutaient les effets de leur résistance, seraient enchantés de pouvoir se soustraire à l'influence des énergumènes et de les priver de leur principal point d'appui.

La note de l'amiral parut le soir dans les journaux; elle éclairait la situation et offrait à ces modérés l'occasion de se résigner à une retraite honorable. Mais les énergumènes n'en continuaient pas moins à s'agiter.

A la même date, le Grec Kyprios, représentant des Affaires étrangères près le contrôle de la Police, vint voir l'attaché naval

en lui demandant de garder secrète sa visite. Il lui révéla qu'ayant appris ce qui se passait dans les réunions des présidents de Ligues, il en avait prévenu le Ministre de l'Intérieur, qui s'était obstiné à ne rien faire : « Hier encore, confia Kyprios à notre attaché naval, des patrouilles de réservistes ont arrêté des vénizélistes. L'un des meneurs a pu cependant être incarcéré. Un de ses camarades est venu demander son élargissement au préfet de police, en le prévenant que, si satisfaction ne lui était pas donnée, il viendrait l'exiger à la tête d'un bataillon. Dans les ministères, on a armé des garçons de bureau pour résister à ces émeutiers, mais ils sont leurs complices.

Kyprios, appelé au Conseil des Ministres pour donner son avis, avait proposé de décréter la loi martiale. Mais le gouvernement, composé de marionnettes dirigées par l'entourage du Roi, était également complice et la proposition n'avait eu aucun succès. Le Roi était intervenu pour dire qu'il avait demandé aux réservistes de se tenir tranquilles. « Quant à l'arrestation de leurs chefs, l'entourage du Roi s'y oppose absolument parce qu'il en fait partie. Les Dousmanis et le gouvernement occulte ont obligé le gouvernement officiel à transférer la police au Ministère de la Guerre, puis à celui de la Marine. En réalité, le gouvernement officiel est absolument impuissant, le Roi l'endort par ses paroles, mais il l'empêche d'agir conformément à ses paroles. »

Les choses en sont à ce point que l'attaché naval ne voit de solution que dans l'intervention de notre force. Le Président du Conseil a délégué Kyprios auprès de lui pour solliciter des Français qu'ils décrètent l'état de siège, ce qui aurait pour conséquence d'empêcher les rassemblements et ports d'armes, et pour demander l'augmentation des effectifs des marins débarqués ainsi que l'occupation du quartier Polytecnion, opposé à celui de Zappeion, mais à proximité des endroits turbulents. Kyprios conseillait de faire arrêter tout le gouvernement occulte et les chefs des réservistes : « Mais, pour procéder à cette opération, il faudrait à l'heure actuelle 7 ou 8 000 hommes, et d'ailleurs il faut toujours se demander si la démarche de Kyprios a été sincère et ne cache pas un piège. »

Preuve est faite ici qu'on se défiait des avis qu'apportaient au service des renseignements certains agents qui voulaient s'y faire bien venir. On les y recevait en général avec beaucoup de bonne

grâce, quand on espérait tirer de leurs propos quelque information utile; mais il en était dans lesquels on devinait des policiers de bas étage en quête de quelques subsides. On les mettait à la porte après avoir constaté qu'ils ne savaient rien. Grâce à ce procédé, on arrivait à réunir des informations précieuses, mais il fallait toujours faire le départ entre le vrai et le faux. Ce n'était pas la moindre besogne des agents préposés à cette lourde tâche, qui rendirent tant de services et qui en eussent rendu davantage, si plus souvent on les eût écoutés et si l'on eût tenu plus de compte de leurs avis.

Ces détails démontrent combien, dans l'armée grecque, les esprits étaient montés; leur hardiesse augmentait d'heure en heure; c'était, à proprement parler, un paroxysme et poussé si loin qu'il donnait lieu aux bruits les plus invraisemblables. Le ministre des États-Unis dut démentir dans la presse locale toute intention d'intervention de son gouvernement. Ces manifestations devenaient de plus en plus violentes. Sans doute, dans une certaine mesure, leur caractère théâtral en atténuait la gravité; mais ce qui la rendait réelle, c'étaient les divergences de vue dans les milieux alliés. Elles encourageaient nos adversaires dans leurs manifestations tumultueuses; ils s'excitaient de plus en plus, et on pouvait craindre que l'État-major, même dans le cas où il voudrait finalement céder, ne fût plus capable de retenir les meneurs.

A la mi-novembre, la situation était celle-ci : les compagnies de débarquement de l'escadre venues de Salonique étaient en rade du Pirée. L'amiral Dartige avait fixé à trois cents hommes le détachement du Zappeion, mesure notoirement insuffisante pour assurer sa sécurité. Les réservistes arrêtaient à Larissa le matériel appartenant aux unités qui devaient se retirer dans le Péloponèse. Les vénizélistes étaient soumis à une violente intimidation; beaucoup d'entre eux avaient été arrêtés arbitrairement.

L'agitation intérieure était encore entretenue par des difficultés survenues entre la légation d'Italie et le gouvernement royal, au sujet de la ligne de démarcation de l'Épire. Les Italiens demandaient le retrait des postes grecs en dedans de la route qu'ils occupaient. Mais le Roi déclarait ne pouvoir céder sur ce point, et ce n'est qu'à grand'peine que le gouvernement italien lui arrachait la promesse de réduire sur deux points les effectifs de ces postes à cent hommes, son artillerie et ses mi-

trailleuses, et de faciliter le passage aux troupes alliées. Plus on regarde à ces incidents et plus il apparaît qu'ils étaient tombés dans le domaine public, en suggérant à la presse des commentaires sans qu'on sût exactement à quel point il fallait y croire. Du reste, une certaine lassitude se manifestait dans le bas personnel des réservistes. Ils alléguaient qu'on les avait retenus quand ils voulaient agir et qu'ils ne marcheraient plus que sur l'ordre du Roi.

Parmi les officiers, au contraire, la résistance contre les concessions que pourrait faire celui-ci devenait plus active. On disait que les princes André et Alexandre étaient à la tête du mouvement. En réalité, toutes les résistances étaient attisées par la haine qu'inspirait Vénizélos dans les milieux gounaristes et à la Cour ainsi que dans les États-majors. C'était un foyer qui couvait sous la cendre et qui menaçait de se rallumer, dès que les circonstances lui en fourniraient l'occasion.

A partir du mois de novembre, et tandis que se multipliaient les difficultés entre la diplomatie de l'Entente et le ministère hellénique, difficultés que l'intervention de l'amiral Dartige ne parvenait pas à résoudre, les rapports envoyés à Paris par le service des renseignements se ressentaient des angoisses qui étreignaient les esprits à l'approche de cette journée du 1er décembre, où devait se faire sentir l'action de l'Entente, pour obtenir les satisfactions auxquelles elle avait droit. L'attaché naval de France avait été mandé à Paris par le ministre de la Marine ; le lieutenant de vaisseau Laborde le remplaçait en attendant son retour. Mais cette circonstance n'atténuait en rien l'autorité des rapports envoyés au gouvernement français.

Le 17 novembre, une manifestation vénizéliste s'étant produite dans la rue, le procureur du Roi et l'un de ses assesseurs intervinrent pour la disperser. Mais un lieutenant de vaisseau français, du contrôle officiel de la police, qui se trouvait là, se fondant sur le fait que la direction du service d'ordre par la magistrature était illégale, ordonna aux agents grecs de laisser circuler les manifestants. Ceux-ci se dirigèrent alors vers la Légation de France. Arrivés entre cette Légation et le ministère de la Guerre, ils furent arrêtés par un barrage de soldats et chargés baïonnette au canon. Une rixe éclata, il y eut des coups de revolver. L'officier grec qui commandait le barrage tira en l'air et un de ses subordonnés tira un coup de fusil. Une

panique s'ensuivit, mais, comme on ne relevait ni morts, ni blessés, la manifestation se reforma et alla chanter *la Marseillaise* sous les fenêtres du ministre de France. Dans son rapport du lendemain, le service des renseignements écrivait :

« Le contraste est frappant entre l'attitude des autorités vis à vis des manifestations ententophiles d'aujourd'hui et celle qu'elles ont eue hier à l'égard des germanophiles, qu'elles ont laissé circuler et parvenir sans obstacle jusqu'au voisinage immédiat du cantonnement des marins français. »

L'observation était juste et le fait qu'elle signalait allait se reproduire de jour en jour. Il s'agissait pour les royalistes d'empêcher le gouvernement grec de livrer à l'Entente les armes qui lui avaient été promises et qu'elle réclamait. Le 24 novembre, le bruit courait que le ministère, résolu à ne pas céder, allait remettre aux Alliés une note leur notifiant son refus. Il se fonderait pour le justifier sur l'obligation. En outre, il alléguerait, pour ne pas rompre sa neutralité, d'une part la nécessité de ne pas provoquer un mouvement populaire et d'autre part que les Bulgares à Cavalla s'étaient emparés des armes sans qu'on les leur livrât et qu'en conséquence, la Grèce n'avait pas à en donner l'équivalent aux Alliés ainsi qu'ils le prétendaient.

Ces rumeurs excitaient l'enthousiasme. Mais, loin d'apaiser les passions de la rue, elles en aggravaient la violence, ce que le service des renseignements interprétait ainsi. « Il y a de la part de nos adversaires un effort que je crois désespéré. Une minorité faible, mais très agissante, est en train d'organiser une véritable terreur à Athènes et en province. Les officiers semblent en général très montés. Le général Papoulas, destitué de son commandement du 5e Corps et actuellement à Athènes, est le chef de cette bruyante opposition, dans laquelle il est difficile de distinguer la part de la peur, celle de la mauvaise foi, du bluff et de la fierté patriotique, s'il y en a. Ce soir, toutes les troupes et leurs officiers sont consignés. On raconte partout que le Commandant en chef va faire débarquer les marins demain au petit jour. Or, le Gouvernement a reçu à midi la note de l'amiral et sait fort bien qu'il ne sera pas question de mesures coercitives avant le 1er décembre. Les fausses nouvelles répandues ont visiblement le but d'énerver et exaspérer la population et surtout les troupes et de pouvoir déclarer demain que

les Français ont craint de débarquer à cause de la fière attitude des Hellènes.

« Le Roi est certainement débordé. Une proclamation royale pour calmer les esprits aurait cependant le plus heureux effet. Beaucoup d'opposants seraient enchantés de cette opportune occasion de retraite. Quant aux énergumènes, on se demande ce qui leur resterait comme point d'appui.

« *25 novembre.* — La situation est toujours sérieuse. La nuit dernière, il y a eu convocation de réservistes, avec discours jusque dans les principaux cafés d'Athènes. Il y a eu réunion des généraux et officiers, sous la direction de Papoulas, qui paraît être énergique. Ce fut une sorte de reconstitution de la ligue militaire. On a projeté, paraît-il, de se replier sur Thèbes en cas de conflit avec les marins français, en laissant à une arrière-garde de réservistes le soin de piller et assommer les vénizélistes, de préférence les plus riches. On a même laissé entendre que les étrangers, quels qu'ils fussent, ne risquaient pas grand'chose.

« Ce qui est plus grave, c'est que nos adversaires paraissent être exactement au courant de nos moyens et de nos causes possibles d'infériorité. Gounaris a dit cette nuit : « L'amiral bluffe. Avec ce qu'il peut recevoir de Salonique et d'Argostoli, il n'aura pas plus de 3 500 marins à débarquer. Il n'osera pas faire le blocus à cause des neutres. D'ailleurs, les Alliés ne sont pas d'accord. D'ici au 1er décembre, les divergences de vues entre eux ne feront que croître. Enfin, l'Entente est déjà assez occupée ailleurs, et ne se soucie pas de créer un nouveau front en Grèce. Par conséquent, il faut refuser formellement toute cession d'armes. »

« *26 novembre.* — On fait peser sur les vénizélistes un régime de violente intimidation. Les arrestations arbitraires et les incidents sont fréquents. La nuit dernière, on a marqué à la peinture rouge un grand nombre de maisons vénizélistes, ainsi que celle où habite M. Ricaud, préposé à la direction du service des renseignements. Il y a là quelque chose de prématuré qui trahit la mise en scène.

« L'amiral Dartige s'est rendu chez le Roi et lui a demandé de protéger les personnes ainsi menacées contre des vexations injustifiées. Le Roi a réservé sa réponse, mais n'a pas caché qu'il était décidé à ne rien faire qui pût être interprété comme

un désir de se rapprocher de Vénizélos. A la suite de cette visite, l'amiral a parcouru les magasins de la rue Hermès pour rassurer les commerçants. Il leur a déclaré qu'il les prenait sous sa garde et qu'ils seraient protégés contre tous les risques. Il a fait la même promesse au maire d'Athènes. Cette démarche a été d'un excellent effet et a rendu un peu de courage aux libéraux qui en avaient grand besoin.

« *29 novembre.* — A l'heure actuelle, le plan qu'affiche le Gouvernement grec, soit par calcul et par bluff, soit avec l'intention d'aller jusqu'au bout, quelles que soient les conséquences, consiste à faire disparaître les armes et les munitions des dépôts, et les mettre hors de portée des Alliés. Cet ordre est donné on ne peut plus nettement dans un télégramme chiffré, en date du 12 novembre vieux style, et porte les signatures du chef d'État-major Stratigos et du ministre de la Guerre Drakos. Dans cet ordre adressé à tous les commandants de Corps d'Armée, il est dit textuellement : « de diriger sans retard le matériel loin de la côte et des chemins de fer et de constituer des dépôts autant que possible à l'abri des tentatives de débarquement. »

« Ce qui me paraît le plus redoutable, ce sont les divergences de vues dans les milieux alliés. Elles ne peuvent qu'encourager nos adversaires dans leurs annonces tumultueuses de résistance. Les officiers, les soldats et les réservistes sont déjà armés. Quand ils seront excités à fond, l'État-major lui-même ne pourra peut-être plus les retenir tous, même dans le cas où il voudrait finalement céder. »

A la suite des informations reçues à cette date du service des renseignements, les ministres alliés ont convoqué le commandant Roque, chef du contrôle de la police, pour le charger d'appeler en leur nom la plus sérieuse attention de l'amiral Dartige sur la situation actuelle en lui laissant le soin d'apprécier les mesures à prendre.

Il n'y a pas lieu de s'attarder aux innombrables projets que l'on prêtait aux réservistes, les uns sans fondement, les autres très exacts, mais sans qu'aucun présentât un caractère définitif. Il n'en était pas moins vrai qu'un mois avant, le Roi avait offert de céder tout le matériel de guerre sans aucune compensation et qu'à la suite des négociations auxquelles nous nous étions prêtés, nous en étions arrivés à ne plus demander qu'une faible

partie de ce matériel et que nous ne le tenions pas encore. Il n'était que trop vrai que nous nous étions laissé rouler par la diplomatie hellénique, par l'État-major, par le Roi lui-même et qu'ainsi s'étaient préparées sous nos yeux les tragiques journées de décembre en dépit des avertissements réitérés de notre service des renseignements.

IV

Nous voici arrivés au 1er décembre. Les péripéties de cette journée seront l'objet d'un récit ultérieur. Mais nous devons constater, dès maintenant, qu'elles attestent des intentions résolument agressives, une longue et minutieuse préparation. Il n'est pas jusqu'à la présence de certains personnages et leur rôle révélateur qui ne soient un aveu. De quelque côté qu'on regarde, tout ce qu'on observe découvre l'ennemi, un ennemi à qui, — à force de patience, de confiance et de crédulité, — on a laissé dresser son plan homicide.

Entre ces personnages, il en est un qu'on voit se présenter à diverses reprises au Zappeion dans la journée du 1er décembre, pour conférer avec l'amiral Dartige. A peine y arrive-t-il que les batteries des réservistes, — comme si elles obéissaient à un signal invisible pour les assiégés, — suspendent leur tir; mais aussitôt que ce négociateur est sorti, et s'est éloigné, elles reprennent leur besogne meurtrière avec la même soudaineté. Il y a donc là un accord convenu d'avance. Un fait du même caractère dramatisera le douloureux épisode des obsèques de nos marins, tombés dans le guet-apens où ils avaient trouvé la mort. Du reste, tous les actes de ce terrible drame témoignent au même degré du désir de duper, de tromper, de « rouler » les Français au profit des Allemands.

En ce qui touche les journées de décembre, on peut dire qu'il y en a eu trois. La première est celle du 1er de ce mois, c'est celle du guet-apens. Elle se caractérise par un trait révélateur : lorsque nos équipages de débarquement vinrent occuper dans Athènes les positions qui leur avaient été assignées, elles se trouvèrent aussitôt sous le feu des batteries grecques, étagées sur les hauteurs environnantes, ces collines aux noms classiques, évocateurs d'un passé de gloire. Au soir de ce jour, on comptait parmi nos marins des morts et des blessés dont le nombre allait encore s'accroître.

Durant la nuit suivante, deux marins, qui, partis d'Athènes en fugitifs, cherchaient à regagner le Pirée et s'étaient égarés en chemin, furent odieusement assassinés dans une maison dite Kalithea, située près du tramway d'Athènes à Phalère et à mi-chemin environ des deux terminus de ce tramway. Cette maison était habitée par une femme d'origine française, mariée à un Grec. Voyant ces marins errants, elle leur offre un abri. Mais le gardien du Stand voisin de la maison a été témoin de cette scène; il saisit son fusil, tire à bout portant sur ces deux malheureux, et, comme la femme proteste bruyamment contre ce forfait, l'assassin la menace de lui faire subir le même sort. La journée du 1er décembre, ensanglantée par tant d'autres épisodes, mérite donc bien d'être appelée la journée du guet-apens.

Celle du 2 décembre voit se dérouler toutes les horreurs des vengeances préparées par la clique gounariste contre les vénizélistes, du piétinement barbare du bourreau sur les victimes. Le bourreau, c'est l'état-major de Constantin; les victimes sont les Grecs amis de l'Entente. Ce que fut ce piétinement, l'attaché naval nous le dit dans un de ses rapports.

« *3 décembre.* — Ce matin encore, nous venons d'assister au spectacle humiliant suivant : un troupeau d'une centaine de vénizélistes, dont plusieurs ligottés, était encadré par des troupes armées, escortées par une populace avinée criant : « A bas la France! » et insultant les victimes. C'était un spectacle écœurant et digne des journées de la Révolution. Mais ce qui est symptomatique, c'est que ce cortège a défilé intentionnellement autour de l'École française. Nous avons pu y reconnaître tous les vénizélistes plus ou moins affiliés à notre service et, parmi eux, le fameux Laucas et le frère de l'amiral Bratsianos, tous deux sanglants, couverts de coups et d'injures. Dans la foule, on disait qu'on changeait de prison ce troupeau; d'autres affirmaient qu'on le menait à la fusillade. Personnellement, je crois qu'on voulait faire à nos yeux une simple exhibition à titre d'avertissement.

« Tout cela est écœurant et douloureux, surtout quand on pense que la France avait pris ces hommes sous sa protection, que l'amiral avait officiellement assuré la sécurité des rues et en particulier celle de nos agents.

« Ce matin, l'automobile de l'amiral a été pris par les troupes régulières; le chauffeur est prisonnier. On vient encore

d'arrêter et de prendre un de nos automobiles sous le prétexte mensonger que le chauffeur avait tiré. »

La troisième journée de la tragédie est celle des obsèques des morts, et là encore, nous saisissons sur le vif la fourberie du parti constantinien. Par suite d'un accord entre le ministre de France, l'amiral Dartige et les autorités grecques, il avait été décidé que les obsèques auraient lieu à Athènes le 4 décembre. Les délégués de l'armée navale conduits par l'attaché naval allèrent en avertir l'archevèque catholique Mgr Petit. Il annonça qu'il présiderait à la cérémonie avec tout son clergé. Mais lorsque les Grecs eurent réfléchi, ils résolurent d'empêcher qu'elle fût célébrée à Athènes. Ils craignaient que les détachements alliés qui y assisteraient ne vinssent armés et nombreux et qu'elle ne servît à couvrir une occupation militaire. Ce n'était pas cependant ce que s'étaient proposé les organisateurs. Seulement, ils considéraient que nos morts avaient droit à un hommage éclatant. Résolus à ne pas laisser les Alliés le leur rendre, les Grecs, dans la nuit du 2 au 3 décembre, enlevèrent les cadavres qui se trouvaient dans les hôpitaux de la capitale et, à l'insu des autorités françaises, ils les transportèrent à l'hôpital russe du Pirée. Le matin du 3 décembre, ces tristes dépouilles n'étant plus à Athènes, l'amiral Dartige se trouvait en présence d'un fait accompli qui rendait singulièrement difficile, sinon impossible, l'exécution du plan primitif, lequel n'aurait pu s'exécuter qu'en infligeant un nouveau déplacement aux victimes. Il dut consentir à ce que les obsèques eussent lieu le même jour 3 décembre à trois heures au Pirée. L'aumônier de l'escadre, l'abbé Revel, fut prévenu de ce changement à dix heures du matin en venant dire sa messe sur le bateau amiral. Comme, en même temps, on lui donnait l'assurance que les nouvelles dispositions étaient connues des intéressés, il ne mit pas en doute qu'elles avaient été communiquées à l'archevêque.

En réalité, personne n'avait été prévenu. C'est seulement vers deux heures et demie que les différents bâtiments de l'escadre reçurent, par la télégraphie sans fil, l'ordre d'envoyer un certain nombre de matelots *non armés* aux obsèques qui allaient avoir lieu à trois heures. C'est ainsi que l'armée navale fut avertie et qu'à terre, le furent l'attaché naval et le service des renseignements; le télégramme ne leur était pas adressé,

mais, ayant été intercepté par le poste télégraphique, il leur avait été communiqué.

Il était déjà tard et, pour arriver au Pirée en temps utile, il fallait partir sans perdre une minute; l'attaché naval partit donc sur-le-champ avec ses officiers. Dans une note qui est sous nos yeux, il décrit en termes émus le spectacle dont il fut le témoin à l'enterrement : cerceuils non fermés, d'autres trop petits pour recevoir les corps dont les membres restaient à découvert. On comprend que l'aumônier, l'abbé Revel, ait reconnu plus tard que les obsèques avaient manqué de recueillement. Il estime, il est vrai, qu'étant données les circonstances, « il n'était pas facile de procéder autrement. » Quant à l'attaché naval, il constate qu'elles ont eu lieu sans aucun apparat et sans même qu'on ait rendu à ces malheureuses victimes les honneurs militaires.

A la même heure, l'amiral recevait à son bord les ministres alliés venus pour l'entretenir des graves questions soulevées par les événements. Leur présence l'empêcha d'assister aux obsèques dont il ne songea pas à leur parler et où, par conséquent, ils ne purent se rendre, ignorant qu'elles avaient lieu au même moment, alors qu'ils les croyaient toujours fixées au lendemain.

Nous l'avons dit, personne n'avait été averti des changements survenus dans les décisions antérieures, et l'archevêque pas plus que les autres intéressés. Le 4 décembre, à l'heure fixée, il était au cimetière d'Athènes, revêtu de ses habits sacerdotaux, entouré de ses prêtres. C'est là que M. de Roquefeuil le trouva attendant le convoi. L'attaché naval, saisi tout à coup du soupçon qu'on avait laissé le vénérable prélat dans l'ignorance, était accouru pour l'avertir et l'empêcher d'attendre en vain. Mgr Petit, en apprenant l'oubli dont il avait été l'objet, ne put contenir son indignation. Il l'exprima avec vivacité. Il avoua ensuite qu'elle avait été intentionnelle. Il avait tenu à l'exprimer devant son clergé dont tous les membres étaient grecs. L'attaché naval le ramena à l'archestie, et l'incident n'eut pas de suite. Il n'en trahit pas moins le désarroi qui régnait dans l'armée navale à la suite de la tragique journée du 1er décembre. Il s'était manifesté non moins vivement dans ce qui s'était passé pour les blessés. Mais ceci est un autre épisode et nous ne voulons retenir ici de ces péripéties que l'héroïque dévouement dont firent preuve, en

ces heures où était menacée la vie de chacun, les hommes courageux qui se donnèrent pour mission de recueillir les blessés et les morts dispersés çà et là, dans les maisons d'Athènes et du Pirée, aux environs de la capitale et jusque dans des demeures isolées : les docteurs Vaucel, Portmann, Belley, le commissaire Luce, d'autres qui nous pardonneront de les oublier ou de ne pas les connaître.

Du reste, constatons dans le déploiement de scélératesse où se complurent les auteurs du guet-apens certains faits qui sont à l'honneur de l'humanité. Je ne parle pas de la visite que firent dans les hôpitaux le roi Constantin et la reine Sophie, accompagnés du Diadoque, ni des témoignages de pitié qu'ils donnèrent aux blessés. Ils avaient encouru tant de responsabilités que peut-être voulurent-ils y opposer une preuve de leurs regrets, j'allais dire de leurs remords. Mais, dans plusieurs maisons d'Hellènes, l'accueil fait aux malheureux pour qui les médecins demandaient un abri, s'inspira d'un sentiment de compassion entièrement désintéressé.

Telles furent, indépendamment des négociations relatives à la cession des armes, les journées de décembre, dont le roi Constantin reste le principal responsable. Nous ne l'accusons pas d'avoir voulu l'effusion du sang, mais de l'avoir rendue inévitable en manquant à ses engagements.

Dans le plaidoyer par lequel, il y a quelques jours, il préparait son retour à Athènes et où il nous apparaît, comme Ruy Blas, « marchant vivant dans un rêve étoilé, » il nous dit que la tragédie de décembre a été le résultat d'une « querelle de famille; » mais il néglige de nous dire quel a été son rôle dans cette querelle. Heureusement, au moment où se termine cette partie de l'étude que nous lui avons consacrée, nos lecteurs ne l'ignorent plus : 53 tués dont 6 officiers, 138 blessés, 10 disparus, voilà pour la France le bilan de cette prétendue « querelle, » sans parler des circonstances effroyables qui ont accompagné l'hécatombe. Ces chiffres pèseront éternellement sur la mémoire de Constantin et, tant qu'il régnera, empêcheront les Français de considérer les Grecs comme un peuple ami.

ERNEST DAUDET.

POÉSIES

O NUIT !

Lorsque j'étais tout jeune, en été, dans la nuit,
Au seuil de ma maison sur des jardins ouverte,
Écoutant déferler le vent dans l'ombre verte,
— Promesse de bonheur qui s'approche et s'enfuit, —

Je m'écriais : *O nuit!* balbutiant d'extase,
Je répétais : *O nuit!* sans dire un mot de plus;
J'aurais voulu pouvoir submerger d'un reflux
D'étoiles mon cœur vierge offert comme un beau vase.

Ce vent venu de noirs pays délicieux,
J'aurais voulu pouvoir l'arrêter au passage.
En regardant là-haut ces soleils en voyage,
Je croyais regarder la vie au fond des yeux.

Maintenant, la fatigue a déjà fait plus blême
Ce front nu dont je sens la pâleur certains soirs;
Et cependant le charme est demeuré le même :
Le bonheur est plus fort que tous nos désespoirs!

Et quand j'erre au jardin dans la ténèbre chaude,
Effleuré çà et là par un rameau pendant,
Ainsi qu'aux jeunes nuits où l'illusion rôde,
Je tiens les yeux levés vers le grand gouffre ardent!

J'ai beau vieillir, j'attends encore quelque chose,
Ce bonheur impossible et cependant natal,
Ce pays de nos cœurs que notre instinct compose
Avec tous les plaisirs qui nous ont fait du mal!

Et je répète : *O nuit!* comme en ces soirs sublimes
Où je sentais là-haut veiller le Paradis;
Et bien qu'ayant appris les rythmes et les rimes,
Je balbutie encore et toujours, et je dis :

O nuit! tout le Bonheur nage dans tes espaces,
Ainsi qu'un grand poisson ténébreux et glissant
Que les hommes essaient de saisir en leurs nasses,
Mais qui rompt les filets de leur rêve impuissant.

O nuit! tout le Bonheur navigue sur tes ondes,
Ainsi qu'un grand vaisseau de l'air, sombre et divin,
Dont nous sentons frémir les voiles vagabondes
Qui cinglent d'astre en astre au profond du ciel vain.

Et pour ce beau vaisseau notre âme est le rivage
Qui l'appelle et qui tend ses caps lourds de forêts,
Et délègue vers lui sa douce odeur sauvage;
Mais le navire passe et n'aborde jamais.

O nuit! tout le Bonheur palpite dans ton vide!
Une vitre éclairée, une femme songeant,
Une odeur font soudain crier le cœur avide
Vers des biens infinis dont il est l'indigent.

O nuit! le fleuve d'or de l'éternel lyrisme
Te traverse, pareil au grand torrent lacté!
Ton silence est un hymne et ton ombre est un prisme
Qui fait l'homme mystique et le monde enchanté!

Comme Délos jadis, au fond des mers pâlies,
Passait en parfumant les soirs de l'Archipel,
Tous les Édens perdus, toutes les Italies
Flottent par grands îlots fugitifs dans ton ciel.

Les baisers, les aveux, les aventures folles,
Les rêves, vérité suprême de nos cœurs,
Rôdent dans tes bosquets comme des lucioles,
Et nous joignons les mains pour capter leurs lueurs !

Des Tempés sont au bout de ta moindre venelle,
Et tes étoiles sont les fanaux vacillants
Que berce sur ses eaux la Venise éternelle,
Celle dont les palais sont les nuages blancs !

O nuit, noirceur du sein maternel, nuit féconde,
Entrailles où le sang des choses bat plus fort,
Ombre que le mystère où tout se crée inonde,
Refuge de l'amour, origine du monde,
Nuit qui fais espérer dans l'autre Ombre, la Mort !

PENSÉE

Ce soir, tu juges vain ton labeur de poète :
Ta voix même renonce, et veut rester muette
Au bord du grand silence où maint chant se perdit.
Chanter encor, d'ailleurs, à quoi bon? Tout est dit.
Devant la page blanche un doute affreux te ronge.
Tu sens trembler la plume entre tes doigts...
Mais songe :
En écrivant des vers jusqu'au vent matinal,
Ce que tu fais, d'un geste anonyme et banal,
C'est une chose immense, auguste, un peu divine.
Ces mots que ton fervent souci pèse et combine,
Même indécis et joints en rythmes hésitants,
Ces pauvres mots, depuis l'origine des temps,
N'avaient jamais été disposés dans cet ordre.
Tes vers, gauches de l'âpre effort qui vient les tordre,
Sont une expression suprême, en ce moment,
Du vaste Esprit qui meut le monde obscurément,
De la grande Pensée épanouie en l'homme.
Quand sur eux inquiet tu t'inclines, c'est comme
Lorsque jadis Lucrèce ou Virgile, — penchant
Sur la cire amollie où s'essayait leur chant

Des fronts aussi fiévreux mais, eux, plein de génie, —
Traduisaient, les derniers alors, l'Ame infinie.
Dans leur tête le monde atteignait son sommet.
Leur rêve, dernier-né des choses, résumait
Le grand Songe, à ce point culminant des durées.
Ainsi, penses-y plein d'ivresse quand tu crées,
Dignes de gloire ou non, tes vers, tes humbles vers
Sont en naissant l'extrême fleur de l'univers;
Et bien que leurs mots soient chétifs, — tel que la sève
Qui de la profondeur souterraine s'élève
Et va se propager aux plus frêles rameaux, —
Tout le passé du monde aboutit à ces mots!

ON NE SAIT COMMENT...

On ne sait comment il se fait,
Mais voilà, — la vie est passée.
C'était hier qu'on triomphait
De jeunesse ardente et pressée.

On se jetait, — c'était hier! —
Dans l'inconnu, l'âme éblouie,
Comme dans une immense mer
En mille écumes rejaillie.

On attendait tout du destin,
La gloire dont le nom seul dore
Les lèvres, et l'amour certain,
Et le bonheur, et plus encore,

Quelque chose de plus uni
Que l'eau, de plus chaud que la flamme,
Qui ne pouvait qu'être infini
Pour combler l'attente de l'âme.

— Quoi! rien ne vint? — Si, l'on avait
Parfois quelque joie espacée...
On ne sait comment il se fait,
Mais voilà, — la vie est passée.

CRÉPUSCULE

Un peu de fièvre au bout des doigts,
Le creux des deux paumes sensible;
Dehors, sous des nuages froids,
Un oiseau qui chante invisible;

Un oiseau qui chante, anxieux
De voir le cher printemps renaître,
Et qui croit de son chant, peut-être,
Le hâter à travers les cieux;

Un peu de fièvre, un peu d'angoisse
Pour quelque chose d'approchant
Comme Avril approche, au couchant,
Dans l'air qu'un vent plus tiède froisse;

Un ardent, un avide ennui,
L'âme en attente, comme blanche...
Ah! je sais bien que c'est dimanche!
Pourtant, qu'ai-je donc aujourd'hui?

Oui, le printemps est près de naître,
Et c'est dimanche en Février;
Et j'attends devant la fenêtre
Son premier ciel qui va briller;

Mais c'est encor bien autre chose
Que le jour et que la saison;
Cela vient de tout l'horizon,
De tout le ciel gris et morose;

Cela vient du profond de moi
Qui rêve penché sur ma table...
C'est le grand mal inévitable,
C'est l'éternel et l'humble émoi

D'être là, de ne savoir comme
Il faut faire pour être heureux,
De vieillir, non pas douloureux,
Mais plein des vains soucis de l'homme,

De sentir passer à mon tour
Le temps qui, pendant que j'hésite,
Sable entre mes doigts, fuit si vite!
Et de devoir mourir un jour!

LES SOIRS DU POÈTE

Les soirs où, voyant face à face la beauté,
Chaque poète en lui sent abonder les strophes,
Sont les premiers soirs chauds et fleuris de l'été.

Pendant l'hiver, saison close des philosophes,
L'esprit seul à l'écart cerne la vérité
Dans la chambre hermétique aux murs tendus d'étoffes.

L'automne est le moment du souvenir frileux :
A travers les carreaux brouillés, l'âme muette
Regarde le passé fuir vers les lointains bleus.

Le printemps même, où tout s'inquiète et souhaite,
Poursuit sans le chanter le bonheur fabuleux :
Les soirs d'été font seuls s'accomplir le poète.

S'il travaille devant les ténébreux jardins,
Avec le vent qui souffle à sa fenêtre ouverte
Des conseils d'allégresse entrent, frais et soudains.

Au loin sa lampe éclaire un lys dans la nuit verte :
Ainsi son âme en lui, dans l'ombre des dédains,
Fait briller tout à coup une foi découverte.

Quand il lève les yeux au ciel ardent, là-bas,
En dépit de l'antique et douce accoutumance,
Les astres semblent neufs à ses yeux jadis las.

De même il aperçoit au ciel de l'art immense
Des soleils de beauté qu'il ne connaissait pas :
Tout en lui-même ainsi qu'au monde recommence.

Et puisque de Décembre âpre et sombre, à son tour,
Juin a pu rayonner enfin, brusque harmonie
De souffles, de parfums, de chaleur et d'amour,

Il sent, il sent qu'après mainte nuit d'insomnie,
Il pourra du labeur, hiver morose, un jour,
Faire éclore l'été merveilleux du génie!

DIMANCHE

O douceur de l'après-midi de ce dimanche
Où tout est simple et pacifique et tendre et bon!
Loin, une cloche épand un son, un son, un son
Dans un ciel fait de clarté blanche.

Il flotte sur le vent plus tiède un goût de miel :
Les ormes sont en fleur dans la forêt voisine.
Au-dessus du toit pend en grappes la glycine
Qui se balance bleu sur bleu contre le ciel.

On a senti ce vent affluer dans l'enfance
Sur les Fête-Dieu aux draps blancs;
L'écho des bruits de la semaine est en vacance :
C'est fin de Mai sur les jardins et sur les champs.

Il suffit que pendant une heure rien ne souffre :
Le mal est oublié; le monde a presque un sens.
Là-bas dans l'herbe jouent beaux, heureux, innocents,
Les enfants adorés qui nous poussent au gouffre.

O ROSSIGNOL...

O rossignol de Provence
Qui chantes devant la mer,
Ce soir où l'on sent dans l'air
Tout le printemps qui s'avance,

Poète qui dans la nuit
Vas t'enivrer de toi-même
Sans fin, jusqu'à l'heure extrême
Où sous l'eau la lune fuit,

Toi par qui sortent les charmes
Cachés au profond du sol,
O rossignol, rossignol,
Ta voix me fait fondre en larmes!

Mieux qu'au pin ou qu'au rosier,
C'est à moi qu'elle s'adresse,
Et c'est toute ma jeunesse
Qui chante dans ton gosier!

Je revis les nuits sans nombre
Où nous t'écoutions à deux,
Sous de hauts murs ruineux,
Près d'un grand parc tiède et sombre!

La fièvre de nos vingt ans
Battait dans nos gorges sèches.
Tes traits vifs comme des flèches
S'enfonçaient dans le printemps.

Devinés sous la nuit noire
A leurs humides lueurs,
Ses cils vifs tremblaient de pleurs
Que mes lèvres venaient boire...

O vertige! ô nouveauté
Du monde plein de mystère!
Jamais avant nous sur terre
Un oiseau n'avait chanté!

ALLÉE

L'allée aux grands pins droits tels que des tuyaux d'orgue
Que le vent fait chanter,
Coin d'Élysée, Éden grave et noble sans morgue
Qu'il t'est doux de hanter,

Tu la suis lentement, seul, roulant trop de choses
Dans ton triste cerveau,
Plus fleuri de soucis remontants que de roses
N'est cet été nouveau.

Tu ne la suivras plus, un jour... — Mais pourquoi faire
T'attendrir brusquement?
Tu vis, et tu ne sais à quoi bon? Persévère
Encore un court moment.

Et peut-être bientôt verras-tu, — tout arrive,
Tout, même aussi le bien! —
Ces beaux lieux que promet parfois sur notre rive
Un souffle élyséen.

NUIT DE PROVENCE

O nuit, ô belle nuit de Provence, bleuâtre!
O monts, pâles degrés de l'éternel théâtre
Où myrtes, roses, pins, cyprès noirs, azur clair,
L'un sur l'autre étagés, assistent à la mer!
Ciel qui tournes ainsi qu'une divine roue,
Toi, lune, barque d'or tranchant l'air de ta proue,
Toi, doux bruit de la mer lointaine aux calmes plis,
Grand murmure qu'on sent plein de cailloux polis,
Et qui sembles, scandant une ineffable phrase,
La respiration de la Terre en extase,
— En des temps qui feraient s'épandre aux sabliers
Tout le sable de ces beaux golfes à mes pieds,
En des millions d'ans, en des milliards d'heures,
Durant les presqu'éternités antérieures,
Quand je ne vivais pas encore, vous étiez!
Vous étiez là déjà, sans moi! — vous m'attendiez! —
Et maintenant que je vous ai, beauté du monde,
Je ne puis arrêter le temps d'une seconde!
J'ai beau vouloir vous embrasser, vous retenir,
Vous passez, je vous sens naître ensemble et finir,
A chacun de mes pas un peu de vous me quitte,
Votre présence enfin n'est qu'une immense fuite,
Paysages plus bleus, mais plus vains que l'azur,
Pans du monde aspirés par le grand gouffre obscur,
Espaces que j'étreins du regard, étendues
Qui glissez comme l'air entre mes mains tendues!

FERNAND GREGH.

REVUE DRAMATIQUE

Théatre de Paris : L'*Homme à la Rose*, pièce en trois actes de M. Henry Bataille. Musique de M. Raynaldo Hahn.

Il n'y a guère de type qui, depuis trois cents ans, ait été plus souvent mis à la scène que celui de Don Juan. C'est, on s'en souvient, pour profiter de la vogue qu'obtenait, à Paris même, *Il Convitato di Pietra*, que Molière improvisa son *Festin de Pierre*. Le roman s'en est emparé, après le théâtre. Puis les poètes se sont mis en frais de lyrisme, et parfois même ils ont un peu déliré en son honneur : la plus grande folie a été celle des romantiques qui ont fait de Don Juan un idéaliste éperdu. Je doute que sa nouvelle incarnation, sous les traits de l'Homme à la Rose, ajoute beaucoup à la littérature du sujet. Ce qui manque le plus à la pièce nouvelle de M. Henry Bataille, c'est l'étude d'un caractère. Pièce toute en surface, qui s'adresse aux yeux par de somptueux décors et d'opulents costumes, et à l'oreille par une musique langoureuse, mais très peu à l'esprit. On y a prodigué les ressources de la mise en scène, déployé l'appareil des pompes funèbres et le cérémonial des enterrements de première classe, exécuté toute la gamme des jeux de lumière, jusqu'à faire apparaître des femmes nues et des fantômes. Mais le moindre grain d'analyse eût beaucoup mieux fait notre affaire.

Le premier acte est, tout entier, un chapitre de roman d'aventures, avec rendez-vous nocturne, substitution de personne, guet-apens et assassinat : la plus grande partie se passe autour d'un cadavre. Dans une chaude nuit d'Espagne, les abords et la terrasse d'un château. Consuelita, duchesse de Minès, qui a rencontré Don Juan à l'église, l'attend en l'absence de son mari. Mais au point où il est arrivé de sa carrière amoureuse, Don Juan commence à sentir la fatigue. Il éprouve le besoin d'espacer ses expériences. Il s'adjoint un coadju-

teur. Un ami complaisant et robuste, Manuelito, lui rend, ce soir, le service de prendre sa place. C'est lui que la duchesse de Minès gratifie de ses plus ardentes caresses, tant il est vrai qu'un homme en vaut un autre! Et c'est lui que le duc de Minès tue entre les bras de sa femme, lui dont il traîne le cadavre en scène et déchire à coups de talon le visage ensanglanté. Obligez donc vos amis! Après quoi, il était inévitable que l'amante échevelée traversât la scène, dans le plus simple appareil, pour tomber à genoux devant la dépouille gisante de son amant de passage.

Ici une surprise l'attend, qui pour nous n'en est pas une. Si lacéré que soit le visage du mort, Consuelita ne peut s'y tromper : cet homme n'est pas Don Juan! Elle le crie, elle le clame, elle le hurle. Mais elle n'obtient aucun succès. Tout le monde veut que Don Juan soit mort, et Don Juan plus qu'aucun autre. Il aspire au repos. Dans les dispositions nouvelles où il se trouve, il estime que la mort est pour lui une chance inespérée, un moyen radical de s'installer confortablement dans une existence paisible. C'est lui-même qui s'emploie à accréditer la fable de sa mort; et, pour en fournir une preuve irrécusable, il place sur le cadavre un document qui fera autorité : ses Mémoires. Car il écrit ses Mémoires, et même il a l'habitude un peu singulière de les porter sur lui. C'est ce rouleau qu'il glisse sous le manteau du mort. Le moyen de croire qu'un cavalier qui porte sur soi, en manuscrit autographe, les Mémoires de Don Juan, ne soit pas Don Juan! Pour achever la macabre comédie, et payant d'audace, il vient, en personne, réclamer le corps et prononcer l'oraison funèbre de Don Juan. Don Juan est mort : tous les maris de toutes les Espagnes peuvent dormir tranquilles... Complications, intrigues, méprises, allées et venues, cris et gesticulations, comme on voit, ne nous ont pas été épargnés dans cet acte laborieusement machiné; mais on voit aussi qu'il ne nous apprend rien sur Don Juan, et qu'il est parfaitement vide.

Don Juan est mort : il reste à l'enterrer. Conviés au service, nous y assisterons, tout un acte durant, en compagnie de Don Juan lui-même. Caché derrière un pilier, avec son compère Alagonzo, qui joue auprès de lui le rôle du confident classique, il est de ses propres obsèques le spectateur d'abord amusé, puis, peu à peu, vaguement inquiet. Un de mes amis, que les journaux avaient obligeamment tué, me confiait que la lecture de nos lettres de condoléances lui avait causé un certain malaise. Don Juan a peine à se défendre de cette impression désagréable. Cependant défilent sous ses yeux les *mille e tre* qui,

trahies, abandonnées, désespérées par le séducteur, sont restées quand même fidèles à son souvenir. Il en vient de partout, de toutes les provinces et de toutes les conditions, de tous les âges et de toutes les qualités. Don Juan a pour chacune un mot, une plaisanterie, un ricanement. Il laisse passer les unes, se montre aux autres. Telle qui fut sa maîtresse, ne le reconnaît pas ; telle autre, qui ne l'a jamais approché, le reconnaît. Une, qu'il a poussée au cloître, le prend pour le diable en personne. Cet épisode de la rencontre avec la religieuse est tout particulièrement pénible. Il est suivi d'un autre qui d'abord se présentait de la façon la plus désobligeante, mais qui a très bien fini. Une petite fille étant venue à passer, Don Juan s'était mis en devoir de la suivre jusqu'au confessionnal, lorsqu'à notre satisfaction la plus vive, la fillette s'est retournée et lui a jeté à la figure un « vieux dégoûtant ! » qui nous a semblé un mot de situation excellent. Grand luxe de costumes et grande économie de dialogue. Ce défilé de figurantes nous renseigne avec prodigalité sur les diverses manières dont on portait, dans l'Espagne de ce temps-là, le garde-infante et le vertugadin, mais avec une parcimonie excessive sur le cœur d'un Don Juan et les émotions de ses victimes.

Au dernier acte, Don Juan apprend, mais un peu tard, quelle imprudence il a commise en s'offrant le divertissement d'être mort. Cette situation de mort-vivant est éminemment la situation fausse, la gageure impossible. Lassé de ce double rôle et décidé à rentrer dans sa propre existence, Don Juan s'imagine que, pour être vivant, il suffit de vivre, comme cet autre qui prouvait le mouvement en marchant. Grave erreur. Il ignore ce fait d'expérience que rien ne prévaut contre une opinion reçue, avérée, établie dans certaines conditions d'authenticité. Il a beau crier, tempêter, prendre à témoin le ciel et la terre, tout le monde le traite d'imposteur. Dans l'auberge de village où il s'est réfugié sous un nom d'emprunt, il croit encore pouvoir donner des rendez-vous : une certaine Inès, qu'il espère frapper d'admiration en lui révélant sa véritable identité, lui éclate de rire au nez. Même mésaventure arrive à ses Mémoires. Une fade composition, parue sous le titre de *Mémoires de Don Juan*, fait, en ce moment, fureur. C'est en vain que, rentré en possession de ses véritables Mémoires que lui a rapportés le fidèle Alagonzo, il en lit à tout venant des passages. Ces Mémoires authentiques sont l'ennui même et endorment les gens, tandis que les Mémoires apocryphes, rédigés suivant la convention lyrique et romanesque, obtiennent un immense

succès. Pour finir, Don Juan sollicite les faveurs de la servante d'auberge ; et il les obtiendra, mais en payant, comme les camarades. Je vous fais grâce des apparitions. L'une d'elles, qui figure la Mort elle-même, dit de ces choses de l'au-delà qui veulent être profondes. Que tout cela est long et déclamatoire !

Cette pièce a-t-elle un sens et quelle idée a pu guider l'auteur ? Quelques-uns de mes confrères se sont évertués à le découvrir, et j'avoue qu'après leurs explication la pièce m'a paru un peu plus obscure. Sans me flatter d'y avoir vu plus clair, il m'a semblé que M. Henry Bataille avait voulu dépoétiser une figure littéraire et dépouiller Don Juan de sa légende. Les créateurs du personnage l'ont montré à la fois charmant et terrible, séduisant et égoïste, irrésistible et odieux. M. Bataille élimine du type tout ce qui en faisait la séduction, même physique. Dès le début, Don Juan est posé en conquérant qui a renoncé à la conquête. C'est le séducteur honoraire. Au lieu de vivre ses aventures, il en écrit l'histoire. Il est énormément question de ses Mémoires à travers toute la pièce. Des Mémoires, fussent-ils les Mémoires de Don Juan, ce n'est, au théâtre, rien de bien excitant. Il paraît que la platitude de ces Mémoires n'a d'égale que leur grossièreté et je le crois sans peine. Cette fable montre que les poètes nous trompent en nous donnant Don Juan pour un héros, de quelque héroïsme que ce soit. A le prendre selon sa réalité, Don Juan n'est, dans sa jeunesse, que le libertin vulgaire et, dans sa vieillesse, que le vieux marcheur. Vérité toujours bonne à redire, sans doute, mais qu'on a déjà beaucoup dite et parfois mieux dite ; et il est fâcheux pour une opinion si édifiante, qu'elle nous soit présentée sous des couleurs si troubles, enveloppée d'une atmosphère si malsaine.

M. Brulé, élégant et aimable, tire le parti qu'il peut d'un rôle sans profondeur et même sans consistance. Tout le reste n'est que figuration.

René Doumic.

REVUE LITTÉRAIRE

LE NOUVEAU ROMAN DE M. MARCEL PRÉVOST (1)

Il y a, dans l'œuvre d'un écrivain, — mais d'un écrivain digne de ce nom, que méritent quelques romanciers, — de ces livres qui font palier, pour ainsi dire : l'on s'y arrête et l'on s'y repose avec plaisir. C'est un point d'aboutissement provisoire, et l'écrivain repartira encore plus allègre : il a bien accompli l'une de ses étapes.

La nuit finira est, dans l'œuvre de M. Marcel Prévost, l'un de ces romans heureux, qui ont l'air de marquer une belle heure de la journée ou la belle saison de l'année, l'heure de la lumière épanouie et la saison des granges pleines. Il a une sérénité parfaite, la sérénité de l'intelligence avertie et du cœur content : il a, dans le pathétique même, une tranquillité qui n'est pas l'indifférence, mais la plus fine sensibilité soumise au gouvernement de la raison ; dans le débat des plus tragiques problèmes, une tranquillité qui n'est pas le scepticisme le moins du monde, mais la certitude enfin trouvée. Tant de sécurité est charmante et, au lendemain des jours durant lesquels il a semblé que le tumulte de l'univers allait gagner les esprits et les âmes, elle est poignante, et bienfaisante, et admirable. Elle a de l'analogie avec ce qu'on pourrait appeler une morale de la victoire.

Si je mentionne la guerre, son trouble immense et l'apaisement qui succède à l'épreuve, c'est que nulle pensée, tant soit peu attentive, ou seulement susceptible d'être émue, n'a subi les tribulations de cette époque sans perte ou profit, perte au cas d'une faiblesse qui l'a rendue incapable de résister au choc, et profit pourvu qu'elle ait eu de la force prête. C'est aussi que M. Marcel Prévost, loin d'éluder

(1) *La nuit finira*, deux tomes (Lemerre).

la question de la guerre et de l'influence idéologique de la guerre, a placé son roman d'idées dans la guerre, dans la nuit de la guerre proche de finir en clarté.

Il ne nous mène pas sur le front, ne fait pas de récits de batailles; et l'aventure est située en Gascogne. Mais, à l'arrière, on souffre de la guerre; et, pour que la guerre n'y soit pas méconnue, n'y aurait-il que les allées et venues des permissionnaires, cela suffit. Peut-être n'a-t-on pas tracé une image plus étonnante et vraie de notre Poilu que celle-ci : « Sous le casque bossué, sous la capote délavée dont la couleur semblait tissée de ciel et de terre, — aux épaules le faix du *barda :* paquets difformes, godasses crayeuses, gourdes, gobelets, bâtons, torchons de linge et de drap; leurs jambes enroulées comme dans un pansement, leur buste strié de courroies et de sangles, où brimbalaient parfois une croix de guerre, une médaille militaire, des décorations d'Afrique ou d'Orient, — la face barbue, les yeux éteints ou bien luisants de fièvre, le pas balancé, lent; criant peu, car la nécessité de la tranchée les avait dressés au silence, — fumant, mastiquant, accolant des litres, occupant les salles, les quais, les voies, entrant où ils voulaient, stationnant où il leur plaisait, grimpant dans les trains selon leur idée, obstinés, patients, massifs, — ces prodigieux voyageurs promenaient à travers la France de l'arrière l'image formidable du front; et déjà, autour de cette image héroïque, reçue par les yeux des enfants, des femmes, des hommes trop vieux ou trop mal bâtis pour la guerre, s'édifiait la légende des Poilus... » On dirait d'une estampe de Bernard Naudin. Le style de M. Marcel Prévost qui, ailleurs, a les plus jolies grâces, le ton rapide ou volontiers nonchalant du récit, prend cette fois un tour bien différent, se resserre, se ramasse et dessine trapu l'authentique symbole de l'énergie française.

Voilà le portrait physique du Poilu. Et, comme un portrait ressemblant donne beaucoup plus que l'aspect physique et donne aussi quelque chose de l'âme, cette grande et forte vignette contient la vitalité qui l'anime.

Il faut pourtant dépasser l'apparence première et, dans l'intimité quotidienne, examiner les caractères nouveaux et imprévus que forme la guerre ou qu'elle transforme et qui, soudain, mis en contact avec l'ancienne existence, montrent involontairement leur singularité. L'un des personnages principaux de ce roman, Charles Teyssèdre, est la bonté, la douceur même, le meilleur des maris, l'homme le plus facile à vivre, et tendre avec une timide et exquise

délicatesse. Il a passé la prime jeunesse et, avant la guerre, il n'avait rien d'un soldat. Quand il a repris l'uniforme, sans joie aucune, il ressemblait si peu à un soldat qu'on louait sa bonne volonté, mais qu'on aurait presque souri de son allure extrêmement civile. Au bout de quelques mois, il revient, pour le temps d'une permission. Ce n'est plus le même garçon, bien que ses qualités soient les mêmes et qu'en lui rien de sa bonté, de sa tendresse ni de sa douceur n'ait défailli... « Les plus modestes d'entre ces revenants ont conscience de l'énormité du service rendu et du sacrifice accompli. » Comment éviteraient-ils de se dire que, sans eux, tout serait en décombres, la maison du voisin, leur maison, leur famille ? « Et ils règnent dans la maison, comme des conquérants. Charles est un conquérant débonnaire, qui ne se vante de rien, qui ne raconte point de faits d'armes, qui ne parle de la guerre que pour en dire les incommodités et les périls ; chez lui, pourtant, il règne ! » En son absence, les gens qu'il a laissés derrière lui, sa femme, son jeune beau-frère, ont tâché de mener à bien ses entreprises agricoles. Il ne les désapprouve pas, mais il les approuve en maître que nulle hésitation ne retarde ; et, sur toutes choses, il est dogmatique avec une impétuosité qu'on ne lui connaissait pas. Il dit, ou ne dit pas et a l'air de dire : « Tu verras tout cela d'un autre œil, quand tu auras passé par où je suis. » Son jeune beau-frère, qu'il aimait comme un enfant, et qu'il ne cesse pas d'aimer ainsi, est maladif et, en rêvant de s'engager, commet sans doute une imprudence. Il ne le dissuade pas de s'engager. Et, si ce jeune homme part comme lui-même a dû partir, que deviendra toute seule sa femme ? Eh ! qu'il s'engage : « Quiconque peut servir à l'avant doit servir à l'avant ; les gens de l'arrière se débrouilleront ! » Ce principe est juste. Mais, formulé ainsi, comme on le formulait et comme au surplus on avait raison de le formuler, il implique une sorte de mauvaise humeur. Nos Poilus ont été des Grognards : un tel mot réunit à la bonhomie l'épopée.

Il y eut la France de l'arrière et la France du front, toutes deux bien accordées : c'est à leur bon accord, maintenu à merveille, qu'on a dû la résistance et la victoire. Mais il y a eu ces deux Frances, intimement amies, pourtant séparées et, en dépit de la ferveur pareille qui les exaltait l'une et l'autre, terriblement séparées : une France qui consentait le sacrifice, et une France pour laquelle était consenti le sacrifice. L'une et l'autre étaient dévouées à la France idéale qui les assemblait comme elle assemble aussi les époques. Un moraliste avait à étudier la séparation momentanée de ces deux

Frances qui n'en sont qu'une, mais qui ont inégalement reçu l'épreuve de la guerre. Le roman de M. Marcel Prévost tente, — et n'y manque pas, — cette émouvante étude.

Certains moralistes ont annoncé, dès la guerre, maints résultats de la guerre et qui ne se sont pas tous réalisés. Il n'était pas déraisonnable d'imaginer qu'une telle commotion modifierait jusqu'aux âmes. Elle a modifié quelques âmes; elle ne les a pas toutes modifiées et elle ne les a peut-être pas modifiées si profondément qu'on le devinait. « Les livres, les pièces de théâtre, dit M. Marcel Prévost, ont abondé sur ce changement des caractères français par l'effet de la guerre; et, si l'on veut signifier par là des changements durables, la substitution d'un tempérament nouveau à l'ancien tempérament français, ce n'est qu'une thèse imaginative, qu'une formule de littérature. Le fait d'observation, c'est qu'au lendemain du coup de tonnerre inattendu, au lendemain de la mobilisation, la menace commune suspendue sur leur tête fit mieux sentir aux Français qu'ils étaient une famille. Quelque temps, on céda au désir de s'entr'aimer dans l'amour commun de la patrie. État de sensibilité aiguë, qui ne pouvait durer... » Ces lignes sont assez mélancoliques : elles notent l'échec d'une espérance qui avait de la beauté. Ou, du moins, la constatation que M. Marcel Prévost note en ces quelques lignes est fâcheuse; mais il y a plaisir à n'être pas dupe : M. Marcel Prévost préfère la vérité, c'est pour cela qu'il la dit sans tristesse.

Alors, aucun changement durable?... Avant de répondre, il faut résumer le roman de M. Marcel Prévost.

Claire de Ribière est une orpheline. Son père et sa mère sont morts en Argentine, il y a une douzaine d'années. Elle a vingt ans. Depuis la mort de ses parents, elle demeure chez un oncle et une tante de Ribière, petits châtelains du pays d'Albret. Sa vie au château de Lascos n'est pas une merveille de félicité, comme en témoigne la prière qu'elle adresse à Dieu soir et matin : « Accordez, mon Dieu, votre paix éternelle à mon père chéri, à ma mère chérie. Que j'aie du courage. Que ma tante ne soit pas nerveuse. Que mon oncle ne se mette point en colère. Qu'ils ne se disputent pas. Mon Dieu, donnez-leur la santé, le contentement et le calme. Faites que je n'engraisse pas trop et que je ne sois pas trop rouge. » L'oncle et la tante de Ribière ont un fils, Roland, qui va sortir du collège et qui est un polisson. Tatie, — Mme de Ribière, — a grand'peur que son polisson de Roland ne s'éprenne de Claire; et, pour éviter cet inconvénient, elle a recours à un moyen qui révèle tout nettement son égoïsme

maternel : sans retard, et dans les deux mois, on va marier Claire. Il faut que Claire soit mariée avant la fin de l'année scolaire. Mais qui épousera-t-elle? et a-t-elle envie de se marier? comment lui trouver, en un si court délai, le mari le meilleur? Ces questions-là ne sont que détails et subordonnés étroitement à cette espèce d'impératif catégorique : il faut marier Claire, sans baguenauder autour du principal.

Un prêtre charmant, curé de Lascos, l'abbé Bacqué, très attaché à la famille de Ribière et qui a pour Claire une amitié attentive, procure le fiancé : un de ses anciens élèves; car cet abbé, naguère encore, était professeur de rhétorique dans un collège libre de Bordeaux. Une maladie du larynx l'a obligé à quitter l'enseignement, qui veut qu'on parle beaucoup; il est devenu simple curé de campagne, disant : « La Providence m'a averti qu'elle mesurait la voix à mon gosier. J'aime mieux, avec ce qu'elle me laisse, enseigner le catéchisme et l'évangile à des chrétiens que les lettres profanes à des candidats. » Il a conservé de bonnes et fréquentes relations avec son ancien élève, Charles Teyssèdre, — « un homme bien élevé, d'une fortune suffisante, d'une santé robuste, d'un physique agréable. Quant au moral, de l'or! Je le connais bien. Veuf. Trente-sept ans. » Voilà le signalement de Charles Teyssèdre. Ou voilà ce garçon tel que le voit l'abbé Bacqué. Une jeune fille, et informée qu'on lui destine ce garçon, le verra d'une autre manière. Elle observera qu'il est « trop en largeur, » qu'il est fort de tête et court de jambes, que ce défaut n'est pas joli. Elle remarquera des gouttes de sueur sur le visage du prétendant. Elle soupire : « Je devrai l'embrasser... » Et cette éventuelle obligation ne sera pas sans l'effarer. La présentation se fait à un déjeuner que donne l'abbé si bienveillant. « Charles ne piqua pas un morceau de viande, ne but pas une gorgée sans que son geste fût suivi, analysé, jugé. La coupe de ses cheveux, le retroussé de sa moustache, une capsule d'or à une molaire de gauche, la forme un peu lourde des mains, la beauté réelle des yeux, du nez, de la bouche, tout cela fut porté en compte, acquit ou débit, dans le bilan. Il s'habillait bien, mais sans chic : tel fut le décret. Une miette de croûte s'accrocha durant près d'une minute à sa barbe, montant et descendant avec la mâchoire inférieure; tout le temps de cette mésaventure, Claire pensa : je ne l'épouserai pas. Il regagna du terrain au dessert, par la façon impeccable dont il pela et mangea une pomme. » Enfantillage? Mais il y a bien de l'enfantillage dans l'âme d'une jeune fille. Et, si les psychologues n'étaient

pas le plus souvent si dédaigneux d'une exacte et humble vérité, parce qu'ils ont l'esprit ambitieux et embrouillé de vanités fort singulières, ils sauraient qu'il y a bien de l'enfantillage dans toutes les âmes et que cet enfantillage détermine beaucoup plus d'événements de toute sorte que ne font les raisonnements et les divers travaux de l'intelligence. Ils ne négligeraient pas cette minutie ou cette frivolité, qui est un peu comique à certains égards, et qui est tragique pourtant, si l'on s'aperçoit que les plus dangereux hasards d'une destinée ont dépendu de ce badinage de l'âme imprudente.

M. Marcel Prévost, qui n'est pas un psychologue dédaigneux, a très joliment peint sa petite Claire et l'aventure où elle s'engage avec la vraie étourderie d'une jeune fille et de tout le monde.

Étourdie, Claire? Mais sage aussi! Elle épousera Charles Teyssèdre, qui n'est pas le cavalier séduisant à qui rêvent les jeunes filles. Elle l'épousera de bon cœur, parce qu'elle a été sensible aux mérites de cet homme intelligent, sérieux et qui l'aime; et parce qu'elle a été sensible à ce que lui disait l'abbé, le conseiller le plus digne de déférence. Elle épousera enfin le fiancé qu'on lui propose, tout simplement parce qu'elle est une jeune fille à qui l'on propose un fiancé. Elle n'est pas une révoltée. Elle suit l'usage qui veut qu'une jeune fille soit obéissante et n'ait pas eu à choisir. A quoi bon discuter la valeur d'un usage si ancien, si naturel et que M. Marcel Prévost fait remonter au temps de Briséis et de Ruth la Moabite? En somme, c'est ainsi.

Seulement, elle n'aime pas Charles Teyssèdre, son fiancé, puis son mari. Elle a pour lui tous les sentiments les plus amicaux et affectueux. Elle a pour lui de la tendresse. Elle a pour lui tous les sentiments qui ne sont pas au juste l'amour. Et cela est marqué, dans le roman de M. Marcel Prévost, de la manière la plus fine et adroite. Si je disais comment, j'aurais à résumer cent pages du livre, et cent pages si pleines d'une si délicate vérité qu'au lieu de les résumer je les copierais. Un jour cependant, ces deux époux, tête à tête, joue contre joue, ont un moment de rêverie parfaite. Et Claire frissonne à se dire : « Oh! je l'aime! je l'aime! » Elle ne frissonne pas d'amour, mais de la satisfaction de se croire aimante. Ce n'est pas la même chose; et, en quelque sorte, c'est tout le contraire. Elle voudrait aimer et ne triomphe à l'espérance d'aimer que parce qu'elle n'aime pas. Sa joie est triste comme une illusion difficilement gardée. Cette analyse a une grâce exquise et douloureuse.

Charles Teyssèdre, qui est veuf, conserve de son premier mariage un beau-frère, Alain, chétif et très bizarre adolescent, farouche, épris de littérature et d'art, épris de subtilité idéologique, un être qui a l'air tout fabriqué, très sincère pourtant, fier et qui fait pitié, qui impatiente et que l'on aime. Depuis la mort de la première Mme Teyssèdre, Marie-Rose, dont le souvenir est si alarmant, Charles et Alain ne se sont pas quittés. Une fraternelle amitié les unit; cette amitié est comme paternelle aussi, de la part de Charles : enfin, cette amitié, le commun souvenir de Marie-Rose lui donne le plus doux caractère et consacré par la mort.

Dès son veuvage et dans le premier chagrin, Charles avait pensé à se retirer dans un cloître. L'abbé lui a dit : « Ce n'est pas ta vraie vocation, ni ton vrai devoir. » Et la vocation de Charles était exactement celle d'un bon époux : mais il avait perdu sa bien-aimée! Son vrai devoir? Il entendit que son devoir était de veiller sur l'adolescent qui souffrait d'une incurable inquiétude.

Et, trente mois plus tard, l'abbé, directeur de sa conscience, l'invite à lire le septième chapitre de la première épître aux Corinthiens, où il est dit que ceux qui n'ont pas le don de la vie solitaire font bien de prendre femme. Alors, Charles pose deux objections, les pose à lui-même et les pose à l'intelligent abbé. L'une de ces objections, la voici : « Mais, Alain? » L'autre : « Mais, Marie-Rose? » Alain, l'abbé lui parlera. Et Marie-Rose : « N'as-tu pas lu l'évangile selon saint Mathieu? N'as-tu pas compris la profonde sagesse, le précepte impérieux contenu dans la parole du Sauveur? Laisse les morts enterrer leurs morts. » Charles demande ce que veulent dire ces mots étranges, que l'on répète et que l'on n'ose pas être sûr d'interpréter comme on doit le faire. « Cela veut dire, répond l'abbé, qu'il faut chérir les morts comme des morts et ne pas leur livrer, sur les événements de notre vie, une influence qu'ils ne réclament point et à laquelle ils n'ont aucun droit. » Ce fut ainsi que Charles Teyssèdre épousa Claire de Ribière en secondes noces.

Claire accepta que son mari gardât près d'eux Alain, frère de Marie-Rose. Elle put s'apercevoir bientôt que son gentil consentement ne lui vaudrait pas toute récompense : Alain, dès les fiançailles, témoigne de quelque antipathie pour elle; et, peu à peu, l'antipathie augmente. Alain ne sait pas laisser les morts ensevelir leurs morts. Il supporte mal, et avec une irritation trop visible, que Claire, auprès de Charles, ait remplacé Marie-Rose. Il éprouve une espèce de jalousie quasi extravagante et qui a ce caractère de n'être pas seulement la

sienne, mais plutôt celle qu'éprouverait le fantôme de Marie-Rose. Toute la patience de Claire se trouve mise à l'essai. Et Claire a toute la bonté qu'il faut.

Puis la guerre éclate. Et Charles est mobilisé comme lieutenant du génie. Claire et Alain restent seuls, dans la propriété de l'Orme, en Gascogne.

Ce qui arrive alors est une chose extraordinaire et telle que nulle prévision ne l'eût donnée à redouter, l'une de ces aventures qui défient l'analyse et que les romanciers ont l'air d'inventer à plaisir : mais, pour accuser d'imprudence les romanciers qui montrent le cœur humain déraisonnable et illogique, sans doute devrait-on commettre la faute de croire le cœur humain beaucoup moins fol qu'il ne l'est en vérité. Bref, l'antipathie d'Alain pour Claire devient une amitié qui devient de l'amour. Et, Claire, tous les bons sentiments qu'elle avait pour son mari, et qui n'étaient pas de l'amour, continuent de l'animer comme naguère ; seulement, l'amour, qu'elle ne connaissait pas, naît en elle, et malgré elle, et presque à son insu d'abord, la livre au jeune Alain.

L'amour de Claire et d'Alain, l'épisode principal et la péripétie de ce roman, c'est un amour criminel et c'est un bel amour. Et, comment un amour criminel peut être un bel amour, rappelez-vous l'histoire de Françoise de Rimini et de Paolo Malatesta. M. Marcel Prévost, cependant, n'a point cédé au charme d'une poésie malsaine et analogue à celle que les nouveaux romantiques s'amusent à préconiser : il ne proclame pas les fameux droits de la passion, le droit à la vie, la liberté du cœur et tout cela qui n'est que fatras de philosophie abjecte. Ni Alain non plus ou Claire n'ont d'effronterie; mais ils savent qu'ils ont commis un péché. La notion du péché ne leur rend pas leur amour plus délicieux : car ils sont exempts de perversité comme de niaiserie. Et si, connaissant leur péché, ils y persévèrent, ce n'est pas un défi à la morale commune : ce n'est que faiblesse; tous deux sont plus faibles que leur amour. La vie morale la plus haute ne comporte aucun péché ; mais il y a vie morale encore, et même dans la faute, si la notion du péché n'est ni abolie, ni méprisée : une vie morale encore, bien que fautive, résulte de la lutte qu'on soutient contre le péché. Telle est la vie très malheureuse, dans les délices de l'amour, de Claire et d'Alain, coupables et que tourmente le sentiment de leur culpabilité.

M. Marcel Prévost, qui les aime, ne leur cherche point une excuse : il explique, du moins, leurs personnages et leur double défaillance.

Claire, et si honnête femme qu'elle fût et qu'elle eût dessein de l'être, n'aimait pas son mari, ne l'aimait pas d'amour. Il y a de l'absolu, dans l'amour. Les analogies d'âme et les convenances peut-être mystérieuses que l'amour exige ne se sont pas trouvées entre Claire et son mari : elles se sont trouvées entre Claire et Alain.

Puis ce fut à l'époque de la guerre!... Un moraliste un peu rude répliquera que l'on a tort d'appeler la grande histoire et la querelle des nations, l'Europe et l'Amérique, au secours d'une anecdote sentimentale, au secours d'une épouse adultère et de son frivole complice. Un moraliste un peu rude a raison ; mais il n'a que rudement raison : la vérité des âmes lui échappe.

Claire et Alain, que torture le sentiment de la faute, sans que leur amour cède pourtant à leurs scrupules, ont fait à l'abbé Bacqué leur aveu. Et l'abbé, premièrement, les a traités sans indulgence. Et ensuite l'abbé a dit sa messe. Il a médité. Il songe : « Les temps terribles que nous vivons se ramassent devant moi. Quel temps!... Les chefs de famille sont absents. Les femmes s'endorment sans leurs maris. Les jeunes hommes partent, ou sont à la veille de partir pour une destinée presque toujours mortelle... A ceux qui marchent dans la nuit, on doit plus de pitié, s'ils butent ou s'ils tombent, qu'à ceux qui cheminent dans la lumière. » Voilà ce qu'un moraliste qui n'a que rudement raison ne comprend pas.

Vers le moment où Claire et Alain cèdent à leur criminel amour, Charles est mort à la guerre. On préparait une offensive, dans le secteur où il était occupé à creuser des mines. La veille de sa mort, il écrivait à Claire; et il ne soupçonnait rien de ce qui se passait en Gascogne, chez lui. Cette lettre, longue et d'une admirable simplicité, M. Marcel Prévost l'a composée avec un art qui sait disparaître et ne laisser que la réalité toute seule. Charles n'a point la certitude qu'il mourra ; mais, dans l'incertitude, il écrit cette lettre qui est son testament éventuel : « Un homme est auprès de toi, que j'aime le plus au monde, après toi. Il était encore une sorte d'enfant malade et boudeur quand tu l'as connu... Si je disparais, et si tu te remaries, que deviendra-t-il? Comprends-tu que mon angoisse est double, à songer qu'un inconnu vivrait auprès de toi, et que mon frère Alain, exclu de ta vie par ton remariage, serait de nouveau seul au monde? Je ne veux rien ajouter; et tu comprends que je ne veuille rien préciser. Moi disparu, mon vœu serait que les deux êtres qui occupent tout mon cœur ne se séparent jamais... Je veux qu'ils sachent l'un et l'autre que j'ai, plein de vie, de sérénité, de sang-froid, envisagé cet avenir

et que toute résolution qu'ils prendraient alors pour rendre possible et régulière la continuation de leur vie commune est d'avance approuvée par moi. Là... ce que j'avais tant à cœur de te dire est dit tant bien que mal!... » Quand, après la mort de Charles, Claire a cette lettre, et ce passage de cette lettre, à lire, elle en est bouleversée. Puis elle songe : « Il y a des couples criminels comme Alain et moi que ce coup affranchirait. Nous, c'est notre châtiment ; et il nous rend insupportable même la vue l'un de l'autre. » Alain n'est pas d'un autre avis. Les deux coupables considèrent que la mort de Charles doit les séparer pour toujours.

Mais l'abbé leur dit : « En relisant tout à l'heure, à la sacristie, la lettre de Charles, j'y ai admiré une absolue compréhension de ces temps nouveaux... » Ce sont les terribles temps dont il parlait, temps de la nuit, où l'on bute et l'on défaut plus dangereusement; la nuit finira; mais, en attendant que la nuit passe... « Ce n'est pas la première fois, au cours de mon ministère, que j'ai remarqué cette lucidité aiguë des mourants. Il n'a pas suspecté votre fidélité : il a deviné que vous alliez l'un vers l'autre... Quand la mort est imminente, les fumées de l'égoïsme humain cessent d'obscurcir la conscience : on voit! » Bref, l'abbé, commentant l'abnégation du mort, veut que l'amour de Claire et d'Alain mène, quelque jour, ces deux coupables au mariage. Un tel projet, Claire ne l'agrée pas : tout ce qu'elle a de scrupule se révolte. « Laisse passer du temps! » lui dit encore l'abbé.

Alain s'est engagé. Le péril de mort a commencé pour lui. Le temps passe. Alain revient, en permission... « La nuit affreuse couvrait toujours la France et le monde... » Il y avait, dans le village, beaucoup de deuils, beaucoup d'orphelins et de veuves. « Sous la nuit affreuse, d'autres causes de mal et de désordre que la mort travaillaient aussi : des liens se dénouaient, d'autres se nouaient; une vie de l'arrière s'établissait, avec ses mœurs et ses lois différentes, avec ses rouages faussés. Qu'adviendrait-il de tout cela, quand de nouveau tout se verrait au grand jour?... » Claire et Alain dînent au presbytère, avec Tatie, la tante de Claire. Et c'est au mois de septembre, sous la nuit lumineuse et fraîche. Après le dîner, Claire et Alain se promènent dans le jardin du presbytère. Et la vieille dame observe que Claire et Alain semblent s'entendre à merveille, oublier Charles : qu'en dites-vous, l'abbé? « Je dis, Madame, que la volonté divine a séparé nettement les domaines respectifs de la mort et de la vie : ce n'est pas à nous de les confondre. J'aimais

infiniment Charles Teyssèdre; il n'y a pas de jour que je ne pense longuement à lui : il est mort, et je peux vivre. Croyez-moi, c'est l'ordre des choses. Il faut honorer et chérir les morts, comme des morts, et non comme des vivants : la vie des vivants serait affreuse, si le peuple des morts s'y mêlait, réclamant les droits qu'ils avaient pendant la vie! » Aux dernières lignes du livre, on ne sait pas si Alain reviendra de la guerre. On sait que, si Alain revient de l'épouvantable incertitude, il épousera Claire. Ce qui rend admissible cette conclusion du livre, c'est l'incertitude et c'est le péril de mort. Admissible ainsi, pour le lecteur qui, malgré lui, fait le renchéri. Mais, pour l'abbé que, très visiblement, M. Marcel Prévost charge d'exprimer sa pensée, la conclusion que voilà n'est aucunement douteuse : elle est impérieuse, en dépit de tout.

L'abbé Bacqué parle des « temps nouveaux » et parle d'un ordre de choses imprévu. Il affirme que l'époque est neuve et qu'elle réclame un esprit nouveau. Qu'est-ce à dire ? et faut-il concevoir que la guerre ait dû produire une morale nouvelle? Assurément, non : le fait même que l'auteur de ce roman confie à un prêtre le soin de formuler les vérités urgentes prouve qu'il ne croit pas à l'intervention possible ou légitime d'un évangile improvisé. Ce n'est pas une morale nouvelle qui intervient et qui s'impose, mais une entente nouvelle d'une éternelle vérité. *Dimitte mortuos sepelire mortuos suos :* ni ces mots-là ne sont récents, ni le commandement qu'ils contiennent. Mais, au lendemain de la guerre, de son désordre et de ses calamités, au lendemain de ses deuils, le commandement de vie prend un caractère de plus souveraine opportunité, de plus tragique nécessité.

On le remarquera sans doute, la signification du roman de M. Marcel Prévost ressemble à celle d'un roman de M. Henry Bordeaux que j'ai commenté ici même, *la Résurrection de la chair*. Dans ces deux ouvrages, les circonstances de la guerre sont du désordre et puis de l'ordre ; ils aboutissent à une conclusion qui n'évite pas de froisser la susceptibilité la plus fine du cœur alarmé. Cette conclusion blesse, et n'hésite pas à blesser, et veut blesser, parce qu'elle le doit, certaines délicatesses de l'âme. Elle est brave, elle est franche, elle est conforme aux vérités, brutales peut-être, mais incontestables.

Une beauté du roman de M. Marcel Prévost résulte, comme je l'indiquais d'abord, de sa tranquillité calme et sereine. L'on y sent la méditation parfaitement sûre d'elle-même et de sa loyauté clair-

voyante, la méditation résolue à n'être point timide et qui, ayant trouvé sa raisonnable croyance, renonce à toute chicane.

C'est un roman de réalité, qui mène à une morale de réalité. Pour que cette impression de réalité soit plus évidente, l'auteur de *la Nuit finira* situe sa fiction romanesque dans le paysage le plus réel et dans les conditions les plus réelles de la vie : à la campagne, tout près du sol qu'on laboure et en pleine nature. Il connaît bien ce pays de Gascogne. Et il écrit : « Heureux ceux qui connaissent l'apaisante influence des besognes de la terre. Il envie parfois le geste uniforme du laboureur : la main gauche au mancheron, la droite tenant ensemble les rênes de corde et la tocadère, l'œil attentif au fil du sillon et à l'allure des têtes lentement oscillantes qu'il gouverne de la voix... » Il y a, dans l'existence des villes et dans l'existence parisienne, un tumulte et une agitation, qui, pour n'être pas moins réels que le calme des champs, ne donnent pas la même mpression de réalité. L'on y soupçonne quelque chose d'artificiel et de fabriqué ; mais la nature, la terre et le sol sont les symboles de la certitude.

Le drame étrange de ce roman se déroule parmi les réalités agricoles... « On dépiquait, — c'est-à-dire qu'on battait le blé et l'avoine à la métairie. C'est l'un des plus joyeux labeurs de l'année, et l'un de ceux qui rassemblent le plus de travailleurs ; les domestiques de la maison prêtent alors leurs bras à ceux de la terre.. Au premier abord, c'était le dépiquage accoutumé, la vieille cérémonie fameuse dont les rites sont presque identiques dans les régions diverses de la France et qui ne se modifie qu'insensiblement, au cours des siècles, malgré le progrès des appareils... C'est la fin de la volée, c'est-à-dire du tas de gerbes que l'on dépique d'affilée, après quoi l'on se repose. Dans ce nuage doré fait de poussière, de balle de froment et de soleil, on s'assied, on se groupe, on accole les magnums de piquette rouge. Claire arrive en ce moment sur la sole... » Symbole de réalité, la terre est aussi un symbole de cet oubli et de cette fidélité qui sont la loi profonde et essentielle de la vie ; elle est le symbole de la vie et, comme ce roman, le symbole de la victoire que la vie remporte et doit remporter sur la mort.

André Beaunier.

LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES

LES
SOUVENIRS DE MARGOT ASQUITH

THE AUTOBIOGRAPHY OF MARGOT ASQUITH (1)

Au mois de janvier 1888, une petite société était réunie en Écosse pour passer les fêtes du nouvel an, dans le château d'un magnat de l'industrie de Glasgow, autour d'une jeune fille qui était l'âme de la maison. On jouait aux « portraits, » à ce jeu charmant et démodé qui fit les délices de la France au temps de la belle Arthénice. On écrivait fiévreusement dans tous les coins et sur tous les meubles du salon. L'arbitre ramassait les compositions et les lisait tout haut. Restait à deviner les noms des auteurs; on prenait les voix : cela menait à une discussion générale sur les livres, les gens et les manières d'écrire. Les arbitres s'appelaient Bret Harte et Laurence Oliphant, Arthur Balfour, George Curzon, Lionel Tennyson. Le portrait suivant de la jeune fille fut généralement attribué à l'aimable écrivain Godfrey Webb.

Physiquement, elle était menue, rapide et de gestes secs; pleine d'énergie, plutôt gracieuse, un peu inquiète. Son visage n'annonçait pas tout l'esprit qu'elle avait, les yeux, quoique beaux et pleins de feu, étant trop rapprochés. Le nez busqué tombait sur une lèvre un peu courte et une bouche médiocre. Le trait saillant était le menton, puissant, osseux, proéminent, et une charmante chevelure opulente et ondée, bien plantée sur

(1) 1 vol. in-4°, illustré, Thornton Buttersworth édit., 62, Saint Martin's Lane, Londres, 1920.

un front de modelé délicat. L'ensemble respirait la santé, le mouvement. Des manières naturelles, expansives, un peu bruyantes, mais toujours une entière possession de soi. Conversation imagée et d'un tour imprévu, d'un ton sérieux, concentré, avec des trouvailles pittoresques. Honnête par tempérament plutôt que par vertu, décidée par instinct plutôt que par raison. Absence totale de préjugés. Jamais découragée et jamais abattue : au contraire, son courage s'exalte dans les parties perdues... Personnelle sans égoïsme, elle se laissait emporter par sa passion et par sa fougue : elle se tirait d'affaire à force d'aplomb et d'audace plutôt que de prudence... Peu portée au respect, elle aimait les vieilles gens, sans s'apercevoir de leur âge. Ardente et dévouée, estimant qu'on ne fait jamais assez pour ce qu'on aime, elle pensait avec Johnson que l'amitié est une chose fragile qui veut des soins continuels. Trop de talents et trop de goûts. Adore le monde, les bêtes, les livres, l'art, le sport. Plutôt « bohème » qu'exclusive, avec la faculté de trouver de l'intérêt à toutes ses connaissances et même à des « raseurs. » Goût passionné de la Nature. Pas bigote, peu pratiquante, mais une vive religiosité. Du bon sens; peu influençable. Jalouse, susceptible et fidèle en amour. Aucun esprit de suite : une foule de promesses brillantes, et ne faisant rien de bon. L'oreille musicienne et nulle exécution; du goût pour le dessin, sans science ni perspective. Esprit critique plus que constructif. A cheval, beaucoup de sang-froid et de décision. Belle amazone, nerfs d'acier et fine cravache. Autodidacte, ambitieuse, indépendante et volontaire. Adorant d'être aimée et admirée des gens (hommes et femmes), et capable d'inspirer cet amour.

La jeune fille de qui l'on traçait (ou qui traçait d'elle-même) l'image qu'on vient de lire et ce curieux « à la manière » de nos anciens moralistes, n'était certainement pas une personne ordinaire. Il est rare qu'une femme fasse si peu de difficultés d'avouer qu'elle n'est point jolie. Il est plus rare encore que, sans être très belle, elle ait joué un rôle et occupé l'attention, comme l'a fait si longtemps l'héroïne de cette étude, dans la société anglaise. Il était dans la destinée de Margaret Tennant de faire beaucoup parler d'elle. Toute jeune, longtemps avant d'être la seconde Mme Asquith, elle avait un cercle, un salon, des amis et des détracteurs; elle était déjà quelqu'un, et menait dans le monde un train et un éclat singuliers pour une femme, — excepté pour certaines étoiles du théâtre, — et tout à fait étranges pour une jeune fille. « Miss Margot » ou « Margot, » comme on l'appelait le plus souvent, était une des figures connues de toute la ville, une célébrité tapageuse, populaire sur les champs de courses et dans les équipages de chasse, faisant sensation quand elle débouchait sur la piste de Rotten-Row. Elle était même, par ses amis, une manière de puissance politique. Il n'est probablement arrivé à aucune jeune fille de connaître intimement plus de premiers ministres. Cela

lui composait une situation à part, peut-être un peu équivoque, mais certainement enviée, et assurément inconnue au commun des mortelles. Le prince de Galles, le futur Edouard VII, se plaisait dans la société de cette personne originale. Elle avait vingt-cinq ans à l'âge de son « portrait. » Plus de trente ans ont passé depuis, trente ans de vie publique et d'honneurs officiels, qui n'ont fait qu'ajouter à sa légende et à sa gloire. On s'explique donc aisément que le livre qu'elle vient d'écrire sous le titre d'*Autobiographie*, avec une franchise indubitable et une totale absence de circonspection, soit un de ceux qui depuis longtemps ont fait le plus de bruit d'un bout à l'autre de l'Angleterre. On se l'arrache : trois éditions s'en sont enlevées en trois jours. C'est un succès de curiosité qui s'ajoute à tous les triomphes de la jeune fille et de la femme, et dont chez nos voisins on citerait peu d'exemples.

Il faut dire que le genre y est assez nouveau. Outre que la femme d'un ministre, qui a été pendant sept ans à la tête des affaires de l'Empire, devait naturellement s'attendre à être plus critiquée qu'une autre, il est certain que le public anglais est moins habitué que le nôtre à cette littérature spéciale des « *Souvenirs.* » C'est une des choses dont l'étranger nous accorde le monopole. L'entreprise avait de quoi surprendre un public peu accoutumé à ce genre d'écrits. Mme Asquith a le don et le talent d'écrire. Après la chasse à courre, ce qu'elle préfère au monde, c'est la littérature. Elle a même essayé du roman. Le « journal » est la marque de la vocation de l'écrivain, auquel il manque pourtant la faculté de créer. Celui de Margot Asquith, comme il est ordinaire, n'était pas un secret pour quelques amis particuliers. L'auteur l'avait communiqué à Henry James. M. John Morley, cet homme d'un goût si fin, lui écrivait, après une consultation semblable : « Vous m'avez fait un immense plaisir. Votre livre est un exemple brillant de ces études de caractères où la France nous est tellement supérieure. Il ne tiendrait qu'à vous d'être notre Sévigné et, si j'étais un éditeur, je ne manquerais pas de vous offrir la fortune et la gloire. »

Il faut, dans ces jugements, faire la part de l'amitié. On est cependant surpris que M. John Morley n'ait pas fait une remarque essentielle. Beaucoup de femmes chez nous ont écrit leurs *Souvenirs :* on n'en voit guère (hormis certaines professionnelles) qui les aient publiés de leur vivant. Nous sommes moins délicats aujourd'hui. La vie est devenue plus brutale et plus dure. Je pense que l'auteur s'est résigné sans trop de peine à choquer l'opinion.

Peut-être qu'elle s'en fait un plaisir. On ne peut lui reprocher de manquer de bravoure. Cette qualité est une de celles qu'elle estime le plus, et qui font partie, assure-t-elle, du caractère de la famille. « Margot, » — laissons-lui le petit nom dont elle se coiffe si crânement, — nous prévient que la franchise est à peine un mérite chez elle, mais qu'elle n'a jamais su faire la différence « entre les vérités qui sont bonnes à dire, et les autres. » Elle pense d'ailleurs que, le genre admis, il faut « y aller » jusqu'au bout et ne pas se contenter d'une moitié d'indiscrétion. *Autant se faire pendre pour un mouton que pour un agneau.* Elle nous a donc tout dit, pendant qu'elle y était, avec une joie maligne et un contentement secret d'irriter les préjugés de ses compatriotes.

Il faut se représenter ce qu'une telle insolence peut soulever de réprobation dans un pays où l'on observe une réserve si sévère sur toutes les choses de la vie intime. J'entendais dire avec chagrin à des amis anglais : « Voilà pourtant une femme qui raconte tout au long la nuit de noces de son mari! » Ils exagéraient; du moins n'ai-je rien lu de pareil dans la *Vie* de Mme Asquith. Il n'en est pas moins vrai qu'elle publie l'histoire de ses grossesses et de ses déconvenues maternelles, et qu'elle nous introduit, avec un luxe de détails, dans une intimité d'alcôve où l'étranger s'étonne un peu d'être initié. Qu'elle nous apprenne que son mari fait sa prière tous les soirs près du lit où elle couche, voilà un de ces traits qui eussent paru invraisemblables à un observateur d'il y a quarante ans. Qu'ont donc fait les Anglais de leur mot *improper?* Peut-être enfin, même autre part qu'à Londres, trouverait-on plus qu'étrange qu'une femme du monde, sans y être contrainte la tête sur l'échafaud, nous mette dans la confidence de toutes les amourettes qu'elle a eues avant le mariage, et imprime tout vifs les noms des infortunés qui ont eu le malheur de lui faire la cour. Une personne plus habile eût fait de ces épisodes une « nouvelle » curieuse, dans le genre de *la Double méprise;* il eût suffi d'un peu de détachement artistique et de la plus légère altération des circonstances. Mais l'auteur s'est refusé, avec un beau scrupule, à toute compromission avec la vérité. Au reste, qu'avons-nous à dire? Mme Asquith a dédié son livre à son mari. *Honny soit qui mal y pense.*

Peut-être, pour expliquer le cas littéraire de la fille, un mot sur les parents n'est-il pas inutile. Son père était le Tennant de « Humphreys and Tennant, » la fameuse Société des forges de la Clyde, un des grands constructeurs de machines de Glasgow : fils

de marchands de la Cité, dont la puissance, commencée avec le dernier siècle, dans le grand essor industriel de l'Angleterre, atteint tout son développement vers 1880, avec la seconde génération de l'ère de Victoria. A cette époque, Charles Tennant, potentat des affaires, entre au Parlement, remplaçant sur son siège la famille *Tory* des Montgomery; il fait figure dans l'Angleterre libérale de Gladstone. Il se fait construire en Écosse un château de style *baronial* et commence une galerie de tableaux. Tout le monde connaît à Londres la *Tennant Gallery*, que l'on pouvait admirer chez le fils de sir Charles, le feu lord Glenconner, dans sa belle maison de Queen Ann's Gate. C'était le type de ces *self-made men*, de ces grands capitaines d'affaires, dont la race s'est surtout multipliée en Amérique, d'une vigueur prodigieuse et d'une magnifique verdeur. Un homme de cette espèce n'a besoin de personne : « Il pouvait jouer au golf et au billard tout seul, se promenait tout seul, chassait, pêchait tout seul, se suffisait à lui-même, éprouvait du plaisir à se passer du monde. » On juge ce qu'un tel homme devait penser de l'opinion. Il savait que ses pareils sont du bois dont on fait les maîtres, et que tout cède ici-bas à la double puissance de la volonté et de la fortune. Toute sa vie n'était qu'une leçon de succès et d'orgueil. Quant à sa femme, qui avait dû être infiniment jolie, elle n'avait rien du caractère audacieux de son mari : elle semblait toujours douter de sa fortune; elle en restait intimidée et comme tremblante de se réveiller brusquement au milieu d'un songe. Douce et spirituelle, elle voyait assez peu ses filles; elle était comme absente de la maison, que Margot et ses sœurs emplissaient de leurs querelles et de leur turbulence. Sur un seul point, Mme Tennant paraissait s'intéresser à la vie morale de ses filles : elle était la confidente de leurs affaires de cœur. Cette personne effacée demeurait romanesque. « Elle avait été très coquette elle-même dans sa jeunesse; elle raffolait encore des histoires d'amour, et il n'y avait pas moyen de la scandaliser. »

Entre ces deux parents également indifférents, la petite poussa sans aucune direction, en toute liberté, presque toujours à la campagne, comme une baie sauvage, un abricot de plein vent. Elle vécut la bride sur le cou, lisant au hasard, quand elle sut lire, tout ce qui lui tombait sous la main, mais à tout jamais incapable de faire une addition; en revanche, elle faisait des progrès surprenants dans la danse, et, à l'âge de dix ans, levait les pieds à la hauteur des yeux avec une aisance déroutante. C'est ce que les voisins indignés appelaient ses manières « françaises. » Elle montait aux arbres,

grimpait dans les tourelles et faisait de l'acrobatie, en chemise de nuit, sur les toits du château. Elle montait à cheval, fumait des cigarettes, et partageait son déjeuner, au milieu de ses courses, avec tous les chemineaux et les braconniers du pays. En somme une vie d'enfant terrible plus encore que d'enfant gâtée, vie spontanée, très naturelle, où la jeune fille acquit un fond d'indépendance : une enfance de « bon petit diable » ou d'héroïne de Gyp, rappelant un peu ce que nous savons de celle d'une George Sand, — et il n'y a pas là de quoi se voiler la face. De cette première enfance espiègle et « casse-cou, » la jeune fille conserva comme une empreinte indélébile et une liberté d'allures qui devaient détonner un peu dans la société de Londres. Elle y continua, comme sur les landes de son pays, ses prouesses d'amazone. Ne lui prenait-il pas fantaisie d'entrer à cheval un beau matin dans le vestibule de l'hôtel?

Ces excentricités ne sont pas celles dont notre héroïne se montre le moins fière. « Je me suis rompu les deux clavicules, cassé le nez, enfoncé les côtes, démoli la rotule, disloqué la mâchoire, fracturé le crâne et cinq fois donné une commotion au cerveau. » Elle ne tire pas moins de gloire de son talent pour la danse et pour la comédie : elle aurait pu gagner sa vie sur le théâtre. La fameuse Kate Vaughan le lui assura un jour en la voyant danser, et ce témoignage la console de certaines lacunes de son éducation.

On conçoit qu'avec de l'esprit et une telle variété de perfections diverses, les amoureux ne lui manquaient pas. Les filles aînées étaient mariées depuis longtemps, mais Margot avait une sœur à peu près de son âge : c'était la règle de la maison que tous les jeunes gens tombaient épris à première vue. Les jeunes filles n'étaient pas en reste. Elles étaient si pareilles de taille et de tournure, qu'il fallait coudre leurs initiales à la doublure de leurs habits, pour leur permettre de les reconnaître; dans ces conditions, on ne s'étonnera pas si les prétendants eux-mêmes ne savaient pas toujours pour laquelle des deux sœurs ils poussaient des soupirs. Il en résultait quelquefois entre Margot et Laura des scènes assez plaisantes. Les parents laissaient faire et assistaient à tout avec placidité. L'usage en Angleterre n'étant point de doter les filles, on leur permet sur ce chapitre une liberté qui nous étonne : on ne leur défend ni certains manèges, ni certaines expériences; à elles de tirer leur épingle du jeu et de se débrouiller comme elles peuvent. Le système a du bon. Je ne donne pourtant pas ce qui va suivre pour une image exacte de ce qui se passe en Angleterre. Les choses auraient pu de-

venir dangereuses dans un pays où l'on aurait plus de tempérament.

Maman se retirait ponctuellement à onze heures. On ne pouvait finir la soirée et congédier de si bonne heure nos amies et nos amis. Nous tenions salon dans notre chambre... La tenture de William Morris et les rideaux d'indienne que j'avais choisis à Londres, étaient ornés de bibelots, caricatures, crucifix, diplômes de courses, sujets de chasse, madones italiennes et jusqu'à un portrait de Wagner. J'avais ma garde-robe dans une des tourelles; dans l'autre, un oratoire avec un petit autel surmonté d'une tête de mort, que m'avait donnée le fils de notre berger, et que j'ai encore là sur ma bibliothèque. Nous avions, Laura et moi, de délicieux petits manteaux de lit, et nous recevions couchées, avec de jolis coussins de couleur sous les reins, tandis que nos frères et leurs amis s'installaient à la ronde par terre ou bien dans des fauteuils. On baissait le gaz, on activait le feu, on allumait une bougie, et l'on faisait la lecture, on contait des histoires, ou l'on entamait d'interminables causeries.

A Londres, c'était la vie mondaine, les dîners et les bals, dont Mme Asquith nous apprend qu'elle était une des reines. Son frère, Édouard, était chargé de la chaperonner; mais elle nous assure qu'elle ne peut pas se rappeler que son chaperon l'ait ramenée une seule fois chez leurs parents. Le pis est qu'il gardait la clef de la maison. Il fallait faire alors, pour franchir en robe de bal la grille de l'hôtel, la plus périlleuse gymnastique : si l'on s'y prenait mal, on risquait de rester accrochée par les volants de sa jupe aux pointes de la grille, et le moindre inconvénient était de se rompre le cou; ou bien, on courait le danger de se perdre de réputation, si l'on venait à être surprise, pendant cet exercice, par quelque servante matinale ou par un *policeman*. La grille de l'hôtel du 40, Grosvenor Square a vu plus d'une fois Juliette se balancer ainsi au péril de sa vie sur l'échelle de Roméo. Un jour Roméo fut aperçu et pris, — ô platitude de l'existence moderne! — pour un vulgaire cambrioleur. Seule la présence d'esprit d'un vieux maître d'hôtel empêcha un scandale. L'auteur jubile au souvenir de toutes ces folies. Évidemment, ces choses-là n'arrivent pas à tout le monde.

On se tromperait fort toutefois en se figurant que Margot fût une personne frivole. Tout en suivant les bals, les chasses, avec des intermèdes de passion pour les planches et pour les leçons de Coquelin, elle était prise d'un beau désir d'« aller au peuple » (c'était la mode vers 1890) et faisait de l'apostolat et des expériences sociales dans les *slums* de l'East-End et dans les ateliers de Whitechapel. Cette tête de jeune fille présente, comme on voit, une jolie

collection de curiosités et de disparates. Je ne sais lequel de ses amis, — je crois que c'est l'historien John Addington Symonds, — la compare, dans une lettre, à Marie Bashkirtseff : ce fut en effet par excellence l'époque du dilettantisme, dont la jeunesse de Margot, comme celle de la célèbre artiste russe contemporaine, montre l'aimable désordre et la brillante incohérence. Mais la jeune Écossaise, à travers ses détours et ses indécisions, ne perd pas de vue son idée : elle voulait un rôle. Son entrée dans le monde, l'élection de son père, l'avènement de Gladstone et du régime des libéraux, tout cela se produit à peu près en même temps, quand elle a seize ou dix-sept ans. En province, la politique est une affaire sérieuse. Miss Tennant avait pris part de tout son cœur au triomphe de son père, en épinglant de petits drapeaux aux couleurs « libérales » aux pans des redingotes *tories*. Elle jure de n'épouser qu'un membre du Cabinet, et se sent destinée à vivre dans les hautes sphères du gouvernement.

Elle le déclare ingénument : « Je ne connais que trois femmes, — ma fille Élisabeth (la princesse Antoine Bibesco), ma belle-fille Violette, et moi-même, qui soyons réellement des têtes politiques... » Le fait est que, toute jeune fille (elle ne s'est mariée qu'à trente ans) elle avait des opinions sur le Home Rule et sur les questions militaires; elle fait la leçon aux simples hommes d'affaires qui se croient hommes d'État. Dans ces conversations de ruelles, qu'elle présidait de son lit « en élégante camisole, » on parlait moins de galanterie que des intérêts de l'Empire. Cette chambre de jeune fille était un salon politique. J'ai dit que Margot n'était pas jolie : elle était pire. Il faut croire qu'il y avait dans ce petit corps un démon singulier, pour que tant d'hommes distingués aient subi son génie. Après avoir, comme on l'a vu, fait jouer aux petits jeux des philosophes célèbres, des secrétaires d'État, comme M. Balfour, Lord Curzon ou M. John Morley, elle pouvait les suivre sur le terrain de la spéculation et mettre l'entretien sur les débats du Parlement. On avouera que peu de jeunes filles ont eu un tel pouvoir. Il rendait Margot Tennant à la fois attachante et un peu redoutable. « C'est vrai que vous épousez Margot? — Jamais de la vie! Je tiens à faire ma carrière moi-même. » C'est elle qui rapporte ce trait de M. Balfour : je ne le lui fais pas dire. Le plaisant est qu'on se rappelle que le livre est dédié à M. Asquith...

J'ignore quel fut exactement son rôle dans une société qui eut son heure de célébrité, et dont elle fut, comme jeune fille, une des

figures les plus en vue. C'est ce petit cercle ou ce cénacle, dont l'existence se prolongea jusqu'aux premières années de ce siècle, et qu'on appela d'abord *The Gang* (la coterie) mais qui reste connu dans l'histoire sous le nom de *The Souls*, comme qui dirait : la société des Ames ou des Purs Esprits. Il est clair que ce sobriquet ne lui fut pas donné sans malice. Ce qui y répondrait le mieux, si le mot n'était déjà étroitement appliqué à un autre groupe historique, ce serait le nom de Précieuses. Ce cercle n'eut d'ailleurs pas de lieu de réunion attitré comme l'hôtel de Rambouillet; les membres ou les initiés, qui n'avaient entre eux d'autres liens que ceux de leurs goûts mutuels et du plaisir qu'ils trouvaient à causer ensemble, se rencontraient indifféremment chez les uns ou les autres. Il y eut aussi quelques dîners dans un hôtel de Londres. On en jasa beaucoup. Le caractère original de cette société, ce fut son libéralisme : pour la première fois en Angleterre, les différents partis fusionnèrent sans arrière-pensée. Les amitiés particulières ne furent plus sacrifiées aux luttes de principes. C'est peut-être dans ce milieu que s'accomplit insensiblement une des métamorphoses de l'Angleterre traditionnelle. La vieille géographie des partis s'abolit; les programmes et les idées perdirent leurs contours. Peut-être d'autres changements moraux et littéraires s'opérèrent en même temps, dont on trouve les indices dans la *Vie* de notre héroïne. Ce furent les commencements du modernisme en Angleterre, et les débuts de l'évolution qui est en train de s'achever sous nos yeux. « Je suis persuadé, écrit M. Balfour, qu'on ne pourra écrire l'histoire des dernières années, sans tenir un grand compte de l'action de *The Souls*. »

C'est à l'historien qu'il appartient d'étudier ce rôle, mais il en trouvera quelques éléments précieux dans les *Souvenirs* de Mme Asquith. Il y a dans ce livre une galerie de l'Angleterre à la fin du siècle de Victoria, silhouettes enlevées vivement et d'un crayon léger, où l'on retrouve la finesse de la maîtresse de maison qui obligeait ses hôtes à jouer aux *pencil games* et au jeu délicat des portraits. Il est impossible de les citer tous. Il suffit d'un exemple : je choisis le portrait de M. Balfour, le grand homme et l'archange du groupe des *Purs Esprits*.

Arthur Balfour n'a jamais été un porte-drapeau. C'était un homme sans ambition et de goûts simples. Pour la plupart des gens, il était aussi difficile à comprendre et même à connaître, qu'il était facile de l'aimer. On ne savait jamais s'il avait besoin de vous et son incroyable détachement empêchait toute intimité. Ce qu'on pouvait espérer de lui, c'est qu'il eût pour vous le même goût que pour des pendules ou des faïences.

Sa bonne ou sa mauvaise fée, je ne sais laquelle, lui fit à sa naissance deux dons exquis et dangereux : elle lui donna le charme et l'esprit. Pour l'esprit, M. Balfour en a plus qu'aucun homme que j'aie jamais rencontré, hormis M. John Morley. Sa distinction exquise, sa courtoisie, son tact, *sa grâce nonchalante et la charmante inclinaison de sa tête sur l'épaule* faisaient de lui non seulement le plus séduisant des auditeurs, mais le plus enchanteur et le plus irrésistible. L'inconvénient de ce don de charme, c'est *qu'il engage ce qui vous entoure à s'ingénier pour vous faciliter la vie.* Ses amis, sa famille, comme autant de servantes zélées qui passent leur vie à épousseter, écartaient de son chemin toute occasion de désagrément et il en résulta qu'il eut plus de loisirs qu'il n'est bon dans la vie.

Son esprit, — bienfait ou malheur? je l'ignore, — d'ailleurs chose toute différente de son intelligence, — lui donnait le talent de l'improvisateur et la faculté de soutenir n'importe quelle opinion sur n'importe quel sujet, avec le même éclat, la même vraisemblance et le même succès, selon ce qu'il voulait faire sur le moment de sa thèse ou de son interlocuteur. Ce jeu auquel il se plaisait faisait de lui *une énigme pour le vulgaire, un monstre pour le fanatique et une idole pour les sots.*

Il faudrait pouvoir citer le passage où Mme Asquith raconte une promenade avec le vieux Gladstone (le *great old man* lui avait écrit une pièce de vers, — des vers comme je suppose qu'en aurait fait M. Guizot, — mais où il n'avait pas trouvé moins de quatre rimes à Margot, dont *cargo, embargo,* et le *navire Argo* !), — ou bien le récit amusant d'une visite à Tennyson, où l'on voit le poète prendre familièrement la visiteuse sur ses genoux : c'était, paraît-il, sa coutume avec les jeunes filles. Mais pour donner une idée de la manière de l'auteur, je ne puis me tenir de traduire et de résumer au moins la scène suivante. Un matin, Margot, fort en retard après une nuit de bal, saute dans le train de Melton, en habit de cheval, et se jette au hasard dans un compartiment réservé, où elle trouve un vieux *gentleman* à barbe majestueuse accompagné d'un secrétaire ; elle s'excuse. Le dialogue s'engage :

L'Inconnu. — Ne vous excusez pas. Ce n'est rien, rien du tout. J'avais seulement peur que vous vous fissiez du mal. C'est très dangereux, ce que vous avez fait là ; il ne faut jamais recommencer. Qu'est-ce qu'il y aurait eu de si grave, si vous aviez manqué le train ? (*Prenant un ton menaçant*). Où allez-vous ?

Margot. — Je vais essayer des chevaux pour moi et mon beau-frère. Et vous ?

L'Inconnu. — Je vais sauver des âmes !

Margot. — Vous ne doutez de rien.

L'Inconnu. — Vous ne croyez pas au salut ?... Croyez-vous à l'enfer ?

Margot. — Pas plus que vous.

A ces mots, le vieillard fait un geste qui découvre son brassard : la voyageuse reconnaît le général Booth en personne, le fameux commandant de l'Armée du Salut. La discussion continue sur le thème de l'enfer. Brusquement, le général s'interrompt :

— Quel homme est-ce que votre beau-frère ?

Margot. — Un très beau cavalier et un grand connaisseur en chevaux.

Le général Booth. — Est-il bon ?

Margot. — Le meilleur des hommes. Mais, général, je vois où vous voulez en venir : vous voulez savoir ce que nous valons, ma famille et moi, comme matière à convertir, et vous cherchez par quel bout me prendre. Aussi, j'aime mieux vous prévenir : une conversion me paraît une chose très hasardeuse. C'est comme les mauvaises plaisanteries : on ne sait jamais comment ça tourne. Changeons de sujet, voulez-vous ? Parlez-moi de votre femme, de votre société.

Après quelques instants de conversation, où le général découvre à son tour le nom de son interlocutrice, il lui dit tout à coup :

— Faites-vous votre prière ?

Margot. — Toujours.

Le Général Booth. — La feriez-vous ici, dans le train ?

Margot. — Mon Dieu ! si cela vous faisait plaisir...

Ils s'agenouillèrent côte à côte.

Il priait bien d'aplomb, la tête droite, sa belle chevelure rejetée en arrière. Jamais je n'oublierai cette prière. Je n'obéissais pas par simple déférence : j'étais émue et je priais. Lui, était demeuré parfaitement naturel : humble sans excès de concentration en lui-même ; reconnaissant de mon action, mais sans vile complaisance ; original sans bizarrerie ; plein d'idées, sans rien de décousu ; magnifique de tendresse et d'imagination, et véritablement merveilleux et touchant.

Il avait fini. Nous nous relevâmes.

Je saisis sa main que je pressai chaudement dans les miennes. Je le remerciai. Nous nous rassîmes en silence. Pour dire quelque chose, je le priai d'écrire une phrase sur mon album. Il le fit. Puis, tout à coup :

— Vous est-il arrivé souvent de faire votre prière en chemin de fer ?

Margot. — Non, jamais. En général, je dis ma prière tout bas, mais je l'ai faite tout haut à l'usine avec mes ouvrières, et il n'y en a pas une qui ne l'ait pris comme il faut.

Le Général Booth. — Monteriez-vous à Rotten-Row avec le chapeau de l'armée ?

Margot. — Ça, jamais ! Il est hideux, ce chapeau !... Je ne vois d'ailleurs pas en quoi cela sauverait des âmes ou attirerait des donateurs.

Le Général Booth. — Ce serait une réclame.

Margot. — Cela nous couvrirait de ridicule.

Le Général Booth. — Le Christ ne craignait pas le ridicule.

Margot. — Il ne faisait pas de réclame...

La page est charmante, je l'abrège à regret. Mais quand on l'a finie, et qu'on a fermé le volume, on se demande : pourquoi l'auteur nous raconte-t-il tout cela? Qu'est-ce que cela peut nous faire? Pourquoi? Pourquoi?

C'est toujours la question qui se pose avec tous les ouvrages de ce genre, depuis leur ancêtre à tous, les *Confessions* de Rousseau. Pourquoi cette maladie qu'ont les gens de nous conter leurs petites affaires et de nous introduire dans leurs petits secrets? C'est là ce que je vois de plus significatif dans l'*Autobiographie* de Mme Margot Asquith, et ce qui, tout pharisaïsme à part, a tant scandalisé le public d'Angleterre. Je n'ai garde de prendre au tragique des étourderies de jeunesse, qui ne sont même pas des peccadilles; je n'ai garde non plus de prendre pour un type ordinaire de la jeune fille anglaise une personne de fortune, d'éducation et de talent exceptionnels. Mais il y avait un pays où la discipline des sentiments, où la réserve de l'expression, où l'austérité de la parole et la pudeur des confidences étaient une partie de la règle morale; deux siècles de puritanisme et de forte vie bourgeoise avaient dressé des cadres que l'imagination s'interdisait de violer. Il en résultait dans la tenue, dans la physionomie elle-même du pays, un ordre, une dignité qui semblaient être passés dans le sang et faire partie à jamais de la nature anglaise. Est-ce cette discipline qui commence à fléchir? ces cadres qui viennent à céder? S'il en était ainsi, le livre de Margot Asquith serait le monument et peut-être le signal d'une révolution profonde dans tout ce que nous savons de la sensibilité anglaise.

LOUIS GILLET.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Ne nous payons pas de mots et ne nous faisons pas d'illusions. Depuis quinze jours, les ténèbres n'ont pas cessé de s'épaissir autour de nous :

Mi ritrovai per una selva oscura
Che la diritta via era smarrita.

C'est, d'abord, dans l'examen des questions financières, que les Chambres ont éprouvé l'angoisse de se sentir égarées au milieu de « questa selva selvaggia. » Les deux commissions des finances, placées en présence du budget de 1921, ont reculé d'effroi. Que leur proposait le gouvernement? Vingt-deux milliards trois cent vingt-sept millions de dépenses dites ordinaires ; cinq milliards quatre cent quatre-vingt-dix huit millions sept cent mille francs de dépenses dites extraordinaires, c'est-à-dire un total de dépenses de près de vingt-huit milliards pour l'année prochaine ; et dans cette somme formidable, ne figurait aucune des dépenses recouvrables sur l'Allemagne, c'est-à-dire qu'il n'y était compris ni les pensions militaires, ni les frais à payer, en 1921, pour la remise en état des régions dévastées, ni les secours et allocations dus aux victimes de la guerre. Tous ces crédits, les plus nécessaires de tous et les plus sacrés, avaient été diminués, par rapport à cette année, de quatre milliards deux cent douze millions ; ils étaient cependant encore portés, dans un budget spécial, pour le chiffre de seize milliards cinq cent trente-neuf millions, et ils n'avaient d'autre gage que l'espérance des recouvrements promis par le traité de Versailles. En face de ces charges épouvantables, quelles étaient les ressources indiquées? Dix-neuf milliards sept cent trente-cinq millions de recettes normales. Pas un centime de plus. En cherchant de toutes parts, on avait cru pouvoir ajouter sur le papier, comme ressources exceptionnelles, un milliard deux cent millions

Copyright by Raymond Poincaré, 1921.

provenant de la liquidation des stocks, deux milliards six cent millions fournis par la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre, un milliard quatre cent vingt-huit millions représentant le solde éventuel de la même contribution ; c'était tout, et le reste devait être demandé à l'emprunt ou laissé à la bienveillance du hasard.

Le Gouvernement n'avait pu faire mieux et il serait injuste de lui reprocher trop amèrement son impuissance. Le lourd fardeau des dettes de guerre et l'augmentation croissante du prix de la vie ne lui ont pas rendu la tâche facile. Lorsque le ministre des finances a commencé l'étude du budget de 1921, les administrations lui demandaient sans vergogne une augmentation de dépenses de cinq milliards et demi. La certitude du déficit est un si mol oreiller pour les ministères! Dès que l'équilibre est rompu, il n'y a plus rien à ménager. Un peu plus, un peu moins d'emprunt, qu'importe ? L'État est grand seigneur et c'est élégance pour lui que d'avoir des créanciers. Le ministre des Finances trouva cependant exagérées ces prétentions administratives et il se donna pour tâche, nous dit-il dans l'exposé des motifs, d'éliminer, « par une sélection réfléchie, » tout ce qui n'était pas indispensable. Comment donc expliquer qu'après cette déclaration solennelle, le gouvernement ait tout à coup consenti, devant le froncement de sourcils des commissions parlementaires, à subir trois milliards de réductions nouvelles ? Si ces réductions sont acceptables et sérieuses, comment le ministre ne les avait-il pas découvertes au cours de sa sélection réfléchie? Et si elles ne sont qu'apparentes ou provisoires, pourquoi les fait-il siennes aujourd'hui ? L'avenir éclaircira peut-être ce mystère. Pour le moment, les commissions n'ont pu que remercier le gouvernement de ce présent inespéré.

Le budget de 1921 n'en est pas encore, par malheur, sensiblement amélioré, et, si nous n'y prenons garde, les difficultés qui pèsent sur l'exercice prochain s'aggraveront encore les années suivantes. Les ressources exceptionnelles que j'ai énumérées tout à l'heure ont, en effet, un caractère temporaire. Il ne faudrait pas que l'annualité budgétaire nous empêchât de considérer, dans leur ensemble, les budgets qui se succèdent. L'annualité n'est pas un principe ; c'est, à certains égards, une garantie prise contre les abus administratifs ; mais c'est aussi un expédient et une fiction. Les budgets ne sont pas des êtres distincts, indépendants les uns des autres, qui passent, sans se connaître et sans s'influencer, sous les yeux inquiets des contribuables. Ils sont, au contraire, reliés les uns aux autres par une chaîne sans fin et le moindre mouvement qui se produit dans un chaînon se répercute sur

la série illimitée des années. Le déficit d'un exercice ne s'en va pas avec les vieilles lunes; il s'inscrit au compte des découverts du Trésor, il gonfle notre dette flottante, et il aggrave, par conséquent, le mal permanent de nos finances. Une politique prévoyante doit donc considérer, derrière le budget de l'année prochaine, ceux qu'il faudra dresser ensuite, et ne pas rejeter imprudemment sur demain les embarras d'aujourd'hui. Sans une implacable volonté d'économies, nous allons à des désastres. Le dernier emprunt a donné, nous répète-t-on, des résultats qui font grand honneur à l'activité de notre pays et à son esprit d'épargne. Cela est vrai. Mais les dépenses des derniers mois avaient presque entièrement dévoré, par avance, l'argent frais qu'ont apporté les souscripteurs, et, quel qu'ait été le succès de l'émission, notre trésorerie va, dans le mois de janvier, se retrouver fort à l'étroit. Les administrations publiques ne paraissent pas se rendre compte du péril. Les ministres continuent à multiplier les fonctionnaires; les fonctionnaires continuent à réclamer l'augmentation de leurs traitements; les services constructeurs se laissent entraîner à des majorations de prix trop souvent injustifiées; et, dans cette course générale à la dépense, personne n'ose plus crier : « Halte là! » ou du moins la voix de ceux qui ont encore ce courage se perd dans le tumulte joyeux des coureurs.

Les Chambres cependant se sont plus particulièrement préoccupées de deux points, sur lesquels le gouvernement a été invité à s'expliquer : ne pouvons-nous réaliser des économies en Orient? Ne pouvons-nous, en France même, alléger nos charges militaires?

A ces deux questions, M. Georges Leygues a répondu affirmativement. Il a exprimé l'espoir qu'un prompt rétablissement de la paix avec la Turquie nous permettrait de retirer progressivement nos troupes de Cilicie et qu'en Syrie nos dépenses seraient réduites au minimum par l'organisation d'administrations locales, dont les frais seraient imputés sur les revenus du pays et que nous nous bornerions à contrôler. Malheureusement on a déjà créé, pour la Syrie, un corps de fonctionnaires français très dispendieux et rien, en revanche, n'a encore été fait pour assurer sur place la perception régulière des impôts. Ceux d'entre nous qui souhaitent le plus vivement que, non seulement le grand Liban, mais la Syrie tout entière, reste sous l'influence de la France, doivent s'efforcer d'empêcher que de mauvaises méthodes ne viennent écraser nos budgets, inquiéter l'opinion et décourager la France dans les premiers efforts de sa politique orientale. Nous ne sommes dans le Levant, ni pour y annexer

des territoires, ni pour y installer notre protectorat. Nous y sommes en vertu d'un mandat que, par application du traité de Versailles, nous avons reçu de la Société des Nations. Simple apparence, dit-on, et la réalité est que nous sommes les maîtres de la région. Pas du tout. En exécution de l'article 22 du pacte, le conseil de la Société a créé trois types de mandats, qu'il a désignés par les trois premières lettres de l'alphabet, et la catégorie A, dans laquelle rentrent notre mandat syrien, notre mandat libanais, et les mandats britanniques sur la Palestine et la Mésopotamie, comprend les États qui doivent rester indépendants et auxquels les Puissances mandataires ont simplement à prêter leur assistance. Nous n'avons donc pas même, en Asie Mineure, les droits de la catégorie B (administration sous certaines conditions par la Puissance mandataire), ni, à plus forte raison, ceux de la catégorie C (pays administrés comme partie intégrante du territoire de la Puissance mandataire); nous ne sommes que des auxiliaires et des conseillers de populations civilisées, appelées, dans la plus large mesure, à se gouverner elles-mêmes. C'est ainsi que l'ont compris, à notre arrivée, chrétiens et musulmans, lorsqu'ils ont accueilli nos soldats comme des libérateurs. Quelques troupes pour maintenir l'ordre, quelques agents supérieurs de contrôle, c'est tout ce que comporte la discrète tutelle que nous avons à exercer. Les habitants, qui nous aiment, seraient cruellement déçus, si nous nous présentions à eux comme des conquérants; et, d'autre part, les Français n'admettraient pas qu'on leur imposât à eux-mêmes des charges supplémentaires pour suivre, en Orient, une vaine politique de magnificence. L'esprit si judicieux et la conscience si probe du général Gouraud sauront certainement redresser les erreurs commises, en dehors de lui, dans la première élaboration d'un programme trop onéreux. Nous pouvons faire pleine confiance à ce grand soldat.

La détermination des dépenses militaires en France même a provoqué la démission du ministre de la Guerre et le remaniement du Cabinet. Ému par la malveillante attitude de l'Allemagne, M. André Lefèvre a redouté les conséquences d'un désarmement trop rapide des vainqueurs et, plutôt que d'accepter une réduction, qu'il jugeait prématurée, de la durée du service militaire, il a résigné ses fonctions. Quoi qu'on pense sur la question où il s'est trouvé en dissentiment avec ses collègues, on ne peut que rendre hommage au désintéressement, au patriotisme et à la dignité dont il a fait preuve. Un ministre qui s'en va spontanément pour rester fidèle à ses convic-

tions, je ne dis pas que ce soit un personnage introuvable ; non, je ne le dis pas et je ne le pense pas ; mais c'est tout de même quelqu'un qu'on n'a pas, tous les jours, la bonne fortune de rencontrer.

Il faut, du reste, convenir que les appréhensions de M. André Lefèvre sont, en trop grande partie, justifiées. N'est-ce pas Maximilien Harden qui écrivait ces jours-ci dans la *Zukunft* : « Le chef de l'armée allemande et, avant lui, le chancelier ont fait appel à l'armement pour la vengeance; le président de l'Empire a glorifié la vieille armée qui, a-t-il dit, n'a été vaincue par aucun ennemi. La nouvelle armée, pour laquelle un empire banqueroutier a la hardiesse de dépenser cinq milliards par an et 50 000 marks par homme, regorge de sous-officiers; elle nomme un officier par vingt soldats, héberge la quintessence des plus fines personnalités militaires, et se trouve sous la conduite d'un ministère de la Guerre qui comprend cinq cent cinquante « fonctionnaires, » par conséquent toute la clique des sections du Grand État-major... Des troupes de police? Non; c'est, sous le couvert du traité de paix, le noyau d'une armée propre à entreprendre une grande guerre. »

Sans doute, M. Georges Leygues a indiqué à la Chambre que l'Allemagne a détruit vingt-huit mille canons et en a livré trente mille ; qu'elle a détruit cinquante mille mitrailleuses et en a livré soixante-cinq mille ; qu'elle a détruit deux millions cinq cent trois mille armes portatives et en a livré deux millions cinq cent quatre-vingt-sept mille. Mais il a loyalement ajouté que l'Allemagne éludait ses obligations chaque fois qu'elle le pouvait et qu'il restait certainement des armes cachées en Allemagne ; et MM. Barthou et Léon Daudet ont donné, à cet égard, des renseignements qui concordent avec ceux de M. André Lefèvre. L'état d'esprit de l'Allemagne se révèle, d'ailleurs, par une multitude de symptômes. Avez-vous jamais rien lu de plus insolent que la réponse du Reich à la note que lui avaient adressée les Alliés pour se plaindre des discours prononcés par les ministres allemands dans la zone occupée? Comparez, une fois de plus, avec la période qui a suivi la guerre de 1870 et demandez-vous ce qui se serait passé, si Thiers était allé narguer les Allemands à Nancy ou s'il avait écrit à Bismarck sur le même ton que M. Fehrenbach aux Gouvernements britannique et français.

Goûtez, je vous prie, ce simple parallèle : « C'est dans les territoires occupés que ne cesse de se manifester, de la manière la plus brutale, l'impossibilité d'exécuter le texte dicté à Versailles. Que nos voisins de l'Ouest se le tiennent pour dit : ce n'est pas avec leurs

moyens qu'ils forceront la sympathie de la population allemande dans les pays occupés. Ils sèment des sentiments de haine qui germeront d'autant plus que des méthodes aussi barbares, aussi déshonorantes pour tout peuple civilisé, seront moins justifiées. » (Discours du chancelier Fehrenbach au Reichstag, le 27 octobre 1920). — « Excellence, Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne ne pouvait pas choisir dans ses armées un officier plus éminent, mieux choisi pour nous, afin de le représenter en France. J'ai appris avec une vive satisfaction que c'était avec Votre Excellence que j'aurais à traiter les questions délicates que peut faire naître la situation... Je serai très flatté de l'occasion qui me sera offerte de faire la connaissance de Votre Excellence et je la prie de vouloir bien se rendre à l'Hôtel de la Présidence, où elle trouvera un pied à terre plus convenable que dans les hôtels de Versailles. » (Lettre de M. Thiers au général de Manteuffel, 1er juillet 1871). — « Il ne saurait être question, comme le disait M. Millerand, de déclarer que les délais d'occupation ne commenceront pas à courir, tant que l'Allemagne n'aura pas rempli ses obligations ; je suis convaincu qu'une telle conception ne peut pas résister à un examen juridique tant soit peu sérieux. » (Discours de M. Koch, ministre de l'Intérieur de l'Empire, prononcé au Reichstag, le 6 novembre 1920.) — « Lorsqu'il y aura quelque nuage, épais ou léger, adressez-vous à nous par l'intermédiaire de mes deux envoyés, l'un aidant l'autre à parler allemand, et je suis sûr que nous nous entendrons bientôt très bien. C'est mon vœu d'homme et de citoyen ; car, comme homme, tout le monde voudra être d'accord avec vous et, comme citoyen, la bonne entente est le plus grand intérêt des deux pays. » (Lettre de Thiers à Manteuffel, 13 juillet 1871). — « Le gouvernement doit se réserver d'apprécier, conformément à son devoir, si et quand, par des motifs de politique intérieure, il est nécessaire que des ministres d'Empire se rendent compte par eux-mêmes de la situation en pays occupé et prennent contact avec la population rhénane. Il ne peut donner à l'avance aux gouvernements belge, anglais et français, aucune espèce d'assurance constituant un engagement au sujet des déclarations qu'il fera dans ce pays. » (Réponse du Reich à la note des Alliés, 10 décembre 1920). — « Mon cher général, je viens d'entretenir M. de Saint-Vallier, et je vois avec peine qu'on a cherché à vous persuader que nous avions voulu faire sortir de vos mains une affaire de votre compétence : celle des deux millions contestés concernant l'entretien des troupes. Il n'en est rien. J'ai fait décider, dans un désir de conciliation, et pour éviter de

nombreux conflits, la question dans le sens qui, selon vos avis, devait tout pacifier. » (Thiers à Manteuffel, 2 décembre 1871.) — Il serait aisé de continuer la comparaison, mais en voilà assez, je pense, pour que nous ne puissions oublier avec quelles différences ont été exécutés, par la France et par l'Allemagne, les traités de Francfort et de Versailles.

Nous devons donc nous tenir sur nos gardes, et c'est ce qu'a proclamé le Président du Conseil. Mais, a-t-il ajouté, contre l'Allemagne en grande partie désarmée, nous restons aujourd'hui assez forts pour ne pas craindre la réduction à dix-huit mois du service militaire. Les projets déposés par le Gouvernement ont été soumis au Conseil supérieur de la guerre, dans lequel siègent les maréchaux Joffre, Foch et Pétain, les généraux Humbert, Maistre, Berthelot, Guillaumat, Nivelle, Mangin, Debeney, de Boissoudy, Degoutte, Buat, Fayolle, Franchet d'Esperey; et ce conseil les a approuvés à l'unanimité. L'eût-il fait, si ces projets avaient pu nous affaiblir et compromettre l'autorité de la France? Le général de Castelnau, qui avait questionné M. Leygues devant la Chambre, a remercié le Président du Conseil de ses déclarations rassurantes et une interpellation qui a suivi s'est terminée par un ordre du jour de confiance, voté à une très forte majorité. M. André Lefèvre n'en a pas moins tenu à libérer sa conscience dans un débat ultérieur: il a prononcé un discours très émouvant, où il a montré les vaincus déchirant le traité de Versailles; et de toutes les observations échangées est résultée l'impression très nette que l'Allemagne perfectionne tous les jours son camouflage pacifique. Que conclure de ces discussions passionnées, sinon que nous sommes obligés de concilier, pour le moment, les exigences de notre défense nationale avec celles de notre situation financière et économique? Même diminuées, nos charges militaires resteront encore lourdes. Tout en conservant les garanties nécessaires, épargnons notre budget et rendons à la terre, comme à l'usine, le plus grand nombre possible de jeunes travailleurs. Le rôle de l'homme d'État est, non pas de choisir entre de grands intérêts contraires, non pas de les sacrifier les uns aux autres, mais de les harmoniser en faisant à chacun d'eux la part que réclame le bien permanent du pays.

Toutes ces économies réalisées, il restera cependant dans l'état de nos finances un point très noir, que M. Ribot a signalé, l'autre jour, avec beaucoup de force : c'est le budget spécial des dépenses recouvrables en exécution des traités de paix. Comme l'a remarqué l'émi-

nent sénateur, ce budget est aujourd'hui singulièrement grossi par l'exagération des prix à laquelle on est arrivé pour les reconstructions. Main-d'œuvre et matériaux coûtent maintenant cinq ou six fois ce qu'ils coûtaient avant la guerre. Les sinistrés, auxquels ont été délivrés des titres de paiement, il y a huit ou dix mois, se trouvent aujourd'hui fort embarrassés par les majorations survenues depuis lors. Quant aux devis qui sont actuellement examinés par les Commissions cantonales, ils se traduisent par des charges écrasantes pour l'État, puisque, en tout cas, c'est l'État qui doit faire les avances. Dans quelle mesure ces dépenses seront-elles jamais remboursées par l'Allemagne? Le problème vient de se poser, de nouveau, à Bruxelles, et j'ai grand peur que nous n'en tenions pas encore la solution définitive. Je ne veux plus critiquer la procédure suivie ; on la jugera plus tard aux résultats. Au lieu d'être entendu à Paris, par la Commission des réparations, auprès de laquelle il est accrédité par le Reich, le délégué allemand, l'honorable M. Bergmann, a fait le voyage de Belgique et a présenté ses observations, à Bruxelles, devant des experts alliés, dont plusieurs appartiennent, du reste, à la Commission des réparations. Il s'est expliqué, suivant son habitude, avec courtoisie et modération. Si l'Allemagne était toujours représentée par des hommes tels que lui ou tels que son ambassadeur à Paris, bien des froissements seraient, sans doute, évités. Mais nous n'en devons pas moins prendre garde que sa thèse actuelle soulève les plus graves objections. « Nous sommes ruinés, dit le Reich ; nous ne pouvons vous payer en or ; nous n'avons pas de crédits ; nous ne pouvons vous payer en billets ; mais, si vous voulez des marchandises, nous en tenons à votre disposition ; nous vous en avons déjà, du reste, donné beaucoup ; et même nous prétendons que nous vous en avons donné pour plus des vingt milliards de marks que nous vous devons aux termes de l'article 235 du traité. »

Sur quoi, plusieurs journaux s'en prennent à la Commission des réparations. Comment n'est-elle pas à même de nous dire exactement si, oui ou non, les prestations déjà faites par l'Allemagne en navires, en charbon, en bestiaux, en machines, atteignent ou n'atteignent pas vingt milliards de marks? Malheureuse Commission ! Voilà bientôt un an qu'elle est brimée par les administrations françaises chargées de collaborer avec elle, jalousée par des fonctionnaires et par des experts qui auraient désiré en faire partie, sevrée de renseignements par les services qui devaient lui en fournir, ligottée et malmenée, et on s'étonne, après cela, qu'elle n'arrive pas

à remplir sa mission! Mais passons et revenons aux Allemands. Leur idée fixe est de placer leurs produits chez nous, de nous les porter en compte et d'éteindre ainsi la totalité de leur dette. De cette manière, ils seraient assurés de relever, en quelques années, leur industrie et de ruiner, en même temps, la nôtre : double bénéfice pour eux. Lorsque cette mirifique opération serait terminée, ils nous tireraient leur révérence en nous disant : « Vous êtes payés. »

Nous ne pouvons vraiment pousser la bonhomie jusqu'à nous satisfaire d'une telle combinaison. Que nous commencions par nous faire payer en nature et que nous accordions à l'Allemagne des délais pour les paiements en espèces, soit. Il y a certainement des produits que nous ne fabriquons pas, pour le moment, en quantités suffisantes et que nous aurions avantage à nous procurer en Allemagne. Personne ne voudrait conférer à notre industrie nationale un monopole de production dont souffriraient les consommateurs et notamment les sinistrés des régions libérées. Ici encore, c'est affaire de mesure et de conciliation. Si nous achetons en Allemagne les matières premières ou des objets fabriqués, qui nous soient utiles dans nos départements dévastés, et si ces marchandises nous sont comptées à des prix raisonnables, il s'ensuivra une baisse dont notre budget, chargé des avances à faire aux victimes de la guerre, tirera un profit immédiat. Mais ces achats alimenteront l'industrie allemande, augmenteront les capacités fiscales de nos voisins, amélioreront leur change, relèveront leur mark. Un jour viendra donc rapidement où l'Allemagne retrouvera d'autres moyens de paiement ; et, en attendant même qu'elle soit en mesure de verser de l'or, elle pourra gager sérieusement des bons, comme ceux qu'elle a remis à la Commission des réparations et qui, jusqu'ici, sont des chiffons de papier. N'a-t-elle pas des douanes? N'a-t-elle pas des chemins de fer? Ne peut-elle déléguer à ses créanciers une portion déterminée de ses revenus annuels, calculée de manière à amortir la dette en un certain nombre d'années et à lui laisser cependant une marge suffisante pour son relèvement graduel?

Tout cela eût été facile à régler, si l'on avait fourni à la Commission des réparations les éléments nécessaires à l'évaluation de la créance et si on lui avait laissé la liberté de fixer les modes de paiement. Mais on a voulu, nous répète-t-on, substituer à la vanité des textes la réalité des contrats. Comme si les contrats nouveaux, passés ou à passer, n'étaient pas eux-mêmes de simples textes, dont les signataires sont libres de s'affranchir ensuite, tout comme ils se dérobent au traité de Versailles! Et comme si nous avions à nous féli-

citer des accords par lesquels on a prétendu corriger et améliorer ce traité!

Malgré les efforts désespérés que font les derniers défenseurs des conventions de Spa, les fatales conséquences de ce regrettable arrangement frappent maintenant tous les yeux. M. Maurice Barrès a montré à la Chambre avec quel sans-gêne l'Allemagne a exécuté cet accord et comment elle a, en partie, détourné de la destination prévue les cinq marks or par tonne dont nous lui avons fait gracieusement l'avance, pour la déterminer à livrer le charbon promis. Ces cinq marks devaient aller aux mineurs allemands pour les ravitailler et les encourager au travail. Les mineurs n'ont guère vu la couleur de cet argent et personne ne peut dire, avec exactitude, où il est passé. Ce qui est sûr, c'est que, dans les trois mois d'août, de septembre et d'octobre, la France a payé, pour cette prime de cinq marks, dix-neuf millions cent mille francs, et que l'Allemagne les a encaissés; et ce qui n'est pas moins sûr, hélas! c'est qu'en vertu des mêmes accords et dans les trois mêmes mois, nous avons avancé au Reich trois cent quatre-vingt-six millions trois cent soixante-douze mille francs, pour qu'il eût l'obligeance de nous envoyer le charbon qu'il nous doit; et ce merveilleux contrat, puisque contrat il y a, doit durer jusqu'à la fin de janvier, et il y a, paraît-il, des gens qui songent à le renouveler!

M. Jean Herbette a cependant présenté, il y a quelques jours, à ce propos, des observations dignes d'être retenues. L'article 296 du traité de Versailles institue des offices de vérification et de compensation qui sont chargés de régler certaines catégories d'obligations pécuniaires, dettes exigibles avant la guerre et dues par les ressortissants d'une des Puissances contractantes aux ressortissants d'une Puissance adverse, dettes devenues exigibles pendant la guerre, résultant des transactions passées entre ressortissants de Puissances adverses et restées en souffrance par suite des hostilités, etc. On sait que l'Allemagne vient de suspendre les paiements qu'elle avait à faire dans les bureaux de ces institutions. Jusque-là, notre office d'Alsace-Lorraine avait reçu soixante ou soixante-dix millions de francs. L'office britannique de compensation avait, de son côté, touché environ neuf millions de livres sterling. Mais, par suite des accords de Spa, l'Angleterre n'avait versé à l'Allemagne que deux millions huit cent soixante-seize livres sterling. Elle a donc touché plus de six millions de livres en sus de ce qu'elle a versé; et comme nous-mêmes nous avons versé trois cent trente-cinq ou trois cent quarante millions de

plus que nous n'avons touché, il se trouve que ce sont, en réalité, nos avances qui ont permis à l'Allemagne de s'acquitter envers l'Angleterre. Bravo pour les experts de Spa! Je parle, bien entendu, des experts anglais.

La leçon, je pense, nous servira. MM. Seydoux et Chéysson, qui nous ont représentés à Bruxelles, n'ont aucune responsabilité dans les fautes précédemment commises ; ce sont des hommes d'une compétence éprouvée ; ils ont certainement fait tout ce qui dépendait d'eux pour nous remettre dans le bon chemin. Mais la procédure établie reste pleine de tours et de détours, et il est impossible de prévoir ce qui restera de notre créance, quand elle aura traversé tous les cribles où elle doit passer. Il est fort à craindre que de chaque épreuve elle ne sorte allégée de quelques milliards.

Quoi qu'il en soit, ne perdons pas de vue cette vérité que, plus nous céderons aujourd'hui à l'Allemagne, plus nous serons forcés de lui céder demain. Elle n'aurait pas osé, il y a un an, proclamer que ses armées n'ont pas été vaincues ; elle n'aurait pas osé parler de revanche, railler la France, jouer aussi effrontément la comédie de la misère, se flatter bruyamment que le Traité ne serait jamais exécuté. M. Viviani lui a répondu fort à propos, devant l'Assemblée de Genève, lorsqu'il lui a éloquemment rappelé ses responsabilités dans la guerre et lorsqu'il lui a barré, jusqu'à nouvel ordre, les avenues de la Société des nations. Soyons sûrs que, si nous nous montrons faibles envers elle, non seulement elle gagnera à la main, mais elle nous méprisera. Elle a conservé, dans sa défaite, le double respect de la force matérielle et de la force morale. Je ne veux pas du tout dire par là qu'elle n'obéisse qu'à la peur. Nullement. Elle est courageuse et elle a elle-même, pour son propre compte, la volonté de puissance. Mais cette sorte de religion qu'elle professe pour tout ce qui est fort, cette admiration qu'elle a pour l'énergie humaine, cette confiance orgueilleuse que lui inspirent ses qualités héréditaires, la portent souvent à voir dans la bienveillance et dans la générosité d'autrui des signes d'hésitation et de timidité ; et il n'y a rien qui puisse plus que notre faiblesse réveiller en elle ses instincts ataviques de conquête et sa passion de primauté. C'est là que réside l'éternel malentendu entre certains d'entre nous et le peuple allemand. Il y a des Français qui ont toujours l'illusion qu'avec un sourire et un geste d'amitié, ils détermineront l'Allemagne à désarmer. Chez nos extrémistes, cette idée simple et naïve devient peu à peu un dogme. Si nous avions, suivant le mot de M. Clemenceau, « bêlé la paix » jusqu'en 1914,

l'Allemagne nous aurait peut-être tondus, mais elle n'aurait pas eu la pensée de nous égorger. Étrange méconnaissance des réalités historiques ! Je veux bien admettre qu'il ne soit pas nécessaire de nous faire craindre par l'Allemagne; mais, dans l'intérêt même de nos relations futures, il est, à tout le moins, indispensable qu'elle nous respecte et qu'elle nous estime ; et, si elle nous sent faibles, nous ne serons jamais à ses yeux qu'un peuple inférieur. Que la France soit à même de traiter avec elle d'égale à égale, c'est la meilleure façon de préparer, pour l'avenir, un rapprochement sincère entre les deux nations.

Quand saluerons-nous l'aurore de ces jours nouveaux, où la paix, descendant sur le Rhin, illuminera enfin le monde entier? Ce ne sont, ni les ovations que la Grèce prodigue à Constantin, ni les démonstrations des habitants de Hambourg contre l'Entente, ni les intrigues allemandes en Haute-Silésie, ni les menées pangermanistes en Tchéco-Slovaquie, ni le refus persistant qu'oppose le Reich au désarmement des gardes civiques, qui assureront à l'Europe l'ouverture d'une ère de calme et de travail. En faisant ses adieux aux délégués qui avaient siégé à l'assemblée de la Société des Nations, M. Motta, Président de la Confédération Helvétique, a répété la parole de l'Évangile : *Et sit in terra pax hominibus bonæ voluntatis.* Il peut malheureusement suffire d'un homme de mauvaise volonté pour annihiler la bonne volonté de cent autres. Tenons-nous en plutôt au mot de M. Hymans, qui avait présidé l'assemblée pendant la longue session genevoise : « Nous avons donné au monde un grand espoir. » Oui, espérons. L'espérance, disait Rivarol, est un emprunt fait au bonheur. Mais pourquoi faut-il, hélas! que le bonheur nous prête à si gros intérêts et que les emprunts que nous lui faisons risquent parfois, comme ceux des États, de mener les peuples à la banqueroute?

RAYMOND POINCARÉ.

Le Directeur-Gérant :
RENÉ DOUMIC.

LA RUSSIE DES TSARS

PENDANT LA GRANDE GUERRE

Le 12 janvier 1914, le gouvernement de la République m'avait nommé son ambassadeur auprès du tsar Nicolas II. J'avais d'abord décliné cet honneur, pour une considération de politique générale. Les derniers emplois, qui m'avaient été assignés dans le service diplomatique, m'avaient en effet placé dans une situation privilégiée pour observer le jeu des forces collectives et particulières qui préludait sourdement au conflit universel.

Pendant cinq années, depuis le mois de janvier 1907, j'avais été ministre de France à Sofia. Mon séjour prolongé au centre des affaires balkaniques m'avait permis de mesurer le péril que représentait pour l'ordre européen la quadruple conjoncture qui s'élaborait sous mes yeux, — je veux dire : l'accélération de la ruine turque, les convoitises territoriales des Bulgares, la mégalomanie romantique du tsar Ferdinand, enfin et surtout les desseins ambitieux de l'Allemagne en Orient. J'avais tiré de cette expérience tout le profit d'instruction et tout l'intérêt de curiosité que j'en pouvais attendre, quand, le 25 janvier 1912, M. Poincaré, qui venait de prendre la présidence du Conseil et le portefeuille des Affaires étrangères, m'avait rappelé à Paris pour me confier la direction des Affaires politiques. C'était

Copyright by Maurice Paléologue, 1921.

au lendemain du grave litige que la question du Maroc et l'incident d'Agadir avaient suscité entre l'Allemagne et la France.

Très vite, les impressions mauvaises, que j'avais rapportées de Sofia, s'étaient précisées, accentuées. Il m'était chaque jour plus manifeste que l'intransigeance croissante de la Chancellerie allemande et ses machinations occultes devaient aboutir infailliblement à un conflit prochain.

Mes préoccupations semblèrent assez fondées au gouvernement pour qu'il jugeât nécessaire d'examiner de près le fonctionnement éventuel de nos alliances. Au cours du mois de mai 1912, des conférences secrètes furent tenues le soir au Quai d'Orsay, sous la présidence de M. Poincaré, avec la participation de M. Millerand, ministre de la Guerre, de M. Delcassé, ministre de la Marine, du général Joffre, chef d'état-major général de l'Armée, de l'amiral Aubert, chef d'état-major général de la Marine, et de moi ; il en résulta un plus étroit concert entre les grands services publics auxquels devait incomber, en cas de guerre, le principal effort de la défense nationale.

Durant les mois qui suivirent, j'eus à étudier plusieurs fois, dans la limite du rôle consultatif qu'impliquait ma fonction, s'il n'était pas possible d'améliorer nos rapports avec l'Allemagne, de lui ouvrir un crédit de confiance, de chercher avec elle des sujets de conversation, des occasions d'action commune et de loyale entente. Je crois avoir l'esprit assez libre pour affirmer que je procédai à cette étude avec une objectivité absolue. Mais, chaque fois, je dus reconnaître que toute complaisance de notre part était interprétée à Berlin comme une marque de faiblesse, dont la Chancellerie impériale essayait aussitôt de tirer parti pour nous arracher une concession nouvelle ; que la diplomatie allemande poursuivait inflexiblement un vaste plan d'hégémonie, et que l'inflexibilité de ses vues augmentait chaque jour les risques d'un conflit. J'avais en outre le regret de constater que le pacifisme bruyant de nos socialistes et du parti inféodé à M. Caillaux ne réussissait qu'à surexciter l'arrogance et les appétits de l'Allemagne, en lui permettant de croire que ses procédés d'intimidation pourraient à la longue nous maîtriser et que le peuple français était résigné à tout subir plutôt que de recourir aux armes.

C'est dans ces conditions que, le 28 décembre 1913, M. Doumergue, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, m'offrit de remplacer à l'ambassade de Saint-Pétersbourg M. Delcassé, dont la mission temporaire allait finir. Tout en le remerciant de sa confiance, je le priai instamment de reporter son choix sur un autre diplomate; je fis valoir un seul argument, mais qui me semblait décisif :

— La situation générale de l'Europe, lui disais-je, annonce une crise prochaine. L'opinion française n'y est aucunement préparée. Sous l'empire de considérations que je n'ai pas le droit de juger, la majorité républicaine du Parlement incline de plus en plus à diminuer la puissance numérique et matérielle de notre armée; la France risque ainsi d'être placée en présence d'une alternative terrible : le désastre militaire ou l'humiliation nationale. Les idées qui prévalent à la Chambre et le pouvoir grandissant du parti socialiste me font craindre que le gouvernement n'accepte alors l'humiliation nationale ou, du moins, qu'il ne soit réduit à l'accepter. Or, le sacrifice de l'alliance franco-russe serait assurément la première condition que nous imposerait l'Allemagne; cette alliance n'aurait plus d'ailleurs aucune raison d'être, puisqu'elle a pour unique objet de résister aux prétentions démesurées du germanisme. Mais, en nous détachant de la Russie, nous perdrions la sauvegarde nécessaire et irremplaçable de notre indépendance politique. Je ne veux pas être, comme ambassadeur, l'instrument de cette œuvre néfaste.

M. Doumergue s'efforça de me tranquilliser. Je ne persistai pas moins dans mes objections, qui, du reste, ne visaient nullement sa personne; car je connaissais la solidité de son patriotisme et la droiture de son jugement. Pour plus de précision, je me permis d'ajouter :

— Aussi longtemps que vous garderez le portefeuille des Affaires étrangères, je n'aurai rien à craindre. Mais je ne saurais oublier que vous avez, comme collègue des Finances, M. Caillaux, qui demain, peut-être, à la suite du plus futile incident parlementaire, viendra vous remplacer dans ce bureau où nous sommes... Voilà seulement deux ans que je gère la Direction politique et j'ai déjà eu quatre ministres à servir. Oui, quatre ministres des Affaires étrangères en deux ans!... Quels seront vos successeurs?

Du ton le plus cordial, M. Doumergue me répondit :

— Je vois que vous êtes buté ; mais j'espère que M. le Président de la République sera plus persuasif que moi.

Une amitié, qui date du lycée Louis-le-Grand, m'unit à M. Poincaré. Le 2 janvier 1914, il me fit appeler à l'Élysée. C'est l'*ami* qui me reçut ; mais c'est le *Président de la République* qui me parla ; il me dit que le Conseil des Ministres avait déjà délibéré sur ma désignation ; que le choix de M. Doumergue était arrêté ; bref, que je devais m'incliner. Son patriotisme généreux, sa haute conscience du devoir public, la lucide et pressante dialectique de sa parole lui inspirèrent en outre les arguments qui pouvaient me toucher le plus. J'acceptai. Mais je spécifiai que, si j'assumais la charge et l'insigne honneur de représenter la France en Russie, c'était pour y pratiquer exclusivement la politique traditionnelle de l'Alliance, comme étant la seule qui permît à la France de poursuivre sa mission historique dans le monde.

J'occupais depuis cinq mois l'Ambassade de Saint-Pétersbourg, quand je fus mandé à Paris pour régler verbalement les détails de la visite que le Président de la République se proposait de faire à l'Empereur Nicolas dans le cours de l'été.

En débarquant à la gare du Nord, le 5 juin, j'appris que le Cabinet Doumergue était démissionnaire et que M. Bourgeois, qui avait accepté de constituer un nouveau ministère, venait de se récuser, ayant reconnu qu'il serait aussitôt renversé par la Chambre s'il n'inscrivait dans son programme l'abrogation de la loi militaire, dite « loi des trois ans ; » les journaux annonçaient enfin que M. Viviani avait repris la tâche abandonnée par M. Bourgeois, et qu'il espérait trouver une formule de transaction qui lui assurât le concours de l'Extrême-Gauche.

Ma décision fut prise immédiatement.

Arrivé chez moi, je fis demander à M. Briand quelques minutes d'entretien. Il me reçut le lendemain matin. Je lui déclarai aussitôt que j'étais résolu à me démettre de mon ambassade si le Cabinet en formation ne maintenait pas le service de trois ans et je le priai de communiquer ma résolution à M. Viviani, que je ne connaissais pas encore personnellement. Il m'approuva fort :

— La crise qui vient de s'ouvrir, me dit-il, est une

des plus graves que nous ayons traversées. Les socialistes révolutionnaires et les radicaux unifiés se conduisent comme des fous : ils sont en train de perdre la France... J'avoue cependant que votre pessimisme m'étonne un peu. Êtes-vous donc si convaincu que nous soyons à la veille de la guerre ?

— J'ai l'intime conviction que nous allons vers l'orage. Sur quel point de l'horizon et à quelle date éclatera-t-il ? Je ne saurais le dire. Mais la guerre est désormais fatale et à brève échéance. J'aurai fait au moins tout ce qui dépend de moi pour ouvrir les yeux du Gouvernement français.

— Vous m'impressionnez beaucoup. Adieu. Je cours chez Viviani.

— Un dernier mot, lui dis-je. Il est entendu que ma démarche auprès de vous demeure secrète.

— Cela va de soi.

Deux heures plus tard, le journal *Paris-Midi* annonçait, sous une rubrique sensationnelle, que j'avais menacé M. Viviani de ma démission, si la déclaration ministérielle ne maintenait pas intégralement la loi militaire. Peu après, on apprenait que M. Viviani avait renoncé à constituer un Cabinet. Dans les couloirs de la Chambre, où l'émotion était vive, il expliqua sommairement qu'il n'avait pu faire accepter par ses futurs collaborateurs la formule qu'il estimait indispensable au sujet du service triennal. Comme on lui demandait s'il ne consentirait pas à tenter un nouvel effort pour résoudre la crise, il répondit avec un geste de colère et de dégoût :

— Non, certes ! J'en ai assez, de lutter contre des républicains qui me crachent au visage, quand je leur parle de la situation extérieure.

Le lendemain, je fus injurié, comme il convenait, par toute la presse d'extrême-gauche. Au Palais-Bourbon, les socialistes révolutionnaires et les radicaux unifiés réclamaient ma révocation.

Mais, après quelques jours d'agitation et de désarroi parlementaires, une saine réaction se produisit dans l'opinion publique. Appelé de nouveau à constituer un cabinet, M. Viviani réussit à grouper autour de lui des collaborateurs qui acceptassent de maintenir le service triennal.

Le 18 juin, M. Viviani, installé depuis la veille au quai

d'Orsay, me convoqua ; c'était la première fois que je l'abordais. Il avait l'air sombre, le teint brouillé, les gestes nerveux.

— Eh bien ! me demanda-t-il brusquement, vous croyez donc à la guerre ?... Briand m'a raconté votre conversation.

— Oui, je crois que la guerre nous menace à brève échéance, et que nous devons nous y préparer.

Alors, en paroles saccadées, il me pressa de questions, sans me laisser parfois le temps de répondre :

— Vraiment, la guerre peut éclater ?... A quel propos ?... Sous quel prétexte ?... Dans quel délai ?... Une guerre générale ?... Une conflagration universelle ?...

Un mot brutal lui jaillit des lèvres et son poing s'abattit sur la table.

Après un silence, il se passa la main sur le front, comme pour chasser un mauvais rêve. Puis, d'un ton plus calme, il reprit :

— Veuillez me répéter, mon cher ambassadeur, tout ce que vous venez de me dire. C'est si grave !

Je développai à fond mes idées et je conclus :

— En tout cas et même si mes pressentiments sont trop pessimistes, nous devons renforcer autant que possible le système de nos alliances. Il faut principalement que nous complétions nos accords avec l'Angleterre ; il faut que nous puissions compter sur le concours immédiat de sa flotte et de son armée.

Lorsque j'eus fini mon exposé, il se passa de nouveau la main sur le front et, me fixant d'un regard anxieux, il me demanda encore :

— Vous ne pouvez pas m'indiquer, même à titre d'hypothèse, dans quel délai vous imaginez que les événements irréparables se produiront et que l'orage éclatera ?

— Il m'est impossible de fixer aucune date. Pourtant, je serais surpris si l'état de tension électrique, où vit l'Europe, n'aboutissait pas bientôt à une catastrophe.

Soudain, il se transfigura ; son visage s'illumina d'une clarté mystique ; sa taille se redressa :

— Eh bien ! s'il en doit être ainsi, nous ferons notre devoir, tout notre devoir. La France se retrouvera ce qu'elle a toujours été, capable de tous les héroïsmes et de tous les sacrifices. On reverra les grands jours de 1792 !...

Il y avait, dans sa voix, comme un souffle de Danton. Profitant de son émotion, je lui demandai :

— Vous êtes donc résolu à maintenir intégralement la loi militaire? Je peux l'affirmer à l'empereur Nicolas?

— Oui, vous pouvez lui affirmer que le service de trois ans sera maintenu sans restriction et que je ne laisserai rien faire qui puisse affaiblir ou relâcher notre alliance avec la Russie.

Pour terminer, il m'interrogea longuement sur l'Empereur Guillaume, sur son caractère, sur ses dispositions récentes, sur ses véritables sentiments à l'égard de la France, etc... Puis il me confia le motif de cet interrogatoire minutieux :

— J'ai un conseil à vous demander... Le Prince de Monaco a fait savoir à mon collègue de la Chambre, X... que l'Empereur Guillaume serait heureux de s'entretenir avec lui, cet été, aux régates de Kiel. X... est disposé à s'y rendre... Ne croyez-vous pas que cet entretien pourrait détendre la situation?

— Je ne le crois aucunement. C'est toujours le même jeu... L'Empereur Guillaume couvrira X... de fleurs; il lui protestera que son plus fervent désir, son unique pensée est d'obtenir l'amitié, l'amour même de la France et il le comblera d'égards. Il se donnera ainsi, aux yeux du monde, l'apparence du souverain le plus pacifique, le plus inoffensif, le plus conciliant. Notre opinion publique et X... tout le premier se laisseront séduire par ces beaux dehors. Pendant ce temps-là, vous serez, vous, aux prises avec les réalités officielles de la diplomatie allemande, avec ses procédés systématiques d'intransigeance et de vexation...

— Vous avez raison. Je dissuaderai X... d'aller à Kiel.

Comme il semblait n'avoir plus rien à me dire, je lui demandai ses instructions pour la visite du Président de la République à l'Empereur Nicolas. Puis je pris congé de lui.

Le 26 juin, je rentrai à Saint-Pétersbourg.

Maintenant, je n'ai plus qu'à laisser parler mon *Journal*. Les notes qui le composent furent écrites quotidiennement; celles qui ont trait à la politique sont, en quelque sorte, certifiées par ma correspondance officielle.

On ne s'étonnera pas si des motifs de convenance et de discrétion m'ont souvent obligé à remplacer les noms de personnes par des initiales fictives.

I. — VISITE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE A L'EMPEREUR NICOLAS (20-23 JUILLET 1914)

Lundi, 20 juillet 1914.

Je quitte Saint-Pétersbourg à dix heures du matin sur le yacht de l'Amirauté pour me rendre à Péterhof. Le ministre des Affaires étrangères, Sazonow, l'ambassadeur de Russie en France, Iswolsky, et mon attaché militaire, le général de Laguiche, m'accompagnent, l'Empereur nous ayant invités, tous les quatre, à déjeuner sur son yacht avant d'aller au-devant du Président de la République à Cronstadt. Le personnel de mon ambassade, les ministres russes et les dignitaires de la Cour seront amenés directement par chemin de fer à Péterhof.

Le temps est couvert. Entre les berges plates, notre bateau file à grande vitesse vers le golfe de Finlande. Soudain, la brise fraîche, qui souffle du large, nous apporte une ondée cinglante. Mais, brusquement aussi, le soleil paraît et resplendit. Quelques nuages gris de perle, traversés de rayons, flottent çà et là sur le ciel, comme des écharpes de soie striées d'or. Et, dans une clarte limpide, l'estuaire de la Néwa étale à perte de vue ses eaux verdâtres, lourdes, moirées, qui me font penser aux lagunes de Venise.

A onze heures et demie, nous stoppons dans le petit havre de Péterhof, où l'*Alexandria*, qui est le yacht préféré de l'Empereur, se tient sous pression.

Nicolas II, en tenue d'amiral, arrive presque aussitôt à l'embarcadère. Nous transbordons sur l'*Alexandria*. Le déjeuner est servi immédiatement. Jusqu'à l'arrivée de la *France*, nous avons pour le moins une heure trois quarts devant nous. Mais l'Empereur aime à prolonger ses repas. Entre les plats, on ménage de longs intervalles, pendant lesquels il cause en fumant des cigarettes.

Je suis placé à sa droite, Sazonow est à sa gauche, et le comte Fréedéricksz, ministre de la Cour, en face.

Après quelques banalités, l'Empereur m'exprime sa satisfaction de recevoir le Président de la République :

— Nous aurons à parler sérieusement, me dit-il. Je suis sûr qu'en toute chose nous nous accorderons... Mais il y a une question qui me préoccupe surtout : notre entente avec l'Angleterre. Il faut que nous l'amenions à entrer dans notre alliance. Ce serait un tel gage de paix !

— Oui, Sire, la Triple-Entente ne saurait être trop forte, si elle veut sauvegarder la paix.

— On m'a dit que vous êtes personnellement inquiet des intentions de l'Allemagne ?

Fait-il allusion à l'incident de mon dernier séjour en France, à mon offre de démission ? Je ne sais.

— Inquiet ? Oui, Sire, je suis inquiet, quoique je n'aie présentement aucun motif spécial de pronostiquer la guerre immédiate. Mais l'empereur Guillaume et son gouvernement ont laissé se créer en Allemagne un état d'esprit tel que, si un litige quelconque survient au Maroc, en Orient, n'importe où, ils ne pourront plus ni reculer ni transiger. Coûte que coûte, il leur faudra un succès. Et pour l'obtenir, ils se lanceront dans une aventure.

L'Empereur réfléchit un instant :

— Je ne peux croire que l'Empereur Guillaume veuille la guerre... Si vous le connaissiez comme moi ! Si vous saviez tout ce qu'il y a de charlatanisme dans ses attitudes !...

— Je fais peut-être, en effet, trop d'honneur à l'Empereur Guillaume, quand je le crois capable de vouloir ou simplement d'accepter les conséquences de ses gestes. Mais, si la guerre devenait menaçante, voudrait-il et pourrait-il l'empêcher ? Non, Sire, en toute sincérité, je ne le pense pas.

L'Empereur reste silencieux, tire quelques bouffées de sa cigarette ; puis, d'un ton ferme :

— Il importe d'autant plus que nous puissions compter sur les Anglais en cas de crise. A moins d'avoir perdu complètement la raison, l'Allemagne n'osera jamais attaquer la Russie, la France et l'Angleterre réunies.

A peine le café servi, on signale l'escadre française. L'Empereur me fait monter avec lui sur la passerelle.

Le spectacle est grandiose. Dans une lumière vibrante et argentée, sur des flots de turquoise et d'émeraude, *la France*, laissant un long sillage derrière elle, avance avec lenteur, puis s'arrête majestueusement. Le formidable cuirassé, qui amène le chef de l'État français, justifie éloquemment son nom : c'est bien la France qui vient vers la Russie. Je sens battre mon cœur.

Pendant quelques minutes, la rade retentit d'un grand vacarme : coups de canon des escadres et des batteries de terre, hourrahs des équipages, *la Marseillaise* répondant à l'Hymne

russe, acclamations des milliers de spectateurs qui sont venus de Pétersbourg sur des navires de plaisance, etc.

Le Président de la République aborde enfin l'*Alexandria*. L'Empereur le reçoit à la coupée.

Aussitôt les présentations accomplies, le yacht impérial met le cap sur Péterhof.

Assis à l'arrière, l'Empereur et le Président entrent tout de suite en conversation, je dirais plutôt en conférence ; car il est visible qu'ils parlent d'affaires, qu'ils s'interrogent réciproquement, qu'ils discutent. Comme de juste, c'est Poincaré qui dirige le dialogue. Bientôt, c'est lui seul qui parle. L'Empereur ne fait plus qu'acquiescer ; mais toute sa physionomie témoigne qu'il approuve sincèrement, qu'il se sent en confiance et en sympathie.

Mais bientôt nous arrivons à Péterhof. Au travers de ses futaies magnifiques et de ses eaux jaillissantes, la demeure favorite de Catherine II apparaît en haut d'une longue terrasse d'où se précipite majestueusement une cascade écumeuse.

Nos voitures gravissent d'un trot rapide l'allée qui mène au portail du palais. A chaque tournant, on découvre des perspectives fuyantes, jalonnées par des statues, des fontaines ou des balustres. Malgré tout le factice du décor, on respire, sous la lumière caressante du jour, un vif et charmant parfum de Versailles.

A sept heures et demie, dîner de gala dans la salle de l'Impératrice Élisabeth.

Par l'éclat des uniformes, par la somptuosité des toilettes, par la richesse des livrées, par la splendeur du décor, par tout l'appareil du faste et de la puissance, le spectacle est d'une magnificence que nulle cour au monde ne pourrait égaler. Je garderai longtemps dans les yeux l'éblouissante irradiation des pierreries épandues sur les épaules des femmes. C'est un ruissellement fantastique de diamants, de perles, de rubis, de saphirs, d'émeraudes, de topazes, de bérils, un torrent de lumière et de feu.

Dans ce cadre féerique, l'habit noir de Poincaré est d'un effet médiocre. Mais le grand cordon azuré de Saint-André, qui lui barre la poitrine, rehausse son prestige aux yeux des Russes. Et puis, sa physionomie, comparée surtout à celle de son impé-

rial hôte, est si intelligente, si vive, si décidée, qu'il impose à tout le monde. Enfin, on s'est vite aperçu que l'Empereur l'écoute avec une attention sérieuse, une attention docile.

Pendant le dîner, j'observe l'impératrice Alexandra-Fédorowna, en face de qui je suis placé. Bien que les longues cérémonies soient pour elle une très pénible épreuve, elle a voulu être là ce soir, afin de faire honneur au Président de la République alliée. La tête constellée de diamants, le torse décolleté dans une robe de brocart blanc, elle est assez belle à voir. Ses quarante-deux ans la laissent encore agréable de visage et de lignes. Dès le premier service, elle se met en frais de conversation avec Poincaré, qui est assis à sa droite. Mais bientôt son sourire se crispe, ses pommettes se marbrent. A chaque instant, elle se mord les lèvres. Et sa respiration haletante fait scintiller le réseau de brillants qui lui couvre la poitrine. Jusqu'à la fin du dîner, qui est long, la pauvre femme lutte visiblement contre l'angoisse hystérique. Ses traits se détendent soudain, lorsque l'Empereur se lève pour prononcer son toast.

La parole impériale est écoutée avec recueillement; mais c'est la réponse surtout qu'on souhaite d'entendre. Au lieu de lire son allocution, comme a fait l'Empereur, Poincaré la récite. Jamais sa diction n'a été plus claire, plus précise, plus mordante. Ce qu'il dit n'est que du fade verbiage de chancellerie; mais les mots acquièrent dans sa bouche une force de signification et un accent d'autorité remarquables. Sur cette assistance, élevée dans la tradition despotique et dans la discipline des cours, l'effet est sensible. Je suis sûr que, parmi tous ces dignitaires chamarrés, plus d'un pense : « Voilà comment devrait parler un autocrate. »

Après le dîner, l'Empereur tient un cercle. L'empressement avec lequel on se fait présenter à Poincaré me prouve son succès. Même la coterie allemande, le clan ultra-réactionnaire, recherche l'honneur d'approcher le Président.

A onze heures, un cortège se forme. L'Empereur reconduit le Président de la République jusqu'à son appartement.

Là, Poincaré me retient pendant quelques minutes. Nous échangeons nos impressions qui sont excellentes.

Rentré à Pétersbourg par le chemin de fer à minuit trois quarts, j'apprends que, cet après-midi, sans motif, sur un signe parti on ne sait d'où, les principales usines se sont mises en

grève, et qu'il y a eu, en plusieurs points, des collisions avec la police. Mon informateur, qui connaît bien les milieux ouvriers, m'affirme que le mouvement a été provoqué par des agents allemands.

*
* *

Mardi, 21 juillet 1914.

Le Président de la République consacre cette journée à la visite de Saint-Pétersbourg.

A une heure et demie, je vais l'attendre au débarcadère impérial, près du pont Nicolas. Le ministre de la Marine, le préfet de police, le commandant de la Place et les autorités municipales sont là pour le recevoir.

Selon les vieux rites slaves, le comte Ivan Tolstoï, maire de la capitale, offre le pain et le sel.

Puis, nous montons en voiture pour nous rendre à la forteresse des Saints-Pierre-et-Paul, qui est la Bastille et le Saint-Denis des Romanow. Selon l'usage, le Président va déposer une couronne sur la tombe d'Alexandre III, père de l'Alliance.

Escortés par les Cosaques de la Garde, dont les tuniques écarlates flamboient au soleil, nos équipages filent grand trot le long de la Néwa.

Il y a quelques jours, tandis que j'arrêtais avec Sazonow les derniers détails de la visite présidentielle, il m'avait dit en riant :

— On a désigné les Cosaques de la Garde pour escorter le Président. Vous verrez comme ils feront bien dans le paysage. Ce sont des gaillards superbes, terribles. Puis, ils sont habillés de rouge. Et je crois que M. Viviani ne déteste pas cette couleur.

J'avais répondu :

— Non, il ne la déteste pas ; mais son œil d'artiste n'en jouit vraiment que si elle est associée au blanc et au bleu.

Sous leur uniforme écarlate, ces Cosaques barbus, chevelus, hirsutes, sont en effet terrifiants. Lorsque nos voitures s'engouffrent avec eux sous le portail de la forteresse, un spectateur ironiste, un amateur des antithèses historiques pourrait se demander si ce n'est pas à la prison d'État qu'ils conduisent ces deux « révolutionnaires » avérés et patentés, Poincaré et Viviani, sans me compter, moi, leur complice. Jamais l'anti-

nomie morale, l'équivoque tacite, qui sont au fond de l'alliance franco-russe, ne me sont apparues si fortement.

A trois heures, le Président reçoit les délégués des colonies françaises de Saint-Pétersbourg et de toute la Russie. Il en est venu de Moscou, de Kharkow, d'Odessa, de Kiew, de Rostow, de Tiflis. En les présentant à Poincaré, je peux lui dire avec une entière sincérité :

— Leur empressement à venir vous saluer n'a rien qui m'étonne ; car je vois chaque jour avec quelle ferveur et quelle piété les colonies françaises de Russie pratiquent le culte de la patrie absente. Dans aucune province de notre vieille France, monsieur le Président, vous ne trouverez de meilleurs Français que ceux qui sont ici devant vous.

A quatre heures, le cortège se reforme pour conduire le Président au Palais d'hiver, où doit se tenir un cercle diplomatique.

Sur tout le parcours, l'accueil est enthousiaste. La police en a ordonné ainsi. A chaque coin de rue, un groupe de pauvres diables pousse des hourrah, sous l'œil d'un agent.

Au Palais d'hiver, c'est l'apparat des grands jours.

L'étiquette veut que les ambassadeurs soient introduits isolément auprès du Président, qui a Viviani à sa gauche. Et c'est moi qui lui présente mes collègues étrangers.

Le premier qui entre est l'ambassadeur d'Allemagne, le comte de Pourtalès, doyen du corps diplomatique. J'ai prévenu Poincaré que mon prédécesseur, Delcassé, s'était montré à peine poli envers cet homme très courtois, et je l'ai prié de lui faire bon accueil. Le Président le reçoit donc avec une affabilité marquée. Il l'interroge sur les origines françaises de sa famille, sur la parenté de sa femme avec les Castellane, sur un voyage en auto que le comte et la comtesse projettent de faire à travers la Provence et précisément à Castellane, etc... Pas un mot de politique.

Je présente ensuite mon collègue du Japon, le baron Motono, que Poincaré a connu jadis à Paris. L'entretien est court, mais non sans portée. En quelques phrases, le principe de l'accession du Japon à la Triple-Entente est formulé et virtuellement consenti.

Après Motono, j'introduis mon collègue d'Angleterre, Sir George Buchanan. Poincaré lui donne l'assurance que l'Em-

pereur est résolu à se montrer des plus conciliants sur les affaires de Perse et il insiste pour que le gouvernement britannique comprenne enfin la nécessité de transformer la Triple-Entente en Triple-Alliance.

Conversation toute superficielle avec les ambassadeurs d'Italie et d'Espagne.

Arrive enfin mon collègue d'Autriche-Hongrie, le comte Szapary, le type du gentilhomme hongrois, tenue parfaite, intelligence médiocre, instruction vague. Depuis deux mois, il était absent de Pétersbourg, obligé de rester auprès de sa femme et de son fils malades. Il est revenu inopinément avant-hier. J'en ai induit que le différend austro-serbe s'aggrave, qu'il va y avoir un éclat et qu'il faut que l'ambassadeur soit à son poste pour soutenir la dispute et assumer sa part de responsabilité. Poincaré, que j'ai averti, m'a répondu :

— Je vais essayer de tirer cela au clair.

Après quelques mots de condoléance sur l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, le Président demande à Szapary :

— Avez-vous des nouvelles de Serbie ?

— L'enquête judiciaire suit son cours, répond froidement Szapary.

Poincaré reprend :

— Les résultats de cette enquête ne laissent pas de me préoccuper, monsieur l'Ambassadeur ; car je me rappelle deux enquêtes antérieures qui n'ont pas amélioré vos rapports avec la Serbie... Vous vous rappelez, monsieur l'Ambassadeur... l'affaire Friedjung et l'affaire Prochaska ?

Szapary réplique sèchement :

— Nous ne pouvons pas tolérer, monsieur le Président, qu'un gouvernement étranger laisse préparer, sur son territoire, des attentats contre notre souveraineté !

Du ton le plus conciliant, Poincaré s'efforce de lui démontrer que, dans l'état actuel des esprits en Europe, tous les gouvernements doivent redoubler de prudence.

— Avec un peu de bonne volonté, cette affaire serbe est facile à régler. Mais, facilement aussi, elle s'envenimerait. La Serbie a des amis très chauds dans le peuple russe. Et la Russie a une alliée, la France. Que de complications à craindre !

Puis, il remercie l'ambassadeur de sa visite. Szapary s'incline et sort, sans dire un mot.

Quand nous nous retrouvons seuls tous les trois, Poincaré nous dit :

— Je n'ai pas bonne impression de cet entretien. L'ambassadeur avait manifestement la consigne de se taire... L'Autriche nous prépare un coup de théâtre. Il faut que Sazonow soit ferme et que nous le soutenions...

Nous passons ensuite dans la salle voisine, où les ministres des États secondaires sont alignés par rang d'ancienneté.

Pressé par le temps, Poincaré passe devant eux à grande allure, en leur serrant la main. Leur déception se lit sur leurs visages. Ils espéraient tous recueillir de lui quelques paroles substantielles et voilées, dont ils auraient fait un long rapport à leurs gouvernements. Il ne s'arrête que devant le ministre de Serbie, Spalaïkowitch, qu'il réconforte par deux ou trois phrases de sympathie.

A six heures, visite de l'hôpital français, où le Président pose la première pierre d'un dispensaire.

A huit heures, dîner de gala à l'ambassade. Quatre-vingt-six couverts. L'hôtel, entièrement remis à neuf, a grand air. Le Garde-meuble national m'a cédé une admirable série de Gobelins, dont le *Triomphe de Marc-Antoine* et le *Triomphe de Mardochée*, de Natoire, qui décorent somptueusement la salle des fêtes. J'ai renouvelé aussi la livrée. Enfin, j'ai fait venir de Paris le fleuriste Lemaître, qui a le goût si ingénieux : toute l'ambassade est tapissée de roses et d'orchidées.

Les invités arrivent, tous plus chamarrés les uns que les autres. Leur désignation m'avait mis l'esprit au supplice, à cause de toutes les concurrences et de toutes les jalousies qu'implique la vie de cour ; la distribution des places à table a été un problème plus difficile encore. Mais je suis si heureusement secondé par mes secrétaires, que le dîner et la soirée se passent à merveille.

Sur le coup d'onze heures, le Président se retire.

Je l'accompagne à l'hôtel de ville, où la Douma de Pétersbourg offre une fête aux officiers de l'escadre française. C'est la première fois qu'un chef d'État étranger honore de sa présence une réception du Conseil municipal. Aussi, l'accueil est-il des plus chaleureux.

A minuit, le Président se rembarque pour Péterhof.

Les manifestations violentes ont continué aujourd'hui dans les quartiers industriels de Pétersbourg. Le préfet de police m'a assuré, ce soir, que le mouvement est enrayé, et que le travail reprendra demain. Il m'a confirmé enfin que, parmi les meneurs arrêtés, on a identifié plusieurs agents notoires de l'espionnage allemand. Au point de vue de l'Alliance, l'incident est à méditer.

***

Mercredi, 22 juillet 1914.

A midi, l'Empereur offre un déjeuner au Président de la République et aux officiers de l'escadre française, dans le palais de Péterhof. L'Impératrice ni aucune dame ne sont présentes. Le service est fait par petites tables de dix à douze convives. Au dehors, la chaleur est forte; mais, par les fenêtres ouvertes, les ombrages et les grandes eaux du parc nous envoient des souffles de fraîcheur.

Je prends place à la table de l'Empereur et du Président, avec Viviani, l'amiral Le Bris, commandant l'escadre française, Gorémykine, président du Conseil, le comte Fréedéricksz, ministre de la Cour; enfin, Sazonow et Iswolsky.

Je suis à la gauche de Viviani, qui a le comte Fréedéricksz à sa droite.

Le comte Fréedéricksz, qui aura bientôt soixante-dix-sept ans, personnifie éminemment la vie de cour. De tous les sujets du Tsar, c'est celui qui accumule sur sa tête le plus d'honneurs et de titres. Il est ministre de la Cour impériale et des Apanages, aide de camp général de l'Empereur, général de cavalerie, membre du Conseil de l'Empire, chancelier des Ordres impériaux, commandant en chef du Cabinet de Sa Majesté et de la maison militaire impériale, etc. Toute sa longue existence s'est écoulée dans les palais et les cérémonies, dans les cortèges et les carrosses, sous les broderies et les chamarrures. Par sa fonction, il prime les plus hauts dignitaires de l'Empire et il est initié à tous les secrets de la famille impériale. Il dispense, au nom de l'Empereur, toutes les grâces et toutes les donations, toutes les réprimandes et tous les châtiments. Les grands-ducs et les grandes-duchesses le comblent d'attentions, car c'est lui qui régit leurs apanages, qui étouffe leurs scandales, qui paie leurs dettes. Si difficile que soit sa tâche, on ne

lui connaît pas un ennemi, tant il a de politesse et de tact. Il fut d'ailleurs un des plus beaux hommes de sa génération, un des plus élégants cavaliers, et ses succès auprès des femmes ne se comptaient pas. Il a gardé sa taille svelte, sa longue moustache fine, ses manières charmantes. Au physique et au moral, il est le type parfait de son emploi, l'arbitre souverain des rites et des hiérarchies, des convenances et des traditions, des courtoisies et des mondanités.

A trois heures et demie, nous partons dans le train impérial pour le village et le camp de Krasnoïé-Sélo, où je chercherai le souvenir d'Anna Karénine.

Un soleil flamboyant illumine la vaste plaine onduleuse et fauve, que des coteaux boisés encerclent à l'horizon. Tandis que l'Empereur, l'Impératrice, le Président de la République, les Grands-Ducs, les Grandes-Duchesses et tout l'état-major impérial inspectent les cantonnements des troupes, j'attends avec les dignitaires civils et les ministres, sur une éminence où sont dressés des pavillons. L'élite de la société pétersbourgeoise se presse dans quelques tribunes. Les toilettes claires des femmes, leurs chapeaux blancs, leurs ombrelles blanches resplendissent comme des parterres d'azalées.

Mais bientôt, voici le cortège impérial. Dans une calèche à la daumont, l'Impératrice a le Président de la République à sa droite et ses deux filles aînées en face d'elle. L'Empereur galope à droite de la voiture, suivi par l'escadron étincelant des grands-ducs et des aides de camp. Tous descendent et prennent place sur le tertre qui domine la plaine. Les troupes, sans armes, s'alignent à perte de vue devant la file des tentes ; leur ligne passe au pied même du tertre.

Le soleil baisse à l'horizon, dans un ciel de pourpre et d'or, un ciel d'apothéose. Sur un geste de l'Empereur, une salve d'artillerie signale la prière du soir. Les musiques exécutent un hymne religieux. Tout le monde se découvre. Un sous-officier récite, à voix haute, le *Pater*. Ces milliers et ces milliers d'hommes prient pour l'Empereur et la Sainte Russie. Le silence et le recueillement de cette multitude, l'immensité de l'espace, la poésie de l'heure, la vision de l'alliance qui plane sur le tout, confèrent à la cérémonie une émouvante majesté.

Du camp, nous revenons au village de Krasnoïé-Sélo, où le

Grand-Duc Nicolas-Nicolaïéwitch (1), commandant de la Garde Impériale et de la circonscription militaire de Saint-Pétersbourg, généralissime éventuel des armées russes, offre un dîner au Président de la République et aux Souverains. Trois longues tables sont dressées sous des tentes à demi ouvertes, autour d'un jardin en pleine floraison. Les plates-bandes, qu'on vient d'arroser, exhalent dans l'air tiède une fraîche odeur végétale, délicieuse à respirer après cette journée torride.

J'arrive l'un des premiers. La Grande-Duchesse Anastasie et sa sœur, la Grande-Duchesse Militza, me font un accueil enthousiaste. Les deux Monténégrines parlent à la fois :

— Savez-vous bien que nous vivons des jours historiques, des jours sacrés !... Demain, à la revue, les musiques ne joueront que *la Marche Lorraine* et *Sambre-et-Meuse*... J'ai reçu aujourd'hui de mon père un télégramme en style convenu ; il m'annonce qu'avant la fin du mois nous aurons la guerre... Quel héros, mon père !... Il est digne de l'*Iliade !*... Tenez, regardez cette bonbonnière qui ne me quitte jamais ; elle contient de la terre de Lorraine, oui, de la terre de Lorraine que j'ai prise au delà de la frontière quand j'ai été en France avec mon mari, il y a deux ans. Et puis, regardez encore, là, sur la table d'honneur : elle est couverte de chardons ; je n'ai pas voulu qu'il y eût d'autres fleurs. Eh bien ! ce sont des chardons de Lorraine. J'en ai cueilli quelques branches sur le territoire annexé ; je les ai rapportées ici et j'en ai fait semer les graines dans mon jardin... Militza, parle-lui encore, à l'Ambassadeur ; dis-lui tout ce que cette journée représente pour nous, pendant que je vais recevoir l'Empereur...

Au dîner, je suis placé à gauche de la Grande-Duchesse Anastasie. Et le dithyrambe continue, entrecoupé de prophéties : « La guerre va éclater... Il ne restera plus rien de l'Autriche... Vous reprendrez l'Alsace et la Lorraine... Nos armées se rejoindront à Berlin... L'Allemagne sera détruite... » Puis brusquement :

— Il faut que je me modère, car l'Empereur me regarde.

Sous le regard sévère du Tsar, la sibylle monténégrine se calme soudain.

(1) Né le 6 novembre 1856. Son père, le Grand-Duc Nicolas-Nicolaïéwitch, était le troisième fils de l'empereur Nicolas Ier ; il commanda en chef les armées russes pendant la guerre de Turquie, en 1877-1878.

Le dîner fini, nous allons voir un ballet, au joli théâtre impérial du camp.

***

Jeudi, 23 juillet 1914.

Ce matin, revue à Krasnoïé Sélo. Soixante mille hommes y prennent part. Spectacle superbe de puissance et d'éclat. L'infanterie défile sur *la Marche de Sambre-et-Meuse* et sur *la Marche Lorraine*.

Combien est suggestif cet appareil militaire, que le Tsar de toutes les Russies fait évoluer devant le Président de la République alliée, enfant de Lorraine!

L'Empereur est à cheval, au pied du tertre où s'élève le pavillon impérial. Poincaré s'est assis à la droite de l'Impératrice, devant le pavillon; quelques regards qu'il échange avec moi me prouvent que nous avons mêmes pensées.

Ce soir, dîner d'adieu à bord de *La France*. Aussitôt après, l'escadre française appareillera pour Stockholm.

L'Impératrice s'est fait un devoir d'accompagner l'Empereur. Tous les Grands-Ducs et toutes les Grandes-Duchesses sont là.

Vers sept heures, une bourrasque passagère a quelque peu endommagé la décoration florale du pont. Néanmoins, l'aspect de la table est fort beau : il a même une sorte de grandeur terrifiante, lorsqu'on regarde les quatre gigantesques canons de 305 mm. qui allongent leurs volées énormes au-dessus des convives. Le ciel s'est déjà rasséréné; une brise légère caresse les flots; la lune se lève à l'horizon.

Entre le Tsar et le Président, la conversation ne discontinue pas.

De loin, à plusieurs reprises, la Grande-Duchesse Anastasie élève vers moi sa coupe de champagne, en me montrant d'un geste circulaire l'appareil guerrier qui nous entoure.

Voici enfin les toasts. Poincaré lance, comme un coup de clairon, la phrase finale :

... *Les deux pays ont le même idéal de paix dans la force, l'honneur et la dignité.*

Ces derniers mots, qu'on avait vraiment besoin d'entendre, déchaînent un orage d'applaudissements. Le Grand-Duc Nicolas-Nicolaïéwitch, la Grande-Duchesse Anastasie, le Grand-Duc

Nicolas-Michaïlowitch me jettent des regards flamboyants.

Cependant, le départ approche. L'Empereur exprime à Poincaré le désir de prolonger leur entretien quelques minutes encore :

— Si nous montions sur la passerelle, Monsieur le Président?... Nous serions plus tranquilles.

Je me trouve ainsi rester seul auprès de l'Impératrice, qui me fait asseoir sur un fauteuil, à sa gauche. La pauvre souveraine semble épuisée de fatigue. Avec un sourire contracté, elle me dit, d'une voix blanche :

— Je suis heureuse d'être venue ce soir... Je craignais beaucoup l'orage... La décoration du bateau est magnifique.. Le Président aura beau temps pour sa traversée...

Mais soudain, elle porte les mains à ses oreilles. Puis timidement, avec un air douloureux et suppliant, elle me montre la musique de l'escadre qui, tout près de nous, vient d'attaquer un allégro furieux à grand renfort de cuivres et de grosse caisse :

— Ne pourriez-vous pas?... murmure-t-elle.

Je devine d'où lui vient son malaise et je lance un signe brusque au chef de musique qui, sans y rien comprendre, arrête net son orchestre.

— Oh! merci, merci! me dit l'Impératrice en soupirant.

La jeune Grande-Duchesse Olga, qui est assise à l'autre bord du navire avec le reste de la famille impériale et les membres de la mission française, nous observe depuis quelques instants, d'un œil inquiet. Prestement, elle se lève, glisse vers sa mère avec une grâce agile et lui insinue deux ou trois mots tout bas. Puis, s'adressant à moi, elle poursuit :

— L'Impératrice est un peu fatiguée, mais elle vous prie, Monsieur l'Ambassadeur, de rester auprès d'elle et de continuer à lui parler.

Tandis qu'elle s'éloigne, à petits pas légers et rapides, je reprends la conversation. A ce moment précis, la lune apparaît, dans un archipel de nuages floconneux et lents : tout le golfe de Finlande en est illuminé. Mon thème est trouvé; je vante le charme des voyages en mer. L'Impératrice m'écoute, silencieusement, le regard vide et tendu, les joues marbrées, les lèvres inertes et gonflées. Après une dizaine de minutes qui me semblent interminables, l'Empereur et le Président de la République descendent de la passerelle.

Il est onze heures. Le départ s'organise. La garde prend les

armes; des commandements brefs retentissent; la chaloupe de l'*Alexandria* accoste *la France*. Aux sons de l'Hymne russe et de *la Marseillaise*, on échange les compliments d'adieu : l'Empereur témoigne une grande cordialité au Président de la République. Je prends moi-même congé de Poincaré, qui me donne affectueusement rendez-vous à Paris dans quinze jours.

Comme je salue l'Empereur au seuil de la coupée, il me dit :

— Monsieur l'Ambassadeur, venez avec moi, je vous prie. Nous pourrons parler tout à l'aise sur mon yacht. Et l'on vous reconduira ensuite à Pétersbourg.

De *la France* nous transbordons sur l'*Alexandria*. La famille impériale accompagne seule Leurs Majestés. Les ministres, les dignitaires, les États-majors et mon personnel rentrent directement à Pétersbourg sur un yacht de l'Amirauté.

La nuit est splendide. La Voie Lactée se déroule, éclatante et pure, dans l'éther infini. Pas un souffle de vent. *La France* et sa division d'escorte s'éloignent rapidement vers l'Ouest, déroulant derrière elles de longs rubans écumeux qui scintillent sous la lune comme des ruisseaux d'argent.

Quand toute la suite impériale est à bord, l'amiral Nilow vient prendre les ordres de l'Empereur, qui me dit :

— Cette nuit est magnifique. Si nous faisions un tour en mer ?...

L'*Alexandria* se dirige vers la côte de Finlande.

M'ayant fait asseoir auprès de lui, à l'arrière du yacht, l'Empereur me raconte l'entretien qu'il vient d'avoir avec Poincaré :

— Je suis enchanté de ma conversation avec le Président; nous nous sommes accordés à merveille. Je ne suis pas moins pacifique que lui et il n'est pas moins résolu que moi à faire tout ce qu'il faudra pour ne pas laisser compromettre la paix. Il redoute une manœuvre austro-allemande contre la Serbie et il pense que nous devrons y répondre par un intime et solide accord de nos diplomaties. Je le pense également. Nous devrons nous montrer aussi fermes qu'unis dans la recherche des transactions possibles et des accommodements nécessaires. Plus la situation sera difficile, plus nous devrons être unis et fermes.

— Cette politique me paraît la sagesse même... Je crains que nous n'ayons à l'appliquer avant peu.

— Vous êtes toujours inquiet ?

— Oui, Sire.

— Vous avez des motifs nouveaux d'inquiétude ?

— J'en ai au moins un, — le retour inopiné de mon collègue Szapary et la réserve froide, hostile, dans laquelle il s'est enfermé avant-hier devant M. le Président de la République... L'Allemagne et l'Autriche nous préparent un éclat.

— Que peuvent-elles vouloir ?... Se procurer un succès diplomatique aux dépens de la Serbie ?... Infliger un échec à la Triple-Entente ?... Non, non... malgré toutes les apparences, l'empereur Guillaume est trop prudent pour lancer son pays dans une folle aventure. Et l'empereur François-Joseph ne demande plus qu'à mourir en paix.

Durant une minute, il reste silencieux, rêveur, comme s'il suivait une idée confuse. Puis il se lève et fait quelques pas sur le pont.

Autour de nous, les Grands-Ducs, debout, guettent l'instant où ils pourront enfin s'approcher du Maître, qui leur dispense parcimonieusement quelques paroles banales. Il les appelle, l'un après l'autre, et semble leur témoigner à tous un entier abandon, une affectueuse familiarité, comme pour leur faire oublier la distance où il les tient d'habitude et la règle qu'il s'est imposée de ne jamais leur parler politique.

Le Grand-Duc Nicolas-Nicolaïéwitch, le Grand-Duc Nicolas-Michaïlowitch, le Grand-Duc Paul-Alexandrowitch, la Grande-Duchesse Marie Pavlowna m'entourent, se félicitant et me félicitant de ce que la visite présidentielle ait si parfaitement réussi. En style de cour, cela signifie que le monarque est satisfait.

Cependant, les Grandes-Duchesses Anastasie et Militza, « les deux Monténégrines, » me prennent à part :

— Oh ! Ce toast du Président, voilà ce qu'il fallait dire, voilà ce que nous attendions depuis si longtemps ! La paix, *dans la force, l'honneur et la dignité !* Rappelez-vous bien ces paroles, monsieur l'Ambassadeur ; elles marqueront une date dans l'histoire du monde...

A minuit trois quarts, l'*Alexandria* mouille dans le havre de Péterhof.

Après m'être séparé de l'Empereur et de l'Impératrice, je passe à bord du yacht d'escorte, la *Strela*, qui me ramène à

Pétersbourg, où je débarque à deux heures et demie du matin. En remontant la Néwa sous le ciel étoilé, je songe à la prophétie ardente des sibylles monténégrines.

II. — VERS LA GUERRE (24 JUILLET-2 AOUT 1914)

Vendredi, 24 juillet 1914.

Très fatigué par ces quatre jours de continuelle tension, j'espérais me reposer un peu et j'avais commandé à mon domestique de me laisser dormir. Mais, à sept heures du matin, un coup de téléphone m'éveille en sursaut : on m'annonce que l'Autriche a remis hier soir un ultimatum à la Serbie.

Au premier instant et dans l'état de somnolence où je suis, la nouvelle me produit une étrange impression de surprise et d'authenticité; l'événement m'apparaît à la fois irréel et certain, imaginaire et avéré. Il me semble que je poursuis ma conversation d'hier avec l'Empereur, que je formule des hypothèses et des prévisions; simultanément, j'ai la sensation forte, positive, irrécusable, du fait accompli.

Pendant la matinée, les détails de ce qui s'est passé à Belgrade commencent d'arriver...

A midi et demi, Sazonow et Buchanan se réunissent chez moi, pour conférer de la situation. Notre entretien, interrompu par le déjeuner, reprend aussitôt. Me fondant sur les toasts échangés par l'Empereur et le Président, sur les déclarations réciproques des deux ministres des Affaires étrangères, enfin, sur la note communiquée hier à l'Agence Havas, je n'hésite pas à me prononcer pour une politique de fermeté.

— Mais, si cette politique doit nous mener à la guerre?... dit Sazonow.

— Elle ne nous mènera à la guerre que si les Puissances germaniques sont dès maintenant résolues à employer les moyens de force pour s'assurer l'hégémonie de l'Orient. La fermeté n'exclut pas la conciliation. Mais encore faut-il que la partie adverse consente à négocier et à transiger. Vous connaissez mes idées personnelles sur les desseins de l'Allemagne. L'ultimatum autrichien me paraît ouvrir la crise dangereuse que je prévois depuis longtemps. A partir d'aujourd'hui, nous devons admettre que la guerre peut éclater d'un

instant à l'autre. Et cette perspective doit dominer toute notre action diplomatique.

Buchanan suppose que son gouvernement voudra rester neutre; il craint dès lors que la France et la Russie ne soient écrasées par la Triple-Alliance.

Sazonow lui objecte :

— Dans les conjonctures actuelles, la neutralité de l'Angleterre équivaudrait à son suicide!

— Vous ne connaissez pas nos gouvernants actuels, réplique tristement Sir George... Ah! si le parti conservateur était au pouvoir, je suis certain qu'il comprendrait ce que l'intérêt national nous commande avec tant d'évidence.

J'insiste sur le rôle décisif que l'Angleterre peut jouer pour éteindre les ardeurs belliqueuses de l'Allemagne; j'invoque l'opinion que l'empereur Nicolas m'exprimait il y a quatre jours : « A moins d'avoir perdu complètement la raison, l'Allemagne n'osera jamais attaquer la Russie, la France et l'Angleterre réunies. » Il est donc urgent que le gouvernement britannique se déclare en faveur de notre cause, qui est la cause de la paix. Sazonow parle avec chaleur dans le même sens.

Buchanan nous promet d'appuyer énergiquement, auprès de Sir Edward Grey, la politique de résistance aux prétentions germaniques.

A trois heures, Sazonow nous quitte pour se rendre à l'Ile Iélaguine, où le président du Conseil Gorémykine a convoqué les ministres.

A huit heures du soir, je vais au ministère des Affaires étrangères, où Sazonow est en conférence avec mon collègue d'Allemagne.

Après quelques minutes, je vois sortir Pourtalès, le visage congestionné, l'œil fulgurant. La discussion a dû être chaude. Il me serre évasivement la main, tandis que j'entre dans le cabinet du ministre.

Sazonow est encore tout frémissant de la controverse qu'il vient de soutenir; il a les gestes nerveux, la voix sèche et saccadée.

— Eh bien! lui dis-je, que s'est-il passé?

— Comme je le prévoyais, l'Allemagne soutient à fond la cause autrichienne. Pas le moindre mot de conciliation. Aussi,

j'ai déclaré très net à Pourtalès que nous ne laisserons pas la Serbie seule en tête-à-tête avec l'Autriche dans le règlement de leur querelle. Notre entretien s'est terminé sur un ton très vif.

— Ah! Très vif?

— Oui... Savez-vous ce qu'il a osé me dire? Il m'a reproché, à moi et à tous les Russes, de ne pas aimer l'Autriche, de ne pas avoir scrupule à troubler les dernières années de son vénérable Empereur. J'ai riposté : « Non, certes, nous n'aimons pas l'Autriche... Et pourquoi donc l'aimerions-nous? Elle ne nous a jamais fait que du mal. Quant à son vénérable Empereur, s'il a encore sa couronne sur la tête, c'est à nous qu'il le doit. Rappelez-vous comme il nous a témoigné sa reconnaissance, en 1855, en 1878, en 1908... Nous reprocher de ne pas aimer l'Autriche, non, vraiment, c'est trop fort! »

— Tout cela est mauvais, mon cher ministre. Si la conversation entre Pétersbourg et Berlin doit continuer de la sorte, elle ne se poursuivra pas longtemps. Avant peu, nous verrons l'empereur Guillaume se dresser *dans son armure étincelante*. De grâce, soyez calme; épuisez tous les moyens d'accommodement! N'oubliez pas que mon gouvernement est un gouvernement d'opinion publique et qu'il ne pourra vous soutenir efficacement que s'il a l'opinion pour lui. Enfin, pensez à l'opinion anglaise.

— Je ferai tout le possible pour éviter la guerre. Mais comme vous, je suis très inquiet de la tournure que prennent les choses.

— Puis-je certifier à mon gouvernement que vous n'avez ordonné encore aucune mesure militaire?

— Aucune, je vous l'affirme. Nous avons seulement décidé de faire rentrer en secret les quatre-vingts millions de roubles, que nous avons en dépôt dans les banques allemandes.

Il ajoute qu'il va s'efforcer d'obtenir du comte Berchtold une prolongation du délai imparti à la Serbie par l'ultimatum, afin que les Puissances aient le temps de se former une opinion sur le dossier judiciaire du conflit et de chercher une voie de conciliation.

Les ministres russes se réuniront demain, sous la présidence de l'Empereur. Je recommande à Sazonow une prudence extrême dans les avis qu'il émettra.

Notre conversation a suffi à lui détendre les nerfs. Et c'est très posément qu'il reprend :

— N'ayez aucune crainte! Vous connaissez d'ailleurs la sagesse de l'Empereur... Berchtold s'est mis dans son tort : nous devons lui faire assumer toute la responsabilité de ce qui peut suivre. Je considère même que, si le cabinet de Vienne passe à l'action, les Serbes devront laisser envahir leur territoire et se borner à dénoncer au monde civilisé l'infamie de l'Autriche.

*
* *

Samedi, 25 juillet 1914.

Hier, les ambassadeurs d'Allemagne à Paris et à Londres sont venus lire aux gouvernements français et britannique une note où il est déclaré que le différend austro-serbe doit être exclusivement réglé entre Vienne et Belgrade La note se termine ainsi : *Le gouvernement allemand désire ardemment que le conflit soit localisé, toute intervention d'une tierce Puissance devant, par le jeu naturel des alliances, provoquer des conséquences incalculables.*

Voilà les procédés d'intimidation qui commencent!

A trois heures de l'après-midi, Sazonow me reçoit avec Buchanan. Il nous annonce qu'un conseil extraordinaire a été tenu ce matin, à Krasnoïé-Sélo, sous la présidence de l'Empereur et que Sa Majesté a décidé, *en principe*, de mobiliser les treize corps d'armée qui sont éventuellement destinés à opérer contre l'Autriche-Hongrie.

Puis, très gravement, s'adressant à Buchanan, il insiste de toutes ses forces pour que l'Angleterre ne tarde pas davantage à se ranger du côté de la Russie et de la France, dans une crise où l'enjeu n'est pas seulement l'équilibre européen, mais la liberté même de l'Europe.

J'appuie les instances de Sazonow et je termine par cet argument *ad hominem*, en montrant le portrait du grand-chancelier Gortchakof qui orne le cabinet où nous délibérons.

— Ici même, au mois de juillet 1870, mon cher sir George, le prince Gortchakof déclarait à votre père (1), qui lui dénonçait le danger des ambitions germaniques : *L'accroissement de la puissance allemande n'a rien qui puisse inquiéter la Russie.* Que

(1) Sir Andrew Buchanan, qui était alors ambassadeur à Saint-Pétersbourg.

l'Angleterre d'aujourd'hui ne commette pas la faute qui a coûté si cher à la Russie d'alors !

— Vous savez bien que vous prêchez un convaincu, fait Buchanan avec un geste de découragement.

D'heure en heure, l'émotion s'accroît dans le public. La note suivante est communiquée à la presse :

Le Gouvernement impérial suit attentivement l'évolution du conflit austro-serbe, qui ne peut pas laisser la Russie indifférente.

Presque en même temps, Pourtalès fait savoir à Sazonow que l'Allemagne appuie naturellement, comme alliée de l'Autriche, les légitimes revendications du cabinet de Vienne contre la Serbie.

De son côté, Sazonow conseille au Gouvernement serbe de solliciter sans retard la médiation du gouvernement britannique.

A sept heures du soir, je me rends à la gare de Varsovie pour dire adieu à Iswolsky, qui rejoint en hâte son poste. Sur les quais, l'animation est vive : les trains sont bondés d'officiers et de soldats. Cela sent déjà la mobilisation. Nous échangeons rapidement nos impressions et nous concluons de même :

— Cette fois, c'est la guerre.

Rentré à l'Ambassade, j'apprends que l'Empereur vient d'ordonner les mesures préliminaires de la mobilisation dans les circonscriptions militaires de Kiew, d'Odessa, de Kazan et de Moscou. De plus, les villes et gouvernements de Saint-Pétersbourg et de Moscou sont déclarés en état de siège. Enfin, le camp de Krasnoïé-Sélo est levé et les troupes sont renvoyées, dès ce soir, dans leurs garnisons normales.

A huit heures et demie, mon attaché militaire, le général de Laguiche, est mandé à Krasnoïé-Sélo pour conférer avec le Grand-Duc Nicolas Nicolaïéwitch et le général Soukhomlinow, ministre de la Guerre.

***

Dimanche, 26 juillet 1914.

Cet après-midi, quand je vais chez Sazonow, mon impression est meilleure.

Il vient de recevoir mon collègue d'Autriche-Hongrie, le comte Szapary, et l'a convié « à une franche et loyale explication. »

Puis, article par article, il a relu le texte de l'ultimatum remis à Belgrade, en faisant ressortir le caractère inadmissible, absurde, injurieux, des principales clauses. Tout cela, dit sur un ton très amical :

— L'intention qui a inspiré ce document est légitime, si vous n'avez eu d'autre but que de protéger votre territoire contre les menées des anarchistes serbes; mais la forme est indéfendable...

Il a conclu, avec chaleur :

— Reprenez votre ultimatum; modifiez-en la rédaction et je vous garantis le résultat.

Szapary s'est montré touché, presque persuadé même par ce langage; il a toutefois réservé l'opinion de son gouvernement.

Sazonow va donc proposer, dès ce soir, à Berchtold, d'ouvrir une conversation directe entre Pétersbourg et Vienne pour concerter les changements à introduire dans l'ultimatum.

Je félicite Sazonow d'avoir si heureusement mené l'entretien. Il me répond :

— Je ne me départirai pas de cette attitude. Jusqu'au dernier instant, je négocierai.

Puis, passant la main devant ses yeux, comme si une vision effrayante lui traversait l'esprit, il me demande, d'une voix qui tremble :

— Sincèrement, de vous à moi, croyez-vous que nous puissions encore sauver la paix?

— Si nous n'avions affaire qu'à l'Autriche, j'aurais de l'espoir... Mais il y a l'Allemagne; elle a promis à son alliée un grand succès d'amour-propre; elle est convaincue que nous n'oserons pas lui tenir tête jusqu'au bout, que la Triple-Entente cédera comme elle a toujours cédé. Or, cette fois, nous ne pouvons plus céder, sous peine de n'exister plus. Nous n'éviterons pas la guerre.

— Ah! mon cher ambassadeur, c'est affreux de songer à ce qui se prépare.

***

Lundi, 27 juillet 1914.

Dans les sphères officielles, la journée a été calme : la diplomatie poursuit méthodiquement son travail de procédure.

Accablé de télégrammes et de visites, l'esprit obsédé, je vais

avant le dîner faire un tour de promenade aux Iles; je descends de voiture dans l'allée ombrageuse et solitaire qui longe le Palais d'Iélaguine. L'heure est charmante. Une clarté soyeuse coule à travers les ramures touffues et luisantes des grands chênes. Aucun souffle d'air ne remue les branches; mais, par instants, l'on respire des effluves humides qui semblent la fraîche haleine des plantes et des eaux.

Mes réflexions sont d'un pessimisme radical. Quelque effort que je fasse pour les contredire, elles me ramènent toujours à cette conclusion : la guerre. Le temps des combinaisons et des artifices diplomatiques est passé. Auprès des causes lointaines et profondes qui ont déterminé la crise actuelle, les incidents de ces derniers jours ne sont rien. Il n'y a plus d'initiative individuelle, il n'y a plus de volonté humaine qui puisse résister au mécanisme automatique des forces déchaînées. Nous autres, diplomates, nous avons perdu toute action sur les événements; nous ne pouvons plus qu'essayer de les prévoir et insister pour que nos Gouvernements y adaptent leur conduite.

D'après les télégrammes des agences, il semble qu'en France le moral soit bon. Pas de nervosisme, pas d'affolement; une confiance calme et forte; une parfaite solidarité nationale. Et dire que c'est le même pays qui, hier, se passionnait pour les scandales du procès Caillaux et s'hypnotisait devant le cloaque du Palais de Justice!

Dans toute la Russie, le sentiment public s'exaspère. Sazonow s'applique et réussit encore à modérer la presse. Il est obligé toutefois de donner aux journalistes un peu de pâture pour calmer leur fringale et il leur a fait dire : « Si vous le voulez, tapez sur l'Autriche; mais soyez modérés envers l'Allemagne. »

***

Mardi, 28 juillet 1914.

A trois heures de l'après-midi, je vais au ministère des Affaires étrangères. Buchanan est en conférence avec Sazonow.

L'ambassadeur d'Allemagne attend son tour d'être reçu. Je l'aborde franchement :

— Eh bien! Vous êtes-vous enfin décidés à calmer votre alliée? Vous seuls êtes en situation de faire entendre à l'Autriche des conseils de sagesse.

Il m'objecte aussitôt, avec des saccades dans la voix :

— Mais c'est ici qu'il faut qu'on se calme et qu'on cesse d'exciter la Serbie !

— Je vous affirme sur l'honneur que le gouvernement russe est parfaitement calme et prêt à toutes les solutions conciliatrices. Mais ne lui demandez pas de laisser anéantir la Serbie. Ce serait lui demander l'impossible.

Il me lance, d'un ton sec :

— Nous ne pouvons pas abandonner notre alliée.

— Permettez-moi de vous parler librement, mon cher collègue. L'heure est assez grave et je pense que nous nous estimons assez l'un l'autre pour que nous ayons le droit de nous expliquer en toute franchise... Si dans un jour, dans deux jours au plus, le conflit austro-serbe n'est pas apaisé, c'est la guerre, la guerre générale, une catastrophe telle que le monde n'en a peut-être jamais connu. Or, cette calamité peut encore être conjurée puisque le gouvernement russe est pacifique, puisque le gouvernement britannique est pacifique, puisque votre gouvernement lui-même se dit pacifique.

A ces mots, Pourtalès éclate :

— Oui, certes, et j'en atteste Dieu ! l'Allemagne est pacifique ! Voilà quarante-trois ans que nous sauvegardons la paix de l'Europe ! Pendant quarante-trois ans, nous avons mis notre honneur à ne pas abuser de notre force ! Et c'est nous qu'on accuse aujourd'hui de vouloir déchaîner la guerre !... L'histoire prouvera que nous avons le bon droit pour nous et que notre conscience n'a rien à se reprocher.

— En sommes-nous déjà au point qu'il faille invoquer le jugement de l'histoire ? N'y a-t-il donc plus aucune chance de salut?

L'émotion qui étreint Pourtalès est telle qu'il ne peut plus parler. Ses mains tremblent ; ses yeux se voilent de larmes. Avec une trépidation de colère contenue, il répète :

— Nous ne pouvons pas abandonner, nous n'abandonnerons pas notre alliée... Non, nous ne l'abandonnerons pas !

Sur ce, l'ambassadeur d'Angleterre sort du cabinet de Sazonow. Pourtalès s'y précipite, la mine farouche, sans même serrer la main de Buchanan au passage.

— Dans quel état il est ! me dit sir George... La situation a encore empiré... Je ne doute plus que la Russie ne marche à fond ; *she is thoroughly in earnest*. Je viens de supplier Sazonow

de ne consentir à aucune mesure militaire que l'Allemagne pourrait interpréter comme une provocation. Il faut laisser au gouvernement allemand toute la responsabilité et toute l'initiative de l'attaque. L'opinion anglaise n'admettra l'idée de participer à la guerre que si l'agression vient indubitablement de l'Allemagne... De grâce, parlez dans le même sens à Sazonow.

— Je ne lui tiens pas d'autre langage.

A ce moment, survient l'ambassadeur d'Autriche. Il est pâle. La raideur, qu'il affecte envers nous, contraste avec la souple et courtoise affabilité qui lui est habituelle.

Buchanan et moi, nous essayons de le faire parler.

— Avez-vous reçu de Vienne, lui dis-je, de meilleures nouvelles? Pouvez-vous nous rassurer un peu?

— Non, je ne sais rien de neuf... La machine roule.

Sans vouloir s'expliquer davantage, il répète sa métaphore apocalyptique :

— La machine roule.

Comprenant qu'il n'y a pas à insister, je sors avec Buchanan. Je préfère d'ailleurs ne voir le ministre qu'après qu'il aura reçu Pourtalès et Szapary.

Un quart d'heure plus tard, je me fais annoncer chez Sazonow. Il est blême et vibrant :

— J'ai très mauvaise impression, me dit-il... très mauvaise. Il est clair maintenant que l'Autriche refuse de causer avec nous et que l'Allemagne l'excite sous main.

— Alors, vous n'avez rien pu tirer de Pourtalès?

— Rien, sinon que l'Allemagne ne peut pas abandonner l'Autriche. Mais est-ce que je lui demande de l'abandonner? Je lui demande simplement de m'aider à dénouer la crise par les moyens pacifiques... Du reste, Pourtalès ne se possédait plus ; il ne trouvait plus ses mots ; il bégayait ; il avait l'air effaré. Pourquoi cet effarement ?... Ni vous ni moi, nous ne sommes ainsi; nous gardons notre sang-froid, notre *self-control*.

— Pourtalès s'affole, parce que sa responsabilité personnelle est sans doute engagée. Je crains qu'il n'ait contribué à lancer son Gouvernement dans cette terrible aventure, en affirmant que la Russie ne tiendrait pas le coup et que, si par impossible elle ne cédait pas, la France dénoncerait l'alliance russe. Il voit maintenant vers quel abîme il a précipité son pays.

— Vous êtes sûr de cela?

— Presque... Hier encore, Pourtalès affirmait au ministre des Pays-Bas et au chargé d'Affaires de Belgique que la Russie capitulerait et que ce serait un triomphe pour la Triple-Alliance. Je le sais de la meilleure source.

Sazonow fait un geste d'accablement et demeure silencieux. Je reprends :

— Du côté de Berlin et de Vienne, le sort est jeté. Maintenant, c'est à Londres surtout que vous devez penser. Je vous supplie de ne prendre aucune mesure militaire sur le front allemand et d'être même très circonspect sur le front autrichien, tant que l'Allemagne n'a pas dévoilé son jeu. La moindre imprudence de votre part nous coûterait le concours de l'Angleterre.

— C'est aussi mon avis; mais notre État-major s'impatiente et j'ai déjà grand peine à le retenir.

Ces derniers mots m'inquiètent; une idée me vient :

— Si grave que soit le danger, si faibles que soient encore les chances de salut, nous devons, vous et moi, tenter jusqu'à l'impossible pour sauver la paix. Je vous prie de considérer que je suis, moi, dans une position sans précédent pour un ambassadeur. Le chef de l'État et le chef du Gouvernement sont en mer; je ne peux correspondre avec eux que par intermittence et de la façon la plus incertaine; d'ailleurs, comme ils ne connaissent qu'imparfaitement la situation, ils ne peuvent m'envoyer aucune instruction. A Paris, le ministère est décapité; sa correspondance avec le Président de la République et le Président du Conseil n'est pas moins irrégulière et défectueuse que la mienne. Ma responsabilité est donc énorme. C'est pourquoi je vous demande de vous engager, dès maintenant, à accepter toutes les procédures que la France et l'Angleterre vous proposeront pour sauvegarder la paix.

— Mais c'est impossible!... Comment voulez-vous que j'accepte d'avance des procédures dont je ne connais ni l'objet, ni les conditions?

— Je viens de vous dire que nous devons tenter jusqu'à l'impossible pour conjurer la guerre. J'insiste donc sur ma demande.

Après une courte hésitation, il me répond :

— Eh bien! oui, j'accepte.

— Je considère votre engagement comme officiel et je vais le télégraphier à Paris.

— Vous pouvez le télégraphier.

— Merci! Vous soulagez ma conscience d'un grand poids.

*
* *

Mercredi, 29 juillet 1914.

Le prologue du drame me paraît arrivé à la dernière scène.

Hier soir, le gouvernement austro-hongrois a ordonné la mobilisation générale de l'armée; le Cabinet de Vienne se refuse donc à l'entretien direct que lui proposait le gouvernement russe.

Cet après-midi, vers trois heures, Pourtalès vient déclarer à Sazonow que, si la Russie ne cesse pas immédiatement ses préparatifs militaires, l'Allemagne mobilisera aussi son armée. Sazonow lui répond que les préparatifs de l'État-major russe sont motivés par l'intransigeance obstinée du Cabinet de Vienne et par le fait que huit corps austro-hongrois sont déjà sur le pied de guerre.

A onze heures du soir, Nicolas Alexandrowitch Basily, vice-directeur de la chancellerie du ministère des Affaires étrangères, se présente à mon ambassade; il vient m'annoncer que le ton impératif sur lequel l'ambassadeur d'Allemagne s'est exprimé cet après-midi, a déterminé le gouvernement russe: 1° à ordonner, cette nuit même, la mobilisation des treize corps destinés à opérer contre l'Autriche-Hongrie; et 2° à commencer *secrètement* la mobilisation générale.

Ces derniers mots me font sursauter:

— N'est-il donc pas possible de s'en tenir, provisoirement du moins, à une mobilisation partielle?

— Non. La question vient d'être examinée à fond par un conseil de nos plus hauts chefs militaires. Ils ont reconnu que, dans les circonstances présentes, le gouvernement russe n'a pas le choix entre la mobilisation partielle et la mobilisation générale; car la mobilisation partielle ne serait techniquement exécutable, qu'à la condition de disloquer tout le mécanisme de la mobilisation générale. Donc, si nous nous bornions aujourd'hui à mobiliser les treize corps destinés à opérer contre l'Autriche et que, demain, l'Allemagne se résolût à soutenir

militairement son alliée, nous serions impuissants à nous défendre du côté de la Pologne et de la Prusse orientale... La France n'est-elle pas aussi intéressée que nous à ce que nous puissions intervenir promptement contre l'Allemagne ?

— Vous invoquez là des considérations fortes. J'estime néanmoins que votre État-major ne doit prendre aucune mesure avant d'en avoir conféré avec l'État-major français. Veuillez dire de ma part à M. Sazonow que j'appelle sur ce point sa plus sérieuse attention et que je désire avoir sa réponse dans le cours de cette nuit.

*
* *

Jeudi, 30 juillet 1914.

A peine Basily est-il rentré au Ministère des Affaires étrangères que Sazonow me prie, par téléphone, de lui envoyer mon premier secrétaire, Chambrun, « pour une communication très urgente. » En même temps, mon attaché militaire, le général de Laguiche, est appelé à l'État-major général. Il est minuit trois quarts.

L'empereur Nicolas, qui a reçu, dans la soirée, un télégramme personnel de l'empereur Guillaume, a décidé, en effet, de surseoir à la mobilisation générale ; car l'empereur Guillaume lui affirme qu'« il s'emploie, de toutes ses forces, à favoriser une entente directe entre l'Autriche et la Russie. » Le Tsar a pris cette décision de son autorité propre, malgré la résistance de ses généraux qui lui ont représenté une fois de plus les inconvénients, les périls même d'une mobilisation partielle. Je n'annonce donc à Paris que la mobilisation des treize corps russes, destinés à opérer éventuellement contre l'Autriche.

Ce matin, au réveil, les journaux nous apprennent que l'armée austro-hongroise a préludé hier soir à l'attaque de la Serbie par le bombardement de Belgrade.

La nouvelle, qui se propage aussitôt dans le public, y provoque une émotion violente. De tous côtés, on me téléphone pour me demander si j'ai quelques détails sur l'événement, si la France est résolue à soutenir la Russie, etc. Des groupes animés discutent dans les rues. Et, devant mes fenêtres, sur

le quai de la Néwa, quatre *moujiks*, qui déchargent du bois, s'interrompent de leur travail pour écouter leur patron, qui leur lit le journal. Puis ils pérorent longuement, tous les cinq, avec des gestes graves, et des mines indignées : la délibération se termine par des signes de croix.

A deux heures de l'après-midi, Pourtalès se rend au ministère des Affaires étrangères. Sazonow, qui le reçoit immédiatement, devine dès les premiers mots que l'Allemagne ne veut pas prononcer à Vienne la parole modératrice qui sauverait la paix.

L'attitude de Pourtalès n'est d'ailleurs que trop significative : il est effondré; car il aperçoit maintenant les conséquences de la politique intransigeante dont il a été l'instrument, sinon même l'instigateur; il voit la catastrophe inévitable et il succombe sous le poids de sa responsabilité :

— De grâce, dit-il à Sazonow, faites-moi une proposition quelconque, que je puisse recommander à mon Gouvernement. C'est mon dernier espoir.

Sazonow improvise immédiatement cette formule ingénieuse :

Si l'Autriche, reconnaissant que la question austro-serbe a pris le caractère d'une question européenne, se déclare prête à éliminer de son ultimatum les points qui portent atteinte aux droits souverains de la Serbie, la Russie s'engage à cesser ses préparatifs militaires.

Toujours accablé, les yeux hagards, la parole bégayante, Pourtalès se retire, d'un pas chancelant.

Une heure plus tard, Sazonow est introduit au Palais de Péterhof, pour faire son rapport à l'Empereur. Il trouve le souverain très mal impressionné par un télégramme que l'empereur Guillaume lui a expédié dans la nuit et dont le ton est presque menaçant :

Si la Russie mobilise contre l'Autriche-Hongrie, la mission de médiateur, que j'ai acceptée sur ton instante prière, sera compromise, sinon même rendue impossible. Tout le poids de la décision à prendre pèse actuellement sur tes épaules, qui auront à supporter la responsabilité de la guerre ou de la paix.

Ayant lu et relu ce télégramme, Sazonow fait un geste désespéré :

— Nous n'éviterons plus la guerre !... L'Allemagne se dérobe visiblement à l'action médiatrice que nous lui demandons et

elle ne cherche plus qu'à gagner du temps pour achever en secret ses préparatifs d'offensive. Dans ces conditions, je ne crois pas que Votre Majesté puisse différer davantage à ordonner la mobilisation générale.

Très pâle et la gorge étreinte, l'Empereur lui répond :

— Songez à la responsabilité que vous me conseillez de prendre! Songez qu'il s'agit d'envoyer des milliers et des milliers d'hommes à la mort!

Sazonow reprend :

— Ni la conscience de Votre Majesté ni la mienne n'auront rien à se reprocher, si la guerre éclate. Votre Majesté et son Gouvernement auront fait tout le possible pour épargner au monde cette effroyable épreuve... Mais aujourd'hui, j'ai la conviction que la diplomatie a fini son œuvre. Il faut penser désormais à la sûreté de l'Empire. Si Votre Majesté arrête nos préliminaires de mobilisation, Elle n'aura réussi qu'à disloquer notre organisation militaire et à déconcerter nos alliés. La guerre n'en éclatera pas moins, à l'heure voulue par l'Allemagne, et nous surprendra en plein désarroi.

Après un instant de recueillement, l'Empereur prononce, d'un ton ferme :

— Serge-Dimitriéwitch, allez téléphoner au chef d'État-major que j'ordonne la mobilisation générale.

Sazonow descend au vestibule du palais, où se trouve la cabine téléphonique et transmet au général Yanouchkéwitch l'ordre impérial.

La pendule marque exactement quatre heures.

Le cuirassé *la France*, qui portait le Président de la République et le Président du Conseil, est arrivé hier à Dunkerque, après avoir brûlé les escales prévues à Copenhague et à Christiania.

A six heures, je reçois un télégramme, expédié de Paris ce matin et signé de Viviani. Après avoir affirmé une fois de plus les desseins pacifiques du gouvernement français et renouvelé ses conseils de prudence au gouvernement russe, Viviani ajoute : *La France est résolue à remplir toutes les obligations de l'Alliance.*

Je vais le déclarer à Sazonow, qui me répond, très simplement :

— J'étais sûr de la France.

*
* *

Vendredi, 31 juillet 1914.

L'ordre de mobilisation générale est publié, dès l'aube.

Dans toute la ville, aussi bien dans les quartiers populaires que dans les quartiers riches et aristocratiques, l'enthousiasme est unanime. On me signale des hourras belliqueux sur la place du Palais d'hiver et devant Notre-Dame de Kazan.

L'empereur Nicolas et l'empereur Guillaume poursuivent leur dialogue télégraphique. Le Tsar a télégraphié ce matin au Kaiser :

Il m'est techniquement impossible de suspendre mes préparatifs militaires. Mais, tant que les pourparlers avec l'Autriche ne seront pas rompus, mes troupes s'abstiendront de toute offensive. Je t'en donne ma parole d'honneur.

A quoi l'empereur Guillaume a répondu :

Je suis allé jusqu'à l'extrême limite du possible dans mes efforts pour maintenir la paix. Ce n'est donc pas moi qui porterai la responsabilité de l'affreux désastre qui menace maintenant tout le monde civilisé. Il ne tient qu'à toi de le conjurer encore. Mon amitié pour toi et ton Empire, que mon grand-père m'a léguée à son lit de mort, est toujours sacrée pour moi et j'ai été fidèle à la Russie lorsqu'elle s'est trouvée dans le malheur, notamment pendant ta dernière guerre. A l'heure actuelle, tu peux encore sauver la paix de l'Europe, si tu arrêtes tes mesures militaires.

Sazonow, toujours attentif à se ménager l'opinion anglaise et soucieux de faire jusqu'à la dernière minute tout le possible pour conjurer la guerre, accepte, sans discussion, quelques changements que Sir Edward Grey le prie d'apporter à la proposition dont il a saisi hier le Cabinet de Berlin. Voici le nouveau texte :

Si l'Autriche consent à arrêter la marche de ses armées sur le territoire serbe et si, reconnaissant que le conflit austro-serbe a pris le caractère d'une question d'intérêt européen, elle admet que les Grandes Puissances examinent la satisfaction que la Serbie pourrait accorder au Gouvernement d'Autriche-Hongrie sans laisser porter atteinte à ses droits d'État souverain et à son indépendance, la Russie s'engage à conserver son attitude expectante.

A trois heures de l'après-midi, l'ambassadeur d'Allemagne demande à être reçu par l'Empereur, qui le prie de venir immédiatement à Péterhof.

Accueilli de la manière la plus affable, Pourtalès se borne à développer le thème exposé dans le dernier télégramme du Kaiser : « L'Allemagne fut toujours la meilleure amie de la Russie... Que l'empereur Nicolas consente à révoquer ses mesures militaires, et la paix du monde est sauvée... »

Le Tsar répond en faisant valoir les ressources de conciliation que la proposition de Sazonow, remaniée par Sir Edward Grey, offre encore pour un règlement honorable du conflit.

A onze heures du soir, Pourtalès se fait annoncer au ministère des Affaires étrangères. Reçu aussitôt, il déclare à Sazonow que si, dans un délai de douze heures, la Russie n'interrompt pas ses mesures de mobilisation, tant du côté de l'Allemagne que du côté d'Autriche-Hongrie, l'armée allemande sera mobilisée tout entière.

Puis, regardant la pendule qui marque onze heures vingt-cinq, il ajoute :

— Le délai expirera demain à midi.

Sans laisser à Sazonow le temps de formuler aucune observation, il reprend, d'une voix trépidante et précipitée :

— Consentez à démobiliser!... Consentez à démobiliser!... Consentez à démobiliser!...

Sazonow, très calme, répond :

— Je ne peux que vous confirmer ce que vous a dit Sa Majesté l'Empereur. Tant que les pourparlers continueront avec l'Autriche, tant qu'il y aura une chance de conjurer la guerre, nous n'attaquerons pas. Mais il nous est techniquement impossible de démobiliser, sans désagréger tout notre organisme militaire. C'est une considération dont votre État-major lui-même ne peut pas contester la légitimité.

Pourtalès sort, avec des gestes d'effarement.

*
* *

Samedi, 1er août 1914.

Le délai assigné par l'ultimatum allemand expirait aujourd'hui à midi; c'est à sept heures du soir seulement que Pourtalès se présente au ministère des Affaires étrangères.

Très rouge, les yeux gonflés, suffoquant d'émotion, il remet solennellement à Sazonow une déclaration de guerre, qui se termine par cette phrase théâtrale et mensongère : *Sa Majesté l'Empereur, mon auguste souverain, au nom de l'Empire, relève le défi et se considère en état de guerre avec la Russie.*

Sazonow lui répond :

— Vous faites là une politique criminelle. La malédiction des peuples retombera sur vous.

Puis, lisant à voix haute la déclaration de guerre, il est stupéfait d'y voir, entre parenthèses, deux variantes qui sont d'ailleurs d'une minime importance. Ainsi, après les mots : *La Russie ayant refusé de faire droit à...* il y a : (*n'ayant pas cru devoir répondre à...*) Et, plus loin, après les mots : *La Russie ayant manifesté par ce refus...* il y a : (*par cette attitude...*) Il est probable que ces variantes avaient été indiquées de Berlin et que, soit inadvertance, soit précipitation du copiste, elles ont été l'une et l'autre insérées dans le texte officiel.

Pourtalès est si atterré qu'il ne réussit pas à expliquer cette bizarrerie de forme, qui entache de ridicule *in æternum* le document historique d'où vont sortir tant de maux. La lecture finie, Sazonow répète :

— Vous faites là un acte criminel!

— Nous défendons notre honneur!

— Votre honneur n'était pas en jeu. Vous pouviez, d'un mot, conjurer la guerre : vous ne l'avez pas voulu. Dans tout ce que j'ai tenté pour sauver la paix, je n'ai pas trouvé en vous le moindre concours. Mais il y a une justice divine!

Pourtalès reprend, d'une voix sourde, avec un regard éperdu :

— C'est vrai... Il y a une justice divine... Une justice divine!

Il marmonne encore quelques mots incompréhensibles, et, tout vacillant, il se dirige vers la fenêtre qui est à droite de la porte d'entrée, en face du Palais d'hiver. Là, il s'appuie au chambranle et, soudain, il éclate en sanglots.

Sazonow essaie de le calmer, lui tape dans le dos. Pourtalès balbutie :

— Voilà donc le résultat de ma mission!

Enfin, brusquement, il se jette vers la porte, qu'il a peine

à ouvrir, tant ses mains tremblent, et il sort en murmurant :

— Adieu !... Adieu !...

Quelques minutes après, j'entre chez Sazonow, qui me raconte la scène. Il m'apprend, de plus, que Buchanan vient de demander une audience à l'Empereur pour lui remettre un télégramme personnel de son souverain. Dans ce télégramme, le roi George adresse un suprême appel à l'esprit pacifique du Tsar et le supplie de poursuivre ses efforts de conciliation. La démarche n'a plus d'objet, depuis que Pourtalès a remis la déclaration de guerre. L'Empereur recevra néanmoins Buchanan ce soir, à onze heures...

*
* *

Dimanche, 2 août 1914.

Mobilisation générale de l'armée française. L'ordre télégraphique m'est parvenu cette nuit, à deux heures.

Le sort en est donc jeté !... La part de raison qui gouverne les peuples est si faible qu'il a suffi d'une semaine pour déchaîner la folie universelle !... Je ne sais comment l'histoire jugera l'opération diplomatique à laquelle je viens de participer avec Sazonow et Buchanan; mais nous sommes, tous les trois, en droit d'affirmer que nous avons fait consciencieusement ce qui dépendait de nous pour sauver la paix du monde, sans accepter néanmoins de lui sacrifier ces deux autres biens, plus précieux encore, l'indépendance et l'honneur de nos pays.

Pendant cette semaine décisive, le travail de mon ambassade a été rude : les nuits n'étaient pas moins laborieuses que les jours. Mon personnel a été parfait de zèle et de sang-froid. J'ai trouvé chez tous, chez mon conseiller Doulcet, chez mes attachés militaires le général de Laguiche et le commandant Wehrlin, chez mes secrétaires Chambrun, Gentil, Dulong et Robien, un concours aussi actif et intelligent que cordial et assidu.

Cet après-midi, à trois heures, je me rends au Palais d'hiver d'où, selon les rites, l'Empereur doit lancer un manifeste à son peuple. Je suis le seul étranger admis à cette solennité, comme représentant de la Puissance alliée.

Le spectacle est majestueux. Dans l'immense galerie de

Saint-Georges, qui longe le quai de la Néwa, cinq ou six mille personnes sont réunies. Toute la Cour est en costume de gala, tous les officiers de la garnison en tenue de campagne. Au centre de la salle, on a disposé un autel et l'on y a transporté l'icône miraculeuse de la Vierge de Kazan, dont le sanctuaire national de la Perspective Newsky est privé pour quelques heures. En 1812, le feld-maréchal prince Koutousow, partant pour rejoindre l'armée à Smolensk, a longuement prié devant la sainte image.

Dans un silence religieux, le cortège impérial traverse la galerie et se range à la gauche de l'autel. L'Empereur me fait inviter à prendre place en face de lui, voulant ainsi, me dit-il, « rendre un public hommage à la fidélité de la France alliée. »

L'office divin commence aussitôt, accompagné par les chants si larges, si pathétiques, de la liturgie orthodoxe. Nicolas II prie avec une contention ardente qui donne à son visage pâle une saisissante expression de mysticité. L'impératrice Alexandra-Féodorowna se tient auprès de lui, le buste raide, la tête haute, les lèvres violacées, le regard fixe, les prunelles vitreuses ; par instants, elle ferme les yeux, et sa face livide fait alors penser au masque d'une morte.

Après les dernières oraisons, l'aumônier de la Cour lit le manifeste du Tsar à son peuple, — simple exposé des événements qui ont rendu la guerre inévitable, appel éloquent à toutes les énergies nationales, imploration du Très-Haut, etc... Puis l'Empereur, s'approchant de l'autel, élève la main droite vers l'Évangile, qu'on lui présente. Il est encore plus grave, encore plus recueilli, comme s'il allait communier. D'une voix lente, courte et qui appuie sur chaque mot, il déclare :

— Officiers de ma Garde, ici présents, je salue en vous toute mon armée et je la bénis. Solennellement, je jure que je ne conclurai pas la paix, tant qu'il y aura un seul ennemi sur le sol de la patrie.

Un fracas de hourras répond à cette déclaration, copiée sur le serment que l'empereur Alexandre Ier prononça en 1812. Pendant près de dix minutes, c'est dans toute la salle un tumulte frénétique, qui se renforce bientôt par les clameurs de la foule massée au long de la Néwa.

Brusquement, avec son impétuosité coutumière, le Grand-

Duc Nicolas, généralissime des armées russes, se jette sur moi et m'embrasse à me broyer. Alors, c'est un redoublement d'enthousiasme, que dominent les cris de : « Vive la France !... Vive la France !... »

A travers la cohue qui m'acclame, j'ai grand'peine à me frayer un passage derrière les souverains et à gagner la sortie.

J'arrive enfin à la place du Palais d'hiver, où une multitude innombrable se presse avec des drapeaux, des bannières, des icônes, des portraits du Tsar.

L'Empereur paraît au balcon. Instantanément, tout le monde s'agenouille et entonne l'Hymne russe. En cette minute, pour ces milliers d'hommes qui sont là prosternés, le Tsar est vraiment l'autocrate marqué de Dieu, le chef militaire, politique et religieux de son peuple, le souverain absolu des corps et des âmes.

Tandis que je rentre à l'Ambassade, les yeux pleins de cette vision grandiose, je ne puis m'empêcher de songer à la sinistre journée du 22 janvier 1905, où la population de Pétersbourg, conduite par le pope Gapone et précédée aussi par les saintes images, s'était massée comme aujourd'hui devant le Palais d'hiver pour implorer « son père, le Tsar, » et où elle fut mitraillée.

*
* *

Lundi, 3 août 1914.

Le ministre de l'Intérieur, Nicolas-Alexéïéwitch Maklakow, m'affirme que la mobilisation générale s'opère sur tout le territoire de l'Empire avec une régularité parfaite et dans un vif élan de patriotisme.

Je n'avais à cet égard nulle appréhension ; je craignais tout au plus quelques incidents locaux.

Un de mes informateurs, B..., qui appartient aux milieux avancés, me dit :

— Aucune grève, aucun désordre ne sont à prévoir en ce moment. L'élan national est trop fort... Aussi, les chefs du parti socialiste ont-ils prêché, dans toutes les usines, la résignation au devoir militaire; ils sont d'ailleurs convaincus que cette guerre aboutira au triomphe du prolétariat.

— Le triomphe du prolétariat... même en cas de victoire?

— Oui, car la guerre fera fusionner toutes les classes sociales; elle rapprochera le paysan de l'ouvrier et de l'étudiant; elle mettra une fois de plus en lumière les hontes de notre bureaucratie, ce qui obligera le Gouvernement à compter avec l'opinion publique; elle introduira enfin dans la caste nobiliaire des officiers un élément libéral et même démocratique, les lieutenants de réserve. Cet élément a déjà joué un grand rôle politique pendant la guerre de Mandchourie... Sans lui, les émeutes militaires de 1905 n'auraient pas été possibles.

— Soyons victorieux d'abord. Nous verrons ensuite.

Le Président de la Douma, Michel-Wladimirowitch Rodzianko, me tient aussi le langage le plus rassurant... pour le présent :

— La guerre, me dit-il, a mis fin subitement à toutes nos dissensions intestines. Dans tous les partis de la Douma, on ne pense qu'à se battre contre l'Allemagne. Le peuple russe n'a pas éprouvé une pareille secousse de patriotisme depuis 1812...

Le Grand-Duc Nicolas-Nicolaïéwitch est nommé généralissime, à titre provisoire, l'Empereur se réservant d'assurer, en temps opportun, le commandement personnel et direct de ses armées.

Cette nomination a motivé une délibération très animée dans le conseil que Sa Majesté a tenu avec ses ministres. L'Empereur voulait se mettre immédiatement à la tête des troupes. Gorémykine, Krivoschéïne, l'amiral Grigorowitch et surtout Sazonow lui ont représenté, avec une respectueuse insistance, qu'il ne doit pas risquer de compromettre son prestige et son autorité dans la conduite d'une guerre qui s'annonce comme très rude, très dangereuse, et dont les débuts sont des plus incertains.

— Il faut s'attendre, a dit Sazonow, à ce que nous soyons obligés de reculer pendant les premières semaines. Votre Majesté ne doit pas s'exposer aux critiques que ce recul ne manquerait pas de provoquer dans le peuple et même dans l'armée.

L'Empereur a objecté l'exemple de son ancêtre, Alexandre Ier, en 1805 et en 1812. Sazonow a judicieusement répliqué :

— Que Votre Majesté veuille bien relire les mémoires et les correspondances du temps. Elle y verra comme son auguste

ancêtre a été désapprouvé, blâmé, d'avoir pris, en personne, le commandement des opérations. Elle y verra aussi tous les maux qui auraient pu être évités, s'il était resté dans sa capitale pour y exercer, de haut, son pouvoir suprême.

L'Empereur a fini par se ranger à cet avis.

Le général Soukhomlinow, ministre de la Guerre, qui convoitait depuis longtemps le poste éminent de généralissime, est furieux de s'être vu préférer le Grand-Duc Nicolas. Et, malheureusement, il est homme à se venger...

***

Mardi, 4 août 1914.

Hier, l'Allemagne a déclaré la guerre à la France.

La mobilisation générale se poursuit avec activité et sans le moindre incident, à travers l'Empire. On a même gagné, pour les troupes de couverture, cinq ou six heures sur les horaires prévus.

Sazonow, dont j'ai souvent apprécié la vertu de désintéressement et d'intégrité, s'est manifesté à moi, ces temps derniers, sous un aspect qui l'élève encore. Dans la crise actuelle, il ne voit pas seulement un problème politique à résoudre, mais aussi et surtout un problème moral, où la religion même intervient. Tout son travail intérieur est dominé par les ordres secrets de sa conscience et de sa foi. A plusieurs reprises, il m'a dit :

— Cette politique de l'Autriche et de l'Allemagne est aussi coupable qu'absurde : elle ne renferme pas le moindre élément de moralité ; elle outrage toutes les lois divines.

Ce matin, le voyant épuisé de fatigue, les yeux fébriles et cernés, je lui demande comment il peut supporter un pareil labeur avec une santé si délicate ; il me répond :

— Dieu me soutient.

Toute la journée, des cortèges, portant des drapeaux et des icônes, ont défilé devant l'ambassade, aux cris de : « Vive la France !... Vive la France !... »

Foule très composite : ouvriers, popes, *moujiks*, étudiants, étudiantes, domestiques, petits employés, etc. L'enthousiasme paraît sincère. Mais, dans ces manifestations si nombreuses et qui se produisent à intervalles si réguliers, quelle part faut-il faire à l'action de la police?...

Je me posais la question, ce soir, vers dix heures, lorsqu'on m'annonce qu'un flot populaire s'est rué sur l'ambassade d'Allemagne et l'a saccagée de fond en comble.

Située sur la place la plus importante de la ville, entre la cathédrale de Saint-Isaac et le Palais Marie, l'ambassade d'Allemagne est un édifice « kolossal. » Façade massive en granit de Finlande ; lourdes architraves ; maçonnerie cyclopéenne. Sur le toit, deux énormes chevaux de bronze, tenus en main par des géants, achèvent d'écraser le bâtiment. Abominable comme œuvre d'art, la construction est puissamment symbolique ; elle affirme, avec une éloquence grossière et tapageuse, la prétention de l'Allemagne à prédominer en Russie.

La populace a envahi l'hôtel, brisé les vitres, déchiré les tentures, crevé les tableaux, jeté par les fenêtres tout le mobilier, y compris les marbres et les bronzes de la Renaissance qui formaient l'admirable collection privée de Pourtalès. Et, pour finir, les assaillants ont renversé sur le trottoir le groupe équestre qui surmontait la façade. Le pillage a duré près d'une heure, sous l'œil complaisant de la police.

Cet acte de vandalisme aurait-il aussi une valeur symbolique? Présagerait-il la ruine de l'influence allemande en Russie?...

Mon collègue d'Autriche-Hongrie, le comte Szapary, est encore à Pétersbourg, sans comprendre pourquoi son gouvernement se montre si peu empressé à rompre les relations avec le gouvernement russe.

*
* *

Mercredi, 5 août 1914.

La colonie française de Pétersbourg fait célébrer aujourd'hui, à Notre-Dame de France, une messe solennelle pour appeler sur nos armées la bénédiction divine.

A cinq heures du matin, Buchanan m'a téléphoné qu'il a reçu dans la nuit un télégramme du Foreign-Office qui lui annonce la participation de l'Angleterre à la guerre. Je prescris donc d'ajouter le pavillon britannique aux pavillons français et russes qui décorent le maître-autel.

A l'église, j'occupe mon fauteuil habituel, dans la travée de droite. Buchanan arrive presque en même temps :

— Mon allié! Mon cher allié!... me dit-il avec émotion.

Au centre, sur le premier rang, deux fauteuils sont disposés, l'un pour le prince Biélosselsky, aide de camp général de l'Empereur, qui représente Sa Majesté, l'autre pour le général Kroupensky, aide de camp du Grand-Duc Nicolas, qui représente le généralissime.

Dans la travée de gauche, tous les ministres russes sont présents et, derrière eux, une centaine de fonctionnaires, d'officiers, etc.

Toute l'église est pleine et recueillie.

Sur la figure de chaque personne qui arrive, je lis la même surprise joyeuse. La vue de l'*Union-Jack*, qui flotte sur l'autel, apprend à tous que l'Angleterre est désormais notre alliée.

Ces pavillons des trois nations s'harmonisent éloquemment. Composés des mêmes couleurs, bleu, blanc et rouge, ils expriment d'une manière pittoresque et frappante la solidarité des trois peuples coalisés.

A la fin de la messe, la maîtrise chante successivement :

Domine, salvam fac Rempublicam...
Domine, salvum fac Imperatorem Nicolaum...
Domine, salvum fac Regem Britannicum...

Au sortir de la messe, Sazonow m'informe que l'Empereur me prie de l'aller voir, cet après-midi, à Péterhof.

Arrivé, à trois heures, au petit cottage d'Alexandria, je suis immédiatement introduit dans le cabinet de Sa Majesté.

Selon l'étiquette, j'ai revêtu le grand uniforme; mais le cérémonial est simplifié : un maître des cérémonies pour m'accompagner de Pétersbourg à Péterhof, un aide de camp pour m'annoncer et l'immanquable coureur de la Maison impériale, en costume du XVIIIe siècle.

Le cabinet du Tsar, situé au premier étage, s'éclaire par de larges fenêtres d'où l'on découvre, à perte de vue, le golfe de Finlande. Deux tables chargées de paperasses, un divan et six fauteuils de cuir, quelques gravures à sujets militaires composent tout le mobilier. L'Empereur, en tenue de campagne, me reçoit debout :

— J'ai voulu, me dit-il, vous exprimer toute ma gratitude, toute mon admiration pour votre pays. En se montrant une si fidèle alliée, la France a donné au monde un exemple inoubliable de patriotisme et de loyauté. Transmettez, je vous prie, au gouvernement de la République, mes remerciements les plus cordiaux.

Il articule cette dernière phrase, d'une voix pénétrante, et qui trépide un peu. Son émotion est manifeste ; je réponds :

— Le gouvernement de la République sera très sensible aux remerciements de Votre Majesté. Il les mérite par la promptitude et la résolution avec lesquelles il a rempli ses devoirs d'allié, quand il a dû reconnaître que la cause de la paix était irrémédiablement perdue. Ce jour-là, il n'a pas hésité un instant. Et dès lors, je n'ai plus eu à transmettre à vos ministres que des paroles de soutien, des assurances de solidarité.

— Je le sais, je le sais !... J'ai d'ailleurs toujours eu foi dans la parole de la France.

Puis nous parlons de la lutte qui va s'engager. L'Empereur la prévoit très rude, très longue, très périlleuse :

— Il faut nous armer de courage et de patience. Quant à moi, je combattrai à outrance. Pour obtenir la victoire, je sacrifierai jusqu'à mon dernier rouble et à mon dernier soldat. Tant qu'il y aura un ennemi sur le territoire russe ou sur le territoire français, je ne signerai pas la paix.

C'est du ton le plus calme, le plus uni qu'il me fait cette déclaration solennelle. Il y a, dans sa voix et surtout dans son regard, un mélange singulier de résolution et de placidité, je ne sais quoi d'inébranlable et de passif, de vague et de définitif, comme s'il n'exprimait pas sa volonté personnelle, comme s'il obéissait plutôt à une force extérieure, à un ordre de la Providence ou du Destin.

Moins avancé que lui dans les voies du fatalisme, je lui expose, avec toute l'énergie dont je suis capable, le danger terrible que la France va courir pendant la première phase de la guerre :

— L'armée française devra soutenir le choc formidable de vingt-cinq corps allemands. Je supplie donc Votre Majesté de prescrire à ses troupes une offensive immédiate. Sinon, l'armée française risque d'être écrasée. Et toute la masse allemande se retournerait alors contre la Russie.

Il me répond, en accentuant les mots :

— Aussitôt la mobilisation terminée, j'ordonnerai la marche en avant. Mes troupes sont pleines d'ardeur. L'attaque sera menée avec toute la vigueur possible. Vous savez d'ailleurs que le Grand-Duc Nicolas a un *allant* extraordinaire.

L'Empereur m'interroge ensuite sur des questions de technique militaire, sur les effectifs de l'armée allemande, sur les plans concertés des états-majors français et russe, sur le concours de l'armée et de la flotte anglaises, sur l'attitude éventuelle de la Turquie et de l'Italie, etc., toutes questions dont il me semble exactement instruit.

L'audience dure depuis une heure. Soudain, l'Empereur se tait. Il paraît embarrassé et me regarde gravement, avec une attitude un peu gauche, avec un geste hésitant des mains. Tout d'un coup, il me saisit dans ses bras :

— Monsieur l'Ambassadeur, permettez-moi d'embrasser en vous ma chère et glorieuse France !

MAURICE PALÉOLOGUE.

(*A suivre.*)

LE GÉNIE DU RHIN

COURS LIBRE PROFESSÉ A L'UNIVERSITÉ DE STRASBOURG

III[1]

L'HISTOIRE DU CŒUR CHARITABLE RHÉNAN

Le Rhin, c'est toujours la rue aux Prêtres. Les romantiques français ne s'en doutent pas. Dans le même moment qu'ils s'enthousiasment pour les légendes et l'histoire dans les ruines, ils ignorent la vie religieuse du fleuve. Victor Hugo, d'un mot facile, déclare : « A Mayence, il n'y a plus de Grand Électeur; il n'y a plus que l'évêque... » Mais cet évêque, demain, sera Mgr Ketteler! Hugo ne distingue pas de quel puissant mouvement religieux s'anime toute la vallée du Rhin.

Méconnaissance, erreur, où nul de nous ne peut demeurer aujourd'hui. Il n'est que d'ouvrir des statistiques. Aux dernières élections de l'Assemblée nationale, les trois quarts des voix ont été aux catholiques. Leurs organisations, professionnelles ou charitables, groupent plus de deux millions d'artisans, d'ouvriers et d'employés. Aux jours de congrès diocésains, d'immenses réunions populaires se tiennent dans toutes les grandes salles disponibles, et des centaines de sociétés défilent en cortège, bannière en tête, pendant des heures, sous le balcon de l'archevêché. Aux jours de pèlerinages, des milliers de fidèles accourent aux chapelles d'Oggersheim (Palatinat), de Kevelaer

Copyright by Maurice Barrès, 1921.

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre 1920 et 1er janvier 1921.

(près de la frontière hollandaise), de Saint-Roch (près de Bingen), de Diebourg (diocèse de Mayence), pour entendre les grands prédicateurs. Le mouvement déborde cette vallée du Rhin, s'étend sur la Silésie, la Westphalie et la Bavière, mais c'est ici qu'il étale son maximum de puissance. Nulle part ailleurs, en Allemagne, le catholicisme n'est ainsi porté par l'ardent dévouement des masses populaires.

Cette vie religieuse agissante, maintes fois, de l'aveu des historiens allemands, elle a été aidée par une vague venue de France; mais entre ses riches et multiples épanchements, il faut que nous acceptions de nous limiter et que nous fassions un choix. Nous ne parlerons ni des cathédrales du Rhin, ni de ses pèlerinages ni de ses grands prélats, ni du puissant parti du Centre : nous irons tout droit au sanctuaire de la ferveur. Forcés de nous en tenir à l'essentiel, nous choisissons ce qu'il y a de plus significatif et de plus profond dans la religion rhénane : les multiples manifestations de son activité charitable. Dans notre précédente leçon, nous venons de voir la Rhénanie ouvrir ses forces dans ses rêves; maintenant, nous l'allons voir les développer dans des œuvres exemplaires. La charité chrétienne sur le Rhin, voilà le second volet de mon triptyque.

Après nous être fait une idée du trésor amassé par l'imagination rhénane, nous nous mettons à la recherche de quelque chose de plus intérieur et de plus profond. Après le légendaire du Rhin, le livre d'or de sa charité.

Ici nous touchons à son esprit religieux de dévouement et de sacrifice, nous cherchons à connaître son cœur.

Un grand sujet humain, un sujet auquel aucun homme ne peut être indifférent, mais spécialement émouvant pour un Français, car je vais raconter l'époque où le cœur de la Rhénanie s'est ouvert aux influences de la France la plus généreuse : aux sollicitudes de nos administrateurs héritiers des philosophes du XVIIIe siècle, et aussi à l'activité de nos Sœurs de charité.

Cette histoire du cœur charitable rhénan, nous la chercherons dans des petites villes, le plus souvent dans des petits cénacles, presque secrets. Nous y recueillerons d'humbles faits qui originairement ne semblaient pas devoir être retenus par l'histoire. Mais pourquoi donc négligerait-elle de savoir comment agirent des bourgeois, des jeunes dames distinguées et d'humbles

prêtres campagnards ? C'est un de nos meilleurs administrateurs sur le Rhin qui disait, un jour, à Coblence, que « pour connaître l'esprit public d'un pays, il ne faut pas se préoccuper essentiellement des propos qu'on y recueille. Seuls les faits importent, ils sont le langage des peuples. » Les menus faits innombrables que j'apporte sont le langage d'un petit monde d'autrefois, de vieilles villes aujourd'hui submergées par le monde germanique d'outre-Rhin. Je crois que nous tirerons de ces documents des lumières dans bien des directions. Un caractère vrai de ces Rhénans, c'est là, dans leurs plus saintes occupations d'hommes et de femmes, que nous pouvons le mieux le distinguer.

Le Rhénan catholique est préoccupé d'accomplir de la bonne besogne, en servant Dieu et pour servir Dieu. Il a des aptitudes de dévouement, une application voulue de la vie religieuse à la vie pratique. C'est le résultat de ses malheurs, de son histoire agitée, de ses expériences multiples. Enfin, quelle qu'en soit l'origine, c'est sa nature : il a des disponibilités de dévouement. Or, tout cela fut mis en forme par la France.

Je vous le dis avec cette force et cette netteté, parce que c'est l'argument de ma leçon, mais je ne vous demande pas de me croire sur parole, et je vais vous soumettre les preuves qui m'ont moi-même convaincu. Nous verrons tous ces Rhénans qu'enthousiasment l'arrivée des sœurs françaises de Saint-Charles ou bien les initiatives des Lezay-Marnesia et des Jean Bon Saint-André, dans leurs petites préfectures ; nous verrons nos fonctionnaires rassemblant ces bourgeois et leur enseignant la pratique de la bienfaisance. Nous montrerons le rôle conducteur que nous avons tenu, et l'inquiétude de ces Rhénans qui, après le départ des préfets napoléoniens, multiplient leurs démarches en France pour y chercher des méthodes et des guides.

La charité a été organisée sur le Rhin par le gouvernement impérial français, avec des collaborations indigènes et avec le concours des ordres religieux français. C'est un beau chapitre, en apparence austère et même maussade, mais qui contient une poésie profonde. Si je ne suis pas sûr de la dégager, je suis sûr d'en tirer un enseignement utile. Le Rhin est un grand pays catholique. En prouvant que son catholicisme s'est enrichi et humanisé, chaque fois qu'il demandait des directions à la France, j'aurai orienté là-bas des esprits graves et sérieux à

réfléchir sur l'appui français, et j'aurai développé chez nous l'idée d'un rôle à reprendre.

Je vous demande que vous me permettiez de vous donner des documents, et d'abord je tiens à bien marquer les temps; c'est de cette manière que cette histoire de la charité sur le Rhin fournira son enseignement. Il faut connaître toute la marche, les avances et les reculs d'une initiative qui vient de la France. Qu'est-ce que nous voulons de ce cours? De l'agrément littéraire? La matière peut en fournir, si elle est traitée avec simplicité et vérité, et accueillie avec sympathie. Mais nous cherchons avant tout un sentiment net, une vue éclairée de nos rapports avec la Rhénanie. Il faut donc ranger et échelonner selon leur succession exacte tous ces faits, qui recevront de cet ordre leur sens et leur vie. Nous allons étudier la charité rhénane *du temps des préfets*, — puis *après les préfets jusqu'en 1848*, — et enfin *de 1848 à 1870*, — pour conclure *après 1870*.

*
* *

Du temps des préfets français. — C'est de Trèves, la vieille ville romaine, alors capitale du département de la Sarre, que va partir tout le mouvement. Au lendemain des troubles et des guerres révolutionnaires, le nombre des pauvres s'y était considérablement accru. Deux mille, affirme une statistique de l'époque. Chiffre énorme, pour une population qui n'était alors que de neuf mille âmes.

Un bureau de bienfaisance fut organisé le 7 avril 1798 par l'administration française, qui lui donna un budget particulier et lui assura des ressources. Organisation si solide que, par la suite, il n'y eut pas à la changer. C'est ce que dit Kentenich à la page 775 de son *Histoire de Trèves*, et il ajoute : « Sans cet héritage de l'époque française, les habitants de Trèves se seraient trouvés en présence de grosses difficultés... » Voilà trois lignes qui nous dispensent de plus d'explications et que je me borne à enregistrer, avec l'assurance qu'aucun auditeur ne manquera d'en faire des réflexions.

Le 9 octobre 1804, Napoléon vint à Trèves. Il examina la situation, et ce bureau de bienfaisance ne lui suffit pas. De son palais impérial, sur place, immédiatement, il décrète que Trèves disposera des bâtiments du couvent Saint-Irmin situé au bord de la Moselle, ainsi que des jardins qui l'entourent,

pour y recevoir les différents hôpitaux dispersés à travers la ville. Il y aura là 150 lits, dont 50 pour les pauvres et 100 pour les soldats. Mais comment seront-il desservis? On se tourne vers la Lorraine voisine. Monseigneur Mannay, évêque de Trèves, un Alsacien, demande aux sœurs de Saint-Charles, à Nancy, que huit d'entre elles descendent la Moselle. Les négociations furent longues. Enfin le 1er avril 1811, ces religieuses arrivent à l'hôpital de Trèves. Les premières sur le Rhin ! C'est une date mémorable dans l'histoire de la charité rhénane. L'étincelle a jailli; le foyer de charité française, une fois allumé, va répandre sa chaleur et peu à peu ses flammes, à travers toute la Rhénanie..... L'administration impériale ne pourra achever son œuvre qu'à Trèves, mais Trèves servira de modèle à toutes les œuvres rhénanes. C'est à juste titre que dans la salle d'honneur de l'hôpital Saint-Irmin, aujourd'hui encore, préside le portrait de Napoléon Ier.

Les préfets impériaux, dans toute la Rhénanie, sont étroitement accordés avec la pensée du maître.

A Coblence, il y a Lezay-Marnesia. C'est un Lorrain, qu'on a bien connu à Strasbourg, où sa statue maintient sa mémoire. Par sa sensibilité, il appartient profondément aux pays mosellan et rhénan de cette époque. Un des premiers admirateurs de Schiller, dont il avait traduit le *Don Carlos*, il renseigna Mme de Staël sur l'Allemagne. On entre mal dans son état d'esprit, si l'on ignore son amitié pour le fameux pasteur Oberlin et pour la mystique Mme de Krudener. Ce dont un tel homme fut capable, quand les bourgeois du département de Rhin et Moselle voulurent satisfaire leur cœur, comment il les encouragea et les guida, vous l'imaginez, et d'ailleurs tous les historiens rhénans lui donnent leur témoignage. L'annaliste de Coblence, Wegeler, écrit qu'il était « entouré du respect et de l'estime de tous, » et admire « la sagesse et la bienveillance de ses interventions; » le poète Clément Brentano enregistre que « la population l'aimait pour son souci de servir le bien public, pour sa bienveillance toute paternelle à l'égard de ses administrés, pour son abord facile, et qu'il a mérité par son œuvre l'éternelle reconnaissance des pauvres et des amis des pauvres. » Lezay-Marnesia obtint de Napoléon pour la ville de Coblence les bâtiments de l'ancien couvent des Franciscaines, à charge d'y fonder un hôpital, qui fut ouvert aux pauvres le 9 novembre 1805. On eût

voulu comme à Trèves des sœurs nancéiennes de Saint-Charles; faute d'en pouvoir trouver, il fallut assurer le service par un personnel à gages.

A Aix-la-Chapelle, dès son entrée en fonctions, le préfet du département de la Roër, M. Mechin, organisa un bureau de bienfaisance, dont firent partie les personnalités les plus marquantes de la ville, Schervier, Reumont, etc. Un Rhénan, le conseiller de préfecture Jacobi, en fut l'âme. En 1803, le bureau de bienfaisance obtint de Napoléon le couvent des Carmélites pour y créer un hôpital et une maison de retraite à l'usage des pauvres. L'impératrice Joséphine dota l'institution et permit qu'elle portât son nom. L'Institution Joséphine eut bientôt huit cents pensionnaires et un budget de quatre-vingt-dix mille francs. Mais là encore, avec un grand regret, on dut se passer des sœurs de Saint-Charles.

A la ville de Sarrelouis (qui faisait alors partie du département de la Moselle), par un décret du 14 juillet 1812, daté de Vilna, Napoléon donna les bâtiments de l'ancien hôpital militaire, à charge d'y fonder un hôpital civil. Le décret impérial précise que le soin des malades doit y être assuré par les sœurs de charité de Nancy. Plus heureuse que Coblence et qu'Aix-la-Chapelle, Sarrelouis obtint de Nancy cinq sœurs de Saint-Charles, qui soignèrent les malades, en même temps qu'elles dirigeaient l'école et assistaient les pauvres à domicile.

Voilà l'œuvre de nos administrateurs, fils du XVIIIe siècle. Et qu'est-ce donc que ces religieuses de l'ordre de Saint-Charles, si désirées de ces villes rhénanes, où elles apportent le talent d'organisation et l'expérience indispensables pour des œuvres aussi importantes de charité?

On les connaît bien chez nous depuis le XVIIe siècle. Leur ordre a été fondé à Nancy en 1652, sous le patronage des ducs de Lorraine et sur le modèle donné à Paris par Vincent de Paul. Leur nom leur vient de l'hôpital Saint-Charles Borromée de Nancy. Elles se consacrent aux soins des malades et des aliénés, à l'instruction des orphelins et des enfants pauvres, à l'assistance des indigents. J'ajoute qu'elles nous ont couverts de gloire durant la dernière guerre, car sœur Julie, de Gerbéviller, et sœur Louise, de Nancy, appartiennent à cette congrégation et disent qu'elles n'ont rien fait que ce qu'ont fait toujours, à toutes les époques, les autres sœurs de leur

ordre. Ce qu'on sait moins et que nous apprendrons, à mesure que je dépouillerai mes notes, c'est qu'elles ont servi de congrégation type sur la rive gauche du Rhin.

De ces créations de la France je ne vous apporte qu'une esquisse sommaire. C'est aux Rhénans que vous pouvez en demander l'exposé abondant et enthousiaste. Il mérite qu'on le mette en valeur chez nous, le livre que le poète rhénan de Coblence et de Francfort, Clément Brentano, écrivit en 1832 pour célébrer l'œuvre de la charité française. Brentano déteste Napoléon, et pourtant avec émerveillement il le montre qui convoque les sœurs de charité dans son palais impérial et qui signe des champs de bataille lointains toute une série de décrets, pour leur confier la direction des hôtels-Dieu et des asiles. Je vous donne le titre de ce vieil ouvrage à la fois romanesque et minutieusement renseigné : *Les sœurs de charité dans leurs œuvres d'assistance des pauvres et des malades, avec un rapport sur l'hôpital civil de Coblence*, par Clément Brentano, à Mayence, chez le libraire Kircheim. Le poète romantique a mis le doigt sur ce qui est la marque du génie constructeur; il signale chez le chef des Français l'instinct de vérité, le sens de la réalité. « Aussi étrange que cela paraisse, dit-il, de vouloir organiser des congrégations de sœurs garde-malades sur des champs de bataille, Napoléon accomplit pourtant des choses réelles, et qui par la suite ne cessèrent pas d'être efficaces. »

De telles paroles, si modérées et si pleines, et paroles d'un adversaire, n'ont besoin d'aucun commentaire.

*
* *

Après l'époque française et jusqu'en 1848. — Les préfets impériaux ont bien employé leur temps, mais leur temps fut court. En 1815, les voilà partis. Cela suscite d'infinies réflexions qui ne sont pas ici notre affaire. Notre affaire, dans cette éclipse de la France, c'est de savoir ce qui va maintenant advenir de cet instinct de charité, de ces disponibilités de cœur qu'il y a dans le pays rhénan, et si les germes laissés par nous ne vont pas être immédiatement étouffés. Question que nous n'éclairerons par aucune polémique, mais seulement par des faits bien mis en ordre.

Une chose est certaine, c'est qu'on ne peut pas compter sur l'État prussien pour tenir, dans cet ordre de la charité, le rôle

que s'était donné l'État français. Tous ces grands préfets napoléoniens fournissaient à la bonne volonté du cœur charitable rhénan l'appoint de l'autorité publique, un cadre, des subventions, de bonnes finances, et ce ne sera pas dans la ligne de conduite des fonctionnaires que le roi de Prusse vient d'amener de Brandebourg et de Poméranie.

On le voit tout net dès cette terrible année 1817, où la disette affame le pays. Plus de Lezay-Marnesia, plus de Jean Bon Saint-André. Eh bien! les villes du Rhin feront de leur mieux, et le feront à la manière française. Comment un Joseph Goerres qui, hier, fulminait si furieusement contre la présence des Français, accepterait-il de s'abstenir où ceux-ci eussent agi? Comment se résoudrait-il à ne pouvoir pas remplacer ce qu'il a si puissamment contribué à détruire? A la manière d'un préfet impérial, bien qu'il ne soit qu'un simple particulier, il prend l'initiative de constituer un comité de secours avec deux prêtres de Coblence, Albrecht et Milz, et rédige des appels. Vous pouvez les lire au tome III de ses Œuvres complètes. Et dans le cinquième de ces appels, nul doute que vous ne distinguiez avec plaisir cette phrase : « Trèves, une ville célèbre dans tous les pays du Rhin pour ses institutions de charité modèle. » C'est un hommage véridique à ces Français qu'il déteste. Les Français n'ont pu tout faire pour les œuvres de charité sur le Rhin, mais du moins ils ont créé dans Trèves un modèle que Goerres ne perd pas de vue. Comment suppléera-t-il aux ressources que les administrateurs prussiens ne lui donnent pas? Une personne charitable de Neuwied lui apporte quelque argent avec lequel il organise une loterie...

Voulez-vous entendre la liste des lots? Elle aide à comprendre dans quelle atmosphère de petite ville et dans quelle innocence de vie tout cela se passe. « Vingt carolins d'or, un télescope anglais, une montre en or, un microscope de Nuremberg, un vieux pistolet, une balance pour le grain, une tête de pipe, un pot à tabac en étain, une barbe d'Indien de l'Amérique du Nord, des anneaux d'argent pour les oreilles et pour le nez, deux paires de souliers, une ceinture, une blague à tabac, un coquillage géant de la Mer Morte, une molaire de mammouth, dont on offrit neuf guinées en Angleterre... » Je crois regarder avec émerveillement ces curiosités bien exposées à la vitrine de quelque commerçant de la grand rue.

Il y a dans cette société de Coblence, auprès de Joseph Goerres et de Clément Brentano, un homme tout à fait remarquable, énergique, opiniâtre, infatigable, le conseiller municipal Hermann Joseph Dietz, un fabricant de quincaillerie. Puisqu'il est l'ami de Goerres et de Brentano, je dois le croire l'ennemi des Français, mais venu à la vie en 1782, il s'est formé à notre école. C'est lui qui va continuer, aussi bien qu'il pourra, l'œuvre de Lezay-Marnesia. On l'appellera plus tard « le père des pauvres. » Et pour commencer, le voilà trésorier du Comité de secours de 1817, et qui clôt ses opérations, sa loterie, ses quêtes, ses distributions de secours par un excédent de soixante mille francs. Que faire de cette somme? Les bâtiments de l'abbaye de Maria Laach sont inoccupés. Goerres se rappelle que Napoléon a donné à la ville de Trèves le couvent de Saint-Irmin pour y fonder un hôpital de pauvres, et le couvent des Augustins pour un asile de refuge; à la ville de Coblence, l'ancien couvent de Franciscains pour un hôpital des pauvres; à la ville de Sarrelouis les bâtiments de l'ancien hôpital militaire pour un hôpital civil; à la ville d'Aix-la-Chapelle le couvent des Carmélites pour un hôpital civil et une maison de pauvres. Il sollicite du roi de Prusse qu'il lui permette d'installer à Maria Laach une école d'arts et métiers pour orphelins. Ce local que Napoléon eût donné et doté, Goerres et Dietz obtiennent de le louer, et tout de suite y installent quinze petits orphelins.

Réjouissons-nous, la pensée de nos philanthropes français continue de vivre sur le Rhin, et dans le même temps la pensée de nos religieuses de Saint-Charles se propage. Il n'y a pas loin de Trèves à Coblence, au fil de la Moselle. Les dames de Coblence ont vu ce que faisaient les religieuses à Trèves. A leur exemple, elles forment une association. Dietz est leur secrétaire. Leur première idée a été de combattre la disette; ce mauvais temps passé, elles demeurent constituées au service des pauvres : l'exemple de nos Françaises de Trèves leur enseigne comment instruire, consoler et soulager les malheureux. Elles fondent une école gratuite pour les petites filles sans ressources. Celles-ci porteront une robe à raies grises et la coiffure ronde des paysannes de la Moselle. On a choisi ce costume populaire afin de maintenir chez ces enfants « le goût des anciennes mœurs, » et pour les « détourner des nouveautés de la mode. » Je recueille cet humble détail, parce qu'il s'harmonise avec ce

que nous avons vu du goût des Rhénans pour leur passé, leurs légendes, leurs vieilles chansons. L'instinct du folk-lore et celui de la charité vont de concert à cette époque dans ces milieux cultivés. Mais comment s'assurer des ressources? Les dames de Coblence recourent à un Institut de musique populaire que le bon Lezay-Marnesia a fondé précisément avec le souci d'y faire donner des séances de charité. En 1819, leur école abrite trente élèves; en 1830, déjà cent quatre-vingts.

Ainsi nous voilà rassurés. Les Français ne sont pas passés inutilement et pour être oubliés. Ils ont laissé de la France derrière eux. Ils ont laissé des bâtiments, et dans ces bâtiments un personnel et des modèles. Mieux que des institutions, un esprit exemplaire. Ces associations de bourgeois et de dames prolongent et multiplient l'activité de nos administrateurs et de nos religieuses. Et faites attention à quelque chose d'encore invisible et de quasi souterrain : de jeunes âmes germent dans le sillon que notre passage a tracé.

Regardez à Mayence le séminaire français qu'a fondé sous l'Empire l'évêque strasbourgeois Colmar. C'est une bonne maison, nullement réservée aux seuls jeunes gens qui se destinent au sacerdoce. A qui veut la recevoir, on y donne l'instruction selon les méthodes françaises, comme au lycée napoléonien, avec une distribution des prix solennelle à la fin de l'année scolaire. Un collège bien pareil aux nôtres. Or, je vois là un jeune garçon, un nommé Geissel, fils d'un vigneron du Palatinat; j'y vois un autre élève, Adam François Lennig, fils d'un commerçant mayençais. Deux enfants d'élite que nous retrouverons, celui-ci vicaire général de Mayence, celui-là cardinal, archevêque de Cologne; et ils favoriseront les œuvres religieuses françaises, sans arrière-pensée politique, simplement parce que leur première formation les a disposés à être à l'aise dans le catholicisme français.

Et regardez encore, à Aix-la-Chapelle, ce pensionnat de jeunes filles, l'institution de Saint-Léonard, que l'administration napoléonienne a fondée sur le modèle des couvents français. Ce n'est qu'une bonne maison entourée d'un grand jardin et accotée d'une église ; mais d'une physionomie morale hors de pair. Il n'y a pas de pensionnat aussi célèbre dans toute la contrée. Internes ou externes, toute la bourgeoisie d'Aix y envoie ses filles pour qu'elles y reçoivent une éducation à la française.

C'est une multiplication merveilleuse. Nous allons retrouver plusieurs de ces enfants dans la vie : Sibylle Merlo, les deux sœurs Clara et Netta Fey, les deux sœurs Claire et Françoise Schervier, qui toutes cinq fonderont plus tard des congrégations religieuses, et puis Anna de Lommessen qui entrera dans l'ordre du Sacré-Cœur et se retirera en France. Un petit monde, où il y a l'esprit de la France, et encore du sang de France. Les deux jeunes demoiselles Schervier sont des demi-Françaises, par leur mère, une demoiselle Migeon, dont le père possèdait une fabrique d'épingles à Charleville. Françoise, la cadette, écrit dans ses Mémoires : « Élevées à la manière française, nous ne pouvions, ma sœur et moi, sortir que très rarement, si ce n'est pour aller à l'église ou à l'école, et toujours accompagnées de nos parents ou d'une gouvernante wallonne. Même la fréquentation de nos amies ne nous fut permise que sous l'œil de nos parents. Notre mère, comme notre gouvernante, ne connaissait pas un mot d'allemand et ne nous parlait qu'en français. Lorsqu'elles voulaient s'adresser aux domestiques allemands, c'était moi qui servais d'interprète... »

Toutes ces jeunes filles, dans ce passé déjà recouvert d'obscurité, brillent comme des étincelles de la vie française. Ce n'est pas assez de les nommer ; il y aurait bien des traits à recueillir autour d'elles, et c'est une tâche qui pourrait tenter un jeune historien du Rhin. On voudrait se tenir avec ces jeunes filles dans leur pensionnat et s'assurer des confidences qui doivent encore demeurer dans leur famille. On voudrait surtout les suivre dans leurs actions qui respirent la piété et la simplicité, et voir comment cette éducation, au bout de peu d'années, donna des fruits dans le pays. A Saint-Léonard on apprenait le secret venu de Trèves, le secret des religieuses françaises.

Un des premiers effets de cette éducation fut l'éclosion de petites confréries, toutes pareilles à des ordres religieux, où les jeunes dames rhénanes répétaient les exemples des sœurs de Saint-Charles. En voici de tous côtés, à Cologne, à Trèves, à Aix-la-Chapelle. Quel charmant roman que celui de Sibylle Merlo, quand, à peine sortie de l'institution Saint-Léonard et rentrée dans sa maison de famille, à Cologne, elle y appelle une de ses institutrices de la veille, Louise Hensel, et, ainsi aidée, constitue avec ses parents et ses amis un petit groupe charitable ! On se réunit chaque vendredi, tantôt chez l'une,

tantôt chez l'autre, à tour de rôle. C'est un cercle pieux et un ouvroir. Ces dames cousent avec zèle pour les pauvres, de deux à sept heures du soir, ne s'interrompant que pour des lectures ou des méditations. Toute personne qui manque à la réunion sans motif valable ou qui arrive en retard, doit payer une amende au profit de la caisse des pauvres. Le samedi après-midi, visite aux infirmes et aux malades. Ce sont là des tableaux de mœurs bourgeoises, de mœurs toutes modestes. Dans leur cénacle, ces dames soufflent sur le tison de la veille, et cherchent à ranimer et à étendre les charbons de la charité française.

Sur le même type, un autre cercle existe à Trèves. Les dames de Trèves ont vu à l'œuvre au milieu d'elles les sœurs de Saint-Charles. Comment leur vint l'idée de les imiter, on le distinguera si l'on veut lire ce qu'en raconte, en 1840, un vieux bourgeois de la ville, qui a connu l'époque française et dont la chronique subsiste dans le *Philanthrope de Trèves*. Le vieux bourgeois célèbre la vie paisible des sœurs du fameux hôpital qui, dit-il, « n'a pas son pareil dans toute la vallée du Rhin, et si beau que nul étranger ne peut quitter la ville sans l'avoir visité. » Le portrait qu'il trace d'elles garde après cent années sa fraîcheur : « Toute la personne de ces servantes de Dieu exprime le repos de l'âme, la satisfaction que leur cause leur sort, la conscience d'être des membres utiles de la société. Nul ne les a jamais entendues se plaindre de leur destin. Qu'on interroge les dames qui visitent ces maisons de la détresse, qu'on leur demande si elles ne considèrent pas ces sœurs de charité comme des êtres humains infiniment heureux et si elles n'envient pas leur sort. » Les dames de Trèves se mettent à cette école de la bienfaisance et du bonheur. Ce que les sœurs de charité accomplissent en grand, elles travaillent à le compléter par leur association charitable, en visitant les femmes en couches et les pauvres honteux. « De jolis travaux exécutés par de jolies mains servent d'amorce pour exciter la charité populaire, et des tombolas organisées périodiquement fournissent à l'Association les moyens d'accomplir son œuvre... » Ainsi sommes-nous renseignés, à travers de vieux compliments fanés, sur l'application des dames Tréviroises à suivre leurs modèles français.

A Aix-la-Chapelle même, les anciennes élèves de Saint-Léonard ont constitué plus d'un cénacle. En 1843, des dames

et des jeunes filles y forment, sous la direction de Clara Fey, une petite société avec des règles précises, empruntées toujours aux sœurs de Saint-Charles. Elles habitent ensemble et se consacrent à l'éducation des jeunes filles abandonnées. Deux ans plus tard, cinq autres dames de la même ville se groupent autour de Françoise Schervier pour mener une vie commune dans une petite maison pauvre des faubourgs. Aux œuvres de bienfaisance et aux soins des malades, elles joignent l'assistance des femmes dévoyées. Et déjà voici qu'elles peuvent hospitaliser une trentaine de ces malheureuses.

Ces dames rhénanes de Cologne, de Trèves, d'Aix-la-Chapelle étaient des personnes de vraie dévotion, qui vivaient en communauté, dans l'ombre, à l'imitation des sœurs de Saint-Charles, et pourtant leur piété était bien à elles, d'un caractère romanesque, fort étranger à celles qui leur servaient de modèle. Unir la poésie à la religion, vivre une sorte de petit poème, tel était le plan de ces mystiques du Rhin. Elles cédaient à leur penchant romantique, tout en se dévouant à la pauvreté des humbles. Au milieu de toutes sortes de soins d'ordre élémentaire et d'utilité, elles cultivaient des pensées douces, nuancées, sans trop d'éclat, pleines d'impressions tendres. La piété dans tous ces foyers de la charité rhénane a un caractère particulier et charmant. C'est un mélange de mysticisme et de raison, pas un mysticisme d'hôpital ni de cloître, un mysticisme joyeux, sensible aux charmes de la nature, des arts et de l'amitié. Elles suivent un roman idéal, accomplissent tout un rêve.

L'inconvénient, c'est peut-être que ce dévouement laïque manque d'esprit de suite. Quels grands efforts pour de petits effets! Que d'idées et d'essais avortés! Ces groupements de dames, dans les villes du Rhin, sont un épisode du romantisme. Il y fermente en secret quelque chose de la *Sehnsucht* qui trouble alors de ses désirs infinis les écrivains allemands. Voyez quel accueil elles réservent à cette Louise Hensel, l'amie de Tieck et de Schlegel, la fille d'un pasteur prussien du Brandebourg, qui, pendant tout un demi-siècle, va de ville en ville, sur le Rhin, sans jamais se fixer ni trouver la règle de sa vie. Elles récitent avec enthousiasme les poésies de cette convertie romantique, et lui font fête quand elle passe tourmentée, inquiète, du petit cénacle de Cologne à l'hôpital de Coblence et de l'hôpital de Coblence au pensionnat de Saint-Léonard.

L'imagination déréglée des converties prussiennes sera-t-elle plus forte que la belle discipline charitable, transmise par nos fonctionnaires impériaux et nos ordres religieux à la bourgeoisie rhénane? C'est la question profonde. Et ce drame intérieur des associations charitables du Rhin est dénoncé, pour qui sait lire, dans le livre de Clément Brentano.

Brentano admire ce qui se passe en France, où « les religieuses ont apporté leur aide aux associations de dames. » Il a bien vu le grand écueil des institutions indépendantes, c'est à savoir le manque d'esprit de suite et la dispersion des bonnes volontés. Rien de plus facile que d'avoir une bonne idée, rien de plus difficile que de la réaliser et de s'y tenir. Brentano comprend la nécessité d'appuyer les volontaires sur des régulières. « L'activité des sœurs de Saint-Charles, dit-il, n'est pas la manifestation d'un bel enthousiasme, d'un admirable amour de son prochain, mais l'exercice réfléchi et raisonné d'une véritable profession religieuse, dont l'Église a dicté les règles. » Il signale avec force dans les congrégations religieuses « une discipline à la fois professionnelle et sentimentale. »

Obtenir la collaboration des religieuses françaises, c'est posséder la méthode, l'appui du ciel : c'est réussir à coup sûr. Une belle chose et bien honorable pour cet honnête Clément Brentano, en même temps que pour notre nation, de voir comment cet ennemi de la France analyse le caractère particulier de nos congrégations charitables. « Les congrégations charitables sont l'œuvre de l'Église française, l'œuvre de prêtres remplis de sainteté et de personnes pieuses. Les uns et les autres ont formé le fondement sur lequel elles ont été construites. Ils les soutiennent, ils les dirigent, ils les aident. La France peut revendiquer ces congrégations comme son bien propre... » Et le voilà qui s'écrie : « On a l'habitude dans beaucoup de pays de décrier la France. On se plaît à acheter à prix d'or tout ce qu'elle peut offrir de pernicieux dans ses idées, ses coutumes et ses modes; on laisse de côté, d'un esprit léger, tout l'immense trésor des grandes et saintes choses que son cœur contient... »

La Rhénanie n'est pas tombée dans cette erreur. Elle sait comprendre la France. Une preuve entre autres, c'est qu'il est extrêmement difficile d'introduire les ordres religieux français dans un pays étranger sans les dénaturer, et que l'essai a réussi sur la rive gauche du Rhin. Il y a entre la France et la Rhé-

nanie des affinités spirituelles. Clément Brentano les constate, veut les fortifier et en tirer parti.

Les catholiques rhénans sont d'accord avec lui. C'est de tous côtés qu'ils se tournent vers la France et lui réclament des sœurs de Saint-Charles.

A Coblence, Jean Claude de Lasaulx (un des nombreux membres de cette fameuse famille rhénane, dont l'origine est lorraine), a reconstruit et agrandi l'hôpital créé par Lezay-Marnesia, de telle manière qu'on y loge deux écoles gratuites pour enfants pauvres et que l'Association des Femmes chrétiennes y tient ses réunions et son ouvroir. Mais que faire d'excellent, si l'on n'a pas des sœurs de charité françaises? Au printemps de 1825, le Conseiller Dietz se met en route pour en demander à Strasbourg. Malheureux Dietz, il revient sans les avoir obtenues. Sa femme sera-t-elle plus persasive? Elle fait le voyage de Nancy et, à la maison mère, reçoit la promesse que cinq sœurs de Saint-Charles, partiront pour Coblence l'année suivante. En les attendant, Louise Hensel assurera le service de l'hôpital, avec deux de ses amies de Westphalie, Apollonie Diepenbrok et Pauline de Felgenhauer. Enfin, voici les sœurs lorraines. Quel événement pour la petite ville! Elles arrivent de Nancy, conduites par leur mère supérieure, et descendent la Moselle en bateau. Depuis une génération, le peuple de ces régions n'avait vu aucune religieuse; il accueillit, partout, celles-ci avec joie. Clément Brentano nous peint l'émerveillement des enfants devant les dames si douces, si bien costumées, dont leurs grands-parents leur avaient tant parlé. C'est au crépuscule, vers six heures du soir, que de la rivière, au milieu de l'émotion de tous, elles gagnent l'hôpital. « Ce fut comme si la colombe revenait à l'arche avec le rameau d'olivier. »

A Aix-la-Chapelle, même désir, même satisfaction. Le 25 septembre 1838, la mère supérieure Placide Bellanger amène elle-même de Nancy cinq sœurs à l'Institution Joséphine. Toutes les mesures ont été prises, annonce la gazette locale, et de fait elles sont reçues en grande pompe par la municipalité et les notables.

Que n'en trouve-t-on davantage? Dans la seconde édition du livre de Brentano, l'éditeur remarque que les maisons des sœurs de Saint-Charles « seraient encore plus nombreuses en Rhénanie, si on pouvait disposer de plus de sœurs parlant la

langue allemande. » Pour répondre à ce besoin, une maison mère provinciale des sœurs de Saint-Charles fut ouverte à Trèves, le 21 novembre 1849. La première supérieure en fut une Alsacienne, la mère Xavier Rudler, de Guebviller.

En attendant que cette sainte pépinière puisse fournir ses produits franco-rhénans, la bourgeoisie des villes et le petit clergé des campagnes multiplient pétitions et démarches auprès de leurs évêques, auprès des autorités prussiennes et en France, afin d'obtenir pour leurs écoles, leurs orphelinats et leurs hôpitaux, des sœurs de charité et des sœurs enseignantes françaises.

Les bourgeois d'Aix-la-Chapelle ne peuvent plus se contenter de ces institutrices du pensionnat de Saint-Léonard, qui ont pourtant si bien traduit à leurs enfants la pensée française. En 1844, ils demandent au Gouvernement l'autorisation de confier la direction de Saint-Léonard aux dames françaises du Sacré-Cœur. C'est un ordre auquel appartenaient déjà plusieurs jeunes filles de la société d'Aix. Le gouvernement prussien refuse, sous prétexte que l'introduction d'un ordre étranger risquerait de compromettre la discipline religieuse et de jeter le trouble dans le diocèse. Eh bien! les Aixois auront tout de même des dames du Sacré-Cœur. Ils les installent sur la frontière belge, à Vaels, tout près d'Aix, et l'archevêque de Cologne, Mgr Geissel (celui-là même que nous avons vu au séminaire français de Mayence), sans souci de la censure prussienne, entretient une correspondance suivie avec leur supérieure française, Mme Dulac.

Mais je dois abréger et limiter le nombre de mes exemples. En vain les multiplierais-je, je donnerais toujours une idée incomplète de ce profond mouvement. Ces sociétés que nous énumérons, ces appels et ces démarches des bourgeois, ces confréries, ces petits cénacles, toutes ces activités que nous voyons affleurer à la surface du sol, c'est le signe d'un feu intérieur, c'est l'effet d'une puissante animation souterraine, que nous retrouvons d'ailleurs dans tous les ordres de l'activité rhénane. D'année en année, l'action de la charité française, dont les germes ont été apportés par les administrateurs napoléoniens, se développe sur le Rhin. Nos ordres religieux y foisonnent. Cela déplaît aux bureaucrates prussiens, ne leur paraît pas compatible avec l'unité d'action qu'ils veulent imposer à la Rhénanie. Je me

demande si l'esprit tyrannique et méfiant de la vieille Prusse ne voyait pas dans ces hommes d'œuvres rhénans des conspirateurs. Ils ne conspiraient que pour la charité, en vue du bien public et religieux, mais c'est vrai qu'ils étaient pleins de la France.

*
* *

De 1848 à 1870. — La constitution prussienne du 5 décembre 1848 assura aux catholiques sur le Rhin la liberté d'enseignement et d'association. A ce moment réapparaissent nos vieux amis. Je veux dire Sibylle Merlo et Louise Hensel, Clara et Netta Fey, Claire et Françoise Schervier, et puis Geissel, l'élève du séminaire français de Mayence, et Adam-François Lennig, le lycéen et le séminariste de Mayence... J'ai bien le droit de les appeler nos vieux amis, quoique j'ignore dans quelle mesure ils accepteraient ce titre, parce que nous leur avons donné des marques non équivoques d'amitié : nous les avons formés dans nos lycées napoléoniens, dans nos pensionnats d'esprit français, et eux-mêmes, depuis trente ans que la France a quitté la Rhénanie, ils considèrent qu'ils ne peuvent rien faire de mieux pour l'accomplissement de leur mission que de s'assurer des collaborateurs français...

Donc à cette date de 1848, nos vieux amis usent de la liberté que la veille on leur disputait. Ils sortent de leur action un peu secrète, ils demandent à la France de leur redonner la science et les méthodes d'organisation qui leur manquaient depuis le départ de nos préfets. Quelle gène on vient de subir pendant plus de trente ans! D'une part, les tracasseries de la bureaucratie prussienne interdisant les associations et les congrégations et cherchant à détruire ce qu'avaient fait les Français, et d'autre part, bien des agitations déréglées de la sentimentalité romantique. Maintenant, comme si la vanne à peine entr'ouverte permettait l'irruption des eaux bienfaisantes, le secours de la France revient à ces petites villes pleines de bonne volonté. Un régime plus libéral les autorise à appeler tout haut ce qu'en secret elles demandaient. De nouveau une organisation va pouvoir s'ajouter à l'élan. Sans doute ils ne reviendront pas, les grands administrateurs de la France, créateurs d'hôpitaux et de bureaux de bienfaisance, mais, à leur défaut, la belle charité à la française fera de son mieux pour remédier à la misère sociale qui règne à cette époque dans les campagnes et les villes du Rhin.

La grande nouveauté française d'alors, c'est la *Société de Saint-Vincent-de-Paul* et *les Dames de Sainte-Élisabeth.*

La Société de Saint-Vincent-de-Paul, qui dans ses origines, à Paris, n'avait été que l'accord de quelques étudiants pour visiter des pauvres à domicile, quand elle eut ses statuts et commença de se répandre à travers le monde, ne pouvait passer inaperçue de nos Rhénans toujours aux aguets des initiatives de la charité française. Au Congrès catholique de Mayence, en 1848 (1), Auguste Reichensperger la signala avec force. Il fut entendu, et, dans toutes les villes du Rhin, des sociétés de Saint-Vincent-de-Paul se créèrent.

En voici une à Trèves, sous la présidence du docteur Ladner, et, dans le même temps, une société des Dames de Sainte-Élisabeth. Elles se signalent immédiatement par leur efficacité, au cours de la terrible épidémie de choléra qui dévaste Trèves en 1849. Un chroniqueur local note le succès de leurs appels : « De nombreux membres de la corporation des boulangers s'engagèrent à distribuer gratuitement plusieurs livres de pain par semaine. Les mairies et les communes firent des collectes. D'immenses quantités de pommes des terre, de grains, de haricots, de lentilles, de paille furent envoyées des campagnes. »

A Cologne, le petit cercle charitable que nous avons vu se constituer obscurément et presque en secret dans la maison de Sibylle Merlo, se transforme, dès le printemps de 1849, en Association de Sainte-Élisabeth, et c'est Louise Hensel qui la préside. Et bientôt, à côté de ces dames, dans la seule ville de Cologne, voici deux conférences de Saint-Vincent-de-Paul. L'archevêque Geissel les soutient puissamment. Elles se déploient dans tous les ordres de la bienfaisance et de l'assistance. Notamment elles développent les « Sociétés de compagnons » fondées par l'abbé Kolping pour secourir les ouvriers rhénans qui vont de ville en ville et jusqu'en France exercer leur métier. Et toujours avec tant de succès que le Conseil central de Paris élève la section de Cologne au rang de comité provincial pour les pays du Rhin,

(1) *L'Association catholique allemande*, qui avait organisé ce premier congrès catholique allemand, écrivit à notre *Association catholique pour la liberté religieuse :* « Nous suivons complètement le généreux exemple que nous ont donné les catholiques de France. » Et le compte rendu de ce Congrès déclare que « Mayence fut une des premières villes en Allemagne où se propagea le grand mouvement venu de France. » (Confirmation que me communique M. Georges Goyau).

et qu'aujourd'hui encore le secrétariat des sociétés de Saint-Vincent-de-Paul pour toute l'Allemagne siège à Cologne.

A Mayence, le vicaire général Lennig, l'ami de Lamennais et de Montalembert, fonde deux sociétés de Saint-Vincent-de-Paul et de Sainte-Élisabeth. Elles se donnent « la noble tâche de trouver par leurs aumônes et leurs actes de charité le chemin du cœur de ces hommes dont l'extérieur misérable n'est que la fidèle expression de la détresse de l'âme, et de les arracher à cette double misère. » C'est ainsi que parle un témoin.

D'autres villes, Bonn, Düsseldorf, suivent cet exemple.

Et ce n'est pas tout. Maintenant avec le nouveau régime politique, nos petites sociétés d'Aix-la-Chapelle peuvent s'organiser en congrégations régulières. Les dames que Clara Fey a groupées pour l'enseignement des orphelins et des pauvres prennent le voile, et désormais elles s'appelleront les *Sœurs du Pauvre Enfant Jésus*. Clara Fey est leur supérieure. En même temps, toujours à Aix-la-Chapelle, le petit monde qui depuis 1845 s'emploie avec Françoise Schervier au salut des femmes perdues et au soin des malades, se transforme, lui aussi, en un ordre régulier de sœurs, sous le vocable de *Sœurs Saint-François*. Leur supérieure Françoise Schervier est une femme énergique, et très vite la nouvelle congrégation multiplie au long du Rhin ses œuvres et ses installations. A Aix-la-Chapelle, elle assure le service de l'hôpital et organise des cuisines pour les pauvres dans les divers quartiers de la ville; dans tout le diocèse de Cologne, et puis à Coblence et à Mayence, elle ouvre des maisons, des ouvroirs et des hôpitaux. Mgr Geissel a bien raison quand il appelle cette congrégation franco-rhénane « une des plus belles fleurs de la vie religieuse renaissante. »

Ces fondations locales ne suffisent pas aux besoins du pays. On appelle des ordres français : au mois de décembre 1848, le vicaire général Lennig fait venir d'Alsace à Mayence trois sœurs de Saint-Vincent-de-Paul. Elles dirigent l'hôpital Saint-Roch et bientôt y joignent l'orphelinat et la maison des Invalides. Dans la même ville, en 1853, les sœurs du Bon Pasteur d'Angers installent une maison. — Dans tous les diocèses du Rhin et même à Darmstadt, qui est une ville protestante, des hôpitaux se fondent sous la direction de religieuses venues de Strasbourg et de Niederbronn.

A ces ordres charitables s'ajoutent désormais les ordres ensei-

gnants. Les frères de la doctrine chrétienne arrivent à Coblence, où ils ont bientôt plus de cinquante orphelins comme élèves. En 1851, l'évêque Ketteler fonde une école de garçons à Mayence, et fait venir de Paris pour la diriger des Frères de Marie. On recueillera avec curiosité l'annonce que l'évêque mit dans les journaux pour faire valoir ses Parisiens : « Institution Sainte-Marie, placée sous le haut patronage de Mgr Ketteler, dirigée par les frères de la congrégation de Marie, de Paris. » Dans le même temps, le même Ketteler est préoccupé d'assurer dans les villages de son diocèse l'instruction des enfants et le soin des malades. A quel personnel, à quelle méthode s'arrêtera-t-il? Il peut choisir les sœurs d'école de Munich ou les sœurs de la Providence de Ribeauvillé. Les sœurs de Munich mènent une vie trop retirée, se confinent trop dans leur cloître ; il leur préfère les sœurs de Ribeauvillé. Sans doute aussi se rappelait-il avec complaisance la petite école tenue dans sa ville natale de Munster par certaines sœurs lorraines, qui étaient venues se réfugier là-bas, en Westphalie, après la guerre de Trente Ans. Il envoya donc une convertie, appartenant à la haute noblesse de Mayence, Fanny de Laroche Starkenfels, accomplir son noviciat dans la petite cité vosgienne de Ribeauvillé. Elle revint en 1856 et fonda, sur le modèle de l'ordre enseignant français, la congrégation des *Sœurs de la Providence de Fincken.*

Cependant les sœurs de Saint-Charles, qui sont à l'origine de toute cette merveilleuse floraison, continuent de croître au milieu de leurs rejets. Au 1er octobre 1851, la chronique mentionne qu'elles prennent la direction de l'orphelinat municipal de Cologne, et l'évêque de Mayence les installe à Bingen. Mais qu'avons-nous maintenant à dénombrer leurs progrès, les livres que les écrivains d'outre-Rhin leur consacrent, et les hommages que les princes prussiens leur décernent? Leur titre de gloire, c'est qu'il y a désormais, dans le plus petit village de Rhénanie, des activités charitables dont elles ont fourni le modèle.

Les ordres religieux français se sont répandus en nombre infini sur la rive gauche du Rhin. C'est une véritable pluie bienfaisante qui remplit d'allégresse les protestants eux-mêmes. Ils ne se dérobent pas à la vertu de ces œuvres, où la discipline de France soutient l'élan indigène. Écoutez l'un d'eux, l'historien Riehl, dans ses tableaux de la vie palatine : « A

Landstuhl (au diocèse de Spire, c'est-à-dire dans un pays plus qu'à demi protestant), s'élève une nouvelle et imposante construction, qui ressemble presque à un château princier ou à l'établissement magnifique d'un grand seigneur de l'industrie. C'est un orphelinat catholique, organisé comme un couvent et administré par des sœurs. Un vieux prêtre y consacre son temps et sa fortune; comme un des grands défenseurs de l'Église du Moyen Age, il a voulu en faire l'unique objet de ses préoccupations et de ses efforts. Ce sont là des choses qui excitent l'enthousiasme du Palatin. Une sorte de fierté patriotique s'empare de lui à la vue d'un tel établissement religieux, eût-il envie d'en médire à un autre point de vue. On pourrait en dire autant d'un grand nombre de fondations ou d'associations religieuses, qui se sont développées ces derniers temps dans un pays, où, il y a peu d'années encore, on aurait pu les chercher en vain en plein midi avec une lanterne. » (*Les Palatins*, 1857, p. 401.)

Pourquoi cette louange chez des protestants? Par élan spontané et parce que d'honnêtes gens admirent tout naturellement ce qui est beau et bon. Et puis, de ces institutions les protestants eux-mêmes profitaient. L'*Annuaire catholique du Rhin* fait expressément remarquer que « les congrégations catholiques qui soignent les malades ne limitent pas leur activité aux gens de leur religion et se consacrent avec un égal dévouement à toutes les personnes qui sollicitent leurs soins et leur assistance. De nombreux cercles de la population protestante ne manquent jamais de s'adresser à elles, quand cela est nécessaire. » (*Kirchliches Handbuch*, 1907-08, p. 181).

*
* *

Depuis 1870. — Hélas! la guerre de 1870 rompit les liens entre les œuvres de charité rhénanes et les œuvres de charité françaises (1). La maison provinciale des sœurs de Saint-Charles à Trèves fut séparée de la maison mère de Nancy. Le centre charitable s'éloigna des régions françaises. De Trèves et du pays mosellan, il alla s'installer à Cologne d'abord, puis

(1) Et pourtant, les regards en secret demeuraient tournés vers la France. Quand la congrégation rhénane des sœurs du Pauvre Enfant Jésus, au moment du Kulturkampf, est expulsée de la Prusse rhénane, c'est à Nancy qu'elle vient passer les jours mauvais (auprès du curé Trouillet, dans le domaine du petit Arbois.)

encore plus loin à Fribourg en Brisgau, dans le pays de Bade. En même temps son activité se dénaturait. Aux groupements de Saint-Vincent de Paul, d'un caractère si français, succède, dans la nouvelle Allemagne bismarckienne, « l'Association générale de la Charité de Fribourg en Brisgau. » La Prusse ne pouvait pas supporter plus longtemps des organisations qui avaient leur centre à Paris. Elle veut avoir son association nationale. La vieille œuvre française est supplantée. Une œuvre allemande règne désormais sur le Rhin.

Qu'est-ce que cette « Association générale de la Charité allemande? » Elle nous dit dans ses statuts qu'elle veut développer avec méthode les œuvres de charité, grouper les sociétés, les institutions, les bonnes volontés individuelles et coordonner les efforts. Mais quelle est sa méthode? La voici qui institue des sources de renseignements, qui fonde des bibliothèques, qui publie des statistiques, qui organise des écoles de charité dans les villes, qui crée même des cours de charité dans les Universités. Elle a ses congrès annuels, ses revues, ses brochures de propagande, ses savants, ses écrivains et ses professeurs. Reconnaissons ici les formidables systèmes administratifs qui sans doute permettent des efforts convergents, une surveillance des budgets en recettes et en dépenses, un certain anonymat de celui qui doit bénéficier de la charité générale, mais admettons aussi que, dans une telle organisation, il n'y a plus rien de l'esprit de charité et de perfectionnement individuel que suppose l'autre manière.

Cet appareil bureaucratique et scientifique de piété dessèche ce qu'il dessert, et nous sommes loin de ces groupes d'une si belle chaleur intérieure que nous avons vus s'animer sous les influences françaises dans les petites villes rhénanes. La flamme qui, de Nancy et de Trèves, au début du XIXe siècle, avait gagné Coblence, Aix-la-Chapelle, puis Cologne et Mayence, où donc est-elle? Les foyers de charité sont éteints; l'organisation charitable est devenue un mécanisme savant de chauffage central, réglé par des professeurs et des statisticiens. Les Prussiens ont fait perdre au mouvement charitable du Rhin la valeur morale qu'il avait acquise au cours de soixante-dix ans d'influence française. Qu'est-ce qui est en diminution dans ce nouvel ordre de la charité? Le développement de l'être humain.

Le cœur rhénan, disposé par la nature à l'aumône et à la

tendresse, s'inquiète. Il se sent inerte, sinon endurci, appauvri dans son secret. Il avoue son malaise. Depuis plusieurs années, l'*Annuaire catholique du Rhin* (1) constate le dépérissement des associations de Sainte-Élisabeth et de Saint-Vincent de Paul, et cherche en vain le moyen de leur redonner de la vie. Elles assuraient la direction et l'organisation de l'effort charitable, de l'élan. Les Rhénans se demandent comment les revivifier. Et dans les derniers congrès de charité, leurs évêques expriment, tous, les mêmes préoccupations et les mêmes plaintes : de quelle manière, au nom de quoi, demeurer en concurrence avec l'assistance publique, quand les organisations catholiques ont tout fait pour ne plus s'en différencier ?

Ainsi, dans le domaine charitable, se joue le même drame que dans le domaine de la légende et de la mémoire historique. Le cœur rhénan souffre de la même manière que l'imagination rhénane. Ici encore, la Prusse donne l'assaut. Comme elle a dénaturé ou étouffé les imaginations du Rhin, elle dessèche les aspirations charitables, les meilleures richesses bienfaisantes de la foi. Et cette action néfaste, si contraire aux dispositions et aux aptitudes des populations rhénanes, nous allons maintenant la voir se manifester dans le domaine social et dans l'activité des classes laborieuses de la vallée du Rhin.

Cependant il s'agit de clore cette leçon et ce trop vaste sujet par une moralité positive. Après avoir parlé des légendes, dans notre dernière leçon, nous avons formulé un vœu précis et proposé une résolution pratique. Aujourd'hui, nous agirons de même. En nous excusant de ce que pourrait avoir d'osé notre initiative auprès du prélat respecté qui nous fait l'honneur de nous écouter (2), nous souhaitons que le lien, brutalement rompu par la défaite de 1870, entre les associations et congrégations charitables de Rhénanie et de France, se rétablisse, et que les belles forces créatrices de la piété française recommencent à répandre leurs bienfaits sur le Rhin. Nous le demandons aux maisons-mères de celles de nos congrégations qui se sont répandues au XIXe siècle là-bas ; nous le demandons aux secrétariats généraux des associations catholiques de charité... On appréciera l'importance qu'aurait cette reprise de

(1) Cf. *Kirchliches Handbuch*, 1918, 1919, 1920.
(2) Mgr Ruch, l'évêque de Strasbourg, l'ancien aumônier du 20e corps.

relations, si l'on veut bien considérer que les sœurs de Saint-Charles, ces Lorraines, pour ne rien dire des sœurs de la Toussaint, ces Alsaciennes, ont aujourd'hui encore soixante-dix établissements en Allemagne, qui, pour la plupart, se trouvent sur la rive gauche.

Messieurs, pendant une heure, nous venons de nous ramasser dans une seule espèce de préoccupation. Voulant prendre une idée des rapports religieux de la France et de la Rhénanie, nous nous sommes resserrés sur un point essentiel, sur les choses de la charité. C'est la vraie manière pour donner à de tels problèmes l'attention intense qu'ils méritent. Nous continuerons, dans chaque leçon, à bien délimiter notre objet, pour ne rien disperser de nos minutes ni de notre effort. Mais du moins le chapitre où nous nous cantonnerons la prochaine fois, nous portera en pleine activité économique. Nous parlerons des directions que la France a données et laissées dans la vie économique et sociale du Rhin.

MAURICE BARRÈS.

(A suivre.)

ÉMILE AUGIER

CHEVALIER DE LA BOURGEOISIE

II[1]

Avant d'écrire ses pièces sociales, Augier dirigera son activité combative contre la vanité bourgeoise et contre l'arrogance de la richesse. Il clôt brusquement, en 1858, la série de ses comédies de morale austère où il prêchait l'intransigeante soumission aux lois qui sont, à ses yeux, la base intangible et sacrée de la famille. Il semble qu'aussitôt après *le Mariage d'Olympe* et *les Lionnes Pauvres*, une connaissance plus approfondie de la misère humaine le prédispose à plus d'indulgence. Il donne (1860) de *l'Aventurière*, une nouvelle version. Sans doute, elle diffère par plusieurs détails de la première. Mucarade devenu Monte-Prade n'est plus grotesque. Il était Cassandre, il devient Ruy Gomez. D'un barbon de Molière, il s'élève presqu'à un vieillard amoureux de Hugo. Il n'est point jusqu'à Franca-Trippa qui ne s'anoblisse sous le nom de don Annibal, — ne changeant que de nom, d'ailleurs, et la pièce ne gagnera pas à ce que Monte-Prade soit dupé par les mêmes procédés que Mucarade. Mais ce n'est pas cela qu'il convient de remarquer dans la nouvelle version de *l'Aventurière*. C'est un tout petit mot, pas même un mot : un geste, que l'auteur ajoute à la fin de la pièce. Dans la première version, on se le rappelle, Clorinde, rejetée par les honnêtes gens, retombait à sa vie d'aventures et partait au milieu d'un silence général.

(1) Voir la *Revue* du 1er janvier.

En 1860, voici le dénouement :

(Elle va lentement vers la porte, puis se tournant vers Fabrice).
CLORINDE. — Adieu.
FABRICE (lui tend la main à demi, s'arrête, et dit à Célie) :
Ma sœur... Donne la main à cette pauvre femme...

...A Célie ! A Célie la pure jeune fille, de vertu si fière, si hautaine !... Célie donnant la main à Clorinde, sur l'ordre de son frère ! Voilà qui est nouveau. Certes, ce n'est pas la réhabilitation, mais c'est au moins le pardon. Le jeune auteur de 1845 avait été moins généreux. Plus tard, l'homme mûr ira plus loin encore dans cette voie de la pitié... Il acceptera qu'on puisse rencontrer l'honnêteté dans une famille qui s'est placée à côté de la loi (*Madame Caverlet*) et qu'on puisse constater de la vertu dans une maternité *en dehors* de la loi (*Les Fourchambault*). La vie est un grand professeur d'indulgence.

III

Nous venons d'admirer Augier en lutte contre l'amour corrompu, voyons-le maintenant aux prises avec l'argent corrupteur. Il est permis de se borner à signaler seulement sa première attaque : *la Pierre de Touche*, dont lui-même faisait peu de cas, et d'arriver tout de suite à *la Jeunesse*, pièce incomplète et timide, dans laquelle cependant se trouve le caractère de Mme Huguet, lequel, dans la galerie d'Augier, le cède à peine en puissance, sinon en relief, à celui de Maître Guérin. Malheureusement, le sujet, superbe, est traité en grisaille. Il semble, tant la différence est grande entre la pensée et l'exécution, qu'on se trouve en présence du croquis incertain et au crayon d'une eau-forte puissante, ou d'un Goya traité au pastel.

Mme Huguet a fait, toute jeune, un mariage d'amour, un vrai ; son fiancé et elle s'adoraient et chacun avait refusé deux riches partis. Le mari était employé dans un ministère, la femme avait reçu une dot rondelette, et ceci s'ajoutant à cela, ils auraient pu vivre une existence parfaitement heureuse. Deux enfants leur étaient nés : la vie leur souriait. Mais Mme Huguet tenait à *paraître* et comme elle était une parfaite honnête femme et son mari un brave homme médiocre qui resta confiné dans le plus modeste emploi, le ménage tomba dans la

gêne. Dans la misère, dit-elle, car c'est la misère, celle qui, sous peine d'être une déchéance,

Doit rogner sur son pain pour nourrir l'apparence.

Si le salon était encore cossu, et aussi les toilettes de sortie, l'appartement intime était froid et les robes d'intérieur lamentables. Et si bien, ou si mal, qu'un soir, le mari, regardant sa femme en négligé, lui dit : « Prends donc plus soin de toi : tu vieillis. » Ce fut sa seule plainte. Elle suffit à Mme Huguet pour se considérer au comble du malheur. Son mari mort, elle se dévoua à ses enfants, réussit à bien élever sa fille, même à la marier et à faire de son fils un avocat. Mais elle était vaniteuse et ne comprenait pas le bonheur sans les relations mondaines, sans le plaisir de faire envie. Elle copie, pour elle, les chapeaux qu'elle n'a pas le moyen d'acheter; elle tente d'affubler son nom roturier d'une particule, le joignant à un nom de terre. Elle ne réfléchit pas que ce qu'elle appelle son malheur est un malheur imaginaire, elle ne pense pas qu'elle l'a créé elle-même par ses prétentions et sa sottise, et comme elle adore ses enfants, rien ne lui coûtera pour leur assurer « une situation. » La fille a épousé un bon garçon qui s'est enrichi, mais à qui Mme Huguet n'en sait aucun gré, car il n'a pas une fortune considérable et éblouissante. Il est provincial, c'est un monsieur qui n'est bon qu'à cultiver la terre.

Le fils, Philippe Huguet, a été l'objet de tous ses soins. Lui, au moins, ne commettra pas la faute de se marier par amour. Sa mère a travaillé, de toute son autorité maternelle, à étouffer en lui toutes les joies de l'idéal. Aujourd'hui, il a vingt-huit ans, il est avocat, mais ne trouve pas une cause à plaider. Il s'en irrite. Il décide donc de supprimer en soi ce qu'il peut y rester de noblesse et de fierté, il va se pousser et « ramper s'il le faut, »

Quitte à se redresser en arrivant en haut,

il se donne même la plus effroyable des excuses, la plus malfaisante : « Je fais comme les autres! » Mais Mme Huguet n'a pu être la seule éducatrice de son fils, et malgré elle, le jeune homme aime sa petite cousine. Sans doute, il s'est bien gardé d'en rien dire, ni à la jeune fille, afin de ne pas s'engager trop tôt, ni à sa mère, qui en étoufferait de colère et d'indignation, il

le sait bien. Mme Huguet est déjà trop malheureuse de ne pas le voir *arriver*. Elle lui cherche des « protections » et pour lui en assurer, elle commettra, sans s'en douter, de petites lâchetés. Elle recevra une Mme Joulin qui a eu la vie la plus déréglée :

... Il ne faut point
Penser du mal des gens dont nous avons besoin;

elle ira même jusqu'à conseiller à sa fille de ne pas se fâcher trop tôt devant les galanteries d'un fantoche qui peut aider à la fortune de son Philippe. Certes, elle mourrait avant que de la pousser à un adultère, mais

Il faut savoir parfois relâcher d'un principe:
Tu comprends bien qu'ici l'intérêt de Philippe...

Tout cela ne réussit qu'à demi. Le fils n'a pas complètement profité des leçons de sa mère : il lui est resté un peu de dignité : il refuse un mariage riche. Et c'est ici que se place une scène très belle dans laquelle Mme Huguet dit à son enfant toute l'angoisse de sa vie, et le malheur qu'elle veut lui épargner. Elle a des accents déchirants. Philippe ne sait ou ne veut lui répondre. Au dénouement, après une tentative malheureuse de gagner sa dot au jeu, il épousera sa cousine, grâce à la générosité de son beau-frère le cultivateur, dont il reçoit deux cent mille francs pour acheter une terre qui lui rapportera de beaux bénéfices. N'insistons pas. Un dénouement vaut ce qu'il vaut. Il signifie seulement que l'auteur n'a plus rien à dire, pour ce jour-là, sur ce sujet, et qu'il est temps de s'aller coucher, en réfléchissant à ce qu'on vient d'entendre.

Mme Huguet est une honnête femme et une tendre mère. Elle est coupable cependant, parce qu'elle a tout fait pour tuer une âme, mesurant à sa propre faiblesse la force de son fils, décidant tyranniquement de quelle façon il pouvait être heureux et lui imposant sa propre conception de la vie, conception qu'elle a, dans son orgueil, décidé la meilleure. Voilà le sujet superbe, admirable et nouveau. Les crimes d'une Olympe Taverny et d'une Séraphine Pommeau ne nous intéressent pas, mais la vue des crimes commis par les honnêtes gens nous torture le cœur, trouble notre esprit, parce que ce sont ceux que nous commettons. Jamais on n'avait jeté un regard plus pénétrant sur les consciences avilies par l'argent et conservant cependant une

façade de probité, de tendresse même. Il y a là le drame qui se passe tous les jours autour de nous, celui des flammes de la jeunesse éteintes par les cendres de l' « expérience, » de cette fameuse expérience qui n'est trop souvent que le souvenir humilié de nos propres défaites. Notre orgueil nous fait croire que nos enfants ne réussiront pas là où nous avons échoué, et parce que nous avons été moins forts que la vie, nous leur infusons la peur de la vie, et nous risquons d'en faire des vaincus avant la bataille. « Nul n'est vaincu sans que son courage n'ait été vaincu avant lui, » a dit saint Paul. Des parents comme Mme Huguet abattent l'énergie de leur fils en lui enseignant que ses propres forces sont insuffisantes, en lui faisant espérer par un mariage riche un bien-être qu'il n'aura pas gagné.

Ce mariage riche, d'ailleurs, assure-t-il la quiétude et la joie? Augier s'est posé ce problème en écrivant *Un beau mariage*. Sa réponse est celle-ci : « Oui, vous pouvez être heureux en devenant l'époux d'une somptueuse héritière, mais à la condition d'abord que votre femme soit un noble cœur, à la condition encore que vous soyez un savant de génie et que votre femme arrive juste au moment où vous exposerez votre vie dans une expérience scientifique dangereuse dont elle connaîtra la valeur et le danger. » *Un beau mariage* pourrait en effet s'appeler *le Gendre de Madame Poirier*. Il s'agit d'un jeune savant pauvre qui s'éprend d'une jeune fille riche et l'épouse. Dans sa nouvelle famille, il est un peu considéré comme un subalterne : Mme Poirier entend régler sa vie et lui demande, elle aussi, de prendre une occupation. On dispose de lui, on le néglige, on le blesse, on l'humilie. « J'ai épousé une femme riche, pourra-t-il dire, je ne m'appartiens plus, j'appartiens à sa fortune. » En dépit de ces intentions, la pièce, mal venue, serait tombée dans l'oubli, si elle ne se terminait par un quatrième acte d'une émotion puissante et nouvelle. Sans doute, et tous les critiques du temps l'ont remarqué, cette émotion est presque physique. Nous assistons en effet à une expérience scientifique qui peut causer la mort des deux opérateurs et dont l'objet est la liquéfaction de l'acide carbonique. Augier dresse sur la scène un nouveau type de héros, le savant :

MICHEL. — Elle est déjà longue la liste des soldats de la science morts au champs d'honneur! Gehlen empoisonné par le gaz hydrogène arseniqué; Boullay, brûlé par la vapeur d'éther; Hennel, fou-

droyé par le fulminate de mercure, et tant d'autres sans compter les blessés.

PINGOLEY. — Tiens! tiens! nous ne nous doutons pas de tout cela dans les salons ; nous estimons votre métier le plus paterne de tous les métiers. Comment se fait-il que ces catastrophes n'aient pas plus de retentissement?

MICHEL. — C'est que la science n'inscrit pas ses morts dans ses bulletins : elle n'y inscrit que ses conquêtes. Le courage n'est même pas compté dans la gloire du savant.

Nous voyons, en scène, osciller le cylindre de fonte où se développe une formidable pression de gaz, et qui peut éclater. L'art théâtral d'Augier est tel, qu'à la seule lecture même, on est pris à la gorge par l'anxiété. Le plus grand reproche qu'on puisse adresser à cet acte, au point de vue littéraire, c'est qu'il est un scénario cinématographique tout pur, mais on lui fait ainsi un grand éloge si l'on ne se préoccupe que de l'artifice scénique. Nul, avant Émile Augier, n'avait utilisé la science comme un moyen dramatique, nul ne nous avait émus par l'attente du résultat d'une combinaison chimique, nul n'avait mis sur le théâtre le laboratoire d'un savant. Augier nous est déjà apparu comme un réaliste dans l'étude des mœurs; il l'est, cette fois, dans le décor et dans l'action ; il fut bien un précurseur.

Mais revenons à notre sujet. Pierre Chambaud, par son héroïsme et son succès, aura conquis, du même coup, sa femme, le respect de sa belle-mère, le bonheur domestique et la gloire. Que lui serait-il arrivé, s'il n'avait pas été un grand savant? Il se serait trouvé dans le cas de Fourchambault, qui, pour avoir épousé une dot de huit cent mille francs, est mené au bord de la ruine par sa femme, laquelle, au refus d'un yacht dont elle a le désir, dit à son mari :

— Oh! ma pauvre mère, en me donnant à vous avec huit cent mille francs, ne croyait pas me vouer à une vie de privations. J'aurais cru que ma dot m'autorisait à me passer quelques fantaisies, je me suis trompée... Est-ce vous qui payez?

C'est lui qui paie, quoi qu'elle en dise, et tant, qu'il en est à deux doigts de la faillite. Il s'en plaint :

— Je devrais être riche, et grâce au train que tu me fais mener au nom de ta dot, je vis au jour le jour, et, s'il éclatait une catastrophe sur la place du Havre, je n'ai pas ça de réserve pour y faire face.

*
* *

L'argent qui sert si mal les époux et les pères, a-t-il au moins le pouvoir d'assurer le bonheur des enfants? Les jeunes filles se marieront-elles mieux parce qu'elles seront pourvues d'une grosse dot? Non, dit Augier, en nous montrant sa Catherine de *Lions et Renards*, Aline des *Effrontés* et même Philiberte, que sa fortune disgracie autant que sa prétendue laideur. Dans ces exemples cependant la source de l'argent est pure. Que sera-ce donc lorsqu'elle est « empoisonnée? » Les trois actes de *Ceinture Dorée* ont été écrits pour nous l'apprendre. Le banquier Roussel est un excellent homme, quoique fort riche. « J'ai tout ce qui s'achète, dit-il, et je ne puis désormais m'accroître que du côté de ce qui ne s'achète pas : j'entends la jouissance du cœur. » Il adore sa fille et la comble de cadeaux. Si celle-ci, pour un collier de perles, lui dit en l'embrassant : « J'ai envie de te gronder, » il ripostera gentiment : « Gronde-moi un peu sur l'autre joue, pendant que tu es en colère. » Il ne veut pour gendre qu'un honnête homme, « fût-il gueux comme un rat d'église. » Sa fille, Caliste, est dans les mêmes sentiments. Roussel a trouvé un prétendant, pauvre et noble : M. de Trelan, qui a déchiré un testament où il était avantagé au détriment de son frère (1). Il lui fait des avances qui sont repoussées parce que jadis, il y a bien longtemps, Roussel, « se croyant dans son droit, » a spolié des actionnaires. Il a gagné son procès, c'est vrai, mais si les hommes de loi l'ont absous, le monde et surtout le prétendu ne l'innocentent pas. Il faudra qu'un coup de Bourse le ruine pour que M. de Trélan consente à épouser sa fille. C'est peut-être manquer de logique, car si Roussel était une canaille, il ne cesse point de l'être parce que la Bourse a baissé alors qu'il jouait à la hausse.

D'ailleurs Augier a dessiné des coquins par pléthore d'argent qui sont d'une autre envergure. Maître Guérin, par exemple. Il a su, malgré la brièveté qu'impose le théâtre, camper une

(1) *Dictionnaire des contemporains*. Cf. *Vie de Pigault-Lebrun*, par Émile Augier. « Un rapprochement eut lieu entre le fils et le père, qui mourut en l'avantageant, autant que le nouveau code le permettait. Mais Pigault, fidèle à sa haine pour tout ce qui lui rappelait les injustices de l'ancien régime, *déchira le testament*, et partagea l'héritage avec ses frères et sœurs, au nombre de sept, échangeant ainsi l'opulence contre la médiocrité. »

figure aussi profondément vivante qu'un des portraits de Balzac. Ce petit notaire de province n'a pas d'autre morale que celle du Code. C'est lui qui a répondu au reproche qu'on lui faisait de tourner la loi : « Je la tourne, donc je la respecte. » C'est lui qui a dit : « Le seul moyen d'avoir une règle fixe en ce monde, c'est de s'attacher à la forme ; car les hommes ne sont d'accord que là-dessus. » Il est un terrible tyran domestique. Son égoïsme atteint à la grandeur. Il est sourd aux cris de ses victimes ; dans son for intérieur il leur donne tort, certainement. Il dupe avec une habileté féroce un pauvre diable d'inventeur sans défense ; il a fait de sa femme une esclave qui l'admire, et il s'indigne de n'avoir pu monnayer la gloire de son fils : les décorations et le grade gagnés sur des champs de bataille. Le dénouement fait penser à celui des *Lionnes Pauvres*, mais, cette fois, le malheur frappe un coupable. Guérin, abandonné des siens qui le méprisent, reste seul avec un paysan madré et une servante rougeaude dont il subira le despotisme et la grossièreté.

Transportez maître Guérin à Paris ; au lieu d'un tabellion de village, qu'il soit un grand financier ; que les hasards de la vie l'aient placé à côté d'un journal à vendre, près d'une marquise et d'un duc ; à côté de lui, mettez un homme plus cynique encore et plus ambitieux, et vous aurez les personnages principaux des *Effrontés*, du *Fils de Giboyer*, de *la Contagion*, et de *Lions et Renards*.

Dans ces quatre pièces, Augier n'abandonne pas son rôle de redresseur des torts de la bourgeoisie, mais il hausse en même temps son effort et son talent jusqu'à la comédie sociale, et, en les étudiant, nous allons voir vivre devant nous la société du Second Empire, entre 1850 et 1867.

Déjà, en 1854, Augier avait mis en présence l'aristocratie et la bourgeoisie dans une aimable comédie, *le Gendre de M. Poirier*, qui n'est pas la plus puissante de ses œuvres, mais la plus adroite, la plus heureuse, la plus agréable à entendre. Il est inutile d'en rappeler le sujet. Chacun a présent à la mémoire le souvenir de cette lutte entre M. Poirier, ancien marchand de drap multi-millionnaire, et son gendre M. le marquis de Presles, lutte dans laquelle les coups s'égarent souvent sur la fille de l'un, la femme de l'autre, la délicieuse Antoinette. M. Poirier, c'est le bourgeois moyen. On l'a comparé à Georges Dandin ;

c'est plutôt à M. Jourdain qu'il ressemble, et si bien qu'avec un peu d'effort et quelques modifications de détail, la plupart des grandes scènes pourraient se jouer en costumes Louis XIV, Gaston de Presles prenant le pseudonyme de Clitandre. Mais le trait le plus important ferait défaut. Poirier, c'est M. Jourdain, sans doute, mais un M. Jourdain dont le père aurait été jacobin. En 1854, le manant d'hier, encore surpris de sa victoire sur l'aristocratie, conserve malgré lui crainte, respect et admiration pour un maître dont il est encore étonné d'avoir pu prendre la place. Il s'y prélasse cependant avec des alternatives d'arrogance et d'humilité, suivant qu'il croit sa conquête assurée ou compromise : il a peur de son prisonnier.

L'auteur lui-même n'est pas complètement libéré de ces sentiments. Nous sentons bien qu'il garde au marquis de Presles une certaine déférence, une sympathie respectueuse et que ce titre, ces manières de gentilhomme l'éblouissent encore un peu. Son héros commet de bien vilaines actions : il a épousé, rien que pour sa fortune, la fille d'un homme dont la vulgarité n'a pas pu ne pas lui sauter aux yeux dès la première entrevue. Disons le mot : il a vendu son titre, il a monnayé ses ancêtres. Il a fait un marché. Ce marché, il ne l'exécute pas loyalement. Il a de l'honneur, peut-être, mais pas de probité. Trois mois après la noce, il reprend une ancienne maîtresse et jette aux quatre vents les écus du père Poirier, qu'il traite comme il ferait d'un usurier, d'un intendant, qu'il ridiculise et bafoue sans vergogne, et devant lequel, par suite de ses propres fautes, il est obligé d'incliner sa fierté. Poirier, d'ailleurs, n'est guère plus sympathique, et l'auteur l'a peut-être chargé de traits un peu gros. Poirier a su réaliser une fortune de quatre millions, et quatre millions en 1854, c'était une richesse de fermier-général. Il n'a pas gagné cette somme en vendant du drap à l'aune, dans une boutique de la rue Saint-Denis. Il n'a pas été un marchand, mais un négociant, voire un spéculateur; il a dû se frotter au monde, et ne peut être le courtaud qu'on nous montre; il semble qu'il n'ait été chargé de tant de vulgarités que par une secrète complaisance de l'auteur pour son adversaire le gentilhomme.

Il y a comme un concours de vilenies entre le gendre et le beau-père. Chacun est à son tour la victime de l'autre, et la prodigieuse habileté d'Augier fait qu'à chaque coup, nous nous

prenons de sympathie pour le vaincu momentané, et que la bassesse du marquis et du boutiquier ne sert qu'à faire valoir les qualités du boutiquier et du marquis.

Que Poirier s'efforce et réussisse à duper les créanciers de son gendre, nous l'acceptons; mais il risque trop facilement, une seconde fois, le bonheur de sa fille; peu lui importe ce bonheur, s'il réussit à porter à son gendre des coups douloureux dont se réjouissent sa rancune et sa sourde haine; il reste en lui un peu de la férocité des régicides. Mais cette haine et cette rancune vont se transformer, et si Poirier ne devient pas pair de France, ses amis profiteront des circonstances pour s'emparer du pouvoir par la finance et par la presse.

M. Louis Barthou a bien voulu détacher, pour nous, de sa collection d'autographes, une page de la scène entre Poirier et les créanciers de son gendre, coupée avant la première représentation. Nous l'en remercions, et la donnons à titre de curiosité :

POIRIER. — Nous ne sommes pas ici pour autre chose... Mais vous n'espérez peut-être pas me traiter en marquis, moi? Je serai rond : je vous offre cinquante pour cent.

TOUS. — Cinquante pour cent!

POIRIER. — Sans moi, vous n'auriez pas un sou, vous le savez bien.

SALOMON. — Nous ne rabattrons pas un traître liard.

POIRIER. — Si vous ne voulez pas être raisonnables, vous n'aurez rien.

CHAVASSUS. — A d'autres!.. Si ce n'est pas vous qui payez, ce sera votre gendre.

POIRIER. — Avec quoi, s'il vous plaît?

CHAVASSUS. — Avec la dot de sa femme.

POIRIER. — Essayez d'y toucher, à la dot de sa femme. Il ne peut en disposer sans le consentement de ma fille... C'est une clause du contrat... J'ai tout prévu.

COGNE. — Votre fille donnera son consentement, plutôt que de laisser aller son mari à Clichy...

POIRIER. — A Clichy? Vous le mettriez à Clichy?

CHAVASSUS. — Comme une lettre à la poste.

POIRIER. — Vous le nourririez pendant cinq ans?

SALOMON. — A trente sous par jour.

POIRIER. — Votre parole d'honneur?

TOUS. — Oui, oui!

POIRIER. — Ah! Quelle bonne idée! Qu'Antoinette va être contente! Ah! scélérat! Nous voilà débarrassés de toi pour cinq ans! Merci, mes bons amis, merci.

COGNE à SALOMON. — Qu'est-ce qu'il dit donc?

POIRIER. — Ah! tu veux me faire dîner à la cuisine! A Clichy! monstre, à Clichy!

SALOMON. — Mais vous n'y songez pas, M. Poirier?

POIRIER. — Vous voulez dire que je n'y avais pas songé... Faut-il que je sois bête! Oh! ma pauvre fille! Tu vas donc vivre tranquille.

CHAVASSUS. — Voyons, M. Poirier, votre gendre n'est pas si noir que vous le faites. Il s'amendera. Il faut bien que jeunesse se passe...

POIRIER. — Oui, oui... Elle se passera à Clichy.

SALOMON. — Je le connais... Ce n'est qu'un étourdi.

POIRIER. — Clichy lui mettra du plomb dans la tête.

COGNE. — Le cœur est bon si l'écorce est dure...

POIRIER. — Clichy l'amollira.

CHAVASSUS. — Comment! Vous auriez la cruauté de laisser mettre sous les verrous un si charmant garçon?... Car il est charmant.

COGNE et SALOMON. — Charmant! Charmant! (*Poirier hausse les épaules*).

CHAVASSUS. — Tenez, M. Poirier, nous ne sommes pas des Arabes, vous avez bien assez de chagrin comme ça. Nous acceptons 70 p. 100.

POIRIER. — Je les donnerais pour me débarrasser de mon gendre.

SALOMON. — Voyons, 60 p. 100 et n'en parlons plus.

POIRIER. — Vous ne voyez donc pas que je l'exècre, cet homme-là, que je veux me venger de lui? Vous pourrirez en prison, M. le Marquis!

COGNE. — Cinquante pour cent.

POIRIER. — Pas un sou.

SALOMON. — Mais M. Poirier, vous êtes un honnête négociant, vous ne voudriez pas priver de bonnes gens comme nous de leur dû, car nous avons véritablement fourni en espèces, en écus sonnants, 50 p. 100 des billets.

POIRIER. — Tant pis pour vous!

CHAVASSUS. — Vous êtes père, M. Poirier? Pensez à mes enfants! J'en ai beaucoup.

POIRIER. — Ce n'est pas moi qui les ai faits.

IV

A cette époque, la France assiste à l'avènement d'une puissance nouvelle : l'Argent.

La création de l'industrie, le développement du crédit, la

diffusion des titres au porteur ont multiplié les financiers, les banquiers et les riches. Dès 1846, Toussenel publie son livre : *Histoire de la féodalité financière*. La construction des chemins de fer met en mouvement des capitaux considérables, les emprunts se multiplient, le télégraphe électrique, le gaz d'éclairage annoncent un monde nouveau. Les mines de fer et de charbon prennent une activité jusqu'alors inconnue. L'exposition de 1855 témoigne de cette prospérité. Les travaux de Paris commencent; l'exécution du plan Haussman nécessite des expropriations qui créent des fortunes soudaines. La découverte des mines d'or de Californie surexcite les imaginations.

« De là l'apparence de la richesse elle-même, qui ne se développe tout à fait qu'un peu plus tard; de là des dépenses bruyantes à la suite de bénéfices inespérés. Les femmes elles-mêmes subirent l'entraînement commun... on en vit qui volèrent leurs maris afin de participer aux opérations de Bourse. Beaucoup d'hommes en crédit trafiquèrent de leur influence (1). » Il se produisit dans la société une sorte d'affolement. Le luxe s'étala partout, et jusque dans la classe moyenne. Les questions de toilette prirent une importance extrême. Dans un bal, une plaisanterie sur une robe amène une suite de duels. *Le Moniteur* du 31 janvier 1854 écrit gravement : « La dépense d'un grand bal retombe comme une pluie d'or sur toutes les industries »... Une rivalité de splendeurs s'était établie entre les fêtes du Ministère des Affaires étrangères et celles des Tuileries (2).

On chercha des ressources dans la spéculation. Le Duc d'Orléans écrit dans une lettre, en parlant des financiers : « Ils ne voient dans la France qu'une ferme ou une maison de commerce, » et Metternich, dans ses *Mémoires :* « Je ne doute pas que vous ne tourniez vos regards vers la fièvre de spéculation qui envahit la France. »

Les financiers « rêvaient en un mot de pousser la fortune jusqu'au point fabuleux où elle deviendrait de la gloire (3). » Pour assurer le succès des émissions, on eut besoin de la publicité. Elle se glissa d'abord dans la presse, sous forme d'annonces qui, bientôt, changeant de forme, gagnèrent jusqu'à la première page.

(1) Pierre de la Gorce, *Histoire du Second Empire.*
(2) Comte de Beaumont-Vassy, *Histoire intime du Second Empire.*
(3) P. de la Gorce, *Op. cit.*

Après le coup d'État, les menaces d'avertissement, de saisie, d'emprisonnement, rendirent le talent obligatoire chez les journalistes qui s'ingéniaient à tout faire entendre et non à tout crier. Le *Journal des Débats* garde sa tenue, avec sa rédaction d'universitaires. *Le Siècle* et *l'Univers* vivent des combats qu'ils se livrent. L'exemple du *Figaro*, frondeur, mais toléré, provoque l'éclosion de petites feuilles éphémères où chacun signe ses articles. Le rédacteur en chef, dès lors devenu bientôt inutile en tant qu'écrivain, est remplacé par quelque capitaliste, quelque entrepreneur frotté ou non de littérature. C'est ainsi, par exemple, qu'au *Siècle*, Havin succède à Armand Carrel.

Dès le moment où les financiers eurent compris quel concours pouvait leur apporter la presse, et la presse les subsides qu'elle pouvait tirer de la finance, la plus forte puissance était créée, et d'autant plus forte qu'aucune autre n'était prête à lui servir de contrepoids. L'aristocratie se réservait, boudeuse ou vindicative. En 1852, le Comte de Chambord avait proscrit aux royalistes l'abandon de toutes les charges publiques exigeant le serment, et toutes l'exigeaient. D'autre part, la politique de Napoléon III contre le Pape et le clergé, à propos du *Syllabus*, éveilla des divisions nouvelles et provoqua des alliances inattendues entre l'aristocratie, les cléricaux et les « rouges. » D'où un grand trouble, un désordre des idées, des inquiétudes. En même temps, le traité de commerce avec l'Angleterre (1860) provoquait des chômages et des abaissements de salaires. Les répercussions du mouvement ouvrier de 1848 agissaient sourdement. Les théories saint-simoniennes redevenaient à la mode. Les meilleurs esprits cherchaient l'amélioration du sort « de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre. » Émile Augier crut pouvoir trouver le remède à cette situation par une organisation meilleure du suffrage universel; il écrivit une brochure politique : *La Question électorale*, et même, plus tard, fut inscrit sur une liste de futurs sénateurs.

« On sait qu'Émile Augier était reçu avec beaucoup de bienveillance par l'Empereur, mais on ignore généralement que de ces rapports était résultée entre le poète et le souverain une véritable collaboration dans le domaine politique. Augier poussait vers les solutions libérales et démocratiques (1). » Il rêvait

(1) M. de Freycinet. *Discours à l'Académie française*. Éloge d'Émile Augier.

la création d'une nouvelle aristocratie, fondée sur l'intelligence.

Telles étaient les préoccupations sociales et tel l'état d'esprit d'Émile Augier au moment où il crut avoir terminé sa campagne contre l'amant et la courtisane. Son horizon s'élargit; il va consacrer quatre pièces importantes à l'étude des mœurs nouvelles.

*
* *

Il ne lui suffit pas d'avoir défendu la bourgeoisie contre ses ennemis; il va la défendre contre elle-même et lui présenter, dans *les Effrontés*, un miroir où elle n'apparaîtra pas en beauté. Elle apprendra comment elle court à sa ruine morale, si elle continue à être lâche devant l'audace des malhonnêtes gens et plus particulièrement en face de la puissance nouvelle : la complicité de la presse et de l'argent.

Charrier est un personnage considérable et considéré. Banquier, il possède une clientèle aristocratique et il est maire, à Paris, de son arrondissement. Il a un fils qui, — ainsi que presque tous les fils des bourgeois d'Augier, — fait à son père des lettres de change. Il est père aussi d'une fille en âge d'être mariée. Son honnêteté est au-dessus de toute discussion. Elle ne le fut pas toujours, et, comme le Roussel de *Ceinture dorée*, il eut, il y a quinze ans, un procès fâcheux dont le verdict était un acquittement et les considérants une condamnation.

Il est l'Effronté d'hier qui, grâce à son impudence, grâce surtout à la veulerie de ses contemporains, peut se croire un homme honorable à l'abri de tout reproche. Il se trompe, et Vernouillet le lui fera bien voir. Vernouillet, c'est Charrier au moment de la crise. Il vient d'avoir, lui aussi, à comparaître devant les tribunaux, et, de même que Charrier, il s'en est tiré à bon compte : sa réputation est perdue, sa liberté ne le fut pas. Nous le voyons d'abord traînant l'aile et tirant le pied, tête basse et songeant à s'expatrier. Mais il a une idée de génie, celle de mettre à son service la puissance de la presse. Le marquis d'Auberive, qui se délecte au spectacle des vilenies de la bourgeoisie jusqu'à les provoquer, a fort peu à faire pour le décider à relever la tête et à s'imposer. « Nos pères n'avaient perdu que le respect, dira Sergine; nous avons, nous, perdu le mépris : le monde est aux Effrontés. » Vernouillet, par conséquent, réussira presque à surprendre la confiance d'un ministre,

l'estime d'une marquise, et à devenir le gendre de Charrier, dont l'honorabilité est cependant susceptible, en raison des épreuves qu'elle a subies.

Mais la force des Effrontés n'est faite que de la faiblesse des autres. « La calomnie, on la fait reculer en la regardant en face... Quand les honnêtes gens auront l'énergie de l'honneur, les corrompus ne tiendront pas tant de place au soleil (1). » Et, en effet, la marquise ayant eu le courage de se dresser devant les aboyeurs, les a fait taire, et a changé en respect les sentiments tout opposés qui commençaient à naître, sur son compte, parmi les lecteurs de l'article publié par un journal à scandales.

Pour pénétrer la pensée de l'auteur des *Effrontés*, nous possédons deux documents du plus haut intérêt. L'un est une copie d'agence dramatique, analysée avec le plus grand soin dans une thèse de M. Henry Gaillard et qui diffère notablement du texte représenté et publié dans l'édition définitive. Nous y renvoyons les amis d'Augier (2). Mais nous ne pouvons résister au plaisir d'en citer ici un passage assez inattendu, dans lequel notre auteur, par la bouche de Giboyer, prend parti... contre le capital.

Le voici :

LE MARQUIS. — La famille est empoisonnée dans sa source par le mariage d'argent.

GIBOYER. — Parbleu! Deux et deux font quatre ; le règne de l'arithmétique est arrivé, comme il arrivera dans tous les pays où il n'y a rien au-dessus du capital.

LE MARQUIS. — Vous parlez d'or, jeune Pic!

GIBOYER. — Le capital! Voilà le principe délétère et envahissant. Voilà l'ennemi qu'une société doit combattre et réprimer.

VERNOUILLET. — Réprimer le capital! Es-tu fou? Et la prospérité du pays?

GIBOYER. — La santé morale passe avant la santé financière. D'ailleurs, n'aie pas peur que l'argent se décourage : il est comme la vertu, il porte sa récompense en lui-même. Quand on lui ôterait la première place, il serait bien à plaindre! On ne lui ôtera jamais la seconde!

(1) *La Contagion.*

(2) Le texte des *Effrontés*, thèse présentée à la Faculté des lettres de Paris, par Henry Gaillard.

Le marquis. — Mais vous n'avez rien à lui opposer, malheureux! Votre Révolution a tout détruit!

Giboyer. — Et rien édifié, c'est vrai! On l'a détournée au moment où elle allait reconstruire. Il s'agit de la remettre dans sa voie et d'achever son œuvre.

Le marquis. — Ça n'est pas fini.

Giboyer. — *Vous avouerez que si c'était fini, ce serait la montagne qui accouche d'une souris, et qu'elle ferait trop d'embarras avec ses relevailles.*

Il est certain que de telles phrases ne pouvaient être prononcées au théâtre en 1861, mais nous y trouvons une indication précieuse sur l'audace des conceptions de notre auteur. Dans un autre passage de la même scène, il en arrive même à effleurer la question de la suppression de l'héritage!

Le second document, ignoré jusqu'ici croyons-nous, est le manuscrit autographe des *Effrontés* tel qu'il est sorti de la main d'Augier (1). Ce n'est pas une copie de la main de l'auteur, c'est le manuscrit initial, le manuscrit de travail, haché de ratures, bourré d'additions, de béquets, de doublons. Il contient au troisième acte une scène de premier ordre dont la perte eût été bien regrettable, ainsi qu'on en va juger.

Nous sommes dans le cabinet de Vernouillet où se réunissent les membres du Conseil d'Administration de *la Conscience publique* que Vernouillet vient d'acheter. On doit y arrêter la ligne politique du journal.

Vernouillet (au domestique). — Disposez la table et les fauteuils comme je vous ai dit. (Les domestiques apportent table et paravents.)

Autour de cette table s'asseyent : Charrier, Vernouillet, puis d'Isigny (un personnage qui ne fait plus dans l'édition définitive que paraître en de courtes scènes), Gautereau (personnage disparu, chef du centre gauche, à la piste d'un portefeuille), puis Sergine, et Giboyer, comme secrétaire sténographe.

On commence par régler les petits détails. Vernouillet donne à Giboyer la critique dramatique. Le renvoi du critique actuel est décidé.

Vernouillet. — C'est un imbécile qui prend la critique au sérieux Je ne fais pas de l'art, moi, je fais du pouvoir. Je veux que les théâ-

(1) Achives de la Comédie-Française.

tres soient sous ma coupe, comme le reste. Il me faut un critique sûr, un homme à moi, qui ne se livre jamais aux fantaisies de l'impartialité.

Vernouillet donne à Giboyer moitié des appointements de son prédécesseur et ajoute : « Je te permets de lever des impôts sur les artistes. »

La grande discussion, qui va fixer l'orientation de la *Conscience publique*, s'ouvre aussitôt. Dans le Conseil, toutes les opinions sont représentées : centre gauche, juste-milieu, légitimiste, socialiste, éclectique et *rieniste*. On le constate avec satisfaction :

GAUTEREAU. — Malgré cette variété d'opinions, il est un terrain sur lequel nous nous rencontrerons toujours, j'en suis sûr. Nous sommes tous conservateurs.

GIBOYER. — Excepté moi, qui n'ai rien à conserver.

Sergine, le personnage sympathique, celui qui, au dénouement, épousera la jeune et charmante Clémence, et dans la bouche de qui Augier n'a certainement pas placé des paroles qu'il eût blâmées, Sergine (nous sommes en 1863) réclame le suffrage universel « dont on aura fait un instrument de précision, en assurant la compétence de l'électeur et la sincérité du vote. » (1)

Il développe sa pensée, s'anime, évoque les problèmes les plus grands, et s'attire cette admirable réponse de Charrier, troublé, comme ses amis.

— Mais, mon cher, on *n'a pas le droit de soulever de pareilles questions sans les résoudre!*

Sergine continue :

— Le triomphe de la cause du peuple est la substitution des privilèges de l'intelligence au privilège de la naissance.

Tout le monde l'approuve :

D'ISIGNY. — Le droit de l'intelligence est le seul devant lequel tous les partis doivent s'incliner.

CHARRIER. — Tout ce que vous avez dit, mon cher, je m'aperçois que je l'ai toujours pensé sans m'en douter.

— C'est le salut, c'est au moins une solution.

(1) Ce sont les termes mêmes dont se servira Émile Augier dans *la Question électorale*.

On passe au scrutin. Et c'est ici que se place un trait de haute comédie. Tous les membres du conseil se sont déclarés de l'avis de Sergine. Le vote n'est qu'une formalité. Les boules blanches sanctionneront l'accord. On vide l'urne, on compte : *elle contient cinq boules noires.*

Sergine, tout de même, est quelque peu surpris du résultat :

— Je me flattais de vous avoir convaincus, dit-il.

VERNOUILLET. — Nous gardons nos convictions.

SERGINE. — Je le crois parbleu bien : vous les gardez pour vous... Vous disiez que c'est le salut.

CHARRIER. — C'est possible, mais nous ne sommes pas des apôtres.

D'ISIGNY. — Et, en attendant, le journal perdrait toute sa clientèle et par conséquent toute son influence.

GIBOYER. — La presse n'est pas seulement un sacerdoce, c'est aussi un négoce. Ça rime.

VERNOUILLET. — Nous nous tiendrons à une opposition modérée.

SERGINE. — Et inutile... Je souhaite à votre estimable feuille tout le succès qu'elle mérite. J'en vais chercher une qui soit une tribune et non une boutique.

La scène est vraiment de grande allure. Sur le manuscrit on trouverait d'autres passages inédits, non pas de la même valeur, mais cependant d'un vif intérêt. Ce que nous en avons cité suffit pour montrer un Émile Augier ignoré de ceux qui ne l'ont pas bien connu, et pour inspirer à son égard une admiration nouvelle et un plus profond respect. On sent qu'avec un dramaturge adroit, il y avait en lui un homme grave, préoccupé gravement des questions sociales, au cœur ouvert, à l'esprit audacieux : un courageux et bon citoyen.

Dans le même courant d'idées, il donnera, l'année suivante, *le Fils de Giboyer*, où la Bourgeoisie recevra une nouvelle leçon. Le type choisi, Maréchal, a plus d'honnêteté que Charrier et Vernouillet, mais aussi moins d'intelligence. Il n'est même qu'un sot vaniteux et représente la Bourgeoisie inférieure, ballottée entre son admiration niaise pour les titres de noblesse et son attraction native pour les théories avancées, passant de « la grande chouannerie des salons avec ramification dans les salles à manger et les boudoirs » au socialisme d'un bohême, subissant successivement l'aristocratie insolente du marquis d'Auberive, et la démagogie narquoise de Giboyer.

*
* *

Giboyer! Giboyer n'est plus maintenant le personnage d'une pièce de théâtre, il est devenu un être vivant : il a pris dans nos esprits la puissance de la réalité. Le discuter, n'est pas discuter le talent d'Émile Augier, c'est étudier les passions, les vices et les travers d'un homme qui a vécu et dont nous connaissons la vie. En l'imaginant, Augier a véritablement créé.

Qu'on l'ait dit cent fois, ce n'est pas une raison pour ne pas le répéter encore : Giboyer est le Figaro du XIXe siècle. Consciemment ou non, Augier a été influencé par Beaumarchais. Ce monologue des *Effrontés:*

Tour à tour courtier d'assurances, sténographe, commis voyageur en librairie, secrétaire d'un député du centre dont je faisais les discours, d'un duc écrivassier dont je bâclais les ouvrages, préparateur au baccalauréat, rédacteur en chef de la *Bamboche*, journal hebdomadaire, vivant d'expédients, empruntant l'aumône, laissant une illusion et un préjugé à chaque pièce de cent sous, je suis arrivé à l'âge de quarante ans, le gousset vide et le corps usé jusqu'à l'âme (*Les Effrontés.*)

est du même mouvement que celui du *Barbier de Séville :*

... Fatigué d'écrire, ennuyé de moi, dégoûté des autres, abîmé de dettes et léger d'argent... accueilli dans une ville, emprisonné dans l'autre, et partout supérieur aux événements, loué par ceux-ci, blâmé par ceux-là, aidant au bon temps, supportant le mauvais, etc.

Giboyer est un déclassé. Fils d'un portier, il possédait l'âme qu'il fallait pour continuer le métier de son père. Il n'avait en lui qu'une faculté exceptionnellement développée, la mémoire, ce qui lui a permis d'être une « bête à concours. » L'instruction qu'il a reçue ne lui a appris que des mots et des dates. Il n'était pas doué d'une force que l'instruction pouvait développer. On a bourré son cerveau de phrases ; on n'a pas fait, on n'a pas pu faire l'éducation de son âme. En lui, il n'y a pas plus le sens de la morale que la force du caractère. A tout prendre, il a quelque raison de se plaindre. Il est une victime. Victime des programmes scolaires dont nous ne sommes pas encore débarrassés et qui continuent à faire des malheureux en voulant faire des bacheliers, et qui jettent dans la mêlée trop de littérateurs, trop d'avocats, trop de bureaucrates même

et pas assez de cultivateurs, de commerçants et d'ouvriers.

L'instruction l'a rendu ambitieux et, comme son désordre l'a empêché de réaliser ses rêves, il est devenu aigri, envieux; il a pris pour des injustices les échecs logiques de sa vie désorbitée. Il est venu à la démocratie par une mauvaise voie, celle de l'envie, au lieu d'y arriver par la générosité. Giboyer parle du peuple sans le connaître, sans l'aimer, et, par conséquent, il en parle mal. Il n'est plus du peuple et n'est pas de la bourgeoisie. Il a toutes les tares des métis. Il est sans conscience, sans probité, il se vante de ses vices, et cache sous une incessante ironie la bassesse de ses pensées. Il croit que l'honneur coûte cher; il se trompe : on l'a pour rien lorsqu'on se contente du rôle qu'on peut remplir. Il y a plus de dignité à faire le métier de concierge, si on le fait de son mieux, qu'à être un insulteur à gages, même avec beaucoup de talent. Il a tout appris, sauf le devoir et même la probité. Il est le témoignage du mal que peut apporter une forte instruction dans un être faible, indigne de la recevoir parce qu'incapable de la mettre au service d'un idéal.

Sans doute, il a bien aimé son père, et il aime son fils. Qu'il ait aimé son père, c'est une vertu qu'il partage avec des millions d'êtres qui ne songent pas à s'en glorifier. Quant à son fils, il reste à savoir si l'affection qu'il lui a vouée ne sera pas néfaste à ce jeune homme dont le caractère est si peu accusé que ses opinions sont modifiées en vingt-quatre heures par la simple lecture d'un discours. Ce fils, Maximilien, est trois fois docteur, les circonstances lui font faire un mariage riche, il devient bourgeois : on peut craindre qu'il ne soit pas, plus tard, l'honneur de la bourgeoisie, de même que la démocratie aurait tort de compter sur son dévouement et même sur la fixité de ses convictions.

Animé d'une vie moins intense que ne l'est Giboyer, le marquis d'Auberive qu'Émile Augier a placé de l'autre côté de M. Maréchal est cependant un personnage qui s'accroche dans la mémoire et retient l'attention. Il est l'aristocrate survivant à l'aristocratie, un demi-solde de la noblesse. Il n'a plus de raison d'être et veut *être* cependant, sans s'adapter. Comme Giboyer, il dénaturera les causes de ses sentiments. Son inutilité lui restera incompréhensible, et il rejettera sur d'autres les responsabilités de sa déchéance. Il est un émigré à l'intérieur.

Dans la vie privée, il a gardé quelque chose des vertus qu'on attribue au gentilhomme. Il les montrera lorsqu'il s'agira de défendre l'honneur de la marquise qu'il a cependant eu le tort d'épouser lorsqu'elle avait dix-sept ans et lui cinquante, à laquelle il a peu de droits de reprocher une faute, pour cela d'abord, et ensuite parce que lui-même n'est pas sans reproche, étant le père d'une enfant née chez M. Maréchal. Mais il est par d'autres côtés bien méprisable. Non seulement, il est de ceux qui pratiquent la *politique du pire*, de ceux qui se réjouissaient des échecs de la France parce que ces échecs amoindrissaient un gouvernement qui n'était pas de leur goût, mais il prend un plaisir sadique à voir des bourgeois se vautrer dans la boue; mieux, il les y pousse, il les encourage à s'y plonger, feignant de les excuser, et même de leur donner son approbation. Il est insolent, il est méchant, il poursuit bassement une basse vengeance. Il est, lui aussi, un effronté et un cynique : « Je m'amuse à fomenter la corruption de la Bourgeoisie, dira-t-il, elle nous venge. »

Tels sont les deux êtres, le bohème Giboyer et le marquis d'Aubèrive entre lesquels se trouve placé le symbolique M. Maréchal hésitant à prendre l'un ou l'autre pour modèle. Augier ne nous montrera pas ce qu'il fût devenu, ce bourgeois, en suivant Giboyer, mais dans *la Contagion* il placera sous nos yeux le spectacle de la Bourgeoisie contaminée par la fréquentation de ces aristocrates inférieurs, réduits eux-mêmes à des expédients, à des intrigues; ils n'auront de but à leur vie que la jouissance, comme le baron d'Estrigaud, qui n'est qu'un marquis d'Auberive abaissé de quelques échelons, « incapable d'une bassesse, mais capable d'un crime..., un bandit du XVIe siècle égaré dans le XIXe. »

V

Augier fut donc pour les vices et les travers de la bourgeoisie un moraliste austère, un satiriste impitoyable. Mais il ne fut pas un moraliste complet. Il lui a manqué un certain respect de la femme. Il lui échappe, sur elle, de lourdes plaisanteries d'homme chaste. Le jeune Reynold dans *Madame Caverlet* fait au frère de sa fiancée des confidences gênantes, et qu'il serait difficile, isolées du contexte, de répéter ici. Dans *Philiberte*, il

en est de même ordre, et aussi, çà et là, dans presque toutes ses pièces. Ses jeunes filles, quoi qu'on en ait dit, sont artificielles ou indécises. « Elles ne sont ni poésie, ni prose, elles tiennent de la pensionnaire et de la précieuse : vrais anges de salon qui jouent de l'aile comme de l'éventail (1). » Plusieurs acceptent assez facilement le mariage sans amour. La Clémence des *Effrontés* est prête à donner sa main à Vernouillet, comme à Balardier la Caliste de *Ceinture dorée*.

Il semble qu'Augier ait un peu parlé pour soi dans *les Méprises de l'amour*, lorsqu'il fait dire à un de ses personnages :

> Je fus dans tous les temps gauche à parler d'amour
> Et des choses du cœur je ne sais pas le tour.

En effet, s'il reproche aux courtisanes de dissocier la famille, il ne montre que bien rarement le mal qu'elles font en brisant des cœurs. Il est bien peu de véritables amoureuses dans tout son théâtre, et celles qu'on y voit sont montrées non pour elles-mêmes, mais surtout comme « réactifs » ou par concession au goût du public qui, paraît-il, exige, dans toute pièce de théâtre, une histoire passionnelle.

Dans *Paul Forestier*, cependant, le sujet principal est là, mais Augier ne s'y meut qu'avec un certain embarras, avec quelque gaucherie, non sans quelques erreurs ; il donne l'impression d'un voyageur parcourant, le guide à la main, un pays qu'il ne connaît pas, sur la foi des descriptions qui lui en ont été faites. Et il s'y égare si bien, du reste, que dans cette pièce où sa volonté est de défendre le foyer conjugal, le personnage sympathique est Léa qui fut adultère, et plus. Il y a, il est vrai, Antoinette Poirier, mais elle est l'épouse et non pas l'amoureuse.

Moraliste incomplet, disions-nous : sa conception de la morale, en ce qui concerne la vie d'avant-mariage des jeunes gens, est pour étonner un peu tristement ceux qui ont pour lui un grand respect et une forte admiration, une affection même. De juger leurs pères, il donne aux jeunes hommes tous les droits. Il leur permet toutes les intransigeances, lorsqu'il s'agit d'évaluer la légitimité d'une fortune. Trois d'entre eux obligeront les banquiers dont ils sont les fils à rembourser tout ou

(1) Paul de Saint-Victor.

partie d'une fortune suspecte. Un autre ira jusqu'à la cruauté brutale : Henri, élevé, avec sa sœur, depuis son enfance, par M. Caverlet qu'il croit son beau-père, professe à son égard l'estime et l'affection le plus méritées. Mais, lorsque, venant d'apprendre que M. Caverlet n'est pas le mari légitime de sa mère, il le voit prêt à embrasser sa sœur, il s'écrie : « Je vous défends de toucher de vos lèvres le front de cette enfant... Depuis quinze ans, je crois vivre dans l'honneur... et je vis dans l'opprobre, etc., » ce jeune homme est d'une correction un peu farouche.

Augier exige des jeunes gens des inflexibilités de cet ordre, mais il leur permet de faire des dettes, de s'afficher avec des filles, comme Mlles Aurélie et Taffetas. Il trouve cela, non seulement naturel, mais désirable, et, si d'aventure il nous présente un jeune homme vertueux, ce sera pour s'en moquer, comme il le fait, dans *le Fils de Giboyer*, du comte d'Outreville, qui ne conquiert l'estime et la camaraderie d'une altière jeune fille qu'après avoir fait à sa robe d'innocence (à lui) de tels accrocs « qu'elle n'en est plus mettable. »

Mme Fourchambault accepte avec une indulgence souriante que sous son propre toit, son fils ait séduit une jeune fille à laquelle elle a donné l'hospitalité.

Un manuscrit des Archives de la Comédie-Française donne, à l'appui de ce que nous venons de dire, deux scènes où sont avouées, non sans audace, les complaisances de Mme Fourchambault pour les intrigues amoureuses que, — croit-elle, — son fils entretient sous le toit familial.

Les voici :

SCÈNE II

LES MÊMES. — RASTIBOULOIS.

RASTIBOULOIS, à Fourchambault. — Bonjour, cher. (Baisant la main à Mme Fourchambault.) Comment se porte votre grâce ?

FOURCHAMBAULT. — Elle a mal aux dents.

Mme FOURCHAMBAULT. — Non pas du tout, un peu de névralgies.

RASTIBOULOIS. — A la bonne heure ! J'avais bien entendu parler de turquoises malades, mais de perles... jamais.

Mme FOURCHAMBAULT, à part. — Il n'y a que lui ! (Haut.) Vous avez peut-être à causer, Messieurs ?

RASTIBOULOIS. — Pas le moins du monde. Ma visite est pour vous seule, dût votre époux en crever de jalousie.

FOURCHAMBAULT. — Alors, c'est moi qui suis de trop ! Je me retire.

RASTIBOULOIS. — Mais non ! Mais non !...

FOURCHAMBAULT. — Je me retire. (A part.) J'irai chez lui demain. Ce sera même plus correct. (Il sort.)

SCÈNE XII

MADAME FOURCHAMBAULT, RASTIBOULOIS

RASTIBOULOIS. — Vous souffrez beaucoup?

Mme FOURCHAMBAULT. — Cela passe. Il faut croire que votre présence a des vertus...

RASTIBOULOIS. — Sédatives ? Il n'en a pas été toujours ainsi, j'ose le dire, ma chère amie... vous me permettez cette familiarité ?

Mme FOURCHAMBAULT. — Ne sommes-nous pas presque parents ?

RASTIBOULOIS. — Voilà un mot qui autorise l'indiscrétion que je viens de commettre.

Mme FOURCHAMBAULT. — Indiscret, vous ? Je vous en défie !

RASTIBOULOIS (s'inclinant). — Marquise !... Ma foi, tant pis ! Le mot m'a échappé, je l'ai toujours sur les lèvres quand je vous parle. On ne me persuadera jamais que vous n'avez pas du sang de gentilhomme dans les veines, soit dit sans offenser Mesdames vos grand'mères.

Mme FOURCHAMBAULT. — Qui sait ?

RASTIBOULOIS. — J'en mettrais ma tête à couper. Vous êtes une grande dame... et du grand siècle encore, vous me rappelez Mme de Sévigné.

Mme FOURCHAMBAULT. — Par ma coiffure peut-être?

RASTIBOULOIS. — D'abord... et puis comme femme et comme mère... comme mère surtout. Ne savait-elle pas bon gré à Mlle de Lenclos de lui ranger son charmant vaurien de fils, comme vous à Mlle Letellier de vous ranger le vôtre ?

Mme FOURCHAMBAULT. — Que voulez-vous dire ?

RASTIBOULOIS. — De la pruderie bourgeoise... avec moi? Croyez-vous donc parler à M. Fourchambault?

Mme FOURCHAMBAULT. — Non certes... mais j'ignore absolument.

RASTIBOULOIS. — Ah ! marquise, n'espérez pas me persuader qu'une femme aussi fine que vous ne voie pas ce qui se passe sous ses yeux.

Mme FOURCHAMBAULT. — Si elle les ferme pourtant.

RASTIBOULOIS. — Allons donc !... Nous entrons dans la voie des aveux !... Savez-vous que votre fils est un heureux coquin ?

Mme FOURCHAMBAULT. — Mais il ne se passe entre ces jeunes gens rien de répréhensible.

RASTIBOULOIS. — Tout platonique ? Vous en êtes bien sûre ?

Mme FOURCHAMBAULT. — J'en jurerais.

RASTIBOULOIS. — Tant pis ! morbleu ! Tant pis ! J'avais meilleure opinion de Léopold. Je lui aurais donné le diable sans confession à ce garçon-là. Il n'a pas plus l'air d'un amant transi !

Mme FOURCHAMBAULT. — Oh ! s'il l'est, ce n'est pas sa faute, le petit monstre.

RASTIBOULOIS. — La belle n'a pourtant pas les allures d'une inhumaine et à moins qu'elle n'ait des visées plus sérieuses... Ah ! c'est bien possible, prenez garde.

Mme FOURCHAMBAULT. — Il n'y a pas de danger de ce côté-là. Mon fils est bien étourdi, mais il a été élevé dans des principes... incompatibles avec un sot mariage.

RASTIBOULOIS. — Hé ! Hé ! Qui sait jusqu'où une jolie fille peut conduire un amoureux par sa résistance ?

Mme FOURCHAMBAULT (finement). — Ne vous inquiétez de rien.

RASTIBOULOIS. — Voilà un sourire qui me rassure. L'aveu est complet... N'essayez pas de le retirer ! (lui prenant la main) Je suis père et je vous comprends. D'ailleurs, vous n'aviez pas charge d'âme, Mlle Letellier était bien d'âge à se défendre.

Mme FOURCHAMBAULT. — Il est certain qu'elle était majeure.

RASTIBOULOIS. — Vous avez agi en mère judicieuse et, quant à moi, je vous donne l'absolution. Malheureusement, nos jeunes gens ont fait bien des imprudences.

Mme FOURCHAMBAULT. — Que voulez-vous ? Ils sont jeunes.

RASTIBOULOIS. — Leur liaison n'est pas restée sous le manteau de la cheminée. Le bruit en est venu jusqu'à ma femme et je ne vous cache pas que cela me met dans un terrible embarras.

Mme FOURCHAMBAULT. — Quel embarras ?

RASTIBOULOIS. — Entre nous, ma femme est un très petit esprit, très étroit, très obstiné, rien de Madame de Sévigné ! Ne m'a-t-elle pas déclaré tout à l'heure qu'en présence de ce qu'elle appelle un esclandre, elle renonçait positivement à l'honneur de votre alliance ?

Mme FOURCHAMBAULT, *se levant*. — Vous plaisantez ?

RASTIBOULOIS. — Je suis vite accouru dans l'espoir de tirer de vous quelques éclaircissements de nature à calmer ses scrupules, car je tiens par-dessus tout à votre alliance, je crois l'avoir assez prouvé ! Mais que diable ! vous avouez tout ! Que voulez-vous que j'allègue à la baronne ? Que puis-je m'alléguer à moi-même ? Car enfin, tout cela est charmant, tout cela rappelle le grand siècle ! Vous avez agi en mère judicieuse au point de vue de votre fils, je ne m'en dédis pas, mais bien imprudente au point de vue de votre fille. Voilà une enfant bien difficile à marier, vivant dans un milieu si... comment dirai-je ?

si anormal ! Moi-même, puis-je donner d'en haut cet exemple déplorable, d'un représentant de l'autorité, de l'ordre et de la morale, couvrant du nom de ses pères un pareil relâchement de tous principes ? Non ! vous ne me le conseilleriez pas comme amie... et j'espère que vous resterez mon amie comme je reste le vôtre, malgré la douloureuse nécessité où je me trouve de renoncer à des liens plus étroits. Comprenez-moi et plaignez-moi. Adieu, chère madame, agréez l'expression de mon dévouement et de ma parfaite considération. (*A part, en sortant*) Ouf !

SCÈNE XIII

Mme FOURCHAMBAULT

Mme Fourchambault, *seule*. — Canaille ! Et moi, triple sotte qui n'ai pas vu le piège ! me voilà au ban de l'opinion et où s'arrêtera-t-elle dans cette voie ? On dira que j'ai poussé Marie dans les bras de mon fils. Et que répliquerai-je ? N'ai-je jamais eu l'imprudence de garder la coupable chez moi ?

Elle n'a pas pensé que Maïa, ainsi séduite, peut devenir une Olympe Taverny. Toutes les maîtresses de piano qui ont cédé au jeune homme de la maison avec l'encouragement tacite de la mère ne se transforment pas en héroïnes comme Mme Bernard, et l'on peut craindre que certaines, plus tard, ne viennent jeter la honte ou la ruine dans ces familles où elles ont été offertes comme un jouet, comme un dérivatif au bourgeois adolescent qu'on voulait ainsi préserver du contact de leurs sœurs aînées. Augier a manqué ou d'une foi religieuse plus complète, ou d'une philosophie plus haute. Dumas fils, sur ce point, a été, plus que lui, audacieux et logique (*Les Idées de Mme Aubray*).

S'il eût vécu plus longtemps, Augier nous eût donné *le Bourgeois socialiste* et *les Complaisances*. Dans la première, il eût montré le bourgeois que nous avons connu, emboitant le pas à Giboyer, moitié par humanité, moitié par snobisme. Dans la seconde, il eût dit que l'homme a des devoirs dès son adolescence, non seulement envers lui-même, mais envers ses enfants futurs. Il eût condamné ce sourire de demi-complicité qu'ont certaines mères au récit des « fredaines de leurs fils ; » il eût condamné ainsi l'abominable proverbe : « Il faut que jeunesse se passe. »

Cependant la tâche qu'il a accomplie est belle. Nulle existence littéraire ne fut plus digne. Il ne fut jamais le courtisan

du succès. Il voulut se servir du théâtre parce que, « de tous les engins de la pensée humaine, le théâtre est le plus puissant. » (Préface des *Lionnes Pauvres*.) Il utilisa cette force à faire le bien, à célébrer la droiture, à exalter le sentiment du devoir. Il voulut, avant tout, être utile. Il sentit la nécessité de défendre la bourgeoisie, de lui montrer les dangers intimes et sociaux qui la menaçaient, de la mettre en garde contre la propension qu'elle montrait à trop exclusivement suivre le conseil de Guizot : « Enrichissez-vous. » Il lui a prêché le travail et la probité, les vertus domestiques et le devoir extérieur; il a montré qu'elle était capable des plus grandes vertus : les exemples de dévouement, d'abnégation, de sacrifice donnés par des bourgeois sont nombreux dans son théâtre. Il a fait voir qu'elle était un réservoir de forces et il a, l'un des premiers, désigné aux sympathies de tous l'explorateur et le jeune savant dont un si regrettable abus devait être fait par ses successeurs. Il a ressenti de belles indignations et de saintes colères. Son théâtre est, comme lui, noble, désintéressé, audacieux, sain, clair, généreux, et c'est pourquoi on a pu le surnommer le défenseur ou le chevalier de la bourgeoisie. Il lui a répété que la probité était son devoir, que la famille était sa force et le travail sa raison d'être.

Contre l'oisiveté, contre la peur de l'effort et la fuite devant les responsabilités, il a placé dans la bouche d'un de ses héros des paroles définitives et prophétiques :

« Et l'oisiveté ! Les petits-fils des hommes de 89 travestissent leurs noms et se consacrent à l'inutilité ! *Prenez garde, messieurs! nous vivons dans un temps où la stérilité est une abdication. Au-dessous de vous, dans l'ombre et sans bruit, se prépare un nouveau tiers-état qui vous remplacera par la force des choses, comme vos grands-pères ont remplacé la caste dont vous reprenez les errements, et ce sera justice!* »

Augier n'a pas vieilli.

BRIEUX.

L'INDÉSIRABLE

La sirène déchira l'espace vibrant de soleil trouble. Pour la seconde fois, la clameur emplit la rade aux flots jaunes, balaya le rivage que des palmiers métalliques agriffaient au ciel bas, à l'étouffante grisaille d'où la chaleur suintait. Elle courut à la surface de l'eau comme un halètement de bête marine, et les palétuviers aux racines tentaculaires frémirent le long du fleuve. Dans le miroitement des lianes, des serpents ondulèrent; des glissements répondirent dans l'ombre de la jungle aquatique à l'appel du navire en partance. Un vol de perroquets jacasseurs fusa des cimes noires de la forêt dont la masse ondulait au loin vers des infinis de mystère et de menace.

L'*Intercolonial* était mouillé à l'embouchure du grand fleuve. Sur l'appontement, que l'eau baignait de clapotis gras, une foule polychrome guettait le départ. Des uniformes blancs, des casques, des madras orangés et écarlates. L'incandescence mate des flots crispait des visages jaunes de fièvre ou blêmes d'anémie. Des faces noires luisaient dans la blancheur amidonnée des coutils. Une négresse, les seins roides sous la colonnade safranée, la nuque lisse comme un fût d'ébène, soulevait au-dessus de sa tête un panier de fruits : des bananes jaunes, des mangues violacées et ces pommes de Cythère, pareilles à des confiseries peintes.

Le paquebot lança son dernier avertissement. Pas un cœur, le plus endurci, qui n'éprouvât, comme un coup de stylet, l'angoisse de ce hululement sans fin. La rauque traînée de son suscitait des adieux, des révoltes, des agonies. Les hommes de la forêt voyaient dans la brume du crépuscule s'évanouir le

mirage confus des cités qu'ils ne connaîtraient jamais. Les hommes d'Europe sentaient se briser le dernier fil qui les liait à la terre natale, la terre lointaine où le vent ne souffle pas la fièvre.

Les jours de courrier, la colonie a le cafard, et lorsque le dernier flocon de fumée s'est dissipé à l'horizon, le retour est amer sous les palmiers.

A bord, un steward en veste blanche bousculait les fâcheux, une clochette à la main.

— On relève la passerelle.

Affolement à la coupée. Les canots quittèrent les flancs du navire, ces hautes falaises de goudron, marbrées de rouille, et qui traînent au-dessous de la ligne de flottaison des chevelures d'algues et de coquillages. Les écoutilles vomissaient des torrents d'eau. Une vibration parcourut la coque de fer, comme un cœur qui se déclenche.

Des robes claires glissaient le long de la passerelle. Les femmes des fonctionnaires étaient les dernières à quitter le bar où les officiers offraient les cocktails de l'escale.

— Au revoir! dans un mois! cria une jolie femme cramponnée encore à la passerelle.

Puis elle se laissa tomber, affaissée dans ses mousselines au fond du canot qui allait la ramener à terre et tanguait sur sa bosse éperdument.

Des mouchoirs s'agitent.

Une dernière fois, la sirène clame.

— Ah! çà, s'écria le commissaire, encore un passager! Il ne manque pas de toupet, celui-là! Est-ce qu'il nous prend pour un omnibus?

Une pirogue glissait dans la direction du navire. Les disques noirs des pagayes alternaient rapides, en ailerons de requins. On distinguait un passager accroupi au milieu de l'embarcation, la tête dans ses mains.

Les matelots, qui s'apprêtaient à tirer sur les cordes de la passerelle, attendirent. La barque accosta. Un des rameurs s'approcha de l'inconnu et l'aida à se lever.

— Un malade! fit le docteur. Il ne manquait plus que cela!

L'homme gravit les degrés oscillants de la passerelle. C'était un blanc, haute silhouette voûtée et chancelante, cramponnée

d'une main à la rampe, de l'autre agitant un bâton qui tâtait le vide. Il portait une valise ravaudée avec des bouts de ficelle.

Le commissaire se fit rogue.

— Ouste! cria-t-il, embarquez et vivement. Vous avez votre passage?

L'homme, debout à la coupée, chercha sa poche d'un geste hésitant.

Hostilement, les passagers dévisageaient l'intrus. Il était vêtu d'un pantalon de toile jadis blanc, d'un veston noir maculé de taches. Un cordon graisseux s'enroulait autour d'un col élimé dont les pointes lardaient une peau flasque, jaune, hérissée de poils roux. Un panama informe, enfoncé jusqu'au nez, masquait le haut du visage. Il tendit son ticket du même geste étrange, avançant vers le commissaire une main blafarde qui semblait douée d'une curieuse autonomie. Elle n'allait pas franchement à son but; on eût dit qu'elle flairait, tâtonnait, explorait dans l'air d'invisibles molécules, méfiante, subtile et molle tout ensemble.

L'homme tenait la tête basse. Il était de très haute taille, la poitrine creuse, la tête rentrée dans les épaules.

— Surinam! dit le commissaire. Passager d'entrepont, gratuité de parcours. Bien! Il est en règle.

L'homme fit deux pas, la canne en avant, puis s'arrêta.

— Ben quoi! l'entrepont, c'est par ici, fit un steward de première.

L'homme ne bougeait pas.

— Qu'est-ce que vous attendez? dit le médecin.

Un son rauque sortit d'une broussaille poivre et sel, qui avait peut-être bien été autrefois une moustache.

— Il parle anglais, dit le commissaire.

Le médecin s'approcha.

— Comment vous appelez-vous?

Des voyelles confuses furent la réponse.

— Holywood, interpréta le steward, Jimmy Holywood.

Il ajouta :

— C'est un aveugle.

Pour confirmer la vérité de ces paroles, le passager souleva le paillasson qui lui servait de couvre-chef. Deux rondes lentilles jaunes masquaient l'horreur des orbites vides. Une femme murmura :

— C'est dégoûtant!

— Conduisez-le! dit le commissaire.

Brinqueballant sa longue carcasse, l'inconnu disparut par l'étroit escalier de fer qui conduisait à l'entrepont.

— Drôle d'oiseau! fit le commissaire. C'est l'agent de la Compagnie qui nous l'envoie. C'est lui qui est responsable. A-t-on idée de faire voyager ainsi un aveugle? Et où va-t-il? D'où vient-il? A-t-il seulement des papiers? Tout ça, c'est des embêtements pour nous, avec la police des escales. Surinam! Surinam! C'est très joli de délivrer des passages, mais encore faudra-t-il qu'on accepte le bonhomme au débarquement. Et si on refuse le colis...

— Dame! remarqua le maître d'hôtel, si on le refuse, faudra le garder à bord... à moins de le jeter à la mer!

— Je m'en moque, assura pilosophiquement le commissaire. C'est l'agent qui paiera.

L'ancre grinça. La pulsation des moteurs emplit de son rythme le vaste corps du navire. L'*Intercolonial* glissa d'abord assez lentement, puis accéléra son allure, porté par le flux descendant. L'appontement ne fut plus qu'un point sombre; la colonie, quelques taches blanches entre de minuscules palmiers. Trois plongeurs gris rasèrent le fleuve d'où montait déjà la buée crépusculaire, messagers de la nuit.

Le fleuve écartait d'une poussée large ses deux rives couvertes de forêts. Sous les palétuviers, la terre et l'eau se confondaient sur de grandes étendues en un troisième élément, la vase, où grouillaient les caïmans et les pirayes. Des serpents se balançaient au-dessus de l'eau, semblables à des lianes empoisonnées, jaunes et noires, et parfois tournaient leur tête triangulaire vers le navire. Un vol d'aigrettes blanches vinrent se poser pour le sommeil, en flocons, dans les feuillages.

Un soleil rouge posé au bord de l'horizon, tête coupée sur un plateau, demeura quelques instants fixe. L'*Intercolonial* doubla le bateau, feu constellé d'astres. De grandes moires violettes coururent à la surface des eaux sur qui planait déjà l'esprit des primordiales ténèbres.

Le navire alluma ses feux : un œil rouge, un œil bleu, les fanaux des mâts. Il filait maintenant à bonne allure, laissant derrière lui, béant d'ombre, l'estuaire du Grand Fleuve et la

jungle engluée d'une nuit poisseuse grouillante de meurtres et de spasmes.

L'aveugle devait sans nul doute être le dernier homme à nourrir le préjugé de la couleur. Cependant Holywood se jugea offensé par la promiscuité de l'entrepont, peuplé à peu près uniquement de passagers noirs. Une centaine d'hommes, de femmes et d'enfants sont couchés là pêle-mêle, les plus heureux sur des chaises-longues, les autres sur les planches. Une ampoule jaunâtre jette une vague lueur sur le fouillis des corps d'où monte une odeur fade et sûrie. Les haleines se confondent, les soupirs, les plaintes se mêlent en un râle étrange qu'emporte le vent du large. La nuit tropicale caresse de ses brises tièdes les échines moulues, les jambes endolories, aiguise les désirs, irrite les fièvres. L'entrepont connaît d'étranges histoires. Dans l'ombre saigne une robe rouge; un madras jaune luit comme une fleur vénéneuse; dans le coin le plus obscur, vivent deux prunelles blanches immobiles et rondes. Parfois quelque passager de première classe, agacé par l'insomnie, laisse plonger son regard, du haut du pont, dans ces ténèbres bondées d'une chair servile que le caprice de la mer et la dureté des hommes travaillent sans merci.

Il est probable que la carcasse disproportionnée de Jimmy Holywood abritait une âme délicate et que l'ignoble spectacle de l'entrepont l'emplissait de trouble et de dégoût. Dans la grande rumeur nocturne des machines, des houles lacérées par l'étrave, du vent dans les cordages, dans cette sourde orchestration de l'océan et du voyage, on pouvait distinguer le tac-tac incertain d'une canne. Une tête émergea au niveau du pont des premières classes; un long corps dégingandé surgit et, quelques instants plus tard, l'aveugle confortablement installé dans un rocking, roulé dans une couverture oubliée, ronfla. Et la mer des Caraïbes berça le sommeil du sage.

Rêvait-il que, par quelque miracle du Dieu protecteur des infirmes, il lui était donné de marcher sur les flots, sans le secours d'un bateau à vapeur? En tout cas, il se réveilla brusquement avec une impression de fraîcheur agréable aux pieds. Les cataractes du lavage matinal ruisselaient sur le pont; des hommes d'équipage, pieds nus, manœuvraient le faubert. L'un d'eux cria à l'aveugle :

— Gare-toi. Tu vas t'enrhumer.

Docile à ce conseil, Jimmy Holywood regagna sur le gaillard d'avant la place qu'il occupait la veille. Il s'assit sur un rouleau de cordages, sa canne entre les jambes. Quelques goélands jouaient autour du navire; il ne pouvait voir leurs taches éblouissantes sur le bleu lessive des flots, sur l'azur cendré du ciel, mais leurs cris rauques parvenaient à ses oreilles. Toujours ombré par l'informe panama, son visage était tourné vers la mer et les grosses lunettes braquaient sur l'horizon leur scintillement vide de tout regard. Que cherchait-il dans cette immensité? Il connaissait d'elle son haleine salée, aux jours de grandes brises, et la bouffée visqueuse et chaude des après-midi tropicaux, le souffle d'étuve qui monte de la mer embrasée. Il connaissait aussi les mille rumeurs des flots, leurs crissements sous l'étrave, leurs froissements de soieries, le clapotis des grains, le calme de plomb, précurseur des cyclones. Il savait distinguer les indices ignorés des clairvoyants obtus, l'heure de midi, le crépuscule et les ténèbres; peut-être même percevait-il le déchirement des flots dans l'enfantement des aurores et leur déploiement de suaire, lorsqu'ils ensevelissent, le soir, un astre pourpre et tronqué.

La cloche des repas le tira de sa contemplation.

Paisiblement, guidé par son bâton, évitant avec soin les nombreux obstacles dont l'avant était semé, anneaux de fer, câbles, madriers, il se dirigea vers la salle à manger de troisième classe et prit une place que personne ne lui désignait.

— Ah çà! mais c'est un passager d'entrepont! grogna le steward.

— Bah! laisse-le, dit un camarade, tu ne vois pas qu'il est infirme?

Jimmy Holywood mangea à sa faim et but à sa soif. Puis il regagna l'avant et reprit sa faction face à la mer. Le soir, on entendit de nouveau sur le pont le martellement indécis de la canne. Le commissaire lorgnait l'aveugle d'un œil torve.

— Il est chez lui, dit-il avec mépris. Il ne se gène pas! Il va partout comme un payant!

Il ne le chassa pas; mais son regard se détacha difficilement de cette grande forme sombre et voûtée qui allait et venait le long du bastingage.

— C'est drôle, remarqua le docteur, est-il aveugle? est-ce un farceur? il faudra que je l'examine.

— Et d'où sort-il? ajouta le commissaire. Personne n'a vu ses papiers.

— Si on l'interrogeait? insinua un passager.

— Mais il ne parle qu'anglais!

— Qu'à cela ne tienne! Je puis vous servir d'interprète.

L'empressé aborda Jimmy en lui posant la main sur l'épaule.

— *Please, man, — I am commissary on board...* Avez-vous vos papiers?

L'aveugle, sans répondre, plongea sa main dans l'intérieur de son veston et retira une liasse crasseuse.

— *Papers, yes,* fit-il d'une voix profonde pareille à un borborygme.

Le commissaire, le docteur et le passager se précipitèrent sur cette manne sordide. Ils tenaient entre leurs mains de vieilles cartes postales maculées dont l'une représentait London Bridge, une autre vous transportait à San Francisco, et une troisième offrait une image imparfaite de M. Lloyd George parlant aux grévistes; un calendrier périmé, quelques lettres indéchiffrables dont le papier usé était devenu une véritable pelure d'oignon; deux enveloppes dont l'une portait l'adresse d'un certain Olivarez Domingo, calle Juan, à Santiago de Cuba, et l'autre d'une Mrs Hawkesbury, 7th Street Broadway, qui avait peut-être joué un grand rôle dans la destinée du porteur. Quand aux pièces d'identité, néant. Toutefois le commissaire mit la main sur un vieux passeport signé du ministre de Suède et délivré au nom de Jimmy Holywood, attestant que le titulaire était né en Californie, de parents scandinaves, sans en préciser davantage la résidence et la profession.

L'interprète amateur ne se décourageait pas facilement. A toutes ses questions deux ou trois borborygmes auxquels les plus éminents linguistes eussent été bien empêchés de donner un sens, furent les seules réponses. Le passager conclut avec dépit :

— Cet homme n'est pas Anglais.

— Ma foi, dit le commissaire, il se débrouillera avec la police hollandaise. Je m'en lave les mains.

***

Aux grandes houles vertes du large succéda un clapotis jaune marbré de taches violettes. Le ciel livide filtrait des rayons mortels.

L'*Intercolonial* ralentit sa marche pour recueillir le pilote qui devait le guider le long de la rivière. Un petit bateau rouge portant en lettres blanches sur son bordage : *Surinam River*, se balançait, pas plus gros qu'une bouée, sur la nappe aveuglante de l'eau. La terre émergeait au ras des flots, sombre ligne pointillée d'arbres menus, brousse inhumaine, hostile, qui fuyait vers un infini meurtrier. Des poissons volants éblouissaient d'un éclair l'immobilité de ce monde figé dans une torpeur de genèse, immobilité apparente sous laquelle on devinait le glissement des squales, la palpitation des méduses, l'ondulation charnue des algues et les fermentations myriadaires des mers chaudes.

Le navire avança le long d'un chenal limoneux, jalonné de bouées. Une vapeur d'étuve embuait les visages, trempait les vêtements de toile. Les passagers fuyaient les cabines chauffées à blanc et cherchaient en vain un refuge sur le pont qu'aucun souffle ne rafraîchissait.

Surinam et sa ceinture de palétuviers apparurent. Blanches maisons coloniales enfoui esdans les palmiers, les manguiers et les bananiers aux feuilles grasses, cases de lianes tressées, entrepôts, docks encombrés de ballots de riz et de pyramides de bois de rose dont l'odeur, suave jusqu'à l'écœurement, arrivait sans le secours d'aucune brise, à travers la moiteur de l'espace. Le ciel blème opprimait cette cité que le trafic avait peuplé d'une multitude sans âme.

Un canot accosta. La Santé et la police montèrent à bord. Le chef de la police était un mulâtre vêtu avec cette élégance équivoque que possèdent en propre les hybrides de toutes les races. Sa cravate était de soie mauve ornée d'une énorme pépite; il portait, non le casque, mais un canotier de paille sous lequel luisaient des yeux vifs et sournois. Le commissaire l'entraîna au bar et fit apporter des cocktails. Le chef de la police était un puissant personnage dans ce carrefour du monde où toute une écume se rassemble, comme la sanie dans le remous d'un fleuve. Il fermentait, dans ces rues, bordées de maisons

proprettes conservant dans leur architecture de lattes et de plâtres, sous le soleil tropical, quelque chose de la fraîcheur hollandaise, il fermentait là toute une levûre de Chinois, d'Hindous, de Maltais, de nègres des Antilles, une pègre bariolée, loqueteuse, vomie par tous les cloaques de l'univers et que grossissait encore le flot des évadés de la Guyane.

Le chef de la police avait l'œil sur tous et sur chacun, sur les Chinois aux larges pantalons de soie noire, sur les Maltais aux casquettes graisseuses et sur les Hindous aux longues barbes grises, enturbannés, pieds nus dans leurs souliers éculés, guenilleux au front chargé de majesté sacerdotale, qui, le jour, gouvernent en des taudis des négoces indéterminés et, la nuit, président, dans des sanctuaires de fortune, des réunions auxquelles l'Européen est rarement convié. Il avait l'œil sur les cases au seuil desquelles, assises et silencieuses, guettent les mulâtresses couleur de noisette et les négresses à la peau de satin, prêtes à abaisser, pour un demi-goulden, un fort peu discret rideau de fibres de palmes; sur les débits de tafias et sur les sombres asiles où les coolies chinois s'entassent, la nuit venue, le long des nattes, tétant le bambou, comme des nouveau-nés gloutons ou comme des sages comtempteurs de la réalité, avides de griller leurs songes, à la lueur basse d'une lampe, dans un nuage odorant l'amande, dont les spirales leur ouvrent, en une bouffée, les portes du Nirvana.

Le chef de police connaissait bien des visages. Des milliers avaient passé devant ses yeux, tandis qu'indolent et gouailleur, les lèvres pincées sur une cigarette, les jambes croisées, il cinglait de son insolence de métis ces faces menteuses, révoltées ou serviles qui hantent la lisière malsaine du Sud-Atlantique. Il en connaissait des blanches et des noires, des jaunes et des rouges, les unes creusées par la fièvre, d'autres bouffies par le lymphatisme, d'autres plissées de grimaces, d'autres balafrées d'aventures; il connaissait les stigmates du crime, du vice et de la misère, les méplats saillants, les mâchoires carrées, le menton fuyant des faibles, les gueules de singes, les museaux de renards, les mufles de tigres. Et ce lamentable cortège de faces humaines, travaillées par un destin qui sculpte sur elles, d'un pouce inlassable, toute l'horreur tragique de la vie, n'avait jamais provoqué chez lui autre chose qu'une moue dégoûtée et qu'un jet de salive, de biais.

Aussi cligna-t-il imperceptiblement un œil plein de souvenirs, lorsque la longue carcasse de Jimmy Holywood, remorquée par le maître d'hôtel, comme un voilier démâté par un vilain rafiot crachotant, échoua devant la cravate mauve et la pépite dénuée de modestie de M. le chef de police. Mais le commissaire du bord, esprit naturellement et professionnellement borné, ne remarqua rien et crut bon d'expliquer :

— Cet homme nous est arrivé, muni d'un parcours gratuit délivré par l'agent de la Compagnie. Je n'ai pas à discuter les actes de cet agent, qui d'ailleurs en est pleinement responsable, mais je dois avouer que j'ignore quel est ce passager, d'où il vient et où il va. Il parle un anglais impossible...

Le chef de la police décolla un instant sa cigarette, plaquée au coin de sa bouche lippue, et la recolla aussitôt. Entendait-il par cette manifestation exprimer un doute sur les connaissances linguistiques du commissaire? Il n'est pas permis de l'affirmer avec certitude.

L'interprète amateur qui avait en vain tenté d'approfondir les origines et les desseins de Jimmy Holywood, passa sa tête par un hublot, souhaitant au fond de son cœur humilié voir le chef de la police échouer, comme lui, dans son interrogatoire.

— Asseyez-vous, ordonna ce dernier.

Et Jimmy Holywood, impassible derrière ses besicles, s'assit; puis, automatique, tendit la liasse graisseuse qui enfermait le secret de sa vie confuse.

— Gardez, grogna le chef de police, sans décoller sa cigarette, gardez, vous pouvez garder.

Les mains arc-boutées au-dessus du cocktail doré, la lippe narquoise et l'œil fixe, le mulâtre s'inclina vers l'aveugle assis de l'autre côté de la table. Sans que bougeât la cigarette, d'où filait une spirale bleutée vers le nougat enluminé du plafond, l'astucieux policier sifflota entre ses lèvres quelques mots d'une langue que ni le commissaire ni l'amateur interprète n'avaient garde d'entendre.

Si les traits de l'aveugle avaient pu refléter quelque émotion intérieure, peut-être auraient-ils trahi quelque surprise. Mais le visage de Jimmy était pareil à une maison aux fenêtres murées.

Un court dialogue s'engagea. Si le commissaire eût fréquenté plus souvent les soutes et les offices de son navire, il

aurait reconnu le bizarre langage du Tropique, mélange d'anglais et de français, déformé par le zézaiement créole, riche des vieux mots savoureux qui font songer au temps où les caravelles des gentilshommes de fortune cinglaient vers les Barbades, le dru langage des boucaniers qui sent la poudre à mousquet, le tafia et la saumure.

A vrai dire, Jimmy Holywood ne répondait que par des grognements inarticulés, mais il ne semblait pas impossible que ces deux personnages se fussent déjà rencontrés quelque part dans le vaste monde. Pour conclure l'entretien, le chef de police eut un geste bref de sa main droite baguée d'or vierge, geste qui signifiait pour le moins clairvoyant des spectateurs : « Allez-vous faire pendre en tout autre lieu. » Il signifiait aussi que Mr Jimmy Holywood était une vieille connaissance, mais que sa présence sur le territoire de Sa Majesté n'était pas d'utilité publique : en conséquence de quoi, le chef de police priait courtoisement le commissaire de vouloir bien garder à son bord ce passager, ses besicles et son bâton.

Là-dessus, le mulâtre se leva, aspira d'un trait le restant du cocktail, fit claquer sa langue, salua et sortit.

— Sacrebleu, hurlait le commissaire, je vais le f... par-dessus bord, cet aveugle de malheur ! Est-ce qu'ils vont me le refuser partout ?

***

Que Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, en la personne d'un policier mulâtre, refusât de laisser débarquer Jimmy Holywood sur ses terres, il n'y avait pas de quoi faire sortir l'aveugle de sa ténébreuse impassibilité. Il avait, à tout hasard, dans l'éventualité d'une improbable descente, porté son bagage auprès de la coupée ; il reprit avec la même indifférence cette valise, compagne délabrée de ses pérégrinations et dont l'état témoignait qu'elle avait fidèlement et douloureusement servi. Qualifier de valise ce rouleau difforme, amarré comme une vieille gabarre de cordes effilochées et de lambeaux de cuir, défoncé, crevassé, ravaudé de pièces de toile d'une polychromie patinée par le vent et la poussière, qualifier ce sac à hardes de valise, c'est proprement porter atteinte à la dignité de ces somptueux bagages de cuir, ornés de cuivres et parfumés, dont le cosmopo-

litisme s'avère en étiquettes bigarées, ou de ces boîtes de Pandore dans lesquelles une diplomatie avisée entasse, avec le sort des peuples, des chaussettes de soie et des cigarettes d'Égypte. De pareilles comparaisons ne sont pas à l'avantage du fourre-tout qui abritait la fortune de Jimmy Holywood.

Et pourtant, cet objet dégageait un charme mélancolique et n'était pas dénué d'une personnalité qui manque souvent à des choses et à des gens d'un luxe plus raffiné. Ses flancs rapetassés conservaient l'horreur des hôtels garnis, des bouges coloniaux grouillants de vermine, des bas-flancs, des nattes souillées, des molles couches de terre battue sur lesquelles Mr Holywood avait dû reposer son échine osseuse et la lassitude de ses vagabondages. Elle était éloquente, cette valise. Elle disait les entre-ponts empuantis, les jours de gros temps, la suffocation des cales, la détresse des haltes sur les grand'routes de l'Océan, sur ces routes que sillonnent les transports bondés d'un bétail d'émigrants. Elle disait toute la misère des errants sur la face des eaux et sur la face de la terre, et la nostalgie sous des cieux impitoyables.

Mais elle disait aussi la rumeur des ports, le grincement des treuils et des ancres, l'enivrante amertume des départs, l'éternelle aventure de l'inquiétude humaine, ballottée par toutes les houles et tous les ressacs, d'une rive à l'autre du monde. Les poussières nauséabondes qu'elle avait pu ramasser au hasard des escales, le vomissement de l'ivrogne et le crachat de la canaille, la souillure des cités et de la terre, tout cela fondait, corrodé par le sel purificateur qui avait décoloré ses fibres. Cette valise sentait l'Océan ; elle était vénérable et chargée de souvenirs, comme une besace de pèlerin.

L'aveugle souleva la précieuse valise et, toujours guidé par sa canne, s'achemina vers l'avant. Lorsqu'il eut regagné sa place favorite à babord contre le bastingage, il s'étendit pour une sieste, le visage abrité par les ailes de son panama.

Ce confort provisoire semblait le satisfaire. Se souciait-il de la destination problématique de son voyage? C'était peu probable, car il ne tarda pas à s'endormir d'un sommeil égal et réparateur sous le feu du ciel équatorial.

***

Peu à peu, l'aveugle prit possession du navire.

Le commissaire avait d'abord parlé de l'abandonner sur un point de la côte, avec trois boîtes de conserve, de le mettre à la cale, et, solution suprême, de le balancer aux requins. Mais aucune de ces décisions, qui provenaient plutôt d'un jugement inconsidéré que d'une férocité naturelle, ne fut mise à exécution.

— Est-il bien aveugle? demanda un jour le perspicace Sarkis, un Syrien aux favoris noirs bleus, au nez courbe, au long visage osseux, marchand de tout, comme ses frères du Liban dont les patientes fourmilières ont émigré de l'Orient vers les rivages d'un Occident propice aux négoces.

Cette question amena une protestation immédiate du premier maitre mécanicien.

— S'il est aveugle! Je l'ai vu enlever ses lunettes, Monsieur, comme je vous le dis et derrière il y avait deux trous... Oh! pas jolis du tout à regarder!

— Pourtant, insinua l'amateur interprète qui avait gardé une dent à Jimmy, il se dirige sur le bateau avec une sûreté qui ferait envie à bien des gens doués d'une bonne vue.

— Bah! fit le mécanicien (un marin courtaud, dont le visage recuit par les chambres de chauffe était rouge et râpeux comme une brique de four), il n'en est pas à son premier voyage.

— Comment le savez-vous?

— Cela se sent. Sa démarche en dit long. Il tangue avec le tangage et roule avec le roulis. Tout de suite il a repéré le navire, depuis la dunette jusqu'à la cale. Il connaît son rafiot comme pas un.

Comme pour confirmer ces paroles, la longue carcasse de Jimmy apparut, surgie du gaillard d'avant.

— Il est partout, chuchota le mécanicien; hier, je le rencontre près des machines; ce matin, je le découvre rôdant autour de la timonerie. Cette nuit, l'officier de quart l'aperçoit essayant de monter sur la passerelle. Mais son poste préféré, c'est ce tas de cordages que vous voyez là-bas, à l'avant, un bon coin sous le vent où il reste des heures, appuyé au bastingage et regardant quoi? — regardant rien, le pauvre diable!

Il ajouta, rêveur :

— On dirait qu'il l'aime, le bateau, qu'il le pelote. Il s'y trouve bien.

— Mais, objecta l'interprète amateur, il faudra bien qu'il descende quelque part. La Compagnie ne peut pas le transporter de la sorte, indéfiniment.

— Il est plus facile d'embarquer que de débarquer. L'agent l'a accepté; la Compagnie est responsable. Si les escales le refusent, il restera à bord, — nourri et logé, en Père Peinard.

— C'est un bon truc, dit quelqu'un. Avez-vous beaucoup de clients de cet acabit, à bord? Ils ont trouvé le filon pour voyager gratis!

Le marin ne répondit pas tout de suite, puis comme s'il se parlait à lui-même, ses yeux fixés sur un palan:

— Il en passe tant sur l'*Intercolonial*, dans c'pays-ci.

« C'pays-ci, » c'était l'immensité bleue de la mer des Caraïbes et de la mer des Antilles, les eaux jaunies par la boue des grands fleuves, les mornes rivages des palétuviers, les îles volcaniques couronnées de nuages dont les criques abruptes abritèrent jadis les coureurs de la Mer, cette vaste zone chaude où grouillent aujourd'hui les sang-mêlés de toutes les races.

— Ce que j'en ai vu, de ces types dont on ne sait ni où ils vont, ni d'où ils viennent. Y en a pas mal parmi eux qui ont coupé les palétuviers de la pénitenciaire, en Guyane. Mais dame, on ne les arrête pas toujours. On n'est pas des flics. On n'est pas sûr... Je me doute bien que chaque fois qu'on descend le Maroni, on en emporte quelques-uns dans la cale. Un voyage dans la cale, vous ne réalisez pas, hein! Si vous saviez ce que cela veut dire, vous comprendriez qu'il n'y a guère d'amateurs pour ce genre de tourisme. Mais, ma foi! cela vaut encore mieux que le bagne et la chiourme pas vrai?

Il conclut, philosophe:

— Quand on navigue, on ne sait ni qui vit ni qui meurt. Par ici, sous les tropiques, ce n'est pas comme dans les villes d'Europe où il faut des tas de formalités et de paperasses pour naître et pour mourir. Là-bas, chacun a son étiquette, chacun est repéré, classé, immatriculé; on ne lève pas le doigt sans faire sonner une clochette. Ici, tu vas, tu viens, tu crèves, qui s'en soucie?

Et apitoyé:

— C'pauvre bougre d'aveugle, qui s'en soucie? Personne

n'en veut! Fallait pas le prendre à bord. Les Anglais de Demerara ou Trinidad, vous croyez qu'il vont l'accepter? Ils ne sont pas coulants, les gars, rapport aux débarquements. Alors on le déposera à la Martinique, à l'arrivée. Et quand il crèvera de faim, il n'aura qu'une ressource : réembarquer. Il sera tour à tour Américain, Suédois, Espagnol, Hollandais, bon pour taper d'un rapatriement tous les consulats de l'univers et essuyer tous les entreponts de tous les bateaux de toutes les compagnies.

— Alors, ce serait une espèce de juif errant de la mer, glissa finement un passager qui avait de la littérature.

— Ma foi! peut-être bien, fit le mécanicien qui saisissait mal ces nuances.

***

Jimmy Holywood s'installa dans une existence confortable et méditative. Le personnel du bord s'était accoutumé à sa présence multiple et la supportait. La plupart des hommes d'équipage étaient des noirs insouciants et considéraient avec une curiosité un peu craintive ce blanc solitaire, privé de la force de ses yeux, qui se dirigeait dans les dédales du navire avec une étonnante maîtrise.

— Tu verras qu'on le découvrira un de ces matins au sommet du grand mât, grommela le steward préposé à l'entrepont.

Pour lui éviter sans doute de choisir pour gîte nocturne une place aussi périlleuse, le steward prit l'aveugle par le bras et le conduisit dans l'infirmerie déserte. Dans la petite salle blanche, des couchettes se superposaient. Le noir saisit la main de Jimmy et lui fit toucher le drap.

— Un lit, expliqua-t-il.

— *Well!* grogna l'aveugle!

Le soir Jimmy ronfla de ses rauques poumons dans un vrai lit.

Les passagers entouraient l'indésirable d'une curiosité méfiante. Il était malaisé de ranger l'aveugle dans une de ces catégories sociales qui permettent de parquer l'humanité en quelques stalles étiquetées par les préjugés et les conventions. Il était misérable et loqueteux; mais la pauvreté de ses vêtements décelait cependant une correction ancienne. Le faux col est un des grands signes distinctifs dans le troupeau : il marque

un degré important dans l'étiage des couches humaines; des multitudes périssent sans atteindre à sa blancheur amidonnée. Un faux col, même sale, est l'indice d'une relative aristocratie. Une considération, infime, soit, mais réelle, venait à Jimmy de son tour de cou d'une candeur douteuse. Un morceau de toile roide empêchait de le rejeter d'un tourne-main dans le tourbillon anonyme des gueux qui ne sauraient prétendre à cet accessoire indispensable de notre civilisation. D'autre part, son infirmité provoquait une vague compassion. Pourtant, malgré le témoignage du premier maître mécanicien, quelques-uns persistaient à croire que sa cécité n'était que partielle ou feinte.

— C'est peut-être un espion, chuchota quelqu'un.

— Bien probable, reprit un autre ; il a un type germanique bien marqué.

— On devrait fouiller sa valise, suggéra une femme de fonctionnaire.

— Ma foi, acquiesça le commissaire, j'en ai bien envie, une de ces nuits. On trouverait peut-être le mot de l'énigme.

On décida que si l'indésirable ne pouvait débarquer à Demerara, on pratiquerait une fouille dans la vieille valise. Personne n'éleva d'objection.

Cependant, Jimmy avait repris sa faction, scrutant de ses prunelles vides la mer d'où montaient déjà les fumées crépusculaires. Sans doute percevait-il, dans les profondeurs de son être muré à la lumière, la transformation de l'univers qui du jour torride passait lentement à une ombre veloutée, lamée de moires violettes et de grandes coulées d'or. Il la devinait dans mille vibrations imperceptibles à ceux dont les sens ne se sont pas aiguisés dans les ténèbres, dans la palpitation innombrable de l'air et des flots, dans le relâchement de toutes les molécules que baignait la détente vespérale, l'attente du repos et de la fraîcheur nocturne. La brise soufflait de l'Ouest. Sur l'horizon, si rarement pur dans les zones chaudes, pesait un cercle de nuages sombres d'où fusaient des gerbes de rayons, pareilles aux cornes d'un Moïse englouti.

L'aveugle tenait entre ses doigts un morceau de filin, débris de gréement ramassé au hasard d'une de ses courses à travers le navire. Il caressait la tresse rugueuse avec la délicatesse d'un amoureux ou plutôt avec la tendresse d'un artisan pour un outil dont il a été longtemps privé et qu'il retrouve un jour de chô-

mage. Il faisait glisser entre ses mains velues aux ongles mal taillés et noirs la corde qu'il enroulait, déroulait, palpait, fibre par fibre, avec la dextérité d'une habitude depuis longtemps acquise.

Il fit, défit et refit à plusieurs reprises un de ces nœuds qui permettent aux marins d'amarrer la voilure et de la larguer sans retard. Il tâta son ouvrage d'un pouce expert. Il y avait de la volupté dans ce geste, un de ces gestes où tout un passé est inclus.

L'officier de quart observait l'aveugle, de la dunette. La mimique du bonhomme l'intriguait, ses interminables stations au bastingage, l'intérêt qu'il portait à la manœuvre et à tous les menus faits de la vie du bord. Il vit les doigts habiles à nouer et dénouer la fibre rude. — Mâtin ! songea-t-il. Quel drôle de bonhomme ! On dirait qu'il est du métier ; il sait faire une épissure.

Ce fut par une fin de journée orageuse, que le navire mouilla dans la rade de Demerara, à quelques brasses des docks où s'entassaient les barils de rhum, les piles de bois de rose. Un soleil rouge avait brusquement sombré à l'embouchure de la rivière irisée de coulées mauves ou vertes, laissant derrière lui une aire fumeuse où fusaient encore quelques rayons. Le crépuscule tropical est bref. La nuit s'abat comme un poing. Les ténèbres du ciel et de la mer se rejoignaient, tranchées par une bande sanguinolente qu'incisaient des palmiers menus aux feuillages métalliques. Un joug de plomb pesait sur la colonie lointaine. Un esprit taciturne rôdait à la surface des eaux, sous la voûte, de plus en plus sombre, d'un ciel que nul astre n'étoilait encore. Des éclairs ouvraient leur sillon livide dans des gouffres d'ombre aussitôt refermés. Une file de lampes piqua de points d'or la lisière noirâtre de l'eau. Les hommes, haletants de la journée chaude, attendaient qu'un souffle se levât de l'Océan et vînt rafraîchir leur terre fumante de fièvre.

A bord régnait l'animation des courtes escales. Des pirogues accostèrent, éclairées de chandelles plantées dans des cornets de papier huilé et dont les lueurs vacillaient sur la poix liquide, pareilles à des astres follets. Des noirs musclés au rire blanc se bousculaient sur la passerelle. Le pont regorgeait de visiteurs, de marchandes de fruits avec leurs corbeilles jaunes, de vendeurs de perroquets et de caïmans empaillés, puant la colle.

— Vont-ils nous le prendre ? demandait le commissaire, les yeux fixés sur Jimmy Holywood, qui, docile, sa valise à la main, son bâton de l'autre, s'apprêtait à l'inquisition et songeait à un improbable débarquement.

Le petit salon du bar revit l'aveugle debout en face d'un monsieur fort correct et dont le coloris poussé à la flamme décelait un goût prononcé pour le whisky. Mais l'alcool n'avait pas encore noyé l'éclat vif de deux yeux d'acier cachés sous une broussaille de sourcils. De lourdes paupières battirent deux ou trois fois, et cela suffit pour que Jimmy Holywood ne reçût aucune invitation à s'asseoir. Les papiers crasseux ne furent pas non plus appelés à la lumière. L'amateur de whisky articula ces simples mots :

— Indésirable !

Et sans préciser davantage son jugement, passa à l'examen de quelques Syriens, d'un Chinois et d'une négligeable portée de nègres.

Le commissaire tenta en vain d'obtenir quelques explications. L'Anglais s'obstinait :

— Impossible. Tout à fait impossible. La colonie n'accueille pas d'indigents.

Et il souriait, comme quelqu'un qui en sait plus long qu'il n'en a l'air et comme s'il ne lui déplaisait pas de jouer un bon tour à la Compagnie.

— Nous voilà encore avec ce diable d'aveugle sur les bras et cela jusqu'à la fin du monde, hurlait le commissaire.

Et Jimmy continua son voyage.

Il vivait dans l'intimité des choses du bord. Il humait l'odeur du pont mouillé, après le lavage matinal, et le parfum de varech que dégage le câble de l'ancre quand on l'a retiré des profondeurs. La nuit venue, il se glissait parfois sur le spardeck et se penchait longuement sur le gouffre au fond duquel ronflent et rougeoient les machines. Il demeurait ainsi des heures, accoudé au parapet de fer, le visage brûlé par les bouffées du brasier enfoui dans le ventre du navire, les oreilles bourdonnant du rythme des moteurs. Une vie profonde habitait les entrailles enflammées où des hommes nus attisaient des montagnes de houille dans l'enfer des chambres de chauffe. Les machines avaient une voix, mille voix, et gémissaient, soufflaient comme des bêtes à l'effort. Le vrombissement des turbines formait

la base orchestrale de cette symphonie du fer, du cuivre et de la vapeur. Seuls, les hommes à la peine étaient silencieux; ou bien leur ahan se fondait dans l'énorme vibration du métal, la pulsation des pistons et des bielles, le claquement des valves, le sifflement des soupapes, la clameur unanime de ces forces brutales accouplées par l'esprit, esclaves dociles de l'inquiétude humaine. Tout le navire vibrait dans la détente des muscles d'acier enlevant allègrement ses cinq mille tonnes à travers les solitudes du vieil Océan, sous les étoiles fourmillantes qui ont vu la genèse des eaux et enchanté les races englouties. Et, se détachant sur ce halètement d'airain, montait la modulation lugubre du « steam » pareille à la ménie monotone d'un chœur à deux voix, pareil à un chant de rameurs harassés, de multitudes épuisées par des labeurs millénaires et balayées vers la mort.

De ses mains étendues, l'aveugle palpait les ténèbres. Chaque objet l'aidait à reconstituer l'ensemble de ce formidable organisme à la vie duquel il semblait s'associer chaque jour davantage. Le fût lisse d'un mât, la rugosité d'un cordage, la courbe d'un anneau, lui donnaient des joies obscures.

Le bord avait beaucoup ri de la fureur du commissaire. L'aveugle devenait sympathique. Un jour qu'il passait près de l'escalier qui conduit au salon, il manqua de tomber. Le docteur du bord le saisit dans ses bras.

— Pauvre diable! dit-il avec bonhomie, en frappant sur l'épaule de Mr Holywood.

Et il ajouta :

— Sans moi, tu te cassais le cou.

Avec cette gratitude égoïste du bienfaiteur pour l'obligé.

Il prit dès lors Jimmy sous sa protection.

Pourtant, M. le commissaire persistait dans son désir de pratiquer une petite perquisition dans les bagages de Mr Holywood. Une nuit, comme l'aveugle dormait sur une couchette de l'infirmerie, la valise posée à son chevet, l'honorable agent de la Compagnie, animé d'un zèle plus que professionnel, se glissa comme un cambrioleur jusqu'au lit de Jimmy, armé d'une lampe électrique. Il atteignit l'objet de sa recherche et se disposa à explorer le contenu tout à son aise.

Une certaine émotion l'envahit, sur le point de forcer la serrure, opération qui d'ailleurs ne demandait ni un grand

effort, ni une grande habileté. Le commissaire ne céda pas à cette faiblesse momentanée; il plongea ses mains dans un tas de hardes douteuses, mais ne retira de ce porte-manteau de pauvre rien qui pût l'éclairer sur l'énigmatique personnalité de l'aveugle; des vêtements en loques, des chaussures éculées, un savon plié dans un morceau de journal, pas un papier, pas une lettre. Un paquet enveloppé de gros papier et de ficelle retint son attention. Il se brisa les ongles sur les nœuds, mais découvrit deux objets étranges : un sextant rongé de vert de gris et une vieille casquette bleue, ornée de trois galons et d'une ancre dont l'or était rongé par l'humidité. Rien n'indiquait en apparence quel avait été leur possesseur. Le commissaire examina la casquette avec tout le soin d'un bon policier et rabattit la bande de cuir qui doublait les bords. Il lut à la lueur de sa lampe de poche ces mots : Peter Brandt, cap., Vega; une date suivait, illisible.

L'aveugle poussa un profond soupir et le commissaire, redoutant qu'il ne sortît de son sommeil, refit hâtivement le paquet, ferma la valise, et s'enfuit comme un voleur. Le lendemain, il fit part de sa découverte au docteur et au premier maître mécanicien; aucun d'eux ne trouva là de quoi éclairer le mystère.

Et Jimmy Holywood, rejeté par toutes les polices de toutes les escales, demeura l'hôte forcé du navire jusqu'au jour où celui-ci pénétra dans la rade étouffante de Fort-de-France.

***

L'*Intercolonial* n'allait pas plus loin. Les ordres n'étaient pas encore venus. Mais il était vraisemblable qu'il serait désarmé et séjournerait quelque temps au radoub.

Les derniers passagers débarqués, l'aveugle resta seul à bord, attendant que les autorités, barbares ou clémentes, décidassent de son destin.

La congestion menaçait le commissaire, homme de tempérament sanguin et de verbe intempérant.

— Sacré aveugle! criait-il. On ne peut pourtant pas l'envoyer au radoub, lui aussi. Le débarquer purement et simplement, et adieu je t'ai vu! Pas possible non plus. La Compagnie est tenue de le ramener à son point de départ. Et pas de retour avant un mois.

— Il faut l'envoyer à l'hôtel, suggéra le maître mécanicien. Je connais un petit bouchon où il sera bien logé.

— Aux frais de la Compagnie, naturellement?

— Dame!

Jimmy Holywood était affalé dans son coin favori à l'avant babord et ne se souciait pas plus de débarquer que de faire harakiri avec son couteau de poche. Un steward délégué par le commissaire le prit par le bras.

— Allons, mon vieux! il faut descendre à terre.

L'aveugle courba la tête un peu plus bas encore. Le steward prit la vieille valise. Tous deux descendirent la passerelle et s'acheminèrent le long des quais charbonneux encombrés de barils où flottait une odeur de rhum à griser un mort.

— Te plains pas, vieux frère, disait le steward. T'as pas à t'en faire. Te voilà logé, nourri, blanchi, aux frais de la princesse, tout le temps que tu resteras ici. Veinard!

Jimmy balançait son long cou comme un âne chargé d'un bât trop lourd. Décidément, le débarquement ne lui disait rien de bon. Il suivit toutefois son guide jusqu'au modeste établissement que la charité mal gracieuse de la Compagnie lui avait octroyé pour gite.

Le lendemain, le steward l'aperçut, assis sur un cabestan du port, la canne entre les genoux, et tenant une conversation animée avec un matelot roux aux larges braies à la mode des marins d'Amérique.

— Parie qu'y songe encore à s'défiler, c't amateur-là, grommela l'homme.

***

Au Cercle, le commissaire contait l'histoire de l'aveugle.

— Pauvre bougre! c'est entendu. Mais enfin, ce n'est pas une raison pour le promener à l'œil! L'agent est responsable. Tant pis pour lui!

— Le plus fort, ajouta-t-il, c'est que le bonhomme ne doit pas être à son premier coup. Drôle d'oiseau, vous savez. Pas un papier.

Il raconta la fouille de la valise, la découverte du sextant et de la casquette.

— Un ancien marin peut-être, suggéra un capitaine de voilier, un gros homme rasé, aux paupières sans cils.

— Il y avait un nom dans la casquette : Brandt, Peter Brandt.

Il cita :

— Peter Brandt, cap. Vega, et un chiffre impossible à lire.

— Brandt, *Vega*, fit l'homme du voilier. Attendez, cela me rappelle quelque chose. Voyons... Si je me souviens bien, c'était en 1894 : *Vega*, goélette, 80 tonneaux, chargement de rhum, à destination du Mexique.

Il plissait ses petits yeux gris comme pour percer une brume épaisse étendue sur l'océan de sa mémoire. Il hésitait.

— Parti d'où, cette *Vega?* Mais parti d'ici, parfaitement! Équipage noir. Capitaine Brandt, un Suédois, un grand diable blond, qui connaissait son métier... Ah! le pauvre bougre! le pauvre bougre! Des brutes qu'il avait sous ses ordres. Ils ont pillé la cargaison, bu le tafia au tonneau, les crapules! Il en a brûlé deux; mais il a eu le dessous. Les nègres l'ont attaché au grand mât et ils lui ont flambé les yeux au fer rouge. Puis ils l'ont fourré dans un canot, avec deux boîtes de corned beef et un tonnelet d'eau. A Dieu vat! Un steamer a recueilli l'épave. Et quelle épave! Brandt! Si je me souviens! Diable! C'est une de ces choses que l'on n'oublie pas.

— Alors, mon aveugle..., murmura le commissaire.

— Parfaitement... Il est connu dans ces parages. C'est une folie comme ça qui le tient. Faut qu'il navigue! Il n'aime pas le plancher des vaches. Alors il passe d'un bord à l'autre. Aux escales, il est repéré; il le sait : il en profite. Il est malin, le gas; c'est sa marotte qui lui donne de la ruse...

— Et l'équipage de la *Vega?*

— Ah! ceux-là, ils ont eu ce qu'ils méritaient. Vous imaginez ce que peut devenir un rafiot chargé de rhum et monté par des nègres qui ne dessoûlent pas. Tanguant, roulant, avec son équipage d'assassins et d'ivrognes, le bateau s'en est allé à la dérive. Un beau jour, un de ces fils du diable a mal allumé sa pipe, et la pauvre *Vega* a fait un magnifique punch, en pleine mer des Antilles. Vous voyez ça d'ici, commissaire!

Le commissaire ne répondit pas.

*
* *

Le cargo-boat *Ixion*, de la *New-Orleans Steamship Company*, largua ses amarres et glissa dans la baie éblouissante de lumière.

Les cimes des Soufrières endormies se profilaient, sombres, sur l'azur. Les Pitons du Carbet baignaient dans une brume légère; au-dessous d'eux étincelait la ville frappée d'un soleil oblique. Des cloches sonnaient à toute volée. Des voiliers à l'ancre balançaient leurs gréements lumineux sur une muraille de nuages d'où fusaient des gerbes de rayons. Au large l'Océan s'incendiait.

Le navire prenait lentement sa vitesse, comme un bon nageur qui mesure ses forces. Il lâche l'appel rauque, trois fois répété, de la sirène, et l'écho des volcans répéta la clameur du départ. Comme il doublait la pointe, le disque tronqué du soleil inondait de pourpre les eaux plates. Les cuivres du navire flambaient. Une lourde chevelure déroula ses anneaux dans la transparence du ciel crépusculaire.

A l'avant du cargo, une haute silhouette se voûta au bastingage, découpée en noir d'encre sur l'horizon. C'était l'Indésirable. Un autre navire avait accueilli sa folie errante. D'autres navires accueilleraient encore ce passager aux prunelles clouées. Tant qu'il lui resterait un soufile, il roulerait ainsi, farouche possédé de la mer, sans but, sans dessein, jusqu'à la mort.

L'Indésirable semblait guider le navire vers les profondeurs de la nuit, tragique figure du Destin, aveugle comme lui.

... Et les ombres s'élevèrent sur les eaux.

LOUIS CHADOURNE.

FIUME, L'ADRIATIQUE

ET

LES RAPPORTS FRANCO-ITALIENS

I

AVANT L'ARRIVÉE DE G. D'ANNUNZIO

L'épreuve de la paix est plus délicate pour les alliances que l'épreuve même de la guerre. Elle l'est encore davantage pour une coalition, dont chaque participant doit, devant chaque question, tenir compte, non seulement de soi-même et d'un autre, mais de plusieurs autres.

L'expérience en a été faite plus ou moins aux dépens de nos rapports avec tous nos alliés, particulièrement avec nos alliés italiens.

Les armistices du 4 et du 11 novembre 1918 avec l'Autriche-Hongrie et avec l'Allemagne ont trouvé les rapports franco-italiens établis sur un état d'opinion favorable de part et d'autre à la pratique d'une politique d'entente. L'après-guerre les a trouvés trop souvent troublés par des récriminations, venant principalement du côté italien, réagissant sur l'opinion publique française et compliquant, pour les deux gouvernements, la difficulté des problèmes à résoudre.

Aucune question n'avait plus contribué à ce fâcheux résultat que la question de Fiume, récemment résolue dans des conditions dont nous sommes en droit d'attendre, au contraire, une heureuse influence sur nos relations avec l'Italie.

I. — CONVENTION DE LONDRES. — PACTES DE CORFOU ET DE ROME

Fiume n'est pas au nombre des territoires revendiqués par l'Italie au moment de son entrée en guerre. Ces territoires sont énumérés dans la convention conclue à Londres, le 26 avril 1915, entre l'Angleterre, la France, l'Italie et la Russie. Non seulement Fiume n'y est pas comprise, mais elle est mentionnée (article 5) comme devant revenir à la Croatie.

La Convention de Londres affecte la forme d'un mémorandum, communiqué par le gouvernement italien aux trois autres contractants, qui déclarent y donner leur plein assentiment et le transforment de ce fait en un traité à quatre. Elle est donc censée représenter les propositions formulées par l'Italie elle-même et agréées par ses trois nouvelles alliées. Il ne s'ensuit pas que ces propositions n'aient pas été soumises à une discussion, au cours de laquelle ont pu se produire des éliminations. Fiume a-t-elle fait l'objet d'une élimination? Nous ne le croyons pas. Nous croyons au contraire qu'à aucun moment de la négociation, le gouvernement italien n'a élevé de prétention sur Fiume.

Il lui a été vivement reproché depuis lors de ne l'avoir pas fait. Les adversaires de MM. Salandra et Sonnino (1) leur ont fait grief d'avoir omis Fiume, parmi les acquisitions territoriales stipulées en faveur de leur pays, et plus encore d'en avoir admis l'attribution expresse à la Croatie. Dédaigneux des attaques, M. Sonnino ne s'est pas défendu contre ce reproche. M. Salandra y a répondu, en alléguant que son gouvernement avait dû compter avec les vœux de la Russie, alors puissante et protectrice attitrée des Slaves. Mais il lui a été répliqué que, renseignements pris auprès de M. Sazonoff (2), la Russie n'avait pas eu à refuser Fiume à l'Italie, parce que l'Italie ne la lui avait pas demandée. Entre ces deux assertions, la contradiction peut être plus apparente que réelle, le gouvernement italien ayant pu s'abstenir de revendiquer Fiume parce qu'il avait des raisons de croire à l'opposition du gouvernement russe. Mais surtout la polémique à ce sujet est vaine, pour une raison que,

(1) Respectivement président du Conseil et ministre des Affaires étrangères en 1915.

(2) Ancien ministre des Affaires étrangères du Tsar.

d'une part ni de l'autre, on ne se soucie de donner, et qui pourtant explique pourquoi la Convention de Londres ne réserve pas Fiume à l'Italie.

C'est qu'en avril 1915 il n'existait en Italie ni mouvement d'opinion, ni tradition politique en faveur de l'annexion de Fiume. Aucun Italien n'en parlait et très rares devaient être ceux qui y pensaient. Trente et Trieste résumaient pour la masse l'*irrédentisme* national. Le nom de Fiume n'avait à aucun degré la même signification, n'exerçait nullement le même pouvoir d'attraction. Au-dessus de la foule, une élite étendait sans doute son irrédentisme aux peuplements italiens de la rive orientale de l'Adriatique; entendait, en même temps que la voix du sang, celle des souvenirs historiques, qui lui parlaient de l'empire de Venise et même de l'Empire romain; faisait enfin entrer en ligne de compte des considérations politiques, stratégiques et économiques. Mais c'était là un irrédentisme principalement intellectuel. Les noms de Fiume et de Dalmatie n'étaient évocateurs d'*italianité* et de domination ancienne qu'à l'esprit d'un petit nombre d'Italiens. Économiquement, Trieste paraissait une aubaine suffisante à satisfaire les plus difficiles. Stratégiquement, le port commercial de Fiume ne présentait aucun intérêt; Pola et Vallona semblaient devoir, avec Tarente, assurer la maîtrise de l'Adriatique: la possession ou la simple neutralisation du littoral et des îles dalmates achèveraient de garantir la sécurité de la côte italienne. Politiquement, personne ne s'attendait à l'entière dislocation de l'Empire austro-hongrois; et laisser un débouché sur l'Adriatique à la Croatie, province de la Hongrie ou partie d'une monarchie trialiste, paraissait une concession logique et dépourvue d'inconvénient. Tel est l'état d'esprit qui a été celui des négociateurs italiens de la Convention de Londres, d'où est résultée la rédaction même de l'acte, et qui leur a permis d'avoir, en le signant, la conscience en repos. La plus exigeante des consciences italiennes s'en fût satisfaite alors comme celle de ces grands Italiens, les Sonnino, les Salandra.

La Convention de Londres a été tenue secrète, d'un secret qui a été *decrescendo*. L'opinion publique italienne a d'abord ignoré les conditions mises à l'entrée en guerre de son pays; nombre d'Italiens ont été longtemps sans savoir même que leurs buts de guerre avaient fait l'objet d'un contrat avec les

Alliés. Cet état d'ignorance s'est dissipé peu à peu, au cours des hostilités, sous l'effet d'indiscrétions partielles, qui ont révélé le fait et la teneur générale de la convention. Il a pris fin complètement, pour le public qu'on est convenu d'appeler *bien informé*, lorsque les bolchévistes ont publié le texte de l'acte, reproduit ensuite par la presse ennemie, neutre et même alliée. La lacune depuis lors si véhémentement dénoncée à propos de Fiume n'a provoqué alors aucun *tollé* en Italie. C'était en 1917; la guerre, arrivée à sa phase la plus critique, absorbait toutes les préoccupations.

Entre temps avait surgi un candidat nouveau à la succession des Habsbourg, dans la province à laquelle la Convention de Londres attribuait Fiume (la Croatie) et dans celle qu'elle reconnaissait à l'Italie (la Dalmatie). Ce candidat s'appelait le Yougo-Slave, nom générique sous lequel se confondaient les Croates, les Slovènes et les Serbes. Les représentants des trois tronçons de ce peuple avaient signé à Corfou un pacte posant les fondements de leur unité politique future, sous le sceptre du Roi de Serbie. La question de l'Adriatique ne mettait donc plus l'Italie en présence seulement de ses ennemis et de ses alliés, mais d'une entité politique nouvelle, formée de la race à laquelle appartient la majorité sur la côte orientale de cette mer. La perspective de l'unité yougo-slave n'a pas souri à ceux des Italiens, qui, suivant les événements diplomatiques et sociaux au milieu du fracas des batailles, se sont avisés de celle-là. Elle leur a fait craindre des compétitions pouvant aller jusqu'à leur contester l'Istrie et Trieste. Dans ces conditions, tandis que leur gouvernement se maintenait strictement sur ses positions, un certain nombre d'entre eux ont commencé à se demander s'il ne convenait pas à l'Italie d'asseoir sa politique adriatique sur autre chose qu'une convention avec trois grandes Puissances non riveraines et de préluder à la liquidation de la succession austro-hongroise par un rapprochement avec les Yougo-slaves.

En avril 1918 se réunit à Rome, au Capitole, un « Congrès des nationalités opprimées par l'Autriche-Hongrie, » composé de délégués des Conseils nationaux polonais, tchéco-slovaque, yougo-slave, transylvain, de représentants officieux du peuple italien et de personnalités françaises, anglaises et américaines. Ce Congrès, auquel n'ont pas participé officiellement les gouvernements de l'Entente, bien qu'ils le vissent d'un bon œil,

avait été précédé de pourparlers entre M. Trumbitch, pour les Yougo-Slaves, et M. Torre, pour les Italiens, et aboutit au vote d'un ordre du jour, dont la première partie scelle une sorte d'alliance générale entre les opprimés contre leur commun oppresseur, et dont la seconde pose les principes fondamentaux d'une conciliation particulière entre les Italiens et les Yougo-Slaves. C'est ce qu'on a appelé le *pacte de Rome*. Sans doute, ni le travail préparatoire du Congrès, — les pourparlers préliminaires italo-yougo-slaves, — ni le pacte lui-même, n'ont-ils infirmé la Convention de Londres, restée en marge de l'un comme de l'autre. Sans doute, ni l'un ni l'autre n'ont-ils substitué ni opposé à la solution adriatique de la Convention un nouveau projet de solution. Le pacte de Rome a expressément ajourné au moment de la paix la discussion des questions territoriales intéressant directement Italiens et Yougo-Slaves. Mais, en stipulant que ces questions seraient réglées à l'amiable, « sur la base du principe de nationalité et du droit des peuples à décider de leur propre sort, de manière à ne léser les intérêts vitaux d'aucune des deux nations; » en spécifiant que des garanties seraient accordées, pour leur langue et leur civilisation propres, leurs intérêts moraux et économiques, aux éléments d'une des deux nationalités englobés dans le territoire de l'autre, le pacte de Rome n'en a pas moins admis implicitement, mais très clairement, l'éventualité d'une solution transactionnelle de la question adriatique. Nous ignorons si les promoteurs de ce pacte se sont jamais essayé (contradictoirement) à mettre cette solution sur le papier, à traduire en actes les principes posés dans la déclaration au bas de laquelle ils ont apposé leurs signatures. S'ils l'ont fait, nous avons peine à imaginer que ce puisse avoir été sans que les Italiens aient consenti à de notables concessions par rapport au programme territorial de la Convention de Londres. En fait, pacte de 1918 et Convention de 1915 s'inspiraient de principes différents, correspondaient à deux systèmes distincts. Le jour où le pacte, si la fortune en avait été plus heureuse, aurait dû servir de base à des clauses de traité, l'application en eût fatalement entraîné la renonciation des Italiens à la majeure partie de la Dalmatie, moyennant des garanties en faveur de leurs groupes nationaux sur la côte et dans les îles Dalmates. Elle eût, en revanche, pu comporter pour Fiume des garanties analogues, un régime

spécial, l'autonomie, l'indépendance : certainement pas l'attribution de cette ville, en toute souveraineté, à l'Italie. Et par là elle eût, il est vrai, partiellement corrigé la disposition de la Convention de Londres attribuant sans plus Fiume à la Croatie; mais elle n'y eût pas substitué la solution de *Fiume italienne*. A moins de s'être mis en contradiction avec le principe même de leur politique, les promoteurs italiens du pacte de Rome n'ont pu avoir en vue, au delà de l'Istrie, d'autre objectif que des garanties largement conservatrices de l'*italianité* et la préservation de quelques foyers d'italianisme comme Fiume et Zara (1).

On a quelquefois voulu voir dans leur entreprise un acte d'hésitation et de doute. C'est se méprendre sur leur intention et faire injure à leur ardent patriotisme. Sans doute eux-mêmes rattachent-ils aux enseignements de la guerre et de ses vicissitudes l'origine de leurs avances aux Yougo-Slaves et de leur tentative de conciliation. Celle-ci n'a pas, toutefois, procédé d'un sentiment de dépression, mais bien d'une politique : *la politique des nationalités*.

Elle est née des nationalités elles-mêmes, tchéco-slovaque, polonaise, yougo-slave, roumaine, qui sont entrées en lutte contre le Germain et le Magyar, identifiant ainsi leur cause à celle de l'Entente et mettant leurs ressources à sa disposition. La France a, la première, adopté cette cause et utilisé ces ressources, en donnant l'hospitalité de Paris aux conseils nationaux des quatre peuples, en leur fournissant des subsides, en constituant sur son territoire leurs armées nationales. Ceux qui ont ensuite fait passer les Alpes à l'idée de lier partie avec ces auxiliaires sont les délégués mêmes et les propagandistes qu'ils ont envoyés en Italie, et, au tout premier rang, le capitaine, depuis général Stefanik, cet apôtre de la patrie tchéco-slovaque. Le terrain était donc, à Rome même, préparé par les contacts et par la collaboration qui s'étaient établis entre Italiens et représentants des Tchéco-Slovaques et des Polonais, quand les promoteurs du Congrès et du pacte de Rome sont entrés en

(1) Dans un mémoire daté du 20 août 1917 et rendu public le 2 décembre 1919, le professeur Borgese écrivait : « L'aspiration à la Dalmatie et l'aspiration à l'amitié yougo-slave sont deux buts qui s'excluent.. » « le peuple yougo-slave verrait l'Italie en Dalmatie du même œil que la France voit l'Allemagne en Alsace-Lorraine. » Dans le même mémoire, il indiquait que, selon lui, l'Italie pourrait obtenir des Yougo-Slaves, entre autres concessions, « la constitution de Fiume et de Zara en villes libres avec des garanties. »

action. Leur tâche propre a consisté à aborder la question par son côté le plus difficile : à entrer en rapports avec les Yougo-Slaves, le seul des peuples opprimés par nos ennemis avec lequel s'entendre fût malaisé aux Italiens ; à jeter les bases d'un accord avec ce peuple ; enfin à donner, par la solennelle manifestation du Capitole, un notable retentissement à la politique des nationalités. Et le premier résultat qu'ils aient atteint, — demeuré le seul par la suite, — a été de faire apparaître une conception nouvelle de l'intérêt italien : une conception moins rigide que celle dont s'était inspirée la Convention de Londres, se réclamant de l'idéal mazzinien, se proposant un bénéfice moral, en même temps que matériel, plaçant les relations de bon voisinage avec la Yougo-Slavie au-dessus de certains agrandissements territoriaux, demandant la sauvegarde du caractère national, dans des agglomérations relativement distantes de la mère-patrie, à d'autres procédés que l'annexion du sol.

Cette conception, quand elle a été proclamée du haut du Capitole, n'a soulevé en Italie aucun scandale, voire aucune protestation. Il serait certes exagéré de dire qu'elle ait recueilli l'assentiment général ; mais ceux qui n'y ont pas adhéré se sont tus ou bien ont parlé bas. Personne n'y a dénoncé un coupable renoncement, soit à la Dalmatie, soit à Fiume. Parmi les noms des délégués italiens au Congrès de Rome, ne relevait-on pas d'ailleurs ceux de nationalistes notoires, juxtaposés à ceux des champions les plus qualifiés de la politique conciliante? A vrai dire, il n'était pas impossible de discerner dès lors que leur phalange comprenait deux catégories d'adhérents : les convaincus et les autres. Mais, s'agit-il, pour les seconds, d'un assentiment donné du bout des lèvres, cet assentiment n'en excluait pas moins l'opposition. Au-dessous, dans le public, aucune réaction d'intransigeance.

Aucune non plus de la part du gouvernement. Comme les Cabinets de Paris et de Londres, celui de Rome s'est sans doute tenu en dehors du Congrès du Capitole : mais il ne l'a pas *ignoré*. Comme eux, il n'a pas été partie au pacte final : mais il a fait plus que s'abstenir de le désavouer ; il l'a approuvé par la voix du président du Conseil. Recevant les congressistes, le 12 avril 1918, M. Orlando leur a adressé une allocution, où, parlant au nom du gouvernement, il a affirmé sa sympathie pour leur œuvre, rappelé les paroles d'adhésion à leur poli-

tique, qu'il avait déjà prononcées à la Chambre des députés et au Sénat du Royaume, dénoncé, comme suscitées et entretenues par l'astuce autrichienne, la défiance et la rivalité mutuelles des races italienne et yougo-slave, préconisé enfin l'adoption d'une politique qui fût propre à créer entre elles la solidarité, et qui se confond à peu près avec celle des promoteurs du pacte.

Ce n'est certainement pas sans accord préalable avec son ministre des Affaires étrangères, le baron Sonnino, que M. Orlando avait reçu et harangué en ces termes les congressistes. Dans quelle mesure l'assentiment de M. Sonnino impliquait-il son accord réel avec le président du Conseil sur le fond de l'allocution présidentielle? C'est ce qu'il est très difficile de déterminer avec certitude.

M. Sonnino n'était pas irréductiblement hostile à la politique des nationalités. Il était beaucoup trop avisé pour ne pas apercevoir le parti matériel et moral que les Alliés pouvaient en tirer et le devoir qui s'imposait à eux de la pratiquer, au point où l'immense conflit en était arrivé. En effet, le général Stefanik et M. Bénès avaient trouvé tout concours auprès de lui, en faveur de la cause tchéco-slovaque, et sous ses auspices avaient été conclus des arrangements entre le gouvernement italien et eux. Les Polonais avaient rencontré de sa part mêmes dispositions et même accueil. Enfin, il avait souscrit séance tenante à un projet de déclaration, dont il avait été saisi, dès la fin de 1917, par notre ambassadeur à Rome, M. Barrère, bien que la teneur en fût d'intonation nettement sympathique aux aspirations des « nationalités soumises, soit à la couronne d'Allemagne, soit à celle d'Autriche-Hongrie. »

Mais M. Sonnino était retenu d'adhérer à la politique du pacte de Rome par plusieurs considérations. D'abord, par la crainte de surcharger, en engageant les gouvernements à fond dans cette politique, les buts de guerre de l'Entente, au moment même où la partie la plus avancée de l'opinion publique en réclamait la réduction. Ensuite, par l'appréhension d'affaiblir l'autorité de la Convention de Londres, implicitement mise en question dans tout rapprochement italo-yougo-slave : non qu'il se dissimulât qu'elle serait retouchée lors de la paix ; mais il tenait à pouvoir l'invoquer auprès de ses alliés et l'utiliser comme base de l'inévitable transaction avec les tiers intéressés. Enfin, par une répugnance à se lier les mains envers les Yougo-

Slaves, dont il se défiait : il doutait de la possibilité d'apaiser leur antipathie, à moins de leur céder beaucoup plus que n'étaient disposés à leur sacrifier les prosélytes mêmes d'un arrangement avec eux; il les soupçonnait de ne vouloir lui soutirer une renonciation à la Dalmatie que pour lui contester ensuite l'Istrie et Trieste. Pour ces raisons, M. Sonnino préférait ne pas compromettre le ministre des Affaires étrangères dans les manifestations d'une orientation politique nouvelle, divergente de celle qu'avait tracée la Convention de Londres.

Pour pouvoir être appliqué, du consentement mutuel des deux peuples italien et yougo-slave, au règlement de la question adriatique, l'esprit du pacte de Rome aurait dû commencer par l'être à leurs rapports pendant la guerre. La liquidation amiable, prévue par le pacte, des questions territoriales qui les divisaient, aurait dû être précédée par la réalisation pratique de cette « union morale, » que proclamait aussi le pacte. C'était une condition *sine qua non*. Elle n'a pas été remplie. L'Italie et la Serbie, officiellement alliées, le sont restées; l'Italie et la Yougo-Slavie ne le sont pas devenues. Entre les Italiens d'une part, les Croates et Slovènes d'autre part, il ne s'est pas créé ce courant de sympathie qui s'était établi, par delà le front, entre le bloc de l'Entente, Italie comprise, et d'autres nations opprimées, Polonais et Tchéco-Slovaques, et qui existait entre les alliés de l'Italie et les Yougo-Slaves. A l'état matériel d'hostilité a correspondu, jusqu'à la fin de la guerre, un état moral d'inimitié entre les Italiens et les deux tiers de la nation yougo-slave, les Croates et Slovènes. Chacune des deux parties en rejette sur l'autre la responsabilité. Les Italiens disent aux Croates et Slovènes : « Vous avez été nos ennemis les plus acharnés, les meilleurs soldats de l'Autriche-Hongrie. Vous avez combattu contre nous, de bon cœur, tant qu'il y a eu une armée austro-hongroise. Vous n'avez posé les armes qu'en même temps que les Autrichiens et les Hongrois eux-mêmes. Vous n'avez jamais déserté sur notre front, comme vous le faisiez sur le front serbe ou sur le front russe. Vous ne vous êtes séparés de l'Autriche-Hongrie qu'*in extremis*, lorsqu'elle a été à terre et en morceaux. A l'intérieur même de la monarchie, votre action n'a jamais eu le caractère nettement séparatiste de celle des Tchéco-Slovaques, par exemple, et vous vous êtes, en réalité, réservé de choisir entre le trialisme et

l'indépendance. Vous êtes donc mal venus à vous targuer aujourd'hui d'avoir été des auxiliaires de l'Entente. Pour nous, vous ne pouvez être que d'anciens ennemis. » Les Croates et Slovènes répondent aux Italiens : « Nous aurions été bien naïfs de nous en remettre à votre générosité. Car c'est à cela que serait revenue, en la supposant possible, la désertion en masse de nos soldats dans votre camp. N'éleviez-vous pas des prétentions sur une partie de notre pays? Ne refusiez-vous pas de renoncer à vos ambitions? Ne vous opposiez-vous pas à notre unité nationale et politique? Si vous vouliez que nous cessions de vous tirer dessus de bon cœur, il fallait commencer par abandonner vos projets de conquête à nos dépens et votre arrière-pensée de maintenir séparés les tronçons de notre race. »

Il ne s'agit pas ici de juger, mais de constater. Les Croates et Slovènes se sont comportés, sur le front italien (1), contre l'armée italienne et, le cas échéant, contre les contingents anglais et français, en soldats fidèles de l'Autriche-Hongrie. Il en a été ainsi jusqu'au lendemain de la bataille de Vittorio Veneto, quand les proclamations d'indépendance de tous les peuples de la monarchie ont dissous l'armée austro-hongroise. De mai à la fin d'octobre 1918, les désertions de soldats yougo-slaves sur le front italien n'ont jamais atteint des proportions considérables (2). On cite bien, en revanche, une mutinerie des équipages dalmates de la flotte austro-hongroise à Pola; la reddition aux Italiens de deux torpilleurs autrichiens; celle d'un aviateur, venu annoncer en Italie la mutinerie de l'escadre ennemie. Malheureusement, au moment où ces événements se produisaient, l'attention était, à tort ou à raison, plus tournée vers les armées que vers les flottes; et, dans l'armée austro-hongroise, les soldats yougo-slaves ne suivaient pas l'exemple des matelots de Pola.

D'autre part, il est de fait que le gouvernement italien n'a donné aux Yougo-Slaves aucun apaisement sur ses projets terri-

(1) *Sur le front italien*, car sur le front russe, les Yougo-Slaves se sont volontairement constitués prisonniers en nombre considérable; parmi ces prisonniers, on a pu enrôler des volontaires pour constituer plusieurs divisions qui ont combattu dans les rangs de l'armée russe ou même plus tard à Salonique dans les rangs de l'armée serbe.

(2) Malgré la propagande menée, au moyen de manifestes, par une commission mixte instituée auprès du *Comando Supremo* et comprenant des représentants croates et yougo-slaves.

toriaux. Aucune sanction explicite n'est venue, de sa part, corroborer le pacte de Rome. Aucune initiative n'a été prise pour en appliquer les principes à un règlement anticipé de la question adriatique. A-t-il été question de former en Italie une légion yougo-slave, sur le modèle des corps polonais et tchéco-slovaques qui servaient aux côtés de l'armée italienne : le projet n'a pu aboutir, parce que le gouvernement italien s'est opposé à ce que le serment de fidélité y fût prêté au Roi de Serbie. Les prisonniers tchéco-slovaques, polonais, transylvains ont-ils été, en Italie, internés à part et traités différemment des Autrichiens et des Hongrois : il n'en a été usé de même avec les prisonniers yougo-slaves que tardivement et jamais complètement. Les alliés de l'Italie lui ont-ils demandé que ces prisonniers fussent mis (1) à la disposition de l'armée serbe, sur le front de Macédoine : le gouvernement italien ne s'y est jamais prêté que pour un très petit nombre d'hommes. Il a donc donné l'impression, vraie ou fausse, de ne pas se résigner à l'inévitable, c'est-à-dire à la formation d'une Yougo-Slavie unitaire.

Ainsi est-il advenu que l'armistice du 4 novembre 1918 a trouvé Italiens et Yougo-Slaves dans un état d'inimitié mutuelle, qui avait fortement réagi sur les rapports de l'Italie avec la Serbie, et qui ne correspondait ni aux sentiments ni à l'attitude des autres alliés envers la nation yougo-slave.

Dans ces conditions, le règlement de la question adriatique ne pouvait être que hérissé de difficultés, non seulement entre l'Italie et le nouvel État serbe-croate-slovène, mais, par réaction, entre l'Italie et ses alliées, parmi lesquelles la France.

II. — L'OCCUPATION INTERALLIÉE DE FIUME. — L'INSTALLATION DE LA BASE FRANÇAISE

La victoire finale ne pouvait pas ne pas exalter le sentiment national italien. Elle l'a exalté d'autant plus que, plus longtemps attendue, elle a été plus complète et plus éclatante. Et dans tous les pays le sentiment national est d'autant plus exigeant qu'il est plus exalté. Au lendemain de Vittorio Veneto, l'opinion publique italienne a donc vibré davantage aux revendications extrêmes de l'irrédentisme ; elle s'est prise de sympathie pour des causes qui n'avaient pas encore touché la fibre

(1) Conformément aux vœux mêmes des intéressés.

populaire, comme la libération des frères de Fiume et de Dalmatie; elle a conçu une haute idée de ce qui était dû à l'Italie; elle est devenue plus regardante aux garanties de sécurité pour le royaume, plus sensible aux rappels de grandeur passée, plus fière d'une gloire toute fraîche, plus ambitieuse pour les destinées de la patrie. Par là, elle s'est trouvée dans un état de réceptivité exceptionnelle aux émotions, prédisposée à répondre à des excitations parties d'Italie, à réagir contre des oppositions venant de l'étranger. A cette heure de l'histoire, où l'optimisme a été pardonnable à des vainqueurs, la foule simpliste a considéré que la victoire était assez complète pour permettre la réalisation intégrale des aspirations nationales et pour la justifier. Au delà de Trente et de Trieste, occupées le même jour, le sentiment public a suivi les troupes en marche, les vaisseaux en route, vers des cités, des côtes, des îles où se trouvaient aussi des agglomérations italiennes, vers la Dalmatie, vers Fiume.

La haute Adriatique est ainsi devenue le point de mire italien, sur son rivage et sur son archipel; ils ont concentré leur attention et leur susceptibilité. Une première expérience en a été faite quand, à la veille de l'armistice, la flotte austro-hongroise de Pola a arboré le pavillon yougo-slave. Cet événement ne pouvait porter aucun effet juridique : une force navale ennemie ne se soustrait pas, après quatre ans de guerre, à la saisie des vainqueurs dont elle est le gage, en se rangeant sous les couleurs d'une nationalité nouvelle. Y eut-il alors, dans les marines ou dans les gouvernements alliés, une hésitation sur la nullité de cette naturalisation *in extremis?* Pas que nous sachions. Le Conseil Suprême, en arrêtant les conditions d'armistice, a traité l'escadre austro-hongroise en force ennemie. Mais il a suffi de quelques expressions de satisfaction, émanant de Français et d'Anglais, heureux de voir la flotte de Pola amener le pavillon impérial et royal, pour mettre les Italiens sur leurs gardes et leur faire craindre de se voir frustrés.

Les clauses militaires et navales de l'armistice avec l'Autriche-Hongrie leur ont donné toute satisfaction, et sur terre et sur mer. C'était naturel; cela leur a toutefois paru si naturel qu'ils n'en ont pas fait grand cas. Les Alliés ont ensuite, par la manière dont ils ont appliqué les clauses navales, fait preuve d'amitié envers l'Italie, par exemple en la laissant arborer seule son pavillon à Pola et prendre seule en consigne les vaisseaux

de guerre austro-hongrois. Les Italiens ne leur en ont guère su gré et la plupart s'en sont à peine avisés.

Ils se sont bien à tort formalisés de ce que quelques torpilleurs français eussent été promener notre pavillon dans le bassin septentrional de l'Adriatique. Combien à distance paraissent vaines les méfiances d'alors! L'involontaire ombrage que les rares croisières de deux ou trois torpilleurs ont pu porter à nos pointilleux alliés ne justifiait nullement les philippiques qui ont éclaté dans la presse de la Péninsule. Bien des mois plus tard, un journaliste romain de talent ne craindra pas d'écrire des « éphémérides adriatiques, » où l'on voit que des officiers français ont dansé tel jour dans un cercle yougo-slave, et qu'un de nos bâtiments a dirigé telle nuit son projecteur sur un navire italien. Après quatre ans de fraternité d'armes, sur terre et sur mer, il y avait, Dieu merci! d'autres éphémérides à écrire. Mais, dans un tel état d'esprit, le tour de valse d'un enseigne à Fiume a pris aux yeux de certains une portée politique. L'Adriatique était devenue, si l'on peut dire, le siège des susceptibilités nationales.

Bientôt ces susceptibilités se sont concentrées sur Fiume. De concentration en concentration, elles n'en devenaient que plus redoutables.

Fiume n'est pas parmi les territoires dont l'armistice stipulait l'occupation par l'armée italienne. Au delà de la zone d'armistice, aucune ligne de démarcation ne fut tracée entre les occupations qui incomberaient, en cas de besoin, au groupe des armées alliées d'Orient (général Franchet d'Esperey) et à celui des armées italiennes (général Diaz). Mais le gouvernement français eut soin de demander au gouvernement italien s'il n'avait pas d'objection à ce que l'armée d'Orient occupât des points situés en dehors des limites de la Convention de Londres. M. Orlando et M. Sonnino répondirent qu'ils n'y pouvaient avoir aucune objection. Fiume était en dehors de ces limites. Des dispositions furent prises pour l'occuper. Nous doutons que ce fût une bonne inspiration de choisir, pour cette occupation, un bataillon serbe. Fiume est un port de population mixte; la ville proprement dite est habitée par des Italiens ou italianisants; le faubourg, Sussak, par des Slaves. Le premier groupe ethnique est le moins nombreux, mais il est compact et constitue la plus forte agglomération italienne de toute la côte orientale

de l'Adriatique, après Trieste bien entendu. Les Italiens du royaume regrettaient déjà que Fiume ne fût pas englobée dans leur zone d'armistice. Y installer des Serbes, leurs concurrents, c'était aviver leurs regrets, stimuler leur envie d'y envoyer des troupes, et leur en fournir le prétexte. Toutefois, comme l'armistice de Vittorio Veneto était fondé sur le traité de Londres et avait exclu Fiume de l'occupation italienne, on doit reconnaître que, théoriquement, il était naturel de considérer Fiume comme rentrant dans la sphère yougo-slave et de faire occuper cette ville par des troupes serbes.

A peine le bataillon serbe était-il entré à Fiume, qu'une escadre italienne se présenta devant le port. Le Gouvernement de Rome, le *Commando supremo* et l'Amirauté avaient jugé la sécurité des Italiens de Fiume menacée par la présence de soldats serbes dans la ville, en raison de l'état d'esprit qui en résultait chez les Yougo-Slaves de Sussak. Déjà, disaient-ils, l'ordre public était compromis, des troubles se produisaient et leurs frères de race faisaient appel à leur protection. En réalité, il n'avait été constaté à Fiume ni désordres, ni vexations infligées aux Italiens. De la part de ces derniers, il ne pouvait donc être question encore que d'inquiétude, de froissement à leur sentiment d'italianité. Mais c'était assez pour déterminer le Gouvernement de Rome à intervenir et à profiter de l'occasion. Entre l'amiral Rainer, qui commandait l'escadre, et les autorités militaires serbes de Fiume, des pourparlers s'engagèrent, qui eurent pour témoin un officier de marine français. Les Serbes consentirent à s'en aller, à condition que les Italiens ne débarquassent pas, ce que promit l'amiral Rainer. En conséquence, le bataillon serbe évacua Fiume-ville. Mais le commandant italien de troupes d'infanterie, embarquées sur l'escadre, déclara qu'il n'était pas placé sous les ordres de l'amiral, dont l'engagement ne le liait pas, et qu'il avait l'ordre de ses supérieurs militaires de débarquer son contingent. L'amiral ainsi désavoué, le contingent italien fut, en effet, débarqué, aussitôt les Serbes retirés aux portes de la ville.

L'acte fut sévèrement jugé par ceux, peu nombreux, qui en eurent alors connaissance. Il est certain que cette initiative d'un subordonné, interprétée, avec quelque apparence de raison, par les Serbes comme un manquement à la parole donnée, a été grosse de conséquences et a pesé sur les re-

lations des Italiens et des Yougo-Slaves à Fiume et ailleurs.

Quoi qu'il en soit, donnant un témoignage de leur esprit d'amitié envers l'Italie, les Alliés s'inclinèrent devant le fait accompli. Les troupes italiennes demeurèrent à Fiume ; elles furent portées à un effectif supérieur à celui du contingent français, et à leur tête fut placé un général de rang et d'ancienneté suffisants pour lui permettre de prendre, à titre de commandant d'armes, le commandement de la garnison interalliée. Le commandement français, dont dépendait le bataillon serbe détaché des armées d'Orient, maintint cette unité en dehors de la ville et l'en éloigna encore par la suite.

Ainsi commença à Fiume, dans des conditions viciées dès le principe par un manque de coordination, un régime d'occupation interalliée, où Français et Italiens se trouvaient seuls représentés, les Serbes étant maintenus à quelque distance. Notre contingent fut maintenu à Fiume et son effectif fut de tous le plus considérable, exception faite du contingent italien. Il ne pouvait en être autrement, dès l'instant que le Gouvernement français avait dû établir à Fiume la base principale de l'armée d'Orient.

L'armée d'Orient avait poussé des détachements en Bulgarie, Serbie, Croatie, Slovénie et jusqu'en Hongrie. Ces détachements se trouvaient à des centaines de kilomètres de Salonique, à laquelle ils n'étaient reliés que par des routes défoncées et par une voie ferrée sur laquelle avaient été opérées par l'ennemi des destructions longues à réparer. Le ravitaillement de l'armée ne pouvait donc plus s'opérer uniquement par Salonique, à laquelle il fallait substituer, au moins en partie, une base moins distante de l'hinterland adriatique. D'où l'idée de choisir cette base sur la côte orientale de l'Adriatique, où Fiume était le meilleur port, disposant de l'outillage nécessaire et relié à l'intérieur par le chemin de fer. Un officier français y fut envoyé de Rome pour se rendre compte des moyens d'installation d'une base. Les résultats de son enquête ne pouvaient être que favorables. Les conclusions en furent adoptées à Paris. La décision prise constituait certainement la solution la plus pratique.

Nous n'avions pas, pour procéder à l'installation de la base, d'autorisation à demander au gouvernement italien, dont les troupes n'étaient à Fiume qu'au même titre que les nôtres. Il

convenait toutefois de l'en avertir par courtoisie et ce fut fait.

Il était d'ailleurs impossible de choisir une base différente. Les autres ports de la côte orientale, tels que Spalato ou Raguse, ne pouvaient être utilisés par l'armée d'Orient, tant parce que leur outillage était défectueux que parce qu'ils ne possédaient pas des communications suffisantes avec l'intérieur.

On commença donc à procéder aux installations. Elles se heurtèrent aussitôt aux résistances des autorités militaires italiennes et des pouvoirs civils locaux.

Sans doute le commandant de notre détachement et de notre base, le général Tranié, disposait-il du droit de réquisition, accordé à l'occupant dans toute zone occupée en vertu d'un armistice. Mais, en pratique, l'exercice de ce droit nécessitait, pour être efficace et exempt d'incidents, la bonne volonté du général italien, le général Grazzioli, commandant supérieur de la garnison interalliée, et au moins la soumission du *Conseil national* (1), qui gouvernait la ville en s'appuyant sur le commandement italien. Nous ne reconnaissions à ce conseil national aucun pouvoir légal; mais les pouvoirs de fait qu'il exerçait ne lui permettaient pas moins de contrecarrer l'exécution des ordres du général Tranié. Or ni le général Grazzioli et ses subordonnés, ni le Conseil National à sa dévotion ne virent d'un œil favorable une importante base française, avec tout ce qu'un tel établissement comporte de personnel et d'aménagements, venir s'adjoindre au détachement français d'occupation.

Déjà la seule cohabitation des deux contingents alliés avait suscité des difficultés. Conflits d'attribution entre les chefs; les Italiens, portés à se considérer comme chez eux, prétendant disposer de tout, autoriser ou interdire à leur gré, régenter à terre et sur rade, accaparer matériel naval, stocks, approvisionnements; les Français, faisant valoir leurs droits et s'efforçant de maintenir le caractère international de l'occupation. Incidents entre subordonnées des deux commandements, chacun exécutant sa consigne. Pour faire place à la base, il fallut bien autrement jouer des coudes. Pas un quai dont voulût le général Tranié et qui ne se trouvât précisément indisponible;

(1) Après le départ des autorités hongroises, le pouvoir avait été pris à Fiume par une municipalité yougo-slave, nommée sans élections régulières et remplacée, après le débarquement des troupes italiennes, par un conseil national italien, également nommé sans élections régulières.

pas un bâtiment sur lequel il jetât son dévolu et dont n'eût précisément besoin le Conseil National. Et ainsi de suite : restrictions au libre usage de la gare et du chemin de fer; censure sur les communications postales, télégraphiques et téléphoniques. Deux principes se heurtaient dans tous ces cas d'espèce : celui de l'égalité entre occupants, le seul applicable en droit; celui d'une préséance italienne. Des contacts quotidiens entre le général Tranié et le général Grazzioli, qui surent conserver leur sang-froid et leur esprit de camaraderie militaire, amortissaient heureusement le choc des doctrines opposées. Mais, après intervention du premier, le second n'en subordonna pas moins l'installation et le fonctionnement de la base française à une série de six conditions (1).

Ces démêlés donnèrent lieu à un échange d'explications entre Paris et Rome, qui se prolongea de la mi-novembre à la mi-décembre 1918.

Le plus fâcheux, à beaucoup près, n'était pas ces explications de gouvernement à gouvernement, qui ne troublaient nullement l'harmonie de leurs rapports et ne changeaient rien à leur ferme propos d'entente. C'était le contre-coup des affaires de Fiume sur l'opinion publique italienne. Chaque incident, si minime fût-il, était soigneusement recueilli par des journaux locaux, de Pola, de Fiume, de Zara, et transmis à la presse de la péninsule par ses correspondants dans les ports adriatiques. Et les reproches, les récriminations d'éclater contre nous, à propos de l'attitude de nos officiers, de nos marins, de leur prétendue antipathie envers l'Italie, de leur soi-disant partialité en faveur des Yougo-Slaves; toutes imputations étayées sur des faits d'une complète inconsistance. Des Anglais, des Américains, pas encore arrivés, ou encore en petit nombre, il n'est toujours pas question. L'affaire de Fiume tourne ainsi au conflit franco-italien, au moins au conflit italo-yougo-slave, où la France est censée prendre le parti des Yougo-Slaves. Aussi l'opinion publique italienne s'excite-t-elle contre nous.

(1) Emploi d'une main-d'œuvre militaire italienne; débarquement des marchandises assuré par la marine italienne; obligation de demander au Conseil National la disposition de tous locaux, quais, môles, édifices, matériel; contrôle sur la gare de Fiume d'une commission interalliée présidée par un officier italien, dans des conditions prévues par le Conseil National; interdiction à tout Serbe de pénétrer dans Fiume; droit pour l'autorité militaire italienne d'interrompre le trafic entre Fiume et Agram.

Simultanément, elle est ancrée dans sa passion naissante pour Fiume par la contradiction qui lui est dénoncée comme venant de nous. Fiume prend de jour en jour plus d'importance par le bruit fait autour de son nom. Une campagne de presse, qui a toutes les sympathies des marins, de beaucoup de militaires, de quelques-uns des éléments les plus patriotes du pays, rappelle sans cesse l'attention de la masse sur Fiume et la Dalmatie. L'amiral Cagni, à Fiume même, prononce un discours où il déclare que cette ville est et restera italienne. L'amiral Del Bono, ministre de la Marine, donne à un journal une interview énumérant les raisons militaires, économiques, ethniques, pour lesquelles Fiume doit être réunie à l'Italie. L'amiral Thaon di Revel, chef d'État-major général de la Marine et commandant en chef de l'armée navale, se prononce dans le même sens.

III. — LA QUESTION DE L'ADRIATIQUE DEVANT LES PUISSANCES ALLIÉES ET ASSOCIÉES. — LE MESSAGE WILSON

Dans la seconde quinzaine de décembre 1918, le roi Victor-Emmanuel se rend à Paris. Il y reçoit un accueil très chaleureux. L'écho des acclamations qui l'y ont salué contribue beaucoup à apaiser les ressentiments qui grondaient dans la péninsule. D'autre part, l'instruction envoyée au général Grazzioli de n'entraver en rien l'exercice des pouvoirs du général Tranié a résolu la question sur place. Une tranquillité relative s'établit à Fiume et les esprits se calment en Italie. Mais la question de Fiume était posée devant l'opinion publique italienne, au tout premier plan de ses préoccupations.

La fin de décembre est l'époque où chacun des gouvernements alliés dresse ses batteries en vue des négociations de la paix. Et c'est aussi l'époque où le Président Wilson, débarqué depuis peu en Europe, est entouré de tout le prestige qui lui présageait le rôle d'arbitre. On savait depuis longtemps qu'il ne reconnaissait pas les traités secrets conclus entre les Alliés, donc pas la Convention de Londres. On n'avait pas été sans remarquer en Italie ce qu'il y avait de vague, de flou dans celui de ses quatorze points qui concernait les revendications italiennes. Aussi n'était-on pas très rassuré sur ses dispositions. L'ambassadeur des États-Unis à Rome, M. Page, qui portait intérêt aux Italiens, avait instamment conseillé à M. Sonnino de ne pas

invoquer auprès du Président la Convention de Londres, mais bien de lui indiquer ce qu'il jugeait nécessaire à la sécurité de son pays ou justifié par des considérations de nationalité. Ce conseil est suivi par MM. Orlando et Sonnino, lorsqu'ils rendent visite à M. Wilson à Paris. Le ministre des Affaires Étrangères lui expose les buts de guerre de l'Italie, sans faire mention de la Convention de Londres. Le président du Conseil insiste spécialement sur la sauvegarde de l'italianité dans les contrées d'outre-Adriatique. M. Wilson admet la justification de la frontière du Brenner, celle de l'annexion de l'Istrie occidentale. Pour le reste, il exprime l'avis que le Royaume pourra assurer sa sécurité par des neutralisations et recourir à la Société des Nations pour préserver les centres d'italianité. Sa confiance dans la Société des Nations, dont il lance alors l'idée, est extrême. La perspective de rapporter à leurs compatriotes cette panacée, ce *deus ex machina*, comme solution de quelques-uns des plus passionnants problèmes de la question adriatique, sourit médiocrement à MM. Orlando et Sonnino. Mais ils pressentent dès lors que le Président des États-Unis a des vues arrêtées sur cette question et, peut-être, des engagements pris.

Sous l'influence du même pressentiment, et plus encore de tendances ou de convictions personnelles, certains hommes politiques italiens se reprennent alors à pencher vers la politique du pacte de Rome. Opter pour elle, c'était prendre le contre-pied de la majorité, plus impérieuse que jamais dans ses exigences. Peu nombreux étaient ceux qui pouvaient se permettre l'audace de heurter de front l'opinion publique. M. Bissolati eut cette audace. S'étant séparé du Cabinet, il prononce à Milan un discours, où il préconise la renonciation à la Dalmatie, à l'Istrie orientale, un régime spécial pour Fiume et pour Zara : il est hué et traité d'anti-patriote. La Dalmatie de la Convention de Londres, plus Fiume, en toute souveraineté, est le seul programme qu'il soit alors possible de soutenir en Italie, sous peine d'ostracisme.

Cependant M. Wilson est venu à Rome, au début de janvier 1919. Il a été acclamé à tout rompre, ainsi qu'à Milan, Turin, Gênes. Mais il n'a pas eu de conversation concluante avec les ministres du Roi. Le seul homme politique qu'il ait fait mander au Quirinal, pour s'entretenir avec lui, a précisément été M. Bissolati : et le choix a, à juste titre, paru signi-

ficatif. On a attendu de lui, dans sa réponse au toast du Roi ou dans une de ses multiples allocutions, une adhésion aux aspirations nationales italiennes : aucune n'est venue. Recevant des journalistes italiens au Quirinal, il a risqué cette plaisanterie : « New-York est certainement la plus grande ville italienne du monde ; j'espère bien cependant que vous n'élèverez pas de prétention sur elle. »

Les enseignements discrets, mais clairs, des premiers contacts avec le Président des États-Unis ne tempèrent nullement l'ardeur des champions de l'expansion italienne. L'opinion publique, surchauffée par eux, demeure hypnotisée sur Fiume et sur la Dalmatie, quand la délégation italienne à la Conférence de la paix arrive à Paris.

Les hommes qui la composaient, MM. Orlando, Sonnino, Salandra, Barzilai, Salvago-Raggi, offraient entre eux, en dépit de différences d'origine et de tempérament, cette analogie d'avoir tous été des *interventistes* militants, des partisans déclarés et actifs de l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés de l'Entente, des adhérents à ce *fascio* (faisceau) parlementaire, qui avait incarné et prêché la résistance à outrance et la lutte jusqu'à la victoire finale. C'était, à leurs yeux et à ceux de leurs compatriotes, un titre à la bienveillance des délégations alliées et même associées; effectivement, c'en était un. C'était aussi pour eux une raison, s'ajoutant à leur patriotisme, de souhaiter que la politique interventiste trouvât dans les résultats concrets de la guerre une justification pleinement suffisante à satisfaire le sentiment national. A cette considération, aucun d'eux ne pouvait être indifférent. La paix qu'ils signeraient ne pouvait pas, en infligeant une déception sentimentale à eux-mêmes et à leurs disciples, démentir les espérances fondées sur la victoire et sur l'alliance anglo-franco-italienne.

L'intérêt français et anglais, en tant qu'il était lié au maintien de cette alliance, se confondait dans une certaine mesure avec leur préoccupation. La France et l'Angleterre étaient, elles aussi, intéressées à épargner à l'Italie une déception de nature, sinon à la détourner d'elles, au moins à l'en éloigner. Rapports anglo-italiens et rapports franco-italiens étaient donc impliqués au premier chef dans le guêpier adriatique.

Pire guêpier s'était rarement vu. L'Italie butée sur Fiume et sur la Dalmatie ; la Yougo-Slavie lui contestant l'une, l'autre,

et quelque chose en plus ; les États-Unis opposés aux revendications italiennes sur l'une, sur l'autre, et sur l'Istrie orientale ; la France et l'Angleterre tenues par leur signature à reconnaître à l'Italie toute l'Istrie et la Dalmatie, mais pas Fiume. Dans des conditions diplomatiquement aussi compliquées, la délégation italienne ne se flatte pas de triompher sur toute la ligne. Sur les concessions à faire, l'accord n'est pas aussi complet entre ses membres que sur la nécessité d'une solution honorable et satisfaisante dans l'ensemble. M. Orlando incline personnellement à sacrifier la Dalmatie à Fiume et à la préservation de l'italianité dans quelques centres, comme Zara. M. Sonnino sacrifierait plutôt Fiume à la Dalmatie, s'en remettant au temps pour remédier au sacrifice de la première ; il répugne surtout à s'écarter de la Convention de Londres, par laquelle il tient au moins deux des membres de l'aéropage parisien. Cette divergence empêche la délégation de se résigner sans atermoiements à une transaction, dont la Dalmatie fasse les frais au profit de Fiume.

L'ordre choisi pour la discussion des questions soumises à la Conférence rejette assez loin la délimitation des frontières italiennes. MM. Orlando et Sonnino en profitent pour chercher à négocier dans la coulisse.

L'attente n'a fait qu'exaspérer l'impatience de l'opinion publique italienne quand sont abordées les questions qui l'intéressaient directement. L'obsession adriatique est telle que l'obtention de la frontière du Brenner passe presqu'inaperçue. Ce résultat essentiel, une frontière inexpugnable ; Trente, Trieste, les objectifs traditionnels de l'irrédentisme, tombèrent sur le tapis de la conférence sans procurer aux Italiens le moindre soulagement à leur fiévreuse expectative. Vient enfin ce que les correspondants de leurs journaux à Paris appellent dramatiquement leur « semaine de la passion. » C'est laisser prévoir aux lecteurs des tribulations. L'épreuve ne leur en est pas moins cruelle. C'est avec une amertume et une irritation croissantes qu'ils apprennent que M. Wilson mettait opposition à la réalisation de leurs vœux à Fiume et en Dalmatie ; que M. Lloyd George et M. Clemenceau, tout en se reconnaissant liés par la Convention de Londres, ne consentaient pas à leur accorder Fiume par-dessus le marché ; que même des transactions, tentées sur la base de concessions en Dalmatie en échange de Fiume, échouaient devant le refus des Alliés d'aller au delà

de l'internationalisation de Fiume et devant le parti pris du Président des États-Unis d'obtenir davantage pour les Yougo-Slaves. Alors recommencent les reproches à l'Angleterre et à la France, surtout à la France : les Alliés ont mollement soutenu auprès de l'associé la cause italienne ; ils n'ont pas rendu justice à l'aide reçue de l'Italie pendant la guerre, à son intervention spontanée, à ses sacrifices, au surcroît d'effort que lui avait imposé la défection russe ; ils ont manqué envers elle aux devoirs de la gratitude en lui refusant Fiume, ville italienne ; ils ont eu beau jeu en s'abritant derrière le président Wilson pour ne pas même remplir les engagements de la Convention de Londres. Voilà donc pourquoi la France et l'Angleterre à sa suite avaient été à Fiume, pourquoi le Gouvernement français y avait installé une base ! Combien fallait-il avoir été naïf pour ne pas le comprendre de prime abord ! Et ainsi de suite. Aux gens déçus et mécontents, le sort d'autrui paraît toujours enviable. Aussi toute question intéressant la France ou l'Angleterre et déjà réglée par la Conférence est-elle dès lors considérée par les Italiens comme résolue à la pleine satisfaction des Français et des Anglais. Que l'impérialisme français triomphe sur le Rhin devient notamment un axiome. Et cet axiome rend plus cuisant l'échec infligé à des revendications italiennes, auxquelles les intéressés dénient tout caractère impérialiste.

Ces griefs ne tenaient aucun compte de notre situation. Il ne dépendait pas de nous de convertir le président Wilson à l'exécution de la Convention de Londres. Tout ce que nous pouvions était de nous reconnaître tenus par elle et c'est ce que nous avons fait. Notre politique à cet égard s'est toujours inspirée de la même pensée que cette boutade de M. Lloyd George à M. Wilson : « Vous parlez sans cesse de vos principes ! Vous n'empêcherez pas qu'il en existât un avant : c'est de faire honneur à sa signature. »

Il dépendait de nous en revanche de nous déclarer consentants aux visées de l'Italie sur Fiume. Dès l'instant que nous devions, — on le verra, — en arriver là par degrés, peut-être eût-il mieux valu commencer par là. Mais, de toute façon, notre vote favorable n'aurait pas entraîné celui de M. Wilson : aucun doute sur ce point. Nous n'aurions eu aucun moyen de vaincre son opposition et, aucune décision ne pouvant être prise qu'à l'unanimité des quatre plénipotentiaires, le résultat fût resté le

même. Notre assentiment n'eût pu être qu'une manifestation platonique.

Convenait-il de nous y livrer? Il y a du pour et du contre Le pour est que c'eût été avantageux à nos relations avec l'Italie. Le contre est précisément que c'eût été sans profit pour elle. Aujourd'hui, nous serions peut-être plus attentifs à la première considération ; alors, nous devions l'être davantage à la seconde. Surtout quand une délibération en est encore à ses débuts, il est logique de la considérer sous l'angle de son résultat pratique plutôt que sous celui de ses répercussions politiques. Il est rationnel d'écarter les solutions qui n'ont *a priori* aucune chance d'être acceptées par l'une ou l'autre des parties en cause et de se prononcer pour un moyen terme qui puisse, en définitive, rallier les suffrages des deux. Or, dans les dispositions où se trouvait le président Wilson, Fiume à la Société des Nations représentait manifestement le maximum auquel il pût être amené : et aucune conclusion possible sans lui.

Même en fait de répercussions politiques, celles que pouvaient subir nos rapports avec l'Italie n'étaient pas les seules dont nous eussions à nous préoccuper. La sauvegarde de grands et multiples intérêts français dépendait encore de l'issue de négociations en cours avec M. Wilson et avec M. Lloyd George. Envers eux aussi, il y avait des ménagements à garder, sous peine de nous les aliéner, sans que l'Italie y gagnât. Sur le terrain de la Convention de Londres, la parole donnée nous traçait notre devoir et traçait le même à l'Angleterre. En dehors de ce terrain, — et l'Italie avait pris l'initiative d'en sortir en demandant Fiume, — notre liberté d'action recouvrée ne nous dispensait pas de prudence. Nous avions fait nous-mêmes, aux vues de M. Wilson et de M. Lloyd George sur les questions qui nous touchaient le plus directement, d'importantes concessions, qui n'étaient déjà plus un mystère. Devions-nous et pouvions-nous être plus intransigeants en faveur d'autrui?

Il était, en vérité, aisé de prévoir que l'Italie le serait davantage pour elle. On aurait sans doute envisagé alors avec des chances de succès une solution qui eût consisté à ne pas opposer de refus péremptoire aux revendications italiennes sur Fiume, sous condition d'échange contre la Dalmatie, moins Zara et, peut-être, Sebenico, constituées en enclaves italiennes ou internationalisées. A travers des hésitations, qui ne servaient

pas sa cause, la délégation italienne s'acheminait vers cette transaction, qu'eût acceptée aussi, sans enthousiasme mais sans excessif regret, l'opinion du pays. Dût la transaction échouer contre l'opposition de M. Wilson et de M. Lloyd George, le bénéfice d'y avoir été favorables nous fût resté acquis en Italie. Allié d'outre-Manche ni associé d'outre-Atlantique n'auraient pu, d'autre part, nous tenir rigueur de l'avoir soutenue auprès d'eux.

La plupart des Italiens sont alors hors d'état de comprendre pourquoi, même avec les alliés français et anglais, un terrain d'entente ne peut être trouvé, dont leur délégation puisse se déclarer satisfaite. Dans les contestations qui leur sont faites, ils ne voient que négation de leurs droits et préférence accordée aux Yougo-Slaves.

Négation de leurs droits : ils les estiment, parce que de caractère national et historique, imprescriptibles, sacrés, aussi respectables que les principes de M. Wilson et, dans une large mesure, conformes à ces principes mêmes. M. Wilson n'avait-il pas proclamé le droit d'auto-décision des peuples? Eh bien! les Italiens de Fiume, de Zara déclaraient vouloir être réunis à la mère-patrie. L'Italie, après pareille guerre, avait le droit de recueillir dans son unité ses enfants d'outre-Adriatique; le droit aussi de pourvoir à sa sécurité de tous les côtés. Objecte-t-on que l'amitié y pourvoira du côté de la Yougo-Slavie? Il vous est répondu que l'amitié ne se commande pas et que se fier à celle des Yougo-Slaves serait pure duperie.

Préférence accordée aux Yougo-Slaves : c'est à quoi les Italiens sont encore le plus sensibles. Ils ne tolèrent pas d'être mis par leurs alliés, dans le règlement adriatique, en balance avec les Yougo-Slaves. Déjà, avant l'ouverture des négociations, une interview accordée par M. Clemenceau, dans une bonne intention, au regretté Raimondo, n'a pas eu l'heur de plaire en Italie, parce que, contenant des conseils d'équité, elle a paru aux Italiens les placer sur le même plan que leurs compétiteurs. L'équité, selon eux, se satisfaisait à meilleur compte envers une nation dont les deux tiers avaient combattu jusqu'au dernier moment dans les rangs de l'ennemi qu'envers des alliés comme eux. Cette différence fondamentale, établie entre eux et les Yougo-Slaves, cette tare originelle, imputée par eux aux Croates et aux Slovènes, les empêchent de discerner qu'en fait la préférence est donnée à eux-mêmes.

Car les Yougo-Slaves ont invoqué l'attribution de Fiume à la Croatie par la Convention de Londres ; et nous n'en avons pas moins consenti à revenir sur cette stipulation (1). Car les Yougo-Slaves ont fait valoir que la possession de Fiume leur était indispensable, ce port étant leur seul débouché possible sur l'Adriatique (2) : et nous n'en avons pas moins admis que la possession leur en fût soustraite.

Suivies en Italie avec cette passion, les conversations se poursuivent laborieusement à Paris, entre les quatre premiers plénipotentiaires, les *big four*, comme disaient les Anglais, quand, le 23 avril, *le Temps* paraît contenant un message public de M. Wilson, dont la délégation italienne a connaissance par la lecture du journal. Ce message, dont la fin contient un appel direct du Président des États-Unis au peuple italien, fait à la question adriatique l'application des principes connus de M. Wilson, déclare que les dispositions de la Convention de Londres, d'ailleurs nulles et non avenues pour lui, avaient pu se justifier par l'existence de l'Autriche-Hongrie, mais avaient perdu toute raison d'être depuis la disparition de cette Puissance, conclut enfin en limitant, à l'Est, la légitime extension territoriale de l'Italie à la ligne de partage des eaux en Istrie.

Rien dans ces idées qui puisse surprendre les négociateurs italiens. Le fond du message ne diffère pas sensiblement de celui d'un mémorandum que M. Wilson a remis le 14 avril à M. Orlando. Mais la remise de ce mémorandum a eu lieu à titre personnel. Comme M. Orlando a, alors, annoncé à M. Wilson l'intention de se retourner vers M. Clemenceau et M. Lloyd George, pour chercher avec eux un terrain d'entente, le Président des États-Unis l'y a encouragé. Aucun indice n'a, par la suite, fait penser à M. Orlando que M. Wilson refusât *a priori* de laisser les pourparlers se développer. Puis, tout à coup, est apparue l'intransigeance absolue et, enfin, le coup de théâtre : le message !

C'est la première fois que, sans aucun avis préalable, un plé-

(1) Qui n'était nullement un engagement envers eux, puisque ni Yougo-Slavie, ni Croatie, et pour cause, n'étaient parties à la Convention de Londres.

(2) Il faut croire que la disposition de ce débouché n'en exigeait pas absolument la possession, puisque France et Angleterre acceptaient de placer Fiume sous la souveraineté de la Société des Nations, et que M. Trumbitch lui-même a plus tard négocié et traité avec le Gouvernement italien sur la base de l'autonomie ou de l'indépendance de Fiume.

nipotentiaire, partie à une négociation en cours, transporte la discussion dans la rue et s'adresse, par-dessus la tête de délégués alliés, à l'opinion publique de leur propre pays. Grande est la stupeur des représentants italiens devant un procédé sans précédent. M. Orlando répond le lendemain et par la même voie, en s'en plaignant avec modération ; en faisant observer que plus d'une entorse avait été donnée, avec l'assentiment de M. Wilson, à ses principes sacro-saints, dans d'autres questions que celle de l'Adriatique ; enfin en plaidant la cause des revendications italiennes en Istrie orientale, en Dalmatie et à Fiume. Le premier effet du message wilsonien est donc d'amener M. Orlando à remettre en avant, par désir de justification rétrospective, certaines demandes sur lesquelles il ne discutait plus que pour la forme. Puis, comme le Président des États-Unis avait fait appel contre elle à l'opinion publique italienne, la délégation décide de rentrer à Rome pour consulter le pays. Ses membres ne partent toutefois pas tous à la fois ; M. Sonnino ne quitte Paris qu'après M. Orlando, comme pour laisser à quelque médiateur le temps d'arrêter l'exode et, aucune intervention ne s'étant produite, le secrétaire-général, M. de Martino, reste avec ses services à l'hôtel Édouard-VII pour y représenter la continuité.

IV. — LE RETOUR DE LA DÉLÉGATION ITALIENNE A ROME ET SA RENTRÉE A PARIS

Le message de M. Wilson fut accueilli en Italie comme un affront. Pour apprécier si cette impression était justifiée, il faut nous demander quelle eût été la nôtre, en présence d'un manifeste similaire, éclatant au beau milieu d'une négociation diplomatique sur la question du Rhin ou sur celle de la Sarre.

Il suffit d'un communiqué, annonçant la publication du message et en résumant les conclusions, pour mettre les esprits en émoi. Le texte du document achève l'effet de la nouvelle. Tout le monde, sans exception, approuve M. Orlando d'avoir, dans sa réponse, relevé que pareil procédé n'avait encore été employé qu'envers des ennemis. L'habitude des manifestations était prise, car il y en avait eu, les jours précédents, en faveur des revendications que la délégation soutenait à Paris. Aussi s'organise-t-il, dès la soirée du 24 avril, à Rome, Milan, Turin,

Naples, Gênes, Bologne, des *meetings* suivis de cortèges, qui sont dans les traditions italiennes. A Rome, la municipalité s'y rend, syndic en tête. De profonds barrages de troupes, en travers de la via Tritone, empêchent les manifestants, assemblés place Colonna, de se diriger vers le Palais del Drago, siège de l'ambassade des États-Unis. Des précautions, trop ostensibles, sont prises aux abords des ambassades de France et d'Angleterre. L'intervention des deux ambassades auprès du gouvernement obtient immédiatement l'éloignement de gardes compromettantes autant que superflues. Pour intempestive qu'elle soit, la mesure n'en indique pas moins la crainte, trop judicieuse, de voir l'impopularité de l'associé s'étendre aux Alliés. Le lendemain, l'émoi des esprits tourne à l'ébullition ; l'effervescence s'accroît dans les grandes villes. Le 26 au matin, rentrent à Rome, M. Orlando, le général Diaz, MM. Barzilai et Salvago-Raggi. Sur le passage de leur train, à Turin et à Gênes, ils ont été l'objet de manifestations enthousiastes et ont prononcé des allocutions de diapason plutôt élevé. La foule, à la gare des Termini et dans le voisinage, sur la place de l'Exèdre, dans la via Nazionale, est compacte. Cinq rangs de fantassins et deux de cavaliers barrent, à hauteur de la porte du Grand-Hôtel, la rue des Thermes de Dioclétien, par où l'on accède aux bureaux de l'ambassade des États-Unis ; des cordons de carabiniers ferment toutes les voies d'accès au palais de l'ambassadeur, mélancolique derrière tant de sabres et de baïonnettes. A l'intérieur de la gare, la salle d'attente royale et le quai sont littéralement encombrés. M. Orlando, le général Diaz, M. Barzilai passent, pressés comme harengs en caque, dans un remous de gens qui se bousculent. M. Salvago-Raggi doit, pour se frayer un passage, jouer des coudes et faire le coup de poing. Sur la place, M. Orlando, invité à parler, prononce une harangue éloquente, vibrante et passablement montée de ton : « L'Italie, dit-il, a connu la faim, pas le déshonneur ! » Le général Diaz se borne à quelques paroles, mais pour déclarer que l'armée est prête à faire son devoir, comme si une nouvelle guerre avait été à craindre. Le syndic de la ville, prince Colonna, dit le regret de Rome d'avoir acclamé M. Wilson et de l'avoir fait citoyen honoraire. Mieux vaudrait que ce ne fût pas exprimé, surtout par le maire de Rome et en présence du chef du gouvernement ; mais, à coup sûr, tous les Romains en

pensent autant. Un imposant cortège populaire conduit ensuite le Président du Conseil au Quirinal, où la famille royale paraît au balcon, et de là au palais Braschi. Le 27, réunion publique à l'Augusteo et procession pour réclamer l'annexion de Fiume et de la Dalmatie. Le soir, revient M. Sonnino, chaleureusement accueilli, bien que par une foule beaucoup moins dense qu'à l'arrivée de M. Orlando. Son automobile est escorté par les manifestants jusqu'à la Consulta, où, du balcon, en quelques mots prudents, il les remercie, les félicite de leurs sentiments patriotiques et fait appel à l'union de tous les Italiens. Ce silencieux et ce taciturne doit aux circonstances une heure fugitive de popularité. Les journées suivantes se renouvellent encore, comices, discours et défilés. En province, pas une ville qui ne fasse écho aux clameurs de la capitale.

L'abus des démonstrations de la rue leur enlève en Italie une partie de leur valeur démonstrative. Mais, déduction faite du déchet, le reste n'est pas, cette fois, insignifiant; la sensation n'est pas seulement à la surface. On en a taxé la manifestation extérieure d'explosion du nationalisme, de l'impérialisme. Ce n'est pas juste. Qu'il y en eût une bonne dose, ce n'est pas douteux. Mais il y avait aussi autre chose : de l'émotion patriotique sincère, du sentiment national froissé. Si M. Wilson avait espéré séparer le peuple italien de ses dirigeants, il ne pouvait pas s'être trompé plus lourdement. Il avait réuni, autour du Gouvernement, toute la nation, dans un élan unanime de protestation contre lui-même. Son acte avait obtenu un effet diamétralement opposé à celui qu'il semble en avoir attendu : une poussée des tendances à l'encontre desquelles il avait voulu aller. La réaction contre son attitude n'avait profité qu'aux intransigeants. Céder, transiger n'en était devenu que plus difficile au Gouvernement. Personne qui ne se gardât de prendre contre le pays le parti de l'étranger. M. Bissolati proclamait publiquement, et à juste titre, qu'il avait toujours dénié Fiume à la Yougo-Slavie. Les socialistes-officiels, — les unifiés d'Italie, — invités par les labouristes d'Angleterre et la C. G. T. de France à se solidariser avec l'humanitarisme renonciataire, répondaient aux compagnons anglais et français qu'ils n'admettaient pas un wilsonisme unilatéral, rigoureux à l'Italie et accommodant aux autres États.

Cependant, on ne confondait pas les Alliés avec l'associé à

qui l'on en avait. Des dépêches Havas et Reuter avaient nettement dégagé la responsabilité de M. Clemenceau et de M. Lloyd George de l'initiative personnelle de M. Wilson. Elles avaient détourné de nous-mêmes et des Anglais les éclaboussures du ressentiment contre les Américains. Le Gouvernement italien, soucieux de se ménager notre appui, s'employait à nous en préserver. Des instructions réitérées du Ministère de l'Intérieur prescrivaient aux journalistes de ne pas épancher sur nous leur bile. Le syndic de Rome, adressant une proclamation à la population, mettait France et Angleterre hors de cause et exprimait la confiance que l'Italie trouverait ses alliés à ses côtés. Malheureusement, « à ses côtés, » dans l'état d'esprit où était le peuple italien, signifiait fatalement contre l'Amérique : et de la sorte la crise des rapports italo-américains allait dégénérer en crise des rapports franco-anglo-italiens. Toujours est-il que l'opinion nous faisait crédit, et plaçait en nous, plus encore que dans l'Angleterre, tout son espoir imprécis.

Après la consultation bruyante de la rue se prépare celle du Parlement, convoqué pour le 29 avril. Une commission de sénateurs et de députés est nommée pour régler le programme de la séance et arrêter les termes de l'ordre du jour à voter. Un des doyens de la Chambre, M. Luzzatti, est choisi pour présider cette commission, prendre la parole et développer l'ordre du jour. Sans faire taire la rancœur ni porter aux renonciations, le sens des responsabilités garde en effet la représentation nationale des entraînements de la foule. Et il en est de même dans le Gouvernement. Une active campagne se faisait dans certains milieux pour qu'un décret proclamât l'annexion de Fiume et de la Dalmatie : pas la moindre tendance à y céder. Nullement enivré par les acclamations qui ont salué son retour, M. Orlando reste conscient de la gravité de sa situation et désire ardemment en sortir. Il se dit prêt à rentrer à Paris pour traiter sur la base de la Convention de Londres, si ses alliés y sont disposés ; prêt surtout à chercher une transaction qui puisse recueillir l'approbation des grandes Puissances. Il a souci de réserver aux Alliés les moyens de l'aider à se tirer d'embarras ; il se préoccupe d'éviter, dans ses déclarations à la Chambre, ce qui pourrait leur aliéner l'opinion publique italienne. Ainsi, M. Clemenceau et M. Lloyd George lui ont remis, le jour de son départ de Paris, une note définissant leur point de vue, en l'autorisant à en donner lecture

au Parlement italien. Comme la note, conçue en termes très amicaux, n'en exclut pas moins l'attribution de Fiume à l'Italie, il se bornera à en faire mention sans la lire. Donc, ni intransigeance, qui rendît la situation sans issue; ni capitulation, qui désagrégeât le pays. Aucune illusion non plus chez M. Sonnino; la résolution de ne pas humilier l'Italie, unie à celle de ne pas l'acculer aux aventures; la même préoccupation que chez M. Orlando de sauvegarder la cordialité des relations avec la France et l'Angleterre. Cette préoccupation l'amène à nous demander la réciprocité, en nous rappelant, sans forfanterie, que l'amitié d'un peuple de 40 millions d'habitants n'est pas à dédaigner et que ce peuple ne serait jamais quantité négligeable.

Le 29, les séances de la Chambre et du Sénat se déroulent conformément au protocole réglé d'avance. Des déclarations de M. Orlando, il y a à retenir un calme exposé de la négociation et de la position des divers intéressés, le ton modéré et conciliant, l'affirmation qu'il demeurait prêt à reprendre la discussion dans le même esprit, une évocation chaleureuse de la fraternité d'armes avec les Anglo-Français, enfin un appel direct à la bonne amitié et au concours des Alliés. M. Luzzatti, en développant son ordre du jour, réussit à faire applaudir la France, à l'occasion d'une adresse de sympathie de la Chambre française. M. Turati, au nom des socialistes officiels, prononce un remarquable discours, où il exprime les idées les plus justes sur les dangers de l'isolement. Mais, comme il a déclaré respecter le droit d'auto-décision de Fiume, ses auditeurs lui pardonnent d'aussi cruelles vérités. L'ordre du jour final, court et vague, n'engageant le Gouvernement à rien de précis, est voté à une grande majorité : le Sénat le vote à l'unanimité, après un discours de M. Tittoni. Tout compte fait, la tenue des deux assemblées a donc été parfaite de réserve et de dignité. Au dehors, la population est restée calme; de sévères mesures d'ordre avaient d'ailleurs été prises.

A partir de ce moment, un changement notable se produit dans l'état des esprits. La fièvre tombe. La courbe de la température s'abaisse. Le vote des Chambres acquis, la solidarité de l'opinion et du Parlement avec le gouvernement affirmée, le Gouvernement et le pays tout entier se trouvent en présence de l'isolement et de ses conséquences. Le sentiment qui se fait jour, à travers les fumées d'une exaltation qui s'apaise, est un

désir intense de sortir de l'impasse, d'en sortir non à tout prix, mais honorablement. Aussi se prend-on à compter de plus en plus sur les Alliés, et principalement sur la France. Au sortir de la séance de la Chambre, M. Orlando donne au correspondant romain du *Temps* une interview qui est un appel pathétique aux bons offices de la France. Un journal comme la *Tribuna*, qui n'avait pas épargné les critiques à M. Clemenceau, s'adresse à lui et lui fait confiance.

Confiance toutefois inquiète, dans laquelle s'insinuent peu à peu la désillusion et le soupçon. Les nouvelles de Paris répandent l'alarme et l'amertume. Momentanément privés de leur quatrième, les *big three* ont repris avec un mort leur éternelle partie de *bridge*. Les journaux annoncent leurs réunions, les questions internationales qu'ils discutent, la convocation pour le 3 mai des plénipotentiaires allemands. Ils annoncent aussi la conclusion entre la France, l'Angleterre et les États-Unis d'une alliance à trois : et les Italiens de se froisser que leur pays n'ait pas été invité à s'y joindre. Ils n'ont pas lieu de s'en offusquer, puisqu'il s'agit d'une alliance de garantie, à laquelle ils décliner aient vraisemblablement de s'associer, sans la rendre réciproque, ce qu'elle n'est pas. Mais peu importe. L'absence de Paris de leurs délégués, rompant le contact quotidien avec les nôtres, met obstacle aux explications qui eussent prévenu les interprétations inexactes. Nous subissons les conséquences d'une situation dont nous sommes innocents. L'impression ressentie en Italie des nouvelles de la Conférence conduit les esprits à se poser une question, qui est sur toutes les lèvres : « Signera-t-on la paix sans nous? » Le seul départ de la délégation avait déjà posé, dans la péninsule, ce troublant point d'interrogation. Mais ce n'avait été alors qu'une conjecture exceptionnellement émise et écartée aussitôt qu'émise. Voici qu'elle reparaît discutée comme une possibilité. Dans la presse, dans les propos, on se met à invoquer la déclaration de Londres, qui interdit aux Alliés toute paix séparée et toute présentation de conditions de paix à l'ennemi par l'un des Alliés, sans concert préalable avec les autres.

Il n'était pas question, pour nous au moins, d'y déroger. A un télégramme de M. Luzzatti, M. Clemenceau avait répondu, laconiquement, mais catégoriquement, que la politique de la France ne serait jamais celle des chiffons de papier. M. Poincaré avait déclaré au journal *France-Italie* que la France était résolue

à rester fidèle, non seulement à ses engagements, mais à son intime amitié avec l'Italie. Il n'en est que plus fâcheux que pareille question ait pu se poser à l'esprit des Italiens, car c'est là un doute qui ne pouvait que les troubler gravement et, même dissipé, laisser des traces.

M. Orlando et M. Sonnino comprenaient parfaitement que leur absence de Paris ne pouvait suspendre l'élaboration de la paix. Ils ne voyaient donc pas d'inconvénient à ce que les délibérations continuassent à trois, sur les points restant à régler du traité avec l'Allemagne, et à ce que les conditions fussent consignées aux plénipotentiaires allemands, tout en n'admettant pas que la paix, du reste encore lointaine, pût être signée sans la participation de l'Italie. Ils regardaient naturellement de plus près à ce qui touchait l'Autriche et la Hongrie. Aussi, M. Clemenceau ayant, au début de mai, notifié à l'ambassadeur d'Italie à Paris l'intention de la Conférence de convoquer les plénipotentiaires autrichiens et hongrois vers le 15 mai, M. Sonnino s'émeut-il. Il ne peut accepter, dit-il, que ces plénipotentiaires soient convoqués sans accord préalable avec lui et alors que l'entente n'est pas établie avec la principale intéressée, c'est-à-dire l'Italie, sur les conditions de paix à leur présenter. Ainsi la retraite provisoire des délégués italiens, déterminée par le message de M. Wilson sur la question adriatique, aboutit-elle à une divergence entre eux et les autres délégations sur ce qu'il est possible de faire en leur absence. Et le lourd privilège de présider la Conférence fait, en apparence, assumer à notre premier plénipotentiaire la responsabilité de cette divergence.

C'est alors que, de nouveau, les projets transactionnels se font jour; les ambassadeurs de France, de Grande-Bretagne et des États-Unis à Rome, sur l'initiative, croyons-nous, du représentant de la République française, proposent à leurs gouvernements une solution établie sur les bases suivantes : Fiume à la Société des Nations, avec présidence italienne d'un Directoire international chargé de gouverner la ville, jusqu'à l'achèvement d'un port à construire pour la Yougo-Slavie à Buccari, par les soins d'un consortium international, et jusqu'au raccordement de ce port par voie ferrée à la ligne d'Agram; après exécution de ces travaux dans un délai déterminé, Fiume à l'Italie; la Dalmatie aux Yougo-Slaves, moins Zara et Sebenico; l'une de ces deux villes à l'Italie et l'autre à la Société des Na-

tions; les îles dévolues comme dans la Convention de Londres; octroi réciproque de garanties spéciales et faculté réciproque d'option pour les populations; malheureusement, cette suggestion ne peut recevoir de suite.

C'est qu'aucune solution ayant pour base l'attribution, fût-ce conditionnelle et retardée, de Fiume à l'Italie, n'a la moindre chance de succès auprès de M. Wilson, qui s'en tient encore strictement, pour Fiume comme pour la Dalmatie et pour l'Istrie orientale, aux conclusions de son message public : le tout à la Yougo-Slavie. Entre ses dispositions et le projet Barrère, l'écart est trop sensible. Or toujours pas de solution possible sans M. Wilson. Il ne se prêterait pas à dégager sa propre responsabilité, en se tenant en dehors de la question adriatique et en laissant aux trois autres le soin de la résoudre à leur gré. Donc aucune autre alternative que de s'accommoder avec lui ou de s'exposer à une rupture avec lui : et ce risque-là, l'Italie moins que toute autre peut le courir.

Les services mêmes que M. Clemenceau peut rendre à notre alliée latine sont limités par l'irritation de M. Wilson contre elle et par la prudence de M. Lloyd George. C'est sans excessif regret que le président Wilson a vu la délégation italienne s'éloigner de l'*Edouard-VII*, et, ne l'y verrait-il pas revenir, qu'il s'en consolerait aisément. Les protestations soulevées par son message, les manifestations de Rome, les attaques de presse contre sa personne l'ont vivement mécontenté. Très attentif alors à ne pas se l'aliéner, M. Lloyd George ne se soucie nullement de prendre contre lui fait et cause pour l'Italie.

Pour motivée qu'elle ait été, la retraite momentanée des plénipotentiaires italiens n'a, au surplus, pas servi leur cause à Paris. Elle a laissé le champ libre à leurs adversaires, et, en paralysant le travail de la Conférence, gêné jusqu'à leurs amis.

Si elle se prolongeait, elle leur donnerait l'apparence d'assumer la responsabilité d'une rupture, et de chercher à faire pression sur leurs alliés français et anglais, en empêchant, par leur absence, la continuation et la conclusion des négociations de paix. Aussi est-elle déjà exploitée contre l'Italie pour pousser France et Angleterre à se considérer comme délicées des engagements de la déclaration de Londres : ce qui eût été d'ailleurs une félonie. Une argumentation sophistiquée, qui ne tient aucun compte du message public de M. Wilson, cause détermi-

nante de l'exode italien, tend à prouver que l'Italie s'est spontanément exclue de la Conférence et a relevé ses alliés de leurs engagements envers elle. M. Wilson tient rigueur à M. Poincaré de sa déclaration au journal *France-Italie!*

Le comte Bonin-Longare, ambassadeur d'Italie à Paris, et M. de Martino, secrétaire général de la délégation italienne, s'aperçoivent du tort que porte à leur pays la prolongation de l'absence de ses plénipotentiaires. Ils en avisent Rome. Interrogé par le premier, M. Clemenceau n'a pas caché l'intérêt de l'Italie à ce que ses délégués fussent présents à la remise du traité de paix aux Allemands et reprissent la conversation directe sur l'Adriatique. M. Lloyd George s'est exprimé dans le même sens avec le marquis Imperiali, ambassadeur d'Italie près le gouvernement anglais. Dans ces conditions, hâtant leur retour, MM. Orlando et Sonnino reprennent, le 5 mai, le chemin de Paris.

La presse n'a pas attendu ce moment pour traduire la déception et la rancœur des Italiens à notre égard. Leurs sentiments s'exhalent avec d'autant plus de violence que l'espoir les a plus longtemps maintenus dans l'expectative. Un mouvement général d'opinion se dessine contre nous. Critiques, récriminations, attaques pleuvent. Les journaux en sont remplis, les propos en abondent. Tout devient prétexte à grief : la réception des plénipotentiaires autrichiens à Saint-Germain, la diplomatie française à Vienne, le partage colonial anglo-français, etc. Une acrimonie a envahi les cerveaux, qui obscurcit le raisonnement, empêche d'apprécier à leur valeur les résultats concrets de la guerre, fait prendre en mauvaise part toute nouvelle arrivant de Paris, voir partout l'Italie sacrifiée, méconnue par des alliés ingrats, par la France surtout. Dans l'expression de cette injuste irritation, aucune mesure, et parfois l'excès le plus pénible.

Cette explosion n'est, dira-t-on, que le réveil inéluctable de tendances germanophiles ou d'antipathies francophobes, contenues par la discipline du temps de guerre et ranimées par le premier prétexte qui se soit offert. Alors comment expliquer que l'immense majorité du même peuple eût fait la révolution, en 1914, plutôt que d'entrer en guerre aux côtés des Empires centraux ; l'eût faite encore, en 1915, plutôt que de ne pas entrer en guerre à nos côtés ; nous ait porté aux nues aux moments les plus glorieux et les plus critiques de la lutte ; ait célébré le 14 juillet 1918 comme fête nationale italienne avec un enthousiasme

tel qu'il n'en a été constaté de pareil nulle part ailleurs?

Le contraste montre évidemment chez lui une surprenante facilité à passer d'un extrême à l'autre. Mais ce qui vient de le rejeter à l'extrême opposé, — ou peu s'en faut, — ce n'est pas une évolution spontanée et fatale; ce sont les péripéties du règlement adriatique.

V. — LE PROJET TARDIEU — LA CHUTE DU CABINET ORLANDO

La conversation reprend, à Paris, au point où l'avait suspendue le malencontreux message de M. Wilson. L'ambassadeur des États-Unis à Rome, M. Page, est parti sur les talons des ministres italiens, pour ouvrir les yeux de son président sur la gravité de la crise qui sévit dans les rapports interalliés. Des entretiens qu'il a eus au Crillon, il rapporte l'impression que M. Wilson sera irréductible sur son refus de Fiume aux Italiens. Tout au plus pourra-t-on l'amener à la soustraire aux Yougo-Slaves. L'impression est la même au quai d'Orsay et à l'Astoria, *Foreign Office* parisien de M. Lloyd George. C'est pourquoi la délégation française, interposant ses bons offices, s'en tient encore au principe précédemment admis par elle : Fiume ni aux Italiens, ni aux Yougo-Slaves, mais autonome, sous le contrôle de la Société des Nations. Un de nos délégués, M. Tardieu, prend l'affaire en mains et, allant de M. Orlando à M. Wilson, de M. Wilson à M. Trumbitch, met sur pied un projet, qui s'étend à toute la question adriatique et sur lequel la discussion est au moins possible.

En voici les bases : Fiume-ville, sans le faubourg slave de Sussak, formera avec la région située immédiatement à l'Ouest un petit État indépendant, placé sous la tutelle de la Société des Nations, limitrophe de l'Istrie italienne et englobant la voie ferrée qui se dirige vers Saint-Peter et Lubiana (Laybach); Zara et Sebenico seront placées sous la souveraineté de l'Italie, qui renoncera à toute autre partie de la côte dalmate et de son hinterland; les îles dalmates présentant un intérêt stratégique, soit Cherso, Lussina, Lissa et les îles extérieures qui lui sont voisines, seront dévolues à l'Italie; la Société des Nations donnera à l'Italie le mandat sur l'Albanie, où la Convention de Londres lui reconnaît déjà une situation spéciale et la possession de Vallona.

Des pourparlers officieux se poursuivent, en dehors des

séances de la Conférence et des colloques des quatre, d'après ces bases, sur lesquelles s'accuse une tendance à l'entente entre les parties jusqu'alors le moins d'accord, Italiens, Américains et Yougo-Slaves. A la fin de mai, le projet Tardieu semble en assez bonne voie pour qu'un grand quotidien, *le Temps*, en donne l'analyse et annonce comme imminente la solution du litige. Vain espoir ! Le jour même où a paru cette nouvelle, un entretien a lieu entre M. Wilson et les délégués yougo-slaves, à la suite duquel les chances d'entente sont dissipées, ou au moins fortement compromises. La délégation italienne a, en effet, mis à son assentiment de principe une série de conditions (1) portant sur des modalités d'application, et destinées à empêcher que l'italianité de Fiume-ville soit étouffée par l'adjonction à la cité d'une bande d'Istrie peuplée de Croates. Ces conditions n'ont pas été agréées par les Yougo-Slaves et, d'ailleurs, pas davantage par le Président des États-Unis : d'aucuns affirment même qu'il s'est montré moins conciliant qu'eux. Toujours est-il que le projet Tardieu s'en va désormais à la dérive. Et dans des discussions stériles se dérobe un accord qu'on a cru tenir.

Pendant ce temps a continué à flamber en Italie le bûcher où se brûle ce qui fut adoré. Dix jours après le départ pour Paris de la délégation, tombe l'anniversaire (24 mai) de l'entrée en guerre. M. d'Annunzio est venu à Rome pour la circonstance. Dès la place de la gare, il a commencé de parler et, bien qu'officier en activité de service et en uniforme, il a malmené le président du Conseil, coupable d'être retourné à la Conférence. Les jours suivants, on l'a vu au Capitole, déployant un drapeau tricolore, dans les plis duquel fut enveloppé un combattant tué à l'ennemi, jurant de l'arborer sur Fiume et sur Zara, et le voilant de crêpe jusqu'à ce que le glorieux emblème puisse y flotter. On l'a entendu à l'Augusteo exalter la participation de l'Italie à la victoire, pour flétrir aussitôt en termes indignés la noire ingratitude de ses alliées, décocher au passage des traits à M. Clemenceau et à M. Lloyd George et plus que des traits à M. Wilson. « Italiens, souvenons-nous-en ! » s'est-il écrié après

(1) Représentation diplomatique italienne de l'État libre de Fiume ; garnison militaire italienne, par assimilation à la garnison française du bassin de la Sarre ; composition du gouvernement par un délégué de Fiume-ville, un délégué de l'Italie, deux délégués de la Yougo-Slavie et des grandes Puissances ; autonomie municipale de Fiume-ville ; dans un délai déterminé, plébiscite sur le sort définitif de l'État libre, mais par commune, non en bloc.

chacun des versets de la litanie de griefs qu'il a défilée.

Pour ne nous occuper ici que de nous, le moment où M. d'Annunzio exhortait ses compatriotes à cultiver en eux-mêmes le souvenir de nos torts est précisément celui où, à Paris, nous interposions nos bons offices entre eux et leurs contradicteurs. Son appel à la rancune était donc, pour ce qui est de nous, aussi intempestif et injuste que ceux qu'il avait lancés auparavant, dans divers messages à la presse, où il avait évoqué les « Pâques véronaises, » qui sont un massacre de soldats français en 1797, et fait gronder à nos oreilles « le rugissement du lion de Saint-Marc. »

Cette frénésie reste heureusement son privilège. Ce qui ne l'est pas, c'est la conviction d'un déni de justice, qui se commet au détriment de l'Italie, et dont nous nous rendons complices, au moins en le tolérant. Cette conviction est fortifiée par une apologie passionnée de l'effort italien et de ses résultats, que personne ne conteste. On tend à persuader au peuple : « vous êtes les grands vainqueurs de la guerre, » pour qu'il conclue : « et les grands sacrifiés de la paix. » Le Gouvernement, privé de ses deux têtes, M. Orlando et M. Sonnino, et dirigé par un intérimaire, le ministre des Colonies, commence à être débordé.

La nouvelle du projet Tardieu détermine une détente et nous vaut un répit. Mais celle de son échec rend l'opinion italienne à un marasme. Et rien de ce qu'elle apprendra de Paris n'est propre à l'en tirer. La négociation adriatique est stationnaire et paraît arrivée au point mort. Désespérant d'y trouver une issue immédiate, la délégation italienne s'est résignée, faute de mieux, à temporiser et s'est rabattue sur la Convention de Londres, où elle se retranche envers les alliés français et anglais. « Nous sommes retranchés dans la Convention de Londres, » télégraphient aux journaux de Rome leurs correspondants de Paris. Le public se lasse avant les délégués du séjour dans cette tranchée. La position parlementaire de M. Orlando et de M. Sonnino est déjà très ébranlée, quand le Président du Conseil revient à Rome pour reprendre contact avec le Parlement. Son contact avec la Chambre est des plus malheureux : dès la première séance, après des déclarations vagues écoutées dans un froid silence, il est mis en minorité et démissionne (19 juin 1919).

XXX.

(A suivre.)

AU TEMPS DE L'INNOCENCE

CINQUIÈME PARTIE (1)

XXII

— Une réception en l'honneur des Blenker. — Les Blenker?

On déjeunait en famille ; Mr Welland déposa sa fourchette et jeta un regard inquiet du côté de sa femme. Celle-ci, ajustant son lorgnon d'or, lut avec une emphase ironique :

« Le professeur et Mrs Emerson Sillerton prient Mr et Mrs Welland de leur faire le plaisir de venir, le 25 août à 3 heures précises, à la réunion du Cercle des mercredis. Pour rencontrer Mrs et les Misses Blenker. »

— Mon Dieu ! soupira Mr Welland, comme si une seconde lecture eût été nécessaire pour lui faire admettre une idée aussi grotesque.

— Pauvre Amy Sillerton ! On ne sait jamais ce que son mari va inventer, ajouta Mrs Welland. Peut-être qu'il vient de découvrir les Blenker.

Le professeur Emerson Sillerton était une épine au flanc de la société de Newport, une épine dont on ne pouvait se débarrasser parce qu'elle sortait d'une souche vénérable et vénérée. Son père était oncle de Sillerton Jackson ; sa mère une Pennilow de Boston. Des deux côtés, la fortune et la situation sociale étaient excellentes. Rien n'avait obligé Emerson Sillerton à se faire archéologue, ni même professeur, ni à habiter Newport l'hiver au lieu d'avoir une maison à New-York. Et, s'il vou-

Copyright by Edith Wharton, 1921.

(1) Voyez la *Revue* des 15 novembre, 1er et 15 décembre 1920, 1er janvier 1921.

lait briser avec la tradition, pourquoi épouser la pauvre Amy Dagonet, qui était en droit d'espérer mieux, et qui avait assez de fortune personnelle pour s'offrir une voiture?

Personne dans le milieu des Mingott ne pouvait comprendre pourquoi Amy Sillerton s'était si patiemment soumise aux excentricités d'un mari qui remplissait la maison d'hommes aux cheveux longs et de femmes aux cheveux courts, et qui emmenait sa femme faire des fouilles dans le Yucatan au lieu d'aller à Paris ou en Italie.

Mais ils s'étaient, tous deux, entêtés dans leur insolite manière de vivre. Et quand, chaque année, ils donnaient leur morne garden party, il fallait bien que l'élégante colonie des « Falaises » y fît acte de présence.

— C'est étonnant, remarqua Mrs Welland, qu'ils n'aient pas choisi le jour des régates! Vous rappelez-vous qu'il y a deux ans, ils ont eu une réception en l'honneur d'un noir, le jour du thé dansant des Mingott? Heureusement, cette fois, il n'y a pas le même jour d'autre réunion; car il faut bien que nous allions chez eux, les uns ou les autres.

Mr Welland eut un soupir.

— Trois heures, c'est une heure impossible! Je dois être ici à trois heures et demie pour prendre mes gouttes. Inutile d'essayer le nouveau traitement de Bencomb si je ne le suis pas strictement. Et, si je vous rejoins plus tard, je manquerai ma promenade. Il déposa de nouveau sa fourchette, et une ombre d'anxiété assombrit ses joues plissées de petites rides.

— Il n'y a aucune raison pour que vous y alliez, mon ami, répondit sa femme. J'ai des cartes à mettre à l'autre bout de Bellevue Avenue, et j'irai chez cette pauvre Amy; j'y resterai le temps nécessaire pour lui montrer que nous ne la négligeons pas. — Elle regarda, en hésitant, du côté de sa fille. — Et si Newland est pris, May pourrait sortir en voiture avec vous et essayer le nouveau harnais des *cobs*.

C'était un principe dans la famille Welland que tous les jours et toutes les heures devaient être « occupées. » La mélancolique pensée qu'il fallait bien tuer le temps hantait Mrs Welland comme le problème des chômeurs angoisse le philanthrope.

— Je sortirai certainement avec papa; je suis sûre que Newland trouvera à s'occuper, dit May. C'était une constante

souffrance pour Mrs Welland que la répugnance d'Archer à faire d'avance le programme de ses journées.

Quand le jour de la réception des Sillerton approcha, May ne fut rassurée que lorsqu'Archer parla de louer un buggy pour aller à un haras près de Portsmouth, choisir un second cheval pour le coupé. Cette idée était née dans son esprit, le jour même où on avait parlé de l'invitation des Emerson Sillerton, mais il s'était gardé d'en rien dire. Il avait poussé la précaution jusqu'à louer par avance une paire de vieux trotteurs qui pouvaient encore faire leurs dix-huit milles, et, se levant de table avant les autres, il monta dans la légère voiture et partit.

La journée était délicieuse. Au-dessus de la mer miroitante, un léger vent du Nord faisait courir de petits nuages blancs dans un ciel outremer. Les rues étaient désertes; Archer traversa rapidement la ville et longea la plage qui s'étend au delà. Même en menant doucement ses chevaux, il arriverait au haras avant trois heures. Il aurait le temps d'examiner le cheval, de l'essayer même, et il jouirait ensuite de quatre heures de liberté.

Il ne s'avouait pas qu'il désirait revoir Mme Olenska : il croyait qu'elle profiterait probablement de l'occasion pour venir à Newport avec les Blenker voir sa grand'mère. Mais depuis qu'il l'avait aperçue dans le parc de Mrs Mingott, il était tourmenté du désir de connaître l'endroit où elle vivait. Ce désir le poursuivait, jour et nuit, indéfinissable, obsédant, comme l'idée fixe d'un malade qui veut manger d'une chose goûtée autrefois et depuis longtemps oubliée. Au delà de cette idée, il ne voyait rien, ne savait où elle le mènerait. Il ne sentait aucun désir de parler à Mme Olenska, ni même d'entendre sa voix. Il voulait simplement emporter en lui la vision du ciel et de la mer qui l'encadraient : alors le reste du monde lui paraîtrait peut-être moins vide.

Arrivé au haras, il vit tout de suite que le cheval ne lui convenait pas. A trois heures, il remonta dans le buggy et prit le chemin de traverse qui conduisait à Portsmouth.

Le vent était tombé et une vapeur légère, suspendue au-dessus de l'horizon, attendait le retour de la marée pour s'étendre sur l'estuaire. Tout autour de lui, une lumière d'or inondait les champs et les bois. Il passa devant ces maisons de bois entourées de vergers, devant des prés et des bouquets de

chênes rabougris, prit une route qui s'allongeait entre des haies bordées de ronces et de verges d'or, au bout de laquelle scintillait le bleu. A gauche se détachait sur un groupe de chênes et d'érables une longue maison délabrée qui portait encore des traces de peinture blanche.

En face de la barrière, se trouvait un de ces hangars de la Nouvelle-Angleterre destinés à abriter les machines agricoles du fermier et les attelages des visiteurs. Archer y attacha ses chevaux et se dirigea vers la maison. Il vit la petite pelouse négligée, le jardin de buis inculte, les dahlias et les buissons de roses roussis foisonnant autour d'un petit pavillon en treillage blanc. Un Cupidon de bois, privé de son arc et de ses flèches, surmontait le pavillon, et continuait, désarmé, à viser l'entrée du jardin.

Archer s'appuya contre la barrière. Il ne voyait personne, aucun son ne venait des fenêtres ouvertes de la maison. Seul un vieux terre-neuve sommeillait devant la porte, gardien aussi inoffensif que le Cupidon désarmé.

Longtemps Archer resta là, imprégnant ses yeux de cette maison, de ce jardin, dont il subissait le charme somnolent. Enfin, il prit conscience de l'heure qui s'avançait. Allait-il déjà s'en retourner? Il restait là, indécis. Tout à coup, il éprouva le désir de voir l'intérieur de la maison, les chambres où vivait Ellen. Si elle était absente, comme il le croyait, rien ne l'empêchait d'aller sonner à la porte; il pouvait se nommer, et demander la permission d'écrire un mot dans le salon. Puis il se ravisa et, traversant la pelouse, gagna le jardin. Dans le kiosque, il aperçut une ombrelle rose. Cette ombrelle l'attira comme un aimant. Ce ne pouvait être que celle d'Ellen! Il entra dans le kiosque, ramassa l'ombrelle, et, assis sur le banc boiteux, il porta à ses lèvres le joli manche sculpté. Tout à coup il entendit un froufrou de jupes : quelqu'un venait vers lui.

— Mr Archer! s'écria une voix jeune et gaie.

Levant les yeux, il vit devant lui la plus jeune et la plus plantureuse des demoiselles Blenker, les cheveux blonds en désordre, la robe chiffonnée.

— Mon Dieu, d'où sortez-vous? s'écria-t-elle. Je devais être profondément endormie dans le hamac. Ils sont tous à Newport. Avez-vous sonné?

La confusion d'Archer égalait celle de la jeune fille.

— Je... non... c'est-à-dire, j'allais sonner. J'ai poussé jusqu'ici dans l'espoir de trouver madame votre mère. Mais la maison m'a paru abandonnée, et je me suis assis pour attendre.

Miss Blenker, secouant les vapeurs du sommeil, le regarda avec un intérêt croissant.

— Oui; la maison est abandonnée. Maman n'est pas là, ni la marquise, ni personne autre que moi. Vous ne saviez donc pas que le Professeur et Mrs Sillerton donnent une réception pour maman et pour nous toutes aujourd'hui? J'ai la malchance de n'avoir pu y aller : j'ai mal à la gorge. Est-ce assez ennuyeux? Naturellement, ajouta-t-elle gaiement, j'aurais été moins contrariée si j'avais su que vous deviez venir.

Les symptômes d'une coquetterie gauche se manifestaient en elle, et Archer dit brusquement :

— Et Madame Olenska, est-elle allée à Newport aussi?

Miss Blenker le regarda avec surprise.

— Madame Olenska? Elle est partie ce matin, appelée par dépêche. — Et, avisant l'ombrelle rose :

— Oh! mon ombrelle! Je l'ai prêtée à cette sotte de Katie, qui l'aura laissée ici. — Reprenant son ombrelle, elle ouvrit le dôme rose au-dessus de sa tête. — Oui, Ellen a été appelée hier. Elle veut que nous l'appelions Ellen. Elle a reçu un télégramme de Boston. Son absence doit durer deux jours... J'adore la façon dont elle se coiffe. Et vous? jabota Miss Blenker.

Archer la regardait sans la voir, — sans rien voir que l'ombrelle ridicule ouverte sur cette grosse tête agitée. Après un moment, il hasarda : — Vous ne savez pas pourquoi Madame Olenska est allée à Boston? J'espère qu'elle n'a pas reçu de mauvaises nouvelles.

— Je ne crois pas. Elle ne nous a pas dit ce que contenait la dépêche... Ravissante, cette Ellen, ne trouvez-vous pas?

Archer songeait. Il songeait à la platitude de l'avenir qui l'attendait et, au bout de cette perspective monotone, il apercevait sa propre image, l'image d'un homme à qui il n'arriverait jamais rien. Il regarda le jardin inculte, la maison délabrée, le bois de chênes qui s'emplissait d'ombre. C'était bien l'endroit où il aurait dû trouver la comtesse Olenska, mais elle était loin! L'ombrelle rose même n'était pas la sienne.

Il dit en hésitant :

— Vous ne savez pas à quel hôtel votre cousine est descen-

due?... Je dois aller à Boston demain. Peut-être pourrai-je la voir...

— Ce sera très aimable à vous. Elle est descendue à l'hôtel Parker. Ce doit être terrible par cette chaleur.

Archer n'eut plus qu'une conscience vague des propos qu'ils échangèrent encore. Il se rappela seulement avoir résisté aux instances de la jeune fille, qui le priait d'attendre le retour de sa famille et de rester à souper avec eux. Enfin, toujours accompagné de Miss Blenker, il quitta le domaine du Cupidon de bois, détacha ses chevaux et s'en alla. Au détour de la route, il vit Miss Blenker debout près de la grille, qui agitait l'ombrelle rose.

XXIII

Le lendemain matin, Archer, au sortir du train, se trouva dans la bouilloire d'un Boston caniculaire. Les rues aux alentours de la gare exhalaient une odeur de fruits pourris, de bière et de café. La populace, dans le débraillement d'été, y circulait avec l'abandon de citadins vaincus par la chaleur.

Archer se fit conduire au Somerset Club pour y prendre son petit déjeuner. Même les quartiers élégants avaient la négligence accablée d'une grande ville qui cuve ses 40° de chaleur; le jardin du Common, sous ses lourds ombrages, ressemblait à un jardin public au lendemain d'une fête populaire. Si Archer s'était efforcé d'évoquer autour d'Ellen Olenska le cadre le plus improbable, il n'en aurait pas trouvé de plus contraire à son image que ce Boston poussiéreux et désert.

Il déjeuna avec appétit et méthode, en parcourant le journal du matin. Un renouveau d'énergie l'animait depuis que, la veille au soir, il avait prévenu May que des affaires l'appelaient à Boston, et que le lendemain soir il regagnerait New-York.

Après le déjeuner, il écrivit un mot et le fit porter à l'hôtel Parker. Il lui fut répondu que cette dame était sortie.

Archer répéta : « Sortie? » comme si c'était un mot d'une langue inconnue. Il se leva et alla dans le hall. Ce devait être une erreur : elle ne pouvait pas être sortie à cette heure matinale.

La ville lui était devenue soudain étrangère et dépeuplée. Il décida de se rendre lui-même à l'hôtel Parker. Au moment de traverser le Common, quelle ne fut pas sa surprise de l'apercevoir, assise sur le premier banc, la tête ombragée sous

une ombrelle grise. Comment avait-il jamais pu se la représenter avec une ombrelle rose? A mesure qu'il approchait, il fut frappé de son attitude lasse, indifférente. Il vit son profil incliné, les cheveux noués bas sur la nuque, sous le chapeau noir, et le long gant ridé sur le bras qui tenait l'ombrelle. Il était à deux pas d'elle quand elle se retourna, levant les yeux vers lui.

— Vous! dit-elle, et Archer lui vit une expression de saisissement qui, lentement, se changea en sourire.

Sans se lever, elle lui fit place sur le banc.

— Je suis ici pour affaires. Je viens d'arriver, expliqua-t-il. Mais vous? Comment vous trouvez-vous dans ce désert?

Il ne savait vraiment ce qu'il disait, il avait le sentiment de lui parler à travers des distances infinies, et qu'elle lui échapperait avant qu'il eût pu la rejoindre.

— Moi? Je suis venue aussi pour affaires, répondit-elle, se retournant vers lui : leurs deux visages étaient proches.

Les mots lui parvenaient à peine, il n'entendait que la voix, dont il avait peine à retrouver le timbre. Il ne se rappelait même pas que cette voix fût si profonde, et voilée par instants.

— Vous avez changé votre coiffure, dit-il brusquement, et son cœur battait comme s'il venait de prononcer des paroles définitives.

— Mais non. C'est seulement que j'arrange mes cheveux moi-même en l'absence de Nastasia.

— Nastasia? Elle n'est pas avec vous?

— Non, je suis seule. Pour deux jours, ce n'était pas la peine de l'amener.

— Vous êtes seule à l'hôtel?

Elle le regarda avec son sourire malicieux d'autrefois :

— Cela vous paraît compromettant?... Je comprends : c'est quelque chose qui ne se fait pas... Je n'y avais pas pensé... Car je viens de faire une chose qui se fait encore moins. — La légère nuance d'ironie persistait dans son regard. — Je viens de refuser une somme d'argent qui pourtant m'appartenait.

De la pointe de son ombrelle, qu'elle avait fermée, elle traçait songeuse des dessins sur le sable. Archer se leva, et, debout devant elle :

— Quelqu'un est venu à Boston pour vous rencontrer?

— Oui.

— Avec cette offre ?

— Oui.

— Et vous avez refusé à cause des conditions ?

— J'ai refusé.

Il se rassit à côté d'elle :

— Quelles étaient les conditions ?

— Elles n'étaient pas bien onéreuses : m'asseoir en face de lui à table, de temps à autre.

Il y eut un silence. Archer se sentit subitement muré dans le noir, dans l'impossibilité de trouver une parole.

— Il veut vous ravoir à n'importe quel prix ? dit-il enfin.

— A un prix considérable... Du moins, pour moi la somme est considérable.

— Vous êtes venue ici pour le rencontrer ?

— Le rencontrer ? Lui, mon mari ? Dans cette saison, il est toujours à Cowes ou à Bade.

— Il a envoyé quelqu'un ?

— Oui.

— Avec une lettre ?

— Chargé d'un message... Il n'écrit jamais ; hors une lettre que j'ai reçue de lui, je ne me souviens pas qu'il m'en ait écrit aucune autre.

Cette allusion fit monter le sang à ses joues, pendant qu'Archer, de son côté, rougissait aussi.

— Pourquoi n'écrit-il jamais ?

— Pourquoi écrirait-il ? A quoi servent les secrétaires ?

Elle avait prononcé le mot comme n'ayant pas plus d'importance qu'un autre.

La question montait aux lèvres d'Archer : « Est-ce son secrétaire qu'il a envoyé ? » mais le souvenir de la seule lettre du comte Olenski à sa femme lui était trop présent. Il hasarda :

— Et le messager...

— Le messager, reprit Mme Olenska, toujours souriante, aurait pu déjà repartir ; mais il a voulu rester jusqu'à ce soir, afin de me donner le temps de réfléchir...

— Et vous étiez en train de réfléchir ?

— Non, car mon parti est pris. Je suis sortie pour respirer. On étouffe à l'hôtel. Je repars cet après-midi pour Portsmouth.

Archer se leva, jeta un regard sur ce parc où l'été suffocant mettait comme une souillure.

— Cet endroit est horrible ! Pourquoi n'allons-nous pas sur la baie ? La brise s'est levée, nous aurons moins chaud. Nous pourrions prendre le bateau jusqu'à Point-Arley.

Elle hésitait ; il continua :

— Le lundi, il n'y aura pour ainsi dire personne sur le bateau. Mon train ne part pas avant le soir : je retourne à New-York. Qui nous empêche ? insista-t-il ; et debout, il la regardait. Brusquement, ces mots lui échappèrent : — N'avons-nous pas fait tout ce que nous avons pu ?

— Ne dites pas cela !

— Je dirai ce que vous voudrez. Je ne dirai rien, si vous l'ordonnez. Quel mal y aurait-il à cette promenade ? Tout ce que je veux, c'est vous entendre, dit-il d'une voix mal assurée.

Elle tira une petite montre d'or attachée à une chaîne émaillée.

— Ne mesurez pas les minutes, s'écria-t-il, soyez généreuse, donnez-moi une journée. Je veux vous arracher à cet homme... A quelle heure doit-il venir ?

— A onze heures.

— Alors, venez tout de suite.

— Vous n'avez rien à craindre, même si je ne viens pas.

— Ni vous non plus... si vous venez. Je vous jure que je veux seulement vous écouter, savoir ce que vous avez fait depuis que je vous ai vue.

Une anxiété dans le regard, elle hésitait encore.

— Pourquoi n'êtes-vous pas venu jusqu'à la plage me chercher, le jour où j'étais chez ma grand'mère ? demanda-t-elle.

— Parce que vous ne vous êtes pas retournée. Parce que vous n'avez pas senti que j'étais là. Je m'étais juré de ne vous parler que si vous vous retourniez.

— Mais c'est exprès que je ne me suis pas retournée.

— Vous saviez que j'étais là ?

— Je le savais. J'avais reconnu la voiture de May. Et je suis descendue sur la plage.

— Pour vous éloigner de moi le plus possible ?

Elle répéta à voix basse :

— Pour m'éloigner de vous le plus possible.

Il répondit, avec un rire jeune et joyeux cette fois :

— Eh bien ! vous voyez que c'était inutile ! J'aime mieux vous dire tout de suite que, si je suis venu à Boston, c'est uni-

quement pour vous voir. Mais partons, ne manquons pas notre bateau.

— Notre bateau? — Un pli barra le front de la jeune femme : — Il faut que je rentre à l'hôtel pour laisser un mot.

— Tous les mots que vous voudrez. Vous pouvez écrire ici. Il tira de sa poche un portefeuille et une des nouvelles plumes dites « stylographes. » J'ai même une enveloppe... vous voyez que le destin s'en mêle. Tenez, vous pourrez écrire sur vos genoux ; je vais mettre la plume en marche en une seconde...

Elle rit, et penchée, commença d'écrire. Archer s'éloigna. Radieux, il regardait les passants sans les voir. Ceux-ci se retournaient à la vue insolite d'une dame élégante qui écrivait sur ses genoux, sur un banc du Common.

Mme Olenska glissa la feuille de papier dans l'enveloppe, puis elle se leva. Ils se dirigèrent vers Beacon Street, firent signe à un fiacre, se firent conduire à l'hôtel. Devant la porte, Archer tendit la main comme pour prendre la lettre :

« Dois-je la porter? » dit-il. Mais Mme Olenska secoua la tête, s'élança hors de la voiture et disparut. Il n'était que dix heures et demie ; mais le messager, impatient et désœuvré, ne pouvait-il déjà être là, parmi tous ceux qu'Archer entrevoyait dans le hall, attablés devant des boissons rafraîchissantes?

Il attendit, faisant les cent pas. Un jeune Sicilien dont les yeux ressemblaient à ceux de Nastasia voulut cirer ses chaussures, et une Irlandaise lui vendre des pêches. A tout moment, les portes s'ouvraient, des malheureux fondant en eau, le chapeau rejeté en arrière sur les fronts ruisselants, sortaient ou s'engouffraient, lui jetant un regard au passage. Et lui les regardait avec une sorte de stupeur, tous pareils, et pareils aussi à tant d'autres hommes ruisselants qui, à la même heure, sur tout le territoire, passaient aux portes battantes des hôtels.

Soudain un nouveau visage fit sursauter Archer. Il ne fit que l'entrevoir. C'était un jeune homme pâle, lui aussi abattu par la chaleur, mais avec quelque chose de plus vif, de plus personnel, de plus sensible que les autres? Un brusque souvenir s'éveilla dans l'esprit d'Archer, mais s'effaça et disparut. Sans doute, c'était un étranger, égaré ici dans le flot bostonien. Mme Olenska ne revenait pas; il s'inquiétait. « Si elle ne vient pas bientôt, j'irai la chercher, » se dit-il. Les portes s'ouvrirent

de nouveau et elle se trouva à ses côtés. Ils montèrent en voiture; Archer regarda sa montre : elle avait été absente trois minutes.

Assis côte à côte sur le banc d'un bateau qui ne transportait que de rares voyageurs, ils ne trouvèrent rien à se dire; ou plutôt, ce qu'ils avaient à se dire se communiquait mieux dans le silence.

Quand les roues du vapeur commencèrent à tourner, que les quais et les entrepôts reculèrent dans le brouillard d'été, il sembla à Archer que tout le vieux monde familier reculait aussi. Il aurait voulu demander à Mme Olenska si elle partageait cette impression, l'impression qu'ils partaient pour un long voyage, dont peut-être ils ne reviendraient jamais. Mais il craignait en parlant de troubler l'eau dormante de sa confiance. A la vérité, il ne voulait pas trahir cette confiance... Pendant des jours et des nuits, la mémoire de leur unique baiser avait brûlé ses lèvres, et la veille encore, quand il se dirigeait vers Portsmouth, le souvenir d'Ellen le traversait comme une flamme ; mais, maintenant qu'elle était là et que tous deux se laissaient ainsi porter au courant de l'inconnu, ils semblaient avoir atteint cette mystérieuse et intime communication que la moindre parole peut rompre.

Quand le bateau tourna vers la mer, ils sentirent le souffle de la brise. De molles ondulations ridèrent la baie, puis l'écume parut à la crête des vagues. De lourdes vapeurs couvraient encore la ville, mais au delà s'étendait un monde nouveau d'eaux remuantes, de promontoires dressant leurs phares sous le soleil. Mme Olenska, appuyée au rebord du bateau, buvait la fraîcheur par ses lèvres entr'ouvertes. Elle avait roulé un grand voile autour de son chapeau, mais le visage restait découvert, et Archer fut frappé par son expression de tranquille gaieté.

Dans la salle à manger du petit hôtel, ils trouvèrent une bande en innocente partie de plaisir : des instituteurs et maîtresses d'école en congé, leur dit l'hôtelier.

— Impossible de causer dans tout ce bruit, dit Archer. Je vais demander une petite salle où nous serons seuls.

Mme Olenska ne fit pas d'objection. La pièce où ils entrèrent s'ouvrait sur une longue véranda de bois, que venait battre la mer : ils s'assirent à une table couverte d'une grosse nappe à carreaux rouges sur laquelle étaient posés un flacon de pickles

et une tarte aux myrtilles. Jamais cabinet particulier moins équivoque n'avait abrité une promenade clandestine. Archer crut saisir cette impression dans le sourire légèrement amusé de Mme Olenska.

XXIV

Ils déjeunèrent lentement, avec des alternances de mutisme et de causerie fiévreuse. L'enchantement qui les avait tenus éloignés se brisait enfin : ils avaient beaucoup à se dire, et pourtant les paroles qu'ils prononçaient n'étaient souvent que l'accompagnement d'un merveilleux solo de silence. Penchée sur la table, le menton appuyé sur ses mains jointes, Ellen contait sa vie depuis qu'ils ne s'étaient pas vus.

Elle s'était fatiguée de la société de New-York, très aimable, d'une hospitalité presque gênante. Elle n'oublierait jamais l'accueil qu'elle avait reçu à son retour d'Europe; mais l'attrait de la nouveauté passé, elle s'était reconnue, disait-elle, trop « autre. » Aussi, elle s'était décidée à essayer de Washington, où elle trouvait une plus grande diversité de monde et d'idées. Elle était sur le point de s'y installer; elle y ferait un intérieur à la pauvre Medora, qui avait lassé la patience de toute sa famille.

— Mais le Docteur Carver? Vous n'avez pas peur de lui ?

— Le danger Carver est passé. Le Docteur Carver est un homme très fort : c'est une femme riche qu'il lui faut. Mais Medora, comme adepte, est pour lui une bonne réclame.

— Adepte de quoi?

— De toutes sortes d'idées sociales, aussi nouvelles que folles. Et pourtant, au fond, ces chimères m'intéressent plus que l'aveugle obéissance à la tradition qui sévit dans notre milieu. Et quelle tradition? Celle des autres. C'est un peu bête d'avoir découvert l'Amérique pour en faire la copie des autres pays!

Le front du jeune homme s'assombrit.

— Et Beaufort? Est-ce que vous dites ces choses-là à Beaufort? demanda-t-il brusquement.

— Certes, et il les comprend très bien. Mais je ne l'ai pas vu depuis longtemps.

— C'est ce que je vous ai toujours dit : vous ne nous aimez pas. Beaufort vous plaît parce qu'il nous ressemble si peu.

Il parcourut des yeux la chambre nue, dont les fenêtres

ouvraient sur la plage nue, et les maisonnettes d'un blanc de chaux qui s'alignaient sur la côte.

— Chez nous il n'y a ni personnalité, ni caractère, ni variété. Nous sommes ennuyeux à mourir. Je ne sais pas, fit-il subitement, pourquoi vous ne retournez pas là-bas.

Il s'attendait à une riposte indignée ; mais la jeune femme garda le silence et parut réfléchir.

— Pourquoi ? prononça-t-elle enfin. Je crois que c'est à cause de vous.

Elle n'aurait pu faire cet aveu avec moins de passion, d'un ton moins propre à flatter une vanité d'homme. Archer rougit jusqu'aux tempes, ne fit pas un mouvement et n'osa pas répondre.

— Du moins, continua-t-elle, c'est vous qui m'avez fait comprendre que, sous l'ennui et l'uniformité de cette vie, se cachent des choses si belles, si nuancées, si délicates, que même celles à quoi je tenais le plus dans mon ancienne vie semblent médiocres en comparaison. Comment dire ?... Je n'avais jamais compris jusqu'alors que les plaisirs les plus raffinés s'achètent souvent au prix de la cruauté, de la bassesse... Je veux, continua-t-elle, être parfaitement loyale avec vous et avec moi-même. Longtemps j'ai espéré l'occasion de vous dire quelle sorte de secours vous m'avez apporté, ce que vous avez fait de moi.

Archer l'interrompit avec un rire amer. — Et vous ? Qu'est-ce que vous croyez avoir fait de moi ?... Oui, de moi, car je suis votre œuvre bien plus que vous n'avez jamais été la mienne. Je suis l'homme qui a épousé une certaine femme parce qu'une autre lui a ordonné de le faire.

A la pâleur d'Ellen succéda une rougeur fugitive.

— Je croyais... vous aviez promis... vous ne deviez pas me dire aujourd'hui de ces choses.

— Ah ! que cela est bien d'une femme ! Aucune de vous ne veut regarder jusqu'au fond d'une mauvaise affaire.

Elle baissa la voix.

— Est-ce que votre mariage est une mauvaise affaire... pour May ?

Debout contre la fenêtre, il tapotait la vitre. Il sentait dans toutes ses fibres la tendresse anxieuse qu'elle avait mise dans ce nom de May.

— Car c'est cela qui importe. N'est-ce pas vous qui m'en avez convaincue? insista-t-elle doucement.

— Moi? répéta-t-il, ses yeux fixés sur la mer.

— Mais oui, — et, suivant sa pensée avec effort : — Si notre sacrifice est inutile, si cela ne sert à rien, tout ce que je suis revenue chercher chez nous, tout ce qui m'avait fait paraître, par contraste, mon passé si vide, si misérable, tout cela ne serait qu'un rêve...

— Et dans ce cas, il n'y a aucune raison pour que vous ne repartiez pas?...

Les yeux d'Ellen s'attachèrent sur lui avec angoisse :

— Est-ce que vraiment il n'y a aucune raison?

— Aucune, si vous avez joué votre va-tout sur le succès de mon mariage. Car mon mariage est manqué.

Elle ne répondit pas, et il continua :

— Vous m'avez, la première, fait entrevoir ce que serait une vraie vie, et en même temps vous me demandiez d'en continuer une qui n'est qu'un mensonge. Cela passe l'endurance humaine.

— Ne dites pas cela, puisque cette vie, je l'endure! s'écria-t-elle.

Ses bras étaient retombés sur la table; elle restait là, le visage exposé au regard du jeune homme, comme dans l'abandon d'un péril désespéré. Ce visage, à ce moment, semblait révéler toute son âme. Archer restait muet, confondu de ce qu'il comprenait tout à coup.

— Vous aussi? Oh! vous aussi? balbutia-t-il.

Les larmes débordèrent des paupières d'Ellen et roulèrent lentement le long de ses joues.

Ni l'un ni l'autre ne fit un mouvement. Archer se sentait étrangement indifférent à la présence physique de la jeune femme : il n'en aurait presque pas eu conscience, si une de ses mains n'avait attiré son regard, la même main sur laquelle, un soir, pour les détourner du visage d'Ellen, il avait fixé ses yeux dans la petite maison de la Vingt-troisième rue. Il avait connu l'amour qui se nourrit de caresses; mais cette passion grandie au plus intime de lui-même, l'élevait au-dessus du désir. Sa seule terreur était de faire un geste qui dispersât le son des paroles d'Ellen... Mais bientôt une sorte de désespoir l'envahit : ainsi ils étaient là, ensemble, tout près l'un de l'autre, et pourtant chacun d'eux restait rivé à sa destinée

propre ; ils auraient aussi bien pu avoir entre eux la moitié du monde.

— Tout est inutile, puisque vous repartirez, s'écria-t-il.

Elle restait immobile, les paupières baissées :

— Je ne partirai pas maintenant, murmura-t-elle.

— Pas maintenant, mais un jour... Un jour que vous prévoyez déjà ?

Elle leva sur lui des yeux clairs.

— Je vous le promets, je ne partirai pas tant que vous aurez du courage, tant que nous pourrons nous regarder en face loyalement, comme aujourd'hui.

Il retomba sur sa chaise.

— Quelle vie pour vous ! gémit-il.

— Faudra qu'elle fasse partie de la vôtre ?...

— Et la mienne aussi fera partie de la vôtre...

Elle fit signe que oui.

— Et ce doit être tout... — pour l'un et pour l'autre ?

— Ce sera tout, n'est-ce pas ?

Maintenant ils avaient tout dit. Il se dressa, oubliant son angoisse, ne voyant plus que la douceur infinie de ce visage. Elle se leva aussi, non pour aller au-devant de lui ni pour le fuir, mais tranquille, calme comme si le plus dur de sa tâche était accompli, et qu'elle n'eût plus qu'à attendre : si tranquille, que tandis qu'il s'avançait vers elle, ses mains ouvertes semblaient le guider au lieu de l'écarter. Leurs mains se joignirent, et les bras tendus d'Ellen le tinrent assez éloigné pour qu'il pût lire tout ce qu'exprimait ce visage.

Se tinrent-ils ainsi longtemps ? Le temps pour Ellen de communiquer tout ce qu'elle avait à dire, et pour lui de sentir qu'une seule chose importait : ne rien hasarder qui pût faire de cette rencontre la dernière. Il devait confier leur avenir à Ellen, sans rien lui demander d'autre que de le garder serré dans ses mains closes.

— Je ne veux pas, je ne veux pas que vous souffriez, dit-elle avec un sanglot dans la voix en retirant ses mains.

Et lui suppliait :

— Vous ne partirez pas ? Vous ne partirez pas ?

— Je ne partirai pas, dit-elle.

Cependant la bande des jeunes professeurs quittait la table, prenait ses chapeaux, se mettait en branle pour le quai. Le

vapeur blanc attendait devant l'embarcadère, et, au-dessus des eaux lumineuses, Boston émergeait dans la brume.

XXV

Quand il se trouva sur le bateau, parmi les autres touristes, Archer se sentit pénétré d'un calme qui lui apportait à la fois de l'étonnement et de la force. Et pourtant, il n'avait pas même frôlé de ses lèvres la main de Mme Olenska, ni obtenu d'elle un mot de promesse. C'était le résultat de l'équilibre parfait que Mme Olenska avait su établir entre ce qu'ils devaient de loyauté aux autres et de franchise à eux-mêmes. Cet équilibre, elle l'avait trouvé non dans un adroit calcul mais dans la sincérité invincible qu'avaient révélée ses larmes et ses hésitations. Maintenant que le danger était passé, Archer se sentait rempli d'une sorte de crainte rétrospective, et remerciait le sort que nulle vanité masculine, nul désir de jouer un rôle, ne l'eût induit dans la tentation de la tenter elle-même. Après le serrement de mains avec lequel ils s'étaient séparés à la gare, Archer s'était éloigné seul, avec le sentiment qu'il venait de sauver plus d'amour qu'il n'en avait sacrifié.

Il rentra au cercle, s'assit seul dans le salon de lecture, revivant chaque seconde de ces heures passées avec elle. Il voyait de plus en plus clairement que si elle se décidait à rejoindre son mari, ce ne serait pas pour retrouver les avantages de sa vie passée, même aux nouvelles conditions qui lui étaient offertes. Non; elle ne repartirait que si elle se sentait devenir une tentation pour Archer, la tentation de tomber de cette altitude que tous deux avaient voulu atteindre. Elle resterait près de lui aussi longtemps qu'il ne la presserait pas sur la voie du danger, et il dépendrait de lui de la garder ainsi sauve, mais intangible.

Dans le train, ces pensées l'occupaient encore, l'enveloppaient dans une sorte de nuage. Il était toujours dans cet état d'absorption quand il s'éveilla le lendemain matin du sommeil agité du sleeping, dans la suffocation d'une journée de septembre à New-York. Tandis que passait sur le quai le flot des visages flétris de chaleur, tout à coup une figure lui apparut distincte, s'approcha, s'imposa. C'était, il le reconnut, ce même visage de jeune homme qu'il avait vu la veille, sortant de

l'hôtel Parker, et dont il avait remarqué le type particulier.

La même impression le saisit à nouveau, s'accompagnant d'un obscur réveil d'anciens souvenirs, lorsque le jeune homme, s'avançant vers Archer, leva son chapeau et dit en anglais :

— Il me semble que nous nous sommes rencontrés à Londres, Monsieur?

— Mais oui, je me souviens, répondit Archer, en lui serrant cordialement la main. Alors, vous êtes venu malgré tout, continua-t-il, en reconnaissant avec curiosité le visage intelligent du petit précepteur avec qui il avait dîné chez Mrs Carfry.

— Je suis venu, dit M. Rivière, avec un sourire nerveux, mais pas pour longtemps. Je repars après-demain.

Comme Archer le priait à déjeuner, il lui demanda seulement à Archer la permission d'aller le voir dans la journée. Archer fixa une heure, et griffonna son adresse.

M. Rivière fut exact au rendez-vous. Ce fut lui qui, avant même d'accepter un siège, ouvrit brusquement l'entretien :

— Je crois vous avoir vu, monsieur, hier à Boston.

Archer allait formuler un mot d'assentiment quand les paroles furent arrêtées sur ses lèvres par quelque chose de mystérieux et cependant de significatif dans le regard insistant de son visiteur.

— C'est étrange, continua M. Rivière, que nous nous soyons rencontrés dans les circonstances où je me trouve.

— Quelles circonstances? interrogea Archer, en se demandant si le précepteur avait besoin d'argent.

M. Rivière persistait à scruter Archer de ses yeux interrogateurs.

— Je suis venu, non pour chercher un emploi, comme je l'avais envisagé lors de notre conversation à Londres, mais pour une mission particulière.

— Ah! s'écria Archer. En un éclair, les deux rencontres, celle de Boston devant l'hôtel, celle de ce matin à la gare, s'étaient liées dans son esprit; il s'arrêta pour considérer la situation qui se révélait soudain. M. Rivière, lui aussi, restait silencieux.

— Une mission particulière, répéta enfin Archer. Sa voix résonnait sèchement; il se sentit maîtrisé par un mouvement de jalousie et de défiance. Tous les doutes suggérés par le dossier de la comtesse Olenska, et toujours refoulés, s'éveillaient en lui. Il fit un effort pour prier M. Rivière de s'asseoir.

— C'est à propos de cette mission que vous vouliez me consulter? demanda Archer.

M. Rivière baissa la tête :

— Je voudrais, si vous le permettez, vous parler de la comtesse Olenska.

Archer savait depuis quelques instants que ce nom allait venir, mais quand il vint, le sang lui monta aux tempes comme s'il avait été frappé par une branche rebondissant dans un fourré.

— Et dans l'intérêt de qui faites-vous cette démarche?

M. Rivière répondit hardiment :

— Je pourrais dire dans son intérêt à elle, si ce n'était manquer aux convenances. Disons plutôt : dans l'intérêt de la simple justice.

Archer le regarda d'un air ironique.

— En d'autres termes, c'est vous qui êtes le messager du comte Olenski?

Le visage bistré de M. Rivière se colora à son tour.

— Pas vis à vis de vous, monsieur. Si je viens vous voir, c'est en me plaçant sur un tout autre terrain.

— Je ne vous comprends pas. Êtes-vous, oui ou non, un mandataire?

Le jeune homme réfléchit.

— Ma mission est terminée. En ce qui concerne Mme Olenska, elle a échoué.

— Je n'y peux rien, reprit Archer, sur le même ton d'ironie.

— Non, mais vous pouvez...

M. Rivière s'arrêta, examina la doublure de son chapeau, qu'il tournait dans ses mains gantées; puis, levant les yeux vers Archer, il reprit : — Vous pouvez, monsieur, j'en suis convaincu, user de votre influence pour qu'elle échoue de même auprès de la famille de Mme Olenska.

Archer repoussa sa chaise, se leva d'un bond.

— C'est bien ce que j'ai l'intention de faire! s'écria-t-il. Il regardait de haut en bas, avec courroux, le petit Français qui s'était levé aussi.

M. Rivière pâlit.

— Comment, éclata Archer, avez-vous pu croire, puisque vous paraissez vous adresser à moi comme parent de Mme Olenska, que je me placerais à un autre point de vue que celui de sa famille?

M. Rivière le regarda avec angoisse :

— Seriez-vous donc d'accord avec la famille pour penser, qu'en face des nouvelles propositions qui lui sont faites, il est presque impossible à Mme Olenska de ne pas retourner chez son mari?

— Que voulez-vous dire? s'écria Archer.

— Avant de voir Mme Olenska, avant d'aller à Boston, j'ai eu, — sur la demande du comte Olenski, — plusieurs entretiens avec Mr Lovell Mingott. Je crois comprendre qu'il représente l'opinion de sa mère, et que Mrs Manson Mingott exerce une grande influence sur sa famille.

Archer se taisait, dans la stupeur de découvrir que de telles négociations avaient eu lieu sans qu'il en eût seulement été averti. Il comprit que la famille avait cessé de le consulter, avertie par quelque profond instinct de clan qu'il ne la suivrait plus. Il se rappela la remarque de May, le soir de la fête du tir à l'arc : « Peut-être, après tout, Ellen serait-elle plus heureuse avec son mari. » Il se souvint de sa riposte indignée. Il se rendit compte aussi que, depuis lors, sa femme n'avait plus prononcé devant lui le nom de Mme Olenska. L'allusion de May n'avait été sans doute que le brin de paille levé pour voir d'où vient le vent. Le résultat avait été communiqué à la famille, et Archer tacitement exclu de leurs conseils. Il admirait la discipline de tribu qui soumettait May à cette décision. Elle trouvait probablement, avec sa famille, que Mme Olenska aurait une meilleure situation comme femme malheureuse que comme femme séparée, et qu'il était inutile de discuter le cas avec Newland, qui mettait parfois en doute les vérités les plus évidentes.

— Est-il possible, reprit M. Rivière, que vous ne sachiez pas que la famille se demande si elle a le droit de conseiller à la comtesse Olenska le refus des dernières propositions de son mari?

— Celles que vous avez apportées?

— Celles que j'ai apportées.

Archer fut sur le point de répondre que ce qu'il pouvait savoir ou ne pas savoir ne regardait en rien M. Rivière; mais l'attitude du jeune homme lui en imposait, et il répondit à la question par une autre.

— Quel est votre but en venant me parler de tout ceci?

La réponse ne se fit pas attendre.

— Je viens vous prier, monsieur, vous prier avec toute la force dont je suis capable, de ne pas laisser la comtesse Olenska retourner auprès de son mari.

Archer le regarda avec un étonnement croissant.

— Puis-je vous demander, dit-il enfin, si c'est dans ce sens que vous avez parlé à Mme Olenska?

M. Rivière rougit, mais ses yeux ne se baissèrent point.

— J'ai accepté ma mission de bonne foi. Je croyais vraiment, pour des raisons dont il est inutile que je vous importune, qu'il valait mieux pour Mme Olenska retrouver la situation, la fortune et les conditions sociales que la position de son mari lui assure.

— Évidemment; sinon, vous auriez difficilement accepté une pareille mission.

— Je ne l'aurais pas acceptée.

— Alors?

Durant un silence, leurs regards se croisèrent, cherchant à se pénétrer.

— Ah! monsieur, après l'avoir vue, après l'avoir écoutée, j'ai compris qu'elle était mieux ici. J'ai rempli ma mission loyalement. J'ai développé les arguments du comte. J'ai communiqué ses offres, sans y ajouter aucun commentaire personnel. La comtesse a bien voulu m'écouter patiemment : elle a poussé la bonté jusqu'à me recevoir deux fois; elle a étudié impartialement tout ce que j'étais venu lui dire. Et c'est au cours de ces deux conversations que j'ai changé d'avis, et que les choses me sont apparues sous un autre jour.

— Puis-je vous demander à quoi est dû ce revirement?

— Au changement que j'ai constaté en elle.

— Vous connaissiez donc déjà la comtesse?

Le visage du jeune homme se colora à nouveau.

— Je la voyais chez son mari. Je connais le comte Olenski depuis plusieurs années. Vous comprenez qu'il n'aurait pu charger un étranger d'une pareille mission.

— Et de quel genre est ce changement que vous avez constaté?

— Cela est difficile à expliquer... Après tout, ce n'est peut-être pas elle qui a changé, c'est moi qui me suis rendu compte pour la première fois, en la voyant dans son pays, qu'elle est

une Américaine, et que certaines choses acceptées dans d'autres sociétés, ou au moins tolérées, pour une Américaine de son espèce sont impossibles. Si les parents de Mme Olenska connaissaient mieux le milieu où il s'agit pour elle de rentrer, ils la soutiendraient dans son refus; mais ils ont l'air de prendre la démarche du comte pour un élan de tendresse conjugale...

Pendant quelques secondes, Archer ne se sentit pas assez maître de lui pour prononcer une parole. Il entendit M. Rivière reculer sa chaise, comprit que celui-ci s'était levé, et, ayant tourné les yeux vers lui, il le vit aussi ému qu'il l'était lui-même.

— Merci, dit-il simplement.

— Vous n'avez pas à me remercier, monsieur, c'est moi qui... plutôt...

M. Rivière s'arrêta comme s'il éprouvait, lui aussi, une difficulté à parler. Puis il continua d'une voix plus ferme :

— Je voudrais cependant ajouter une chose, vous m'avez demandé si j'étais au service du comte Olenski. Je suis revenu chez lui, il y a quelques mois, en raison de difficultés personnelles comme il s'en présente quand on a la charge de parents malades ou âgés; mais, depuis que j'ai fait la démarche de venir vous voir pour vous faire certaines confidences, je considère que je ne puis continuer mes fonctions auprès du comte. Je le lui dirai en arrivant.

M. Rivière salua, prêt à se retirer. Archer lui tendit les mains et les deux hommes s'étreignirent.

XXVI

Tous les ans, le quinze octobre, la Cinquième Avenue rouvrait ses persiennes, déroulait ses tapis et raccrochait ses triples rideaux. Vers le premier novembre, ces préparatifs étaient terminées et la vie mondaine recommençait. Vers le quinze, la saison battait son plein : l'opéra et les théâtres affichaient leurs nouveaux programmes, les invitations pleuvaient; on fixait les dates des bals. Et, invariablement, à cette époque, Mrs Archer disait que New-York était bien changé.

Mrs Archer vivait retirée du monde et l'observait du haut de sa solitude. Secondée par Mr Jackson et Miss Sophy, elle notait chaque craquement nouveau à la surface de la société,

chaque plante intruse qui cherchait à pousser entre les carrés réguliers des gros légumes mondains. Toute sa jeunesse durant, Archer s'était amusé de cet oracle annuel, et d'entendre énumérer de menus signes de désagrégation qui avaient échappé à son insouciance de jeune homme. Selon Mrs Archer, New-York ne changeait que pour empirer, et Miss Sophy Jackson, là-dessus, renchérissait.

Mr Sillerton Jackson, en homme du monde, prêtait l'oreille aux lamentations des dames, et suspendait son jugement. Cependant, il ne pouvait nier que la société changeât. Même Newland Archer, le second hiver après son mariage, fut obligé d'avouer que, si le changement n'était pas encore accompli, certainement il était en cours.

Ce sujet fut abordé comme d'habitude au dîner du Thanksgiving Day (1) que donnait Mrs Archer. A la date où elle était officiellement invitée à rendre grâces pour les bénédictions de l'année, elle avait coutume de faire, avec tristesse, quoique sans amertume, le bilan de son petit univers, et de se demander quel objet donner à sa gratitude. Ce n'était certes pas l'état de la société. La société, — si toutefois elle existait encore! — offrait plutôt un spectacle digne des malédictions bibliques et, du reste, chacun savait quelles étaient les intentions du révérend Dr Ashmore quand il avait choisi comme texte un passage de Jérémie pour son sermon d'action de grâces.

— Il n'y a pas de doute, le docteur Ashmore a raison, disait-elle en secouant la tête.

— C'est égal, c'est un singulier texte pour un jour d'actions de grâces, observa Miss Jackson, et son hôtesse reprit sèchement : — Il nous engage à remercier le ciel pour le peu qui nous reste.

— La folie de la toilette d'abord, commença Miss Jackson. Sillerton m'a menée à la première de l'Opéra, et je vous affirme que Jane Merry était la seule qui portât une robe de l'année dernière, une robe venue de chez Worth il y a deux ans ; je le sais parce que c'est ma couturière qui rectifie à l'arrivée ses robes de Paris.

— Ah ! Jane Merry est des nôtres, dit Mrs Archer en soupirant.

(1) Le Thanksgiving Day est une fête nationale des États-Unis qui a lieu le dernier jeudi de novembre. Une proclamation du Président invite tous les citoyens à rendre grâces au ciel pour les bienfaits reçus pendant l'année.

— Oui, reprit Miss Jackson, elle est du petit nombre de celles qui gardent les traditions. Dans ma jeunesse, il était de mauvais goût de porter les dernières modes; Amy Sillerton m'a toujours dit qu'à Boston il fallait mettre en réserve pendant deux ans les robes de Paris. La vieille Mrs Baxter Pennilow, qui faisait très bien les choses, faisait venir douze robes par an : deux de satin, deux de soie et six autres de popeline ou de cachemire fin. C'était une commande à date fixe, et comme elle a été alitée pendant deux ans avant sa mort, ses filles ont trouvé quarante-huit robes de Worth qui étaient toujours restées dans leur papier de soie.

— Boston est plus conservateur que New-York; mais je trouve plus comme il faut de ne porter ses robes françaises qu'après une saison, dit Mrs Archer.

— C'est Beaufort qui a lancé le nouveau genre, en faisant arborer à sa femme ses toilettes parisiennes dès leur arrivée. Quelquefois il faut toute la distinction de Regina pour ne pas ressembler à... à...

Miss Jackson jeta un regard autour de la table, surprit les yeux ronds de Janey, et finit sa phrase dans un murmure inintelligible.

— A ses rivales, dit Mr Sillerton Jackson, comme pour lancer une épigramme.

— Oh! firent les dames, et Mrs Archer ajouta : — La pauvre Regina, son jour de Thanksgiving n'a pas été bien gai. Avez-vous entendu parler, Sillerton, des bruits qui courent sur les spéculations de Beaufort?

Mr Jackson fit un oui nonchalant. Tout le monde était au courant : il dédaignait de confirmer une histoire passée déjà dans le domaine public.

Il se fit un lourd silence. Personne n'aimait véritablement Beaufort, et on n'eût pas été fâché d'apprendre les pires choses sur sa vie privée. Cependant, qu'il pût entacher d'un déshonneur financier la famille de sa femme, c'était là un scandale dont ses ennemis eux-mêmes ne pouvaient se réjouir. Le vieux New-York d'Archer tolérait l'hypocrisie dans les relations privées, mais en affaires il exigeait une honnêteté complète et inattaquable. Il n'était personne qui ne se rappelât comment, après la dernière faillite de Wall Street, les chefs de la maison qui croulait avaient été frappés d'anéantissement social Il en

serait de même pour les Beaufort, en dépit du pouvoir du banquier et de la vogue mondaine de sa femme. Toute la force liguée de ses parents ne pourrait sauver la pauvre Regina, si les bruits qu'on faisait courir sur les spéculations illicites de son mari se confirmaient.

La conversation aborda des sujets moins sombres, mais qui semblaient tous renforcer chez Mrs Archer le sentiment que la société était en train de s'effondrer.

— Je sais, Newland, que tu autorises la chère May à aller aux dimanches de Mrs Struthers, commença-t-elle.

May l'interrompit en riant :

— Oh ! vous savez, tout le monde va maintenant chez Mrs Struthers. Elle a été invitée à la dernière réception de grand'-mère.

— Je sais, je sais, ma chérie, soupira Mrs Archer, mais que voulez-vous, quand on ne va dans le monde que pour s'amuser ! J'en veux encore un peu à votre cousine Mme Olenska d'avoir été la première à patronner Mrs Struthers.

Une rougeur subite colora le visage de la jeune Mrs Archer.

— Oh ! Ellen, murmura-t-elle, du même ton de désapprobation dont ses parents auraient dit : « Oh ! les Blenker ! »

C'était la note adoptée par la famille quand il s'agissait de Mme Olenska, depuis que celle-ci, contre l'avis de ses parents, s'était dérobée aux avances de son mari. Pourtant, chez May, cette attitude surprenait; Archer la regardait, gêné, et la sentant étrangère à lui, comme cela lui arrivait chaque fois qu'elle subissait l'ambiance familiale. Elle ajouta :

— Je ne crois pas qu'Ellen se soucie beaucoup de l'opinion du monde.

Chacun savait que la comtesse Olenska n'était plus dans les bonnes grâces de sa famille. La vieille Mrs Manson Mingott elle-même, son champion, avait dû renoncer à la défendre quand elle avait refusé de rejoindre son mari. Les Mingott n'avaient pas formulé tout haut leur opinion : la solidarité chez eux était trop forte. Comme le disait Mrs Welland, ils s'étaient contentés de laisser la pauvre Ellen chercher un milieu à son niveau, et elle l'avait trouvé dans les obscures régions où régnaient les Blenker, et où les « gens de lettres » célébraient leurs rites sans prestiges. C'était incroyable, mais c'était un fait : Ellen tournant le dos à son destin de privilégiée se déclassait. La

conclusion n'en était que plus évidente; elle avait commis une lourde faute en ne retournant pas chez Olenski. Après tout, la place d'une jeune femme était sous le toit de son mari, surtout quand elle l'avait quitté dans des circonstances que — hum! — si on voulait y regarder de près...

— Mme Olenska est très appréciée par les messieurs, observa miss Sophy avec un faux air de conciliation.

— Ah! c'est là le danger pour une jeune femme comme Mme Olenska, opina tristement Mrs Archer; et là-dessus les dames ramassèrent leurs traînes pour se rendre dans le salon pendant que les hommes gagnaient la bibliothèque gothique.

Installé devant le feu, consolé de l'insuffisance du dîner par la perfection de son cigare, Mr Jackson devint communicatif et important :

— Si le krach Beaufort se produit, il y aura des révélations, annonça-t-il.

Archer leva vivement la tête. Ce nom suscitait toujours en lui une vision précise : la lourde personne de Beaufort, dans son opulente pelisse, s'avançant sur la neige à Skuytercliff.

— C'est inévitable, continua Mr Jackson. Ce sera la plus vilaine des lessives. Car ce n'est pas pour Regina qu'il a dépensé son argent.

— Espérons qu'il s'en tirera, dit Archer, désireux de changer de sujet.

Une pensée l'obsédait. Pourquoi May avait-elle rougi au nom d'Ellen? Quatre mois s'étaient écoulés depuis la journée d'été qu'il avait passée avec Mme Olenska. Depuis, il ne l'avait pas revue. Sachant qu'elle était retournée à Washington dans la petite maison qu'elle habitait avec Medora Manson, il lui avait écrit une fois pour lui demander quand il pourrait la revoir; elle avait répondu : « Pas encore. » Depuis, plus rien; mais il lui avait érigé dans son cœur un sanctuaire qui bientôt était devenu le seul théâtre de sa vie réelle; là aboutissaient toutes ses idées, tous ses sentiments. Hors de là, sa vie ordinaire lui semblait de plus en plus irréelle. Il se heurtait contre les préjugés et les points de vue traditionnels comme un homme absorbé se heurte contre le mobilier de sa chambre. Il était absent. Il s'étonnait parfois que les personnes qui l'entouraient pussent s'imaginer qu'il fût encore là.

Mr Jackson reprit :

— Je ne sais pas jusqu'à quel point la famille de votre femme se rend compte combien ce refus de Mme Olenska est regrettable.

— Et pourquoi regrettable?

Le regard de Mr Jackson coula le long de sa jambe, jusqu'à la chaussette lisse bordée de l'escarpin verni.

— Eh bien! sans chercher plus loin, de quoi vivra-t-elle maintenant?

— Maintenant?

— Oui : si Beaufort est ruiné...

Archer se leva d'un bond, frappant du poing le bureau de noyer : les couvercles du double encrier de cuivre sursautèrent.

— Que voulez-vous dire par là?

Mr Jackson, se redressant un peu, regarda avec sang-froid la figure bouleversée du jeune homme.

— Mon Dieu, je tiens de bonne source, — en fait, de la vieille Catherine elle-même, — que la famille a considérablement réduit la rente de la comtesse Olenska depuis qu'elle a refusé de retourner chez son mari. Par ce refus, la comtesse a aussi renoncé aux sommes qui lui avaient été reconnues par contrat.

Archer, appuyé contre la cheminée, secoua sur le foyer les cendres de son cigare.

— Je ne sais rien des affaires de Mme Olenska; mais je n'ai pas besoin de les connaître pour être certain que ce que vous insinuez...

— Oh! ce n'est pas moi, c'est Lefferts, interrompit Mr Jackson.

— Lefferts! qui lui a fait la cour et qui a été remis à sa place, dit Archer avec mépris.

— Ah! il lui a fait la cour? rétorqua l'autre, comme si c'était là ce qu'il avait cherché à savoir.

Archer s'était laissé prendre au piège.

— Allons, allons! reprit M. Jackson, c'est fâcheux qu'elle ne soit pas partie avant la faillite Beaufort. Si elle part maintenant et que celui-ci croule, l'impression, qui, entre nous, n'est pas particulière à Lefferts, sera confirmée.

— Elle ne partira certainement pas! à présent moins que jamais!...

Archer n'eut pas plus tôt prononcé ces mots qu'il se rendit compte qu'il était de nouveau tombé dans un piège.

Le vieillard le fixa du regard.

— C'est votre avis? Vous avez vos raisons, sans doute. Mais tout le monde vous dira que les quelques sous qui appartiennent à Medora Manson sont entre les mains de Beaufort. Et comment les deux femmes pourront-elles surnager s'il vient à sombrer? Mme Olenska peut encore amadouer la vieille Catherine, qui avait pourtant violemment pris parti pour le retour chez le mari. La vieille Catherine pourrait lui faire une belle rente; mais nous savons tous qu'elle n'aime pas à se séparer de son argent. Et le reste de la famille a tout intérêt à ne pas voir rester ici Mme Olenska.

Archer brûlait d'une colère impuissante. Tout l'avertissait d'être prudent, mais les insinuations à propos de Beaufort l'exaspéraient. Pourtant Mr Jackson, sous le toit de sa mère, était son hôte. Le vieux New-York observait scrupuleusement l'étiquette de l'hospitalité : un désaccord avec un invité ne devait pas dégénérer en dispute.

— Allons-nous rejoindre ma mère? proposa Archer sèchement, quand Mr Jackson eut laissé tomber dans le cendrier de cuivre son dernier cône de cendres

Pendant le retour, May garda un silence singulier ; Archer se souvint de sa brusque rougeur à dîner, et sentit une menace. Laquelle? Il ne le devinait pas; mais il lui suffisait de se souvenir que c'était le nom de Mme Olenska qui avait si visiblement troublé sa femme.

Ils montèrent l'escalier. Archer se dirigea vers la bibliothèque, où May le suivait ordinairement; mais il l'entendit prendre le couloir qui conduisait à sa chambre.

— May, appela-t-il brusquement.

Elle revint sur ses pas.

— Cette lampe file encore. Les domestiques pourraient faire attention à la mèche, grommela-t-il, nerveux.

— Je regrette. Cela n'arrivera plus, dit-elle, de ce ton ferme et dégagé qu'elle avait appris de sa mère. Elle se pencha pour baisser la mèche. La façon qu'elle avait déjà de se plier à son humeur, comme s'il était un Mr Welland plus jeune, énervait Archer.

— May, dit-il tout à coup, je peux être obligé d'aller à Washington pour quelques jours, — bientôt, — la semaine prochaine peut-être.

La main de la jeune femme resta appuyée sur la clef de la lampe pendant qu'il parlait. La chaleur de la flamme avait donné de l'éclat à son visage, mais elle pâlit en regardant son mari.

— Pour affaires? demanda-t-elle, d'un ton qui impliquait qu'il ne pouvait y avoir d'autre raison, et qu'elle avait posé la question automatiquement, pour achever la phrase.

— Naturellement. Il y a une question de brevet qui vient devant la Cour Suprême.

Il donna le nom de l'inventeur, et continua, fournissant des détails avec un luxe de fausse précision.

— Le changement vous fera du bien, dit-elle simplement quand il eut fini; et elle ajouta, du ton qu'elle aurait pris pour lui rappeler quelque devoir ennuyeux, en le regardant dans les yeux avec un sourire franc et candide :

— Et surtout, n'oubliez pas d'aller voir Ellen.

Ce fut le seul mot prononcé entre eux sur ce sujet, mais dans leur code cela signifiait : « Vous comprenez, bien entendu, que je sais tout ce qui a été dit sur Ellen, et que je suis de tout cœur avec ma famille dans l'effort tenté pour l'engager à retourner chez son mari. Je sais aussi que, pour des raisons que vous n'avez pas cru devoir me dire, vous l'avez dissuadée de suivre ce conseil unanime. Je sais que c'est avec votre appui qu'Ellen nous brave tous, et s'expose aux critiques auxquelles Mr Jackson a probablement fait allusion ce soir. C'est du reste ce qui vous a rendu si nerveux. Puisque rien jusqu'ici n'a pu vous faire changer d'attitude, j'interviens à mon tour, sous la seule forme admise entre gens bien élevés quand ils ont quelque chose de pénible à se communiquer. Comprenez bien que je sais votre intention bien arrêtée de voir Ellen quand vous serez à Washington, et que vous n'y allez peut-être que pour cela; et puisque vous la verrez sûrement, je veux que ce soit avec mon entière et absolue approbation. »

Sa main était encore sur la clef de la lampe quand le dernier mot de ce message muet parvint à Archer. Elle baissa la mèche, leva le globe et souffla sur la flamme.

— Elles sentent moins quand on les éteint en soufflant, expliqua-t-elle, avec son ton assuré de maîtresse de maison. Sur le pas de la porte, elle se retourna et attendit le baiser de son mari.

XXVII

Le lendemain, dans Wall Street, les nouvelles de la situation de Beaufort étaient plus rassurantes. On savait qu'en cas d'urgence, le banquier trouverait de puissants appuis. Et, ce soir-là, quand Mrs Beaufort parut à l'Opéra parée de son même sourire et d'un nouveau collier d'émeraudes, la société poussa un soupir de soulagement.

Archer s'était décidé au voyage à Washington. Il attendait seulement l'ouverture du procès dont il avait parlé à May, pour en faire coïncider la date avec son absence. Mais le mardi suivant, ayant appris par Mr Letterblair que la cause était remise de plusieurs semaines, il rentra chez lui résolu à partir malgré tout le lendemain. Il y avait toute chance que May, qui ne savait rien de sa vie professionnelle, et n'y portait aucun intérêt, n'apprît pas ce renvoi de l'affaire, et ne se rappelât pas les noms des plaideurs, s'ils étaient prononcés devant elle. Quoi qu'il dût arriver, il avait besoin de revoir Mme Olenska. Il avait trop de choses à lui dire...

Le lendemain, quand il arriva au bureau, il trouva Mr Letterblair extrêmement troublé. En fait, Beaufort n'avait pas réussi à « s'en tirer, » mais, en répandant des rumeurs favorables, il avait rassuré ses déposants, et de fortes sommes avaient été versées à la banque jusqu'à la veille au soir. Puis les bruits fâcheux avaient repris leur vol. En conséquence, une foule de déposants avaient déjà envahi la banque et très probablement elle fermerait ses portes, avant la nuit. Cette manœuvre de la dernière heure, tentée par Beaufort, était qualifiée de la façon la plus dure, et sa faillite s'annonçait comme une des plus déshonorantes dans l'histoire de Wall Street.

L'étendue du désastre laissait Mr Letterblair atterré.

— J'ai vu de vilaines choses de mon temps, mais rien de pareil. Tout le monde est atteint, d'une manière ou d'une autre. Et que fera-t-on pour Mrs Beaufort? Que peut-on faire pour elle? Je plains Mrs Manson Mingott plus que n'importe qui; à son âge, on ne sait jamais l'effet que peut produire une pareille catastrophe. Elle a toujours eu confiance en Beaufort. Elle en avait fait un ami! Puis il y a toute la famille Dallas. La pauvre Mrs Beaufort est alliée à chacun de vous. Sa seule res-

source serait de quitter son mari. Mais qui peut le lui conseiller? Son devoir est auprès de lui, et elle n'a jamais eu l'air de s'apercevoir qu'il la trompait.

On frappa à la porte. Un clerc remit une lettre à Archer. Le jeune homme, reconnaissant l'écriture de sa femme, ouvrit l'enveloppe et lut : « Voulez-vous rentrer le plus tôt possible? Grand'mère a eu une légère attaque la nuit dernière. Elle a appris, on ne sait comment, avant nous tous, les affreuses nouvelles de la banque. Mon oncle Lovell est absent de New-York, et le scandale a tellement bouleversé mon pauvre papa qu'il ne peut pas quitter sa chambre. Maman a le plus grand besoin de vous. Je vous en prie, venez tout droit chez grand'mère. »

Quelques minutes plus tard, Archer était chez Mrs Mingott. Le vestibule avait l'aspect insolite que prend une maison bien tenue devant l'invasion soudaine de la maladie. Des manteaux et des fourrures s'entassaient sur les chaises; une trousse et un pardessus de médecin se trouvaient sur la table, où lettres et cartes déjà s'accumulaient.

May mena Archer dans le boudoir de la vieille dame. Ce fut là que Mrs Welland communiqua à son gendre, d'une voix basse, épouvantée, les détails de l'accident. La veille au soir, il s'était passé quelque chose de terrible et de mystérieux. Juste au moment où Mrs Mingott venait de finir sa patience, la sonnette de la porte avait retenti, et une dame soigneusement voilée, que les domestiques ne reconnurent pas tout d'abord, avait demandé à être introduite.

Le maître d'hôtel, au son d'une voix familière, avait ouvert les portes du boudoir en annonçant : « Mrs Julius Beaufort. » Les deux dames avaient dû rester ensemble, estimait-il, une heure à peu près. Quand Mrs Mingott sonna, Mrs Beaufort s'était déjà esquivée, et la vieille dame était seule, assise dans son grand fauteuil, toute blanche et effrayante à voir. Elle fit signe au maître d'hôtel de l'aider à regagner sa chambre. Sa femme de chambre la mit au lit et se retira. Mais à trois heures du matin, la sonnette retentit encore, et les deux domestiques accoururent à cet appel insolite (la vieille Catherine dormait ordinairement comme un enfant). C'est alors qu'ils avaient trouvé leur maîtresse appuyée contre les oreillers, les lèvres grimaçantes, tandis qu'une de ses petites mains pendait inerte au bout de l'énorme bras.

L'attaque était légère; mais l'alarme avait été grande, et plus grande encore fut l'indignation quand on apprit, par les fragments de phrases que balbutia la malade, que Regina Beaufort était venue lui demander de soutenir son mari, de ne pas les « lâcher, » comme elle disait, en somme, d'engager toute la famille à couvrir et à patronner l'abominable scandale!

— Je lui ai dit : « L'honneur a toujours été l'honneur, et l'honnêteté l'honnêteté, dans la maison de Manson Mingott; et il en sera ainsi tant qu'on ne m'emmènera pas les pieds devant, » avait bégayé la vieille dame, avec la voix épaisse de l'hémiplégie. Et quand Regina Beaufort avait dit : « Mais mon nom, ma tante, mon nom est Regina Dallas, » j'ai dit : « Ton nom était Beaufort quand il t'a couverte de bijoux, et doit rester Beaufort maintenant qu'il t'a couverte de honte. »

Mrs Lovell Mingott, qui écrivait dans une pièce voisine, vint se mêler à l'entretien. De leur temps, disaient les deux belles-sœurs, une femme dans le cas de Regina n'avait qu'une idée : s'effacer et disparaître avec son mari.

— On dit que le collier d'émeraudes qu'elle portait à l'opéra vendredi dernier, ajouta Mrs Lovel Mingott, avait été envoyé par le bijoutier, à condition, dans la journée. Je me demande s'il le reverra jamais.

Archer écoutait l'inexorable chœur. Lui aussi était trop profondément imbu du code de l'honnêteté financière pour céder à la pitié : une probité sans tache était le « noblesse oblige » du vieux New-York des affaires. Pour Mrs Beaufort, Archer éprouvait certainement plus de compassion que n'en témoignaient ses parents indignés; mais il lui semblait que le lien entre mari et femme, même s'il pouvait se briser dans la prospérité, devenait indissoluble dans l'infortune. Comme le disait Mr Letterblair, la place d'une femme était à côté de son mari dans l'adversité. Quant à la société, il y a des malheurs dont elle s'éloigne; et la prétention inouïe de Mrs Beaufort d'y trouver un appui semblait faire d'elle presque la complice du banquier. Couvrir un déshonneur, c'était la seule chose à quoi la famille en tant qu'institution dût se refuser.

La femme de chambre mulâtre pria Mrs Lovell Mingott de passer dans le vestibule, et peu après, cette dernière revint, fronçant les sourcils.

— Ma belle-mère veut que je télégraphie à Ellen Olenska.

J'avais écrit à Ellen, bien entendu, ainsi qu'à Medora; mais il paraît que cela ne suffit pas. Je dois envoyer une dépêche immédiatement, et lui dire qu'elle vienne seule

May proposa :

— Voulez-vous que j'écrive le télégramme, ma tante? S'il part tout de suite, Ellen pourra prendre le train de demain matin.

Elle prononça les deux syllabes « Ellen » d'une voix claire, comme si elle tapait sur deux clochettes d'argent.

— Comment faire? dit Mrs Lovell Mingott. Jasper et le valet de pied sont tous les deux sortis pour porter des lettres et des télégrammes.

May se retourna vers son mari avec un sourire :

— Newland s'en chargera. Voulez-vous porter le télégramme, Newland?

Archer acquiesça, et elle s'assit devant le bonheur-du-jour en palissandre pour écrire la dépêche. Elle la sécha soigneusement et la tendit à Archer.

— Quel dommage que vous deviez justement vous croiser avec Ellen! — Newland, ajouta-t-elle, en se tournant vers sa mère, est obligé d'aller à Washington pour une affaire de brevet qui vient devant la Cour Suprême.

Sur le point de sortir, Archer entendit sa belle-mère qui disait, s'adressant probablement à Mrs Lovell Mingott :

— Pourquoi vous fait-elle appeler Ellen Olenska? et la voix cristalline de May reprit : Peut-être veut-elle insister encore une fois pour qu'Ellen retourne auprès de son mari.

La porte de la maison se referma et Archer se dirigea d'un pas pressé vers le bureau télégraphique.

XXVIII

— O — ol — ol — Comment ça s'écrit-il? demanda la voix aigre de la jeune télégraphiste à qui Archer tendait la dépêche

— Olenska — O — len — ska, répéta-t-il, reprenant le télégramme pour inscrire le nom en caractères plus lisibles au-dessus de la large écriture enfantine de May.

— C'est un nom bien exotique pour notre quartier, fit une voix inattendue, et Archer, se retournant, vit auprès de lui Lawrence Lefferts. Imperturbable, celui-ci tirait sa belle moustache, en affectant de ne pas regarder la dépêche.

— Je pensais bien vous rencontrer ici, Newland. En apprenant l'attaque de la vieille Mrs Mingott, je suis parti pour demander des nouvelles, et je vous ai aperçu tournant le coin. Vous en venez, je suppose?

Archer fit signe que oui, et poussa le télégramme sous le guichet.

— Ça va mal, hein? continua Lefferts. On avertit la famille? Ça doit être grave, si vous y comprenez la comtesse Olenska!

Les lèvres d'Archer se serrèrent et il eut une furieuse envie de gifler ce long, élégant et vaniteux visage.

— Qu'entendez-vous par là? questionna-t-il sèchement.

Lefferts, qui d'ordinaire évitait les discussions, leva les sourcils, comme pour rappeler à son compagnon que derrière le grillage se tenait une oreille attentive. Rien n'était de plus mauvais ton (Lefferts le faisait comprendre par ce geste) que de se quereller dans un lieu public.

Archer était exaspéré; mais il fallait éviter un incident sur le nom de Mme Olenska. Il paya le télégramme, et les deux jeunes gens sortirent ensemble. Dans la rue, Archer, ayant retrouvé son sang-froid, déclara que Mrs Mingott allait beaucoup mieux. Lefferts se déclara heureux et soulagé et s'empressa de passer à la faillite de Beaufort qui était annoncée par tous les journaux, reléguant au second plan la nouvelle de l'attaque de Mrs Mingott.

Tout New-York était contristé par l'histoire du déshonneur de Beaufort. Quant à Mrs Beaufort, depuis sa démarche nocturne auprès de Mrs Manson Mingott, on la trouvait plus cynique encore que lui. Pourtant elle n'avait pas l'excuse d'une origine étrangère. Il y avait un certain plaisir à se rappeler que Beaufort était un étranger; mais si une Dallas de la Caroline du Sud prenait parti pour lui, et disait avec désinvolture qu'il rétablirait bientôt sa situation, l'argument perdait de sa valeur. Il n'y avait plus qu'à plaindre les malheureuses victimes, telles que Medora Manson, les pauvres vieilles Miss Lanning, et d'autres dames de bonnes familles, mal conseillées, qui, si elles avaient seulement écouté Mr Henry van der Luyden...

— Ce que les Beaufort ont de mieux à faire, — disait Mrs Archer, se résumant comme pour un diagnostic, — c'est d'aller vivre dans la petite propriété de Regina dans la Caroline du Nord. Beaufort a toujours eu une écurie de courses : il pour-

rait faire l'élevage de trotteurs. Je croirais volontiers qu'il a toutes les qualités d'un excellent maquignon.

Le lendemain, Mrs Manson Mingott allait beaucoup mieux; elle avait retrouvé assez de voix pour ordonner que le nom des Beaufort ne fût plus prononcé devant elle. Quand vint le Dr Bencomb, elle demanda quelle mouche piquait sa famille de faire tant d'embarras autour de sa santé.

— Voilà ce qui arrive aux gens de mon âge quand ils s'obstinent à manger du poulet en mayonnaise le soir, observa-t-elle; et, le médecin ayant changé fort à propos son régime, l'attaque prit le nom d'indigestion.

Cependant, malgré la fermeté de son attitude, la vieille Catherine ne se remit pas tout à fait d'aplomb. Cette indifférence qui est un effet de l'âge n'avait pas diminué sa curiosité pour les affaires des autres, mais lui avait enlevé toute pitié pour leurs chagrins. Elle parut n'éprouver aucune difficulté à chasser le désastre Beaufort de sa pensée. Mais, pour la première fois, elle commença de s'intéresser à certains membres de sa famille auxquels jusqu'alors elle n'avait témoigné aucun intérêt.

Mr Welland, en particulier, eut ce privilège d'attirer son attention. C'était celui de ses gendres qu'elle avait le plus constamment ignoré, et tous les efforts de sa femme pour le représenter comme un esprit rare (si seulement il avait voulu se faire valoir) n'avaient provoqué chez elle qu'un gloussement de dérision. Mais comme valétudinaire il méritait la considération; Mrs Mingott l'invita à venir la voir, afin de comparer leurs régimes, dès que sa température le permettrait.

Vingt-quatre heures après l'envoi de la dépêche à Mme Olenska, un télégramme annonça qu'elle arriverait de Washington le lendemain soir. Qui prendrait le bac pour aller la chercher au terminus de Jersey City? Chez les Welland, où les Newland Archer se trouvaient à déjeuner, la difficulté semblait aussi insurmontable que si le Hudson avait été l'Atlantique, et la discussion devint très animée. Mrs Welland ne pouvait aller à la rencontre de sa nièce puisqu'elle devait accompagner son mari chez Mrs Mingott, et qu'il fallait garder le coupé pour ramener Mr Welland, s'il se trouvait trop impressionné par cette première visite à sa belle-mère après l'attaque. Les fils Welland seraient à leurs affaires. La voiture de Mrs Mingott devait aller chercher Mr Lovell Mingott, qui arrivait à cette

même heure à une autre gare, et on ne pouvait demander à May, par un soir d'hiver, d'aller seule jusqu'à Jersey City, même dans sa voiture. Pourtant, ce serait peu aimable, et contraire au désir de Mrs Mingott, de laisser arriver Mme Olenska sans qu'un membre de la famille l'attendît à la gare. Archer proposa :

— Voulez-vous que j'aille la chercher? Je peux facilement quitter mon bureau assez tôt pour retrouver le coupé au bac, si May veut l'y envoyer.

Pendant qu'il parlait, il sentait son cœur battre follement.

Mrs Welland poussa un soupir de soulagement, et May enveloppa son mari d'un sourire approbateur.

— Vous voyez, maman, tout s'arrange, dit-elle, se penchant pour déposer un baiser d'adieu sur le front inquiet de sa mère.

Le coupé de May l'attendait à la porte. En s'installant, elle dit à son mari :

— Expliquez-moi comment vous pourrez aller demain au-devant d'Ellen, et la ramener, si vous partez pour Washington?

— Je ne vais plus à Washington. Le procès est ajourné.

— C'est singulier. J'ai vu ce matin un mot de Mr Letterblair, adressé à maman, disant qu'il allait demain à Washington pour une grosse affaire de brevets qu'il doit plaider devant la Cour Suprême. Vous m'avez bien dit que c'était une affaire de brevets, n'est-ce pas?

— Justement; nous ne pouvons pas tous y aller et Letterblair a décidé ce matin qu'il irait.

— Alors l'affaire n'est pas ajournée? continua-t-elle, avec une insistance qui lui ressemblait si peu qu'Archer sentit le sang lui monter au visage.

— L'affaire, non, mais mon départ, répondit-il, maudissant toutes les explications inutiles qu'il avait données pour préparer son voyage. Où avait-il lu que les menteurs adroits donnent des explications, mais que les plus adroits n'en donnent pas? Ce qui lui était odieux, c'était moins encore de faire un accroc à la vérité, que de voir May s'appliquer à faire semblant qu'elle ne remarquait pas son mensonge.

— Je n'irai que plus tard, et cela se trouve bien, puisque cela arrange votre famille, continua-t-il, dissimulant son irritation sous un accent ironique.

A cet instant, leurs regards se croisèrent, et peut-être leurs

pensées se pénétrèrent plus avant que l'un et l'autre ne l'auraient désiré.

— Oui, acquiesça May avec un sourire voulu, cela tombe très bien que vous puissiez aller au-devant d'Ellen. Cela fait plaisir à maman.

— J'en suis enchanté.

La voiture s'arrêta à la station de tramway où Newland devait descendre pour regagner Wall Street. May posa sa main sur celle de son mari :

— Adieu, mon chéri, dit-elle.

Ses yeux étaient si bleus qu'il se demanda plus tard s'il ne les avait pas vus briller à travers des larmes.

Il traversa rapidement le square, se répétant, comme dans une sorte de chant intérieur :

— Il faut deux bonnes heures pour aller de Jersey City chez la vieille Catherine ; deux bonnes heures, et peut-être plus...

XXIX

L'élégant coupé bleu de May, cadeau de noces des Welland, et dont le vernis était encore neuf, attendait Archer au bac. Il y monta et y fut transporté confortablement à Jersey City.

C'était un après-midi sombre et neigeux, et les becs de gaz éclairaient faiblement la grande gare bruyante. Pendant qu'il arpentait le quai, Archer pensait à ces prophètes qui annonçaient qu'un tunnel passerait un jour sous l'Hudson, et amènerait directement à New-York les trains de Pensylvanie. C'était la confrérie des visionnaires, de ceux qui prédisaient également des machines volantes, des bateaux traversant l'Atlantique en cinq jours, l'électricité remplaçant le gaz, la télégraphie sans fil, et autres merveilles des *Mille et une nuits*.

— Tout cela m'est bien égal, songeait-il, puisqu'il n'y a pas aujourd'hui un tunnel sous l'Hudson.

Avec une joie d'écolier, il se figurait Mme Olenska descendant du train; il l'apercevrait de très loin, parmi les visages indifférents. Elle s'appuierait à son bras; il la guiderait vers la voiture; ils s'approcheraient lentement du bac, patinant sur le quai encombré de chevaux, de lourdes charrettes qui s'ébranlaient sous les vociférations des conducteurs. Et puis viendrait le silence soudain du départ, quand, sur le bac, ils seraient

assis côte à côte dans la voiture, sous la neige, tandis que la rive semblerait les fuir.

La lointaine clameur du train s'approcha; puis la locomotive s'engouffra sous le hall. Archer se poussa à travers la foule, fouillant fièvreusement du regard chaque fenêtre des voitures haut perchées. Tout à coup, à deux pas de lui, il aperçut Mme Olenska. Elle était très pâle : la surprise se lisait dans ses yeux. Leurs mains s'unirent, Archer sentit le bras d'Ellen glisser sous le sien. Il lui fraya un passage dans la foule; puis, tout se passa comme il l'avait rêvé. Il l'installa dans le coupé avec ses bagages, et eut plus tard le vague souvenir de l'avoir dûment rassurée sur la santé de sa grand'mère, et de lui avoir résumé la situation de Beaufort. Il fut frappé du ton qu'elle eut pour dire : « Pauvre Regina! » Pendant ce temps la voiture sortait de la gare et descendait la pente qui conduisait au quai, entre les chevaux effarés, les fourgons en attente. Tout à coup, ils croisèrent un corbillard vide. Oh! ce corbillard! Ellen ferma les yeux et saisit la main d'Archer.

— Pourvu que ce ne soit pas un avertissement. Pauvre grand'mère!

— Mais non! Elle va beaucoup mieux; elle va très bien, vraiment. Là, nous l'avons dépassé! s'écria-t-il, comme si on avait conjuré le mauvais sort.

Quand la voiture s'engagea sur le bac, il se pencha, défit le bouton qui fermait l'étroit gant brun de la main qu'il tenait encore, et en baisa la paume. Elle se dégagea doucement. Il dit :

— Vous ne comptiez pas me voir aujourd'hui?

— Certes non.

— J'ai failli vous manquer. J'avais tout arrangé pour aller vous retrouver à Washington. Nous nous serions croisés.

Elle poussa un petit oui, comme effrayée qu'ils eussent été si près de se manquer.

— Savez-vous que je me rappelais à peine comment vous êtes?

— Comment je suis?

— Je veux dire... Comment vous expliquer? C'est toujours la même chose : à chaque rencontre, c'est comme si je vous voyais pour la première fois, comme si vous m'arriviez... de l'inconnu.

— Oui... je comprends.

— Est-ce que?... Moi aussi, pour vous?

Elle se tourna du côté de la vitre. Il l'appela :

— Ellen! Ellen! Ellen!

Elle ne répondit pas; et, sans plus rien dire, il regarda son profil s'effacer peu à peu dans le crépuscule rayé de neige. Qu'avait-elle fait pendant ces quatre longs mois? Combien peu ils se connaissaient, après tout! Les minutes passaient; mais il avait oublié tout ce qu'il voulait lui dire; il ne savait que méditer sur le mystère par lequel ils se trouvaient à la fois unis et si séparés. Être assis l'un contre l'autre sans même se voir, n'était-ce pas l'image de leur destin?

— Quelle jolie voiture! Est-ce celle de May? demanda-t-elle tout à coup.

— Oui.

— Alors, c'est elle qui vous a envoyé pour me chercher? Comme c'est aimable!

Un moment de silence; puis il dit d'une voix changée :

— Le secrétaire de votre mari est venu me voir le lendemain du jour où nous nous sommes rencontrés à Boston.

Dans sa courte lettre à Mme Olenska, Archer s'était gardé de mentionner la visite de M. Rivière. Mais aussi, pourquoi lui rappelait-elle qu'ils étaient dans la voiture de May? Il allait voir, à son tour, si une allusion à M. Rivière lui serait agréable! Comme en d'autres occasions où il avait cru la troubler, la jeune femme ne trahit aucune surprise. Elle s'informa :

— M. Rivière est allé vous voir?

— Ne le saviez-vous pas?

— Nullement.

— Et cela ne vous étonne pas?

Elle hésita.

— Qu'y a-t-il à cela d'étonnant? M. Rivière m'a dit à Boston qu'il vous connaissait, qu'il vous avait rencontré, je crois, en Angleterre.

— Ellen, je veux vous demander une chose.

— Laquelle?

— C'est M. Rivière qui vous a aidée à partir quand vous avez quitté votre mari?

Le cœur du jeune homme battait à se rompre. A cette question, garderait-elle son calme?

— C'est lui. Je lui ai beaucoup d'obligation, ajouta-t-elle sans que sa voix tranquille fût en rien altérée.

L'accent était si naturel qu'Archer se tranquillisa. Encore

une fois, elle était parvenue par sa seule simplicité à lui faire sentir qu'il agissait avec la banalité la plus risible, au moment même où il croyait jeter les conventions par-dessus bord.

— Je crois que vous êtes la femme la plus sincère que j'aie jamais connue!

— Une des plus vraies... répondit-elle, avec une voix caressante comme un sourire.

— Le mot importe peu... Vous regardez les choses en face.

— Ah! il l'a bien fallu. J'ai dû fixer mes yeux sur la Gorgone.

— Eh bien! elle ne vous a pas aveuglée.

— Elle n'aveugle pas, elle brûle les larmes.

La réponse semblait monter d'une profondeur d'expérience qu'il ne pouvait atteindre. La lente avance du bac avait cessé; sa proue se heurta contre les pilotis du quai avec une violence qui fit chanceler le coupé, et jeta Archer et Mme Olenska l'un contre l'autre. Le jeune homme, frémissant, sentit sur lui la pression de l'épaule d'Ellen. Il lui passa le bras autour de la taille.

— Ellen, fit-il brusquement, comprenez-moi : ceci ne peut pas durer.

— Qu'est-ce qui ne peut pas durer?

— Que nous soyons ainsi, ensemble et séparés.

— Vous n'auriez pas dû venir, dit-elle, la gorge serrée.

Tout à coup elle se retourna, l'entoura de ses bras et mit un baiser sur ses lèvres. La voiture s'ébranla et s'emplit de lumière, en passant sous un réverbère. Ellen recula, et tous deux restèrent silencieux et immobiles pendant que le coupé se dégageait des abords de l'embarcadère. Quand ils eurent gagné la rue, Archer se mit à parler avec volubilité.

— Ne craignez rien. Vous n'avez pas besoin de vous renfoncer ainsi dans votre coin : un baiser volé n'est pas ce que je veux. Je devine ce qui se passe en vous; vous estimez que le sentiment qui nous unit ne doit pas s'amoindrir dans une intrigue. Je n'aurais pas pu vous parler ainsi hier, parce que, quand nous sommes séparés et que j'aspire à vous revoir, tout mon être s'enflamme et chacune de mes pensées me brûle. Mais vous arrivez, et votre présence dépasse tellement mes souvenirs! Ce que je veux de vous, c'est tellement plus qu'une heure ou deux de temps en temps, avec des siècles d'attente et de soif dans l'intervalle! Et si je puis rester ainsi tranquille à côté de

vous, c'est que j'ai dans ma tête une autre vision, et aussi la confiance qu'elle se réalisera.

Elle ne répondit pas tout de suite ; puis très bas :

— De quelle vision voulez-vous parler ?

— Vous le savez. Et aussi qu'elle se réalisera.

— Vous et moi réunis ?

Elle éclata d'un rire soudain et dur.

— Pour me proposer une telle vision, vous choisissez bien l'endroit !

— Le coupé de ma femme ? Descendons et marchons, alors. Un peu de neige ne vous fait pas peur.

Elle rit encore, mais plus doucement.

— Non, je ne descendrai pas. J'ai hâte d'arriver chez grand-mère. Vous allez rester assis à côté de moi, et nous envisagerons ensemble non des rêves, mais des réalités.

— Je ne sais pas ce que vous entendez par des réalités. Pour moi, il n'y en a qu'une.

Elle ne répondit que par un long silence, pendant lequel la voiture descendait une obscure rue transversale pour déboucher dans la lumière éclatante de la Cinquième Avenue.

— Vous voudriez donc faire de moi votre maîtresse, puisque je ne peux pas être votre femme ? demanda-t-elle.

Cette question directe le déconcerta. Maîtresse, c'était là un mot que les femmes de son monde évitaient de prononcer.

Décontenancé, il balbutia :

— Ce que je veux, c'est partir avec vous pour un monde où des mots comme celui-là, — des catégories comme celles-là, — n'existent pas : où nous serons simplement deux êtres qui s'aiment, qui sont tout l'un pour l'autre, pour lesquels le monde ne compte pas...

Elle poussa un long soupir, qui s'acheva en un rire amer.

— Oh ! mon ami ! Où est-il, ce pays ? Y êtes-vous jamais allé ?

Archer restait silencieux. Elle continua :

— J'en connais tant qui ont essayé de le trouver ; et, croyez-moi, ils sont tous descendus par erreur aux stations d'à côté, à Boulogne, à Pise, à Monte-Carlo, et ils y retrouvaient toujours le même vieux monde qu'ils voulaient abandonner, seulement plus petit, plus mesquin, plus laid.

Archer ne lui connaissait pas cette âpreté de langage.

— Je vois, dit-il enfin : la Gorgone a brûlé vos larmes.

— Et elle m'a ouvert les yeux. Ce n'est pas vrai de dire qu'elle rend les gens aveugles. Au contraire, elle leur ouvre les yeux tout grands, elle leur coupe les paupières. Et l'on ne connaît plus jamais l'obscurité bienfaisante. Parmi les supplices qu'ont inventés les Chinois, n'en est-il pas un de ce genre?

La voiture avait traversé la Quarante-deuxième Rue au trot rapide d'un cheval vigoureux. Archer était oppressé par le sentiment des minutes perdues, des paroles vaines.

— Maintenant, dit-il, qu'allons-nous faire ?

— Nous? Il n'y a pas de *nous* dans ce sens-là! Nous ne sommes l'un près de l'autre qu'à condition de rester séparés. Alors seulement nous pouvons être nous-mêmes. Autrement, nous serons Newland Archer, le mari de la cousine d'Ellen Olenska, et Ellen Olenska, la cousine de la femme de Newland Archer, volant un bonheur qui ne leur appartient pas.

— Ah! je n'en suis plus là! gémit Archer.

— Vous ne savez pas ce que vous me demandez, dit-elle; et moi je le sais, ajouta-t-elle d'une voix singulière.

Il resta silencieux, abîmé dans sa douleur. Puis, dans l'obscurité de la voiture, il chercha le porte-voix et donna l'ordre au cocher d'arrêter.

— Pourquoi nous arrêtons-nous? Nous ne sommes pas arrivés, s'écria Mme Olenska.

— Je descends ici, bégaya-t-il, et il sauta sur le pavé.

A la lueur d'un réverbère, il vit le visage bouleversé de la jeune femme, le mouvement instinctif qu'elle fit pour le retenir. Il ferma la portière et s'y appuya un moment.

— Vous avez raison, je n'aurais pas dû venir aujourd'hui, dit-il, en baissant la voix pour ne pas être entendu du cocher.

Elle se pencha en avant et sembla prête à parler, mais déjà il avait donné l'ordre de repartir. La voiture s'éloignait. Archer resta cloué sur place. La neige avait cessé, et un vent cinglant le frappait au visage. Tout à coup il sentit quelque chose de raide et de froid sur ses cils : il pleurait, et le vent avait gelé ses larmes.

Il mit ses mains dans ses poches et descendit la Cinquième Avenue, pour rentrer chez lui.

ÉDITH WHARTON.

(*La dernière partie au prochain numéro.*)

REVUE SCIENTIFIQUE

L'ÉTUDE DES FLUCTUATIONS LUMINEUSES DES ÉTOILES

J'ai signalé naguère ici même l'apparition de la fulgurante étoile surgie dans la constellation du Cygne, et qui maintenant n'est déjà plus observable qu'avec les plus puissants télescopes... *sic transit gloria cœli.* A ce propos, nous avons remarqué que cette étoile et ses pareilles pouvaient *a priori* sembler des sortes d'accidents, d'anomalies parmi les étoiles habituelles dont l'arrangement millénaire forme les constellations, et qu'on a dès l'antiquité appelées *fixes* parce que leurs éclats paraissent invariables et ont été longtemps considérés comme le symbole même de l'immutabilité.

En fait ce symbole, comme presque tous les symboles, n'est qu'une image fallacieuse de la réalité. Un examen un peu plus raffiné du ciel étoilé a montré depuis quelque temps déjà que l'éclat apparent d'un assez grand nombre de ces étoiles prétendûment fixes, varie presque continuellement, que ce sont comme on dit des étoiles variables. Il n'est pas jusqu'à notre soleil, — dont l'éclat tumultueux et arrogant à nos yeux terrestres est réellement si modeste parmi ses sœurs stellaires, — qui ne soit une étoile variable. Mais je reviendrai quelque jour sur ce point non parce qu'il a en soi un intérêt particulier, mais parce que notre myopie humaine nous oblige ridiculement à en exagérer l'importance.

Pour aujourd'hui, avec la sérénité que permet seule l'étude des objets étrangers à toute contingence terraquée, je veux étudier seulement les moyens nouveaux par lesquels on explore quelques-uns des étranges phénomènes que manifestent ces étoiles lointaines

dont la variation, quelle qu'en puisse être la grandeur, n'a assurément aucune influence sur le temps qu'il fait « cheux noux » et ne peut de quelconque manière déchaîner d'égoïstes passions en influençant les cultures maraîchères.

***

La première *étoile variable* qu'on ait découverte est l'étoile omicron de la Baleine dont la singulière particularité fut constatée par l'astronome Holwarda en 1638. Il était occupé alors à mesurer par un ciel nuageux, et en vue de l'observation d'une éclipse de lune, des hauteurs d'étoiles éloignées de l'horizon, lorsque les nuages s'entr'ouvrirent et il vit par trois fois quelque chose de brillant et de nouveau scintiller dans la constellation de la Baleine ; préoccupé de l'éclipse, il ne s'en soucia pas davantage tout d'abord. Mais le même phénomène lui étant réapparu quelques jours plus tard, il en fit une étude attentive (décembre 1638).

Soit à l'œil nu, soit à la lunette, l'apparition insolite était de tous points semblable aux étoiles voisines : « son éclat surpassait celui des étoiles de troisième grandeur de la bouche et de la joue de la Baleine ou de l'épine dorsale des Poissons, mais il était certainement moindre que celui des étoiles de deuxième grandeur des mandibules et de la tête du Bélier. » Au bout de peu de temps, Holwarda ne put retrouver l'étoile qu'il crut disparue; mais à son étonnement, il la revit à la même place que l'an précédent et avec le même éclat à peu près, le 7 novembre 1639.

Mais, me dira-t-on, qu'y a-t-il dans l'apparition de cette étoile et ses particularités qui la différencie des étoiles nouvelles, des *Novæ* dont il fut tant question récemment? Ce qu'il y a, c'est que cette étoile disparaît et réapparaît *périodiquement* suivant un cycle déterminé et régulier. A cette époque heureusement périmée, les astronomes contestèrent cette découverte. Ils n'avaient pas encore atteint le noble et pur désintéressement auquel les destinaient dès lors leurs hautes méditations et Holwarda eut beaucoup de peine à démontrer à ses confrères déchaînés et qui dénigraient la valeur de sa découverte, qu'il venait en réalité d'enrichir l'astronomie d'une classe d'astres jusque-là inconnue : celle des étoiles qui subissent une variation lumineuse périodique et qu'on est convenu depuis d'appeler les étoiles variables. Holwarda pour cela dut montrer que cette étoile était connue depuis longtemps. Si paradoxal que cela puisse paraître, la nouveauté de sa découverte n'était réelle que si l'étoile en question

était connue. C'était bien le cas, et on identifia par sa position, cet astre avec une étoile dès longtemps observée et qui figurait dans le catalogue de Bayer de 1603 sous le nom de *Omicron Baleine*.

Ainsi fut démontrée la variabilité périodique et rapide de l'étoile, et ces faits parurent tellement étonnants que les contemporains l'appelèrent *la Merveilleuse de la Baleine*, *Mira Ceti*. Depuis elle a été étudiée et suivie sans arrêt notamment par Hévélius qui en fit d'excellentes observations.

La durée de la périodicité de cette étoile, c'est-à-dire le temps qui sépare deux maxima ou deux minima de son éclat, varie suivant une loi connue entre 320 et 370 jours, c'est-à-dire qu'un an environ sépare deux maxima successifs. Quant à l'éclat de *Mira Ceti*, avec de petites fluctuations périodiques de son éclat maximum, il varie à peu près de huit grandeurs stellaires, l'étoile étant de grandeur 1,7 au maximum, de grandeur 9,6 au minimum.

J'ai déjà expliqué et je rappelle que les *grandeurs* photométriques des étoiles telles que les désignent les astronomes sont des nombres tels que dire que deux étoiles diffèrent d'une grandeur, cela équivaut à dire que l'une d'entre elles est deux fois et demie plus brillante. On en déduit que l'éclat de *Mira Ceti* est plus de quinze cents fois plus grand à son maximum qu'à son minimum ; tel est en effet le rapport des éclats de deux étoiles différant de huit grandeurs stellaires.

La découverte de la variabilité de *Omicron Baleine* fut suivie par d'autres analogues mais peu nombreuses. A la fin du XIXe siècle, on ne connaissait encore que onze étoiles variables périodiques. Puis les découvertes analogues se multiplièrent et c'est par milliers qu'on compte aujourd'hui les étoiles variables connues dont le nombre s'accroît d'ailleurs chaque jour grâce aux méthodes raffinées de l'astronomie moderne.

***

Les méthodes diverses de découverte et d'étude des étoiles variables se ramènent à trois types : méthode visuelle, méthode photographique, méthode spectroscopique. Visuellement, on peut les découvrir, soit à l'œil nu (ce fut le cas pour *Mira Ceti*) soit au télescope. La plus remarquable peut-être des étoiles variables, et dont nous reparlerons, a été reconnue telle visuellement en 1669 par l'astronome Montanari. C'est l'étoile *Algol* (ou bêta de la constellation de la Lyre) dont le nom arabe signifie le Démon.

Un grand nombre d'étoiles variables ont été découvertes à la

lunette en faisant des catalogues astronomiques. En répétant les mesures de position d'étoiles voisines, il arrivait que les astronomes remarquaient des différences très grandes dans leurs éclats apparents relatifs, ce qui souvent permettait de constater la variabilité de l'une d'elles. On est arrivé souvent aussi au même résultat en comparant les éclats apparents, les *grandeurs* d'une étoile donnée telle qu'elle était exprimée dans des catalogues différents. Des différences inadmissibles entre les nombres indiqués ont conduit maintes fois à découvrir et étudier ainsi la variabilité des étoiles.

L'introduction en astronomie des méthodes photographiques a permis de multiplier ces découvertes en les rendant plus aisées. Il est évident en effet que la possibilité de voir, en quelques minutes de pose, une région du ciel contenant des milliers d'étoiles imprimées sur une plaque photographique qu'on peut ensuite étudier longuement à loisir, et la possibilité de répéter en des nuits différentes la prise du même cliché fournissent une mine presque inépuisable pour la découverte des étoiles à variation lumineuse. J'ai déjà eu l'occasion de parler ici même de cette belle entreprise qu'est la carte astro-photographique du ciel et qui, née à l'Observatoire de Paris, est devenue une des grandes œuvres scientifiques internationales. Les innombrables clichés pris par les méthodes qu'a mises au point cette belle œuvre française ou par des méthodes analogues ont amené la découverte de beaucoup d'étoiles variables.

La photographie a ici, — entre plusieurs autres, — l'avantage sur l'observation télescopique visuelle d'atteindre, par l'accumulation des impressions lumineuses sur la plaque, des étoiles trop peu brillantes pour être observables visuellement, fût-ce aux plus puissantes lunettes. C'est par la photographie qu'ont été ainsi découvertes un grand nombre de *variables* (comme nous disons abréviativement) et notamment les nombreuses et curieuses variables des amas stellaires, dont il fut déjà question naguère ici même. Parmi les procédés qui ont facilité beaucoup la découverte photographique des étoiles variables, il convient de citer l'emploi ingénieux du stéréo-comparateur.

Cet instrument, imaginé par Wolf, de l'Observatoire de Heidelberg, est construit de telle sorte que la lumière provenant de deux plaques photographiques est amenée dans un même oculaire grâce à un prisme à réflexion totale, qui y superpose les deux images. Grâce à un dispositif simple, on peut supprimer alternativement la lumière provenant de l'un ou de l'autre des clichés qui représentent tous deux, prise à des moments différents, la même région du ciel. En sup-

primant successivement et très vite l'une et l'autre des images, l'aspect d'une étoile donnée change beaucoup si elle est variable, ce qui permet facilement de découvrir une telle variabilité.

Pickering, à Harvard College, a appliqué une méthode différente qui a conduit aussi à d'excellents résultats : on prend un cliché négatif de la région céleste à étudier, puis on tire un positif de la même région photographiée à un autre moment. Le positif et le négatif sont développés de telle sorte que, superposés, ils ne constituent plus qu'une plage de luminosité et de transparence uniformes, sauf aux points des clichés où se trouve une étoile variable. Cette méthode, comme d'ailleurs toutes les méthodes astrophotographiques, soulève d'ailleurs, au point de vue technique, une foule de problèmes sur lesquels je reviendrai quelque jour. Elle a permis aux astronomes américains de découvrir un grand nombre d'étoiles variables, notamment dans les nébuleuses.

Enfin, il convient de signaler qu'un certain nombre d'étoiles variables ont été découvertes au moyen de la spectroscopie. On a en effet remarqué que les étoiles variables à longue période sont presque toujours des étoiles très rouges dont le spectre est un spectre particulier contenant les lignes brillantes de l'hydrogène. Dans les observatoires on photographie maintenant systématiquement et en série, — si j'ose employer cette expression industrielle, — les spectres des étoiles, simplement en plaçant devant l'objectif d'une lunette photographique un prisme de verre qui en recouvre l'objectif.

Cet ensemble, qui s'appelle le prisme-objectif, permet de photographier et d'identifier simultanément les spectres d'un grand nombre d'étoiles. La lumière de chacune d'elles est, en effet, décomposée par le prisme objectif en une petite bande de lumière contenant les diverses radiations que définit l'alexandrin célèbre :

Violet, indigo, bleu, vert, jaune, orange, rouge.

Dans cette petite bande de lumière qui, pour chacune des étoiles de la région photographiée, s'imprime sur le cliché, les petites raies sombres ou lumineuses qui caractérisent la composition chimique et l'évolution de l'étoile sont immédiatement et facilement identifiables. Par cette méthode spectrale, on a aussi découvert un certain nombre d'étoiles variables.

*
* *

Une fois découverte une étoile variable, il faut étudier la nature de sa variation, rechercher quelles en sont la périodicité et la durée, mesurer l'amplitude, l'importance de cette variation, déterminer l'éclat de l'étoile aux diverses phases de sa fluctuation. Il faut, en un mot, et suivant l'expression traditionnelle des astronomes, construire la *courbe de lumière de l'étoile*. Cette expression provient de ce que nous avons l'habitude, pour mieux parler aux yeux, de figurer les nombres représentatifs de la variation lumineuse d'une étoile en une courbe figurative analogue à la courbe qui représente, dans les thermomètres ou baromètres enregistreurs, la variation quotidienne et horaire de la température ou de la pression atmosphérique.

Les méthodes employées par les astronomes pour étudier en détail la variation lumineuse d'une étoile sont de plusieurs types. Il y a d'abord la méthode la plus ancienne et la plus simple qui, depuis qu'Argelander l'a mise au point, porte le nom de *méthode des degrés*. Cette méthode a ceci de précieux qu'elle permet à n'importe quel amateur de faire, avec une simple lorgnette de théâtre ou une jumelle marine, des études de photométrie stellaire extrêmement intéressantes et même très exactes lorsqu'elles sont conduites avec soin. Le principe de la méthode, qui fut indiqué d'abord par William Herschel (1796), consiste à comparer l'étoile à étudier avec une série d'autres étoiles voisines convenablement choisies et à *estimer* si elle est plus ou moins brillante qu'elles et de combien.

Argelander (1840), comme Herschel, dénota d'abord les différences d'éclat d'étoiles à comparer par des signes conventionnels qu'il fut bientôt conduit à traduire en nombres. La plus petite différence d'éclat appréciable entre deux étoiles observées simultanément ou successivement est ce qu'Argelander appelle un *degré*. Les différences d'éclat successives seront des multiples de cette unité. De là le nom de méthode des degrés. Dans cette méthode on convient que deux étoiles f (fixe) et v (variable) ont des éclats égaux, lorsque l'œil ne perçoit pas de différences entre elles ou bien lorsqu'indifféremment il estime tantôt l'une, tantôt l'autre plus brillante. Pour abréger, on note ce cas *f v* sur les carnets d'observation. Quant au degré, on le définit ainsi : c'est la plus petite différence d'éclat perceptible entre deux étoiles.

Si au premier coup d'œil les deux étoiles paraissent assez

brillantes mais que je reconnaisse par un examen attentif et par un passage réitéré de *v* à *f* et de *f* à *v* que, sauf de rares exceptions, *f* brille plus que *v*, je dis que *f* est plus brillante que *v* de un degré et j'écris *f1v*, l'étoile la plus brillante étant toujours en avant. Si, malgré une égalité de première vue, l'étoile *f* apparaît à l'examen constamment sans hésitation plus brillante que *v*, j'évalue la différence à deux degrés et j'écris *f2v*. Une différence qui tombe sous le premier coup d'œil vaut trois degrés et s'écrit *f3v*; enfin *f4v* présente une différence encore plus manifeste. Argelander déconseillait de comparer des étoiles dont la différence apparente d'éclat dépassât 4 degrés.

Ceci posé, si on veut observer une étoile variable, par exemple *Mira Ceti*, on en choisit dans son voisinage plusieurs autres comprenant entre leurs valeurs extrêmes les éclats successifs de *Mira*; puis prenant arbitrairement l'origine des degrés, assignant par exemple le degré zéro à une étoile de 6e grandeur, on détermine par l'observation le degré qui convient à chacune des étoiles de comparaison. En faisant une série d'estimations pour chaque couple d'étoiles, on obtient une moyenne qui est exacte à une fraction de degré près. Il ne reste plus qu'à comparer *Mira Ceti* aux étoiles ainsi définies et à estimer pareillement chaque jour... ou plutôt chaque nuit... la différence en degrés. La valeur d'un degré, ou si on préfère le nombre de degrés trouvés entre deux étoiles données, varie un peu d'un observateur à l'autre, mais devient, au bout d'un peu d'exercice, un nombre très constant pour un même observateur.

L'expérience a montré qu'en moyenne la valeur d'un degré diffère peu d'*un dixième de grandeur* stellaire, ce qui veut dire que la plus petite différence que l'œil soit capable d'apprécier entre deux étoiles, correspond au cas où l'une a un éclat d'un quart supérieur à celui de l'autre. C'est une bonne précision, étant donnée la difficulté du problème.

Sur ces bases et sur l'initiative de Pickering, certains observateurs se sont astreints à habituer leur œil à fractionner au dixième de grandeur le rapport d'éclat qui sépare des étoiles de grandeurs stellaires bien déterminees. Ainsi modifiée, comme sous la forme que lui a donnée Areglander, la méthode des degrés est une excellente méthode de photométrie stellaire, à la portée de tous les amateurs, et qui a permis de faire beaucoup de beaux travaux et de découvertes C'est par cette méthode qu'un des astronomes de l'Observatoire de Lyon, M. Luizet, a fait tous ses travaux photométriques sur les étoiles

variables qui font autorité. Si je me suis étendu un peu sur ce procédé, c'est qu'au cas où quelqu'un de mes lecteurs serait tenté de l'appliquer, il lui suffira de méditer ce qui précède pour y être complètement préparé.

***

A côté de ce procédé on emploie dans les Observatoires, pour l'étude des étoiles variables, des méthodes d'une plus haute précision dont je voudrais maintenant dire quelques mots.

Un photomètre stellaire qui a été très utilisé et qui a notamment permis aux astronomes de l'Observatoire de Potsdam de réaliser leur monumental catalogue photométrique, est celui de Zöllner.

Il consiste en une étoile artificielle dont on juxtapose, par un artifice optique, l'image à celle de l'étoile réelle qu'on veut étudier au foyer d'une lunette astronomique. L'étoile artificielle était naguère produite au moyen d'une lampe à pétrole éclairant une petite ouverture circulaire. J'ai montré autrefois qu'on obtient une précision plus grande en substituant au pétrole une lampe à filament métallique dont on peut régler à volonté l'éclat au moyen d'appareils de contrôle électrique, et depuis lors cette disposition est généralement adoptée.

Imaginons maintenant qu'on puisse faire varier de quantités connues l'étoile artificielle, diminuer à volonté son éclat, par exemple de moitié, d'un dixième, d'un vingtième, de la quantité qu'on voudra. En fait on obtient facilement ce résultat en interposant sur le trajet des rayons lumineux de l'étoile artificielle certains dispositifs optiques dont la description importe peu ici, qu'on appelle des *nicols* (du nom de leur inventeur) et qui permettent lorsqu'on les tourne d'une quantité connue de diminuer à volonté l'éclat de cette étoile artificielle.

Dans ces conditions il est très simple de mesurer avec précision la différence d'éclat d'une étoile variable donnée et d'une étoile fixe voisine. On juxtapose d'abord la première à l'étoile artificielle et on fait varier l'éclat de celle-ci (en tournant la petite manivelle des nicols) jusqu'à ce qu'on estime leurs éclats égaux; puis on refait la même opération sur l'étoile fixe. Connaissant dans ces deux cas la quantité dont, par la manœuvre des nicols, on a réduit l'éclat de l'étoile artificielle, on en déduit immédiatement la différence des éclats de l'étoile variable et de l'étoile fixe auxquelles on a successivement égalisé l'étoile artificielle. Cet instrument a été et est encore très employé.

Les grands travaux modernes de photométrie stellaire, qui font la gloire de l'Observatoire de Harvard College aux États-Unis et qui

sont le monument le plus important élevé par les astronomes dans cet ordre d'idées ont été réalisés au moyen d'un instrument quelque peu différent du précédent. Son inventeur Pickering l'a appelé *photomètre-méridien* pour cette raison qu'on s'est astreint à n'étudier avec cet instrument les étoiles qu'au voisinage de leur passage au méridien, c'est-à-dire lorsqu'elles sont au plus haut de leur course et que leur éclat est le moins affecté par le pouvoir absorbant de notre atmosphère qui est, comme on sait, d'autant plus grand qu'il s'agit d'astres plus près de l'horizon.

Dans le photomètre-méridien, comme dans le photomètre de Zöllner, on compare entre elles deux étoiles qu'il s'agit d'égaliser. Mais ici il n'y a plus d'étoile artificielle ; les étoiles qu'on compare sont deux étoiles réelles qui sont directement juxtaposées dans la lunette grâce à deux miroirs orientables qui font converger les rayons des deux étoiles considérées sur deux objectifs voisins et inclinés de manière à juxtaposer les images des deux astres au foyer de la lunette. L'une des étoiles, celle qui est généralement employée comme étoile de comparaison, est l'étoile Polaire qui a l'avantage d'être continuellement à la même hauteur au-dessus de l'horizon.

Sur le trajet des deux pinceaux lumineux provenant des deux étoiles à comparer, et dans la lunette, se trouve un cristal de spath d'Islande. On sait que ce singulier cristal a la propriété de donner, parce qu'il s'y produit une double réfraction, deux images de chaque objet regardé au travers. On les appelle respectivement image ordinaire et image extraordinaire et ces deux images sont telles qu'elles sont polarisées en sens contraire l'une de l'autre, de telle sorte que si on regarde ces deux images à travers un nicol et qu'on tourne celui-ci, l'une des images augmente d'éclat à mesure que l'autre diminue et l'une passe par son maximum d'éclat lorsque l'autre s'éteint et réciproquement. Dans ces conditions, nous avons au fond de la lunette deux images de l'étoile polaire et deux images de l'étoile à étudier. On s'arrange, au moyen d'écrans convenables, pour intercepter l'une des deux images de la Polaire, et celle des deux images de l'autre étoile qui est polarisée en sens inverse. Dans ces conditions, en regardant les deux images restantes à travers un nicol et en faisant tourner celui-ci, on augmente l'éclat de l'une à mesure qu'on diminue celui de l'autre et on arrive facilement à les égaliser. La position du nicol, quand ce résultat est obtenu, indique dans quel rapport il a fallu diminuer les éclats initiaux des deux étoiles, et on en déduit immédiatement le rapport de ces éclats initiaux.

Tel est le photomètre de Harvard qui a joué un rôle de premier plan dans toutes les études concernant les éclats des étoiles et leurs variations, et qui est un des outils de merveilleux savoir les plus précieux de l'astronomie moderne.

Enfin une autre méthode qui, quoique moins rigoureuse que les précédentes, a été beaucoup employée dans les Observatoires pour l'étude des éclats photométriques des étoiles, consiste dans l'emploi des photomètres à extinction. On réduit de plus en plus l'éclat d'une étoile observée dans une lunette donnée, par exemple en déplaçant sur le trajet de ses rayons un écran à teintes graduées de plus en plus sombres, jusqu'à ce que l'étoile cesse d'être visible. En faisant la même opération sur une autre étoile, et en notant les deux positions des écrans correspondant à l'extinction, on en déduit les rapports d'éclat des deux étoiles. Ceci suppose que l'éclat minimum au-dessous duquel une étoile cesse d'être perceptible est constant, ce qui n'est pas tout à fait sûr, car cela doit dépendre de la fatigue de l'œil.

***

La méthode photographique a été également et est encore appliquée chaque jour à l'étude des éclats des étoiles. Elle se ramène toujours à des méthodes visuelles, puisqu'il faut toujours, finalement, comparer les luminosités de deux images photographiques, au lieu de deux images directes. La photométrie photographique a donc tous les inconvénients, à cet égard, de la méthode visuelle ; elle y ajoute les causes d'erreur provenant de la loi mal connue qui lie dans des conditions variables, le noircissement d'un cliché à l'éclat de la source lumineuse. De ce fait, la photométrie photographique a une précision toujours inférieure à celle de la photométrie visuelle.

Mais dans le cas des étoiles, elle a sur celle-ci plusieurs avantages : elle permet d'étudier à loisir et de façon répétée les documents obtenus pendant un temps très court ; elle permet de faire des mesures indéfinies relativement à un phénomène pourtant éphémère, et longtemps après la fin de celui-ci ; elle permet enfin d'étudier des objets qu'avec les mêmes instruments l'œil ne peut percevoir. C'est que la plaque photographique est un véritable accumulateur de lumière, ce qui permet toujours de compenser la faiblesse des sources lumineuses par un accroissement du temps de pose. Cela, l'œil ne le peut pas.

L'astrophotométrie photographique n'est d'ailleurs rigoureusement possible que s'il s'agit de comparer les astres d'un même cliché —

et encore, à condition d'admettre que l'homogénéité du cliché soit parfaite et l'influence de la pose et du développement sur ses diverses parties rigoureusement égale. La comparaison photométrique d'étoiles placées sur des clichés différents est, en toute rigueur, illusoire. Cette comparaison, lorsqu'il s'agit des étoiles d'un même cliché, peut se faire par plusieurs procédés : ou bien on compare les diamètres des images photographiques qui sont d'autant plus grands que l'étoile est plus brillante, ou bien on compare le noircissement, le degré d'opacité de ces images. Dans cet ordre d'idées, certains ont obtenu aussi de bons résultats en plaçant la plaque photographique non près du foyer de la lunette où chaque étoile s'imprime sous forme d'un point très petit, mais en dehors du foyer, où chaque étoile s'imprime sous forme d'un disque assez large, d'opacité plus homogène et dont on peut plus facilement déterminer le degré de noircissement. On devine, sans que j'aie besoin d'y insister, toutes les difficultés théoriques et pratiques que présente dans ces conditions l'astrophotométrie photographique.

Enfin, il faut faire une place à part, dans l'étude des éclats stellaires, à des méthodes toutes récentes, qui utilisent les plus modernes données de la physique et qui ont déjà amené de beaux résultats. Je veux parler des photomètres photo-électriques.

Le plus simple, celui qui a été surtout employé récemment en astronomie par M. Stebbins, de l'Université d'Illinois, est le photomètre à sélénium. On sait que le sélénium est un corps singulier qui offre la propriété que sa résistance électrique se trouve changée lorsqu'on l'éclaire, et cela proportionnellement à l'intensité des rayons lumineux qu'il reçoit. Si on fait passer un courant électrique par une cellule de sélénium convenablement préparée et qu'on intercale un galvanomètre, celui-ci déviera proportionnellement à l'intensité de la lumière reçue par le sélénium. Autrement dit, celui-ci se comporte vis à vis de la lumière un peu comme le cohéreur de Branly vis à vis des ondes hertziennes.

A condition de se mettre à l'abri de quelques causes d'erreur, on obtient avec cet appareil une haute précision. M. Stebbins a réussi de la sorte à déceler, dans les éclats des étoiles, des différences et des variations qui ne comportent qu'une erreur d'environ 6 millièmes de grandeur stellaire, ce qui correspond à un écart d'à peine un deux-centième entre les éclats comparés.

Assez analogues sont les photomètres stellaires photo-électriques qui ont été réalisés depuis peu et surtout dans les observations allemandes.

Ils sont fondés sur le phénomène bien connu de « fatigue photo-électrique » que présentent certains métaux.

Ce phénomène consiste en ceci que, si on fait tomber de la lumière sur la surface de certains métaux, comme le potassium, cette surface émet, proportionnellement à l'intensité de la lumière reçue, des « électrons, » des petites particules électrisées; si on place ce fragment de métal photo-électrique sur un circuit électrique et de telle sorte qu'une petite plaque de métal usuel se trouve en face du potassium, il se produira donc un courant électrique d'autant plus intense que la lumière reçue par la cellule potassique sera plus intense. On a obtenu dans l'étude photométrique des étoiles de bons résultats par ce dispositif qui est riche d'avenir.

Telles sont quelques-unes des méthodes par lesquelles les astronomes computent et mesurent aujourd'hui les lumières stellaires. Cette obscure clarté qui tombe des étoiles n'est plus seulement l'« animatrice » des poétiques pensers, le flambeau discret des mélancoliques amours, la flamme où se viennent brûler les rêves aux ailes papillonnantes. Elle est maintenant, au foyer des télescopes, une chose qu'on mesure et qu'on dissèque et qui nous entr'ouvre de lumineuses allées parmi les mystères du ciel. Il nous reste à voir maintenant tout ce qu'elle nous a enseigné d'étrange et merveilleuse vérité.

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Voici donc que le « Conseil suprême » va délibérer de nouveau le 19 janvier et, cette fois, à Paris. Puisque nous n'avons pas encore renoncé à ces réunions d'apparat, souhaitons, du moins, que celle-ci ne soit pas trop écourtée et que les Gouvernements alliés, toujours pressés de retourner à leurs affaires respectives, n'y traitent pas hâtivement les nombreuses et graves questions demeurées en souffrance. S'ils ont la légitime ambition de se mettre d'accord sur tout, ce n'est pas en quelques heures qu'ils pourront résoudre les problèmes posés, et, s'ils abordent plusieurs sujets sans pousser leur examen jusqu'à la décision, ils laisseront derrière eux, à la clôture de la conférence, des déceptions nouvelles. Ils ont choisi une méthode; ils ont abandonné les vieilles traditions diplomatiques ; ils ont réduit au minimum le rôle de leurs ambassadeurs ; ils ont pensé que, dans le bouleversement actuel du monde, ils devaient agir par eux-mêmes, se rencontrer, discuter ensemble sans intermédiaires. Je persiste à trouver cette procédure très périlleuse. Mais, puisqu'on l'a cependant adoptée et puisqu'on n'en change pas, est-ce trop demander qu'on l'applique enfin jusqu'au bout et qu'on en accepte les conséquences logiques ? Si M. Lloyd George, M. Giolitti, ou leurs représentants, viennent, avec ou sans les autres délégués des Puissances alliées, engager au quai d'Orsay une conversation fiévreuse, prendre part à deux ou trois repas officiels, et signer une déclaration commune sur le marchepied de leur wagon, nous ne serons pas beaucoup plus avancés à la fin du mois que nous le sommes aujourd'hui. Lorsqu'il s'est agi, en 1919, de rédiger le traité de paix, les chefs de gouvernements ont déjà voulu *fare da se* et ils ont préféré ne pas confier à des diplomates une œuvre de diplomatie. Mais, du moins, ils se sont long-

Copyright by Raymond Poincaré, 1921.

temps appliqués à la besogne dont ils entendaient se charger eux-mêmes et ils ne l'ont pas abandonnée avant de la croire achevée. Nos alliés se sont installés à demeure auprès de nous, avec toutes leurs équipes d'experts, et ce n'est pas en deux ou trois jours qu'ils ont eu l'illusion d'aboutir. La tâche de demain n'est guère moins lourde que celle d'alors et il serait téméraire de la vouloir accomplir dans l'espace d'un matin. A peine en puis-je donner un aperçu général.

Je me rappelle certain observatoire du front, où je suis allé souvent pendant la guerre et où, à courte distance des tranchées ennemies, il était facile de faire « un tour d'horizon » sur des villages occupés. Toutes les fois que je regardais ce triste paysage, je lui retrouvais la même physionomie désolée. Le tour d'horizon auquel j'invite chaque quinzaine les lecteurs de la *Revue* n'est pas beaucoup plus joyeux. Nous revoyons constamment devant nous les mêmes ruines et les mêmes brouillards. De temps en temps, nous avons même à constater une nouvelle destruction. Depuis la visite que nous avons faite à notre observatoire familier, rien n'est changé ou pas grand chose. Si nous nous tournons du côté de l'Orient, nous aurons cependant encore une déception. Nous apercevrons là-bas, au Sud de la Syrie, trois rivières qui ont un volume d'eau suffisant pour fournir de la force motrice et pour alimenter autour d'elles des canaux d'irrigation : le Jourdain, la Litany et le Yarmouk. Il y a un mois, elles étaient dans la zone française. Elles y avaient été laissées, en 1916, par l'arrangement que M. Georges Picot avait alors signé à Londres avec M. Mark Sykes. Elles n'en avaient pas été retirées, en janvier 1919, lorsque l'Angleterre avait obtenu que le mandat sur la Palestine, au lieu de rester international, lui fût attribué, pour être remis par elle au Sionisme. Mais, depuis une convention du 23 décembre qui laisse, il est vrai, dans notre zône le Yarmouk, et qui ne touche pas aux eaux de la Litany, il a été ouvert, en plein cœur de la Syrie, une entaille large de vingt-cinq kilomètres et profonde de cinquante ; le bassin de la Litany a été fortement entamé et la haute vallée du Jourdain, jusqu'à Banias et Métullah, a été annexée à la Palestine, dont la frontière monte maintenant à soixante-quinze kilomètres de Damas. Un écrivain distingué, blessé de guerre et député, M. André Fribourg, a qualifié ce nouvel accord de marché de dupes et M. Jacques Bardoux a, de son côté, fait très justement remarquer que notre mandat syrien, dont j'ai, il y a quinze jours, précisé ici même les limites, ne nous conférait pas le droit de modifier les frontières historiques d'un peuple libre et de concéder sans l'assentiment des popu-

lations, des territoires qui leur appartiennent. Voyez cependant, à l'horizon, toute cette bande de terre que baigne le Jourdain. Elle est maintenant incorporée à l'État de Sion.

Nous sommes-nous, du moins, concertés également avec l'Angleterre pour régler les questions qui se posent au Nord de la Syrie et pour mieux définir nos rapports avec les Grecs et avec les Turcs ? Il ne semble guère. Le Gouvernement français avait manifesté publiquement l'intention de reviser le traité de Sèvres, qui n'est pas ratifié par les Chambres et qui ne le sera sans doute pas facilement. Le Gouvernement anglais a non moins publiquement annoncé que rien ne faisait prévoir cette revision. Ces contradictions ne nous mettent pas, vis à vis du Gouvernement ottoman, dans une posture très favorable. Nous sommes, à l'égard de la Grèce, dans une position encore plus embarrassante. Il nous arrive parfois, dans la vie, d'avoir un vieil ami qui se conduit très mal envers nous. Comme nous le tutoyons depuis l'enfance, nous ne voulons pas nous donner le ridicule de nous battre en duel avec lui. Nous croyons nous venger suffisamment en prenant le parti de ne le plus saluer. Mais, à partir du jour où nous nous sommes arrêtés à cette belle résolution, c'est comme un fait exprès : nous rencontrons partout notre vieil ami, et lui, qui ne nous en veut pas du tout pour le mal qu'il nous a causé, il redouble de politesse envers nous et met chapeau bas à notre passage. Que voulez-vous alors que nous fassions ? Nous commençons par détourner la tête, une fois, deux fois ; mais il insiste et, de guerre lasse, un beau jour, nous lui rendons son salut. Je ne jurerais pas qu'avec la Grèce les choses se passeront autrement. Au lieu de nous mettre en garde contre les suites de son apostasie, nous avons frappé son roi d'une excommunication mineure. Nous n'avons même pas rappelé nos ministres, nous les avons consignés dans leurs légations. Le Roi a débarqué au Pirée, acclamé par la foule enthousiaste, et il est rentré dans ce Palais d'où il avait envoyé à Guillaume II de si chaleureux télégrammes. A peine avait-il mis le pied sur les marches de son trône qu'il a donné aux Alliés l'assurance solennelle de sa fidélité. Les Alliés faisant mine de ne pas entendre, il a recommencé. Il va se trouver tous les jours sur notre chemin pour nous donner un coup de chapeau. Un beau matin, nous aurons un mouvement réflexe et nous oublierons de rester couverts. Tâchons, du moins, ce jour-là, d'avoir avec le roi Constantin une explication catégorique, et, si nous retirons notre anathème, prenons pour l'avenir des garanties efficaces. Il en est une qu'il ne serait, sans doute, pas impossible de nous faire attribuer. Dans le traité

passé, le 10 août 1920, à Sèvres, entre l'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon, d'une part, et la Grèce, d'autre part, il y a deux parties distinctes, un préambule et trois chapitres comprenant vingt articles. L'Angleterre ne paraît pas disposée à modifier le traité lui-même, mais peut-être reconnaîtrait-elle que les considérants et la conclusion du préambule ne sont plus tout à fait en harmonie avec les événements. « La France et la Grande-Bretagne renoncent, en ce qui les concerne, aux droits spéciaux de surveillance et de contrôle qui leur avaient été reconnus vis à vis de la Grèce par le traité de Londres du 7 mai 1832, par le traité de Londres du 14 novembre 1863, et, en ce qui concerne les îles ioniennes, par le traité de Londres du 29 mars 1864. » Pourquoi ne pas revenir, au moins provisoirement, sur cette renonciation ? Vénizélos nous avait montré une Grèce très rapidement grandie et nous l'avions crue majeure. Elle vient de nous avouer qu'elle était encore mineure. Prenons un peu de temps avant de lui accorder un affranchissement irrévocable.

Mais l'Orient ne retiendra pas seul l'attention du Conseil suprême : du traité de Sèvres, les premiers ministres seront forcés de revenir au traité de Versailles, et ce nouvel examen ne leur laissera pas le loisir de chômer. Ils auront, d'abord, à se prononcer sur le désarmement de l'Allemagne. C'est un rocher que, depuis deux années, les Sisyphes alliés essaient vainement de pousser devant eux sur la pente de la montagne. Au mois de mars 1919, la Chambre française des députés avait été très émue d'apprendre qu'il était question de maintenir à trois cent mille, puis à deux cent mille hommes, l'armée qu'on permettrait à l'Allemagne de conserver. Tous les groupes politiques se réunirent et, à l'unanimité, ils réclamèrent qu'il ne fût toléré, dans le Reich, ni force armée, ni armement. M. Maurice Raynaud avait été le promoteur de cette manifestation parlementaire et, sur sa demande, une adresse avait été envoyée à tous les membres de la Conférence de la paix. « Lorsque l'Allemagne partit à la conquête du monde, était-il écrit dans cet appel collectif, elle ne dissimula pas ses ambitions ; les Puissances secondaires, Danemark, Hollande et Suisse, devaient être absorbées au point de vue politique et économique ; la Belgique et le Nord de la France devaient être annexés purement et simplement. La victoire des Alliés a détruit ce rêve mégalomane. Si les Alliés voulaient profiter de leur victoire de la même manière que l'Allemagne voulait utiliser le triomphe qu'elle escomptait, l'Allemagne serait dépecée. Tels ne sont pas nos buts... Dès lors, pourquoi

l'Allemagne serait-elle autorisée à conserver des institutions militaires qui, si étroites qu'elles soient, seront toujours une menace pour ses voisins ? » Au moment même où les délégués des Puissances à la Conférence de la paix recevaient cette adresse de la Chambre française, M. Von Gerlach, qui était sous-secrétaire d'État au ministère allemand de l'Intérieur, donnait sa démission, parce que, disait-il déjà, le gouvernement du Reich faisait trop de concessions au parti militaire et, dans une conversation avec un rédacteur de la *Nouvelle Gazette de Zurich*, il déclarait : « Cent mille hommes suffisent amplement à l'Allemagne pour sa police intérieure. » Nous sommes loin de compte aujourd'hui, quand nous voyons évoluer, tout armées, à côté de la *Reichswehr*, la *Sicherheitspolizei*, l'*Ordnungspolizei* et les *Einwohnerwehren*. La note qu'a rédigée, sous la présidence du général Nollet, et à l'unanimité de ses membres alliés, la haute Commission de contrôle, la vérification complémentaire à laquelle a procédé le maréchal Foch, la liste d'infractions allemandes qu'a dressée, le 31 décembre, le Gouvernement français, ne peuvent laisser aucun doute sur les violations systématiques dont sont l'objet, au delà du Rhin, les articles 177 et 178 du traité de Versailles. De sursis en sursis, les Alliés avaient fini par décider à Spa que l'armée allemande devait être réduite, pour le 1er octobre 1920, au chiffre de cent cinquante mille hommes et que, pour le 1er janvier 1921, les effectifs seraient obligatoirement ramenés au chiffre de cent mille hommes, avec la composition et l'organisation prévues au traité. A quelle condition ces prolongations de délai avaient-elles été accordées à l'Allemagne ? A son retour de Spa, M. Millerand l'a indiqué avec précision à la Chambre des députés : à la condition, a-t-il dit, que le gouvernement allemand procédât au désarmement immédiat de l'*Einwohnerwehr* et de la *Sicherheitspolizei*; et la décision se terminait par cette phrase menaçante : « Si à n'importe quelle date, avant le 1er janvier 1921, les commissions alliées de contrôle en Allemagne constatent que les termes du présent arrangement ne sont pas loyalement exécutés, les Alliés procéderont (pesez bien ces mots; tout le monde nous a dit alors que ce futur signifiait : les Alliés procéderont *ipso facto*, dès qu'ils auront reçu l'avis des commissions compétentes) à l'occupation d'une nouvelle partie du territoire allemand, que ce soit la région de la Ruhr ou toute autre, et ne l'évacueront que le jour où toutes les conditions prévues auront été intégralement remplies. » Nous voici au 15 janvier. Nous n'avons occupé aucune nouvelle partie du territoire allemand et le gouvernement allemand nous répète

textuellement ce qu'il nous avait dit à Spa, qu'il ne peut sans danger désarmer l'*Einwohnerwehr* et la *Sicherheitspolizei*.

Comment M. Théodor Wolff peut-il donc écrire dans le *Berliner Tagblatt* que, si M. Leygues a envoyé à l'Allemagne la note du 31 décembre, c'est parce qu'il s'est montré docile aux exigences des militaristes français? M. Otto Braun lui-même, le président du Conseil prussien, ne vient-il pas de proclamer à Kœnigsberg que c'est au contraire le ministre allemand de la défense nationale qui cède à l'esprit militariste et que les manœuvres de l'Orgesch mettent en péril l'existence de l'État? Je ne veux pas douter que le Conseil Suprême ne prenne les mesures nécessaires pour mettre fin à un état de choses que beaucoup d'Allemands eux-mêmes commencent à trouver paradoxal. Si le Conseil, se réunissant près de trois semaines après le terme fixé pour le désarmement définitif, se laissait aller à de nouvelles complaisances, nous en serions réduits à penser que la convention de Spa n'a été qu'une mystification.

Mystification très coûteuse, du reste, en ce qui concerne le charbon. C'est encore un sujet que le Conseil Suprême sera obligé de reprendre, puisque le système imaginé à Spa ne doit pas être, et nous devons nous en féliciter, appliqué au delà du 31 janvier. Mais les Allemands nous avertissent déjà qu'ils vont se livrer à de nouveaux marchandages. Depuis le jour où nous avons lâché la rampe que nous offrait le traité de Versailles, il nous faut descendre les marches plus vite que nous ne voudrions. Si socialiste que soit le *Vorwaerts*, il prend ardemment la défense de l'industrie allemande et il prétend que le charbon livré par l'Allemagne nous permet de faire à nos voisins une concurrence abusive. Des dommages causés à nos régions envahies, le *Vorwaerts* a déjà perdu la mémoire. Notez que ces accords de Spa, dont j'ai plusieurs fois signalé les graves inconvénients, le Reich n'a même pas daigné les exécuter. Bien qu'en 1920 l'extraction totale du bassin de la Ruhr ait dépassé de plus de seize millions de tonnes les chiffres de 1919, l'ensemble des livraisons effectuées par l'Allemagne pour les cinq derniers mois de l'année a été inférieur de cinq cent mille tonnes au total fixé par le protocole de Spa. Les Allemands attribuent ce déficit à la baisse du Rhin et au manque de wagons. Mais, comme ils s'attendent à ce que nous leur proposions, une fois de plus, d'assurer nous-mêmes les transports par chemin de fer, ils s'empressent d'ajouter qu'à partir du 31 janvier, ils ne pourront fournir le tonnage demandé par la Commission des réparations, c'est-à-dire deux millions deux cent

mille tonnes par mois, au lieu des deux millions stipulés à Spa. Telle est la réponse que M. Bergmann vient de transmettre à la Commission par ordre de Berlin, et c'est encore le Conseil Suprême qui se chargera, sans doute, de régler ce conflit.

D'après les nouvelles de Londres, il semble, au contraire, que l'ordre du jour ne doive pas comprendre, si urgente qu'elle soit, la question des réparations. Non pas que les Gouvernements ne se réservent point de la traiter eux-mêmes. Mais quand l'évoqueront-ils? On ne le sait plus. La conférence de Bruxelles a suspendu ses travaux et jusqu'ici elle semble avoir été obligée, par les instructions qu'elle avait reçues, de s'en tenir à des discussions un peu théoriques. Les quatre étapes dont étaient couvenus MM. Lloyd George et Georges Leygues seront-elles ou ne seront-elles pas maintenues? La méthode suivie sera-t-elle une fois encore bouleversée? La seule chose qui paraisse sûre, c'est que le gouvernement anglais persiste à vouloir faire dépendre du plébiscite en Haute-Silésie la détermination de la dette allemande. J'ai déjà montré que cette prétention, inspirée par M. Keynes, repose sur une confusion entre la responsabilité du débiteur et sa capacité actuelle de paiement. Je suis convaincu que, si la Commission des réparations, outillée comme elle l'est aujourd'hui, était appelée à jouer dans la détermination de la créance le rôle auquel elle a droit, elle aurait aisément raison des sophismes dont l'Allemagne enguirlande sa mauvaise volonté. En tout cas, l'un des experts de Bruxelles, M. Cheysson, était hier encore celui de la Commission, et il doit avoir entre les mains les documents et les statistiques qu'un établissement de haute valeur scientifique, l'institut Solvay de Bruxelles, a été chargé par la Commission de préparer et de réunir. Il y a, sans doute, dans ces dossiers, des données précises sur l'état économique de l'Allemagne, sur les moyens qu'elle a de s'enrichir rapidement et sur la part qu'elle peut faire aux Alliés dans ses revenus annuels, sans être arrêtée dans son relèvement.

Et puis la Commission et les experts auront, je l'espère, la curiosité de se renseigner sur le budget allemand. Ils verront que les impôts sont encore de moitié inférieurs aux nôtres et qu'ils ne sont pas régulièrement perçus. Mais ils trouveront aussi, aux dépenses, une multitude de postes tout à fait injustifiables. Ils constateront, d'abord, avec quelque surprise, que, pour une population diminuée, — diminuée par les combats et par les pertes de territoires, — le nombre des fonctionnaires n'a pas cessé de croître en Allemagne

depuis le début de la guerre et surtout depuis la révolution. De là des augmentations de dépenses formidables. Veut-on quelques exemples? En 1914, il y avait dans les administrations impériales civiles un peu moins de cinq mille cinq cents employés. Il y en a aujourd'hui plus de quatre-vingt mille. — Erreur grossière, diront les Allemands; cet accroissement de personnel n'est qu'apparent; il provient de ce que le ministère des finances du Reich a absorbé toutes les administrations financières des États particuliers. — Oui, cette absorption a eu lieu, mais elle a compris, en tout, cinquante-cinq mille fonctionnaires, et il en reste, par conséquent, vingt-cinq mille qui viennent d'ailleurs. C'est-à-dire que le nombre s'est accru, depuis la guerre, dans la proportion de cinq à un. Les Chambres françaises n'en sont pas encore là. Sur les quatre-vingt-deux mille cinq cents emplois qui figurent au budget de 1920, on peut en relever plus de treize mille huit cents qui sont de création nouvelle; et c'est ainsi que l'Allemagne débitrice comprend son devoir d'économie.

Encore ces chiffres n'englobent-ils pas les exploitations industrielles de l'État. Si nous jetons un coup d'œil de ce côté, nous serons stupéfaits. Voilà un pays vaincu, qui se plaint de la misère et de la disette; il va être sans doute forcé de resserrer les services qui assurent les correspondances et les transports et qui doivent être les premiers à souffrir de la gêne économique. C'est exactement le contraire. Avant la guerre, l'administration des postes et télégraphes employait environ cent soixante-huit mille personnes. Aujourd'hui, dans un pays moins vaste, elle occupe deux cent cinq mille titulaires et cinquante-cinq mille auxiliaires. En 1914, il y avait, dans l'administration des chemins de fer, trois cent mille employés permanents ou temporaires; on en compte aujourd'hui quatre cent vingt mille pour un réseau moins étendu. Il faut croire que, si les wagons manquent pour transporter le charbon de la Ruhr, ces employés ont, tout de même, quelque part, des wagons à faire marcher.

Pour peu que nous entrions plus avant dans l'examen du budget de l'Empire, nous serons amenés à faire encore d'intéressantes découvertes. Le crédit inscrit pour les pensions atteint trois milliards neuf cent soixante-sept millions de marks. Sur ce chiffre, trois milliards six cent soixante-sept millions proviennent de la guerre. Mais, par l'article 236 du traité de Versailles, l'Allemagne n'a-t-elle pas accepté que ses ressources économiques fussent directement affectées aux réparations et, parmi les réparations, le paragraphe 5 de l'annexe I n'a-t-il pas rangé nos propres pensions aux victimes militaires de la

guerre, mutilés, blessés, malades, invalides, et aux personnes dont ces victimes étaient les soutiens? Est-il admissible que les Allemands donnent plus de trois millards six cents millions à leurs pensionnés, alors qu'ils ne nous versent pas encore un centime pour les nôtres?

Mais, puisqu'ils nous disent qu'ils désarment, nous allons, sans doute, trouver des économies considérables sur leur budget militaire. Voyons. Les dépenses de l'armée allemande dépassent, dans le budget ordinaire de 1920, deux milliards cinq cents millions et, dans le budget qualifié d'exceptionnel, un milliard sept cents millions. L'exception, ce sont les forces diverses qui s'ajoutent à l'effectif régulier de cent mille hommes. Le Conseil Suprême nous dira s'il est possible de tolérer plus longtemps une violation du traité qui se traduit par une dépense supplémentaire annuelle d'un milliard sept cents millions de marks, c'est-à-dire par un détournement d'un milliard sept cents millions de marks au détriment des Alliés créanciers, et plus particulièrement de la France dévastée. Mais le budget ordinaire lui-même nous révèle des détails étranges. Avant la guerre, l'entretien d'un soldat coûtait à l'Allemagne moins de douze cents marks par an. Aujourd'hui, la dépense pour un homme monte à vingt-cinq mille marks. Tenons compte aussi largement que possible de l'enchérissement de la vie, de la baisse du mark, du fait que les enrôlements volontaires se substituent aujourd'hui au recrutement obligatoire, il n'en restera pas moins une augmentation déraisonnable, que rien ne peut expliquer.

Et la marine de guerre allemande, l'Angleterre la croyait peut-être supprimée, détruite ou livrée? Nos amis britanniques feront bien de consulter le budget du Reich. Ils y relèveront une somme de cinq cent trente et un millions de marks affectée à la flotte dont l'Empereur était si fier; et s'ils veulent se rappeler qu'en 1913, à l'époque de sa plus grande puissance, cette flotte ne coûtait à l'Allemagne que deux cent vingt et un millions de marks, ils se demanderont peut-être avec quelque inquiétude si le Reich ne s'est pas dès maintenant approprié le mot de Guillaume II : « Notre avenir est sur l'eau. »

Mais poursuivons. Quel est, au budget du Ministère de l'Agriculture, ce crédit de trois milliards de marks? Il représente la dépense que supporte finalement le Reich dans les opérations d'achat et de revente auxquelles il se livre pour distribuer des denrées alimentaires au-dessous des prix courants. Ici encore, nous surprenons l'État débiteur en train d'accorder à ses nationaux des faveurs aux

dépens de ses créanciers. Il faut espérer que les Alliés sauront mettre bon ordre à ces prodigalités.

Ce n'est pas tout encore. Voici le Ministère du Travail, énorme bloc de dépenses hétérogènes : il comprend trois grandes catégories de crédits, un milliard cinq cent quatre-vingt-dix-neuf millions de marks pour les dépenses ordinaires et permanentes, cinquante-deux millions pour les dépenses exceptionnelles, deux milliards deux cent quatre-vingt-neuf millions pour les dépenses extraordinaires. Si nous regardons d'un peu près ces trois masses inégales, nous remarquons que, dans la première, huit cent vingt-huit millions sont réservés à des institutions que le Reich a créées en faveur d'anciens militaires et dans lesquelles il occupe encore un grand nombre d'employés; c'est ainsi, par exemple, que, dans ses seuls offices de placement, il a placé d'abord sept mille fonctionnaires. Nous trouvons, en outre, un demi-milliard de marks consacrés à la prévoyance sociale, mais c'est exclusivement au profit des mutilés, des orphelins et des veuves de la guerre que s'exerce cette prévoyance : si bien qu'une fois de plus l'Allemagne sert largement, avant nos propres victimes, celles que son impérialisme a faites dans sa population. Mais il y a mieux encore dans les dépenses extraordinaires du Ministère du Travail. Nous y découvrons neuf cent vingt-cinq millions de marks destinés à favoriser des constructions d'immeubles pour habitations. Et sans doute la natalité allemande a déjà repris dans de telles proportions que, si elle continue à progresser aussi vite que depuis la guerre, le Reich aura, dans une douzaine d'années, réparé toutes ses pertes et contiendra, entre ses frontières rétrécies, autant d'habitants qu'en 1914 ; et cette capacité prolifique est bien faite, soit dit en passant, pour accroître rapidement sa capacité économique et sa capacité financière. Mais aujourd'hui, l'Allemagne n'a pas encore retrouvé les vies humaines que la guerre lui a enlevées et on ne s'explique pas très bien la hâte qu'elle met à construire des maisons aux frais de l'État, alors que, par sa faute, tant de Français sont aujourd'hui sans asile. Plus loin, dans le même budget, nous trouvons un chapitre de cinq cents millions de marks pour secours de chômage; et peut-être a-t-on le droit de se demander si une somme aussi importante, affectée aux ouvriers sans travail, est bien faite pour encourager le travail.

Mais il y a aussi en Allemagne un ministère de la reconstitution et vous pensez bien que la reconstitution allemande va passer avant la reconstitution française. Le Reich se plaint que le traité de Versailles l'ait privé de ses colonies. Il n'en garde pas moins un million

de marks pour rétribuer quarante-trois employés, chargés de reconstituer les colonies. Il faut bien que Hambourg reste, suivant le mot de Guillaume II, la première ville maritime du monde. Aussi le ministère de la reconstitution dispose-t-il de sept cent soixante-dix millions de marks pour primes et subsides à la construction de nouveaux navires. Et l'Allemagne cherche à nous apitoyer sur son indigence !

Même remarque à propos de sa dette perpétuelle. C'est, pour la plus grande partie, une dette intérieure, à laquelle une gestion financière détestable a donné pendant la guerre des dimensions effrayantes. Les arrérages, qui étaient de deux cent quarante-neuf millions de marks en 1914, se sont élevés, en 1920, à douze milliards six cent quatre-vingt-treize millions. L'Allemagne doit-elle servir des rentes à ceux des Allemands qui l'ont aidée à faire sa guerre, avant de réparer les désastres que sa guerre a causés aux innocents ? Ouvrons encore le traité de Versailles, à l'annexe II qui suit l'article 244. Nous y lisons que, pour estimer périodiquement la capacité de paiement de l'Allemagne, la Commission des réparations « doit examiner le système fiscal allemand : 1° afin que tous les revenus de l'Allemagne, y compris les revenus destinés au service ou à l'acquittement de tout emprunt intérieur, soient affectés par privilège au paiement des sommes dues par elle à titre de réparations et 2° de façon à acquérir la certitude qu'en général le système fiscal allemand est tout à fait aussi lourd, proportionnellement, que celui d'une quelconque des Puissances représentées à la Commission. » Or, aujourd'hui, le système fiscal allemand est beaucoup plus léger pour les contribuables du Reich que notre régime d'impôts ne l'est pour nous-mêmes, et l'Allemagne paie ouvertement ses emprunts intérieurs sur les revenus qu'elle nous a délégués par privilège. Que devient, dès lors, le traité de Versailles ? Et comment les Gouvernements alliés tolèrent-ils tous ces détournements de fonds ?

Parmi les crédits ouverts, en 1920, pour l'exécution du traité de paix, nous trouvons également quelques sujets d'étonnement. Vingt-cinq milliards de marks sont inscrits pour livraisons à l'Entente, et l'Entente est loin d'avoir eu l'occasion d'inscrire elle-même, au compte des prestations reçues, la contre-partie de cette somme. Mais qu'est-ce que ces autres vingt-cinq milliards qui figurent sous la même rubrique : Exécution du traité de paix ? Ce sont, paraît-il, vingt-cinq milliards qui doivent permettre à l'État allemand de rembourser ceux de ses nationaux qui auront fait des livraisons pour son compte. S'agit-

il de dettes contractées par l'État pendant la guerre ? S'agit-il de dettes contractées depuis la guerre, pour assurer réellement l'exécution du traité de paix ? Je ne sais. Mais ces remboursements, quels qu'ils soient, sont faits par l'Allemagne à des Allemands, et si vraiment l'Allemagne est vaincue, comment paie-t-elle ses nationaux avant ses créanciers ?

L'ambassadeur d'Allemagne à Londres vient de faire connaître publiquement la véritable pensée de son pays : « Nous ne pouvons pas payer en espèces ; nous paierons en nature. » Remplacez « pouvons » par « voulons » et vous aurez toute l'explication du jeu. L'Allemagne n'entend pas seulement s'enrichir, comme tout bon débiteur, en payant ses dettes ; elle veut s'enrichir aux dépens de ses créanciers. Elle attend de nous que nous nous fournissions chez elle et elle espère chasser de nos provinces ravagées les produits de l'industrie française pour y placer plus aisément les siens. Le chef de la délégation française à Bruxelles, M. Seydoux, a été dans cette voie aussi loin qu'on peut y aller sans compromettre nos intérêts nationaux. Il a admis qu'on déterminerait, d'abord, les sortes de marchandises à livrer, qu'on en fixerait ensuite la valeur en argent et qu'on établirait enfin, sans passer par l'État, une liaison directe entre le preneur français et le vendeur allemand. Tout cela fait, on totaliserait les livraisons faites en nature et on se mettrait d'accord sur les paiements en espèces que l'Allemagne devrait effectuer ; il resterait donc, pour ces derniers, une marge encore incertaine ; mais ils ne seraient pas supprimés. A la vérité, ce sont eux qui doivent être la règle, et le paiements en nature ne peuvent être qu'un mode exceptionnel et transitoire. Les réparations ont-elles pour objet d'indemniser la France attaquée, envahie et dévastée ? Ont-elles été commandées par le traité dans l'intérêt des agresseurs ? La question est posée. C'est aux Gouvernements alliés d'y répondre.

RAYMOND POINCARÉ.

Le Directeur-Gérant :

RENÉ DOUMIC.

UN DRAME DANS LE MONDE

PREMIÈRE PARTIE

I. — L'ÉGAREMENT

Madame la comtesse, dit la Religieuse en entrant dans la chambre à coucher, monsieur le comte est là.

Elle avait parlé à voix basse, les yeux tournés anxieusement du côté du lit où se dessinait, dans l'ombre et sous les rideaux, une forme vague de malade. Au chevet une jeune femme était assise, qui se leva vivement, et, à voix basse, elle aussi :

— Hé bien! ma Sœur, prenez ma place. Je n'ai à causer avec M. de Malhyver que quelques minutes. Je reviens, et vous pourrez vous reposer un peu encore.

— Et Mlle de Sailhans? interrogea la Religieuse, en désignant le lit d'un geste de la tête.

— Ma tante semble tout à fait tranquille, dit l'autre. Voyez...

Elle souleva de la main le sombre lampas à plis lourds. Une face vieillie et douloureuse apparut sur l'oreiller, les paupières fermées, la bouche ouverte et tirée à droite. La Sœur eut un hochement significatif en s'asseyant dans le fauteuil, tandis que Mme de Malhyver passait dans un salon attenant, où l'attendait son mari. Cette vaste pièce était éclairée d'une lumière à peine plus forte que celle de la chambre à coucher, par une grande

Copyright by Paul Bourget, 1921.

lampe Carcel en bronze, posée sur un pied du même métal. Le demi-jour projeté à travers le globe permettait de distinguer un de ces mobiliers comme il s'en trouve, encore aujourd'hui, dans les hôtels du faubourg Saint-Germain qui n'ont pas changé de maîtres depuis plusieurs générations. Des bergères, des paravents, des consoles qui sont des objets de musée y voisinent avec des poufs capitonnés, du goût le plus démodé. Cet hôtel-ci était classiquement situé entre cour et jardin, dans la partie de la rue de l'Université qui va de la rue de Bellechasse à la rue du Bac. L'absence d'électricité dans ce large salon du premier étage, aux fenêtres hautes, attestait que la propriétaire de cette demeure continuait d'y vivre dans les us et coutumes des aïeux de qui elle l'avait héritée. Elle allait y mourir, soignée par une nièce dont la physionomie et la toilette révélaient une Parisienne aussi éprise de la mode que la tante avait pu lui être hostile. Mme de Malhyver était grande et mince, avec un profil d'une extrême finesse, où chaque trait disait la race; mais ce joli visage aristocratique était *fait*, pour employer la vulgaire expression courante. Elle avait du rouge aux lèvres et aux joues, un rien de noir autour de ses yeux bruns. Ses beaux cheveux châtains, lavés au henné, montraient des reflets facticement dorés. Quoiqu'il fût onze heures du soir, elle portait une robe d'après-midi, trop courte. Sur des bas de soie noirs, presque transparents de finesse, se nouaient les rubans des cothurnes qui chaussaient ses pieds étroits. La nouvelle d'une attaque dont venait d'être frappée sa tante l'avait surprise rentrant de ses courses, comme elle allait s'habiller. Elle était accourue telle quelle, laissant son mari se rendre seul au dîner en ville auquel ils étaient priés tous les deux.

— J'arrive très tard, expliqua celui-ci. On s'est mis à table à neuf heures. Comment va la tante? Que dit le docteur Graux?

— Qu'elle est bien mal, mais qu'elle peut s'en tirer. Ce sont ses mots : elle a toujours eu une telle volonté de vivre!

— Elle a retrouvé la parole?

— Non. Du côté droit, même impossibilité de bouger. Graux a parlé d'une hémorrhagie dans le côté gauche du cerveau, due à l'artério-sclérose. Ce sont toujours ses mots. Le plus terrible, c'est que la pauvre femme a elle-même assisté à son attaque, raconte la Sœur. Elle s'est plainte de fourmillements dans la main, puis la jambe lui a manqué. Elle a bredouillé.

Alors elle a perdu connaissance et on m'a envoyé chercher. Maintenant, elle repose. Ce qui inquiète Graux, c'est la faiblesse du cœur. Il a ordonné de la digitaline.

— Vous voilà rassurée pour le moment. Vous rentrez avec moi?..

— Non. Je voudrais veiller la tante encore une heure ou deux pour que Sœur Félicité puisse dormir un peu. Elle a été sur pied toute la nuit dernière. La tante était si agitée! C'était la crise qui se préparait. Renvoyez-moi la voiture. S'il ne se passe rien, je serai à la maison vers minuit et demi.

— Alors, je vous quitte. J'embrasserai Roger pour vous, si ce petit ne dort pas déjà. Quand nous habiterons Malhyver définitivement, nous vivrons au moins avec notre fils... Au lieu qu'à Paris!...

Un silence tomba entre les deux époux. Géraud de Malhyver avait eu, pour prononcer cette dernière phrase, un regard singulier, anxieux et scrutateur. C'était un homme de trente-cinq ans qu'un éclat de grenade reçu sous Verdun marquait à la joue d'une large et profonde cicatrice. Cette noble défiguration donnait aux traits, naturellement heurtés, de son visage, une dureté tragique, démentie par l'expression méditative de ses yeux bleus. Ce contraste était rendu plus sensible par un autre : sous le drap mince du frac de soirée se devinaient des épaules étroites, des bras à peine musclés, la physiologie pauvre d'une très vieille race. Deux minces rubans à sa boutonnière, celui de la Légion d'honneur et de la Croix de guerre, racontaient quelle âme d'énergie habitait cet organisme tout voisin d'être fragile. Troisième contraste : celui de sa tenue presque négligée et de la toilette presque provocatrice de sa femme. Son habit, un peu lustré au col et aux manches, datait d'avant la guerre. Sa cravate était nouée tellement quellement. Ses cheveux trop longs avaient été peignés à la diable. Ses gants placés dans l'échancrure de son gilet laissaient voir qu'il y manquait un bouton. D'une main il les tortillait nerveusement, tandis que de l'autre il tiraillait sa moustache, du geste de quelqu'un qui a sur les lèvres des mots qu'il ne prononcera pas, et il écoutait sa femme lui répondre :

— Hé bien! bonsoir, Géraud.

— Bonsoir, Odette, dit-il, en prenant la petite main, baguée et parfumée, qu'elle lui tendait. Comme il la portait à ses lèvres, elle lui demanda négligemment :

— Vous m'avez bien excusée auprès des Candale? Qui avaient-ils à dîner?

— « Mais leur sœur, Mme d'Arcole, Bonneville, Crucé, Larzac, Mme Machault... J'oubliais Lord et Lady Semley. Ça ne m'a pas rajeuni, ce dîner-là, ni amusé. Il y a eu pourtant la guerre. Ces gens ont tous l'air de l'avoir oubliée. En 1919! Que sera-ce en 1929?

Sur ce mot prononcé du même accent et avec le même regard que son exclamation contre Paris tout à l'heure, Malhyver sortit du salon, tandis que sa femme dont les sourcils, — passés au pinceau, hélas! — s'étaient froncés à l'énumération des convives du dîner Candale, rentrait dans la chambre à coucher. Elle vint pour reprendre sa place au chevet du lit.

— Rendez-moi ce fauteuil, Sœur Félicité, dit-elle. Vous ne pouvez pas veiller toute une autre nuit.

— Celle-ci sera plus paisible, répondit la Religieuse; mais puisque ça vous arrange, madame la comtesse, je dormirai une petite heure sur la chaise-longue du salon. C'est une grande grâce du Bon Dieu, ajouta-t-elle, avec un large sourire sur sa large face de demi-paysanne. Je découpe mon sommeil par tranches, comme un chanteau de pain. Et, du seuil : Ainsi ne craignez pas de m'appeler, quand vous en aurez assez.

Mme de Malhyver était seule maintenant avec la malade qui continuait de reposer, immobile dans la pénombre des rideaux. Le souffle de ce sommeil, un peu rude, unissait son bruit à celui d'une grande pendule de Boulle, posée sur la cheminée où rougeoyait une flamme. On était dans les tout derniers jours du mois de mars, et les nuits restaient fraîches. Par instants, une sourde rumeur d'autobus arrivait de la rue et les vitres vibraient, — juste de quoi rappeler aux habitants des anciennes et aristocratiques demeures, telles que l'hôtel de Sailhans, que le monde moderne les cerne et qu'elles ne dureront point. La jolie comtesse Odette n'était pas de caractère, malgré le grand nom qu'elle portait, à s'attarder dans les réflexions de cet ordre, et cela d'autant moins qu'elle traversait en ce moment un douloureux drame moral, dont les quelques phrases, prononcées par son mari, insignifiantes en apparence, avaient ravivé la secrète angoisse. Effondrée dans la vieille bergère au pied du lit, elle avait mis ses coudes sur ses genoux, sa tête dans ses mains, et

ses pensées allaient, allaient. — Quelques semaines auparavant, Géraud lui avait annoncé brusquement, pièces sur table, qu'ils étaient presque ruinés. Des cent cinquante mille francs de rente qu'ils possédaient à leur entrée en ménage, à peine, leurs dettes payées, leur en resterait-il quarante mille, et leur existence était montée sur le pied de trois cent mille. A son retour de l'armée, Géraud, effrayé par le désordre de leurs affaires, avait voulu y voir clair. Le résultat avait été cet entretien, continué sur une déclaration, dont Odette avait été sidérée, comme d'un coup de foudre :

— Il est encore temps de rétablir notre situation, mais il n'est que temps. Un seul moyen. Il est radical, mais c'est le seul. Je vous répète : quitter Paris, et nous retirer sur nos terres en Auvergne, à Malhyver. Dès demain, j'y envoie Eberlé, notre architecte, avec mission de mettre le château en état. Il n'y a pas grand'chose à y faire. Mon père a toujours tenu la main à cet entretien. Il s'y était réfugié pendant la Commune. Il en prévoyait une autre et nous gardait cet asile. Ce sera le nôtre. Dans dix ans, notre fils aura vingt ans. Nous l'élèverons là-bas. J'en ferai un homme et nous lui aurons refait sa fortune.

Contre ce projet, si absolument inattendu, et dont Géraud avait achevé de développer le détail, Odette n'avait dressé aucune objection. Il y avait eu dans son silence autre chose que l'instinctif emploi du grand et sûr procédé de diplomatie féminine : se dérober pour gagner du temps. Elle était demeurée déconcertée par le ton de ferme décision de son mari, non moins que par l'étonnante brusquerie d'une telle nouvelle, ainsi annoncée sans préparation. N'y avait-il derrière cette volonté que la raison avouée, celle de leur ruine ? Depuis son retour de l'armée, Géraud était, pour elle, un autre homme. Un changement s'était produit en lui, dont elle n'osait pas rechercher le principe, tout simplement parce qu'elle avait elle-même un redoutable msystère dans sa vie de femme. Depuis 1912, elle était la maîtresse d'un ami de son mari, un des convives justement de ce dîner Candale, Xavier de Larzac. Elle l'aimait avec une passion accrue encore par la guerre et les dangers qu'il avait courus. Larzac s'était conduit, en effet, sur l'Yser, à Verdun, en Champagne, avec autant de courage que le camarade d'enfance qu'il trahissait indignement. La nature humaine a de ces para-

doxes. Mais cette terrible aventure n'avait été pour lui qu'une aventure. Son hérédité militaire, — un Larzac s'est distingué à Fontenoy, — avait agi en lui, comme automatiquement, sans que sa moralité, ou plutôt son immoralité sentimentale en fût redressée. Le mot de Malhyver sur les oublieux de la guerre ne s'appliquait que trop à ce séduisant, mais déloyal amant. Sitôt libre, il avait recommencé de mener la vie du Parisien comblé, pour qui la fidélité envers une maîtresse est presque une tare. Sa liaison avec Mme de Malhyver datait de trop loin pour lui tenir au cœur autrement que par l'habitude, et l'appétit du fruit nouveau le travaillant, il était en coquetterie réglée avec la jeune et jolie Cécile Machault. Pourquoi Géraud, en énumérant les convives du dîner Candale, avait-il prononcé leurs deux noms, l'un aussitôt après l'autre? Avait-il voulu constater l'effet produit par ce rapprochement sur Odette? Soupçonnait-il sa femme? Celle-ci s'était posé cette question, avec épouvante, quand son mari lui avait parlé de quitter Paris si impérativement. A cette minute, elle ne pensait plus à ce soupçon possible. La jalousie l'occupait tout entière. Que l'on commençât d'inviter les deux jeunes gens ensemble dans le monde, comme ce soir, cela prouvait que leur flirt était connu et reconnu. Jusqu'où était-il poussé? Cécile était légère. Elle était libre, Machault se trouvant retenu aux États-Unis pour un assez long temps, par de grosses affaires industrielles. On comprend pourquoi Odette avait interrogé son mari sur la composition de ce dîner, et quelle menace lui représentait le départ de Paris, outre la tristesse d'une volte-face totale d'existence. C'était perdre celui qu'elle aimait, et le perdre en l'abandonnant à une autre.

« Elle l'aura ramené dans son automobile, songeait-elle. Pour que je ne le sache pas, elle aura attendu que Géraud ne fût plus là. »

Elle les voyait, sa hardie rivale et l'inconstant amant, assis dans la rapide voiture. Elle voyait les yeux gris — couleur de saphir étoilé, — de Cécile, son frais visage potelé, ses cheveux blonds, sa nuque voluptueuse, et dans les prunelles noires de Xavier cet éclair de désir qu'elle connaissait si bien, et qui lui brûlait le cœur, chaque fois qu'elle le rencontrait. Mais Cécile était-elle la maîtresse de Larzac? Y avait-il entre eux autre chose que la camaraderie, un peu trop intime, encore innocente

cependant, d'une jeune femme très jolie et très garçonnière, avec un jeune homme très sensible à l'élégance et à la grâce? C'était la réponse que l'amant avait faite à sa maîtresse, chaque fois que celle-ci lui avait montré sa jalousie. Chaque fois Odette avait voulu croire à cette protestation, et toujours la jalousie était revenue, d'autant plus muette que la blessure était plus saignante. Elle reculait maintenant devant des scènes dont elle devinait qu'elles irritaient Xavier. Pour une femme qui aime, craindre d'irriter un amant, c'est reconnaître que cet amant l'aime moins, qu'il ne l'aime plus. Doute affreux et déjà si profondément entré dans le cœur d'Odette qu'elle avait tu à Larzac le projet de son mari. Elle avait tremblé de ne pas rencontrer un chagrin pareil au sien. Hélas! si, présente, il l'aimait moins déjà : que serait-ce absente? L'idée de cette reconduite en voiture, à ce même instant peut-être, lui fit soudain si mal, à une place si blessée de sa sensibilité, qu'oubliant l'endroit où elle était, l'heure, la malade, la Religieuse toute voisine, elle dit à voix haute :

— Ah! Comment, comment rester à Paris? Comment?... répéta-t-elle... Comment?

Une plainte lui répondit, venue du lit. Rendue à la réalité par ce gémissement, Odette se leva, et la tête penchée dans l'interstice des rideaux, elle demanda, mais tout bas :

— Vous m'appelez, ma tante?

Aucune réponse, cette fois. La paralytique avait, sans doute, entendu l'exclamation de la jeune femme, mais dans le sommeil, sans rien percevoir qu'un bruit qui l'avait troublée et ne l'avait pas éveillée. Elle continuait de dormir, sans plus gémir. Odette la considérait avec une pitié encore attendrie par la crise d'émotion qu'elle venait de traverser. A la faible lueur de la lampe, posée là-bas, dans un angle, elle regardait, comme la Sœur tout à l'heure, ce visage pâle et flétri, ces traits altérés, la terrible déviation de la bouche et de la narine, et elle se rappelait un tableau de famille, conservé dans son petit salon, à elle, où sa tante figurait, toute jeune, au milieu des siens. « Comme la vie est courte! songea-t-elle, en calculant que ce tableau où se trouvait aussi représenté son père, le frère de la mourante, datait de 1860 : Oui, comme la vie est courte! Et on n'en a qu'une, Pauvre tante! Qu'a-t-elle fait de la sienne? »

Il y avait, suspendu au mur, dans la ruelle du lit, un Christ

d'ivoire, cloué sur une croix de bois noir, détachée elle-même sur un fond de velours d'un rouge sombre. Un cadre sculpté entourait le tout. Ce crucifix, traité dans la sévère et large manière du XVIIe siècle, venait d'un Monseigneur de Sailhans, ami de Bossuet, l'un des rédacteurs, prétend-on, de la fameuse Déclaration du clergé de France en 1682. La vieille demoiselle avait hérité ce magnifique objet, comme l'hôtel, les meubles, les portraits. Elle l'avait placé là comme un symbole de son double culte : sa race et sa foi. Tandis qu'Odette se prononçait mentalement sa phrase sur la triste destinée de l'agonisante, elle releva les yeux et vit ce crucifix. Elle eut un haussement d'épaules qui marquait, à lui seul, la différence des deux générations. Depuis longtemps ce Christ n'était plus pour elle qu'un bibelot précieux, et dont elle admirait le fin travail. En ce moment, elle ne voyait plus, dans cette image protégeant le sommeil de la vieille fille pieuse, qu'un indice d'une illusion à laquelle la dévote avait sacrifié cette « unique vie. » La suite de ce récit expliquera sous quelles influences la jeune femme était arrivée à un nihilisme religieux qui la laissait complètement désarmée devant certaines épreuves et certaines tentations.

— Quelle misère ! murmura-t-elle en se rasseyant pour reprendre sa méditation, aiguillée dans un nouveau sens. Oui, quelle misère que cette existence rétrécie de la vieille demoiselle ! Odette voyait en pensée tante Naïs, — comme elle continuait de l'appeler, — se levant le matin dès la première heure, pour aller jusqu'à l'église. Là, elle entendait une messe, deux quelquefois, quand, tourmentée de scrupules, elle craignait de n'avoir pas suivi la première avec assez de ferveur. Puis, c'était, rentrée chez elle, toute une suite de minutieuses occupations domestiques où elle se noyait. En dépit de son romanesque prénom historique, Athénaïs de Sailhans s'attardait, pareille sur ce point à la plus bourgeoise des bourgeoises, aux insignifiants détails de son intérieur, se minimisant, si l'on peut dire, dans la discussion indéfinie des plus mesquines dépenses. Elle semblait n'avoir, de sa grande fortune, qu'une crainte plus grande d'être dupée. C'étaient ensuite, dans l'après-midi, de monotones visites échangées et reçues, dans un cercle, de plus en plus restreint, d'amies semblables à elle. C'étaient des séances d'œuvres, des retraites, des saluts. Et les journées succédaient aux journées, toutes unies, toutes grises. Les événements impor-

tants en étaient, avec les difficultés du ménage, des susceptibilités de propos, autour d'une conversation, des racontages écoutés et répétés, des troubles de conscience à l'occasion de quelque péché imaginaire, des craintes de santé. Mademoiselle de Sailhans était devenue, avec l'âge et la maladie commençante, de plus en plus anxieuse. L'hémorrhagie actuelle marquait l'ultime accident d'un endurcissement progressif des artères cérébrales, manifesté par une irritabilité croissante, un puérilisme chaque jour plus accusé, une observation et une interprétation continue des moindres symptômes personnels. Cette hypocondrie durait depuis des années sans que rien parût la justifier. Elle avait fait s'établir dans la famille une légende : « Les gens qui se croient toujours malades sont ceux qui se portent le mieux. Voyez tante Naïs. Elle se plaint sans cesse. Elle vivra cent ans. » De telles phrases, répétées indéfiniment, prennent, pour ceux qui les redisent et les entendent chaque jour, une certitude d'axiome. Odette de Malhyver était si profondément convaincue de la robustesse de la vieille fille atrabilaire qu'à son mari lui dressant leur bilan de ruine, elle n'avait pas objecté la fortune de leur tante qui pouvait, qui devait leur revenir. Elle en était l'héritière naturelle. Cette idée ne lui avait même pas traversé l'esprit, quoique, depuis deux mois déja, Mlle de Sailhans eût dû prendre une garde à demeure, cette bonne Sœur Félicité dont l'optimisme professionnel avait dissimulé à l'entourage la gravité des signes prémonitoires d'une crise imminente : un mal de tête continu, l'insomnie nocturne et la somnolence diurne, des troubles de la station et de la marche. A la nouvelle de l'attaque, Odette n'avait éprouvé, sous le coup du saisissement, que deux impressions contradictoires et pourtant logiques : le frémissement de la fibre humaine devant une des innombrables déchéances physiques qui nous attendent tous sous une forme ou sous une autre, — la déception de cette soirée manquée, et qu'elle espérait passer avec son amant. Et voici qu'au chevet de la malade endormie, cette idée d'une fin toute proche et celle de l'héritage possible se levaient en elle, suggérées, l'une par le silence triste de cette chambre, cette demi-lumière, ces rideaux baissés, ce souffle inégal, — l'autre par la violente révolte de son amour contre la cruelle perspective du départ, et dans quelles menaçantes conditions ! Son instinct irraisonné fut pourtant de les repousser, ces dangereuses idées. Elle sentait

déjà qu'elle allait souhaiter cette fin toute proche, et la seule ombre d'un pareil désir lui faisait froid à toute l'âme.

Oui, se disait-elle, pauvre tante Naïs! Elle n'a pas vécu; et elle avait si peur de la mort! Dans quel état sera-t-elle, quand elle se rendra compte de ce qui s'est passé? Car elle s'en rendra compte, puisque le docteur prétend qu'elle peut sortir de cette crise et qu'alors elle retrouvera ses esprits. S'il avait cru à un danger immédiat, il aurait écouté la Sœur et fait appeler un prêtre. Il a eu peur d'une impression trop forte. Il croit donc qu'elle comprend un peu. Il a dit : demain jugera la situation... Demain?... »

Elle avait répété ces syllabes : « Demain? » à mi-voix, et ce point d'interrogation se traduisit pour elle en deux images... Demain, la malade, entièrement revenue à elle, sortait de son lit, paralysée de la moitié du corps, avait pronostiqué le médecin, parlant à peine, prononçant mal les mots et les uns pour les autres, puis les jours suivants, marchant mieux, parlant mieux, se reprenant à la vie... Demain, ce pauvre corps était secoué par la convulsion d'une attaque semblable à celle qu'avait décrite la Sœur. Un autre vaisseau se rompait sous ce front d'où la pensée s'en allait tout à fait, le sentiment, le mouvement, la vie... Encore vingt-quatre heures, douze peut-être, une de ces deux images serait une réalité. Si c'était la première, rien de changé dans les conditions où Odette se trouvait prise. Si c'était la seconde?... Déjà elle n'évitait plus cette hypothèse. La vision se précisait, avec toutes ses conséquences, dont une capitale pour elle. Odette n'avait jamais escompté à date fixe la succession de sa tante; mais elle n'avait jamais douté, sachant l'orgueil nobiliaire de la vieille fille et son culte pour la lignée des Sailhans, que cette succession ne lui fût assurée. Cette conviction n'avait pas été étrangère à la prodigalité avec laquelle son mari et surtout elle, avaient conduit leur vie mondaine. Et tout d'un coup, une appréhension commençait de s'emparer d'elle, d'abord incertaine et vague, puis brutalement angoissante. Dès le début de son mariage, dix ans auparavant, elle avait dû subir quelques remarques de Mlle de Sailhans sur ses relations trop mêlées, le luxe trop osé de ses toilettes, le train trop fastueux de sa maison, son absence de réserve avec tel ou tel homme. Plus tard, la vente d'une de leurs terres de famille à un marchand de bois avait provo-

qué une scène dont elle avait longtemps gardé rancune à sa tante. Et puis celle-ci avait paru accepter le genre d'existence de sa nièce. Elle ne lui avait plus jamais adressé aucune remontrance. Les rapports entre elles étaient devenus de plus en plus conventionnels. Les visites au vieil hôtel de la rue de l'Université avaient pris rang, pour Mme de Malhyver, parmi ses devoirs de situation, comme de « cortéger » dans les mariages des proches, de mettre des cartes, d'en rendre, de paraître aux ventes de charité. Pendant la guerre, Odette avait choisi de s'occuper d'œuvres d'aveugles, et un rapprochement momentané s'était produit entre la nièce et la tante, avec ce geste de charité, — puis un nouveau refroidissement avec la reprise des sorties mondaines. Jusqu'où était allé ce refroidissement ? Il devrait rester, semble-t-il, chez les Parisiennes les plus follement emportées par le tourbillon des fêtes, une vigilance jamais endormie sur la question d'argent, puisque le coût de leurs plaisirs la leur rappelle sans cesse. Cette vigilance, elles l'ont bien, dans l'arrière-fond de leur pensée. Mais elles s'étourdissent, comme ces viveurs qui dévorent leur patrimoine, sachant qu'au terme de leur dissipation il y a la misère, peut-être le suicide. Il est encore temps d'enrayer, et ils remettent au lendemain, avec un fatalisme qui fait songer au *nitchevo* des Russes. Que d'héritages Odette avait vus se perdre autour d'elle, faute de petits soins! Et jamais elle n'avait pris sur elle de les avoir, ces petits soins, envers cette sœur de son père, sa seule très proche parente. Si cependant cette négligence avait eu pour effet de lui aliéner le cœur de sa tante assez complètement pour que la dévote l'eût déshéritée ? Ce crucifix dont la forme indistincte blanchissait dans l'ombre des rideaux, de quoi avait-il parlé à la vieille demoiselle solitaire, chaque soir, avant qu'elle ne s'endormît, chaque matin, quand elle s'éveillait ? De sa famille, — il en venait, — mais aussi de l'Église. Qu'une part de cette grande fortune pût aller à des œuvres, Odette l'avait toujours admis. Pour la première fois, elle concevait comme possible que la fortune entière lui fût retirée.

« A-t-elle fait un testament ? » se demanda-t-elle tout à coup.

Cette parole, prononcée par la voix intérieure, la secoua d'un frisson. C'était le doute, et c'était la terreur. Cette dernière et unique chance d'échapper à cet exil loin de Paris, quelques

lignes sur un morceau de papier suffisaient pour qu'elle la perdît ! Elle se redressa sur le fauteuil, mordue déjà par la tentation. Quelle tentation ? De savoir d'abord, de tenir la preuve que le sentiment de la famille l'avait emporté chez Mlle de Sailhans. Odette, après tout, avait-elle à se reprocher un tort sérieux vis à vis de sa tante ? Des négligences de forme, des divergences dans la façon de vivre, prévaudraient-elles contre la communauté du sang? Non. Elle ne pouvait pas être déshéritée. Elle se l'affirmait avec toute la force de son désir, et, en même temps, elle regardait autour d'elle. D'instinct, ses yeux cherchaient l'endroit où la vieille fille avait dû mettre ce testament, s'il existait. Athénaïs de Sailhans avait toujours été très secrète sur le maniement de sa fortune. Ces temps derniers, elle en était arrivée à une méfiance presque morbide, dont les Malhyver avaient reçu un témoignage bien significatif. Leur notaire, maître Métivier, qui gérait aussi les intérêts de leur tante, s'en était plaint à eux. Si donc elle avait écrit un testament, elle le gardait par devers elle, et certainement dans cette même pièce qu'elle ne quittait plus depuis des mois, laissant toutes les autres salles de l'hôtel houssées et fermées. Sa manie soupçonneuse s'étendait jusqu'à ses domestiques, qu'elle avait pourtant chez elle de très longue date. Ces dernières semaines en particulier, elle avait réduit leur service à son minimum, n'acceptant plus que les soins de la Sœur Félicité. De cette réclusion volontaire résultait un tel encombrement de meubles de tous les styles que cette vaste chambre à coucher en paraissait étroite. Odette continuait de la scruter de son regard inquisiteur. Où se cachait son testament? Dans ce bahut ou cette commode du temps de Louis XIV, dans ce bonheur du jour du temps de Louis XVI, dans cette armoire Empire, ou plutôt dans ce bureau massif à cylindre, placé contre le mur, près de la fenêtre? La nièce avait vu sa tante assise devant, combien de fois, qui de là surveillait la cour. L'abattant était abaissé et fermé à clef. Ce détail attestait la constante précaution de la vieille demoiselle. Il fit surgir une autre question dans l'esprit d'Odette. Cette clef, où se trouvait-elle en ce moment? Où celles des autres meubles? A l'ordinaire, Mlle de Sailhans portait tout un trousseau dans une petite pochette cousue à son jupon de dessous. Surprise par son attaque, on avait dû la déshabiller en hâte. Où avait-on rangé ses vêtements, certainement

sans les fouiller? Un cabinet attenant à la chambre contenait une penderie. Odette se lève. Sa pensée se transformant en acte, d'une manière comme mécanique, tant son désir de savoir était fort, elle marche jusqu'à ce réduit, sur la pointe du pied. Lentement elle ouvre la porte, qui ne crie pas. Dans l'obscurité, ses mains se tendent et palpent les robes accrochées là. Elle tressaille de tout son corps, à rencontrer sous ses doigts une masse métallique qui tinte sourdement. C'est le trousseau des clefs, qu'elle tire de la pochette. Elle hésite une seconde, l'oreille tendue vers la chambre. Toujours le même silence, coupé par le même bruit monotone de la pendule et par ce même souffle de la malade, tantôt fort comme un ronflement, tantôt atténué comme un soupir. L'automatisme continue, l'idée s'exécutant à mesure qu'elle apparaît dans l'esprit. Munie du trousseau, Odette sort du cabinet avec les mêmes précautions que tout à l'heure pour y entrer. De nouveau, elle écoute et vient au bureau. La lumière de la lampe éclairant mal cette partie de la pièce, il lui faut tâter la plaque, trouver l'ouverture, essayer le panneton de plusieurs clefs. Enfin elle a démêlé celle dont la tige forée épouse la serrure. Elle la tourne. Le pène cède sous la pression. Elle relève l'abattant. Ses doigts errent partout sur l'intérieur du meuble. Ils rencontrent d'autres serrures, des boutons de tiroirs, un buvard, un porte-plume, un encrier...

Il y a dans les recherches clandestines, si voisines d'être coupables, comme celle où s'engageait Mme de Malhyver, un processus d'entraînement, analogue à la loi d'accélération de la chute des graves. On commence d'agir timidement. La hardiesse s'accroît à mesure, et l'on finit par tout oser. Que la malade dorme ou se réveille, Odette n'y pense plus. D'un pas délibéré, elle va prendre la lampe dans cet angle écarté, là-bas. Elle la pose sur la tablette du bureau et commence d'ouvrir les tiroirs les uns après les autres. Toute une existence tenait dans les reliques, entassées aux profondeurs de ce meuble par la vieille fille. C'étaient des lettres jaunies, écrites par des mains aujourd'hui glacées par la mort, des photographies aux teintes foncées, et tout auprès, des notes de fournisseurs acquittées, des reçus de fermages, des contrats d'assurance, des bordereaux d'agents de change, des titres aussi, des billets de banque. L'ordre méticuleux de Mlle de Sailhans avait placé, sur chaque

tiroir et sur chaque liasse, une note détaillée, indiquant le contenu du tiroir et du paquet. Le cœur d'Odette bat à se rompre. Elle lit sur une de ces notes : « Papiers de famille, » et au terme d'une liste démesurément longue, ces deux mots qui lui brûlent les yeux : « Mon testament. »

Il était très court, ce testament, qu'Odette eut tôt fait de découvrir par-dessous les autres documents : extraits de naissance, lettres de part, actes notariés d'achat et de vente. La testatrice l'avait libellé sur une feuille de papier timbré qui portait cette date : 28 avril 1914. C'était le jour anniversaire de la mort de Guy de Sailhans, le propre frère de la malade et le père d'Odette, décédé en 1908, six ans auparavant. Ce 28 avril 1914, les Malhyver étaient priés au plus fastueux des bals costumés qui se multiplièrent ce printemps-là, comme si la haute société française d'alors subissait ce vertige de plaisir, avant-coureur des catastrophes. Odette se rappelait parfaitement être venue voir sa tante dans l'après-midi et l'accent amer de celle-ci pour lui dire : « Tu vas à ce bal, aujourd'hui ? » Elle avait feint de ne pas comprendre. Les lignes tracées par la main de la sœur du mort oublié disaient le résultat :

MON TESTAMENT

28 avril 1914.

Désireuse d'assurer le salut de mon âme par des aumônes et des prières et persuadée que ma fortune ne servirait qu'à finir de perdre mes héritiers naturels, déjà si exposés par leur genre de vie, je crois leur rendre service, et, encore une fois, assurer le salut de ma propre âme, en disposant comme je fais de la totalité des biens qui m'ont été transmis par mes ancêtres, tous gens de foi et à qui les mœurs du siècle actuel eussent été, comme à moi, un sujet de profonde douleur.

J'institue mon légataire universel Sa Grandeur Mgr l'évêque de Poitiers, d'où ma famille est originaire. Sa Grandeur emploiera cette fortune qui monte à près de cinq millions, non compris mon hôtel de la rue de l'Université, placés en valeurs de choix, à ses œuvres de charité. Sa Grandeur fera de l'hôtel l'usage qui lui semblera le meilleur. Je souhaiterais qu'Elle l'attribuât à des religieuses vouées au soin des malades. Je demande qu'Elle veuille bien, à chaque 28 avril, faire dire une messe dans

toutes les églises de son diocèse à mon intention. Je prie aussi Sa Grandeur de maintenir leurs gages à mes domestiques jusqu'à la fin de leur vie.

Ecrit et signé de ma main, en pleine possession de mes facultés, après avoir assisté au salut à ma paroisse et demandé à Dieu, devant son très Saint Sacrement, d'éclairer ma conscience.

ATHÉNAÏS DE SAILHANS.

17 mars 1919.

Sa Grandeur voudra bien donner le Christ d'ivoire qui est au-dessus de mon lit à la bonne Sœur Félicité qui me soigne si bien. — A. S.

Odette de Malhyver lisait et relisait ces phrases, pour elle terribles. Elle en eût haussé les épaules autrefois, quand elle et son mari commençaient la folle existence qui les avait insensiblement et impitoyablement acculés à cette nécessité formulée par Géraud avec de telles preuves à l'appui : changer leur train du tout au tout, et d'abord s'en aller de Paris. Cette nécessité, le testament qui la déshéritait lui en renouvelait l'affreuse évidence. « Cinq millions!... » Ces syllabes fascinatrices dansaient devant ses yeux, avec une ironie qui lui faisait sentir trop cruellement ce qui aurait pu être... Elle les ferma, ces yeux, afin de ne plus voir la feuille de papier qu'elle repoussa pour ne plus même la toucher, et dans la chambre noire de son cerveau des visions surgissaient, rapides et torturantes : — celle du château de Malhyver, d'abord, froidement enseveli dans un bois de chênes et de bouleaux, entre les cratères égueulés des volcans, par delà le Puy-de-Dôme, blanc de neige plus de six mois de l'année ; — puis, par contraste, vingt images de sa vie d'ici : les salons familiers où elle retrouvait son Xavier, les thés intimes où ils causaient à mi-voix, les loges de théâtre où il la rejoignait, l'appartement où il demeurait, avenue d'Antin et où elle se plaisait à venir audacieusement, un autre appartement mystérieux qu'il avait déjà quand elle s'était donnée à lui et qu'elle n'aimait pas. N'y était-il pas déjà venu avec d'autres? N'y viendrait-il pas, elle partie, avec la jolie et perverse Cécile Machault, dont le souvenir, soudain évoqué, la supplicia de nouveau. De sa lointaine Odette, Xavier n'aurait plus que

des lettres, de rares visites quelquefois, de pauvres huit jours volés à l'exil... Et alors?... Elle demeurait immobile, comme brisée, comme atterrée par une menace qui exaspérait encore toutes les sensations de détresse traversées depuis ces trois dures semaines.. Mais n'y avait-il pas une chance, même plus qu'une chance, une certitude d'échapper à cette détresse? Du moment que la méticuleuse Mlle de Sailhans avait placé ainsi ce testament parmi ses papiers de famille, elle n'en avait certainement pas rédigé d'autre. Le codicille, tout récent, d'une écriture tremblée, le prouvait d'ailleurs et que la vieille fille, se sentant atteinte, avait passé une dernière revue de ses tiroirs, pour confirmer et compléter ses dernières volontés. Cette feuille détruite, c'était le retour assuré des cinq millions à ces héritiers naturels dont la dévote avait condamné les façons de vivre. Elle avait écrit le pluriel, ne voulant pas désigner nommément la fille de son frère. Pour écarter une autre tentation, plus coupable que n'avait été la première, Odette la replia, cette feuille de papier, vivement. Elle la remit à sa place sous la liasse des autres papiers en ayant soin de retourner vers la table le côté de l'écriture pendant ce temps-là, pour ne pas être tentée de relire les mots qui la déshéritaient. Elle repoussa le tiroir non moins vivement, le ferma, fit le geste d'abaisser l'abattant... Elle s'arrête. On dirait qu'un pouvoir, plus fort qu'elle-même, la contraint, comme tout à l'heure, de réaliser le projet apparu avec une si troublante netteté dans le champ de son esprit. Ses doigts qui tenaient les deux boutons de cuivre de l'abattant, au lieu de l'abaisser, le relèvent. Brusquement, elle rouvre le tiroir, défait la liasse, prend le testament, marche vers la cheminée, où le bois continue de brûler paisiblement. Elle pose le papier sur la braise. La flamme palpite autour, le cerne et soudain s'élève toute claire. Comme égarée, elle regarde le feu dévorer la feuille, qui se recroqueville en grésillant. Avec une pincette, elle écrase dans les cendres les débris noirâtres. Alors, ramenée, comme il arrive, par l'accomplissement de son acte, au sentiment du danger, elle se relève. Avec des précautions, cette fois, lentement de nouveau et sur la pointe des pieds, elle marche vers le secrétaire, en répare le désordre. Elle écoute. Il lui semble qu'elle n'entend plus venir du lit cette respiration de personne endormie qui la rassurait. Elle a pris la lampe, afin de la reporter sur la console, dans

l'ombre, mais d'abord pour mieux regarder du côté du lit. Elle la repose, saisie d'un tremblement. Une nouvelle plainte est venue de ce lit. Elle avance et voit les yeux de la mourante fixés sur elle, l'un grand ouvert, l'autre avec sa paupière à demi fermée.

— Ma tante?... dit-elle d'une voix étouffée par la terreur, après un silence durant lequel le gémissement ne se renouvela point. Ma tante!... répéta-t-elle, avec plus de force. Dans son désarroi, elle oubliait que la paralytique n'avait plus l'usage de sa langue. La parole lui reviendra sans doute, avait annoncé le médecin, « mais dans quelques jours. » Odette cependant marchait vers le lit. Les yeux continuaient de la fixer, avec cette inégalité sinistre de leur ouverture, et d'un regard d'autant plus effrayant pour elle qu'il était plus indéchiffrable. Qu'avaient-ils vu, ces yeux, de l'action scélérate? Qu'avait compris cette intelligence qui ne pouvait plus se traduire au dehors? « Ne la contrariez pas surtout, avait dit encore le médecin. Si la parole manque, je crois la pensée intacte. » Cette phrase revenait à la mémoire d'Odette, tandis qu'elle demandait, à nouveau, comme si l'autre avait pu lui répondre : « Ma tante? Vous souffrez? » Mais déjà les paupières de la malade se refermaient sur les prunelles. La respiration se régularisait. Mlle de Sailhans s'était de nouveau endormie. Le temps de reprendre presque machinalement le geste interrompu, de reposer la lampe dans son coin abrité, de remettre le trousseau de clefs dans la pochette du jupon pendu au portemanteau du cabinet, d'en refermer la porte, et Odette avait repris sa place de garde-malade au pied du lit, non sans avoir épié, la tête penchée vers le salon, si ces allées et venues n'avaient point réveillé la Sœur.

« Non. Elle dort aussi, » s'était-elle dit, en constatant qu'aucun bruit n'arrivait à travers la cloison.

Maintenant, assise dans la bergère, elle méditait sur l'acte irréparable qu'elle venait d'oser. Que signifiait cette plainte de sa tante, et ce regard fixe, suivi d'un assoupissement presque immédiat? La vague stupeur d'un demi-réveil sans conscience? Ou bien un éclair de lucidité, interrompu aussitôt par une défaillance physique? Que demain, après-demain, ce retour à une vie plus normale prophétisé par le médecin, se produisit, la malade retrouverait-elle le souvenir de cette scène : sa nièce brûlant son

testament? Mais qu'en avait-elle vu ? Cette plainte n'était-elle pas l'appel inarticulé d'une indignation, incapable de se manifester autrement, devant une vision d'horreur? Mais alors, à peine revenue à elle, dès que la malade pourrait non pas même parler, mais un peu écrire, elle ferait vérifier par la Sœur le contenu du tiroir. Elle aurait là une preuve qu'elle n'avait pas rêvé. A supposer même qu'elle n'eût rien vu, rien compris, le danger restait le même. Aucun doute qu'avec sa méfiance coutumière, aussitôt le mouvement retrouvé, — et, d'après le médecin, elle le retrouverait, — Mlle de Sailhans n'allât à son secrétaire vérifier les billets et les valeurs qu'elle gardait là. Elle voudrait revoir son testament. Qui pourrait-elle accuser alors, sinon la seule personne qui eût intérêt à le supprimer et qui l'avait veillée dans cette première nuit d'après son attaque ? A supposer même qu'elle n'accusât qui que ce fût, elle voudrait le refaire, ce testament. Elle trouverait le moyen, même incapable d'écrire et presque de parler. Quoique Mme de Malhyver ignorât les articles 967 et suivants du Code civil, elle avait entendu raconter, dans son monde, trop d'histoires d'héritage, pour ne pas savoir qu'il y a des testaments dictés. Elle vit distinctement en pensée la mourante faisant venir Métivier, le notaire, avec quatre témoins, et cela, même si tout à l'heure elle ne l'avait pas reconnue et observée. Mais si elle l'avait reconnue? Odette voyait maintenant son mari dans cette chambre, au chevet de ce lit, et sa tante la dénonçant. Un nouveau frisson de terreur la parcourut. Le vague malaise, éprouvé ces derniers mois devant l'étrangeté des allures de Géraud, l'avait mise vis à vis de lui trop souvent dans des états appréhensifs. Ces impressions, comme accumulées quotidiennement dans sa sensibilité, produisaient en elle une tension émotive qui lui rendait insupportable l'idée d'une confrontation avec lui, et sur une pareille accusation. En ce moment, et comme elle passait ses mains sur son visage, afin d'exorciser ce cauchemar et de se reprendre, son regard rencontra un verre posé à même le marbre de la table de nuit, et qui contenait un liquide. Pour soutenir le cœur affaibli de la malade, le médecin avait envoyé chercher, chez le pharmacien, une préparation de digitaline. Il avait voulu que le verre fût gradué, pour mesurer avec plus d'exactitude la quantité d'eau où il avait lui-même compté les gouttes. Puis il avait placé le flacon à étiquette rouge sur la cheminée, en recomman-

dant bien qu'on l'attendît pour donner à Mlle de Sailhans une nouvelle dose, et en insistant sur la toxicité du remède. Odette considéra longtemps ce verre où la redoutable boisson avait un aspect d'eau inoffensive, et une lueur passait dans son regard, celle qui s'y était allumée, une demi-heure plus tôt, quand elle maniait le testament...

Il y a, dans l'assassinat par l'empoisonnement, un caractère de clandestinité qui en fait le crime par excellence de l'hystérie perverse. Certaines crises de déséquilibre nerveux, comme celle qu'Odette de Malhyver traversait, depuis ces quelques semaines et surtout ces dernières heures, amènent-elles des désordres qui équivalent à la dégénérescence mentale des grands anormaux? Une troisième tentation l'envahissait, pire que la seconde, de même que celle-ci avait été pire que la première. Et déjà elle ne se révoltait pas contre une idée qu'elle n'aurait même pas imaginée comme concevable ce matin, cet après-midi. Déjà le forfait commis avait faussé en elle ce cran d'arrêt de la conscience qui suspend le travail de la pensée mauvaise. Elle se déclenchait dans cette âme coupable, cette pensée. Elle s'organisait en gestes qui la rendaient plus précise, moins indéterminée, moins lointaine. Impulsivement Odette s'était levée, comme auparavant pour rechercher le trousseau de clefs. Cette fois, c'était pour aller à la cheminée et regarder le flacon à étiquette rouge. Le poison qui le remplissait avait, lui aussi, la couleur de l'eau. Le sinistre désir montait, montait, favorisé par une circonstance qu'il faut signaler pour être tout à fait juste. On l'a souvent remarqué : les périodes de guerre et de révolutions sont suivies d'une recrudescence d'attentats, comme si les troubles publics prolongeaient leur contre-coup dans les sensibilités privées. Ce phénomène s'explique très simplement. Les gens ont si souvent entendu parler d'épisodes tragiques, de violences, de malheurs, de morts, que leur imagination s'est habituée à considérer comme naturels des faits et gestes, si exceptionnels autrefois qu'ils en paraissaient monstrueux. Même des femmes très protégées par leur éducation et leur milieu contre une telle contagion, comme une comtesse de Malhyver, ne peuvent s'y dérober entièrement. Le mari d'Odette avait tué. Son amant avait tué. Ils le lui avaient raconté. Tuer dans le combat, en risquant sa vie pour son pays, n'a certes rien de commun avec un

empoisonnement tel que celui dont elle accueillait déjà l'affreux projet. Mais le récit des grandes hécatombes quotidiennes de la guerre finit par insinuer dans les esprits ce sentiment que la vie humaine est peu de chose, et celle de Mlle de Sailhans était réellement si peu de chose, au regard de la femme passionnée et anxieuse, dont les yeux allaient et venaient de cette fiole de poison à ce lit d'agonie ! Si la mourante s'en levait demain, ce serait pour végéter misérablement, dans la dégradation physique et morale, traînant la jambe, disant les mots les uns pour les autres, inhabile à se servir elle-même, impotente, comme Odette se rappelait avoir connu son propre père, mort lui aussi hémiplégique. Et puis, dans ce va-et-vient irraisonné de son esprit, ce souvenir en provoquant d'autres, des épisodes de son enfance ressuscitaient dans sa tête : des souhaits de fête et de bonne année apportés ici. Comme son cœur de petite fille battait alors dans l'attente du cadeau que lui avait préparé tante Naïs ! Ce cœur se réveillant en elle tout d'un coup : « Non, dit-elle à mi-voix, je ne peux pas. » Pour mettre l'irréparable entre elle et l'horrible désir, elle marcha vers la porte du salon. Qu'elle appelât seulement la Sœur, et elle était délivrée. Devant cette porte pendait une tapisserie sous laquelle sa main étreignit la poignée, — qu'elle ne tourna point. Le tableau intérieur avait changé. A cette seconde, elle pensait à son amant, avec une fièvre qui ne laissait plus de place qu'à son amour et à sa jalousie.

— Ah ! dit-elle en secouant sa tête. Il n'y a que cela de vrai : lui, lui !...

Brusquement, les yeux hagards, la bouche frémissante, comme raidie dans une crispation de tout son être, elle revient vers la table de nuit. Elle prend le verre, le soulève pour mieux observer à quelle hauteur monte le liquide préparé par le médecin. Elle va vers la cheminée, jette le contenu dans le foyer qui fume. Elle ouvre le flacon à étiquette rouge. Elle verse dans le verre la quantité de poison suffisante pour que la ligne de tout à l'heure soit atteinte. Une carafe d'eau est posée sur un plateau. Elle lui sert à remplacer dans ce flacon le poison qu'elle en a distrait. A la lueur de la lampe, elle étudie et le verre et le flacon. Aucune différence de couleur qui puisse dénoncer la substitution, ici de l'eau, au poison, là du poison à l'eau. Il y faudrait une analyse. Elle sera faite si les symptômes qui suivront

l'absorption du mortel breuvage attirent l'attention du médecin. C'est alors qu'Odette sera vraiment perdue. De penser à cette menace la suscite au lieu de l'arrêter. C'est un suprême danger à braver, — pour lui, pour son amant, pour rester là où il vit, où il respire, où elle peut le disputer à un autre. Elle se sent courageuse et son dernier scrupule s'abolit. Elle retourne vers le lit, pose le verre sur la table de nuit, esquisse un geste pour réveiller la malade et lui donner à boire le poison. Ce geste, elle ne l'achève pas... Elle reste là, retombée sur le fauteuil, comme hypnotisée devant ce verre qui porte en lui la mort. Qu'elle le reprenne, qu'elle jette le poison dans le feu, comme elle y a jeté le remède voici dix minutes, et tout sera réparé. La Sœur pensera qu'elle a fait boire la malade. Ce nouveau petit geste, celui du salut définitif, Odette va pour l'accomplir. Elle ne l'achève pas non plus. Le bruit d'une automobile entrant dans la cour et s'arrêtant sous la fenêtre, lui annonce que son mari lui a renvoyé la voiture. Elle regarde la pendule. Il est tout près de minuit. Demeurer dans cette chambre où elle vient de vivre ces instants tragiques, lui est une souffrance intolérable. L'affreuse action, elle ne peut pas y renoncer. Elle ne peut pas non plus l'oser jusqu'au bout. Un appétit de fuite s'éveille en elle, impérieux, immédiat, irrésistible. Sans regarder derrière elle et dans un élan, elle a ouvert la porte d'un geste délibéré. Cette fois, elle est dans le grand salon. C'est encore la respiration d'une personne endormie, mais si paisible, qui remplit d'un bruit doux et léger la grande pièce obscure. Odette est rassurée par ce signe : aucun de ses mouvements n'est arrivé jusqu'à la Religieuse qui sommeille ainsi. Comme elle est troublée en même temps par le contraste entre la tempête intérieure où sa moralité vient de sombrer et le calme repos de cette pieuse servante d'un Dieu en qui elle ne croit plus! Pour se délivrer de cette impression, premier sursaut du remords, — ah! que n'y cède-t-elle tout à fait en rentrant dans la chambre et jetant enfin le poison criminellement préparé? — elle réveille Sœur Félicité. Elle lui dit qu'elle se sent fatiguée, qu'elle lui demande de la remplacer auprès de la malade. Elle s'en excuse dans un balbutiement où la Religieuse voit une charité pour elle.

— Mais vous êtes trop bonne, madame la comtesse, dit la simple et sainte fille. C'est notre métier, nous faisons ça

pour le bon Dieu. Il nous récompensera, si bien que nous n'avons pas de mérite. Allez dormir en paix. Moi, j'ai bon espoir. Demain vous retrouverez votre chère vieille tante bien améliorée. Si elle ne parle pas encore, elle entendra, elle comprendra. Je lui dirai qu'il ne faut pas qu'elle vous donne des émotions comme ce soir. Pauvre chère dame! Vous êtes toute pâle, toute frissonnante. Rentrez. Rentrez...

Odette écoute ce discours, comme dans un rêve. Comme dans un rêve, elle laisse la Religieuse l'aider à remettre son chapeau et sa fourrure déposés dans le salon. Comme dans un rêve, elle descend l'escalier. Elle monte dans l'automobile. Elle a rendu sa scélératesse plus scélérate encore, s'il est possible, en n'ayant pas l'énergie d'agir elle-même. Une autre va-t-elle être l'innocente exécutrice de l'assassinat? Il est encore temps peut-être de retourner rue de l'Université. — Mais non. Il faudrait parler, avouer, et si la chose est déjà faite, si la malade a bu?... L'automobile roule toujours. Il y a pourtant des hasards. Un verre peut tomber et se briser. Mlle de Sailhans peut ne pas se réveiller de la nuit. Elle peut avoir une autre attaque dans son sommeil, et la jeune femme se surprend à se prononcer tout bas une parole dont elle n'aurait su dire si elle exprimait la crainte ou l'espérance :

— « Le destin est maître. »

Ces mots empruntés au ressouvenir d'une affiche de théâtre, que de fois Larzac les lui avait répétés, lorsque les deux amants se retrouvaient pendant la guerre et qu'elle lui montrait ses terreurs du danger où il allait rentrer. Le hardi jeune homme les disait avec un sourire de joyeuse bravoure qui rendait de la force à sa maîtresse. Cet adage d'insouciance la faisait frémir à cette minute en lui donnant une sensation bien étrangère à sa nature de Parisienne, passionnée, mais frivole, — celle du mystère de la fatalité.

II. — GÉRAUD DE MALHYVER

Les Malhyver habitaient, dans la partie de la rue du faubourg Saint-Honoré qui va de l'Élysée à la rue Royale, un hôtel acheté à un maréchal de l'Empire par l'arrière grand-père de Géraud, lors de son élévation à la Pairie en 1816. Ce Malhyver avait émigré, dès le mois de juillet 1789, avec le Comte d'Artois et le

Prince de Condé, et tout naturellement servi dans leur armée. Il avait dû la quitter à la suite de trois duels provoqués par un caractère qui justifiait l'origine du nom des Malhyver : *Male hibernatus, — le mal hiverné*. C'est ainsi que le célèbre cartulaire de Brioude qualifie leur plus lointain aïeul, d'un sobriquet que les chroniqueurs s'accordent à traduire par « mauvaise tête. » De l'armée de Condé il avait passé à Londres. Là il s'était marié, avec une jeune fille de l'aristocratie anglaise, très riche et qui s'était éprise de sa belle mine. Rentré en France sous la Restauration, il avait, grâce à la fortune de sa femme, reconstitué le domaine familial d'Auvergne, — *Ad pompam*, comme on eût dit dans le même cartulaire. Car il n'avait plus habité que Paris. Entré dans le monde un peu avant la Révolution, il avait pris dès lors un goût de la vie de société, que le séjour à Londres, dans son opulent mariage, avait encore développé. Sa femme était comme lui, et cette maison du faubourg Saint-Honoré représentait un brillant passé de grandes réceptions parisiennes, comme les hôtels, ses voisins, d'ailleurs. Ce quartier fut celui des financiers de l'Ancien Régime et des hauts dignitaires de Napoléon, personnages tous également fastueux. Leurs demeures leur ressemblaient. Celle-ci offrait, par ses dimensions, un contraste significatif avec le sobre aspect du vieil hôtel de Sailhans, construit au commencement du XVIIIe siècle à la mesure d'une habitation de ville, appropriée à l'existence noblement modeste d'autrefois. A la veille de la ruine, la vaste cour dans laquelle évoluait l'automobile qui ramenait Odette, le perron dont ses pieds gravissaient les marches, le large vestibule, le grand escalier et sa décoration donnaient encore l'idée d'une vie princière, en attendant que les meubles, les tableaux, les tapisseries allassent figurer dans le catalogue d'un autre hôtel, celui des Ventes, sous la rubrique : « *Collection de M. le Comte de M...* »

Quand l'ascenseur eut déposé la jeune femme, toujours frémissante, au second étage, celui des appartements privés, elle se trouva en face de son mari. Géraud avait épié le retour de l'automobile et il attendait sur le seuil de la petite pièce qui lui servait de fumoir et de bibliothèque. Il demanda :

— Comment va la tante?

Question si simple et à laquelle il était très naturel qu'Odette s'attendît! Elle en tressaillit tout entière, comme

brusquement réveillée du cauchemar d'anxiété subi durant le trajet d'une maison à l'autre, et, d'une voix mal assurée :

— Je l'ai laissée endormie, répondit-elle. Puis, se retournant vers le corridor qui, du palier, menait à sa chambre, elle ajouta : Si vous permettez, je vais reposer moi-même. Il est minuit. C'est un peu tard pour Élise. — C'était le nom de sa femme de chambre. — Bonsoir, cher ami.

— Envoyez Élise se coucher, dit-il en l'arrêtant d'un geste. Je ne vous retiendrai pas bien longtemps. Seulement... — Et sa voix se fit grave. — J'ai besoin de vous parler.

— Me parler? interrogea Odette : mais de quoi?

On a vu qu'elle éprouvait, en face de son mari, depuis qu'il était revenu de la guerre, une appréhension, et qu'un indéfinissable changement dans l'arrière-fond des prunelles de cet homme, dans sa voix, ses manières, son être tout entier, la déconcertait comme une énigme. Quel en était le mot? On a vu encore qu'elle se répondait quelquefois : « Le mot, c'est Larzac. » Était-ce un interrogatoire sur Larzac qu'annonçait ce désir, ainsi affirmé, d'un nouvel entretien, et à cette heure? Le mieux était de le savoir tout de suite. D'ailleurs, ses nerfs, déséquilibrés par l'affreuse action qu'elle venait de commettre et l'attente du résultat, la laissaient désarmée devant une volonté forte, comme celle que révélait l'accent de son mari.

— Soit. Je renvoie Élise, ajouta-t-elle, et je reviens.

Resté seul dans la chambre, Malhyver parcourut du regard la bibliothèque haute qui couvrait l'un des murs, du plancher jusqu'à la corniche. Les livres qui en garnissaient les rayons étaient si disparates et classés si capricieusement qu'il eut de la difficulté à trouver l'ouvrage qu'il cherchait ainsi des yeux. A le voir absorbé de la sorte, Odette aurait compris le chimérique de ses craintes. Elle que la seule pensée d'une trahison possible de son amant agitait jusqu'à la frénésie, elle ne s'y serait pas trompée : ce regard jeté sur ces rangées de livres était celui, non pas d'un jaloux torturé par l'idée fixe, mais d'un méditatif emporté dans un de ces examens de conscience qui marquent les époques solennelles d'une vie.

Il y avait de tout dans cette bibliothèque, qui n'était celle ni d'un homme du monde, ni d'un artiste, ni d'un savant. Mais l'artiste y eût trouvé des poètes, des dramaturges, des roman-

ciers, des essayistes ; — le savant, des ouvrages de médecine, de physique, de chimie, de philosophie ; — l'homme du monde, des mémoires, des traités de vénerie, d'équitation, d'escrime, des monographies écrites par des amateurs. Cet assemblage incohérent dénonçait les préoccupations d'une jeunesse sans idée directrice, et tour à tour attirée de tous les côtés, une pensée omnivore, à la fois insatiable et changeante, que des curiosités contrastées avaient menée sur vingt chemins divers, sans terme fixe auquel arriver. Dans la tragédie intime dont le criminel égarement d'Odette fut le prologue, le caractère de son mari a joué un tel rôle, et ce caractère avait lui-même été si profondément influencé par cette éducation de son esprit, qu'il est nécessaire d'y insister dès maintenant. C'est risquer de ralentir le récit, mais en même temps lui donner sa pleine signification. Cette bibliothèque ne mentait pas. Elle offrait le raccourci mental d'un homme qui s'était prêté à des études de tout genre sans se donner à aucune. Un dilettantisme inefficace, faute de jamais se ramasser, avait seul pu réunir ainsi les éléments d'une culture, trop peu persévérante pour n'être pas stérile. Géraud de Malhyver représentait une variété de notre aristocratie d'aujourd'hui : le noble intellectuel, dans quelques-uns de ses traits les plus contemporains. Tout patriciat qui n'est plus que nominal, — c'est le cas du nôtre depuis un siècle, — tend à développer chez ceux qui le composent un instinct de défense, lequel aboutit trop souvent à un étrange sentiment : le goût du mépris. Par un détour, inattendu, mais très logique, il arrive que ce dédain se retourne, dans certains de ses membres, contre la caste même qui l'a secrété. Ç'avait été le cas pour Géraud. Il n'hésitait pas à dire avec un orgueil tranquille : « Quand on s'appelle comme nous... » et cependant il eût rougi de partager les plaisirs et les idées de la plupart des personnes de sa classe. A aucun prix, il n'eût consenti à épouser une bourgeoise, et ce qu'il estimait par-dessus tout, c'était la qualité la plus individuelle, la plus étrangère à la naissance, la plus bourgeoise, parce qu'elle est par excellence l'apanage des conditions moyennes : le talent. Quand une telle disposition d'esprit se trouve unie à un grand bon sens, elle produit des personnalités très complètes et supérieures. Notre âge peut en citer quelques-uns : un marquis et un vicomte de Vogüé, un duc de Broglie, pour ne parler que des morts. Trop

souvent ce désir de se distinguer par l'intelligence ne s'accompagne pas, chez l'aristocrate qu'il domine, de dons véritables. N'étant pas astreint, par la nécessité du métier, à spécialiser ses études, il les pousse au hasard de sa fantaisie, et prend aisément ses engouements pour des vocations. La science, la littérature, l'art le sollicitent. Il suit les cours de la Sorbonne et du Collège de France. Il y rencontre des jeunes gens dont l'ardeur mentale suscite la sienne. Ce goût de dédaigner qui est au fond de lui et qu'il ignore, lui fait préférer, parmi les théories en vogue, les plus nouvelles. Il s'habitue ainsi à penser pour se séparer. Ce n'est plus la vérité ni la beauté qui fait pour lui le prix d'une œuvre, c'est la rareté. De là bientôt, dans le résultat d'études conduites ainsi, une sensation de vide, d'insuffisance, et comme l'âme du chercheur reste tout de même fervente, il se tourne ailleurs. D'autres études le tentent, d'autres doctrines, d'autres œuvres. N'ayant pas compris son erreur précédente, de nouveau il choisit la rareté, pour rencontrer, au terme de cette nouvelle poursuite, une lassitude pareille. C'avait été l'histoire de Malhyver, qui, encore une fois, devait être résumée ici. Elle situera la conversation qu'il allait avoir avec sa femme, lui, sur le plan de l'intelligence, elle, sur celui de la passion. Cette indication aura fait comprendre, aussi, pour quels motifs ce garçon, remarquablement appliqué et sérieux, se trouvait, à trente-cinq ans, avoir mené la vie d'un oisif et d'un inutile: l'adaptation à une activité ordonnée lui avait été rendue deux fois difficile, par sa naissance d'abord, et puis, par son dilettantisme entre son monde, les laboratoires et les cénacles. Paradoxale destinée dont cinq ans de guerre avaient encore accentué l'étrangeté! Il en portait le symbole sur lui, dans le contraste entre sa tenue de soirée, qui était celle d'un Parisien de haute vie, et l'expression de son visage pensif, qui eût été celui d'un rêveur abstrait de cabinet, surtout à cette minute où il fouillait dans sa bibliothèque, debout sur un escabeau approché pour atteindre un des rayons d'en haut. Mais sa terrible cicatrice le marquait, même dans cette occupation d'homme d'étude, d'un caractère tragique. Il avait enfin découvert et retiré de sa tablette le volume désiré qui portait sur son dos rouge et fatigué ce titre humblement scolaire : *Manuel de pathologie interne*. Cette fatigue, et aussi la certitude avec laquelle Malhyver le feuilleta pour s'arrêter à une page particulière, attestait qu'il avait

jadis « potassé » ce bouquin, pour emprunter leur argot aux internes d'hôpital qu'il fréquentait à cette époque. Quand sa femme revint, après un quart d'heure, coiffée pour la nuit, et plus pâle encore dans sa robe de chambre de soie chinoise intensément orange avec de grandes fleurs, il posa le livre ouvert sur une table. Puis, visiblement gêné :

— L'entretien que je voudrais avoir avec vous, ma chère Odette, commença-t-il, est bien délicat.

— Ne pourrions-nous pas le remettre à demain?... dit-elle.

— Non, répondit-il nettement.

Cette fois, elle n'avait plus de doute. Cet embarras à l'entamer cet entretien, cette insistance pourtant à l'aborder s'expliquaient trop. Elle allait subir l'interrogatoire redouté, dans lequel il lui faudrait défendre son amour. Elle avait si peu de force, sous le poids de l'action qu'elle venait d'exercer et qui avait peut-être son plein effet à ce même instant! Qu'elle était troublée, et davantage encore, à constater dès les premiers mots que cette conversation allait rouler, non pas sur ses relations avec Xavier de Larzac, mais sur un sujet qui lui rendait plus cruellement présent son geste criminel de tout à l'heure!

— Le médecin vous a menti pour vous ménager, Odette, avait repris Géraud. Je viens de consulter ce livre de médecine. — Il le montrait. — Votre tante est en danger, dans un extrême danger. C'est le côté délicat, dans ce que j'ai à vous dire. Il est affreux, quand un être humain se débat entre la vie et la mort, de supputer les conséquences de son agonie sur des intérêts d'argent. Mais cette mort possible, prochaine, selon toute vraisemblance, de la tante Naïs, ouvre des perspectives sur lesquelles j'ai besoin d'être fixé. Je vous dirai pourquoi, quand vous m'aurez répondu.

— Expliquez-vous, dit-elle, je ne vous comprends absolument pas.

— C'est bien simple, fit-il, si votre tante meurt, vous en héritez. C'est du moins infiniment probable... Ce que je voulais vous demander, c'est ceci : au cas où cette éventualité se produirait, pensez-vous qu'il y ait lieu de rien changer à la résolution que nous avons prise en commun, l'autre semaine?

— Celle de quitter Paris, d'aller vivre à Mulhouse?

— Oui.

— Je ne comprends toujours pas. Si nous devons avoir le malheur de perdre notre pauvre tante... — Ses paupières battaient sur ses yeux, en prononçant cette phrase qui lui fit honte, et le sang lui était venu au visage. — Oui, reprit-elle, si nous devons la perdre et que nous héritions d'elle, il me semble que les raisons de ce départ n'existent plus. Du moins... — Elle le regardait profondément. De nouveau elle entrevoyait la possibilité que cette décision de lui faire quitter Paris eût pour véritable motif chez Géraud un soupçon et une jalousie. Elle hésita, puis risquant le paquet : — Du moins les raisons que vous m'avez données... Vous m'avez dit que quelques placements trop hasardeux pour augmenter nos revenus, l'écroulement des valeurs russes et autrichiennes, l'augmentation des impôts, la hausse générale des prix de tout, le reliquat de nos dettes ne nous permettent plus de vivre comme avant. Vous m'avez démontré la nécessité de louer cet hôtel, de réduire notre train de maison et de nous retirer sur nos terres, pour éviter un désastre définitif et reconstituer la fortune de Roger. Si l'héritage de tante Naïs, comme il y a lieu de croire, est de plusieurs millions..., — elle avait au bord des lèvres le chiffre lu sur le testament, — la situation change du tout au tout Nous sommes plus riches qu'il y a onze ans, quand nous sommes entrés en ménage. D'ailleurs, vous venez de l'avouer vous-même, cette discussion est trop pénible. Nous la reprendrons, si le malheur doit arriver. Laissons-la pour le moment, je vous le demande. — Et se contredisant aussitôt, tant elle avait besoin d'une certitude, elle ajouta : — A moins, je vous répète, que vous n'ayez d'autres raisons que vous ne m'avez pas dites, et à ce point urgentes...

— En effet, répondit Géraud, je ne vous ai pas dit le fond du fond. J'ai une raison plus forte que la nécessité d'argent pour *vouloir*..., — il souligna ce mot en le prononçant, — et ce départ et cette installation là-bas. Je me réservais de vous la dire, dans un moment où nous serions en confiance, où je ne vous verrais pas, comme je vous ai vue tous ces temps-ci, emportée dans le tourbillon. Et puis, je n'ai pas voulu vous gâter cette dernière saison. J'ai peut-être eu tort.

— Mais, demanda-t-elle, qu'avez-vous à me reprocher?

— A vous? Rien. A moi, tout.

Cette parole se traduisit immédiatement dans la pensée

d'Odette : « Larzac vous compromet, j'aurais dû vous avertir plus tôt. » Évidemment de mauvais propos étaient arrivés à Malhyver, qui s'en tourmentait sans y croire. Mais non. Il continuait :

— Mon amie, vous venez de passer des heures dont je vois combien elles ont été cruelles, graves aussi, j'en suis sûr. Devant ce pauvre être humain qui vous touche de près par le sang et qui souffre, qui va peut-être mourir, vous avez senti, n'est-ce pas? qu'il y a dans la vie autre chose que des visites, des essayages, des dîners en ville, des thés dansants et des parties de théâtre...

« Comme il me connaît mal! » songeait-elle. Et lui, indulgent et triste :

— C'est là ce que j'appelle le tourbillon, l'oubli de réalités profondes. On les retrouve, quand on rencontre la plus profonde de toute : la mort. C'est pour cela que je tiens à vous parler ce soir... Sous cette impression, vous me comprendrez mieux...

Cette solennité d'accent étonna Odette. Ce qu'elle avait tant redouté, une allusion à Larzac, lui eût été moins pénible que ce rappel de la criminelle veillée au chevet de sa faute. Mais où donc voulait en venir Géraud? Elle était habituée, depuis des années, à le considérer comme un original sans suite dans les idées, incapable de savoir au juste ce qu'il voulait, un peu maniaque. Elle l'avait tant vu s'échauffer pour les études et les sociétés les plus déconcertantes! A vrai dire, ce jugement sévère sur son mari ne lui était venu qu'avec sa passion pour son amant. Dans ses premiers temps de vie conjugale, elle avait accepté cette phrase, prononcée par sa mère, son père, tous ses parents : « Tu épouses un homme très intelligent. » Ce prestige avait eu ce résultat qui avait coïncidé avec les morts survenues coup sur coup de ce père et de cette mère : la perte de la foi. Elle s'était révoltée contre ce qu'elle avait appelé l'injustice de Dieu, et cette révolte s'était changée en une incrédulité totale, par la faute de Géraud. Celui-ci faisait profession de ne pas croire. Son fétichisme des idées les plus modernes l'avait jeté trop tôt dans des lectures qu'il n'était pas armé pour critiquer. Odette l'était moins encore, et puis, ne plus croire, c'était s'évader de disciplines qui l'avaient gênée dans sa première griserie de vie parisienne. Là s'était bornée l'influence du mari sur son ménage.

Bien vite, puisqu'Odette, mariée en 1908, était devenue la maîtresse de Larzac en 1912. Tout de suite cette autre influence avait prévalu, souverainement. Malhyver était de ces hommes qui n'ont aucune notion des susceptibilités secrètes d'un cœur de femme, de ses besoins de tendresse, de caresses, de cour quotidienne. C'était le mari dévoué, mais mal apparié à sa compagne et qui ne le sait pas. C'était aussi l'intellectuel, répétons le mot, pour qui les menus événements autour desquels s'attarde l'esprit féminin n'existent pas, une sensibilité droite et loyale, mais sans nuances. Xavier de Larzac au contraire était de la race des séducteurs-nés, de ceux pour qui rien ne compte que les aventures d'amour et les détails d'élégance qui en font l'accompagnement dans un milieu de luxe et de loisir : une toilette, l'ordonnance d'une fête, les assiduités, les rencontres dans le monde. La camaraderie de collège qui l'unissait à Malhyver avait rendu facile l'intimité d'Odette avec cet ami sans scrupules, lequel pratiquait la maxime des roués du XVIIIe siècle, qu'une femme appartient de droit à qui sait la prendre. Le reste avait suivi. Que de fois ce fringant et léger Larzac avait ri avec Odette de ce qu'ils appelaient « le côté gobeur » du mari trahi ! Mais il y a une force dominatrice dans le son de voix d'un homme de cœur qui parle sa pensée la plus intime, comme Géraud à cette minute, et ce fut dans un silence à peine coupé de brèves réponses qu'elle écoutait cette confidence ainsi annoncée, ou plutôt cette confession. Quel contraste entre les pensées qui l'avaient assiégée au chevet de la mourante et cet examen de conscience où l'héritier des Malhyver ne se racontait pas seulement lui-même! A force de sérieux et de sincérité, il découvrait une des misères de la vie française depuis plus d'un siècle, et pourquoi, et comment cette misère essayait de se guérir en lui.

— Le tête-à-tête avec la mort, que vous venez d'avoir, Odette, au chevet de votre tante, je l'ai eu, plus de quatre ans, moi, dans la tranchée, dans la bataille, à l'hôpital. Ce sont les réflexions, suscitées en moi par cette longue épreuve, que je veux vous avoir dites d'abord. Elles vous éclaireront la suite. J'aurais dû, et c'est le reproche que je m'adresse, vous y associer par mes lettres de là-bas, par mes conversations à mon retour. Je ne l'ai pas fait. C'est mon défaut : plus je sens fortement, plus je me tais. Et puis, à chaque permission, je vous trouvais dans un tel état de nerfs! Je me suis fait scrupule

d'assombrir encore vos journées, que je devinais si anxieuses. Enfin dites-moi que vous ne m'en voulez pas de mes silences.

— Ne vous excusez de rien, dit Odette, et avec un accent dont Géraud devait se souvenir bien souvent plus tard, elle ajouta : Qui n'a pas ses silences ?

— Quand je suis parti au mois d'août 1914, reprit-il, vous vous rappelez mes idées. Tenez, à ce dîner avec Larzac, très peu avant, où tous deux vous m'avez reproché mon pacifisme, mon internationalisme... Je me rends compte qu'à cette époque j'étais en réaction contre toutes les idées de ma famille et de la vôtre. Cette réaction pouvait être légitime. Nous avons vraiment trop peu évolué. Ce que je sentais, en 1914, c'était l'insulation de notre petit monde. Ainsi, moi, j'étais un inutile. Pourquoi ? On ne m'avait préparé à aucune carrière. Pourquoi ? Parce que mon père n'aurait pas permis que je servisse le régime, — comme son père n'avait pas admis qu'il servît l'Empire, — comme mon grand-père n'avait pas permis à son fils de servir la monarchie de Juillet. Il y a de la grandeur dans ces fidélités, à une condition : c'est que l'on n'abrite pas, derrière de généreux prétextes, une existence de paresse et d'abus, qui finit par n'être plus que celle de riches égoïstes, autant dire de parasites sociaux. Le grand nom en plus n'améliore rien, au contraire. Mais il arrive que la fuite d'un préjugé vous jette dans un autre. C'était mon cas. Comment ne pas condamner un milieu qui vous étouffe, et dont on ne peut s'évader que par l'esprit ? Cette évasion, c'est toute ma jeunesse. Vous me direz que j'aurais pu entrer dans l'armée. Il y faut une vocation que je n'avais point. Vous vous rappelez encore dans quels termes j'en parlais, de l'armée. J'y voyais une école d'abêtissement. J'ai honte de ce blasphème, aujourd'hui...

— Qu'allez-vous chercher là ? interrompit-elle, de plus en plus étonnée par le tour que prenait cet entretien. Et quel rapport y a-t-il ?...

— Entre mes idées d'alors et ce projet de retraite à Malhyver ? J'y arrive. Donc, quand je suis parti dans ce mois d'août 1914, j'étais prêt à faire mon devoir, mais tout en moi protestait contre la vie de brute que j'allais mener comme simple soldat, et dans quelle société ! Cette société, je me féli-

cite maintenant d'y avoir été mêlé. C'étaient des paysans, des commerçants. Les paysans, je ne les connaissais qu'en propriétaire et qui ne réside pas. Je savais leur avidité, leur défiance, leur astuce. Les ouvriers, je ne les avais vus que du dehors. C'étaient les gens qui venaient nous poser nos tapis, installer notre électricité, faire le ravalement de l'hôtel, réparer l'automobile. Avec les commerçants, les petits bourgeois, je n'avais jamais eu que des rapports sans vérité. A la guerre, dans le danger, ces hommes me sont apparus autrement. Quand je causais avec Larzac et vous, vos objections m'enfonçaient encore dans mes théories d'individualisme anarchique. Je n'étais pas au régiment depuis deux semaines qu'une évidence surgissait, m'enveloppait, s'imposait à moi, contre laquelle mon esprit critique a bien essayé de lutter, mais en vain. Paysans, ouvriers, bourgeois, une même force les animait, les soutenait. Cette force, c'était la France. Comment avait-elle dormi en moi? Comment avais-je pu m'appliquer, m'acharner à ne pas laisser frémir en moi le Français, tout simplement? Là, jour par jour, dans les trains, dans les cagnas, dans les abris, sous les obus, le Français s'est réveillé. Une communion s'est établie entre ces humbles camarades et moi, qui m'a fait sentir que j'étais d'un pays. Cela semble fou que l'on puisse vivre trente ans sans comprendre que l'on est d'un pays, sans le réaliser vraiment. C'est ainsi.

— Quelles imaginations allez-vous vous faire? dit Odette. On est toujours de son pays.

— Non, répliqua-t-il fermement, quand on y habite sans y servir, quand on y est, ce que je vous disais tout à l'heure, un inutile, donc un parasite. Tous ces Français, aux côtés de qui je me battais, avaient un métier, celui-ci de cultivateur, celui-là de mécanicien, cet autre d'ingénieur, de professeur, d'industriel. J'ai toujours eu l'esprit chercheur. Cette bibliothèque ne le prouve que trop... — Il montrait ses livres, d'un geste, fier à la fois et découragé. — Je m'amusais, dans les heures de repos, à questionner ces camarades d'aventure sur ces métiers. Puis, la nuit, quand je ne dormais pas, je m'imaginais la France comme un grand corps, dont des milliers et des milliers de gens pareils étaient les cellules agissantes. C'étaient ces gens qui faisaient vivre ce corps pendant la paix, ou plutôt ce corps et eux n'étaient qu'un. En se battant pour lui, ils se

battaient pour eux. Ils avaient servi d'une façon. Ils servaient d'une autre. Et moi aussi, maintenant, je servais. Avant, je n'avais pas servi. J'avais été l'atome mort... Un jour... En vous parlant, je crois y être encore, dans ce boyau, dont nous devions sortir pour être première vague. Il faisait noir. On attendait l'aube. J'étais dans un angle d'ombre. J'entends deux de mes camarades qui causaient. L'un disait à l'autre : « On va voir s'il aura le trac, le comte. » C'était moi, le comte. A l'accent dont ce mot fut dit, je compris que si j'avais regardé ces gens, ils m'avaient regardé aussi. J'avais senti cela vaguement, à des coups d'œil, des attitudes, des sons de voix, à ce je ne sais quoi qui dénonce la sympathie ou l'antipathie. Pour mes camarades, j'étais, — je vous parle leur langage, — un type à part, le comte, l'aristo...

— Ils vous détestaient, voilà tout, fit Odette. Nous le savons bien qu'ils nous détestent.

— Non. Ils étaient curieux de moi, oui, — susceptibles, oui, — malveillants, sur l'œil, sarcastiques, mais pas haineux, — en somme, aussi prêts à s'attacher à moi qu'à me haïr. Cela dépendait de moi. Le lendemain, après ce que j'avais entendu, j'y ai mis de l'amour-propre. J'ose dire que, ce jour-là, j'ai bien fait, ainsi que disaient nos pères. J'en ai réchappé, je ne sais comment. Notre lieutenant fut tué. On le remplaça par un sous-officier d'une section voisine, un homme du peuple, très brave. Je ne l'avais pas été plus que lui. Pourtant, c'était vers moi que tous les hommes se tournaient. Il avait le grade ; en réalité, c'était moi qui commandais. Pourquoi? Parce qu'à mérite égal, j'étais le comte, le type à part. Le type à part, c'est celui qu'on remarque. Celui qu'on remarque peut être un exemple. Etre un exemple, c'est être un chef. Vous voyez où je veux en venir?

— Alors vous regrettez de n'être pas resté dans l'armée? Vous disiez vous-même que vous n'avez pas la vocation.

— On est chef ailleurs que dans l'armée, répondit-il, en mettant dans ces simples mots une conviction qui fit lumière chez sa femme.

— Oui, dit-elle, autrefois, sur ses terres et parmi ses vassaux. Je n'imagine pourtant pas que cette mystérieuse raison d'aller vivre à Malhyver soit d'y devenir le chef de vos fermiers.

Un rire nerveux souligna l'ironie de cette réponse. Elle avait écouté son mari, avec un étonnement de plus en plus hostile et dédaigneux. Jusqu'ici le côté spéculatif du caractère de Géraud ne l'avait jamais menacée dans sa vie de plaisir et de passion. Tout au contraire, l'atmosphère d'idées abstraites où s'attardait son mari avait été pour elle une sécurité. Cet irréalisme l'avait rendu indulgent, indifférent, facile à abuser. Et voici que cette idéologie se dressait soudain devant elle, comme un obstacle absurde. Le double crime qu'elle venait d'accomplir, ce testament brûlé, ce poison versé, continuait de la surexciter. Au lieu d'en avoir du remords, dans ce moment, elle en éprouvait un étrange sentiment de supériorité. Elle du moins, elle était dans la passion, et, cette passion la rendant agressive, elle insistait :

— Mais voyez donc la réalité telle qu'elle est. Nous ne manquons pas d'amis qui passent des mois et des mois sur leurs terres. Est-ce qu'ils n'ont pas des ennuis de fermages, tout comme nous? Est-ce que leurs paysans votent mieux que les nôtres? Vous ne voulez pas faire de la politique, n'est-ce pas? Alors, qu'est-ce qui reste? L'école libre où l'on installe une malheureuse petite sécularisée pour faire la classe à douze enfants? Les patronages de paroisse à soutenir? La grand'messe où figurer le dimanche au premier banc de l'église? Avec les idées que je vous ai toujours connues, je ne vois pas que vous puissiez...

— Ça, c'est un autre point, interrompit-il. Nous le toucherons un autre jour. — Et, presque douloureusement : — Vous plaisantez, Odette, quand je vous parle, moi, avec le plus sérieux de moi-même. Hé bien! oui. Ce sentiment que je peux, que je dois être un chef, sur le domaine héréditaire, je l'ai. Je l'ai, en dépit des misères et des médiocrités que vous rappelez. Je les connais. Il ne s'agit pas de vassaux, ni de retour à des choses mortes, ni d'une parodie de tradition. Il s'agit... — En parlant, il s'échauffait et marchait dans la pièce. Il ne voyait plus Odette. Il ne voyait que sa pensée. — Il s'agit que je suis revenu de l'armée avec une résolution arrêtée, celle de servir dans la paix comme j'ai servi dans la guerre. Et l'on ne peut servir qu'avec ce que l'on est. Je suis l'héritier des Malhyver. Je n'ai pas choisi cela. Je le suis. Comme tel, je représente une force, pas ici, pas à Paris, où je n'ai jamais été qu'un homme riche, avec

un beau nom, mais là-bas, où le mariage de notre race avec le sol a pour symbole l'identité de notre nom et de celui du pays. Oui, à Malhyver, je suis une force et qui peut être utile. La France d'après la guerre a besoin d'être soutenue, d'être développée dans sa vie rurale. Il lui faut des propriétaires qui résident, et pas pour toucher des fermages, pour triturer des votes, pour subventionner telle ou telle œuvre, mais pour être des terriens d'abord, des cultivateurs, simplement. Cela s'apprend, la culture, même à mon âge. Il lui faut, à cette France rurale, des exemples, des conseillers, des amis, qui retiennent le paysan à la campagne, qui ralentissent son émigration vers la ville, rien que par la présence, qui l'éclairent aussi, qui l'aident non pas à voter, mais à penser. C'est l'humble et grande tâche que j'ai décidé de me donner. Je n'ai pas le choix. Continuer de vivre à Paris comme nous y avons vécu, non, non et non. Je ne m'en estimerais pas. Et d'ailleurs je ne pourrais plus. Quand on s'est battu quatre ans, on a traversé l'enfer, vous savez. On est changé. Il est si intense, en moi, cet appel du devoir nouveau, que j'ai vu, dans notre demi-ruine, un événement providentiel... Mais, — conclut-il en s'arrêtant de ses allées et venues, comme un homme qui s'est libéré le cœur, dans un sursaut d'absolue sincérité, — mais je vous ai retenue trop longtemps. Nous reprendrons cette conversation une autre fois. J'ai voulu seulement, à la veille peut-être d'un dénouement fatal de la maladie de notre tante et d'un changement possible dans notre situation de fortune, vous avoir prévenue. Il n'y aura pas de changement dans la résolution que je vous ai dite, voici trois semaines. Elle est définitive. J'espère que votre acceptation sera définitive aussi...

— Et si elle ne l'était pas? osa répondre Odette.

— Je ne suis pas un tyran, mon amie, dit Malhyver, avec une douceur triste dans la voix qui faisait contraste à son énergie de tout à l'heure. Je pense, et c'est un de mes motifs encore pour vous avoir parlé ce soir, que vous sentirez, vous aussi, qu'une femme française doit aux morts de la guerre, qui se sont fait tuer pour défendre nos foyers, qu'elle se doit à elle-même de ne pas toucher aux pierres du sien. Mais allez reposer, et, avant de nous séparer, laissez-moi vous embrasser.

Il l'attira contre lui et lui mit sur le front un baiser qu'elle ne lui rendit pas. Il la regarda franchir la porte sans qu'elle eût

eu un geste, un mot qui prouvât chez elle un effort quelconque pour s'associer aux émotions de son mari, et lui, recommençait de marcher d'une extrémité à l'autre de la chambre, en méditant :

« Comme nous sommes séparés! Je ne l'ai jamais senti davantage. J'ai cru que cette émotion de ce soir l'ouvrirait, que nous serions à l'unisson. Rien, je n'ai rien éveillé en elle! J'aurais dû lui parler de l'enfant, insister sur son éducation, sur notre devoir d'en faire un homme... Mais qu'est-ce qu'elle entend par éducation? Une jolie tenue, de jolies manières, savoir entrer dans un salon en baisant la main des dames, quêter dans les mariages, bien danser. Quel néant! C'est l'impression que que j'ai depuis mon retour : le vide de son âme. Mais qu'y ai-je mis dans les premières années de notre mariage? Me suis-je vraiment occupé d'elle, de ce qu'elle pensait, de ce qu'elle sentait? Non. C'était la camarade, l'associée, comme j'aimais à dire, au scandale de notre monde, une liberté à côté de la mienne. C'est une autre tâche, cela, puisqu'elle est ma femme et la mère de mon fils, de la gagner, cette âme, de la reconstruire. Là-bas, ce serait possible, dans un tête-à-tête où je la reprendrais. Pour elle aussi, cette retraite est nécessaire. Elle n'a pas refusé nettement. Je trouverai bien le moyen de la persuader, surtout si ce malheur n'a pas lieu... »

PAUL BOURGET.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

FRANÇOIS BULOZ ET SES AMIS

AU TEMPS DU SECOND EMPIRE

I

Après l'aventure d'*Horace*, qui les divisa, après leur procès même, George Sand et François Buloz, on l'a vu, s'étaient réconciliés. Leur amitié, scellée de nouveau, au-dessus du lit de mort d'un petit enfant, ne devait plus se rompre. Est-ce à dire qu'en vieillissant, George, assagie, ne fit plus subir à son directeur ces rudes bourrades dont elle était coutumière? Non : les aventures d'autrefois se renouvelèrent. La question d'argent, quoique moins cuisante, est un fort joli sujet de discussion encore, puis vient la politique, — puis Maurice, — les romans de Maurice, que F. Buloz ne trouve pas toujours à son gré. L'excellente mère, alors, reprend les foudres de jadis, pour accabler le tyran, juge cruel et sans discernement, étouffant dans l'œuf les promesses du génie...

Malgré ces différends, on peut dire que les deux amis ne se séparèrent plus, quoique constamment éloignés l'un de l'autre. Leur correspondance, surtout depuis 1851, reprend comme autrefois, et après 1859, après *Elle et Lui*, aussi fréquente et familière. Leurs opinions, leurs idées se modifièrent-elles avec les années, et cette modification fut-elle pour quelque chose dans leur rapprochement? Nullement. George resta jusqu'à la fin « l'apôtre du désordre, » comme l'avait écrit M. Nisard, et F. Buloz aimait l'ordre. C'est pourquoi elle le gratifiait, dans ses bons jours, du titre de « garde national, » flétrissant ainsi l'infâme bourgeois qu'il représentait trop nettement à ses yeux.

Cependant Lélia vieillit; un jour vint, même, où elle fut (qui l'eût dit?) *la bonne dame de Nohant*. Les révoltes de sa jeunesse contre la société et l'État devinrent alors des « idées larges; » on lui passa les théories subversives de son âge mûr et de sa vieillesse : elles n'incommodaient plus personne; d'ailleurs, tout est permis à la vieillesse, elle ne saurait prêcher pour elle-même, on peut lui abandonner le domaine des idées. — Hélas! c'est le seul qui lui reste. Pourtant, et déjà en 1848, Lélia éprouva quelques déboires; si elle demeura libérale, et conserva par la suite ses tendances généreuses, il est permis de croire qu'elle mesura alors toute la distance qui sépare les idéologies magnifiques de leur application à la politique.

Mais sa vie intime est-elle apaisée? — Guère. — Aux soucis d'autrefois, charmants et terribles, ont succédé d'autres soucis, qui, certes, ne les valent pas. Depuis le 20 mars 1847, Solange est mariée, mais, à la vérité, le mariage de Solange n'apporte à sa mère aucune joie. La « douce Solange, » au contraire, lui donne maints sujets de tracas, puis d'angoisses nouvelles. Chacun est libre dans le jugement qu'il porte sur George Sand; toutefois, on ne peut nier que ce fut une mère parfaite, passionnée et tendre, dévouée même jusqu'au sacrifice. En Maurice, elle rencontra le fils de son cœur et de sa pensée, ce qu'elle lui donna lui fut rendu au centuple. Mais Solange?

Le mariage de Solange, auquel assista « M. Dudevant et sa suite » (M. D. comme l'appelle George), fut fort triste, grâce à la présence de cet aimable personnage, dont les rancunes et les aversions sont aussi vives que le premier jour. (En vérité, ce D. est incommode; ne pourrait-il se faire oublier, disparaître, et par exemple, mourir? Mais comme tous ses pareils médiocres et jaloux, il persiste à tenir jusqu'au bout son petit rôlet, « sous-fifre dans le grand concert. ») Encore sut-il déguerpir, dans cette occasion, à 4 heures du matin, le lendemain de la cérémonie.

Ce mariage ne fut pas heureux. Il brouilla George avec Chopin (1), et la belle et perfide Solange sut bientôt perpétrer d'autres brouilles, et susciter des querelles nouvelles. Mme Komaroff a écrit qu'elle était « méchante par méchanceté, comme on aime par amour. » Mais on est rarement méchant par méchan-

(1) « Il crut Solange et prit parti pour elle. » Karénine, vol. II, p. 581 *George Sand*.

ceté pure. Cette belle fille devait avoir quelque autre motif, et peut-être ce motif fut-il la jalousie? Solange n'aimait pas les seconds plans... Quoi qu'il en fût, elle apporta « au milieu même de sa jeune félicité » des troubles profonds, fit rompre le mariage d'Augustine qu'elle avait toujours, on ne sait pourquoi, haïe, se fâcha avec sa mère à ce propos, puis répandit sur celle-ci, pour s'en venger, d'atroces calomnies.

Les jeunes époux, mariés à Nohant, y passèrent le temps de leur lune de miel; ils l'employèrent de singulière façon : « ... Leur conduite, dit la pauvre George, est devenue d'une insolence scandaleuse, inouïe. Les scènes qui m'ont forcée, non pas à les mettre, mais à les jeter à la porte, ne sont pas croyables. » En effet, on a failli s'égorger à Nohant. Un soir, le gendre lève un marteau au-dessus de la tête de Maurice, George se jette entre eux, frappe Clésinger, et reçoit de lui un vigoureux coup de poing en pleine poitrine. Maurice, affolé, saisit alors un pistolet... Fort heureusement, le curé, qui est présent à cette scène, intervient (*Pax hominibus bonæ voluntatis*:) puis les domestiques : on désarme les belligérants. Pourtant, qui a froidement attisé la querelle? Solange. Charmantes réunions familiales! Où sont, hélas! les soirées de jadis, que Listz, à son piano, enchantait de ses fantaisies magnifiques; les soirées délicieuses, où la belle Arabella, drapée dans un burnous, promenait sa blonde beauté sous les rayons de la lune, dans le jardin endormi?

La pauvre George se lamente auprès des amis restés fidèles, de la défection de Chopin, avec une grande naïveté, disons-le : « Mon enfant, la vie est une ironie amère, et ceux qui ont la niaiserie d'aimer et de croire, doivent clore leur carrière par un rire lugubre et un sanglot désespéré, comme j'espère que cela m'arrivera bientôt. » (1) Elle s'étonne de la méchanceté de sa fille : d'où lui vient cette méchanceté? En vérité, George n'y comprend rien. N'a-t-elle pas été élevée avec tendresse? Cela est vrai : « Elle a dix-neuf ans, elle est belle, elle a une intelligence remarquable, elle a été élevée avec amour dans des conditions de bonheur, de développement, de moralité, qui auraient dû la faire une sainte ou une héroïne. Mais ce siècle est maudit (2), etc. » Ici, quand elle parle de moralité, George exagère. Pourtant elle est touchante lorsqu'elle cherche à com-

(1) W. Karénine. *G. Sand*, p. 580. Lettre de G. Sand à Mlle de Rozières.
(2) *Id.* Lettre à Ch. Poncy, p. 583.

prendre pourquoi le cœur de sa fille n'est pas fait à la mesure du sien.

Dans la suite, George se réconcilia avec la belle et méchante Solange, lorsque celle-ci, malheureuse, pleura la mort de son enfant. Ces années, pour George Sand, furent donc de cruelles années : séparation d'avec Chopin, qu'elle n'aimait plus d'ailleurs, querelles avec sa fille. Néanmoins, elle ne s'attarda pas à ces peines plus qu'il n'était nécessaire de le faire. Elle écrit dans l'*Histoire de ma vie* : « La résignation n'est pas dans ma nature, » et ce mot de résignation l'irrite. Elle a mieux à faire que de « tendre un dos endurci aux coups de l'iniquité. » Sa nature est si riche, qu'instinctivement elle la pousse à vivre, et non à pleurer les chagrins passés; il lui faut donc après cela s'intéresser à nouveau, aimer, se dévouer, combattre, — pour une idée, pour un homme, pour son enfant, pour la vérité, la République, les pauvres, n'importe! coûte que coûte, — et elle sait ce que cela lui coûte, — il lui faut se passionner encore, et puis, encore, pleurer! C'est après la rupture avec Solange, que la Révolution de 48 apporta à son esprit de nouvelles sources d'agitation, d'enthousiasme, puis de déception.

George Sand se jeta avec ferveur dans la Révolution de février. L'idéal généreux qui l'inspira, devait la séduire. On aurait pu dire de George, alors, ce que disait un de ses héros : « J'étais un homme à illusions, comme tous les hommes à idées. » Elle crut à tout : à la conviction des meneurs, à leur désir de servir la cause du peuple, elle crut à Ledru-Rollin, aux bienfaits du suffrage universel, elle crut à la fraternité immortelle, et comme les revendications d'égalité et de justice sociale formulées par les ouvriers lui parurent équitables, elle crut à la réforme immédiate et magnifique de la société. Le 9 mars, débordant d'enthousiasme, elle écrit à Charles Poncy :

« J'ai vu le peuple grand, sublime, naïf, glorieux, le peuple français réuni au cœur de la France... j'ai passé bien des nuits sans dormir, bien des jours sans m'asseoir. On est fou, on est ivre, on est heureux de s'être endormi dans la fange et de s'éveiller dans les cieux. » Elle retrouve, pour parler du peuple, l'éloquence qu'elle possédait naguère pour célébrer l'amour : « Vivre! que c'est doux! que c'est bon! Vivre, c'est enivrant; aimer, être aimé, c'est le bonheur, c'est le ciel! » Les deux morceaux se ressemblent; pourtant, je préfère le premier.

Dès le mois suivant, l'âme généreuse du poète subit une désillusion, qui se trahit dans une lettre à Maurice (1) :

« Tout ce qu'on a d'idées à répandre et à faire comprendre suffirait à la situation, si les hommes qui représentent ces idées étaient bons; ce qui pèche, ce sont les caractères. La vérité n'a de vie que dans une âme droite, et d'influence que dans une bouche pure. Les hommes sont faux, ambitieux, vaniteux, égoïstes... et le meilleur ne vaut pas le diable, c'est bien triste. »

F. Buloz, plus rationaliste que sa grande amie, suivait, lui aussi, le mouvement populaire, mais il en voyait, avec anxiété, distinctement les fautes. Libéral, la République n'était pas pour lui déplaire; pourtant, il ne tarda pas à discerner l'erreur dans laquelle tombait le peuple qui avait fait cette République, et qui en attendait, au lendemain même de sa proclamation, la réalisation des espoirs les plus fervents : « l'espérance d'une refonte totale de la société (2). » Ce magnifique idéal devait sombrer en juin. Moins idéologue que son amie, le directeur de la *Revue des Deux Mondes* ne se laissa entraîner par l'éloquence d'aucun apôtre. Mais George? Non contente d'encourager et d'exhorter la foule par sa présence et sa parole, elle adopte sa croisade, elle lui consacre son activité et son génie. En avril elle fonde *la Cause du peuple* (*revue qui n'eut que trois numéros*) (3); elle écrit aussi dans *le Bulletin de la République*, *la Réforme*, *la Vraie République*, *le Peuple*, *la Lanterne*, et ses articles sont intitulés : *Lettres au Peuple*, *Socialisme*, *la Souveraineté*, *c'est l'égalité*, *la Question sociale;* et puis : *Louis Blanc*, *Barbès*, *Lettre à Karl Marx*, etc. Qu'est donc devenue notre romancière? où donc est l'auteur de *Lélia*, de *Leone Leoni* ou de *la Dernière Aldini?* La voici passant avec la foule tumultueuse, accompagnant, le 17 avril (4), la colonne des ouvriers qui se rend à l'Hôtel de Ville. Mais cette foule si « bonne, si polie et fraternelle, » est encadrée de garde nationale. Dès lors, George est mécontente et gronde, Lamartine ne la satisfait plus.

C'est l'époque où elle écrit à Poncy : « J'ai le cœur plein et la tête en feu; » et à son fils : « J'ai fait deux circulaires gouvernementales aujourd'hui, » car elle fréquente les ministères, et

(1) *Correspondance.* — A Maurice Sand, 27 avril 1848.
(2) Bainville, *Histoire de trois générations.*
(3) Cette revue parut le 2, le 9, et le 23 avril 1848 (S. de Lovenjoul).
(4) Voir dans la correspondance de G. Sand la lettre du 17 avril à Maurice Sand

n'en sort même qu'à deux heures du matin. A-t-elle, au milieu de tout cela, l'esprit aux romans, aux œuvres d'imagination? Dans le cours de cette année 1848, elle n'écrit que des *Lettres au Peuple*... ou au Pape; des *Adresses à la classe moyenne*, des *Apostrophes aux bourgeois*, et des glorifications de Barbès. Un seul roman est signé de son nom, un des plus charmants d'ailleurs, parmi les romans paysans : *La Petite Fadette*. Il parut dans *le Crédit*. Nous sommes bien loin de la *Revue des Deux Mondes*.

En 1851, seulement, on put y retrouver son nom, F. Buloz ayant acquis de M. Lévy le droit de publier *le Château des désertes*. Il l'annonce à son ancien collaborateur, en se félicitant de le voir revenir, même indirectement, à la *Revue* après dix ans d'absence : « C'est une des meilleures choses que vous ayez faites, du moins de celles qui me plaisent le plus, lui écrit-il ; cela m'a reporté de douze ou quinze ans en arrière, et je vous assure que cela a été un véritable bonheur pour moi, je ne veux pas vous le cacher, quoi que vous puissiez en penser. Je ne désire qu'une chose, c'est que vous soyez aussi disposée que moi à effacer nos années de séparation. Pourquoi, en effet, ne le seriez-vous pas? S'il en était ainsi, je vous demanderais dès aujourd'hui votre prochain roman pour la *Revue*, qui a beaucoup grandi depuis deux ans, et qui fera tout ce qu'elle pourra pour vous attirer (1). »

A cette proposition si franche, l'écrivain se dérobe : revenir à la *Revue* ne lui serait pas facile, quant à présent; d'ailleurs, quand George reviendra-t-elle même au roman? elle n'en écrit plus. « J'ai d'une part mes *Mémoires*, de l'autre des pièces de théâtre en train. Je ne suis plus forcée de piocher comme autrefois, et je suis de plus en plus difficile envers moi-même pour le choix des sujets... (Elle ne veut pas engager sa collaboration, c'est clair.) Quant à mes anciens griefs, je crois que, si je les cherchais dans ma mémoire, je les y retrouverais, mais je les ai voulu oublier dans tout ce qui m'est personnel, le jour où je vous ai donné une poignée de mains pour ainsi dire sur la tombe de votre pauvre enfant. Ne me reparlez donc pas de choses dont je ne veux pas me souvenir, et croyez-moi (en dehors de l'opinion et des questions *non littéraires*, c'est-à-dire politiques et sociales, comme on dit aujourd'hui) toute à vous de cœur (2). »

(1) *Collection S. de Lovenjoul*, inédite.
(2) 21 février 1851, inédite.

A la fin de l'année, en décembre, George renouvelait à Mme François Buloz les mêmes assurances : elle ne « demande pas mieux » que de revenir à la *Revue*, surtout si celle-ci s'abstient absolument de politique. « Je ne sais si un temps viendra où la Presse sera libre, mais je sais que depuis longtemps, elle ne l'est plus, et que je fais de la littérature pure et simple, vu que je ne sais pas philosopher à demi, quand je m'en mêle. Vous direz qu'il n'y a pas grand mal à ce que je me prive de philosopher. » Puis George affirme qu'elle ne « boude pas, » mais elle veut connaître les conditions actuelles de la *Revue*, ou celles qu'on lui ferait *à elle :* « Demandez cela à Buloz. » Elle sait que les temps sont difficiles, pourtant elle est convaincue que beaucoup de journaux vont disparaître ou languir. On se jettera alors sur les revues. « Celle des *Deux Mondes* aurait droit d'ancienneté, mais si elle veut surnager au premier rang, il faut qu'elle puisse satisfaire aux besoins de ses rédacteurs. » Elle avoue que les siens ne sont pas minces, et il n'y a pas que les siens.

« Je suis épouvantée, navrée et confondue, continue-t-elle, de ce que vous m'apprenez de Bocage. Ce n'est qu'après avoir reçu votre lettre que j'ai lu la nouvelle dans les journaux. Comment donc expliquez-vous cela ? C'est incompréhensible... »

La petite fille de Bocage, en effet, avait disparu alors pendant cinq jours. Cette disparition affola à juste titre les parents et les amis. Puis l'enfant revint, racontant je ne sais quel conte. Que lui était-il arrivé au juste? « Je n'ose pas interroger Bocage, écrit George, je crains que la pauvre petite n'ait été victime de quelque odieux libertinage... à son insu peut-être; dites-moi ce qu'il vous a dit, afin que je sache comment lui parler sans envenimer sa blessure...

« Vous voyez, chère amie, que vous avez à me répondre. Parlez-moi de vos enfants (1). »

Sur le sujet de ses enfants, Mme Buloz ne reste jamais à court.

«... Vous me dites de vous parler de mes enfants. J'ai une grande fille qui se souvient bien de vous, mais dont vous n'avez aucun souvenir. Comme vous devez le penser, je m'occupe absolument d'elle; du matin au soir, tout ce que je fais n'a qu'une raison : Marie.

(1) 21 décembre 1851, inédite.

« Mes garçons sont des écoliers détestables et tapageurs. Ils sont à la pension Boniface, et reviennent crottés et barbouillés d'encre, voilà le plus clair de leur affaire. Marie fait sa première communion au mois de mai, et vous pensez si nous sommes dans la ferveur du catéchisme.

« A ce propos, ma chère amie, je vous dirai ce que je n'ai pas osé dire à M. Bocage, c'est que si sa petite fille eût été élevée dans des sentiments pieux, et qu'elle eût su les lois d'obéissance et de respect que Dieu nous impose vis à vis de nos père et mère, elle n'aurait pas consenti à quitter la maison paternelle, et à plonger ses parents dans des angoisses pires que la mort.

« Cette petite fille est partie samedi à six heures, et n'est rentrée que le jeudi ; elle dit qu'elle voulait apprendre un état, se faire ouvrière, etc..., ce sont des mensonges, une vieille femme l'aura emmenée.

« Cette affaire a quelque chose d'horrible et de ténébreux, qui m'épouvante (1). »

Mme F. Buloz n'oublie pas, en bon plénipotentiaire, de faire des offres à l'écrivain pour l'engager à rentrer à la rédaction de la *Revue*. Mais ces offres ne doivent pas plaire à George, car elle persiste à rester à l'écart ; — deux ans après, en 1853, elle n'est pas encore revenue ; F. Buloz le déplore toujours, en lui écrivant le 4 mai : — (Il a passé sa dernière nuit à lire *Mont-Revêche*, et cette lecture lui a apporté des réminiscences d'une autre époque.)

« ... Vous avez suivi une autre route, vous avez quitté un lieu que je croyais presqu'un foyer et une patrie pour vous. » — Depuis, bien des événements se sont passés, François Buloz le remarque : — « Vous détestiez la monarchie constitutionnelle, moi, je redoutais la République... Eh bien ! qu'est-ce qui est arrivé ? C'est que votre République que je craignais tant, à laquelle je me faisais assez bien cependant, m'a presqu'enrichi en me portant à la *Revue*, d'un tirage de trois mille à sept mille.

« Cette Monarchie de 1830, que vous avez crue si magnifique pour moi, n'a jamais tant fait pour ma sécurité, car en me donnant une situation médiocre, très difficile à tenir, qui absorbait tout mon temps, elle m'avait presque paralysé dans mon industrie... Pourquoi ne nous rejoindrions-nous pas de

(1) *Collection S. de Lovenjoul*. Datée du 26 décembre 1862 par erreur, cette lettre doit être de 1851, inédite.

nouveau?... sur le terrain littéraire de *Mont-Revêche*, je vous dis également : Toujours tout à vous. Mais en dehors de toute littérature, si vous venez à Paris, ne voulez-vous donc plus venir nous voir?

« *Tantæne animis cœlestibus iræ !*

« ... Vous devez savoir assez de latin, pour comprendre ce vers de Virgile que je n'ai jamais oublié, et qui ne va pas trop mal ici.

« Tout à vous,

« F. Buloz (1). »

La réponse de George Sand me manque. Cependant il est facile, d'après la lettre suivante, d'en deviner le contenu.

Paris, le 17 mai 1853.

« Mon cher George,

« Je comprends parfaitement les raisons que vous me donnez dans votre lettre : dès qu'il s'agit de vos charges et des moyens de vous les rendre moins lourdes, je n'ai plus qu'à m'incliner. Il me serait d'abord bien difficile d'apprécier la différence de traitement, car je n'ai réellement aucune idée de ce que peut être un volume de 200 000 lettres, je ne sais même pas ce qu'une feuille de la *Revue* contient de lettres. Tout ce que je puis dire, c'est que j'aurais désiré une reprise de nos bons rapports d'autrefois... »

Mais « ces bons rapports d'autrefois » ne furent rétablis qu'en 1858, lorsque George, encouragée par M. Aucante, rentra à la *Revue* avec *l'Homme de Neige*. La lettre de F. Buloz, s'engageant à publier ce roman, fait partie de la collection Lovenjoul; elle est datée du 4 mai 1858, et adressée à M. Aucante, car George, maintenant, ne traite plus que par l'entremise de ses « intermédiaires, » du moins, elle l'affirme, mais bientôt, les bonnes relations reprenant, les intermédiaires seront oubliés, et retourneront dans la coulisse.

Dès cette époque, la correspondance reprend entre les deux anciens amis, abondante et régulière. George vient peu à Paris, ses lettres sont datées de Nohant, de Gargilesse, petit village de a Creuse dont elle s'est entichée, et où elle va de temps à autre se recueillir ; puis elle ira dans le Midi, à Tamaris; elle y écrira

(1) *Collection S. de Lovenjoul*, 4 mai 1853. Inédite.

Tamaris; en Savoie, et de ce voyage-ci naîtra *Mademoiselle de la Quintinie*.

F. Buloz publia donc *l'Homme de Neige*, dont le premier titre fut « *le Château des Étoiles.* » Le texte initial fut toutefois allégé, car le directeur demanda à l'auteur maintes coupures, que celui-ci accorda allègrement, d'ailleurs.

A cette époque, George écrit à son ancien ami : « L'ordre s'est fait dans ma situation, l'ordre et rien de plus, car je ne sais pas économiser. » Nous le savions. « Bon cœur d'un côté, dit-elle encore, et faiblesse ou nonchalance de l'autre, je n'ai pas pu arriver à me reposer, et je ne sais si j'y arriverai jamais. » D'ailleurs elle déclare que, pour cela, peu lui importe, car elle aime le travail par-dessus tout, et sa santé se soutient. Mais la dot de sa fille a disparu, et dans sa petite fortune, que de désastres encore! Puis, les amis exilés, ruinés, les familles autour d'elle manquant de pain, — à qui donc s'adressent les uns et les autres? A George. — Donc, elle ne le cache pas, lorsque E. Aucante a pris sur lui d'offrir *l'Homme de Neige* à la *Revue*, dans un moment où l'auteur croyait F. Buloz trop indisposé « contre elle pour lui faire une ouverture quelconque, » elle trouve qu'il a été, cet Émile Aucante, bien inspiré.

Le roman de l'enfant prodigue parut du 1er juin au 1er septembre 1858, dans la *Revue*.

Les lettres de F. Buloz, depuis quelque temps déjà, sont écrites de Savoie. Il y accompagnait quelquefois son fils Louis, à qui les médecins ordonnaient les eaux d'Aix. C'est ainsi que le directeur de la *Revue* rêva un jour d'acquérir dans cette Savoie, redevenue italienne depuis 1815, ce qu'il désignait ainsi : une maison alpestre. Car il se reprenait à aimer ses montagnes, l'air vif et pur qui le frappait au visage en arrivant au milieu d'elles. Cet air léger, qui porte en lui tant de parfums, lui rappelait son enfance, et les prairies de Vulbens.

En juillet, il a lu, à Aix et à Genève, les épreuves de *l'Homme de Neige*. « Nous sommes allés au château de Chillon, ma femme, moi, et mes enfants. Nous avons trouvé votre nom écrit sur une colonne, non loin de celle où Byron a écrit le sien. C'est ma fille qui a découvert là votre nom et nous l'avons vu avec plaisir, comme un souvenir d'autrefois, des bons jours de notre vieux temps! Nous avons passé là une belle journée, et ma fille en voyant le Mont Blanc ne voulait-elle pas

en faire l'ascension ? J'ai dû objecter la santé de son frère, qui aurait pu perdre ainsi tous les bénéfices des eaux d'Aix (1)... »

George Sand revenant à son « ancienne patrie » y trouva certains changements, des places vides, des rédacteurs nouveaux. F. Buloz dut lui envoyer les dix dernières années de la *Revue* qu'elle ne connaissait pas, et qu'elle désira parcourir... Elle y lut pour la première fois le nom d'Eugène Fromentin, « l'homme de ce temps-ci qui écrit le mieux, » selon elle, ou, du moins, le plus à son goût, et elle trouve aussi que le directeur a eu « très bon nez » de le prendre. La camaraderie, pourtant, n'est pour rien dans l'appréciation de George : elle n'a jamais vu Eugène Fromentin.

A tout prendre, elle juge que F. Buloz a créé « en somme, avec une louable persévérance, un recueil d'une valeur réelle. » Cependant, elle fait des critiques ; les voici : «... Tout n'est pas également bon : il y a, par exemple, des articles contre moi que, naturellement, je trouve bêtes... je vous ai trouvé mauvais envers moi. » Et ici, George fait allusion à l'article de Mazade sur *George Sand, ses mémoires et son théâtre* (2).

Certes, l'article de Mazade est assez dur. Il aborde l'œuvre de George, blâme son théâtre, condamne ses *Mémoires*, et n'apprécie guère ses romans sociaux. Pour les romans sociaux, beaucoup de gens furent de l'avis de Mazade, et il paraît hors de doute qu'*Indiana*, *Valentine* et *Mauprat* sont supérieurs à *Horace*, au *Compagnon du Tour de France* et au *Meunier d'Angibault*. Le hasard voulut que ces romans fussent écrits par la George Sand dissidente, et Mazade remarque : « Mme Sand met le radicalisme et l'illuminisme démocratique dans ses contes. Elle fait des ouvriers déclamateurs, des paysans presque philosophes. Dans ces personnages, on cherche des hommes, on trouve des sophismes qui marchent... etc. »

Mazade reconnaît pourtant que la « dissidente » écrivit d'autres romans, et charmants : *la Mare au Diable*, *la Petite Fadette*, *le Champi*. S'il fallait absolument choisir entre ces « quelques récits, pleins d'une saveur agreste, écrit-il, le plus

(1) Collection S. de Lovenjoul, 30 juillet 1858, inédite. Mais George n'a jamais été à Chillon, et elle l'affirme à son ami qui répond : « Nous avons bien regardé votre nom, et ma femme et ma fille s'extasiaient sur le jambage du D. qui seul leur aurait fait reconnaître, disaient-elles, votre signature... » (14 août 1858).

(2) 15 mai 1857.

charmant, sans nul doute, serait *la Mare au Diable*, ce petit drame qui commence comme une églogue de Virgile, et qui finit par la description pittoresque des noces de campagne... » Ainsi s'exprime Mazade.

En revanche, il blâme la multitude d'œuvres dramatiques ourdies par George : *Favella*, *Lucie*, *Françoise*, *la Daniella*, etc., cette incompréhensible et insipide vision d'*Evenor et Leucippe* qui n'exprime ni un idéal saisissable, ni la vérité humaine.

Sévère, oui; injuste? non.

Le critique l'est cependant pour l'*Histoire de ma vie*. En relisant froidement son article, j'y vois l'influence de F. Buloz, outré des allusions légères que G. Sand fait dans ces *Mémoires* à la *Revue des Deux Mondes*, et plein de rancune encore pour la comédie que joua naguère l'auteur, après la rupture de Venise, — à propos de son projet de *Mémoires* (1)... F. Buloz lui en voulait : il faut avouer qu'il y avait de quoi. Pour nous, actuellement, l'*Histoire de ma vie* demeure une relation d'un très vif intérêt, peut-être même est-ce l'œuvre de George Sand qui défiera le mieux les années.

Charles de Mazade reproche à George d'avoir écrit là son autobiographie ; mais n'a-t-elle pas intitulé ce livre *Histoire de ma vie*? D'ailleurs les romans autobiographiques sont parmi ceux qui nous retiennent, parce que nous y sentons la vérité attrayante et cachée; pour la même raison, sans doute, et plus forte encore, quand la fiction n'y a aucune part, les mémoires ne sont-ils pas la seule lecture qui ne nous lasse jamais? Après avoir fait ce reproche à l'auteur, Mazade critique encore son manque d'exactitude. Mais pouvait-elle tout dire?

Si c'est une indiscrétion blâmable de dévoiler au public le mystère de sa vie, et celui de la vie des siens, est-ce une faute d'égarer son lecteur par le changement de quelques dates, et l'atténuation de certains faits? — Oui, affirme Mazade.

On se souvient que l'auteur de l'*Histoire de ma vie* traite cavalièrement, dans cet ouvrage, la personne de son directeur. Il gratifie même celui-ci de quelques épithètes qui ne sont pas pour lui plaire. Deux attaques, entre autres, le blessèrent plus vivement. George en fait un Suisse, alors qu'il est né en 1804 sur la terre française. Elle l'appelle « Genevois têtu et brutal, » et il

(1) Voir le 1er volume de cet ouvrage, chapitre VI : *Elle et lui*.

s'en révolte (mais comme elle raille drôlement cette révolte lorsqu'elle lui écrit : « Je n'ai jamais vu qu'il fût offensant d'être Suisse, pourvu que l'on ne soit pas horloger!... ») Autre grief : George a pu affirmer en parlant de la *Revue* : « Je fis pour ce recueil *Metella*, et je ne sais plus quoi d'autre... » F. Buloz devait ressentir vivement cette désinvolture. George, collaborateur assidu de la *Revue* pendant dix années, semblait alors renier la *Revue*. Impossible de laisser passer ces lignes sans les relever. Le directeur en chargea Mazade, — ou plutôt, il profita de l'article de Mazade (que George appela plus tard le *Monsieur annoté par vous*) pour insérer une longue note soulignant les allusions blessantes et inexactes dont la lecture l'avait choqué :

« Mme Sand a été le collaborateur assidu de la *Revue des Deux Mondes* pendant neuf ou dix ans, à partir de ses débuts; qu'elle veuille bien se remettre en mémoire ses belles années, se rappeler tout ce que nous n'avons pas oublié, et sans doute elle avouera que le milieu où elle était, que les conseils des amis sûrs et éclairés qui l'entouraient, ne lui ont pas fait défaut, ne lui ont pas été inutiles, si de son côté elle a jeté quelque éclat sur ce recueil... elle a publié là ses œuvres les plus célèbres peut-être, puisqu'on y voit : *André*, *Mauprat*, *Leone Leoni*, les *Lettres d'un voyageur*, etc. Eh bien! elle oublie tout pour dire dans ses mémoires : « Je fis pour ce recueil, *la Marquise*, *Lavina*, je ne sais quoi encore. » Or, jamais *la Marquise* et *Lavina* n'ont paru dans la *Revue des Deux Mondes*... » Voilà le point sensible : Lelia est oublieuse! Déjà Ch. de Mazade, sous l'inspiration de F. Buloz, l'a indiqué : « Mme Sand... ne se souvient pas : elle a, au plus haut degré, le don merveilleux de l'oubli... »

La paix signée, George reproche à F. Buloz cet article : « Je vous ai trouvé mauvais envers moi... » et elle estime que ses propres attaques contre le directeur de la *Revue* étaient de peu d'importance. « La vengeance n'était pas longue, ni amère; elle venait après des choses qui eussent dû vous sembler ce qu'elles étaient : sincères et généreuses. Vous n'en avez senti que le bout de moquerie, c'est tant pis pour vous, si vous ne comprenez pas ce que vaut le reste. » Enfin, le reproche de manque de sincérité adressé à tout l'ouvrage de l'*Histoire de ma vie* est injuste, dit-elle encore... « Permettez-moi de souhaiter aux hommes de mon temps autant de mansuétude et de philo-

sophique douceur que mon cœur de femme en a trouvé et conservé... » Ce n'est pas là répondre. La mansuétude, la philosophique douceur, ne sont pas l'exactitude. Volontaires ou non, les erreurs, — ou les omissions, — existent dans l'*Histoire de ma vie*.

Au cours de ces mémoires, après avoir tracé de Gustave Planche un portrait fort vivant, elle explique qu'elle dut se séparer de ce critique austère, parce qu'il lui attirait des inimitiés, — pauvre raison. « J'hésitai beaucoup. Il était malheureux par nature, et il avait pour moi un dévouement qui paraissait en dehors de sa nature (1). » D'ailleurs, nous savons qu'ils se séparèrent après l'aventure de Musset, et que le pauvre Planche fut, de cette séparation, infiniment malheureux. George, dans l'*Histoire de ma vie*, glisse sur ces faits, et peut-être a-t-elle raison; il n'est pas moins vrai que les prétextes qu'elle donne pour rompre avec une amitié si rare, et qui aurait dû lui sembler si précieuse, paraissent puérils.

D'ailleurs, on a vu (2) que, depuis cette rupture bruyante, une réconciliation eut lieu, et que George retrouva plus tard le dévouement de son ancien ami aussi dévoué et fidèle que par le passé.

Après la mort de Gustave Planche, George Sand fut sollicitée par le frère du critique, qui lui demanda de publier une lettre à l'éloge du défunt. Cette lettre, George l'écrivit et l'envoya au directeur de la *Revue*, en le priant de l'insérer dans son recueil. « Vous savez (entre nous), lui dit-elle dans un billet qui accompagnait l'envoi, que j'ai été longtemps brouillée avec lui par suite de propos, dont j'ai reconnu plus tard la fausseté.

« C'est donc de grand cœur que je cède au désir de M. et Mme Planche. »

Pourtant, F. Buloz, qui avait d'autres projets, n'inséra pas la lettre. Il ne put s'empêcher de déclarer à George que « M. et Mme Planche se remuent beaucoup pour le pauvre mort, qu'ils désespéraient déjà de son vivant, en intervenant bon gré mal gré dans ses affaires. » « J'ai eu vingt fois la preuve de l'irritation qu'ils lui causaient par leurs singulières démarches (3). »

(1) G. Sand, *Histoire de ma Vie*, vol. 4, page 282.

(2) Voir au volume II : *François Buloz et ses amis*, *La Revue des Deux Mondes et la Comédie française*, page 112.

(3) Voir vol. I, *François Buloz et ses amis*, *La Vie littéraire sous Louis-Philippe*, l'estime que F. Buloz témoignait à Planche.

La lettre de George, écrite à la gloire de Planche, resta donc dans les cartons de la *Revue*. A titre de document, voici cette lettre:

« *Lettre de G. S. sur G. Pl.*

« MADAME,

« On m'a reproché de n'avoir pas dit, dans l'*Histoire de ma vie*, la vérité tout entière, sur le compte des personnes dont j'ai parlé; j'avais déclaré, dès les premiers jours, ne vouloir flétrir aucun caractère, quelles que fussent mes antipathies ou mes griefs personnels; les amateurs de scandale étaient donc avertis et dispensés de me lire. J'ai trop bien tenu ma parole, au gré de certains esprits hostiles, qui m'en ont fait reproche avec amertume. Étrange tort que le mien! Étrange mensonge que le silence du pardon ou de l'oubli! (1)

« Mais si j'ai dû agir comme je l'ai fait à certains égards, j'ai pu tout dire sur le compte de certaines personnes que je savais de force à entendre la vérité, et, du vivant même de M. Gustave Planche, j'ai publié tout ce que je savais, et tout ce que je pensais de lui. C'est que rien ne pouvait faire obstacle à ma franchise, et que mon jugement sur lui pouvait être complet, sans porter aucune atteinte à son talent et à sa vie.

« J'ai blâmé et regretté le ton, souvent rude et absolu, de sa critique, et ce blâme de ma part était lui même du domaine de la critique; mais j'ai rendu justice entière à sa bonne foi, à son désintéressement, à son courage.

« Il a poursuivi, avec une rare fermeté, la mission terrible, qu'il s'était imposée, de dire, à ses amis comme à ses ennemis, ce qu'il croyait être la vérité. Il en a souffert dans sa vie littéraire, et dans sa vie intime, qui était loin d'être si tendue que ses doctrines d'Esthétique, et s'il a continué de braver l'inimitié en public, il a eu d'autant plus de mérite à le faire, qu'il a souvent regretté en particulier d'avoir froissé les amours-propres.

« Il n'avait donc pas la haine des personnes, comme l'ont cru quelques-unes de celles qu'il avait blessées, loin de là; je l'ai vu s'affecter beaucoup de leur chagrin ou de leur dépit.

(1) George venait cependant de terminer alors *Elle et Lui*.

« Je n'étais pas toujours de son avis, et je ne partageais pas ses principes d'exclusivisme en matière d'art. Pourtant, je reconnaissais avec lui, qu'il valait beaucoup mieux avoir une foi, un dogme, que de juger au hasard de la fantaisie du moment. Je lui soutenais que, pour être poète, il fallait juger sans parti pris, et *sentir* avant tout. Il me répondait que, dût-on se tromper dans certaines applications, on ne pouvait être un critique sérieux qu'à la condition d'avoir en soi, une fois pour toutes, un ensemble logique d'opinions bien raisonnées et bien arrêtées.

« Cette synthèse, qui le dominait invinciblement, et qui l'emportait dans un sens tout contraire à ses instincts de douceur naturelle, était le résultat de son idéal intérieur, qui fut toujours d'une grande élévation, et de ses principes de conduite, qui ne fléchirent devant aucune nécessité de la vie, devant aucun intérêt de situation. Il était donc, sous ce rapport, tellement au-dessus du soupçon, qu'on pouvait parler de lui comme je l'ai fait, dans toute la liberté de mon appréciation personnelle, et sans craindre de me tromper, après l'avoir longtemps perdu de vue.

« Quant à son talent, il avait les qualités hors ligne, et les défauts incorrigibles de sa nature exceptionnelle ; c'est dire que les qualités l'emportaient de beaucoup, et que son nom restera parmi les plus sérieux, et les plus brillants de notre époque.

« Voilà, Madame, mon opinion bien sincère, et sans complaisance (1). »

Le 15 juillet précédent (1858), George Sand avait fait remettre à F. Buloz par M. Émile Aucante un nouveau roman qui devait avoir un grand retentissement : *Elle et Lui* (2).

M. de Spoelberch de Lovenjoul rappelle, dans son ouvrage, *la Véritable histoire d'Elle et Lui*, que George fut amenée indirectement à écrire l'histoire de ses amours avec Musset par Eugène de Mirecourt. Bien indirectement alors? Mirecourt avait adressé à George, en 1839, une déclaration d'amour assez vive ; George, choquée, ne répondit rien. A la vérité, Mirecourt n'apportait à cette déclaration aucune retenue : « Ange ou démon, écrivait-il, je vous aime avec délire ! (ange lorsque je vous lis, démon lorsque la renommée m'apporte le nom de vos amants). » Mirecourt avait rencontré George à une représentation

(1) Octobre 1858. Inédite.
(2) *Elle et Lui* fut payé 4 500 francs à l'auteur.

de *Chatterton*; il l'avait reconnue tout de suite, car « bien souvent j'ai collé mes lèvres sur votre portrait... » Enfin il terminait en demandant un rendez-vous, encouragé sans doute par la liste des autres amants, que la renommée se chargeait de publier.

Mirecourt écrivit ainsi trois fois; George se tint coite. La troisième lettre de Mirecourt se termine par ces mots : « Quand vous lirez ceci, j'aurai cessé de vivre! » — Hélas! combien ce genre de promesse est fallacieux : l'expérience nous apprend qu'il ne faut rien en attendre. Bref, Mirecourt ne mourut point, mais il écrivit, en revanche, quinze ans après tout ceci, la biographie de George, qui dut, cette fois, intervenir.

Cet incident, de bien peu d'importance en vérité, fut-il la cause de la résolution de George Sand? lui fit-il prendre alors seulement le parti d'écrire un livre relatant exactement (?) sa propre histoire d'amour? Cela est peu croyable, et je pense, avec bien d'autres, que son parti était pris depuis longtemps déjà, et que les erreurs de Mirecourt n'y furent pour rien. Les romantiques ne se sont-ils pas toujours racontés dans leurs œuvres, avec un entrain unanime? George ne faisait que suivre en cela l'exemple de ses prédécesseurs.

Donc, George écrit, après la mort de Musset, *Elle et Lui;* c'est le reproche fondamental qu'on lui fera : elle a attendu, pour écrire ce livre, que la voix de son amant fût silencieuse à jamais. Elle composa son roman en un mois : du 29 avril au 30 mai. La *Revue*, depuis *l'Homme de Neige*, lui était ouverte à nouveau; elle y apporta ce livre : « M. Buloz, dit Spoelberch de Lovenjoul, n'était ni un complaisant, ni un témoin corruptible. De plus, sa situation particulière d'ami et de confident des deux affolés d'amour, pendant la période même de leur lutte, donne à ses appréciations, dans ce débat, un caractère tout particulier d'autorité. »

Et voici l'opinion de F. Buloz, sa première impression, sur *Elle et Lui :*

« Mon cher George,

« J'ai lu votre roman autobiographique. Pour moi qui connais les faits, qui vous ai même toujours défendue verbalement à l'endroit d'Alfred, je vous trouve dans la vérité et dans la modération, dans le portrait que vous tracez.

« Mais le public, qui ne sait pas tout cela, pourra vous

trouver un peu sévère. Il y a peut-être aussi des choses qu'il ne faut pas toucher quand il s'agit d'une personne qu'on a aimée, je veux dire le côté pécuniaire...

« Je crois donc qu'aux épreuves, vous ferez bien, pour vous, non pour d'autres, d'adoucir quelques passages, d'accorder quelque chose de plus à l'artiste, de représenter Thérèse moins parfaite (1). Il faut, en quelque sorte, tout peser et modérer, comme si Alfred était là, et pouvait vous répondre...

« Somme toute, certaines choses adoucies ou supprimées, ce sera peut-être une de vos meilleures compositions. On voit bien que vous avez voulu repousser certaines accusations, que vous avez parfaitement le droit de repousser, parce qu'elles sont fausses, car Alfred lui-même les eût repoussées. Mais il faut faire en sorte de le faire sans charger sa mémoire (comme je me plais encore à reconnaître que ç'a été votre intention), en ménageant mieux quelques expressions et quelques passages qui pourraient être mal pris. Certes, vous n'avez pas tué le poète, comme on l'a dit, vous lui avez plutôt fourni ses plus belles inspirations, qui n'ont pas toujours été très ménagées, mais que le public ne pouvait pas saisir, tandis qu'il saisira facilement les applications de votre roman. C'est d'ailleurs tout à fait votre droit, dès que vous prenez la forme romanesque, et, en glorifiant un peu plus encore l'artiste, vous éviterez tous les périls (2)... »

Le 19 août, autre lettre de F. Buloz. Il renvoie à l'auteur son manuscrit : il a marqué au crayon bleu les passages dont il désirerait l'atténuation ou même la suppression; il voudrait lui en voir changer d'autres; et puis : « Je croirais très heureux pour vous et le roman, que vous puissiez adoucir, jeter un peu plus dans l'ombre, les endroits où Thérèse passe si facilement des bras de Laurent dans ceux de Palmer. Celui où elle se donne à Palmer qui veut l'épouser, pour éprouver s'il persistera ensuite dans ses idées de mariage, fera quelque peu crier. Moi, cela ne me choque pas trop. Mais le monde en sera plus choqué... » Et George, suivant docilement ce conseil, renonce à cette *épreuve*, que Thérèse faisait subir à Palmer. On n'en voit plus trace dans *Elle et Lui*.

Le 1er septembre, l'auteur remit au directeur le manuscrit

(1) On se souviendra que Thérèse, c'est l'héroïne : George.
(2) Citée dans *la Véritable histoire d'Elle et Lui* par S. de Lovenjoul.

corrigé. *Elle et Lui* parut en janvier 1859; le retentissement de cette publication fut considérable.

« Il y a dans la première partie, écrit F. Buloz à son collaborateur, une idée indiquée que vous pourriez peut-être développer par la suite, pour en faire un épisode qui serait bien vrai et fort remarquable. C'est que l'artiste ne peut vraiment être grand et complet que lorsqu'il est maître de sa vie et de sa volonté, qu'il ne dépend ni du hasard, ni de ses caprices. S'il faut de la passion pour faire un poète, il ne faut cependant pas que le poète soit dominé toujours par ses passions et on soit le puéril esclave. Quelle vie n'aurait pas fournie Alfred, s'il avait pu prendre le dessus!

« Pour parler d'un autre mort que je regrette aussi, quelle carrière plus grande et plus utile n'aurait pas eue ce pauvre Planche, s'il n'avait également abandonné sa vie au hasard et à l'aventure! Ce n'est pas le talent qui a manqué à notre siècle, c'est le caractère. Aussi est-on vieux à l'âge où Rousseau commençait à écrire. On jette sa vie au vent, et on n'est plus capable d'efforts virils, lorsqu'on arrive à l'âge d'homme. C'est ce qui est arrivé à votre héros (1)... »

En février, le succès d'*Elle et Lui* s'affirmait. Pourtant, voici poindre quelques nuages à l'horizon; je ne parle pas des lettres anonymes, signe certain de réussite; mais Paul de Musset commençait à laisser voir son mécontentement; il voulait répondre, et répondre par un roman de sa façon, avant même la publication de la biographie de son frère qu'il annonçait, et qui ne parut qu'après la mort de F. Buloz, en 1877.

« Je m'attends bien à quelques attaques à propos du roman actuel, écrit George au directeur de la *Revue*, le 4 mars. Vous défendrez la *Revue*, je me défendrai, moi, s'il y a lieu; mais défendre le héros de ce roman serait une sottise, et faire du tort à sa mémoire, que j'ai plus relevée que trahie. J'ai excusé les fautes, j'ai grandi les caractères, j'ai *tu* les misères réelles. C'est comme cela qu'il faut écrire certaines histoires, et c'est comme cela que, par égard pour tant d'autres, j'ai écrit... l'*Histoire de ma vie*. Ce n'est pas là mentir, c'est pardonner. J'ai des montagnes de preuves, et, en somme, ce n'est pas là que j'ai puisé mes jugements; c'est dans mon cœur, plein

(1) 22 janvier 1859. Citée par S. de Lovenjoul, *La véritable histoire*, etc.

d'oubli pour les travers et les faiblesses que j'ai vus (1)... »

« La famille de Musset crie contre moi, constate F. Buloz quelques semaines plus tard (2), et m'accuse (voyez le rôle honorable pour vous et pour moi) de vous avoir provoquée à faire *Elle et Lui* pour me venger de celui que j'ai tant aimé ! » Et il s'indigne. A la vérité, Paul le menaçait : il publierait à son tour des lettres de son frère à Tattet contre George. « Nous n'avons qu'à nous bien tenir, » s'écrie F. Buloz, qui ne semble pas prendre Paul, ni les menaces de Paul, au sérieux.

George, de son côté, ne s'en occupait guère :

« Je m'inquiète fort peu de ce que vous m'annoncez. On y regardera à deux fois avant de me pousser à bout.

« Quant à vous, si vous avez besoin que je vous justifie, je suis prête à le faire, puisque c'est vrai. Vous pouvez et devez aussi affirmer que, dans le roman, il n'y a pas une ligne reproduite ou seulement imitée. Ce ne sont pas des lettrés bien forts, je présume, qui s'y trompent. Pourquoi aurais-je eu recours à des citations, en supposant que j'eusse été à même d'en faire? La vérité n'est pas exclusivement dans des mots.

« Tenez-moi au courant de cette grande menace.... mais on ne prouve pas ce qui n'est pas (3). »

Cependant, Paul de Musset a terminé *Lui et Elle;* F. Buloz l'annonce à George Sand : « Ce qui vous paraîtra singulier, c'est que Paul de Musset m'a envoyé la première partie de son roman par M. le marquis de la Vilette ; cela s'appelle *Lui et Elle*, et on vous fait fracturer un secrétaire dès le premier chapitre pour ravoir votre correspondance avec M. Jean Cazeau, dont vous prenez la moitié du nom, pour vous appeler William Caze, et cela, après avoir fait partir pour l'Italie M. Jean Cazeau. Après cette séparation commence la liaison avec Édouard de Falconet, et cette première partie finit par le départ des deux amants pour l'Italie.

« C'est hier qu'on m'a remis cette belle histoire. »

François Buloz juge que ce n'est qu'une parodie du roman d'*Elle et Lui*, une œuvre de grossière vengeance ; il a rendu d'ailleurs le manuscrit à M. de la Vilette... et prévenu le frère du poète « qu'il allait faire une faute grave s'il allait plus

(1) 4 mars 1859, inédite.
(2) 23 mars 1859.
(3) 24 mars 1859, inédite.

loin; mais on la fera, car il y a des provocateurs inconnus, une femme surtout; ceci n'est qu'une vengeance de petits esprits; ce que j'ai lu me paraît méprisable; il n'y a pas jusqu'à ce pauvre Planche qui n'y ait son rôle sous le nom de Diogène, et moi-même, j'y ai ma part... Cela pourrait faire du scandale, mais je ne crois pas que vous deviez vous en préoccuper, du moins si j'en juge par ce que j'ai lu (1). »

« J'avais toujours dit, écrit encore F. Buloz à son amie la semaine suivante, qu'Alfred, malgré tout, valait mieux que son frère, parce qu'il était poète et qu'il se serait refusé à certaines choses. Paul me donne trop raison (2). Quoi qu'il en soit, et puisqu'on annonce des lettres de vous dans ce pamphlet, vous avez le droit d'empêcher la publication de ces lettres; c'est une chose jugée. Lorsque le marquis de la Vilette m'a apporté la première partie de ce roman-pamphlet de la part de M. P. de Musset, il m'a très longuement développé les griefs de celui-ci à propos de la destruction des lettres de son frère à vous adressées, et des vôtres à Alfred remises entre les mains de M. Papet, et qui auraient été brûlées récemment. Puis M. de la Vilette a ajouté que Paul avait une copie de *sept lettres* de vous à son frère. Est-ce celles-là qu'on voudrait publier? Je ne sais. Mais le procédé sera blâmé par tous les honnêtes gens, et vous, vous pouvez vous y opposer; seulement, je ne saurais donner un avis en matière aussi délicate (3). »

Cependant, George, sujet de bruit et de scandale, ne se préoccupe de rien. Elle est, pendant ce temps, à Nohant, dans un sommeil perpétuel; c'est le résultat d'une grippe singulière : « Il y a dix ans, écrit-elle à F. Buloz, que je n'ai tant dormi!... » L'agitation n'est pas son fait, et que lui importe le livre de Paul? « Je n'ai pas encore lu *Lui et Elle*, je n'ai pas eu le temps, car j'ai eu tous les jours des conférences avec des paysans et des fermiers, gens qui ne s'expliquent pas vite. » D'ailleurs, ses amis lui ont conseillé de ne pas s'occuper de « cette plate méchanceté-là. » Si Paul de Musset a voulu troubler la paisible George, il n'a pas réussi.

Lui et Elle non plus n'a pas réussi, au dire de F. Buloz :

(1) Collection S. de Lovenjoul. 1er avril 1859, F. 11, inédite.

(2) Paul disait, ainsi que son éditeur, qu'ils arracheraient le masque de l'auteur d'*Elle et Lui*.

(3) Collection S. de Lovenjoul, 7 avril 1859, F. 22, inédite.

« Son roman n'a eu aucun succès, et a été généralement blâmé. On n'a même pas compris qu'il se soit jeté dans cette vilenie ; il faut qu'on l'y ait poussé, car le procédé est contraire à ses antécédents, à moins qu'il n'ait cru pouvoir se permettre avec une femme ce qu'il n'avait jamais fait jusqu'ici. A votre place, je me vengerais en parlant en très bons termes du poète..., vous pouvez dire votre mot à ceux qui prétendent le défendre sans mission, et sans même connaître les choses dont ils parlent. Je le disais au marquis de la Vilette : « Jamais, dans une intimité de quinze ou vingt ans, Alfred ne m'a dit un mot de son frère ; Paul, au contraire, m'a souvent dit beaucoup de mal de son frère Alfred. Paul existait-il pour Alfred ? Et il veut se mêler de ce qu'il ne sait pas ! » Le marquis se plaignait au nom de Paul de la destruction des lettres remises à M. Papet (1) : « Aurait-il voulu qu'on les lui rachetât ?... Voilà, ajoutai-je encore, ce que peut toujours répondre une femme aux plaintes de ce genre, et la réplique est formidable, monsieur... Le marquis n'eut rien à répondre (2). »

Parlant du roman autobiographique de George Sand, M. Clouard a écrit : « Vingt mois après la mort d'Alfred de Musset, *Elle et Lui* parut. Grand tapage au profit de Buloz, mais scandale énorme, et qui retomba sur l'auteur ; le blâme fut général, et il suffit de lire les journaux de l'époque pour s'en assurer. »

La presse fut certainement défavorable au roman de George. Mais elle le fut aussi à celui de Paul de Musset. Cependant, si la critique blâma le procédé des deux écrivains, elle ne s'occupa vraiment, au point de vue littéraire, que de l'œuvre de George Sand ; ses adversaires les plus hostiles ne purent éviter de reconnaître la supériorité d'*Elle et Lui* sur *Lui et Elle*.

Le blâme le plus sévère fut infligé à George Sand par Ulrich Guttinguer dans *la Mode* (Guttinguer fut, on le sait, un ami très fidèle d'Alfred de Musset) ; sa critique d'*Elle et Lui* (*Les pensées improvisées*) est sans pitié : « Le lecteur jugera si elle est méritée, » dit-il.

La Correspondance littéraire suivit la publication d'*Elle et*

(1) Papet n'avait pas brûlé les lettres ; George les confia vers cette époque à Manceau, en le priant de les détruire ; il n'en fit rien. (V. *la Véritable histoire... etc.*)

(2) Collection S. de Lovenjoul, F. 34, 23 mai 1859, inédite.

Lui dans la *Revue*, et déjà le 5 avril 1859, on pouvait remarquer dans *La Correspondance* cette note fort perfide :

« Nous avons perdu Alfred de Musset au mois de mai 1857, mais les morts vont vite sur la pente de l'oubli ; vingt mois ne s'étaient pas écoulés que la *Revue des Deux Mondes*, qui lui devait tant, a inséré un roman de Mme Sand : *Elle et Lui*, où était traitée indignement la mémoire du poète qui n'était plus là pour se défendre. On prétend, — et je serais charmé que la nouvelle se confirmât, — que plusieurs amis de l'immortel auteur des *Nuits* vont relever l'insulte, et faire paraître incessamment une *réponse* qui ne peut manquer d'être sanglante ; qui sait si après *Elle et Lui*, l'illustre romancière ne continuera pas à défiler son chapelet, et ne nous donnera point une suite d'histoires, qu'elle pourra intituler *Elle et Eux ?* »

Le 20 avril, nouvel article de *la Correspondance littéraire*, qui reproche à la *Revue* une faute grave : apprendre à ses collaborateurs comment elle respecte leur mémoire ; et une maladresse : fournir à un recueil qui est appelé à lui faire une redoutable concurrence, l'occasion de publier *Lui et Elle*. — Où est-il, ce recueil dangereux ? Eh bien ! c'est le *Magasin de librairie :* on ne s'en doutait pas. — « Voici en effet que le *Magasin de librairie* publie dans son numéro du 10 avril la contre-partie du roman de Mme Sand... M. Paul de Musset, sous ce titre de *Lui et Elle*, s'est chargé de donner une dure leçon à l'ancienne amie de son frère, et de la faire descendre, un peu trop brutalement peut-être, du piédestal sur lequel elle s'est posée en victime... »

Ce qui irrite le plus la critique de l'époque, c'est l'amour un peu protecteur et maternel de Thérèse, l'héroïne du nouveau roman ; elle appelle ses amants : « Mon cher enfant. » Cette formule déplaît ; *la Correspondance littéraire* en est choquée : « L'on peut se demander avec le poète :

D'où lui viennent de tous côtés
Ces enfants qu'en son sein elle n'a point portés.

Enfin, le 5 mai : « Ceux qui aiment le scandale doivent être satisfaits ; je trouve que la vengeance est complète, et ce qu'il y a de plus fâcheux, c'est qu'elle est méritée..., etc. »

Le Pays, en juin, juge les deux romans, et c'est ici Barbey d'Aurevilly qui parle : « Voici deux déplorables livres, que la critique ne peut séparer... *Elle et Lui*... c'est un livre d'une

abominable tristesse dans le genre d'*Adolphe*, mais en comparaison duquel *Adolphe*, que Planche, ce hibou de sagesse, trouvait déjà si triste, a les rafraîchissements et les joyeuses écumes d'un lait pur. » Suit une analyse peu favorable à l'auteur, qu'il accuse d'orgueil. Elle crée des hommes misérables... « peut-être est-ce la punition des femmes qui déplacent leurs fonctions, et se font écritoires, que de n'être aimées que par des hommes petits qui les trouvent grandes... » Le raisonnement, il me semble, pèche par sa base : petits, les amants de George Sand? Mérimée, Musset, Chopin, petits? Barbey d'Aurevilly aurait dû dire plutôt qu'il n'existait pas de grands hommes pour une maîtresse (1). — Et puis : « C'est toujours cet amour *maternel*, sans sacrement bien entendu, qui ressemble monstrueusement à l'inceste : tout cela est horrible et infect, d'un travail pourrissant sur les esprits et sur les âmes. C'est un scandale que ce livre, un misérable scandale et... un coup manqué. »

Sur *Lui et Elle*, peu de chose : « C'est assurément le meilleur livre de M. Paul de Musset (à part toute personnalité saignante et blessée), son frère lui a porté bonheur, un triste bonheur... »

D'ailleurs, Barbey d'Aurevilly préfère à George Sand, beaucoup trop vantée à son avis, Mme de Staël, ou Mme de Girardin même; il accorde qu'*Elle et Lui* est bien supérieur au livre de P. de Musset : « Où allons-nous? de quelles escopettes ne sommes-nous pas menacés? Tout le monde voudra vendre après la mort, la peau de quelqu'un, en l'étiquetant. C'est la peau de M. Tel ou de Mme Telle, avec qui j'étais si bien! (2). »

Léon de Wailly, dans *l'Illustration* (3), est circonspect : « Cette susceptibilité (de M. P. de Musset) est-elle aussi prudente, aussi fondée qu'elle est honorable et pieuse? Pour l'avoir vengé, a-t-il disculpé son client? L'a-t-il blanchi? — D'ailleurs, y a-t-il réellement des portraits dans le livre? Est-ce bien *Lui*, est-ce bien *Elle?* »

La *Revue de l'Instruction publique* est très louangeuse pour George Sand. Le critique ici, Claveau, se soucie peu que « l'histoire crie, » et que la biographie « se plaigne, » ou

(1) A la suite de la liaison avec Michel de Bourges, qu'elle considérait aussi comme son grand homme, voici l'appréciation de George sur ceux-ci : « J'ai des grands hommes plein le dos; qu'on les taille en marbre, qu'on les coule en bronze, mais qu'on n'en parle plus. » Correspondance.

(2) Barbey d'Aurevilly, *le Pays*, 15 juin 1859.

(3) 21 mai 1859.

que les événements soient vrais ; ce qui lui importe, c'est de rechercher si l'analyse des passions est délicate, si la peinture des caractères est fidèle : « Eh bien ! dans *Elle et Lui*, par une puissance merveilleuse de pénétration intime, d'observation psychologique... par la grâce d'un style toujours égal et toujours pur..., l'auteur s'élève au-dessus de lui-même, c'est-à-dire des autres... Je ne sais ce qu'on entend par le sublime, mais je sais qu'il n'y a nulle part, excepté dans certaine scène de *Polyeucte*, plus de tragique élévation que dans cet admirable passage : « *Thérèse, Thérèse..., jurez-moi sur le souvenir de l'enfant que vous avez perdu, que vous n'aimez plus Palmer*, etc... »

Pontmartin à cette heure écrit au *Correspondant*, car il a quitté la *Revue des Deux Mondes ;* (et même, il ne demanderait pas mieux que d'y rentrer.) C'est un charmant causeur que Pontmartin, il serait aussi un excellent critique, s'il n'était dominé par l'intention de moraliser ses lecteurs; la chronique qu'il consacre à *Elle et Lui* sera un excellent prétexte pour leur indiquer le néant des amours coupables : c'est un peu monotone, et si inutile ! « *Lui et Elle* est une œuvre de châtiment ou de vengeance, mille fois plus cruelle envers Olympe que ne l'était le roman d'*Elle et Lui :* « *Si j'étais le seul que cette femme ait mis en cet état, on pourrait me citer comme une exception, un cas rare... Regarde où en sont aujourd'hui ceux qu'elle a aimés. Tous ne sont-ils pas sortis de ses mains plus ou moins meurtris, défigurés, estropiés pour jamais? On en ferait une procession de fantômes* (1); » et encore : « *Mais je suis perdu ! s'écria Edouard, je mourrai avant elle et je serai calomnié*, etc... » (2)

« Les voiles sont trop transparents, » observe le critique du *Correspondant*, « les polémiques trop personnelles... » et dans un accès de lyrisme religieux il s'écrie : « Voilà donc le dernier mot des passions libres et fières, qui marchaient à la conquête de l'idéal, à qui le monde semblait trop petit !... nous avons vu comment elles commencent, vous voyez comment elles finissent. O néant du cœur de l'homme abandonné à ses propres forces ! qu'ils se consolent, ceux qui parfois sont tentés de se plaindre, d'avoir passé ici-bas sans connaître ces amours chimériques qui sont aux amours véritables ce que la fièvre est à la vie... »

(1) Paul de Musset, *Lui et Elle*.
(2) *Idem*.

Mauvaise comparaison, et puis il félicite l'homme de bien, celui qui n'a pas éprouvé d'amours chimériques : « Dans sa vieillesse, son regard peut s'arrêter sur la moisson qui ne mûrit que pour les âmes pures, soumises à la loi de Dieu. » (Qu'est-ce que cela veut dire? J'avoue n'y rien comprendre, — cette moisson, ces amours chimériques, — chimérique l'amour de George? Oh non!) Bref, Pontmartin exhorte ses lecteurs à éviter la fièvre. — Que ces lecteurs, après cela, ne s'avisent pas de relire la magnifique tirade de Perdican : « On est souvent trompé en amour, souvent blessé, et souvent malheureux, mais on aime, et quand on est sur le bord de sa tombe... » etc... (1) car cette éloquence-là leur semblerait plus entraînante que celle de Pontmartin.

L'homélie de Pontmartin est fort morale, et comme prédicateur évangélique il foudroie, mais comme écrivain, peut-il s'empêcher de louer et de reconnaître la supériorité d'*Elle et Lui*, sur *Lui et Elle?* Il n'hésite pas, et préfère le livre de Sand au pamphlet de Paul de Musset. Enfin un autre critique, M. Babou, écrit dans la *Revue Contemporaine* de juillet-août 1859, un article intitulé : *Les confessions de deux enfants du siècle.*

M. Babou est très effrayé de tant de romantisme, il cite aussi des passages d'*Elle et Lui*, une lettre de Laurent-Musset : « *Ma chère Thérèse, mon cher Palmer, vous êtes mes anges gardiens, — vous m'avez porté bonheur... je renais,... je vous aime, mon être se transforme*, etc... » M. Babou s'indigne : « Quelles étranges confidences! Dans quel monde sommes-nous ? » « Un amant écrit en style emphatico-mystique à son ancienne maîtresse, à son rival heureux, qu'il est entraîné vers de nouvelles amours, et il leur demande à mains jointes des prières, et des bénédictions, qu'on lui expédie courrier par courrier!... » M. Babou s'étonne et doute : « C'est invraisemblable. » — Hélas! M. Babou n'est pas un romantique, et nous savons, nous, que George n'a rien inventé; ces lettres folles, nous les avons lues dans la correspondance de Sand et de Musset! — *Oh! mon enfant, tu ris, tu es belle, tu es jeune, tu te promènes sous le plus beau ciel du monde, appuyée sur un homme dont le cœur est digne de toi. — Brave jeune homme! dis-lui combien je l'aime, et que je ne puis retenir mes larmes en pensant à lui;* » et de George :

(1) Cette tirade est d'ailleurs de George Sand. Voir sa Correspondance avec Musset publiée par M. Decori.

« *Pagello est un ange de vertu qui mériterait d'être heureux... c'est pourquoi je ne devrais pas le réconcilier avec L'Arpalice* (une maîtresse).., *je passe avec lui les plus doux moments de ma journée à parler de toi. Il est si sensible et si bon cet homme*, etc. » Qu'en dites-vous, M. Babou?

M. Clouard a écrit : « Paul de Musset prit, comme il le devait, la défense d'Alfred. Sans rien dire à personne, il envoya *Lui et Elle* au *Magasin de Librairie*, dirigé par Charpentier. » Mais nous avons vu que Paul de Musset avait fort bien proposé son roman à F. Buloz, avant de le porter à Charpentier.

F. Buloz assura à George que *Lui et Elle* n'avait aucun succès. Pourtant, si ce pamphlet fut blâmé par beaucoup de gens, il eut, comme *Elle et Lui*, ses défenseurs, et d'abord les amis de Paul, cela va sans dire. J'ai sous les yeux quelques-unes de leurs lettres, qui sont certainement hostiles à George et à l'œuvre de George. Voici d'abord une lettre de Mélesville, le vaudevilliste :

« Courage, mon digne et brave ami! » écrit-il à Paul, continuez à démasquer cette odieuse créature, qui s'enveloppe dans sa robe d'innocence, et se drape audacieusement dans ses impostures. Votre rôle est noble et facile. Il importait au frère d'Alfred de Musset de porter la lumière dans le cloaque immonde et calomnieux, de venger une cendre à peine refroidie, et que, plus que tout autre, cette femme devait respecter en se respectant elle-même. » (1)

Voici encore une lettre de Mme Jaubert, la tendre marraine de Musset, sa confidente, son amie; elle prend vivement le parti du filleul, cela est bien ; mais comme elle accable George ! Sa véhémence semble même démasquer une certaine rancune féminine...

« Vous avez réussi ainsi à faire connaître au monde tel qu'il était (elle s'adresse aussi à Paul), ce poète incomparable, si envié des uns, si calomnié par *Elle*. Vraiment il parle par votre voix dans tous les dialogues. C'est bien lui, — aussi le faites-vous aimer de celles qui ne l'ont jamais connu.

« Ma fille, mes compagnes de voyage (2) ne craignent pas de

(1) M. Charavay, Lettres autographes et documents historiques — Mars-avril 1915. N° 791.36.

(2) Mme Jaubert voyageait alors avec des amis; sa lettre est datée de Vernou-sur-Brenne.

me charger pour vous d'un monstrueux colis de félicitations. A vrai dire, il semble que vous sortez d'un duel, où, ayant affaire à un adversaire traître, vous vous êtes brillamment tiré d'affaire, rien que par votre valeur. On voudrait vous serrer la main, vous embrasser; quant à *Elle*, c'est écrasant, sans nul échappatoire; elle a véritablement reçu en ce monde la punition de ses criminels instincts; le trait le plus sanglant de tout, selon moi, est cette phrase : « Vous parlez si souvent de chasteté que cela devient indécent... » Il me semble que c'est le dard qui l'atteindra en tous sens... Je ne crois pas qu'il existe l'exemple d'une réplique en calomnie d'un tel accent modéré, atteignant une telle portée de justice. Si elle subit cette lecture, *elle*, Olympe, sans tomber malade, il faut la tenir pour invulnérable. » (1)

Tomber malade! Mme Jaubert est loin de compte. Jamais George ne s'est mieux portée, et lorsque le sommeil lui laisse quelques loisirs, elle s'occupe à conseiller et à diriger ses paysans.

Ulrich Guttinguer, lui aussi, s'inquiète de ce que pense George du livre de Paul, George et « son entourage. » — « Personne de la presse n'en parle, et je reconnais là l'influence satanique ou sadanique... » Il est très touchant, vraiment, de constater l'émotion des amis du pauvre Musset à cette époque, et leur animosité à l'égard de George. C'est à qui félicitera Paul, s'agitera, jettera l'anathème à la femme coupable : « Que dit-elle? » — « S'en relèvera-t-elle? — N'est-elle pas foudroyée? » — Et du côté de George, la charmante apathie que nous connaissons, l'indifférence parfaite. Considérant tout cela froidement aujourd'hui, — soixante ans après, — on en vient à croire que si la passion anima les amis de Musset, George écrivit *Elle et lui* sans passion, et uniquement parce que le roman était éclos à point, à son heure, dans son cerveau. Elle l'écrit rapidement, d'affilée, — en un mois, — et ensuite... elle se remet à un autre travail (2). Les polémiques qu'elle fera naître, les répliques que son livre suscitera, les blessures qu'on tentera de lui causer à propos de ce livre, tout cela passera au-dessus d'elle, — ou au-dessous, — et ne l'atteindra point. — Son livre écrit, elle commence *Jean de la Roche*, et puis... elle pèse ses moutons.

(1) Inédite.

(2) Elle confie à F. Buloz en août 1859 : — « L'envie de faire un roman m'étant venue, j'ai cru devoir me laisser aller... »

C'est bien la même femme qui, revenant de voyage, et apercevant chez Mme F. Buloz le portrait de Jules Sandeau, ne le reconnaît point, et demande : « Qui est-ce? » — Mme F. Buloz, plus gênée que George, rougit, hésite, dit enfin : « Mais... c'est Sandeau, » craignant de mettre George dans l'embarras par cette réponse. — « Comme il est vieux ! » dit George en haussant les épaules, et elle parle d'autre chose.

Précisément et puisque le nom de Sandeau a été prononcé ici, il faut noter qu'à côté de la question Musset-Sand, il y a aussi la question Sandeau. Car enfin, dans *Lui et Elle*, le pauvre Cazeau expédié allègrement en Italie par William Caze, c'est Jules Sandeau, et P. de Musset remettait ainsi en scène, pour servir sa rancune personnelle, de vieilles histoires qui ne concernaient pas uniquement son frère... D'autres pouvaient s'en blesser, — d'autres s'en blessèrent, et parmi eux, Mme Jules Sandeau.

Sa lettre à Paul de Musset est fort digne, et douloureuse :

« Je vous avoue qu'en trouvant dans votre première publication un épisode de l'histoire de mon mari avec Mme Sand, qui vous avait été raconté par nous un soir au coin du feu, dans la plus intime causerie, mon étonnement a été profondément triste. Vous parlez de Jules d'une façon fort bienveillante, mais si vous m'aviez consultée, vous n'en auriez pas dit un mot. Cazeau n'était pas en cause, ceci ne le regardait en rien; s'il est attaqué, il pourra, Dieu merci, se justifier lui-même ; que Mme Sand l'en préserve, car il est rude, quand on a une femme et un fils de quinze ans, d'en venir à pareille extrémité, et de livrer sa vie en pâture au public. Jugez-en par vous-même, monsieur, par l'état dans lequel se trouve Mme votre mère, et voyez ce que serait pour une femme et un fils un pareil débat. Mon cœur a été un peu froissé ; plusieurs fois on a publié dans les journaux des allusions à cette vieille histoire, mais ceux-là, je ne les comptais pas dans mes amis... (1) »

Quant à Mme de Musset, — qui, elle, ne fut pas consultée par Paul, — ce roman l'effraya...

« J'en reviens à mes inquiétudes, écrivit-elle alors à son fils. Je crois que tu te fais une foule d'ennemis irréconciliables. Tous ces personnages existent encore sous leurs sobriquets : ils ne

(1) Inédite.

pourront manquer de se reconnaître. D'ailleurs, la dame les y aidera. Si ce n'était cette crainte, je ne pourrais manquer d'être électrisée par des pages si belles, et si bien écrites. Il y en a plusieurs d'étonnantes; mais, si j'avais été consultée, je t'aurais engagé à ne pas oublier la scène étrange qui s'est passée entre elle et moi, à l'occasion du départ pour l'Italie.

« Je t'ai raconté cent fois qu'avant de partir, ton frère m'avait demandé mon consentement à ce triste voyage, et que je l'avais obstinément refusé; enfin, voyant mon désespoir, il s'est jeté à mes genoux en me disant : « Ne pleure pas, ma mère; si l'un de nous deux doit pleurer, ce n'est pas toi. » Ce sont ses propres paroles. Tu comprends que je ne les ai jamais oubliées; il s'en alla après m'avoir rassurée, et déclara à la dame qu'il ne pouvait affliger sa mère. Le bon fils! Que fit cette femme? A neuf heures du soir, elle prit un fiacre et se fit conduire à ma porte. On vint m'avertir que quelqu'un me demandait en bas; je descendis, me faisant suivre d'un domestique, et n'y comprenant rien. Je montai dans cette voiture, voyant une femme seule. C'était elle. Alors elle employa toute l'éloquence dont elle était maîtresse, à me décider à lui confier mon fils, me répétant qu'elle l'aimerait comme une mère, qu'elle le soignerait mieux que moi, que sais-je? La sirène m'arracha mon consentement. Je lui cédai, tout en larmes, et à contre-cœur, car *il avait une mère prudente*, bien qu'elle ait osé dire le contraire, dans *Elle et Lui*.

« Cette scène a son prix, et je suis fâchée qu'elle ne se trouve pas dans ton récit véridique. Vois si tu peux l'introduire en parlant des regrets qu'il laisse derrière lui dans sa famille... » On voit que Mme de Musset, tout en déplorant la publicité donnée à *Lui et Elle*, eût désiré ajouter à cette histoire des précisions nouvelles.

M. Clouard, qui publia naguère la lettre qu'on vient de lire (1), ajoute : « Certes, Paul de Musset eut raison de répondre; nous blâmons seulement la manière... » On ne saurait mieux dire, et M. Clouard réclame, — il écrivait en 1896, — la publication de la correspondance intégrale des deux amants. Ce vœu fut exaucé en 1904. Hélas! une correspondance semblable n'est jamais intégrale, et dans celle-ci n'avons-nous pas déploré la

(1) *Revue de Paris*; A. Clouard, *Alfred de Musset et George Sand*. Notes et documents inédits (15 août 1896).

fréquence de telles remarques : « Ici, une ligne et demie supprimée (1). » « Ici un large coup de ciseau qui a enlevé environ une quinzaine de lignes du texte (2). »

Ainsi le voulut George, — et ainsi la lecture de ces lettres magnifiques ne nous donne qu'une jouissance littéraire de plus, c'est beaucoup, et qu'avons-nous à faire du reste, après tout ? — George était libre d'emporter son secret avec elle ; quant à Musset, s'il ne fut pas consulté, n'avait-il pas absous son « Georgeot » à l'avance en lui disant : « Je crois en toi, et je te défendrai contre le monde entier, jusqu'à ce que j'en crève (3) ? » George n'avait donc nul besoin de justifier ses coupures par des mots comme ceux-ci : « *J'ai coupé ici des plaintes qui m'eussent bien vengée de certaines gens, — je les ai anéanties, ne voulant pas être tentée de punir, même après ma mort* (4). »

Elle et Lui donna donc naissance à *Lui et Elle*, mais la série ne s'arrêta pas là. Mme Louise Colet écrivit ensuite *Lui*, où, sous prétexte de parler de *Lui*, elle parla d'elle, Louise Colet. On se souvient qu'elle introduisit dans cet autre roman autobiographique, l'épisode du lion du Jardin des plantes, en publiant les vers que Musset lui dédia au retour de leur promenade :

Antilope aux yeux noirs, dis quelle est mon amante ?
O lion, tu le sais, toi, mon noble enchaîné ;
Toi qui m'as vu pâlir lorsque sa main charmante
Se baissa doucement sur ton front incliné.

Mme Colet voulut faire ainsi croire à la postérité qu'elle avait caressé le lion de sa main. Mais Mlle Colin, la gouvernante de Musset, raconta fort prosaïquement dans ses Mémoires, que si le lion rugit ce jour-là, c'est que Mme Colet, craignant de le toucher, introduisit le manche de son ombrelle dans la cage...

Après *Lui*, il y eut aussi *Eux et Elle*, une plaquette de Lescure ; et encore *Eux, Drame contemporain en un acte et en prose par Moi*. On attribua cet acte à Gaston Lavalley ; il est d'Alexis Doinet (5). Le nom des personnages est assez étrange :

(1) Correspondance de G. Sand et d'Al. de Musset ; 3e Réponse d *Elle*, p. 33.
(2) *Ibid.*, 4e Réponse d'*Elle*, p. 48.
(3) *Ibid.*, 5e de *Lui*, p. 54.
(4) *Ibid.*, notes sur la 6e lettre de *Lui*, p. 73.
(5) Chez le Gost Clérisse, Caen, 1860.

Lui-même, frère de Lui. Nous, notaire. Tien, domestique de Lui-même. Elle, Un. Elle, Deux, etc...

En août 1859, George Sand remit à F. Buloz le manuscrit de *Jean de la Roche*. Le directeur de la *Revue* en fut satisfait ; toutefois, il demanda quelques corrections, ici ou là : il trouva certaines parties trop romanesques, et puis l'héroïne, qui n'a que quinze ans, raisonne comme si elle en avait vingt-cinq ou trente. George ne pourrait-elle la vieillir un peu ?

Cependant l'intérêt de *Jean de la Roche* ne réside pas uniquement dans le roman, mais aussi dans la préface... Car George s'aperçut à la longue que Paul de Musset avait écrit *Lui et Elle*, et répondit, par cette préface, assez fièrement, aux attaques de Paul :

« Quant aux malheureux esprits qui viennent d'essayer un genre nouveau dans la littérature et dans la critique, en publiant un pamphlet, en annonçant à grand renfort de réclame et de déclamations imprimées, que l'horrible héroïne de leur élucubration était une personne vivante, dont il leur était permis d'écrire le nom en toutes lettres, et qui lui ont prêté leur style en affirmant qu'ils tenaient leurs preuves et leurs détails de la main d'un mourant, le public a déjà prononcé que c'était là une tentative monstrueuse, dont l'on rougit, et que la vraie critique renie, en même temps que c'était une souillure jetée sur une tombe.

« Et nous disons, nous, que le mort illustre renfermé dans cette tombe, se relèvera, indigné, quand le moment sera venu. Il revendiquera sa véritable pensée, ses propres sentiments, le droit de faire lui-même la fière confession de ses souffrances, et de jeter encore une fois vers le ciel, le grand cri de justice et de vérité qui résume la meilleure partie de son âme et la plus vivante phase de sa vie...

« Quelques amis ont reproché à l'objet de ces outrages de les recevoir avec indifférence ; d'autres lui conseillaient, il est vrai, de ne pas s'en occuper du tout; après réflexion, il a jugé devoir s'en occuper en temps et lieu, mais il n'était guère pressé. Il était en Auvergne, il y suivait les traces imaginaires de son roman nouveau, à travers les sentiers embaumés, au milieu des plus belles scènes du printemps. Il avait bien emporté le pamphlet pour le lire, mais il ne le lut pas. Il avait oublié son herbier, et les pages du livre furent purifiées par le contact des

fleurs du Puy-de-Dôme et du Sancy. Suaves parfums des choses de Dieu, qui pourrait vous préférer le souvenir des fanges de la civilisation ? (1) »

C'est ainsi que George répondit à Paul de Musset, quand elle se décida à sortir de son sommeil léthargique, et de sa première indifférence. La riposte est violente, F. Buloz l'approuva cependant. Il n'y changea qu'un mot ; parlant du pamphlet de Paul, George avait d'abord écrit : « Sans vouloir en appeler à la justice des tribunaux, » et F. Buloz substitua à ces mots : « la justice des hommes. » A son sens, le mot « tribunaux » manquait de fierté (2). »

Voici ce que le directeur de la *Revue* écrivit à George à propos de cette préface :

Paris, 25 octobre 1859.

« Mon cher George, Votre préface si haute, et si éloquente, et quelques mots de Manin, qui répondent parfaitement à tout ce que je vois et observe depuis quelques années, me donnent l'idée de vous proposer une tentative.

« Manin disait, je l'ai appris récemment : « En France, je n'ai trouvé de jeunesse que chez les vieillards ! » Le mot est trop vrai, malheureusement, et je pouvais dire avec la même justesse il y a plus d'un an, en parlant du fils d'un ancien ministre : « Si je considère l'attitude du père et celle du fils, malgré ses vingt-cinq ans, ce n'est pas le fils qui est le jeune homme, c'est le père. La jeunesse, en effet, si je ne suis pas un vieux radoteur, n'a ni généreuse ardeur, ni haute pensée, ni grande flamme, généralement parlant ; aussi, en voyant tout ce qui me passe sous les yeux, et vous conviendrez que je suis assez bien placé pour observer, il m'arrive souvent de dire avec tristesse, en parlant des hommes de notre génération : « C'est donc encore nous qui sommes les jeunes ! »

« Comparez les jeunes gens que nous voyons dans les lettres et ailleurs, à la jeunesse de la Restauration, et de 1830 ! Il y avait alors de nobles aspirations, une vive indignation contre tout ce qui était oppressif pour l'esprit humain, et pour les peuples. Aujourd'hui, rien ne vient, à vrai dire, du côté soi-disant vivace de la génération qui arrive et qui monte ; s'il y a par là

(1) Préface de *Jean de la Roche*, *Revue des Deux Mondes*, 15 octobre 1859.
(2) *Collection S. de Lovenjoul*, 10 octobre 1859, inédite.

de généreuses aspirations, rien ne nous l'apprend, rien n'en transpire volontiers. Y a-t-il un jeune talent, il est bien prêt, plutôt, si ce n'est déjà fait, de se laisser enrôler par la puissance qui enchaîne la pensée. On peut dire que l'écrivain en voie de formation passe le plus souvent à l'influence ennemie, qui n'aime ni les penseurs ni les écrivains ; — alors, que devient-il ?

« Il appartiendrait à une voix comme la vôtre de parler à la jeune génération, et de l'avertir de la chute qui la menace. La couronne intellectuelle de la France, qui a tant brillé depuis le XVIe siècle, est en sérieux danger, je le crains fort, sous le régime de l'esprit matériel, et sous l'empire des mœurs que nous voyons. Vous vous feriez beaucoup d'honneur en abordant ce sujet. Un beau cri, un cri de douleur et de colère, — comme celui de votre préface, — sorti de votre solitude, ou même cette idée devenant l'objet d'un roman peut-être, obtiendrait une vive attention, et pourrait opérer une espèce de réveil de l'intelligence française.

« Où va la France ? où vont l'esprit et les forces vives de ce pays ? Personne ne le dit, et cependant toute voix autorisée peut le dire, car il ne s'agit point ici de questions politiques, mais d'une question morale et philosophique (1)... »

MARIE-LOUISE PAILLERON.

(A suivre.)

(1) *Correspondance S. de Lovenjoul.* Lettre citée dans *la Véritable histoire d'Elle et Lui.*

LA RUSSIE DES TSARS

PENDANT LA GRANDE GUERRE

II[1]

Jeudi, 5 août 1914.

Du modeste cottage d'Alexandria, je me rends au somptueux palais de Znamenka, qui est tout proche et où réside le Grand-Duc Nicolas.

Le généralissime me reçoit dans son vaste cabinet, dont toutes les tables sont couvertes de cartes étalées. A grands pas rapides et résolus, il s'avance vers moi et, de même qu'il y a trois jours au Palais d'hiver, il m'étreint jusqu'à me broyer les épaules :

— Dieu et Jeanne d'Arc sont avec nous, s'exclame-t-il. Nous aurons la victoire !... N'est-ce pas providentiel que la guerre ait éclaté pour une si noble cause ? que nos deux peuples aient répondu à l'ordre de mobilisation avec un tel enthousiasme ? que les circonstances nous soient si propices ?...

Je me hausse de mon mieux à ce ton de grandiloquence militaire et mystique, dont la forme naïve ne m'empêche pas de sentir l'inspiration généreuse ; je me garde pourtant d'invoquer Jeanne d'Arc, puisqu'il s'agit aujourd'hui, non pas de « bouter les Anglais hors de France, » mais de les attirer dedans et le plus vite possible.

Sans transition, j'aborde la question, grave entre toutes :

— Dans combien de jours, Monseigneur, ordonnerez-vous l'offensive ?

Copyright by Maurice Paléologue, 1921.

(1) Voyez la *Revue* du 15 janvier 1921.

— J'ordonnerai l'offensive aussitôt que l'opération sera exécutable et j'attaquerai à fond... Peut-être même n'attendrai-je pas que la concentration de tous mes corps soit terminée. Dès que je me sentirai en force, j'attaquerai... Ce sera probablement le 14 août.

Il m'explique ensuite son plan général de manœuvre : 1° un groupe d'armées opérant sur le front prussien, 2° un groupe d'armées opérant sur le front galicien, 3° une masse en Pologne destinée à foncer sur Berlin, dès que les armées du Sud auront réussi à « accrocher » et « fixer » l'ennemi.

Tandis que, le doigt sur la carte, il me dévoile ainsi ses projets, toute sa personne dégage une énergie farouche. Sa parole tranchante et scandée, ses yeux scintillants, ses gestes nerveux, sa bouche dure et contractée, sa stature de géant personnifient en lui l'audace impérieuse et entraînante qui fut la qualité maîtresse des grands stratèges russes, des Souvarow et des Skobélew. Il y a, chez Nicolas-Nicolaïéwitch, quelque chose de plus, je ne sais quoi d'irascible, de despotique, d'implacable, qui le rattache héréditairement aux voïévodes moscovites des xve et xvie siècles. Et n'a-t-il pas aussi en commun avec eux la dévotion ingénue, la crédulité superstitieuse, le goût de la vie ardente et forte ? Quelle que soit la valeur de ce rapprochement historique, ce que j'ai le droit d'affirmer, c'est que le Grand-Duc Nicolas a le cœur placé très haut et que le commandement suprême des armées russes ne pouvait être confié à des mains plus loyales ni plus vigoureuses.

Vers la fin de notre conversation, il me dit :

— Veuillez faire parvenir au général Joffre mes compliments les plus chauds et l'assurance de ma foi absolue dans la victoire. Dites-lui aussi que je ferai porter, à côté de mon fanion de généralissime, le fanion qu'il m'a offert, quand j'ai assisté aux manœuvres de France, il y a deux ans.

Là-dessus, me serrant les mains avec véhémence, il me conduit jusqu'à la porte :

— Et maintenant, s'écrie-t-il, à la grâce de Dieu !

Jeudi, 6 août 1914.

Mon collègue d'Autriche-Hongrie, Szapary, remet ce matin à Sazonow une déclaration de guerre. Cette déclaration invoque deux motifs : 1° l'attitude prise par le Gouvernement russe dans

le conflit austro-serbe; — 2° le fait que, d'après une communication du cabinet de Berlin, la Russie a cru devoir ouvrir les hostilités contre l'Allemagne.

Les Allemands pénètrent dans la Pologne occidentale. Dès avant-hier, ils ont occupé Kalisch, Czenstochowa et Bendin. Cette rapide avance démontre combien l'État-major russe eut raison, en 1910, lorsqu'il recula, d'une centaine de kilomètres vers l'Est, ses garnisons de la frontière et sa zone de concentration, — mesure qui fut alors si vivement critiquée en France.

A midi, je pars pour Tsarskoïé-Sélo, où je vais déjeuner chez le Grand-Duc Paul-Alexandrowitch (1) et son épouse morganatique la comtesse de Hohenfelsen, avec qui j'entretiens, depuis nombre d'années, d'amicales relations.

Pendant toute la route, mon auto longe et dépasse des régiments d'infanterie, avec leur attirail de campagne. Chaque régiment est suivi par une file interminable d'équipages : caissons de munitions, fourgons de bagages, camions de vivres, voitures d'ambulance, cuisines roulantes, *télégas*, *linéïkas*, chariots de paysans, etc. Les voitures se succèdent au hasard, en désordre, parfois à travers champs, dans une confusion hétéroclite et pittoresque qui fait penser à la horde asiatique. Les fantassins ont bonne apparence, bien que la pluie et la boue gênent leur marche. Beaucoup de femmes ont pris place dans la colonne pour accompagner leur mari jusqu'à la première étape, jusqu'à l'adieu définitif; plusieurs portent un enfant sur le bras. Une d'elles me touche infiniment. Très jeune, le visage délicat, la nuque fine, un mouchoir rouge et blanc noué sur ses cheveux clairs, un *sarafane* de coton bleu ajusté à la taille par une ceinture de cuir, elle serre un bébé contre sa poitrine. Elle allonge le pas autant qu'elle peut, afin de rester à hauteur de l'homme qui termine le rang, — un beau garçon brun et musclé. Ils ne se disent pas un mot; mais ils fixent l'un sur l'autre des yeux ardents, éplorés; et, trois fois de suite, je vois la jeune mère tendre au soldat leur enfant à baiser.

Le Grand-Duc Paul et la comtesse de Hohenfelsen n'ont invité en dehors de moi que Michel Stakhowitch, membre élu du Conseil de l'Empire pour le Zemstvo d'Orel, un des Russes

(1) Né le 21 septembre 1860, frère de l'empereur Alexandre III, fusillé par les Bolchévistes, le 10 février 1919.

qui sont le plus imprégnés des idées françaises. Je me trouve donc dans une atmosphère d'intime et chaude sympathie.

Dès l'entrée, tous les trois m'acclament d'un : « Vive la France ! » Avec l'accent de droiture et de simplicité qui lui est propre, le Grand-Duc m'exprime son admiration pour l'unanime élan qui a fait voler le peuple français au secours de son allié :

— Je sais que votre Gouvernement n'a pas hésité une minute à nous soutenir, quand l'Allemagne nous a obligés à nous défendre. Et c'est déjà fort beau... Mais que la nation tout entière ait compris instantanément son devoir d'alliée ; que, dans aucune classe de la société, dans aucun parti politique, il n'y ait eu la moindre défaillance, la moindre protestation, voilà ce qui est extraordinaire, sublime !

Stakhowitch reprend :

— Oui, sublime !... La France d'aujourd'hui ne fait d'ailleurs que persévérer dans sa tradition historique ; elle a toujours été le pays du sublime.

J'acquiesce, en soulignant :

— C'est vrai. Le peuple français, qu'on a tant accusé de scepticisme et de frivolité, est certainement celui qui s'est le plus souvent jeté dans la lutte pour un motif désintéressé, qui s'est le plus souvent dévoué à une cause idéale.

Puis, je raconte à mes hôtes la longue suite des faits qui ont rempli ces deux dernières semaines. De leur côté, ils me rapportent un grand nombre de témoignages ou d'épisodes qui attestent l'union de tous les Russes dans la volonté de sauver la Serbie et de vaincre l'Allemagne.

— Personne, me dit Stakhowitch, personne en Russie n'admettrait que nous laissions écraser le petit peuple serbe.

Je lui demande alors ce que pensent de la guerre les membres de l'extrême-droite au Conseil de l'Empire et à la Douma, ce parti influent et nombreux qui, par la bouche du prince Mestchersky, de Stchéglovitow, du baron Rosen, de Pourichkiévitch, de Markow, a toujours prêché l'entente avec l'impérialisme allemand. Il m'assure que cette doctrine, inspirée surtout par des calculs de politique intérieure, est radicalement ruinée par l'agression de la Serbie et il conclut :

— La guerre qui commence est un duel à mort entre le slavisme et le germanisme. Il n'y a pas un Russe qui n'en ait conscience.

Au sortir de table, je ne m'accorde que le temps de fumer une cigarette et je rentre vite à Pétersbourg.

Près de Poulkowo, je croise un régiment de tirailleurs de la Garde, qui part pour la frontière. Le général, commandant le régiment, reconnaît, à la livrée de mon chasseur, la voiture de l'ambassadeur de France ; il me dépêche un de ses officiers pour me prier de descendre, afin qu'il fasse défiler sa troupe devant moi.

Je mets pied à terre et je m'approche du général qui, se penchant du haut de son cheval, me donne l'accolade.

Sur un ordre bref, le régiment fait halte, les rangs se resserrent et s'alignent, la musique prend la tête de la colonne. Pendant ces préparatifs, le général me crie frénétiquement :

— Nous allons détruire ces sales Prussiens !... Il ne faut plus de Prusse, plus d'Allemagne !... Guillaume à Sainte-Hélène !...

Le défilé commence. Les hommes ont l'air solide et fier. A chaque compagnie qui passe, le général se dresse sur ses étriers et commande :

— *Franzouski Pasol !* L'ambassadeur de France ! Hourrah !

Les soldats répètent à plein gosier :

— Hourrah ! Hourrah !

Quand le dernier rang a passé, le général se penche une fois encore vers moi pour m'embrasser et me dit d'un ton grave :

— Je suis heureux de vous avoir rencontré, Monsieur l'ambassadeur. Tous mes hommes comprendront comme moi que c'est un bon présage d'avoir rencontré la France, à notre première étape.

Là-dessus, il part au galop pour rejoindre la tête du régiment et, tandis que je remonte en voiture, il me lance de loin son cri de guerre :

— Guillaume à Sainte-Hélène !... Guillaume à Sainte-Hélène !...

A quatre heures, j'ai une longue conversation avec mon collègue d'Italie, le marquis Carlotti de Riparbella ; je m'efforce de lui démontrer que la crise actuelle offre à son pays une occasion inespérée de réaliser ses aspirations nationales :

— Quelle que soit, dis-je, ma certitude personnelle, je n'ai pas la présomption de vous garantir que les armées et les flottes de la Triple-Entente seront victorieuses. Mais ce que j'ai le droit de vous affirmer, surtout après mon entretien d'hier avec l'Em-

pereur, c'est la volonté qui anime les trois Puissances, la volonté implacable d'écraser l'Allemagne. Toutes les trois sont unanimes dans la résolution de mettre fin à la tyrannie allemande. Le problème étant ainsi posé, appréciez vous-même de quel côté sont les chances de succès et tirez les conséquences.

Nous sortons ensemble et je me rends au ministère des Affaires étrangères, où j'ai de multiples questions à régler : questions de blocus, de rapatriement, de correspondance télégraphique, de presse, de police, etc., sans compter les questions diplomatiques.

Sazonow m'apprend qu'il a fait venir le ministre de Roumanie, Diamandy, pour lui demander le concours immédiat de l'armée roumaine contre l'Autriche. En échange, il offre de reconnaître au Cabinet de Bucarest le droit d'annexer tous les territoires austro-hongrois habités actuellement par une population roumaine, c'est-à-dire la majeure partie de la Transylvanie et la région septentrionale de la Bukovine; de plus, les Puissances de la Triple-Entente garantiraient à la Roumanie l'intégrité de son territoire.

Enfin, Sazonow a télégraphié au ministre de Russie à Sofia pour obtenir la neutralité bienveillante de la Bulgarie contre la promesse de quelques districts à prélever sur le territoire serbe de Macédoine, si la Serbie acquiert un accès direct à la Mer Adriatique.

Vendredi, 7 août 1914.

Les Allemands sont entrés hier à Liége ; quelques forts résistent encore.

Sazonow propose aux Gouvernements français et britannique de négocier d'urgence, à Tokio, l'accession du Japon à notre coalition: les Puissances alliées reconnaîtraient au Gouvernement japonais le droit d'annexer le territoire allemand de Kiao-Tcheou ; la Russie et le Japon se garantiraient réciproquement l'intégrité de leurs possessions asiatiques.

Ce soir, je dîne au Yacht-Club, sur la Morskaïa. Dans ce milieu éminemment conservateur, je trouve la preuve de ce que Stakhowitch me disait hier quant aux dispositions de l'extrême-droite envers l'Allemagne. Ceux qui, la semaine dernière encore, affirmaient, avec le plus d'énergie, la nécessité de renforcer le tsarisme orthodoxe par une étroite alliance avec l'auto-

ritarisme prussien, déclarent intolérable l'outrage que le bombardement de Belgrade inflige à tout le monde slave et se montrent parmi les plus belliqueux. D'autres se taisent ou se bornent à dire que l'Allemagne et l'Autriche viennent de porter un coup mortel au principe monarchique en Europe.

Avant de rentrer à l'Ambassade, je passe au ministère des Affaires étrangères, où Sazonow désire me parler.

— Je suis inquiet, me dit-il, des nouvelles que je reçois de Constantinople. J'ai grand'peur que l'Allemagne et l'Autriche ne nous y manigancent un tour de leur façon.

— Quoi, par exemple?

— Je crains que la flotte austro-hongroise n'aille se réfugier dans la Mer de Marmara. Vous voyez d'ici les conséquences!

Samedi, 8 août 1914.

Une armée française est entrée hier en Belgique, se portant au secours de l'armée belge. Le sort de la France va-t-il se décider une fois encore entre la Sambre et la Meuse?

Aujourd'hui, séance du Conseil de l'Empire et de la Douma. Dès le 2 août, l'Empereur avait publié son dessein de convoquer extraordinairement les assemblées législatives, « afin d'être en parfaite union avec notre peuple. » Cette convocation, qui eût semblé toute naturelle et nécessaire en n'importe quel autre pays, a été interprétée ici comme une manifestation de « constitutionnalisme. » Dans les milieux libéraux, on en sait le plus grand gré à l'Empereur, car on n'ignore pas que le Président du Conseil, Gorémykine, le Ministre de l'Intérieur, Maklakow, le Ministre de la Justice, Stchéglovitow, et le Procureur suprême du Saint-Synode, Sabler, affectent de considérer la Douma comme un organe infime et négligeable de l'État.

Je prends place, avec Sir George Buchanan, au premier rang de la loge diplomatique.

Une vibrante allocution du Président Rodzianko ouvre la séance. Son éloquence déclamatoire et sonore soulève l'enthousiasme de l'assemblée.

Puis, à pas chancelants, le vieux Gorémykine monte à la tribune. Soutenant avec peine les sons d'une voix débile qui s'épuise par instants comme s'il allait mourir, il expose que « la Russie ne voulait pas la guerre, » que le Gouvernement impérial a tout essayé pour sauvegarder la paix, « s'attachant même

à la moindre chance d'endiguer le déluge de sang qui menaçait d'inonder le monde; » il conclut que la Russie ne pouvait pas reculer devant le défi que lui ont jeté les Puissances germaniques : « d'ailleurs, si nous avions cédé, notre humiliation n'eût pas changé le cours des événements. » Pour articuler ces derniers mots, sa voix s'affermit un peu et son regard éteint lance une courte flamme. On dirait que ce vieillard sceptique, chargé de travaux, d'honneurs et d'expérience, éprouve une joie malicieuse à proclamer, dans cette conjoncture solennelle, son fatalisme désabusé.

Sazonow lui succède à la tribune. Il est pâle et nerveux. Dès le début, il libère sa conscience : « Lorsque viendra, pour l'histoire, le jour de l'impartial verdict, j'ai la conviction qu'elle nous justifiera... » Il rappelle avec énergie que « ce n'est pas la politique russe qui mettait en péril la paix générale, » et que, si l'Allemagne l'avait voulu, elle pouvait, « d'un mot, d'un seul mot impératif, » arrêter l'Autriche dans la voie belliqueuse. Puis, d'un ton chaleureux, il exalte « la France magnanime, la France chevaleresque, qui s'est dressée avec nous pour la défense du droit et de la justice. » A cette phrase, tous les députés se lèvent et, tournés vers moi, ils acclament longuement la France. J'observe néanmoins que les acclamations ne sont pas très nourries sur les bancs de la gauche : les partis libéraux ne nous ont jamais pardonné d'avoir prolongé la vie du tsarisme par nos subsides financiers. Les applaudissements éclatent de nouveau, lorsque Sazonow déclare que l'Angleterre a reconnu, elle aussi, l'impossibilité morale de rester indifférente devant la violence faite à la Serbie. Sa péroraison traduit exactement l'idée qui, dans ces dernières semaines, a dominé toutes nos pensées et tous nos actes : « Nous ne voulons pas accepter le joug de l'Allemagne et de son alliée en Europe. » Il descend de la tribune au milieu d'une ovation.

Après une suspension de séance, chaque chef de parti vient apporter le témoignage de son patriotisme, en s'affirmant prêt à tous les sacrifices pour soustraire la Russie et les peuples slaves à la suprématie germanique. Lorsque le président met aux voix les crédits de guerre demandés par le Gouvernement, le parti socialiste annonce qu'il s'abstiendra de les voter, ne voulant assumer aucune responsabilité dans la politique du tsarisme; il exhorte cependant la démocratie russe à défendre

sa terre natale contre l'invasion étrangère : « Ouvriers et paysans, rassemblez toutes vos forces pour défendre notre pays; nous le libérerons ensuite! » Sauf l'abstention des socialistes, les crédits militaires sont votés à l'unanimité.

Quand je quitte le palais de Tauride avec Buchanan, nos voitures ont de la peine à se frayer un chemin dans la foule qui les enserre et nous acclame.

L'impression que je rapporte de cette séance est satisfaisante. Le peuple russe, qui n'a pas voulu la guerre, qui a même été surpris par la guerre, est fermement décidé à en soutenir l'effort. D'autre part, le Gouvernement et les classes dirigeantes ont conscience que les destinées de la Russie sont liées désormais au sort de la France et de l'Angleterre. Ce second point n'est pas moins important que le premier.

Dimanche, 9 août 1914.

Hier, les troupes françaises sont entrées à Mulhouse.

Le Grand-Duc Nicolas, qui n'a pas encore transféré son Quartier général au front des armées, m'envoie son chef d'état-major, le général Yannouchkéwitch, pour m'apprendre que la mobilisation s'achève dans les meilleures conditions et que les transports de concentration s'accomplissent avec ponctualité. Il ajoute que, le Gouvernement ayant toute confiance dans le maintien de l'ordre à Saint-Pétersbourg, les troupes de la capitale et de la banlieue sont dirigées, dès maintenant, vers la frontière.

Nous parlons ensuite des opérations qui se préparent. Le général Yannouchkéwitch me confirme : 1° que l'armée de Wilna prendra l'offensive dans la direction de Königsberg; 2° que l'armée de Varsovie sera jetée immédiatement sur la rive gauche de la Vistule, pour flanquer l'armée de Wilna; 3° que l'offensive générale sera entreprise le 14 août.

A six heures et demie, je pars en auto pour Tsarskoïé-Sélo, où je dîne chez la Grande Duchesse Marie-Pavlowna (1).

La Grande-Duchesse est entourée de son fils aîné et de sa bru, le Grand-Duc Cyrille-Wladimirowitch et la Grande-Duchesse Victoria-Féodorowna, de son gendre et de sa fille le Prince

(1) Veuve du Grand-Duc Wladimir-Alexandrowitch.

Nicolas de Grèce et la Grande-Duchesse Hélène-Wladimirowna, de ses demoiselles d'honneur et de ses intimes.

La table est dressée dans le jardin, sous une tente dont trois des panneaux sont relevés. L'air est pur et fluide. Les parterres de roses embaument. Le soleil, qui, malgré l'heure tardive, est encore haut sur l'horizon, disperse autour de nous une lumière très douce et des ombres diaphanes.

La conversation est générale, pleine de confiance et d'entrain; elle a naturellement, pour unique sujet, la guerre. Mais une question revient à chaque instant : la distribution des grands commandements et la composition des états-majors; on critique les choix déjà connus; on essaie de deviner les nominations que l'Empereur n'a pas encore décidées. Toutes les rivalités de la Cour et des salons se trahissent dans les propos qui s'échangent. Par instants, je crois vivre un chapitre de *la Guerre et la Paix* de Tolstoï.

Le repas fini, la Grande-Duchesse Marie-Pavlowna m'emmène au fond du jardin, puis m'installe auprès d'elle sur un banc.

— Maintenant, me dit-elle, causons en toute liberté... J'ai le sentiment que l'Empereur et la Russie jouent une partie suprême. Ce n'est pas une guerre politique, comme il y en a eu tant; c'est le duel du slavisme et du germanisme; il faudra que l'un des deux succombe... J'ai vu beaucoup de monde ces derniers jours; mes ambulances et mes trains sanitaires m'ont mise en contact avec des gens de tous les milieux, de toutes les classes. Je peux vous assurer que personne ne se fait illusion sur la gravité de la lutte qui s'engage. Aussi, depuis l'Empereur jusqu'au dernier des *moujiks*, tout le monde est résolu à faire héroïquement son devoir; on ne reculera devant aucun sacrifice... Si, — ce qu'à Dieu ne plaise! — nos débuts sont malheureux, vous reverrez les miracles de 1812.

— Il est probable, en effet, que nous aurons des commencements très difficiles. Nous devons tout prévoir, même un désastre. Je ne demande à la Russie que de tenir.

— Elle tiendra. N'en doutez pas!

Pour amener la Grande-Duchesse à s'expliquer sur un sujet plus délicat, je la félicite des dispositions courageuses qu'elle me témoigne; car je suppose que sa fermeté d'âme ne va pas sans de cruels déchirements intérieurs. Elle me répond :

— Je suis heureuse de m'en épancher avec vous... J'ai fait

plusieurs fois, ces jours-ci, mon examen de conscience; j'ai regardé jusqu'au plus profond de moi-même. Ni dans mon cœur, ni dans mon esprit, je n'ai rien découvert qui ne soit absolument dévoué à ma patrie russe. Et j'en ai remercié Dieu!... Est-ce parce que les premiers habitants du Mecklembourg et leurs premiers souverains, mes ancêtres, étaient slaves? C'est possible. Je croirais plutôt que mes quarante années de séjour en Russie, — tout ce que j'y ai connu de bonheur, tout ce que j'y ai formé de rêves, tout ce qu'on m'y a témoigné d'affection et de bonté, — m'ont fait une âme entièrement russe. Je ne me retrouve mecklembourgeoise que sur un point : ma haine pour l'empereur Guillaume. Il représente, celui-là, ce que j'ai appris, dès l'enfance, à détester le plus : la tyrannie des Hohenzollern... Oui, ce sont eux, les Hohenzollern, qui ont perverti, démoralisé, dégradé, abaissé l'Allemagne, qui ont peu à peu détruit en elle tout principe d'idéalisme et de générosité, de délicatesse et de charité...

Elle exhale ainsi sa colère dans une longue diatribe, qui me fait sentir la rancune invétérée, l'exécration sourde et tenace que les petits États germaniques, jadis indépendants, nourrissent envers la despotique maison de Prusse.

Vers dix heures, je prends congé de la Grande-Duchesse, car un lourd travail m'attend à l'ambassade.

La nuit est claire et chaude; la lune, très pâle, laisse traîner çà et là, sur la plaine immense et monotone, des écharpes d'argent. A l'ouest, dans la direction du golfe de Finlande, l'horizon se voile de vapeurs cuivrées.

De retour à onze heures et demie, on m'apporte une liasse de télégrammes, arrivés dans la soirée.

Il est près de deux heures du matin quand je me mets au lit.

Trop fatigué pour dormir, je prends un livre, un des rares livres qu'on puisse ouvrir en cette heure de bouleversement universel et de convulsion historique : la Bible. Je relis l'Apocalypse et je m'arrête à ce passage :

Alors, je vis s'élancer un cheval rouan. Et le cavalier qui le montait a reçu le pouvoir d'enlever la paix de la terre, en sorte que les hommes s'égorgent les uns les autres; une grande épée brillait dans sa main... Puis, je vis s'élancer un cheval pâle. Et le cavalier qui le montait s'appelait la Mort; l'Enfer le suivait.

Et il a reçu le pouvoir de tuer le quart de l'humanité par le glaive, par la faim, par la peste et par les bêtes féroces.

Aujourd'hui, ce seront les hommes eux-mêmes qui accompliront le rôle des *bêtes féroces.*

Lundi, 10 août 1914.

Sazonow presse le Gouvernement italien d'accéder à notre alliance. Il lui propose un accord sur les bases suivantes :

1° L'armée et la flotte italiennes attaqueront immédiatement l'armée et la flotte austro-hongroises; 2° Après la guerre, le pays de Trente, les ports de Trieste et de Vallona seront annexés à l'Italie.

Du côté de Sofia, les impressions ne sont pas rassurantes. Le tsar Ferdinand est capable de toutes les turpitudes et de toutes les félonies, quand sa vanité ou ses rancunes sont en jeu. Or, je connais trois pays auxquels il a voué un ressentiment implacable : la Serbie, la Roumanie et la Russie. Je m'en explique avec Sazonow; il m'interrompt :

— Comment?... Le tsar Ferdinand en veut à la Russie! Et pourquoi donc?

— D'abord, il accuse le Gouvernement russe d'avoir pris le parti de la Serbie et même de la Roumanie, en 1913. Puis, il y a les griefs anciens, qui sont innombrables...

— Mais quels griefs?... Nous l'avons toujours comblé de faveurs. Et quand il est venu ici, en 1910, l'Empereur l'a traité avec les mêmes honneurs, les mêmes égards que s'il avait été le souverain d'un grand royaume. Qu'aurions-nous pu faire de plus?

— Ce voyage de 1910 est précisément un des griefs qui lui sont le plus cuisants... Le lendemain de son retour à Sofia, il m'a fait appeler au palais et m'a dit : « Mon cher ministre, je vous ai prié de venir me voir; car j'ai besoin de vos lumières pour démêler les impressions que je rapporte de Saint-Pétersbourg. Je n'ai pas réussi en effet à comprendre si ce qu'on y déteste le plus, c'est mon peuple, mon œuvre ou ma personne. »

— Mais c'est fou!

— Le mot n'est pas trop fort... Il y a indubitablement, chez le personnage, des signes de dégénérescence nerveuse et de déséquilibre psychique : impulsions, phobies, idées fixes, mélancolie, mégalomanie, délire de la persécution. Il n'en est que plus dangereux; car il met au service de ses ambitions et de ses

haines une habileté consommée, un rare esprit d'astuce et de combinaison.

— Je ne sais pas ce qui resterait de son habileté, si on en retirait la perfidie... Quoi qu'il en soit, nous ne saurions être trop attentifs aux faits et gestes de Ferdinand. J'ai cru devoir le prévenir que, s'il intrigue avec l'Autriche contre la Serbie, la Russie retirera définitivement son amitié au peuple bulgare. Notre ministre à Sofia, Savinsky, est très fin; il s'acquittera de la commission avec tout le tact désirable.

— Ce n'est pas assez. Il y a d'autres arguments, auxquels la clique des politiciens bulgares est très sensible; nous devrions y recourir sans retard.

— C'est aussi mon avis. Nous en reparlerons.

La guerre paraît avoir suscité, dans tout le peuple russe, un prodigieux élan de patriotisme.

Les informations, tant officielles que privées, qui me parviennent de la Russie entière, sont unanimes. A Moscou, à Iaroslawl, à Kazan, à Simbirsk, à Toula, à Kiew, à Kharkow, à Odessa, à Rostow, à Samara, à Tiflis, à Orenbourg, à Tomsk, à Irkoutsk, partout, ce sont les mêmes acclamations populaires, la même ardeur grave et pieuse, le même ralliement autour du Tsar, la même foi dans la victoire, la même exaltation de la conscience nationale. Aucune contradiction, aucune dissidence. Les mauvais jours de 1905 semblent effacés de toutes les mémoires. L'âme collective de la Sainte Russie ne s'était pas exprimée aussi fortement depuis 1812.

Mardi, 11 août 1914

Les troupes françaises qui, d'un si bel élan, avaient occupé Mulhouse, sont obligées d'en sortir.

L'animosité contre les Allemands continue de se manifester, à travers toute la Russie, avec violence et dégâts. La suprématie que l'Allemagne avait conquise dans tous les domaines économiques de la vie russe et qui équivalait le plus souvent à un monopole, ne justifie que trop cette réaction brutale du sentiment national. Il est difficile d'évaluer d'une façon précise le nombre des sujets allemands installés en Russie; mais on ne se tromperait guère en le fixant à 170 000 contre 120 000 Austro-Hongrois, 10 000 Français et 8 000 Anglais. Le tableau des importations

respectives est encore plus éloquent. Au cours de l'année dernière, les marchandises importées d'Allemagne valaient, en bloc, 643 millions de roubles, tandis que les marchandises anglaises ne représentaient que 170 millions, les marchandises françaises 56 millions et les marchandises austro-hongroises 35 millions.

Comme élément d'influence germanique en Russie, il faut compter, de plus, toute une population d'immigrés allemands, parlant la langue allemande, gardant la tradition allemande et qui ne compte pas moins de 2 millions de personnes, installées dans les Provinces baltiques, dans l'Ukraine et dans la vallée inférieure de la Volga.

Enfin et surtout, il y a les « barons baltes, » qui ont accaparé peu à peu toutes les hautes charges de Cour, tous les premiers emplois de l'armée, de l'administration et de la diplomatie. Depuis cent cinquante ans, la caste féodale des Provinces baltiques a fourni au tsarisme ses plus dévoués serviteurs, ses plus redoutables agents de réaction. C'est la noblesse balte qui a fait triompher l'absolutisme autocratique, en écrasant l'insurrection de décembre 1825; c'est elle qui a dirigé les répressions, à chaque réveil de l'esprit libéral ou révolutionnaire; c'est elle qui a le plus contribué à faire de l'État russe une grande bureaucratie policière, où se combinent, dans un amalgame étrange, les procédés du despotisme tartare et les méthodes de la discipline prussienne; c'est elle qui constitue la principale armature du régime.

Pour mesurer l'aversion que les « barons baltes » inspirent aux vrais Russes, je n'ai qu'à écouter le maître des cérémonies, W..., avec qui je suis en confiance et dont le nationalisme outrancier m'amuse. Étant venu me voir hier pour une affaire de service, il a déblatéré, avec plus de passion encore que de coutume, contre les Allemands de la Cour, — le comte Fréedericksz, qui est ministre de la Maison Impériale, le baron Korff, qui est Grand-Maître des Cérémonies, le général de Grünewaldt, qui est Grand-Écuyer, le comte Benckendorff, qui est Grand-Maréchal, et tous les Meyendorff, Budberg, Heyden, Stackelberg, Nieroth, Kotzebue, Knorring, etc., qui encombrent les palais impériaux. Il a conclu, en soulignant ses mots d'un geste expressif:

— Après la guerre, nous tordrons le cou à tous les barons baltes.

— Mais, quand vous leur aurez tordu le cou, êtes-vous bien sûr que vous ne les regretterez pas?

— Comment?... Que voulez-vous dire?... Croyez-vous donc que les Russes ne sont pas capables de se gouverner eux-mêmes?

— Je les en crois parfaitement capables... Mais c'est dangereux d'enlever la pièce maîtresse d'une charpente sans avoir sous la main une poutre de rechange...

Mercredi, 12 août 1914.

En même temps que les forces militaires se mobilisent, tous les organismes sociaux s'adaptent à la guerre. Comme toujours, le signal est parti de Moscou, qui est le vrai centre de la vie nationale et où l'esprit d'initiative est plus éveillé, plus exercé que partout ailleurs. Un congrès de tous les *zemstvos* et de toutes les municipalités russes va s'y réunir, pour coordonner les multiples efforts de l'activité sociale en vue de la guerre : secours aux blessés; assistance aux classes pauvres; répartition de la main-d'œuvre; fabrication des denrées alimentaires, des médicaments, des vêtements, etc... La pensée directrice est de venir en aide au gouvernement, dans l'exécution de ces tâches complexes, que la bureaucratie, trop paresseuse, trop vénale, trop étrangère aux besoins du peuple, est incapable d'accomplir à elle seule. Puissent, du moins, les *tchinovniks* ne pas contrecarrer, par méfiance et par routine, ce beau mouvement d'organisation spontanée!

Tout le jour, sur la Perspective Newsky, sur la Liteiny, sur la Sadowaïa, j'ai croisé des régiments se dirigeant vers la gare de Varsovie. Les hommes, robustes, bien équipés, l'air sérieux et résolu, la marche ferme et cadencée, m'ont fait la meilleure impression. En les regardant, je songeais qu'un grand nombre d'entre eux est déjà marqué pour la mort. Mais, ceux qui survivront, dans quels sentiments reviendront-ils? Quelles idées, quelles réflexions, quelles exigences, quel esprit nouveau, quelle âme nouvelle rapporteront-ils au foyer natal?... Chaque grande guerre a déterminé, chez le peuple russe, une profonde crise de la conscience intime. La guerre libératrice de 1812 a préparé le sourd travail d'émancipation qui a failli emporter le tsarisme, en décembre 1825. La triste guerre de Crimée a produit l'abolition du servage et imposé les « grandes réformes » de 1860. La guerre balkanique de 1877-

1878, aux victoires si coûteuses, a eu pour conséquence l'explosion du terrorisme nihiliste. La guerre néfaste de Mandchourie s'est achevée dans les secousses révolutionnaires de 1905. Quelles seront les suites de la guerre actuelle?... Le peuple russe est si varié dans sa composition ethnique et morale; il est formé d'éléments si disparates et anachroniques; il s'est toujours développé avec tant d'illogisme, à travers tant d'incohérences, de saccades et de contradictions, que son évolution historique échappe à toute prophétie.

Ce soir, je dîne avec Mme P... et la comtesse R..., dont les maris viennent de partir pour l'armée et qui s'apprêtent elles-mêmes à rejoindre, comme sœurs de la Croix-Rouge, une ambulance de première ligne sur le front de Galicie. D'après de nombreuses lettres qu'elles ont reçues de la province et de la campagne, elles me confirment que la mobilisation s'est accomplie partout dans une vivifiante atmosphère de foi nationale et d'héroïsme.

Nous parlons de l'épouvantable épreuve que les procédés nouveaux de la guerre réservent au moral des combattants; jamais encore une pareille tension n'aura été imposée à des nerfs humains. Mme P... me dit :

— Sous ce rapport, je vous garantis le soldat russe. Il n'a pas son égal pour rester impassible devant la mort.

Cependant, la comtesse R..., qui a l'esprit toujours si éveillé, la parole si alerte, est devenue taciturne. Inclinée au bord de son fauteuil, les mains croisées autour du genou, les sourcils contractés, le regard à terre, elle semble poursuivre intérieurement une méditation ardue. Mme P... lui demande :

— A quoi penses-tu, Daria? Tu as l'air d'une sibylle sur son trépied. Est-ce que tu vas rendre des oracles?

— Non, je ne pense pas à l'avenir; je pense au passé, ou plutôt à ce qu'il aurait pu être. Vous allez me donner votre avis, monsieur l'ambassadeur... Hier, j'ai été faire visite à Mme Tanéïew, vous savez : la mère d'Anna Wyroubow. Il y avait là cinq ou six personnes, toute la fleur des Raspoutinitzy. On discutait très gravement, avec des mines très échauffées... un vrai synode! Mon arrivée a jeté un froid, car je ne suis pas de la bande, moi, oh! non, pas du tout! Après un silence un peu gêné, Anna Wyroubow a repris la conversation. D'un ton

péremptoire et comme pour me faire la leçon, elle a soutenu que certainement la guerre n'aurait pas éclaté si Raspoutine s'était trouvé à Pétersbourg, au lieu d'être mourant à Pokrowskoïé, quand nos affaires ont commencé à se gâter avec l'Allemagne (1). Elle a plusieurs fois répété : « Si le *staretz* (2) avait été là, nous n'aurions pas la guerre. Je ne sais ce qu'il aurait fait, ce qu'il aurait conseillé ; mais Dieu l'aurait inspiré, lui, tandis que les ministres n'ont su rien voir, rien empêcher. Ah! c'est un grand malheur qu'il n'ait pas été près de nous pour éclairer l'Empereur!... » Je n'ai répondu qu'en haussant les épaules. Mais je voudrais bien avoir votre opinion, monsieur l'ambassadeur, croyez-vous que la guerre était inévitable et qu'aucune influence personnelle n'aurait pu la conjurer?

Je réponds :

— Dans les termes où le problème a été posé par la volonté de l'Allemagne, la guerre était inévitable. A Pétersbourg, comme à Paris, comme à Londres, on a fait tout le possible pour sauver la paix. On ne pouvait aller plus loin dans la voie des concessions; il ne restait plus qu'à s'humilier devant les Puissances germaniques et à capituler. Est-ce là ce que Raspoutine aurait conseillé à l'Empereur?

— N'en doutez pas! me lance Mme P... avec des yeux indignés.

Jeudi, 13 août 1914.

Le Grand-Duc Nicolas-Nicolaïéwitch me fait savoir que les armées de Wilna et de Varsovie prendront l'offensive demain matin, dès l'aube; les armées, destinées à opérer contre l'Autriche, suivront de peu. Le Grand-Duc quitte Saint-Pétersbourg

(1) Le 29 juin 1914, Raspoutine, qui venait d'arriver dans son village de Pokrowskoïé, près de Tobolsk, fut frappé d'un coup de couteau dans le ventre par une prostituée de Pétersbourg, Khinia Goussewa, dont il avait été l'amant. Il resta deux semaines entre la vie et la mort. Sa convalescence semble devoir être longue. L'Impératrice lui télégraphie quotidiennement. Khinia Goussewa est enfermée dans un asile d'aliénées. En frappant Raspoutine, elle s'écria : « J'ai tué l'Antéchrist! » Puis elle tenta de se tuer elle-même. Agée de vingt-six ans, assez jolie, elle réalise le type parfait de la prostituée russe, étant à la fois hystérique, alcoolique et mystique; on se la représente fort bien dans un roman de Tolstoï ou de Dostoïewsky.

(2) Littéralement : « le Vieillard ». Quoique Raspoutine ait à peine quarante-trois ans, ses adeptes le désignent ainsi, par respect, comme on fait pour les religieux. Le sens exact de *staretz* est donc plutôt : « le Père » ou « le Vénérable. » D'ailleurs, même dans ce sens, l'appellation est abusive, car Raspoutine est un simple *moujik*, n'ayant reçu aucun ordre sacré.

ce soir. Il emmène avec lui mon premier attaché militaire, le général de Laguiche, et l'attaché militaire anglais, le général Williams. Le Grand-quartier général est à Baranovitchi, entre Minsk et Brest-Litovsk. Je garde auprès de moi mon second attaché militaire, le commandant Wehrlin, et mon attaché naval, le capitaine de frégate Gallaud.

Le Gouvernement roumain a décliné les propositions du Gouvernement russe, en alléguant les rapports d'ancienne et intime amitié qui unissent le roi Carol à l'empereur François-Joseph; il prend acte néanmoins de ces propositions, dont il apprécie hautement le caractère sympathique; il conclut que, *dans la phase actuelle du conflit qui divise l'Europe*, il doit borner ses efforts au maintien de l'équilibre balkanique.

L'avertissement que Sazonow m'avait prié de transmettre à notre marine, il y a sept jours, a été vain. Deux grands croiseurs allemands, le *Goeben* et le *Breslau*, ont réussi à se réfugier dans la Mer de Marmara. Que le Gouvernement turc soit complice, la question ne se pose même pas.

A l'Amirauté, on est fort ému ; on redoute les dégâts matériels et plus encore l'effet moral d'une attaque dirigée sur les côtes russes de la Mer-Noire.

Sazonow voit plus loin :

— Par ce coup de surprise, me dit-il, les Allemands ont décuplé leur prestige à Constantinople. Si nous ne réagissons pas immédiatement, la Turquie est perdue pour nous... Et même elle se déclarera contre nous! Alors, c'est l'obligation de disperser nos forces sur le littoral de la Mer-Noire, sur la frontière d'Arménie et la frontière de Perse!..

— D'après vous, que faudrait-il faire?

— Mes idées ne sont pas encore arrêtées... A première vue, il me semble que nous devrions offrir à la Turquie, pour prix de sa neutralité, une garantie solennelle de son intégrité territoriale; nous pourrions y ajouter la promesse de grands avantages financiers, au détriment de l'Allemagne.

Je l'encourage à chercher, dans cette voie, la solution qui s'impose d'urgence.

— Maintenant, reprend Sazonow, je vais vous confier un secret, un grand secret... L'Empereur a résolu de reconstituer la Pologne et de lui accorder une large autonomie... Ses intentions seront annoncées aux Polonais dans un manifeste, qui

sera publié prochainement par le Grand-Duc Nicolas et que Sa Majesté m'a ordonné de préparer.

— Bravo! C'est un geste magnifique et qui aura, non seulement parmi les Polonais, mais en France, en Angleterre, dans le monde entier, un retentissement énorme... Quand le manifeste sera-t-il publié?

— D'ici à trois ou quatre jours... J'ai soumis mon projet à l'Empereur, qui l'a approuvé dans l'ensemble; je l'envoie ce soir au Grand-Duc Nicolas, qui aura peut-être quelques modifications de détail à demander.

— Mais pourquoi l'Empereur confie-t-il au Grand-Duc la publication du manifeste? Pourquoi ne le publie-t-il pas lui-même, comme un acte direct de sa volonté souveraine? L'effet moral en serait beaucoup plus éclatant.

— C'était aussi mon idée première. Mais Gorémykine et Maklakow, qui sont hostiles à la reconstitution de la Pologne, ont fait observer, non sans raison, que les Polonais de Galicie et de Posnanie sont encore sous la domination autrichienne et prussienne; que la conquête de ces deux provinces n'est qu'une prévision, une espérance; que, dès lors, l'Empereur ne peut dignement s'adresser, en personne, à de futurs sujets; que le Grand-Duc Nicolas, au contraire, n'excéderait pas son rôle de généralissime russe, en s'adressant aux populations slaves qu'il vient délivrer... L'Empereur s'est rallié à cette opinion...

Puis, nous philosophons sur l'accroissement de force que la Russie acquerra par la réconciliation des deux peuples slaves sous le sceptre des Romanow. L'expansion du germanisme vers l'Est sera ainsi définitivement arrêtée; tous les problèmes de l'Europe orientale prendront, au profit du slavisme, un aspect nouveau; enfin et surtout, un esprit plus large, plus compréhensif, plus libéral, s'introduira dans les rapports du tsarisme avec les groupes allogènes de l'Empire.

*
* *

Vendredi, 14 août 1914.

Sur la foi de je ne sais quelles rumeurs venues de Constantinople, on s'imagine, à Paris et à Londres, que la Russie médite d'attaquer la Turquie et qu'elle réserve une partie de ses forces pour cette prochaine agression. Sazonow, qui en a été informé simultanément par Iswolsky et par Benckendorff, m'exprime

avec amertume la tristesse d'avoir encouru, de la part de ses alliés, un soupçon aussi injustifié :

— Comment peut-on nous attribuer une idée pareille ?... Ce n'est pas seulement faux, c'est absurde ! Le Grand-Duc Nicolas vous a dit, à vous-même, que toutes nos forces, sans exception, sont concentrées sur la frontière occidentale de l'Empire, avec cet unique objectif : *écraser l'Allemagne*... Et, pas plus tard que ce matin, quand j'ai fait mon rapport à l'Empereur, Sa Majesté m'a déclaré en propres termes : *J'ai prescrit au Grand-Duc Nicolas de s'ouvrir, le plus vite possible et à tout prix, la route de Berlin. Je n'attache qu'un intérêt secondaire à nos opérations contre l'Autriche. Ce que nous devons poursuivre avant tout, c'est la destruction de l'armée allemande.* Que veut-on de plus ?

Je l'apaise de mon mieux :

— Voyons : ne prenez pas les choses au tragique !... Il n'y a rien d'étonnant à ce que l'Allemagne essaie de faire croire aux Turcs que vous vous apprêtez à les attaquer. D'où, un certain émoi à Constantinople. Les ambassadeurs de France et d'Angleterre en ont rendu compte à leurs Gouvernements. Et c'est tout !... Les excellentes déclarations que vous venez de me faire en seront d'autant plus appréciées.

*
* *

Samedi, 15 août 1914.

Résistance énergique des Belges, à Hasselt. L'armée française arrivera-t-elle à temps pour les secourir ?

Le Grand-Duc Nicolas me fait savoir, de Baranovitchi, que la concentration de ses armées se poursuit avec une sensible avance sur les délais prévus ; il va donc élargir son mouvement d'offensive.

Une avant-garde russe a pénétré hier en Galicie, à Sokal, sur le Bug, et a rejeté l'ennemi dans la direction de Lemberg.

J'ai, cet après-midi, une longue conférence avec le général Soukhomlinow, ministre de la Guerre, afin de régler plus vite un grand nombre de questions militaires, transports, munitions, ravitaillement, etc. Après quoi, nous parlons des opérations qui s'engagent. Voici le plan général :

1° *Armées du Nord-Ouest.* — 3 armées, comprenant 12 corps, ont pris l'offensive. Deux de ces armées opèrent au Nord de la

Vistule ; la troisième opère au Sud, ayant déjà débouché de Varsovie. Une quatrième armée, comprenant trois corps, marchera sur Posen et Breslau, en assurant la liaison de ces trois armées avec les forces opérant contre l'Autriche.

2° *Armées du Sud-Ouest.* — 3 armées, formées de 12 corps, ont pour mission la conquête de la Galicie.

Personnage inquiétant, ce général Soukhomlinow! Agé de soixante-six ans ; dominé par une femme assez jolie et qui a trente-deux ans de moins que lui ; intelligent, habile, madré ; obséquieux envers l'Empereur ; ami de Raspoutine ; entouré de canailles qui lui servent d'intermédiaires pour ses intrigues et ses prévarications ; ayant perdu l'habitude du travail et réservant toutes ses forces aux joies conjugales ; l'air sournois, l'œil sans cesse aux aguets sous ses paupières lourdes et plissées ; je connais peu d'hommes qui, de prime abord, inspirent plus de méfiance.

Dans trois jours, l'Empereur se rendra à Moscou, pour y adresser, du Kremlin, une proclamation solennelle à son peuple. Il nous a invités, Buchanan et moi, à l'accompagner...

*
* *

Dimanche, 16 août 1914.

Le Manifeste du Grand-Duc Nicolas au peuple polonais est publié ce matin. Les journaux sont unanimes à s'en féliciter ; la plupart consacrent même des articles enthousiastes à célébrer la réconciliation des Polonais et des Russes, au sein de la grande famille slave.

Le document, qui est d'une belle tenue, a été rédigé, sur les indications de Sazonow, par un des vice-directeurs du ministère des Affaires étrangères, le prince Grégoire Troubetzkoï. La traduction en langue polonaise a été faite par le comte Sigismond Wiélopolski, président du groupe polonais au Conseil de l'Empire.

C'est avant-hier que Sazonow a prié Wiélopolski de venir le voir, sans préciser le motif de son appel. En quelques mots, il l'a mis au courant, puis il lui a lu le manifeste. Wiélopolski l'écoutait, les mains jointes, la respiration suspendue. Après l'émouvante péroraison : *Que dans cette aurore s'allume le signe de la Croix, symbole des souffrances et de la résurrection des peuples!* après ces mots, il a éclaté en larmes et murmuré :

— Mon Dieu! Mon Dieu! Soyez béni !

Quand Sazonow me raconte ces détails, je lui cite une parole que le P. Gratry prononçait vers 1863 : « Depuis le partage de la Pologne, l'Europe est en état de péché mortel. »

— Alors, reprend-il, j'ai bien travaillé pour le salut de l'Europe !

De la Pologne, nous passons à la Turquie. Sazonow propose aux Gouvernements français et britannique de se joindre à lui pour déclarer au Gouvernement ottoman : 1° Si la Turquie observe une stricte neutralité, la Russie, la France et l'Angleterre lui garantissent l'intégrité de son territoire. 2° A la même condition, les trois Puissances alliées s'engagent, en cas de victoire, à faire insérer dans le traité de paix une clause qui émancipe la Turquie de la tutelle oppressive que l'Allemagne lui a imposée dans l'ordre économique et financier ; cette clause stipulerait, par exemple, l'annulation des contrats relatifs au chemin de fer de Bagdad et aux autres entreprises allemandes.

Je félicite Sazonow de cette double proposition, qui me paraît la sagesse même ; j'insiste d'ailleurs sur le premier paragraphe :

— Ainsi, même si nous sommes victorieux, la Russie ne formulera aucune prétention d'ordre territorial ou politique envers la Turquie ?... Vous comprenez l'importance que j'attache à ma question ; vous n'ignorez pas en effet que l'indépendance absolue de la Turquie est un des principes directeurs de la diplomatie française.

Sazonow me répond :

— Même si nous sommes victorieux, nous respecterons l'indépendance et l'intégrité de la Turquie, pourvu qu'elle reste neutre. Tout au plus demanderons-nous qu'un régime nouveau soit institué pour les Détroits, régime qui serait également applicable à tous les États riverains de la Mer-Noire, Russie, Turquie, Bulgarie et Roumanie.

Lundi, 17 août 1914.

Les troupes françaises progressent dans les Hautes-Vosges et dans la Haute-Alsace. Les troupes russes prennent une vigoureuse offensive aux confins de la Prusse orientale, sur la ligne de Kowno à Koenigsberg.

Le manifeste aux Polonais défraie toutes les conversations. L'impression générale demeure excellente. Il n'y a de critique,

plus ou moins expresse, que dans les milieux d'extrême-droite, où l'entente avec le réactionnarisme prussien a toujours été considérée comme une condition vitale pour le tsarisme. Or, l'étouffement du nationalisme polonais est la base même de cette entente.

A huit heures du soir, je pars pour Moscou avec sir George et Lady Georgina Buchanan.

III. — L'EMPEREUR A MOSCOU.

Mardi, 18 août 1914.

Arrivé ce matin à Moscou, je me rends, vers dix heures et demie, avec Buchanan, au Grand-Palais du Kremlin. On nous introduit dans la Salle de Saint-Georges, où sont déjà réunis les hauts dignitaires de l'Empire, les ministres, les délégations de la noblesse, des bourgeois, des marchands, des corporations charitables, etc... une foule dense et recueillie.

A onze heures précises, l'Empereur, l'Impératrice et la famille impériale font leur entrée. Les grands-ducs étant tous partis pour l'armée, il n'y a, en dehors des souverains, que les quatre jeunes grandes-duchesses, filles de l'Empereur, le Césaréwitch Alexis, qui, s'étant blessé hier à la jambe, est porté sur les bras d'un Cosaque, enfin la Grande-Duchesse Élisabeth-Féodorowna, sœur de l'Impératrice, abbesse du Couvent de Marthe-et-Marie de la Miséricorde (1).

Au centre de la salle, le cortège s'arrête. D'une voix pleine et ferme, l'Empereur s'adresse à la noblesse et au peuple de Moscou. Il déclare que, selon la tradition de ses aïeux, il est venu chercher le soutien de ses forces morales dans la prière aux reliques du Kremlin ; il constate qu'un élan magnifique soulève la Russie entière, sans distinction de race ni de nationalité ; il conclut :

— D'ici, du cœur de la terre russe, j'envoie à mes vaillantes troupes et à mes valeureux alliés mon ardent salut. Dieu est avec nous !...

Une longue clameur de hourrahs lui répond.

Tandis que le cortège se remet en marche, le Grand-Maître des Cérémonies nous invite, Buchanan et moi, à suivre désor-

(1) Veuve du Grand-Duc Serge-Alexandrowitch, qui fut assassiné à Moscou, le 27 février 1905.

mais la famille impériale, immédiatement après les grandes-duchesses.

Par la Salle de Saint-Wladimir et le Vestibule sacré, nous atteignons l'Escalier rouge, dont le palier inférieur se prolonge, par une passerelle tendue de pourpre, jusqu'à l'*Ouspensky Sobor*, la cathédrale de l'Assomption.

A l'instant où l'Empereur paraît, une tempête d'acclamations s'élève de tout le Kremlin, où un peuple immense se presse, tête nue, sur les esplanades. En même temps, toutes les cloches de l'Ivan Véliky retentissent. Et l'énorme bourdon de l'Ascension, construit avec le métal retiré des décombres de 1812, fait planer sur ce vacarme un bruit de tonnerre. Au delà, Moscou la Sainte, avec ses milliers d'églises, de palais, de monastères, avec ses dômes d'azur, ses flèches de cuivre, ses bulbes d'or, étincelle sous le soleil, comme un mirage fantastique.

L'ouragan de l'enthousiasme populaire domine presque le fracas des cloches.

Le comte Benckendorff, Grand-Maréchal de la Cour, s'approchant de moi, me dit :

— La voilà donc, cette révolution, qu'on nous présageait à Berlin !

Il traduit ainsi probablement la pensée de tous. L'Empereur a le visage radieux. La figure de l'Impératrice reflète une joie extatique. Buchanan me glisse à l'oreille :

— Nous vivons actuellement une minute sublime !... Pensez à tout l'avenir historique, qui se prépare en ce moment, ici même !

— Oui. Et je pense aussi à tout le passé historique, qui s'est accompli ici même... C'est de cette place, où nous sommes, que Napoléon a contemplé Moscou en flammes. C'est par cette route là-bas que la Grande Armée a commencé sa retraite immortelle !

Cependant, nous voici au parvis de la cathédrale. Le Métropolite de Moscou, entouré de son clergé, présente à Leurs Majestés la croix du tsar Michel-Féodorowitch, premier des Romanow, et l'eau bénite.

Nous pénétrons dans l'*Ouspensky Sobor*. L'édifice, de plan carré, surmonté par un dôme gigantesque que soutiennent quatre piliers massifs, est entièrement recouvert de fresques sur fond d'or. L'iconostase, haute muraille de vermeil, est tout

incrusté de pierres précieuses. La faible clarté, qui tombe de la coupole, et le scintillement des cierges entretiennent dans la nef une pénombre rutilante et fauve.

L'Empereur et l'Impératrice se placent devant l'*ambon* de droite, au pied du pilier où s'adosse le trône des Patriarches.

Dans l'ambon de gauche, les chantres de la Cour, en costume du XVIe siècle, argent et bleu pâle, entonnent les admirables hymnes liturgiques du rite orthodoxe, les plus beaux chants peut-être de la musique sacrée.

Au fond de la nef, en face de l'iconostase, les trois métropolites de Russie et douze archevêques sont alignés. A leur gauche, dans tout le bas côté, cent dix évêques, archimandrites et higoumènes sont groupés. Une richesse fabuleuse, une profusion inouïe de diamants, de saphirs, de rubis, d'améthystes, resplendit sur le brocart des mitres et des dalmatiques. Par instants, l'église rayonne d'un éclat surnaturel.

Buchanan et moi, nous sommes placés tous deux à la gauche de l'Empereur, en avant de la Cour.

Vers la fin du long office, le Métropolite apporte à Leurs Majestés un crucifix contenant un morceau de la vraie Croix, qu'Elles baisent pieusement. Puis, au travers d'un nuage d'encens, la famille impériale défile autour de la cathédrale, pour s'agenouiller devant les reliques illustres et les tombes des Patriarches.

Pendant ce défilé, j'admire l'allure, les attitudes, les prosternements de la Grande-Duchesse Élisabeth. Malgré qu'elle approche de la cinquantaine, elle a gardé toute sa grâce et sa sveltesse d'autrefois. Sous ses voiles flottants de laine blanche, elle est aussi élégante et séduisante que jadis, avant son veuvage, au temps où elle inspirait les passions profanes... Pour embrasser l'image de la Vierge de Wladimir, qui est encastrée dans l'iconostase, elle a dû poser le genou sur un banc de marbre, assez élevé. L'Impératrice et les jeunes grandes-duchesses, qui la précédaient, s'y étaient prises à deux fois et non sans quelque gaucherie, afin de se hausser jusqu'à la célèbre icône. Elle l'a fait d'un seul mouvement, souple, aisé, majestueux.

Maintenant, l'office est achevé. Le cortège se reforme ; le clergé passe en tête. Un dernier chant, d'une envolée superbe, remplit la nef. La porte s'ouvre.

Dans un éblouissement de soleil, tout le décor de Moscou se déploie soudain. Tandis que la procession se déroule, je songe que, seule, la cour de Byzance, à l'époque de Constantin Porphyrogénète, de Nicéphore Phocas, d'Andronic Paléologue, a connu des spectacles d'une pompe aussi grandiose, d'un hiératisme aussi imposant.

A l'extrémité de la passerelle tendue de pourpre, les voitures de la Cour attendent. Avant d'y monter, la famille impériale reste quelque temps exposée aux acclamations frénétiques de la foule. L'Empereur nous dit, à Buchanan et à moi :

— Approchez-vous de moi, messieurs les ambassadeurs. Ces acclamations s'adressent à vous autant qu'à ma personne.

Sous la rafale des cris enthousiastes, nous parlons, tous les trois, de la guerre commencée. L'Empereur me félicite de l'admirable élan qui anime les troupes françaises et me réitère l'assurance de sa foi absolue dans la victoire finale. L'Impératrice cherche à me dire quelques paroles aimables. Je l'aide :

— Quel spectacle réconfortant pour Votre Majesté ! Comme tout ce peuple est beau à voir dans son exaltation patriotique, dans sa ferveur pour ses souverains !

Elle répond à peine ; mais la constriction de son sourire et l'étrange éclat de son regard fixe, magnétique, flamboyant, révèle son ivresse intérieure.

La Grande-Duchesse Élisabeth se mêle à notre entretien. Son visage, encadré dans le long voile de laine blanche, est saisissant de spiritualité. Finesse des traits, pâleur de l'épiderme, vie profonde et lointaine des yeux, timbre amorti de la voix, lueur d'auréole sur le front, tout trahit en elle la créature qui a commerce habituel avec l'ineffable et le divin.

Pendant que Leurs Majestés rentrent au Grand-Palais, nous sortons, Buchanan et moi, du Kremlin, au milieu des ovations qui nous accompagnent jusqu'à l'hôtel.

J'emploie l'après-midi à visiter Moscou, m'attardant de préférence aux souvenirs de 1812, qui, par le contraste de l'heure actuelle, acquièrent un relief saisissant.

Au Kremlin, le fantôme de Napoléon se dresse, en quelque sorte, à chaque pas. De l'Escalier rouge, l'Empereur a observé tous les progrès de l'incendie, pendant la nuit sinistre du 16 au 17 septembre. C'est là qu'il a tenu conseil avec Murat, Eugène,

Berthier, Ney, au milieu des flammes furieuses, sous une pluie de cendres aveuglantes. C'est là qu'il a eu la vision nette, implacable, de sa ruine prochaine : « Tout ceci, répétait-il, nous présage de grands malheurs! » C'est par ce chemin qu'il est descendu en hâte vers la Moskowa, avec quelques officiers et soldats de sa Garde. C'est par là qu'il s'est engagé dans les rues tortueuses de la ville embrasée. « Nous marchions, a dit Ségur, sur une terre de feu, sous un ciel de feu, entre deux murailles de feu. » Hélas! la guerre actuelle ne nous réserve-t-elle pas la réédition de cette scène dantesque? Et à combien d'exemplaires?

Au nord du Kremlin, entre l'église de Saint-Basile et la Porte Ibérienne, s'étend la Place rouge, de glorieuse et tragique mémoire. Si je devais citer les lieux du monde où j'ai senti revivre, avec le plus d'intensité, les images et les sentiments du passé, je nommerais la Campagne romaine, l'Acropole d'Athènes, le cimetière d'Eyoub à Stamboul, l'Alhambra de Grenade, la Cité tartare de Pékin, le Hradschin de Prague, — le Kremlin de Moscou. Cet étrange assemblage de palais, de tours, d'églises, de monastères, de chapelles, de casernes, d'arsenaux, de bastions; cette juxtaposition incohérente d'édifices sacrés et profanes; cet aspect complexe de forteresse, de sanctuaire, de sérail, de harem, de nécropole, de prison; ce mélange de civilisation savante et d'archaïsme barbare; ce contraste violent du matérialisme le plus rude et du spiritualisme le plus exalté, — n'est-ce pas toute l'histoire de la Russie, toute l'épopée du peuple russe, tout le drame intérieur de l'âme russe?

Au Sud de la Place rouge et dominant la rive de la Moskowa, l'église de Saint-Basile dresse son architecture prodigieuse et paradoxale, son architecture de rêve. Les styles les plus disparates semblent avoir contribué à la construction : style byzantin, style gothique, style lombard, style persan, style russe. Et pourtant, de toutes ces formes élancées, jaillissantes, contournées, polychromes, de toute cette floraison exubérante et chimérique, se dégage une harmonie grandiose.

Cela m'amuse de songer que la Renaissance italienne a été introduite au Kremlin par Sophie Paléologue, nièce du dernier Empereur de Constantinople, qui s'était réfugiée à Rome. En 1472, elle épousa le Tsar de Moscou, Ivan III, que l'histoire

appelle « Ivan le Grand. » Par elle, il se crut désormais l'héritier de l'Empire byzantin ; il prit, pour armes nouvelles de la Russie, l'aigle à deux têtes. Elle s'entoura d'artistes et d'ingénieurs italiens. Sous son règne, un souffle d'hellénisme et de culture classique adoucit, quelque temps, la rudesse moscovite.

Vers la fin du jour, je termine ma promenade par le Mont des Moineaux, d'où le regard embrasse Moscou et toute la vallée de la Moskowa. On le nommait jadis le Mont du Salut, parce que les voyageurs russes, quand ils découvraient de là leur ville sainte, s'arrêtaient un instant pour se signer et prier. Le Mont des Moineaux évoque ainsi, pour la Rome slave, les mêmes souvenirs que le Monte Mario pour la Rome latine. Un pareil sentiment d'admiration et de piété faisait se prosterner les pèlerins du moyen âge, lorsque, des hauteurs qui dominent le cours du Tibre, ils apercevaient la Cité des Martyrs...

Le 14 septembre 1812, à deux heures de l'après-midi, sous un soleil étincelant, l'avant-garde de l'armée française, déployée en tirailleurs, couronna le Mont des Moineaux. Elle s'arrêta, comme frappée de stupeur devant la majesté du spectacle. Battant des mains, elle criait avec allégresse : « Moscou ! Moscou !... » Napoléon accourut. Transporté de joie, il s'exclama : « La voici donc, cette ville fameuse ! » Mais aussitôt, il ajouta : « Il était temps ! »

Chateaubriand a résumé la scène dans une image d'un romantisme pittoresque : « Moscou, comme une princesse européenne aux confins de son empire, parée de toutes les richesses de l'Asie, semblait amenée là pour épouser Napoléon. »

Quelque vision de ce genre s'esquissa-t-elle dans l'esprit de l'Empereur ? J'en doute. Des pensées trop graves, des présages trop inquiétants l'absorbaient déjà.

A dix heures du soir, je repars pour Saint-Pétersbourg.

Dans l'ordre politique, cette journée me laisse deux impressions fortes. La première m'est venue, à l'*Ouspensky Sobor*, en regardant l'Empereur debout devant l'iconostase. Sa personne, son entourage et tout le décor de la cérémonie, traduisaient éloquemment le principe même du tsarisme, tel que le définissait le manifeste impérial du 16 juin 1907, ordonnant la dissolution de la première Douma : « *Comme c'est Dieu qui Nous a octroyé Notre pouvoir suprême, c'est devant son autel seul que Nous sommes responsable des destinées de la Russie.* » La seconde im-

pression est l'enthousiasme frénétique du peuple moscovite pour son Tsar. Je ne croyais pas que l'illusion monarchique et le fétichisme impérial eussent encore des racines aussi profondes dans l'âme du *moujik*. Pour exprimer cette confiance invétérée des humbles à l'égard de leur maître, les proverbes russes abondent : *Le Tsar est bon; ce sont ses valets qui sont méchants... Le Tsar n'est pas coupable des souffrances de son peuple; les tchinovniks lui cachent la vérité!...* Mais il y a un autre proverbe qu'il est prudent de se rappeler aussi, car il explique, en sens inverse, tous les désespoirs et toutes les révoltes de l'esprit populaire : *Jusqu'à Dieu, c'est bien haut! Jusqu'au Tsar, c'est bien loin!* De même, pour apprécier à leur exacte valeur les ovations qui saluaient l'Empereur, ce matin, sur la Place rouge, on ne doit pas oublier que, sur cette même place, le 22 décembre 1905, il fallut mitrailler la foule qui chantait *la Marseillaise*.

Mercredi, 19 août 1914.

Rentré ce matin à Saint-Pétersbourg.

Les troupes françaises progressent dans les vallées des Vosges, sur le versant d'Alsace. Les forts de Liége résistent encore ; mais l'armée allemande, sans se laisser arrêter par ces forts, marche directement vers Bruxelles.

Les troupes russes se concentrent avec rapidité sur la frontière de la Prusse orientale.

Jeudi, 20 août 1914.

Sazonow vient déjeuner en tête-à-tête avec moi.

Nous devisons académiquement sur les résultats que nous devrons nous efforcer d'obtenir à l'heure de la paix et que nous n'obtiendrons que par la force des armes. Nous ne doutons pas, en effet, que l'Allemagne ne s'inclinera devant aucune de nos exigences, tant qu'elle n'aura pas été mise hors de combat. La guerre actuelle n'est pas de celles qui se terminent par un traité politique, après une bataille de Solférino ou de Sadowa ; c'est une guerre à mort, où chaque groupe de belligérants joue son existence nationale.

— Ma formule, dit Sazonow, est simple : nous devons détruire l'impérialisme allemand. Nous n'y réussirons que par une série de victoires militaires ; nous avons donc, devant nous, une guerre longue et très dure. L'Empereur ne se fait aucune illu-

sion, à cet égard... Mais pour que le *Kaiserthum* ne se relève pas aussitôt de ses ruines, pour que les Hohenzollern ne puissent plus jamais prétendre à la monarchie universelle, de grands changements politiques s'imposeront. Sans compter la restitution de l'Alsace-Lorraine à la France, il faudra restaurer la Pologne, agrandir la Belgique, reconstituer le Hanovre, rendre le Slesvig au Danemark, affranchir la Bohême, partager entre la France, l'Angleterre et la Belgique, toutes les colonies allemandes, etc...

— C'est un programme gigantesque. Mais je crois, comme vous, que nous devrons pousser jusque-là notre effort, si nous voulons que notre œuvre soit durable.

Puis, nous calculons les forces respectives des belligérants, leurs réserves en hommes, leurs ressources financières, industrielles, agricoles, etc., nous examinons les chances favorables que nous réservent les dissentiments intérieurs de l'Autriche et de la Hongrie, ce qui m'amène à dire :

— Il y a aussi un facteur, que nous ne saurions négliger : l'opinion des masses populaires en Allemagne. Il est très important que nous soyons bien informés de ce qui s'y passe. Vous devriez organiser un service de renseignements dans les grands foyers de socialisme, qui sont le plus proches de votre territoire, Berlin, Dresde, Leipzig, Chemnitz, Breslau...

— C'est très difficile à organiser.

— Oui, mais c'est indispensable. Songez que, au lendemain d'une défaite militaire, ce seront sans doute les socialistes allemands qui obligeront la caste des hobereaux à faire la paix. Et, si nous pouvons y aider...

Sazonow sursaute. La voix brève, sèche, il me déclare :

— Ah ! cela non ! non !... La révolution ne sera jamais dans notre jeu !

— Soyez sûr qu'elle est dans le jeu de nos ennemis contre vous !... Et l'Allemagne n'attend pas une défaite possible de vos armées, elle n'a même pas attendu la guerre pour se créer des intelligences dans vos milieux ouvriers. Vous ne me contesterez pas que les grèves, qui ont éclaté à Pétersbourg pendant la visite du Président de la République, ont été provoquées par des agents allemands.

— Je ne le sais que trop. Mais, je vous le répète, la révolution ne sera jamais dans notre jeu, même contre l'Allemagne.

Notre entretien en reste là. Sazonow n'est plus en veine d'épanchement. L'évocation du spectre révolutionnaire l'a figé soudain.

Pour le détendre, je l'emmène dans ma voiture à l'Ile Krestowsky. Là, nous nous promenons à pied sous les beaux ombrages qui s'avancent jusqu'à l'estuaire miroitant et diapré de la Néwa.

Nous parlons de l'Empereur; je dis à Sazonow :

— Quelle excellente impression j'ai eue de lui, l'autre jour, à Moscou! Il respirait la volonté, la certitude et la force.

— J'ai eu la même impression et j'en ai tiré un très heureux présage..., mais un présage nécessaire, car enfin...

Et il s'arrête brusquement, comme s'il n'osait achever sa pensée.

Je le presse de poursuivre. Alors, me prenant le bras, il me dit sur un ton d'affectueuse confidence :

— N'oubliez pas que le caractère essentiel de l'Empereur est la résignation mystique.

Puis, il me raconte cette anecdote suggestive, qu'il tient de son beau-frère Stolypine, l'ancien Président du Conseil, assassiné le 18 septembre 1911.

C'était en 1909, alors que la Russie commençait à oublier le cauchemar de la guerre japonaise et des troubles subséquents. Un jour, Stolypine propose à l'Empereur une grave mesure de politique intérieure. Après l'avoir écouté d'un air rêveur, Nicolas II fait un geste sceptique, insouciant, un geste qui semble dire : « Cela ou autre chose, qu'importe? » Il déclare enfin d'une voix triste :

— Je ne réussis rien de ce que j'entreprends, Pierre-Arkadiéwitch. Je n'ai pas de chance... D'ailleurs, la volonté humaine est si impuissante!

Courageux et résolu de sa nature, Stolypine proteste avec énergie. Le Tsar lui demande alors :

— Avez-vous lu la *Vie des Saints?*

— Oui,... en partie du moins; car, si je ne me trompe, l'ouvrage compte bien une vingtaine de volumes.

— Savez-vous aussi quel est mon jour de naissance?

— Pourrais-je l'ignorer? C'est le 6 mai.

— Et quel saint fête-t-on, ce jour-là?

— Excusez-moi, Sire; je ne m'en souviens plus.

— C'est le patriarche Job.

— Dieu soit loué ! Le règne de Votre Majesté finira glorieusement ; puisque Job, après avoir enduré avec piété les plus cruelles épreuves, s'est vu comblé de bénédictions et de prospérités.

— Non, croyez-moi, Pierre-Arkadiéwitch. J'en ai plus que le pressentiment ; j'en ai l'intime conviction : je suis voué à de terribles épreuves ; mais je ne recevrai pas ma récompense ici-bas... Combien de fois me suis-je appliqué cette phrase de Job : *A peine conçois-je une crainte qu'elle se réalise, et tous les malheurs que je redoute fondent sur moi!* (1)

Il est certain que cette guerre va obliger tous les combattants à fournir leur maximum d'énergie morale et de puissance organisatrice. Aussi, l'anecdote, que vient de me conter Sazonow, me ramène à une observation que j'ai faite souvent depuis que je vis parmi les Russes et qui résume, en quelque sorte, leur physionomie nationale.

Si l'on prend le mot de mysticisme dans son acception large, le Russe est éminemment mystique : il ne l'est pas seulement dans sa vie religieuse ; il l'est encore dans sa vie sociale, dans sa vie politique, dans sa vie sentimentale.

Au fond des raisonnements qui déterminent ses actes, une croyance apparaît toujours ; il raisonne et il agit comme s'il croyait que les événements humains sont produits par des forces transcendantes et secrètes, par des puissances occultes, arbitraires et souveraines. Cette disposition, plus ou moins avouée, plus ou moins consciente, est en rapport direct avec son imagination qui est naturellement flottante et dispersive ; elle provient aussi de son atavisme, de son milieu géographique, de son climat, de son histoire.

Laissé à lui-même, il n'éprouve pas le besoin de s'expliquer comment les choses s'accomplissent, quelles en sont les conditions pratiques et nécessaires, par quels moyens rationnels et successifs on peut les obtenir ou les empêcher. Indifférent à la certitude logique, il n'a pas le goût de l'observation réfléchie et vérifiée, de l'examen analytique et déductif. Il se sert moins de son intelligence que de son imagination et de sa sensibi-

(1) *Job.*, III, 2,5.

lité; il s'applique moins à comprendre qu'à pressentir et à deviner. Le plus souvent, il n'agit que par intuition, par routine, par soumission.

Dans l'ordre religieux, sa foi est contemplative, rêveuse, visionnaire, emplie d'espérances vagues, de craintes superstitieuses et d'attentes messianiques, toujours en quête d'une communication directe avec l'invisible et le divin.

Dans l'ordre politique, la notion des causes efficientes lui manque totalement. Le tsarisme lui apparaît comme une entité métaphysique. Il attribue au Tsar et à ses ministres une vertu intrinsèque, un dynamisme propre, une sorte de pouvoir magique pour gouverner l'Empire, corriger les abus, opérer les réformes, établir la justice, etc. Par quelles mesures législatives, par quel mécanisme administratif peuvent-ils y arriver? C'est leur affaire et leur secret.

Enfin, dans sa vie passionnelle, il se sent dominé constamment par des forces étrangères qui le mènent à leur gré. Pour s'excuser de ses erreurs et de ses fautes, de ses vertiges et de ses capitulations, il a coutume d'alléguer la malchance, la fatalité, les mystérieuses influences de l'*au-delà*, souvent même le satanisme et l'ensorcellement.

Une telle conception n'est guère favorable à l'effort personnel et responsable, à l'action virile et prolongée. C'est pourquoi le Russe nous étonne si souvent par sa nonchalance, par son inertie expectante, par son quiétisme passif et résigné.

Inversement, et pour peu qu'on sache parler à son âme, il est capable des plus beaux élans comme des plus héroïques sacrifices. Et toute son histoire prouve qu'il ne s'abandonne jamais, quand il se sent commandé...

MAURICE PALÉOLOGUE.

(A suivre.)

LE GÉNIE DU RHIN

COURS LIBRE PROFESSÉ A L'UNIVERSITÉ DE STRASBOURG

IV[1]

LES DIRECTIONS FRANÇAISES DANS LA VIE SOCIALE DU RHIN

Le Rhin d'aujourd'hui n'est pas seulement le pays des vieux souvenirs historiques et des associations de charité, mais aussi et surtout un pays de fameux développement économique. J'ai hâte de le dire avec vous, et leur part faite aux choses de l'imagination et du cœur, qui seront éternelles sur le Rhin, je me réjouis que nous portions notre étude sur cette puissante activité de l'industrie et du commerce.

L'idée professionnelle, le souci de produire et d'échanger, voilà le principe autour duquel s'organise toute la vie rhénane. Vous connaissez la multitude de ses syndicats et de ses coopératives. Pas d'ouvrier ou d'employé, d'industriel ou de négociant, de grand propriétaire ou de paysan qui ne fasse partie d'un groupement corporatif; pas de village, de cité ouvrière ou de ville commerçante qui n'ait ses bureaux de syndicats, ses commissions et ses réunions de travailleurs ou de patrons.

De ce fourmillement d'activités les gens d'outre-Rhin tirent grand argument : « Voyez, disent-ils, ce que la Prusse a fait de la Rhénanie... » Ils citent avec orgueil des chiffres, des chiffres

Copyright by Maurice Barrès, 1921.

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre 1920, 1er et 15 janvier 1921.

formidables, qui établissent le développement prodigieux de l'industrie métallurgique et minière, sur la rive gauche, depuis 1870. Des villages sont devenus des villes, et de la frontière belge au Rhin, d'Aix-la-Chapelle à Cologne, les usines et les cités ouvrières se succèdent sans interruption. Avec l'essor économique va de pair l'essor des œuvres de protection sociale : cités-jardins, caisses d'assurance, hôpitaux, coopératives. Et tout cela, l'œuvre du régime bismarkien... Sans doute, mais à des appels plus profonds, quelque chose de tout différent de la Prusse répondrait. Dans cette richesse et ce débordement de vie industrieuse, s'expriment avant tout des dispositions autochtones : le goût de l'effort, l'application, l'attachement au métier. Et c'est la France qui, au début du XIXe siècle, a mis en mouvement et en forme cette belle et bonne matière rhénane, alors immobilisée dans des formes surannées. C'est la France qui gît au cœur de toutes les institutions commerciales et industrielles du Rhin, et qui, invariablement, se retrouve à l'origine de ces puissantes manifestations.

Parlons clair, et posons la formule que nous allons justifier : ce sont les administrateurs français, à l'aube du XIXe siècle, qui ont, les premiers, compris les belles qualités laborieuses du peuple rhénan, qui les ont harmonieusement groupées et qui surent leur donner une valeur utile et humaine.

Ah ! ces administrateurs, quel honneur ils font à notre race ! Ils appartiennent à cette série de grands Français réfléchis qui, fût-ce en dehors des cadres politiques, donnent sa solidité et son armature à notre nation. Des intelligences claires, précises et larges (larges, c'est-à-dire généreuses, humaines). Sur les territoires qu'ils ont à gérer et qu'ils animent d'une vie puissante, ils déploient des talents d'une telle sorte qu'on peut les nommer des vertus. Leur caractéristique me semble qu'ils sont des faiseurs de calme. Si vous voulez les comprendre et les situer, considérez qu'ils sont apparentés aux grands intendants et diplomates royaux, au milieu desquels se détachent un Colbert, un Turgot, un Vergennes, ou, plus près de nous, aux Faidherbe, aux Gallieni et aux Lyautey. Nous aurions le plus grand intérêt à faire connaître à l'étranger et à méditer nous-mêmes l'œuvre et la vie de ces préfets impériaux en Rhénanie Jean Bon Saint-André, Lezay-Marnesia, Ladoucette et Kepler. Que n'avons-nous un bon livre total, plein de documents publics et privés, sur

ces hommes exemplaires? Ce livre, je le demande aux Alsaciens et aux Lorrains qui m'entendent et qui trouveront sur place les documents, puisque Lezay-Marnesia est le fils d'un capitaine au régiment royal de Metz, Ladoucette le descendant d'avocats à la cour souveraine de Nancy, et Kepler un enfant d'Andlau.

Sous l'administration de ces hommes supérieurs, ce fut au début du XIXe siècle un essor merveilleux de l'industrie, du commerce et de l'agriculture sur le Rhin. Les historiens français et allemands nous en donnent le tableau. Ils nous montrent la multiplication des fabriques et des usines, dans le bassin de la Sarre et dans la basse vallée du Rhin : fabriques de drap à Aix-la-Chapelle, manufactures d'étoffes de soie et de velours à Crefeld, fabriques de toiles à Gladbach, fabriques d'aiguilles et d'épingles à Borcette, fabriques de laiton à Stolberg; ils nous décrivent la prospérité des paysans dans les vallées fertiles du Palatinat, dans les riches plaines du Rhin, et l'activité des ports francs de Mayence et de Cologne; ils évoquent Napoléon constructeur de routes et de canaux. Mais ce n'est pas notre affaire de reproduire des témoignages que l'on connaît par ailleurs; notre affaire, c'est d'avancer dans l'intelligence de ces populations et de comprendre comment elles furent amenées à ce degré de prospérité, comment, sous le régime français, l'application au travail des Rhénans se trouva éduquée, coordonnée et mise en train.

Nous ne cherchons pas à décrire le perfectionnement technique, mais l'événement moral, l'étincelle qui témoigne d'une affinité réelle. Nous cherchons l'institution qui dure, l'organisme fécond qui se perpétue sous des dominations diverses, nous cherchons surtout les grandes directions éternelles, la semence qui continue de germer à travers les fortunes diverses du pays. Penchons-nous sur la Rhénanie à l'œuvre, sur l'ensemble de ses organisations économiques et sociales; nous saurons découvrir à travers une activité industrieuse le goût de la liberté du travail et l'attachement au petit coin de terre, oui, l'amour du bel ouvrage, le souci de la bonne qualité, qu'ont enseignés aux Rhénans les préfets et les ministres napoléoniens, et surtout nous saurons évoquer dans les Chambres de commerce fondées par la France sur le Rhin, la grande pensée et le grand principe organisateur de nos économistes et de nos administrateurs.

*
* *

Les Français de la Révolution et de l'Empire arrivèrent sur le Rhin en libérateurs. Tous les historiens de l'industrie rhénane le déclarent sans permettre aucune contestation. Ainsi le livonien Alphons Thun, un des premiers historiens de l'industrie rhénane : « Avec les Français tombèrent toutes les barrières juridiques... »

Et d'abord tombèrent ces empêchements mortels que créait pour l'industrie le système des corporations, du privilège et du monopole. Nous avons jeté bas ces aides de jadis, devenues des mensonges. Jusqu'à nous, pour ouvrir une maison, il fallait obtenir un privilège. Avec nous, chacun, s'il a confiance dans son énergie, peut courir sa chance. Le principe d'émancipation individuelle de la Révolution, périlleux par certains côtés, fait merveille en face des bâtisses lézardées du passé. C'est le régime français qui a permis aux ancêtres des grands financiers, industriels et commerçants rhénans de devenir indépendants et de fonder leur propre maison. Le grand banquier Mevissen, celui qui a construit les premiers chemins de fer du Rhin, aimait à rappeler que son père, avant 1798, était un modeste compagnon. « Ce sont les Français, disait-il, qui lui ont donné la liberté d'ouvrir un atelier, où il fabriquait du fil, dans sa petite ville natale près de Crefeld. Aussi fallait-il voir le cas que mon père faisait de Napoléon. »

Le paysan, nous l'avons libéré des droits seigneuriaux, et en permettant le libre partage du sol, nous lui avons donné la facilité de posséder, lui aussi, son bien.

Le commerçant, nous l'avons libéré des douanes intérieures.

Le compagnon, l'employé, nous lui avons permis de circuler librement de ville en ville, de fonder boutique ou atelier à l'endroit qu'il a choisi, et même de réunir plusieurs occupations pour accroître son gain.

Avec quelle satisfaction les Rhénans reçurent ce beau cadeau de liberté! Dans son livre sur les Palatins, Riehl montre que ces réformes correspondaient profondément à leur humeur indépendante et à leur activité. Ils les adoptèrent si étroitement qu'il ne pouvait plus être question de les leur arracher. A notre départ, l'administration prussienne n'osa pas y toucher. Il y a là un fait d'immense importance, qui différencie désormais les

gens du Rhin et les gens d'outre-Rhin. Maintenant, quand les Allemands des deux rives discutent entre eux, c'est toujours sur cette donnée que la rive droite restait attachée au système des corporations et des classes, alors que la rive gauche avait fait sien le régime de la liberté.

Les Français, en même temps qu'ils libéraient dans la profession et dans le métier l'effort des Rhénans industrieux, se préoccupaient de l'encourager.

Comment ils s'y prirent? Des notions desséchées, abstraites nous le diront mal. Il faudrait accompagner l'Empereur dans ses trois grands voyages, entendre ses conversations sur place avec ses fonctionnaires et avec les indigènes (nous en avons des traits), le suivre, lui et ses agents, dans leur vie créatrice quotidienne. Quelle leçon d'intelligence et de volonté nous prendrions, à le voir aux prises avec les questions, les débrouillant, les réglant!

Le voyage qu'il fit à l'automne de 1804 dans les pays rhénans, fut presque tout entier consacré aux questions économiques. A Aix-la-Chapelle, il visite les fabriques d'aiguilles de Gottfried Pastor et des frères Peters, la fabrique de drap d'Ignace van Houten, membre de la chambre consultative. Il donne à ce dernier l'ancien couvent des Dames blanches, contre une somme de quarante mille francs, pour y installer des appareils mécaniques qui perfectionneront la fabrication du drap. Il donne au fabricant Conrad Claus une partie du couvent de Sainte-Anne, contre une somme de sept mille francs. Il cède, pour la somme dérisoire de treize mille francs, à l'Alsacien Laurent Jecker, des bâtiments appartenant à l'ancienne abbaye d'Herzogenrat, pour y installer sa fabrique d'épingles. On note encore qu'à Crefeld, il logea chez le grand fabricant de soieries Von der Leyen.

Et sur son exemple ses fonctionnaires se réglaient. Leur correspondance avec les Chambres de commerce constitue une sorte d'enquête permanente. Une enquête avec des solutions. Ils ne se lassaient pas de questionner et de décider.

Que veut donc le génie de la France? Développer la prospérité, assurer le bien-être des populations rhénanes? Sans doute. Mais son ambition est plus haute et plus noble. Il s'agit d'éduquer la bonne volonté des Rhénans, de leurs industriels, de leurs agriculteurs et de leurs commerçants.

A la suite de son voyage de 1804, Napoléon ordonne qu'une exposition sera organisée tous les ans à Aix-la-Chapelle (sur la grande place, derrière la nouvelle redoute), à laquelle pourront participer tous les fabricants et manufacturiers du département de la Roër, une exposition où un jury d'industriels distribuera des médailles d'or et d'argent, solennellement, le jour de la fête de Charlemagne, avec discours du préfet, concours des autorités et « toute la pompe convenable, » comme s'exprime le décret.

En 1806, pour fêter Austerlitz et manifester la puissance industrielle de la France, une grande exposition est organisée place des Invalides, à Paris. « Une espèce de tableau vivant de la statistique industrielle de la France. » C'est encore ainsi que parle le décret. Cent exposants sont venus du département de la Roër, parmi lesquels les fabricants d'aiguilles d'Aix-la-Chapelle obtinrent une médaille d'or, le fabricant d'épingles Laurent Jecker une médaille d'argent, et plusieurs fabricants de casimir, de nankin et de rubans, de Crefeld, de Cologne et d'Aix-la-Chapelle des mentions honorables.

Et encore à Trèves, en 1808 et 1810, se tiennent d'autres expositions artistiques et industrielles, avec le concours de la Chambre de commerce de Trèves et de la Société des recherches utiles du département de la Sarre.

En même temps que ces grandes expositions régionales et nationales, qui stimulent l'imagination industrieuse du Rhin, Napoléon crée, en vue d'objets très précis, des concours et des primes. Il veut susciter des inventions dont il reconnaît l'utilité pour le bien public. Successivement il promet vingt-cinq mille francs à l'inventeur qui trouvera le moyen pratique de teindre en bleu de Prusse les lainages et cotonnades; cent mille francs à qui découvrira une plante indigène, aisément cultivable, dont on pourrait extraire une matière colorante remplaçant l'indigo; cinq mille francs pour la fabrication d'un fil de fer utilisable dans les filatures de coton et de laine ou d'aiguilles à coudre; un million, par décret du 10 mai 1810, à qui construira la meilleure machine pour filer le lin et pour fabriquer des étoffes analogues à la mousseline et au brocart. L'État français va jusqu'à fournir directement des avances et des secours à l'industrie et au commerce : au cours de la crise économique de 1810 à 1811, il ne distribue pas moins de dix millions de francs.

Je ne crois pas que nous perdions notre temps en tirant de sa poussière une vieille circulaire où la Chambre de commerce de Crefeld, en 1811, avertit les maires de l'arrondissement que « Monsieur le préfet, baron de Ladoucette, désirerait qu'il fût érigé un musée à Aix-la-Chapelle, qui comprendrait les échantillons de tous les objets qui se fabriquent dans le département. » La circulaire ajoute : « Veuillez donc, Monsieur le maire, inviter MM. les fabricants à réunir dans une carte complète d'échantillons tous les objets qu'ils fabriquent. » Qui ne sent l'intérêt de surprendre ainsi, dans les archives, la première palpitation d'une grande idée et la proposition d'où naquirent tous les musées industriels rhénans?

Et tout ce qu'ils font là pour l'industrie, les administrateurs impériaux le renouvellent pour l'agriculture, pour le commerce, pour les petits métiers d'artisans et de boutiquiers. C'est un système chez eux de ne laisser aucun ordre de bonne volonté en arrière. Ils s'appliquent à développer d'une manière harmonieuse chacune des parties de la vie économique. Industrie, commerce, agriculture, petits métiers, ils protègent et guident toutes ces activités diverses, en liaison intime les unes avec les autres.

Mais ce n'est pas assez pour l'administration française sur le Rhin d'équilibrer dans leur développement toutes les branches du travail; elle veut établir l'harmonie entre les classes.

A cet effet, la loi du 18 mars 1806 crée les conseils de prud'hommes. Ces tribunaux, composés d'industriels, de chefs d'atelier, de contre-maîtres et d'ouvriers patentés, régleront les conflits entre ouvriers et patrons, entre apprentis et artisans. Le rapporteur Regnault de Saint-Jean-l'Angely insiste tout particulièrement sur leur caractère patriarcal : « Des tribunaux de famille, dit-il, qui joindront à l'inflexible sévérité de l'autorité publique une sorte de bienveillance paternelle. » Un premier conseil de prud'hommes est élu à Aix-la-Chapelle en 1808. D'autres suivent, à Crefeld, à Cologne et dans tout le département de la Roër. Avec tant de succès que, plus tard, les assauts des Prussiens seront impuissants contre cette idée française. Les conseils de prud'hommes existent toujours sur le Rhin

Mais l'institution la plus prévoyante ne saurait tout régler et les préfets agissaient selon les circonstances. En 1813, après la défaite de Leipzig, une grave crise industrielle menaçant la Rhénanie, le préfet de la Roër, Ladoucette, écrivit aux maires et aux Chambres de commerce sa crainte que des émeutes n'éclatassent dans la population ouvrière privée de travail, et que les perfectionnements mécaniques établis avec tant de peine ne fussent détruits. Il les priait donc de trouver les moyens d'assurer du travail aux ouvriers. Pour sa part, il allait entreprendre de grands travaux d'utilité publique. Les Chambres répondirent que les fabricants rempliraient leur devoir et tenteraient l'impossible pour distribuer des vivres aux ouvriers et les faire travailler au moins la moitié du temps habituel... Des prévoyances si généreuses, pendant cent ans, on ne les retrouvera plus sur le Rhin.

Ainsi voilà éduquée, encouragée, harmonisée, la volonté de travail des Rhénans. Ainsi voilà apaisées les graves luttes de classes qui pouvaient arrêter ou entraver ces activités vivifiées. Ce n'est pas tout : le travail rhénan possède, grâce aux Français, des centres autour desquels se groupent ses efforts et qui offrent une collaboration toute prête aux préfets impériaux. Nous devons donner notre plus sérieuse attention au grand rôle des Chambres de commerce françaises sur le Rhin.

Fondées en 1802 à Mayence et à Cologne, multipliées dès 1806 à Crefeld, Aix-la-Chapelle, Stolberg et Trèves, composées, chacune, d'une dizaine de membres, fabricants de soieries, de drap ou de laiton, grands commerçants, agriculteurs, que président le maire ou le préfet, « elles doivent, dit le décret, faire connaître la situation et les besoins des fabriques, indiquer les obstacles qui pourraient ralentir leurs travaux et les moyens de les écarter, proposer leurs vues sur les diverses améliorations souhaitables. » Elles préparent l'organisation des expositions et travaillent à l'établissement des statistiques.

Du haut en bas de la hiérarchie, tous les fonctionnaires prennent leurs avis. Le 9 octobre 1812, dix jours avant de quitter Moscou, Napoléon les consultait par lettre sur les conditions économiques à imposer à la Russie, et nous possédons la réponse de la Chambre de commerce de Cologne. Vraiment, elles président à toute l'activité économique, sociale et même poli-

tique du Rhin. On ne peut pas s'exagérer leur rôle. Elles forment la clef de voûte de l'édifice construit par la France. Comme les hôpitaux et les ouvroirs des sœurs de Saint-Charles, comme les légendes se rattachant au passage des Français, les Chambres de commerce font partie, dorénavant et pour toujours, de la tradition du Rhin et de sa vie réelle.

*
* *

Toutes ces mesures de haute civilisation, je ne puis que les énumérer. Est-ce assez pour qu'on se fasse une idée de l'ensemble qu'elles composent? Il faudrait qu'une prodigalité de faits bien classés nous rendît intelligible ce qu'il y a tout à la fois de méditation et de générosité, d'élan et de sagesse dans cette construction française. Durant ces quinze années, c'est bien autre chose que de la vie économique qui se crée : une société nouvelle s'organise, une société rhénane à la française. Et c'est ici que l'œuvre de la France dépasse lumineusement l'œuvre de la Prusse en 1870. Les Rhénans le savent-ils ? Qu'ils vérifient nos dires. S'ils examinent ce qui vient de naître de toutes ces mesures économiques, ils découvriront une chose étrange, qui éclaire vivement toute l'œuvre de la France en Rhénanie : la naissance d'une nouvelle espèce d'hommes, l'apparition d'une nouvelle classe. Une classe dirigeante, et pourtant pas un patriciat, ou du moins un patriciat perpétuellement renouvelable.

Il se forme dans ces départements de la Rhénanie une catégorie, — moins fixe qu'une caste, plus consciente de sa responsabilité qu'une simple classe professionnelle, — une catégorie de notables, connus et protégés par le Gouvernement, qui font partie des conseils municipaux, des tribunaux de commerce, des Chambres de commerce, qui vont à Paris au Conseil général du commerce ou des manufactures, qui représentent à l'occasion leurs départements dans la capitale de l'Empire. Le maire de Crefeld, le grand fabricant de soieries, F. von der Leyen, fut appelé au Corps Législatif en 1804; le grand commerçant mayençais Henri von Mappes, au « Conseil général du commerce. » Beaucoup de ces notables sont chevaliers de la Légion d'honneur.

Ils composent ces corps et achèvent de s'y former. Ils y apprennent à se détacher de soi et à songer au bien public. Ils

deviennent les représentants naturels du pays, des hommes importants, qui prennent des initiatives, en qui l'on a confiance. « Des personnalités distinguées, » dit l'administration. Ils sont ceux qui ont de la culture et qui en outre connaissent leur devoir social. D'eux sortiront « de bonnes familles, » c'est-à-dire des familles où s'amasse un trésor, toute une épargne de civilisation et d'argent. Ils sont la lumière autour de quoi se groupent le travail et la vie du pays.

C'est dans l'intérêt de la Rhénanie, c'est dans l'intérêt de la France. Il s'agit de donner des centres et des directions à l'effort économique ; il s'agit de donner des points d'appui à l'action française. Le système napoléonien est clair : ses fonctionnaires ont besoin de trouver des représentants naturels de la population, et, s'ils ne les trouvent pas, ils les créent. L'administration crée des corps et des individus qui soient des forces honnêtes et réelles, autour de qui se rassemblent les populations et sur qui elle puisse s'appuyer.

La liste des notables établis pour les élections à la Chambre de commerce comprend à Mayence quarante noms; à Aix-la-Chapelle, cent un; à Cologne, soixante-trois ; à Crefeld, vingt-trois. Parmi les notables d'Aix-la-Chapelle, je note Corneille de Guaita, membre de la Légion d'honneur, maire et président de la Chambre de commerce, dont la famille s'attachera décidément à la fortune de la France. En 1810, le ministère de l'Intérieur fait établir par ses préfets une liste des principaux fabricants de chaque département, afin de connaître les industriels que « l'importance de leur exploitation et de leur fortune, leurs capacités, leurs connaissances et leurs relations personnelles rendent aptes à occuper des situations publiques importantes et à entrer dans le Conseil général des manufactures. » Cinquante-sept fabricants sont désignés dans le département de la Roër. Le préfet Ladoucette recommande particulièrement les sept principaux industriels en soieries, en draps et en laiton de Crefeld, Aix-la-Chapelle et Stolberg.

L'apparition de ces notables, c'est une chose de grande importance, qui d'abord ne nous frappe pas, nous autres Français, car une nation connaît mal ses vraies vertus, ses vrais caractères, et nous sommes habitués à vivre de cette classe intermédiaire, mais quelle nouveauté saisissante en Rhénanie! En Allemagne, il n'y a pas de ces hommes éclairés, cultivés, con-

scients de leur rôle social, qui sont en France la vie et la tête, la respiration régulière du pays. En Allemagne, il y a le prolétariat et puis l'aristocratie de la terre, de l'industrie, de l'argent. Pas d'entre-deux. Aussi quel souvenir gardent de cette formation franco-rhénane les Rhénans réfléchis! Trente ans plus tard, on parlait encore de ces notables dans le Palatinat. On les y voyait encore vivre.

Dans le Palatinat surtout, car ici les vallées montagneuses, plus à l'abri des influences prussiennes, assez ménagées par l'administration bavaroise, ont mieux gardé que le Rhin le trésor moral que la France y avait constitué. Dans son livre charmant sur *le Palatinat et les Palatins*, l'instituteur Becker célèbre avec la liberté la plus naïve les notables palatins, dont les vertus de travail et de bienfaisance l'émerveillent. Il nous décrit autour de lui toute une collection de ces figures respectées ; le vieux Petersen, l'ancien sous-préfet napoléonien de Kaiserslautern, chevalier de la Légion d'honneur, qui vivait dans son agréable maison de campagne des environs de Klingenmünster, et qu'il célèbre comme un des plus remarquables palatins qui aient jamais existé; Michel Hoffmann, qui fut maire de son village, de 1805 à 1846, année où il mourut au milieu de sa nombreuse famille, et qu'il appelle pompeusement « le César de Klingenmünster ; » la famille Wild, qui habite la vallée de la Nahe et qui fournit des maires au village de Staudenheim depuis l'époque de la République française ; et puis, entre toutes les familles du Palatinat, la plus marquante et la plus riche, la famille de Gienanth, qui habite une importante villa, entourée de jardins, au bord de l'Alsenz, au pied du Mont Tonnerre. Tous ces notables, toutes ces belles familles palatines, dont la fortune et le renom se sont faits sous l'Empire français et que le petit instituteur palatin célèbre sous le nom latin d'*Honoratiores*, sont entourés de la considération du pays. Ils mènent la vie simple des paysans de leur voisinage, soutiennent de leurs dons les établissements de bienfaisance, les écoles et les églises, tracent à leurs frais des chemins ruraux et distribuent des pensions aux ouvriers invalides ou aux veuves nécessiteuses. Bref, les notables palatins sont les vrais représentants de leur race. Becker voit en eux « les types les plus parfaits du caractère palatin, énergique, pratique et persévérant. »

Je m'arrête avec plaisir sur ces détails, que nous ont souvent

présentés dans leur relief les savoureux récits d'Erkmann-Chatrian. Ces détails sont à l'origine de la vie sociale du Rhin au XIXe siècle, et les plus propres à nous la rendre intelligible. Bien loin de les croire superflus, je désirerais qu'ils fussent multipliés avec méthode. Le beau sujet, pour des étudiants qui voudraient rechercher des documents précis (témoignages contemporains, portraits, écrits signés dans les archives, dans les familles), et lire à même en quelque sorte sur ces territoires. Taine aurait aimé étudier certaines familles, les suivre dans leurs diverses branches d'après des souvenirs et des traditions exactes. Ce sont de même des lumières sur la manière dont se crée une civilisation que je demanderais aux enquêtes que j'entrevois et qui nous montreraient quelle classe d'hommes arrive au pouvoir local en Rhénanie au début du siècle, de quelle qualité, en vertu de quelle organisation et comment ces nouveaux venus prennent en main les affaires publiques. Il y a de saisissantes monographies à tracer de ces Français-Rhénans qui furent suscités par les mesures de notre administration et qui fondèrent l'industrie du pays. J'ajoute, ce qui est bien fait pour intéresser les jeunes travailleurs qui m'écoutent et auxquels je me permets de m'adresser, que parmi ces notables, parmi ces industriels et ces commerçants, qui tinrent les clefs et ouvrirent les voies, il faut citer des Alsaciens. Ainsi ce Laurent Jecker, inventeur d'un procédé de fabrication des aiguilles, qui installa une fabrique à Aix-la-Chapelle, avec les frères Migeon de Charleville, et vendait, dit-on, vingt pour cent meilleur marché que les autres fabricants. Ainsi encore Jean Guillaume Rautenstrauch qui, né en 1791 à Strasbourg, s'établit à Trèves en 1824 pour y fonder un des commerces de peaux les plus importants du continent, et devint le président de la Chambre de commerce.

Voilà l'œuvre française. Une œuvre bien méditée et bien appliquée, qui se propose de libérer l'élan du travail, de développer la prospérité et le bien-être, d'assurer l'harmonie et l'équilibre, enfin de créer le sentiment du devoir civique et des responsabilités municipales. Napoléon et ses administrateurs n'ont rien épargné pour développer l'industrie de la basse vallée du Rhin, pour tirer parti de la fertilité du sol rhénan, mais ils ont voulu que ce développement de la vie économique fût aussi le

développement de toutes les valeurs humaines du pays, — et c'est là que les initiatives françaises se différencient vraiment et à fond de tout ce que les organisations ultérieures ont pu réaliser.

Après quinze ans, il y avait déjà en Rhénanie une tradition, un esprit industriel, une communauté de méthodes. De Spire à Clèves, de Sarrebruck à Trèves et à Aix-la-Chapelle, une solidarité s'était établie. Le Rhin commençait à devenir une frontière. Détail qui ne laissera pas de faire sourire, les industriels rhénans accusaient leurs confrères d'outre-Rhin de fabriquer de la camelote. C'est ce que l'on voit, en lisant la pétition que la Chambre de commerce de Crefeld adressa au Gouvernement impérial pour protester contre l'incorporation du grand-duché de Berg à la France.

Et bien tard dans le siècle allait se prolonger, sur le Rhin, un véritable culte des industriels pour le grand Empereur. Comme les vétérans de la Grande Armée, comme Clément Brentano dont nous avons entendu les accents enflammés à propos de Napoléon restaurateur des congrégations charitables, les industriels de la basse vallée du Rhin s'enthousiasment au souvenir des quinze années impériales. Tout comme un grognard, le père de Mevissen conserva toute sa vie le souvenir des quatre mots qu'en 1811, à l'exposition de Düsseldorf, il avait échangés avec le Héros. On regrette que le professeur à l'Université de Bonn Holzhaussen, qui se préoccupe de rechercher les traces du culte pour Napoléon sur le Rhin, et qui a dépouillé à cet effet toute la série des poètes, ait négligé les témoignages caractéristiques de la fidélité des Chambres de commerce à la mémoire de leur fondateur (1).

*
* *

Quand les Français furent partis, les Chambres de commerce, les sociétés locales et les notables s'efforcèrent de continuer l'œuvre de la France. Les Chambres de commerce demeuraient pénétrées de la doctrine qui avait présidé à leur création et des idées qui avaient été déposées dans leurs assises mêmes. Elles restaient dirigées par des hommes de formation française. Celle d'Aix-la-Chapelle, par David Hansemann, qui avait fait

(1) Consultez par exemple sur ce culte napoléonien le livre consacré par Mathieu Schwan à la Chambre de commerce de Cologne.

ses années d'apprentissage comme secrétaire d'un maire français du grand duché de Berg ; celle de Trèves, par l'Alsacien que nous venons de nommer, Guillaume Rautenstrauch ; celle de Cologne, par Ludolf Camphausen, qui s'en était allé d'Aix-la-Chapelle à Paris avant de s'installer définitivement à Cologne.

Entre toutes ces Chambres, celle de Cologne continua à jouer après le départ des Français le rôle prépondérant. Dans son rayonnement se forma, durant toute la première moitié du XIXe siècle, une jeune génération de commerçants qui travailla avec succès à l'essor de la ville. Tous ces gens continuaient à vivre avec les conceptions de l'Empire français : le souci d'équilibrer les différentes branches de l'activité économique et d'harmoniser les différentes classes, et puis la préoccupation d'assurer au groupement des gens éclairés la direction de la vie économique et sociale.

Le jeune banquier Mevissen, à Cologne, est le porte-parole de ces Franco-Rhénans. Il a bien compris l'effort et l'idéal des administrateurs napoléoniens, et nulle part la doctrine française n'est mieux exposée que dans les lettres et les écrits de ce jeune Rhénan. « Ce qu'il y a de plus important pour la vie de l'État, déclare-t-il, c'est la création d'une classe moyenne nombreuse et indépendante. Elle forme la base d'où s'élèvent des individualités pour monter aux plus hautes sphères de la vie libre. La classe moyenne possède l'inestimable avantage d'avoir un pied dans le domaine des nécessités matérielles, un autre dans le domaine de la liberté, et par conséquent de ne pas courir le danger de méconnaître son rôle politique. » — Dans le même esprit, il souhaite que « l'industrie serve d'intermédiaire entre les différents groupes de la population, et qu'elle contribue à la disparition du système des castes et des classes. »

Mais que de difficultés, chaque jour grandissantes, rencontraient ces continuateurs de la grande entreprise française ! Leurs efforts étaient continuellement entravés, annulés par l'opposition de la bureaucratie prussienne. Sur cette opposition nous avons des textes, et qui ne sont pas suspects de partialité. Ouvrons les tomes compacts que le protestant Hansen a consacrés à la biographie de notre banquier rhénan Mevissen. A chaque page, ce sont des plaintes, des impatiences, des reproches de toute

sorte : la Prusse s'oppose à la constitution des sociétés par actions; elle refuse des crédits pour la construction des premiers chemins de fer rhénans; elle suscite d'incessantes difficultés aux nouvelles entreprises de l'industrie textile ou métallurgique; elle interdit la création de sociétés minières, de sociétés de contre-assurance; elle n'accorde aucune représentation au commerce ni à l'industrie dans les assemblées provinciales et ne consulte que bien rarement les Chambres de commerce du Rhin. « D'un côté, une masse énorme de projets pratiques, utilisables, établis par une bourgeoisie appliquée et travailleuse; de l'autre, le mauvais vouloir du gouvernement prussien et l'impossibilité d'agir efficacement sur lui. » Voilà, selon le biographe allemand, la marque caractéristique de l'époque, et ses témoignages accablants nous font voir dans une sorte de clarté tragique comment la nouvelle classe de la bourgeoisie, qui s'était formée sous le régime napoléonien et par ses soins, se trouva brisée dans son développement.

Jusqu'à 1850, les industriels rhénans, de la même manière qu'ils avaient collaboré avec l'administration napoléonienne, s'efforcèrent de collaborer au développement de la vie économique et sociale de l'État prussien. Mais la bureaucratie prussienne refusait leur concours. Elle voulait régler sans eux sa politique économique et sociale. A partir de 1850, ils se résignèrent à ne plus s'occuper que de leurs entreprises particulières. Le bel idéal napoléonien des « notables » s'évanouit. Dans une lettre mémorable du 27 janvier 1851, Mevissen écrit ces lignes où l'on croit entendre une âme découragée : « Dans l'état actuel des choses, et par suite de l'impuissance absolue de la Chambre dans les questions politiques, je pense que les intérêts matériels constituent désormais la seule base sur laquelle pourra se développer un meilleur avenir. » Nos industriels rhénans vont consentir, par impuissance, à n'avoir plus pour idéal que de faire fortune.

Les résultats de cet abaissement qu'a voulu le régime prussien n'apparaissent qu'avec une clarté trop éloquente. Les procédés du mercantilisme et le goût de l'argent se développent; les vertus morales et sociales de la petite bourgeoisie disparaissent; les grands industriels et les grands propriétaires luttent avec le prolétariat industriel et agricole, chaque jour accru, à qui des théoriciens donnent ses nouveaux principes de revendi-

cation. C'est l'heure où les principes de l'Internationale des Travailleurs s'arment à l'ombre des cathédrales de Trèves et de Cologne. Karl Marx transpose en quelque sorte dans la vie économique les conflits dont son hérédité juive lui apportait le souvenir, et bientôt un autre rhénan, Bebel, va s'efforcer d'organiser les masses des travailleurs rhénans pour le combat social.

Hansen reproche à la bourgeoisie de n'avoir pas su jouer son rôle dans l'Empire allemand reconstitué après 1870. « La tâche qui incombait au peuple allemand, non seulement de constituer un État national vrai, c'est-à-dire ayant sa constitution politique, et d'assurer sa défense, mais aussi de reprendre la mission qu'il s'était fixée depuis la Réforme, mission de rénovation morale et de portée universelle, ne trouva pas de génération capable de l'entreprendre et de l'accomplir jusqu'au bout. Le libéralisme bourgeois, impuissant à concevoir de grandes idées politiques, ne comprit ni les questions économiques, ni les questions sociales qui se posaient. Il manquait aux épigones des chefs, capables, comme leurs prédécesseurs, d'élever l'âme humaine hors des intérêts de groupements, de la détourner de son penchant naturel à juger d'un point de vue étroitement économique la vie matérielle, de la gagner aux grands idéals qui unissent » (p. 855). Ce reproche est injuste pour la bourgeoisie rhénane. Si elle ne sut pas dans le nouvel Empire jouer un grand rôle politique et social, c'est que le régime prussien l'avait détournée, par des obstacles accumulés durant un demi-siècle, de la noble voie que l'administration napoléonienne lui avait tracée.

En va-t-il mieux aujourd'hui ? Le régime prussien a-t-il atténué ces erreurs que le protestant rhénan nous met à même de constater ? Assurément non. Voyez les faits. Au système des cartels de l'époque bismarckienne, déjà dressés comme des forteresses, comme des machines impitoyables de guerre économique, pour l'acier et pour le charbon, voici que succède plus brutale encore une impitoyable centralisation berlinoise. Elle impose sa loi et sa doctrine aux industriels du Rhin. Tantôt elle mobilise tous les chefs d'entreprises allemandes dans des trusts formidables, tantôt elle les compartimente en autant de sections qu'il y a de branches dans l'activité économique, et ainsi militarisées elle les mène à nouveau au combat sur le

champ de bataille de la concurrence universelle. On ne se préoccupait avant 1914 que d'accroître par tous les moyens le rendement usinier : on prétend maintenant lutter pour reconquérir les marchés perdus, et lutter en forcenés dans une sorte de conspiration des forces mauvaises. Ah! qu'il est loin, le souci du développement harmonieux des populations rhénanes! Ce sont des fiefs que reconstituent un certain nombre de magnats de l'industrie germanique, et nous sommes en train de revoir sur le sol de l'antique Saint-Empire ce que Rathenau, d'un coup d'œil puissant, appelle les duchés des Stinnes, des Hanich et des Stumm!

*
* *

Cette féodalité économique peut encore apporter des satisfactions matérielles sur le Rhin et séduire une part de ces populations où se perpétue le prestige de la prospérité d'avant-guerre. Mais il y a parmi elles des gens clairvoyants, dont c'est d'immense importance d'enregistrer l'avertissement. Ces sages observateurs distinguent autour d'eux les signes avant-coureurs d'un grave malaise social. Avant 1914, disent-ils, la Prusse faisait peser sur la Rhénanie l'omnipotence de Berlin et nous imposait des fonctionnaires amenés des lointaines frontières orientales; aujourd'hui, elle aggrave les conflits de classe, elle disperse les bonnes volontés sociales, elle méconnaît la valeur de tout le petit peuple varié des gens de la classe moyenne : paysans, artisans, marchands, intellectuels des professions libérales, fonctionnaires...

Ainsi voici qu'après cent ans les Rhénans ont lieu de regretter le bel ensemble social cohérent qui régnait en 1815 en Rhénanie. Le système actuel accroît l'opposition entre les classes et divise la population du Rhin en deux groupements hostiles, d'une part, les employeurs, et, de l'autre, les employés, aussi bien dans le domaine agricole que dans le domaine industriel. Il n'y a plus de conducteurs moraux, il n'y a plus d'entre-deux. Ce qui subsiste de la classe bourgeoise mène une existence morale chétive. Chacun des deux groupes en présence n'est dirigé que par des préoccupations exclusivement matérielles de richesse et de bien-être.

Où est le remède? Les Rhénans inquiets voudraient faire participer leur ardeur professionnelle à la reconstruction de la

vie sociale de la Rhénanie; ils cherchent le moyen de constituer un noyau autour duquel pourra s'harmoniser tout le travail allemand. Avec un obscur souvenir du temps napoléonien, ils parlent de constituer une « Chambre du travail » où la classe moyenne jouera le rôle directeur et reprendra les traditions démocratiques abolies.

L'heure est venue pour nous de rappeler à ces Rhénans désorientés et inquiets toutes les belles vertus sociales, toutes les hautes préoccupations d'équilibre et d'harmonie, que leurs ancêtres groupaient autrefois autour des Chambres de commerce françaises et dont quelques feux subsistent encore aujourd'hui. Le bel épanouissement de vie active que les administrateurs français, les Lezay-Marnesia, les Ladoucette, les Kepler, les Jean Bon Saint-André, ont créé sur le Rhin, n'était pas porté seulement par la volonté des fonctionnaires et l'activité de l'État; il avait sa source dans les organisations où s'assemblaient les notables du Rhin. La « Chambre du travail » à laquelle songent les Rhénans aujourd'hui, c'est la Chambre de commerce fondée par leurs pères avec les Français.

Et maintenant, pour finir, comme nous avons coutume, j'entends cette question : quelle conclusion pratique donnerez-vous à cette leçon?

Ma conclusion sera d'un interprète de la tradition française plutôt que d'un économiste ou d'un conseiller du commerce extérieur. Si vous désiriez les avis d'un administrateur, nous serions tous d'accord pour les solliciter de l'homme éminent (1) qui nous fait l'honneur d'assister à ce cours, et qui nous répondrait que la sagesse d'un administrateur diplomate ne se distribue pas dans la chaire d'un enseignement public. Je souhaite que la Chambre de commerce française de Mayence entre en rapport avec les Chambres de commerce rhénanes pour examiner les meilleures conditions de reprise commerciale entre la France et la Rhénanie. Notre gouvernement a dès maintenant fait connaître son intention de rétablir les relations économiques avec l'Allemagne. Le problème des réparations va se discuter. Il est impossible qu'à la suite de ces discussions les barrières artificielles créées par le gouvernement de Berlin,

(1) M. Tirard, haut-commissaire de la République française dans les provinces du Rhin.

j'entends le régime des licences, ne s'abaissent pas. Mais ce que je souhaite surtout, c'est que revive, dans les contacts qui ne peuvent manquer de se multiplier, cette nuance avisée et humaine, que j'ai présentée dans le passé de nos collaborations franco-rhénanes, et qui ne cesserait pas, j'en suis sûr, d'avoir son plein succès dans la vie économique de nos voisins. Nous n'oublierons pas l'esprit qui est à l'origine des Chambres de commerce rhénanes; nous ne les verrons pas seulement comme les organes de l'industrie et du commerce rhénans, mais comme des centres jadis accordés avec notre vie française et des instruments de direction politique et sociale.

Que ce soit l'enseignement pratique de cette leçon! Le souvenir de tout ce passé encore vivant doit nous servir dans le grand dessein français, qui est de favoriser sur le Rhin l'esprit occidental et d'y protéger les populations contre l'envahissement du germanisme de Berlin... Moralité, résolution qui nous acheminent vers nos conclusions générales, qu'il nous reste maintenant à formuler dans notre cinquième et dernière leçon.

MAURICE BARRÈS.

(*A suivre.*)

L'AVENIR
DE L'ENTENTE FRANCO-BRITANNIQUE

I

LA POLITIQUE DES PORTS

L'entente cordiale du peuple français et du peuple britannique, la solidarité politique de leurs gouvernements, n'ont jamais été plus qu'aujourd'hui nécessaires pour le salut de la civilisation européenne et l'établissement d'une paix durable. La grande tempête déchaînée par l'Allemagne n'est pas apaisée; les flots restent émus; la guerre n'est pas finie, puisqu'on se bat dans toute l'Europe orientale et en Asie; les traités de paix, à peine signés, sont remis en question.

Cependant ces derniers mois ont été marqués par de sérieuses difficultés franco-britanniques; des divergences se sont révélées sur des points qui touchent non seulement aux intérêts des deux pays, mais à tout l'avenir de l'ordre en Europe. Avec une égale bonne volonté, les hommes d'État des deux pays se sont appliqués à les résoudre; l'opinion publique, sur les deux rives du « Canal, » les réprouve et ne les comprend pas; elles renaissent pourtant, elles surgissent, presque à chaque pas, de l'application des traités; elles ne datent pas d'hier, elles ont existé pendant la guerre, voilées par la magnifique fraternité des armes, et ceux-là seuls qui ont eu le redoutable honneur de négocier les traités peuvent dire de quelles discussions laborieuses la rédaction en est sortie et quelle somme de bonne volonté ils ont dépensée pour concilier des points de vue qui paraissaient inconciliables;

mais les dissentiments renaissent à mesure qu'on les dissipe; la nature des choses reste rebelle à se plier aux formules des diplomates.

L'opinion française, trop souvent mal éclairée, a pris l'habitude, durant les négociations du traité, d'expliquer chaque difficulté par les conceptions utopiques et l'intransigeance du président Wilson. Il y a quelque injustice dans ce jugement trop sommaire; c'est entre le point de vue français et le point de vue britannique que, le plus souvent, le désaccord s'est révélé profond; ou, du moins, plus exactement peut-être, les divergences auraient été atténuées et souvent se seraient évanouies, si la solidarité franco-britannique, si solidement établie dans les cœurs, s'était traduite dans les paroles et les actes des Gouvernements.

Ces difficultés, ces divergences, il est vain de les cacher, puisque l'univers les voit et que leurs conséquences se révèlent chaque jour. Mais il peut être salutaire d'en montrer les raisons, d'en analyser les origines, afin de distinguer celles qui sont irréductibles, parce qu'elles tiennent aux grands intérêts des deux peuples et à toute la contexture de leur vie nationale, et celles au contraire qui peuvent se résoudre, parce qu'elles sont accidentelles et passagères. Les premières, on cherchera surtout à les délimiter, afin d'arriver, par un respect et des concessions réciproques, à en atténuer les effets; quant aux secondes, elles s'évanouiront d'elles-mêmes par l'effort quotidien des Gouvernements, des diplomaties, de la presse, de l'opinion publique.

Tragique antagonisme des volontés et des intérêts! Jamais le vouloir profond de deux grands peuples n'a plus impérieusement commandé l'accord des deux politiques, la solidarité des deux Gouvernements anglais et français, dont l'union a fait la victoire; et cependant les malentendus renaissent, et, quand on veut les éclaircir, quand on en cherche les racines pour les extirper, on s'aperçoit que les difficultés actuelles se lient à toute la longue histoire des deux peuples, à des traditions gouvernementales et diplomatiques qui s'autorisent de grands intérêts permanents et dont il est impossible de ne pas tenir compte. Les événements politiques d'aujourd'hui plongent dans un passé qui les explique sans toujours les justifier, de même que les couches géologiques qui affleurent à la surface du sol et en déterminent la configuration s'enfoncent jusqu'aux

entrailles de la terre et traduisent ses convulsions antiques et les lois de son architecture. Dans l'enthousiasme d'une fraternité généreuse, dans l'ardeur héroïque d'une lutte qu'illuminait une splendide vision de justice et de fraternité, on avait quelque peu oublié qu'en politique les intérêts ont voix prépondérante et qu'un effort de tous les instants et de toutes les volontés est nécessaire, non pour les faire taire, mais pour les concilier. Ces inévitables malentendus ont retenti douloureusement dans les cœurs, de chaque côté du Détroit; car on se tromperait dangereusement si l'on croyait, en France, que la majorité des Anglais partage les opinions de M. Keynes, — et d'ailleurs peut-être M. Keynes lui-même est-il persuadé qu'il est un ami de la France et agit comme tel, — et approuve tous les actes du gouvernement de M. Lloyd George; et l'on ne commettrait pas une moins lourde erreur si l'on pensait, en Angleterre, qu'il existe chez notre peuple, — encore qu'il soit plus sentimental et plus sensible, — un ressentiment durable des griefs qu'il croit avoir envers son « camarade de combat. » Le sang versé sur les champs de bataille est plus épais que l'eau du Canal.

Heureusement les actes humains ne sont pas déterminés comme les phénomènes de la nature; l'histoire n'a pas la rigidité de la géologie et ce que nous appelons ses lois n'est souvent que l'effet accumulé de volontés concordantes; l'histoire, la géographie, les besoins économiques ne déterminent pas les volontés, ils les inclinent; un champ immense reste ouvert à l'activité libre des énergies individuelles ou collectives. Il est donc avant tout nécessaire d'établir d'où viennent et comment s'expliquent les divergences d'intérêts dont l'opinion des deux pays constate avec chagrin les effets. Ainsi apparaîtront mieux la valeur et le poids des raisons dominantes qui commandent aux deux nations l'entente et la solidarité. Ces raisons, que le sûr instinct des peuples devine, il appartient aux hommes d'État de les confronter et de les peser pour en établir la valeur relative et, pourrait-on dire, de les hiérarchiser, afin de subordonner l'accessoire au principal et de dresser le bilan des concessions que, de chaque côté, il est possible de faire et désirable d'obtenir. C'est, en politique, la condition même de toute bonne et solide entente.

Lord Derby, hier encore ambassadeur à Paris, entreprend une généreuse campagne pour démontrer à ses compatriotes les avan-

tages d'une « alliance franco-britannique. » Les chefs des deux gouvernements font les efforts les plus énergiques pour arriver à une entente et à une action communes. En présence d'une Europe disloquée, troublée, de traités inexécutés, du bolchévisme belliqueux et menaçant, de difficultés économiques et financières universelles, la nécessité d'une étroite solidarité s'impose aux vainqueurs de la guerre, plus impérieuse, plus évidente. Nous ne chercherons, ici, qu'à apporter à cette œuvre de salut le modeste concours de quelques observations et réflexions.

I

« L'entente cordiale » entre l'Angleterre et la France est née du commun péril allemand. Elle s'est réalisée par la volonté d'Édouard VII et la bonne volonté de M. Delcassé.

La politique britannique, qui a toujours combattu toute hégémonie européenne et recherché l'alliance de la seconde Puissance continentale contre la première, fut lente à découvrir le péril germanique; elle était, elle est encore, bien qu'à un moindre degré, héréditairement conduite par un petit nombre de familles qui se transmettent, avec le privilège du pouvoir, des traditions fortes et salutaires, mais qui parfois, faute de s'adapter assez vite à des situations nouvelles, se figent en formules périmées et en préjugés désuets. Lord Chatam avait dit en 1762 : « La seule chose que l'Angleterre ait à craindre ici-bas, c'est de voir la France devenir une Puissance maritime, commerciale et coloniale ; » la politique britannique vivait sur cet axiome bien des années encore après 1870. Une Allemagne très forte lui paraissait indispensable pour faire obstacle à l'invasion cosaque que redoutaient Palmerston et Disraeli, et c'est pour faire pièce à la Russie que l'Angleterre commit en 1878 l'insigne erreur d'introduire l'Allemagne dans les affaires de l'Orient ottoman. Pour éclairer les hommes d'État anglais, il fallut des provocations claires et réitérées, l'apparition sur les mers d'une puissante flotte allemande, les coups droits de Guillaume II : « Notre avenir est sur l'eau; » « Le pouvoir impérial implique le pouvoir sur mer » (15 décembre 1898).

Cette persévérance à combattre toute hégémonie continentale, en même temps que cette lenteur à en discerner et à

en prévoir la formation, procèdent l'une et l'autre, en dépit de leur contradiction apparente, du fait primordial de l'insularité qui explique pour une si large part le caractère de l'Anglais et l'organisation de sa vie économique. La tradition de sa politique s'éclaire et se justifie par la continuité de ses intérêts, et sa fixité même engendre ce qu'elle a parfois de pesant et d'incompréhensif. Le manque d'une pression continue sur une frontière de terre, l'absence de ces ruines de tout âge qui, dans nos campagnes et dans nos villes, attestent de génération en génération les maux de l'invasion, font que l'Anglais ne connaît que pour sa marine la loi de l'effort permanent, de la vigilance toujours en éveil. Contre un péril allemand qui réapparaîtrait demain, nous le trouverions prêt à passer la Manche, mais il n'a plus aujourd'hui conscience du péril allemand. Avant la guerre, l' « entente cordiale » ne s'est pas transformée en alliance, parce que l'opinion anglaise ne voulait pas voir le danger, pour n'avoir pas à faire l'effort d'y parer. Encore en juillet 1914, des hommes politiques anglais, et non des moindres, se persuadaient de la supériorité de la race germanique dans ses deux grands rameaux allemand et anglo-saxon; l'avenir de la civilisation, c'était le germanisme. La déclaration de guerre de l'Allemagne ne suffit pas à dessiller tous les yeux; sans la violation de la Belgique, l'Empire britannique ne serait peut-être entré en guerre que plus tard; mais c'est un axiome que l'Angleterre fait la guerre pour Anvers, « pistolet chargé au cœur de l'Angleterre. »

L'alliance de fait, signée avec le sang des héros dans la plus noble des fraternités d'armes, n'a pas eu d'autre traduction écrite que le pacte de Londres, qui n'est pas un traité d'alliance. La victoire gagnée, « l'homme de la rue » anglais ne s'étonnera pas que l'alliance, née du péril, prenne fin avec lui et que la politique britannique retourne à son isolement. C'est la tradition. Il ne faut pas de Puissance prépondérante sur le continent. La guerre contre l'Allemagne a révélé que le Cabinet de Londres fut mal inspiré, en 1871, en laissant amoindrir et mutiler la France; ce fut une faute dans laquelle il importe de ne pas retomber; il faudra donc éviter de laisser trop diminuer l'Allemagne. Ce raisonnement, qui pèche par la base, puisque l'Allemagne est encore beaucoup plus peuplée que la France, c'est nous qui le mettons en forme; mais on en trouve

la trace à l'état instinctif ou à demi conscient dans certains esprits anglais.

Une convention annexe, signée en même temps que le traité de Versailles, assure à la France « l'aide » de l'Angleterre « dans le cas d'un acte d'agression non provoquée, dirigé par l'Allemagne contre la France. » Mais cette convention, — son texte même en fait foi, — n'a été qu'un gâteau de miel destiné à calmer les appréhensions et dissiper le mécontentement des plénipotentiaires français, qui, n'ayant obtenu, après de longues et âpres batailles, que des avantages insuffisants ou illusoires, réclamaient au moins pour la France des garanties de sécurité. L'engagement de la Grande-Bretagne n'est valable qu'après ratification de l'engagement identique et simultané pris par les États-Unis ; il doit, en outre, être soumis au Conseil exécutif de la Société des Nations. Il est sans réciprocité; il n'a donc pas les caractères que le droit international attribue à une alliance ; c'est un secours éventuel que l'Angleterre s'oblige conditionnellement à apporter à la France, et rien de plus. La convention s'intitule « aide à donner à la France *(Assistance to France)* au cas d'agression allemande non provoquée. » Si, plus tard, la ratification des États-Unis venait donner force exécutoire à ses stipulations et aux engagements britanniques, on pourrait trouver d'autres échappatoires ; la Société des Nations doit être appelée à se prononcer sur sa propre efficacité, et à déclarer, selon les termes de la convention du 28 juin, que sa constitution est assez forte pour apporter à la France une garantie suffisante de sécurité (1) ; l'Angleterre s'est réservé une large part d'influence dans le Conseil de la Société des Nations; peut-être présume-t-elle qu'une société, quelle qu'elle soit, n'invoque jamais volontiers sa propre faiblesse. Il reste toujours, au pis aller, la ressource d'épiloguer sur la provocation. Ainsi, de toute façon, les engagements du Cabinet de Londres ne pèseront pas lourdement sur sa politique; la garantie qu'ils ont l'air de nous apporter ne suffit pas à nous endormir. La France victorieuse

(1) Art. 3. — Le présent traité devra être soumis au Conseil de la Société des Nations et devra être reconnu par le Conseil, décidant, s'il y a lieu, à la majorité, comme un engagement conforme au pacte de la Société; il restera en vigueur jusqu'à ce que, sur la demande de l'une des parties audit traité, le Conseil, décidant, s'il y a lieu, à la majorité, convienne que la Société elle-même assure une protection suffisante.

apprécie les amitiés, recherche les alliances, mais n'a pas besoin d'une « assistance. »

On a souvent comparé les Iles-Britanniques à un navire; la politique de leur gouvernement rappelle la manœuvre d'un capitaine de vaisseau; il ne se sent à l'aise qu'au large; pas de câble, pas de remorque, pas d'ancre; le salut, par gros temps, est dans la liberté de manœuvre. Il n'est pas, en politique, d'opération plus délicate, plus dangereuse, que d'opter. Nous avons montré, ici, avant la guerre, que la politique française, relativement calme de 1875 à 1898, fut ballottée de crise en crise à partir du moment où, avec le parti radical et M. Delcassé, elle eut opté entre l'Angleterre et l'Allemagne (1). Bismarck, dans un passage saisissant de ses *Pensées et Souvenirs*, explique pourquoi il s'est efforcé tant qu'il a pu de ne pas choisir entre la Russie et l'Autriche et comment, s'étant trouvé dans l'obligation de le faire et ayant conclu la Triple-Alliance, il a essayé, par de savantes contre-assurances, d'amortir les conséquences de sa décision. L'Angleterre suit les mêmes maximes; sa situation insulaire lui permet de s'y conformer : c'est le « splendide isolement » garanti par le *two powers standard*, c'est-à-dire par la supériorité absolue sur mer. Elle garde sa liberté de manœuvre, se réserve de prendre le large et évite de choisir; pas d'option : le tunnel sous la Manche serait une option. L'Angleterre doit rester une île, a dit M. Lloyd George, et son langage est conforme à toute la tradition de la politique britannique. Nous n'examinons pas, pour le moment, si aujourd'hui une telle tradition correspond encore aux réalités politiques et n'oublie pas que, si l'Angleterre est une île, l'Empire britannique n'en est pas une; il suffit que la tradition vive et pèse sur la politique du cabinet de Londres.

Le marin, sur son vaisseau, ne saurait avoir la même vision du monde que le paysan sur son sillon; quand il regarde l'Europe, le pilote du navire britannique voit se dessiner les côtes, avec les détroits, les estuaires, les fleuves qui prolongent loin dans l'intérieur la possibilité de navigation, le commerce qui aboutit aux ports et apporte le fret. L'homme d'État anglais aperçoit les continents du point de vue de la mer, c'est-à-dire comme quelqu'un qui a des relations avec les continents, mais

(1) Voyez la *Revue* des 1er mars et 1er avril 1912 et mon livre *France et Allemagne* (Perrin, 1913).

seulement par leur périphérie, et qui n'est pas directement mêlé à ce qui s'y passe. L'Europe est, pour lui, une côte qui borde les mers anglaises et derrière laquelle il y a des hommes qui produisent et consomment. De l'empire napoléonien, l'Angleterre a vu le blocus continental et lutté à outrance pour le briser. Pour un homme d'État continental, l'Europe est une collection d'États que bordent des mers; la mer est pour lui un chemin, non un domaine; il considère tout événement continental comme intéressant directement la sécurité et la paix de son pays. Jamais le point de vue du pilote britannique et celui du chef d'État européen ne se recouvrent exactement. On a dit avec raison que l'Anglais est trop Anglais pour être bon Européen; il n'a jamais eu l'esprit européen, c'est-à-dire qu'il ne se sent pas membre obligatoirement solidaire d'une collectivité à laquelle il ne lui est pas permis de se soustraire et qu'il n'a qu'un intérêt extérieur à bien aménager. Il est l'hôte de la maison européenne, il y compte des amis, des clients, il y pénètre, mais ne l'habite pas. Sa politique européenne peut se définir d'un mot : la politique des ports.

Ce n'est qu'à la fin du XVIIe siècle, et surtout au XIXe, quand l'Angleterre eut organisé sa vie commerciale et se fut faite « le roulier des mers, » qu'elle eut la pleine révélation des avantages de son insularité. Autrefois, elle refusait de s'en prévaloir et recherchait les occasions de se mêler aux affaires du continent. Cette politique d'intervention était celle des rois; ils gaspillèrent des siècles à disputer la couronne de France. La nation, quand elle fut maîtresse de ses destinées, se retrancha dans son isolement; elle voulut son église, sa religion à elle et rien qu'à elle. La passion nationale du *no popery* n'est qu'une des formes du particularisme britannique : elle reste vivante, et il est possible que, par exemple, l'attitude d'un Lloyd George à l'égard de la Pologne catholique, ou certaines indulgences d'un Keynes pour la Prusse protestante, s'expliquent, du moins en partie, par une survivance, peut-être inconsciente, de vieilles passions religieuses.

A mesure qu'avec le développement intense de la grande industrie par la houille et le fer, l'Angleterre s'est trouvée en face d'un besoin toujours grandissant de vendre au dehors ses produits fabriqués et d'acheter les denrées nécessaires à sa vie et les matières premières indispensables à la production de ses

usines, les possibilités de sa vie politique se sont trouvées plus étroitement déterminées et limitées par ses nécessités économiques. Elle a de plus en plus besoin d'une « politique des ports, » qui implique une politique d'impérialisme colonial et d'isolement européen. Pour y réussir, elle a usé de tous les moyens. « Son histoire extérieure est faite tout entière de contradictions dans les moyens dont elle s'est servie pour atteindre des buts restés identiques (1). »

II

British policy is british trade. « La politique britannique, c'est le commerce britannique. » La maxime a été formulée par Pitt lui-même. « L'Empire, c'est le commerce, » proclamait Joseph Chamberlain. La politique des ports, c'est un mode d'application, par la diplomatie, de la politique commerciale. Comment, dans les traités de paix de 1919 et 1920 et dans toutes les formes de l'activité gouvernementale et privée, depuis la fin de la guerre, les Anglais ont poursuivi une politique des ports, c'est ce que nous voudrions montrer, en faisant, pour ainsi dire, le tour des côtes de l'Europe aux côtés du pilote qui tient le gouvernail du grand navire britannique.

La politique des ports a deux aspects, ou plutôt deux temps. Il s'agit d'abord d'assurer à l'Angleterre une influence politique prédominante dans les grands ports, ou tout au moins d'en écarter toute grande Puissance rivale. Si un grand port, centre d'importation et d'exportation pour toute une région, appartient à un petit État, c'est tout avantage pour l'Angleterre, qui pourra plus aisément s'en assurer le contrôle, y maintenir la liberté du transit franc de droits, y créer elle-même l'outillage, en surveiller les avenues, en monopoliser le commerce. Il s'agit ensuite d'assurer au port beaucoup de fret; il faut qu'il devienne le débouché d'une région productrice et consommatrice. Ici la politique des matières premières vient compléter la politique des ports. Tel est l'intérêt du commerce anglais.

En face l'estuaire de la Tamise s'ouvrent les bouches de l'Escaut et du Rhin. La politique britannique a toujours veillé sur Anvers et Rotterdam. Le traité de Londres du 19 avril 1839,

(1) Ernest Lémonon, *L'Europe et la politique britannique*, Alcan, 1910, in-8, p. 19.

qui règle les conditions du divorce entre la Belgique et la Hollande, imposait à la première de lourdes servitudes à l'avantage de la seconde. L'Europe, inspirée par Londres, refusa de céder à la Belgique la Flandre maritime et le Limbourg avec Maestricht. Le cabinet britannique appréhendait que l'influence de la France ne fût trop forte dans le nouvel État ; il faut, avait dit Palmerston, — M. Carton de Wiart le rappelait le 11 juin à la Chambre des Représentants, — faire une Hollande très forte pour servir de barrière contre la France. L'Escaut demeura donc fermé et le Limbourg ouvert. C'est, en fin de compte, à l'Allemagne que profitèrent les clauses qui restreignaient la liberté du port d'Anvers. Dès le 4 août 1914, l'Escaut était fermé. Les Français et les Anglais ne purent s'en servir pour porter secours à Anvers, ni les Belges pour faciliter l'évacuation du camp retranché et sauver leur armée. Au contraire, une partie des troupes allemandes en retraite, au moment de l'armistice, put sans opposition traverser le Limbourg hollandais.

La guerre terminée, les gouvernements alliés et l'opinion paraissaient d'accord pour reviser, au profit de la Belgique héroïque et fidèle, les stipulations du traité de 1839, dût la Hollande, qui avait eu tous les profits de la neutralité, en pâtir quelque peu. Le traité de Versailles stipule en effet (1) que le traité de Londres sera revisé. Des négociations commencèrent donc à Paris; la Belgique s'attendait à ce que la barrière dressée par Palmerston contre la France fût en quelque sorte retournée contre l'Allemagne. Les négociations, lentes, difficiles, n'ont abouti pour la Belgique qu'à des satisfactions si insuffisantes qu'elle a jusqu'ici préféré ne pas signer une convention qui ne lui accorde ni la liberté de l'Escaut, ni une bonne ligne de défense sur la Meuse. « La Hollande l'a refusé aux Puissances, qui ont déployé auprès d'elle, il est vrai, un assez médiocre effort de persuasion. » C'est M. Hymans, ministre des Affaires étrangères de Belgique, qui s'exprimait ainsi, le 11 juin, à la Chambre des Représentants. Par « les Puissances, » il faut entendre en réalité l'Angleterre. Il est conforme aux traditions de la politique britannique que les avenues d'Anvers, le grand port d'une Belgique qui a cessé d'être neutre, soient sous la dépendance de la Hollande, surtout au moment où l'élan des

(1) Article 31. — Voyez, sur cette question, *l'Escaut et le Rhin*, par l'amiral Degouy, dans la *Revue* du 1er juillet 1920.

cœurs et la solidarité des intérêts préparent une alliance franco-belge. Les services et les souffrances de la Belgique ne seraient-ils pas suffisants pour entrer en balance avec une tradition, si désuète et surannée soit-elle, du Foreign Office?

Il est à peine besoin de dire que les Anglais n'ont pas les mêmes raisons que nous de croire à la permanence d'un péril allemand pour leur race et leur pays ; ils ont lutté à fond contre l'Empire, parce que si l'Allemagne avait écrasé la France, elle aurait absorbé l'Europe continentale et revendiqué la suprématie maritime et économique ; de l'Allemagne ancienne, ce que redoutait d'abord l'opinion britannique, c'étaient ses ports et la formidable concurrence qui en sortait. Le tonnage de Hambourg n'avait-il pas dépassé celui de Londres? Mais les échanges entre les deux pays se montaient chaque année à des chiffres énormes; l'Allemagne venait en très bon rang parmi les clients du commerce anglais. Puissante machine à produire, supérieurement outillée et scientifiquement dirigée, elle inquiétait ses rivaux britanniques, mais elle entraînait dans le formidable mouvement de sa production et de ses échanges les intérêts des autres nations. Son arrêt brusque et presque complet eut son contre-coup sur la vie économique de l'Angleterre. L'intérêt immédiat de celle-ci est que l'Allemagne se remette à produire et à consommer ; elle est le bon client qui, ayant cessé d'être dangereux, demande à être ménagé ; c'est ce genre de sollicitude intéressée qui transparaît à chaque ligne du livre de M. Keynes. La politique britannique à l'égard de l'Allemagne s'inspire de la double constatation que la production allemande fait défaut à l'équilibre économique du globe et que cette production, pour ne pas redevenir dangereuse, doit être en quelque sorte contrôlée et canalisée par l'Angleterre. Déjà les banques et les grandes firmes du Royaume-Uni ont acquis d'importantes participations dans de grandes affaires allemandes; mais c'est surtout par une politique des ports que l'Angleterre cherche à s'assurer une puissante emprise sur le renouveau économique de l'Allemagne. Les ports de l'Allemagne, ce sont ses fleuves, dont les larges estuaires pénètrent très avant dans ses plaines basses où circule sans obstacles tout un réseau de canaux.

Rien n'a été omis dans le traité de Versailles pour ouvrir au commerce international les grands fleuves allemands qui tous,

à l'exception du Weser, offrent à plusieurs États un accès à la mer. L'Elbe depuis le confluent de la Vltava (Moldau) et la Vltava depuis Prague, l'Oder depuis le confluent de l'Oppa, le Niemen depuis Grodno, sont déclarés fleuves internationaux. La navigation de l'Elbe et de l'Oder sera, comme celle du Rhin et du Danube, administrée par une commission internationale dans laquelle l'Angleterre et la France seront représentées; l'Italie et la Belgique seront représentées dans la Commission de l'Elbe. Les pouvoirs de ces Commissions seront établis par les Puissances alliées et approuvés par la Société des Nations; elles seront chargées des travaux d'entretien et d'amélioration du réseau fluvial, de l'établissement et de la perception des taxes, du règlement de la navigation. Ces clauses et d'autres, dans le détail desquelles nous ne saurions entrer, ouvrent au commerce et à la batellerie fluviale britanniques des perspectives nouvelles de développement et de prospérité. Le commerce international jouira même d'un régime plus favorable que le commerce allemand sur les fleuves qui coulent en terre allemande; l'article 332 dispose que les bateaux de toutes les nations auront le droit de faire du commerce entre les villes riveraines, sans distinction, tandis que les bateaux allemands ne pourront pas, sans autorisation spéciale, se charger des transports « entre les ports d'une Puissance alliée ou associée. » Enfin la cession d'une partie du tonnage et de l'outillage de la batellerie intérieure allemande facilite l'établissement de Compagnies nouvelles qui, en fait, seront surtout anglaises.

Le Rhin qui, pour nous, est surtout la frontière historique de deux civilisations et la frontière militaire de deux peuples, apparaît d'abord aux Anglais comme un immense port qui s'enfonce, à travers les terres allemandes, jusqu'à la Suisse et qui, par le Main, communique avec le Danube. La politique rhénane de l'Angleterre est fonction de ces préoccupations; elle cherche d'abord à s'assurer une participation à la navigation du Rhin. On la voit associer ses intérêts à ceux de sociétés hollandaises ou allemandes, plutôt qu'à des entreprises françaises ou belges. L'information qui a circulé à plusieurs reprises touchant la création d'un syndicat anglo-hollando-allemand, qui absorberait un certain nombre de Compagnies allemandes, n'est confirmée jusqu'ici que par des faits d'importance secondaire. Un service mixte maritime et fluvial était desservi, avant la guerre,

entre Brême, Rotterdam et Cologne, par des bateaux allemands de 500 tonnes de la Compagnie « Neptun. » Aujourd'hui plusieurs sociétés anglo-hollandaises (1) se sont substituées à la compagnie allemande pour le même service, qui maintenant aboutit à Londres. Le gros effort anglais se porte sur le développement du port de Cologne. Les banques installées dans ce grand centre cherchent, avec l'appui des autorités d'occupation, à multiplier les affaires anglaises ou anglo-allemandes de toute nature. Cologne doit devenir le plus important port d'échanges anglo-allemand, le foyer rayonnant de l'influence économique et politique de l'Angleterre dans l'Allemagne de l'Ouest.

Pour compléter son emprise sur la vie économique des pays germaniques, certains Anglais ont rêvé de transformations qui concrétiseraient dans l'état politique de la nouvelle Allemagne les essais de collaboration économique entre les deux empires naguère ennemis ; on organiserait dans l'Ouest une république allemande des ports, dans l'Est une république anglo-allemande de Dantzig. La naissance d'une république rhénane, conception française qui ne fait que traduire les vœux des populations allemandes des deux rives du Rhin, s'est heurtée à l'opposition des représentants de la Grande-Bretagne ; mais, en même temps, on jetait discrètement les jalons d'une combinaison qui aurait placé les bouches des fleuves sous l'influence de la Puissance maîtresse des mers. Tandis qu'éclatait à Berlin, sous l'œil bienveillant du général Malcolm, le coup d'État réactionnaire et militariste de von Kapp, à Cologne, quelques Anglais en profitaient pour faire entendre aux Rhénans que l'heure serait favorable pour réaliser une république du Rhin inférieur qui engloberait les deux rives du fleuve depuis Bonn jusqu'à la frontière des Pays-Bas, la Westphalie, le Hanovre, — où subsistent, comme un legs de l'époque où la même dynastie régnait sur les deux pays, des sympathies pour l'Angleterre, — le Oldenbourg, c'est-à-dire les bouches du Weser avec Brême, peut-être même Hambourg avec les bouches de l'Elbe et le canal de Kiel. L'échec de la tentative de Berlin ne permit pas au projet de Cologne de se développer. Dans quelle mesure répondait-il aux desseins du cabinet de Londres, il est difficile de le dire ; il est probable que l'initiative appartint à des personnages

(1) Notamment la *London-Köln Scheepvaart Maatschappij*, la *London-Köln Navigation Co.*

de second plan que, selon la tournure des événements, le Gouvernement aurait soutenus ou désavoués. Ce qui demeure, c'est la forte position économique prise par l'Angleterre sur la capitale de l'Allemagne catholique, Cologne.

La France ne verrait aucun inconvénient à ces succès de ses alliés, elle s'en réjouirait même, si l'activité et la propagande britanniques ne tendaient pas à éliminer d'abord l'influence française.

III

Une République allemande des ports de la Mer du Nord aurait été une création artificielle; dans la Baltique, au contraire, les Anglais n'ont qu'à se servir du traité de Versailles pour organiser une République de la basse Vistule destinée à grandir sous l'égide de la Puissance maîtresse des mers et à devenir le centre de l'influence britannique dans la Baltique. Le Président Wilson avait stipulé que la Pologne devrait obtenir « un libre accès à la mer » et « son indépendance politique et économique. » Cette double condition paraissait impliquer qu'elle recevrait en toute souveraineté un port sur la Baltique; Dantzig, entouré de populations polonaises, partiellement polonais lui-même, était tout indiqué, et les hauts plénipotentiaires étaient enclins à lui en assurer la possession. Mais M. Lloyd George veillait : on l'a toujours vu, dans les délibérations de la Conférence, opposé aux décisions qui auraient pu faire une Pologne plus solide et plus forte. La Pologne, selon lui, n'avait pas besoin, pour être assurée d'un libre accès à la mer, que Dantzig fît partie intégrante de l'État polonais; il suffisait que le libre usage commercial lui en fût garanti. La Conférence eut la faiblesse de céder à ces sophismes; il en résulta les articles 100 à 108 du traité de Versailles, qui sont parmi les plus compliqués et les moins clairs. Où est le temps, hélas! où le texte des traités était coulé dans le bronze de la précise et forte langue française? Les articles concernant Dantzig sont visiblement traduits de l'anglais par quelqu'un qui, en anglais, savait sans doute ce que parler veut dire, mais en français assurément non (1).

(1) Veut-on quelques exemples dont nous empruntons le texte à l'édition officielle in-4° :

§ 5 de l'article 104 : « 5° De pourvoir à ce qu'aucune discrimination soit faite,

Si mal rédigés que soient les textes, il en ressort que les principales Puissances alliées et associées ont voulu (art. 102) constituer Dantzig et son territoire en ville libre, placée sous la protection de la Société des Nations, représentée par un haut-commissaire ; la ville libre sera en dedans des limites douanières de la Pologne; celle-ci, par une convention spéciale, aura le libre usage des ports, docks, bassins, quais, le droit de louer ou acheter les terrains dont elle aura besoin; elle aura le contrôle et l'administration de la navigation de la Vistule et du trafic des voies ferrées; enfin, le Gouvernement polonais sera chargé d'assurer « la conduite des affaires extérieures de la ville libre de Dantzig, ainsi que la protection de ses nationaux dans les pays étrangers. » Ainsi, le traité accorde à la fois à la Société des Nations « la protection » de la ville libre, et il concède à la Pologne des avantages qui, en langage diplomatique, s'appellent un « protectorat. »

Mais les plénipotentiaires anglais, qui ont dicté les clauses du traité, se sont moins souciés des droits des habitants de Dantzig ou de l'avenir de la Pologne que des intérêts britanniques. Ce qu'ils ont voulu, c'est que Dantzig appartînt à un État faible, incapable de se suffire à lui-même et obligé de chercher au dehors une aide que l'Angleterre était toute prête à lui accorder. Il leur semblait qu'un grand port, destiné à servir de débouché maritime à toute une vaste région, riche par son agriculture, son industrie, ses mines, ses usines, ne pouvait vivre, trouver sécurité et prospérité que dans la mouvance politique et économique de la maîtresse des mers. C'est à l'y placer que s'appliqua le haut-commissaire anglais, mandaté par les plénipotentiaires alliés, sir Reginald Tower. Ses sympathies allèrent dès l'abord aux Allemands, sur lesquels il prit appui pour reléguer au troisième plan l'élément polonais; le bourgmestre, élu avec son approbation, le Dr Sahm, se trouva être l'un de ces « coupables » que le traité de paix réclame pour

dans la ville libre de Dantzig, au préjudice des nationaux polonais et autres personnes d'origine ou de langue polonaise. » (Il faut entendre par « discrimination : » différence de traitement; mais le texte anglais disait « discrimination, » on n'a pas cherché plus loin.)

Et encore, Article 105 : « Dès la mise en vigueur du présent traité, les ressortissants allemands domiciliés sur le territoire décrit à l'article 100 perdront, *ipso facto*, la nationalité allemande, en vue de devenir nationaux de la ville libre de Dantzig. »

jugement et châtiment. Favorisés par le cours du change, des agents anglais achetèrent terrains, maisons, firmes commerciales, dans des conditions qui interdisaient toute concurrence aux Polonais. Au moment où les bolchévistes s'approchaient de Varsovie, sir Reginald Tower vint à Spa dans l'intention de faire approuver à la Conférence une « constitution » des territoires de Dantzig, qui transformerait la ville libre prévue par le traité en un véritable État indépendant, indépendant de droit, indépendant de fait à l'égard de la Pologne, mais étroitement dépendant de l'Angleterre. L'assemblée locale vota la Constitution par 68 voix allemandes contre 44 polonaises et socialistes. Si les Puissances la ratifiaient, les bouches de la Vistule passeraient sous le contrôle britannique. La Pologne trouverait sans doute à Dantzig toutes commodités pour ses exportations et importations, mais à la condition de passer par l'intermédiaire anglais, de se servir des bateaux anglais, des grues anglaises, des docks anglais...

Les événements politiques et militaires n'allaient pas tarder à montrer où tendaient les errements du haut-commissaire britannique représentant l'autorité des Alliés vainqueurs. Déjà il avait refusé de laisser entrer dans le port de Dantzig les six torpilleurs livrés par l'Allemagne et attribués à la Pologne par la Conférence de Paris; il alléguait que la Pologne n'a le droit, — le traité ne précise pas, — de faire entrer à Dantzig que des bâtiments de commerce. La Pologne apprenait ainsi qu'il n'est permis à aucune Puissance nouvelle de faire flotter son pavillon, si humblement que ce soit, dans la Baltique, mer anglaise. Ce n'était rien encore. Au moment le plus critique de la bataille, où le sort de la Pologne dépendait de l'arrivée des obus, on vit sir Reginald Tower, au mépris de la lettre et de l'esprit du traité de Versailles, refuser l'entrée du port aux bateaux chargés de munitions. Dans cette ville, où le haut-commissaire exerce, au nom des Alliés, l'autorité suprême, on vit les ouvriers allemands refuser de débarquer des munitions et de laisser partir les trains qui devaient conduire à Varsovie les volontaires polonais venus d'Amérique à l'appel de la patrie. Sir Reginald ne fit rien pour mettre fin à une si odieuse violation du traité de Versailles. Il fallut que les Polonais se sauvassent eux-mêmes, avec l'aide de la France! Leur victoire, qui libère l'Europe et la civilisation, a brisé la for-

tune politique de sir Reginald Tower. Peut-on du moins espérer qu'elle met fin à la dangereuse politique que le Gouvernement anglais, dont sir Reginald a été l'interprète peut-être maladroit, mais fidèle, a suivie jusqu'ici dans la Baltique?

L'amirauté britannique a traditionnellement une politique de la Baltique, au nom de laquelle elle a jadis bombardé Copenhague, et qu'elle impose à la diplomatie. La mer est « territoire britannique, » et c'est du pont d'un bateau que le pilote regarde les pays riverains. On entre dans la Baltique par les détroits danois; le Danemark doit donc rester faible, et les Anglais ont mis peu d'empressement à assurer l'indépendance des plébiscites du Slesvig. On y entre aussi par le canal de Kiel; or le traité dispose que « le canal de Kiel et ses accès seront toujours libres et ouverts sur un pied de parfaite égalité aux navires de guerre et de commerce de toutes les nations en paix avec l'Allemagne. » (Art. 380.) Et d'ailleurs, les fortifications d'Helgoland sont détruites; et l'article 195 stipule qu'« afin d'assurer l'entière liberté d'accès de la Baltique à toutes les nations, » l'Allemagne ne devra élever aucune fortification ni établir aucune batterie commandant les routes maritimes entre la Mer du Nord et la Baltique. Voilà pour la porte d'entrée.

Dans la péninsule scandinave, l'Angleterre a depuis longtemps une situation prépondérante en Norvège; elle travaille à accroître son influence en Suède; sa propagande, parallèle à celle des Allemands, paraît surtout se proposer d'ébranler le prestige moral que la guerre et la victoire ont acquis à la France. Des étudiants suédois sont appelés en Angleterre. Des combinaisons d'affaires anglo-germaniques travaillent à éliminer les autres concurrents; l'Angleterre cherche à s'assurer la suprématie économique.

Sur les rives de la Méditerranée du Nord, la politique de l'Angleterre est de ne laisser grandir aucune Puissance militaire; plus nombreuses et plus faibles seront les petites nations indépendantes qui y trouvent leur débouché maritime, plus assurée et plus durable sera la mainmise du commerce britannique sur toute leur vie économique. Donc, pas de Pologne forte ayant issue sur la mer; l'Angleterre y pourvoit en organisant Dantzig, non pas pour la libération de la Pologne, mais pour son asservissement. La Lithuanie ne devra pas s'unir à la

Pologne, même par un lien fédéral ou une simple alliance qui aurait cependant, pour la stabilité du continent européen et la paix de l'avenir, l'immense avantage de séparer la Russie soviétique de l'Allemagne frémissante; les Allemands avaient, durant la guerre, soutenu en Lithuanie un parti numériquement peu nombreux, mais actif, qui est hostile à toute union, fédération ou alliance avec la Pologne et qui s'est installé au pouvoir avec leur appui; les Anglais ont continué, à l'encontre de la France, la même tactique et se sont appuyés sur les mêmes hommes. Ils ont cru que, si elle n'est qu'un tout petit État indépendant, la Lithuanie aura besoin d'un appui extérieur que l'Angleterre est prête à lui accorder, en même temps qu'elle lui achètera ses stocks de lin, dont les filatures du Royaume-Uni ont un besoin urgent; le port de Libau, toujours libre de glace, qui est l'une des issues commerciales de la Russie, restera ainsi ouvert aux bateaux et au négoce anglais.

Menacée sur son aile gauche, dans sa défense désespérée contre les armées bolchévistes, par la neutralité hostile de la Lithuanie, la Pologne est menacée sur son aile droite par les menées séparatistes des Ruthènes de la Galicie orientale (1). Là, pas de port ni de voie navigable, mais du pétrole destiné à être exporté par les ports anglais de la Baltique; si la Pologne était un riche et florissant État, elle pourrait, peut-être, avec le concours des Français ou des Américains, exploiter elle-même ses puits de pétrole; au contraire, si la Galicie orientale faisait sécession et formait un petit État indépendant, l'Angleterre, à qui il devrait la vie, assurerait elle-même la mise en valeur de son sous-sol et dirigerait ses huiles minérales vers Dantzig. La question, après de longs débats, a été résolue par la Conférence en faveur des revendications polonaises et au mieux des intérêts généraux de l'Europe continentale; le contact est assuré par là entre Pologne et Roumanie, dont l'alliance défensive serait, pour l'une et pour l'autre, une garantie de salut. L'offensive « rouge » de juillet a bien montré de quelle importance sont, pour la défense de la Pologne, la Lithuanie et la Galicie. Les bolchévistes travaillent à séparer la Lithuanie de la Pologne et à tenir la première à leur merci, afin de venir plus aisément à bout de la seconde. Le danger peut renaître demain pour la

(1) Nous avons exposé ici la question de Galicie. Voyez la *Revue* du 15 février 1919 et notre récent volume : *La Reconstruction de l'Europe politique* (Perrin).

Pologne; ne saurait-on espérer que l'action de la Grande-Bretagne s'unisse à celle de la France pour le prévenir en assurant à la fois l'indépendance de la Lithuanie et son étroite alliance avec la Pologne?

La politique anglaise dans la Baltique tend à constituer une fédération de petites républiques qui s'interposeraient entre la masse russe et la mer et dont chacune disposerait d'un ou plusieurs ports importants. L'État Letton dispute Libau à la Lithuanie et possède Riga; Londres a cherché à la détourner, elle aussi, d'une alliance avec la Pologne. Vient ensuite l'Esthonie avec Reval, et, de l'autre côté du golfe, la Finlande avec Helsingfors. La diplomatie britannique a tenté de se faire « l'honnête courtier » de la paix entre Esthonie et Russie soviétique, entre Lettonie et Russie, entre Lithuanie et Russie, et, enfin, entre Pologne et Russie. Mais, au fond du golfe de Finlande, s'ouvre la fenêtre par où Pierre le Grand voulut que ses sujets fussent en communication avec l'Occident, et d'où, aujourd'hui, les bolchévistes regardent avec ironie la toile d'araignée des petites républiques par lesquelles le Foreign Office a rêvé d'arrêter la poussée de leurs armes et de leur propagande. Mais avec ces bolchévistes eux-mêmes, ne pourrait-on pas s'entendre? N'ont-ils pas quelque chose à vendre et à acheter, du lin, des bois, des blés, des métaux? Il faut que ces gens-là produisent, exportent et consomment. Quand on est un peuple de marchands, — c'est M. Lloyd George qui l'a dit, — on n'a pas le droit d'être difficile et de regarder de trop près aux antécédents du client, pourvu qu'il vende et qu'il paye. Mais a-t-il vraiment quelque chose à vendre et peut-il payer autrement qu'en monnaie de singe? On aperçoit derrière une telle question le « rire de faune » de Lénine et la grimace sardonique de Bronstein, dit Trotski.

Tel est l'aboutissement de la politique des ports. C'est dans la Baltique qu'elle se déploie dans toute son ampleur. Le Gouvernement qui pilote le vieux navire britannique, observant les côtes d'Europe de ses jumelles marines, a cru pouvoir, après la Grande Guerre, rétablir à son profit dans les mers du Nord une sorte de Hanse; il regarde comme un succès d'avoir semé les rives de la Baltique de petits États incapables de vivre et de se développer par eux-mêmes et, dans son acharnement à garantir ces minuscules républiques d'une influence polonaise

qui aurait pu être à la fois leur salut, celui de la Pologne et celui de la Russie elle-même, il n'a oublié que deux facteurs qui se trouvent précisément être les plus essentiels. Le premier, c'est que l'Allemagne, elle aussi, est riveraine de la Baltique, qu'elle reste un bloc de soixante millions d'hommes et qu'elle redeviendra plus vite que ne le croient les marchands de la Cité un concurrent redoutable pour leur commerce. Chaque progrès du bolchévisme libère l'Allemagne de sa défaite, dont elle sent surtout la blessure à l'Est, par l'écharde polonaise enfoncée dans sa chair, et la met en situation d'exercer sur les Alliés un chantage avantageux. A Dantzig, ne pas aider les Polonais, c'est travailler pour les Allemands. Le second, c'est que, bolchévique ou non, fédérale ou centralisée, il existe et existera une Russie et une unité russe ; M. Lloyd George cherche à entrer en relations avec la Russie des soviets; mais, après la révolution bolchévique, on a vu renaître en Angleterre la vieille tradition antirusse de l'*India-Office* reléguée au second plan par l'intelligence d'Édouard VII ; l'empirisme britannique a cru l'occasion favorable pour triompher en Asie sur les ruines de son ancienne rivale. En laissant le bolchévisme la ronger et les petites nationalités s'en détacher, on éloignait la Russie des mers européennes, des Détroits de Constantinople et des routes qui descendent vers le golfe d'Alexandrette et vers les Indes; à jamais morcelée, elle serait à jamais inoffensive. Mais voilà que la logique des faits détruit ces châteaux de cartes; pour n'avoir pas voulu être constructive, la politique britannique se trouve aux prises avec des dangers et des difficultés sans fin, car ces mêmes bolchévistes qui envahissent la Pologne attaquent aussi la Perse et menacent les Indes. La politique qui ne voit que les côtes, les ports et les fleuves, sans trop s'inquiéter de ce qui se passe ou s'élabore dans la masse profonde des continents, se ménage de terribles surprises; elle est radicalement insuffisante pour refaire une Europe stable et pacifiée.

IV

La politique des ports se développe dans la Méditerranée comme dans les mers du Nord. Là aussi elle est un retour presque instinctif à la tradition, à l'histoire. La comparaison classique de la politique commerciale de l'Angleterre avec celle

de Carthage vaut surtout pour la Méditerranée. La guerre et la paix ont offert à son activité diplomatique et militaire des occasions nouvelles qui l'ont en quelque sorte précipitée, parfois un peu malgré elle, par l'initiative de quelques personnalités imbues de la tradition impériale, dans les voies anciennes de l'expansion et de la conquête. Il semble au premier abord qu'elle y ait recueilli des avantages de premier ordre.

Par Gibraltar, l'Angleterre tient toujours la porte du grand bassin intérieur. Pendant la guerre, l'Espagne s'est parfois bercée de l'espérance qu'un geste du gouvernement de Londres achèverait son unité territoriale en lui remettant un rocher sans utilité pour le commerce et dont la valeur militaire est contestée. La France, de son côté, estimait qu'elle s'était acquis des droits à voir tomber l'opposition que la politique anglaise, directement et indirectement, apporte à une solution équitable de la question de Tanger. Mais la guerre est finie; Gibraltar reste un socle gigantesque qui élève à l'entrée de la Méditerranée un drapeau symbolique pour attester à tout venant qu'il pénètre en domaine britannique. Tanger est appelé de plus en plus à devenir un grand port international; la France demande seulement que son influence politique y soit proportionnée à l'importance de ses intérêts.

Dans le bassin occidental de la Méditerranée, les côtes sont françaises, espagnoles, italiennes; l'empire britannique se contente de garder Malte. La question de l'Adriatique ne l'intéresse que secondairement. Il ne lui déplait pas que, dans cette mer, une nouvelle Puissance méditerranéenne, la Yougo-Slavie, fasse contrepoids à l'Italie; car personne, sur le globe, n'a le droit de prononcer le *mare nostrum* des anciens Romains.

C'est surtout dans le bassin oriental de la Méditerranée que l'Angleterre, pendant et après la guerre, a exercé une activité dont elle a recueilli les fruits.

Deux routes maritimes d'une importance mondiale conduisent de la Méditerranée orientale, l'une dans la Mer Rouge et l'Océan Indien : c'est le canal de Suez; l'autre dans la Mer Noire : ce sont les détroits de Constantinople. L'Angleterre s'est avisée que le principal bénéfice de sa victoire devait être de mettre sous son contrôle ces deux routes qu'elle considère, l'une et l'autre, comme la route des Indes.

Actuellement, sauf la côte brûlée du Hedjaz dont les traités

garantissent l'indépendance, mais où l'Angleterre exerce une influence prépondérante, tout le littoral oriental de la Mer Rouge et celui de l'Océan Indien, depuis Aden jusqu'à Singapour, en suivant les sinuosités du golfe Persique, est anglais ou sous le contrôle anglais. L'Océan Indien est, ou peu s'en faut, un lac britannique. Comment s'étonner qu'avec une persévérance toujours en éveil, le cabinet de Londres ait mis à profit toutes les vicissitudes de l'histoire contemporaine pour arriver à ses fins et mettre la main sur le canal de Suez? La guerre, dès que la Turquie y fut entrée, lui apparut comme l'occasion souhaitée. Le 18 décembre 1914, le protectorat britannique sur l'Égypte est proclamé ; l'armée anglaise prépare la défense du canal; en 1915, on se bat sur ses rives et peu s'en faut que les Turcs ne pénètrent en Égypte ; plus tard, l'offensive du général Allenby franchit le canal et pénètre en Palestine.

Le canal de Suez est régi, au point de vue du droit international, par la convention de Constantinople du 29 octobre 1888. Le canal « sera toujours libre et ouvert, en temps de guerre comme en temps de paix, à tout navire de commerce ou de guerre, sans distinction de pavillon, » dit l'article premier; les articles suivants réglementent le passage des navires de guerre belligérants. Mais à qui appartient la police du canal ? D'après l'article 9, d'abord au Gouvernement égyptien qui « prendra, dans la limite de ses pouvoirs..., les mesures nécessaires pour faire respecter l'exécution dudit traité; » mais « dans le cas où le Gouvernement égyptien ne disposerait pas de moyens suffisants, il devra faire appel au Gouvernement impérial ottoman, lequel prendra les mesures nécessaires pour répondre à cet appel, en donnera avis aux autres Puissances signataires de la Déclaration de Londres, du 17 mars 1885, et au besoin se concertera avec elles à ce sujet. » De même est reconnu au Sultan de Constantinople comme au Khédive le droit de prendre des mesures « pour assurer par leurs propres forces la défense de l'Égypte et le maintien de l'ordre public. » Dans le cas où ils seraient obligés de prendre des mesures militaires à cet effet, deviendraient nuls les articles qui interdisent le séjour prolongé de navires de guerre dans le canal, le débarquement de troupes, de munitions, et qui donnent aux Puissances signataires de la Convention le droit de veiller à son exécution. Enfin, l'article 12 qui stipule qu'aucune Puissance « ne devra chercher

d'avantages territoriaux ou commerciaux, ni de privilèges, dans les arrangements internationaux qui pourront intervenir par rapport au canal, » réserve formellement « les droits de la Turquie comme Puissance territoriale. » Or, le traité de Sèvres, que vient de signer la Turquie, dans son article 109, s'exprime ainsi : « La Turquie renonce en faveur de la Grande-Bretagne aux pouvoirs conférés à S. M. impériale le Sultan par la convention signée à Constantinople le 29 octobre 1888, relativement à la libre navigation du canal de Suez. » Ainsi, tant comme exerçant le protectorat sur l'Égypte que comme substituée aux droits du Sultan, l'Angleterre acquiert la souveraineté territoriale sur le canal de Suez, le droit de l'occuper militairement, de le fortifier. La liberté de la navigation, si une nouvelle convention internationale n'intervient pas, ne sera plus qu'une vaine formule, qu'un droit théorique dont l'exercice sera soumis aux convenances de l'Amirauté. C'est là un avantage d'une immense portée politique et économique qui, à lui seul, constitue une compensation de haute valeur aux sacrifices faits par le peuple anglais durant cette guerre.

Pour protéger une si précieuse conquête, l'État-major britannique a exigé que la Palestine, y compris les ports de Jaffa, Caïffa et Saint-Jean-d'Acre, fût mise sous le contrôle de l'Empire britannique pour servir de tête de pont au delà du canal et permettre d'établir des communications par terre avec le Golfe Persique et l'Inde. La convention de 1916, dont nous avons eu déjà l'occasion de parler ici (1), reconnaissait à la Russie impériale le droit d'occuper et de garder Constantinople et les Détroits, et d'organiser une Arménie sous sa protection. L'Angleterre se contentait d'annexer Chypre le 5 novembre 1914. Elle payait, non sans regrets, de sa renonciation à la route de la Mer Noire et à une tradition politique séculaire, la reconnaissance par la France et la Russie de la domination anglaise sur le canal, la Palestine et la Mésopotamie. Elle gardait cependant deux routes de l'Inde, la route maritime par Suez, la route de terre de Caïffa à Bassorah et Bagdad. Mais la présence de la France en Syrie à Damas, Alep, Alexandrette et Mossoul, prévue par la même convention, inquiétait le vieil esprit impérialiste et dès lors commençait la campagne contre l'influence française en Syrie.

(1) Voyez la *Revue* du 1er septembre 1919.

La catastrophe de l'Empire russe par la Révolution vint tout à coup changer, au bénéfice de l'Angleterre, les perspectives ouvertes à son activité; la route de Constantinople, non seulement n'était pas perdue, mais la succession de la Russie en Asie s'ouvrait; c'était pour l'Angleterre une première victoire. Sa politique militaire et diplomatique rebondit et va de l'avant. Dès lors, en attaquant et en poussant vigoureusement les armées turques, elle est assurée de ne plus travailler pour le Tsar; elle se hâte de préparer la campagne de 1918, qui se termine par la capitulation de la Turquie. L'ivresse d'un triomphe inespéré s'empare des cerveaux anglais et c'est la vieille politique antirusse de l'India-Office qui l'emporte avec lord Curzon. Il semblait à cet éminent homme d'État qu'absorber la succession entière de l'Empire ottoman, avec une partie de celle de la Russie, était nécessaire pour la défense des avancées de l'Inde. La route de Suez comme celle de Constantinople seraient ainsi à la disposition de l'Empire britannique. Il ne s'agissait plus, cette fois, d'une simple politique des ports et des détroits, mais d'un grand système d'hégémonie continentale. Les vraies frontières géographiques et politiques de l'Inde seraient ainsi les déserts du Turkestan, la Caspienne, le Caucase, la Mer Noire et les Détroits de Constantinople; l'enclave française de Syrie devrait disparaître. Ainsi l'Angleterre reviendrait au vieux programme politique de Palmerston et de Disraeli.

Les conséquences de cette grandiose illusion ont été déplorables. L'Angleterre a cru d'abord que la Turquie allait devenir une nouvelle Égypte et le Sultan un autre Khédive ; elle a négligé de la désarmer, elle a tardé à constituer les nationalités non turques auxquelles la victoire des Alliés était apparue comme une résurrection, et, pour dégoûter la France de son rôle historique en Syrie, elle a suscité contre elle le nationalisme arabe et le prince Feyçal. Il en est résulté que le nationalisme turc trouva toutes facilités pour s'armer et s'organiser et qu'il est devenu un danger pour l'Angleterre, pour la France, et pour tous les peuples chrétiens du Levant. En même temps, la Russie des Soviets reprenait en Asie une politique aussi nationaliste et plus énergiquement conquérante que celle des Tsars. L'abandon de Bakou fut une première déconvenue; ensuite nous avons vu l'évacuation de Batoum ; enfin l'invasion de la Perse par les armées soviétiques. La suprématie britannique dans la Caspienne

et en Transcaucasie n'est plus qu'un souvenir. Les Indes, l'Afghanistan et même l'Égypte s'agitent (1). L'Angleterre s'est aperçu un peu tard qu'elle n'avait pas en Orient des forces militaires proportionnées à l'ampleur de ses desseins politiques; il fallut abandonner précipitamment les grandes ambitions continentales pour parer au plus pressé, et s'en tenir à une politique des ports; il ne s'agit plus que d'assurer à l'Empire britannique la haute main sur les Détroits des Dardanelles et du Bosphore et la suprématie commerciale dans la Mer Noire.

L'expérience prouvait qu'en face du nationalisme turc insurgé, armé et appuyé par l'offensive des bolchévistes, il fallait à l'Angleterre un « soldat continental. » Avec un sens merveilleux de l'occasion à saisir, M. Vénizélos offrit son pays et ses forces militaires; déjà, en plusieurs circonstances, il avait insisté pour qu'on se servît de son armée qui a peu souffert dans la Grande Guerre et qu'il tenait toujours prête à entrer en campagne en Anatolie ou en Thrace. Le traité de Sèvres allait dépasser ses espérances, donner gain de cause à toutes les revendications helléniques et établir la Grèce à quelques kilomètres de Constantinople; le grand homme d'État comprit que pour que son pays fût à la hauteur d'une si haute fortune, il lui fallait la mériter par la valeur de ses services; peut-être, ainsi, se préparerait-il, pour l'avenir, d'autres succès encore, et de plus éclatants. L'offre du gouvernement hellénique agréait aux Alliés dans l'embarras, et particulièrement à l'Angleterre, car la Grèce nouvelle est formée surtout de côtes et d'îles qui n'ont d'autre lien entre elles que la mer; comme l'ancienne confédération d'Athènes, elle a son centre à Délos; elle est par conséquent dans l'étroite dépendance de la grande Puissance maîtresse des mers. Le soldat grec fut donc agréé et entra aussitôt en campagne avec succès.

Le secret des conférences d'où est sorti le traité de Sèvres a été bien gardé, mais nous serions surpris si ce n'était pas un plénipotentiaire anglais qui ait insisté pour que toute la Thrace et Smyrne fussent attribuées à la Grèce, et nous aimons à croire qu'il s'est trouvé un Français pour faire remarquer que les solutions adoptées préparaient pour l'avenir de la Grèce un danger, dans la mesure même où elles constituent un défi au nationa-

(1) Voyez notre article du 15 avril 1920 : *l'Offensive de l'Asie.*

lisme turc et une provocation aux Slaves qu'elles écartent de la Méditerranée. Le jour où renaîtra une Russie, constituée sous quelque forme que ce soit, son premier souci sera de réclamer « les clefs de sa maison » et d'ameuter les Slaves des Balkans pour la défense de ses intérêts qu'elle regarde comme des droits. A chaque page du traité, la marque de l'empirisme britannique se révèle; il n'a pas voulu prévoir l'avenir; il n'a considéré que le danger actuel, la menace de Mustapha Kemal, qu'il fallait éloigner de la Marmara, de Constantinople et des Détroits.

La combinaison n'était pas solide. La mort du roi Alexandre, les élections grecques, suivies de la chute de M. Vénizélos, et le rétablissement du roi Constantin sur le trône sont plus qu'il n'en faut pour la jeter bas. Les territoires que l'Entente avait confiés à M. Vénizélos, elle n'aura pas la naïveté de les abandonner au beau-frère de Guillaume II, pas plus d'ailleurs qu'à son neveu, si Constantin venait à abdiquer. Le peuple grec veut la démobilisation, la paix et l'allègement des charges financières et militaires du royaume ! Le traité de Sèvres, n'étant pas ratifié, peut être amendé. Il n'est même pas nécessaire de créer le précédent dangereux de reviser un traité à peine signé; il suffit de procéder aux aménagements rendus indispensables par des circonstances nouvelles. La Grèce a signifié par son vote qu'elle ne peut pas remplir le rôle trop lourd qui lui a été confié; les Puissances victorieuses ont notifié à Constantin qu'elles n'ont pas confiance en lui pour une telle mission; il reste à disposer des provinces qui avaient été attribuées à la Grèce. La Thrace ne peut être rendue aujourd'hui à la Turquie, pas plus qu'à la Bulgarie; elle devrait donc être mise, comme un bien en litige, à la Caisse des dépôts et consignations, qui s'appelle en politique la Société des nations; elle l'administrerait pendant quinze ans, au terme desquels on s'efforcerait de donner satisfaction au vœu des populations. Pour Smyrne, la solution est encore plus simple; le traité y maintient la souveraineté théorique du Sultan; l'usufruitier désigné n'étant plus qualifié pour remplir son mandat, le nu-propriétaire redevient usufruitier avec l'assistance des Puissances signataires. De toute façon l'expédient par lequel la politique britannique avait fait face au danger du nationalisme turc s'est révélé insuffisant; il faut qu'en plein accord les Puissances signataires du traité cherchent une autre solution; on ne

la trouvera que dans l'esprit de celle dont nous venons d'esquisser les grandes lignes.

Le traité pose en principe que les Dardanelles, la Marmara et le Bosphore sont ouverts en tout temps à tous les navires de commerce ou de guerre. La Mer Noire, où jusqu'ici pouvaient naviguer seulement les vaisseaux de guerre des États riverains, puisque les autres n'avaient pas la possibilité de franchir les Détroits, se trouve maintenant ouverte à toutes les escadres; le résultat est qu'en fait, c'est la Puissance maîtresse des mers qui devient la vraie maîtresse des Détroits et qui contrôle la Mer Noire. Le Sultan étant maintenu à Constantinople, il est facile d'exercer sur son gouvernement une pression politique par des moyens navals.

Sans doute, le traité entoure de précautions le passage des Dardanelles et du Bosphore. Le contrôle sur les Détroits et les côtes avoisinantes appartient à une Commission où viendront siéger, avec deux voix, les représentants des États-Unis (éventuellement), de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, du Japon, de la Russie (quand elle fera partie de la Société des Nations) et, avec une voix, ceux de la Roumanie, de la Grèce, de la Bulgarie (quand elle sera agréée dans la Société des Nations), et de la Turquie. Aucun acte d'hostilité ne devra être commis dans la zone des Détroits, sauf le cas d'exécution d'une décision du Conseil de la Société des Nations. La Commission disposera d'un corps de troupes de police pour faciliter l'exécution des tâches qui lui seront confiées. Mais comment ces précautions ne deviendraient-elles pas illusoires le jour où un intérêt important viendrait à tenter la Puissance qui possède le pouvoir sur mer?

Si l'on juge du proche avenir par un récent passé, on peut craindre que les représentants de l'Angleterre à Constantinople ne s'appliquent d'abord à éliminer l'influence française, historiquement, moralement et économiquement si forte à Constantinople. Le récit des procédés de toute nature par lesquels les agents britanniques, depuis les plus élevés jusqu'aux moindres, — sauf quelques exceptions, — ont cherché et souvent réussi à discréditer l'influence de la France, remplirait un volume. Les moindres traits n'en seraient pas cette « entrée » à grand orchestre des troupes anglaises dans Constantinople, où, depuis plus d'un an, elles étaient installées avec les autres garnisons

alliées et où le général Franchet d'Esperey, commandant en chef les forces internationales, avait son quartier général; ni l'arrestation, un beau matin, sur l'ordre d'un général anglais chargé de la police, des principaux personnages turcs connus comme amis de la France. L'on se demande s'il n'aurait pas été plus simple, — comme nous le préconisions ici le 1er septembre 1919 en un temps où l'on espérait que les États-Unis ne failliraient pas au devoir d'assister les nationalités émancipées, — de ne laisser aux Turcs qu'une indépendance contrôlée et assistée.. La politique des ports implique la mainmise sur les Détroits. Mais les Puissances n'accepteront pas que Constantinople devienne en fait, derrière un paravent international, un port anglo-hellénique.

Dans la réponse que les Alliés ont adressée de Spa, à la date du 16 juillet, au gouvernement turc, et dont la rédaction est visiblement une œuvre anglaise, il est dit que le régime prévu pour Smyrne est « analogue à celui de Dantzig. » Le commerce de toute la région, turque ou grecque, aura là son débouché; il y trouvera aussi des maisons anglaises et des bateaux anglais. En attribuant à la nouvelle Grèce, Smyrne, Salonique, Dédéagatch, Rodosto, Midia, etc..., c'est-à-dire beaucoup plus de ports que son commerce n'en pourrait faire vivre, on prépare, tout autour de la Mer Egée, des « Dantzig; » la souveraineté sera grecque, mais les affaires seront anglaises. A Salonique, avant la guerre, les Anglais ne s'intéressaient qu'à un très petit nombre d'entreprises; après avoir tout fait pour n'y pas rester pendant la guerre, ils y prennent pied aujourd'hui; tabacs, chutes d'eau, chemins de fer, des sociétés anglo-helléniques étudient toutes les affaires. La France, qui avait à Salonique une situation prépondérante, s'efface et s'en va; avec elle émigrent les grandes maisons juives de Salonique plutôt que de végéter sous un régime grec. Est-ce pour cela que nous avons sauvé l'Entente, sauvé notamment l'Égypte de l'invasion turco-allemande, et finalement gagné la guerre, en envoyant et en maintenant, envers et contre tout, nos magnifiques soldats à Salonique?

V

Le Danube est un prolongement de la Mer Noire, une longue voie navigable qui s'enfonce jusqu'à Budapest et à

Vienne, jusqu'en Bavière, et qui communique avec le Rhin par un canal. Cette ligne d'eau, qui coupe en diagonale tout le continent et trace un chemin direct de Londres à Constantinople, intéresse au plus haut degré la politique de Londres.

Les traités de Versailles, de Saint-Germain-en-Laye et de Trianon déclarent le Danube « international depuis Ulm » et prévoient un même régime pour le canal à grandes sections Rhin-Danube, au cas où il serait réalisé. Par le désir d'obtenir le libre usage et le contrôle de cette grande voie trans-européenne, s'expliquent certains aspects de la politique anglaise et, par suite, de celle des Alliés. Autant qu'on peut se rendre compte des directives générales d'une politique où l'instinct et les initiatives personnelles tiennent une si grande place, l'Angleterre a cru qu'il était de son intérêt de paralyser le développement de toute grande Puissance capable de maîtriser le cours du Danube et d'en accaparer la navigation. De même que la Pologne, et plus encore qu'elle, la Roumanie a été victime de procédés peu bienveillants de la part du Conseil suprême ; l'initiative de ces mesures, la responsabilité du langage qui fut parfois tenu au cabinet de Bucarest, qui cependant servait les intérêts des Alliés, appartient surtout aux plénipotentiaires britanniques, même quand les textes étaient signés Clemenceau. La Roumanie est coupable de recéler dans ses flancs beaucoup de pétrole que l'Amérique et l'Angleterre convoitent et se disputent. On les a vues, chacune pour son compte, exercer sur le Gouvernement roumain une sorte de pression. M. Hoover, grand « vivrier » de l'Europe, cherchait à favoriser les trusts américains en menaçant la Roumanie de la famine, tandis que les Anglais lui laissaient entendre que la Transylvanie pourrait être rendue aux Magyars.

Sévère aux Roumains, nos alliés, l'Angleterre réservait ses faveurs aux Hongrois, ennemis de l'Entente, qui portent avec les Allemands les plus lourdes responsabilités dans les origines et la longue durée de la Grande Guerre. Comme un symbole destiné à montrer de loin que le Danube est un prolongement de la mer et donc justiciable de la Puissance maîtresse des mers, l'amiral Troubridge, de la marine britannique, s'installait à Budapest et y développait une politique opposée aux directives du Conseil suprême ; elle tendait à restaurer un Habsbourg sur le trône de saint Étienne et à faire de nouveau de la Hongrie,

aux dépens de nos amis et alliés roumains, tchéco-slovaques et yougo-slaves, le centre d'attraction économique et politique de tout le bassin moyen du Danube. Quand il s'est agi de désigner le lieu où siégerait la nouvelle commission du Danube, — l'ancienne siégeait à Galatz, — la Conférence hésitait entre trois villes alliées : une ville roumaine, Belgrade ou le port tchèque de Presbourg. Les Anglais insistèrent pour Budapest. La question n'est pas encore tranchée.

A Vienne, comme à Budapest, les représentants militaires et civils de l'Angleterre ont suivi avec scepticisme les efforts de la France pour faire vivre une petite Autriche indépendante et une Hongrie dégagée de l'influence allemande; ils paraissaient moins préoccupés de prévenir une nouvelle poussée du germanisme dans le bassin du Danube, ou de consolider les nouveaux États nés de la victoire de l'Entente, que d'assurer à leur pays une clientèle politique et commerciale; ils ne décourageaient ni les réclamations des Allemands de Bohême, ni les menées des Magyars en Slovaquie et en Transylvanie. S'ils favorisent la reprise des échanges entre les nouveaux États issus de la dislocation de l'Empire dualiste, c'est dans un intérêt avant tout commercial, et c'est en s'associant aux Allemands et aux Magyars qu'ils travaillent à développer leurs affaires dans le bassin du Danube. Un trust anglais, soutenu par les principales banques, s'est constitué à cet effet. La navigation intérieure attire d'abord son attention. Les traités de Saint-Germain et de Trianon obligent l'Autriche et la Hongrie à céder aux vainqueurs une partie de leur batellerie fluviale dans une proportion qui sera déterminée par l'arbitrage des États-Unis. Le trust anglais n'attend pas cette échéance; il négocie avec la « Société sud-allemande de navigation à vapeur » l'achat, moyennant 63 000 livres sterling, de toutes ses installations à Vienne, Budapest, Linz, Ratisbonne; trois autres Compagnies sont devenues la propriété du syndicat britannique ou sont contrôlées par lui. Ainsi se révèle un grand dessein d'expansion commerciale par la navigation intérieure.

Le Danube, par les canaux, nous ramène au Rhin. Nous avons achevé ainsi le tour des côtes d'Europe, avec leurs ports, leurs détroits, leurs grands fleuves. Au terme de ce périple, nous craignons d'avoir donné, par l'accumulation des faits et l'analyse

des intentions, l'impression qu'il existe un système coordonné et complet de politique britannique. Il est très délicat de caractériser une politique essentiellement mobile et fluctuante qui se plie aux événements quotidiens pour en profiter plutôt qu'elle ne cherche à les préparer ou à les prévenir, qui ne se pique pas de logique et ne s'offusque pas des contradictions. La définir, c'est la fixer, donc la fausser. Elle trouve son unité dans un sentiment instinctif et traditionnel, mais parfois mal adapté aux situations nouvelles, de l'intérêt de l'État et de l'Empire. Il serait également téméraire et contraire à la réalité psychologique de conclure, même d'un grand nombre de faits, à une politique volontairement et sciemment opposée à celle de la France. On comprendra mieux, lorsque nous aurons exposé les nécessités permanentes de la politique française, pourquoi si souvent l'antinomie éclate là où les intelligences et les cœurs voudraient voir fleurir l'harmonie.

Si toutefois l'on voulait résumer et condenser en formules forcément trop rigoureuses les observations que nous avons rassemblées, voici ce que l'on pourrait dire : la guerre qui a bouleversé l'Europe et cruellement martyrisé les peuples, la révolution qui a détruit la Russie, l'affranchissement des nationalités qui a fait craquer l'armature des vieilles monarchies, sont apparus d'abord à l'Angleterre, pour qui la navigation et le commerce sont une condition indispensable de sa vie nationale, comme une occasion inespérée de saisir et d'organiser à son profit des débouchés commerciaux dans la mer du Nord, la Baltique, la Méditerranée, la Mer Noire. Les dirigeants de l'Empire ont regardé le continent comme une énorme réserve, indéfiniment renouvelée par le travail, des denrées et des matières premières nécessaires à l'appétit des hommes et des machines, et comme un gigantesque marché capable d'absorber les produits de l'industrie nationale. Le cours des changes offre à l'Angleterre des avantages temporaires dont elle se sert pour acquérir partout, mais surtout dans les ports et sur les côtes, des terrains, des magasins, des usines, des « valeurs » de toute nature. Il est utile à la prospérité du Royaume-Uni qu'aucun État puissant ne se reconstitue sur les ruines de l'Europe centrale et orientale, tout grand État pouvant devenir un concurrent et mettre lui-même en valeur les produits de son sol et de son sous-sol. Ce qu'on a appelé la « balkanisation » de l'Europe a semblé un avantage

pour la politique britannique. Il ne faut dès lors chercher, dans les directives du cabinet de Londres, aucune idée constructive, aucun plan pour rebâtir ce que la guerre a abattu ; tout est ramené à l'étiage de l'intérêt anglais immédiat. On tiendra la main à ce que ni la Russie ni l'Allemagne ne se reconstituent assez vite pour redevenir menaçantes, l'une pour l'Empire britannique d'Asie, l'autre pour sa suprématie navale et économique. Il est bon de veiller aussi à ce que la France, qui s'est couverte de gloire pendant la guerre et qui a sauvé l'Empire britannique, ne soit pas trop tentée de poursuivre de trop vastes entreprises commerciales, industrielles, financières, qui assureraient son indépendance économique à l'égard de la Grande-Bretagne. Il est prudent de la laisser en face d'un péril allemand qui lui rappelle qu'elle a besoin de l'amitié britannique. Ainsi l'Angleterre sera partout présente en Europe, ses intérêts mêlés à tous les intérêts des autres États, et il s'établira une solidarité des affaires qui assurera la paix plus sûrement que les armées et la Société des Nations... Telle est l'ample combinaison, simple dans sa conception, compliquée dans sa réalisation, que l'Empire britannique, victorieux par son effort associé à celui des autres Puissances alliées, travaille à mettre sur pied à son bénéfice.

René Pinon.

(A suivre.)

AU TEMPS DE L'INNOCENCE

DERNIÈRE PARTIE (1)

XXX

Ce soir-là, quand Archer descendit, il ne trouva personne au salon. Il devait dîner seul avec sa femme ; toutes les sorties du soir avaient été suspendues depuis la maladie de Mrs Manson Mingott, et il fut surpris que May, si exacte, ne l'eût pas devancé.

Elle apparut enfin, en robe décolletée étroitement lacée : le protocole de leur monde exigeait la grande toilette, même en famille. Pas une coque ne manquait aux rouleaux compliqués de ses cheveux blonds. Mais Archer lui trouva le teint pâle et les traits tirés.

— Qu'êtes-vous devenu ? demanda-t-elle. Je vous ai attendu chez grand'mère. Ellen est arrivée seule, disant qu'elle vous avait laissé en route, que vous aviez dû courir à vos affaires. Rien de fâcheux ?

— Non ; quelques lettres à expédier.

— Je regrette bien que vous ne soyez pas venu chez grand'mère ; sans doute ces lettres étaient urgentes ?

— Oui, fit-il, gêné par cette insistance.

C'est vrai qu'il avait promis, le matin, d'aller retrouver May chez sa grand'mère. Cela l'irritait qu'un si léger manquement

Copyright by Edith Wharton, 1921.

(1) Voyez la *Revue* des 15 novembre, 1er et 15 décembre 1920, 1er et 15 janvier 1921.

fût relevé contre lui après deux ans de mariage. Il était las de vivre dans la fiction d'une lune de miel qui avait les exigences de la passion sans en avoir la chaleur.

Pendant le dîner, May lui apprit la nouvelle qui courait New-York. On disait que les Beaufort ne quittaient pas la ville, que Beaufort allait entrer dans une affaire d'assurances. Un tel aplomb passait toute imagination. Puis la conversation tourna dans l'étroit cercle habituel; mais Archer remarqua que sa femme ne fit aucune allusion à Mme Olenska, ni à l'accueil qu'avait fait à celle-ci la vieille Catherine. Ce silence ne laissait pas d'avoir quelque chose d'inquiétant.

Dans la bibliothèque, Archer alluma une cigarette et ouvrit un livre, tandis que May prenait son panier à ouvrage, et, approchant un fauteuil de la lampe voilée de vert, découvrait un coussin qu'elle brodait pour Newland. Elle n'était pas trop habile ouvrière : ses grandes mains fortes étaient faites pour tenir les guides ou la rame. Mais toutes les femmes brodant des coussins pour leurs maris, elle n'aurait pas manqué à cet acte de dévotion conjugale.

Archer, quand il levait les yeux, la voyait penchée sur son métier. Ses manches courtes, bordées de ruches, découvraient ses bras ronds et fermes; le saphir de ses fiançailles brillait à sa main gauche, au-dessus de sa large alliance d'or, et l'autre main perçait lentement et laborieusement le canevas. En la voyant assise ainsi, sous la lampe, Archer se disait avec une sorte de découragement qu'il saurait toujours toutes les pensées que recélait ce front pur; que jamais, au cours des années à venir, elle ne le surprendrait par une fantaisie, une idée nouvelle, une faiblesse, une violence ou une émotion. Pendant leurs courtes fiançailles, elle avait épuisé tout ce qu'il y avait en elle de poétique et de romanesque. Maintenant, May mûrissait tranquillement, en une exacte reproduction de sa mère; et mystérieusement, et par suite du même développement, elle tendait à faire de lui un second Mr Welland. Il posa son livre et se leva. Elle redressa la tête.

— Qu'y a-t-il?

— On étouffe ici. J'ai besoin d'air.

Il ouvrit les rideaux, releva le châssis à guillotine, et se pencha sur la nuit glacée. Ne plus voir May, assise près de la table, sous la lampe; apercevoir d'autres existences en dehors

de la sienne, d'autres villes au delà de New-York, et tout un monde au delà de son monde, cela le soulageait ; l'air en devenait plus respirable. Il resta quelques minutes ainsi, accoudé dans l'obscurité. Puis il entendit May qui appelait.

— Newland! Fermez la fenêtre ; vous allez mourir de froid.

Il baissa le carreau et se retourna.

« Mourir de froid? pensa-t-il; mais ne suis-je pas déjà mort? n'y a-t-il pas des mois et des mois que ma vie est pareille à la mort? »

Une semaine se passa. Archer n'entendait plus parler de Mme Olenska, et il se rendait compte que le nom de la jeune femme ne serait prononcé devant lui par aucun membre de la famille. Il ne faisait rien pour essayer de la voir. Une résolution germait en lui depuis qu'il s'était penché à la fenêtre de sa bibliothèque dans la nuit glacée. La force grandissante de cette résolution lui donnait du calme pour supporter l'attente.

Enfin, Mrs Manson Mingott lui fit dire qu'elle souhaitait le voir. Son cœur battait violemment quand il sonna chez la vieille Mrs Mingott. Il était là, sur les marches du seuil : derrière la porte, derrière les rideaux du boudoir de damas jaune, la comtesse Olenska l'attendait sûrement. Dans un moment, il la verrait; il pourrait lui parler, avant d'être introduit dans la chambre de la malade. Il voulait seulement lui poser une question ; après, il savait ce qu'il aurait à faire... Quelle ne fut pas sa déception, quand il ne trouva que la mulâtresse qui l'introduisit auprès de la vieille Catherine!

L'aïeule était assise dans un vaste fauteuil près de son lit; à côté d'elle, un guéridon d'acajou portait une lampe de bronze au globe gravé, voilé sous un papier vert. Archer ne remarqua sur son visage aucune trace de la récente attaque. Elle était seulement plus pâle, avec des ombres plus noires dans les plis de son visage trop gras. Dans son bonnet tuyauté, attaché par un nœud empesé entre ses deux premiers mentons, le fichu de mousseline croisé sur les vagues de sa robe de chambre violette, on aurait pu la prendre pour le portrait de quelque aïeule bienveillante et avisée, gonflée outre mesure par les plaisirs gastronomiques.

Elle tendit à Archer une des petites mains qui étaient nichées sur ses larges genoux comme des souris blanches.

— Sapho, dit-elle à la femme de chambre, ne laissez entrer personne. Si mes filles me demandent, dites que je dors.

La mulâtresse disparut et la vieille dame se retourna vers son petit-fils.

— Mon cher, suis-je tout à fait affreuse à voir? demanda-t-elle gaîment, en ramenant sur le promontoire de sa poitrine les plis de batiste. Mes filles disent que ça n'a pas d'importance à mon âge, comme si la laideur n'était pas pire à mesure qu'elle devient plus difficile à cacher!

— Ma chère grand'mère, vous êtes mieux que jamais, répondit Archer sur le même ton d'empressement, mieux que personne...

La vieille dame renversa la tête en riant.

— Excepté Ellen! s'amusa-t-elle à dire, en clignant des yeux malicieusement; et avant qu'il pût répondre, elle ajouta : — Elle était donc bien belle, le jour où tu as été la chercher à la gare? Est-ce parce que tu le lui as dit qu'elle a dû te déposer en route? De mon temps, les jeunes gens ne quittaient ainsi les jolies femmes que si elles les y obligeaient... Quel malheur qu'elle ne se soit pas mariée avec toi! Je le lui ai répété cent fois...

Archer se demanda si la maladie avait affaibli les facultés de la vieille dame; mais déjà elle continuait :

— Eh! bien, j'ai tout arrangé : Ellen va rester avec moi : la famille dira ce qu'elle voudra. Tu as su comme ils étaient tous après moi, Lovell et Letterblair et Augusta Welland : ils voulaient que je lui coupe les vivres : histoire de lui dicter sa conduite. Ils ont cru m'avoir décidée quand je ne sais quel secrétaire est arrivé avec les dernières propositions du mari. Le gaillard se montrait généreux. Et après tout, le mariage est le mariage, l'argent est l'argent : je ne savais que répondre.

Elle s'arrêta court, respirant longuement, comme si de parler lui était devenu un effort.

— Mais aussitôt que j'ai revu Ellen, j'ai dit : « Toi, mon joli oiseau, t'enfermer encore dans cette cage conjugale? Jamais! » Et maintenant, c'est arrangé; elle va rester ici pour soigner sa grand'mère tant qu'il y aura une grand'mère à soigner.

Le jeune homme écoutait, les veines brûlantes. Dans la confusion de son esprit, il savait à peine si la nouvelle lui causait de la joie ou du chagrin. Il s'était si bien résolu à un autre

parti, qu'il ne pouvait ajuster ses pensées à celui-ci. Mais peu à peu, un repos délicieux l'envahit. Les difficultés s'éloignaient, miraculeusement. Ellen avait consenti à venir vivre avec sa grand'mère; c'était donc qu'elle s'avouait ne pouvoir renoncer à lui. C'était sa réponse à l'appel suprême de l'autre jour. Si elle ne voulait pas faire le dernier pas, elle cédait pourtant à demi. Il s'abandonnait à cette pensée avec le soulagement d'un homme qui a été prêt à tout risquer, et goûte soudain la dangereuse douceur de la sécurité...

— Elle n'aurait pas pu retourner auprès de son mari, c'était impossible! s'écria-t-il.

— Ah! mon cher, j'ai toujours su que tu étais pour elle, et c'est pourquoi je t'ai fait venir. Car tu vois, — elle redressa la tête autant que le lui permettaient ses doubles mentons, et le regarda en plein dans les yeux, — tu vois, nous aurons encore à combattre. A moi toute seule, je ne suis pas de force, il faut que tu viennes à mon aide..

— Moi? balbutia-t-il.

— Pourquoi pas? — Elle fixa sur lui des regards devenus soudain coupants comme des lames de couteau. Sa main quitta le bras de son fauteuil pour aller se poser sur celle du jeune homme, qu'elle agrippa de ses petits ongles pareils à des griffes d'oiseau. — Pourquoi pas? répéta-t-elle.

Archer, sous ce regard, reprit possession de lui-même.

— Chère grand'mère, vous pouvez très bien tenir contre eux tous, à vous toute seule; mais, si vous avez besoin de moi, je serai derrière vous.

— Alors nous voilà sauvés! soupira-t-elle; et, lui souriant avec toute son ancienne finesse, elle ajouta, calant sa tête sur ses oreillers : J'ai toujours pensé que tu serais avec nous; sais-tu pourquoi? C'est qu'ils ne prononcent jamais ton nom quand ils ressassent leur antienne au sujet du retour d'Ellen chez Olenski.

Il eut un sursaut : cette perspicacité l'effrayait. Il demanda :

— Quand pourrai-je voir Mme Olenska?

La vieille dame joua toute la pantomime de l'espièglerie.

— Pas aujourd'hui. Une de nous à la fois, s'il te plaît! Mme Olenska est sortie.

Il rougit. La déconvenue était cruelle. Mrs Mingott continua :

— Elle est sortie, mon enfant, sortie dans ma voiture, pour aller voir Regina Beaufort!

Elle s'arrêta, laissant cette déclaration produire tout son effet.

— Voilà où nous en sommes déjà! Le lendemain de son arrivée, elle a mis son plus beau chapeau, et m'a dit avec un parfait sang-froid qu'elle allait voir Regina Beaufort. J'ai répondu : « Je ne la connais plus! — C'est votre petite nièce, une femme malheureuse! — La femme d'un misérable! — Et moi donc? Cependant toute ma famille veut que je retourne chez mon mari. » Eh! bien, à cela je n'ai rien trouvé à répondre et je lui ai permis d'y aller. Aujourd'hui je lui ai même permis d'y aller dans ma voiture!... Après tout, Regina est une femme courageuse, et Ellen aussi : et j'aime le courage pardessus tout.

Archer se pencha et appuya ses lèvres sur la petite main qui tenait encore la sienne.

— Eh! Eh! Eh! Quelle main imagines-tu embrasser, jeune amoureux? Celle de ta femme, j'espère..., fit la vieille dame avec un gloussement moqueur; et comme il se levait pour partir, elle lui cria :

— Dis-lui les tendresses de sa grand'mère. Mais il vaut mieux ne pas lui parler de notre conversation.

XXXI

Archer était abasourdi de ce que lui avait appris la vieille Catherine.

Que Mme Olenska fût accourue à l'appel de sa grand'mère, c'était tout naturel, — mais qu'elle se décidât ainsi à rester chez Mrs Mingott, maintenant que celle-ci était presque remise, cela s'expliquait moins facilement.

Archer était sûr que les considérations matérielles n'étaient pour rien dans cette nouvelle résolution. Elle avait eu d'autres raisons. Ces raisons, il n'avait pas à les chercher bien loin. En revenant de la gare, Mme Olenska lui avait dit qu'ils devaient vivre séparés l'un de l'autre; mais elle le lui avait dit la tête sur sa poitrine. Il la savait incapable d'un calcul de coquetterie. Elle luttait contre son sort, comme il avait lutté contre le sien : elle s'attachait de toutes ses forces à la résolution de ne pas

trahir la confiance de May, de toute la famille. Mais dix jours s'étaient écoulés depuis son retour à New-York, et il n'avait fait aucune tentative pour la revoir. Avait-elle peut-être deviné qu'il méditait quelque projet désespéré? Redoutant sa propre faiblesse, n'avait-elle pas trouvé préférable d'accepter un compromis, et de rester à New-York?

Quant à Archer, à l'instant où il était arrivé chez Mrs Mingott, il était non seulement prêt à l'irrévocable, mais impatient de s'y jeter. Le cours nouveau des choses lui avait procuré un premier instant de détente; mais peu à peu il retrouvait toute sa répugnance pour la voie qui s'ouvrait devant lui. Cette voie, il la connaissait, pour l'avoir déjà parcourue; mais alors il était libre, il ne devait compte de ses actions à personne; il pouvait se prêter avec un détachement amusé au jeu clandestin de l'adultère. Maintenant, il apercevait sous un nouveau jour le rôle qui l'attendait. C'était le rôle de l'éternel mensonge : mensonge des sourires, des badinages, des gentillesses, mensonge de jour, mensonge de nuit, mensonge du regard, mensonge dans les caresses et mensonge même dans les querelles, mensonge de chaque parole et de chaque silence. Il y avait un temps pour la vie de garçon; la saison passée, il n'y fallait pas revenir. Bien sûr, Ellen Olenska n'était pas comme les autres femmes, ni lui comme les autres hommes : ils ne relevaient que de leur propre jugement. Oui, mais dans dix minutes il rentrerait chez lui, et là il retrouverait May, l'habitude de la vie congugale, l'honneur du foyer, toutes les convenances que lui et les siens avaient toujours respectées.

Au coin de sa rue, il hésita, puis continua à descendre la Cinquième Avenue.

Devant lui, dans la nuit d'hiver, se dressait une grande maison sombre. Que de fois l'avait-il vue flamboyante de lumières, la tente des galas s'avançant sur le perron, une double file de voitures alignée dans la rue! Là, dans le jardin d'hiver qui étendait sa masse noire sur la rue transversale, il avait pris à May son premier baiser : c'était là, sous les lustres de la salle de bal, qu'il l'avait vue apparaître, svelte et gracieuse comme une jeune Diane.

Maintenant, la maison était noire comme la tombe, sauf la petite lueur de gaz qui montait des cuisines, et la lumière qui brillait à une des fenêtres de l'étage supérieur, dont les volets

n'avaient pas été fermés. En arrivant au coin de la rue, Archer vit que la voiture arrêtée devant la porte était bien celle de Mrs Manson Mingott. Quelle aubaine pour Mr Sillerton Jackson, s'il était venu à passer! Archer avait été touché d'apprendre, par le récit de la vieille Catherine, l'attitude de Mme Olenska envers Mrs Beaufort; mais il savait assez quelle interprétation les salons et les cercles prêteraient aux visites de Mme Olenska chez sa cousine. Il s'arrêta et regarda la fenêtre éclairée. Sans doute les deux femmes étaient assises ensemble dans cette chambre...

Archer se trouvait presque seul dans la perspective nocturne de la Cinquième Avenue. A l'heure où tout le monde était rentré s'habiller pour le dîner, la sortie d'Ellen passerait probablement inaperçue : tant mieux, se disait-il. Comme cette pensée lui traversait l'esprit, la porte s'ouvrit pour laisser passer la jeune femme. Derrière elle, une faible lueur vacillait, portée par quelqu'un qui avait dû l'éclairer. Mme Olenska se retourna pour faire un geste d'adieu, puis descendit le perron.

— Ellen! appela Archer à voix basse.

Elle tressaillit : et, juste au même moment, il vit deux jeunes gens d'allure élégante qui s'approchaient. Il y avait pour Archer, dans leurs pardessus, dans la manière dont leurs foulards de soie se croisaient sur leurs cravates blanches, quelque chose de familier. Ce n'était pas encore l'heure d'aller dîner en ville, — mais Archer se rappela que les Reggie Chivers, à quelques pas de là, allaient en bande ce soir même au théâtre et donnaient à dîner de bonne heure. A la lumière du réverbère, Archer reconnut Lawrence Lefferts et un des jeunes Chivers.

Le désir un peu puéril qu'on ne reconnût pas Mme Olenska devant la porte des Beaufort, s'évanouit dès qu'il sentit la chaleur pénétrante de la main d'Ellen dans la sienne.

— Je vous verrai donc : nous serons ensemble! s'écria-t-il, sachant à peine ce qu'il disait.

— Ah! répondit-elle, grand'mère vous a dit?

Sans la quitter des yeux, Archer vit que Lefferts et Chivers avaient discrètement traversé. Lui-même avait souvent pratiqué ce genre de solidarité masculine. Non, il ne pourrait se résigner à cette vie de mensonge et de complicités.

— Dès demain, dit-il, j'ai besoin de vous voir quelque part où nous soyons seuls.

— Seuls, à New-York? Mais il n'y a ni églises ni monuments.

— Il y a le Musée, répliqua-t-il. A deux heures et demie, je vous attendrai à l'entrée principale.

Sans répondre, elle monta rapidement dans la voiture. En s'éloignant, elle se pencha à la portière : Archer devina un signe d'adieu dans l'obscurité. Il resta les yeux fixés dans la direction où elle disparaissait, en proie à un tumulte de sentiments contradictoires. Il lui semblait, non pas avoir parlé à la femme qu'il aimait, mais à une autre, à une femme envers laquelle il avait contracté la dette du plaisir, mais dont il était déjà fatigué. Écœuré de ce vocabulaire de rendez-vous, qui avait trop servi, « elle viendra, » se dit-il avec une sorte d'amertume.

Le lendemain, Archer et Ellen se retrouvèrent sur le seuil du Musée. Leurs pas retentirent dans le vide des longues galeries sonores : ils s'arrêtèrent dans la salle où la collection Cesnola moisit dans une solitude inviolée et firent mine de regarder les mouvements souples du corps si jeune sous les épaisses fourrures; l'aile de héron bien plantée dans la toque de loutre; la petite boucle de cheveux sombres aplatie sur chaque joue comme une vrille de vigne. Comme toujours, il s'absorbait dans la contemplation des ravissants détails qui faisaient que la jeune femme était elle et non pas une autre.

Ce fut elle qui demanda :

— Qu'aviez-vous à me dire qui fût si grave et si pressé?

— Ce que j'avais à vous dire? C'est qu'à mon avis, si vous êtes venue à New-York, c'est que vous aviez peur.

— Peur de quoi?

— Vous craigniez que je ne vinsse vous rejoindre à Washington.

Elle regarda son manchon, le retournant dans ses mains nerveuses.

— C'est vrai, dit-elle à demi-voix.

— Alors?

— Alors... ceci vaut mieux, n'est-ce pas? reprit-elle avec un long soupir. Nous ferons moins de mal aux autres. Après tout, n'est-ce pas ce que vous avez toujours voulu?

— Nous rencontrer ainsi, en nous cachant?... Mais c'est juste le contraire de ce que je veux! Cela me fait horreur.

— A moi aussi! s'écria-t-elle, avec un profond soupir de soulagement.

— Eh bien! alors, c'est à mon tour de demander : N'imaginez-vous pas pour nous un meilleur avenir?

Elle pencha la tête. Ses mains, dans le manchon, s'agitaient toujours. On s'approchait; un gardien à casquette galonnée traversa la salle avec le pas errant d'un fantôme dans une nécropole. Simultanément, Archer et Mme Olenska se mirent à examiner la vitrine qui leur faisait face. Quand le personnage eut disparu dans une perspective de momies et de sarcophages, Archer renouvela sa question.

Au lieu de répondre, Ellen murmura :

— J'ai promis à grand'mère de rester avec elle parce qu'il m'a semblé que j'étais ici moins en danger.

— Moins en danger de m'aimer? demanda-t-il.

Le profil de la jeune femme resta immobile, mais Archer vit une larme glisser de sa paupière et se prendre aux mailles de son voile.

— Moins en danger de faire un mal irréparable. Ne soyons pas comme tous les autres! protesta-t-elle.

— Les autres? Pourquoi serais-je différent des autres? N'ai-je pas les mêmes désirs? Ne suis-je pas brûlé des mêmes ardeurs?

Elle le regarda avec une sorte de terreur, et Archer vit une faible rougeur colorer son visage.

— Eh bien! j'irai chez vous une fois, et puis nous nous dirons adieu : je partirai, hasarda-t-elle tout à coup, d'une voix basse, mais nette.

Le sang monta au front du jeune homme. Il lui semblait tenir dans ses mains son propre cœur, comme une coupe trop pleine que le moindre geste ferait déborder.

— Vous partirez? Que voulez-vous dire?

— Je retournerai chez mon mari.

— Et vous croyez que jamais j'y consentirai?

Elle leva sur lui des yeux troublés.

— Qu'y a-t-il d'autre à faire? Je ne veux pas rester ici et mentir aux gens qui ont eu pitié de moi.

— Mais c'est justement pourquoi je demande que nous partions ensemble!

— Et que nous brisions leurs existences, quand ils m'ont aidée à refaire la mienne?

Archer se leva brusquement et la regarda avec un désespoir muet.

— Quand viendrez-vous? dit-il enfin.

Elle hésita :

— Après-demain.

— Je vous attendrai.

Ils restèrent les yeux dans les yeux, Archer sur le pâle visage d'Ellen lisait l'intense rayonnement intérieur. Alors, il comprit que jamais auparavant il n'avait de ses yeux vu l'amour.

Archer rentra seul à pied. La nuit tombait quand il arriva chez lui. Il regarda les objets familiers du hall comme de l'autre côté de la tombe. May était sortie en voiture après le déjeuner et n'était pas encore rentrée. Content d'être seul, il entra dans la bibliothèque et se laissa tomber dans son fauteuil. Il n'avait plus conscience du temps qui passait. Une sorte de stupeur l'envahissait. « Cela devait être... Cela devait être..., » se répétait-il. Ce qu'il avait rêvé était si différent !

La porte s'ouvrit et May entra.

— Je suis horriblement en retard. Vous n'étiez pas inquiet ? demanda-t-elle.

Il la regarda surpris :

— Est-ce qu'il est tard ?

— Sept heures passées. Je vous soupçonne d'avoir dormi.

Elle rit. Ayant retiré les épingles de son chapeau de velours, elle le jeta sur le canapé. Elle avait le visage à la fois plus pâle et plus animé que de coutume.

— Je suis allée voir grand'mère, et comme je partais, Ellen est rentrée. Alors je suis restée, et nous avons causé longuement. Il y avait des siècles que nous n'avions vraiment causé !... Elle a été délicieuse, tout à fait comme l'ancienne Ellen. Je crains de ne pas avoir été juste pour elle dernièrement. J'ai cru quelquefois...

Archer se leva et alla s'appuyer contre la cheminée hors du cercle lumineux de la lampe.

— Qu'est-ce que vous avez cru?...

— Peut-être ne l'ai-je pas toujours comprise. Elle est trop différente. Elle fréquente des gens si bizarres. On dirait qu'elle prend plaisir à se singulariser. Cela tient sans doute à la vie agitée qu'elle a menée dans cette société d'Europe ; nous devons lui paraître bien ennuyeux ! Mais je ne veux plus être injuste pour elle.

Elle s'arrêta un peu haletante d'avoir, contre son habitude, parlé si longtemps. Elle avait les lèvres entr'ouvertes, une sombre rougeur aux joues. Archer, en la regardant, se rappela le mystérieux éclat qui avait inondé son visage dans le jardin de la mission à Saint-Augustin. Il devina en elle le même effort secret pour atteindre quelque chose au delà de la portée habituelle de sa vision. « Elle déteste Ellen, pensa-t-il; elle essaie de dominer ce sentiment. » Cette pensée l'émut. May continua :

— Nous avons fait tout ce que nous avons pu pour Ellen; mais elle n'a jamais paru comprendre. Et maintenant, cette idée d'aller voir Mrs Beaufort, et surtout dans la voiture de grand'-mère! J'ai peur qu'elle se soit aliénée les van der Luyden.

— Ah! dit Archer avec un rire énervé.

La barrière qui les séparait s'était de nouveau dressée entre eux.

— Il est temps de nous habiller : nous dînons en ville, n'est-ce pas? demanda-t-il.

Elle se leva, mais ce fut pour jeter les bras autour du cou de son mari et presser sa joue contre la sienne.

— Vous ne m'avez pas embrassée aujourd'hui, dit-elle tendrement.

Et il la sentit trembler dans ses bras.

XXXII

— A la cour des Tuileries, disait Mr Sillerton Jackson, avec le sourire de ses réminiscences parisiennes, ces choses-là étaient assez ouvertement tolérées.

C'était le lendemain de la visite d'Archer au musée; on dînait dans la salle à manger lambrissée de noyer des van der Luyden. Ceux-ci, incapables de supporter les émotions d'un scandale, s'étaient réfugiés à Skuytercliff après la faillite de Beaufort. Mais on leur avait fait observer que leur présence à New-York était indispensable : n'étaient-ils pas les piliers de cette société ébranlée par la faillite?

— Vous devez à vos amis, leur disait Mrs Archer, de vous montrer à l'Opéra et même d'ouvrir vos salons. Il ne faut surtout pas, ma chère Louisa, laisser des gens comme Mrs Lemuel Struthers chausser les souliers de Regina; ce sont les occasions que saisissent les parvenus pour se pousser et prendre pied dans

le monde. C'est grâce à l'épidémie de varicelle de l'hiver dernier que les hommes mariés ont pu s'échapper pour aller chez Mrs Struthers pendant que les femmes soignaient leurs enfants. Vous, Louisa, et ce cher Henri, devez garder la place, comme vous l'avez toujours fait.

Mr et Mrs van der Luyden ne pouvaient rester sourds à cet appel. A contre-cœur, mais toujours héroïquement soumis au devoir, ils étaient rentrés en ville, avaient ôté leurs housses, envoyé leurs invitations pour deux dîners et une soirée.

Ce soir-là, Mr Sillerton Jackson, Mrs Archer, Newland et sa femme devaient aller avec eux à l'Opéra. On chantait *Faust* pour la première fois de l'hiver. Et comme rien ne se faisait sans cérémonie sous le toit des van der Luyden, malgré le petit nombre des invités, le repas avait commencé à sept heures pour que le nombre convenable de services pût se dérouler avec majesté avant le moment des cigares.

Archer était parti de bonne heure pour son bureau, où il avait été retenu. De l'autre côté de la table couverte d'œillets de Skuytercliff et d'argenterie massive, May lui sembla pâle et languissante. Mais ses yeux brillaient, et elle parlait avec une vivacité factice.

Le sujet qui avait provoqué le souvenir des Tuileries cher à Mr Sillerton Jackson avait été soulevé (non sans intention, pensa Archer) par Mrs van der Luyden. La faillite, ou plutôt l'attitude de Beaufort depuis la faillite, était un thème fructueux pour le moraliste de salon. Après avoir analysé et condamné cette attitude, Mrs van der Luyden tourna son regard hésitant vers May Archer.

— Est-il possible, ma chère, que ce qu'on m'a dit soit vrai? On prétend que la voiture de votre grand'mère Mingott a été vue devant la porte de Mrs Beaufort. Déjà Mrs van der Luyden n'appelait plus par son nom de baptême la complice du scandale.

May rougit.

— Je crains, dit Mr van der Luyden, que le bon cœur de Mme Olenska ne l'ait entraînée à commettre l'imprudence d'aller chez Mrs Beaufort.

— Ou son goût pour les gens tarés, ajouta sèchement Mrs Archer.

— Aux Tuileries, reprit Mr Sillerton (et tous les regards

attentifs se tournèrent vers lui), les principes étaient souvent des plus élastiques. Si vous demandiez d'où venait la fortune de Morny, ou qui payait les dettes de certaines beautés de la cour...

— Vous ne prétendez pas, j'espère, mon cher Sillerton, que nous prenions exemple ! dit Mrs Archer.

— Je ne prétends rien, répliqua Mr Jackson. Mais l'éducation étrangère qu'a reçue Mme Olenska peut l'avoir rendue moins scrupuleuse.

— En effet ! soupirèrent les deux dames d'âge.

— Tout de même ! faire stationner la voiture de sa grand'-mère à la porte d'un banqueroutier, protesta Mr van der Luyden. Archer devina que celui-ci se reprochait les bottes d'œillets qu'il avait envoyées à Mme Olenska.

Mrs van der Luyden ajouta :

— Si seulement elle avait demandé conseil...

— Ah ! voilà ce qu'elle n'a jamais fait ! reprit Mrs Archer.

A l'Opéra, comme le premier acte finissait, Archer quitta sa famille pour aller dans la loge du cercle. De là, par-dessus les épaules de divers Chivers, Mingott et Rushworth, il voyait la salle telle que deux ans auparavant, le soir de sa première rencontre avec Ellen Olenska. Il croyait qu'elle allait peut-être apparaître dans la loge des Mingott ; il l'attendait, les yeux fixés sur la loge, qui demeura vide. Tout à coup éclata le pur soprano de Mme Nilsson : — « M'ama, non m'ama. » Archer se tourna vers la scène où, dans le décor accoutumé de roses géantes et de pensées-essuie-plumes, la même opulente et blonde victime succombait aux artifices du même petit séducteur basané. Quittant la scène, les yeux d'Archer vinrent se poser sur la loge où May était assise entre deux dames plus âgées, exactement comme entre Mrs Lovell Mingott et la nouvelle arrivée, sa cousine étrangère, deux ans auparavant. Elle était, de même, tout en blanc et Archer reconnut le satin à reflets bleutés de sa robe de mariée.

C'était l'usage, dans le vieux New-York, que les jeunes femmes revêtissent ce somptueux ajustement pendant un an ou deux après leur mariage. Sa mère, Archer le savait, conservait sa robe de noces enveloppée de papier de soie, avec l'espoir que Janey la porterait peut-être un jour ; mais la pauvre Janey approchait d'un âge où il convient de se marier en popeline

gris perle, et sans demoiselles d'honneur. Archer fit la réflexion que May ne portait pas souvent cette toilette nuptiale, — et il se rappela la jeune fille qu'il avait contemplée deux ans auparavant avec un tel élan d'espérance.

La silhouette de May s'était un peu alourdie; mais l'élégance de son port et son expression pure et candide restaient les mêmes. Elle était toujours celle qui jouait avec le bouquet de muguets le soir de ses fiançailles. Cette innocence, aussi touchante que l'étreinte confiante d'un enfant, n'était-elle pas un muet appel à la pitié ? Il se rappela la générosité passionnée qui couvait sous ce calme incurieux. Il entendait la voix dont elle lui avait dit naguère, dans le jardin de la Mission : « Je ne veux pas fonder mon bonheur sur un tort envers quelqu'un. » Un désir irrésistible saisit Archer de lui dire la vérité, de demander à sa générosité la liberté que, l'autre fois, il avait refusé de prendre.

Newland Archer était un homme d'habitudes correctes et disciplinées. Il lui aurait profondément déplu de rien faire que Mr van der Luyden eût désapprouvé, ou qui eût été mal jugé au cercle. Mais maintenant il sentait craquer le moule des contraintes sociales : il ne se souciait plus de l'opinion. Quittant la loge du cercle, il gagna celle de Mr van der Luyden. « M'ama ! » lançait la voix vibrante de Marguerite. A l'entrée d'Archer, les occupants de la loge se redressèrent, étonnés. Déjà, il violait une de leurs règles : on n'entrait jamais dans une loge pendant un solo. Passant devant Mr van der Luyden et Mr Sillerton Jackson, il se pencha vers sa femme :

— J'ai une mauvaise migraine. Rentrons, voulez-vous?

May lui jeta un coup d'œil d'assentiment. Il la vit parler à voix basse à sa mère, puis murmurer des excuses à Mrs van der Luyden et se lever juste au moment où Marguerite tombait dans les bras de Faust. Comme il tendait à May son manteau, Archer remarqua que les deux autres dames échangeaient un sourire d'intelligence.

Dans la voiture, May posa timidement sa main sur celle de son mari.

— Que je suis ennuyée que vous soyez souffrant ! On vous aura encore accablé d'ouvrage au bureau.

— Mais non, je vous assure... Puis-je ouvrir un peu la fenêtre? répondit-il, gêné, tout en baissant la glace. Il fixait sur la rue

des yeux vagues, sentant près de lui la muette interrogation de sa femme. En descendant de voiture, May prit sa robe dans le marchepied et tomba contre lui.

— Vous êtes-vous fait mal ? demanda-t-il en la soutenant de son bras.

— Non, mais ma pauvre robe, — voyez comme je l'ai déchirée ! Elle se courba pour ramasser la traîne souillée et le suivit dans le vestibule.

Quand ils furent dans la bibliothèque :

— May, dit Archer, j'ai quelque chose à vous dire, quelque chose d'important...

Il se tenait à quelques pas d'elle, la regardant comme si la légère distance qui les séparait était un abîme infranchissable. Sa voix résonnait d'un accent étrange dans le silence de cette pièce intime. Il répétait :

— J'ai quelque chose à vous dire...

May s'était laissée tomber dans un fauteuil. Elle restait muette, immobile, sans un battement de paupières. Quoique extrêmement pâle, son visage avait une tranquillité d'expression qui semblait venir d'une source secrète.

Archer refoula les formules banales qui lui venaient aux lèvres pour s'accuser lui-même. Il était résolu à une confession totale et brève.

— Mme Olenska..., dit-il.

Mais à ce nom, sa femme leva la main comme pour lui imposer silence.

— Pourquoi parler d'Ellen ce soir? demanda-t-elle avec une légère moue d'impatience.

— Parce que j'aurais dû déjà vous parler d'elle.

La figure de May conserva son calme.

— Est-ce vraiment utile? Je sais que j'ai été quelquefois injuste envers elle; peut-être l'avons-nous tous été. Vous l'avez comprise sans doute mieux que nous. Vous avez toujours été bon pour elle. Mais puisque tout cela est fini...

Archer la regarda, stupéfait.

— Qu'est-ce qui est fini? Qu'entendez-vous par là?

May continuait à le fixer de son clair regard.

— Ne savez-vous pas qu'elle repart dans quelques jours pour l'Europe! Grand'mère consent et a tout arrangé pour la rendre indépendante de son mari! Je croyais que vous aviez été retenu

à l'étude ce soir pour le règlement de ses affaires. Il paraît que tout a été arrêté ce matin.

Archer s'appuya à la cheminée, le visage caché dans ses mains. Était-ce son cœur qui lui résonnait aux oreilles, ou le déclic bruyant de la pendule? Combien de minutes s'écoulèrent ainsi? Enfin, il se retourna :

— C'est impossible! s'écria-t-il.

— Impossible?

— Comment savez-vous ce que vous venez de me dire?

— J'ai reçu un mot d'Ellen aujourd'hui. Lisez-le. Je croyais que vous étiez au courant.

La lettre disait : « May chérie, j'ai enfin fait comprendre à grand'mère que ma visite chez elle ne pouvait être qu'une visite, et elle a été bonne et généreuse comme toujours. Elle comprend maintenant que, si je retourne en Europe, je dois y vivre seule, ou plutôt avec ma pauvre tante Medora, qui m'accompagne. Je pars en hâte pour Washington, où j'ai à faire mes préparatifs, et m'embarquerai la semaine prochaine. Soyez très bonne pour grand'mère quand je serai partie, aussi bonne que vous l'avez toujours été pour moi. — Ellen. — *P.-S.* Si j'avais des amis qui voulussent modifier ma décision, dites-leur, je vous prie, que c'est absolument inutile. »

Archer relut la lettre deux ou trois fois, puis la jeta sur la table en éclatant de rire. Le son de ce rire le frappa. Il se rappela la frayeur de Janey quand elle l'avait surpris à minuit, secoué d'une gaîté extravagante, devant le télégramme qui annonçait que la date du mariage avait été avancée.

— Pourquoi vous écrit-elle cela? demanda-t-il, se reprenant dans un suprême effort.

May répondit avec son regard de candeur :

— Je crois que c'est parce que nous avons si bien causé hier.

— Causé de quoi?

— Je lui ai dit que je craignais de n'avoir pas été juste pour elle, de n'avoir pas compris ses difficultés ici, au milieu de nous, de ces parents qui étaient comme des étrangers, qui s'arrogeaient le droit de critiquer sans être toujours à même de comprendre...

Elle hésita, puis reprit :

— Je savais que vous étiez le seul ami sur qui elle pût tou-

jours compter, et je voulais qu'elle sût que, vous et moi, dans tous nos sentiments, nous ne faisons qu'un.

Elle ajouta d'une voix grave et lente :

— Elle a compris pourquoi j'avais voulu lui dire cela... Je crois qu'elle comprend tout...

May se leva, prit la main glacée de son mari, la pressa contre sa joue.

— Moi aussi, dit-elle, la tête me fait mal. J'ai besoin de repos. Bonsoir, mon chéri.

Et elle se dirigea vers la porte, relevant la traîne salie et déchirée de sa robe de noces.

XXXIII

Comme Mrs Archer le disait en souriant à Mrs Welland, c'était un événement pour un jeune ménage de donner son premier grand dîner.

Les Newland Archer, depuis qu'ils s'étaient installés chez eux, recevaient souvent dans l'intimité. Mais un grand dîner avec un chef d'extra, deux valets de pied prêtés pour la circonstance, un sorbet à la romaine, des roses de chez Henderson, des menus dorés sur tranches, était une bien autre affaire. « C'était le sorbet, disait Mrs Archer, qui faisait toute la différence; » du moment qu'il y avait un sorbet, il fallait qu'il y eût aussi deux services, des canards *canvas-back* ou du *terrapin*, deux plats sucrés, un froid et un chaud, le grand décolleté, et des invités de marque.

C'était toujours intéressant de voir un jeune ménage lancer pour la première fois ses invitations à la troisième personne : même les gens les plus blasés et les plus recherchés refusaient rarement. On admettait pourtant que c'était un triomphe que les van der Luyden, à la requête de May, eussent retardé leur départ pour assister au dîner d'adieu donné à la comtesse Olenska.

L'après-midi du grand jour, Archer, revenu tard de son bureau, trouva les deux belles-mères assises dans le salon de May. Mrs Archer avait fini d'écrire les menus, et commençait à préparer des cartes portant les noms des invités. Mrs Welland présidait à la disposition des palmiers et des grandes lampes à pied.. Sur le piano se dressait un grand panier d'orchidées

que Mr van der Luyden avait envoyées de Skuytercliff; tout était à la hauteur d'un événement aussi considérable.

Mrs Archer parcourait attentivement la liste des invités, rayant chaque nom de sa fine plume.

— Henry van der Luyden, Louisa, les Lovell Mingott, les Reggie Chivers, Lawrence Lefferts et Gertrude, — oui, May a eu raison de les inviter, — les Selfridge Merry, Sillerton Jackson, Vandie Newland et sa femme. Comme le temps passe! Il me semble que c'était hier qu'il était ton garçon d'honneur, Newland. Et la comtesse Olenska... Voilà, je crois que c'est tout.

Mrs Welland s'adressa à son gendre.

— On ne pourra pas dire, Newland, que vous et May, ne faites pas à Ellen un beau départ!

— Mon Dieu, dit Mrs Archer, May veut que sa cousine dise en Europe que nous ne sommes pas tout à fait des barbares. Elle a raison.

— Je suis sûre qu'Ellen vous en saura gré. Elle restera sur une impression charmante... Les veilles de départ sont généralement si tristes, continua gaiement Mrs Welland.

Dix jours s'étaient écoulés depuis que Mme Olenska avait quitté New-York. Pendant ces dix jours, Archer n'avait eu d'elle d'autre signe de vie que le renvoi d'une clef, adressée à son bureau sous enveloppe cachetée. Cette réponse à son suprême appel pouvait être interprétée comme un suprême refus; mais le jeune homme y vit un sens différent. Elle luttait encore contre son sort. Elle partait, il est vrai, pour l'Europe, mais elle ne retournait pas chez son mari! Donc, il pouvait la suivre; rien ne saurait l'en empêcher. Quand il aurait fait le pas irrévocable, et qu'elle aurait compris que c'était sans retour, il était persuadé qu'elle ne le renverrait pas.

Cette confiance dans l'avenir l'aidait à jouer son rôle dans le présent, et l'avait empêché d'écrire à Mme Olenska, de trahir par aucun signe sa misère et son humiliation. Dans le jeu silencieux et désespéré qu'ils jouaient l'un contre l'autre, il croyait n'avoir pas encore perdu toutes ses chances, et il attendait.

Quand il entra dans le salon avant le dîner, les grandes lampes étaient allumées et les orchidées de Mr van der Luyden placées en évidence dans des corbeilles de porcelaine moderne ou d'argent repoussé. Le salon de Mrs Newland Archer avait une

réputation d'élégance. Une jardinière de bambou doré dont les primulas et les cinéraires étaient régulièrement renouvelées bloquait le bow-window (où l'ancienne mode aurait préféré une réduction en bronze de la Vénus de Milo). Les canapés et les fauteuils de brocart clair étaient savamment groupés autour de petites tables de peluche surchargées de bibelots en argent, d'animaux en porcelaine, et de photographies richement encadrées. Les minuscules lampes aux abat-jours rosés s'élançaient parmi les palmiers comme des fleurs tropicales.

Le salon était presque plein quand Archer eut conscience que Mme Olenska s'approchait de lui.

Elle était excessivement pâle; d'une pâleur que faisait ressortir la masse sombre de ses cheveux bruns. Jamais Archer ne l'avait aimée autant qu'à cette minute. Leurs mains se rencontrèrent et il l'entendit dire : « Oui, nous nous embarquerons demain sur *la Russie*. » Puis il y eut un bruit de portes qui s'ouvraient, et il entendit la voix de May :

— Newland, voulez-vous donner le bras à Ellen?

Mme Olenska mit sa main sur le bras d'Archer. Il remarqua que cette main était dégantée et il se rappela comme il l'avait tenue sous son regard, certain soir, dans le petit salon de la Vingt-troisième rue. Les yeux fixés sur ces longs doigts pâles, sur le modelé si doux des jointures, il se disait :

— Quand ce ne serait que pour cette main, cela vaut bien que je la suive.

Ce n'était qu'à un dîner ostensiblement offert à quelque étrangère de distinction que Mrs van der Luyden pouvait accepter la gauche du maître de maison. Mme Olenska avait la place d'honneur; pouvait-on souligner avec plus de finesse qu'on ne la tenait plus tout à fait pour une parente? Il y avait des choses qu'il fallait faire sans marchander et, parmi celles-ci, dans le vieux code de New-York, était le dernier ralliement du clan autour du membre qui allait en être retranché. Maintenant qu'elle partait, les Welland et les Mingott tenaient à proclamer leur inaltérable affection envers la comtesse Olenska.

Archer assistait à cette scène avec un étrange sentiment de détachement. Son regard errait de l'une à l'autre de ces figures placides et bien nourries et dans tous ces convives, occupés à savourer les canards *canvas-back*, il voyait comme une file de conspirateurs muets, engagés dans le même complot contre lui-

même et la pâle jeune femme assise à sa droite. Alors, dans un éclair, il eut l'intuition que pour tout ce monde Mme Olenska et lui étaient amants. Il comprit qu'elle et lui avaient été, depuis des mois, le point de mire de regards vigilants et d'oreilles attentives; il comprit que, par des moyens qu'il ignorait encore, la séparation entre lui et sa complice avait été préparée et obtenue. Maintenant, toute la tribu se ralliait autour de May, et il était entendu que personne ne savait rien, n'avait jamais rien soupçonné. Aux yeux de tous, cette réception ne devait avoir d'autre motif que le désir naturel de May de se séparer affectueusement de sa cousine.

C'était ainsi dans ce vieux New-York, où l'on donnait la mort sans effusion de sang; le scandale y était plus à craindre que la maladie, la décence était la forme suprême du courage, tout éclat dénotait un manque d'éducation.

Après le dîner, quand les fumeurs eurent rejoint les dames au salon, Archer rencontra les yeux triomphants de May. Il y lut la conviction que tout s'était parfaitement bien passé. Elle se leva de la place qu'elle occupait auprès de Mme Olenska, et aussitôt Mrs van der Luyden invita celle-ci à venir s'asseoir auprès d'elle. Mrs Selfridge Merry traversa la pièce pour les rejoindre : Archer comprit que là aussi le complot de réhabilitation et de pardon se poursuivait. On était censé n'avoir jamais douté de la parfaite correction de Mme Olenska ni de la félicité sans nuages du ménage Archer. Et, en apercevant une lueur de victoire dans les yeux de sa femme, pour la première fois, il comprit qu'elle aussi le croyait l'amant de Mme Olenska...

Enfin, il vit que Mme Olenska s'était levée et prenait congé.

Elle se dirigea vers May; les autres invités s'étaient rangés en cercle. Les deux jeunes femmes se prirent par la main, et May, se penchant, embrassa sa cousine.

Archer entendit Reggie Chivers dire à voix basse à la jeune Mrs Newland :

— La maîtresse de maison est certainement la plus jolie des deux.

Il se rappela l'insolente plaisanterie de Beaufort sur l'inutile beauté de May.

Dans le hall, il tendit à Mme Olenska son manteau de velours. Si troublé qu'il fût, il se cramponnait à la résolution de ne rien dire qui pût la surprendre ou l'effrayer. Convaincu qu'aucun

pouvoir ne l'empêcherait désormais de poursuivre son projet, il avait trouvé la force de laisser les événements se dérouler d'eux-mêmes; mais, tandis qu'il tenait le manteau de Mme Olenska, il fut pris du fiévreux désir de se trouver un moment seul avec elle quand elle monterait en voiture.

— Votre voiture est-elle là? demanda-t-il.

Mais Mrs van der Luyden, qui entrait avec majesté dans ses zibelines, intervint :

— Nous allons reconduire la chère Ellen.

Archer se tut, accablé. Mme Olenska lui tendit la main.

— Adieu, dit-elle.

— Adieu, répondit-il. A bientôt... à Paris.

— Que ce serait aimable, murmura-t-elle, si vous pouviez y venir avec May!

Mr van der Luyden offrit son bras à Mme Olenska et Archer le suivit avec Mrs van der Luyden. Un moment, dans la vague obscurité du grand landau, il entrevit le pâle ovale d'un visage, le rayonnement d'un regard...

Elle avait disparu.

Archer entendit May qui lui disait :

— N'est-ce pas que tout s'est passé à merveille?

Il tressaillit. Aussitôt après le départ de la dernière voiture, il monta dans la bibliothèque, fermant la porte derrière lui avec l'espoir que sa femme, qui s'attardait en bas, se rendrait directement à sa chambre. Mais il la vit bientôt arriver, le visage creusé par la fatigue et l'émotion, avec une excitation un peu fébrile dans le regard.

— Puis-je entrer? demanda-t-elle.

— Sans doute; mais vous devez tomber de sommeil.

— Non, je voudrais rester un peu avec vous, causer avec vous.

Il lui avança un fauteuil près du feu.

— Puisque vous voulez causer, commença-t-il, soit!... Moi aussi, j'ai quelque chose à vous dire... J'ai essayé l'autre soir... Je ne puis continuer à vivre ainsi. J'ai besoin d'un changement. Je veux m'en aller, et tout de suite... partir pour un long voyage... aussi loin que possible... loin de tout!

— Si loin que cela? Où, par exemple?

— Que sais-je? Aux Indes, ou au Japon.

Elle se leva. Comme il restait courbé, le menton dans les mains, il la sentit se pencher sur lui.

— Je vous accompagnerais au bout du monde, mon aimé, car bien entendu, nous irions ensemble... Mais je crains que ce soit impossible, dit-elle d'une voix qui tremblait... J'ai peur que les médecins ne me le permettent pas... Oui, Newland, j'ai la certitude depuis ce matin du bonheur que j'attendais et que j'ai tant souhaité.

Elle s'agenouilla, et blottit son visage contre les genoux de son mari.

— Ma chérie! dit-il, la pressant contre lui, tout en caressant ses cheveux d'une main glacée. Ma chérie!

Il y eut un long silence. Puis May se dégagea de ses bras et se leva.

— Vous n'aviez pas deviné?

— Oui... je... non... c'est-à-dire... naturellement... J'espérais...

Ils se turent ; leurs regards se croisèrent un moment. Puis, détournant les yeux, Archer demanda tout à coup :

— Avez-vous annoncé la nouvelle à quelqu'un d'autre?

— Seulement à maman et à votre mère. — Elle s'arrêta, puis ajouta hâtivement, le sang au visage : — Je l'ai dit aussi à Ellen. Vous vous rappelez que nous avons eu ensemble une longue conversation, et combien elle a été délicieuse pour moi.

— Ah! dit Archer.

Son cœur s'arrêtait de battre. Sa femme l'observait attentivement.

— Est-ce que cela vous déplaît, Newland, que je l'aie dit à elle la première ?

— Pourquoi cela me déplairait-il? — Il fit un dernier effort pour se ressaisir : — Mais il y a quinze jours que vous avez causé avec Ellen : ne disiez-vous pas que la certitude ne vous est venue qu'aujourd'hui ?

May rougit plus violemment encore, mais elle soutint le regard d'Archer.

— Je n'étais pas sûre, en effet; mais j'ai fait comme si je l'étais. Et, vous voyez, je ne me suis pas trompée! s'écria-t-elle, ses yeux bleus humides de pleurs triomphants.

XXXIV

Dans sa maison de la Trente-neuvième rue, Newland Archer était assis devant la table à écrire de sa bibliothèque.

Il revenait d'une réception officielle pour l'inauguration des nouvelles galeries du Musée Métropolitain. La vue des vastes salles remplies de la dépouille des siècles, où la foule élégante circulait parmi des trésors scientifiquement catalogués, avait éveillé de vieux souvenirs dans la mémoire d'Archer.

— « Il me semble que cette salle était consacrée autrefois à la collection Cesnola, » avait-il entendu dire ; et aussitôt tout ce qu'il voyait autour de lui s'était évanoui. Il se revoyait seul dans une salle déserte, assis sur un divan de cuir, pendant qu'une svelte silhouette en manteau de loutre s'éloignait dans la perspective des galeries encore si pauvres du vieux musée.

Cette vision en avait appelé une légion d'autres. Cette bibliothèque avait été, pendant plus de trente ans, le centre de sa vie de famille. Il y avait vingt-neuf ans que là, May rougissante et avec des circonlocutions qui feraient sourire les jeunes femmes de la nouvelle génération, lui avait annoncé qu'il allait être père. Là, leur fils aîné, Dallas, trop frêle pour être porté à l'église au cœur de l'hiver, avait été baptisé par leur vieil ami, l'évêque de New-York. Là, leur fille, Mary, qui ressemblait tant à sa mère, avait annoncé ses fiançailles avec le plus nul et le plus sage des nombreux fils Chivers; et là, Archer l'avait embrassée à travers son voile de mariée avant d'entrer dans l'auto qui les menait à Grace Church. Car dans un monde où tout chancelait, la tradition de la cérémonie nuptiale à Grace Church restait immuable.

C'était dans la bibliothèque qu'il causait toujours avec May de l'avenir de leurs enfants : des études de Dallas et de son jeune frère Bill; de l'indifférence invincible de Mary pour les arts d'agrément, de sa passion pour le sport et la bienfaisance; et des goûts artistiques bien modernes, qui avaient conduit l'inquiet et curieux Dallas dans le bureau d'un architecte de New-York. Car, maintenant les jeunes gens désertaient le barreau et les affaires pour s'adonner à l'archéologie ou à l'architecture.

Et c'était dans cette bibliothèque que le grand Théodore

Roosevelt, alors Gouverneur de l'État de New-York, venu d'Albany pour dîner et passer la nuit, s'était retourné vers son hôte et lui avait dit, avec sa violence accoutumée : « Au diable les politiciens ! Ce sont des hommes comme vous qu'il faut au pays, Archer. Si jamais l'écurie d'Augias peut être nettoyée, il faut que vous y mettiez les mains. »

« Des hommes comme vous ! » Archer avait été soulevé d'enthousiasme. Toutefois, il n'était pas bien sûr que des hommes comme lui fussent vraiment ceux dont le pays avait besoin. En effet, après avoir siégé pendant un an à l'Assemblée départementale de New-York, il n'avait pas été réélu, et c'est avec soulagement qu'il s'était retranché dans les modestes, mais utiles travaux de la vie municipale. Il écrivait aussi des articles dans des revues qui essayaient de secouer l'apathie du pays. Tout cela était assez peu de chose ; il n'était pas fait pour la vie publique ; il serait toujours par nature un contemplatif et un dilettante. Du moins s'était-il passionné pour de belles causes, et l'amitié d'un grand homme avait été sa force et son orgueil.

Il avait été, somme toute, ce qu'on commençait à appeler à New-York « un bon citoyen. » Depuis bien des années, tout nouveau mouvement, philanthropique, municipal ou artistique, avait compté avec son opinion, avait demandé son appui. Qu'il fût question de fonder une école d'infirmières, de réorganiser le Musée, de fonder un cercle de bibliophiles, d'inaugurer une nouvelle bibliothèque, ou de former une société de musique de chambre, on disait toujours : « Il faut demander l'avis d'Archer. » Ses jours étaient remplis, et remplis avec honneur. N'était-ce pas tout ce qu'un homme de bien pouvait demander ?

Il savait pourtant ce qui lui avait manqué : la fleur de la vie. Mais il y pensait maintenant comme à une chose hors d'atteinte. Lorsqu'il se souvenait de Mme Olenska, c'était d'une façon irréelle, avec sérénité, comme on penserait à une bien-aimée imaginaire découverte dans un livre ou un tableau. Elle était devenue l'image de tout ce dont il avait été privé. Mais si légère et ténue qu'eût été la vision, elle l'avait empêché de penser à d'autres femmes. Il avait été ce qu'on appelle un mari fidèle, et quand May était morte, emportée par une pneumonie infectieuse prise au chevet de son plus jeune fils, il l'avait sincèrement pleurée. Les longues années qu'ils avaient passées ensemble lui avaient enseigné que le mariage le plus ennuyeux

n'est pas une faillite, tant qu'il garde la dignité d'un devoir. Archer honorait ce passé dont il portait le deuil : après tout, il y avait du bon dans les anciennes traditions.

Il embrassa du regard sa bibliothèque transformée par Dallas, qui y avait mis des gravures anglaises, des cabinets Chippendale, des porcelaines de Chine, et sur les lampes électriques avait substitué aux globes de verre gravé la douceur lunaire des abat-jour. Puis ses yeux revinrent au vieux bureau de noyer qu'il n'avait jamais voulu bannir, et à la première photographie de May qu'il avait gardée toujours à la même place.

Elle était là, devant lui, grande, cambrée, la poitrine ronde soulevant sa robe d'organdi, le visage ombragé sous les bords onduleux d'une paille d'Italie, telle qu'il l'avait vue sous les orangers de Saint-Augustin. Elle était restée jusqu'à la fin la May de ce jour-là : généreuse, fidèle, constante, mais si dénuée d'imagination, si peu ouverte aux idées, que le monde de sa jeunesse avait pu tomber en miettes et se reconstruire sous ses yeux, sans qu'elle eût pris conscience du changement. Cette incapacité de s'adapter au mouvement du temps avait amené ses enfants à lui cacher leurs pensées, comme Archer lui avait toujours caché les siennes. Père et enfants s'étaient inconsciemment entendus pour maintenir autour d'elle l'illusion de l'uniformité. Et May avait quitté ce monde, convaincue qu'il était plein de ménages aimants et harmonieux comme le sien, résignée à partir parce qu'elle était certaine que Newland continuerait à inculquer à Dallas les mêmes principes et les mêmes préjugés qui avaient façonné la vie de ses parents, et que Dallas à son tour, quand Newland la suivrait, transmettrait le dépôt sacré au petit Bill. De Mary, elle était sûre comme d'elle-même.

Aussi, après avoir arraché le petit Bill à la mort et payé cet effort de sa vie, elle était partie avec sérénité prendre sa place dans le caveau des Archer à Saint-Marc, où sa belle-mère reposait déjà.

En face du portrait de May se trouvait celui de sa fille. Mary Chivers aussi était grande et blonde, mais elle avait la taille large, la poitrine à peine indiquée, et cette nonchalance d'attitude que permettait la nouvelle mode. Mary Chivers n'aurait pas pu accomplir ses hauts faits d'athlétisme avec les cinquante centimètres de tour de taille que mesurait la cein-

ture bleu de ciel de May Archer. La différence était symbolique : l'âme de la mère avait été pareillement enfermée dans une armature aussi rigide que sa fine taille. Il y avait du bon aussi dans le nouvel ordre des choses.

L'appel du téléphone se fit entendre. Comme on était loin du temps où toute communication rapide à New-York se faisait par les jambes des petits *messenger boys* à livrée bleue ! « Chicago vous demande. » Ah ! ce devait être un message de Dallas. Il avait été envoyé à Chicago pour étudier le plan d'un palais que sa maison construisait pour un jeune millionnaire à idées. Les missions de ce genre étaient toujours confiées à Dallas.

— Allo ! père. Voulez-vous vous embarquer avec moi mercredi sur le *Mauretania* ? Notre client veut que je visite quelques jardins italiens avant de rien décider ; et vous savez, je dois être rentré le 1er juin.

Il éclata d'un rire joyeux. « Quoi qu'il arrive, semblait dire ce rire, je dois être de retour le premier, puisque Fanny Beaufort et moi devons nous marier le cinq. »

La voix reprit :

— Réfléchir ? Pas une minute ! Dites tout de suite !... Avez-vous une raison de refuser ? Non. J'en étais sûr. Alors, ça va ? Dites, père, ce sera la dernière fois que nous voyagerons tous les deux, comme autrefois. Allons ! bien ! J'étais sûr que vous viendriez.

Chicago coupa. Archer se leva et arpenta la chambre.

La dernière fois qu'ils seraient ensemble tous les deux comme autrefois !... L'enfant avait raison. Sans doute, ils seraient ensemble bien souvent après le mariage de Dallas. Ils avaient toujours été camarades, et Fanny Beaufort, quoi qu'on pût dire d'elle, ne paraissait pas disposée à gêner leur intimité. Cependant, — il fallait se l'avouer, — et, malgré sa sympathie pour sa future belle-fille, c'était tentant pour Archer de saisir cette dernière occasion de se trouver seul avec son fils. Rien ne le retenait. Seulement il avait perdu l'habitude de voyager. May ne s'était jamais déplacée que pour des raisons sérieuses : mener les enfants dans la montagne ou au bord de la mer Depuis deux ans que May était morte, Archer n'avait aucune raison de continuer sa vie sédentaire ; mais il s'était trouvé retenu par l'habitude, les souvenirs, et par une certaine appréhension de ce qui était nouveau.

Maintenant, revoyant son passé, il sentait qu'il s'était, lui aussi, enlizé, alors que tout changeait autour de lui.

Que restait-il du petit monde où il avait grandi, des principes qui l'avaient dominé et enchaîné? Il se rappelait une railleuse prophétie du pauvre Lawrence Lafferts, émise dans cette même pièce tant d'années auparavant : « Si les choses vont de ce train, nos enfants épouseront les bâtards de Beaufort : » C'était justement ce que le fils aîné d'Archer, l'orgueil de sa vie, allait faire, sans que personne l'en blâmât ou s'étonnât seulement. Tante Janey, restée si exactement la même qu'aux jours de sa jeunesse fanée, avait retiré de leur coton rose les émeraudes serties de perles de sa mère, et les avait portées elle-même, de ses mains tremblantes, à la fiancée. Et Fanny Beaufort, loin de paraître déçue de ne pas recevoir une parure d'un joaillier de Paris, avait admiré le style ancien de ces bijoux, et déclaré qu'en les portant elle se sentirait digne d'être peinte par Isabey.

Fanny Beaufort, qui avait fait son apparition à New-York à l'âge de dix-huit ans, après la mort de ses parents, avait conquis les cœurs un peu comme Mme Olenska trente ans auparavant. Seulement, au lieu de la regarder avec une sorte de méfiance, la société l'avait joyeusement acceptée. Elle était jolie, amusante et douée : que pouvait-on demander de plus? Personne n'avait l'esprit assez étroit pour lui faire un grief du passé de son père, ni de son origine à elle. Les personnes âgées, seules, se souvenaient d'un incident perdu dans le mouvement des affaires à New-York : le krach Beaufort. Du reste, après la mort de sa femme, Beaufort, ayant épousé sans bruit la trop célèbre Fanny Ring, avait quitté le pays avec sa nouvelle femme et une petite fille qui héritait de la beauté de sa mère. On avait ensuite appris qu'il était à Constantinople, puis en Russie, et, une douzaine d'années plus tard, des voyageurs américains furent brillamment reçus chez lui à Buenos-Ayres, où il représentait une grande Compagnie d'assurances. Il était mort là, ainsi que sa femme; et, un jour, leur fille, riche et orpheline, était arrivée à New-York, sous la conduite de la belle-sœur de May, Mrs Jack Welland, dont le mari était le tuteur de l'enfant. Elle se trouvait ainsi dans des relations presque de cousinage avec les enfants de Newland Archer, et personne ne s'était étonné quand Dallas avait annoncé ses fiançailles.

Rien ne pouvait donner plus exactement la mesure du

chemin que le monde avait parcouru. On était trop absorbé par les réformes et les mouvements sociaux, par les engouements et les modes du jour, pour s'inquiéter beaucoup du passé de ses voisins. Qu'importait le passé dans le grand kaléidoscope où tous les atomes sociaux roulaient sur le même plan?

Le lendemain de leur arrivée à Paris, Archer, de la fenêtre de son hôtel, contemplait le beau décor de la place Vendôme. Une des choses qu'il avait stipulées, presque la seule, quand il avait accepté d'accompagner Dallas, était qu'il ne serait pas obligé de descendre à Paris dans un des nouveaux palaces à la mode.

— Entendu, avait acquiescé Dallas bon prince. Je vous mènerai dans un bon vieil hôtel : le Bristol.

Combien de fois Archer n'avait-il pas pensé à Paris comme au cadre où vivait Mme Olenska! Seul, tard le soir, dans sa bibliothèque, quand toute la maison reposait, il avait évoqué le retour radieux du printemps le long des avenues de marronniers, les fleurs et les statues des jardins publics, les bouffées des lilas entassés dans les charrettes, le cours majestueux du fleuve sous les arches des ponts, et la vie d'art, d'étude et de plaisir qui roulait impétueusement dans les artères de la grande ville. Maintenant, le spectacle était devant lui et, en le considérant, Archer se sentait timide et suranné : un pauvre être insignifiant comparé à l'homme d'énergie qu'il avait rêvé d'être...

La main de Dallas se posa gaiement sur son épaule.

— Eh bien! père! ça vaut la peine, hein?

Ils restèrent un moment, regardant devant eux ; puis le jeune homme continua :

— Au fait, j'ai une commission pour vous : la comtesse Olenska nous attend à cinq heures et demie.

Il disait cela avec insouciance comme s'il s'agissait de l'heure du départ pour Florence le lendemain soir. Archer le regarda, et crut voir dans les yeux gais de son fils un éclair de la malice de son arrière-grand'mère Mingott.

— Est-ce que je ne vous l'avais pas dit? poursuivit Dallas. J'ai juré à Fanny de faire trois choses pendant mon séjour à Paris : lui acheter le recueil des dernières mélodies de Debussy; aller au Grand Guignol ; et voir Mme Olenska. Vous savez que celle-ci a été la bonté même pour Fanny, quand Mr Beaufort l'a

envoyée de Buenos-Ayres au couvent de l'Assomption. Fanny ne connaissait personne à Paris : Mme Olenska s'est occupée d'elle, l'a promenée les jours de congé. Je crois que Mme Olenska a été très liée avec la première Mrs Beaufort, — et puis elle est notre cousine. Aussi, je l'ai appelée au téléphone ce matin avant de sortir, et lui ai dit que nous étions ici pour deux jours, et désirions la voir.

— Tu lui as dit que j'étais ici ? balbutia Archer.

— Bien sûr : pourquoi pas ?

Dallas eut un sourire innocent. Puis, ne recevant pas de réponse, il glissa son bras sous celui de son père.

— Dites, père, comment était-elle ?

Archer se sentit rougir sous le clair regard de son fils.

— Allons, avouez, vous avez été très emballé pour elle, est-ce vrai ? N'était-elle pas ravissante ?

— Ravissante ? Je ne sais pas. Elle était différente des autres.

— Ah ! nous y voilà ! Toute la question est là, n'est-ce pas ? Quand on la trouve, la femme qu'on attend, elle est toujours différente, — et on ne sait pas pourquoi. C'est exactement ce que j'éprouve avec Fanny.

Son père recula d'un pas, dégageant son bras :

— Avec Fanny ? Mais, mon ami, je l'espère bien; seulement, je ne vois pas...

— Voyons, père, ne soyez pas cachottier ! N'a-t-elle pas été, autrefois, *votre Fanny ?*

Dallas appartenait de tout son être à la nouvelle génération. A ce premier né de Newland et de May Archer, il avait été impossible d'inculquer les plus élémentaires notions de réserve. « Pourquoi faire des mystères ? Les gens flairent toujours ce qu'on veut leur cacher, » objectait-il quand on lui recommandait la discrétion. Mais Archer, rencontrant les yeux de son fils, sentit la lueur filiale sous la malice.

— Ma « Fanny »... ?

— Eh bien ! la femme pour laquelle vous auriez tout envoyé promener. Seulement, vous ne l'avez pas fait.

— Non, je ne l'ai pas fait, répéta Archer avec une sorte de solennité.

— Vous datez, voyez-vous, mon pauvre papa ! Ma mère m'a dit...

— Ta mère?

— Oui, la veille de sa mort. Quand elle a voulu me voir seul. Vous vous rappelez? Elle m'a dit qu'elle était tranquille en nous quittant parce qu'une fois, quand elle vous en avait fait la demande, vous lui aviez sacrifié la chose à laquelle vous teniez le plus.

Archer reçut en silence cette singulière communication. Son regard perdu embrassa la place ensoleillée où s'écoulaient les passants. Enfin, il dit à voix basse :

— Elle ne me l'a jamais demandé.

— Non, naturellement. Vous ne vous êtes jamais rien demandé l'un à l'autre, n'est-ce pas? Et vous ne vous êtes jamais rien dit. Vous êtes restés l'un devant l'autre, à observer, à deviner ce qui se passait en dedans, — un duo de sourds-muets, pas vrai? Avec cela, je parie que chacun de vous en savait plus long sur ce que pensait l'autre que nous ne savons, nous, sur ce que nous pensons nous-mêmes. Nous n'avons pas le temps... Dites... père, fit Dallas, vous n'êtes pas fâché, j'espère? Si vous l'êtes, nous allons faire la paix et déjeuner chez Henri... Après, il faut que je coure à Versailles.

Archer n'accompagna pas son fils à Versailles. Il préféra vaguer seul à travers la lumineuse solitude de Paris. Les regrets accumulés, les souvenirs étouffés d'une vie muette, pesaient lourdement sur son âme...

A la réflexion, il ne regretta pas l'indiscrétion de Dallas. Il sentit son cœur allégé d'un lourd fardeau. Quelqu'un avait donc deviné, avait eu pitié; et que ce quelqu'un eût été May, il en ressentait une émotion indicible. Dallas, avec toute sa perspicacité affectueuse, n'aurait pas compris cela. Pour l'enfant, sans doute, l'épisode n'était que l'exemple pathétique d'une vie gâchée. N'était-ce vraiment que cela? Longtemps, Archer, assis sur un banc aux Champs-Élysées, resta perdu dans ses pensées. Autour de lui, la vie... la vie des autres... passait comme un fleuve.

Là, tout près, cette même fin d'après-midi, Ellen Olenska l'attendait. Elle n'était jamais retournée chez son mari, et depuis la mort d'Olenski, elle n'avait rien changé à sa manière de vivre. Il n'y avait plus rien pour la séparer d'Archer : tout à l'heure, il allait la voir.

Il se leva et traversa le jardin des Tuileries. Mme Olenska lui avait dit une fois qu'elle allait souvent au Louvre, et il eut la fantaisie de passer les heures de l'attente dans un endroit où peut-être elle avait été récemment. Pendant plus d'une heure, il erra de salle en salle dans l'éblouissement d'une journée de printemps. L'un après l'autre, des tableaux se révélaient à lui dans leur splendeur à moitié oubliée, et il se laissait peu à peu envahir par les émotions qu'inspire la beauté. La beauté, il en avait eu faim toute sa vie...

Soudain, devant un triomphal Titien, il se prit à dire : « Mais je n'ai que cinquante-sept ans ! » Puis, il se détourna. Pour les rêves du chaud été, c'était trop tard ; mais non pour un tranquille automne auprès d'Ellen, dans la paix bénie de sa présence.

Il revint à l'hôtel où il devait retrouver Dallas. Tous deux traversèrent la place de la Concorde et la Seine, s'engagèrent sur l'Esplanade des Invalides. Le dôme de Mansart rayonnant, sur la masse grise du monument, absorbait et renvoyait les ors du soleil couchant. Dans l'éther lumineux il semblait le symbole visible de la gloire d'une race.

Archer savait que Mme Olenska demeurait près d'une des avenues qui aboutissent aux Invalides : pourquoi s'était-il figuré un quartier paisible et modeste, oubliant la brillante coupole qui règne sur lui.

Par un singulier enchaînement d'idées, cette lumière dorée devint pour lui la lumière même où Ellen vivait. Pendant près de trente ans, la vie de Mme Olenska, — cette vie dont il était si étrangement ignorant, — s'était déroulée dans cette riche atmosphère. Il pensa à tous les beaux spectacles auxquels elle avait dû assister, aux tableaux qu'elle avait dû regarder, aux sobres et magnifiques demeures où elle avait dû entrer. Il pensa aux gens avec qui elle avait dû causer, aux idées, aux curiosités, aux images et aux comparaisons que remue sans trêve une race d'une intense sociabilité, dans le charme d'une politesse traditionnelle.

Tout à coup, Archer se rappela le jeune Français qui lui avait dit une fois : « Une conversation intéressante, il n'y a rien de tel, n'est-ce pas ? » Il n'avait jamais revu M. Rivière, ni entendu parler de lui depuis trente ans. Tout ce qui avait rapport à Mme Olenska était pour lui si lointain ! Il était resté

séparé d'elle pendant la moitié de sa vie. Elle avait passé ce long intervalle de temps parmi des gens qu'il ne connaissait pas, entourée d'une société dont il pouvait à peine se faire une idée. Lui, il avait vécu avec son souvenir ; mais autour d'elle il y avait eu toute une société, toute une vie...

Ils traversèrent la Place des Invalides et suivirent une des avenues qui longent le monument. Archer s'étonnait de ces grandes voies un peu désertes dans ce paysage de splendeur et d'histoire. Paris, en vérité, avait donc beaucoup de ces glorieux trésors, pour qu'autour de celui-ci il y eût le calme et le vide. Le jour s'évanouissait dans un léger brouillard, illuminé par de rares rayons de soleil, et piqué çà et là par les points jaunes des lampes électriques. Les passants étaient rares dans la petite place vers laquelle Archer et son fils s'étaient dirigés.

Brusquement, Dallas s'arrêta et leva la tête.

— Ce doit être ici, dit-il, en glissant son bras sous celui de son père.

Ils restèrent l'un près de l'autre à regarder la maison.

C'était une construction moderne sans caractère, avec de nombreuses fenêtres, et des balcons qui se détachaient avec élégance sur une haute façade blanche. Sur un des balcons supérieurs, qui s'avançaient au-dessus des dômes arrondis des marronniers, les stores étaient encore baissés ; le soleil venait de les quitter.

— Je me demande... à quel étage ? dit Dallas. — Il passa la tête dans la loge du concierge, et revint en disant : — Au cinquième ! ce doit être l'étage aux stores.

Archer restait immobile, les yeux fixés sur les hautes fenêtres, comme si le but de son pèlerinage eût été atteint.

— Vous savez, père, il est près de six heures, lui rappela enfin son fils.

Le père jeta un coup d'œil sur un banc vide sous les arbres.

— Je vais m'asseoir un moment, dit-il.

— Qu'est-ce qu'il y a ? Est-ce que vous n'êtes pas bien ?

— Si, très bien. Mais j'aime mieux que tu montes sans moi.

Dallas le regarda, déconcerté.

— Voyons, père, est-ce que vous vous ne viendrez pas ?

— J'hésite, répondit lentement Archer.

— Si vous ne venez pas, elle ne comprendra pas.

— Va, mon garçon. Je te suivrai peut-être.

— Mais que voulez-vous que je lui dise?

— Mon cher enfant, ne sais-tu pas toujours ce qu'il faut dire? répliqua son père en souriant.

— Je dirai que vous êtes vieux jeu, et que vous préférez monter les cinq étages à pied, parce que vous n'aimez pas les ascenseurs.

— Dis que je suis vieux jeu, ça suffira...

Dallas le regarda encore : puis, avec un geste d'incrédulité, il disparut sous la voûte.

Archer s'assit sur le banc, et continua à regarder le balcon aux stores. Il calcula le temps que mettrait son fils à monter dans l'ascenseur jusqu'au cinquième, à sonner à la porte, à être admis dans l'antichambre, puis introduit dans le salon. Il imagina Dallas entrant dans la pièce de son pas vif, assuré, avec son charmant sourire. Avait-on raison de dire que son fils tenait de lui?

Ensuite, il essaya de se figurer les personnes qui étaient déjà dans le salon ; car, à la fin de l'après-midi, il devait y avoir quelques personnes. Mais il ne voyait qu'une dame au pâle visage, avec une masse de cheveux sombres, qui redresserait la tête vivement, se levant à demi pour tendre à Dallas sa longue main fine, ornée de trois bagues. Archer imagina qu'elle serait assise sur un canapé au coin du feu, et qu'il y aurait des azalées en fleurs derrière elle sur une table.

— Je la retrouve mieux que si j'étais là-haut à côté d'elle, se dit-il à haute voix.

Et la crainte de sentir s'évanouir cette dernière illusion le tenait immobile sur le banc pendant que les minutes s'écoulaient.

Longtemps, il demeura ainsi dans l'envahissement du crépuscule, sans quitter des yeux le balcon. A la fin, une lumière perça les fenêtres. Un moment après, un domestique vint relever les stores et fermer les persiennes.

Comme si c'était le signal qu'il attendait, Newland Archer se leva lentement et revint seul à son hôtel.

EDITH WHARTON.

IMPRESSIONS DE ROUMANIE

Les amis que nous avons en Roumanie, — c'est-à-dire, dans l'ordre des choses intellectuelles, sinon des politiques, tous les Roumains — aiment à recevoir les échos de la pensée française. Ce peuple est si imprégné d'atavisme romain et de culture latine qu'à travers la vaste Europe, tout ce qui de France arrive jusqu'à son âme, fait vibrer celle-ci singulièrement, de même que le moindre frémissement d'un diapason fait, à travers l'espace, résonner un autre diapason accordé avec lui.

A cet égard, nos amis roumains sont d'un tel éclectisme que le moindre commis-voyageur de la pensée française, si peu de chose qu'il représente, est toujours désiré et accueilli par eux comme s'il portait dans sa valise tous les trésors de je ne sais quelle Golconde de l'esprit. C'est à cela que je dois d'avoir découvert tout le charme de cette lointaine et captivante Dacie, au cours d'une récente mission que le gouvernement français et le gouvernement roumain tinrent tous deux sur les fonds baptismaux et dont je voudrais dire ici quelques-unes des vives et délicieuses impressions.

Avoir visité dans chaque recoin les confins de la Voie lactée, à l'aide de ce véhicule idéal qu'est la pensée armée d'un puissant télescope, et ne point connaître la proche, l'étrange Europe est une imprudence impardonnable que j'avais hâte de réparer. L'astronome de la fable, — qui en ce temps lointain avait la chance d'être encore un astrologue, — la paya jadis en tombant disgracieusement dans le puits qui gisait à ses pieds. Si encore ce puits avait été celui où se dissimule, dit-on, la Vérité, mon archaïque confrère s'en fût, je pense, consolé. Mais tel ne fut point le cas, à en juger par tous les mystères que le ciel n'a

pas encore dévoilés aux modernes successeurs du dit. Aussi me suis-je hâté de cueillir cette petite part de vérité et de beauté que recèle, en ses plis mouvants, un voyage aux confins de la vieille Europe, de ce tout petit mais si captivant arrondissement de notre département solaire, de notre province galactique.

« Il ne faut point mettre son cheval au galop avant de l'avoir d'abord fait trotter, » dit une maxime arabe. Les Orientaux appliquent beaucoup cette maxime aux choses de l'amour, où elle est d'une vérité savoureuse. Je pense qu'elle n'est pas moins vraie lorsqu'il s'agit des voyages. C'est pourquoi, avant de courir au but même de ma mission, et afin de graduer les sensations qui de France devaient m'amener dans la Grande Roumanie pétrie par la guerre, j'ai tenu, malgré les difficultés et incommodités matérielles du projet, à m'arrêter d'abord en Allemagne, en Autriche, en Hongrie.

Est-ce à cause du plus grand des peintres ornemanistes, le soleil? — qui sans arrêt répandait dans ces beaux jours d'octobre 1920 la palette joyeuse et dorée de ses rayons, — mais la Bavière d'après-guerre m'a donné une impression très vive de richesse, d'opulence même. Ses grasses campagnes regorgent d'un bétail pantagruélique; les paysans y travaillent ferme, avec cette lente assiduité des Germains, et seul le béret militaire à bande rouge dont beaucoup se coiffent, rappelle qu'il y a eu la guerre. Les villages, avec toutes leurs maisons fraîchement blanchies, leurs toits écarlates, leurs étranges petits clochers blancs coiffés d'un gros oignon qui leur donne je ne sais quoi de la mosquée, tout cela a un air de prospérité. Munich, sous le soleil complice, donne une sensation d'ordre, de force contenue mais mal dissimulée, de bien-être. Lorsque j'y passai, la population venait d'être conviée à livrer ses armes; je vis bien quelques éphèbes, — une douzaine tout au plus dans une journée, — traverser les vastes avenues bien propres, avec sur l'épaule quelque fusil à magasin, mais je ne jurerais point que cette douzaine d'hommes obéissant à la loi ne se réduisaient point à un seul rencontré à diverses heures, tant ils se ressemblaient.

Par là peut-être, Munich s'apparentait en somme, encore plus que par son étrange symbiose du style médiéval et du grec, avec ces séduisants décors d'opéra-comique, où l'on voit

une armée défiler sans fin grâce au monome circulaire de quelques pauvres hères. Sur bien d'autres points encore, le premier coup d'œil montre que le traité de paix n'est pas là-bas parole d'évangile. Ainsi, pour ne parler que d'un détail, on voit dans le jardin de la Cour, au centre même de Munich, et magnifiquement alignés devant la façade du musée bavarois de l'armée, plusieurs canons français. J'ai reconnu un 90, notre bon vieux 95 et un Rimailho. Aux termes du traité, ces canons ne devraient plus s'étaler là. C'est aussi, dans le même jardin de la Cour, que j'ai aperçu, — un peu rouillés, mais fort bien rangés, — quelques chevaux de frise ornés de fils barbelés et qui sont là depuis les émeutes de l'autre année. Dans une ville aussi bien ordonnée que Munich et où la voirie est aussi impeccable, ce n'est pas sans raison, je suppose, que ces machines à empêcher la circulation sont restées là. C'est que les Bavarois, monarchistes et catholiques ardents, ne se soucient pas, après en avoir goûté, de refaire une nouvelle expérience du régime communiste et de quelques autres fariboles que le septentrion leur envoya naguère. Évidemment, la barbe hirsute et la redingote famélique de Kurt Eisner, — même si, comme affirment certains, on voyait le ciel au travers — ont dû détonner au milieu de tous ces marbres, de tous ces ors, de toutes ces colonnades. Les Munichois qui se piquent d'être gens de goût ne paraissent pas disposés à laisser récidiver cette faute contre l'esthétique de leur ville.

Une nuit de sleeping vous dépose de Munich à Vienne. Mais il ne faudrait pas savoir ce qu'est actuellement un voyage dans l'Europe centrale pour penser que cette nuit de sleeping peut être employée à dormir. Il faut, durant un arrêt de plusieurs heures à Insprück, franchir le cycle interminable des formalités douanières, visites et visas de passeports, interrogatoires et fouilles qui, sur les deux versants de toutes les frontières d'Europe (et Dieu sait s'il y en a, maintenant, des frontières en Europe !) servent de justification fallacieuse à la pullulation d'innombrables fonctionnaires chamarrés, casquettés et bottés, ou qui du moins mériteraient souvent de l'être. Ah ! je ne sais pas si l'or est vraiment aussi rare qu'on le dit dans les banques du vieux monde, mais je vois une raison qui suffit à expliquer sa volatilisation : c'est l'effrayante multiplication des galons qui, en torsades variées ceignent les chefs et les poignets de ces myriades de bipèdes européens, et dont la fabrication a évidemment suffi,

et au delà, à consommer toutes les disponibilités du précieux métal. D'assez mauvaise humeur je profite d'une dernière heure de ce stationnement nocturne pour muser un peu dans les rues désertes du vieil Insprück. J'échoue momentanément dans un hôtel à l'enseigne archaïque, où des dames genre « viennois » dansent et chantent, devant des messieurs très chic et des tyroliens au chapeau jaune à cordelière verte, à la petite veste à revers boutonnés, où des pendentifs de médailles d'argent font un cliquetis. Les vins sont médiocres, comme les chansons. Une guitare les souligne, mais je constate qu'il ne s'agit nullement de

La guitare des monts d'Insprük, reconnaissable
A son manche d'argent où sonne un grain de sable.

Un peu fâché contre ces indigènes mystificateurs qui ont l'irrévérence de n'être point conformes à Hugo, je me dirige bientôt vers mon train. Entre les hauts murs noirs, à peine troués de fenêtres, de ces vieilles rues, je me sens seul, triste, agacé, loin de tout, perdu, quand soudain, dans le rectangle bleu sombre que la rue découpe sur le ciel étoilé, mon œil repère un groupe familier, les Pléïades, qui clignotent doucement vers moi, comme pour me dire : nous sommes toujours là, nous! Me voilà sauvé du mélancolique cafard. N'est-ce pas étrange? A quelques centaines de kilomètres seulement de Paris, ce qui me donne soudain la sensation familière de n'être point si étranger que cela, et de n'être point égaré dans un inconnu sans grâce, c'est cette poussière de soleils qui palpite là-haut à des distances si grandes qu'il faut à la lumière des lustres pour nous en venir. Ah! j'ai eu bien tort de penser tout à l'heure que tout l'or du monde ne servait jamais qu'à galonner des képis et des manches. J'avais oublié celui qui scintille là-haut, dans le jardin stellaire et avec qui nous ne pouvons communiquer que par ces contacts, — les plus délicieux de tous, parce qu'ils sont silencieux, immatériels et suggestifs, — que procure la caresse du regard.

Autant Munich est bien entretenu, riche, discipliné, confortable, autant Vienne m'a donné une impression de pauvreté mal cachée sous des dehors encore somptueux, d'abandon, de grandeur déchue, de joie morte. Rien n'est plus triste que le cadavre du plaisir, rien n'est plus douloureux qu'un visage

auquel la gaîté a imprimé ses plis et ses stigmates et sur qui la misère soudain applique son masque transparent, au travers duquel ce qui fut le sourire persiste avec sa contraction indélébile. C'est le visage que m'a montré Vienne. Il y aurait là-dessus à dire beaucoup que je ne dirai point, la politique n'étant point de mon ressort, et puisque nous ne sommes point en Chine où les astronomes ont, dit-on, le pas sur les ministres. Mais pour rester dans le petit domaine qui est le mien, celui de la science, on ne peut voir sans tristesse tomber en poussière les instituts scientifiques et les laboratoires de cette métropole, d'où sortirent naguère beaucoup de découvertes et où de pauvres vieux savants meurent aujourd'hui, — ceci n'est pas une façon de parler, — de faim, tandis qu'à côté la dernière opérette viennoise de Lehar s'essaie à une roulade qui s'achève en sanglot, tandis qu'un peu plus loin la riche et puissante Allemagne intacte, et fortifiée même dans son unité, plus raidie que jamais dans sa force, ainsi qu'un faisceau de branches qu'on rend solides en les liant, s'apprête à faire demain de nouvelles victimes et aussi de nouvelles dupes... Mais laissons tout cela pour aujourd'hui, puisqu'aussi bien nous ne faisons que passer ici.

A côté de la détresse qui émerge partout dans ce qui fut l'Autriche, la Hongrie donne une impression moins misérable. On sent que ce pays agricole, si réduit qu'il soit, saura et pourra mieux se suffire à lui-même. On sent aussi que les Magyars, spécialement les officiers (qui par milliers maintenant traînent à Budapest et ailleurs une oisiveté qui n'est pas sans danger pour le gouvernement lui-même), n'acceptent pas sans une secrète révolte la position à laquelle on les a réduits. De ce que j'en ai vu, à travers les persiennes étroites d'une brève randonnée, j'ai gardé l'impression d'un fauve orgueilleux, non dénué d'ailleurs de je ne sais quel hautain sentiment de supériorité, et qui se ramasse sur lui-même pour bondir dès que faire se pourra, hors de la cage que Messieurs les diplomates ont forgée autour de lui. Les barreaux en sont-ils solides? tout est là.

Je passe sur quelques menues aventures de mon voyage en Hongrie, dont quelques-unes furent piquantes, notamment à Szeged où, ayant passé par mégarde la nouvelle ligne de délimitation avec la Yougo-Slavie, je faillis être exécuté sommairement. Par-dessus les diverses frontières de tous ces nouveaux

États, ou pour mieux dire de ces États nouvellement arrangés, et, hier en guerre, la principale matière dont on pratique l'échange est encore le coup de fusil. Il faut considérer comme un progrès que ce ne soit plus le coup de canon.

Mais je passe sur tout cela et sur bien d'autres choses encore pour en arriver au but de mon voyage, la belle, la pittoresque, la grande Roumanie. La nouvelle frontière est maintenant bien en deçà de ces majestueuses Portes de Fer où le Danube limoneux et gris, — rien du Beau Danube bleu! — pareil à un grand sabre luisant à la courbe redoutable, sépare d'une entaille cyclopéenne les Carpathes et les Balkans, ces deux vertèbres de l'Orient. Sitôt la frontière roumaine franchie j'éprouve cette même sensation que les scintillantes Pléïades me donnèrent à Insprück, la sensation d'avoir retrouvé ce qu'on aime : c'est que le doux parler français est maintenant la règle. Non seulement dans la haute société, mais dans toute la classe moyenne de Roumanie, il n'est presque personne qui ne parle français, et qui ne le parle très bien. Ce sentiment d'être dans une autre France qu'on éprouve ici, et que fortifie le pur type latin des Roumains et la grâce spirituelle et fine, et pour tout dire, si parisienne des Roumaines, ce sentiment, mes hôtes vont s'efforcer par mille délicatesses, par toutes les gentillesses d'une hospitalité gracieuse, de l'ancrer si bien en moi, que vraiment parfois je me demanderai si je ne suis pas un peu en France.

Et alors, aux heures de grisailles, à ces instants que les joies les plus délicieuses laissent filtrer, comme des gouttelettes amères, entre leurs pores serrés, et où une brume malgré tout passe sur le cœur, ce ne sera plus jamais de la France que je sentirai la nostalgie, mais seulement de certains Français, de certaines Françaises. En un mot, dans cette Roumanie si curieuse, si pittoresque, si orientale pourtant, dès qu'on me parle, dès qu'on m'accueille, dès qu'on échange avec moi des idées, le paysage local s'efface, et, au lieu de son exotisme, je sens se dresser en moi les lignes idéales de ce paysage mental que créent les pensées et les sentiments; et ces lignes sont si françaises que pour un peu je me croirais non pas à l'autre bout de l'Europe, mais dans une de nos provinces franques, dans une de celles où, avec le plus de saveur, les grâces raisonnables de la latinité et le charme local du terroir se mêleraient en un parfum incomparable.

Au vrai, la masse du peuple roumain n'a pas une culture moyenne égale à la nôtre ; mais en revanche son élite est affinée à un degré qui n'est dépassé nulle part. Ainsi je connais des ministres roumains (que je ne nommerai point pour ne pas porter un coup trop brutal à leur modestie) qui ont pénétré d'une manière si intime dans les profondeurs de nos trésors intellectuels, qui sont si nettement imprégnés de tous les charmes et de toutes les vivacités de l'esprit français, qui pensent, sentent et jugent si *françaisement*, que je me suis surpris parfois à regretter que tous nos ministres à nous ne fussent point « à l'instar. »

Le temps des Christophe Colomb est, hélas! passé. Je ne veux point me donner le ridicule de découvrir la Roumanie; trop de Français et de trop grands Français l'ont fait déjà pour que j'ose m'y risquer. Ce que je voudrais seulement maintenant, c'est, faisant un choix dans le riche bouquet de souvenirs que me laisse ce voyage, situer en quelques traits brefs deux des journées qui m'ont laissé la plus pittoresque image : celle que je passai aux puits de pétrole, celle que je vécus lors de l'inauguration de l'Université roumaine de Bukovine à Csernowitz.

*
* *

Je dois, pour l'organisation de ma randonnée aux régions pétrolifères, des remerciements, entre beaucoup d'autres, à notre aimable chargé d'affaires M. Cambon dont la spirituelle bonne grâce me fut précieuse, et à M. Laurent-Goursaud, un de ces ingénieurs français dont le rôle de pionnier de notre pays n'est pas moins utile là-bas moralement que celui de nos écrivains et de nos savants et l'est peut-être plus encore matériellement... et nous sommes, hélas! sur une planète où l'esprit ne peut point encore se passer, pour bondir vers les espaces éthérés, de ce tremplin solide qu'est la puissance matérielle.

Sitôt quitté Bucarest, l'auto qui nous conduit vers la vallée des Carpathes où jaillissent les sources éruptives de pétrole que nous allons visiter, nous permet de savourer tout le charme si coloré de la riche plaine valaque. Successivement nous traversons Otopenii, Tzincabesti, Tziganesti, ces villages roumains si caractéristiques dont toutes les maisons sont cernées de leur jardin, en bordure de la route, ce qui donne à la moindre bourgade des longueurs fantastiques. Elles sont bien jolies,

ces maisons paysannes, avec leur toit en biseau faiblement incliné dont la bordure, dépassant largement la maison, vient s'appuyer à l'extérieur sur des poutres de bois, en formant devant la demeure comme une marquise. Des sculptures sur bois naïves mais pleines de goût dans leur simplicité ornent souvent ces maisonnettes d'un caractère très latin. C'est là que vivent ces paysans roumains qui, — nos officiers les ont vus à l'œuvre, — se montrèrent de rudes soldats d'une résistance sans égale, et qui forment la solide armature, la force et le ciment de la Roumanie. On a décrit mille fois leurs costumes pittoresques et pratiques, leurs chaussures de peau, leurs cojok ornés de broderies rouges, vertes ou bleues, et là-dessus la cacioula, le haut bonnet en peau de mouton qui couronne de sa ligne fière et coquette tant de beaux profils romains à la peau mate, aux grands yeux noirs, aux dents éblouissantes.

C'est vraiment une belle race, fine, élégante, distinguée jusque dans ses couches les plus basses et qui fait penser à la fois aux Arabes des oasis sahariennes, — avec plus de douceur dans le regard, — et à nos Français de Provence. Nous traversons maintenant ces terres noires d'où tant de pain et de richesse sont déjà sortis et sortiront encore. Les petits chevaux maigres, sobres et résistants passent, traînant le char à bancs, et croisant les petites vaches efflanquées du pays. Parfois les masses imposantes de deux bœufs des steppes dépassent de toute leur taille cette faune paysanne, traînant avec une lente majesté quelque lourd chariot et barrant la route de leurs cornes immenses magnifiquement incurvées et qui semblent deux accolades tracées par quelque enlumineur d'art sur la page blanche du poudroyant chemin.

Au sortir de ces impressions bucoliques, le contraste est violent lorsque la cité des distilleries de pétrole, Ploesci, dresse ses usines aux cheminées pressées, ses cornues de terre réfractaire où les diverses essences de pétrole sont sélectionnées, ses immenses citernes dont le pipe-line conduit à la mer le précieux contenu. Le contraste est plus grand encore lorsque, de là, nous parvenons enfin, après avoir traversé le village tzigane de Darmanesti, à Moreni, l'étrange vallée où par dizaines et par centaines, partout, au flanc des coteaux, sur les sommets, dans les creux, les puits de pétrole érigent sur le ciel l'architecture de leurs pylones aux poutrelles entrecroisées, et qui ressemblent au pre-

mier coup d'œil à la Tour Eiffel, ou à ces étranges tourelles en treillis métalliques qui servent de mâts aux cuirassés américains.

Cela laisse une impression apocalyptique et vraiment unique au monde et dont rien, pour ceux qui n'ont pas vu cela, ne peut donner une idée. Ainsi, à côté même de la plantureuse plaine à céréales, se dresse cet autre pôle de la neuve puissance roumaine : la richesse minérale. — Ce n'est pas ici le lieu d'expliquer, — puisqu'aujourd'hui je ne veux donner que des impressions de voyage, — comment se fait là-bas l'extraction du pétrole, ce qu'est celui-ci et comment il soulève aujourd'hui des questions fondamentales pour l'avenir de la civilisation et la sécurité de chaque pays. Ces questions techniques je compte les traiter dans une prochaine *Revue scientifique*. Je veux seulement retenir aujourd'hui de ceci, qu'un pays, qui possède, côte à côte et à la fois, le sol le plus riche en céréales et le sous-sol le plus riche en pétrole de l'Europe, est un grand pays d'avenir, et que la France doit se l'attacher non seulement par le cœur et le cerveau, non seulement parce qu'il est beau et intelligent, mais par le sang et par la chair, par les liens économiques et matériels sans lesquels les plus belles idées ne sont, dans ce monde de fer, qu'une fumée que le premier vent balaye.

***

La plus curieuse et la plus riche des impressions que j'ai gardées de ce bref séjour en Roumanie est celle de mon voyage à Csernowitz, capitale de la Bukovine, cette province naguère autrichienne, qui est située entre les Carpathes et l'Ukraine et qui est aujourd'hui un des plus beaux fleurons de la Roumanie agrandie. Csernowitz, ou pour mieux et roumainement dire, Cernauti, est célèbre dans les annales de la guerre et il n'est pas un Français qui ne se souvienne des communiqués successifs qui annonçaient la perte, puis la reprise par les Russes, — pour lors nos alliés, — de ce bastion avancé de la vieille Autriche.

Il était juste et bon que la Bukovine revînt à la Roumanie, car si sa capitale est encore habitée, pour une bonne part, d'Autrichiens et surtout de juifs galiciens, la campagne qui l'environne et qui fait sa richesse est presque exclusivement peuplée de paysans roumains.

La ville par elle-même n'est pas extrêmement curieuse,

étant de construction moderne. Mais sa situation imposante sur une hauteur commandant au loin les plaines explique son importance stratégique. Si le style des maisons, dont beaucoup de boutiques ont des enseignes exclusivement hébraïques, y est sans grand intérêt, en revanche, il n'en est pas de même de la population étrangement mêlée qui s'y coudoie : les juifs galiciens aux longues houppelandes sombres, aux cheveux tire-bouchonnant devant les oreilles, au feutre mou noir, à la mine rêveuse et craintive y dominent. Le jour de l'inauguration de l'Université roumaine, on y voyait aussi les curieux paysans du voisinage, si pittoresques avec la chemise blanche, la fota, que portent hommes et femmes, qui retombe sur les bottes, que les femmes relèvent d'un pli élégant sur la cuisse et que recouvre, formant corsage, le cojoc, la veste de peau de mouton retournée la laine à l'intérieur et dont le cuir nu s'adorne de vives broderies. On y voyait aussi les étudiants qui, ayant gardé, sous le joug léger de l'autorité roumaine, leurs habitudes autrichiennes, s'y pavanaient sous les costumes traditionnels de leurs corporations autrichiennes, polonaises, juives ou roumaines.

La cérémonie principale de l'inauguration universitaire se déroula avec une pompe curieuse et solennelle dans le plus bel édifice de la ville qui est le palais du métropolite (ou, comme on dit en Roumanie, du métropolitain), magnifique édifice moderne de style byzantin. Dans la grande salle au riche plafond cloisonné, aux colonnes de marbre, aux peintures murales déroulant l'histoire de l'Église roumaine, on avait placé deux de ces magnifiques fauteuils qui prennent le nom de trônes dès lors que des personnes royales s'y assoient.

A gauche se tenaient les corporations d'étudiants : les Roumains en habits noirs avec des insignes discrets, les Autrichiens avec tout le superbe attirail que le germanisme a prodigué parmi eux depuis des siècles dans leurs « korps : » grandes bottes à l'écuyère et culottes blanches, gants à crispin, écharpes éclatantes qu'achève au flanc un grand nœud, rapières énormes à grosse coquille, et, comme coiffures, surmontant des minois poupins que balafrait plus d'une cicatrice anodine et récente, le tout petit calot brodé à élastique que couronne le cimier poilu d'une peau de renard... ou de lapin. A droite se tenaient les officiers de la maison du Roi, superbes dans leurs uniformes bleu pâle magnifiquement chamarrés, les généraux, les

ministres plus simplement en habit, les prélats, le primat de Roumanie, belle tête pensive dans une longue barbe fine, en soutane violette, d'autres en noir, coiffés tous de la grande potcap cylindrique dont le voile noir retombe en arrière. En face des trônes, les autorités universitaires, les recteurs à chaînes d'or, les délégués étrangers au premier rang desquels on m'avait fait l'honneur immérité de me placer. Quand le Roi et la Reine s'avancèrent enfin au milieu des acclamations assourdissantes, des « Traïasça ! » (vivat !) traditionnels, précédés de beaux officiers, suivis du prince royal, en tenue de colonel d'alpins à petit chapeau gris, et de la princesse Mariora, la scène ne manqua pas de grandeur. Le Roi, en uniforme de général, avec la grande écharpe bleu pâle de la couronne de Roumanie, le képi à long plumet blanc, figure creusée, simple et franche, que les cheveux drus plantés en brosse soulignent énergiquement, s'assit à côté de la Reine et la cérémonie commença ou, pour mieux dire, le défilé, le long défilé des discours. J'étais tellement tout aux sensations visuelles que j'avoue avoir un peu négligé alors les auditives.

Banquets un peu moins solennels, précédés invariablement de la *tzuica*, l'apéritif national à l'alcool de prune, sans lequel il n'est point de repas roumains, représentation au théâtre, « développement » du portrait du Roi à l'Université, et pour finir, le soir, grande fête d'étudiants présidée par le Roi et où l'on « frotta la salamandre » en buvant force bière et en chantant force couplets latins : tout contribua à donner à cette fête un caractère inoubliable pour ceux qui y ont assisté. C'est toujours une chose un peu solennelle et grave que la prise de possession d'une province rédimée ; mais rien n'égale en gravité et en importance la reprise de l'âme même, du cerveau de cette province, et c'est cela même que constituait l'inauguration de l'Université de cette étrange cité de Csernowitz où les derniers flots du germanisme viennent aujourd'hui se briser contre la haute falaise latine que la Roumanie dresse dans le trouble Orient.

On peut avoir, je crois, confiance dans nos amis de là-bas pour garder fidèlement au génie latin, à la grâce et à la clarté méditerranéenne ce nouveau bastion de l'intelligence qui est confié à leur garde. Il suffit pour n'en pas douter d'avoir causé quelques instants avec le roi Ferdinand, ce Hohenzollern qui

s'est donné sans une hésitation, sans réserve, à travers les déchirements les plus nobles, à son devoir, à son peuple, à ses alliés. Il suffit pour en être sûr d'avoir subi le charme intelligent que répand autour d'elle la reine Marie. Souvent les personnages royaux sont inégaux à l'image majestueuse que s'en forme l'imagination populaire, pour ne pas saluer avec joie, lorsqu'elle se présente, une réalité proportionnée à la légende. Lorsqu'elle se dressait dans la cérémonie de Cernauti, debout devant son trône, dans sa robe crème, avec, sur ses cheveux blonds, — son vrai diadème —, une toque rose qu'achevait, comme une aile, un long voile vaporeux, lorsque, souriant, elle montrait les perles de ses dents plus belles encore que celles de son cou, la reine Marie évoquait vraiment tout ce qu'il peut y avoir de noblesse sans apprêt, de majestueuse beauté dans ce mot : une reine. Sur ce point un scrupule démocratique m'empêche d'en dire davantage.

Mais lorsque, — et j'ai eu cet honneur, — on a par surcroît causé longuement avec elle, qu'on a entendu ce français charmant que relève une pointe légère d'accent anglais, qu'on a goûté ces réflexions si vives et si profondes sur la nature ou la vie, qu'on a senti ce dédain suprême de l'étiquette (qui caractérise les cours) et des étiquettes (qui caractérisent la politique), cet amour intelligent de la science et des lettres, surtout de *nos* lettres que la Reine cultive avec dilection, — les lecteurs de la *Revue* en savent quelque chose, — alors on est assez tranquille sur l'avenir de la pensée française en Roumanie... Mais enfin peut-être faudrait-il tout de même que nos hommes d'État songeassent à s'efforcer un peu plus pour maintenir là-bas la position de la France, et ne se bornassent pas à compter pour cela uniquement sur le secours de je ne sais quelle fée..., cette fée fût-elle une reine! Et puis, encore un coup, si la pensée française est la condition nécessaire de la force française, elle n'en est pas la condition suffisante. *Primum philosophari, sed deinde vivere.*

CHARLES NORDMANN.

REVUE LITTÉRAIRE

QU'EST-CE QUE LE FÉMINISME? (1)

Premièrement qu'est-ce que le bon sens? Une fois défini le bon sens, et en termes dignes de lui, en termes dignes de le recommander à l'amitié des honnêtes gens, le féminisme et aussi toutes les doctrines les moins raisonnables, qui plaisent par leur déraison, perdent leur attrait principal. Ce n'est pas à dire, — et à le dire si promptement, — que le féminisme ne soit que toquade. Une telle réfutation ne vaut rien, ne prouve rien, ne prouve que la mauvaise humeur de qui l'aura ainsi bâclée. Puis, comme il s'agit des femmes, la courtoisie est de rigueur. Et, comme il s'agit de problèmes qui, en fin de compte, résument beaucoup de souffrance, on aurait tort de les éliminer sans fine précaution. Mais il est vrai que les doctrines doivent généralement leur succès le plus vif à ce qu'elles contiennent de moins judicieux. Si l'on examine avec simplicité l'histoire des idées, l'on aperçoit, peut-être avec chagrin, que les idées les plus folles ont une puissance de propagation qui manque aux idées les plus sages. Une idée bien exactement juste a quelque chose de tranquille et de réservé qui n'excite pas l'enthousiasme des multitudes. Presque toujours, avant d'adopter une idée, les multitudes l'ont transformée à leur guise plus romanesque ou furieuse. C'est la tristesse que donne la lecture de l'histoire : on y voit l'humanité de tous les temps occupée à faire des contre-sens et à s'éprendre, non des idées, mais de leurs plus étranges caricatures.

Aussi convient-il d'imposer aux doctrines, quand elles deviennent

(1) *Dans le jardin du féminisme*, par Colette Yver (Calmann-Lévy). Du même auteur, *Les Cervelines* (Juven) ; *Comment s'en vont les reines, Princesses de science, les Dames du Palais*, etc. (Calmann-Lévy).

dangereuses, — et il vaudrait mieux encore le leur imposer dès le début, — le contrôle du bon sens, qui n'est que la modestie de l'esprit devant l'humble vérité. Après cela, très souvent, il ne reste pas grand'chose des doctrines; et les voilà réduites à un petit nombre de remarques opportunes. Ce qui en est tombé n'était que floraison médiocre ou mauvaise et, quelquefois, n'était que la maladie de la plante : ce qui reste, et qui sans doute n'a point une apparence magnifique, est la plante même.

Il faut rabaisser aux idées leur caquet. Le féminisme a le caquet le plus insupportable. Et Mme Colette Yver lui consacre un volume charmant, plein d'ironie et de bon sens. Appliqué aux idées qui n'ont pas beaucoup de retenue, le bon sens tourne à l'ironie, sans le vouloir, et sans perdre ses jolies qualités d'honnête et sensible indulgence. Je tâcherai d'analyser ce volume ou de me promener avec mon lecteur *Dans le jardin du féminisme*.

Mme Colette Yver se souvient d'avoir rencontré une très belle jeune fille et qui avait une physionomie intéressante. De légers bandeaux bruns, sur son front, s'écartaient comme s'ouvre un double rideau sur la scène d'un théâtre : « Et une pièce, en effet, se jouait dans ce front chargé de pensées, dans ces yeux châtains qui scrutaient les choses avec un air de positivisme étrange. » Cette jeune fille de vingt-sept ans, et que nous appellerons Sidonie, souriait avec un peu d'effort ou avec un peu de condescendance : elle avait pâti ou bien elle était philosophe. Mais non point arrogante ou précieuse : timide avec beaucoup de grâce; et interne d'un fameux professeur dans un hôpital de Paris. Curieuse de connaître et d'analyser l'âme de la « femme moderne, » Mme Colette Yver s'approche de Sidonie et l'entend qui, d'une voix douce, mais résolue, déclare : « Il faut arriver à tuer sa sensibilité. La sensibilité n'est qu'un piège auquel notre volonté se laisse prendre. Lorsqu'on est parvenu à se dégager assez de sa sensibilité pour l'observer en quelque sorte extérieurement, on doit être assez fort pour la détruire ou tout au moins pour échapper à ses suggestions. » Ah! l'insupportable personne; et tant pis pour ses yeux châtains, pour le sourire de ses lèvres jolies et tristes : elle nous ennuie!

Nous allons nous éloigner d'elle... Nous avons tort; et Mme Colette Yver, qui a une vraie curiosité, c'est-à-dire mêlée de charité intelligente, devine que Sidonie, pour détester la sensibilité, ne manque pas de cœur. Sidonie est tendre : ses malades l'aiment, sachant ce qu'elle a de bonté, de pitié, de subtil dévouement. Ce n'est pas la

bonté, ni la pitié, ni le dévouement, que Sidonie dénigre : c'est l'amour. L'amour, mademoiselle? « Précisément! répond Sidonie; l'amour est un des meilleurs exemples de la servitude où conduit la sensibilité déréglée. » Enfin, Sidonie veut avant tout préserver son indépendance; elle craint la servitude et craint l'amour comme une servitude. C'est à peu près la même chose, de craindre l'amour et d'être amoureuse : tu ne me craindrais pas, si tu ne m'avais trouvé!... Vous voyez bien que Sidonie est capable de sensibilité.

Mais il y a, en elle, deux femmes, l'une sensible, et l'autre volontaire. Ces deux femmes ne s'entendent pas, s'entendent si mal que la volontaire a juré de tuer la sensible. Voilà comme Sidonie sera digne d'intérêt.

Sidonie ne refuse pas à toutes ses contemporaines le droit d'aimer. Elle admet qu'en certains cas une femme peut aimer « sans se diminuer, sans être asservie. » Parfois même, une femme « se limiterait » en n'aimant pas. Souvent, et plus souvent, une femme « se doit à elle-même, ou doit à sa dignité, à son développement intégral, d'immoler un amour destiné simplement à atrophier sa personnalité. » Mme Colette Yver engage Sidonie à considérer que l'amour embrouille, par bonheur, ces calculs, cette mathématique de la personnalité qu'on pèse, qu'on mesure. Une femme, réplique Sidonie, doit échapper à l'asservissement que l'homme prétend lui imposer.

Je dirais à Sidonie : — Ma petite, une personnalité qui a tant de peine à se défendre, et qui se montre si alarmée, n'est pas une personnalité très forte; sa peur avoue sa faiblesse. Une personnalité très forte, et qui voudrait tant de sacrifices, n'a pas tant de sacrifices à consentir : elle s'impose. Craignez surtout que vos renoncements ne soient au profit de ce qui peut-être ne les vaut pas, ma petite aux yeux châtains et au mélancolique sourire un peu prétentieux et presque naïvement!...

Les propos de Sidonie ont averti Mme Colette Yver. Voilà, songe-t-elle, le féminisme : « c'est moins une doctrine qu'une révolte. » Le féminisme serait beau, aimable et digne d'encouragement, s'il travaillait avec sérénité « à l'épanouissement de la femme, à sa protection, à sa culture. » Hélas! « l'humanité, qui a tant de peine à s'émouvoir pour une idée, ne se met en branle que si on la lance contre quelque chose ! » Eh ! non, l'humanité n'a pas de peine à s'émouvoir pour une idée : à moins que Mme Colette Yver n'entende par « une idée » une idée juste. Mais l'humanité passe son temps à s'émouvoir

pour des idées généralement fausses. Elle a grand'peine à garder juste l'idée qui l'a émue. Mme Colette Yver continue : « De même que la marche de l'évolution démocratique, au lieu de s'accomplir selon les lois établies dans la paix par des esprits exempts de passion, ne se fait en réalité que contre le capital et contre le patronat et contre la bourgeoisie, de même le développement féminin s'est entrepris contre l'homme. On dirait que tous les ferments sociaux sont à base de haine. » N'en doutez pas. Et la haine la plus sotte est l'un des moyens que les multitudes emploient pour rendre une idée absurde avant de la trouver charmante et de l'adopter.

Le fameux professeur dont Sidonie était l'interne adorait Sidonie et la demandait en mariage. Et Sidonie aimait probablement le professeur ; mais elle ne se donnait pas à lui, parce qu'elle aurait ainsi perdu, mon Dieu, sa personnalité : la puissante lumière d'un fameux professeur eût offusqué la petite flamme de Sidonie. Insupportable Sidonie, avec la petite flamme dont elle est si vaniteuse ! Qu'est-ce que Sidonie ? « Une intellectuelle enivrée de sa valeur, passant le temps à l'estimer, à la regarder au miroir, comme une coquette sa figure, ni plus ni moins ! » Mme Colette Yver la définit ainsi et, pour l'avoir comparée à une coquette, nous la rend aimable.

A quelque temps de là, Mme Colette Yver retrouve Sidonie. Elle lui dit : « En somme, le féminisme est le fruit de l'orgueil de la femme ? — Non, il est le produit de l'égoïsme de l'homme ! » Et Sidonie se lance à déblatérer contre l'égoïsme de l'homme. Elle ne persuade pas son interlocutrice.

Le fameux professeur n'épousa point Sidonie. Et, faute d'épouser Sidonie, au bout de quelque temps, il épousa une autre jeune fille. Et Sidonie en a beaucoup de chagrin ; mais elle dit : « Véritablement, je n'aurais plus été moi-même ! » Et c'est presque joli, parce que Sidonie est jolie. Autrement, non.

Mais ce qui est charmant, c'est ce que dit à Mme Colette Yver une amie de Sidonie et sa confidente : « Cet homme aujourd'hui est marié. Oui, avec une autre ! C'est indigne, n'est-ce pas ? Après avoir juré qu'il se mourait pour Sidonie ! Ils sont tous les mêmes ! » Et voilà l'égoïste masculin, contre lequel proteste le féminisme. Ah ! que le féminisme est amusant, pour peu qu'il reste ainsi admirablement femme, délicieusement femme !...

A Bologne, autrefois, une fille très savante, et savante à un tel point qu'on l'avait chargée de faire un cours à l'université, cette fille savante était si belle qu'elle devait se voiler le visage afin que les étu-

diants ne fussent pas attentifs à sa beauté, mais bien à son enseignement. N'êtes-vous pas amoureux d'elle, et du souvenir d'elle, maintenant que, comme dit Brantôme, la terre couvre un si beau corps?

Ce premier chapitre du livre de Mme Colette Yver abonde en remarques fines et vraies. Cependant, je crois qu'il est en partie faussé du fait que Sidonie soit jolie à merveille. Sidonie aux yeux châtains et au mélancolique sourire est, à coup sûr, un monstre d'égoïsme involontaire et d'innocente perversité intellectuelle. Oui, elle doit figurer dans la galerie des « cervelines » que Mme Colette Yver a peintes dans un de ses romans, pauvres filles dont le cerveau se développe au détriment du cœur. Seulement, elle est jolie; et sa coquetterie nous fait horreur et nous enchante. Le professeur a terriblement souffert à cause d'elle. Je ne sais ce que pense d'elle une lectrice de Mme Colette Yver ; mais je crois que plus d'un lecteur lui dira, comme dit à Manon Lescaut le poète : « Ah ! folle que tu es, comme je t'aimerais demain, si tu vivais ! » Car, si égoïstes qu'ils soient, les hommes ne haïssent pas une méchante aux yeux châtains qui les martyrise et qui, par son mélancolique sourire, prouve qu'elle en a quelque regret. Tant les hommes sont frivoles, encore plus frivoles que bien égoïstes.

D'ailleurs, les dames féministes partiront de là pour s'écrier qu'on les offense. Les laides crieront plus fort que les autres : laissons-les crier ! Et le dépit très gentiment effarouché des autres sera toute grâce, comme elles.

Mme Colette Yver conjure Sidonie et ses pareilles de ne pas nous haïr : la haine, évidemment, ne vaut rien. Elle conjure Sidonie et ses pareilles de voir qu'on ne leur ôte pas la permission de suivre des cours, d'être savantes et de cultiver leur esprit; mais elle les conjure de cultiver leur esprit « dans le sens féminin. » C'est la sagesse ! Et tout au plus observerons-nous que Sidonie, même dans sa toquade, reste femme, adorablement femme. Il ne lui manque, pour nous déplaire, que d'être laide.

Badinage? Mais non !... Du reste, retournons à une gravité plus évidente. Mme Colette Yver, dans son deuxième chapitre, examine le problème de l'éducation des filles. Or, est-il opportun de modifier les principes de cette pédagogie? Nos contemporains ont l'étrange manie de croire qu'ils inventent la vie ou l'inaugurent. Ils font semblant de ne pas savoir qu'il y a eu des jeunes filles autrefois, et très bien élevées, et qu'au lieu d'imaginer un système nouveau d'éducation, peut-être faudrait-il veiller à conserver l'ancien système. Les filles

d'autrefois n'étaient point sottes et, si elles ne prétendaient pas devenir médecins, ni avocats, ni portefaix dans les gares, elles n'avaient pas moins d'agrément que, mettons, Sidonie, à ce qu'il semble.

Mme Colette Yver nous invite à relire deux romans profonds et charmants de M. René Boylesve, *La jeune fille bien élevée* et *Madeleine jeune femme*. Cette Madeleine que l'on a si bien élevée selon les anciennes méthodes, vous avez beau sourire de ces méthodes surannées, Madeleine devient une jeune femme délicieuse.

Oui! répond Mme Colette Yver; mais supposez que Madeleine soit restée fille : écrivez ce troisième roman, s'il vous plait, *Madeleine vieille fille!*

Un partisan résolu de l'ancienne éducation répliquera que l'éducation des filles a pour objet de préparer des femmes, non de vieilles filles, et que, si Madeleine ne se marie pas, c'est un accident. La règle n'est pas faite pour l'accident.

Bien! Mais l'accident qui n'arrive point à Madeleine arrive à un grand nombre de filles. Voyez un peu les statistiques. Les statistiques prouvent ceci : « L'excédent des existences féminines sur les masculines. Je dis *existences*, et non pas *naissances*. Contrairement à ce que l'on croit, il naît plus de garçons que de filles; mais, dès la vingtième année, la mortalité devenant plus élevée chez l'homme, il en résulte que le nombre des femmes dépasse de beaucoup celui des hommes. Au dernier recensement, celui de 1911, pour 5 921 000 habitants mâles entre vingt et trente-neuf ans, on en avait 6 007 000 du sexe féminin d'âge équivalent. »

Voilà près de cent mille jeunes filles ou demoiselles qui ne trouveront pas d'époux. Ajoutez que, chez nous, c'est l'homme qui prend l'initiative du mariage et qui choisit sa compagne : est-ce l'embarras de choisir ? quelquefois, très souvent même, il n'en choisit aucune. En fin de compte, Mme Colette Yver estime qu'à notre époque il se marie environ les trois quarts, à peine les trois quarts, des filles de la bourgeoisie.

Alors, ce que vous appeliez un accident, le célibat des filles, cesse au moins de vous apparaître comme un accident si rare que l'on n'ait point à y songer. Votre fine et superfine éducation des filles, destinée à nous fabriquer les meilleures épouses, ne suffit plus, si elle néglige un quart, un bon quart, de vos élèves.

Notez, sans avoir l'air de l'apprendre avec étonnement, que les conditions de la vie sont devenues, ces derniers temps, plus difficiles

que jamais. Ne dites pas qu'il y avait, jadis comme à présent, nombre de filles qui ne trouvaient pas de mari, et qu'elles se tiraient d'affaire. D'abord, Mme Colette Yver vous répondra qu'elles entraient jadis, pour la plupart, au couvent. Puis on vivait plus commodément, jadis: cela, c'est un fait.

Et concluons. Sans doute l'éducation des filles les doit préparer au mariage. « Mais il y a encore à préparer les filles au célibat possible. Dans toute fille, il faut voir la femme seule qu'elle sera peut-être un jour, puisqu'il n'est pas permis de dire à coup sûr qu'elle se mariera. Dès lors, elle doit pouvoir disposer des mêmes ressources personnelles qu'un garçon qui devra se suffire à lui-même. C'est un préjugé de cultiver la timidité naturelle de la femme, d'augmenter sa faiblesse, de lui apprendre à ne vivre que sur la volonté des autres. Vieille fille ou veuve, elle aura grand besoin de vouloir personnellement, de connaître sa force, d'oser. A chaque instant, la femme seule a des initiatives à prendre, des choix à faire, des jugements à exercer. Que deviendra-t-elle, si on ne lui a enseigné qu'à obéir? La première arme à mettre dans les mains d'un être appelé à se débattre dans la vie, c'est la volonté. » Mme Colette Yver, qui, dans son premier chapitre, n'était pas du tout féministe, ne tourne-t-elle pas à l'être?

Nous y tournons comme elle. Et nous n'avons plus envie de plaisanter. C'est qu'il ne s'agit plus de Sidonie. Cette folle, et si attrayante, ne méritait aucune compassion. Nous l'aurions aimée, en dépit de ses turlutaines, mais non plainte, malgré ses ennuis. Une Sidonie se donne du chagrin : c'est affaire à elle. Les jeunes et vieilles filles auxquelles nous invite à penser le deuxième chapitre de Mme Colette Yver, leur infortune et les difficultés qu'elles ont à résoudre ne sont pas, comme les ennuis de Sidonie, un défi à la destinée, mais bien les fautes de la destinée à leur égard. S'il est vrai que l'ancienne éducation ne les arme pas contre la dure vie nouvelle, modifiez l'ancienne éducation.

Comment la modifier? « Donnez à votre fille des ressources pratiques. Mettez-la en mesure de gagner sa vie. Instruisez-la. — Comme on instruit un garçon?— Pourquoi pas? — Mais parce que vous allez en faire une Cerveline !... » Mme Colette Yver a prévu cette objection. Les Cervelines sont, à leur façon, des précieuses : et les précieuses peuvent être ridicules; mais une femme intelligente et instruite n'est pas nécessairement une pédante, et infatuée.

Il y a eu des Précieuses, vers le temps où la société française

plus polie, accorda aux femmes une place qu'elles n'avaient pas encore eue : la vanité spirituelle rendit plusieurs d'entre elles comme un peu toquées de subtil plaisir. Pareillement, la nouveauté d'apprendre le latin, le grec, le droit, la médecine et de passer des examens, d'obtenir des diplômes, la griserie mentale de l'étude a pour effet de démoraliser plusieurs de nos contemporaines. « Ces femmes, dit Mme Colette Yver, sont encore présentement les parvenues de l'intelligence, les nouvelles riches du savoir. Cela passera ! » Plus tard, les Cervelines seront blasées, seront paresseuses comme des garçons. Puis ce n'est pas une raison, parce qu'il y a des Cervelines, pour que généralement les filles soient tenues à l'ignorance. D'ailleurs, il ne s'agit pas de créer des « femmes nouvelles ; » car « il n'y a pas de femmes nouvelles : il y a seulement de nouvelles difficultés à vaincre, pour la femme d'aujourd'hui. » Voilà comment Mme Colette Yver est féministe, et comment il est impossible qu'on ne veuille pas l'être avec elle, de la même façon prudente, positive et limitée à ce qu'il faut absolument.

Il suffit de le constater : les conditions présentes de la vie ne sont plus ce qu'elles étaient; il serait absurde et scandaleux de condamner filles et femmes à ne prévoir qu'un genre de vie qu'elles ne mèneront pas.

Ce féminisme-là n'est pas une révolte et n'est pas une récrimination d'esclaves en train de s'émanciper. Ce féminisme-là ne contenterait pas Sidonie. Ce féminisme-là, c'est tout le contraire de la folie féministe.

Et, si l'on veut voir comment Mme Colette Yver n'est pas féministe et affronte résolument les rancunes des théoriciennes les plus ardentes, qu'on lise son chapitre, le troisième, consacré à la vie conjugale et, — sans peur ! — à l'autorité du mari. Bonne lecture !

La femme doit obéissance au mari. Et c'est le code qui le dit. Mais Sidonie, les Cervelines et toutes les féministes foncent, pour ainsi dire, comme un seul homme, contre cette petite phrase, qui du reste n'est pas du tout insignifiante. Elles la veulent supprimer. Supprimez-la ! répond Mme Colette Yver : « La psychologie de l'homme et de la femme n'aura point changé ; la vie conjugale suivra les mêmes lois. » C'est très bien dit. Seulement, je crois que beaucoup de féministes ne sont pas mariées et ignorent la vie conjugale.

Elles sont naïves et croient qu'il suffit de voter ceci ou cela pour changer toutes choses. Si le législateur était tout-puissant, figurons-nous que l'univers serait un lieu de parfaites délices. Mais le législa-

teur a ses plus magistrales inventions bornées par la rude réalité qui leur est encore moins obéissante qu'à l'époux l'épouse le plus résolument féministe. Un beau jour, vers la fin du siècle avant-dernier, de vaillants législateurs connus sous le nom de nos Grands Ancêtres ont décidé que, dès le lendemain, tous les hommes seraient égaux. Ils l'ont voté; on l'a cru : et, depuis lors, les hommes continuent d'être inégaux, admirablement inégaux, tout de même que si les Grands Ancêtres, au mépris de leur ancestrale grandeur, avaient joué à la bloquette dans le jardin des Tuileries.

Pourquoi, demandent les dames et les demoiselles féministes, la femme doit-elle obéissance au mari? C'est, leur dit-on, qu'il faut bien que l'un des deux ait l'autorité principale : autrement, l'anarchie! Elles ne redoutent point l'anarchie. Mais pourquoi le mari? Ne leur répondez pas!

Leur tort est de se figurer que, dans un ménage, le mari joue le rôle d'un despote, la femme le rôle d'une esclave, tout simplement parce qu'il est écrit au code que la femme doit obéir à son mari. Elles ne connaissent rien, mais rien du tout, à la vie conjugale. Ce n'est pas cela! Qu'est-ce donc? Mariez-vous! Elles diront qu'il y a de mauvais ménages. Il y en a de bons. Il y en a de passables; et le législateur, s'il était sage, n'a pas cru qu'en inscrivant au code le principe de la suprématie maritale, d'un trait de plume, il rendait tous les ménages délicieux. Mais, vous, ne croyez pas, en supprimant une ligne du code, rendre les hommes et les femmes les meilleurs amis du monde. Craignez surtout d'ajouter une vaine révolte à de vieilles impatiences et un surcroît de sottise à la vieille infirmité de l'intelligence humaine. Épargnez, en outre, les grands mots : liberté, servitude, et le reste. Ces grands mots-là ne font que du vacarme; et il n'est rien de plus dangereux, dans un ménage. Un peu de silence, plutôt!

Pour apaiser les dames et demoiselles féministes, on leur dit, — que ne leur dit-on pas? — on leur dit qu'en échange de la suprématie dont le code l'a revêtu, le mari a des devoirs, quelques-uns très onéreux. La femme lui promet l'obéissance : il promet l'assistance et la subsistance; il la promet à l'épouse et aux enfants éventuels, à toute la famille. Et lisons Mme Colette Yver : « La famille est ainsi ou ne sera plus. Mais la société peut exister sur un autre fondement que la cellule familiale. On peut, si l'on veut, concevoir par exemple l'amour libre et les enfants confiés à l'État... La nation serait un immense orphelinat et le rêve en est vraiment séduisant!... » Orphelinat, pour les enfants; et, pour les parents, un mauvais lieu!... Mais enfin, dans la

société constituée comme à présent, le mari doit assurer la subsistance de sa femme, de ses enfants, de sa famille.

Là-dessus, les féministes éclatent de rire, vous traitent de bourgeois, vous envoient consulter les statistiques et vous demandent de leur dire, — ou de leur avouer, — combien il y a de ménages et de familles où la femme, par son travail, n'apporte rien à la communauté. Aujourd'hui plus que jamais, aujourd'hui que la vie est plus coûteuse qu'autrefois !

Il y a, dans cette réplique, assez de triste vérité pour qu'on y regarde. C'est ce que fait Mme Colette Yver, avec le plus franc courage. Elle considère le travail des femmes, le travail à l'usine, le travail dehors, le travail qui empêche la femme de garder la maison, de la gouverner, de bien élever ses enfants, comme une absurdité ou comme une calamité. Elle le dit très nettement : « Il y aurait eu mieux à trouver, pour corriger l'insuffisance des gains du mari, que d'y adjoindre ceux de la femme. J'aimerais mieux qu'on trouvât économiquement le moyen d'augmenter les salaires masculins. Or, en jetant dans l'arène économique une multitude de femmes dont la production est reconnue inférieure à celle des hommes, pense-t-on favoriser l'élévation des salaires des hommes ? On fragmentera les emplois, on les dépréciera. Dans telle administration où cent cinquante hommes suffisaient, il faut deux cents femmes : voilà un fait. Croit-on qu'il contribuera économiquement à mettre les chefs de famille en état de gagner seuls le pain du foyer par des appointements suffisants? Il faut que ces choses-là soient dites. N'acceptons pas triomphalement la dure loi, la désastreuse loi du travail des femmes. Il faut la dénoncer, en la subissant, parce qu'elle est un désordre social. Comment ! c'est à l'heure où, en France, les économistes n'entrevoient le salut que dans l'accroissement de la population, dans le développement intensif de la cellule familiale, c'est à l'heure où les moralistes sont contraints de ne pas conseiller autre chose que le principe divin de la multiplication de la race, où tous les esprits réfléchis sont d'accord sur cette nécessité d'être un pays très peuplé, que l'on admet sans protester cette ruée des femmes vers les emplois masculins ? Espère-t-on accorder l'un avec l'autre ?... » Si le travail des femmes est un malheur, du moins convient-il de ne pas ajouter à ce malheur, en bien des cas inévitable, maintes conséquences désastreuses et qui ne sont pas inévitables, mais qui surviendraient comme les représailles du féminisme exaspéré.

Mme Colette Yver a écrit deux romans, *Princesses de science* et *les*

Dames du palais, où, « par des hypothèses aussi conformes que possible à la vérité de la nature humaine, » elle a étudié l'influence que peut avoir sur la vie conjugale l'activité professionnelle d'une femme, l'une médecin, l'autre avocat. Ce sont, comme le dit l'auteur, deux hypothèses et qui, bien entendu, n'impliquent pas une affirmation catégorique. Mais enfin, ces deux femmes ont une évidente vérité : or, elles vont à leur calamité par les plus honnêtes chemins. Leurs deux romans conduisent à l'opinion sur laquelle s'achève le quatrième chapitre de l'essai que j'analyse : « La femme seule peut et doit travailler, car nécessité fait loi. Mais opposons-nous de toutes nos forces à ce que le travail de la femme mariée entre dans nos mœurs. Il faut que l'opinion réagisse contre la facilité avec laquelle ce mal empoisonnerait et stériliserait la famille française. Et l'opinion, pour réagir, doit être pénétrée de ce principe qui ne souffre pas de modes, pas de transformations, pas d'évolutions : l'épouse au foyer. »

Dans les derniers chapitres de son livre, Mme Colette Yver présente comme désirables plusieurs réformes qui, introduites parmi les règlements administratifs et les lois, auraient pour effet d'améliorer, de rendre moins périlleux et plus digne, moins douloureux, le sort des femmes et des filles françaises. Car, si elle maintient avec énergie les principes d'éternelle vérité sans lesquels la famille se détraque, elle ne dit pas du tout que nos arrangements actuels soient exactement meilleurs et qu'il n'y ait qu'à s'incliner devant l'intangible merveille du passé ni du présent. Elle n'est pas féministe, car elle nie la prétention féministe par excellence, qui est de créer « la femme nouvelle : » ce projet lui semble une choquante absurdité, un rude mensonge ou une imposture. Mais elle admet, et ne se contente pas d'admettre, elle réclame des réformes.

De petites réformes ! dictées par le simple bon sens et qui auront l'avantage, — mais, au regard des féministes, l'inconvénient, — de ne bouleverser ni l'ordre social, ni l'ordre moral, ni l'ensemble des contingences au milieu desquelles nous avons nos habitudes, notre civilisation, notre défense accoutumée contre la barbarie sans cesse menaçante. De petites réformes ! et qui seront efficaces. De petites réformes ! et tout à fait dénuées de frénésie éloquente.

Le reste ne vaut rien. Mais, ce reste, c'est précisément le féminisme. Au contact du bon sens, le féminisme, comme la plupart des doctrines qui exaltent les foules et leur procurent des meneurs bientôt fameux, se réduit à n'être presque plus rien. Tout ce qui prêtait au discours tombe. Et l'on se calme ; on revient à examiner un cer-

tain nombre de questions qui, sagement résolues, avec une prudente ingéniosité, suppriment de la souffrance. Il n'est pas de plus beau résultat de la bonne volonté humaine.

Mais ce n'est pas le résultat que recherchent les fabricants et les propagandistes zélés du fatras doctrinal qui, de nos jours, se multiplie au détriment de la collectivité française, au détriment des individus, au détriment de tous et de chacun. Les doctrines les moins analogues à l'humble vérité font tant de victimes que c'est une grande pitié : seulement, les doctrinaires sont impitoyables.

Il n'y a point à chercher le salut ailleurs que dans un tranquille retour au bon sens. Mais le bon sens n'est point à la mode. Il faudrait que le bon sens fût à la mode : et les bonnes gens devraient s'en apercevoir. N'êtes-vous pas fatigués d'un perpétuel paradoxe et d'une folie, ma foi, trop facile ? Au surplus, si vous aimez le paradoxe et avez le goût de vous distinguer par des opinions originales, le bon sens vous en fournira de très charmantes et de rares, puisqu'il n'est pas aujourd'hui très répandu. On vous dit que le bon sens court les rues : n'en croyez rien. Plutôt, essayez-en : vous étonnerez le prochain !

N'êtes-vous point honorablement désireux de n'être pas dupes ? C'est afin de n'être pas dupes, que vous allez au delà de ce qu'on racontait jadis : Gribouilles qui, de peur d'être dupés, vous réfugiez dans l'erreur ! Mais revenez au bon sens : il n'a jamais trompé personne. Il est simple et doux, aimable, gentil. Vous le croyez nigaud : vous n'avez donc pas remarqué la nigauderie des doctrinaires ? Le bon sens a beaucoup d'esprit : le bon sens est né en France ; ne l'y laissez point mourir.

Et, s'il vous tente de savoir comme le bon sens a joliment raison, lisez le livre intelligent, vaillant, narquois et tendre de Mme Colette Yver. Après cela, vous ne serez point acquis à la cause du féminisme, ou je me trompe, mais plus dévoués à la cause des femmes, qui en est bien tout le contraire.

ANDRÉ BEAUNIER.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Au moment où je livrais ma dernière chronique à l'impression, la Chambre s'emparait d'une question de mise à l'ordre du jour pour renverser le ministère et pour interdire à M. Georges Leygues de représenter la France à la prochaine réunion du Conseil suprême. Je souhaite que nous n'ayons pas à regretter cette opération parlementaire. L'avenir nous dira si elle a été heureuse. Elle était, en tout cas, devenue fatale depuis les dernières séances du mois de décembre, dans lesquelles le malentendu s'était visiblement accru entre la Chambre et le Cabinet. La jeune assemblée du Palais-Bourbon, élue au lendemain d'un effroyable bouleversement national, sortie d'un scrutin bizarre où se sont péniblement amalgamés le dogme majoritaire et le principe de la représentation proportionnelle, remplie d'hommes de valeur et de talent, animée du plus pur esprit patriotique et des meilleures intentions, mais un peu éblouie d'abord par les rayons de la victoire, s'est trouvée en présence de la situation la plus grave qu'un pays pût avoir à envisager. La paix était signée, mais quand deviendrait-elle une réalité? L'état du budget et de la trésorerie, complètement ignoré jusque-là de la plupart des députés, se révélait à eux brusquement sous les couleurs les plus sombres. Ils éprouvaient l'irrésistible besoin d'être pris par la main et conduits par des routes sûres à un but précis. Craignant de n'avoir pas trouvé le guide qu'ils cherchaient, ils ont attribué, avec un peu d'injustice, à M. Leygues, la responsabilité d'embarras qu'il n'avait pas créés et ils lui ont refusé la confiance qu'il leur demandait. La veille même de cet événement, M. Raoul Péret, qui venait d'être réélu Président de la Chambre, avait prononcé un discours qui contenait, sous une forme discrète, mais transparente, la critique des méthodes suivies, depuis quelques mois, dans l'application du traité de paix. La chute du Cabinet

Copyright by Raymond Poincaré, 1921.

ayant suivi, à vingt-quatre heures de distance, les acclamations qui avaient accueilli ces fermes paroles, M. Raoul Péret semblait désigné pour prendre, dans les circonstances actuelles, la Présidence du Conseil. Nul plus que moi n'a regretté l'échec de sa tentative; mais jeune, intelligent, laborieux, il demeure une précieuse réserve pour le pays. Après l'insuccès de cette première combinaison, le Président de la République s'est adressé à M. Briand et M. Briand, depuis longtemps passé maître dans l'art de dénouer les crises, a rapidement formé son ministère.

Il l'a constitué, sans doute, suivant les vieilles recettes parlementaires et la première impression n'a pas été très favorable. On a senti que plusieurs des nouveaux ministres étaient beaucoup moins choisis pour leurs aptitudes et pour leur compétence que pour leurs attaches avec certains groupes. Il a semblé que l'auteur de cette construction de style composite eût surtout la préoccupation de ménager un peu tout le monde. Ce qui a paru le plus singulier, c'est que, malgré tous les périls d'un déficit croissant, le Cabinet, qui a le devoir de donner l'exemple de l'économie, offrît aux Chambres, comme don de joyeux avènement, une luxuriante floraison de sous-secrétariats d'État. Je n'ai pas la candeur de croire qu'il suffit d'éteindre quelques bouts de chandelle dans les antichambres ministérielles pour sauver nos finances, et ce n'est pas la suppression de cinq ou six secrétaires d'État qui nous permettra d'équilibrer le budget. Mais un gouvernement n'a pas seulement l'obligation de réduire les dépenses ; il a des leçons de moralité à donner ; et, lorsqu'au lieu d'enseigner l'épargne, il a l'air de recommander la prodigalité, il manque à une partie de sa mission. Un sous-secrétariat d'État, d'ailleurs, ce n'est pas seulement l'établissement d'un demi-ministre, à la tête d'un service qui serait, en général, mieux dirigé par un fonctionnaire expérimenté ; c'est la constitution d'un cabinet, avec un chef, un sous-chef et des attachés ; c'est une multitude de frais accessoires qui viennent se cristalliser autour du noyau central.

Et puis, avouons-le, on a trop souvent, dans la composition du nouveau Gouvernement, procédé par voie de compensation. Je veux dire qu'à un ministre radical on a adjoint un sous-secrétaire d'État conservateur ou modéré. Ici, on a mis un peu plus d'eau dans le vin, là un peu plus de vin dans l'eau ; et l'on a espéré que ces mélanges variables contenteraient également les buveurs d'eau et les buveurs de vin. Il se peut. Mais ces dosages ont, tout de même, à l'heure grave où nous sommes, quelque chose de futile.

M. Briand ne s'y est certainement livré qu'à son corps défendant. Il a été, paraît-il, en butte à un furieux assaut d'appétits déchaînés. Il a voulu employer la tactique qui avait si bien réussi, le 15 juillet 1918, à l'armée Gouraud : rompre, pour arrêter l'offensive sur des lignes préparées à l'arrière. Mais, en politique, le terrain perdu ne se regagne jamais aisément. Quoi qu'il en soit, son cabinet constitué, et fortifié, du reste, par la présence de plusieurs ministres de grand mérite, M. Briand s'est immédiatement mis à l'œuvre et s'est entendu avec ses collègues pour la rédaction, qu'il jugeait, semble-t-il, assez oiseuse, d'une déclaration inaugurale.

Il n'y a guère que deux méthodes à suivre pour composer un de ces morceaux de rhétorique dont l'usage fait une obligation aux ministères nouveau-nés. Ou bien le Président du Conseil confère avec ses collègues, puis s'enferme pendant une heure ou deux dans son cabinet pour synthétiser, dans un raccourci plus ou moins puissant, le programme gouvernemental. Ou bien il demande à chacun des ministres une note sur les projets de son département spécial, et il relie ensuite ces documents épars à l'aide d'un fil qu'il sort de son propre tiroir. Sans doute un peu fatigué par les démarches des jours précédents, M. Briand a préféré la seconde manière. La première, d'ailleurs, n'eût été ni dans ses habitudes ni dans ses goûts. Lorsqu'il a été reçu à l'Académie française, Berryer a modestement déclaré qu'il ne savait ni lire, ni écrire : ce qui, dans sa pensée, signifiait, du reste, évidemment que les académiciens ne savent pas parler. M. Briand est, lui aussi, un grand magicien de la parole; mais il est toujours un peu embarrassé, lorsqu'on le prie de prendre une plume ou de faire une lecture. Non pas certes qu'il soit incapable de réussir dans l'un ou l'autre effort, quand il se donne la peine de le vouloir. Mais à quoi bon ? Il sait bien qu'aujourd'hui les écrits s'envolent aussi vite que les discours et que, du moins, l'envolée d'un beau discours, devant un auditoire émerveillé, est une incomparable jouissance pour l'orateur.

La Chambre, qui ne connaissait pas encore beaucoup M. Briand et qui ne l'avait guère entendu que dans de longues interruptions, parfois inopportunes, l'a donc vu, en deux jours, sous trois aspects très différents : celui d'un rédacteur insouciant, celui d'un lecteur las et détaché, celui d'un orateur prestigieux, qui se transfigure à la tribune, qui parle, à la fois, le langage le plus simple et le plus pittoresque, qui tire d'une voix profonde des effets extraordinaires, qui a, comme Jaurès le disait de lui, des pauses et des silences aussi éloquents que les plus

amples périodes, qui établit, tout de suite, entre ses auditeurs et lui le courant électrique, et qui sait cueillir dans le cerveau de chacun d'eux les idées les mieux faites pour les convaincre et les émouvoir.

En répondant au remarquable discours de M. Pierre Forgeot, M. Briand a dit à son jeune et très distingué collègue : « Vous avez, Monsieur Forgeot, un esprit intuitif admirable et vous possédez, en quelque sorte, des antennes. » Quel compliment, de la part d'un homme qui excelle, en général, sinon dans l'étude des choses, du moins dans la perception soudaine et spontanée des faits, et qui a de meilleurs appendices céphaliques que les plus doués des arthropodes ! Dès ses premiers mots, M. Briand avait retrouvé toute la force de séduction qu'il exerçait sur les Chambres précédentes et, minute par minute, il allait à la conquête de travées nouvelles.

Un rapide exorde, pour demander, tout ensemble, la confiance de la Chambre et la liberté du Gouvernement dans les négociations prochaines. Pour le moment, il ne peut être question que d'indiquer des directives ; et voilà, tout de suite, le Parlement fixé. On ne lui dira rien ou presque rien par avance. Il devra faire crédit au Cabinet et, après les séances du Conseil suprême, il se trouvera, une fois de plus, devant un accord qu'il sera trop tard pour modifier ou devant un malentendu qu'il sera très difficile de dissiper. Rendons, du moins, à M. Briand cette double justice, d'une part, qu'il a pris crânement ses responsabilités; d'autre part, qu'il est, tout de même, à plusieurs reprises, sorti des nuages et a laissé tomber quelque clarté sur plusieurs points importants.

Il s'est, d'abord, expliqué, avec beaucoup de verve, sur la composition de son cabinet : « Les crises s'ouvrent et se dénouent parmi les hommes. Elles font apparaître à la surface pas mal de sentiments nobles et généreux, mais, de ci de là, se font jour aussi quelques préoccupations qui ne sont pas toujours d'une noblesse égale. » Bonne formule de justice distributive. Tout le monde y trouve son compte : les solliciteurs éconduits, comme les privilégiés qui ont forcé la porte. Puis, très habilement, au lieu de s'excuser d'avoir inutilement institué tant de sous-secrétariats d'État, M. Briand se justifie d'avoir fait deux choix que personne ne peut sérieusement critiquer, MM. Barthou et Guist'hau. Il prend M. Barthou sous sa protection; il parle de M. Guist'hau avec tendresse ; et il met tant de charme dans cette double défense que personne ne pense plus aux sous-secrétaires d'État, ou, du moins, s'il est encore deux ou trois députés pour y songer, ce ne peuvent être que ceux qui re-

grettent leur éviction, et ils préfèrent naturellement rester muets.

Sur le même ton, M. Briand plaide ensuite *pro domo*. On lui a reproché son passé. M. Forgeot lui a demandé si quelques discours révolutionnaires d'autrefois ne le gêneront pas un peu dans le maintien de l'ordre. Il pourrait répondre que, dans tous les pays du monde, les anciens révolutionnaires sont les enfants chéris des classes conservatrices. La sagesse continue ennuie. Elle inquiète même l'opinion; comme tous les hommes varient, celui qui n'a pas cessé d'être sage passe pour plus exposé que les autres à devenir fou. Celui qui, au contraire, a commencé par la folie et qui s'est assagi, a des chances d'avoir une sagesse plus durable, puisqu'elle est plus fraîche. Et puis, quelle confiance pouvez-vous avoir en quelqu'un, s'il a toujours suivi une ligne droite? Les sentiers de la politique sont sinueux, et quiconque ne les a pas fréquentés risque d'aller, un beau jour, se briser la tête contre un arbre. M. Briand ne donne pas tout à fait cette explication. Il parle de sa jeunesse, de ses enthousiasmes, et il ajoute : « Je me suis trouvé six fois à la tête du Gouvernement. Si certains angles ne s'étaient pas arrondis en moi, je serais un piètre sire. Je suis comme ces frustes cailloux qui longtemps ont roulé dans le fond du torrent. » Comment voulez-vous qu'il se trouve encore un député pour jeter une pierre dans cette eau courante?

Le public ainsi préparé et subjugué par sa bonne grâce, l'orateur aborde les grandes questions de la politique intérieure et extérieure. Dans la tempête universelle, c'est la France qui apparaît comme le rocher, comme l'élément d'ordre. Le Gouvernement veillera, bien entendu, à ce que les flots ne viennent pas miner cette falaise. Mais, d'autre part, il fera confiance aux travailleurs et n'entreprendra rien contre les organisations ouvrières. Le procès de la Confédération Générale du travail a été jugé, il n'y a donc plus à en parler; mais l'État a besoin de tous ses moyens d'action, notamment de la régularité de ses services publics, et il n'admettra pas que des citoyens auxquels il a fait confiance retournent contre lui la force morale qu'il leur a donnée. Et, comme un socialiste interrompt, M. Briand lui jette cette éloquente apostrophe : « Oui, nous ne serons jamais à vos yeux que des bourgeois. Mais vous-mêmes, prenez garde! Vous avez déjà pâli au soleil rouge de la Russie! » Aussitôt, les applaudissements crépitent à gauche, au centre et à droite, et il devient superflu d'échanger plus longtemps des observations sur la politique intérieure. A la réflexion, un esprit maussade se demandera peut-être si,

à un moment où le problème financier appelle des solutions héroïques, les deux lignes qu'y a consacrées la déclaration ministérielle pouvaient dispenser le Président du Conseil d'y faire à tout le moins une brève allusion. Il a bien prononcé une fois incidemment l'expression de détresse financière. Mais c'est tout. Des remèdes, pas un mot. Sous la caresse des ondes sonores, toutes les inquiétudes s'apaisent et tous les regrets s'assoupissent.

Quant à la politique étrangère, M. Briand l'a revêtue d'une ample et large tunique, à nuances variées et délicates. Dans le papier qu'il avait lu à la tribune, il avait évité de se déclarer ouvertement pour le projet de rétablissement de l'ambassade au Vatican : il s'était borné à dire que la France devait être représentée partout où elle a des intérêts, ce qui pouvait, tout aussi bien, signifier qu'elle doit être représentée à Moscou, puisqu'à n'en pas douter, elle a des intérêts en Russie. Dans son discours, il a déclaré qu'il soutiendrait « vigoureusement » le projet devant le Sénat, mais il a refusé d'indiquer s'il poserait ou non la question de confiance et même s'il reprendrait l'idée, qu'il avait récemment défendue comme député, de recommencer, avant le vote de la loi, des négociations officieuses à Rome au sujet des cultuelles ou d'autres matières analogues. M. Leygues avait, au contraire, insisté devant la Commission du Sénat pour une décision rapide et il avait expressément reconnu à la tribune, en réponse à M. Briand, qu'il lui semblait fâcheux de négocier sur des lois antérieures. On a, en effet, risqué de donner par là un caractère politique à une mesure qui, au début, avait été beaucoup plus sagement présentée, comme se recommandant à tous les partis dans l'intérêt national. En retardant la discussion, on l'a, par avance, compliquée et obscurcie. Un nouvel ajournement ne mettra pas fin à des divisions regrettables. Il laissera peser sur les esprits une incertitude que personne n'a intérêt à entretenir. Des déclarations qu'a faites M. Briand à plusieurs membres des commissions parlementaires et que M. Lazare Weiler a rapportées au Sénat laissent cependant supposer que le Président du Conseil désire gagner du temps. Est-ce gagner ou perdre qu'il faut dire? Et ce projet n'est-il donc déposé depuis dix mois que pour servir aux cabinets de moyen de gouvernement et pour amuser les Chambres par le jeu alterné de la crainte et de l'espérance?

M. Briand a été beaucoup plus net, dans sa déclaration et dans son discours, sur la question capitale de nos alliances. Il a développé, avec un grand bonheur d'expression, une théorie qui lui est chère,

celle de l'unité de front, unité qu'il faut, a-t-il dit, maintenir dans la paix telle qu'elle a été établie dans la guerre. L'accueil très sympathique qu'a reçu le ministère en Angleterre, en Italie, en Belgique, les relations cordiales que M. Briand a pu nouer, au cours des hostilités, avec la plupart des hommes politiques des nations amies, son tact et son affabilité naturelle, lui faciliteront certainement la reconstitution d'un front aujourd'hui quelque peu disloqué. Les télégrammes qu'il a échangés avec les premiers Ministres sont, de part et d'autre, rédigés dans un esprit de concorde qu'il y a plaisir à noter. M. Auguste Gauvain a eu raison de relever, en particulier, celui que M. Briand a adressé au distingué ministre des Affaires étrangères de la Tchéco-Slovaquie, M. Benès. Tous ceux qui ont eu, pendant la guerre, l'occasion de collaborer avec M. Benès, ceux qui, comme moi, l'ont vu à l'œuvre avant la résurrection de son pays, savent quelle confiance il a dans l'amitié de la France et quelle orientation il s'efforcera toujours de donner à sa politique. Nous ne sommes pas moins assurés des sentiments de la Roumanie et de la Yougo-Slavie, et lorsque M. Take Jonesco a expliqué, il y a quelques semaines, dans l'amphithéâtre Richelieu, les motifs qui avaient inspiré la Petite Entente, il n'a rien pu rester, dans l'esprit de ses auditeurs, des préventions que certains magyarophiles avaient essayé d'y faire pénétrer. M. Briand a franchement rompu avec l'étrange politique que nous avons pratiquée, l'an passé, dans l'Europe centrale, et qui aurait fini par y mécontenter tous nos amis : « Le Gouvernement de la République française, a-t-il télégraphié à M. Benès, apprécie hautement et suit avec une sympathie particulière l'action que vous vous efforcez d'exercer en groupant nettement dans une étroite union les États alliés de l'Europe centrale, signataires, aux côtés de la France, des traités sur lesquels est basée la paix générale et qui ont consacré les principes dont la victoire des Alliés a assuré le triomphe. » Paroles de bon sens et de raison, qui sont le signal d'un redressement nécessaire. Nous n'avons pas d'amitiés de rechange. Gardons celles que nous avons éprouvées. Nous n'en serons pas moins libres de chercher, en même temps, à reprendre de bons rapports avec la Hongrie et de prêter enfin à l'Autriche l'aide dont elle a besoin pour vivre et pour sauver son indépendance. Mais l'Autriche et la Hongrie seront les premières à comprendre que nous ne voulions pas leur sacrifier nos amis d'hier.

La Conférence de Paris s'est donc ouverte sous des auspices favorables. Que sortira-t-il de ses délibérations ? A l'heure où j'écris, je

n'en puis rien préciser. On a recommencé la publication de photographies sensationnelles, comme à chaque réunion du Conseil suprême. Puis, on a tiré le rideau, et on ne l'a plus guère soulevé que pour laisser passer, de temps en temps, un rayon de lanterne sourde. Nous savons, du moins, avec quelque précision, dans quelles dispositions générales M. Briand a abordé l'examen des nombreuses questions qui se pressent à l'ordre du jour. Avant de recourir à la force vis à vis de l'Allemagne, il veut, a-t-il dit, épuiser tous les moyens de conciliation et toutes les ressources du raisonnement. Parfait. Où sont les insensés qui rêvent d'employer la force sans nécessité? J'entends bien que, ces temps derniers, dans les couloirs des Chambres et dans une partie de la presse, on a essayé, pour semer la panique, de dresser quelques épouvantails. On a dénoncé les fous qui nous conduisaient à la mobilisation de plusieurs classes et à la reprise de la guerre. Traduisez : le nez de ce monsieur me déplaît, je préfère le nez de celui-ci. La force pour le plaisir de la force, ce serait, à la fois, crime et sottise. Mais voilà plus de vingt-six mois que nous avons déposé les armes, plus de vingt-six mois que nous raisonnons avec l'Allemagne, plus de vingt-six mois que nous essayons d'obtenir, par la conciliation, qu'elle désarme et qu'elle nous paye. Plus le temps passe, plus elle nous échappe; plus le temps passe, plus nos alliés s'occupent de leurs affaires, avant de s'occuper des affaires communes; plus le temps passe, plus nous laissons se diluer notre énergie et plus nous voyons, si je puis ainsi parler, tomber notre potentiel. Si notre attitude donne à l'Allemagne l'impression que nous sommes désormais incapables d'user de la force, notre affaire est réglée; le traité ne s'exécutera point; l'Allemagne continuera à cacher, derrière ses camouflages, sa situation véritable; et nous nous réveillerons, quelque jour, en face d'un Empire, riche et puissant, qui nous dictera ses volontés. Si, au contraire, nous voulons fermement ce que nous voulons, et si l'Allemagne nous sent prêts à prendre immédiatement, en cas de nécessité, des garanties et des sanctions, elle cédera, parce qu'à l'heure présente, elle est à notre merci et qu'elle sait la résistance impossible. Lorsque la *Gazette de Francfort*, plaisantant M. Briand, déclare qu'il n'a pas ganté de velours une main de fer, mais qu'il a ganté de fer une main douce et molle, elle s'expose, par bonheur, à quelque déception. Il serait assurément mauvais que l'Allemagne pût douter ainsi de la force française. Mais, M. Briand a fait, à cet égard, des déclarations tout à fait rassurantes, qu'on ne saurait trop mettre en lumière : « Nous avons

la force; nous pourrions, nous saurions nous en servir, s'il le fallait, pour imposer le respect de tous les engagements souscrits... La France réclame son dû, tout son dû... Nous n'obtiendrons la sécurité que si l'Allemagne est désarmée. C'est pour notre pays une question vitale qui trace au gouvernement le premier et le plus sacré de ses devoirs. » Autant de phrases lapidaires, qui rappellent le discours de M. Raoul Péret et que se serait volontiers appropriées M. André Lefèvre lui-même, s'il eût été appelé à rédiger une déclaration ministérielle.

Je ne fais, du reste, aucun grief à M. Briand d'avoir composé un tableau un peu flou, lorsqu'il nous a indiqué la méthode qu'il comptait appliquer pour nous faire payer notre dû et pour obtenir le désarmement effectif de l'Allemagne. Avant d'avoir pris contact avec nos alliés, il était condamné à une grande réserve. Il a repoussé la théorie du forfait, que M. Pierre Forgeot avait reprise sous une forme assez imprévue et il a écarté, dans un mouvement d'indignation, l'idée d'amputer notre créance. Mais, comme toujours, on a discuté sur le forfait, sans prendre la peine de commencer par définir les mots, et je crains qu'il ne soit resté dans l'esprit de la Chambre quelque confusion sur ce grave sujet. Je n'aurai que trop souvent encore l'occasion de chercher à éclairer une route où tant d'intérêts opposés projettent des ombres épaisses. Pour l'instant, ce qui importe, sans doute, le plus, c'est que l'Allemagne ne puisse pas nous mystifier demain sur sa capacité de paiement. M. Briand a fait preuve, à cet égard, d'une très sage défiance. « Le coffre de l'État allemand s'est vidé, a-t-il dit, c'est entendu; mais les particuliers se sont enrichis et, quand on consulte les statistiques, quand on examine les conditions de travail de l'Allemagne, quand on constate les dividendes que de grandes firmes industrielles distribuent, on s'aperçoit que déjà la prospérité circule dans l'industrie allemande. »

Les renseignements que j'ai donnés ici, à plusieurs reprises, confirment cette observation de M. Briand et, tant pour l'opinion publique étrangère que pour la France elle-même, il n'est peut-être pas inutile de les compléter. J'ai montré qu'il était aisé de réduire les dépenses du budget allemand et d'en augmenter les recettes. Mais, à vrai dire, ce n'est pas le budget seul, ce n'est même pas la situation financière, considérée sous un aspect général, qui peut nous révéler complètement la capacité de paiement de l'Allemagne. Le Reich ne possède plus beaucoup de valeurs étrangères; il en a perdu une partie; il en a écoulé d'autres frauduleusement; il a, en outre, livré

la plupart de ses navires, il n'est pas en mesure de payer les réparations sur son capital actuel. Il devra évidemment les payer peu à peu sur ses revenus annuels, c'est-à-dire sur le produit du travail de sa population. La question essentielle n'est donc pas, je le répète, l'état des finances; c'est l'état de l'industrie, du commerce, de l'agriculture. Capacité de paiement, capacité productive, deux termes corrélatifs, deux idées inséparables. En dernière analyse, c'est grâce à des exportations de fournitures ou de services que s'effectueront les paiements. Entendez-moi. Je ne veux nullement dire que toutes les exportations allemandes devront se faire sur la France et sur les autres États qui sont, comme elle, créanciers au titre des réparations. Loin de là. J'ai expliqué, au contraire, l'autre jour, qu'il serait extrêmement dangereux de donner une part prépondérante à ces paiements en nature. Mais le développement général des exportations permettra à l'Allemagne de se procurer des ressources, à l'aide desquelles elle pourra nous payer. A mesure qu'elle exportera davantage, sa capacité de paiement s'accroîtra. Or, j'ai déjà dit, il y a quelques mois, que la balance commerciale lui était redevenue favorable. Depuis lors, le mouvement que j'avais signalé n'a pas cessé de s'accentuer et, tandis qu'en France, malgré les louables efforts de nos producteurs, notre balance est restée passive, tandis que nos importations n'ont diminué que de dix pour cent et que nos exportations ne se sont augmentées que de soixante-quatre pour cent, l'Allemagne, elle, a complètement retourné, pour l'année 1920, le signe de ses comptes et, d'après les chiffres que nous pouvons connaître, elle a atteint, pour l'excédent de ses exportations sur ses importations, le chiffre respectable de un milliard huit cents millions de marks.

C'est qu'aussi bien, si nous consultons les bulletins consacrés aux questions économiques dans les journaux comme la *Frankfurter Zeitung*, la *Vossische Zeitung*, le *Berliner Tagblatt*, ou si nous lisons avec quelque attention le *Bulletin d'informations économiques de Coblence*, nous constatons que l'industrie allemande se relève partout avec une rapidité prodigieuse. Je présidais ces jours-ci, à l'Union des Grandes Associations Françaises, une très remarquable conférence de M. Georges Blondel, professeur au Collège de France. Ce savant maître, qui est allé plusieurs fois en Allemagne depuis la signature de la paix, en a rapporté des informations édifiantes. Du côté d'Essen, de Dortmund, de Bochum, la métallurgie travaille à plein. Les grandes maisons à la tête desquelles se trouvent les Krupp, les Thyssen, les

Stinnes, les Mannesmann, sont redevenues si prospères qu'elles donnent dès maintenant, des dividendes déclarés de dix, quinze, vingt, trente, quarante et même cinquante pour cent. *L'Allgemeine Electricität Gesellschaft*, que dirige M. Walter Rathenau, vient de répartir quatorze pour cent de dividende ; la maison Krupp annonce un bénéfice net de soixante-dix-neuf millions de marks. L'industrie textile est également florissante. Bien que l'Allemagne ait peu de laine, bien que, ayant perdu ses colonies, elle soit forcée d'acheter le coton en Amérique, en Égypte et aux Indes, la *Kölnische Zeitung* du 7 janvier nous dit que les filatures allemandes ont repris toute leur activité et, en effet, les principales sociétés de Barmen, d'Augsburg, de Nuremberg, distribuent dix, quinze, dix-huit pour cent de dividendes. Mêmes constatations pour l'industrie chimique. L'ancienne fabrique Bayer, qui nous inondait, avant la guerre, de ses produits et qui est, comme on sait, établie à Leverkusen, entre Dusseldorf et Cologne, donnait hier à ses actionnaires un dividende de dix-huit pour cent. Détail significatif : le Gouvernement britannique commence à redouter l'invasion des produits chimiques allemands et il vient de déposer, à la Chambre des Communes, un projet de loi destiné à restreindre des importations qui font déjà concurrence à la fabrication anglaise. De quelque côté que vous tourniez les yeux, vous observerez les mêmes symptômes de relèvement.

L'industrie du bois s'est reconstituée d'autant plus vite que les ressources forestières de l'Allemagne sont immenses ; et, entre parenthèses, il ne faut pas oublier que les forêts des Couronnes et les forêts domaniales représentent à elles seules trente-neuf pour cent de la surface boisée et que sur un total de trente-quatre ou trente-cinq millions de mètres cubes de bois d'œuvre et de bois à brûler, une vingtaine de millions sont produits par l'État. Il y a donc là un élément très important de la richesse nationale. L'industrie du papier n'est pas plus à plaindre. La grande fabrique de Reisholz accuse, elle aussi, dix-huit pour cent de dividendes distribués. Il en est de même des banques. Alors que les banques françaises sont, pour la plupart, forcées de reculer devant les moindres immobilisations, alors que certaines d'entre elles en sont réduites à vivre au jour le jour, les banques allemandes réalisent des bénéfices considérables et donnent des dividendes qui varient de dix à vingt-cinq pour cent. Le régime des cartels, qui avait pris en Allemagne, avant la guerre, une si grande extension, est déjà rétabli dans toute sa puissance. La *Kœlnische Zeitung* et la *Germania* s'en félicitaient hautement il y a quel-

ques jours. Nous allons donc retrouver demain l'industrie allemande rajeunie, conduite par une poignée de capitaines audacieux et cherchant à conquérir de nouveau tous les marchés du monde.

Tant mieux pour l'Allemagne. Cette merveilleuse renaissance fait honneur à son esprit d'initiative, à sa volonté, à son patriotisme. Nous n'avons pas l'âme assez basse pour ne pas rendre justice à des efforts aussi remarquables. Mais, du moins, que l'Allemagne cesse de crier misère! Qu'elle ne se pose plus en débiteur insolvable! Qu'elle jette le masque de la faim et de la pauvreté!

L'éminent conférencier dont je parlais tout à l'heure rappelait à son auditoire un mot d'un écrivain allemand, M. Paul Michaelis, qui dans un livre intitulé : *Von Bismarck bis Bethmann Hollweg*, et publié en 1912, avouait : « Ce qui nous manque le plus, c'est le désir sincère de dire la vérité. » Et il se trouve que cet aveu n'est que la reproduction du mot célèbre de Velleius Paterculus, qui, soixante ans avant Tacite, disait des Germains qu'ils semblaient nés pour le mensonge. Le jugement sévère du vieil historien latin et du moderne auteur allemand est évidemment un peu sommaire, et je n'ai garde de m'approprier des appréciations aussi générales. Mais combien M. Georges Blondel a raison cependant de dénoncer le dédoublement de la conscience allemande et de montrer que l'Allemand le plus honnête et le plus franc dans la vie privée se croit, le plus souvent, autorisé à mentir dans ce qu'il imagine être l'intérêt de son pays! *Deutschland über alles*, même au-dessus de la vérité. Un distingué professeur allemand, que j'avais reçu autrefois à ma table, m'écrivait avant la guerre des lettres charmantes et pleines d'admiration pour la France. Il a signé le manifeste des Quatre-vingt-treize.

RAYMOND POINCARÉ.

Le Directeur-Gérant :

RENÉ DOUMIC.

UN DRAME DANS LE MONDE

DEUXIÈME PARTIE (1)

II. — GÉRAUD DE MALHYVER (*suite*)

GÉRAUD en était là de ses réflexions, qui n'avaient pas, on le voit, aboli une autre inquiétude. S'il prolongeait sa veillée, c'était dans cette vague attente que suscite inconsciemment la pensée d'une créature humaine en danger de mort. Le bruit de la porte cochère, ouverte puis refermée, en hâte lui sembla-t-il, le fit s'arrêter, immobile. D'instinct, il s'avança hors de la pièce, comme au retour de sa femme, tout à l'heure. Quelqu'un montait en courant l'escalier. Il reconnut le domestique d'Athénaïs de Sailhans :

— Mademoiselle est au plus mal, fit cet homme. Monsieur le docteur m'a envoyé, il faut que Monsieur le comte et Madame la comtesse se dépêchent, s'ils veulent revoir encore Mademoiselle. J'ai un taxi en bas...

— Faites-le entrer dans la cour. Je vous rejoins, dit Géraud, et il alla tout droit frapper à la porte de sa femme. Il entra sans qu'elle eût répondu. Elle ne l'entendit pas davantage approcher, abimée qu'elle était, — dans quelles pensées? Elle se tenait assise sur un fauteuil bas, dans l'ombre, les mains crispées sur les bras du meuble. Il lui toucha doucement l'épaule. Elle sursauta. Ses yeux s'agrandirent :

— Géraud! supplia-t-elle. Qu'est-ce qu'il y a ? La tante?...

Copyright by Paul Bourget, 1921.

(1) Voyez la *Revue* du 1er février.

— Graux nous envoie chercher. J'ai peur que ce ne soit la fin.

— Allez sans moi.

Et elle rejetait sa tête en arrière, comme si l'air lui manquait.

— Tâchez de prendre sur vous, répondit-il. Si votre tante conserve une lueur d'intelligence, c'est vous qu'elle aimera revoir.

— Je ne peux pas, dit-elle, non, je ne peux pas.

— Hé bien! J'y vais et je vous renvoie le taxi. Vous changerez peut-être d'idée.

— Je n'en changerai pas.

Elle avait mis dans ce refus une telle énergie que Géraud n'insista plus. Le temps de descendre l'escalier, de passer son pardessus, et il entendait cette même voix, frémissante d'émotion, lui crier : « Attendez-moi. Je viens. » Relevant la tête, il vit Odette qui se précipitait, sans chapeau, enveloppée d'une fourrure.

— Vous aviez raison, dit-elle simplement, il faut que je sois là.

Cinq minutes plus tard, ils roulaient dans le taxi, par la rue du Faubourg-Saint-Honoré d'abord, puis la rue Boissy d'Anglas, la place de la Concorde. Par instants, la lumière d'un réverbère, projetée du trottoir, éclairait le visage anxieux et tendu de la jeune femme, que son mari considérait avec un attendrissement infini. Ses réflexions de tout à l'heure se prolongeaient à travers la pitié que cette vue soulevait en lui :

— Comme elle est sensible! songeait-il, comme elle a du cœur! J'ai eu tort. Je ne lui ai pas bien parlé. C'est à son cœur que j'aurais dû faire appel.

Dans un mouvement d'affection, presque de remords, il lui prit la main. Cette petite main nue était glacée. Il la serra, sans qu'elle lui rendît sa pression et sans que l'étreinte parvînt à réchauffer ces doigts raidis. Ils avaient passé le pont, obliqué par le boulevard Saint-Germain. Ils entraient rue de l'Université. A mesure qu'ils approchaient de l'hôtel, Géraud sentait Odette trembler. Elle eut de la peine, aidée par lui, à traverser la cour, à gravir les marches. Enfin, ils étaient dans le salon, où le médecin les attendait :

— Le prêtre est là pour l'extrême-onction, dit-il à mi-

voix. Il montrait la porte fermée, par où Odette sortait de la chambre de sa tante, moins de deux heures auparavant. Comme elle aurait voulu être encore à ce moment-là, et l'avoir repassée, cette porte, avoir repris le verre sur la table de nuit, jeté le poison !... Mais peut-être l'horrible chose n'avait-elle pas eu lieu. Si pourtant sa tante avait été saisie d'une autre attaque dans son sommeil, et sans s'être réveillée, avant d'avoir touché au breuvage criminellement préparé ! Haletante, elle écoutait son mari interroger :

— Mais comment cela s'est-il passé, docteur? Ma femme l'avait laissée si calme, si détendue !

— En effet, répondait Graux, elle dormait très paisiblement. Vers minuit, elle s'est réveillée. La Sœur lui a donné la potion que j'avais prescrite, pour soutenir le cœur. Elle l'a bue. Elle s'est rendormie. Évidemment, il s'est produit là une autre rupture dans le cerveau. Elle a été prise de convulsions, de nausées. On m'a envoyé chercher, dare dare. Quand je suis arrivé, le cœur flanchait. Il n'y avait déjà presque plus de pouls. Maintenant, c'est une question d'heures, peut-être de minutes. Mais, Madame... Madame...

Il s'adressait à Mme de Malhyver, maintenant, qui, défaillante, cherchait un meuble où s'appuyer.

— Elle se trouve mal, dit-il. Aidez-moi, monsieur le comte. Il faut l'étendre.

Les deux hommes avaient à peine porté Odette sur une chaise-longue qu'elle se redressa, et, comme affolée, elle gémit :

— Je me sens trop mal. Je veux rentrer.

— Il vaut mieux faire ce qu'elle désire, Monsieur le comte, dit le médecin, qui n'ayant pas cessé de tenir les mains de la jeune femme, l'aidait à se relever doucement. Je ne pouvais pas ne pas vous prévenir, ajouta-t-il, tourné vers Malhyver. Mais le choc moral a été trop fort pour madame. Je suis inutile ici en ce moment. C'est moi qui vais la reconduire, et je reviens vous donner de ses nouvelles. Heureusement, j'ai gardé le taxi.

Dans cette voiture qui la ramenait maintenant avec le docteur Graux, comme Odette aurait voulu lui demander : « Quand vous l'avez quittée ce soir, est-ce que vous craigniez un nouvel accident et si rapide ? Cette attaque vous semblait-elle probable, ou seulement possible?... » Où aurait-elle trouvé la voix pour poser une telle question? D'ailleurs, le médecin n'y répondait-il

pas d'avance, en s'excusant, comme il faisait, d'avoir quitté la malade lui-même vers les dix heures?

— J'étais si persuadé que la crise était passée! expliquait-il. Mlle de Sailhans avait une si belle vitalité! Je la voyais, comme je vous l'ai dit, se reprenant, retrouvant la parole, le mouvement. Elle aurait eu devant elle des mois, des années, à condition de se surveiller. Avec elle, on pouvait être tranquille là-dessus. Un chronomètre !... Mais on a de ces surprises avec ces vieilles artères. On les a comparées, trop justement, à un tuyau de pipe, dur et friable. C'est la rouille de la vie qui les encrasse. Vous avez du moins cette consolation, madame la comtesse : elle n'a pas souffert. C'est bien quelque chose.

Le digne homme croyait être bienfaisant à la nièce de la morte en insistant ainsi sur le caractère indolent de ce brusque dénouement. Sa coïncidence avec l'absorption du poison, c'était l'évidence. Il aurait prononcé la phrase vraie, la phrase terrible : « Vous l'avez assassinée, » Odette n'eût pas été plus accablée. La totale absence de soupçon que révélait ce bavardage professionnel ne la soulageait pas. Son crime la tenait à la gorge, la serrait, l'étouffait. Qu'elle eût employé la main d'une autre pour l'exécution, c'était une honte de plus dans cette honte. Et quand, étendue dans son lit, ayant renvoyé de nouveau sa femme de chambre, en dépit de l'ordre du docteur, elle se retrouva seule, toute lumière éteinte, une sensation, qu'elle n'avait jamais connue, d'horreur et d'épouvante, commença de contracter ses membres. Recroquevillée sur elle-même, elle claquait des dents, les yeux clos. Elle avait peur de les ouvrir, comme si le fantôme de la morte devait être là, détaché sur les ténèbres et la regardant du fixe regard de ses yeux inégaux, le regard de la seconde où elle brûlait le testament. Hélas! il n'était pas besoin d'une hallucination pour que son être pliât sous l'affreuse évidence du forfait commis, et elle serrait l'une contre l'autre ses mains frémissantes, ses mains scélérates, ses mains qui avaient tué.

III. — APRÈS LE CRIME

Le terrible esclavage du crime, c'est qu'une fois commis, on l'accepte. Combien le vieux proverbe du peuple : « Quand le vin est tiré, il faut le boire, » est chargé de sens dans sa grossièreté! Il exprime à la fois l'impuissance à réparer l'irréparable, et la

tentation d'en profiter. Cet esclavage, Odette allait devoir le subir. Au terme de ces heures d'insomnie passées à se débattre avec l'obsession commençante de l'horrible chose, elle s'était endormie de ce lourd sommeil qui suit les excessives dépenses d'énergie nerveuse. La nature animale, qui veut vivre, y reprend tout de même de la vigueur pour suffire à de nouvelles besognes. La nature morale, elle aussi, veut vivre. Lorsqu'Odette rouvrit les yeux, son réveil lui réapprit son crime, mais cette fois avec une réaction de sa volonté contre l'accablement du remords. Elle avait tué. Pourquoi ? Parce qu'elle aimait. C'était dans cet amour, cause de ce crime, qu'elle pouvait, qu'elle devait trouver de la force contre ce crime. Elle ramassa tout son esprit autour de l'image de Larzac, en se disant : « J'ai fait cela pour lui, pour ne pas le perdre. » Mais pour qu'elle ne le perdît pas, pour qu'elle continuât de l'aimer et d'en être aimée, il ne suffisait pas qu'elle pût rester à Paris, comme cet héritage le lui permettrait maintenant. Il fallait que le crime ne fût pas soupçonné, donc que rien ne transparût de son trouble intérieur. Dans cette pensée qu'elle luttait pour Larzac encore, elle trouva la force de supporter, dès ce matin, une épreuve dont la seule approche, la veille, l'avait fait s'évanouir d'épouvante : la confrontation avec sa victime. Géraud voulait la lui épargner. Ce fut elle qui la demanda, et elle demeura étonnée de son propre calme devant la morte, que Sœur Félicité, dans son naïf attendrissement, la contraignait de regarder. Comment ne s'abîmait-elle pas de honte à écouter la bonne créature, dont elle avait fait l'agent inconscient du meurtre, lui dire :

— Voyez si la chère demoiselle a l'air paisible, madame la comtesse. Elle est au ciel maintenant. Soyez bien sûre qu'elle nous voit.

Tout incroyante que fût devenue Odette, elle n'aurait pas entendu un mot pareil sans frissonner, si elle n'avait été soutenue par cette résolution où elle se cramponnait tout entière : ne pas se trahir. Sans cette espèce d'anesthésie par la tension intérieure, eût-elle davantage supporté l'assaut des souvenirs d'enfance qui se dressaient, comme dans la nuit du crime, de tous les coins de cette chambre ? Elle avait tant vu la vieille fille, très délicate des bronches, s'y calfeutrer l'hiver et y recevoir les siens ! Près de la cheminée, autour du fauteuil profond où s'abritaient sa mince silhouette et son profil busqué,

on discutait les tout menus incidents qui faisaient les grands événements de cette existence, préservée, inoffensive, un peu falote par la petitesse de ses préoccupations. Et puis cette violence exercée sur elle pour la déposséder, si traîtresse que cette âme innocente n'aurait même pas pu la concevoir, quel contraste! Il donnait à Odette, l'auteur pourtant de cet attentat, une impression de fantastique, presque d'irréalité. Tout de même, ce lui fut un étrange soulagement quand le pâle visage de l'assassinée eut été voilé pour toujours; et d'instinct, l'action étant un refuge contre l'invasion du remords, elle se mit, une fois sortie de cette première et trop dure épreuve, à vaquer elle-même au plus minutieux détail des rites que la mort d'une proche parente impose à la famille : organisation du deuil, entente avec la paroisse, commande de fleurs, jusqu'à vouloir écrire de ses mains les adresses de toutes les lettres de faire-part.

Le plus pénible effort fut d'assister à la cérémonie de l'enterrement, d'abord sous les voûtes de Sainte-Clotilde, ensuite au cimetière du Père-Lachaise. La vue de Xavier de Larzac et de Cécile Machault dans le défilé de l'église agit sur elle à la façon du coup de fouet qui redresse le cheval défaillant, et il repart, tous ses muscles tendus. C'était Cécile qui avait passé la première, puis, à la distance de trente personnes peut-être, Xavier. Ils n'étaient donc pas venus ensemble. Mais à la sortie? Comme Odette aurait voulu percer du regard le mur de la basilique, voir s'ils s'abordaient sur les marches! Quel soulagement plus tard, quand, parmi les amis qui avaient accompagné le corps jusqu'au cimetière, elle vit qu'il était seul! Déraisonnable joie et qui prouvait l'aberration de son cœur: Xavier était un ami trop intime des Malhyver pour manquer à ce devoir, au lieu que leur ménage n'avait avec celui des Machault que des relations de visites et de cartes. Mais interpréter ainsi la présence du jeune homme, c'était respirer un instant une atmosphère d'amour plus heureuse, et dans sa sensibilité déréglée elle n'allait plus trouver de force que là. Elle en trouvait assez pour n'avoir rien fait, durant ces heures dangereuses, qui permit à l'espionnage toujours éveillé du monde l'ombre de l'ombre d'un soupçon sur l'effroyable secret.

— Cette petite Mme de Malhyver, elle est étonnante de tenue...

— Vous voulez dire de sécheresse. Vous savez qu'elle hérite de tout. Elle ne pense qu'à l'argent...

— Dites donc. C'est Larzac qui doit être content!...

— Lui? Vous croyez...

— Je crois qu'il joue très cher, et alors...

— Odette lui donnerait de l'argent? Allons donc!...

— Ça arrive. Tout arrive.

— Excepté qu'un mari remarque ce qui crève les yeux à tout le monde. Vous avez vu comme Géraud a donné la main à Xavier?...

— Il s'occupe bien de ça! Il est en train de penser aux messages de la planète Mars ou à quelque chose d'aussi pratique. Ah! il est bien toujours l'ahuri que nous connaissons...

Tels étaient les propos qui s'échangeaient à Sainte-Clotilde et dans le cortège, — à demi vrais, à demi faux, comme tous les racontages de la société. Car, — disons-le aussitôt, pour éviter toute équivoque, — l'insinuation sur des services d'argent rendus par Odette à Larzac était une de ces calomnies gratuites, par lesquelles les hommes et les femmes se vengent contre un amant et une maîtresse d'un bonheur jalousé. Aucune allusion en revanche à la possibilité que cette mort quasi foudroyante de Mlle de Sailhans cachât un mystère. Aucune non plus au changement intellectuel et moral qui s'était accompli depuis la guerre chez ce mari, peu aimé de son milieu, parce qu'il était trop différent, et peu considéré, malgré sa belle conduite au feu, — à cause de son aveugle confiance dans sa femme. Il continuait à l'avoir, cette confiance, s'étant formé une idée de ce caractère, une fois pour toutes. Il la jugeait trop droite pour mentir, et trop frivole pour la passion. Aussi quand il avait rencontré, dans leur entretien de l'avant-veille, cette résistance affirmée au projet de quitter Paris, l'hypothèse ne lui avait même pas traversé l'esprit qu'un attachement caché pût en être la cause. Il avait été seulement étonné de la trouver si rebelle, si âpre dans son ironie, si séparée, comme il avait dit, — étonné aussi du contraste entre ses attitudes successives au sujet de la morte. Dans cette active ordonnatrice du deuil, si précise, si froide, si maîtresse d'elle-même, il ne reconnaissait plus l'Odette défaillante du premier moment. Cette tension de la jeune femme donnait aux traits fins de son joli visage, à la ligne mince de tout son corps, une expression de défi et d'entêtement. Géraud ne pouvait pas comprendre que ce défi s'adressait, non pas à lui, mais au fantôme qui déjà la hantait. C'était

pour lui, la suite de leur entretien, cette obstination inscrite dans ce front impénétrable, autour de ce nez aigu, de cette bouche serrée. Quelque chose s'en irritait dans son orgueil d'homme. Durant toute la cérémonie, cette sensation ne fit que grandir, encore avivée par l'idée qu'une nouvelle explication entre eux était inévitable. Ayant décidé cette retraite à Malhyver après des réflexions si longues et si graves, il entendait ne pas reculer l'exécution de son projet. Sinon, ce serait retomber dans cette maladie de l'atermoiement qui avait été si longtemps la sienne, et dont ces viriles années d'action militaire l'avaient guéri. Cette résolution le fit hâter contre toute prudence la reprise d'une discussion où il savait d'avance qu'Odette et lui se heurteraient. La plus élémentaire diplomatie lui commandait de remettre à plus tard. Mais il tenait, maintenant qu'il avait dit à sa femme le fond de sa pensée, à lui faire bien comprendre et sentir qu'elle avait devant elle une volonté qui ne bougerait plus. Il tenait à se le prouver, et dès les premières heures qui suivirent cet enterrement, le duel recommença, par les mêmes mots que l'avant-veille, dits de la même voix :

— J'ai à vous parler, Odette. Toi, Roger, va rejoindre M. Darré...

Ils sortaient de table à ce moment-là. D'ordinaire, le petit garçon prenait ses repas avec son précepteur, dans une salle à manger attenante à la salle d'étude. C'était la trace d'une tradition qui remontait à l'arrière-grand'mère, laquelle, en sa qualité d'Anglaise, avait élevé ses enfants à part des grandes personnes. L'appartement, aménagé en vue de cette éducation, avait été celui de tous les petits Malhyver, — y compris Géraud, — depuis quatre générations. A cause de la cérémonie, Roger avait déjeuné avec ses parents. Le maître, M. Darré, un vieil homme qui en était à son troisième préceptorat dans l'aristocratie, s'était retiré par discrétion, aussitôt le café pris, sans emmener son petit élève. Celui-ci, quand son père lui eut intimé l'ordre de quitter le salon, regarda sa mère, avec le geste mutin d'un garçon gâté qui voudrait bien désobéir. Il lui ressemblait, par la joliesse d'un visage tout féminin, qu'animait le précoce éveil d'une intelligence trop fine, trop avisée déjà. La gracilité de ses membres se devinait sous la serge noire de son costume de deuil.

— Obéis, lui dit sa mère en répondant à cette implora-

tion du regard de son fils. Elle le trouva joli, et elle l'embrassa tendrement en lui flattant les cheveux. Puis, doucement reprochante : — Qu'est-ce que tu racontais ? Il te va très bien, ton costume.

— Quand on n'essaie qu'une fois!... fit le petit, avec une moue de supériorité. Et puis, je vous l'ai dit, maman, c'est chez le tailleur d'Hubert qu'il aurait fallu aller. Celui-là est à la page.

Il sortit, après avoir baisé les mains de sa mère, avec une grâce de jeune seigneur qui mit un demi-sourire aux lèvres tristes d'Odette.

— Ce qu'il y a de charmant dans Roger, dit-elle, dès que la porte se fut refermée, ce sont ses manières.

— Vous trouvez? répondit le père. Hé bien! moi, des phrases comme celle qu'il vient de nous débiter me sont un rêmords.

— A cause de cet *à la page?* dit Odette avec une certaine ironie. Parmi les divers modernismes, il en était un que la distinction innée de Malhyver n'acceptait pas : l'argot des salons.

— A cause de cela, un peu, répliqua-t-il. C'est la preuve que nous l'avons mis aux mains d'un maître trop faible, et dont la méthode consiste à ménager à la fois l'élève et les parents. Et puis, la manière dont il a parlé de ses vêtements, ce goût de la vie élégante, déjà. C'est comme dans la voiture, quand il s'est vanté : « Il y a vingt-sept dames qui m'ont dit bonjour... » Et sa remarque sur le général Brissonnet, vous l'avez entendue? « Papa, mais il est très bien, avec son képi, le général. Pourquoi l'autre jour Mme Ethorel disait-elle que la guerre est démodée? »

— Vous n'allez pas lui reprocher de n'avoir pas compris, et d'avoir cru qu'il s'agissait de l'uniforme.

— Je ne lui reproche rien. Seulement, des mots comme celui de Mme Ethorel révèlent un état d'esprit dont vous devez comprendre, après notre conversation d'il y a deux jours, qu'il me fait horreur, et pourquoi. C'est celui du dîner Candale, de la société où nous vivons. La guerre, cette tragédie de cinq années, les angoisses, les morts, les bombardements, les restrictions, ce sont des gênes, des empêchements à danser en rond qu'il s'agit d'oublier. Ce n'est rien ce mot : « La guerre est démodée ; » mais c'est par dix, par vingt, qu'il s'en prononce de pareils autour de nous. Ce sont les microbes de notre atmosphère, et quand j'ai pris la résolution que vous savez, il y entrait

aussi cette volonté : arracher notre fils à cette atmosphère et à ces microbes. C'est précisément de cette résolution qu'il faut que nous parlions de nouveau, conclut-il, en passant subitement du ton d'une causerie familière à ce je ne sais quoi de doctoral, qui est la gaucherie des spéculatifs : le frémissement d'une sensibilité que l'interlocuteur ne devine pas s'y cache bien souvent. — L'événement que nous redoutions a eu lieu. D'après maître Métivier, votre tante ne laisse pas de testament. Vous en héritez donc. Je n'ai pas voulu attendre pour vous remettre, pour nous remettre en face du parti à prendre. Je suppose que vous n'avez pas été sans y penser.

— En effet, répondit-elle, j'y ai pensé.

Elle était assise sur une chaise basse, près de la cheminée. La flamme d'un feu de bois y tremblait, pareil à l'autre, celui où elle avait, dans la nuit terrible, jeté le testament de sa tante, de cette même main nerveuse qui tournait en ce moment et retournait, autour de son poignet, le ruban noir d'une petite montre. Était-ce pour fuir ce souvenir qu'elle releva ses yeux vers son mari, des yeux durs, des yeux de résistance et de bravade? Et elle continua :

— Oui, j'y ai pensé, et ma résolution, à moi, est prise aussi. Comme je vous l'ai dit, ce soir que vous rappelez, je consentais à quitter Paris, quand il s'agissait de refaire la fortune de notre fils. Cette fortune n'est plus compromise. Je n'ai donc aucune raison aujourd'hui d'accepter cette retraite en province, et je ne l'accepte pas.

— Aucune raison ? releva Malhyver ; et celles que je vous ai dites ?

— Lesquelles ? Vous m'avez débité des phrases très éloquentes. Mais moi, je suis une simple femme qui voit les choses comme elles sont. Vous m'avez parlé de devoir social, d'un rôle de chef à jouer, de traditions à continuer, de votre désir de servir. Pour moi, aller vivre à Malhyver, c'est habiter une maison sinistre, où je gèlerais d'abord. — Elle étendit frileusement ses mains vers le feu, et railleuse : — Vous me direz que vous ferez installer le chauffage central, mais quelle société y installerez-vous? Pas celle de nos amis d'ici. Ce ne serait pas la peine de partir. Qui est-ce que je verrai? Les châtelaines du voisinage? Laissez-moi rire. Je visiterai les pauvres? Il n'en manque pas à Paris. J'irai à la grand'messe du village? Vous appelez ça un

devoir social, cette simagrée? Non. Non. Et non. Et puis, je devrais encore mener là-bas une existence très agréable, que je préfère la mienne. J'aime Paris. J'aime le monde, le théâtre, l'air que je respire aux Champs-Élysées, les gens avec qui je vis. Ces cinq années ont été assez dures pour que je ne tienne pas à en prolonger la tristesse dans un ennui dont la seule pensée m'est insupportable. J'aurais pu biaiser avec vous, remettre, vous dire que je réfléchirai. J'ai mieux aimé vous parler à fond. C'est tout réfléchi. Je vous le répète. Ma résolution est prise. Elle ne changera pas.

— J'espère bien que si, répliqua Géraud. Dans tout ce que vous m'avez dit, vous avez oublié une chose, c'est que nous sommes mariés...

— Et que je vous dois obéissance?... interrompit-elle.

— D'abord, et puis que la femme est obligée d'habiter avec son mari et de le suivre partout où il juge à propos de résider. — Il dominait mal son mécontentement grandissant. Il semble que le malaise moral, à un certain degré d'intensité, se communique d'un être à un autre. La nervosité d'Odette le gagnait à son tour et il ajouta, d'un ton impérieux qui ne pouvait qu'exaspérer une femme si évidemment butée : — Ce sont les propres termes du Code.

Elle eut un rire aigu pour répondre :

— Je ne suppose pourtant pas que vous emploierez les gendarmes pour me mettre dans le train de Clermont?... Vous parlez du Code. Mais il y a aussi dans le Code des articles sur les séparations de corps et de biens. — Elle souligna insolemment ces deux derniers mots, très indignes d'elle. Mais elle ne se possédait plus. — Si vous me traînez sur ce terrain, je vous y suivrai. Grâce à Dieu, notre contrat de mariage est fait de telle sorte que ma fortune est à moi. Nous plaiderons. Voilà tout.

— Et votre fils?

— Mon fils? Vous croyez qu'il sera heureux là-bas?

— J'y tâcherai, dit Malhyver. Car, je vous en préviens, si vous refusez définitivement, ce que je ne veux pas croire, de vivre auprès de moi, là où je veux vivre, j'emmènerai Roger. C'est mon droit, et je considère que c'est mon devoir.

— Et ses leçons, vous les lui donnerez? Je n'imagine pas que M. Darré...

— Veuille quitter Paris? Il y a peut-être de par le monde

des maîtres moins résolument Parisiens que M. Darré, qui d'ailleurs ne me plaît guère. C'est un précepteur pour futurs gens du monde.

— Et vous avez l'intention d'empêcher que Roger ne soit un homme du monde?

— Parfaitement.

— Vous oubliez que je suis sa mère, et une mère a tout de même voix au chapitre.

— Oui, si elle remplit ses devoirs de mère.

Cette phrase, à laquelle Géraud attachait un sens très précis, — celui d'une éducation conduite d'après ses idées actuelles, — alla remuer dans le cœur d'Odette les profondeurs où commençait de s'agiter le remords.

L'innocence d'un enfant est toujours un vivant reproche à une conscience bourrelée. Par une de ces illusions comme l'amour en donne au cœur des femmes vraiment éprises, jamais la maîtresse de Larzac ne s'était reproché cette liaison en tant que mère. Maintenant, elle n'était plus uniquement l'amoureuse. Elle était la criminelle. Tout à l'heure encore l'ingénu regard de son fils l'avait gênée, en lui infligeant l'obscure et douloureuse sensation de son indignité. Le mot de son mari lui causa la même gêne. Elle ne répondit pas. Une soudaine et violente détresse lui mit des larmes aux paupières. Géraud les vit couler sur ses joues et y tracer des raies, dans le rose du fard qu'elle avait mis machinalement en s'habillant pour la parade funèbre où elle devait figurer avec le poids de son forfait sur la conscience. Ce signe d'émotion émut cet homme d'un si grand cœur. Il l'attribua au ton où il avait laissé monter l'entretien, et prenant la main de cette femme malheureuse, il lui dit avec le tutoiement, abandonné depuis longtemps, des heures d'intimité:

— Je te demande pardon, ma petite Odette, oui, pardon de t'avoir parlé vivement. Nous sommes deux insensés de nous faire du mal à propos de divergences d'idées qui ne comportent pas de conséquences immédiates. En tout état de cause, tu dois rester à Paris pour t'occuper de la succession de ta tante. Moi, je dois aller en Auvergne avec Éberlé pour donner un coup d'œil aux travaux. Je compte même partir dès demain matin. J'irai cet après-midi retenir des places. Nous reprendrons cette conversation, à mon retour. Seulement... — Il s'arrêta une seconde. — Seulement, j'ai l'intention d'emmener le petit avec

moi, dès ce premier voyage, quand ce ne serait que pour me rendre compte de ses impressions. J'emmènerai aussi M. Darré...

— Vous l'avez dit tout à l'heure, répondit-elle, vous êtes le maître...

Cette parole, ce « vous, » le geste de sa petite tête, l'énervement plus marqué encore de ses mains, tout la révélait réfractaire à la détente qu'aurait dû provoquer chez elle le mouvement de son mari. Celui-ci, comme s'il eût eu peur de reperdre la domination de ses nerfs, changea brusquement de sujet :

— Avant mon départ, il y a une petite question domestique à régler, sur laquelle il faut que je vous consulte. Richard fait comme les autres. Il demande une augmentation.

— Accordez-la lui, dit Odette. C'est un chauffeur prudent, qui entretient bien sa voiture et qui connaît merveilleusement Paris. Je suis habituée à lui.

— J'hésitais, fit Géraud.

— Pourquoi ? Vous ne prétendez pas, j'imagine, que je renonce à mon automobile?

— Il l'aurait bien fallu, si nous en étions au même point qu'il y a quatre jours. C'est bien sur cette situation nouvelle, ajouta-t-il, avec un sourire un peu amer, que Richard a compté. Ces gens-là savent tout. Nous héritons, et voilà!

Cette simple phrase entra comme une lame dans la conscience d'Odette. Son crime lui était de nouveau rendu trop présent. Malhyver continuait :

— Oui, j'hésitais. Non pas pour la question d'argent qui ne compte plus maintenant, mais par répugnance devant ces salaires disproportionnés au travail. Le travail! Je vous ai dit l'autre jour ce que j'en pense : je n'estime plus que cela au monde. Mais vraiment, surveiller un laveur qui nettoie une voiture, astiquer des cuivres, s'asseoir sur le siège, conduire Mme la comtesse de Malhyver de visite en visite, acheter de l'huile et de l'essence sur lesquelles on touche vingt et trente pour cent, c'est tout de même une besogne moins utile que celle d'un mineur dans sa galerie et d'un laboureur sur son sillon. Ces gaillards-là sont des parasites avisés de la frivolité des gens riches. Quand nous étions, nous, des gens ruinés, c'était une de mes consolations...

— De penser que j'irais en tramway et en autobus, interrompit-elle. Vous en avez de bonnes.

L'accent agressif de cette plaisanterie aurait peut-être rouvert les hostilités entre les époux, si une sonnerie de timbre n'avait retenti, qui annonçait une visite.

— C'est Xavier, dit Géraud. Il était allé regarder dans la cour à travers la vitre de la fenêtre. Deux minutes plus tard Larzac entrait en effet dans le petit salon, mince, élégant, portant beau. L'expression arrogante et voluptueuse de son visage, à la fois mâle et joli, contrastait avec le masque tourmenté de l'ami qui l'accueillait d'une loyale poignée de main. Il l'acceptait sans secrète honte, sans effort, tandis qu'Odette lui envoyait un sourire de tendre orgueil. Elle était fière de la beauté de son amant, fière du combat qu'elle venait de livrer pour eux, pour leur amour et qu'elle lui raconterait, dès que Géraud les aurait laissés seuls. Ce serait leur premier tête-à-tête, depuis la nuit de son crime, — de ses crimes. Cette discussion qu'elle venait de soutenir, et qui roulait toute sur des affaires d'argent, le lui avait trop fait sentir : elle n'avait pas seulement tué, elle avait aussi volé. Cette fortune, dont elle disposerait dorénavant, n'était pas à elle. Mais cette impression grandissante de sa culpabilité avivait encore son amour. Elle éprouvait à cette minute qu'elle n'avait jamais eu un plus poignant besoin d'être aimée par cet homme. Lui cependant, avec une complète inconscience du drame dont il était l'acteur central, traversait la chambre d'un pas rapide. Il s'inclina devant elle en lui baisant les doigts, dont il sentit qu'ils agrippaient les siens. Puis, avec l'aisance d'un familier de la maison, il vint s'adosser à la cheminée, debout, et, chauffant les semelles de ses chaussures à la flamme, alternativement :

— Vous n'avez pas changé de souliers, Odette, dit-il, en regardant les pieds de Mme de Malhyver qui n'avait pas quitté ses bottines du matin. Moi, j'ai encore dans les miens le froid de cette terre du cimetière. Et là-bas, sans fourrure, vous aviez l'air gelée.

« Il ne m'a pas trouvée jolie, ce matin, pensa-t-elle. Le crêpe ne me va pas. » Elle revit Cécile Machault, telle qu'elle l'avait observée de loin, pendant le défilé, avec sa tête rose et blonde, fraîche et nacrée, blottie dans les zibelines. Et tout haut : — En effet, je pourrais bien avoir pris froid. Et elle se rapprocha du feu, elle aussi, ce qui était se rapprocher un peu de lui.

— Elle est fatiguée, dit Géraud. Elle vient de passer trois journées très pénibles. Elle va être occupée ici par le règlement de cette succession. Sans cela, je la ferais changer d'air. Je l'emmènerais en Auvergne avec moi. Je pars demain pour Malhyver, avec Roger.

— Pour Malhyver? Dans cette saison?

— Je vais voir comment on raccommode la vieille baraque. Éberlé s'en occupe depuis deux mois. On lui écrit que la besogne s'achève. Je veux vérifier la chose par moi-même.

— Mais pourquoi demain?

— Éberlé est libre en ce moment. Pas de raison pour remettre.

— Et tu as besoin des lumières de Roger?

— Je veux qu'il connaisse Malhyver. J'espère lui faire aimer ce coin, dont nous sortons. La dernière fois que nous y sommes allés, c'était bien avant la guerre, et pour si peu de jours. Il était en robe... Mais je te reparlerai de cela, mon ami. Excuse-moi de te quitter. Je dois m'occuper de mes billets de chemin de fer. Je te laisse avec Odette.

Les deux hommes échangèrent de nouveau une poignée de mains, et Géraud sortit, sans regarder sa femme. La porte refermée, Larzac, qui l'avait suivi des yeux, haussa gaiement les épaules, en disant :

— Il n'a pas l'air de bonne humeur, notre vieux Géraud! S'il n'était pas si cordial avec moi, je croirais qu'il est jaloux.

— Jaloux? fit Odette. A peine sait-il que j'existe. — Elle épiait, l'oreille tendue vers la cour, le bruit de l'automobile qui emmenait son mari. Rassurée, elle reprit : — Il t'a dit qu'il te reparlerait de son voyage à Malhyver. Tu comprendras alors ce que je traverse depuis quatre semaines et que je t'ai caché.

— Quelles imaginations romanesques t'es-tu forgées encore, ma folle?

L'attirant dans ses bras, il lui baisa longuement les yeux. Elle appuya sa tête, lassée de tant d'anxiétés, sur l'épaule du jeune homme, et elle répondit :

— Qu'est-ce qu'il y a de romanesque à ne pas vouloir être séparée de ce qu'on aime ?... Mais oui, continua-t-elle. Il y a trois semaines, Géraud est venu dans ce petit salon m'annoncer que nous étions ruinés. — Et, sur un geste de Larzac : — Laisse-moi parler... Ruinés et obligés de quitter

Paris pour aller vivre là-bas sur nos terres. Je ne t'ai rien dit, pour ne pas nous gâter nos derniers beaux jours, si cette catastrophe devait se produire.

— Catastrophe ?... Derniers beaux jours ?... Et tu prétends que tu n'es pas romanesque?

— Je t'aime, répondit-elle, et elle le serra contre elle avec une énergie extraordinaire. Il la regarda au fond des yeux, comme si l'expression d'une telle force de passion l'étonnait, en le charmant. Puis, brutalement, il l'embrassa. Elle sentit qu'il n'avait pas une vraie parole d'amour à lui donner. Il n'avait pu trouver pour lui répondre que ce mouvement sans tendresse, et elle en avait tant besoin, de sa tendresse, de sa pitié! Elle se dégagea. Son front ne s'était pas détendu, ni ses lèvres. Elle restait là, muette, ses doigts agités d'une crispation lente et continuelle. Était-ce la peine d'avoir osé ce qu'elle avait osé pour cet amant, s'il ne l'aimait pas? Et elle l'écoutait, qui prononçait la phrase la plus faite pour achever de la supplicier :

— En tout cas, l'incident est clos. La mort de ta tante arrange tout, puisque vous en héritez.

— Géraud s'obstine à vouloir quitter Paris.

— Mais pourquoi?

— Pour servir, m'a-t-il dit, pour s'occuper de culture, améliorer les paysans, renouer la tradition... Est-ce que je sais!

— Le devoir social des vieilles familles, interrompit Larzac, en éclatant de rire. Je le connais, le boniment. Il me l'a débité tout au long, quand je suis allé le voir, à l'ambulance. C'est un *fad* de plus, comme disent nos amis d'Angleterre. Nous lui en avons tant connu : la poésie décadente, l'hôpital, la théosophie, Wagner, Rodin, l'astronomie, le monisme, le syndicalisme! Cette manie-là passera comme les autres. Il aura requinqué la vieille bâtisse, et il ne l'habitera pas un an. Coût : vingt mille francs à Éberlé. »

— Il ne l'habitera pas? Ça n'est pas sûr, fit Odette, — et fermement : — Requinquée ou non, en tout cas, moi, je ne l'habiterai ni un an ni un jour. Je ne le suivrai pas et je le lui ai déclaré. Nous en étions là, quand tu es arrivé. Tu comprends sa sortie, maintenant.

— Mais ne crois-tu pas?...

— Ne me dis pas d'être prudente, supplia-t-elle en lui

mettant sa main sur la bouche pour lui couper sa phrase. Être là-bas, et toi ici! J'ai trop souffert de l'absence, pendant cette affreuse guerre. Ça m'est déjà si dur de penser qu'avec mon deuil je ne te verrai plus comme avant. Je vais être des semaines sans aller dans le monde, et dans trois mois la saison sera finie. Mais ça va être l'été. Tu viendras passer beaucoup de soirées dans mon jardin, promets, pour expier tous les dîners où tu ne m'auras pas retrouvée.

Elle lui parlait d'une voix profonde, en lui caressant la main. Lui, qui n'était certes pas de la race des Adolphe, il sentait avec appréhension se tisser autour de lui les mailles serrées du réseau dont la femme amoureuse enveloppe celui qu'elle aime. Et elle le tisse avec toutes ses tendresses, toutes ses câlineries, tous ses dévouements, toutes ses tristesses aussi, toutes ses douleurs, toutes ses jalousies. Pas un de ses gestes, pas une de ses émotions, pas un de ses renoncements qui ne resserre un de ces souples et imbrisables nœuds. Se défendre contre le despotisme de la passion, c'est faire souffrir et souffrir soi-même. Adolphe, qui a besoin de souffrir pour sentir, se complait dans cette atmosphère de malaise en la maudissant. Larzac, trop viril, trop léger aussi pour de pareilles complications, avait toujours essayé d'écarter le réseau par du badinage. C'est le procédé du roué, qui affecte de ne pas prendre au sérieux des frénésies dont il a peur.

— Je ne peux pourtant pas porter le deuil de ta pauvre tante, dit-il, ni me procurer un deuil dans ma famille. Tiens, c'est une idée : si j'envoyais une dépêche à mon oncle de Jardes, le collectionneur, pour lui annoncer que sa bibliothèque a brûlé. Avec sa maladie de cœur!... Il est vrai que ça ne me servirait à rien. Il m'a certainement déshérité... Pardon, ma chère Odette, ajouta-t-il, en voyant s'altérer le visage de la jeune femme. Vous savez bien que Xavier n'a pas de tact. Mais c'est un gentil garçon, allez, très gentil. Vous n'en trouverez pas de meilleur... Tu lui pardonnes ?

Il lui avait pris la main, en lui souriant avec ses yeux caressants qui la fascinèrent une fois de plus :

— Je te pardonnerai toujours tout, répondit-elle, d'une voix presque étouffée, mais ne me fais pas mal. Promets-moi seulement que si je reste à Paris, cet été, pour bien marquer à Géraud que je ne veux de l'Auvergne à aucun prix, tu y resteras aussi.

— Tu me permettras bien les courses de Deauville, fit-il en continuant de plaisanter.

— Non, dit-elle en essayant de prendre, elle aussi, un ton de plaisanterie qu'elle démentit par le sérieux de son accent pour ajouter : Surtout pas.

— A cause?

— Tu le sais bien. — Et le regardant en face : — A cause de la villa Machault.

— Encore Cécile! — Il lâcha la main d'Odette. Puis, tirant de sa poche un étui, il marcha vers la cheminée pour y prendre de quoi allumer sa cigarette. Elle observait dans la glace l'expression irritée de son visage, qui changea lorsqu'il se retourna vers elle. Quel indice de mensonge que ce changement! Et, cordial : — Je croyais que ces absurdes idées t'avaient passé, ma pauvre Odette. Ainsi, tu avais beau ne pas m'en parler, elles étaient toujours là, sous ce joli petit front têtu?

Il lui tapotait la tempe du doigt et lui flattait les cheveux, en amant gentil, comme il avait dit. Ce n'était pas de gentillesses que cette âme malade avait besoin.

— Réponds-moi, Xavier, mais franchement, interrogea-t-elle, sans plus essayer de lui donner le change. Il y a trois jours, à ce dîner chez les Candale, tu étais à côté de Cécile?

— Oui. Tu ne vas pas me le reprocher. Ce n'est pas moi qui ai fait la table!

— Et ensuite, elle t'a reconduit?

— Oui. J'avais rendez-vous au cercle pour cette élection dont j'ai parlé avec Géraud devant toi, celle du petit Chaligny. Tu aurais voulu que j'aille à pied de la rue de Tilsitt à la rue Scribe? Et comme Mme Machault allait, elle, à l'Opéra...

— Je suis folle, en effet, de te demander cela. S'il n'y a rien entre vous, cette reconduite est bien innocente, et s'il y a quelque chose...

— Je ne te le dirais pas? interrompit-il. Mais si, je te le dirais. Je suis pour rompre tout net, moi, quand on n'aime plus. Je n'ai pas peur que tu m'envoies une balle ou du vitriol avec ce petit bijou de main, — et il la lui baisait, — qui ne ferait pas de mal à une mouche. Pouvait-il deviner ce que signifiait la crispation de ces doigts menus sous la caresse de ses lèvres? Au fond de lui, ce que ce chercheur de sensations reprochait à sa maîtresse, c'était de n'avoir plus d'imprévu pour lui. Quelle

ironie, en ce moment! Il continuait pourtant de l'aimer, à sa manière, en la trahissant. Comme tous les libertins, il souffrait d'une aridité, d'une froideur intimes, et cela réchauffe, un cœur qui vous donne tout et dont on sent qu'il ne peut pas se reprendre, quoi qu'on lui fasse. Pourquoi ne pas dire aussi que cette très jolie maîtresse, et qui n'avait jamais fait parler d'elle avant lui, flattait sa vanité? Et il insistait : — Voyons, chère chérie, sois raisonnable. Je te promets que je te verrai pendant ton deuil autant qu'il sera possible, sans te compromettre. Tu ne voudrais cependant pas que cela finisse par un duel avec Géraud, ou, tout simplement, qu'il me demande de venir moins souvent? Ce que je te demande, moi, c'est de ne pas essayer de me voir là où tu n'es pas. Ça t'empoisonne la vie, pour rien. Tu seras raisonnable. C'est promis?

— J'essaierai, dit-elle.

Il la prit de nouveau dans ses bras, et l'étreignit fortement. Puis, d'une voix qu'elle lui connaissait bien :

— Tu seras seule demain. Veux-tu que je t'attende le matin, chez nous?

Cette allusion à l'appartement, caché dans une des rues écartées de Passy, où ils se retrouvaient, fit battre les paupières d'Odette. Elle inclina la tête pour répondre : « Oui, » sans parler. « Chez nous!... » Que d'amants coupables, comme ceux-là, ont employé cette expression conjugale pour désigner l'asile clandestin de leur intimité, affirmant de la sorte, à leur insu, au moment où ils la profanaient, la loi qui associe l'idée de l'amour à celle du foyer, et fonde ainsi le mariage! Telle est la cécité de la passion que cette femme ne sentait pas cette profanation, après qu'elle venait, dans les deux entretiens avec son mari, d'entendre des paroles si graves, si vraies! Mais où fuir le remords de son crime, sinon dans cet amour? L'excès de son émotion lui donnait à cette minute cette physionomie tragique qui plaisait tout ensemble et déplaisait à Larzac. Il voulut l'attribuer à une simple fatigue :

— Tu es pâle, fit-il, frop pâle. Il faut reprendre des forces. Un verre de porto? Qu'en dis-tu?

— Sonnez, répondit-elle.

Un quart d'heure plus tard, Géraud, qui rentrait de sa course, les trouva en train d'échanger des papotages du monde,

comme des indifférents, elle avec l'éclat, dans ses yeux et dans sa voix, de la toute petite excitation de l'alcool. Dans la chambre, au très léger relent, émané des deux verres posés sur une table mobile, se mêlait l'arome presque sucré du tabac d'Orient. Odette avait, elle aussi, allumé une cigarette, et de ses fines narines palpitantes, elle renvoyait la fumée. L'antithèse était trop forte de ce tableau avec la cérémonie de ce matin : les chants mortuaires, la descente du cercueil au fond du caveau, la froide simplicité nue du dernier acte, — trop forte surtout avec les pensées parmi lesquelles se mouvait Malhyver. Ce ne fut pas un soupçon que souleva en lui la vue de sa femme et de Larzac, attablés dans cette intimité du verre de porto et de la cigarette. Ce fut une tristesse, qu'il ne cacha pas à son ami en le reconduisant, quand celui-ci eut pris congé :

— Tu l'as trouvée bien nerveuse, n'est-ce pas ? Cette mort l'ébranle beaucoup.

— Pourquoi ne l'emmènes-tu pas en Auvergne avec toi comme tu y as pensé ? interrogea Larzac.

L'étrange résolution, qu'Odette lui avait annoncée, l'étonnait. Il aurait voulu faire parler Géraud.

— Ce n'est guère la saison, tu l'as dit toi-même, répondit simplement celui-ci...

— Mais un petit voyage en voiture ouverte, avec des fourrures, ça vous fouette le sang. Ça vous remonte. Tu ne pars pas pour longtemps ?...

— Je ne sais pas. En tout cas, cette succession va la retenir à Paris.

— Savez-vous quel est le conseil que vient de me donner Xavier ? disait Malhyver à sa femme, quelques minutes plus tard. Celui de vous emmener en Auvergne, pour vous tonifier un peu...

— Je ne le remercierai pas, fit Odette. Et en elle-même : « Géraud poursuit un plan. Xavier n'a pas dit cela. Ce n'est pas vrai. » Puis tout haut : — Et vous avez répondu ?

— Que vos affaires de succession vous retenaient à Paris en ce moment.

« Alors, c'est vrai, » pensa Odette. « Il a dit cela. Il voudrait que je parte, se débarrasser de moi... — à cause d'elle ! »

IV. — « *TOUS LES PARFUMS DE L'ARABIE...* »

« J'ai peut-être eu tort tout à l'heure, songeait Larzac, en s'en allant d'un pied leste sur le trottoir de la rue du Faubourg Saint-Honoré. Oui. En lui conseillant d'emmener Odette en Auvergne. Pourvu qu'il n'aille pas le lui répéter! Décidément non, Xavier n'a pas de tact... Bah! J'expliquerai que j'ai voulu désarmer la jalousie de Géraud... Dieu! qu'il me rendrait un fier service, en étant jaloux! Il ne l'est pas, hélas!... Quel type, ce Géraud, avec son devoir social des vieilles familles! Quand il me rasait avec ces topos, à Verdun, sous les marmites, je croyais que c'était du battage. Il paraît que non... C'est étonnant que tout à l'heure il ne m'ait pas suggéré de me retirer en Périgord. On y mange bien. A Paris aussi, d'ailleurs. Mais je ne comprends que les paysages de maisons... »

Il cheminait en monologuant de la sorte, du côté de l'église Saint-Philippe du Roule, puis de l'avenue de Friedland. Il faisait un de ces jolis après-midis du premier printemps, délicieux à Paris. Le ciel était d'un bleu léger, comme l'air que le jeune homme respirait, qu'il goûtait, en caressant ses yeux aux nuances finement vertes des branches des arbres, où pointaient les tendres bourgeons. Les piétons marchaient d'une allure plus vive. Les automobiles même semblaient rouler joyeusement. Larzac se sentait agile et fort. Adolescent, il avait vécu la vie d'entraînement physique de la génération grandie avant la guerre. L'influence des idées anglaises sur l'éducation française, dans ces années-là, n'aura pas été qu'une mode bienfaisante. C'était un des appels de l'instinct national qui devinait la nécessité d'une alliance entre la Grande-Bretagne et la France, contre la Germanie dévastatrice. Cinq ans de tranchées avaient rendu plus robuste encore le hardi garçon, ancien champion d'escrime, de boxe et de tennis. Il éprouvait, dans cette rue du Paris élégant, — son domaine, — une autre impression, par-dessous celle de sa force. On l'eût beaucoup étonné, en lui rappelant à son propos Trimalcion et les soupers romains où les esclaves apportaient un squelette. C'était cependant, mêlée à la demi-griserie physique de la belle journée, l'idée de la mort évoquée par la longue cérémonie funèbre du matin qui lui faisait savourer plus intensément le charme d'être au monde. Et il pensait à

ses deux maîtresses. Car la jalousie de Mme de Malhyver y voyait trop juste : il était aussi l'amant de Cécile Machault, mais depuis quinze jours seulement, et à cette intrigue il n'attachait guère d'importance. Il faut dire que Cécile avait une liaison quasi officielle avec un des Portille. Par ce cynisme, presque naïf dans son outrance, qui est un des traits de certaines jeunes femmes d'aujourd'hui, elle ne se cachait pas, vis-à-vis de Larzac, de ce partage, et elle essayait perversement d'arracher au jeune homme, par des taquineries, un aveu pareil sur ses relations, à lui, avec Odette. Elle n'y parvenait point. Immoral, infidèle, égoïste comme il était, il gardait ce dernier honneur sentimental, celui du secret. Et puis, il portait à Odette cet intérêt très particulier que suscite chez les hommes de son espèce, si complaisamment légers, une passion profonde qu'ils inspirent. Quand il s'était engagé dans son aventure avec Mme de Malhyver, il n'avait pas cru que cette liaison différerait de celles qu'il avait traversées jusque-là, ni qu'il fût le premier amant de la jeune femme. Il l'était. Il lui avait bien fallu le comprendre, et aussi qu'elle lui donnait tout son cœur, après qu'il l'avait considérée, sur ses allures et ses goûts du monde, comme une jolie chercheuse de plaisir et une délicieuse compagne de fête parisienne. Mais Odette se connaissait-elle davantage elle-même? Avait-elle cru, en se donnant à un amant, comme tant d'autres, qu'elle allait vers des émotions si intenses, si totales, et, par elles, vers le crime? Cette double méprise, de Larzac sur sa maîtresse et de celle-ci sur son propre cœur, expliquait la durée de cette liaison dont le jeune homme s'étonnait qu'elle eût déjà, pour parler son style, « sept ans de bouteille! » Cette vulgarité de ses propos correspondait, hélas! à des côtés bien vulgaires de ses mœurs, qui ne justifiaient guère l'amour passionné de la fine et nerveuse Odette. Mais il y avait en lui, comme chez tous les séducteurs-nés, — répétons le mot qui le caractérisera le mieux, — des dons de maîtrise. C'était l'homme qui ne se montre jamais inférieur à ses prétentions. On a déjà dit aussi qu'il excellait dans tous les sports. Quand il plaisantait sur son manque de tact, c'était pour dissimuler sa très savante adresse à esquiver toutes les gênes. Autant dire qu'il pratiquait la plus judicieuse entente des caractères et des situations. De telles qualités peuvent coexister avec une complète absence d'intellectualisme. Au collège, où

ils faisaient tous deux leurs classes, Malhyver obtenait tous les prix. A peine Larzac avait-il pu passer son baccalauréat. Né pour l'action, il était un homme d'action inemployé, pour le même motif qui faisait de Malhyver un homme de pensée inadapté, — leur naissance. Ainsi finissent les patriciats. Ils se survivent dans des exemplaires comme désaccordés. La guerre, qui avait donné à Géraud l'occasion d'un redressement moral, avait fourni au second un magnifique champ où manifester le héros latent qui dormait en lui. Ce héros semblait avoir disparu avec les circonstances. Le maître restait, le dominateur qui cherche l'esclave. C'était cet instinct de despotisme qui l'attachait à Odette, ou plutôt, encore une fois, à la passion qu'il sentait en elle. Le langage a sa philosophie. « Passion » dérive du même radical que « passivité. » Il y a, dans l'un et l'autre des états d'âme désignés par ces mots, un peu de cette maladie sentimentale que l'on a pu appeler le passivisme, et qui fait pendant à cette autre, aussi barbarement et non moins justement dénommée, le tyrannisme. Pour le moraliste qui ose regarder les dessous réels de la vie humaine, avec cette indépendance réclamée par un Père de l'Église : *malo verecundiâ periclitari quàm veritate*, cette joie du despotisme psychique en amour recèle une sorte de perversion, identique au sadisme. L'homme léger, un Larzac, qui tient à la passion profonde d'une Odette parce qu'il en est flatté dans son orgueil et réchauffé dans son aridité, éprouve une satisfaction mauvaise à faire précisément les actions qui seraient les plus douloureuses à sa maîtresse, — si elle les savait. Car il les lui cache. Il n'est pas un Valmont. Il n'a pas systématisé sa cruauté. Ayant également en lui du bon garçon, il ne découvre ses trahisons et ses méchancetés qu'à moitié, juste de quoi égratigner ce cœur de femme, sans le blesser mortellement. Du moins il le croit!

C'était ce coupable et un peu féroce sentiment qui rendait si allègre le pas de Xavier de Larzac sur ce trottoir de la rue du Faubourg Saint-Honoré. Il allait là où Odette aurait le plus passionnément souhaité qu'il n'allât pas, vers l'avenue du bois de Boulogne et chez Mme Machault. Ils avaient, Cécile et lui, échangé quelques mots, le matin, à l'enterrement. Elle lui avait dit qu'elle serait à la maison vers les cinq heures : « Viendrez-vous ? » Il avait répondu dubitativement. Avec elle aussi, il jouait à ce triste jeu de sentiment où toute la finesse consiste à

n'avoir pas de cœur, écrivait jadis un artiste ironique et tendre, et il ajoutait : « J'ai toujours eu le malheur de gagner à ce jeu-là, car personne n'a moins de cœur que moi, quand je n'en ai pas. » Ce triomphe par l'insensibilité, Larzac ne l'eût pas appelé un malheur. Se doutait-il même qu'il fût insensible? Non, et il n'était pas de mauvaise foi en disant, quand le valet de pied de Mme Machault l'eut introduit dans le petit salon où visiblement elle l'attendait, devant la table à thé préparée :

— Je suis gentil tout de même, avouez. Je me suis rendu libre pour vous...

— Alors, votre cher devoir ne vous a pas gardé?...

La maîtresse du caprice avait imaginé ce sobriquet d'un goût méchant pour persifler la maîtresse de la passion. Cette trop juste épigramme irritait toujours Larzac, mais il le cachait. Défendre une femme contre une autre, c'est la faire attaquer davantage. Protester trop vivement contre certaines insinuations, c'est les aggraver. Il était trop avisé pour commettre cette imprudence. Il ne haussa même pas les épaules, et sans relever cette insinuation, il alluma une cigarette comme tout à l'heure dans l'autre salon, et il répondit simplement :

— Vous voyez.

Comme tout à l'heure aussi, dans l'autre salon, un regard de femme étudiait dans la glace la physionomie du jeune homme, qui, cette fois, ne révéla rien. Ce coup d'œil inquisiteur n'empêchait pas que celle qui le jetait ne parût tout entière absorbée par la préparation du thé. Au triste jeu du sentiment, Cécile était une partenaire digne de Xavier.

— Fort ou faible? — Et, lui tendant la tasse : — Ne boudez pas. Je retire le « cher devoir, » et souriez-moi. Vous savez, vous ne trouveriez pas deux Cécile dans tout Paris...

— Je ne comprends pas à propos de quoi... fit-il.

— Vous comprenez très bien, interrompit-elle... Non, vous ne trouveriez pas une autre maîtresse pour être aussi bonne enfant que moi et accepter que vous ayez cette intimité, en vous laissant lui raconter qu'elle n'est qu'amicale! D'autant qu'Odette est si jolie! Ce matin, le noir lui allait divinement.

— Vous m'aviez promis de cesser cette taquinerie...

— Mais puisque je ne suis pas jalouse, répliqua-t-elle. Tout en buvant elle-même son thé, elle respirait avec gourmandise la fumée de tabac qui enveloppait le jeune homme.

Comme votre tabac sent bon ! Il faudra que vous me donniez l'adresse pour Portille qui m'empoisonne avec ses mauvaises cigarettes...

— Et vous, fit-il, croiriez-vous que vous trouveriez dans tout Paris un autre Xavier, pour rire de ce que vous me dites-là, au lieu de s'en fâcher?...

— Il y a une différence, rectifia-t-elle, coquette et le tutoyant : C'est que, moi, je te permets de rire, et toi, non. Mais je ne ris plus et, vois si je suis bonne fille, cette fortune qui arrive à ton amie Odette, j'en suis ravie. Les Malhyver en avaient besoin. Il paraît qu'ils ont beaucoup mangé, et avec les prix des couturières d'aujourd'hui... Ainsi, ce que j'ai là... — Elle montrait sa robe de souple satin tête de nègre, avec de grands dessins brodés en argent sur les côtés. — Est-ce que ça te plaît? Deux mille cinq cents francs! C'est pour rien... Ah! nous sommes des femmes chères, Odette et moi. Il faut lui rendre cette justice qu'elle s'habille comme personne...

— Elle ne pense guère à ses robes maintenant, dit Larzac, je vous assure. Je n'aurais jamais cru qu'elle aimât à ce point cette vieille tante, avec qui elle ne s'entendait pas beaucoup.

— Son chagrin ne l'empêchera pas de recevoir, répliqua Cécile. Elle avait été un peu froissée de l'accent de Larzac pour parler de sa rivale, de celle à qui elle l'avait « chipé, » comme disaient ses amis, qui la voyaient manœuvrer depuis cet hiver. Elle ajouta : — Et comme elle aura raison ! Si nous n'allions pas chez elle, nous, les vivantes, il lui faudrait passer le temps de son deuil avec le sinistre gratin et les refroidis de la rue Saint-Guillaume. Là, vrai!

Elle se mit à rire de toutes ses belles dents, sans se douter qu'elle aussi venait de déplaire à Larzac. Dans cette sortie avait frémi la rancune inavouée de la bourgeoise riche, qui fraye avec la société aristocratique sans en être par sa naissance. Cécile devait sa situation mondaine à son mari qui la devait lui-même à son oncle, Machault, l'escrimeur, Machault le gaucher, comme on l'appelait aux temps lointains du 16 mai et du Maréchal, pour le distinguer des droitiers, ses rivaux dans la science des contres et des doublés. Machault le gaucher, donc, avait fait carrière dans le sport, cette variété moderne de la savonnette à vilain. La salle d'armes, le jeu de paume, la chasse à courre, le champ de courses lui avaient procuré des relations de premier

ordre, grâce auxquelles son neveu avait franchi, très jeune, les portes des meilleurs cercles. Les coquetteries de sa jeune femme avaient achevé le succès de leur ménage. Elle n'en gardait pas moins, au fond d'elle-même, le rien d'amertume dont les parvenus souffrent toujours un peu. Ce sentiment n'était pas étranger au plaisir que lui procurait son triomphe sur « Sailhans-Malhyver, » comme Odette signait protocolairement. Cette mesquinerie n'aurait pas autrement déplu à Larzac, à qui elle donnait un moyen d'action. Mais la jeune femme commettait sans cesse la faute d'émettre, comme maintenant, des réflexions, aigres et souvent justes, qui offensaient chez lui l'orgueil natif. Il restait de sa caste en la dénigrant, de son côté, mais pour ne point paraître *snob*, et sans sincérité.

— Où dînez-vous ces jours-ci? demanda-t-il, pour dériver la conversation; et, tandis que Cécile lui détaillait le programme de sa semaine, une comparaison s'instituait dans son esprit entre ses deux maîtresses, l'une si voisine du demi-monde par un je ne sais quoi d'irrémédiablement commun, comme ses extrémités qu'elle avait fortes et brutales, — l'autre si fine, si racée! Il avait quitté l'hôtel Malhyver, en souhaitant presque le départ d'Odette pour l'Auvergne. Quand il sortit de l'hôtel Machault, dans le crépuscule, il aurait volontiers envoyé Cécile rejoindre son mari aux États-Unis. Les sentiments doubles ont de ces sautes de vent. C'est d'ailleurs la raison de leur mordant sur des cœurs à demi blasés, comme était celui de ce frivole et compliqué garçon, en qui revivait sans doute quelque seigneur du temps de Louis XV, de cette époque où, raconte ingénument Besenval, le langage d'amour n'avait que deux verbes : « enlever, » pour les femmes, — « avoir, » pour les hommes.

— Avais-je raison, hier? Quels trumeaux!.. — La pimpante Cécile prononçait à mi-voix cette parole irrespectueuse vingt-quatre heures plus tard, en s'approchant de Larzac, dans le petit salon de Mme de Malhyver. Elle y était venue dès ce lendemain d'enterrement, quoique leurs relations ne fussent que de politesse, un peu par malice, un peu par jalousie, beaucoup par curiosité. Elle avait trouvé là le jeune homme, — elle s'y attendait, — plutôt ennuyé de la voir entrer. On se souvient qu'Odette et lui s'étaient donné un rendez-vous le matin. Bien qu'habitué à l'exaltation de sa maîtresse, elle l'avait

étonné, dans ce tête-à-tête, par une espèce d'ardeur tragique, des larmes sans motif, des étreintes comme désespérées, avec des supplications de ne pas l'abandonner, de ne pas la trahir. Il avait attribué cet état simplement à la secousse nerveuse des derniers jours, d'autant plus qu'ayant fait une allusion à la tante morte, il avait vu ce charmant visage se décomposer. Elle lui avait demandé la promesse d'une visite dans l'après-midi. En le voyant entrer, ses yeux s'étaient éclairés d'une joie, changée en douleur, quand sa rivale avait paru, un quart d'heure plus tard. Et, ce qui prouvera que Larzac n'était qu'un demi-roué, il avait eu pitié de la pauvre femme. Ni l'une ni l'autre de ces deux nuances n'avait échappé à Cécile. Elle n'était étourdie que dans ses propos de Parisienne « très à la page, » aurait dit le précoce Roger, blâmé par son père. Aussi avait-elle un petit grésillement de plaisir mauvais à retenir le traître, coupable de ne pas l'être assez complètement, dans cette embrasure de porte. Elle continuait de lui parler tout bas :

— Y a-t-il longtemps que vous êtes ici? Vous avez dû en voir défiler de ces têtes!..

Elle montrait du coin de l'œil un groupe de vieilles personnes, au centre duquel se tenait Odette. La couleur sombre de leurs vêtements révélait des parentes, et la coupe un total dédain de la mode, rendu plus marqué par le contraste avec l'excentricité des toilettes actuelles. Elles étaient six femmes qui comptaient de cinquante-cinq à soixante-cinq ans. Chacune, prise à part, avait simplement une physionomie âgée, avec des flétrissures que nulle coquetterie ne dissimulait. Juxtaposés, ces vieux visages présentaient cette communauté de caractère : la sécheresse et la fermeté du dessin. Si modestement qu'elles fussent mises, elles étaient des Dames. L'habitude d'une discipline que l'on devinait héréditaire leur donnait une dignité singulière. Le principe du trouble qu'elles infligeaient à Odette par leur seule présence, ni la railleuse Cécile, ni le frivole Larzac ne pouvaient le comprendre. Toutes étaient des familières d'Athénaïs de Sailhans, et elles la lui rendaient si présente!

— Ce qu'elles l'ennuient! disait Cécile.

— Elles lui parlent de sa tante, répondait-il. Ça lui fait du chagrin.

D'autres femmes arrivaient cependant et quelques hommes. C'étaient des cousines et des cousins, plus mêlés, celles-là et

ceux-là, au mouvement du siècle. Leur arrivée avait séparé Larzac et Cécile. Elle aurait bien voulu l'emmener et sortir avec lui, mais son ironie à l'égard des « trumeaux » n'empêchait pas qu'elle ne tînt à l'opinion de ce monde dont elle n'était pas vraiment, et elle prit congé d'Odette sans que le jeune homme, engagé dans une discussion sur un récent *match* de boxe, remarquât son départ. Quand il vint lui-même baiser la main d'Odette avant de s'en aller, celle-ci, à qui sa passion ne permettait pas une égale prudence, se leva de son fauteuil, et s'excusant auprès de son interlocutrice :

— Vous permettez, ma cousine ? J'ai un mot à dire à M. de Larzac. Et, prenant celui-ci à part : — Restez. Entrez dans le fumoir et attendez-moi. Je veux vous parler.

Vingt minutes plus tard, comme elle était libre enfin, elle vint elle-même dans ce fumoir, pour trouver sur la table, bien en évidence, une enveloppe à son nom qui contenait ces quelques lignes : « *Chère Amie, je vois que vous n'arrivez pas à vous dégager. J'ai un rendez-vous au cercle, toujours pour cette maudite élection. Je reviendrai vous voir demain, après le déjeuner.* » Et les deux initiales X. L. suivaient le : *Respectueux hommages*, destiné à dépister l'espionnage des domestiques, si l'un d'entre eux avait la curiosité d'ouvrir le billet. Odette savait l'intérêt du jeune homme pour cette élection au cercle. Elle ne le soupçonna pas de lui mentir. Elle n'en demeura pas moins consternée devant cette méconnaissance de ses émotions. Qu'il n'en comprît pas la cause secrète, cela devait être, puisqu'il ignorait le fait abominable. Qu'il ne devinât pas qu'elle était au désespoir, qu'il ne cherchât pas pourquoi, qu'il ne craignît pas d'accroître son martyre, comme il avait fait, en prolongeant devant elle cet aparté avec cette dangereuse Mme Machault, c'était la preuve... De quoi ? Cette question, cette âme en détresse ne voulait pas se la poser. Hélas ! Elle avait la réponse dans sa douleur.

Ah ! Cette soirée, la première qu'elle passait seule, depuis son crime, combien elle lui parut longue ! Comment Xavier n'avait-il pas deviné que ces heures allaient lui être trop dures ? S'il l'aimait autant qu'elle l'aimait, il l'aurait eue, cette double vue du cœur. Et alors, la joie de se sentir passionnément chérie eût peut-être suspendu le lancinement intérieur. Elle avait à peine touché au dîner qu'elle s'était fait servir dans son petit

salon, et elle était là, immobile, assise, devant la pendule, à regarder les aiguilles sur les chiffres du cadran, et à se dire, hantée par le fantôme de sa victime : « Il n'y a pas plus de huit jours, à cette heure, elle respirait, elle vivait. Maintenant elle est sous la terre, dans le caveau, froide, morte... » L'aiguille allait, de son mouvement invisible et qui ne s'arrêterait pas, qui ne reculerait pas. Elle approchait de neuf heures. Il y a trois jours, c'était le moment où Odette prenait la place de la Religieuse au chevet du lit de la malade. Indéfiniment, ces mots retentissaient comme un glas dans sa tête : « Il y a trois jours! Il y a trois jours ! » Dieu ! Que l'on ne puisse pas remonter le temps, revivre les minutes vécues déjà, celles où l'on pouvait ne pas faire ce que l'on a fait, et une demi-hallucination lui montrait les rideaux baissés, le crucifix d'ivoire, le bureau fermé, le verre... Ces images allumaient en elle comme un foyer douloureux d'où irradiait un élancement aigu. Elle pensait à Larzac :

— S'il savait, gémissait-elle, il faudrait bien qu'il m'aime en voyant comme je l'ai aimé !... S'il savait ?... Mais je lui ferais horreur. C'est si lâche, si cruel, si laid ! Qu'il me mépriserait ! Que je me méprise !...

Il en est du remords comme de ces névralgies dont la souffrance continue et contusive s'accumule à de certains moments pour éclater tout d'un coup en paroxysmes, si bien que le malade, tour à tour angoissé par l'attente et supplicié par la crise, n'ose plus faire un geste par terreur de provoquer cette crise. Les journées d'Odette allaient désormais s'écouler dans cette alternance et aussi dans une autre, celle de ses remords et de sa jalousie, jusqu'à un instant où ces accablements et ces anxiétés, cette jalousie et ces remords devaient aboutir de nouveau à l'un de ces actes irréparables, qui sont, après de longues heures de tourment solitaire, comme l'explosion d'une mine silencieusement chargée.

Avant cet éclat, deux lentes semaines s'écoulèrent, dont chaque journée fut pareille à l'autre par la monotonie de son emploi, et différente par les hauts et les bas de cette sensibilité, tantôt déprimée jusqu'à l'écrasement, tantôt exaltée jusqu'à la frénésie. Elle se réveillait très tard dans la matinée. Tout de suite, afin d'échapper aux cauchemars de l'insomnie, pires que ceux du sommeil, pour son âme si neuve au crime, elle avait pris

l'habitude, le soir, de s'assommer de chloral. Dès ce réveil, comme si l'effroyable chose n'eût pas creusé un gouffre entre sa vie d'autrefois, si voisine, si lointaine, et celle d'à présent, elle vaquait à toute la futile série de ses occupations de jolie femme riche. Elle faisait sa toilette. Les fournisseurs venaient, la manucure, le coiffeur. Des téléphonages se succédaient. Le courrier arrivait, apportant à la même heure la lettre quotidienne de Géraud, envoyée d'Auvergne. L'enveloppe seule, avec son écriture dessinée d'intellectuel, faisait sentir à l'émotive Odette combien elle était peu la femme de ce mari, et plus encore le contenu de la lettre. Il lui racontait par le menu l'installation du château, le contentement de l'architecte qui retournait à Paris et viendrait lui donner des nouvelles, les faits et gestes de Roger, les petites susceptibilités de M. Darré, des incidents relatifs aux villageois. Une volonté obstinée s'y devinait, celle de l'associer à cette nouvelle forme d'existence, en l'initiant au moindre détail. Cette correspondance, ou plutôt ce monologue, — car ses réponses à elle étaient hâtives et rares, — redoublait son impression de sa solitude dans son amour et dans son crime. En même temps, la sincérité sérieuse de cet homme, abusé, mais si honnête, lui imposait un respect grandissant. Parfois elle s'en irritait. Elle la déchirait, cette lettre, elle la froissait, elle la jetait pour prendre les journaux où elle ne cherchait plus maintenant que les faits-divers et les comptes rendus des assises. Quand ses yeux tombaient sur le récit d'un assassinat, elle le lisait et le relisait, ligne par ligne. Elle essayait de se figurer avec une précision acharnée la scène, les circonstances, la victime, le meurtrier. « Qu'est-ce qu'il a pensé? Qu'est-ce qu'il a senti? Est-ce que je lui ressemble? » S'agissait-il d'une préméditation, d'un guet-apens, froidement et longuement préparé? « Ce n'est pas moi, » se disait-elle. Ce n'était pas elle non plus, s'il était question d'un geste impulsif, du coup de pistolet tiré par la main que la démence de la passion arme et qui n'hésite pas. Elle avait hésité, elle, et le souvenir de cette hésitation aggravait sa honte. Nulle sensation n'est plus pénible pour la conscience que de n'être ni dans la scélératesse voulue, ni dans l'entraînement irrésistible. Le cynique parti pris de l'attentat soutient celui qui s'affirme ainsi sa force. Cette démence de la passion est une excuse. Odette n'avait ni cette force, ni cette excuse... Mais criminels

volontaires, assassins impulsifs, coupables par défaillance et lucides, comme elle, c'est toujours l'inexpiable, la tache de sang sur la main de Lady Macbeth, « que tous les parfums de l'Arabie ne purifieraient pas! » A cette pensée, un inexprimable mélange d'horreur et de pitié s'émouvait chez la malheureuse femme, pitié pour ces criminels, pitié pour elle-même. C'est si rapide, l'acte qui tue, et en voilà pour jamais! Au même instant une sonnerie de téléphone retentissait de nouveau, qui la rejetait à la frivole réalité de sa vie de Parisienne, si c'était l'appel d'une de ses amies, — à la brûlante vérité de sa vie sentimentale, si c'était Larzac qui lui parlait. Que lui racontaient ces amies? La chronique des thés, des dîners, des parties de théâtre, des soirées. Elle avait déclaré à son mari qu'elle aimait cette vie, — à cause de Larzac, comme le prouvaient les questions qu'elle posait à ses interlocutrices invisibles. Elle les interrogeait de manière qu'elles fussent amenées à lui prononcer des noms. Quand elle entendait celui de Larzac et que Cécile Machault était mentionnée, presque aussitôt elle frémissait. Discernait-elle une intention dans ce rapprochement, ce n'était pas cette preuve, après des milliers d'autres, de la malignité du monde qui la peinait. C'était de comprendre que la méchante amie qui rapprochait exprès ces deux noms, croyait à l'infidélité de cet amant si aimé, si peu sûr. Était-ce lui qui téléphonait? Elle attendait, les tempes battantes, la gorge serrée, qu'il lui énumérât les personnes avec lesquelles il s'était rencontré. Lui arrivait-il de dire, lui aussi, le nom de Mme Machault? Elle voulait trouver là une preuve de sa franchise. Le taisait-il? Elle savait d'avance sa réponse au reproche qu'elle ne pourrait pas s'empêcher de lui adresser : « Je ne vous parle pas d'elle, parce que vous n'êtes pas raisonnable. » Et cette phrase serait prononcée de cette même voix prenante qui la troublait jusqu'au plus intime de son être. Le téléphone l'isolait, cette voix. Les regards n'étaient plus là, ni le sourire, ni les gestes pour ajouter à la magie de l'accent celle de la présence qui fait que l'on n'observe plus. En écoutant Larzac sans le voir, que de nuances elle percevait dans ce récepteur sur lequel se crispaient ses doigts! Il parlait sans lancer ses mots. C'est qu'il les cherchait pour ne dire que ce qu'il voulait dire, — Un peu bas. C'était une preuve de sa constante surveillance sur lui-même, de sa retenue. — Pour ce même motif, il n'écrivait

jamais. Odette aurait tant aimé, le matin, une pensée de lui, fixée sur un papier qu'il aurait touché, cet imprévu charmant du billet que les mains ouvrent avec un frisson, et il ravive de fraîcheur, de nouveauté, un amour qui a longtemps duré. Si Xavier l'aimait, comment se refusait-il la joie de lui donner cette joie ?...

Elle gagnait midi, une heure, à travers ces va-et-vient d'une pensée, agitée jusqu'à l'enfièvrement. C'était le moment du déjeuner, — un peu consolée quand elle le prenait avec Larzac, soit dans une maison amie, soit au restaurant. Si elle avait déjeuné chez elle, c'étaient ensuite les visites à recevoir. Sinon, c'était elle qui en faisait quelques-unes, — et c'étaient des courses, — et c'étaient surtout les cruelles et inévitables minutes, celles des séances dans l'hôtel de sa tante. Elle devait bien s'y rendre, pour les règlements nécessaires. L'aspect des choses dans cette maison où elle avait tué, lui renouvelait si violemment les sensations de la veillée fatale qu'elle s'en allait parfois brusquement sous le prétexte d'un malaise qui n'était simulé que dans sa cause.

— Il faut que madame la comtesse se ménage..., lui disait la vieille femme de chambre de Mlle de Sailhans. Elle restait avec son mari dans l'hôtel, dont ils avaient la charge. Elle portait les anciens corsages et les anciennes robes de sa maîtresse, quasi sans retouches, étant de la même taille. Odette reconnaissait l'étoffe, la coupe. Les mouvements de la morte vivaient encore dans les plis. Ces mouvements, elle les retrouvait dans l'écriture des papiers qu'elle était obligée de manier en compagnie du notaire de famille. Celui-ci se dérangeait en personne par déférence pour les Sailhans, clients de l'étude depuis sa fondation. La méfiance que lui avait témoignée la vieille demoiselle lui pesait toujours sur le cœur :

— Voyez, déplorait-il, comme elle changeait ses placements, et sans me consulter, en s'en cachant... Il n'y a pas à dire : ça n'a pas mal tourné. Tout de même, Dieu sait avec qui cette manie la mettait en rapport : des petits courtiers de bourse, des petits employés de succursales, des coulissiers véreux, tout le monde, excepté maître Métivier. Pourquoi? Parce que maître Métivier lui faisait des observations. C'était comme pour les banques. Depuis le moratorium de la guerre, elle ne voulait plus en entendre parler. Et alors ces valeurs qu'elle gardait ici,

ces billets, cet or, ces bijoux... En ouvrant mon journal, le matin, j'avais toujours peur d'apprendre le cambriolage de l'hôtel de Sailhans et quelque chose de pire...

Il avait eu lieu, ce cambriolage. Il s'était accompli, ce pire, et la main qui avait versé le poison pour s'emparer de ces titres s'écartait d'eux en se raidissant, comme si ce contact la brûlait. Odette se levait. Mais où fuir le fantôme qui lui réapparaissait dans tous les corridors, sur tous les sièges, dans tous les angles de toutes les chambres, sur toutes les marches de l'escalier? Par cette obscure, cette toute-puissante attirance que le lieu de leur crime exerce sur les criminels, après s'être promis chaque fois de ne plus retourner dans cette tragique maison, quoi que l'on en pût penser, elle y revenait toujours, et toujours elle finissait par entrer dans la plus redoutable de ces chambres, celle où avait agonisé sa victime. Le lit drapé d'une couverture de lampas rouge n'avait plus de draps. Le grand crucifix qui se détachait sur les sombres rideaux, était enveloppé comme les tableaux. Sur le marbre de la table de nuit, il n'y avait plus de verre. Le bureau à cylindre, d'où le notaire avait extrait tout le contenu, montrait ses casiers vides. Son abattant restait levé pour le cas où l'on aurait besoin d'écrire. Un buvard, un encrier et une plume rappelaient seuls les habitudes de Mlle de Sailhans, qui avait libellé la tant d'insignifiantes missives. Ce détail suffisait pour qu'Odette fût littéralement contrainte de s'approcher de ce bureau. Elle repaissait ses yeux de la suppliciante image qui s'évoquait à cette place. C'est que le remords suscite chez le coupable une représentation mentale trop forte et qui se mime presque automatiquement. Les actes auxquels nous pensons avec une extrême intensité, nous avons une tendance à les revivre. De là ces obsessions du retour, contre lesquelles le criminel lutte, en sachant que c'est vainement. Tantôt il essaie de détruire le décor du crime. S'il a tué sous des arbres et qu'il puisse les abattre, il les abattra; dans une chaumière, il la brûlera. Tantôt il s'efforce de le transformer ce décor, en y introduisant une autre image et qui exorcise la première. Ainsi naquit dans l'esprit torturé d'Odette une idée, si étrange en apparence, et si logique, car il y tenait un peu de son double martyre : conduire dans cette chambre celui qui avait été l'ouvrier inconscient de la tentation, Larzac lui-même. Lui présent, elle n'aurait plus au cœur qu'une émotion, son amour, et, quand

elle reviendrait là ensuite, de penser à lui paralyserait son remords. Un jour donc qu'il était venu la voir après le déjeuner :

— Je dois aller rue de l'Université, lui dit-elle, m'accompagnez-vous?

— Mais votre automobile tournait la rue, comme j'arrivais. J'ai même eu peur de vous manquer. J'ai regardé. Heureusement, il était vide.

— Il viendra me reprendre là-bas. Je l'ai envoyé faire une course. Le temps est beau. J'ai envie de marcher un peu.

— Ma folle a du bon sens pour une fois, dit-il câlinement. Allons.

Ils allèrent. Ç'avait été pour Odette une douceur de ne pas rencontrer l'objection qu'elle appréhendait. D'ordinaire, Larzac se dérobait à ces tête-à-tête dans la rue, qu'il jugeait inutiles et compromettants par leur innocence même. Le monde, il le savait, ne s'y trompe pas. Derrière les privautés permises, sa perspicacité, dès qu'elles se répètent, en soupçonne d'autres. Une femme vraiment éprise, comme était Odette, éprouve en effet une volupté singulière à prolonger sa vie cachée dans sa vie avouée. Rien que sa démarche à côté de Larzac, pour descendre les Champs-Élysées, avait une légèreté révélatrice. Ses pas épousaient ceux du jeune homme. Elle le regardait, les yeux brillants, avec une reconnaissance attendrie. Il consentait qu'elle l'aimât à son idée, et cela lui était un rafraîchissement. Quant à lui, cette petite concession de la sortie à deux était une de ces coquetteries masculines dont il était coutumier. Trop fin pour ne pas sentir chez Odette un trouble auquel il n'était pas mêlé, il se demandait par instants si elle ne l'aimait pas moins. Elle lui prouvait que non par son évidente joie de cette promenade, joie d'illusion, joie de délivrance. Le miracle désiré s'accomplissait. Pour quelques minutes, le remords s'anesthésiait. D'ailleurs, n'avait-elle pas observé, dans leurs récents entretiens, qu'il lui parlait de Cécile Machault sur un ton plus naturel? Et elle marchait, sans soupçonner qu'un incident allait surgir qui finirait cette journée, traversée d'une telle espérance, sur une des plus cruelles scènes de la tragédie qu'elle vivait.

PAUL BOURGET.

(La troisième partie au prochain numéro.)

LETTRES
DE GRÈCE ET D'ITALIE
(1893)

Ces lettres n'étaient pas destinées à la publication. Écrites au cours d'un voyage en Grèce et en Italie par celui qui était alors le commandant Lyautey, récemment promu chef d'escadron, elles avaient été recopiées pour un cercle restreint d'intimes. Un heureux hasard nous les ayant fait tomber sous les yeux, on nous saura gré d'avoir insisté pour les donner à nos lecteurs.

I

A Antonin de Margerie (1)

Vienne, 21 mai 1893, 10 heures soir.

CHER AMI,

Ma malle est bouclée. Je pars dans deux heures pour Buda-Pesth, après six jours passés à Vienne.

Je vous ai quittés avant-hier soir sortant de chez Ronarc'h, en compagnie d'officiers aimables et joyeux, et m'apprêtant à me coucher, un peu vanné.

J'ai dû, le lendemain, suspendre mes visites aux musées; le samedi, tout est fermé, et, veille de Pentecôte, la consigne est plus stricte encore.

Ma matinée s'est passée aux Écuries impériales, au Manège

(1) Cette lettre est en réalité la troisième. Les deux premières : (Paris à Vienne par Stuttgart, Munich et Ulm. — Arrivée à Vienne) ont été égarées.

espagnol, où mon titre d'ancien aide de camp du général L'Hotte m'a servi de mot de passe ; j'y revivais tout ce qu'il me conta ; les sympathies qui nous entouraient ici dans les années qui suivirent la guerre, la vivacité avec laquelle elles s'exprimaient dans les milieux militaires encore frémissants de Sadowa, l'accueil si flatteur que lui valait dans la famille impériale son triple titre d'officier, de cavalier et de Lorrain, et aussi, ce qu'il n'ajoutait pas, les qualités incomparables du gentleman, de l'officier dont il reste le modèle accompli, — et les anecdotes charmantes sur l'archiduc Albert, le culte voué par ce fils de l'archiduc Charles à Napoléon, la place d'honneur donnée dans son palais au portrait de son « oncle » et à cette croix de simple chevalier de la Légion d'honneur, seul présent qu'à l'occasion du mariage de Marie-Louise l'Empereur eût jugé digne de son adversaire d'Essling.

Une heure à Saint-Étienne, un pèlerinage aux tombeaux impériaux des Capucins, où m'attirait entre tous le tombeau de cet énigmatique archiduc Rodolphe dont il eût été d'une si poignante curiosité de voir le modernisme aux prises avec son contemporain et rival Guillaume, et me voici à midi et demi à la relève quotidienne de la garde du Burg.

Tu as vu et tu te rappelles cette amusante représentation : une compagnie d'infanterie de ligne relève une compagnie d'un régiment bosniaque à la chéchia rouge et au type turc : le drapeau sort, les consignes se prennent, avec les jolis mouvements souples de ces beaux gars, si naturellement élégants, moins raides que l'Allemand, moins négligés que les nôtres, tandis que la musique joue dans l'appartement impérial et que les aides de camp de service, rouges à plastron d'or, apparaissent à la fenêtre de l'Empereur.

Après midi, la station usuelle à l'ambassade de France, avec la partie de blague aimable et courtoise qui est de tradition dans toutes les Chancelleries ; — à quatre heures, tour de Prater, guidé par Berckheim, qui salue tout le monde et me nomme les personnages : la duchesse de Cumberland-Hanovre, à pied, suivie de son carrosse drapé, à livrée écarlate ; quelques archiduchesses dans les voitures de la Cour dont les livrées mastic et le bicorne à plumes sont aux antipodes du chic anglais, — et les fiacres rapides, les jolis fiacres de Vienne, attelés de fins chevaux hongrois, filant comme le vent.

Et vite, manger un sandwich et m'habiller pour être à sept heures au Théâtre de la Cour, où la Wolter joue Marie Stuart de Schiller : la Wolter est une des plus grandes tragédiennes de l'Allemagne; elle a soixante ans, le double de l'âge de Marie Stuart et les porte, mais, à ne pas la regarder trop, quel organe, quel accent et quel jeu ! Je pensais qu'à cette tragédie en allemand, je m'éclipserais, après deux actes de fatigue et d'ennui, et je suis resté jusqu'au bout ayant tout compris et suivi, grâce à ce jeu merveilleux. La salle avait l'aspect d'un salon, de l'ancien parterre des Italiens : une allée centrale et de larges espaces, les femmes à l'orchestre en coiffure du soir, des uniformes élégants aux fauteuils et dans les loges, la salle maintenue dans l'obscurité pendant la représentation, ce qui met la scène en valeur et empêche les distractions.

A dix heures, c'est fini : les uns vont se coucher pour ne pas affronter les rigueurs des terribles concierges de Vienne qui tiennent porte close aux retardataires; les indépendants, comme moi, vont souper au Gardenbaugesellchaft. C'est, comme disposition, un café-concert des Champs-Élysées, Horloge ou Ambassadeurs, mais on n'y « rigole » pas, fichtre non ! on y vient pour la musique ; de dix heures à minuit, tantôt l'orchestre de Drescher, tantôt, comme hier soir, une très bonne musique militaire alternant le classique et la fantaisie et, deux heures durant, la folle jeunesse attablée écoute religieusement, absorbant viande sur viande, sans le moindre tracassin de mouvement, applaudissant à tout rompre un motif de Bach ou de Weber.

Ce matin, Pentecôte, tous les monuments publics sont fermés, sauf les églises; pas une galerie à visiter, et ç'a été pourtant une exquise matinée, de huit heures à une heure, à travers le vieux Vienne, de Neumarkt à Hohemarkt, de Judengasse à Amhof. Jusqu'à midi, les boutiques étaient ouvertes, tout le peuple dehors endimanché, sous un soleil de fête, et, autour des églises, un remous. J'ai suivi la foule des fidèles à Saint-Étienne où officiait le primat, à Maria-Stiegen, à Lhottenkirche où est le beau tombeau des Stahrenberg, à la Votive, à la chapelle du Burg où les gardes du corps aux plumes retombant en cloche sont, devant l'autel, immobiles; enfin, aux Augustins, l'église de la Cour, où j'ai écouté la célèbre musique.

Sauf Saint-Étienne, ces églises de Vienne sont médiocres, mais elles sont essentiellement « gemuthlich. » Les révolutions n'y ont pas passé. Chaque siècle y a mis son empreinte sans effacer celle des précédents : les témoignages les plus récents s'y superposent aux plus antiques, et cela fait une accumulation de souvenirs, parfois surchargée, mais très intéressante et documentaire. Chez nous, tantôt la vieille église est délabrée, mutilée, criant l'abandon, tantôt elle est, comme Notre-Dame ou la Sainte-Chapelle, violemment restaurée. Ici, l'on sent qu'il n'y a pas eu de solution de continuité, c'est entretenu et réparé, ce n'est pas *restauré*, et il s'en dégage quelque chose de fondu, d'harmonieux et de doux qui est parfaitement satisfaisant.

A une heure, déjeuner chez les Berckheim avec deux attachés de l'ambassade de France; amis évoqués, souvenirs parisiens, une rapide visite chez Mme de Bourgoing, née Kinsky, et en voiture pour Schœnbrunn.

Je crois que tout le peuple de Vienne y était venu par cette radieuse journée d'été; mais cette cohue, au rebours de nos cohues, n'avait rien de désagréable et m'amusait infiniment. On visitait le château par fournées. Je me suis simplement mêlé à l'une d'elles, trop heureux de bavarder avec le populaire. Les appartements, vous les connaissez, c'est du Versailles en toc. Mais dans ces augustes salles, à côté d'un lit de parade, voici que je remarque le bouton d'une sonnerie électrique. Pour Dieu, ne criez pas à la profanation. Je le trouve, au contraire, très éloquent et très sympathique, ce petit dé d'ivoire si moderne. Ce bouton électrique sur la table contemporaine de Marie-Thérèse, à côté du lit solennel de style rococo, ce qu'il signifie, c'est que le maître est toujours là, que ces antiques magnificences servent toujours aux fins auxquelles elles avaient été destinées et ne sont pas réduites à la condition banale de décors d'opéras, tolérées par grâce dans un pays où elles n'ont plus d'emploi. Ce bouton électrique, mais tant qu'il sera là, c'est pour les pierres de Schœnbrunn l'assurance de ne pas être émiettées comme celles de Saint-Cloud ou vendues à l'encan comme celles des Tuileries.

Et je passe trois heures à me promener dans ce beau parc, à détailler du haut de la *Gloriette* le panorama de Vienne, avec mes plans et mes cartes, à la joie de mes confiants voisins dont nul ne songe à me suspecter d'espionnage.

De retour à Vienne à six heures et demie, le temps de changer de vêtement, et me voici au jardin du Belvédère où il y a fête de charité. L'entrée est publique, mais c'est toute l'aristocratie viennoise qui vend, *en plein air*, dans de petites boutiques numérotées, et, comme le programme indique les noms et les numéros, c'est une excellente façon de passer en revue le *Tout-Vienne;* la boutique la plus achalandée est celle où la princesse Metternich fait elle-même la tombola, avec son entrain et sa verve légendaires; ses gens tournent la roulette, tandis qu'elle excite le chaland, à la grande joie du populaire. Imaginez-vous la duchesse de Doudeauville se risquant à en faire autant au Bois de Boulogne? Décidément, il fait doux vivre en ce pays.

Une longue station à la boutique de Mme de Berckheim, causerie et champagne; on m'invite à participer au service avec d'aimables compagnons; je me sens déjà de la maison, et c'est sur cette note de *five o'clock* que j'ai regagné l'hôtel pour faire mon paquet et vous écrire.

II

A ma sœur.

Entre Buda-Pesth et Bucarest,
en wagon-restaurant,
lundi de Pentecôte, 4 heures.

Je suis tout seul dans ce bow-window mouvant; le soleil est radieux et la plaine hongroise s'étend à l'infini. Nous sommes entre Czegled et Szegedin; les chevaux paissent contre la voie que longent en courant les gars bronzés en jupon blanc, aux bottes molles, au feutre noir, mi-arabes, mi-moujiks. Voici trois officiers de honved, souples et joyeux, qui traversent le wagon; j'entends qu'ils vont à Szegedin finir leur lundi de Pentecôte entre camarades.

Le train s'arrête pour un quart d'heure à Nagy-Koros, et j'en profite pour écrire quelques lignes sans trépidation. C'est, comme toutes les stations de cette ligne, un pittoresque chalet, planté sans barrière au milieu des champs; les vestons, les uniformes, les costumes populaires presque orientaux, les robes françaises se mêlent gaiement sur ce quai grouillant d'un jour de fête.

Parti de Vienne hier soir, je me suis réveillé ce matin, à

six heures, à Gran, où la voie rejoignant le Danube longe jusqu'à Waitzen un admirable défilé; les remparts à demi ruinés du château-fort de Vyzegrad dévalent au flanc de la montagne et plongent droit dans le fleuve, comme une ligne de fond; c'est vraiment un joli décor, à l'aube claire. Première vision des Hongrois, les jupons blancs, les bottes molles, communs aux deux sexes, et aussi premier contact avec leur terrible langue, qui fait passer le profane du demi-jour de l'allemand à une nuit complète.

Je suis arrivé à 8 heures à Buda-Pesth. Le Consul général de France, l'aimable M. D... m'attendait, averti par un télégramme de Cogordan. Nous avons parcouru Pesth en voiture, puis j'ai fait l'ascension de Buda sous le plein soleil de midi pour reprendre à trois heures l'express de Bucarest d'où je vous écris. Ces heures si brèves avaient été réglées à l'avance par mon hôte obligeant et informé; aussi ai-je visité l'essentiel, pour lequel je vous renvoie au guide. Mais plus que des édifices et des musées, il me restera le souvenir du site merveilleux : j'en avais eu dès l'arrivée l'impression ineffaçable, tandis que je prenais mon chocolat, sur le balcon de l'hôtel Hungaria surplombant le large Danube, face à la fière colline de Buda; le fleuve noir d'embarcations, vapeurs, yachts, canots, tous pavoisés en fête, et, à mes pieds, sur le quai qui fait boulevard, un grouillement de peuple. Tziganes rouges, tziganes bleus, gymnastes polychromes, policiers militaires faisant à cheval leur service sur ces bêtes élégantes d'un si joli et si fin modèle, jeunes séminaristes en chapeau melon, le nez au vent, l'air cascadeur, et dont la spécialité, m'a-t-on dit, est d'avoir les plus jolies maîtresses de la ville.

Et je clos ma lettre ; le trémolo du wagon s'accorde mal avec l'écriture : voici cinq heures, et je vais jusqu'à la nuit me donner tout entier à la grande plaine : elle est embrasée et silencieuse ; c'est l'heure de s'accouder en laissant la pensée et le regard se perdre au long des horizons... Mais tandis que je vagabonde en évoquant les grands souvenirs de lumière, le Sahara et la mer, voici que surgit une vision beaucoup plus familière, la simple Beauce de chez nous, en ce soir de mai, entre Châteaudun et Auneau ; le jour s'achève, les champs sont déserts, je ne vois plus ni jupons blancs, ni vestes hongroises pendant sur l'épaule, ni chevaux vaguant, rien de local, c'est

la plaine de partout au soleil couchant et je cherche malgré moi les tours de Chartres, — justement les voici : c'est trop fort! Je me frotte les yeux et consulte le guide; ce sont simplement les clochers de l'église de Felegyhaza : l'illusion était complète. Pauvres de nous, imaginatifs, qui passons sans nous émouvoir à côté de l'impression quotidienne, mais à qui suffit de l'étiqueter d'exotisme pour chevaucher en plein emballement. Bref, vous fûtes cent fois de Châteaudun à Paris, en été : vous avez vu la Hongrie.

6 heures et demie, en dépassant Szegedin.

Eh bien! non, ce n'est pas la Beauce, la plaine s'est repeuplée et c'est bien une note locale, le trait d'union avec l'Orient que donnent les costumes blancs des travailleurs des champs : sont-ce des haïks et des burnous ou des pantalons et des vestes? On ne sait pas à quelque distance, mais c'est bien une impression arabe, et, à voir ces troupeaux de moutons noirs gardés par deux gars dont les jambes et les bras bronzés sortent des draperies blanches, on se croirait en pleine vallée du Chelif.

Il est 8 heures. Je m'étais endormi dans ma cabine. On vient de me réveiller pour dîner. Les champs de blé s'allongent. La plaine hongroise s'étend à l'infini; l'horizon si loin, si loin, s'arrête durement comme une ligne d'épure et la voûte du ciel repose sans une brisure sur la vaste plaine, en feu au couchant, gris pâle au levant, où monte la nuit. Et voici qu'un feu pique sa note claire et vivante tout près de nous, rappelant qu'il y a de petits hommes, tout petits, mais porteurs de lumière et de vie dans cette large, mystérieuse et dure nature.

Mardi, 23 mai.

Toujours en wagon restaurant, mais ce n'est plus le même : cette nuit, j'ai laissé à Orsova le train autrichien pour prendre le wagon roumain accroché à Craïowa.

10 heures du matin, à la station de Caesci, à mi-chemin de Pitesci à Bucarest. A la barrière, trois femmes dont une ceinture voyante éclaire les haillons, la tête enveloppée à l'orientale, portant sur l'épaule une double charge de poteries rouges. Sur le quai, des paysans au pantalon serré par des lanières, tels ceux des anciens Daces, au gilet brodé, à la veste de laine galonnée, les uns en feutre breton, d'autres en bonnets de

fourrure. Un pope à toque de juge. Un train militaire est arrêté. Les officiers cambrent leur veste de toile bien ajustée, galonnée d'or; note de civilisation récente sur cette campagne restée si orientale. Les villages semés le long de la voie évoquent l'Afrique. Ce sont de vrais gourbis, pauvres basses huttes de torchis coiffées de chaumes, parmi lesquelles se dressent quelques rares maisonnettes plus propres, couvertes en bois; sur les haies qui entourent ces huttes s'étalent les vives couleurs de tapis à larges raies jaunes et rouges; devant les portes, des femmes accroupies parmi les haillons, les enfants nus sortant au passage du train; c'est tout l'aspect misérable et coloré des douars arabes.

Comme l'Orient-Express hebdomadaire est le seul train dont l'horaire soit réglé de façon à traverser de jour la plus belle partie du trajet, le passage des Carpathes que la ligne et le Danube franchissent côte à côte aux Portes de Fer, et comme je ne pouvais l'attendre, il m'a fallu prendre un express ordinaire avec l'inconvénient de passer de nuit dans le célèbre défilé.

Heureusement, la nuit était superbe; la lune jusqu'à deux heures et ensuite une belle clarté d'étoiles. Aussi me suis-je fait réveiller à Karansebès pour m'installer dans la guérite du conducteur à l'arrière du train, d'où pendant trois heures j'ai joui de l'admirable défilé. Les feux des pâtres piquaient la noire montagne et semaient le fleuve d'étoiles.

Ce matin, nous sommes en plein terrain des récentes inondations, nous venons de perdre un quart d'heure sur une voie de rencontre, le long d'un pont emporté : les conducteurs me font du désastre un récit abondant, 200 ponts rompus, la plaine que nous traversons changée en lac, — du reste, les ruines sont là, qui en témoignent.

III

Bucarest, 23 mai, 9 h. du soir.

Je vous écris de l'aimable foyer du commandant de Sailly, notre attaché militaire, un joli intérieur, une villa dans un jardin et des bibelots amusants des Pays balkaniques. Quel chaud accueil! A midi, Sailly m'attendait sur le quai et m'amenait déjeuner avec l'attaché militaire russe, baron Taube, combattant de Plevna, intéressant au possible. Une solide causerie

avec notre ministre et ensuite tout à la ville où Sailly me guide à souhait, heureux comme moi de cette amicale rencontre. La drôle de ville! Ça n'a pas l'air d'être « pour de vrai, » cette capitale poussée si vite. C'est qu'aussi c'est si récent! Les *vieux* que je croise ont vu de leurs yeux, il y a cinquante ans, sous la domination turque, la Caléa-Vittoriéi, leur rue de Rivoli, bordée de gens empalés. On a été vite en besogne depuis qu'on est maître chez soi, mais rien n'est plus toc que ces petits palais, ces petits jardins publics, ces petites maisons à petites colonnes, à petits frontons, ces faux Champs-Élysées, bordés d'un faux Bois de Boulogne de deux cents mètres de profondeur. Ce qui est resté « nature, » c'est le marché, déjà bazar oriental, où je bibelote en flânant, tout joyeux de ces toujours amusants contacts indigènes. Comme me le dit Sailly, les Occidentaux trouvent Bucarest oriental, les Orientaux le trouvent européen ; c'est bien un trait d'union. Et au sortir du marché la promenade continue. Et toujours cette impression d'une *ville de guinguettes*. Les 270.000 habitants occupent une surface grande comme le tiers de Paris, pour que leurs toutes petites maisons d'un étage, noyées dans des jardinets, s'espacent à l'aise et ç'a été construit sans plan. On ne comprend rien aux rues. C'est enchevêtré, touffu, sans une bâtisse pittoresque. Mais la vie vivante y est bien amusante : les boutiques sont bariolées d'enseignes parlantes où sont représentés tous les objets en vente, comme à Pesth, comme en Russie, comme dans tous les pays illettrés, où l'enseigne écrite serait muette.

Tout le quartier populaire a l'aspect d'un bazar, les marchands s'y groupent par corps de métiers, des popes sordides à longs cheveux, à toques de juges, font eux-mêmes leur marché, tandis que les rues sont sillonnées de paysans apportant les broderies et les tapis, de marchands ambulants dont la marchandise pend aux deux extrémités d'un bâton sur l'épaule : ustensiles et victuailles, chaussures et agneaux entiers. D'autres, comme à Alger, crient des boissons fraîches dans des bidons joliment garnis de cuivreries et peinturlurés comme un tambour du XVIIIe siècle.

Beaucoup d'églises de cultes variés. J'ai visité les deux plus belles églises grecques, conduit par des popes crasseux se jetant sur le bakschich : l'aspect connu des églises grecques, l'autel caché, le profusion d'images, d'icônes, de lampes, de mosaïques et d'or.

Très amusants, les fiacres, au trot désordonné, bien attelés, et menés par des moujiks russes en casquette plate, costume de velours bleu, ceinture claire, appartenant tous à la secte des Skoptzy, mutilés volontaires, traquée en Russie, libre ici et très puissante.

Le pays est merveilleusement fertile. La terre rend du vingt pour cent. J'aurais voulu en aller juger chez nos amis Bibesco, mais je n'en avais pas le temps, et j'ai dû me borner à laisser une carte de regrets à leur demeure de ville.

Galatz, 24 mai, minuit.

Je viens de passer une des nuits et des journées les plus désagréables de ma vie. Hier soir, ma lettre fermée, je vais à la gare à onze heures et j'apprends qu'à cause des inondations et des ponts rompus, le départ du train a été avancé et qu'il est parti à sept heures. Je n'en avais plus avant celui d'une heure du matin, m'amenant à neuf heures du soir à Galatz, où Cogordan, attendu à Constantinople, m'avait assigné comme dernière limite d'arrivée six heures du matin. N'aurait-il pas été forcé de partir? Son bateau pouvait-il attendre? Aurais-je fait en vain ce long trajet? Oh! cette longue journée d'attente en chemin de fer avec la perspective de me trouver en panne à Galatz! Seul dans mon wagon à travers un pays plat et navrant, sans une note distrayante, par un temps gris et froid, pour la première fois j'ai eu la sensation de l'isolement et de la distance. Dans la dernière heure pourtant, de Braïla à Galatz, j'ai pu me laisser absorber, tant le Danube était saisissant par cette triste soirée de Mer-Noire, sous une lune qui ne parvenait pas à percer la brume opaque, et si immense ce fleuve qu'il y a dix jours j'avais vu à Ulm presque naissant, il y a trois jours, entre Mœlk et Vienne, large comme la Loire à Tours, puis à Orsova, perçant, irrésistible, la barrière des Carpathes, et, ici, sans limites précises, battant les roues du train, épandu par la plaine basse jusqu'à la noire et mince bande de la rive opposée, au loin, là-bas.

Au delà, un écran de collines dans la brume. Et c'est la rive gauche, la rive de Bessarabie, c'est-à-dire la *Russie*. Je suis à quelques heures d'Odessa et les noms qui, hier encore, n'étaient pour moi que de la « géographie » saisissent quand, venant de si loin, si vite, on les touche.

Le train stoppe. Galatz! Cogordan est sur le quai. C'est

demain que nous partons pour Sulina. Nous y chasserons le pélican aux bouches du Danube ; puis la Mer-Noire et dimanche le Bosphore.

Et la soirée s'achève, détendue, confortable, amicale, souriante, chez notre Consul général avec quelques hôtes de choix.

Je suis princièrement logé dans le palais de la *Haute-Commission*, le Cénacle des Diplomates Européens qui administre le bas Danube avec des droits souverains et tout un personnel de portiers, de cuisiniers, de valets de pied conformes à la dignité du lieu.

Dans ma chambre, sous ma lampe, devant un vaste bureau, je m'étire et m'étale.

Galatz, le 25 mai, midi.

Le général Penconi, le délégué roumain, m'ayant remis un mot d'introduction, j'étais à neuf heures à la caserne d'infanterie où le colonel Skeletti me remettait aux mains de son major et du commandant Romasesco, chef du génie du Corps d'armée, élève de notre École Polytechnique, de Fontainebleau pensionnaire du Creusot et camarade de l'ami Art Roë.

Caserne commencée sur un grand pied, inachevée faute d'argent ; pavillons isolés construits chacun pour une compagnie et que devaient relier des galeries couvertes destinées à la circulation et à l'astiquage : celles-ci n'ont pas été faites. On a logé un bataillon dans chaque pavillon de compagnie en superposant les couchettes. C'est dommage, car le plan primitif était bon, les pièces très vastes, très aérées. Je suis en plein dans l'application de mes idées, de celles que j'ai essayé de réaliser à Saint-Germain : la vie de l'homme organisée hors de la chambrée qui ne doit être qu'un couchoir égayé d'ailleurs par d'amusantes images d'instruction, figurant le service en campagne, les manœuvres, des feuilles très bien faites donnant les positions du tireur, des reproductions de tableaux de batailles où domine Plevna comme il est juste. Des salles d'astiquage indépendantes pour écarter de la chambre saletés et microbes. Dans la cour, un grand réfectoire, rudimentaire, il est vrai, mais le principe y est : la cuisine est attenante avec, ma foi, d'excellente soupe, mais fortement épicée à la mode du pays. C'était l'heure de la soupe : aspect gai et libre, mais sale.

Les officiers étaient tous au quartier depuis cinq heures du

matin ; ils ne le quittent que pour déjeuner et reviennent à une heure. C'est la présence continue, comme presque partout, sauf chez nous. Ils étaient en tenue d'été, en toile, galonnée, fort élégante, avec le képi blanc, cette jolie et pratique tenue de toile qui supporte si économiquement la poussière et les manœuvres, que j'ai déjà vue aux Italiens, et que je voudrais tant voir adopter chez nous pour l'été.

Je suis allé ensuite au quartier de cavalerie : des baraquements provisoires dominant le beau lac de Bratitch ; trois escadrons de hussards, deux de l'armée active, un de la réserve réunis pour 90 jours ; cette organisation de la réserve est intéressante : les hommes gardent chez eux leurs chevaux en pension ; ou bien ils les achètent eux-mêmes sous réserve de l'acceptation par une Commission ; ou bien l'État les leur fournit, moyennant trois cents francs. L'homme, dans ses foyers, s'en sert toute l'année, puis, à la convocation, il arrive dessus. Cela serait d'ailleurs inapplicable dans les pays où le cheval de selle n'est pas usuel ; tandis qu'ici, c'est le moyen de transport habituel ; j'ai examiné les chevaux de l'escadron convoqué ; c'était pour le moins très hétérogène, et à côté de chevaux convenables et très soignés, il y avait de rudes biques. Très satisfaisant, en revanche, l'aspect des escadrons actifs avec leurs chevaux hongrois ou russes, parmi lesquels tout un peloton de chevaux blancs d'un joli modèle.

Les hommes portent, eux aussi, cette jolie et pratique tenue de toile.

En sortant du quartier, je cours chez le général Barozzi commandant le corps d'armée pour le remercier, et vite cette courte note avant de m'embarquer sur le yacht de la Commission Européenne de Navigation, sur lequel nous allons descendre les 175 kilomètres de Danube qui nous séparent de Sulina.

25 mai, 7 heures du soir.
Sur la dunette du *Carolus* en canal de Sulina, branche médiane du Delta Danubien à mi-chemin entre Tultcha et Sulina.

Au couchant, vers Tultcha, le soleil descend dans une brume transparente, d'une vraie teinte d'opale. A gauche, le massif dentelé du Bes-Tepé, d'un bleu du soir, baigné de lumière, émerge seul de l'horizon, — il est séparé de la ligne verte

traçant la berge du fleuve par la bande claire de l'immense plaine de roseaux qui prend sous ce soleil tombant un ton d'or pur. Au bord opposé, l'eau limoneuse a, sous l'ombre allongée du bateau, des tons mats et unis, tandis que la rive, comme l'autre, est faite de roseaux d'or, étroite bande de lumière sous le ciel plombé de la nuit qui vient, — et c'est d'un effet saisissant ces deux tons opaques du fleuve et du ciel, séparés par cette mince raie de lumière éclatante. Trois voiles latines y piquent trois taches blanches et, tout près, longeant la rive, un petit village de huttes de chaume avec, sur les haies, des haillons rouges.

Mais pourquoi raconter ces choses qui ne valent que vues ou rêvées ?

Voici du reste la nuit qui monte, les montagnes qui s'effacent, les marais de la rive qui se fondent en buée ; je redescends au salon pour repasser cette douce journée.

Un mot d'abord de la Commission du Danube. Instituée en 1856 par le Traité de Paris, elle fut chargée d'administrer souverainement la navigation du fleuve, depuis son embouchure jusqu'aux deux grands ports intérieurs de Galatz et de Braïla, navigation dont ni l'aménagement ni la sécurité n'étaient réalisables avec les finances délabrées et l'incurie administrative des Turcs.

Huit membres, ministres plénipotentiaires de chacun des États signataires, des ingénieurs européens, tout un personnel d'agents et d'employés, une flottille de transport, des remorqueurs, un yacht.

Le Danube va à la mer par trois branches, Kilia, Sulina et Saint-Georges. C'est la moins large, celle de Sulina, qui fut aménagée en canal maritime au moyen de grands travaux, dragages, endiguements, coupures de coudes.

Le budget de la Commission est de trois millions, dont les recettes sont assurées par les taxes perçues à Sulina à l'entrée des navires. Ces recettes sont employées à des travaux d'amélioration constants, et bien qu'on n'épargne rien, les grands bénéfices réalisés vont permettre de réduire les tarifs.

En 1908, à l'expiration des pouvoirs de la Commission, il est vraisemblable que l'institution cessera, parce que le gouver-

nement roumain, devenu grand garçon, pourra en reprendre la suite. Dès aujourd'hui, il supporte d'ailleurs assez impatiemment l'existence de la Commission, qui, de par les traités internationaux, est absolument souveraine, a son pavillon, et dont les membres sont ici de petits potentats avec des droits régaliens.

Elle tient chaque année à Galatz deux réunions plénières, où se règlent toutes les questions administratives, techniques et financières : la réunion de printemps de 1893 a été close aujourd'hui à midi, et à une heure Cogordan et moi prenions possession du *Carolus*, le charmant, l'élégant, le confortable yacht, filant trois milles à l'heure.

Tout à fait chez nous, activant, ralentissant à notre gré, stoppant même, salués par tous les pavillons rencontrés, — et c'est incessant sur ce bras de mer qu'est le bas Danube, le mouvement des bateaux qui, tous, doivent la politesse au pavillon de la C. E. D. Bonne table, bonne cave, bonnes cabines, et une belle journée claire, fraîche, avec juste assez de soleil pour mettre ciel et terre en valeur.

Après avoir dépassé le confluent du Pruth, nous longeons d'abord la rive russe. Des Cosaques blancs l'arpentent entre chaque poste ; nous voici près de Kartal, à côté de l'obélisque en granit noir, commémoratif du passage de l'armée russe dans la campagne de 1885.

Quelques villages, de grands couvents aux coupoles bulbeuses, d'immenses troupeaux de chevaux et de moutons, des paysans à longs cheveux, à blouses rouges serrées à la taille, voilà ce que, deux heures durant, je vis de la « Sainte-Russie. »

Voici la première fourche du Danube : nous nous engageons dans la branche du Sud, en lorgnant les clochers et les coupoles d'Ismaïl que nous laissons à notre gauche. Ismaïl ! dont le prince de Ligne raconte le siège où il monta à l'assaut au bras de son fils, le futur mari d'Hélène Massalska, — et nous voici devant la charmante petite ville de Tultcha, nous repérant à l'horizon sur le massif des Bes-Tépé, les cinq sommets, — extrémité Nord de la chaîne de la Dobrudja.

Nous stoppons pour nous arrêter dans ce Tultcha de séduisant aspect.

Un mamelon escarpé avance sur le fleuve comme un môle naturel. Sur ses pentes s'élève le village russe autour d'une

église à coupoles vertes vernissées. Tout y est russe pur : les maisonnettes peintes en bleu pâle, les fenêtres encadrées de couleurs éclatantes, les palissades des jardins aux portes couvertes d'un auvent d'allure japonaise et une jolie population d'enfants aux longs cheveux blonds, aux blouses rouges, qui chantent des airs graves, tandis que les mères, vêtues de couleurs voyantes et parées de colliers d'argent, sont assises en cercle à tresser des filets de pêche.

Au pied du môle, le quartier turc autour de deux mosquées en ruines n'ayant gardé que leurs longs minarets blancs en forme de cierge; plus loin, c'est l'école bulgare, — puis un quartier juif, — un bazar cosmopolite, — une vraie femme arabe en haïk bleu, — les officiers de la garnison roumaine dans leur tenue correcte, — bref, dans cette si petite ville où le préfet roumain est installé dans l'ancien konak turc, tout le salmis balkanique, toutes les races, toutes les religions de l'Orient.

Et le bateau reparti, nous bifurquons encore pour nous engager dans le canal de Sulina d'où je vous écris.

C'est vraiment un moment divin : voici qu'apparaissent les feux de la Mer-Noire, l'antique Pont, et c'est une joie rare d'être par cette radieuse soirée sur ces eaux classiques, dans une région que les touristes ne profanent pas, favorisé d'un compagnon de choix avec qui c'est un tel régal de remuer les souvenirs et de s'émouvoir de la poésie du lieu, de l'heure, de la nature propices.

Onze heures du soir.

Nous avons débarqué à Sulina; sur le quai nous attendait tout le personnel de la Commission : nous voici logés dans un vrai palais. La grande fenêtre de ma chambre est ouverte sur la mer; le yacht blanc est amarré à mes pieds à 30 mètres d'ici; un feu vert signale l'extrémité de la jetée et, au large, les feux rouges des bateaux au mouillage.

IV

Sulina, le 26 mai, soir.

Ce matin, à huit heures, nous partions en chasse, Cogordan, moi et l'aimable Rodolphe Bergeot, fils du doyen des employés de la C. E. D., employé lui-même, cahotés tous trois dans la plus

drôle des guimbardes, le *carroussa* des paysans roumains, boîte de bois peinte en vert avec des fleurs multicolores comme les coffres arabes, sans ressorts, des oreillers pour siège, un Russe pour cocher, et nous filons au Sud le long de la grève entre la lame et la muraille des grands roseaux. La marge de sable est si étroite, si resserrée parfois que les roues entrent alors dans la mer. Nous roulons ainsi pendant deux heures, tout en tirant des bécassines et des mouettes. Arrivés au premier des innombrables canaux qui écoulent dans la mer l'immense marais couvert de roseaux, nous embarquons notre équipage sur un radeau grossier. Les chevaux et le carroussa vont nous attendre à une heure de là, à l'embouchure d'un second canal, et nous nous embarquons chacun dans notre loutka, minuscule pirogue qui ne peut contenir qu'un tireur et un piroguier. Presque couché, le fusil entre les jambes, on y file au ras de l'eau entre les roseaux dont les panaches roux semblables à des épis de blé mûr se balancent à trois mètres au-dessus de nos têtes. Je tire un beau héron gris, et c'est toute une affaire de le ramasser en poussant l'éperon de la pirogue dans l'épais fourré de roseaux. Nous déjeunons sur la grève, à dix pas de la lame, et au retour, comme sous le soleil de dix heures il n'y a plus d'oiseaux à tirer, cédant à la tentation, je m'allonge au fond de la pirogue et somnole au risque de la fièvre ; mais c'est trop exquis de tout oublier dans cette loutka qui glisse sous les hauts roseaux, bercé par le coup d'aviron de Petrouchka, mon piroguier russe.

Avant dîner, nous parcourons Sulina. Il y a quarante ans, il n'existait pas ici de terre ferme, les roseaux et les marais venaient jusqu'au fleuve, et puis, peu à peu, au fur et à mesure des travaux, une bande solide a été formée le long du chenal par le lest déchargé des bateaux. De sorte que ce sol est formé de parcelles venues de tous les sols du globe. On ne peut être plus cosmopolite. Et puis la petite ville est née, elle a aujourd'hui quatre mille âmes, ses chantiers, ses édifices administratifs, ses églises, son jardin public, ses cimetières nettement distincts par confession, ses becs de gaz et aussi... ses coteries et ses potins. Il y a la belle Madame X..., « qui a vu le monde, » comme ils disent ici, avec qui un beau lieutenant de la marine roumaine a éperdûment flirté l'an passé, au grand scandale des dames suliniotes qui l'ont à l'œil. Il y a le sous-préfet roumain, le prince M..., Russe proscrit, échoué là, — pourquoi ? com-

ment ? — et qui dans ce poste infime joue au potentat ; il a fondé un théâtre-casino où, chaque jour à cinq heures, joue une musique pour laquelle il requiert administrativement les enfants de l'école. Il en fait les honneurs avec sa mère, vieille princesse en enfance, qu'il y traîne ; et comme il invite « n'importe qui, » les gens « comme il faut » de Sulina ont mis son casino à l'index, ce dont il se venge en persécutant les cafés et en interdisant la fondation d'un club. Il y a le Français, photographe-cafetier, hâbleur et mauvais coucheur. Il y a le vieux chef des pilotes Barbati, qui était déjà en fonctions il y a quarante ans, sous la domination turque et qui est maintenant un monsieur. Il y a la famille Bergeot qui très dignement incarne la France, le père depuis vingt-cinq ans au service de la Commission, le fils, notre compagnon de chasse, et Mlles Bergeot. Il y a M. K..., l'ingénieur de la Commission, un Danois, solide et froid, et Mme K... une Anglaise, charmante, fine et sympathique, qui a transporté dans ce petit cottage de Sulina où elle est depuis vingt-trois ans (!) tout le confort, tout le *homely* britannique. Nous avons été l'y voir et, vraiment, cette existence rend songeur. Depuis vingt-trois ans, dans ce désert perdu, cette femme intelligente et cultivée, recevant les périodiques, au courant des choses, raffinée de goûts, ne voyant pas son fils de vingt ans, qui est à Londres, à peine son mari, qui est occupé tout le jour, s'étant donné, il y a deux ans, ses premières vacances pour passer l'hiver à Antibes, loin de ce climat si rude, parce que, le traitement de son mari ayant augmenté, et l'aisance étant venue, on a pu s'offrir cette dépense. Quelle vie ! et heureuse pourtant, du devoir accompli, de son mari réconforté, mais d'un bonheur triste qui sent que les belles années ont été sévères, plus sévères que ne l'exige la commune destinée et qu'il doit y avoir des *au-delà* et des joies qu'elle n'a pas soupçonnées.

Et tout ce *high-life* de Sulina vit, s'agite, se dévore et potine et fait à cinq heures son persil au jardin public.

Mais il y a aussi sir Charles Hartley. Celui-là est un grand quelqu'un que je vous présente. C'est l'ingénieur consultant de la Commission, qui ne passe ici que trois semaines par an et avec qui nous avons achevé la journée : c'est un des hommes les plus compétents du monde en navigation fluviale, et sur bien des points du globe les plus beaux travaux glorifient son nom.

C'est lui qui a fait ici tout ce que nous voyons; il y arriva

jeune ingénieur en 1856; comme je vous l'ai dit, il n'y avait alors pas même de sol, le fleuve se perdait vaguement dans la mer parmi les roseaux, sans bords, sans chenal précis. Seuls les petits bateaux le remontaient, remorqués à la corde par des misérables, dans l'eau jusqu'à mi-corps. Il a fallu loger dans une hutte bâtie sur pilotis, coucher par terre, comme un naufragé, et de ce rien sir Charles a fait ce que nous voyons, le large canal, le port de vingt pieds de fond, entre deux beaux quais où sont rangés cinquante grands bateaux, les deux longues digues, les trois phares. La ville est venue, et la sécurité, et le commerce, et les grands bateaux remontent maintenant le Danube jusqu'aux ports roumains. Et ce n'est pas fini. Il veut encore approfondir son fleuve; il vient d'inventer une drague d'une puissance inouïe qui porte son nom; et il part pour la Chine vaincre la barre de Woosung et on lui propose d'entreprendre aussi là-bas le fleuve Jaune, le plus méchant et le plus irrégulier de l'Asie; mais c'est un travail gigantesque; il recule, il faudrait avoir trente ans et il va en avoir soixante-dix. C'est égal, avouez que voilà une belle vie d'homme, bien remplie, et qu'il peut, au soir, se reposer, la tâche faite. Et c'est aussi une belle figure d'homme d'action, où les yeux s'illuminent, où tout s'échauffe, quand il parle de son œuvre, quand il vous présente son fleuve, le fleuve dont, après des siècles, il a le premier réglé le cours, qu'il a appelé (vraiment on peut le dire sans métaphore) à la vie utile, à remplir sur la terre toute sa fonction. Et après l'avoir vu et entendu, on se prend aussi à admirer cette Commission du Danube, chez nous inconnue, et qui seule a permis cela; cet État de raison, qui, tandis que nos gouvernements se ruinent, a, depuis quarante ans, à travers les fluctuations européennes, sagement, tranquillement, sûrement accompli cette grande œuvre, et sans les bonnes finances, et sans l'autorité de laquelle tout le génie de Sir Charles n'aurait servi de rien.

Entre temps, nous étions allés au village russe visiter un intérieur, propre et sympathique, avec la chambre de cérémonie, le grand poêle blanchi à la chaux, le lit d'apparat, la petite table où le service à thé est prêt pour l'hôte, — et dans un angle, sous les rideaux de guipure, — les saintes Images, le Tsar, des icônes de la Vierge, devant qui brûle une petite lampe.

Samedi, 27 mai.

Et j'achève cette lettre à bord du *Tabor*, le bateau de la Compagnie *Fraissinet* qui nous mène à Constantinople, où nous serons demain à neuf heures du matin.

Nous sommes partis ce matin à sept heures; la côte, si plate, s'est évanouie tout de suite. Il est huit heures du soir, en pleine mer, je ne sais où.

Il n'y a pour tous passagers que Cogordan et moi, avec un tiers, le brave capitaine L..., loup de mer, jovial et rassurant, notre hôte.

Et je dis « notre hôte » dans toute la force du terme, car le bateau a avancé de vingt-quatre heures son passage à Sulina pour ne pas retarder le voyage de M. le ministre plénipotentiaire; c'est gratuitement et officiellement que nous transporte cet aimable bateau qui, demain, arborera au mât de misaine, pour entrer dans le Bosphore, le pavillon français en l'honneur de son passager (l'autre), auquel j'ai vraiment la plus complète des chances d'être ainsi associé.

Constantinople, le 28 mai, à midi.

Je ferme ma lettre. Nous sommes arrivés à neuf heures. D'ici, je ne vous écrirai plus. Après Théophile Gautier, après tant d'autres, qui oserait raconter le Bosphore? Les palais et les points de vue, les guides vous les signalent; mais qui dira jamais, comme il convient, cette levée de rideau, lente et successive, pour qui arrive de la Mer-Noire, le fondu harmonieux des lointains que chaque tournant découvre et la vapeur lumineuse de l'admirable matinée? — et, au dernier coup, après avoir passé Tcheragam, cette chose incomparable, si élégamment limitée, isolée de tout le reste, — la pointe du Sérail avec deux seuls tons, de l'argent sur du velours vert, le désordre blanc des minarets, des coupoles, de Sainte-Sophie, sur le fond des cyprès, des platanes et des ormes, sous le grand ciel.

Les cawas et le caïque de l'ambassade nous attendaient. Nous nous sommes trouvés transportés à l'hôtel de Byzance, avec nos bagages, sans la moindre formalité de douane ni de passeport. Pierre de Margerie, que je croyais à Paris, se met déjà en quatre, pour notre service. Nous allons faire à cheval le tour des vieux murs et, demain matin, nous allons déjeuner chez l'Ambassadeur, à l'île des Princes, dans la mer de Marmara.

V

En pleine mer, entre Chio et Andros,
4 juin, 8 heures du matin.

Et voici huit jours que je ne vous ai écrit. Les cinq jours de la féerie de Constantinople ont été une telle ivresse de la vue, du cerveau, que je ne savais plus, au soir, que me coucher, grisé, au vrai sens du mot, avec, devant les yeux, un éblouissement; et toute la nuit, dans les plus mauvais sommeils que j'aie eus de ma vie, passaient sur ma rétine des couchers de soleil, avec un papillotement de minarets, de coupoles, noyés dans du violet, et des Bosphores lunaires, et des intérieurs de mosquées aux faïences fondues, aux doux cloîtres, si exquises au jour tombant. Et je suis en mer depuis deux jours, tellement déprimé, découragé d'être parti, que deux fois, à Gallipoli et à Smyrne, j'ai failli reprendre le paquebot pour Constantinople, — et je l'eusse fait sans Pierre de Margerie, mon compagnon de bateau; il m'a persuadé qu'ayant eu la grande chance de voir Constantinople dans ce bain de soleil et en emportant cette lumineuse impression, c'était folie de risquer, en y revenant, une déception de pluie ou de ciel couvert. Mais, depuis ce départ, je n'ai joui de rien, sauf hier, de Smyrne, de sa baie, de sa couleur et de son bazar.

Enfin, ce matin, après cette crise, je me ressaisis : c'est qu'aussi la mer est de ce beau bleu que je n'avais vu encore que dans les tableaux violents, et que voici à l'horizon la côte d'Eubée, toute rose, toute rose, et que l'impression montante de la Grèce commence à voiler un peu, grâce à Dieu, l'hallucination de ce que j'ai laissé là-bas. Mais, hier soir, quand, à huit heures, nous sommes sortis du golfe de Smyrne dont les lumières au pied des hautes montagnes s'effaçaient une à une, j'ai été pris, à cette séparation de l'Orient à peine entrevu, d'un véritable déchirement, et je me suis couché à l'arrière du pont, la tête dans les mains, interrogeant cette terre d'Asie dont la côte s'abîmait dans la nuit, cette côte qui, à ma droite, me laissait deviner la baie d'Éphèse, à gauche Magnésie et Pergame.

Vaudrait-il donc mieux ne pas voyager?

Pour Constantinople, je vous dirai simplement l'emploi de mon temps ; les causeries de cet automne suppléeront au reste.

Le dimanche 28 mai, à midi et demi, les chevaux prêts, Pierre de Margerie nous menait, avec le charmant premier secrétaire, La Boulinière, tous quatre à cheval, à travers le vieux Stamboul; un ressouvenir des rues montantes d'Alger; le même grouillement, les mêmes échoppes ouvertes, les mêmes mille petits métiers orientaux, les mêmes cris, les mêmes mélopées plaintives au fond des cafés, les mêmes fontaines aux angles des ruelles; mais, là-bas, il n'y a que deux races; ici, il y en a dix, impénétrées, et, d'une rue vieux turc où domine le turban, on passe en pays arménien, où l'on croise un enterrement pompeux, le mort découvert; puis on traverse un coin juif, pour ne lire ensuite que des enseignes en grec.

Voici le Château des Sept-Tours et toute la ligne intacte des vieux remparts, encore éventrés à la brèche où entrèrent les Turcs. — On rentre en ville, à la mosquée Karyé, où viennent de se découvrir, sous le badigeonnage musulman, de si étonnantes mosaïques, des plus belles que l'on connaisse, et, dans une chapelle latérale, des fresques byzantines plus intéressantes encore. Elles donnent bien l'évidente démonstration que l'art byzantin n'était pas, à la chute de l'Empire, dans la décadence que tant de gens s'imaginent, et fut vraiment le maître direct de la Renaissance italienne, puisque ses fresques, ce saint Georges souple, à la tête trop petite, venue de l'antique, ce n'est déjà plus du Cimabué, c'est du Giotto, et rien du hiératisme archaïque que nous attribuons en bloc aux byzantins.

Puis une halte dans un café délicieux de la porte d'Andrinople, ensoleillé, chatoyant de peuple coloré, entre les vieux remparts, hauts, crénelés, la porte de ville où s'éploie encore l'aigle byzantin, la forêt de cyprès du cimetière turc qui ceinture la ville et la campagne de Roumélie, nue, rousse, aux lignes lourdes; puis c'est Eyoub, Eyoub de Loti! un éboulis de tombes, une carrière de sépulcres s'étageant les uns sur les autres, dix Père-Lachaise juxtaposés, mais sans mausolées prétentieux, sans statues, rien que des stèles vieux vert avec inscription or éteint ou bien noir et argent, debout, penchées, tombées, se serrant en masse autour de l'exquise mosquée, ce bijou dans les hauts cyprès, les hauts cyprès à profusion servant d'écrin sombre à tout ce blanc, ce vert, cet or.

Et puis un temps de galop aux Eaux-Douces d'Europe, au fond de la Corne d'Or que termine, plongeant dans l'eau, le

kiosque du Sultan et où, le dimanche, rit, éclate, s'agite, toute une population, Turcs, Arméniens, Grecs, sous de grands platanes, se tenant par l'épaule, rythmant un joli pas que règle un orchestre de mandolines, — femmes aux yachmaks blancs, roses, mauves, bleus, et si imprévues quand on les voit avec ce traditionnel costume dans leur coupé de Paris, — et cette animation de fourmis est épandue sur les pelouses, sur l'eau que les caïques sillonnent.

Et voici venir une musique militaire: ce sont les écoles de cadets d'artillerie et de cavalerie, à qui le Sultan, en l'honneur du printemps, vient d'offrir un grand goûter, et qui s'en reviennent, graves, à un beau pas lent, par quatre, leurs officiers à cheval en tête.

Un temps de galop, et nous rentrons à Pera par de hauts coteaux nus, africains, mais nos aimables guides nous ménagent une surprise encore. Il est sept heures et demie, le jour tombe, le soleil se couche sur le Bosphore, le chemin descend sur Dolma-Bagtché et de l'autre côté du Détroit, où c'est à cette heure un va-et-vient de caïques, de mouches, de yachts, et de tartanes. Scutari étincelle comme une devanture de joaillier de tous les feux du soleil au ras de l'horizon.

Et vite en habit, pour dîner à l'ambassade, fêtés par les aimables secrétaires avec quelques convives de choix. Et, après une causerie amusante, informée et instructive, nous voici aux fenêtres du salon de la Boulinière qui s'ouvrent, telles des loges d'Opéra, sur le Bosphore. Il s'endort sous la pleine lune, là, en bas: au premier plan, deux cyprès durs; au second plan, les terrasses s'étagent jusqu'à la rive, maisons et jardins noyés dans l'ombre d'où sortent, étincelantes dans la nuit, les blanches lancettes des minarets.

Vers dix heures, une promenade en voiture, silencieuse et lente, le long de cet unique Bosphore, et voilà la première journée.

Le lundi 29 mai, journée de détente et de repos.

L'ambassadeur, à cause de la santé de Mme Cambon, a loué une villa à Prinkipos, aux îles des Princes, sur la côte d'Asie: il nous a envoyé sa mouche à vapeur et son cawas Hassan, un beau Turc souple, en bleu soutaché d'or avec la ceinture, le baudrier et le porte-pistolet en or brodé. Nous allons déjeuner

en bande, le personnel de l'ambassade, M. Heuzey, l'archéologue de l'Institut, sa femme et sa fille, M. Joubin, jeune élève de l'École d'Athènes, chargé sous la direction d'Hamdi-Bey, un Turc intelligent, artiste, moderne et roublard, d'organiser le Musée du Seraï, que nous visiterons demain ; c'est là que sont groupées les antiquités grecques et byzantines, qui, jusqu'ici, se perdaient et s'effritaient dans les caves ou aux ordures. M. Heuzey a voué ses dernières années aux monuments des Hittites, ancêtres préhistoriques mal connus, chez qui il a voué un culte particulier à un certain roi Goulah, que les sceptiques assurent n'avoir jamais existé et ne s'être pas appelé Goulah, mais qui n'en est pas moins le pivot de son système.

Déjeuner chez l'ambassadeur : des villas modernes, un intérieur moderne, c'est un simple *garden-party* à Nice. Excursion en mouche à une villa voisine où le romancier anglais Bulwer, père de Lord Lytton, a eu, il y a soixante ans, l'idée baroque de construire un château faux moyen-âge, du plus désolant effet. Nous sommes, de plus en plus, en plein *garden-party* ; ce n'était pas dans le programme, mais je dois reconnaître que cette détente n'était pas superflue après les impressions surchauffées de ces derniers jours. Retour. Dîner au cercle d'Orient, avec les amis. Nous sommes à Paris, — trop.

Le mardi 30 mai : la matinée dans les plus belles mosquées de Stamboul : révélation de ce que peut être l'ornementation de faïences, qu'on ne soupçonne pas avant de venir ici ; tu n'imagines pas l'effet d'une coupole haute comme le Panthéon, couverte depuis la base des piliers jusqu'à la frise d'un revêtement de faïences, panneaux dont pas un dessin n'est pareil, et à qui le temps a donné une patine lumineuse dont rien de ce que nous connaissons ne peut donner idée, — un fond blanc laiteux, des dessins bleus, avec quelques notes rouge-brique aux pétales des fleurs, — et c'est tout. — Elles triomphent à l'immense Ahmadié, dans les appartements d'apparat de la Yeni-Validé-Djami, mais surtout dans ce petit bijou de Rustem-Pacha-Djemi, que les guides qualifient de délabré, mais que j'ai simplement trouvé harmonieux et fondu.

On traverse l'antique hippodrome, celui de Théodora, des cochers rouges et des cochers verts, longue place où se dresse entre un obélisque de Théodose et une pyramide, un des plus

vénérables vestiges du monde, la colonne faite de trois serpents de bronze enlacés qui supportait le trépied de Delphes, apportée là par les premiers empereurs d'Orient.

Puis au Seraï : M. Joubin nous y fait les honneurs du musée, où de la foule des objets qui n'intéressent que les professionnels émergent quelques chefs-d'œuvre.

Deux Tanagra exquis, un groupe et une Diane. Deux statuettes de marbre : une Minerve dont la tête est lourde, mais dont les draperies et le mouvement sont parfaits : une femme appuyée dont la tête est de la plus noble époque.

Deux bronzes, une tête d'athlète et un torse. Et enfin et surtout, les trois grands sarcophages découverts récemment dans l'ancienne Sidon : d'abord les *pleureuses*, si sobres avec les dix-huit figures de femmes dans toutes les attitudes de la douleur : le sarcophage *lycien* de la plus belle et plus pure époque, l'époque de Phidias et des métopes du Parthénon ; des chevaux et des chasses; et enfin ce qu'on nomme le *sarcophage d'Alexandre*, celui probablement d'un de ses généraux, œuvre admirable et intacte de l'école de Lysippe : un fouillis de chasses et de batailles entre Grecs et Perses, aussi vivant, amusant, réel que les tombeaux de Dijon, d'une vie intense et portant encore les traces de la polychromie dont il est aujourd'hui prouvé qu'ils revêtaient presque tous leurs monuments.

Après midi, ç'a été la promenade vague et délicieuse à travers le bazar, dans les rues turques, et enfin, au coucher du soleil, à Sainte-Sophie et alors, alors, la grande musique : les détails s'effacent, mutilés ou grossiers, et c'est la grande symphonie, sereine et immense, très religieuse et très douce, l'harmonie des tons et des lignes, — et c'est tellement mieux que Saint-Pierre de Rome, parce que c'est tout le contraire.

Dîner à l'ambassade : visite du soir chez notre vieille amie la comtesse Starzienska, née Bibesco, aujourd'hui consulesse générale d'Autriche, — et toujours la même, le cœur débordant et bon enfant.

Le mercredi 31 mai : promenade à cheval le long du Bosphore, à Roumeli-Hissar, le vieux fort ruiné de Mahomet II; planté à la partie la plus resserrée du Bosphore, il donnait la main par-dessus le Détroit à son pareil en face, sur la côte d'Asie.

Nous déjeunons en Turc, à un restaurant indigène du bazar, et c'est vraiment de la dégoûtante nourriture, pilaff trop épicé, brochettes de mouton graisseuses, moules frites froides, confitures gélatineuses, — pouah!

A deux heures, la visite classique aux palais et au trésor impérial. Il faut un firman du Sultan dont un des aides de camp nous accompagne : c'est le commandant Sadik-Bey, officier de la Légion d'honneur, Syrien dont la barbarie perce sous l'uniforme européen; il m'explique que son brillant avancement est dû à la traduction en turc d'un livre arabe du XVIe siècle sur la physique et la *chimique* du feu, de l'eau et du vent, et c'est, nous dit-il, d'un intérêt « tout à fait moderne. » Je le crois sur parole. Bœdecker vous dira les palais, le trésor si camelote, le Seraï qui n'a pour lui que sa vue, son kiosque et l'amusante formalité des confitures de roses et du café du Sultan offerts sur la terrasse. Nous terminons par Dolma-Bagtché et c'est le triomphe du mauvais goût cher, du faste criard, de ce que peut produire l'exploitation illimitée, fantaisiste et ruineuse de fournisseurs livrés à eux-mêmes. Je vous fais grâce de la soirée européenne, *five o'clock*, smoking et fadaises.

Le jeudi 1er juin : dès l'aube j'étais sur le Bosphore, en caïque à deux rameurs et, après avoir accosté la côte d'Asie, à Scutari, cette ville cimetière, où le vieux Turc intransigeant se fait toujours enterrer hors d'Europe. Des chevaux préparés nous mènent au mont Boulgourlu pour voir tout ensemble et le Bosphore, et la Mer-Noire, et la Mer de Marmara, et le panorama des trois villes sous l'éclatante lumière de dix heures du matin.

Nous revenons déjeuner chez l'ambassadeur en faisant nos projets de départ et causant déjà Grèce : nous prenons au passage nos tickets pour le paquebot du soir, et voici que tout notre programme s'effondre. Le courrier est là, et des télégrammes et de mauvaises nouvelles rappellent à Paris Cogordan, qui se décide à prendre ce soir l'Orient-Express. Et je suis navré. Le temps si limité de mon compagnon nous forçait seul à abréger autant notre séjour ici et à prendre ce soir le bateau d'Athènes : maître de mes projets, je fusse si bien resté une semaine encore sur ce Bosphore à peine entrevu. Mais mon billet est pris et payé, les rendez-vous donnés à Athènes; la raison est de partir et c'est navré, désolé, déprimé, que je m'embarque à sept heures du soir, imparfaitement consolé par la présence de

Pierre de Margerie qui prend le même bateau, rentrant en France. Et, attisant mes regrets, Constantinople se fait, pour ce départ, plus belle que je ne l'avais vue encore : les aiguilles de ses minarets, les coupoles de ses mosquées, les larges courbes de ses collines s'abîment dans un violet brûlant.

Voici presque trois jours de cela, et l'hallucination ne cède pas, malgré les aspects éclatants et les souvenirs augustes des côtes longées, malgré les Dardanelles, malgré Samothrace, la haute île bleue où s'élevait la Victoire qui est au Louvre, malgré les rives de Troie, — *in conspectu Tenedos*, — et les mausolées qui portent les noms légendaires et apocryphes d'Achille, de Patrocle et d'Hector.

Malgré la plage où était amarrée la flotte grecque, malgré le joyeux bateau et les compagnons de choix : Margerie, son collègue, L..., débordant d'entrain, deux charmants pensionnaires de la villa Médicis, dont c'est un régal de feuilleter l'érudition élégante, une actrice qui nous chante au piano de vieux airs italiens sous la nuit des Cyclades, — et ce pont, à l'avant, a l'aspect d'une halte de caravane; une centaine d'indigènes allant à Smyrne ont installé, entre les cordages et les mâts, entre les canots et les cheminées, de vrais campements où, sur les tapis, sous les étoffes voyantes, c'est une confusion bruyante de turbans verts, de haïcks roses, de berceaux, de narghilés, de poteries, de barbes grises en prières, de femmes voilées.

Malgré Smyrne, où les beaux cawas du consulat nous attendaient dans le caïque aux trois couleurs avec de grosses ceintures terribles bourrées de poignards et de pistolets : ils nous ont guidés dans le dédale du bazar sombre, où, lentement, sous les voûtes, passaient des chameaux en file, à grosses cloches, menés par un Arabe bleu sur un mulet paré d'oripeaux chatoyants.

Et pourtant la hantise persiste : Constantinople est toujours là. Mais voici l'Attique, et sur une mer d'*acier bleu* (exactement) cette côte, dentelée et rose, qui a porté ce que l'humanité a vu de plus illustre et de plus noble; et, tandis que j'achève cette lettre, nous doublons le cap Sunium où venait Platon. Sur ses hautes roches dorées se dressent toujours les dix colonnes blanches du temple de Minerve, et je t'affirme que c'est fièrement beau.

LYAUTEY.

(A suivre.)

LA RUSSIE DES TSARS[1]

III[2]

IV. — PENDANT LA MARCHE DES ALLEMANDS SUR PARIS; LA BATAILLE DE SOLDAU

Vendredi, 21 août 1914.

Sur le front de Belgique et de France, nos opérations prennent une mauvaise tournure. Je reçois l'ordre d'intervenir auprès du Gouvernement impérial, afin d'accélérer autant que possible l'offensive des armées russes.

Je me rends aussitôt chez le Ministre de la Guerre et je lui expose, avec énergie, la demande du Gouvernement français. Il appelle un officier et lui dicte immédiatement, sous ma propre dictée, un télégramme pour le Grand-Duc Nicolas.

Puis, j'interroge le général Soukhomlinow au sujet des opérations en cours, sur le front russe. Je prends note de ses déclarations, en ces termes :

1° Le Grand-Duc Nicolas est résolu à s'avancer, avec toute la hâte possible, vers Berlin et Vienne, principalement vers Berlin, en passant entre les forteresses de Thorn, Posen et Breslau.

Copyright by Maurice Paléologue, 1921.

(1) Les événements, auxquels se référaient les deux articles précédemment publiés sous ce titre, étaient d'une telle importance que nous avons cru devoir reproduire intégralement les notes de M. Paléologue. Mais, pour la suite, une publication *in extenso* dépasserait les cadres de la *Revue;* nous nous bornerons donc à publier les fragments et les épisodes qui nous paraîtront les plus intéressants. (*N. D. L. R.*)

(2) Voyez la *Revue* des 15 janvier et 1er février.

2° Les armées russes ont pris l'offensive sur toute la ligne.

3° Les forces, qui attaquent la Prusse orientale, ont déjà progressé de 20 à 45 kilomètres sur le territoire ennemi ; leur ligne est approximativement jalonnée par Soldau, Neidenburg, Lyck, Angerburg et Insterburg.

4° En Galicie, les troupes russes, marchant sur Lemberg, ont atteint le Bug et le Séreth.

5° Les forces, qui opèrent sur la rive gauche de la Vistule, marcheront directement vers Berlin, aussitôt que les armées du Nord-Ouest auront réussi à accrocher l'armée allemande.

6° Les 28 corps, actuellement engagés contre l'Allemagne et l'Autriche, représentent environ 1 120 000 hommes.

Hier, les Allemands sont entrés à Bruxelles. L'armée belge se retire sur Anvers. Entre Metz et les Vosges, l'armée française est contrainte à la retraite, après avoir subi de lourdes pertes.

***

Samedi, 22 août.

Les Allemands sont devant Namur. Pendant qu'un de leurs corps bombarde la ville, le gros de leurs forces poursuit sa route vers les sources de la Sambre et de l'Oise. Le plan de l'offensive allemande à travers la Belgique se dessine maintenant dans toute son ampleur.

***

Dimanche, 23 août.

Nos alliés d'Outre-Manche commencent à paraître sur le front belge. Une division de cavalerie anglaise a même déjà dispersé une colonne allemande... à Waterloo!... Wellington et Blücher ont dû s'en réveiller dans leurs tombeaux. Une grande bataille s'engage entre Mons et Charleroi.

Les Russes progressent dans la Prusse orientale ; ils viennent d'occuper Insterburg.

***

Lundi, 24 août.

On me télégraphie de Paris :

Des renseignements de la source la plus sûre nous font connaître que deux corps actifs, opposés d'abord à l'armée russe, sont transportés actuellement sur la frontière française et rem-

placés à la frontière orientale d'Allemagne par des formations de landwehr. *Le plan de guerre du Grand État-major allemand est trop clair pour qu'il y ait besoin d'insister sur la nécessité d'une offensive* à outrance *des armées russes, se dirigeant vers Berlin. Prévenez d'urgence le Gouvernement russe et insistez.*

J'interviens immédiatement auprès du Grand-Duc Nicolas et du général Soukhomlinow. En même temps, j'informe l'Empereur.

Le soir même, je suis en mesure d'affirmer au Gouvernement français que l'armée russe poursuit sa marche vers Kœnigsberg et Thorn, avec toute la vigueur et toute la rapidité possibles. Une bataille importante se prépare entre la Narew et l'Ukra.

On a précisément amené aujourd'hui à l'hôpital français de Saint-Pétersbourg un aide de camp du Grand-Duc Nicolas, le prince Cantacuzène, qui a eu la poitrine traversée d'une balle, près de Gumbinnen. Le docteur Cresson, chirurgien en chef, s'est entretenu quelques instants avec lui : le blessé est encore tout vibrant de l'ardeur agressive qui entraîne les troupes russes; il affirme, avec fièvre, que le Grand-Duc Nicolas est résolu à s'ouvrir, coûte que coûte, la route de Berlin.

*
* *

Mardi, 25 août.

Les Allemands sont vainqueurs à Charleroi ; ils nous ont, de plus, infligé un grave échec, au Sud des Ardennes belges, près de Neufchâteau. Toutes les armées françaises et anglaises battent en retraite vers l'Oise et la Semoy.

Ces nouvelles, quoique tamisées par la censure, produisent à Saint-Pétersbourg un courant d'inquiétude contre lequel je réagis de mon mieux, en m'inspirant d'un artifice que Tolstoï attribue au prince Bagration, dans *Guerre et Paix*, et qu'on devrait inscrire dans le bréviaire moral de tous les commandants en chef. Sur le champ de bataille d'Austerlitz, le prince ne cessait de recevoir des messages alarmants ; il les recevait tous avec une tranquillité parfaite et même un air d'acquiescement, comme si ce qu'on lui annonçait était précisément ce qu'il attendait.

Au Nord de la Prusse orientale, les Russes ont occupé les

passages de l'Alle et de l'Angerrap ; les Allemands se replient vers Kœnigsberg.

Avant-hier, le Japon a déclaré la guerre à l'Allemagne. Une escadre japonaise bombarde Kiao-Tchéou.

*
* *

Mercredi, 26 août.

Les armées française et anglaise continuent leur retraite. Le camp retranché de Maubeuge est investi. Une avant-garde de cavalerie allemande parcourt les environs de Roubaix.

J'ai veillé à ce que ces événements fussent présentés par la presse russe sous l'aspect le plus convenable (et peut-être le plus vrai), c'est-à-dire comme un recul provisoire et méthodique, préludant à une volte-face prochaine, en vue d'une offensive plus dense et plus forte. Tous les journaux soutiennent cette thèse.

Le Grand-Duc Nicolas me fait dire par Sazonow :

— Le mouvement rétrograde ordonné par le général Joffre est conforme à toutes les règles de la stratégie. Nous devons souhaiter que, désormais, l'armée française s'expose le moins possible ; qu'elle ne se laisse ni entamer ni démoraliser ; qu'elle réserve toute sa puissance d'attaque et toute sa liberté de manœuvre jusqu'au jour où l'armée russe sera en état de porter les coups décisifs.

Je demande à Sazonow :

— Ce jour n'arrivera-t-il pas bientôt?... Pensez que nos pertes sont énormes et que les Allemands sont à 250 kilomètres de Paris !

— Je crois que le Grand-Duc Nicolas est résolu à engager une opération importante pour retenir le plus d'Allemands possible sur notre front.

— Aux environs de Soldau et de Mlawa, sans doute?

— Oui.

— Dans cette réponse brève, je crois sentir quelque réticence. Je supplie donc Sazonow d'être plus expansif :

— Songez, dis-je, comme l'heure est grave pour la France !

— Je le sais.., et je n'oublie pas ce que nous devons à la France ; ni l'Empereur ni le Grand-Duc ne l'oublient non plus. Aussi, vous pouvez compter que nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour secourir l'armée française... Mais, au

point de vue pratique, les difficultés sont grandes. Le général Gilinsky, qui commande en chef le front du Nord-Ouest, considère qu'une offensive dans la Prusse orientale est vouée à un échec certain, parce que nos troupes sont encore trop dispersées et que les transports rencontrent beaucoup d'obstacles. Vous savez comme la Mazurie est coupée de forêts, de rivières et de lacs !... Le Chef d'État-major général Yannouchkéwitch partage l'opinion de Gilinsky et déconseille fortement l'offensive. Mais le Quartier-maître général Danilow fait valoir, avec non moins de force, que nous n'avons pas le droit de laisser notre allié en péril et que, malgré les risques incontestables de l'entreprise, nous avons le devoir d'attaquer immédiatement. C'est ce que le Grand-Duc Nicolas vient d'ordonner... Je ne serais pas surpris que l'opération fût déjà commencée.

***

Jeudi, 27 août.

Les Allemands sont à Péronne et à Longwy.

Un ministère de défense nationale est constitué à Paris. Viviani conserve la Présidence du Conseil, sans portefeuille ; Briand est nommé à la Justice, Delcassé aux Affaires Étrangères, Millerand à la Guerre, Ribot aux Finances, etc... Deux socialistes unifiés, Jules Guesde et Marcel Sembat, entrent dans le Cabinet.

Cette combinaison produit ici le meilleur effet. On l'interprète, à la fois, comme une manifestation éclatante de notre solidarité nationale et comme un gage de la résolution inflexible avec laquelle la France poursuivra la guerre.

***

Vendredi, 28 août.

Le Grand-Duc Nicolas a tenu sa parole. Sur son ordre impératif et réitéré, les cinq corps du général Samsonow ont attaqué avant-hier l'ennemi, dans la région de Mlawa-Soldau. Le point d'attaque est bien choisi pour obliger les Allemands à y porter des forces nombreuses; car une victoire des Russes en direction d'Allenstein aurait le double résultat de leur ouvrir la route de Dantzig et de couper la retraite de l'armée allemande qui vient d'être battue à Gumbinnen.

*
* *

Samedi, 29 août.

La bataille engagée à Soldau se poursuit, avec acharnement. Quel que doive être le résultat final, c'est déjà beaucoup que la lutte se prolonge, afin que les armées anglaises et françaises aient le temps de se reformer en arrière pour se reporter en avant.

Les armées russes du Sud sont à 40 kilomètres de Lemberg.

*
* *

Dimanche, 30 août.

Ce matin, lorsque j'entre dans le cabinet de Sazonow, je suis frappé de son air sombre et tendu :

— Quoi de neuf? lui dis-je.

— Rien de bon.

— Cela ne va pas en France?

— Les Allemands approchent de Paris.

— Oui; mais nos armées sont intactes et leur moral est excellent. J'attends avec confiance leur volte-face... Et la bataille de Soldau?

Il se tait, en pinçant les lèvres, le regard sinistre. Je reprends :

— Un échec?

— Un grand malheur... Mais je n'ai pas le droit de vous en parler. Le Grand-Duc Nicolas ne veut pas que la nouvelle soit connue avant quelques jours. Elle ne se répandra que trop tôt et trop vite; car nos pertes sont effroyables.

Je lui demande quelques détails. Il m'affirme n'avoir aucun renseignement précis :

— L'armée de Samsonow est détruite. C'est tout ce que je sais.

Après un silence, il poursuit, d'un ton simple :

— Nous devions ce sacrifice à la France, qui s'est montrée une si parfaite alliée.

Je le remercie de cette pensée. Puis, malgré le poids très lourd que nous avons l'un et l'autre sur le cœur, nous passons à l'examen des affaires courantes.

En ville, personne ne se doute encore du désastre de Soldau. Mais la retraite ininterrompue de l'armée française et la marche rapide des Allemands sur Paris provoquent, dans le public, les

prévisions les plus pessimistes. Les meneurs de la clique raspoutinienne annoncent même que la France va être obligée de signer bientôt la paix. A la personne haut placée qui vient me répéter ce propos, je réponds que le caractère des hommes d'État, qui viennent de prendre le pouvoir, ne permet pas qu'on s'arrête, un seul instant, à une pareille supposition ; que, d'ailleurs, la partie est loin d'être perdue et que le jour de la victoire est peut-être proche.

***

Lundi, 31 août.

A Soldau, les Russes ont perdu 110 000 hommes, dont 20 000 tués ou blessés et 90 000 prisonniers. Deux des cinq corps engagés, le 13e et le 16e, ont été cernés. Tout le matériel d'artillerie a été anéanti.

Les prévisions du Haut-Commandement n'étaient que trop exactes : l'offensive était prématurée. La cause initiale du désastre a été la concentration insuffisante des troupes et l'extrême difficulté des transports dans une région coupée de rivières, parsemée de lacs et de forêts. Il semble aussi que le désastre ait été aggravé par une faute de manœuvre : le général Artamanow, qui commandait l'aile gauche, aurait reculé d'une vingtaine de verstes sans prévenir le général Samsonow.

Un des points, où la bataille fut le plus acharnée, est le village de Tannenberg, à 35 kilomètres au nord de Soldau. C'est là que, en 1410, le roi de Pologne, Wladislas V, défit les Chevaliers teutoniques, première victoire du slavisme sur le germanisme. Pour s'être fait attendre cinq cent quatorze ans, la revanche des Teutoniques n'en est que plus terrible.

***

Mardi, 1er septembre.

Sazonow m'apprend, ce matin, d'après un télégramme d'Iswolsky, que le gouvernement de la République a résolu de se transporter à Bordeaux, si le généralissime considère que l'intérêt supérieur de la défense nationale l'oblige à ne pas barrer aux Allemands la route de Paris.

— C'est une résolution douloureuse, me dit-il, mais superbe et qui ne m'étonne pas du patriotisme français.

Puis, il me communique des télégrammes expédiés le 30 et le 31 août par le colonel Ignatiew, attaché militaire au Grand Quartier général français, et dont chaque phrase entre en moi comme un coup de poignard : *L'armée allemande, tournant le flanc gauche de l'armée française, s'avance irrésistiblement sur Paris, par étapes moyennes de 30 kilomètres... A mon avis, l'entrée des Allemands à Paris n'est plus qu'une question de jours, attendu que les Français ne disposent pas de forces suffisantes pour exécuter une contre-attaque contre le groupe tournant, sans risque d'être coupés des autres armées...* Il reconnaît heureusement que *l'esprit des troupes reste excellent.*

Sazonow me demande :

— N'y a-t-il donc pas moyen de défendre Paris?... Je croyais que Paris était si solidement fortifié!... Je ne peux pas vous cacher que la prise de Paris ferait ici un effet déplorable..., surtout après notre malheur de Soldau ; car on finira bien par savoir que nous avons perdu 110 000 hommes à Soldau.

Reprenant les télégrammes du colonel Ignatiew, j'en conteste de mon mieux les conclusions; je soutiens que le camp retranché de Paris est fortement armé; j'affirme que le caractère du général Gallieni nous garantit l'opiniâtreté de la résistance.

Un ukase, signé hier soir, a statué que la ville de Saint-Pétersbourg s'appellera désormais *Petrograd.* Comme manifestation politique, comme protestation du nationalisme slave contre l'intrusion germanique, la mesure est aussi démonstrative qu'opportune. Mais, au point de vue historique, c'est une erreur. La capitale actuelle de l'Empire n'est pas une ville slave; elle ne résume qu'un passé récent de la vie russe; elle est située dans un pays finnois, aux portes de la Finlande où domina si longtemps la culture suédoise, aux confins des Provinces baltiques où domine encore l'influence allemande; son architecture est tout occidentale; sa physionomie est toute moderne. Et c'est précisément ce que Pierre le Grand a voulu faire de Saint-Pétersbourg : une ville occidentale et moderne. Le nom de *Petrograd* n'est donc pas seulement une erreur, mais un contre-sens historique.

*
* *

Mercredi, 2 septembre.

Le « communiqué » de l'État-major russe annonce le désastre de Soldau en ces termes : *Au sud de la Prusse orientale, les Allemands, disposant de forces très supérieures, ont attaqué deux de nos corps d'armée, qui ont subi des pertes considérables. Le général Samsonow a été tué.*

Le public n'est pas dupe de ce laconisme. On colporte, à voix basse, toutes sortes de versions sur la bataille; on exagère encore le chiffre des pertes; on accuse le général Rennenkampf de trahison; on va jusqu'à dire que les Allemands ont des intelligences dans l'entourage même du général Soukhomlinow; on assure enfin que le général Samsonow n'a pas été tué, mais qu'il s'est tué, ne voulant pas survivre à la destruction de son armée.

Le général Biélaïew, chef d'État-major de l'Armée au ministère de la Guerre, m'affirme que la vigoureuse offensive des Russes dans la Prusse orientale et la rapidité de leur marche sur Lemberg, obligent les Allemands à ramener vers l'Est des troupes qui s'acheminaient vers la France :

— Je peux, me dit-il, vous garantir que l'État-major allemand ne s'attendait pas à nous voir entrer en ligne aussitôt ; il croyait que notre mobilisation et notre concentration seraient beaucoup plus lentes; il avait calculé que nous ne pourrions prendre l'offensive, sur aucun point, avant le 15 ou le 20 septembre, et il croyait que, d'ici là, il aurait eu le temps de mettre l'armée française hors de cause... Je considère donc que, dès maintenant, les Allemands ont échoué dans l'exécution de leur plan primitif...

*
* *

Jeudi, 3 septembre.

De l'Oise aux Vosges, les sept armées allemandes, formidable Léviathan d'acier, poursuivent leur offensive enveloppante, avec une vitesse de marche, une perfection de manœuvre et une puissance de choc, dont aucune guerre n'avait encore donné l'idée. A l'heure actuelle, la ligne des armées françaises et anglaises est jalonnée ainsi, de l'Est à l'Ouest :

Belfort, Verdun, Vitry-le-François, Sézanne, Meaux, Pontoise.

En Galicie, par bonheur, le succès des Russes est éclatant. Ils sont entrés hier à Lemberg. La retraite des Austro-Hongrois a pris le caractère d'une déroute.

Depuis le 17 août, les Russes, partis de la ligne Kowel-Rowno-Proskurow, ont avancé de 200 kilomètres. Dans cette opération, ils ont capturé 70 000 hommes et 300 canons. Sur le front Lublin-Kholm, les Austro-Hongrois résistent encore.

***

Vendredi, 4 septembre.

La menace, qui plane sur Paris, entretient dans la société russe un courant de pessimisme qui fait presque oublier la victoire de Lemberg. On ne doute pas que les Allemands n'enlèvent de vive force le camp retranché de Paris. Après quoi, dit-on, la France sera obligée de capituler. Puis, l'Allemagne se retournera de toute sa masse contre la Russie.

D'où viennent ces rumeurs? Par qui sont-elles propagées?

Une conversation, que je viens d'avoir avec un de mes informateurs occultes, N..., ne m'éclaire que trop, à ce sujet. Le personnage est suspect, comme tous les gens de son métier; mais il est bien renseigné sur ce qui se passe et se dit dans l'entourage des souverains. Puis il a, présentement, un motif spécial, tangible, de me parler avec sincérité. Après un éloge du magnifique patriotisme qui anime la France, il poursuit :

— Je suis venu chercher un peu de confiance auprès de vous, Excellence, car je ne vous cacherai pas que j'entends formuler partout les plus sinistres prophéties.

— Qu'on attende au moins le résultat de la bataille qui s'engage sur la Marne! Et même si cette bataille n'est pas heureuse pour nous, la partie ne sera nullement désespérée...

J'appuie mon affirmation par une série de faits positifs et de prévisions raisonnables, qui ne me laissent, dis-je, aucun doute sur notre victoire finale, pour peu que nous ne manquions ni de sang-froid ni de ténacité.

— C'est vrai, reprend N..., c'est vrai. Et cela me fait grand bien de vous entendre... Mais il y a un élément dont vous ne

tenez pas compte, Monsieur l'Ambassadeur, et qui est pour beaucoup dans le pessimisme que j'observe de tous côtés... surtout en haut lieu.

— Ah! surtout en haut lieu?

— Oui, c'est dans les rangs supérieurs de la Cour et de la société, c'est parmi les personnes qui approchent habituellement les souverains qu'on est le plus inquiet.

— Et pourquoi?

— Parce que... parce que, dans ces milieux-là, on est depuis longtemps fixé sur la malchance de l'Empereur; on sait qu'il échoue dans toutes ses entreprises, qu'il a toujours le sort contre lui, enfin qu'il est manifestement voué aux catastrophes. D'ailleurs, il paraît que les lignes de sa main sont terrifiantes.

— Comment!... On se laisse impressionner par de semblables niaiseries?

— Que voulez-vous, Monsieur l'Ambassadeur? Nous sommes Russes, et par conséquent, superstitieux... Mais n'est-ce pas évident que l'Empereur est prédestiné aux catastrophes?

Baissant la voix, comme s'il me confiait un secret redoutable et fixant sur moi le regard aigu de ses yeux jaunes qui s'éclaire par instants de lueurs sombres, il énumère l'incroyable série d'accidents, de mécomptes, de revers, de désastres, qui, depuis dix-neuf ans, ont jalonné le règne de Nicolas II. La série commence aux fêtes du Couronnement, sur le Champ Khodynsky, près de Moscou, où 2000 *moujiks* sont écrasés dans une cohue. Quelques semaines plus tard, l'Empereur se rend à Kiew : sous ses yeux, un bateau, chargé de trois cents spectateurs, sombre dans le Dniéper. A quelques semaines de là, il voit mourir subitement, dans son train, son ministre préféré, le prince Lobanow. Vivant sous la menace constante des bombes anarchistes, il souhaite ardemment un fils, un Césaréwitch; quatre filles lui naissent, à la suite, et, quand Dieu lui accorde enfin un héritier, l'enfant porte le germe d'un mal incurable. N'aimant ni le faste ni le monde, il n'aspire qu'à se délasser du pouvoir dans les joies tranquilles de l'intimité familiale : sa femme est une malheureuse névrosée qui entretient l'agitation et l'inquiétude autour d'elle. Mais ce n'est rien encore : après avoir rêvé le règne définitif de la paix sur la terre, il est entraîné, par quelques intrigants de sa cour, dans la guerre d'Extrême-Orient;

ses armées sont battues, l'une après l'autre, en Mandchourie; ses flottes sont coulées, l'une après l'autre, dans les mers de Chine. Puis, un grand souffle de révolution parcourt la Russie : les émeutes et les massacres se succèdent, sans interruption, à Varsovie, au Caucase, à Odessa, à Kiew, à Vologda, à Moscou, dans les Provinces baltiques, à Kharkow, à Saint-Pétersbourg, à Cronstadt; le meurtre du Grand-Duc Serge-Alexandrowitch ouvre l'ère des assassinats politiques. Et, quand la tourmente vient à peine de se calmer, le Président du Conseil, Stolypine, qui s'annonçait comme le sauveur de la Russie, tombe, un soir, au théâtre de Kiew, devant la loge impériale, sous le revolver d'un agent de la police secrète.

Arrivé au terme de cette série funeste, N... conclut :

— Vous reconnaîtrez, Excellence, que l'Empereur est voué aux catastrophes et que nous avons le droit de trembler, quand nous réfléchissons aux perspectives que cette guerre ouvre devant nous.

— Ce n'est pas en tremblant qu'on agit sur le destin; car je suis de ceux qui croient que le destin est obligé de compter avec nous; mais, puisque vous êtes si sensible aux influences néfastes, n'avez-vous donc pas remarqué que le Tsar a aujourd'hui, parmi ses adversaires, un homme qui, pour la mauvaise chance, ne le cède à personne, l'empereur François-Joseph? Contre celui-ci, on ne risque rien à jouer; on est sûr de gagner!

— Oui; mais il y a aussi l'Allemagne. Et nous ne sommes pas de force à la vaincre!

— Seuls, non. Mais vous avez, à côté de vous, la France et l'Angleterre... Puis, de grâce, ne vous dites pas d'avance que vous n'êtes pas de force à vaincre l'Allemagne. Battez-vous d'abord, avec toute l'énergie, tout l'héroïsme dont vous êtes capables, et vous verrez que, chaque jour, la victoire vous apparaîtra plus certaine!

*
* *

Mercredi, 9 septembre.

A l'Est de Paris, depuis l'Ourcq jusqu'à la région de Montmirail, les troupes françaises et anglaises progressent lentement. La décision générale ne peut plus tarder.

C'est avec un instinct très juste que l'opinion russe semble s'intéresser beaucoup plus à la bataille de la Marne qu'aux victoires de Galicie. Tout le sort de la guerre se joue, en effet, sur le front occidental. Que la France succombe, et la Russie est obligée de renoncer à la lutte. Les combats de la Prusse orientale m'en apportent chaque jour une preuve nouvelle. On y voit que les Russes ne sont pas de taille à se mesurer avec les Allemands, qui les écrasent par la supériorité de l'instruction tactique, par la science du commandement, par l'abondance des munitions, par la richesse des moyens de transport. En revanche, les Russes paraissent à égalité vis-à-vis des Austro-Hongrois; ils ont même l'avantage pour l'élan et la ténacité au feu.

***

Jeudi, 10 septembre.

A l'Est de la Vistule, aux confins de la Galicie septentrionale et de la Pologne, les Russes ont rompu la ligne ennemie entre Krasnik et Tomaschow. Mais, dans la Prusse orientale, l'armée du général Rennenkampf est en désarroi.

De France, les nouvelles sont satisfaisantes. Nos troupes ont franchi la Marne entre Meaux et Château-Thierry. Devant Sézanne, la Garde prussienne a été rejetée au Nord des marais de Saint-Gond. Si notre aile droite, qui forme « charnière » et qui s'étend de Bar-le-Duc à Verdun, tient ferme, toute la ligne allemande va se disloquer.

***

Vendredi, 11 septembre.

Victoire ! Nous avons gagné la bataille de la Marne ! Sur tout le front, les armées allemandes se retirent vers le Nord ! Paris est désormais hors d'atteinte ! La France est sauvée ! ..

Les Russes sont victorieux aussi, entre Krasnik et Tomaschow. Les forces austro-hongroises, augmentées des renforts allemands, s'élevaient à plus d'un million d'hommes; l'artillerie comptait plus de 2500 canons. En revanche, l'armée du général Rennenkampf a dû évacuer la Prusse orientale; les Allemands occupent Suwalki.

V. — RASPOUTINE

Samedi, 12 septembre.

Raspoutine, guéri de sa blessure, vient de rentrer à Pétrograd. Il a facilement prouvé à l'Impératrice que sa guérison est un témoignage éclatant de la protection divine.

Il ne parle de la guerre qu'en termes voilés, ambigus, apocalyptiques; on en conclut qu'il la désapprouve et qu'il prévoit de grands malheurs.

*
* *

Dimanche, 27 septembre.

Je déjeune à Tsarskoïé-Sélo, chez la comtesse B..., dont la sœur est fort liée avec Raspoutine. Je la questionne sur le *staretz :*

— A-t-il vu souvent l'Empereur et l'Impératrice, depuis son retour?

— Pas très souvent. J'ai l'impression que Les Majestés le tiennent un peu à l'écart, en ce moment... Ainsi, tenez : avant-hier, il était à deux pas d'ici, chez ma sœur. Il téléphone, devant nous, au Palais pour demander à Mme Wyroubow s'il peut aller voir l'Impératrice dans la soirée. Elle lui répond qu'il ferait mieux d'attendre quelques jours. Il a paru très vexé de cette réponse et il nous a quittés aussitôt, sans même nous dire adieu... Naguère, il n'aurait même pas demandé s'il pouvait aller au Palais ; il y serait allé tout droit.

— Comment expliquez-vous ce brusque déclin de sa fortune?

— Tout simplement par le fait que l'Impératrice a été arrachée à ses rêveries mélancoliques d'autrefois. Du matin au soir, elle s'occupe de son ambulance, de son ouvroir, de son train sanitaire. Elle n'a jamais eu si bonne mine.

— Est-il exact que Raspoutine ait affirmé à l'Empereur que cette guerre sera funeste à la Russie et qu'il faut y mettre fin tout de suite?

— J'en doute... Au mois de juin, un peu avant l'attentat de Kinia Goussewa, Raspoutine répétait souvent à l'Empereur qu'il devait se méfier de la France et se rapprocher de l'Allemagne ; il ne faisait d'ailleurs que réciter les phrases que le vieux prince Mestchersky lui apprenait à grand'peine. Mais depuis son retour de Pokrowskoïé, il tient un tout autre langage.

Avant-hier, il m'a déclaré à moi-même : « Je suis heureux de cette guerre; elle nous a délivrés de deux grands maux : l'alcoolisme et l'amitié allemande. Malheur au Tsar, s'il s'arrête dans la victoire avant d'avoir écrasé l'Allemagne ! »

— Bravo !... Mais s'exprime-t-il de même avec les souverains? Il y a une quinzaine de jours, on m'a rapporté de lui des propos très différents.

— Peut-être les a-t-il tenus... Raspoutine n'est pas un homme politique qui a un système, un programme, et qui s'en inspire en toute circonstance. C'est un *moujik* illettré, impulsif, visionnaire, fantasque, plein de contradictions. Mais, comme il est aussi très malin, comme il sent que sa situation au Palais est ébranlée, je serais surprise qu'il se prononçât ouvertement contre la guerre.

— Êtes-vous sous son charme?

— Moi?... Pas du tout!... Physiquement, il me dégoûte; il a les mains sales, les ongles noirs, la barbe inculte. Pouah!... J'avoue cependant qu'il m'amuse. Il a une verve et une fantaisie extraordinaires. Il est même parfois très éloquent; il a le don des images et un sens profond du mystère...

— Est-il vraiment si éloquent?

— Oui, je vous assure qu'il a, certains jours, une façon très originale et très saisissante de parler. Il est tour à tour familier, railleur, violent, joyeux, absurde, poétique. Avec cela, nulle pose. Au contraire, un sans-gêne inouï, un cynisme ahurissant.

— Vous me le décrivez à merveille.

— Répondez-moi franchement! Ne voulez-vous pas le connaître?

— Non certes! Il est trop compromettant. Mais, je vous prie, tenez-moi au courant de ses faits et gestes; car il m'inquiète.

***

Lundi, 28 septembre 1914.

Je raconte à Sazonow ce que la comtesse B... m'a dit hier de Raspoutine.

Aussitôt, sa figure se convulse :

— De grâce, ne me parlez pas de cet homme! Il me fait horreur... Ce n'est pas seulement un aventurier et un charlatan : c'est l'incarnation du Diable, c'est l'Antéchrist!

Tant de fables se sont déjà formées autour du *staretz* que je crois utile d'enregistrer quelques faits authentiques.

Grigory Raspoutine est né en 1871, à Pokrowskoïé, misérable village situé aux confins de la Sibérie occidentale, entre Tiumen et Tobolsk. Son père était un simple *moujik*, ivrogne, maraudeur et maquignon; il s'appelait Efim Novy. Le surnom de Raspoutine, que le jeune Grigory reçut bientôt de ses compagnons, est significatif pour cette époque de sa vie et prophétique pour la suite; c'est un terme d'argot paysan, dérivé du mot *raspoutnik* qui veut dire « le débauché, » « le paillard, » « le détrousseur de filles. » Souvent rossé par les pères de famille ou même fouetté publiquement par ordre de l'*ispravnik*, Grigory rencontra un jour son chemin de Damas. L'exhortation d'un prêtre, qu'il menait en voiture au monastère de Werkhôtourié, éveilla tout à coup ses instincts mystiques. Mais la robustesse de son tempérament, l'ardeur de ses sens et l'audace effrénée de son imagination, le jetèrent presque aussitôt dans la secte impudique des Flagellants ou *Khlisty*.

Parmi les innombrables sectes qui se sont plus ou moins détachées de l'Église officielle et qui manifestent si étrangement l'indiscipline morale du peuple russe, sa hantise du mystère, son goût du vague, de l'extrême et de l'absolu, les *Khlisty* se distinguent par l'extravagance et la sensualité de leurs pratiques. Ils habitent principalement les régions de Kazan, de Simbirsk, de Saratow, d'Oufa, d'Orenbourg, de Tobolsk; on estime leur nombre à cent vingt mille environ. Le plus haut spiritualisme semble animer leur doctrine, puisqu'ils ne se proposent rien moins que de correspondre directement avec Dieu, de s'infuser le Verbe et d'incarner le Christ; mais, pour atteindre cette communion céleste, ils s'égarent dans toutes les folies de la chair. Les fidèles, hommes et femmes, se réunissent la nuit, tantôt dans une *isba*, tantôt dans la clairière d'une forêt. Là, invoquant Dieu, clamant des hymnes, vociférant des cantiques, ils dansent des rondes avec une vitesse progressive, forcenée. Le chef de la danse flagelle ceux dont la vigueur faiblit. Bientôt le vertige les fait rouler tous à terre, dans l'extase ou les convulsions. Alors, remplis et grisés de l' « influx divin, » les couples s'enlacent éperdûment. La liturgie se termine par des scènes monstrueuses de luxure, de stupre, d'inceste.

La riche nature de Raspoutine le prédestinait à recevoir l'« influx divin. » Ses exploits dans les *radéniés* nocturnes lui acquirent vite la popularité. Simultanément, ses dons mystiques se développaient. Errant à travers les villages, il tenait des discours évangéliques, il récitait des paraboles. Peu à peu, il se risqua dans les prophéties, dans les exorcismes, dans les incantations; il se vanta même d'avoir opéré des miracles. A cent verstes autour de Tobolsk, on ne doutait plus de sa sainteté. Il eut pourtant, à cette époque, d'ennuyeux démêlés avec la justice pour des peccadilles trop bruyantes : il s'en serait mal tiré, si les autorités ecclésiastiques ne l'eussent déjà pris sous leur protection.

En 1904, sa pieuse renommée et l'odeur de ses vertus arrivèrent jusqu'à Pétersbourg. Le fameux visionnaire, le père Jean de Cronstadt, qui avait consolé, sanctifié l'agonie d'Alexandre III, voulut connaître le jeune prophète sibérien; il le reçut au couvent de Saint-Alexandre Newsky et se félicita de constater, à des signes certains, qu'il était marqué de Dieu. Après cette apparition dans la capitale, Raspoutine reprit le chemin de Pokrowskoïé. Mais, de ce jour, les horizons de sa vie s'élargirent. Il entra en relations avec toute une séquelle de prêtres plus ou moins illuminés, plus ou moins charlatans, plus ou moins crapuleux, comme il y en a par centaines dans les bas-fonds du clergé russe. C'est alors qu'il se donna pour acolyte un moine injurieux et tapageur, érotique et thaumaturge, adoré de la populace, féroce ennemi des libéraux et des Juifs, le Père Héliodore, qui devait plus tard s'insurger dans son monastère de Tsarytsine et tenir le Saint-Synode en échec par la violence de son fanatisme réactionnaire. Bientôt Grigory ne se contenta plus de fréquenter des *moujiks* et des popes; on le vit se promener gravement avec des archiprêtres et des higoumènes, des évêques et des archimandrites, qui s'accordaient tous, comme Jean de Cronstadt, à reconnaître en lui « une étincelle de Dieu. » Cependant, il avait à repousser de continuels assauts du Diable et il y succombait souvent. A Tsarytsine, il déflora une religieuse qu'il avait entrepris d'exorciser. A Kazan, par un clair soir de juin, étant ivre, il sortit d'un lupanar en poussant devant lui une fille nue, qu'il fouettait à coups de ceinture, ce qui scandalisa beaucoup la ville. A Tobolsk, il séduisit l'épouse très pieuse d'un ingénieur,

Mme L..., et il l'affola tellement qu'elle allait partout criant son amour et se glorifiant de sa honte.

Par ces exploits qui se répétaient sans cesse, le prestige de sa sainteté grandissait chaque jour. Dans les rues, on s'agenouillait sur son passage ; on lui baisait les mains ; on touchait le bas de sa touloupe ; on lui disait : « Notre Christ, notre Sauveur, prie pour nous, pauvres pécheurs ! Dieu t'écoutera... » Il répondait : « Au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit, je vous bénis, mes petits frères... Ayez confiance ! Christ reviendra bientôt. Patientez, en souvenir de son agonie ! Par amour de lui, mortifiez votre chair !... »

En 1905, l'archimandrite Théophane, recteur de l'Académie théologique de Pétersbourg, prélat d'une très haute piété, confesseur de l'Impératrice, eut la fâcheuse inspiration d'appeler à lui Raspoutine pour observer de près les effets merveilleux de la Grâce dans cette âme ingénue que les Puissances démoniaques tourmentaient si furieusement. Touché de sa ferveur candide, il l'introduisit et le patronna dans sa clientèle dévote, qui comptait beaucoup de spirites. Grigory n'eut qu'à paraître pour ébahir et fasciner cette société oisive, crédule, adonnée aux plus absurdes pratiques de la théurgie, de l'occultisme et de la nécromancie. Dans tous les cénacles mystiques, on s'arrachait le prophète sibérien, « l'élu de Dieu. »

Par un phénomène étrange d'illusion collective, le prestige du *staretz* ne s'affirmait nulle part plus fortement que dans les milieux graves, parmi des personnes d'une conduite et d'une moralité exemplaires.

Il ne fallut pas moins que des recommandations si respectables pour que les souverains consentissent à recevoir Raspoutine : c'était dans l'été de 1907.

Cependant, à la veille même de lui accorder une audience, l'Empereur et l'Impératrice eurent un dernier scrupule. Ils prirent conseil de l'archimandrite Théophane, qui les rassura pleinement : « Grigory Efimowitch, leur dit-il, est un paysan, un simple. Vos Majestés auront profit à l'entendre, parce que c'est la voix de la terre russe qui s'exprime par sa bouche... Je sais tout ce qu'on lui reproche... je connais ses péchés : ils sont innombrables et le plus souvent abominables. Mais il y a en lui une telle force de contrition et une foi si naïve dans la miséricorde céleste, que je garantirais presque son salut éternel. Après

chaque repentir, il est pur comme l'enfant qui vient d'être lavé dans les eaux baptismales. Dieu le favorise manifestement de sa prédilection... »

Dès son entrée au Palais, Raspoutine prit sur les souverains un extraordinaire ascendant. Il les endoctrina, les éblouit, les subjugua : ce fut comme un ensorcellement. Non pas qu'il les flattât. Au contraire. Du premier jour, il les traita durement, avec une familiarité audacieuse et primesautière, une faconde triviale et colorée, où les deux monarques, rassasiés d'adulations, saturés de flagorneries, crurent reconnaître enfin « la voix de la terre russe. » Devenu très vite l'ami de Mme Wyroubow, qui est l'inséparable compagne de l'Impératrice, il disposa, par elle, d'une influence considérable.

Tous les intrigants de la Cour, tous les quémandeurs de places, de titres, de prébendes, recherchèrent naturellement son appui. Le modeste logis qu'il occupait à la Kirotchnaïa et plus tard à l'Anglisky Prospect était jour et nuit assiégé de solliciteurs, généraux et fonctionnaires, évêques et archimandrites, conseillers de l'Empire et sénateurs, aides de camp et chambellans, dames d'honneur et femmes du monde : c'était un continuel défilé. On le rencontrait principalement chez la vieille comtesse O..., qui groupait dans son salon du Quai Français les champions attitrés de l'autocratisme et de la théocratie. Les premiers dignitaires de l'Église aimaient à se réunir chez elle : les promotions dans la hiérarchie ecclésiastique, les nominations au Saint-Synode, les plus graves questions du dogme, de la discipline et de la liturgie étaient délibérées devant elle. Son autorité morale, reconnue de tous, fut pour Raspoutine un précieux adjuvant. Elle avait parfois des visions célestes. Un soir, pendant une séance de spiritisme, Saint Séraphin de Sarow, canonisé en 1903, lui était apparu. Nimbé d'une auréole éclatante, il lui avait déclaré : « Un grand prophète est parmi vous. Il a mission de révéler au Tsar les volontés de la Providence et de le conduire dans les voies glorieuses. » Elle avait aussitôt compris qu'il lui désignait Raspoutine. L'Empereur avait été vivement frappé de cet oracle ; car il avait pris, comme chef de l'Église, une part décisive dans la canonisation du bienheureux Séraphin et il lui témoignait une particulière dévotion.

Raspoutine comptait encore, parmi les protecteurs de ses débuts, un personnage hétéroclite, le thérapeute Badmaïew.

C'est un Sibérien de la Transbaïkalie, un Mongol, un Bouriate. Quoique dépourvu de tout diplôme universitaire, il exerce la médecine, non pas clandestinement mais au vu et au su de tous, — une médecine étrange d'ailleurs, une médecine hermétique et mêlée de sorcellerie. Quand il connut Raspoutine en 1906, il venait d'avoir un gros ennui, comme il en arrive quelquefois aux plus honnêtes gens.

Vers la fin de la guerre japonaise, un de ses clients, haut placé, lui avait marqué sa gratitude en lui faisant confier une mission politique auprès des chefs héréditaires de la Mongolie chinoise. Afin de s'assurer leur concours, il était chargé de leur distribuer deux cent mille roubles. Revenu d'Ourga, il avait exposé dans un rapport les brillants résultats de son voyage et, sur la foi de cet écrit, on l'avait dûment félicité. Mais, peu après, on s'était aperçu qu'il avait gardé pour soi les deux cent mille roubles. L'incident commençait à prendre une mauvaise tournure, quand l'intervention du client haut placé avait tout arrangé. La thérapeute se remit donc, l'esprit libre, à ses opérations cabalistiques. Jamais encore les malades n'avaient tant afflué dans son cabinet de la Liteïny; car le bruit s'était répandu qu'il avait rapporté de Mongolie toutes sortes de plantes médicinales et de recettes magiques, obtenues à grand'peine de sorciers thibétains. Fort de son ignorance et de son illuminisme, Badmaïew n'hésite pas à traiter les cas les plus difficiles, les plus obscurs de toute la médecine; il a néanmoins quelque préférence pour les maladies nerveuses, les affections mentales et les troubles déconcertants de la physiologie féminine. Il s'est constitué une pharmacopée secrète. Sous des noms et des formes baroques, il élabore lui-même les médicaments qu'il ordonne. Il fait ainsi un dangereux commerce de narcotiques, de stupéfiants, d'anesthésiques, d'emménagogues, d'aphrodisiaques; il les baptise *Élixir du Thibet*, *Poudre de Nirvritti*, *Fleurs d'asokas*, *Baume de Nyen-Tchen*, *Essence de lotus noir*, etc. En réalité, il se procure les éléments de ses drogues chez un apothicaire complice. A plusieurs reprises, les souverains l'ont appelé auprès du Césaréwitch, quand les médecins ordinaires semblaient impuissants à enrayer les accidents hémophiliques de l'enfant. C'est là qu'il connut Raspoutine. Instantanément, leurs charlatanismes se comprirent et se coalisèrent.

Mais, à la longue, les milieux sains de la capitale s'émurent

de toutes les fables scandaleuses qu'on propageait sur le *staretz* de Pokrowskoïé. Son assiduité au Palais impérial, son rôle avéré dans certains actes arbitraires ou malencontreux de l'autorité suprême, l'outrecuidance effrontée de ses propos, le dévergondage cynique de ses mœurs finirent par susciter, de toutes parts, un grondement d'indignation. Malgré les rigueurs de la censure, les journaux dénoncèrent l'ignominie du thaumaturge sibérien, sans toutefois se risquer à mettre en cause la personne des Majestés ; mais le public entendait à demi-mot. L'« élu de Dieu » sentit qu'il ferait bien de s'éclipser quelque temps. Au mois de mars 1911, il prit le bâton de pèlerin et partit pour Jérusalem. Cette décision imprévue remplit ses zélateurs de tristesse et d'admiration : seule, une âme sainte pouvait répondre ainsi aux injures des méchants! Puis il passa l'été à Tsarytsine, chez son excellent ami et compère le moine Héliodore.

Cependant l'Impératrice ne cessait de lui écrire et de lui télégraphier. En automne, elle déclara qu'elle ne pouvait endurer plus longtemps son absence. D'ailleurs, depuis qu'on avait laissé partir le *staretz*, les hémorragies du Césaréwitch devenaient plus fréquentes. Si l'enfant allait mourir!... La mère n'avait plus un jour de calme : c'étaient continuellement des crises de nerfs, des contractures, des syncopes. L'Empereur, qui aime sa femme et qui adore son fils, menait la vie la plus pénible.

Au début de novembre, Raspoutine revint à Pétersbourg. Et, tout aussitôt, les insanités, les orgies recommencèrent. Mais déjà quelques dissensions se manifestaient parmi ses adeptes : les uns le jugeaient compromettant et par trop libidineux ; les autres s'inquiétaient de son intrusion croissante dans les affaires de l'Église et de l'État. Précisément, le monde ecclésiastique était encore tout frémissant d'une nomination honteuse, arrachée à la faiblesse de l'Empereur : Grigory avait obtenu l'évêché de Tobolsk pour un de ses camarades d'enfance, un paysan illettré, obscène et fripouillard, le Père Varnava. On apprenait, en même temps, que le Procureur suprême du Saint-Synode avait reçu l'ordre de faire conférer la prêtrise à Raspoutine. Cette fois, il y eut un éclat. Le 29 décembre, Mgr Hermogène, évêque de Saratow, le moine Héliodore et quelques prêtres eurent une altercation avec le *staretz*. Ils

l'insultèrent, le bousculèrent, l'appelant : « Maudit!... sacrilège!... fornicateur!... bête puante!... vipère du Diable!... » Finalement, ils lui crachèrent au visage. D'abord décontenancé, acculé à la muraille, Grigory essayait de riposter par un vomissement d'injures. Alors, Mgr Hermogène, qui est un colosse, lui frappa le crâne à grands coups de sa croix pectorale, en lui criant : « A genoux, misérable!... A genoux, devant les saintes icônes!... Demande pardon à Dieu de tes souillures immondes! Jure que tu n'oseras plus infecter de ta sale personne le palais de notre Tsar bien-aimé!... » Raspoutine, tremblant de peur, saignant du nez, se frappait la poitrine, balbutiait des prières, jurait de ne plus jamais se présenter devant l'Empereur. Il sortit enfin, sous une nouvelle bordée d'imprécations et de crachats.

Aussitôt échappé de ce guet-apens, il courut à Tsarskoïé-Sélo. On ne lui fit pas attendre longtemps les joies de la vengeance. Quelques jours plus tard, sur la réquisition impérative du Procureur suprême, le Saint-Synode enlevait à Mgr Hermogène son siège épiscopal et l'exilait au monastère de Khirovitsy, en Lithuanie. Quant au moine Héliodore, empoigné par les gendarmes, il fut incarcéré au couvent pénitentiaire de Floristchewo, près de Wladimir.

La police fut d'abord impuissante à étouffer ce scandale. Prenant la parole devant la Douma, le chef du parti octobriste, Goutchkow, incrimina en termes voilés les relations de Raspoutine et de la Cour. A Moscou, métropole religieuse et morale de l'Empire, les interprètes les plus qualifiés, les plus respectés, du slavisme orthodoxe, le comte Chérémétiew, Samarine, Novosilow, Droujinine, Vasnetsow, protestèrent publiquement contre la servilité du Saint-Synode; ils allèrent jusqu'à réclamer la réunion d'un concile national pour réformer l'Église. L'archimandrite Théophane lui-même, éclairé enfin sur « l'élu de Dieu » et ne pouvant se pardonner de l'avoir introduit à la Cour, éleva dignement la voix contre lui. Aussitôt, et quoiqu'il fût le confesseur de l'Impératrice, un arrêt du Saint-Synode le relégua en Tauride.

La Présidence du Conseil était alors détenue par Kokovtsow, qui gérait simultanément le ministère des Finances. Intègre et courageux, il tenta le possible pour édifier son maître sur l'indignité du *staretz*. Le 1er mars 1912, il adjura l'Empereur

de l'autoriser à renvoyer Grigory dans son village natal : « Cet homme a surpris la confiance de Votre Majesté. C'est un charlatan et un vaurien de la pire espèce. L'opinion publique est soulevée contre lui. Les journaux... » L'Empereur interrompit son ministre avec un sourire dédaigneux : « Vous faites attention aux journaux? » — « Oui, Sire, quand ils attaquent mon souverain et le prestige de la dynastie. Et ce sont aujourd'hui les journaux les plus loyalistes qui se montrent les plus sévères dans leurs critiques... » D'un air ennuyé, l'Empereur l'interrompit encore : « Ces critiques sont absurdes. Je connais à peine Raspoutine. » Kokovtsow hésitait à continuer ; il insista cependant : « Sire, au nom de la dynastie, au nom de votre héritier, je vous supplie de me laisser prendre les mesures nécessaires pour que Raspoutine retourne dans son village et n'en revienne plus jamais. » L'Empereur répondit froidement : « Je lui dirai moi-même de partir et de ne plus revenir. — Dois-je considérer que c'est une décision de Votre Majesté? — Oui, c'est ma décision. » Puis, regardant la pendule qui marquait midi et demi, l'Empereur tendit la main à Kokovtsow : « Au revoir, Wladimir Nicolaïéwitch, je ne vous retiens plus. »

Le même jour, à quatre heures, Raspoutine appelait au téléphone le sénateur D..., ami intime de Kokovtsow, et lui criait d'un ton narquois : « Ton ami, le Président, a essayé ce matin d'effrayer Papa. Il lui a dit sur moi tout le mal possible; mais cela n'a eu aucun succès. Papa et Mama m'aiment toujours. Tu peux le téléphoner de ma part à Wladimir Nicolaïéwitch. »

Le 6 mai suivant, à Livadia, tous les ministres étaient réunis en grand uniforme au Palais impérial pour offrir leurs hommages à l'Impératrice, dont c'était la fête. Quand Alexandra Féodorowna passa devant Kokovtsow, elle lui tourna le dos.

Quelques jours avant cette cérémonie, le *staretz* avait pris le chemin de Tobolsk ; il s'éloignait ainsi non par ordre, mais de son plein gré, pour aller voir ce qui se passait dans son petit domaine de Pokrowskoïé. En prenant congé des souverains, il avait prononcé, d'un air farouche, une parole redoutable : « Je sais que les méchants me guettent. Ne les écoutez pas! Si vous m'abandonniez, vous perdriez votre fils et votre couronne dans un délai de six mois. » L'Impératrice s'était

récriée : « Comment t'abandonnerions-nous? N'est-tu pas notre seul protecteur, notre meilleur ami? » Et, s'agenouillant, elle lui avait demandé sa bénédiction.

Au mois d'octobre, la famille impériale fit une villégiature à Spala, en Pologne, où l'Empereur se plaît souvent à chasser dans la merveilleuse forêt de Krolowa.

Un jour, le jeune Grand-Duc héritier, qui revenait d'une promenade en bateau sur le lac, prit mal son élan pour sauter à terre et se cogna la hanche au bordage. La contusion parut d'abord toute superficielle et inoffensive. Mais, deux semaines plus tard, le 19 octobre, une grosseur apparut au pli de l'aîne ; la cuisse enfla; puis, soudain, la température monta. Les docteurs Féodorow, Botkine, et Rauchfuss, appelés en hâte, diagnostiquèrent une tumeur sanguine, un hématome, qui s'infectait. Il aurait fallu opérer immédiatement, si la diathèse hémophilique de l'enfant n'eût interdit toute incision (1). Cependant, d'heure en heure, la température s'élevait; le 21 octobre, elle atteignit 39°,8. Les parents ne quittaient plus la chambre du malade; car les médecins ne dissimulaient pas leur inquiétude extrême. Dans l'église de Spala, les popes se relayaient pour prier jour et nuit. Par ordre de l'Empereur, une solennelle liturgie fut également célébrée à Moscou, devant l'icône miraculeuse de la Vierge Iverskaïa. Et, du matin au soir, le peuple de Saint-Pétersbourg défilait à Notre-Dame de Kazan.

Dans la matinée du 23, l'Impératrice descendit pour la première fois au salon, où se trouvaient réunis le colonel Narischkine, aide de camp de service, la princesse Élisabeth Obolensky, demoiselle d'honneur en fonction, Sazonow, qui était venu faire

(1) L'hémophilie est une affection congénitale, assez rare et d'allures étranges : on la considère comme un signe de dégénérescence. Le symptôme caractéristique est une altération du sang, qui perd plus ou moins la faculté de se coaguler. Il en résulte des hémorragies fréquentes et souvent incoercibles. Le moindre traumatisme, tel qu'un saignement de nez, un choc léger, une piqûre, ou même un accident minime, tel qu'un accès de toux, un faux pas, suffisent à déterminer un vaste épanchement sanguin. Dans la plupart des cas, les hémorragies se produisent à l'intérieur : elles baignent les tissus ; elles inondent les articulations, les viscères. Les procédés habituels de la médication hémostatique sont impuissants à enrayer le mal ; les injections de sérum physiologique sont parfois efficaces Les deux tiers des hémophiliques meurent avant onze ans ; un très petit nombre dépasse la vingtième année. Au point de vue héréditaire, l'hémophilie offre une particularité curieuse. La diathèse ne se transmet, presque exclusivement, qu'aux mâles et toujours par des mères indemnes.

son rapport à l'Empereur, et le comte Ladislas Wiélopolski, chef des chasses impériales en Pologne. Pâle, amaigrie, Alexandra Féodorowna souriait pourtant. Aux questions anxieuses qu'on lui adressait, elle répondit d'une voix calme : « Les médecins ne constatent encore aucune amélioration; mais, personnellement, je n'ai plus d'inquiétude. J'ai reçu, cette nuit, du Père Grigory, un télégramme qui me rassure tout à fait. » Comme on la suppliait de préciser, elle récita ce télégramme : *Dieu a vu tes larmes et entendu tes prières. Ne t'afflige plus! Ton fils vivra.*

Le lendemain 24, la température du malade descendait à 38°,9. Deux jours plus tard, la tumeur de l'aîne se résorbait. Le Césaréwitch était sauvé.

Dans le cours de l'année 1913, quelques personnes s'enhardirent, de nouveau, à ouvrir les yeux du Tsar et de la Tsarine sur la conduite du *staretz* et son abjection morale.

Ce fut d'abord l'Impératrice douairière Marie Féodorowna, puis la sœur de l'Impératrice, la pure et noble Grande-Duchesse Élisabeth Féodorowna. Que d'autres encore! Mais, à tous ces avertissements, à toutes ces objurgations, les souverains opposaient la même réponse tranquille : « Ce sont des calomnies. D'ailleurs, les saints sont toujours calomniés. »

Dans le verbiage religieux dont Raspoutine enveloppe d'habitude son érotisme, une idée apparaît continuellement : « C'est par le repentir seul que nous pouvons opérer notre salut. Il nous faut donc pécher pour avoir l'occasion de nous repentir. Aussi, quand Dieu nous envoie la tentation, nous devons y céder afin de nous procurer ainsi la condition préalable et nécessaire d'une fructueuse pénitence... D'ailleurs, la première parole de vie et de vérité, que le Christ ait apportée aux hommes, n'est-elle pas : *Faites pénitence?* (1) Mais comment faire pénitence, si l'on n'a pas tout d'abord péché?... »

Ses homélies familières abondent en ingénieux développements sur la valeur rémissive des larmes et la vertu rédemptrice de la contrition. Un des arguments, auxquels il revient de préférence et qui agissent le plus sur sa clientèle féminine, est celui-ci : « Ce qui nous empêche le plus souvent de céder à la

(1) *Poenitentiam agite!* Matth. IV, 17.

tentation, ce n'est pas l'horreur du péché; car enfin, si le péché nous faisait vraiment horreur, nous ne serions pas tentés de le commettre. A-t-on jamais envie de manger un plat qui vous répugne? Non, ce qui nous arrête et nous effraie, c'est l'épreuve que la pénitence réserve à notre orgueil. La contrition parfaite implique une humilité absolue. Or, nous ne voulons pas nous humilier, même devant Dieu. Voilà tout le secret de nos résistances à la tentation. Mais le Souverain Juge ne s'y trompe pas, Lui! Et, quand nous serons dans la vallée de Josaphat, il saura bien nous rappeler toutes les occasions de salut qu'il nous a offertes et que nous avons repoussées... »

Au IIe siècle de notre ère, ces sophismes étaient déjà professés par une secte phrygienne. L'hérésiarque Montanus les démontrait avec complaisance devant ses belles amies de Laodicée et il en tirait pratiquement les mêmes effets que Raspoutine.

Si l'activité du *staretz* restait confinée dans le domaine de la luxure et du mysticisme, il ne serait pour moi qu'un objet plus ou moins curieux d'étude psychologique... ou physiologique.

Mais, par la force des choses, ce paysan ignare est devenu un instrument politique. Autour de lui s'est groupée toute une clientèle de personnages influents qui ont lié leur fortune à la sienne.

Le plus considérable est le ministre de la Justice, chef de l'extrême-droite au Conseil de l'Empire, Stchéglovitow; d'intelligence vive, de parole facile et mordante, il apporte dans la réalisation de ses idées beaucoup de calcul et de souplesse; il n'est d'ailleurs qu'un adepte récent du raspoutinisme. Presque aussi important est le ministre de l'Intérieur, Nicolas Maklakow, dont l'aimable docilité plaît aux souverains. Vient ensuite le Procureur suprême du Saint-Synode, Sabler, caractère méprisable et servile; par lui, le *staretz* tient pour ainsi dire en main tout l'épiscopat et toutes les hautes fonctions ecclésiastiques. Immédiatement après, je citerai le Premier Procureur du Sénat, Dobrowolsky, puis le membre du Conseil de l'Empire Sturmer, puis le Commandant des Palais impériaux, gendre du ministre de la Cour, l'Aide de camp général Woyéïkow. Je nommerai enfin le très audacieux et très rusé directeur du Département de la police, Biéletzky. On se figure aisément

le pouvoir énorme que représente la coalition de pareilles influences dans un État autocratique et centralisé comme la Russie.

Pour contrebalancer l'action néfaste de cette cabale, je ne vois auprès des souverains qu'une personne, le chef de la Chancellerie militaire de Sa Majesté, le prince Wladimir Orlow, fils de l'ancien ambassadeur à Paris. De jugement droit, de cœur fier, dévoué de toute son âme à l'Empereur, il s'est, depuis le premier jour, déclaré contre Raspoutine et il ne se lasse pas de le combattre, ce qui lui vaut naturellement l'hostilité de l'Impératrice et de Mme Wyroubow.

***

Mardi, 22 septembre.

Je reçois, ce matin, la visite d'un Français, Robert Gauthiot, professeur à l'École des Hautes-Études de Paris, qui arrive directement du Pamir, où il accomplissait une mission d'ethnologie et de linguistique.

Dans la seconde semaine d'août, il explorait, aux environs de Chorog, une vallée située à 4000 mètres d'altitude, sur les pentes de l'Hindou-Kouch ; il s'était avancé à douze jours de marche au delà de l'extrême avant-poste russe qui surveille la frontière du Ferghana, l'ancienne Sogdiane. Le 16 août, un indigène qui était allé lui chercher quelques provisions à cet avant-poste, lui annonce que l'Allemagne a déclaré la guerre à la Russie et à la France. Il part instantanément. D'une traite, par Marghelan, Samarkand, Tiflis, Moscou, il arrive à Petrograd.

Je lui raconte l'extraordinaire suite des événements accumulés depuis deux mois. Il me déclare son ardente impatience de rentrer en France et de rejoindre son régiment territorial. Puis, nous sondons l'avenir; nous supputons le colossal effort qu'il faudra s'imposer pour détruire la puissance allemande, etc. Ses appréciations m'intéressent d'autant plus qu'il a fait de multiples et longs séjours en Allemagne ; il me dit notamment :

— J'ai beaucoup fréquenté les socialistes allemands ; je connais bien leurs doctrines et mieux encore leur esprit. Soyez sûr, Monsieur l'Ambassadeur, qu'ils coopéreront de toutes leurs forces à l'œuvre de la guerre et qu'ils se battront, comme les plus têtus des *junkers*, avec la dernière énergie... D'ailleurs, je suis

socialiste aussi, je suis même antimilitariste; et vous voyez que cela ne m'empêche pas d'aller défendre mon pays.

Je le félicite de son zèle à remplir son devoir militaire et je l'invite à déjeuner pour demain.

Quand il est parti, je réfléchis que je viens d'avoir sous les yeux un éloquent témoignage du patriotisme qui, malgré tant d'apparences contraires, anime les intellectuels français.

Voici un des leurs qui apprend la guerre, au fond du Pamir, à 4000 mètres d'altitude, sur « le Toit du monde. » Il est seul, livré à soi-même, soustrait à la contagion du sublime élan national qui entraîne la France. Il n'a pourtant pas une minute d'hésitation. Toutes ses théories socialistes et pacifistes, l'intérêt de sa mission scientifique, son intérêt personnel s'effacent aussitôt devant l'image de la Patrie en danger. Et il accourt (1)...

Le comte Kokovtsow, l'ancien Président du Conseil et ministre des Finances, dont j'apprécie tant le patriotisme lucide et la haute raison, vient me voir à l'Ambassade. Il arrive d'un domaine qu'il possède près de Novgorod.

— Vous savez, me dit-il, que, par tempérament, je ne suis pas enclin à l'optimisme. J'ai néanmoins une bonne impression de la guerre; je n'ai jamais cru, en effet, que notre lutte contre l'Allemagne pût commencer autrement. Nous avons subi des échecs; mais nos armées sont intactes, notre moral est excellent. D'ici à quelques mois, nous serons de force à écraser notre terrible adversaire...

Puis, il me parle des conditions que nous devrons imposer à l'Allemagne, et il s'exprime avec une véhémence, qui me surprend chez un esprit d'habitude si pondéré :

— Quand sonnera l'heure de la paix, nous devrons être féroces..., *féroces!* D'ailleurs, nous y serons obligés par le sentiment national. Vous n'imaginez pas à quel point nos *moujiks* sont exaspérés contre l'Allemagne.

— Oh! voilà qui est intéressant!... Vous l'avez constaté personnellement?

(1) Robert Gauthiot a succombé, en septembre 1916, aux suites d'une blessure de guerre; il avait quarante ans. C'était un linguiste de premier ordre. La science des langues indo-européennes a perdu en lui le plus brillant héritier des Burnouf et des Darmesteter.

— Pas plus tard qu'avant-hier. C'était le matin de mon départ, et je me promenais sur ma terre. J'aperçois un très vieux paysan, qui a perdu depuis longtemps son fils unique et dont les deux petits-fils sont à l'armée. De lui-même, sans que je l'interroge, il m'exprime sa crainte qu'on ne poursuive pas la guerre jusqu'au bout, qu'on n'écrase pas définitivement l'engeance allemande, qu'on n'extirpe pas radicalement du sol russe la mauvaise herbe des *Niémetz* (1). Je le complimente d'accepter, avec tant de patriotisme, les risques auxquels sont exposés ses deux petits-fils, son unique soutien. Alors il me répond : « Vois-tu, *barine!* Si, par malheur, nous ne détruisons pas les *Niémetz*, ils viendront jusqu'ici ; ils régneront sur toute la terre russe. Et puis ils nous attelleront, toi et moi, oui, toi aussi, à la charrue!... » Voilà ce que pensent nos paysans.

— Ils raisonnent très juste, du moins au figuré.

VI. — LA GRANDE-DUCHESSE ÉLISABETH FÉODOROWNA

Mercredi, 30 septembre.

La Grande-Duchesse Élisabeth Féodorowna, sœur de l'Impératrice et veuve du Grand-Duc Serge, est une étrange créature, dont toute la vie est comme une série d'énigmes.

Née à Darmstadt le 1er novembre 1864, elle était déjà une exquise fleur de beauté quand, à l'âge de vingt ans, elle épousa le quatrième fils de l'empereur Alexandre II.

Je me souviens d'avoir dîné avec elle à Paris quelques années plus tard, vers 1891. Et je la vois encore : grande, mince, les yeux clairs, ingénus et profonds, la bouche tendre, les traits délicats, le nez droit et fin, toutes ses lignes harmonieuses et pures, un rythme charmant de la démarche et des gestes. Sa conversation laissait deviner un joli esprit de femme, naturel, sérieux et d'une douceur voilée.

Dès ce temps-là, il y avait du mystère autour d'elle. On ne s'expliquait pas certaines particularités de sa vie conjugale.

Serge Alexandrowitch était physiquement d'une haute stature, avec une taille élancée, mais d'un visage ingrat, au regard dur, aux sourcils blanchâtres. Moralement, un caractère acri-

(1) Les Allemands.

monieux et despotique, une intelligence courte, une instruction pauvre; en revanche, une assez vive sensibilité artistique. Très différent de ses frères Wladimir, Alexis et Paul, vivant à part, recherchant la solitude, il avait une réputation d'étrangeté.

Depuis son mariage, on le comprenait moins encore. Il se montrait, en effet, le plus soupçonneux et le plus inquisitorial des maris, n'admettant pas que sa femme demeurât en tête-à-tête avec personne, ne la laissant jamais sortir seule, surveillant sa correspondance et ses lectures, lui interdisant même de lire *Anna Karénine*, par crainte que le prestigieux roman n'éveillât en elle des curiosités dangereuses ou des émotions trop fortes. De plus, il la critiquait sans trêve, d'un ton brusque et cinglant; jusqu'en public, il lui lançait parfois des remarques blessantes. Calme et docile, elle s'inclinait sous les paroles acerbes. L'honnête et bon géant Alexandre III, qui avait pitié d'elle, lui prodiguait les égards affectueux; mais il dut s'en abstenir bientôt, s'étant aperçu qu'il excitait la jalousie de son frère.

Un jour, après un éclat violent du Grand-Duc, le vieux prince B..., qui avait assisté à la scène, eut un mot de compassion pour la jeune femme. Elle lui répondit avec un air de candeur et de surprise : « Mais je ne suis pas à plaindre... Malgré tout ce qu'on peut dire, je suis heureuse, car je suis très aimée. »

Il l'aimait, en effet, mais à sa manière, d'un amour esthétique et tourmenté, fantasque et ambigu, avide et incomplet...

En 1891, le Grand-Duc Serge fut nommé Gouverneur général de Moscou.

C'était le temps où le fameux Procureur suprême du Saint-synode, le « Torquemada russe, » Constantin Pobédonostsew, tout-puissant sur l'esprit d'Alexandre III, s'efforçait de restaurer les doctrines de l'absolutisme théocratique et de ramener la Russie aux traditions de la Moscovie byzantine.

Or, la Grande-Duchesse Élisabeth appartenait par son baptême à la confession luthérienne. Le nouveau Gouverneur général ne pouvait décemment se présenter au Kremlin avec une épouse hérétique. Il imposa donc à sa femme d'abjurer le protestantisme et de se convertir à la foi nationale. On assure qu'elle y inclinait depuis quelque temps déjà. Quoi qu'il en soit, elle adhéra de toute son âme aux dogmes de l'Église russe. Jamais

conversion ne fut plus sincère, plus pénétrante, plus intégrale.

Jusqu'à ce jour, les pratiques froides et sèches du luthérianisme n'avaient offert qu'un médiocre aliment à la sensibilité imaginative de la jeune femme; l'expérience du mariage ne lui avait pas été plus favorable. Tous ses instincts de rêve et d'émotion, de ferveur et de tendresse trouvèrent soudain leur emploi dans les rites mystérieux et les pompes magnifiques de l'orthodoxie. Sa piété s'exalta merveilleusement. Elle connut alors des plénitudes et des élans qu'elle ne soupçonnait pas.

Dans l'éclat de son Gouvernement général, qui équivalait à une vice-royauté, Serge Alexandrowitch apparut bientôt comme le protagoniste de la croisade réactionnaire qui résume toute la politique intérieure du « très pieux tsar Alexandre III. » Un de ses premiers actes fut d'expulser en masse les Juifs qui s'étaient peu à peu infiltrés à Moscou et de les refouler brutalement dans leurs ghettos des provinces occidentales. Puis il édicta une série de mesures asservissantes ou vexatoires contre les professeurs et les étudiants de l'Université. Il adopta enfin une attitude hautaine envers les bourgeois pour leur faire sentir que leur libéralisme, si modeste fût-il, n'était pas de son goût. Comme il advient toujours en pareil cas, les officiers et fonctionnaires de son entourage se plaisaient à exagérer ses manières cassantes. L'animosité générale qu'il s'attirait ainsi le remplissait d'orgueil.

Au mois de mai 1896, le sacre de Nicolas II marqua une date radieuse pour l'autocratisme orthodoxe. L'idéal des Tsars moscovites, l'intime alliance du Sacerdoce et de l'Empire, s'affirmait comme la pensée directrice du nouveau règne. La catastrophe du Champ Khodinsky, où 2 000 moujiks périrent par l'inadvertance de la police, projeta néanmoins une ombre sinistre, quoique passagère, sur le décor illuminé de la Ville sainte.

Deux ans plus tard, on inaugura au Kremlin, devant la Cathédrale de l'Archange, le monument du « Tsar martyr » Alexandre II. Au cours des cérémonies dont ce fut l'occasion, le Procureur suprême du Saint-Synode, Constantin Pobédonostsew, reçut la plus haute distinction honorifique de l'Empire, l'ordre insigne de Saint-André, fondé en 1698 par Pierre le Grand. L'armée « orthodoxe et très chrétienne » fut associée aux fêtes par une magnifique revue.

En 1900, Nicolas II entreprit de restaurer une coutume antique de ses aïeux, tombée en désuétude depuis plus de cinquante ans; il vint accomplir son devoir pascal à Moscou, afin d'affirmer une fois de plus, disait-il, les sentiments religieux et nationaux qui unissent l'âme du souverain à celle de son peuple. Rien ne fut épargné pour rehausser l'éclat de ces solennités. Durant toute la semaine sainte, les liturgies et les processions se déroulèrent avec une somptuosité inouïe, tant au Kremlin que dans les principaux sanctuaires de la ville. Avant de quitter Moscou, l'Empereur adressa au Grand-Duc Serge le rescrit suivant :

Altesse Impériale,

Mon ardent désir, ainsi que celui de l'Impératrice Alexandra Féodorowna, de passer avec Nos enfants les jours de la Semaine sainte, de recevoir la Sainte-Communion, et de séjourner pendant la Fête des fêtes à Moscou, au milieu des plus grands sanctuaires nationaux, sous l'égide du Kremlin tant de fois séculaire, s'est réalisé avec la grâce de Dieu.

Ici, où reposent les restes impérissables de saints aimés du Seigneur, au milieu des tombeaux des souverains qui ont unifié et organisé la Russie, de ce berceau de l'autocratie, s'élevèrent d'ardentes prières au Roi des Rois, et une douce joie Nous remplit l'âme, en commun avec les fidèles enfants de Notre très chère Église qui se pressent dans les temples.

Puisse le Seigneur entendre ces prières! Puisse-t-il fortifier les croyants, retenir ceux dont la foi chancelle, ramener ceux qui se sont écartés du vrai, et bénir l'Empire de Russie qui repose solidement sur la foi inébranlable de l'orthodoxie, la sainte gardienne de la Vérité universelle d'amour et de paix.

Me joignant aux prières de Mon peuple, Je puise de nouvelles forces pour servir la Russie en vue de son bien et de sa gloire et Je suis heureux de pouvoir précisément aujourd'hui exprimer à Votre Altesse Impériale et, par votre entremise, à la ville de Moscou, si chère à Mon cœur, les sentiments dont Je suis animé.

Christ est ressuscité!

(Signé) *Nicolas.*

à Moscou, le 9 avril 1900.

Ainsi, périodiquement, une grande cérémonie religieuse politique ou militaire concentrait vers la colline sacrée du Kremlin tous les regards du peuple russe et du monde slave.

Dans cette vie active et brillante, Élisabeth Féodorowna jouait son rôle. Elle présidait avec grâce les fastueuses réceptions du Palais Alexandre et d'Illinskoïe; elle se dépensait avec zèle dans beaucoup d'œuvres pieuses ou charitables, scolaires ou artistiques. Le cadre pittoresque et l'atmosphère morale de Moscou agissaient profondément sur ses facultés sensibles. On lui avait expliqué, un jour, que la mission providentielle des Tsars est de réaliser le Royaume de Dieu sur la terre russe; la pensée qu'elle coopérait, si peu que ce fût, à une pareille tâche enflammait son imagination.

Satisfaite de son destin, souriante et pure, secrète et douce, harmonieuse dans toutes ses formes, exquise dans ses toilettes, elle répandait autour d'elle un parfum d'idéalisme, de mystère et de volupté...

Cependant, la politique ultra-réactionnaire, dont le Grand-Duc Serge se faisait gloire d'être l'un des principaux artisans, provoquait dans les milieux intellectuels et dans les masses ouvrières de toute la Russie une résistance qui se révélait chaque jour plus violente. Un groupe de terroristes intrépides, Guerchouny, Bourtzew, Savinkow, Azew, fondait une « Organisation de combat » qui allait bientôt égaler par ses prouesses l'épopée nihiliste de 1877-1881. Les complots et les attentats se succédaient à de brefs intervalles, avec une effrayante régularité. Un ministre de l'Instruction publique, deux ministres de l'Intérieur, des maîtres de police, des gouverneurs de province, des procureurs de justice, étaient frappés tour à tour. Vers la fin de 1904, les désastres d'Extrême-Orient aggravèrent soudain la situation, particulièrement à Moscou.

Le Grand-Duc Serge prescrivit aussitôt des mesures draconiennes. Et, de son air féroce, avec un rictus amer, il annonçait partout qu'il se montrerait impitoyable.

Or, le 17 février 1905, à trois heures de l'après-midi, comme il traversait le Kremlin en voiture et qu'il arrivait sur la Place du Sénat, le terroriste Kalaïew lui lança une bombe qui, l'atteignant à la poitrine, le mit en pièces.

La Grande-Duchesse Élisabeth se trouvait précisément au

Kremlin, où elle organisait un ouvroir de la Croix-Rouge pour les armées de Mandchourie. Au bruit formidable de l'explosion, elle accourut, telle qu'elle était, sans chapeau. On la vit se jeter sur le corps de son époux, dont la tête et les bras, arrachés du tronc, gisaient parmi les débris de la voiture. Puis, revenue au Palais grand-ducal, elle s'absorba dans une prière ardente.

Durant les cinq jours qui devaient encore s'écouler avant la célébration des funérailles, elle ne cessa de prier. Cette longue oraison lui inspira une démarche singulière. La veille des obsèques, elle manda le Préfet de police et lui ordonna de la conduire immédiatement à la prison Taganka, où Kalaïew attendait sa comparution devant la Cour martiale.

Introduite dans la cellule de l'assassin, elle lui demanda : « Pourquoi avez-vous tué mon mari?... Pourquoi avez-vous chargé votre conscience d'un crime aussi affreux?... » Le prisonnier, qui l'avait d'abord accueillie d'un regard méfiant et farouche, observa qu'elle lui parlait avec douceur et qu'elle disait, non pas *le Grand-Duc*, mais : *mon mari*. « J'ai tué Serge Alexandrowitch, répondit-il, parce qu'il s'était fait l'instrument de la tyrannie et l'exploiteur des ouvriers. Je suis, moi, un justicier du peuple socialiste et révolutionnaire. » Elle reprit avec la même douceur : « Vous vous trompez. Mon mari aimait le peuple et ne rêvait que son bien. Aussi, votre crime est sans excuse. N'écoutez donc plus votre orgueil et repentez-vous. Si vous entrez dans la voie du repentir, je supplierai l'Empereur de vous laisser la vie sauve et je prierai Dieu de vous pardonner comme je vous ai déjà pardonné moi-même. » Touché autant que surpris de ce langage, il eut la force de lui dire : « Non, je ne me repens pas. Je dois mourir pour ma cause; je mourrai. — Alors, puisque vous m'enlevez tout moyen de vous sauver la vie, puisque vous allez certainement comparaître bientôt devant Dieu, faites que je puisse au moins sauver votre âme. Voici l'Évangile; promettez-moi de le lire attentivement jusqu'à l'heure de votre mort. » Il fit de la tête un geste négatif; puis il répondit : « Je lirai l'Évangile, si vous me promettez, vous, de lire ce journal de ma vie, que j'achève d'écrire, et qui vous fera comprendre pourquoi j'ai tué Serge Alexandrowitch. — Non, je ne lirai pas votre journal... Il ne me reste plus qu'à prier encore pour vous. » Et elle sortit de la cellule, en laissant l'Évangile sur la table.

Malgré sa déconvenue, elle écrivit à l'Empereur pour obtenir d'avance la grâce du meurtrier. Mais le public apprenait presque en même temps sa visite à la prison Taganka. Les versions les plus étranges, les plus romanesques, circulaient : elles affirmaient toutes que Kalaïew avait consenti à demander sa grâce.

Quelques jours plus tard, elle reçut du prisonnier une lettre dont voici approximativement la teneur : *Vous avez abusé de ma position. Je ne vous ai manifesté aucun repentir, car je n'en éprouve aucun. Si j'ai consenti à vous écouter, c'est que j'ai vu en vous la veuve misérable d'un homme que j'ai tué. J'ai eu pitié de votre malheur, rien de plus. L'explication qu'on donne de notre entrevue me déshonore. Je ne veux pas de la grâce que vous sollicitez pour moi...*

Le procès suivit son cours ; l'instruction fut beaucoup allongée par la recherche vaine des complices, dont le principal était Boris Savinkow. Dans le courant du mois de mai, Kalaïew fut condamné à mort.

Le lendemain, le ministre de la Justice, Serge Manoukhine, faisant son rapport à l'Empereur, lui demanda s'il avait l'intention de commuer la peine de Kalaïew, ainsi que la Grande-Duchesse Élisabeth l'en avait prié. Nicolas II garda le silence; puis, négligemment, il laissa tomber ces mots : « Vous n'avez rien d'autre dans votre portefeuille, Serge Serguéïéwitch? » Et il le congédia. Mais il fit aussitôt mander le directeur du Département de la police, Kowalensky, et lui donna un ordre secret.

Kalaïew fut alors transféré de Moscou à la forteresse de Schlüsselbourg, la fameuse prison d'État. Le 23 mai, à 11 heures du soir, le Procureur impérial Féodorow, qui avait conduit l'instruction du procès, entra dans la cellule du condamné, qu'il avait connu autrefois comme étudiant, et lui déclara : « Je suis autorisé à vous dire que, si vous demandez votre grâce, Sa Majesté l'Empereur daignera vous l'accorder. » Kalaïew répondit, avec une calme fermeté : « Non, je veux mourir pour ma cause. » Féodorow insista de toutes ses forces, avec beaucoup d'élévation et d'humanité. Kalaïew pleurait, mais ne désarmait pas; il finit par dire : « Puisque vous me témoignez tant de miséricorde, laissez-moi écrire à ma mère. — Soit! Ecrivez-lui. Je lui ferai parvenir votre lettre immédiatement. » Lorsque le prisonnier eut achevé d'écrire, Féodorow fit un suprême effort de persuasion. Concentrant toute son énergie

mais gardant toute sa placidité, Kalaïew affirma solennellement : « Je veux et je dois mourir. Ma mort sera encore plus utile à ma cause que ne l'a été la mort du Grand-Duc Serge. » Le Procureur impérial comprit qu'il ne réussirait jamais à fléchir cette volonté irréductible ; il sortit de la cellule et ordonna l'exécution.

Amené dans la cour de la forteresse à une heure du matin, Kalaïew s'avança docilement vers la potence : il se laissa passer la corde au cou sans prononcer un mot.

Après ce drame sinistre, Élisabeth Féodorowna considéra que la vie du monde était finie pour elle. Les pratiques religieuses l'occupèrent exclusivement désormais. Elle s'adonna tout entière aux œuvres d'ascétisme et de piété, de pénitence et de charité.

Le 15 avril 1910, elle réalisa un projet qu'elle caressait depuis longtemps : elle institua une communauté de femmes, dont elle se fit nommer abbesse. Consacré sous le vocable de « Marthe-et-Marie, » le monastère fut installé à Moscou, dans un quartier de la rive droite. Les nonnes se vouent spécialement au secours des malades et des pauvres. Mais, au moment où elle se détachait ainsi des intérêts profanes, Élisabeth Féodorowna eut un dernier souci d'élégance féminine : elle fit dessiner l'habit de son ordre par un artiste de Moscou, le peintre Nestérow. Le costume comprend une longue robe de bure fine, couleur gris de perle, une guimpe de linon qui enserre étroitement le visage et le cou, enfin un ample voile de laine blanche, qui retombe sur la poitrine avec de grands plis hiératiques. L'effet général est simple, austère et charmant.

Les relations de la Grande-Duchesse Élisabeth et de l'Impératrice Alexandra manquent de cordialité. La cause originelle ou, du moins, le principal motif de leur désaccord est Raspoutine. Aux yeux d'Élisabeth Féodorowna, Grigory n'est qu'un imposteur lubrique et sacrilège, un émissaire de Satan. Les deux sœurs ont eu, à son sujet, de fréquentes disputes qui les ont plusieurs fois brouillées : elles n'en parlent plus. Un autre motif de leur mésintelligence est leur mutuelle prétention à se dépasser l'une l'autre en ascétisme et en piété ; chacune se croit supérieure pour la connaissance de la théologie, pour la pratique de l'Évangile, pour la méditation de la Vie éternelle, pour l'ado-

ration du Crucifix. La Grande-Duchesse Élisabeth ne fait d'ailleurs que de rares et brèves apparitions à Tsarskoïé-Sélo (1).

D'où vient, chez la Grande-Duchesse Élisabeth et sa sœur l'Impératrice Alexandra, cette prédominance extraordinaire des facultés mystiques? Elle me paraît leur avoir été léguée par leur mère, la Princesse Alice, fille de la Reine Victoria, qui fut mariée en 1862 au Prince héritier de Hesse-Darmstadt et qui mourut en 1878, à l'âge de trente-cinq ans.

Élevée dans l'anglicanisme le plus austère, la Princesse Alice conçut, peu après son mariage, une étrange passion, toute morale et intellectuelle, pour le grand théologien rationaliste de Tubingue, le célèbre auteur de *la Vie de Jésus*, David Strauss, qui mourut quatre ans avant elle.

Sous des allures de philistin souabe et de pasteur défroqué, David Strauss était romanesque. A l'aurore de sa renommée, il avait subi la tentation de l'amour : le rempart de ses livres n'avait pas suffi à le défendre contre les sortilèges de l' « éternel féminin. » Une jeune inconnue, éprise de sa gloire naissante, s'était offerte à lui, comme Bettina d'Arnim à Gœthe. Il avait respecté cette fleur candide; mais, rien qu'à la respirer, il avait goûté le poison mortel. Quand le calme lui était revenu, il avait pu se comparer « à ces fakirs de l'Inde qui se flattaient d'acquérir une gloire surhumaine par des mortifications héroïques et à qui la divinité jalouse envoyait des visions de femmes pour les séduire. » Quelques années plus tard, une autre magicienne avait de nouveau bouleversé sa vie studieuse. Cette fois, ce n'était plus un lys de candeur germanique ; c'était une créature perverse, une cantatrice d'un grand talent et superbement belle, Agnès Schébest. Il l'avait aimée avec fureur, au point que, ne pouvant plus se passer d'elle et craignant toujours de la perdre, il l'avait épousée. Naturellement, elle

(1) Arrêtée par les Bolchévicks au printemps de 1918, la Grande-Duchesse Élisabeth fut internée dans la petite ville d'Alapayewsk, au nord d'Ekaterinbourg. Dans la nuit du 17 au 18 juillet, vingt-quatre heures après le massacre de l'Empereur, de l'Impératrice et de leurs enfants, elle fut assommée à coups de crosse et jetée dans un puits de mine. Ses restes furent recueillis quelques semaines plus tard, quand l'armée de l'Amiral Koltchak approcha de l'Oural. Après des vicissitudes multiples, son cercueil fut apporté à Pékin : il va être inhumé à Jérusalem, dans le couvent russe de « Sainte-Marie-Madeleine aux Portes du Jugement. »

n'avait pas tardé à le tromper, avec une ardeur fougueuse et une audace intrépide qui magnifiaient sa beauté. D'abord, il n'avait pas voulu ouvrir les yeux : « Le monde, écrivait-il, me traite d'incrédule. Peut-être ne suis-je qu'un dévot... » Il avait dû enfin reconnaître son illusion. Au lendemain d'une scène atroce, il avait répudié la pécheresse. Puis il s'était remis au travail. Mais, après les orgies de la passion, l'exégèse des Saintes Écritures lui avait paru insipide. Il ne pouvait plus tenir en place : une inquiétude secrète le poussait à changer de résidence continuellement; il promenait son ennui de Ludwigsbourg à Stuttgart, de Heidelberg à Cologne, de Weimar à Munich, de Heilbronn à Darmstadt. L'évolution historique des dogmes ne lui procurait plus aucune joie; les rêveries mêmes de l'hégélianisme le dégoûtaient. Dans cette faillite générale, son caractère devenait chaque jour plus acerbe, son ironie plus incisive, sa dialectique plus dissolvante. Las d'une vie dont il n'attendait plus rien, il aspirait au néant.

C'est alors qu'il connut la Princesse Alice. Il affirma tout de suite son ascendant sur elle. Mais un profond mystère enveloppe encore le roman de leurs intelligences et de leurs âmes. On ne doute pas néanmoins qu'il l'ait profondément troublée dans ses croyances et qu'elle ait traversé des crises terribles.

Ses filles auraient donc hérité d'elle leur aptitude à l'exaltation religieuse. Peut-être faut-il aussi reconnaître en elles l'action d'un atavisme beaucoup plus ancien puisque je relève, dans leur ascendance féminine, les noms de Sainte Élisabeth de Hongrie et de Marie Stuart.

MAURICE PALÉOLOGUE.

(A suivre.)

LE GÉNIE DU RHIN

COURS LIBRE PROFESSÉ A L'UNIVERSITÉ DE STRASBOURG

V[1]

CONCLUSION : UNE TÂCHE NOUVELLE POUR LA FRANCE SUR LE RHIN

Nous venons de grouper dans nos trois dernières leçons quelques-uns des services que la France a rendus à la Rhénanie. Au moment de fermer le volet du triptyque, qu'il me soit permis de regretter que ces heures d'entretien touchent à leur fin, de le regretter pour moi, qui ai trouvé un auditoire si attentif, alors même que je devais multiplier les énumérations de petits faits précis, et pour notre sujet même, dont l'importance eût mérité bien d'autres heures encore.

Nous avons travaillé à dégager, à travers des affinités franco-rhénanes, les tendances indigènes, qui ont été oblitérées par d'autres éléments venus d'outre-Rhin. Nous avons vu des légendes qu'un panthéisme venu du dehors tendait à gâter, retrouvant, grâce à nous, leur simplicité et leur richesse, leur véritable valeur humaine et sociale. Nous avons vu une piété, que la systématisation de la charité réduisait à une foi bien peu agissante, produisant, sous des impulsions appelées de France, ses plus belles fleurs de charité. Nous avons vu, au lendemain des troubles révolutionnaires, la vie économique et

Copyright by Maurice Barrès, 1921.

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre 1920, 1er et 15 janvier, 1er février 1921.

sociale de la Rhénanie connaissant par nous la liberté du travail et s'épanouissant sous la direction d'une élite indigène.

Ainsi nous avons été des éveilleurs, ou plus exactement des modeleurs. Nous avons servi la Rhénanie, en donnant des formes à sa riche matière humaine. Cela dans les trois domaines que nous venons de décrire et dans d'autres que l'on voudrait aborder. Notre cours annonçait un ample sujet, à vrai dire un sujet illimité, aussi étendu que l'histoire de nos relations avec la Rhénanie. Je n'ai pu que l'amorcer. Et voilà que nous laissons sans même les nommer d'autres points de contact.

Nous savons que les armées de la Révolution ont trouvé prêts à les accueillir les clubs de Mayence et de Cologne, et que les publicistes libéraux de la Rhénanie en 1848 s'appuyaient avant tout sur la pensée révolutionnaire française ; nous savons que dans la campagne menée avant 1914 contre la Légion étrangère, les autorités allemandes ont tâché de multiplier leurs efforts dans les villes rhénanes, à cause d'une vieille persistance de nos séductions militaires; nous savons enfin que, pour bien des enrichis des grandes villes négociantes du Rhin, Paris n'a pas cessé d'exercer un attrait de capitale du luxe et du plaisir raffiné.

Nous savons, nous savons encore... Mais ne pouvant tout dire, j'ai tâché de choisir des valeurs qui, à la fois en surface et en durée, indiquent la prise la plus agissante, les points vivaces et durables de rencontre. L'intéressant, c'était de dresser un type d'enquête dont on pourra multiplier les compléments.

Si schématique que soit notre tableau, il parle. Je pense que nous avons levé un coin du voile qui couvrait cet important sujet des relations franco-rhénanes, et que nous avons de nouveau rendu intelligible ce vieux système d'irrigation qui, jusqu'en 1870, a fertilisé toute la rive gauche. Déchus d'une gloire immense, nous nous taisions. Et cela fut noble. Maintenant, après la victoire et devant les tâches qu'elle nous propose, il fallait sortir de cette espèce de silence stoïcien, et, puisque nous avons été les bienfaiteurs de la Rhénanie, le savoir et le dire.

Il ne faut plus que personne s'aille promener dans les villes et les campagnes du Rhin sans y voir empreinte dans le sol la main de la France.

Toutes ces pensées que, depuis l'arrivée de Custine dans Mayence, la France a semées au bord du fleuve, y demeurent

visibles, certaines et irréfutables. Ne dites pas que l'action de la France a duré de 1792 à 1815 : l'action bienfaisante de nos administrateurs, de nos écrivains, de nos ordres religieux, de nos industriels s'est prolongée jusqu'aujourd'hui.

Voici, à travers les plateaux et dans les vallées, l'admirable réseau de routes que les ingénieurs français ont construit; voici, dans les grandes villes industrielles et commerçantes, à Cologne, à Mayence, à Aix-la-Chapelle, à Trèves, les chambres de commerce que l'administration napoléonienne a créées; voici les hôpitaux que dirigent encore les sœurs de Saint-Charles, l'hôpital Saint-Irmin à Trèves, l'hôpital civil à Coblence, l'Institution Joséphine à Aix-la-Chapelle; voici, partout et jusque dans les plus petites villes des campagnes, les couvents, les ouvroirs, les écoles de nos congrégations charitables françaises ou des congrégations rhénanes fondées sur des modèles français, et qui se nomment *Sœurs du Pauvre Enfant-Jésus, Sœurs de Saint-François, Sœurs de la Providence de Fincken*; voici les gymnases allemands de Cologne, de Trèves, de Mayence qui ne sont autres que les lycées de Napoléon; voici les grands musées d'antiquité de Cologne et de Trèves, dont les premières collections furent rassemblées à l'époque française par des érudits locaux, Walraff à Coblence, Wyttenbach à Trèves; voici encore à Trèves, dans les bâtiments de l'ancien couvent des Capucins, le premier théâtre de la Rhénanie, institué par un décret de Napoléon de 1804. Et même ce monument de Gutemberg, à Mayence, c'est le préfet Jean Bon Saint-André qui en rassembla les premiers fonds.

Et ces monuments, ces institutions continuent d'agir, demeurent mêlés à l'actualité vivante de la Rhénanie. Quand nos troupes ont évacué le pays en 1815, elles y laissaient toute une arrière-garde fidèle, un état-major de Français-Rhénans, dont nous retrouvons aujourd'hui là-bas, dans la moindre commune, la descendance physique et spirituelle : petits-neveux des notables de l'époque napoléonienne, qui montrent avec plaisir sur les murs de leur salon le portrait du maire, du sous-préfet, du conseiller de préfecture, du membre des tribunaux ou des chambres de commerce par qui fut anoblie leur lignée; petits-neveux encore des chevaliers de la Légion d'honneur et des vétérans de la Grande Armée, qui, chaque année, au 15 août, vont en cortège porter des fleurs sur les tombes devenues légendaires

et en revendiquer la gloire ; successeurs des religieux et des religieuses qui perpétuent des vertus jadis appelées de France ; modestes chercheurs et historiens, archéologues et mythographes, continuateurs des Walraff, des Wyttenbach, des Laven et des Auguste Becker.

Tout cela : des preuves vraies de notre généreuse activité et nos titres éternels sur le Rhin. L'Allemagne et le monde entier peuvent les vérifier, sans qu'il y ait à craindre que leur valeur soit ébranlée. Je souhaite ces enquêtes.

Et nous-mêmes, nous devons à l'infini méditer sur ce beau travail français, afin de bien saisir le sens profond de notre destinée rhénane. Les généreux résultats obtenus par nos pères doivent multiplier notre confiance et diriger notre action.

Mais ne nous illusionnons pas. Suffirait-il de restituer à ces survivances leur plénitude de conscience et de vie ? Fermement je réponds : non.

La Prusse ne bat pas en retraite. Son esprit n'a pas repassé les ponts avec ses armées. Que son désarroi ne nous trompe pas sur sa volonté ! Elle s'apprête à de nouvelles inventions brutales, hâtives et tyranniques. Depuis Berlin, elle s'efforce de tendre de nouveaux fils dans le domaine de la légende et de l'histoire, dans le domaine de la charité et de la vie économique. Que nous ménagent les nouveaux groupements dans lesquels elle tente de militariser et d'astreindre les libres dispositions de l'âme rhénane ? Je veux dire « l'Association générale de la Charité Allemande, » aujourd'hui à Fribourg en Brisgau et demain à Berlin ; je veux dire « l'Association générale de l'Industrie Allemande. » Que nous ménage l'effort de ses nouveaux mythographes, qui jettent en paquet sur le trésor légendaire du Rhin une multitude de récits de 1870, de la grande guerre et de notre occupation actuelle, pour recouvrir avec des images haineuses la paix et la lumière de nos souvenirs historiques communs ? Nous devons protéger l'esprit français contre des assauts inconnus de nos pères et adapter notre initiative à un siècle nouveau. Nous sommes arrivés, comme il y a cent ans, au moment de fournir une impulsion décisive.

La tâche que nous avons à remplir sur le Rhin est analogue, mais non semblable à celle que nos ancêtres y accomplirent. Il ne suffirait pas de ranimer le feu qui couve toujours sous la cendre : l'heure sonne d'opposer, en pleine lumière, sur

le fleuve, aux machinations du germanisme de Berlin, les attraits les plus actuels du génie de la France.

*
* *

Quelles satisfactions nouvelles la France peut-elle apporter à la Rhénanie ? Notre tâche (j'entends vos questions), sera-t-elle d'ordre pratique ou sentimental? Sera-t-elle idéaliste d'abord, ou réaliste avant tout ? L'alternative n'existe pas pour nous aujourd'hui, pas plus qu'elle n'a existé pour nos pères, au temps de la Révolution et de l'Empire. Nous avons sans doute à nous préoccuper de faire une bonne politique économique et d'assurer aux Rhénans des avantages sociaux et administratifs, mais avant tout le rôle de la France à toutes les époques, c'est d'accomplir une œuvre éducatrice. Elle est la nation qui, dans ses meilleurs moments, croit n'avoir rien fait si elle n'éclaire et ne satisfait les aspirations de ceux avec qui elle prend contact... C'est dans cet esprit qu'au cours de ces leçons, nous nous sommes efforcé de dégager quelques éléments indispensables pour nous orienter sur le terrain rhénan et établir les directions que l'heure réclame.

Nous savons ce que sont les Rhénans. Ils ont peur du désordre, et ils semblent toujours, selon le mot de Gœthe, détester plus le désordre que l'injustice. Ils sympathisent surtout avec les volontés qui semblent garantir la vie matérielle, la satisfaction et même le plaisir des masses dans un certain enrégimentement, sans cette prime que nos procédés d'éducation et de politique promettent toujours à l'individu autonome.

Il n'y a pas de pays, même en Flandre ou en Suisse, où on soit plus amateur des réjouissances en commun, des cavalcades, des cortèges, des kermesses, des plantureuses ripailles de la brasserie que dans les villes rhénanes. Même à un plan supérieur, dans le domaine des beaux-arts, les festivals de musique, les représentations des troupes d'amateurs sont des caractéristiques de la population. Elle déteste l'isolement, fût-ce celui du foyer, et tient à se mettre au contact de la collectivité, dès que sont en jeu les joies ou les activités de l'individu. Nous n'y réussirons pas, si nous restons des gens sans rayonnement avec notre petit quant à soi.

Cet esprit d'association animant les activités laborieuses et persistant même dans le plaisir, c'est une particularité que

tout aperçu de la vie rhénane nous signale. Les Rhénans seront toujours plus sensibles aux résultats obtenus en commun dans des consortiums d'affaires, aux satisfactions dont l'association est le principe, qu'aux résultats du sens critique individuel et, avouons-le, qu'à la progression de la personnalité politique et civique. Dans ce désir de mettre en commun leurs joies, leurs plaisirs, leurs intérêts, ils diffèrent à fond de certains Français d'aujourd'hui, que tant de siècles de frondes, de révolutions, d'émancipations, de prétentions à l'autonomie, ont surtout développés dans la direction d'une indépendance souvent excessive, accompagnée d'un individualisme ombrageux.

Ajoutons que les Rhénans ne sont pas habitués aux cercles de société où hommes et femmes mettent en commun dans la conversation des éléments d'esprit différents et complémentaires. Voyez-les dans les brasseries de leurs grandes villes, réunis autour d'une même longue table, les hommes dans le haut parlant de leurs affaires, et les femmes dans le bas s'entretenant de leurs ménages, sans que rien de commun à ces deux groupes les enlève le plus souvent à leurs préoccupations quotidiennes.

Tout cela est exact, mais d'une analyse incomplète. Il y faut ajouter qu'à cette heure, les Rhénans sont inquiets et mal satisfaits. Les qualités d'organisation que peut leur offrir la Prusse ne contentent pas pleinement leurs aspirations. Se doutent-ils que la fameuse culture, qui devait remplir leurs heures les plus libérées de souci, est décidément un pauvre aliment pour l'âme? L'idéal de la grande fortune industrielle, symbolisée par un Stinnes ou un Thyssen, ne leur paraît-elle plus aussi enviable que par le passé? Ils ont d'autres besoins de l'activité et de l'âme que ceux qu'on ressent outre-Rhin.

Qu'est-ce donc à dire? Et que veulent-ils que nous puissions leur donner, comme autrefois les administrateurs napoléoniens apportaient à la Rhénanie ce que les cœurs y désiraient obscurément?

Nous n'en sommes plus à croire que la politique à laquelle s'intéresse le moindre de nos électeurs soit jamais leur fait, et ce n'est pas dans le domaine de la vie électorale que je chercherai le plus volontiers les directions que nous préconiserons.

De même ne croyons pas que les petites querelles de nos cénacles littéraires soient de nature à les entraîner. Il ne suffit pas de leur prêcher les Droits de l'Homme et du Citoyen, ni de

leur proposer la jeunesse de Stendhal comme l'idéal de l'adolescent contemporain.

Bien ou mal, le type de vie que des siècles ont maintenu dans les habitudes du pays rhénan, tient à se garder à l'écart d'une centralisation de mœurs trop poussée. Nous avons à le comprendre et nous n'avons pas à essayer de l'assimiler à des habitudes parisiennes. Rien de plus caractéristique à cet égard que le recul d'un Rhénan comme Goerres, parfaitement bien intentionné à l'égard d'une entente franco-rhénane, et qu'un séjour de quelques semaines à Paris sous le Directoire suffit pour rejeter loin de nous, parce qu'il n'a rien vu dans notre capitale que nos aspects les plus apparents, — les plus différents aussi, — des tendances profondes de son peuple à lui.

Ce que les Rhénans recherchent avant tout, c'est un idéal de l'âme qui leur soit propre et qui les satisfasse : ils demandent à cultiver en toute liberté leurs vertus de race, leurs aptitudes héréditaires, tout ce qui est puisé dans leur riche passé historique et leur sol fertile. Ils savent qu'ils appartiennent à une très antique civilisation et demandent à en cultiver en paix tous les apports. Pas plus qu'ils ne voudraient de la sociabilité un peu vaniteuse de certains cercles parisiens, ils ne s'accommodent de la mécanisation d'outre-Rhin. Pathétique destin de cette vallée et de sa population, qui à travers les siècles n'est jamais parvenue à dégager son génie et à vivre sa vie ! Les Rhénans ont cru un instant, après 1870, trouver leur voie et satisfaire leurs aspirations dans je ne sais quel pangermanisme d'intellectuels et de militaires prussiens. Et c'est là-dessus qu'on nous dit : « Ne soyez pas dupes, la Rhénanie d'aujourd'hui est pangermaniste et prussienne, tout animée par des agriculteurs qui mènent le combat pour l'Allemagne des hobereaux, et par des industriels qui sont les plus acharnés défenseurs de la métallurgie berlinoise. » Mais ne perçoit-on pas, dans ce concert de teutonisme trop réel, plus d'un accent déjà d'amertume, de désillusion, voire de colère ? C'est entendu, cette Rhénanie qui n'a pas su encore se stabiliser oscille perpétuellement. Un de ses hommes les plus représentatifs, Goerres, s'est enthousiasmé de la France, puis détourné violemment de nous, et après des années dépensées à la propagande du pangermanisme le plus frénétique, on l'a vu se réfugier à Strasbourg et s'y mettre à l'école des prêtres alsaciens, qui firent de lui l'apôtre catholique qu'il

demeura jusqu'à sa mort pour l'édification de l'Allemagne : en sorte que ce Rhénan, qu'il nous maudît ou non, ne perdait jamais de vue le bénéfice qu'il pouvait trouver à puiser dans le riche trésor de nos expériences spirituelles. C'est là, je crois, une aventure d'une valeur symbolique. Aujourd'hui où les plus graves problèmes les étreignent dans leur vie de chaque jour, les Rhénans ont besoin de guides éclairés et bienveillants, et déjà plus d'un d'entre eux se tourne presque insensiblement vers l'Ouest.

*
* *

Des guides éclairés et bienveillants, capables de les aider à se donner l'organisation spirituelle et sociale où ils aspirent naturellement à vivre ! Avons-nous su dans la période présente apparaître tels aux Rhénans ? A-t-il existé jusqu'à cette heure chez nous un esprit national vis-à-vis de la Rhénanie? Nous souvenons-nous suffisamment que la France sur le Rhin a été pendant de longues années un fait historique, et qu'à défaut de cette présence réelle il y a un phénomène d'influence qui devrait être associé à notre conscience nationale ? Possédons-nous une pensée rhénane collective, et l'attitude à avoir là-bas n'a-t-elle pas semblé trop souvent pure affaire de gouvernement, de fonctionnaires, de diplomates et de soldats?

Il nous faut une direction des esprits, une pensée commune, un terrain d'entente. Cette direction, cette pensée nationale, il n'est pas outrecuidant de croire qu'elle s'élabore, puisque de bons artisans de la victoire, des serviteurs excellents de la France politique ont bien voulu, par leur présence ici, attester qu'ils partagent nos préoccupations et qu'ils ne désapprouvent pas nos vues. Et c'est aussi bien pour que la France retrouve la pleine conscience de sa force d'irradiation, que j'ai tenu à faire de Strasbourg le point d'appui d'un mouvement que j'imagine assez général et prolongé.

Cette direction, tous les faits que nous venons de recueillir nous permettent de la formuler comme suit : la France sur le Rhin doit agir d'une telle manière qu'elle incline les Rhénans à concevoir un idéal spirituel, politique et social qui les détourne à tout jamais du germanisme de Berlin et qui les amène à rentrer en contact plus étroit avec la culture latine, avec notre esprit occidental.

Cette tâche après tout ne serait, sous une forme que le sort des traités rend différente, que la reprise de la mission rhénane que nous avons vu la France remplir si heureusement dans le passé. Entre un Victor Hugo débrouillant le fouillis de la légende rhénane et y discernant le culte des héros bienfaisants, entre un Lezay-Marnesia préconisant qu'on encourage la responsabilité des pouvoirs locaux, entre un Jecker associant autour de lui des artisans et des ouvriers de la Roër, entre des sœurs de Saint-Charles réchauffant la bonne volonté charitable des dames de Trèves, entre un évêque Colmar groupant les jeunes Rhénans dans son séminaire de Mayence, la différence est bien moins grande qu'on ne pourrait croire. Ce sont tous là des représentants d'une culture qui n'est ni mécanisée, ni automatique, d'un sens direct des valeurs humaines, d'un culte discret de l'autonomie individuelle : tout l'opposé de ce que le prussianisme incarne dans la raideur de ses fonctionnaires, pour ne rien dire de la brutalité de ses soldats. Et c'est dans une opposition entre le germanisme prussien, avec son idéal agressif, et les meilleures qualités de notre race, que nous sentons bien que le drame se joue dans tous ces pays qui descendent vers le Rhin.

Messieurs, à ce point de notre cours et quand il va s'achever, me permettrez-vous de synthétiser par une image saisissante et simple l'esprit même de nos analyses ? Le germanisme prussien et son idéal agressif ont prétendu se symboliser après 1871 dans la fameuse statue de la Germania du Niederwald, qui se dresse toujours sur le Rhin, à l'entrée des défilés de Bingen. Elle y fut érigée comme un signe de domination, et maintenant elle y demeure comme un ornement de notre victoire. Nulle clause du Traité de Versailles n'a prescrit de l'abolir, et nous avons raison de la respecter, car il ne s'agit pas ici d'anéantir par la force une idée, et, pour refouler du sol rhénan la pensée prussienne, nous ne voulonsq ue mieux penser que les Prussiens ; mais il est impossible que le voyageur qui passe à ses pieds, le long du fleuve et dans le Rheingau, ne soit pas impressionné par cette figure colossale des ambitions de Berlin, et qu'il n'en fasse pas l'objet de sa méditation. Pesante, massive, casquée brandissant le glaive, entourée des attributs de proie de l'Empire, elle est bien la Germanie à l'épée aiguisée qui devait imposer au monde une paix de terreur et une guerre d'anéant

tissement. Son histoire de même est liée symboliquement à la courbe des cinquante années de l'hégémonie prussienne, puisqu'un attentat socialiste ne put la faire disparaître et rendit simplement manifeste le peu de puissance des masses dans l'Empire bismarkien. A voir cette image d'une certaine Allemagne qui reste campée sur la rive droite du fleuve, le passant se prend à souhaiter quelque autre figure qui incarne une autre conception d'un peuple opposé.

Quelle figure et quel symbole ? Sous quels traits après tant d'analyses pourrions-nous personnifier ce que nous avons compris que la France veut et peut ?

Pour incarner l'action de la France, nous savons que *la Marseillaise* est le symbole par excellence, et ce n'est pas à Strasbourg que je l'oublierais. Mais en face de la Germania robuste, pesante, stable, du Niederwald, c'est peut-être une image moins agitée de la France qu'il faudrait ériger pour rappeler aux Rhénans notre signification. Et cette image que j'entrevois ne prendrait-elle pas, par la force même des choses, le meilleur des traits de Jeanne d'Arc ?

Jeanne d'Arc, que le Parlement à l'unanimité vient de proclamer patronne de la France, en décidant que sa pure mémoire serait célébrée chaque année dans une journée, complémentaire de celle qui commémore la prise de la Bastille, Jeanne d'Arc appartient à nos Marches de l'Est par sa naissance et son génie. Tandis que les Prussiens ont dressé la Germania comme un signe de leur volonté de colonisation avide et brutale, elle se propose comme un signe de l'apostolat français et de la force rayonnante qu'il y eut toujours dans notre nation. Tout en elle doit plaire aux meilleurs des Rhénans, tels que nous venons de les reconnaître, développant au contact de la France du dix-neuvième siècle leurs facultés imaginatives, leurs émotions charitables et leurs aptitudes au travail.

Nous avons vu leurs imaginations sensibles surtout aux belles légendes qui célèbrent des hauts faits de civilisation, aux bons esprits qui favorisent la liberté, la justice, le progrès et l'ordre. Or Jeanne d'Arc, toute environnée de prestige, ne fait de miracles que salutaires. Sa vaillance joyeuse n'admet pas que le secours surnaturel la dispense de l'œuvre quotidienne. Elle a pour proverbe favori : « Ayde-toi, le ciel t'aydera. » Tout son village croit aux fées, à la mandragore, au

vieil arbre chenu et aux fontaines merveilleuses. Mais elle, pas! « Dans tout ce que j'ai fait, dit-elle hautement à ses juges, il n'y avait ni sorcellerie, ni mauvais artifice. » Rien que l'appel à l'Esprit-Saint! En tête de son armée, pour chant de guerre, elle faisait chanter l'hymne sublime du *Veni sancte Spiritus*.

L'écrivain palatin Auguste Becker rapporte que les paysans de la vallée palatine célèbrent Napoléon comme le héros qui a chassé les mauvais esprits. Jeanne d'Arc, deux fois, comme héroïne et comme sainte, est de cette race libératrice. C'est bien ainsi que les Rhénans l'ont vue. Une légende du Rhin raconte que les vignes, tout autour de Reims, gâtées par les hommes d'armes et leurs chevaux, se relevèrent et fleurirent d'une autre pousse merveilleusement féconde après le passage de Jeanne d'Arc. Plaise à la Germanie de s'imposer aux âmes par l'évocation des puissances de ténèbres et de terreur! La jeune fille venue de Lorraine dissipe les forces mauvaises et dispose les imaginations à se laisser charmer par les grands actes de justice. Tous ses prestiges, tout le merveilleux de sa vie sont faiseurs de clarté. Elle est le mystère en pleine lumière.

Nous avons vu la piété rhénane qui demandait à notre nation, tout au long du XIXe siècle, une discipline et des devoirs, et qui admirait chez les filles de France la vocation de charité et l'application professionnelle à soigner les malades et à secourir les pauvres. Or Jeanne enfant allait consoler les malades et visiter les pauvres de Domrémy; c'est un laboureur du village qui en dépose au procès : « Je le sais par expérience, dit-il, car étant enfant, j'étais malade, et Jeanne venait me relever le cœur. » Elle-même, croit-on, ses Voix l'appelaient « fille au grand cœur. » Elle fut suscitée par la grande pitié qu'il y avait au royaume de France, et toujours elle considéra sa mission comme une œuvre d'immense charité : « J'ai été envoyée, disait-elle, pour la consolation des pauvres et des malheureux; » et encore : « Les pauvres gens venaient à moi volontiers, parce que je ne leur faisais pas de déplaisir, mais les supportais à mon pouvoir. »

Nous avons vu l'activité rhénane se développer en paix et librement sous la tutelle conseillère de l'administration française; nous avons vu l'application professionnelle des Rhénans et leur goût du travail encouragés par nos préfets, et cette riche variété d'efforts s'épanouir dans une harmonie des professions et des classes. Or Jeanne d'Arc à Domrémy s'occu-

pait des soins du ménage auprès de sa mère, excellait à coudre et à filer, allait à la charrue, sarclait, bêchait, moissonnait, aimait tous les travaux de la campagne. Cette guerrière ne fait la guerre que pour assurer la paix. Elle disait que sa bannière lui était quarante fois plus chère que son épée, et qu'elle la portait à la main en marchant à l'attaque, pour éviter de tuer personne. Après l'apothéose de Reims, toute la grâce qu'elle demande au Roi qu'elle vient de faire couronner, c'est qu'il la laisse s'en retourner dans son village, auprès de sa mère et de ses parents, prendre sa part de l'œuvre de reconstruction. Déjà, dans son armée, elle se plaisait à grouper autour d'elle les gens du commun; ils se fiaient à elle et presque sans solde faisaient le gros de sa force; elle les disciplinait et organisait leurs efforts, au point « qu'on admirait en elle la sagacité et la prévoyance d'un vieux capitaine. »

Cette harmonie qui existe entre Jeanne et les gens du Rhin, ces concordances de leurs sentiments, ces affinités de leurs aspirations, ce pouvoir qu'elle possède de les intéresser et de les hausser, d'enchanter leur imagination et de diriger leurs élans, l'ont-ils ressenti dès la première heure? Ont-ils reconnu tout de suite que ses vertus la désignaient pour être une sorte de patronne secrète de leur pays? C'est un fait qu'ils la vénèrent dès son apparition sur la scène de l'histoire, — un grand fait lumineux, qui donne appui et force aux innombrables petits faits qu'au cours de cette longue analyse nous avons coordonnés.

Dès l'aube de sa mission, Jeanne fut aimée avec ardeur des Rhénans. L'avènement de cette jeune fille, sous les pas de qui naissaient les merveilles, qui prêchait l'union sacrée et dissipait le cafard de la France, suscita dans l'univers entier, dès l'année bénie de 1429, le plus violent frisson d'enthousiasme; d'Édimbourg à Constantinople, de Lubeck à Venise (nous en avons les textes), on ne s'entretenait que de son miracle, et le pèlerin français Bertrand de La Brocquière en recueillait des nouvelles en Terre Sainte; mais il n'y a pas d'endroit au monde où l'on crut en elle avec plus d'ardeur amicale que dans les pays rhénans.

Les Rhénans ont cru en Jeanne avant qu'elle eût donné son signe, avant son Roi, avant la France. Et cette croyance a pris toutes les formes de la chronique rimée, du roman, du drame, des légendes et des images.

On promenait au long du fleuve sa vraie portraiture, œuvre d'un peintre d'Arras; on y jouait un mystère dont elle était l'héroïne; on y chantait une espèce de geste librement rimée (la dernière fleur de l'immense floraison du moyen âge, en sorte que Jeanne a sa place dans les mêmes rythmes que les quatre fils Aymon et que Roland), et cette chanson de geste, toute calquée sur l'Évangile, n'osant pas la faire naître dans la nuit sacrée de Noël, veut tout au moins qu'elle ait vu le jour à l'Épiphanie.

Le Rhin suivait les faits et les dires de la miraculeuse aventure avec une attention passionnée, et savait tant de détails qu'aujourd'hui encore on y retrouve des échos de Jeanne que n'ont conservés ni la Seine ni la Loire. A Cologne, c'est le théologien Henri de Gorkum qui, dès avant le sacre, en juin 1429, expose dans un traité qui nous est parvenu ce que la renommée publie de la Pucelle, et se range parmi ses partisans; à Spire, c'est l'inconnu nommé « le clerc de Spire » qui, juste à la même date, dans son mémoire sur la *Sibylla francica*, proclame qu'il y a une prophétesse en France; à Mayence, c'est Eberard de Windecke, un voyageur de commerce devenu trésorier de l'empereur Sigismond, qui note en dialecte rhénan l'itinéraire de la triomphatrice depuis Chinon jusqu'à Reims, en y joignant de la manière la plus pittoresque les voix de la foule et les bruits populaires qui couraient; et disons-le en passant, le meilleur texte que nous ayons de son récit, c'est la copie d'un Strasbourgeois, Jordan, qu'il faudrait bien que la bibliothèque de Hambourg, où elle se trouve, nous donnât en compensation des dommages irréparables infligés à la bibliothèque de Strasbourg par l'incendie de 1870.

Tous ces Rhénans voudraient voir le triomphe de la France, le succès total de Jeanne d'Arc. Cette partialité éclate de la manière la plus vraie dans les « *Deo Gratias* » et les « Dieu veuille y pourvoir » dont le Mayençais Eberhard de Windecke entrecoupe et parsème les beaux faits qu'il relate. Quand l'événement fléchit, leur foi refuse de s'incliner et passe outre. Ainsi, de l'échec de Paris ils font un triomphe. Jeanne est prise et meurt : eh! bien, sur le Rhin on nie sa mort, et la fausse pucelle surgit aux environs de Metz, circule en Lorraine, en Luxembourg, sur le Rhin, partout fêtée royalement jusqu'à ce qu'elle se marie avec un jeune seigneur de la meilleure famille

de Charmes-sur-Moselle. Les siècles passent sans que le Rhin oublie Jeanne. C'est un Souabe-Rhénan, Schiller (dont les Palatins montrent à Oggersheim la maison longtemps gardée par un vétéran de la Grande Armée), qui proteste contre les facéties détestables de Voltaire, et qui donne au théâtre *la Jeune fille d'Orléans*, dont quelques scènes respirent la plus belle poésie; et pour un peu, en 1839, c'est un Rhénan, Guido Goerres, qui, gagnant les Français de vitesse, allait publier intégralement les deux procès de condamnation et de réhabilitation. Déjà de Domrémy, où il avait pieusement sollicité la mémoire de Jeanne, il était arrivé à la Bibliothèque Nationale pour y prendre copie de ces saintes reliques, quand la « Société de l'Histoire de France, » justement émue de la sanglante leçon qu'allait recevoir notre trop longue négligence, chargea en hâte de cette tâche nationale le jeune Jules Quicherat.

Telle est la part belle et sincère de la Rhénanie, et l'histoire en main, je peux dire que le premier feu du culte de Jeanne d'Arc ne s'alluma nulle part plus vite et plus vif qu'aux bords du Rhin et de la Moselle (1).

Puisse donc la Vierge lorraine être le signe reconnu par la Rhénanie, l'emblème des bonnes volontés franco-rhénanes, une figure de la lumière et de la paix françaises!

Et que ce soit là notre avant-dernier mot, car le dernier, je l'adresse, comme une interpellation directe, aux Alsaciens et aux Lorrains qui, depuis cinq leçons, associent leur pensée à mes recherches.

Messieurs,

Les Alsaciens et les Lorrains ont eu la plus grande part dans le beau travail français de jadis sur le Rhin. Avez-vous remarqué dans notre course errante à travers la Rhénanie, à travers ses légendes, ses institutions charitables et ses organisations sociales, l'action décisive qu'il faut leur attribuer dans les meilleurs résultats atteints par la France? Il est frappant que presque tous les fonctionnaires rhénans de la Révolution et de l'Empire sont des Alsaciens et des Lorrains, depuis le commis-

(1) Jeanne d'Arc appartenait au diocèse de Toul qui relevait de la métropole de Trèves. L'évêque de Toul, André du Saussay, dans son *Martyrologium gallicanum* (Paris, 1638), place Jeanne parmi les personnages « morts en odeur de sainteté » et honore son « martyre » à la date du 29 juin.

saire général du Directoire Francisque Rudler, de Guebviller, jusqu'au préfet Simon, l'ancien maire de Colmar, en passant par François de Ladoucette, fils d'un avocat de Nancy, Adrien Lezay-Marnesia, fils d'un capitaine au régiment royal de Metz, Bexon d'Ormescheville, ancien seigneur d'Ormescheville près de Bitche, Maximilien Kepler, l'enfant d'Andlau et le premier maire révolutionnaire de Strasbourg. Avez-vous remarqué le cercle des prêtres alsaciens de Mayence, qui se groupent autour de l'évêque Colmar, le Strasbourgeois, des abbés Raess et Lieberman, de l'évêque Jean Jacob Humann, le frère du ministre de Louis XVIII, et aussi l'activité de l'évêque Berdolet, l'enfant de Rougemont (Haut-Rhin) dans le diocèse d'Aix-la-Chapelle? Et puis tous ces industriels alsaciens qui vinrent sur le Rhin, Laurent Jecker, ce petit paysan d'Einsisheim en Alsace, le protégé de Napoléon, qui alla faire son apprentissage en Angleterre et vint fonder une fabrique d'épingles à Aix-la-Chapelle, les deux frères Migeon qui quittèrent Belfort pour aller s'établir eux aussi dans Aix-la-Chapelle, et Jean Guillaume Rautenstrauch qui fut un des fameux maires de Trèves?

Je ne prétends pas conclure de ces réussites alsaciennes et lorraines à des analogies foncières. A défaut d'autres différences, un grand fait de volonté suffirait à départager l'histoire de nos provinces de l'Est des destinées rhénanes : la Révolution française a été acceptée et maintenue, même en face de la Sainte-Alliance, par les Alsaciens et les Lorrains, et l'on n'en saurait dire autant de la majorité rhénane. Mais il n'en reste pas moins que Napoléon ne choisissait pas par hasard chez nous ses préfets et ses évêques. Ce n'est pas par hasard qu'il associait à son œuvre rhénane cette multitude de nos compatriotes. Il les croyait les plus aptes à bien faire, parce qu'ils ont la discipline latine et en même temps connaissent la langue, les mœurs et les sentiments de la Rhénanie. Il se fiait à leur puissance de séduction et d'action, dans une région qu'ils comprennent mieux que des Français plus éloignés de la frontière. Il avait prévu ce que nous avons constaté, que les Alsaciens et les Lorrains apporteraient aux activités rhénanes une méthode et des noyaux de cristallisation.

Je m'adresse à leurs petits-fils, et je leur demande ici, d'homme à homme, directement, s'ils croient que cette tâche demeure belle et utile, s'ils veulent en réclamer pour eux-

mêmes l'honneur, à la suite de leurs grands-pères. Leurs grands-pères! C'est trop peu dire. Je leur propose une tâche par laquelle ils se placeront dans l'effort séculaire des générations, aussi loin que remontent les annales des peuples. Durant cinq leçons, pour vivre avec l'heure présente, nous avons dû nous enfermer dans un horizon limité, mais à cette extrême limite de nos entretiens, avant de nous séparer, nous pouvons, nous devons relever la tête au-dessus du sillon tracé et élargir dans l'histoire notre regard.

Cinq siècles d'époque romaine édifient sur le Rhin une civilisation si puissante, que sur ses débris on va pouvoir bâtir jusqu'à nos jours; les empires et les royaumes francs, en groupant les clercs dans les pfalzs et dans les écoles du Palais, maintiennent un cadre de civilisation romaine; le Saint-Empire anime d'inspiration latine une matière germanique; de proche en proche, les cathédrales venues de l'Ile de France surgissent le long du fleuve pour protéger sous leurs cintres et leurs ogives la prière rhénane, et Maria-Laach se souvient de Vezelay, Notre-Dame de Trèves de Saint-Yved de Braisne, Cologne d'Amiens, cependant que pour ciseler le très saint reliquaire des Rois Mages on recourt au maître orfèvre Nicolas de Verdun; le prestige de Versailles règne dans les cours ecclésiastiques et princières du XVIIIe siècle, notre culture dans les petits cercles d'écrivains et de femmes de lettres, notre Révolution dans les clubs. Que nos doctrines varient, nous sommes toujours, au milieu des Rhénans, la nation missionnaire : c'est que chez eux et chez nous, quand les régimes succèdent aux régimes, les systèmes aux systèmes, le fond ne change pas; il est plein de romanité; et dans le grand mouvement du Centre catholique, qui reçut bien des inspirations et chercha plus d'un modèle dans notre catholicisme de France, il n'est pas paradoxal de discerner que quelque chose survit de l'impulsion donnée sur le Rhin par les légions, les Césars et les apôtres de la Gaule romaine. Prodigieuse tradition de vingt siècles, dont le discours ferait un des grands poèmes de l'humanité! Cette immense perspective, toutes ces vagues humaines, cette multitude de faits qui vont d'un même puissant mouvement dans le même sens, renforcent nos conclusions, dissipent les hésitations et les inquiétudes, et nous prouvent que nous sommes dans la voie historique. Joignons nos efforts à l'éternel apostolat civilisateur

de l'Occident sur le Rhin. Chacun pourra choisir son heure. La fatalité du contact et du voisinage amènera bien des rapports à se nouer, et leur fréquence éveillera en chacun de nous une conscience chaque jour plus claire de la nouvelle tâche sur le Rhin. Ce ne sera pas seulement un concours de faits, résultant de l'orientation des vallées et du passage des lignes de chemins de fer, mais une volonté raisonnée de servir la cause française.

Un jour viendra que l'Université de Strasbourg voudra collaborer à ce travail séculaire de fertilisation. Et s'il est vrai que c'est déjà collaborer que de se trouver en parfait accord, conférencier passionné pour l'idée et auditoire assidu à la recevoir, dans la même salle, durant des heures, j'ai le sentiment, dont je souhaite qu'il soit partagé, d'avoir eu autour de moi des collaborateurs de la première heure : c'est mon auditoire, et je le remercie de m'avoir suivi jusqu'au bout avec une telle amitié, préparant ainsi les nouvelles floraisons franco-rhénanes que nous appelons comme un gage de paix.

Quand et comment s'épanouira ce printemps du Rhin ? Ce que je sais, c'est qu'une fois encore, par leur action éclairée et efficace, l'Alsace et la Lorraine persuaderont au Génie du Rhin de sortir de la Walhalla qui ne parle ni à son cœur ni à son cerveau.

MAURICE BARRÈS.

LE CENTENAIRE

DE

L'ÉCOLE DES CHARTES

L'École des Chartes, qui va célébrer, le 22 février, dans l'amphithéâtre Richelieu, à la Sorbonne, en présence de M. le Président de la République, le centenaire de sa fondation, trouve à ses origines une pensée et une volonté de Napoléon : du château de Finkenstein, en Prusse, le 19 avril 1807, au cours de la campagne d'Iéna, il adressait à Champagny une note répondant à un rapport de son ministre : « Savoir ce que l'on a perdu, distinguer les fragments originaux des suppléments écrits par de bons ou de mauvais commentateurs, cela seul est presque une science ou, du moins, un objet important d'études... S'il y avait une école spéciale d'histoire et que l'on y fît, d'abord, un cours de bibliographie, un jeune homme, au lieu d'employer des mois à s'égarer dans des lectures insuffisantes ou dignes de peu de confiance, serait dirigé vers les meilleurs ouvrages et arriverait plus facilement et plus promptement à une meilleure instruction... »

L'enseignement dont l'Empereur trace les lignes essentielles est précisément celui qui se donne à l'École des Chartes : la bibliographie, l'étude approfondie des textes, la recherche et le commentaire des documents originaux, la diplomatique, tels sont les sujets des leçons professées par ses maîtres. En y ajoutant la connaissance des langues du moyen âge, l'étude des institutions et celle de l'archéologie nationale, on achève le cycle. Et ce sont précisément ces sources de l'Histoire nationale

dont Napoléon disait qu'elles sont un « important sujet d'études. »

Après diverses vicissitudes et faux départs, l'École des Chartes fut instituée définitivement par ordonnance royale du 22 février 1821. Le comte Siméon, ministre du roi Louis XVIII, disait, dans le rapport précédant le projet d'ordonnance : « L'homme instruit dans la science de nos chartes et de nos manuscrits est, sans doute, bien inférieur à l'historien; mais il marche à ses côtés, il lui sert d'intermédiaire avec les temps anciens et il met à sa disposition les matériaux qui ont échappé à la ruine des siècles. Que ces utiles matériaux manquent à l'homme appelé par son génie à écrire l'histoire, une partie de sa vie se consumera dans des études toujours pénibles et souvent stériles... Autrefois la studieuse congrégation de Saint-Maur s'était livrée avec succès à ce genre de science. Aujourd'hui, par l'effet du changement qui s'est produit dans nos lois politiques et dans nos lois civiles, ces mêmes études, que ne soutiennent plus ni la tradition, ni aucun enseignement public, et auxquelles les individus n'ont aucun intérêt à se livrer, s'éteignent complètement (1)... »

En fondant ainsi le « séminaire » où la science des antiquités nationales devait refleurir, la Restauration allait au-devant d'un mouvement de l'opinion publique. Précisément en ces fécondes années 1819-1821, le romantisme éclatait, si j'ose dire, par la publication des *Poésies* d'André Chénier, des *Méditations* de Lamartine et des premiers poèmes de Victor Hugo. Dès lors, le Moyen-Age hantait les esprits. Victor Hugo donnait *Odes et Ballades* et il préparait *Notre-Dame de Paris*. On était las « des Grecs et des Romains. » Les Brutus et les Anacharsis avaient abusé. Comme il arrive quand une génération violemment dominatrice a succombé, les successeurs se séparaient violemment de ces ancêtres emphatiques et péremptoires. Prétendant découvrir à leur tour la vérité et la simplicité, ils recherchaient, à la suite de Walter Scott, l'émotion pittoresque dans la contemplation des siècles du Moyen-Age arrangés selon le caprice et la fantaisie de la mode nouvelle.

L'École des Chartes fut donc portée à ses débuts par le cou-

(1) Ces renseignements sont extraits d'une *Histoire de l'École des Chartes* par M. Maurice Prou, qui va paraître incessamment et dont l'auteur a eu l'extrême obligeance de me communiquer les épreuves.

rant romantique. Mais elle ne s'en attacha que plus fortement au principe sévère de son institution. On l'avait confinée dans l'érudition; elle devait se contenter de « travailler pour les historiens; » son rôle était tout de labeur minutieux, d'investigation scrupuleuse, de science appliquée. En somme, on l'avait placée au bas bout de la table : elle s'y installa. Avec une modestie orgueilleuse, elle se consacra à ce que l'un de ses maitres a appelé « la méthode en soi. » Elle travailla non pour le gain, non pour la gloire, mais pour l'œuvre elle-même. Aucune besogne ne la rebuta, aucune longueur de temps n'usa sa patience, aucune douceur d'existence ne la séduisit. Elle mit son idéal sur une crête aride et escarpée; et ce fut précisément l'idéal de Saint-Maur qui devint celui de ces « Bénédictins laïques. »

Il fut entendu, dans le monde de la littérature et de l'histoire, que l'École des Chartes était la Cendrillon de la pensée française. Il lui appartenait, — car c'était la métaphore courante, — « d'apporter les matériaux; » d'autres « élèveraient le monument. »

L'École des Chartes a, depuis cent ans, travaillé dans cet esprit et selon ces principes. Qu'a-t-elle produit? Les *œuvres* et les *hommes* répondent pour elle.

*
* *

Disons d'abord les *œuvres*.

Les Chartistes, reprenant la suite du travail des mains des Bénédictins, se sont mis, avant toute chose, à débrouiller l'amas confus des vieilles archives françaises. Par leur application pénétrante, obstinée, inlassable, ces masses documentaires, jusqu'alors impénétrables, se sont ouvertes : elles sont devenues accessibles et même familières à l'étude et à l'opinion. Ainsi les titres de la nation lui ont été rendus.

Prenons un exemple pour être clair. Les archives du ministère des Affaires étrangères avaient gardé jalousement leur ecret avant qu'elles aient été abordées selon l'esprit de l'École des Chartes. La France ignorait les principes et les traditions de sa séculaire action au dehors. Comment, pour quelles raisons, par quels moyens, avaient agi Richelieu, Mazarin, Lyonne, Choiseul, Talleyrand, Napoléon lui-même, personne ne le savait au juste, puisque les documents où ce passé est inscrit dormaient

sous les triples serrures des armoires de chêne. Pourtant ils étaient là : depuis le temps de Louis XIV, les maroquins du Levant les protégeaient somptueusement ; de rares visiteurs officiels étaient seuls admis à parcourir ces salles immenses, à caresser des yeux ces alignements muets. Il fallut une sorte de révolution intérieure pour qu'une mine si précieuse s'ouvrît et que la France connût enfin sa propre richesse. Les archives des Affaires étrangères furent inventoriées, classées, cataloguées, estampillées selon les méthodes de l'École des Chartes. Je n'apprends rien aux lecteurs de la *Revue* en leur rappelant que des travaux d'une valeur historique sans prix ont été mis au jour à la suite de ces libérales initiatives : je citerai deux noms seulement, ceux d'Albert Sorel et de Vandal. L'histoire des époques auxquelles ils se sont consacrés s'est renouvelée du fait des procédés de la bibliographie nouvelle. Par eux et par leurs émules, la France commence à connaître les lois de sa politique extérieure que la prétentieuse indolence des âges antérieurs lui avait obstinément cachées.

Cet exemple, appliquez-le à toutes les parties de l'histoire du pays. Aux archives nationales dormaient inexplorés ou mal connus les diplômes de nos rois, les dossiers des Parlements, les délibérations des Conseils, les actes publics et privés depuis les siècles les plus reculés jusqu'à nos jours : là reposait et repose encore le détail exact et passionnant de la vie publique et de la vie privée de nos pères ; là on trouve tout ce que l'on peut espérer d'apprendre sur la propriété, les salaires, les transactions économiques, les relations des familles, des communes, des provinces, des États qui ont peu à peu, en s'agglomérant, formé le pays. Tous nos ancêtres sont là, — tous. Cet ossuaire, enseveli, mais vivant, c'est la France. Par les archives on sait ou l'on saura où habitaient Villon et Molière, quelle fut la vie particulière de Montaigne et de Jean-Jacques, où s'est caché le « philosophe inconnu, » si Louis XVII a disparu du Temple, où est née et où est morte Manon Lescaut, comment a disparu du nombre des humains « le masque de Fer. » Les archives racontent tout cela et mille autres secrets encore ; mais c'est le travail de termite de nos bons archivistes paléographes qui nous a mis à même de les explorer.

De même pour les départements et les anciennes provinces, pour la marine, les colonies, la guerre, pour tous les domaines où

l'action de la France s'est exercée, pour les tâches infiniment diverses où son génie s'est déployé. A chacun de ces « lieux » de l'histoire, vous trouverez un élève de l'École des Chartes procédant au relevé du passé et orientant, par le passé, l'avenir. Dans toutes les préfectures, les archivistes, les bibliothécaires nourris des doctrines de l'École, sont au travail. L'impression des inventaires des archives départementales commença en 1861. En juin 1920, la collection comprenait 540 volumes (grand in-4°) dont 370 sont dus à des archivistes paléographes ; et la collection des inventaires d'archives communales et hospitalières forme 273 volumes dont 100 ont été rédigés par d'anciens élèves de l'École, et tous selon son esprit. Cela veut dire qu'il n'y a pas un coin de notre histoire provinciale qui n'ait été touché maintenant par un rayon de lumière.

Rien de plus attachant que ces inventaires. Pas un nom de famille française qui n'y soit mentionné en quelque endroit; le plus humble de nos paysans trouverait là sa généalogie, ses titres de noblesse nés de la terre qu'il cultive; il y lirait aussi les conditions de l'existence ancestrale, comment ses mœurs, sa langue, sa propriété, ses voisinages, son bonheur et son malheur publics et privés se sont formés et produits. Il saurait le sang qui coule dans ses veines, la portée de ses actions, même instinctives, de ses gestes même inconscients, de sa vigueur ou de ses tares physiques, intellectuelles et morales; il saurait pourquoi il est Breton, Picard, Gascon, Provençal; et comment, par l'effort persévérant des siècles, ses ancêtres, ces êtres humains dispersés dans les bois et dans les marécages de l'ancienne Gaule, sur un sol sans unité originelle, sont devenus des Français. Un peu de curiosité suffit désormais pour l'apprendre. Mais quel labeur il a fallu à ceux qui ont mis ces lumières à notre portée et qui nous ont guidés dans ce labyrinthe!

Personne ne le conteste, les archivistes sont excellents pour les catalogues et les inventaires. Ils ont entretenu le feu sacré de l'histoire dans la plus reculée de nos provinces. Mais, est-ce tout? — Attendez.

Ces vieux parchemins, il ne suffit pas de les conserver et de les classer : il faut savoir les lire. Eh bien! l'École et l'École seule détient cet autre secret. Sickel écrivait en 1887 : « Si la France occupe le premier rang dans les études paléographiques,

elle le doit à l'organisation du travail relatif à ces études. L'École des Chartes peut se considérer comme la continuatrice des Bénédictins. Dans tout le pays, elle est la seule école spéciale pour cet objet : elle a reçu ses élèves de toute la France et a répandu dans toute la France ses travaux et ses méthodes. Cette unité dans l'étude de la paléographie a été pour la science un avantage précieux. »

Et il ne suffit pas de lire les anciens manuscrits, il faut les comprendre. Dans quel jargon barbare sont-ils rédigés? Faites attention, ici encore : car ce sont ces langues, filles de celle de Virgile et de Tite-Live, qui nous ont transmis le suc de la civilisation antique; et ce sont ces mêmes langues qui, par l'usage, sont peu à peu devenues la langue française; en un mot, il s'agit des *langues romanes*, celles qui furent parlées par quinze siècles de notre histoire. Elles s'écrivent et se parlent encore. Si la langue est une âme, elles sont l'âme du passé. Or, l'enseignement des langues romanes, c'est précisément la gloire des leçons de l'École.

Bas latin, latin médiéval, provençal, dialectes picard, champenois, lorrain, ces langues ont eu leurs écrivains, leurs penseurs, leurs poètes, en un mot leur littérature. Nous ne connaîtrions pas les lentes évolutions de la pensée française et des sentiments français, si elles ne nous en avaient transmis l'expression ; nous ignorerions ce mot si doux de « doulce France, » nous ignorerions le chant si frais des « aubades » et la grâce des troubadours et l'abondance inventive des trouvères, nous n'aurions pas vu rayonner jusqu'à nous la splendeur de l'épopée française, la gloire des « chansons de geste, » la virilité naissante de l'histoire nationale avec les Villehardouin, les Joinville et les Froissart, si la connaissance de ces langues oubliées n'avait été conservée et approfondie quelque part, si les manuscrits n'avaient été retrouvés, lus, colligés, si des éditions savantes ne nous avaient été fournies, si la science et la critique des Gaston Paris et des Paul Meyer n'avaient amené sous notre main ces richesses négligées. Ils ont sinon ouvert, du moins infiniment élargi le cycle. Par eux notre vie nationale s'est replantée, si j'ose dire, sur sa propre racine.

Mais le sol de la France nous offre d'autres spectacles. Ces passionnés de notre histoire absconse et cachée, ces fouilleurs de cryptes, ces amis de nos antiquités, ignoreraient-ils les mo-

numents qui sont là debout et que leur cher Moyen-Age a élevés? Ce qu'a bâti le Français, *opus francigenum*, nos cathédrales, nos châteaux, les vieilles villes, les vieilles demeures, n'est-ce pas aussi un sujet incomparable de curiosité et d'études? Notre-Dame de Paris, Notre-Dame de Chartres, Notre-Dame de Reims, quel mystère! Ce mystère, c'est encore l'École des Chartes qui l'a percé.

Sans les travaux de Jules Quicherat, sans son cours à l'École des Chartes, sans ses admirables découvertes, sans sa théorie de la « croisée d'ogive, » sans les travaux innombrables de ses disciples et de ses successeurs, nous ne ferions que balbutier en présence de ces monuments dont les siècles intermédiaires avaient dédaigné de nous transmettre la loi. Noms et technique des bâtisseurs, tout était perdu. N'eût-elle fait que retrouver le mot d'une telle énigme, l'École des Chartes aurait rempli sa destinée : elle aurait dépassé les bornes que lui assignaient Napoléon et son fondateur, elle aurait fondé une science et ennobli l'art lui-même.

De telles œuvres parlent pour l'École. Et, je n'ai pas dit la centième partie de ce qu'elle a fait, de ce qu'elle a *maintenu*. Elle a maintenu la dignité de l'histoire française. Son indépendance s'est mise au-dessus des partis; elle a travaillé selon sa conscience et pour la vérité. La solidité des résultats obtenus par elle, la vigueur de ses méthodes, son application persévérante, l'indépendance de son caractère, la pureté de ses mœurs littéraires font sa juste renommée. L'École peut être fière de n'avoir pas dévié de sa ligne droite et forte depuis cent ans.

*
* *

Mais, que sont les œuvres sans les hommes? Et quels furent donc les *hommes* de l'École des Chartes?

Je veux ici laisser parler mes souvenirs : car, moi aussi, — quoique indigne, — j'ai été élève de l'École des Chartes!

Quand je me suis présenté aux examens d'entrée, en 1879, Jules Quicherat la dirigeait encore. C'est lui qui m'a pris par la main, qui m'a conduit à la porte et qui m'a poussé un peu rudement pour que j'entre. C'était sa manière.

Ayant vaguement commencé alors quelques recherches historiques, je n'avais pas craint de m'attaquer à l'une des parties

les plus rudes de l'histoire médiévale, celle des Croisades. Et, je n'étais pas de l'École !... Jules Quicherat le sut ; il m'appela. Il me fit comprendre que, sans ces études préliminaires, je ne saurais jamais rien de précis ni d'exact sur notre lointain passé. Il me dit cela de telle façon que je n'avais qu'à obéir. J'obéis. Et, à sa mémoire je garde une fidèle gratitude, — parce que cette résolution, prise un peu en dehors de ma volonté, a incliné le reste de ma carrière. Le souvenir que j'ai gardé surtout de cette explication un peu rude, c'est celui de l'homme lui-même.

Jeune provincial, frais émoulu de mon lycée et assez embarrassé de mes premiers diplômes, j'ai vu qu'un homme judicieux, sage et bon me regardait amicalement et qu'il prenait la peine de guider mes premiers pas. Cet homme qui savait le passé de la France s'intéressait à moi qui avais la passion de le connaître ! Jules Quicherat était, sans que je l'eusse compris très bien en ce temps-là, une des plus grandes valeurs intellectuelles de sa génération. Il savait, il devinait, il voyait. L'histoire était sa chose. Il la prenait non seulement comme un homme d'hier, mais comme un homme d'aujourd'hui et de demain. Grave, austère, sévère pour lui-même, il s'enfermait dans sa technique, mais elle ne le dominait pas. Le penseur restait intact dans l'érudit.

On ne savait du fond de son être, que ce qu'il en laissait percer par une boutade, un propos sarcastique, une repartie brève, où l'homme du secret et de la contention parfois s'ouvrait. Mais la figure, un instant éclaircie, se refermait vite. Ayant vécu sous l'Empire, il se gardait. Philosophe, voltairien, républicain, disons le mot *stoïcien*, J. Quicherat se rattachait directement à la lignée des « grands ancêtres. » Je pense bien que, comme tant d'autres, à partir de 1848, il n'avait plus fait confiance à la vie. Ayant consacré le reste de son existence à l'étude scrupuleuse de notre passé, il eût répété sans doute le propos de Mme de Staël : que « ce qui est ancien en France ce n'est pas le despotisme, mais la liberté. » Ce grand connaisseur des cathédrales était un « laïque » déclaré. Mais ce voltairien était aussi un *dévot de Jeanne d'Arc* ; et, au fond, c'est lui qui, par la publication magistrale des *Procès*, donna à l'auteur de *la Pucelle* la plus jolie volée de bois vert qu'un disciple ait jamais administrée à son maître.

De cet érudit aux doctrines antiques et aux jeunes initiatives

toutes les œuvres sont magistrales. Jamais plus il ne sera possible de parler de Jeanne d'Arc et du xve siècle sans en revenir à Jules Quicherat. Jamais plus, il ne sera possible de parler de l'art roman et de l'art gothique sans en revenir à Jules Quicherat. Son temps l'ignorait ou presque. Il n'en fut pas moins un fondateur et un créateur ; non sans ressemblance avec cet autre méconnu, Fustel de Coulanges, qui, grand historien, fut ligoté par la critique dans les fils ténus de sa scrupuleuse érudition.

Aux premiers temps de l'École Jules Quicherat donna ce haut caractère moral, ce stoïcisme intellectuel, ce goût du difficile et de l'absolu, cette fermeté de conscience qui étaient sa nature même. J'entends encore, dans les bâtiments lépreux de la rue des Francs-Bourgeois, au fond de cette cour humide, assombrie par les hauts murs de l'Hôtel Soubise, dans cette salle obscure si mal faite pour la lecture des manuscrits, j'entends encore la voix mâle, l'accent probe, la parole un peu lente, mais soutenue et convaincante du maître. Comme son geste était créateur quand il traçait au tableau l'épure d'un arc roman ou d'une archivolte, comme sa démonstration était pressante et logique, comme elle se contenait pour laisser à l'esprit des auditeurs le temps de s'imbiber du flot de sa propre pensée; et, la leçon finie, comme nous sortions pleins et satisfaits ! J'ai beaucoup aimé ce directeur, ce savant, ce républicain : mais, discrètement ; car il n'eût pas admis que les sentiments l'approchassent de trop près. Je n'aurais pu le faire réellement que si je lui eusse soumis un travail bien fait. Alors peut-être sa rude physionomie se fût éclairée d'un sourire et aurais-je aperçu les roses de cette âme qui fleurissaient en dedans.

Mon premier professeur à l'École fut Léon Gautier. Il enseignait la paléographie. C'était bien tout l'opposé de J. Quicherat. Catholique ardent, bourdonnant, il avait, avec sa grande barbe au milieu du visage, tout à fait l'air de descendre des âges dont il enseignait les écritures. Infatigable, il dansait sur les textes, comme David devant l'arche, avec un entrain, une vivacité, un brio qu'on n'eût pas attendu de sa figure monacale et de son âge déjà marqué. Si quelque pièce difficile faisait ânonner notre trop jeune science, il fondait sur nous et ne nous faisait merci que quand sa forte poigne nous avait enlevé dans les sphères

de la « lecture impeccable. » L'abréviation, les lettres onciales, les notes tironiennes n'avaient pas de secret pour lui. Il savait tout, ne sachant guère que cela. Mais cette âme trépidante s'élevait parfois jusqu'à la plus noble exaltation, c'était quand sa religion était en cause. Alors, Léon Gautier apparaissait le vrai et pur chrétien ; la foi rayonnait de son visage soudain illuminé ; quelque chose d'infiniment respectable venait de lui à nous. Il se transfigurait. Sa barbe et ses yeux levés au ciel le dessinaient apôtre : la voix chaude, le geste large, l'âme forte et prenante, il vibrait. Le rire s'arrêtait sur nos lèvres. Nous étions conquis jusqu'à la minute où sa fièvre paléographique le reprenait et nous faisait descendre précipitamment du ciel sur la terre.

Quicherat le stoïque et Léon Gautier le catholique étaient les meilleurs amis du monde et s'accordaient très bien.

De mes professeurs aux Chartes, celui qui m'a laissé le souvenir le plus charmant, celui dont je puis bien dire qu'il fut mon ami, c'est Anatole de Montaiglon. Déjà j'aimais les livres; or, Montaiglon était le maître des livres : il enseignait la bibliographie. En fait, il était une bibliothèque vivante, d'aucuns disaient, — car il n'y avait pas d'homme de plus de désordre, — une bibliothèque renversée.

De bonne race, Français jusqu'aux moelles, esprit de « haulte graisse, » dans la tradition de Rabelais et de La Fontaine, il se dispersait sur mille sujets, butinait sur toutes les fleurs, lutinait toutes les Muses, se prodiguait en mille joutes et labeurs intellectuels; tout l'amusait. Masque de faune, bouche édentée, figure usée, sourire narquois, franc, bon raillard et bon vivant, les repas, quand il était de frairie, ne finissaient jamais avec lui; car il avait toutes les compétences, même la culinaire, et il était d'une génération qui n'avait pas dit tout à fait adieu à la dive bouteille. Son enseignement était, comme sa conversation, abondant et surabondant, parfois d'une fantaisie qui touchait à l'incohérence, parfois d'une précision qui allait jusqu'à la minutie, mais toujours intéressant, captivant, « suggestif » comme on dit, initiateur. Ayant rencoigné son existence dans un logis donnant sur une arrière-cour en la place Royale, célibataire, sans ambition, sans passion, le plus inoffensif des hommes, il aimait la vie pour ce qu'elle nous donne et la pensée pour la manière dont elle s'exprime. Le

verbe lui suffisait. La destinée, pour lui, c'était de découvrir un texte curieux, de le publier, de le commenter copieusement. Ses jours s'écoulaient ainsi, dans les petites chambres de son petit appartement, tout encombrées de livres écroulés les uns sur les autres, mais qui n'en étaient que mieux à la portée de sa main. Je le vois encore, content de peu dans l'ordinaire de la vie, se nourrissant d'un morceau de fromage et d'un quignon de pain sur le coin du délicieux trictrac Louis XVI qui lui servait à la fois de table et de bureau. Ce fureteur, ce curieux, cet artiste était aussi un poète. En pensant à lui, je retrouve un je ne sais quoi d'Heredia, — qui, lui aussi, fut de l'École des Chartes et qui reste sa parure, — bien entendu, sans la grâce souveraine ni la flamme du génie. Dans ces après-midi du dimanche que j'allais passer chez Montaiglon, tandis que les derniers rayons du soleil caressaient l'or de ses reliures, il me lisait, de sa voix cassée, des vers, — des vers un peu vieillots, des vers d'avant les sujets de pendule, des vers de la suite du chevalier de Parny, des *Odes à Glycère*. L'homme était si candide, si sincère, tellement satisfait de son modeste sort, son érudition immense était si toute à tous, il aimait d'un si bel amour l'aimable étude, il avait tant d'esprit et du meilleur et du plus fin, qu'après avoir ri de ce qui le faisait rire et un peu de lui-même, on ne pouvait lui résister.

C'était un survivant du XVIIIe siècle, légèrement teinté de romantisme. Peut-être avait-il connu Chènedollé, Fontanes, peut-être André Chénier ; car, de l'ancienne France il connaissait tout le monde. Ce gentilhomme marchait de plain pied dans toute notre histoire. Son affaire étant, maintenant, de nous dire à nous, jeunes gens, ce qu'il avait vu, vécu, connu au cours des âges, il nous le transmettait comme il se fait du père aux enfants ou de l'oncle aux neveux. C'était cela son enseignement. Son existence coulait ainsi très douce. Il savait bien qu'il ne mourrait pas, — pas plus que le passé qui durait en lui. Donc, joyeux, plaisant et éternel !... Quel délicieux professeur !

Avec de tels maîtres, l'École des Chartes forma des hommes. Je me suis arrêté devant ceux-ci parce que je les ai plus particulièrement approchés. Leurs traits suffisent pour marquer le large esprit d'indépendance et de tolérance cordiale qui fut la marque spéciale de ce monde peu connu, réservé et clos. Ils

indiquent aussi comme on se trouvait bien dans l'abri de cette cellule, *in angulo cum libello*. Combien d'autres ont trouvé la joie et la beauté et la noblesse d'une existence tout entière consacrée à vivre sous la loi de cette tradition! Léopold Delisle fut le plus laborieux, le plus ingénieux, le plus sagace des bénédictins. Gaston Paris et Paul Meyer, frères siamois des langues romanes, créèrent toute une école de romanistes incomparables. Giry savait comme personne la diplomatique et il renouvela l'histoire des Communes que la belle prose d'Augustin Thierry avait un peu faussée; d'Arbois de Jubainville fut un maître dans la critique, un novateur dans la science celtique, nature mordante et incisive et qui eût fait carrière d'homme d'esprit s'il n'eût préféré les rudes besognes de l'érudition; Courajod fut le « trouveur » de l'ancien art français; Héron de Villefosse fut un curieux du beau, un homme de goût maître de la science de l'art; Jules Lair appliqua les méthodes de l'École aux temps plus modernes; il fut, dans toute la force du terme, un historien.

Un historien! L'École a donc fait craquer ses cadres! Elle ne devait travailler qu'à « fournir des matériaux. » Et elle se mettrait à « élever le monument! »

Eh bien! oui. C'était inévitable. Le pas fut franchi. L'École s'est délivrée de ses lisières : elle aussi compte des historiens, d'excellents historiens. Quicherat est un historien, qu'y faire? Léopold Delisle est un historien (*Classes agricoles en Normandie*); Simon Luce est un historien; Morel-Fatio, Noël Valois, Lasteyrie, Durrieu, Gustave Fagniez, La Roncière, Lefèvre-Pontalis et tant d'autres sont des historiens. Qu'y faire?... Pourquoi ces hommes qui ont appris et qui ont réfléchi ne sauraient-ils pas s'exprimer? Qui donc a établi ces catégories, la science d'une part et la forme de l'autre? Comparer, approfondir, pénétrer, juger, c'est l'érudition, mais c'est aussi l'histoire. L'École n'avait pas à refuser cette part qu'elle n'avait pas cherchée, mais qui venait si naturellement vers elle.

Comme elle s'était consacrée à la France, elle sut parler de la France; comme elle s'était consacrée à la vérité, elle sut parler le langage de la vérité. Que faut-il de plus? Une grande passion et un grand scrupule font les honnêtes gens et les excellents écrivains. Si l'on veut me pousser sur cette matière, j'ajou-

terai que la simplicité, la raison et le tact sont seuls capables des œuvres durables et je m'abriterai, s'il le faut, derrière la forte parole de Charles Renouvier plaidant pour la littérature *aride* :

« J'aurais mauvaise grâce, dit-il, à vouloir déprécier des dons de l'esprit dont on ne me trouvera que médiocrement doué. Cependant, je me rends ce témoignage que l'étude, le travail, puis l'effort pour m'entendre moi-même, et me faire entendre, m'ont précisément conduit à laisser s'oblitérer (mais est-ce bien le mot?), à régler sévèrement ce que la nature pouvait m'avoir départi d'imagination. Il faut que chaque chose soit à sa place : la poésie avec la jeunesse, avec l'âge mûr la raison. Mais, il y a pour tout âge, et la vérité porte en elle une autre poésie que ne connaissent pas ces poètes qui veulent toujours être jeunes et qui ne sont quelquefois que de vieux enfants. L'humanité ainsi, en suivant son cours, passe lentement et péniblement des temps de la poésie aux temps de la raison et les nations restées les plus jeunes ne sont pas, je crois, les meilleures. Quand on accuse le monde de devenir prosaïque, on le flatte sans le vouloir : on ne voit pas qu'alors même il s'élève à la poésie virile. »

Cette poésie virile, cette vérité virile, cette histoire virile, ce furent celles que se proposaient les méthodes de l'École des Chartes; c'était le plan sur lequel s'avançaient d'un pas ferme les Quicherat, les Léopold Delisle, les Gaston Paris. A mon sens, ces hommes écrivaient fort bien parce qu'ils pensaient juste et quand ils se sont élevés jusqu'aux grands sujets, ils ont été des historiens. Ainsi l'École n'a pas eu à faire craquer ses cadres; elle n'a pas outrepassé sa loi.

Après cent ans, elle peut se rendre cette justice qu'elle a formé de bons Français qui ont bien travaillé pour la France. Ne doit-elle pas s'enorgueillir de les avoir vus partout à leur devoir et dignes d'elle? Pendant la Grande Guerre, malgré le recrutement si restreint de l'École, cinquante-deux de ces braves enfants sont « morts pour la France. »

GABRIEL HANOTAUX.

L'ŒUVRE DE LA FRANCE EN SYRIE

I. — LE GÉNÉRAL GOURAUD PACIFICATEUR

Le 11 novembre 1920, la France a honoré avec recueillement et fierté la gloire de tous les deuils qui furent la rançon de sa victoire. Sur la route de l'Arc triomphal, Paris saluait ce jour-là l'humble et grandiose représentant de nos quinze cent mille morts. La foule sut aussi offrir un émouvant hommage de reconnaissance au cortège des frères d'armes qui suivaient la dépouille sacrée. N'étaient-ils pas, eux aussi, ces vivants, les auteurs immortels de l'Œuvre de Victoire?

Le nom de l'un d'eux fut vite dans toutes les bouches, et l'on entendit : Gouraud. Paris, sa ville natale où bat le cœur de la France, avait reconnu la silhouette de celui à qui l'armée et le pays ont gardé une grande place dans leur affection et leur reconnaissance. Le Gouvernement de la République avait compris que Gouraud devait être là, et il l'avait invité à cette fête de la Victoire qui était un peu la sienne. Alerte, malgré tant d'épreuves qui auraient abattu tout autre que lui, le Général suivait à pied le corps du Soldat de France, son camarade.

Un an plus tôt, fidèle à la consigne, il était parti, quittant l'Alsace bien aimée qui s'était si passionnément donnée à son grand cœur, pour le Levant où ne l'appelait certes pas l'ambition de nouveaux lauriers.

Pourquoi ce lointain voyage lui avait-il été imposé? Comment s'était déroulée cette année de séjour remplie de tant de difficultés et heureusement couronnée par le succès? Que

résultera-t-il pour la France des sacrifices faits au Levant et quels sont les espoirs qu'ils justifient? Comment ne pas se poser ces trois questions en voyant passer celui qui eut la redoutable tâche de les résoudre?

Le séjour en France du Haut-Commissaire de la République en Syrie et Cilicie, qui est aussi le commandant en chef de l'Armée du Levant, le souci du Parlement et de l'opinion de poursuivre la politique d'économie qu'exige la situation de la France si éprouvée par sa victoire, enfin, la tournure nouvelle prise par les événements d'Orient, donnent à ces trois questions un caractère de pressante actualité.

L'heure est donc favorable pour y répondre, en examinant d'abord quelle était la situation en Syrie il y a un an, puis en exposant brièvement :

Quels furent, dans ce récent passé qui comprend l'année écoulée depuis l'arrivée du général Gouraud au Levant, les événements survenus en Syrie et en Cilicie, et l'œuvre accomplie par la France dans ces deux pays;

Quelle est, dans le présent, l'organisation actuellement en voie de réalisation pour les territoires de Syrie relevant de notre mandat, et quelle est, d'autre part, la situation dans la Cilicie occupée par nos troupes;

Quelle sera, enfin, pour l'avenir, la formule politique et administrative vers laquelle doit s'orienter l'activité française au Levant et quels sont les avantages qu'il faut escompter demain pour notre pays en échange des sacrifices qu'il y a consentis jusqu'ici, et qu'il continue à y accepter.

Tel doit être le triple objet de cette étude.

I. — LA MISSION DU GÉNÉRAL GOURAUD

C'est le 15 septembre 1919 que fut signé, sur l'initiative de Londres, le protocole franco-anglais qui eut pour conséquences l'envoi du général Gouraud au Levant et la relève des troupes britanniques par les nôtres.

La démobilisation anglaise étant terminée dans la métropole, les charges du Royaume-Uni demeuraient immenses. Sans préjuger de l'avenir, on pouvait prévoir que les territoires libérés du joug turc par la victoire des Alliés ne seraient pas attribués comme tant d'autres à la protection britannique. Il

n'y avait donc aucune raison pour les Anglais de continuer à assumer la charge d'une coûteuse occupation militaire. La relève fut décidée.

Le Grand Français qui présidait alors aux destinées de notre Gouvernement tint à préciser lui-même au général Gouraud les conditions dans lesquelles elle devait être faite, et lui ayant donné ses instructions, il conclut avec l'habituelle familiarité de son langage : « C'est un homme habillé en kaki comme vous qu'il fallait envoyer au Levant. Mettez un Poilu de chez nous partout où il y avait un Tommy britannique. Je sais que vous n'avez pas choisi d'aller là-bas, mais il y a deux catégories d'hommes : ceux qui pensent à eux avant de penser à la Patrie, et puis les autres. Je sais que vous êtes de ces derniers. Allez! »

En termes plus officiels, M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, s'était adressé aux Syriens : « En procédant à cette relève, écrivait-il, le Gouvernement de la République tient à éclairer les populations indigènes sur ses intentions, afin de dissiper tout malentendu et de ne laisser aucun prétexte aux agitateurs. La France n'a jamais cessé d'être désireuse d'assurer à la Syrie le régime d'ordre, de liberté et de progrès conforme aux principes invariables de sa politique. En envoyant dans le Levant un des plus grands soldats de la Victoire, le Gouvernement français a voulu montrer aux Syriens tout l'intérêt qu'il leur porte. Nul n'est plus qualifié que le général Gouraud pour assurer aux populations ce qu'elles doivent attendre de l'occupation : l'ordre, l'administration et la justice. »

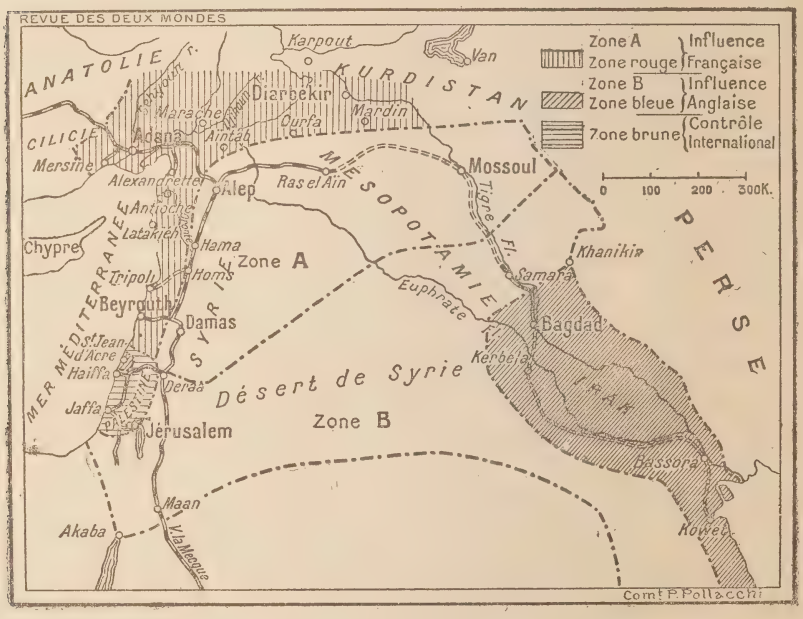
Ainsi, le Gouvernement avait jugé opportun de faire appel à cette force morale que serait pour la France la présence au Levant du général Gouraud, qui la servirait avec tout son prestige auprès des Chrétiens, nos premiers amis du Levant, et par la grande confiance qu'il avait toujours inspirée aux Musulmans.

C'était se conformer à une tradition séculaire qui nous avait toujours donné en Orient une situation prépondérante. M. Louis Madelin a retracé ici même, il y a deux ans, les grandes étapes de cette histoire, qui évoque les noms glorieux de Charlemagne, François Ier et Bonaparte.

Fort de ce passé, et soucieux de l'avenir que nous assurerait, en Orient, la victoire escomptée, le Gouvernement de M. Briand

eut le rare mérite de vouloir prendre, il y a plus de quatre ans déjà, les sûretés françaises. L'Angleterre avait commencé à prendre les siennes dès 1915.

Un accord fut signé en mai 1916 entre la France et l'Angleterre, comme conclusion des négociations poursuivies entre MM. Georges Picot et Marc Sykes. Il divisait la Syrie et la Mésopotamie en un certain nombre de zones dont les limites sont précisées par notre croquis.



LES ACCORDS DE 1916

La France dans la zone rouge, l'Angleterre dans la zone bleue pouvaient établir telle administration ou tel contrôle qu'il leur plairait. La zone brune devait être de régime international. La France en zone A, et l'Angleterre en zone B, protégeraient un état arabe indépendant.

Fidèle à la politique que définissaient ces prévisions, la France participa effectivement aux opérations alliées conduites en Palestine et en Syrie par le maréchal Allenby.

Ce dernier, après la défaite turque, constitua quatre zones d'occupation militaire : « la zone Sud » confiée aux Anglais et allant de l'Égypte aux environs de Tyr; « la zone Est » formée

par la Syrie intérieure et occupée par l'armée du Hedjaz; « la zone Ouest, » ou Syrie littorale, et la « zone Nord, » ou Cilicie, administrées ou contrôlées par les Français.

Mais le commandement suprême restait aux Anglais, et la France, représentée par des éléments peu nombreux, faisait figure de parent pauvre. Cela nuisit gravement à son prestige. Les propagandistes en profitèrent pour lui opposer l'Angleterre, l'Amérique et le Nationalisme arabe dans la véritable « course au mandat » qui commençait.

Dans cette lutte, il était contraire aux intérêts des Anglais de nous servir. Ils avaient encouragé le rêve du vieux chérif de la Mecque, dont ils avaient fait le roi du Hedjaz. Ils avaient en outre aidé son fils Feyçal à entrer le premier à Damas à la tête de ses cavaliers Arabes et l'engageaient depuis à briguer le trône de Syrie.

Estimant, ou se laissant convaincre que la France était le principal obstacle à ses ambitions, Feyçal ne cessa dès lors de combattre notre influence. Son entourage, composé en majeure partie d'aventuriers étrangers, Mésopotamiens, Hedjaziens, Égyptiens, se livra à une propagande effrénée en sa faveur, en agissant toujours dans la note anti-française. Il essaya de dresser contre nous l'élément musulman, en prétendant que la France ne venait en Syrie que pour favoriser les chrétiens. Tout fut mis en œuvre et exploité pour attiser le fanatisme religieux et la xénophobie : la mosquée, le club, la presse. Celle-ci, alimentée par les subsides généreusement octroyés par l'Angleterre sans doute pour un autre motif, mena contre la France et ses fonctionnaires une campagne d'une violence inouïe. Elle préconisait la formation d'une Syrie indépendante sans tutelle ni mandat, mais elle avouait ingénument que, si une ingérence étrangère était inévitable, mieux valait s'adresser à l'Angleterre, amie sincère des musulmans, qu'à la France, dont de prétendues exactions coloniales étaient chaque jour livrées à la réprobation populaire.

C'est alors qu'arriva en Syrie la Commission d'enquête envoyée par la Conférence de la paix sur la proposition des États-Unis, composée par eux, et dans laquelle la France n'était pas représentée.

En attendant la Commission, une campagne intense en faveur d'un mandat américain fut menée par un certain nombre

de journalistes syriens d'Égypte, en majeure partie anciens élèves de l'Université américaine de Beyrouth. Leur principal argument était la richesse de l'Amérique, capable de relever rapidement la Syrie de ses ruines, opposée à la pauvreté de la France, qui chercherait nécessairement à combler l'énorme déficit de ses finances d'avant-guerre en pressurant plutôt qu'en aidant le pays.

Cette Commission unilatérale se comporta avec une excessive partialité. Partout où il fut possible de le faire, elle ne convoqua que nos adversaires, et, d'une manière générale, manifesta une étonnante bonne volonté à n'enregistrer que les déclarations qui nous étaient hostiles. A plusieurs reprises, son président, M. Craen, ne craignit même pas de faire connaître ses opinions personnelles en publiant des articles violemment anti-français, reproduits complaisamment par les journaux d'Égypte.

Pourtant, les résultats obtenus ne furent pas ceux qu'escomptaient nos adversaires. Malgré la pression morale et matérielle exercée, malgré la propagande accomplie depuis l'occupation, l'enquête américaine prouva que l'influence française n'avait pu être sérieusement battue en brèche. Les Israélites et tous les Chrétiens nous donnèrent leurs suffrages. Parmi les Musulmans, un grand nombre nous fut favorable, une fraction importante se prononça pour l'indépendance absolue et la minorité se partagea entre le mandat américain et le mandat anglais, — celui-ci ne recueillant qu'un nombre infime de voix.

Ainsi, à la fin de l'été 1919, la France conservait une situation de premier plan en Syrie, non seulement en zone Ouest, mais aussi en zone Est, où cependant Feyçal agissait en maître sous la bienveillante protection des autorités britanniques. En Cilicie, comme il sera exposé d'autre part, notre situation était plus obscure. Les Arméniens, jugeant le moment venu d'assouvir leur vieille haine contre les Turcs, provoquaient des incidents de toute nature, dont le résultat le plus clair était d'exaspérer le nationalisme latent des populations dévouées au Calife de Constantinople.

C'est par ce côté plus encore que par l'aspect purement syrien de la question que le problème du Levant se rattachait directement à la grande partie engagée par les Alliés autour du tapis vert de Paris. La Conférence de la Paix gardait en mains

le jeu dont les atouts qu'elle devait abattre un jour s'appelleraient le Traité de Sèvres.

En raison même de ces circonstances, toutes les convoitises européennes demeuraient en action. Les ambitions italiennes, excitées par les promesses de Saint-Jean-de-Maurienne et déçues par le geste de Smyrne, redoublaient d'ardeur en face de l'activité grecque. Celle-ci s'orientait avec une admirable obstination et une virtuosité consommée vers le chemin de Byzance, sur les routes d'Europe et d'Asie, grâce au grand homme d'État auquel elle vient de préférer le régime qui l'avait déshonorée. L'Angleterre poursuivait avec sa ténacité traditionnelle la course aux Détroits et la couverture lointaine de la route des Indes, abandonnant, il est vrai, à la France l'occupation de la Cilicie et de la Syrie. Mais elle lui adressait en même temps l'émir Feyçal, en faisant connaître au Gouvernement français qu'il lui appartenait de tenir les engagements précédemment pris par elle vis-à-vis du prince arabe.

C'est à ce moment, et après ces préliminaires européens et syriens, indispensables à rappeler pour l'intelligence de la suite, que se place la désignation du général Gouraud, comme Haut-Commissaire au Levant. Il allait avoir la tâche redoutable de faire face, avec des moyens mesurés, au double problème de Syrie et de Cilicie, qui tiendrait largement les promesses de difficultés qu'il était aisé de pressentir. Malgré le prestige séculaire de la France au Levant, à cause même de ce prestige, qui faisait attendre le coup de baguette magique d'où naîtraient toutes les prospérités, comme dans les contes des légendes d'Orient, il allait avoir à traverser une cruelle période d'épreuves. Que l'on se rappelle l'époque qui a suivi en Alsace et en Lorraine le retour des troupes françaises après l'armistice, et l'on comprendra comment un pays qui s'est donné à la France avec tout son amour peut, en la recevant, en attendre au delà même des possibilités humaines.

Au début de novembre 1919, le général Gouraud et sa première équipe quittaient Paris pour le Levant. Le Département des Affaires étrangères avait voulu marquer toute l'importance qu'il attachait à la partie politique de cette mission, en y déléguant comme second personnage M. Robert de Caix, l'homme de France qui connaissait sans doute le mieux nos affaires

d'Asie, pour avoir dès longtemps consacré à leur étude une grande partie de son activité et tout son beau talent. Au point de vue militaire, une solide garantie était assurée par la présence, comme chef d'État-major de l'Armée du Levant, du colonel Pettelat, qui ajoutait aux titres de son passé militaire celui d'avoir été le premier collaborateur du général Gouraud, pendant l'année de la Victoire, à laquelle la quatrième armée prit une part si décisive.

Les étapes même du nouveau Haut-Commissaire en gagnant son port d'embarquement marquent quelle était, dès lors, l'orientation de ses pensées. Il ne visita point nos arsenaux pour leur demander des obus, il ne sollicita pas sans fin les conseils des diplomates, mais il s'arrêta à Lyon et à Marseille, pour y conférer avec les Chambres de commerce de ces deux villes, dont il reçut un accueil chaleureux. La seconde est la porte de France ouverte sur tout l'Orient et, si l'on ose dire, le premier barreau de l'échelle levantine ; la première est le centre commerçant et industriel d'où sont partis sans cesse les conquérants de la fortune française, dont un des éléments demeure la production de la soie, alimentée par les cocons du Liban.

C'est à Lyon qu'un ami de la Syrie, le maire de la ville, M. le sénateur Édouard Herriot, salua de sa chaleureuse éloquence et de ses vœux celui en qui le pays avait mis sa confiance. Il ne craignit pas d'invoquer, sous l'inspiration de l'histoire, cet autre jeune général que la République d'alors avait envoyé, il y a plus d'un siècle, porter au proche Orient le renom de sa civilisation et de sa science...

Trois jours plus tard, en cette même rade de Toulon où le général Gouraud avait été ramené des Dardanelles par un navire-hôpital, le croiseur cuirassé *Waldeck-Rousseau* étrennait le pavillon du Haut-Commissaire. Le navire appareillait bientôt parmi les embruns d'une Méditerranée hargneuse.

Alors, pour ne pas donner tort à Figaro, et puisqu'en France tout est mis en chansons, plus d'un fredonnait le couplet de la reine Hortense, devenu plus tard le séditieux refrain des violettes impériales : « Partant pour la Syrie... »

II. — LES PREMIÈRES DIFFICULTÉS

On arriva le 21 novembre. La mer s'était apaisée. La veille, la première pluie de la saison, si espérée dans le pays, était

tombée en trombes brutales, et les cimes du Liban s'étaient couvertes de neige. C'est dans l'admirable décor de la rade de Beyrouth, au pied de la ville aux mille toits rouges qui s'étage sur les flancs d'une vallée toute hérissée de minarets, ceinturée de jardins et dominée par la montagne proche, que le Haut-Commissaire débarqua.

Il était attendu par M. Georges Picot, l'habile diplomate auquel il dit toute son admiration pour l'œuvre déjà accomplie au milieu de si graves difficultés, par le Commandant des forces britanniques d'occupation, par tous les corps syriens de la ville et du Liban, les représentants de l'Armée et de la Marine françaises.

L'enthousiasme de la population fut général. Tous étaient impatients de voir à l'œuvre les Français, désormais responsables de l'ordre au lieu et place des Anglais relevés. L'espoir en nous était grand, trop grand même.

Le discours d'arrivée du général Gouraud dut satisfaire le plus grand nombre, mais inquiéter ceux qui pouvaient redouter le programme d'une « administration honnête » et d'une « justice égale pour tous. » — « La France, dit le Général, doit être un guide et non un maître ; le Protectorat n'est pas possible en Syrie. Il faut s'inspirer d'une ferme impartialité entre les différents groupes religieux, et favoriser dans toute la mesure du possible le développement du pays et ses relations commerciales avec la France. »

La réalisation de ce beau programme exigeait pour être entreprise un calme qui devait malheureusement faire longtemps défaut. C'est assailli par maintes difficultés que le Haut-Commissaire dut à la fois étudier les questions et les résoudre, apprendre les mauvaises nouvelles et y parer, tout cela avec un minimum de moyens qui a été parfois au delà de l'indigence.

Les difficultés provenant du passé ont été déjà mentionnées. Elles résultaient, en novembre 1919, de la propagande poursuivie à nos dépens, et surtout de l'hypothèque feyçalienne, entérinée par Londres, et dont on sentira bientôt tout le poids.

Mais un succès immédiat et décisif de notre prestige pouvait résoudre sans retard la situation à notre profit. Malheureusement, ce succès ne pouvait être escompté.

Il était impossible parce que, en Orient comme dans les autres pays, on ne peut faire que la politique de sa force, parce

qu'en Orient plus que partout ailleurs, tout est une question de prestige, et que le prestige n'y repose que sur la puissance. Or nous avons commencé par faire au Levant figure de faibles, politiquement et militairement, et la comparaison avec les Anglais, que nous venions remplacer, n'a pas été à notre avantage : tout s'est résumé en une question d'effectifs, qui a pesé lourdement dès le premier jour sur notre œuvre, et n'a pas cessé de la dominer. Il est nécessaire de préciser ce point capital.

Le maréchal Allenby, commandant en chef les armées alliées du Levant, avait écrit, en 1919, dans un de ses rapports : « L'effectif dont je dispose serait insuffisant en cas d'un mouvement sérieux. » On sait quelles difficultés se sont présentées au cours de cette année. Or, dans une réunion tenue à Paris le 7 octobre 1919 sous la présidence du maréchal Foch, il avait été résolu d'envoyer au Levant l'équivalent des forces britanniques à y relever. Les Anglais avaient là-bas la valeur de cinq belles divisions et nous avons fait leur relève avec beaucoup moins d'une. Quelques chiffres seront encore plus éloquents que cette formule générale.

En novembre 1919, quand la relève s'est effectuée, les Anglais disposaient de 34 bataillons d'infanterie, 15 régiments et demi de cavalerie, 13 batteries d'artillerie et 5 bataillons et demi du génie; le détachement français du Levant ne comprenait au même moment que 13 bataillons d'infanterie, 3 régiments de cavalerie, 4 batteries d'artillerie, et encore faut-il déduire des forces d'infanterie, 1 faible bataillon non confirmé de légion syrienne, et 3 de légion arménienne, formés au cours de la campagne, qu'il aurait été très désirable de pouvoir ne pas employer.

Au cours de la réunion précédemment mentionnée, le maréchal Foch avait fixé à 32 bataillons, 20 escadrons, et 14 batteries la dotation à réaliser pour permettre la relève des Anglais. Or, cette dotation ne put être réalisée approximativement que le 2 avril.

Il n'est pas question de faire ici l'historique détaillé de l'emploi de nos forces militaires en Syrie et en Cilicie. Il fallait indiquer seulement, dès l'abord, quelles difficultés il a entraînées, quelle virtuosité il a exigée dans leur usage de la part des états-majors et quel esprit de sacrifice de la part des combat-

tants. Le « bloc » anglais disparu, il arrivait une « poussière » de Français. Les conséquences en furent immédiates et désastreuses.

L'atteinte brutale portée ainsi à notre prestige n'a pas besoin d'être expliquée. Nous devions subir là les conséquences de notre victoire même. C'était la pleine crise de l'après-guerre avec toutes ses lourdes difficultés : nos effectifs vidés par la démobilisation : nos transports encore désorganisés, et le retour à leur régime de paix non achevé; l'impossibilité de réunir immédiatement les spécialistes pour traiter en un pays si difficile les questions les plus complexes; le grave inconvénient, enfin, de laisser peser sur nos finances obérées une dépense de première mise arrivant au moment où il fallait être le plus économe.

Mais, en dehors de cette atteinte immédiate à notre prestige, deux graves conséquences de cette insuffisance de moyens vinrent compliquer la situation.

Ce fut, d'une part, le recours aux bataillons arméniens dont il sera question plus tard. Il a été exigé par le manque absolu d'autres unités en Cilicie, puisqu'en dehors de ces contingents, nous n'y possédions qu'un seul régiment, en face des vingt-quatre bataillons britanniques, et qu'en raison de la rapidité avec laquelle la relève devait être faite sur la demande des Anglais, il était matériellement impossible d'y apporter remède en faisant arriver des troupes, même si nous avions disposé ailleurs des effectifs nécessaires pour les fournir. Or, cet emploi d'Arméniens devait contribuer puissamment à exaspérer les Turcs.

Ce fut, d'autre part, le dispositif dilué auquel il fallut recourir pour tenir avec des effectifs aussi réduits de vastes territoires. Sans prendre dans son sens le plus étroit l'instruction précédemment citée de M. Clemenceau au général Gouraud : « Mettez un Français partout où il y avait un Anglais, — comme on relève une sentinelle, » il fallait bien tenir garnison dans tous les postes importants et surtout dans toute l'étendue du territoire occupé. On se trouva amené, au cours d'un régime d'armistice et pendant une période de calme profond qui justifiait ces mesures, à prendre un dispositif de paix en donnant à nos faibles garnisons un large échelonnement.

Cela fut sans inconvénients, tant que dura le régime auquel

correspondait cette formule. Mais l'ennemi passa sans crier gare au régime de guerre, et c'est alors que la situation devint intenable.

Il était impossible de faire revenir, sans aller au-devant d'elles avec des forces plus importantes, les garnisons lointaines; quand elles ont tenté, elles-mêmes, ce retour avec leurs seules forces comme à Ourfa, elles ont été massacrées. Il était impossible également d'étayer notre faible armature de postes par le rayonnement de colonnes mobiles qu'on ne pouvait constituer faute d'effectifs; enfin, il devint bientôt même impossible de ravitailler, à travers un pays entièrement hostile, les détachements les plus lointains, et, comme les renforts n'arrivèrent pas à temps d'Europe ou d'Afrique pour les secourir, deux d'entre eux succombèrent.

Voilà quelles furent les douloureuses difficultés de la situation, tant que la question des effectifs ne put être résolue. Nous n'examinons pas s'il y avait lieu ou non pour la France, c'est-à-dire pour les maîtres de sa politique, d'aborder un aussi redoutable problème; il s'agit seulement ici de préciser dans quelles conditions les exécutants ont eu à le résoudre, au prix de leurs souffrances. C'est l'histoire d'un passé qui engage, mais aussi assure l'avenir.

Tout un hiver et un printemps durant, ce ne furent que navettes épuisantes d'unités obligées de faire front sur tous les théâtres d'opérations, qu'envois successifs en Cilicie de troupes précédemment destinées à la Syrie et absorbées par le front Nord où le danger devenait chaque jour plus grave, que mesures, pour ne pas dire expédients, en vue de faire face à la fois à deux problèmes angoissants, celui de Syrie et celui de Cilicie.

En Syrie, le chantage de Feyçal pèsera sur nous jusqu'au moment où l'on en sera réduit à y mettre fin par l'emploi d'une force devenue disponible grâce à l'arrivée de renforts.

En Cilicie, et sur tout le front Nord, ce sera la lutte contre le mouvement national sans cesse grandissant et disposant de forces régulières, de munitions abondantes et de tout le redoutable appareil de la guérilla.

Les problèmes furent simultanés. Il ne faudra pas l'oublier, bien que les facilités d'exposition exigent qu'ils soient présentés séparément, et en n'invoquant dans les lignes consacrées à l'un

d'eux que ce qui concerne directement ses rapports avec l'autre.

C'est en Syrie que surgit le premier incident. Il suivit immédiatement l'arrivée du Haut-Commissaire : ce fut l'affaire de la Bekaa.

La plaine de Bekaa est le couloir central qui sépare le Liban de l'Anti-Liban. Aux termes des accords conclus, nous devions y relever les garnisons britanniques. Cette occupation s'imposait à nous pour des raisons politiques, économiques et militaires. Politiques, parce que la Bekaa fait partie intégrante du Liban, qu'elle appartient en grande partie à des propriétaires de Beyrouth ou du Liban, et que son rattachement au Liban était réclamé et par les populations locales et par les Libanais auxquels M. Clemenceau avait promis son appui pour la réalisation progressive de leurs aspirations nationales; économiques, par suite de sa fertilité particulière qui en fait le grenier du Liban, dépourvu lui-même de ressources agricoles; militaires enfin, car, pour protéger les montagnes libanaises, pour surveiller l'unique ligne qui relie la côte à Damas, comme à Alep et aux villes de Cilicie où nous entretenions des garnisons, pour ravitailler, surtout, nos troupes en opérations dans le Nord, la libre pratique de cette voie ferrée nous était absolument indispensable.

Mais, au lieu d'appliquer le plan de relève établi de concert avec le maréchal Allenby et qui prévoyait l'occupation de la Bekaa par nos troupes le 28 novembre, le général Gouraud fut d'abord obligé de surseoir à cette opération sur les représentations des autorités britanniques, qui prétextaient une surexcitation hostile, capable d'amener de graves incidents. Pendant le délai ainsi gagné, Feyçal avait obtenu gain de cause auprès des cabinets de Londres et de Paris, et il fallut renoncer complètement à l'occupation de la Bekaa sur l'ordre télégraphique de M. Clemenceau.

Cet événement causa, dans tous les milieux, un étonnement considérable. Nos partisans l'accueillirent avec consternation. Ils ne voulaient voir, dans ce qu'ils appelaient notre reculade, qu'une insigne marque de faiblesse. Quant aux Chérifiens de Damas, ils ne pouvaient croire à un succès si facilement obtenu. Ils s'imaginèrent alors que la France s'inclinerait

désormais devant toutes leurs prétentions, quelque immodérées qu'elles fussent, et, appliquant certains usages orientaux privés, ils instituèrent un véritable marchandage.

On peut affirmer que l'affaire de la Bekaa fut le point de départ de nos difficultés en Syrie avec l'émir Feyçal et son gouvernement, convaincus de notre faiblesse militaire et croyant à notre incapacité politique.

Avant l'accord franco-anglais de septembre 1919, Feyçal avait pu croire que la situation politique internationale issue de la guerre mondiale ne laissait rien subsister des conventions Sykes-Picot de 1916, ou tout au moins qu'elle réduisait considérablement, au profit de l'Angleterre, la part qui y était faite à la France. Les modalités de l'occupation, les intrigues de certains agents officieux britanniques, les subsides qu'ils versaient sans compter, n'avaient pas peu contribué à en persuader l'Émir. Ce fut un rude coup pour lui lorsqu'il s'aperçut que le cabinet de Londres de 1919 tenait loyalement les engagements pris, et qu'il ne lui restait plus qu'à chercher et à trouver un terrain d'entente avec le Gouvernement français.

Feyçal, venu en Europe pour plaider sa cause devant la Conférence de la Paix, et s'entendre avec Paris, ne cesse alors de revendiquer le royaume arabe rêvé par son père, royaume qui se confond pratiquement dans sa pensée avec toute la Syrie. Il se pose volontiers en Bédouin simple et de bonne foi, mais il ne laisse pas toutefois de faire preuve de la plus complète duplicité. Alors qu'il réitère à M. Clemenceau ses assurances de loyal concours avec les autorités françaises, il excite en Syrie ses partisans contre nous, espérant ainsi donner le change sur l'importance du mouvement chérifien et peser sur les négociations en cours.

A cette époque, en effet, la presse de Damas renouvelle ses attaques, plus âprement que jamais, contre la France et ses représentants en Syrie. Elle prêche même ouvertement la révolte contre nous, et applaudit aux troubles qui commencent à se produire sur plusieurs points du territoire : à El Hammam, dans le Nord, à Tel Kalah, à Baalbeck, à Rayak, aux portes même du Liban, dans le Merdj Ayoun enfin au Sud et sur le Litani, près de la frontière de Palestine. Ces troubles, actes de pillage sur des populations amies, attentats contre nos postes, nos officiers et nos soldats, sont le fait de bandes de brigands, sou-

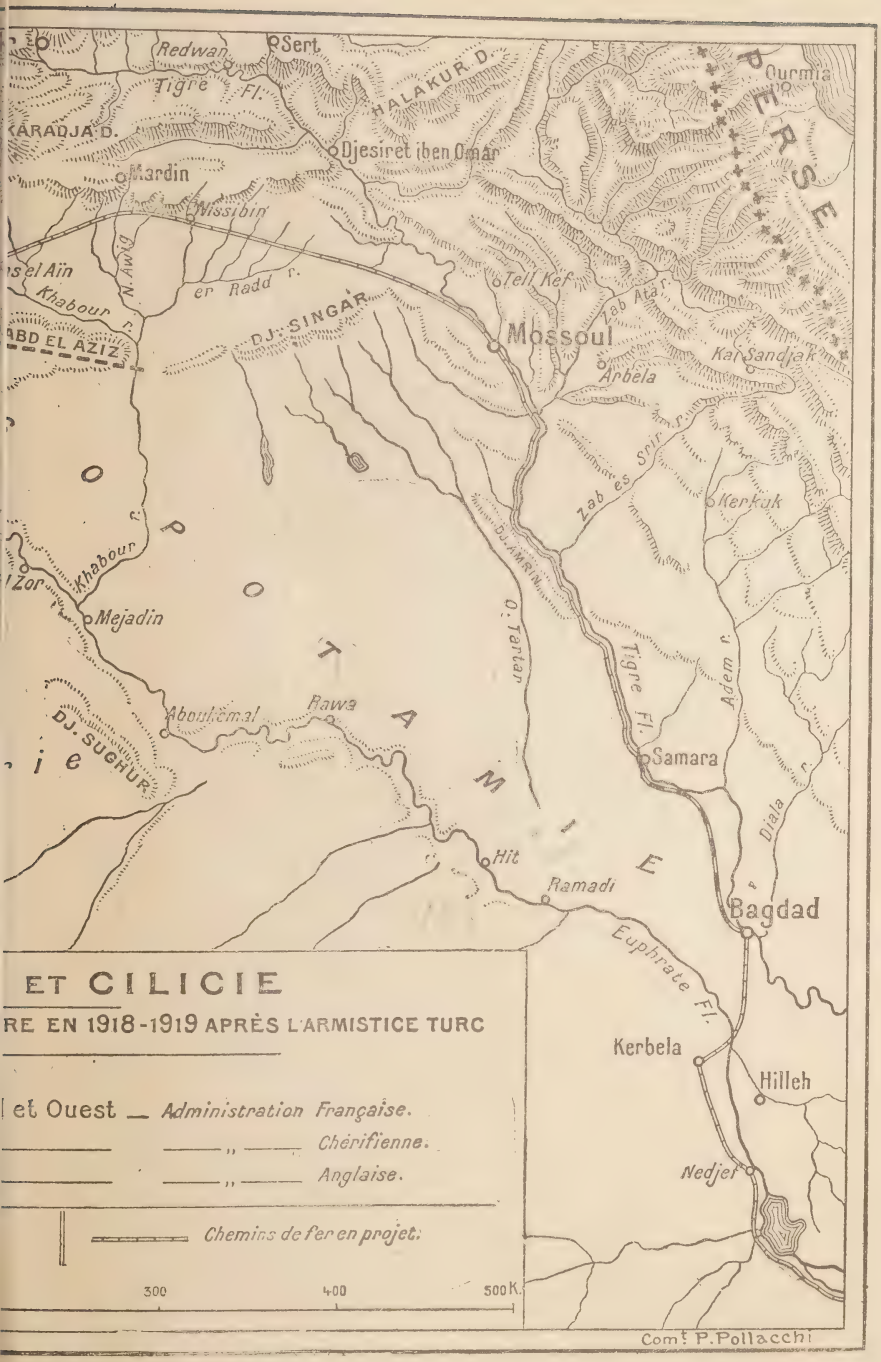
vent encadrées par des officiers chérifiens et parfois appuyées par des troupes régulières. Ils répondent à une politique que résume le colonel Ruchdi Bey Safadi, ancien officier dans l'armée turque et commandant alors la 3e division chérifienne à Alep, qui prononce ces paroles au cours d'une communication officielle : « Puisque nous ne pouvons déclarer officiellement la guerre aux Français, inondons le pays de bandes qui les détruiront en détail; elles seront commandées par nos officiers, et si certains trouvent dans cette lutte une mort glorieuse, les fils de ces héros deviendront les pensionnaires de l'État. »

Feyçal, en provoquant ces troubles pendant son séjour à Paris, poursuit un but plus immédiat, qui est de nous contraindre à l'entente avec lui, afin d'éviter de nouveaux embarras. Il en est personnellement convenu plus tard, au cours d'un entretien avec le général Gouraud. Il affirme d'ailleurs que sa seule présence à Damas ramènera le calme dans les esprits et la tranquillité dans les régions troublées.

A cette époque, il affecte d'être entièrement rallié à l'idée d'une collaboration avec la France. Tout un projet d'accord est mis au point, en décembre, entre M. Clemenceau et lui sur les bases suivantes : la France reconnaîtrait le droit des populations syriennes de se gouverner elles-mêmes à titre de nations indépendantes, et s'engagerait à les défendre contre toute agression étrangère; de son côté, l'Émir réclamerait notre présence au nom de l'État syrien et accepterait le mandat français. Il nous demanderait en outre des conseillers investis de pouvoirs d'exécution et des instructeurs pour l'armée chérifienne. Il admettrait, enfin, de faire représenter l'État syrien à l'étranger par nos agents diplomatiques. Quant au Liban, sur lequel l'Émir abandonnerait toute prétention, il serait déclaré indépendant. sous le mandat français.

Cette collaboration loyale, Feyçal se faisait fort d'obtenir son acceptation par les populations de la zone Est. Il désirait simplement que le texte de l'accord restât secret afin de pouvoir travailler plus facilement les esprits. Ce projet devait le demeurer d'autant plus, à notre point de vue, qu'avant toute acceptation de ses termes et toute ratification de notre part, nous exigions de l'Émir qu'il donnât des preuves évidentes de son autorité, de sa capacité à gouverner et de sa loyauté envers la France. C'est dans ces conditions que Feyçal revint en Syrie au début de 1920,

"REVUE DES DEUX MONDES"
Nijde
Hadjin
Zeitun
Adjaman
Besni
Marache
Biredjik
Serudj
Ourfa
Harran
Tel Abiad
Djerablous
Killis
Aintab
Bagtché
Osmanieh
Toprak Kalé
Maidan Ekbès
Adana
Tarsous
Mersine
Karatach
Alexandrette
Radjoun
Katma
Alep
Meskene
Rakka
Euphrate
Nahr el Belich
Antioche
Souedie
Maarrat
Abu Feijat
Latakieh
I. de Chypre
Hama
Homs
Tel Kalah
Tripoli
Palmyre (Tedmur)
Baalbeck
Beyrouth
Zahlé
Ez Zebdani
Damas
Saïda (Sidon)
Tyr
Khan Meiseloun
St Jean d'Acre
Haïffa
L. de Tibériade
Deraa
DJ. HAURAN
Naplouse
Salt
Jérusalem
M. Morte
DJ. ICH CHARKI
Désert de
ZONE
SYR
ZONES D'OCCUPATION
Occupation anglaise de l'Ensemble et Commandement en Chef du Maréchal Allenby.
Zone
Zone
Zone
Chemins de fer ex
0
100



Redwan
Sert
Tigre Fl.
HALAKUR D.
Ourmia
PERSE
KARADJA D.
Djesiret iben Omar
Mardin
Nissibin
N. Awig
er Radd r.
Tell Kef
Zab Ata r.
Khabour r.
ABD EL AZIZ
DJ. SINGAR
Mossoul
Kai Sandjak
Arbela
Zab es Srir r.
Kerkuk
DJ. AMRIN
O. Tartar
Khabour r.
Zor
Mejadin
Tigre Fl.
Adem r.
Aboukemal
Rawa
DJ. SUGHUR
Samara
Diala r.
Hit
Ramadi
Bagdad
Euphrate Fl.
Kerbela
Hilleh
Nedjef
ET CILICIE
RE EN 1918-1919 APRÈS L'ARMISTICE TURC
et Ouest — Administration Française.
" Chérifienne.
" Anglaise.
Chemins de fer en projet.
300
400
500 K.
Comt P. Pollacchi

III. — LE RÈGNE ÉPHÉMÈRE DE FEYÇAL

C'est une curieuse figure que celle de ce prince de l'Islam, authentique descendant de Mahomet, et fils du Chérif de la Mecque qui est devenu l'étrange roi Hussein Ier du Hedjaz, par la grâce de nos Alliés britanniques. On a dit et écrit de lui, comme de tant d'autres, beaucoup de bien et beaucoup de mal qu'il ne méritait pas. Il est resté avant tout un Bédouin. Sans doute, nous l'avons vu renoncer à son costume traditionnel d'Arabe pour revêtir à Londres un uniforme kaki et porter à Paris un frac bien coupé. Sans doute, la distinction réelle de ses manières, le charme de son beau regard d'Oriental et l'apparente aménité de son caractère lui ont conquis bien des sympathies et valu, de la part de ses amis d'Europe, les encouragements les plus flatteurs. Ils allaient au prince de légende auréolé d'une jeune gloire et paré des espoirs d'un royaume nouveau. La fortune paraissait l'accueillir, et Paris voulut lui sourire à son tour.

Mais Feyçal devait tromper tous les espoirs. Servi pourtant par une inestimable fortune, il n'a su être que malin et voir petit, alors qu'il aurait fallu être intelligent et voir grand. Il est demeuré semblable à certains commerçants de son pays qui sont propres à toutes les petites opérations fructueuses, réalisées aux prix des pires marchandages, mais ne possèdent pas le génie créateur qui conçoit et qui mène à bien les grands desseins.

Oriental indolent, issu d'un pays de rêve où les idées germent et grandissent, mais où le temps et l'espace n'ont pas de prix, il s'est heurté à notre précision d'Occidentaux et au désir de solution que nous apportons à toutes nos entreprises. N'étant pas le plus fort, il a tenté d'être le plus habile et il a échoué, ayant méconnu cette vérité première que deux puissantes nations alliées et unies, la Grande-Bretagne et la France, ne sacrifieraient pas leur amitié à la sienne, et ne feraient point passer avant leurs intérêts nationaux les siens.

Il a cependant développé tout au long son expérience; elle a duré de janvier à juillet 1920. Elle a comporté de sa part l'emploi à notre égard de tous les moyens d'intimidation et même de chantage, le recours à tous les crimes. Le détail en sera édifiant pour une opinion qui n'aurait pu les soupçonner.

Leur contraste est particulièrement saisissant avec la modération, obstinée dans sa dignité, qui a présidé à tous les actes

français, vis à vis de l'Émir. La différence correspond à l'antithèse vivante qu'elle évoque entre le regard sombre et fuyant du prince d'Arabie, et les yeux limpides du grand soldat de France, ces yeux de Gouraud, devenus légendaires, tant ils savent regarder jusqu'au fond des âmes.

Lors de son débarquement à Beyrouth, le 14 janvier 1920, Feyçal annonce les dispositions les plus amicales envers nous. De notre côté, au risque de nous aliéner nos amis de la première heure, nous lui offrons un concours sincère et sans réserve, qui se traduit en particulier par une aide financière importante. Mais, rentré à Damas, l'Émir se laisse bientôt déborder et par les hommes et par les événements.

Un parti extrémiste peu nombreux, mais très agissant, s'est constitué pendant son absence, dirige les affaires publiques, se livre à une propagande effrénée en faveur de l'indépendance absolue des territoires arabes et rejette tout mandat étranger, quel qu'il soit. C'est ce parti qui, par la voix de la presse, outrage périodiquement la France et ses représentants; c'est lui encore qui organise et soudoie les bandes qui agitent la zone Ouest. Suivant la formule d'un de ses dirigeants, son but immédiat est de « dégoûter la France de la Syrie et la Syrie de la France. »

Soit impuissance à dominer ce mouvement qui se précise et à gouverner contre lui dans les conditions acceptées à Paris, soit que son programme flatte les secrètes préférences de Feyçal, celui-ci lui subordonne bientôt sa ligne de conduite politique. Il continue bien à donner aux autorités françaises des assurances verbales de dévouement et de désir d'entente, mais ces prétendues bonnes intentions sont constamment démenties par les faits. Non seulement il institue une manière de marchandage tendant à reprendre une à une les concessions consenties par lui, mais encore il confirme son inaptitude à empêcher les manœuvres hostiles dont nous sommes l'objet. C'est ainsi qu'il prétend ne pouvoir nous donner la libre disposition de la voie ferrée Rayak-Alep, cependant indispensable à l'envoi de renforts aux troupes de Cilicie et à leur ravitaillement en vivres et en munitions. Il se montre également impuissant à arrêter les troubles qui recommencent de plus belle dans la région d'Antioche, chez les Ansarieh et dans le Merdj Ayoun, à l'instigation de ses plus chauds partisans.

Moins de deux mois après le retour de l'Émir, il semble donc être avéré qu'il n'a ni l'autorité suffisante, ni la volonté de rétablir l'ordre dans les territoires syriens et de collaborer loyalement avec la France. Il s'apprête au contraire à tenter une aventure extrême destinée à le libérer de la tutelle française.

Dans son ensemble, la situation est alors plus délicate que jamais, et tout indique qu'elle va devenir critique. Mais sans moyens militaires suffisants pour imposer la volonté de son Gouvernement, et d'ailleurs fidèle aux instructions reçues, le général Gouraud fait preuve de patience et continue à observer l'entente conclue avec Feyçal, que nous aidons de toutes manières, que nous subventionnons, avec qui nous marchandons, dans l'espoir de mettre fin au désordre et de pouvoir organiser le pays enfin pacifié.

Car les Syriens, et surtout les Libanais, s'impatientent. Ils ne peuvent comprendre les difficultés de toute nature auxquelles nous nous heurtons. Ils demandent à sortir de l'état d'incertitude politique et administrative dans lequel on les tient, et qui arrête toute vie économique. En zone Ouest et même en zone Est, ils redoutent que la France se soit trop engagée avec Feyçal, toujours considéré comme l'homme des Anglais, et dont ni l'origine, ni le caractère, ni les tendances n'ont leur sympathie. Au Liban, on commence à craindre que nous ayons sacrifié la réalisation du Grand Liban, ardemment désirée par les populations, à une entente chimérique avec l'Émir.

Celui-ci, dans les derniers jours de février, et sous la pression du parti extrémiste de Damas, croit enfin le moment venu de jeter le masque sans danger. Les événements de Cilicie absorbent en effet la presque totalité de nos troupes. La situation militaire de la France en Europe, aggravée par la démobilisation et par des difficultés de transport, ne permet pas l'envoi des renforts promis en novembre au général Gouraud, et souvent réclamés depuis.

La politique anglaise affecte par ailleurs certaine divergence avec la nôtre. Dans l'intérieur de la Syrie, les esprits surexcités par une propagande intense atteignent le degré de fanatisme et de xénophobie voulu par Feyçal pour qu'il puisse se dire emporté par le courant nationaliste. Les circonstances lui semblent donc éminemment favorables à la réalisation de ses desseins.

Sous couvert de donner une nouvelle constitution au pays, il fait réunir discrètement à Damas un Congrès syrien, soi-disant émané de la volonté unanime du peuple. C'est ce Congrès qui, le 8 mars, le proclame roi de Syrie, en même temps qu'il décerne la couronne de Mésopotamie à son frère l'émir Abdallah, le deuxième fils du Chérif de la Mecque.

L'illégalité de ce Congrès résultait de sa composition même. La seule zone Ouest, qui compte en chiffres ronds 500 000 Chrétiens, 200 000 Musulmans Sunnites, 100 000 Musulmans Chiites, 350 000 Ansarieh, 60 000 Druzes et 6 000 Ismaïlieh, y était représentée par treize Musulmans Sunnites, deux Chrétiens et un Musulman Chiite. Ni le Liban, ni les Ansarieh, ni les Ismaïlieh, ni les Druzes, c'est-à-dire plus des deux tiers de la population, n'y avaient pris part.

Le résultat de ce coup d'État ne se fit pas attendre. Si, à Damas, il provoqua un enthousiasme assez vif parmi les étrangers, clients de Feyçal, et parmi ses partisans indigènes à l'affût de quelques postes ou déjà pourvus de sinécures, il souleva dans toutes les régions des protestations spontanées et violentes ; télégrammes, pétitions, supplications même, affluèrent à l'adresse du général Gouraud et des gouvernements de l'Entente pour dénoncer cette usurpation éhontée.

En même temps qu'un roi, le pseudo-congrès syrien créait un ministère, qui, sous la présidence de Riza Pacha Rikaby, réunissait les extrémistes les plus notoires. Comme s'il eût tenu à bien marquer sa dépendance totale vis à vis de l'Empire islamique rêvé par le vieil Hussein, il choisissait aussi un drapeau qui n'était autre que le drapeau du Hedjaz, adorné d'une étoile.

Il restait à savoir quelle attitude adopterait, à la suite de cette mise en demeure, la Conférence de la Paix, suprême dispensatrice d'unités et d'indépendances. Mais le nouveau roi ne fut reconnu ni par le Gouvernement français, ni par l'Angleterre, ni par la Conférence. Toutefois, d'accord avec l'Angleterre, la France le convoqua d'abord à Paris, puis à San Remo, pour régler en sa présence la question du mandat et fixer définitivement, en se conformant aux usages internationaux, le sort de la Syrie. Malheureusement pour lui, il ne sut pas comprendre à temps qu'il fallait se rendre à cette invitation.

Et cependant, toute la politique de l'Émir, depuis son couronnement, s'inspirait du désir de faire reconnaître par les

Puissances les initiatives hasardeuses du prétendu congrès syrien. Feyçal, fidèle à la tactique paternelle, comptait sur son habileté à opposer l'une à l'autre la France et l'Angleterre. Mais, à la fin d'avril, la conférence de San Remo, qui avait confié officiellement et définitivement à la France le mandat sur la Syrie, ne tarda pas à lui montrer qu'il avait fait fausse route, et qu'un accord parfait régnait entre les deux Puissances. Il en fut donc réduit à tenter de gagner par ses propres moyens la couronne placée sur sa tête.

L'été de 1920 l'a vu se préparer militairement contre nous en intensifiant le recrutement et recherchant de nouvelles ressources fiscales. Son effort politique se manifestait en même temps par une formidable pression exercée sur les populations, mais plus particulièrement sur celles de la zone Ouest, pour les amener à se détacher de la France et à rejeter la tutelle française.

Tous les moyens habituels furent mis en œuvre pour atteindre ce but : propagande ouverte, promesses, menaces, entraves apportées au ravitaillement. Mais les massacres de nos partisans et les pillages de leurs biens, organisés par des bandes soudoyées, armées, dirigées et protégées par les autorités chérifiennes étaient ce sur quoi elles comptaient le plus pour ruiner le prestige français. Depuis Alexandrette jusqu'à Tyr, des incidents d'une exceptionnelle gravité éclataient de toutes parts. Les villages chrétiens du Sahyoun et ceux du Djébel Ansarieh étaient mis à sac ; les populations chrétiennes de Tyr et de Merdj Ayoun étaient traquées et torturées avec des raffinements de cruauté inconnus des nations civilisées. Devant ce mouvement que nous demeurions impuissants à réprimer par suite de l'utilisation de tous les effectifs disponibles en Cilicie, un sentiment d'angoisse se répandit parmi nos amis les plus convaincus.

Exploité habilement par les agents chérifiens, cet état d'esprit conduisit certaines personnalités à écouter les suggestions venues de Damas et qui voulaient paraître tendre à réaliser l'union, tout au moins apparente et momentanée, des diverses races de Syrie, en les ralliant à Feyçal et en répudiant tout concours français.

L'affaire des conseillers administratifs du Liban fut un chef-d'œuvre de cette manière. Achetés par l'Émir, moyennant

42 000 livres égyptiennes, soit plus de 2 millions de francs de notre monnaie, sept d'entre eux, dont la désignation datait d'ailleurs du régime turc, se proposaient de se rendre à Damas pour prêter hommage au nouveau roi de Syrie. Ils devaient ensuite l'accompagner en Europe, afin de demander à la Conférence de la Paix, contrairement aux vœux maintes fois exprimés par les populations et par leurs représentants qualifiés, le rattachement du Liban à l'État syrien sous l'égide de Feyçal et à l'exclusion du mandat français. Arrêtés au cours de leur voyage à Damas où ils allaient exécuter leur complot, ils firent des aveux complets qui ne laissaient aucun doute sur les machinations hostiles des autorités chérifiennes.

Cette fois, la mesure était comble : il était impossible à la France de tolérer plus longtemps les folles provocations de son étrange allié. L'expérience chérifienne, tentée avec bonne foi et loyauté, de notre part, depuis novembre 1919, avait échoué. Le Gouvernement de la République va se montrer décidé à imposer en Syrie l'ordre qu'il a reçu mission de la Conférence de la paix d'établir et de maintenir. Et devant cette volonté bien arrêtée, Feyçal devra se soumettre ou céder la place.

Le 14 juillet, au nom de son Gouvernement, le général Gouraud adressait à l'Émir un ultimatum qui, rappelant tout d'abord la longue suite des actes hostiles des autorités chérifiennes, précisait ensuite les garanties que la France se voyait dans l'obligation de prendre pour assurer la sécurité de ses troupes et celle des populations des territoires confiés à son mandat. Ces garanties étaient les suivantes :

1° Disposition absolue de la ligne de chemin de fer Rayak-Alep, assurée par le contrôle du trafic, la garde des voies, et l'occupation d'Alep;

2° Abolition de la conscription obligatoire et licenciement de l'armée chérifienne, qui devait revenir à ses effectifs de décembre 1919;

3° Reconnaissance du mandat français;

4° Acceptation de la monnaie syrienne, émise par la France au pair du franc et déjà en cours dans la zone Ouest;

5° Châtiment des criminels de droit commun condamnés en zone Ouest et réfugiés en zone Est.

Le délai d'acceptation, fixé à 4 jours par le général Gouraud,

devait expirer le 18 juillet. Sur la demande instante de l'Émir, le délai fut prorogé, d'abord jusqu'au 19, puis sur une nouvelle insistance de Feyçal, jusqu'au 20 minuit.

Aucune réponse n'étant parvenue à l'heure fixée, les troupes françaises se mirent en marche le 21. Le jour même, cependant, arrivait au quartier général français une acceptation de principe de l'Émir. Le télégramme qui la notifiait était destiné à parvenir la veille, mais il avait été arrêté à un relai par un de ces désordres locaux que Feyçal s'était tellement plu à fomenter contre nous, et qui lui nuisait à son tour.

Poussant jusqu'à ses limites extrêmes sa loyauté légendaire, le général Gouraud voulut néanmoins tenir compte de cette intention, manifestée pourtant trop tard. Il arrêta ses troupes à la fin de leur marche du 21 et attendit que l'Émir sanctionnât ses promesses par des actes ; ces actes escomptés lui étaient précisés d'ailleurs par une nouvelle note.

L'acceptation définitive de ces conditions par l'Émir, et les mesures qui les consacreraient, devaient être acquises pour le 23 juillet minuit.

Un court billet à l'encre rouge, écrit nerveusement de la main même de l'Émir, apportait son refus dans la soirée de ce jour. Feyçal avait signé aussi, le 21, un autre document dont il ne nous destinait certes pas l'original. C'était l'ordre pour ses troupes de la région de Homs de marcher sur les détachements français placés en couverture de la route de Tripoli, dans la zone d'occupation française. Cet ordre fut exécuté, mais c'est un sanglant échec qu'avaient subi les Chérifiens, le 22 juillet, à Tel-Kalah.

Ce qu'il faut retenir avant tout, c'est que, dans le même temps où il implorait la clémence du général Gouraud et faisait appel à sa droiture, Feyçal lançait traitreusement contre nous ses troupes régulières, en violation de la suspension d'armes que nous lui avions consentie pour le sauver. Voilà quel est l'homme qui a osé aller, le 6 décembre de cette même année, déposer une couronne sur la tombe anonyme du soldat britannique enterré à Westminster!

Le sort en était jeté. Les troupes du général Goybet, qu'assistait le propre chef d'État-major du général Gouraud, le colonel Pettelat, se mirent en route sur Damas le 24 juillet au matin. Elles marchaient à la bataille. Deux divisions chérifiennes leur

barraient la route à la sortie de l'âpre défilé de Khan Meiseloun. Cette armée de Feyçal soutint le choc.

Organisés, commandés et inspirés par le ministre de la guerre de Feyçal, Youssef bey Azmé, ancien officier turc sorti de la Kriegsakademie de Berlin, les Chérifiens se battirent bravement et imposèrent des pertes à nos troupes. Mais le cœur des soldats français, l'esprit de manœuvre de leurs chefs, et notre outillage supérieur devaient gagner la partie. Déjà Feyçal avait pris le large vers l'Est. Au moment où la lutte qu'il avait provoquée par tous les moyens devenait un fait accompli, il fuyait la bataille, où son commandant en chef Youssef Bey avait du moins trouvé la mort digne d'un soldat.

Dès que la défaite fut connue à Damas, le Gouvernement fit connaître au général Gouraud que la résistance cesserait immédiatement, que toutes ses conditions étaient acceptées, y compris la première que le général avait ainsi libellée : « L'émir Feyçal a cessé de régner. » Le pays paierait une contribution de guerre, et le désarmement serait général.

Ainsi, le danger chérifien que certains prétendaient si redoutable s'effondra en un jour comme un château de cartes, et la chute même de Feyçal, fils de chérif et chérif lui-même, laissa le peuple indifférent.

Après Damas, nos troupes occupèrent successivement Alep, Homs et Hama. Partout elles furent accueillies avec empressement, par ces populations que les agitateurs extrémistes représentaient naguère comme prêtes à se faire massacrer plutôt que de supporter l'ingérence étrangère dans leur pays.

Car chacun était las de l'arbitraire chérifien, pire que le despotisme turc. Il n'avait apporté ni la liberté, ni l'ordre, ni la justice, ni la prospérité espérées, mais, au contraire, l'insécurité publique, la conscription obligatoire, l'accroissement de l'impôt et le marasme commercial. Aussi l'arrivée des Français, qui manifestaient l'intention d'entrer résolument dans la voie des réalisations politiques et économiques, fut-elle saluée unanimement comme l'aurore d'une vie nouvelle qui allait permettre enfin aux populations syriennes, conseillées par les techniciens de la nation mandataire, de poursuivre leur évolution et d'atteindre le haut degré de développement auquel elles aspiraient.

L'épouvantail chérifien abattu, tout s'arrangea en Syrie comme par enchantement, et notre alliance avec le pays s'af-

firma de jour en jour. Elle se consolidera encore dans l'avenir.

Nous défendrons le territoire syrien contre nos ennemis communs, les gens de désordre, nous lui apporterons l'organisation qu'il attend et la collaboration franco-syrienne se développera libre et féconde. L'hypothèque chérifienne, entérinée à Londres, est levée.

IV. — LA RÉVOLTE DE LA CILICIE. — KÉMAL PACHA

Mais l'hypothèque kémaliste, entérinée à Moscou, ne l'est pas encore : le moment est venu d'en suivre le développement pendant le cours de l'année écoulée.

Le mouvement nationaliste, dirigé par Mustafa Kémal Pacha, se développa sans cesse au cours de la seconde partie de 1919. Le Turc, le premier de nos ennemis, et peut-être le plus gravement atteint par la défaite, a eu tous les prétextes pour relever la tête et tout le temps d'organiser sa résistance. Les interminables discussions des premiers traités de paix lui ont laissé le loisir de reprendre conscience de la situation ; le manque d'unité d'action des Alliés ne pouvait lui échapper ; surtout, son exaspération avait été mise à son comble par l'octroi de Smyrne aux Grecs et par les massacres d'Aïdin.

Entre temps, les bruits répandus sur le sort futur de Constantinople donnaient aux Nationalistes un grave motif de souci et une occasion de manifester leur mécontentement, à l'effet de peser sur les négociations entamées. L'arrogance arménienne fut également interprétée contre nous ; les Français furent accusés d'avoir poussé à bout toutes les provocations et de vouloir enlever aux Turcs, au profit des Arméniens, la plus riche des provinces de l'Empire ottoman : la Cilicie. Car le général Gouraud trouva la Cilicie occupée par des milliers d'Arméniens nécessiteux placés sous notre protection. La misère est mauvaise conseillère et ces malheureux ne pouvaient oublier la rancune séculaire qui engendra entre Turcs et Arméniens les luttes sans merci dont l'histoire a enregistré les étapes sanglantes.

La relève anglaise s'effectua cependant sans incident, mais le feu turc couvait sous les cendres ottomanes et, au premier souffle vif, on découvrit un brasier ardent. Voici nos garnisons installées dans l'immense pays qui s'étend de Mersine sur la Méditerranée à Ourfa dans la Haute-Mésopotamie. La distance

entre les deux villes est de 400 kilomètres à vol d'oiseau. Il règne bientôt un hiver rigoureux. La neige tombe en abondance, parfois sur deux mètres d'épaisseur; les communications de l'armée du Levant deviennent dangereuses et incertaines; nos forces, déjà minimes, vont en diminuant, et la démobilisation de la classe 18 va priver, du jour au lendemain, le corps d'occupation de 5000 de ses hommes les plus instruits. Quelques renforts arrivent cependant, mais aux fameux effectifs reconnus nécessaires en octobre, il manque encore neuf bataillons, deux batteries, quatre escadrons, et la presque totalité d'une aviation qui aurait été si utile.

C'est alors qu'éclate en janvier le violent incident de Marache. La sédition avait été préparée entièrement par les Turcs, et elle eut pour occasion des mesures de police prises vis-à-vis de certains récalcitrants. En quelques instants, la ville entière était soulevée et le massacre commençait. C'était le début de troubles qui devaient se propager rapidement, et devenir une guerre véritable avec le Nationalisme turc.

Marache est assiégé du 21 janvier au 9 février; la garnison, fortifiée dans la ville haute, doit être secourue à tout prix, mais les moyens manquent. Il faut créer des disponibilités. Un régiment de tirailleurs débarqué à Beyrouth le 10 janvier est rembarqué le 15 pour Mersine; il y est ajouté le seul bataillon de réserve disponible dans toute la Syrie qui se trouve entièrement démunie. A partir de ce moment jusqu'en juin, l'armée du Levant va être contrainte de vivre au jour le jour en restant à la merci des circonstances; des bataillons sont transportés en toute hâte sans qu'on puisse embarquer leurs équipages, des unités de marche sont constituées avec des renforts à peine arrivés et amalgamés; il est fait appel au concours des unités de débarquement de nos bateaux de guerre, et, on peut bien l'avouer aujourd'hui, il est constitué à Beyrouth, pour la défense de la place, une compagnie de garde avec les ordonnances des officiers et les employés militaires... Voici la fraîche et joyeuse campagne qu'une certaine presse accuse les « militaires d'entretenir là-bas pour y soigner leur avancement... » La suite du récit est plus édifiante encore à ce point de vue.

Les troupes de secours de Marache arrivaient enfin à temps devant la ville sous la conduite énergique du colonel Normand. La gravité de la situation, les rigueurs de la saison rendant le

ravitaillement problématique, lui paraissaient commander l'évacuation. C'était donc la retraite.

Malheureusement, le groupement ramené par le colonel Normand, et comprenant quelques milliers d'Arméniens qui n'avaient d'autre ressource que ce nouvel exode pour échapper au massacre, dut surmonter d'énormes difficultés de route. Le 12 février, la colonne fut assaillie par une tempête de neige qui coûta la vie de la moitié des familles arméniennes, et éprouva cruellement nos tirailleurs indigènes, peu préparés à de pareilles rigueurs de climat. Enfin, avec de douloureux sacrifices, par un froid de vingt degrés, et parmi des scènes qui rappelaient les sombres tableaux de la retraite de Russie, la garnison de Marache déboucha des montagnes et rejoignit Adana. Elle était sauvée.

Il fallait narrer ces événements tragiques, mentionner l'indigence de troupes dont souffrait l'armée du Levant, pour donner une idée des difficultés au milieu desquelles son commandement dut se débattre. Il faut ajouter à ces angoisses celle de voir le gouvernement de Feyçal, fort bien au courant de nos difficultés, nous refuser, à cette heure grave, la voie de Beyrouth-Rayak-Alep, seule communication par terre de nos troupes engagées sur le nouveau front Nord.

Car, il n'y avait pas à s'y méprendre, c'était un front véritable qu'il allait falloir constituer contre le développement de l'insurrection nationaliste. L'incontestable succès remporté par elle à Marache lui a donné tous les espoirs. Cette réussite est exploitée largement aux dépens de notre prestige. Le Kémalisme s'organise pour nous combattre.

Son commandement est bien pourvu, par les cadres de l'armée régulière turque, par les conseils d'officiers allemands qui continuent la tradition de la Grande Guerre. Son armement est assuré, tant par l'imperfection d'un armistice incomplet qui a laissé aux Ottomans leurs dépôts de matériel de guerre, au lieu d'en exiger le versement, que par la négligence de nos Alliés qui ont laissé sur place des dépôts d'armes et de munitions, en évacuant la Cilicie et, plus tard, l'Anatolie. Ses effectifs seront abondamment entretenus, et par les soldats turcs demeurés sous les armes, et par l'appel constant fait, sous la menace de la terreur, à tous les contingents ruraux transformés en combattants de guérillas, permanents et insaisis-

sables. Les Kémalistes ne manqueront pas non plus d'alliés, car nous aurons bientôt la preuve de leur complicité avec les Chérifiens de Feyçal que nous combattons en Syrie. Enfin, la force morale du Nationalisme turc est considérable, puisque c'est celle de l'Islam même, avec l'appui tacite, mais certain, de la Sublime Porte et de son chef, le Khalifat. Kémal Pacha se vante même de reprendre dans toute son ampleur le rêve panislamique et pantouranien, fût-ce au prix d'une alliance avec les Rouges. Aux deux grandes Puissances musulmanes, l'Angleterre et la France, il prétend arracher leurs plus belles parures : l'Inde et l'Afrique du Nord.

Voilà à quels adversaires nous allons avoir affaire sur le front Nord, tandis que la famille du grand Chérif de la Mecque nous combattra, à l'Est, en Syrie continentale.

Pour faire face à ce nouveau danger, le général Gouraud doit restreindre le front de la division Dufieux, à laquelle serait sans cela imposée la continuité d'une charge au-dessus de ses forces ; la division de Lamothe reçoit tous les territoires situés à l'Est de l'Amanus.

C'est donc à ces deux chefs, les généraux Dufieux et de Lamothe, que va revenir la mission d'assurer la sécurité du front Nord de l'armée du Levant.

Tous ceux qui, pendant la guerre, ont connu le général Dufieux, admirent sa droiture, son courage, sa puissance de travail, son affection pour la troupe. Il fut, pendant l'année décisive, le chef du troisième bureau de l'État-major général du maréchal Pétain dont l'ennemi eut tant à souffrir. Il fut aussi le chef d'une de nos plus braves divisions. Et le général Gouraud savait mieux que personne à qui il confiait la division de Cilicie, quand il mettait à sa tête l'homme qu'il avait eu pendant un an comme chef d'État-major au Maroc, lors de la marche sur Taza, le général qu'il avait eu la joie de retrouver à Strasbourg. Le général Dufieux, chef militaire, était secondé pour la partie politique et administrative de sa tâche par le colonel Brémond, connu depuis les affaires de Fez en 1912, et auteur d'un important ouvrage sur l'Arménie.

Le général de Lamothe est un maître en politique indigène. Il est un des meilleurs élèves du général Lyautey. Tout finesse, souplesse et énergie, le général de Lamothe présentait, de par son passé de colonial et de « marocain, » le maximum de

garanties pour aborder un problème aussi difficile avec d'aussi infimes moyens. N'était-ce pas lui qui, dans le Sud du Maroc, en pleine guerre, avait eu l'art et l'on peut dire la science de nous concilier, par la politique seule, d'immenses tribus insoumises avec lesquelles nous n'échangeâmes pas un coup de fusil? Quel autre homme choisir pour mener en Syrie, avec des moyens minimes, une politique et une action militaire exigeant l'habileté et l'économie? Le général de Lamothe y ajouta l'esprit de sacrifice qu'il fallait dans des circonstances aussi précaires; nommé au commandement de sa division, le 6 février, et parti aussitôt pour fixer son quartier général à Killis, il trouva le pays tellement troublé qu'il lui fut impossible d'atteindre ce point avant la fin de mars. Il resta jusque-là à Katma, sur la voie ferrée au Nord d'Alep, installé dans un modeste compartiment de chemin de fer du Bagdad, par dix degrés de froid, avec son fidèle chef d'État-major. C'était le commandant Rochas qui, un mois plus tôt, avait été, comme dans l'opérette, « pris par des brigands » sur la route de Damas.

Il était temps d'adopter le dispositif militaire qui plaçait côte à côte sur notre front Nord les divisions de Lamothe et Dufieux. Les bandes opéraient sur les revers du Taurus, enseveli sous les neiges; des contingents plus solides encore agissaient plus à l'Est, où le froid était moins rigoureux.

Depuis le début de février, Ourfa et tous nos postes de l'Euphrate étaient assiégés; à Aïntab, le colonel Flye Sainte-Marie maintenait l'ordre par un tour de force sans cesse renouvelé. Dès les premiers beaux jours, l'invasion kémaliste inonde la Cilicie. C'est à grand'peine qu'on l'empêchera de la submerger. Les passes de la montagne vomissent l'envahisseur : le sandjak de Kozan est occupé par lui, il assiège Hadjin et Sis, ses coureurs atteignent les abords de la voie ferrée près de Mersine et d'Adana.

Le plan kémaliste consiste à pénétrer dans le pays, y soulever les paysans, les organiser méthodiquement, donner l'assaut à nos postes, ou tout au moins couper leurs communications, jusqu'au jour où, à bout de ressources, ils devront ou succomber ou se retirer.

Le même plan est appliqué à l'Est de l'Amanus. Dès la fin de mars, Aïntab et Killis sont encerclés par des forces irrégulières, nos convois attaqués.

L'ennemi porte principalement ses efforts sur la voie ferrée de l'Amanus, seule artère par laquelle peuvent parvenir à la division de Lamothe renforts et ravitaillements, puisque la route d'Alexandrette est coupée par les bandes, puisque la mauvaise volonté chérifienne nous interdit l'usage du chemin de fer d'Alep.

En Cilicie, la garde de la voie ferrée et les garnisons des places absorbent les forces de la division, dont deux bataillons seulement sont disponibles pour la manœuvre. Le général Dufieux ne recevra comme renforts que deux autres bataillons sans équipages. Avec ces faibles moyens, renforcés momentanément par des prélèvements sur les garnisons, il parvient, par une série ininterrompue d'opérations, à débloquer les postes de l'Amanus (fin mars), Ekbès (colonne Laurent, 4-7 avril), Sis (colonne du même colonel Laurent, 14-18 avril), à dégager la voie ferrée au Nord de Mersine et de Tarsous (colonnes Durand, 19-21 avril, et Thiébaut, 25-27 avril).

En pénétrant par les défilés de Bozanti, le long de la voie ferrée, l'ennemi avait enlevé les postes de Keblebek et de Hadjikiri; Bozanti était assiégé depuis cette date.

C'est seulement à la fin de mai, que le général Dufieux, à qui trois bataillons venus d'Afrique ont été affectés peut former une colonne, capable d'essayer d'intervenir sans imprudence. A cette colonne qui doit pénétrer à plus de 80 kilomètres au pays insurgé, en pleine montagne, on ne peut consacrer cependant que 4 bataillons, 2 batteries et un escadron; elle quitte Tarsous le 17 mai. Mais elle se heurte dans la montagne à trois positions successives, solidement organisées, et malgré son ardeur et ses pertes, ne peut réussir à enlever la troisième.

Quelques jours plus tard, la garnison de Bozanti succombe après deux mois d'héroïque défense. De tels souvenirs douloureux ne doivent pas être perdus de vue quand il est question des effectifs de l'armée du Levant : il est aisé de comprendre que lorqu'un poste est cerné par plusieurs milliers d'ennemis, et qu'il ne se trouve pas, en arrière, d'effectifs suffisants pour le dégager, l'issue est fatale, quel que soit l'héroïsme de la défense.

A la même époque, la division de Lamothe dispose de forces encore moins nombreuses pour garder un territoire plus étendu. Elle devra donc compenser l'insuffisance des effectifs par une extrême mobilité.

Sur cette division pèse la lourde inquiétude d'Ourfa, assiégé à 200 kilomètres de Killis, et qu'il faut dégager à tout prix. Une première colonne, opérant le long de la voie ferrée, avait, au début de mars, dégagé Biredjik et ravitaillé tous nos postes du Bagdad jusqu'à Tel Abiad. La faiblesse de ses effectifs, 2 bataillons seulement arrivant de Marache et qui constituaient toutes les disponibilités du général de Lamothe, l'avait empêchée de pousser jusqu'à Ourfa.

A la fin de mars, les forces mobiles du général de Lamothe culbutent les Kémalistes et encerclent Aïntab, ravitaillent la ville, s'y renforcent d'artillerie et, grossies de quelques renforts, reprennent l'opération sur Ourfa.

A peine cette colonne est-elle partie, qu'une révolte éclate à Aïntab (2 avril). La colonne revient à marches forcées de Djerablous, soumet la ville après de violents combats (18 avril), reprend sa marche sur Ourfa (26 avril), mais apprend en route la chute de ce poste, dont la garnison avait été attirée par les Turcs dans un honteux guet-apens. La colonne se porte alors sur Serroudj pour rétablir le prestige de nos armes et châtier les coupables. Les forces nationalistes sont battues et dispersées au Nord de Serroudj les 5, 6 et 7 mai. Pendant ce temps, notre garnison d'Aïntab a été de nouveau attaquée et se trouve en péril. La colonne Debieuvre revient encore une fois sur cette ville en bousculant, le 23, toutes les forces kémalistes de la région, réunies pour lui barrer la route.

Les troupes de la division de Lamothe ont ainsi marché sans arrêt de mars à mai, pour porter leurs armes aux points les plus menacés. Elles ont combattu à Biredjik le 5 mars, à Tel Abiad le 11 mars, devant Aïntab du 26 au 28 mars et du 13 au 18 avril, à Serroudj les 5, 6 et 7 mai, et encore à Aïntab le 23 mai. Grâce à leurs efforts, l'ennemi qui s'avançait de l'Est, plein d'espoir, à la suite de son honteux succès d'Ourfa, était rejeté vers l'Est, et Aïntab nous restait.

Mais l'effort était à son maximum. C'était le moment où les Chérifiens commençaient à se préparer ouvertement à nous faire la guerre ; les renforts attendus de France n'arrivaient pas, les pertes s'accentuaient, les dépenses augmentaient, tout concourait à rendre nécessaire de saisir la première occasion d'une tentative de conciliation avec l'ennemi. Or, elle se présenta dans

le courant de juin, et l'on put concevoir l'espoir de dissocier nos adversaires en traitant avec les Kémalistes.

Si les négociations aboutissaient, si les hostilités cessaient pour quelque temps au Nord, c'était la possibilité de concentrer nos troupes sur le front chérifien, de faire effectivement peser la menace de notre force et peut-être d'obtenir de Feyçal la conciliation désirée.

Le général Gouraud reçut favorablement les invites indirectes de Mustafa Kémal, transmises par l'intermédiaire de parlementaires turcs venus à Beyrouth. M. Robert de Caix, secrétaire général du Haut-Commissariat, se rendit à Angora pour passer une convention d'ordre purement militaire. Après de laborieuses discussions, un armistice de 20 jours, valable à partir du 30 mai, était signé.

Les Turcs s'engageaient à suspendre les armes, et à nous laisser ramener sur la voie ferrée d'Adana à Mersine, nos garnisons de Bozanti et de Sis ; nous acceptions d'évacuer la ville d'Aïntab proprement dite, sinon le camp voisin qui la commandait. Enfin, la suspension d'armes devait être mise à profit pour échanger les prisonniers.

Cette convention fit naître, de notre côté, de grands espoirs. Les ordres les plus fermes avaient été donnés pour qu'elle fût rigoureusement observée. Elle déçut les Nationalistes, car ils escomptaient non pas une convention militaire passée par le général Gouraud, mais une tractation diplomatique avec le Gouvernement français, pour sauver leur pays d'une paix qu'ils entrevoyaient déjà comme désastreuse. C'est surtout pour cette raison que la négociation fut si difficile, et que M. Robert de Caix a eu un grand mérite à la mener quand même jusqu'au bout.

Au reste, les Kémalistes n'exécutaient pas les clauses de l'armistice. Dès les premiers jours, leurs chicanes commencèrent sur l'application du texte signé, et jamais, sur la partie occidentale du front de Cilicie surtout, les hostilités ne cessèrent complètement. Les bandes nationalistes continuèrent à opérer, le renvoi de nos prisonniers ne fut que partiel. Les prétentions kémalistes devinrent exorbitantes et les difficultés se multiplièrent.

Malgré nos efforts pour décider Kémal Pacha à prolonger la suspension d'armes, rien ne put être obtenu. Le chef nationa-

liste, obstiné et mal conseillé, ne se rendait pas compte que son véritable intérêt était de s'entendre avec nous, comme il l'avait fait avec les Italiens, puisque cela ne pouvait que grandir sa situation, sans engager l'avenir. C'était pour lui le meilleur moyen de conserver au moins notre appui en vue de la conservation de Constantinople, que certains de nos alliés étaient moins que disposés à laisser à la Porte, car nous étions de beaucoup les moins acharnés adversaires de la Turquie. Mais le Pacha, poussé sans doute par l'intransigeance des extrémistes de son parlement d'Angora, nous accusa d'une déloyauté qu'il avait été le seul à manifester. Il saisit le prétexte d'une opération de police faite à Héraclée par des troupes françaises venues de Constantinople pour proclamer que nous avions violé nos engagements. Or, l'armistice conclu n'affectait que le front de Cilicie, relevant seul du commandement du général Gouraud, et ce dernier ignorait tout d'une initiative prise à ce moment à Constantinople, sans qu'il en ait eu le préavis.

En somme, la conciliation ne fut que très relative et de courte durée. Mais l'armistice avait eu d'heureux résultats. Car, si les hostilités reprirent en Cilicie, très activement, il n'en fut pas de même dans les territoires de l'Est, pendant tout le mois de juillet. Ce répit très nécessaire, et combiné avec l'arrivée des renforts, allait nous permettre d'imposer enfin nos conditions à Feyçal.

Profitant en effet de l'accalmie, le général de Lamothe regroupe ses forces. Il évacue au début de juillet tous les postes à l'Est de l'Euphrate, puis Biredjik et Djerablous. La division se replie sur elle-même. Ses troupes, groupées dans la région de Katma et celles du général Goubeau qui vient de prendre le commandement à Alexandrette, réunies à El-Hammam, au total 8 bataillons et 7 batteries, se tiennent prêtes à marcher sur Alep.

En même temps, l'arrivée d'une brigade sénégalaise, qui porte à quatre divisions de quatre régiments chacune le total de nos troupes, en y comprenant la division que le général Goubeau a amenée de Constantinople, permet de former en Békaa, face à Damas, une masse de dix bataillons et huit batteries, que deux groupements secondaires couvrent, l'un dans la trouée Tripoli-Homs, l'autre dans le Merdj Ayoun.

C'est le moment même où, grâce aux renforts parvenus, à la concentration de la division de Lamothe, et au développement

continu de l'effort des troupes du général Dufieux en Cilicie, la question de Damas va entrer dans une phase décisive.

Mais il restait à maintenir pendant ce temps la situation dans le Nord, et à entretenir sans défaillance une lutte que les Kémalistes avaient proclamé leur volonté de poursuivre.

A la fin de juin, elle reprend avec une violence accrue; la tâche devient rapidement très dure pour des troupes éprouvées par dix mois de luttes antérieures et par les rigueurs de l'été. Bientôt Mersine, Tarsous, Adana, sont investies et serrées de très près par des forces importantes, bien munies de mitrailleuses et d'artillerie. Pour accroître ses disponibilités, le général Dufieux doit évacuer les postes de l'Amanus et les ramener sur Adana. Les garnisons de ces postes procèdent à leur évacuation méthodique, font leur jonction, et, sous les ordres du colonel Dubuisson, arrivent à Adana le 25 juillet, après un mois de marches et de combats ininterrompus.

L'arrivée de la colonne Dubuisson apporte à la garnison d'Adana un renfort opportun. Tarsous, assiégé depuis le début du mois, bombardé et attaqué à plusieurs reprises, demandait un secours que le général Dufieux, faute de disponibilités, ne pouvait lui donner. Grâce au retour de la colonne Dubuisson, le 25, une nouvelle colonne de quatre bataillons d'effectif bien diminué, mais pleins d'ardeur, sort d'Adana; deux jours après, le 27, elle enfonce, sous une chaleur torride, plusieurs milliers de Turcs, bien encadrés et commandés par des officiers allemands, qui cherchaient à leur barrer la route, débloque Tarsous, et, toujours combattant, pousse jusqu'à Mersine. Au retour, la même troupe ravitaille Tarsous, malgré l'ennemi, et rentre superbe d'allure à Adana, malgré des fatigues surhumaines.

De leur côté, Djihan, Toprak-Kalé, Osmanié sont bloqués et attaqués. Les garnisons de Tarsous et d'Adana sont serrées de près. L'ennemi est de plus en plus nombreux et organisé. Aux bandes kémalistes du début, se sont substituées dans le courant de l'été des formations solides, bien armées et manœuvrant à l'européenne. Contre cet adversaire, malgré la disproportion du nombre, malgré six mois de combats incessants, malgré le climat, nos troupes diminuées par les pertes et les maladies continuent la lutte sans arrêt.

Dans le commandement du général de Lamothe, la lutte ne

reprend qu'au début d'août, par une nouvelle attaque d'Aïntab. Les principaux efforts se sont depuis lors concentrés autour de cette ville.

De plus, des colonnes sont demeurées sans cesse nécessaires pour protéger la voie ferrée du Bagdad, et dégager nos postes fréquemment attaqués. Ainsi les troupes françaises n'ont pas connu de repos depuis janvier. Mais, grâce à leurs efforts, il a pu être formé devant les Turcs, qui se flattaient de réoccuper Aïntab, puis Killis, et de pousser même jusqu'à Alep et Alexandrette, un rempart solide, à l'abri duquel les populations de l'intérieur, rassurées, viennent à nous et s'installent sous notre protection.

V. — L'ORDRE NOUVEAU EN CILICIE

En même temps, un gros effort allait être fait en Cilicie pour y établir notre prestige, pour tenter de trouver une solution à un conflit chaque jour plus coûteux et que les dispositions du traité de Sèvres rendaient plus vain, puisqu'elles prévoyaient le retour de la Cilicie aux Turcs.

Logiquement, ces promesses auraient dû ramener les Kémalistes à des sentiments plus conciliants; leur principale crainte à notre égard était dissipée, alors qu'ils considéraient les Anglais comme restés maîtres de Constantinople, et que les Grecs, leurs adversaires principaux, avaient pris sur la route d'El Afioun Kara Hissar l'initiative d'opérations offensives dans lesquelles l'armée de Smyrne ne fut arrêtée dans sa marche sur Angora que par un télégramme d'Athènes. Mais c'est le moment où les tractations avec les Bolchévistes donnent au parti national turc l'espoir d'une aide effective de l'armée rouge, où l'entente réalisée avec les Italiens assure aux Kémalistes une garantie de plus. Ils demeurent donc résolument nos adversaires.

Aucune conciliation directe n'étant possible, le général Gouraud décide alors d'agir politiquement et militairement pour résoudre le problème.

Dans l'ordre politique, il proclame notre intention de ne pas prolonger une lutte inutile, puisque l'objet principal est d'avance acquis à nos ennemis; le retour de la Cilicie à la souveraineté ottomane est déjà fixé par le traité de Sèvres. Il donne également à l'élément turc l'impression que nous ne demandons qu'à

l'aider, à la condition que les minorités chrétiennes reçoivent la protection à laquelle elles ont droit. Les populations qui constituent cette minorité recevront en même temps l'avertissement d'avoir à se tenir sur une sage réserve, et d'éviter toute provocation.

Elles ont grand besoin de cette recommandation, car les manifestations arméniennes ne l'ont pas cédé aux attaques des Turcs, surtout quand la composition des cadres français permettait aux Arméniens de nous croire disposés d'avance à tout tolérer de leur part. Les populations musulmanes, sous la terreur des menaces arméniennes, avaient alors abandonné en masse le pays à leur tour.

C'est ainsi qu'au début d'août, le groupe avancé de la population arménienne a organisé un coup d'État qui aurait pu tourner au tragique, s'il n'avait avorté. Un certain nombre d'Arméniens, familiers d'ailleurs du Palais du Gouverneur, s'y réunirent solennellement, puis firent convoquer les Autorités françaises... C'était pour leur notifier les décisions du Gouvernement provisoire qu'ils considéraient comme constitué par eux, à la tête de la Nouvelle République arménienne de Cilicie, dont ils proclamaient la création en faisant appel à la protection de la France. Mais le nouveau Gouvernement siégea peu de temps au Konak : une section de tirailleurs l'invita à se retirer.

Le côté regrettable d'une telle manifestation n'a pas besoin d'être démontré. Cette révolution tomba comme elle s'était élevée, mais elle était un indice de l'état d'esprit des populations arméniennes de Cilicie se recommandant de notre protection. Celles-ci ne comptent pas avec l'étendue des sacrifices que nous nous sommes imposés pour elles, et veulent exiger leur renouvellement constant, au prix même du sang de nos soldats. Si l'on en marchande les gouttes plus que jamais sacrées, on est taxé d'ennemi et traité comme tel. Comment ne pas répondre alors qu'au cours de l'année écoulée, la France a dépensé au Levant, pour la protection des Arméniens, et la vie de trop de ses fils, et vingt et un millions de francs?

Cette attitude généreuse et désintéressée de notre pays dans une province qui doit échapper à sa souveraineté nous donne le droit d'y avoir cependant quelques exigences. La politique de conciliation avec les Musulmans est actuellement la principale

et la plus féconde. Elle est devenue possible le jour où le départ du colonel Brémond, précédemment contrôleur de l'Administration de Cilicie, a donné l'impression à tous que les instructions du Haut-Commissaire en ce sens seraient enfin exactement suivies. Elles l'ont été, en effet, et la confiance est progressivement revenue. Notre contrôle administratif élargi, le retour de fonctionnaires ottomans, la rentrée à Adana même et dans les campagnes de nombreuses familles musulmanes qui avaient fui en redoutant tout de la terreur arménienne, ces indices certains d'une heureuse détente ont été enregistrés.

Ils ont coïncidé, d'ailleurs, avec la manifestation de notre puissance militaire, qui a largement contribué à rétablir notre prestige; c'est le second mode d'action annoncé et auquel le général Gouraud a eu recours cet automne. Une fois de plus, nos possibilités militaires ont conditionné notre situation politique.

A la faveur de la suppression de notre armée d'Orient, six bataillons avaient pu être envoyés de Constantinople au Levant. Cela permit de rétablir la situation en Cilicie où nous étions presque jetés à la côte. Mersine et Tarsous étaient encerclés, la voie ferrée qui relie ces deux villes à Adana coupée, les communications par chemins de fer également impossibles par la voie de l'Est, et le grand centre d'Adana bloqué par le Nord ne pouvait plus être ravitaillé qu'à la faveur de débarquements sur la plage de Karatach où ils sont à la merci de la moindre houle.

Voilà pourquoi une division entière, placée sous les ordres du général Goubeau, se mit en marche le 12 octobre avec la mission de rétablir le calme dans la plaine cilicienne.

Réunie à Toprak-Kalé, au Nord d'Alexandrette, la division Goubeau franchit le Djihoun, nettoya toute la boucle du fleuve, faisant tomber par sa manœuvre les organisations défensives des Turcs, dont les défenseurs n'attendirent pas le choc des troupes françaises. La colonne continua alors sa marche sur le Nord de Tarsous. Le 23, elle faisait tomber par une action convergente de ses détachements le repaire kémaliste de Djébel el Kef. Six drapeaux ennemis et deux canons de 77 étaient recueillis au cours de l'opération, six chefs de bandes étaient pris. Le nettoyage de la région continuait ensuite et des avant-

postes étaient établis pour assurer la protection de la voie ferrée Mersine-Adana.

Cette voie de premier intérêt était ainsi récupérée. Elle fonctionne depuis dans des conditions satisfaisantes, ce qui a rendu la vie au pays, comme le rétablissement de l'ordre a commencé à lui rendre la sécurité, qui a permis déjà les emblavements et la récolte du coton.

Pour achever sa tâche pacificatrice, la colonne du général Goubeau devait, après ses succès dans l'Ouest, se porter à nouveau dans l'Est et rallier Aïntab, assiégé par nous, pour régler avec les forces kémalistes cet autre débat.

Mais sa mission principale était remplie, aussi bien du moins qu'elle pouvait l'être vis-à-vis d'un ennemi tel que les Kémalistes, usant de bandes insaisissables. C'est que le problème militaire s'est présenté bien différemment en Cilicie et en Syrie. Il semble, en effet, que le général Goubeau, disposant de la même force que celle qui avait abattu Feyçal, devait porter à Mustafa Kémal le même coup décisif. Mais, en réalité, les théâtres d'opérations et les adversaires différaient.

En juillet, devant Damas, nous avons eu l'heureuse chance de trouver réuni devant nous un triple objectif : militaire, l'armée chérifienne; politique, l'émir Feyçal et son gouvernement; géographique, la ville de Damas. Un combat heureux a tranché du même coup les trois questions.

La situation est différente en Cilicie. Là, point d'objectifs, ou du moins un ennemi mobile qui se dérobe, quand il se sent en infériorité ou menacé d'être tourné, et qui a toute l'Anatolie derrière lui.

Il faut donc considérer que nos opérations militaires de Cilicie ont obtenu le maximum du succès sur lequel elles permettaient de compter. Nos troupes ont battu l'ennemi partout où il a osé tenir, et réinstallé au Nord de la ligne ferrée une série de positions, à l'abri desquelles le pays se pacifie et reprend sa vie. Les Kémalistes ont déjà essayé de les enlever, mais ils s'y sont cassé les dents.

***

Tel est l'exposé de la situation politique et militaire en Syrie et en Cilicie au cours de l'année que le général Gouraud vient de passer au Levant. Les difficultés ne lui ont pas manqué.

Elles ne devaient pas être dissimulées, car il est nécessaire que le pays sache quel effort a été fait là-bas, pour la poursuite de notre politique en Orient, d'une tradition séculaire sans doute, mais librement renouvelée aussi par la France au nom de sa Victoire.

Si ces difficultés ont été graves et le succès chèrement payé, il n'en est que plus méritoire, et ne doit pas en être moins fécond. Il a permis, en Syrie, d'entrer enfin dans la voie de l'organisation administrative du pays et dans celle de son développement économique. Il doit permettre, en Cilicie, de rétablir un régime de paix et de faire cesser les sacrifices trop lourds déjà que nous avons consentis jusqu'ici, étant entendu que la sécurité et les droits des minorités chrétiennes dont nous garderons la charge morale seront respectés, et que les avantages économiques sur lesquels nous devons compter, seront largement consentis à la France.

Mais, aujourd'hui comme hier, une question domine tous les problèmes posés au Levant : celle des effectifs.

Tant qu'il restent insuffisants en Syrie, nous sommes bernés, attaqués par Feyçal ; en Cilicie, l'attaque est encore plus dure, des postes vaillamment défendus succombent ; un effort surhumain, qu'elles donnent avec un dévouement digne de la Grande Guerre, est imposé aux troupes.

Lorsque les effectifs répondent à la situation, en Syrie, l'horizon s'éclaircit en une matinée de combat, et la situation y demeure, depuis, excellente ; en Cilicie, bien que les résultats n'aient pas été aussi décisifs, du moins avons-nous libéré la plus riche partie de la province, et imposé le respect à nos adversaires.

Peut-être comprendront-ils un jour combien est vaine cette lutte pour une région que le traité leur remet, combien est vain aussi leur espoir de triompher de nos soldats. Ils ne peuvent avoir oublié que les poilus savent « tenir. »

TESTIS.

(A suivre.)

LA RUINE
DE LA
CIVILISATION ANTIQUE

IV[1]

CONSTANTIN ET LE TRIOMPHE DU CHRISTIANISME

I

Dioclétien avait essayé de reconstituer l'autorité sur trois principes : la division de l'Empire, la divinité des empereurs, le choix par cooptation. Son système était donc plus compliqué et raffiné que la monarchie asiatique, fondée sur les principes dynastiques de l'hérédité et, dans une certaine mesure, de l'unité. Le fils n'était pas, de droit, successeur de son père, mais le successeur choisi devenait par adoption fils du prédécesseur. C'est ainsi que, dans la dernière répartition de l'Empire, Dioclétien avait exclu du trône le fils de Constance Chlore, Constantin, de même que le fils de Maximien, Maxence. Hommage suprême à la civilisation gréco-latine, qui, sur le point de mourir, avait engendré ce système, et son créateur, Dioclétien, avait voulu sauver les droits souverains de l'intelligence, en ne se remettant pas, pour le choix de l'empereur, à cet accident d'un accident qu'est la naissance, et en s'efforçant en même temps d'éviter à chaque succession les luttes des ambitions, qui avaient fait tant de mal à l'Empire.

Mais le système était trop compliqué pour les passions vio-

(1) Voyez la *Revue* des 15 septembre 1919, 15 février et 1er juin 1920.

lentes et la culture grossière des éléments semi-barbares, au pouvoir desquels l'Empire était tombé. Il ne put fonctionner. Une année ne s'était pas écoulée depuis l'abdication de Dioclétien et de Maximien, quand Constance Chlore mourut, laissant, comme nous l'avons dit, un fils, Constantin, que Dioclétien avait exclu dans sa nouvelle répartition du pouvoir. Mais Constantin était un jeune homme intelligent, énergique, très ambitieux; et, aussitôt son père mort, il jugea bon de se faire proclamer César par ses soldats à Eboracum, sans attendre la décision des Augustes (28 juillet 306). Ce coup d'audace réussit. Afin d'éviter une guerre civile, Galère, qui était le plus ancien et le plus autorisé des deux Augustes, reconnut le fait accompli, en nommant Constantin César, et en donnant à Sévère le rang d'Auguste. Mais la guerre civile, qu'il avait espéré éviter, en cédant en Gaule, éclata à peu de temps de là en Italie, précisément parce qu'en Gaule il avait cédé; et sous une forme plus grave. La vieille Rome supportait avec mauvaise humeur le rang de ville de province auquel elle était tombée. L'absence de la Cour et de l'Empereur blessait en même temps l'orgueil et lésait les intérêts de la métropole. Le Sénat n'avait plus d'autorité; les prétoriens ne comptaient plus pour rien; au peuple manquaient les grands spectacles et tous les profits des temps passés. Aussi, profitant du prétexte que leur offrit un nouveau recensement, ordonné par Galère, la population et le corps des prétoriens se soulevèrent et proclamèrent Auguste le fils de Maximien, Maxence, qui vivait non loin de Rome, et qui voulait lui aussi, depuis l'avènement de Constantin, accéder au trône impérial (27 octobre 306). Maxence, pour affermir son autorité, appela son père, qui n'était guère satisfait de sa retraite, et lui fit reprendre le titre impérial. Le système de la tétrarchie était détruit. L'Empire comptait désormais six empereurs, quatre Augustes et deux Césars!

Cette fois Galère ne voulut pas reconnaître le fait accompli et chargea Sévère de reconquérir l'Italie. Mais le nom de Maximien, de l'ancien collègue de Dioclétien, était encore une force; les soldats de Sévère ne voulurent pas combattre contre le vieux général, et préférèrent passer à l'adversaire. Sévère, s'étant enfui à Ravenne, restitua à Maximien la pourpre, dont celui-ci l'avait, peu de temps avant, revêtu (307). Une seconde tentative contre Maxence, dirigée par Galère en personne, n'eut

pas plus de succès. L'Italie, mécontente du nouveau régime et des nouveaux maîtres, qui lui étaient étrangers, s'était déclarée toute solidaire de Rome et de Maxence. Les villes fermèrent leurs portes à l'héritier légitime de la puissance de Dioclétien. Dans ces conditions, Galère jugea prudent de ne pas assiéger Rome, qu'Aurélien avait si bien fortifiée; il sortit de la péninsule, et convia à Carnuntum (en Pannonie), Dioclétien lui-même, espérant en son conseil et en son autorité pour trouver une solution du conflit, qui menaçait de démembrer l'Empire.

L'hommage au fondateur de la tétrarchie était grand, mais le résultat fut médiocre. Même le créateur de la tétrarchie ne réussit pas à la réorganiser. Il l'aurait pu, probablement, s'il avait consenti à reprendre le pouvoir. Mais il ne voulut pas. Maximien, qui s'était déjà brouillé avec son fils, et Galère essayèrent en vain de le persuader à reprendre la pourpre impériale. La conférence décida seulement qu'un nouvel Auguste, un ancien camarade de Galère, Lucinien Licinius, serait substitué à Sévère avec le gouvernement de l'Illiricum (novembre 307); que Maximien rentrerait dans la vie privée et que Maxence serait exclu de l'Empire. Le remède était pire que le mal. Maxence se maintint en Italie en dépit de la délibération de Carnuntum. Maximien ne déposa pas la pourpre; il tâcha de s'entendre avec Constantin, auquel il fit épouser sa fille Fausta, et de trouver en lui l'appui qu'il n'avait pas trouvé en Maxence. La nomination de Licinius créa de nouvelles difficultés. Licinius montait à la première place de l'Empire sans avoir traversé le grade de César, supplantant ainsi Maximin Daia et Constantin. Les deux Césars protestèrent à leur tour. Le premier se fit proclamer Auguste par ses troupes, et le second réclama pour lui une semblable investiture de Galère. Au commencement de 308 il y avait quatre Augustes, outre Maxence et Maximien; et il n'y avait plus parmi ces quatre Augustes aucun rapport de subordination. Tous les efforts de Dioclétien avaient été rendus stériles par les ambitions rivales des Augustes et des Césars; l'unité de l'Empire était de nouveau brisée; l'incertitude du principe d'autorité sur lequel reposait la charge suprême, cette maladie mortelle qui, depuis Auguste, n'avait pas cessé de tourmenter l'Empire, engendrait une nouvelle crise, qui ne se terminerait pas sans des fleuves de sang. La première victime en fut Maximien, qui disparut dans des circonstances obscures. On dit qu'il

conspira contre le gendre; et il est certain que Constantin le fit arrêter à Marseille et puis, deux ans après, disparaître pour toujours (310) sans égards aux grands services rendus par lui à l'Empire. C'est au milieu de ces désordres et de ces intrigues que tout à coup, en 311, trois des quatre empereurs légitimes, Galère, Constantin, Licinius, promulguent un édit, qui suspend la persécution du christianisme.

II

Comment expliquer ce changement soudain d'une politique qui durait depuis tant d'années? A quoi devaient les chrétiens de voir finir la dernière grande persécution qu'ils eurent à subir? Dans l'impossibilité où nous sommes d'apprécier le rôle joué dans ce revirement par les convictions personnelles des empereurs, nous pouvons mieux déterminer l'influence exercée par la dangereuse situation intérieure de l'Empire. Il était évident que l'accord entre les cinq Augustes ne pourrait pas durer longtemps, maintenant qu'il n'y avait plus parmi eux une autorité prépondérante et que tôt ou tard une nouvelle guerre civile se produirait. Mais Maxence et Maximin Daia étaient favorables à l'ancien culte païen et contraires aux chrétiens; Maximin Daia tâchait même de donner au paganisme une organisation plus forte. Il est donc vraisemblable que les trois autres Augustes pensèrent à se procurer avec ce décret l'appui de l'élément chrétien si puissant, pour les éventualités de l'avenir. En d'autres termes, les chrétiens venaient à profiter de l'affaiblissement de l'Empire, dont cette nouvelle crise du pouvoir suprême était la cause.

Le décret de 311 est donc un des signes qui annoncent, après tant d'autres, une nouvelle guerre civile. Elle sembla, en effet, éclater tout de suite après la proclamation de l'édit, à la mort de Galère. Licinius et Maximin s'apprêtèrent à se disputer la succession par les armes, mais peu après ils s'accordèrent et se partagèrent l'Orient. Maximin prit l'Asie-Mineure, la Syrie, l'Égypte; Licinius, le reste des provinces orientales, du Bosphore à l'Adriatique. La crise devait éclater sous peu, non en Orient, mais en Europe. Depuis deux ans au moins, Constantin, qui s'était déjà signalé en des guerres heureuses contre les Francs et les Alamans, surveillait attentivement les affaires

d'Italie. Maxence se consolidait, préparait des armées, destinées, disait-on, à arracher la Gaule à Constantin et l'Illyrie à Licinius, et se rapprochait de Maximin, qui poursuivait vigoureusement la persécution des chrétiens en Syrie, en Égypte et dans les autres provinces. A son tour, Constantin s'approcha de Licinius, auquel il donna pour femme sa sœur Constance, prépara une armée, lia en Italie des intelligences secrètes pour ne pas répéter l'erreur de Sévère et de Galère, et entrer dans la péninsule comme en pays ennemi. Lorsqu'il se crut prêt, au commencement de 312, il passa les Alpes par le mont Cenis, avec environ 50 000 hommes, dont la moitié se composait de légionnaires choisis et éprouvés; il brisa facilement les premières résistances; il s'empara de la vallée du Pô et marcha ensuite contre la métropole. Maxence n'avait pas bougé de Rome, confiant dans la forte position de la ville, dans ses nombreuses armées et dans tous les obstacles, qui avaient fait échouer les expéditions de Sévère et de Galère. Mais Constantin avait mieux préparé son expédition, et il avait pour lui une partie de la population : les chrétiens. Il ne fut donc pas arrêté en route par les difficultés et les résistances dont Sévère et Galère n'avaient pas pu triompher. Lorsque Maxence sut que Constantin s'approchait de Rome, à la tête d'une forte armée, après une marche victorieuse, et que les populations fatiguées de son gouvernement avaient favorisé l'invasion, il comprit qu'il ne pouvait rester enfermé dans les murs auréliens, et il sortit de la ville pour affronter en champ ouvert l'ennemi. La bataille eut lieu à *Saxa* ou à *Castra Rubra*, auprès de l'actuel Ponte Milvio : elle se termina par la défaite de Maxence. Maxence lui-même et une grande partie de son armée périrent dans le fleuve (25 octobre 312). Le lendemain, le vainqueur fit son entrée à Rome. Le corps des prétoriens fut dissous, et leur camp où tant d'empereurs avaient été élevés et déposés, démantelé. Mais beaucoup plus agréables au Sénat durent être ce jour les paroles déférentes, que Constantin voulut lui adresser, en lui promettant presque une restauration des anciennes prérogatives. Il eut en récompense le titre de premier Auguste et un arc triomphal, qu'on peut encore admirer et qui fut orné des dépouilles de l'arc de Trajan.

II.

La conquête de l'Italie, qui sous peu aurait été complétée par l'assujettissement de l'Afrique, dérangeait profondément l'équilibre des forces entre les trois empereurs: elle empirait surtout la situation de Maximin. Justement pour résoudre les problèmes, résultant de la nouvelle situation, Licinius et Constantin se rencontrèrent, au commencement de 313, à Milan. Nous ne savons pas quelles furent les questions traitées dans la nouvelle conférence. La misérable tradition historiographique de l'époque ne nous a rien transmis. Il n'est pas difficile pourtant de supposer que, pendant que Licinius consentait au nouvel agrandissement de la puissance de Constantin, il obtenait de celui-ci liberté d'action contre Maximin. Mais le Congrès de Milan, sur lequel nous sommes si mal renseignés, est fameux dans l'histoire pour une autre raison : pour le nouvel édit de tolérance en faveur des chrétiens, qu'on considère comme le triomphe définitif du Christianisme. Il ne s'agit pas, en vérité, du triomphe du Christianisme, car cet édit ne reconnut point encore la nouvelle religion comme supérieure à toutes les autres, ni comme la seule religion vraie ou comme le culte officiel de l'État. L'édit se borne à confirmer le précédent de 311 avec une forme emphatique; il concède de nouveau aux chrétiens la liberté du culte accordée deux ans auparavant; il enlève quelques dernières restrictions survivantes et offre une nouvelle sanction pratique de la volonté des Augustes, en ordonnant la restitution aux églises chrétiennes des biens séquestrés durant la grande persécution. La crise du pouvoir suprême continuait à produire ses effets, dont les chrétiens bénéficiaient; les deux empereurs accentuaient leur politique favorable aux chrétiens, au fur et à mesure que Maximin développait dans les provinces orientales la politique contraire en faisant les dernières persécutions; le Christianisme et le Paganisme deviennent dans les mains des empereurs rivaux des armes de guerre civile. Il n'est guère possible que les deux empereurs ne se soient nullement doutés de l'énorme importance que leur édit allait prendre aux yeux de l'histoire; et il est vraisemblable que, parmi les questions traitées, celle-ci fut jugée par eux comme d'une importance relative, en comparaison d'autres

questions dont l'histoire ne devait plus s'occuper. Mais quand des hommes d'État, occupés à se disputer le pouvoir, ont-ils compris le véritable objet de leurs luttes et la véritable signification de leurs actes? Ils ne voient et ne se passionnent que pour le petit jeu dans lequel ils sont engagés. Et, en effet, Maximin vit tout de suite clair dans le jeu des adversaires, et il n'hésita pas un instant à agir. Licinius était encore en Italie, qu'il envahissait déjà la péninsule balkanique, prenait d'assaut d'abord Byzance, et puis Perinthe, et poussait enfin vers Adrianople. Licinius dut accourir et se mettre sur la défensive. Mais une grande bataille, livrée non loin de Perinthe, environ à dix-huit milles d'Héraclée, le 30 avril 313, changea le sort de la guerre. Maximin, battu, s'enfuit en Cilicie où il mourut.

IV

Peu avant, Dioclétien était mort à Salone, après avoir assisté à la catastrophe de son système. La tétrarchie, qu'il avait organisée, était désormais réduite à une diarchie, qui ne reposait plus que sur l'équilibre des forces. Combien de temps durerait cet équilibre, que la défiance, l'ambition, la rivalité, toutes les violentes passions de cette époque semi-barbare et non plus dominée par aucun principe indiscutable d'autorité, minaient continuellement? Une guerre ne tarda pas, en effet, à éclater entre les deux Augustes survivants. Constantin semble en avoir pris l'initiative sous un prétexte quelconque. Licinius fut battu à Cibalae, en Pannonie, sur la Save (aujourd'hui Vinteow), le 8 octobre 314, puis de nouveau dans la Thrace. Mais ni l'une ni l'autre ne furent des victoires décisives. Constantin comprit que, pour vaincre définitivement le rival, il aurait fallu porter la guerre jusqu'au cœur de l'Orient, engageant la plus grande partie de ses armées et dégarnissant les frontières, toujours menacées, de son Empire. Il n'avait pas de forces suffisantes pour une telle entreprise ; il préféra donc un accord. A son tour, Licinius, qui avait été battu, consentit à traiter. Constantin eut l'Illyrie, la Grèce, une partie de la Moesie, la Macédoine, l'Épire, la Dardanie, la Dalmatie, la Pannonie, le Noricum. Ayant résisté à ce premier coup, l'équilibre se rétablit entre les deux empereurs et se maintint environ neuf ans. Pour environ neuf ans, l'Empire garda la forme

équivoque d'une diarchie, dans laquelle la puissance des deux empereurs était limitée seulement par la défiance et la peur réciproques.

Mais ce ne fut qu'une longue trêve. Le système de Dioclétien une fois détruit par l'absence d'un Auguste qui le dominât par son autorité, les ambitions des deux empereurs et des deux cours concouraient avec la force des choses à pousser l'Empire vers la monarchie unitaire et héréditaire. Dans ces neuf ans, les deux empereurs se préparèrent à la lutte décisive de toutes les manières, organisant des armées, cherchant des alliés, et surtout exploitant la lutte entre l'ancienne religion mourante et la nouvelle, qui avec tant d'énergie la supplantait. Constantin s'efforça de toutes les manières de s'assurer l'appui de l'élément chrétien; Licinius, par opposition, changea sa politique précédente et s'appuya sur l'élément païen. Lorsque la guerre éclata, en 323, Constantin ne représentait pas seulement l'Occident contre l'Orient; il portait avec lui les vœux des chrétiens contre son rival, que regardaient avec confiance et sympathie les païens. On sait que la victoire sourit au champion des chrétiens. Le 3 juillet 323 les deux armées se rencontrèrent dans la plaine d'Adrianople; Licinius fut battu, et après avoir combattu avec énergie, il se renferma dans Byzance, qui barrait la route terrestre de l'Asie comme sa puissante flotte barrait celle de la mer. Mais la flotte de Constantin était commandée par le fils aîné de l'empereur, Crispus, qui, encore, très jeune s'était déjà distingué en de précédentes opérations contre les Francs et avait reçu le titre de César. Crispus battit l'armée de Licinius à l'entrée de l'Hellespont. Licinius alors abandonna Byzance et tenta de barrer à Constantin les voies de l'Asie-Mineure. Mais entouré par l'ennemi, il dut se battre auprès de Chrysopolis (Scutari), où il fut de nouveau vaincu (18 septembre 324). Il se rendit alors au vainqueur, qui, tout en lui ayant promis la vie sauve, le fit tuer l'année d'après.

V

Avec cette victoire les derniers vestiges du système de Dioclétien tombaient, et la monarchie héréditaire pouvait finalement gouverner tout l'Empire, dont l'unité avait été reconstituée. Cette fois, le fruit semblait mûr; et la longue évolution

de la grande république aristocratique, réorganisée par Auguste, touchait à son terme. Constantin aurait la gloire de créer la dynastie qui gouvernerait le vaste empire comme les Ptolémées avaient gouverné l'Égypte. Toutes les conditions du succès semblaient enfin exister. Les répugnances de l'esprit et de la tradition gréco-latine étaient mortes. Il n'y avait plus d'institutions assez fortes pour opposer une résistance sérieuse. La dynastie était prête, parce que Constantin avait abattu tous les chefs, dont l'ambition aurait pu s'opposer à la sienne. L'Empire avait besoin d'une autorité centrale, unique et forte, solide et permanente, qui substituerait, avec la bureaucratie dépendante d'elle, l'aristocratie disparue dans toutes ses fonctions. Mais toutes les autres difficultés mises à l'écart, surgit la nouvelle, celle à laquelle nous avons déjà fait allusion, plus formidable que les précédentes : le Christianisme. Constantin s'était appuyé, dans sa lutte décisive contre Licinius, sur les chrétiens, et, ayant vaincu avec les chrétiens, il ne pouvait plus gouverner que d'accord avec eux et en respectant leurs croyances. Les apologistes chrétiens ont eu plus raison que beaucoup d'historiens modernes, lorsqu'ils ont dit que la victoire de Constantin sur Licinius fut la victoire décisive du Christianisme sur le Paganisme. Après cette victoire, le Christianisme est déjà de fait, sinon de droit, la religion officielle de l'Empire ; et elle ne tardera pas beaucoup à devenir telle même de droit. Constantin pouvait donc introduire dans l'Empire toutes les institutions et le cérémonial des monarchies asiatiques, mais non la doctrine que le souverain était un Dieu, parce que cette idolâtrie politique aurait fait horreur à tous les chrétiens. S'il avait pu constituer un pouvoir plus fort que celui de Dioclétien en évitant le partage de l'autorité suprême entre quatre souverains, il avait dû renoncer, par égard aux chrétiens, au principe de la divinité des empereurs ; et par ce côté, son gouvernement était plus faible que celui de Dioclétien.

La monarchie absolue et héréditaire est un système politique très commode, surtout parce qu'il donne une solution simple des deux plus grands problèmes qui se présentent devant chaque gouvernement : l'unité et la continuité. Mais parmi les inconvénients qu'elle présente, il y en a un particulièrement grave : la difficulté de justifier l'attribution de pouvoirs si illimités à une seule famille, comme un privilège héréditaire. Les anciens,

qui dans leurs conceptions politiques faisaient preuve souvent d'une audace naïve qui nous manque, avaient trouvé une solution de cette difficulté très radicale, lorsqu'ils avaient fait des souverains des divinités. Étant des dieux, les rois pouvaient avoir des privilèges, qui auraient été absurdes pour des hommes. Le Christianisme a détruit cette justification du pouvoir monarchique un peu grossière, mais excellente pour les esprits simples; ce qui explique pourquoi le problème politique est devenu, après son avènement, bien plus difficile et complexe qu'il n'était auparavant. Constantin en fit la première expérience à ses dépens. S'il y eut un empereur qui fit les suprêmes efforts, après sa victoire sur Licinius, pour reconstituer l'unité de l'Empire, pour lui donner de nouveau un gouvernement cohérent et puissant, pour sauver la civilisation ancienne, sa culture et ses arts, ses lois, ce fut Constantin.

Combien son œuvre fut riche, variée et tenace! Une rapide exposition en donnera une idée. Il remania définitivement le système politique et administratif de Dioclétien, en cherchant à renforcer l'État. Si le souverain n'est plus considéré officiellement comme un dieu, la cour devient tout à fait orientale ; la pompe du cérémonial, les complications de l'étiquette, le luxe des courtisans, le mystère dans lequel se cache l'empereur, sont grandement accrus. Les grands dignitaires ont sous leur dépendance un nombreux personnel, minutieusement hiérarchisé et titré. Ce sont : le *questor sacri Palatii* qui reçoit les instances et prépare et contresigne les lois que le *Consistorium* discutera ; le *magister officiorum*, une sorte de ministre de la maison royale, qui dirige le personnel de la police, les gardes du palais, les employés de l'administration centrale; les deux ministres des Finances, le *comes sacrarum largitionum* et le *comes rerum privatarum*. Le nouveau Conseil de l'empereur, le *Consistorium*, prend lui aussi une plus grande régularité que sous Dioclétien.

Au-dessous des ministres de la maison impériale et du *Consistorium* se trouve la bureaucratie, créée par Doclétien et notablement amplifiée par Constantin. L'augmentation de la bureaucratie est un des phénomènes, qui accompagnent la décadence et la dislocation de l'Empire. Tous les hauts fonctionnaires de l'Empire ont un bureau, un *scrinium* à leur dépendance, et chaque *scrinium* a un personnel hiérarchisé, qui servira de

modèle aux monarchies absolues de la première histoire moderne

L'organisation provinciale est encore celle de Dioclétien. Au lieu des quatre tétrarques, il y a un seul empereur; mais la division administrative, créée par Dioclétien, subsiste. L'Empire est divisé en deux ou trois, peut-être même en quatre sections; à leur tête sont justement les préfets du prétoire, qui, le corps de prétoriens disparu, sont devenus des grands fonctionnaires, civils et judiciaires. D'eux dépendent les vicaires; des vicaires, les *praesides* ou les *consulares*, ou les *correctores*. Mais le nombre des provinces dans lequel l'Empire est partagé semble avoir été encore augmenté, et pour les mêmes raisons, qui avaient amené Dioclétien à sa réforme des provinces.

Pendant ce temps, que sont devenus les vieilles magistratures et le sénat romain? Rome conserve encore son Sénat, ses consuls, ses prêteurs, ses édiles et tribuns. Mais ces glorieuses magistratures ne sont presque plus que des charges municipales. L'organisation de l'armée reste celle de Dioclétien, mais avec des réformes qui, en partie, en exagèrent, en partie en dénaturent le caractère originaire. Les effectifs de chaque légion continuent à être réduits; le commandement militaire est nettement distingué du civil; même celui de la cavalerie est séparé de celui de l'infanterie, comme la direction du service des vivres et de la solde, de celui du mouvement des armées. L'armée tout entière est divisée en trois grandes sections. La première est représentée par la milice palatine (*domestici, protectores, scolares*), qui peut être comparée à l'ancienne garde prétorienne. Elle comprend un cinquième ou un sixième de tous les effectifs; elle forme maintenant comme une armée de réserve, et suit l'empereur dans les expéditions importantes. La seconde section est représentée par l'armée de ligne ou *comitatenses*, formée de citoyens et de barbares, et éparpillée en de petites garnisons dans les villes de l'intérieur. La troisième section enfin comprend les troupes de frontière (*riparienses, castriciani, limitanei*), recrutées surtout parmi les barbares et dans la lie de la population. Elles étaient inférieures aux *comitatenses;* leur service était plus long et leur rétribution plus petite; elles devaient rester en permanence dans des zones déterminées de la frontière, ou dans des châteaux, des forteresses, des camps retranchés. Une partie considérable de ces troupes étaient des colons de l'endroit.

Le défaut de ce système est facile à découvrir : tandis que les corps d'élite, — la milice palatine, — étaient en grande partie des troupes de parade, le nerf de l'armée (*les comitatenses*) est subdivisé en petits noyaux et dispersé en de petites villes de l'intérieur pour maintenir l'ordre public; il a donc la fonction d'une gendarmerie plus que celle d'une véritable armée. En outre, dans les trois sections de l'armée l'élément barbare abonde. Constantin ouvre aux barbares jusqu'aux portes de la milice palatine. Il recrutera en une seule fois 40 000 Goths. Enfin il accomplit un des actes les plus audacieux auxquels un chef de l'Empire pût penser. Il reprit le dessin d'Antoine : il enleva à Rome sa couronne, et transporta en Orient la capitale de l'Empire.

VI

Cette activité est large, forte, profonde, riche d'idées géniales. C'est la manifestation d'un génie politique et administratif de premier ordre; mais c'est aussi la preuve évidente que la monarchie pure est plus faible encore qu'avec le système de Dioclétien. On pourrait définir la politique de Constantin, en disant que, pour conquérir et exercer seul le pouvoir absolu, il en avait affaibli, en s'appuyant sur le Christianisme, les bases, qu'Aurélien et Dioclétien avaient tâché de consolider avec les cultes orientaux.

Pour quelle raison Constantin aurait-il compliqué encore plus le cérémonial et multiplié la bureaucratie, si son gouvernement ne se fût senti plus faible que le précédent, malgré la concentration de tous les pouvoirs dans une seule main ? De la même manière, on ne peut expliquer qu'un soldat et un homme d'État de tant de génie ait fractionné et immobilisé l'armée en un si grand nombre de garnisons à l'intérieur, loin des frontières, qu'en admettant que l'armée devait désormais servir à conserver par la force l'ordre intérieur, menacé par tant de causes de dissolution, plus encore qu'à défendre l'Empire. On ne peut non plus expliquer que Constantin ait ouvert si facilement les rangs des légions aux barbares, sans admettre qu'il se sentait impuissant à lutter contre la répugnance de la nouvelle société chrétienne à la vie militaire. Il est enfin impossible d'expliquer, sinon comme un signe d'affaiblissement de l'Em-

pire, la fondation de Constantinople. Si les causes de ce grand événement furent nombreuses, la principale doit être cherchée dans la décadence des provinces occidentales, dévastées par les barbares, appauvries, dépeuplées. Comme le développement des provinces occidentales, et surtout de la Gaule, avait fixé le siège de l'Empire en Italie, de même celui-ci se déplaçait vers l'Orient, c'est-à-dire vers les provinces plus riches, plus peuplées, moins touchées par la crise des temps, maintenant que l'Occident tombait en ruines. Constantin choisit avec une extraordinaire intelligence l'endroit, car Constantinople est la situation idéale pour la capitale d'un Empire qui est moitié en Asie et moitié en Europe. Mais transporter la capitale de l'Empire sur le Bosphore, c'était déclarer que la tâche de Rome en Occident, — la dernière grande œuvre de la civilisation ancienne, — était terminée, et que des temps nouveaux commençaient.

Constantin n'eut guère plus de succès, soit dans ses tentatives pour assurer, avec le principe dynastique, l'unité et la continuité du suprême pouvoir, soit dans ses tentatives pour résoudre le problème du principe suprême d'autorité, qui avait tourmenté l'Empire depuis le temps d'Auguste. La dynastie. qu'il veut fonder, est tout de suite minée par les discordes, par les soupçons, par les jalousies : aux maux qui avaient jusqu'alors affligé l'Empire, succèdent les sanglantes et obscures tragédies dynastiques. C'est dans la famille du fondateur lui-même que commence la longue histoire des révolutions de palais, dont Constantinople sera le théâtre pour tant de siècles. Déjà, en 326, pour des raisons inconnues, Constantin fit tuer son fils Crispus, le vainqueur des Francs et de Licinius, et peu après sa seconde femme Fausta, fille de Maximien. En 333, il accomplit un acte moins tragique, mais encore plus significatif, comme preuve de la faiblesse de tout l'édifice politique qu'il avait bâti. Il partagea l'Empire entre ses trois fils et un de ses neveux. Il assigna à Constantin l'Espagne, la Gaule, la Bretagne ; à Constance, l'Asie, la Syrie, l'Égypte ; à Constant, l'Italie, l'Illyricum, l'Afrique, et à tous les trois le titre d'Auguste ; au neveu, Dalmace, avec le titre de César, la Thrace, la Macédoine, l'Achaïe. Enfin, à un frère de celui-ci, Annibalien, étaient assignés, avec le titre de roi des rois, le trône vacant de l'Arménie et les régions limitrophes du Pont. A quoi servait d'avoir tant lutté et répandu tant de sang pour renverser la tétrarchie de Dioclétien,

s'il la reconstituait plus faible et sous une forme plus dangereuse ? Mais Constantin non plus n'avait la force de résoudre la terrible question du principe légal de la suprême autorité. Le principe dynastique, dépouillé du caractère divin, était lui aussi faible, incertain, oscillant, comme tous les autres principes que l'Empire avait essayés. Constantin comprit qu'il n'avait ni la force ni l'autorité nécessaires pour s'imposer aux ambitions de tous les membres de sa famille et transmettre son pouvoir à un seul de ses enfants; il préféra briser l'Empire dans l'illusion de lui assurer plus facilement la tranquillité, en satisfaisant toutes les ambitions rivales, qu'il ne pouvait supprimer.

VII

Mais ce partage de l'Empire, tout en annulant, dans sa partie essentielle, l'œuvre de Constantin, n'était pas le danger le plus grave. Il ne brisait que l'unité matérielle ! Bien plus grave était le danger qui menaçait l'unité morale de l'Empire avec le Christianisme triomphant. Il n'est pas douteux, — et il le dit lui-même dans un édit que nous citerons plus loin, — que Constantin s'était approché du Christianisme et l'avait favorisé avec l'idée de reconstituer l'unité morale de l'Empire, brisée par la lutte mortelle entre païens et chrétiens. Constantin était encore trop un homme politique d'idées anciennes, pour ne pas considérer, à la romaine, la religion comme un instrument de la politique. Parce que le Christianisme désormais était plus répandu et plus fort que le Paganisme, la sagesse politique devait accélérer la christianisation de tout l'Empire. Mais le Christianisme n'était pas une religion qui pût servir d'instrument politique, dans les mains de l'État, comme les différentes religions païennes. Il avait une morale et une doctrine toutes à lui, indépendantes, et qu'aucun État ne pouvait modifier pour ses fins politiques. Constantin ne tarda pas à s'en apercevoir quand les hérésies, longtemps limitées par les persécutions, éclatèrent comme une force destructive de la paix et de l'ordre, aussitôt que le Christianisme triompha avec son aide et son appui. Ce n'est pas exagéré de dire que Constantin, en cherchant à reconstituer l'unité de l'Empire avec l'aide du Christianisme, y a introduit une nouvelle force dissolvante : les disputes théologiques. L'histoire de la grande hérésie arienne en est la

preuve. Un prêtre d'Alexandrie, Arius, avait depuis quelque temps commencé à soutenir que le Christ, ou le *Logos*, pour employer le langage théologique, a été créé par Dieu du néant comme les autres créatures et non pas de la substance divine ; qu'il a été créé volontairement et non pas par nécessité ; et qu'il a été adopté comme fils en prévision de ses mérites, sans qu'il résulte de cette adoption aucune participation à la divinité. Arius en venait ainsi à nier l'identité des trois personnes de la Trinité et la divinité du Christ. Cette hérésie n'était pas une nouveauté ; d'autres hérésies analogues l'avaient précédée. En Orient, où la culture philosophique et la passion de la dialectique étaient encore vivantes, la doctrine avait soulevé une tempête formidable. Depuis que les chrétiens n'avaient plus à craindre les persécutions des païens, la divinité du Christ était devenue l'objet d'une lutte terrible. L'évêque d'Alexandrie, Alexandre, soutenu par le vœu d'un Synode de cent évêques, avait expulsé en 321 Arius de la communauté chrétienne. Mais Arius n'était pas seul : la simplicité de sa doctrine la rendait plus accessible à la moyenne des esprits que la doctrine opposée, très obscure et profonde, de la Trinité ; les sympathies qu'il retrouvait dans le néo-platonisme païen, si répandu en Orient, les haines et les rancunes, laissées par les précédentes hérésies, les nombreuses discordes qui divisaient le monde chrétien, lui donnèrent aussitôt un parti nombreux, sinon très choisi.

Aussitôt les Synodes commencèrent à s'opposer aux Synodes ; les esprits prirent feu ; aux disputes théologiques succédèrent les bagarres, les coups, les violences dans la rue. La sécurité dont ils jouissaient après le triomphe favorisait aussi parmi les chrétiens l'explosion des mauvaises passions. Constantin, qui avait été appuyé par les chrétiens dans ses efforts pour reconstituer l'unité de l'Empire, pouvait-il voir avec indifférence cette crise religieuse qui tournait presque à la guerre civile ? L'engrenage des disputes théologiques le saisit. Ce qu'il pensait, avec son sens politique, de ces disputes, on le sait par la lettre qu'il adressa aux chrétiens dissidents. « Je m'étais proposé de ramener à une forme unique l'opinion que tous les peuples se font de la divinité, parce que je sentais bien que, si j'avais pu rétablir l'accord sur ce point, comme c'était mon désir, la gestion des affaires publiques en aurait été facilitée. Mais, oh ! bonté divine, quelle nouvelle a frappé cruellement mes oreilles, même

mon cœur ! J'apprends qu'il y a entre vous plus de dissensions, qu'il n'y en avait autrefois en Afrique ! Pourtant il me semble que la cause est bien petite et tout à fait indigne de tant de contestations... Toi, Alexandre, tu as voulu savoir ce que tes prêtres pensaient sur un point de la loi ; même sur une partie seulement d'une question, tout à fait *dépourvue d'importance ;* et toi, Arius, si tu le pensais, tu devais te taire... Il ne fallait ni interroger ni répondre, puisque ce sont des problèmes qu'aucune nécessité n'impose de discuter, mais que l'oisiveté suggère, bons tout au plus à aiguiser les talents. Est-il juste, que *pour de vaines paroles,* vous engagiez un combat, de frères à frères ?... Ce sont des *choses vulgaires, dignes d'enfants sans expérience* et non de prêtres ou d'hommes sensés. *Redonnez-moi donc, je vous prie, des jours tranquilles et des nuits sans inquiétude,* de manière que je puisse aussi dans l'avenir jouir de la pure joie de vivre. »

Le sens de la lettre est clair. Constantin, qui concevait la religion comme un instrument politique pour maintenir l'ordre dans l'État, considère la fureur de ces discussions théologiques comme une folie. Une religion qui, au lieu d'aider l'empereur à gouverner, lui créait des difficultés, lui semblait, dans sa fidèle interprétation de la pensée romaine, une monstrueuse absurdité. Et en effet, profitant de l'autorité dont il jouissait parmi les chrétiens, il prit l'initiative d'un grand Concile, qui devait trancher la question. A Nicée, au printemps de 325, se réunirent plus de 250 évêques, en grande partie des provinces orientales. Constantin inaugura le Concile avec un discours assez modeste. En rétablissant, dit-il, la concorde dans l'Église, l'assemblée aurait fait une chose agréable à Dieu et rendu un grand service à l'empereur. Le Concile était présidé par un de ses secrétaires, l'évêque Osius, un adversaire de l'arianisme, et les influences impériales se déployèrent toutes pour ce parti.

Arius fut donc encore une fois rebuté. Le Concile décréta que le Christ n'avait pas été tiré du néant, et qu'il n'était pas différent de son père, mais au contraire qu'il avait été engendré par lui « de l'essence *du père,* » « *vrai Dieu du vrai Dieu* » et qu'il lui était *consubstantiel.*

Mais l'illusion d'avoir reconstitué ainsi l'unité morale de l'Empire dura peu. Ce qui à son sens politique de Romain semblait une folie furieuse, était quelque chose de si profond, que toute l'autorité de l'empereur serait impuissante contre

cette prétendue folie. Condamné par le Concile de Nicée, Arius était parti pour l'exil; mais l'arianisme était diffus et puissant, avait des amis dévoués même à la Cour, parmi lesquels Constance, la sœur de Constantin; il ne renonça donc pas à la lutte. Profitant des erreurs des adversaires, adoucissant sa doctrine, Arius et ses partisans réussirent à regagner la faveur de Constantin, en le persuadant qu'une réconciliation était possible. L'empereur, toujours animé du désir de rétablir l'unité morale de l'Empire, tenta cette réconciliation; mais il se heurta à une opposition invincible, surtout dans le nouvel évêque d'Alexandrie, Athanase. Cette intransigeance des adversaires poussa à la fin tout à fait Constantin du côté d'Arius. La faveur impériale rendit courage à la secte, qui réussit à faire condamner, en 335, Athanase au Concile de Tyr. Athanase fut à son tour exilé en Gaule et tous ses partisans plus en vue, poursuivis et dispersés; Arius rentra en triomphateur; la Cour fut envahie par les Ariens, qui devinrent dans presque tout l'Orient le parti dominant de l'Église. Mais le parti adverse ne désarma pas; et de ce moment une lutte immense, d'une fureur implacable, agita tout l'Empire, ajoutant aux autres une nouvelle cause de faiblesse.

VIII

Comment expliquer ce phénomène presque incroyable? Ces disputes théologiques, qui ont joué un si grand rôle dans l'histoire du Christianisme, semblent aux hommes modernes, comme d'ailleurs à Constantin, presque une inconcevable folie! Mais une grave question se pose ici. Pour quelle raison toute la force et la sagesse de l'autorité impériale furent-elles impuissantes contre ce délire, ou qui nous semble tel? Comment les hommes ont-ils pu se haïr, se poursuivre, se massacrer pendant des siècles, pousser un grand empire à la ruine pour des questions si abstruses et si subtiles? Car à nous, qui ne voyons plus ce qui se cachait derrière ces disputes, ces disputes semblent n'avoir pour objet que des mots. Mais juger ainsi, c'est ne pas comprendre un des plus grands drames de l'histoire humaine. Quelle vie prodigieuse prennent ces obscures discussions théologiques, quand on les replace dans le désordre épouvantable de l'immense Empire qui croulait, parce qu'il n'avait plus

aucun principe d'autorité solide et sûr pour soutenir l'ordre social : ni l'ancien principe gréco-latin, le principe aristocratique et républicain, consacré par le polythéisme, qui était tombé ; ni le nouveau principe asiatique et monarchique, qui n'arrivait pas à mettre des racines solides. Les luttes théologiques de cette époque ne sont qu'un effort titanique pour constituer une discipline intellectuelle de fer, une doctrine de la vie, indiscutée et indiscutable, résistant à tous les assauts des intérêts et des passions, dans un moment où l'autorité politique chancelait, l'autorité religieuse était encore partagée et faible, et toutes les traditions avaient été bouleversées par les révolutions, par les guerres, par les mélanges des classes et des populations, par les infiltrations des barbares. Si tout était instable dans le monde, les lois, les traditions, les forces de l'État, les fortunes et les intérêts des hommes et des familles, que la pensée humaine fût au moins ferme et stable, dans la doctrine que Dieu avait révélée aux hommes au moyen du Messie et des Apôtres, et transmise en une édition authentique *in æternum* dans les livres saints! Telle est la pensée profonde, que l'on trouve au fond de ces luttes théologiques terribles et obscures. Beaucoup, sinon toutes les grandes luttes de l'orthodoxie contre l'hérésie, s'expliquent et se comprennent, quand on se rend compte que derrière les questions théologiques en apparence subtiles et théoriques se cachait la question, bien autrement grave, de l'unité et de la stabilité des doctrines fondamentales du Christianisme, et que cette unité et cette stabilité était la dernière base de l'ordre, dans ce monde qui se décomposait pour ne pas avoir trouvé un principe d'autorité solide et sûr. L'arianisme est un cas particulièrement clair et instructif de cette vérité. En séparant le Christ de Dieu comme une de ses émanations et extériorisations, l'arianisme admettait implicitement qu'à celle du Christ pourraient succéder d'autres émanations et extériorisations. Comme Dieu avait tiré volontairement du néant et adopté le Christ, il pourrait tirer volontairement du néant et adopter d'autres rédempteurs. Le livre de la révélation n'était donc pas fermé ; il pouvait continuer en des volumes nouveaux; d'autres Messies pourraient apparaître encore et la doctrine du Christianisme se changer en un devenir continuel, tel que le conçoivent certaines sectes du protestantisme le plus radical, dont Arius fut vraiment un précurseur. Mais ce devenir

continuel de la doctrine devait épouvanter, comme une folie criminelle, au milieu de la dissolution universelle des lois, des mœurs, des États, les esprits éclairés et profonds qui sentaient combien il était nécessaire de donner aux hommes, désespérés par l'universelle mobilité, quelque chose de solide, de fixe, d'inébranlable à quoi s'accrocher. C'est pour cette raison qu'il y eut tant de grands esprits qui s'opposèrent à l'hérésie arienne, jusqu'à défier l'exil et la mort. Si le Christ était fils de Dieu, consubstantiel au père, vrai Dieu né du vrai Dieu sans en rompre l'unité, le mystère de l'incarnation était unique et définitif pour l'éternité ; un autre Messie ne viendrait plus ; le livre de la Révélation était fermé pour toujours et l'humanité avait désormais trouvé le fondement indestructible de l'éternelle vérité sur lequel construire l'ordre moral et social, dans les deux Testaments, à la seule condition de les interpréter exactement.

Les grandes luttes théologiques au milieu desquelles s'est formé peu à peu le dogme ainsi compris, il n'est pas difficile d'en expliquer la terrible ardeur. Que voulaient les grands fondateurs et défenseurs de l'orthodoxie ? Unifier et fixer les croyances sur la base de la révélation et des livres saints avec les forces de la pensée, surtout avec cet instrument particulier de l'intelligence qui est la dialectique. Mais la pensée est un des éléments les plus mobiles de l'univers ; et la dialectique un instrument puissant, mais très peu sûr parce qu'elle sait très bien servir toutes les passions, même celles qui sèment le trouble et le désordre dans les esprits et dans le monde. Déjà les philosophes grecs s'en étaient servis, plus pour détruire que pour soutenir les croyances et les traditions du monde ancien et pour leur substituer l'éternelle mobilité des passions et des intérêts, masquées par d'ingénieux sophismes. En outre si la pensée de l'homme répugne toujours à se soumettre à une forte et sérieuse discipline, elle y répugne encore plus dans les temps d'anarchie politique et sociale. Vouloir reconstituer l'ordre dans l'anarchie d'un immense empire croulant, en commençant par la pensée, c'était commencer l'œuvre par le côté la plus difficile, suivre la ligne du plus grand effort, affronter, avec des raisonnements, toutes les dangereuses passions que l'anarchie déchaîne et qui cherchent à la prolonger, parce qu'elles en vivent !

IX

L'œuvre était nécessaire pour sauver une partie du monde d'une catastrophe totale, qui aurait anéanti toute la civilisation ancienne ; mais c'était la plus difficile qui se présentât à l'esprit humain. Il ne faut donc pas s'étonner que dans cette défense titanique de l'orthodoxie, soient apparus tant d'hommes extraordinaires par leur grandeur intellectuelle et morale, que l'Église a sanctifiés. La grandeur de la nature et du génie humain n'apparaît que dans les temps de crise, en face des entreprises difficiles et presque impossibles.

Mais qu'étaient, en comparaison de cet effort surhumain, pour unifier la vérité avec la dialectique et l'éloquence, pour employer les plus puissants instruments de la culture antique en vue d'un but si nouveau, les efforts de Constantin pour sauver les restes de la culture ancienne ? De ce côté aussi, Constantin avait continué sagement l'œuvre de Dioclétien. Dans la nouvelle capitale de l'Empire, il avait fondé ce que nous appellerions une Université, où des professeurs payés par l'État enseignaient la langue et la littérature grecque et latine, la rhétorique, la philosophie, la jurisprudence, pour préparer des fonctionnaires à l'Empire. Il nous reste aussi plusieurs lois de Constantin, qui accordent des privilèges et des avantages ou qui assurent le sort des médecins, des grammairiens et des professeurs de belles lettres en toutes les villes de l'Empire. Mais ces efforts étaient stériles. Bureaucratisés en un enseignement officiel, n'ayant plus, dans l'agonie du paganisme, aucune tâche vitale à accomplir, les littératures et les philosophies anciennes se desséchaient dans la médiocrité des professeurs de métier, qui voulaient vivre et se faire une position au dépens des génies du passé, tandis que les génies nouveaux, les esprits de grande force, tournaient le dos au présent, méprisaient la protection officielle, s'adonnaient à la grande œuvre vitale de leur époque...

Un des plus grands livres de l'antiquité, les *Confessions* de Saint Augustin, nous fait voir sur le vif cette crise spirituelle de la culture ancienne. Saint Augustin avait reçu de la nature tous les dons nécessaires pour devenir un grand écrivain : l'imagination, le sentiment, le style, la langue, l'esprit synthétique et philosophique. La force de la dialectique était en lui

égale à la puissance des images; l'élan de la fantaisie et du sentiment à la profondeur de la pensée. Et il était devenu un de ces professeurs officiels de littérature, que depuis Dioclétien l'Empire payait et honorait pour qu'ils conservassent vivante la tradition de la littérature ancienne. Pour une fois, l'enseignement officiel avait mis la main sur un vrai génie... Mais l'homme de génie nous a laissé la description inoubliable de l'existence misérable qu'il mena en faisant son métier de professeur à Carthage, à Rome, à Milan ; l'inquiet mécontentement qui le rongeait en ce temps; la furieuse agitation de son grand talent dans le vide de cette culture désormais épuisée et schématisée dans le cadre conventionnel d'un enseignement officiel. Quand un jour, dans un village près de Milan, la lumière se fit dans cette grande âme, dégoûtée par le vil métier auquel une civilisation mourante voulait le condamner, le professeur de littérature abandonna la chaire, jeta les vieux livres morts, descendit comme un hardi scaphandrier dans la mer, dans les abîmes théologiques de la grâce, de la prédestination, du libre arbitre, pour jeter là-bas les bases du grand pont, sur lequel l'Europe devait faire le long et difficile passage de la civilisation ancienne à la moderne.

L'œuvre de Constantin en somme ne fut pas un échec, mais un demi-insuccès, qui contribua à éviter pour le moment la catastrophe, en prolongeant l'agonie. Après lui, l'Empire vit encore, mais dans des secousses continuelles et s'affaiblissant toujours davantage. La pauvreté augmente ; l'État se désorganise en même temps qu'il se fait plus violent, oppressif et rapace; le fiscalisme impérial sévit ; les atroces tragédies dynastiques se répètent; l'armée se décompose ; la défense des frontières vacille; les campagnes se dépeuplent au bénéfice des villes ; les petites villes tombent en ruine à l'avantage des grandes; les barbares s'infiltrent partout; la culture, sous toutes ses formes, des beaux-arts à la philosophie, se détériore ; les luttes religieuses s'enveniment; l'unité de l'Empire se brise; l'Orient et l'Occident se séparent. L'Orient se défend mieux contre la décadence que l'Occident, parce que la monarchie absolue, retournant dans son pays d'origine, s'y établit un peu plus solidement et peut enrayer la dissolution générale avec plus de force et plus longuement qu'en Occident. Aussi la force de l'Empire peu à peu se retire vers l'Asie, jusqu'au jour où l'Occident tombe sous les

coups renouvelés des barbares. La civilisation ancienne est alors, en Occident, presque entièrement détruite. Pendant des siècles, il n'en restera plus, dans ces immenses régions redevenues barbares et désertes, dont beaucoup sont colonisées par les envahisseurs germaniques, que de vagues souvenirs, peu de vestiges fragmentaires, parmi lesquels le seul vraiment vital sera la théologie, créée dans les derniers siècles de l'Empire pour unifier la doctrine de la nouvelle religion. La théologie a été, pendant de longs siècles, en Occident, la dernière forme de haute culture survivante au milieu de la ruine de toutes les autres, et celle qui a empêché l'Europe de plonger dans une barbarie complète et définitive. C'est en effet de cette dernière forme survivante que, peu à peu, sont sorties pour se développer de nouveau les autres, la philosophie, la littérature, le droit, tout le grand mouvement intellectuel qui a abouti à la Renaissance. Dans la discipline intellectuelle, conservée par le dogme à travers le grand chaos du moyen âge, peu à peu l'Europe a retrouvé et développé les principes d'autorité, que l'Empire avait cherchés en vain et qui lui ont permis de reconstituer des gouvernements solides et forts. Mais au fur et à mesure qu'elle a reconstitué l'autorité des gouvernements et s'est soumise à une vigoureuse discipline politique, l'Europe est devenue plus intolérante de cette discipline et de cette unité intellectuelle, qui depuis l'époque de Constantin jusqu'à la Réforme lui avaient semblé une nécessité vitale, plus encore que l'organisation des États et des armées, et qui avaient été le pont sur lequel elle avait passé un si large abîme de barbarie anarchique. En même temps commence l'organisation des grands États et la révolte de la pensée humaine contre toutes les autorités, auxquelles elle s'était soumise pendant le moyen âge; double mouvement parallèle et inverse qui devait se développer pendant trois siècles et aboutir à la situation actuelle : États d'une puissance formidable, tels qu'on n'en avait pas encore vus, qui s'appuient sur une des plus grandes anarchies intellectuelles et morales de l'histoire, c'est-à-dire sur le vide.

GUGLIELMO FERRERO.

POÉSIES

PRÉLUDE

Beaux arbres qui sonnez au vent comme des lyres
Sous d'invisibles doigts,
Peupliers qui, bravant l'orage et ses délires,
Restez minces et droits,

Je viens vous visiter au soir de mes journées
Sur le grand coteau clair,
D'où vous n'apercevez, loin de nos cheminées,
Que la lande et la mer...

Et, tandis que la brise agite encor vos branches
D'un frémissement doux,
Qu'à vos pieds le soleil couchant teint les pervenches
D'un or fluide et roux,

Que les vagues au loin tombent, que sur la sente
Un rayon glisse et meurt,
Appuyant sur vos troncs ma tête bruissante
D'une lourde rumeur,

Je viens vous demander, Arbres, quel sortilège
Vous fait harmonieux
En ne tirant de vous, qu'il soleille ou qu'il neige,
Qu'un hymne vers les cieux,

Et comment, quel que soit l'âpre vent qui l'opprime,
Dans l'ombre ou sous l'azur,
L'homme peut, comme vous, n'exhaler de sa cime
Qu'un chant sonore et pur...

MARINES

I

Lorsque je reverrai, dans le prochain automne,
La maison de granit auprès du bois mouvant,
Les rocs déchiquetés où la vague moutonne,
Les souples tamaris rebroussés par le vent;

Lorsque je m'étendrai dans la grotte lointaine,
Qui conserve, en son sable amical à mes doigts,
L'âme éparse et l'odeur de l'antique Sirène,
Et tout le bruit des flots entre ses murs étroits;

Lorsque je cueillerai le long de la falaise
Le souci nuancé de l'arrière-saison,
En regardant fléchir le ciel sanglant où pèse
Un soleil dilaté qui remplit l'horizon,

J'aurai tout abdiqué des orgueils et des craintes
Qui couronnaient mon front comme un bandeau de fer :
Libéré de l'amour et des molles étreintes,
Je recevrai le baiser rude de la mer...

En vain les souvenirs me conteront l'histoire
Des jours que je croyais heureux et triomphants;
Leur voix ne fera plus au fond de ma mémoire
Que le bruit assourdi d'une ronde d'enfants.

Des jours entiers, couché sur la barque en dérive,
J'écouterai les mots rares des matelots;
Et je recueillerai dans mon âme attentive
Le grave enseignement de l'azur et des flots.

Je serai libre, seul et nu sous le ciel vaste;
Je mêlerai mes cris aux cris du goéland;
Je laisserai bondir mon cœur enthousiaste
Sans craindre qu'un regard en comprime l'élan;

Et parfois, enivré d'embrun, de vent, d'écume,
Grisé de solitude et de loisir vermeil,
A la pointe d'un roc où l'onde bout et fume,
Je dresserai mon corps brûlant en plein soleil :

Alors, m'abandonnant aux forces éternelles,
Je lancerai vers l'astre au zénith arrêté,
Et vers l'âpre horizon plein de voiles et d'ailes,
Un long cri de désir et de félicité!...

II

Again to sea!...
BYRON.

Ennui, vieux compagnon qui geignais dans la cale,
Que dis-tu ce matin de la mer et des vents?...
Tandis que le soleil sort des flots décevants,
Monte, et rêvons ensemble à la prochaine escale...

La voile s'enfle aux souffles frais de l'Orient...
Quelle ville, bientôt, verrons-nous apparaître
Blanche et rose, et, comme une belle à sa fenêtre,
Accoudée aux coteaux, et de loin nous riant?

Ses quais fleureront-ils le poivre et le gingembre?
Ses toits seront-ils d'or, et ses jardins vermeils?
Des jets d'eau parfumés pour bercer nos sommeils
Chanteront-ils dans leurs bosquets en plein décembre?

Dans ses bazars profonds errerons-nous le soir,
Frôlés par les regards brûlants des odalisques?
Connaîtrons-nous sous les palmiers et les lentisques
Le grand secret d'amour que nul n'a pu savoir?...

Qu'en dis-tu, vieil Ennui, compagnon d'infortune?
Tu souris; un éclair dans ton œil a flambé;
Tu guettes avec moi, pâle, et le front courbé,
Que le cri : Terre! Terre! ait jailli de la hune...

Mais quoi! Je te connais. Dès qu'à l'horizon clair
La ville rose aura grandi parmi l'écume,
Tu toucheras mon bras avec ta main de brume...
Sans avoir débarqué nous reprendrons la mer...

Sur notre vieux bateau, courant vers tous les phares,
Pointant sans aborder vers tous les horizons,
L'un à l'autre rivés par d'obscures raisons,
Moi le Désir, et toi l'Ennui, marins bizarres,

Nous roulerons sans fin du ponant au levant,
Jusqu'à ce qu'une nuit de calme et de mystère,
Nous sombrions ensemble à dix brasses de terre,
Par une mer sans fond, sans astres et sans vent...

LE PÈLERINAGE.

Il voulut tout revoir...
N'existons-nous donc plus? Avons-nous eu notre heure?
V. Hugo (Olympio).

Par un été semblable aux étés d'autrefois
Où l'air pâmé tremblait aux bras de la lumière,
Nous avons retrouvé la plage hospitalière
Qui vit notre amour rire à ses premiers émois...

***

Nous avons tout revu : les lieux et les visages;
Les toits bruns, les murs gris, les rauques matelots;
La courbe immensité des mouvants paysages
Où le chant des glaneurs se mêle au chant des flots;

Les bateaux qui, heurtant leurs tolets et leurs dames,
Dansaient au petit port sur l'escalier de fer,
Et qui, comme jadis, semblaient tendre leurs rames
Pour nous bercer aux bras du fleuve ombreux et vert;

Le lavoir, scintillant parmi ses quatre pierres,
Que polit, chaque soir, le pied glissant des bœufs;
La dune au sable d'or qui brûle les paupières;
Le puits de granit rose entre les chardons bleus;

L'arbre tordu des vents qui geint sur la falaise;
La chapelle romane où trône un saint de bois;
Le creux de roc moussu d'où, nous lovant à l'aise,
Nous regardions tourner les feux rouges de Groix...

Nous avons tout revu, jusqu'aux joncs de la sente,
Et, reconnaissant tout, nous disions, interdits,
L'âme sous le baiser des choses fléchissante :
— « N'était-ce pas hier que nous sommes partis?

« Les jours seraient-ils vains que, depuis, nous vécûmes?
« Le passé guettait-il sans que nous y pensions?...
« Le voici qui, soudain, sort rayonnant des brumes,
« Et fait signe tout bas que nous recommencions!... »

A mesure, pourtant, que nous disions ces choses,
Nul frisson n'agitait nos cœurs indifférents :
Et nous nous étonnions de demeurer moroses,
Et d'avancer bientôt muets, et soupirants...

Oui, tout était pareil, et plein de notre histoire;
Nous allions cependant, comme un couple étranger,
Sourds aux appels des lieux et de notre mémoire,
Car tout était pareil, mais nous avions changé...

Ces chemins creux, ces rocs, ces landes, cette grève,
Cet horizon, toujours si mouvant et si beau,
Où tout un peuple gris de fantômes se lève,
N'étaient plus rien pour nous qu'un immense tombeau...

*
* *

Eh bien! pourquoi rougir de l'aveu nécessaire?
Chaque avril les genêts sont pareils aux talus :
L'homme se renouvelle à chaque anniversaire...
La nature est fidèle, et nous ne l'étions plus!

Nous attarderons-nous à regretter les roses
Dont les parfums, jadis, embaumèrent nos mains?
N'est-il plus d'autres fleurs plus fraîchement écloses
Que nous pourrons cueillir sur de nouveaux chemins?

Nous retournerons-nous pour contempler notre ombre
Que le soleil moins droit commence d'élargir?
L'horizon devant nous n'est point étroit ni sombre;
Tant de rayons encore y peuvent resplendir!...

Tu demandais, pleurant sur tes anciennes joies,
Poète, si le soir doit toucher au matin,
Si nous saignons aux mains du sort comme des proies,
Si nous avons notre heure, après quoi tout s'éteint?

Notre heure, nous l'avons à chaque heure qui laisse
Sa cendre dans nos mains, sa flamme dans nos yeux!
Plutôt que le destin accuse ta faiblesse :
Blasphémateur des jours, sache en profiter mieux!

Oui, nous semons, hélas! des spectres de nous-mêmes
Sur les sentiers d'amour que nos pas ont tracés;
Laissons-les se baiser avec leurs lèvres blêmes!
Pourvu qu'un sang chaud coule en nos bras enlacés,

Qu'importe?... Sommes-nous voués aux servitudes
Des regrets incertains et des vagues remords?
Les plaines du passé font d'âpres solitudes
Où les soleils couchés n'éclairent que des morts.

*
* *

Souvenir! Souvenir!... Subtil trameur de songe,
Artisan d'un mirage, où le cœur captivé
S'endort, et, mollement grisé par ton mensonge,
Mêle ce qu'il vécut et ce qu'il a rêvé!

C'est en vain qu'en ces lieux remplis de tes prestiges
Où notre jeune amour jadis étincela,
Tu verses dans nos seins tes plus puissants vertiges;
Tu ne nous rendras pas captifs de ces jours-là!...

Ces jours-là furent pleins d'ivresse... Il en est d'autres
Qui sommeillent au flanc des brumeux avenirs...
Quand ils luiront pour nous, sachons les faire nôtres!
Vivons! Multiplions sans fin les souvenirs!...

SIMPLE BONHEUR HUMAIN...

Simple bonheur humain qui luis dans un sourire,
Qui tiens dans un regard d'un regard caressé,
Dans quelques mots qu'ensemble on songe sans les dire,
Dans une lèvre offerte ou dans un front baissé;

Humble félicité sans risque et sans ivresse,
Faite de confiance et de sécurité;
Instants harmonieux qu'aucun désir ne presse,
Qu'aucun regret n'attarde en leur cours limité;

Labeurs quotidiens, muettes habitudes;
Pas égaux et discrets sur le même chemin;
Jours penchés l'un vers l'autre en leurs sollicitudes,
Comme des amis sûrs qui se tiennent la main;

Fleurs dont nul âpre vent ne ride les pétales;
Fruits mollement pendus aux branches des vergers;
Aubes d'or; midis frais; ombres occidentales
Débordantes d'échos et de frissons légers;

Amicale douceur des livres sous la lampe
L'hiver; rêves profonds, plus chers que des trésors,
Qu'on fait à deux, le soir, en se baisant la tempe;
Rires purs des enfants au fond des corridors;

Accords si merveilleux, dans les calmes demeures,
Des jours clairs et des nuits, des soirs et des matins,
Qu'il semble qu'on entende aux doigts fervents des heures
Tourner les lents fuseaux artisans des Destins,

C'est à cause de vous que les héros antiques
Soupiraient sur les flots vers les champs paternels,
Que les sages, distraits, songeaient sous leurs portiques,
Et que les dieux déçus pleuraient d'être immortels!...

Prenez-moi! Gardez-moi! Rivez sur moi vos chaînes!
Je vous livre mes jours pour que vous les orniez :
Soyez mes voluptés lointaines et prochaines;
Qui ne me trahirait si vous m'abandonniez?...

Faites que je préfère aux amours comme aux gloires
Dont ma tendre jeunesse a trop senti l'attrait,
Et même aux astres d'or des plus hautes victoires
Votre rayonnement taciturne et secret!...

MAURICE LEVAILLANT.

LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES

LE DERNIER ROMAN DE M. WELLS

H.-G. WELLS : *THE OUTLINE OF HISTORY* (1)

Avez-vous connu Boon, George Boon, le fameux romancier populaire, le plus fort tirage du monde entier? Sa fortune faisait l'envie de ses confrères. Et voilà que ce grand favori du public, apprenons-nous après sa mort, n'attachait aucune importance à ces livres auxquels il devait une si large aisance ; *jamais il n'avait pris la peine de les écrire :* il les dictait avec ennui à sa dactylographe, tandis que, cette corvée finie, son véritable bonheur était (on le découvrit en classant ses papiers) de se plonger dans les notes d'un immense ouvrage qu'il méditait sur *le Génie de l'humanité.*

Cette histoire que nous conte M. Wells (2) est celle de M. Wells lui-même : c'est un peu la préface du livre gigantesque qu'il vient de nous donner. Il se trouve, en effet, que le grand amuseur, l'auteur de ces contes fantastiques qui ont fait le tour de l'univers, *la Guerre des Mondes*, *la Machine à supprimer le temps*, *les Premiers hommes dans la lune*, est le contraire d'un auteur pour rire. On le prend pour un Jules Verne, et il veut être quelque chose comme un Voltaire anglais. On le tient pour un humouriste, et personne n'est plus passionnément sérieux. La littérature n'est pour lui qu'un moyen d'action. Nul ne

(1) 1 vol. gr. in-4° illustré de 652 pages, 2e édition corrigée, augmentée de plusieurs cartes et tableaux. Cassel et Cie, Londres et New-York, 1920.

(2) *Boon, the Mind of the Race*, etc., 1 vol. in-8° illustré par l'auteur. T. Fisher Unwin, édit. Londres, Adelphi Terrace, 1921. La première édition avait paru sans nom d'auteur en 1915. — Sur les idées de M. Wells, consulter E.-R. Pease, *History of the Fabian Society*, Londres, 1919, et l'étude récente de M. Édouard Guyot, *H.-G. Wells*, in-8°, Paris, Payot édit., 1920.

croit davantage à la vertu du livre, au pouvoir révolutionnaire de la lettre imprimée, à la dictature de la raison. Il a sur cet article la foi d'un Encyclopédiste. Et c'est ainsi que, pendant la guerre, alors qu'on le croyait occupé à l'histoire de la famille Britling, il était en train d'embrasser l'évolution de la planète. Dans Londres que survolaient les Zeppelins et les Gothas, au tonnerre des tirs de barrage et de l'éclatement des bombes, pendant que les deux moitiés de l'univers s'entretuaient, que les trônes chancelaient, que les Empires croulaient, le grand visionnaire écrivait fiévreusement son *Esquisse de l'Histoire universelle.*

Sans doute, cette idée a de quoi faire sourire, par ce temps de scrupules critiques où l'audace d'une *Histoire de France* à la Michelet passerait déjà pour une présomption. L'ancien commis de magasin, devenu homme de lettres à force d'énergie, conserve l'intrépidité de l'autodidacte et du primaire. Disons le mot : M. Wells ne rougirait pas du nom de vulgarisateur. Le voilà donc à l'œuvre dans sa bibliothèque, au milieu de ses manuels et de ses dictionnaires, consultant tour à tour tout un « jeu » d'encyclopédies. Autour de lui, toute une équipe d'auxiliaires et d'amis, historiens, professeurs, voyageurs de l'Inde et de la Chine, attachés aux diverses sections du British Museum, le plus vaste répertoire des connaissances humaines qu'il y ait eu au monde depuis Alexandrie. Peut-être, si l'on y songe, ce savoir à coups de Larousse est-il, dans le détail, assez superficiel : c'est de la science à la vapeur, de l'information pour *magazines.* Mais ne chicanons pas M. Wells sur sa méthode. Il ne cache point que ses matériaux ne lui appartiennent pas. Sachons-lui gré de ce qu'il nous donne et qui est bien à lui : l'essai qu'il tente pour apporter un ordre dans les faits, et pour nous faire apercevoir un plan dans les affaires humaines.

Il est clair en effet qu'un ouvrage de ce genre ne s'expliquerait pas sans une philosophie. On ne se donne pas la peine d'écrire l'histoire universelle pour le simple plaisir de raconter une belle histoire : c'est qu'on veut prouver quelque chose. On part d'une hypothèse, dont il s'agit de trouver la vérification dans les faits. Pour Bossuet, cette idée centrale est celle de la Providence, pour Voltaire celle du Progrès. Pour M. Wells, c'est l'idée d'Évolution. On peut même dire qu'il s'y prend de haut : il commence dès avant la formation du monde, au sein de l'abîme effroyable de l'espace et du temps, lorsque la goutte de feu qui devait être notre terre se détache, — il y a un nombre incalculable de millions de siècles, — de la grande nébuleuse solaire. Peut-être

jugera-t-on que ce « prologue dans le ciel, » ainsi que les chapitres suivants sur l'histoire du globe terrestre, sur la succession des âges géologiques, sur la flore et la faune fossiles et les premiers balbutiements prodigieux de la vie, formaient une introduction assez inutile à une histoire universelle. M. Wells n'a pu se refuser au plaisir d'écrire sur l'œuvre des six jours un roman de M. Wells.

Mais je me figure aussi que M. Wells, en donnant ce recul énorme à son histoire, n'a pas cédé seulement au penchant de son imagination Il a voulu nous dire que l'homme est peu de chose sur la terre, qu'il y est la dernière venue, la plus récente des créatures : son règne n'y a peut-être que deux cent mille ans d'existence, moment infime d'une durée qui se mesure dans la nature par centaines de millions d'années. Et puis, en nous montrant les monstres de l'antique préhistoire, les larves, les géants de la vase et des marécages, il nous fait concevoir que les empires passent, que les plus grands destins périssent, qu'il n'y a pas de forme immortelle sous le soleil. Tout s'évanouit, tout se transforme. Rien qu'à feuilleter le livre de M. Wells, depuis les terrifiantes images des grands sauriens, premiers maîtres de la planète, jusqu'aux cartes qui retracent les remaniements des empires, les contours changeants des États, on prend la mesure de ce que nous croyons éternel. Que sont les dix ou quinze mille ans d'histoire consciente dont nous pouvons nous souvenir, auprès du désert infini de siècles sans mémoire qui les ont précédés ? Et dans ce petit espace qu'embrasse notre regard, quelle forme a duré plus de deux ou trois générations? Quelle vérité peut se flatter d'être encore vraie demain ?

Il va sans dire que je ne vais pas résumer en quelques mots ces 650 pages d'un texte à deux colonnes, qui formeraient 2400 pages de la *Revue* et qui embrasse l'histoire de l'humanité entière depuis le crâne de Piltdown jusqu'à M. Wilson et à M. Clemenceau. On est bien obligé de s'en tenir à l'essentiel. Par bonheur, l'objet que s'est proposé M. Wells en écrivant *The Outline of History*, est peut-être moins difficile à trouver qu'on ne croit. On se figure que les histoires commencent par le commencement, et en réalité, elles s'écrivent par la fin. On demande au passé d'éclairer le présent, alors que c'est le présent qui éclaire le passé. Bossuet, dans son *Discours*, est toujours le grand lutteur contre les protestants, et Voltaire, dans son *Essai*, n'a en vue que de dénoncer les crimes de la « superstition. » M. Wells à son tour n'en use pas autrement. Son livre, fils de la guerre, est un livre de combat. On s'attend à trouver une histoire : c'est une énorme machine de guerre contre la guerre, un pamphlet démesuré contre

l'idée nationale, un immense *tract* pacifiste, un gros *tank* contre le militarisme et l'idée de patrie, derniers obstacles que le progrès et le bonheur universels trouvent sur leur chemin. Toutes les sottises et tous les crimes dont Voltaire, dans son œuvre, accuse les prêtres et les dieux, c'est, pour l'auteur de cette *Esquisse*, la guerre et la patrie qui en sont responsables.

Sans doute, M. Wells ne méconnaît pas les services qu'a rendus la patrie dans le développement humain. Si l'homme, selon le mot célèbre, est un « animal politique, » le progrès pour lui consiste en partie à s'élever par degrés à des formes de groupements, à des sociétés de plus en plus complexes. Familles, tribus, cités, États, Empires, marquent des étapes successives d'un phénomène d'extension croissante. Mais ces cadres à leur tour deviennent trop étroits. Il faut les élargir, leur permettre d'embrasser toute la famille humaine. Cette famille sort tout entière d'un ancêtre commun. Tous les vestiges de l'homme primitif montrent l'unité de sa nature et de son origine. Les variations des races ne sont que le résultat de l'adaptation et du « milieu. » Au point de mélange où nous en sommes, ces nuances tendent à s'effacer. Ce retour à l'unité de la famille humaine est le but et la condition de toute civilisation. C'est la loi que M. Wells croit observer dans tout le cours de l'histoire. Tel est à ses yeux le contenu positif de toutes les religions. Les grands initiateurs, Lao-Tsé, Gautama, Jésus ou Mahomet, n'ont pas eu d'autre objet. Au lieu d'instituer des cultes nationaux, ces grandes révélations ont ceci de commun qu'elles s'adressent à tous les hommes sans distinction de races, se bornant à prêcher l'abdication des égoïsmes, la charité, l'amour, la grande fraternité humaine. En revanche, tout ce qui contrarie la grande loi, tout ce qui divise, tout ce qui limite, tout ce qui est frontière, barrière, obstacle, est le mal, le péché.

De là, dans cette *Esquisse*, quelques caractères assez nouveaux. Ce livre étant l'histoire de la connaissance que le monde prend de son unité, l'histoire de la genèse de la conscience universelle, on ne sera pas surpris du rôle qu'y tiennent les voyages, le récit des explorations, de ces vastes mouvements de nomades que nous appelons les invasions. Certaines figures, celles d'Hérodote, du grand navigateur Hannon, du chinois Huan-Tchang, du vénitien Marco-Polo, du portugais Magellan occupent dans ce livre une place de premier plan. Ce sont les agents de liaison entre les différentes portions de l'univers. Ces aventuriers, ces curieux ont agrandi la terre, ils ont mis en rapport des mondes qui s'ignoraient. Éloge du voyageur qui devait bien être

écrit aux bords de cette Tamise large comme un bras de mer, où les mouettes volent parmi les mâts et les cheminées des steamers et où flottent dans la brume, avec des odeurs de goudron, tous les parfums de l'univers.

Autre trait bien anglais : l'ignorance, le dédain de tout ce qui est artistique. M. Wells a pu écrire l'histoire de la civilisation sans tenir aucun compte de l'art. Deux lignes sur les Pyramides, pour nous dire qu'elles ont coûté autant qu'une grande guerre, une ligne sur Phidias, deux lignes sur les cathédrales, cinq ou six sur la peinture chinoise, voilà tout ce que lui inspire ce que le génie humain a fait pour la beauté. La Renaissance tient en dix lignes. En revanche, les choses pratiques, les idées de Roger Bacon, les débuts de la méthode expérimentale, la découverte de la vapeur, la création des chemins de fer sont l'objet de longs développements. Veut-on un exemple de la manière de M. Wells ? La plus grande invention du monde, après celle du langage, lui paraît être celle du papier. On sait que le papier était connu en Chine plus de cinq cents ans avant notre ère. D'autre part, l'impression avec des blocs de bois était pratiquée en Égypte dès le temps des Ptolémées. J'ai souvent entendu mon maître Gaston Boissier s'étonner, avant M. Wells, que l'imprimerie n'eût pas été trouvée par les anciens. Varron s'en est servi pour reproduire des portraits dans un livre sur les hommes illustres. Pourquoi son invention ne fut-elle pas exploitée ? C'est que la librairie à Rome était déjà une industrie ; elle pouvait, grâce aux esclaves, produire les livres en nombre suffisant, et le public n'existait pas pour en demander davantage. Pour M. Wells, la vraie raison fut le manque de papier. Il fallut attendre que le papier, connu par les Arabes, fût acheminé en Europe vers la fin du XIIIe siècle : l'ignorance, le manque de liaison entre l'Europe et l'Asie ont coûté au monde, dans cette affaire, un retard de deux mille ans. Supposez l'imprimerie connue au temps d'Alexandre, quelle avance pour l'humanité ! A la vérité, M. Wells s'exagère le rôle de l'imprimerie. Depuis qu'elle existe, on ne voit pas que les causes d'erreur et de discorde aient beaucoup diminué dans le monde. Et les plus grands mouvements d'idées dans l'Europe ou l'Asie, les progrès du bouddhisme ou du christianisme, que doivent-ils à l'écriture ? Quoi de comparable, depuis l'imprimerie, aux conquêtes des apôtres ou à celles des premiers Kalifes ? Quelle force pour la propagande égale le contact de l'homme, la contagion de la parole et de l'action ?

Mais ce qui est peut-être le plus anglais dans cette *Histoire*, c'est l'injustice pour Rome et tout ce qui est romain. Rien de plus partial

que le résumé de la grandeur et de la décadence de Rome. Dans la grande lutte de Rome au temps des guerres puniques, M. Wells est un des rares historiens qui prennent le parti de Carthage : il es naturellement pour le peuple marin contre le peuple militaire. Le préjugé de Gibbon, l'horreur du Vatican, il l'étend rétrospectivement à l'Empire, à la République, et à tous les gouvernements qui leur ont servi de modèles. Dans l'Empire romain, il poursuit tous les impérialismes. Il rabaisse à plaisir l'orgueil de ces maîtres du monde. Qu'est-ce que l'empire de Trajan, au temps de sa plus grande étendue, comparé à celui d'un Tamerlan ou des Empereurs Mongols? Qu'est-ce que la paix romaine au prix du bonheur véritable et de l'organisation parfaite dont la Chine offre le modèle ? Il n'y a pas de raillerie dont M. Wells ne s'amuse à déshonorer les choses les plus précieuses de la tradition de l'Occident. Le public athénien n'est pour lui qu'une foule « toute pareille à celle du promenoir de nos cafés-concerts. » Mais c'est surtout contre les grands hommes, dont l'imagination humaine a fait des demi-dieux, que l'écrivain dirige sa satire. L'histoire, pour un Voltaire, c'était, au milieu d'un chaos de crimes et de folies, un archipel d'époques heureuses, les « siècles » de Périclès, d'Auguste, de Louis XIV. M. Wells s'acharne contre ces grandes images avec férocité. Il démolit les statues, les souvenirs décoratifs qui ornent le passé, avec une joie d'iconoclaste. Son livre est un carnage d'idoles.

Ses bêtes noires, bien entendu, seront les figures les plus fas meuses : Alexandre, César, Napoléon. Il en fait de longs portraits qu'il faudrait appeler de véritables « exécutions. » Il ne traite pa moins durement les sous-Césars, reflets et copies du premier, contrefaçons qui n'auraient jamais existé sans l'original : Charlemagne un agité, un charlatan « dans le genre de Guillaume II ; » et Charles-Quint, pauvre fantoche de la dernière médiocrité, créature de la banque Fugger, dégénéré sur lequel un baroque destin se plut à accumuler l'Europe et l'Amérique. Mais c'est contre Napoléon que s'exerce la verve de l'historien avec le plus d'humour. Il nous apprend que sa mère le fessait encore à seize ans. Il lui reproche sa fuite grotesque, sa « désertion » d'Égypte; rien de plus surfait que ce prétendu surhomme : ses talents militaires étaient fort ordinaires, et comme capitaine, il est bien loin de valoir Moreau; comme politique, il est fort au-dessous de Marat (lequel paraît être, on ne sait pourquoi, aux yeux de M. Wells la meilleure tête de la Révolution). Tout ce que la caricature du *Punch*, tout ce que la facétie de Gillray

et de Rowlandson, tout ce que l'animosité de la presse anglaise contemporaine a entassé d'outrages sur la tête de l'Empereur, tout ce qui traîne de fiel dans la *Vie* de Walter Scott et dans le roman de Tolstoï, se trouve condensé avec une étonnante furie rétrospective dans ce chapitre de M. Wells. C'est que M. Wells veut abattre dans la personne de Napoléon le représentant même de l'impérialisme. Il veut ruiner le culte et s'attaque à l'idole.

D'où vient, se demande l'écrivain, cet empire qu'il conserve sur l'imagination? Il serait difficile de trouver un être humain moins sympathique. C'est en vain que dans le monstrueux amas de la littérature napoléonienne, on chercherait un seul trait, le moindre exemple de l'oubli de soi... *On ne voit pas qu'il ait jamais ri.* Et l'on ne peut pas davantage, sur ce visage d'égoïste et de saturnien, imaginer aucune de ces belles expressions humaines de sympathie, — celle qu'on admire, par exemple, sur les traits de l'artiste « perdu » dans son ouvrage. Ses portraits nous regardent avec une moue de mépris, — le mépris du criminel assuré de pouvoir duper impunément les pauvres niais que nous sommes, et en même temps, au fond des yeux, se lit une inquiétude. « Croient-ils vraiment que j'ai raison? se demandent ces yeux. Ma couronne se tient-elle bien droite? » Il avait pour l'homme un dédain sans bornes, un dédain qui a fini par le conduire à Sainte-Hélène, — *ce même dédain qui peuple nos prisons de faussaires, d'empoisonneurs et de toutes les victimes du calcul égoïste.* A-t-il été vraiment aimé par une créature humaine? Joséphine l'a trompé autant qu'il l'a trompée. Marie-Louise a refusé de le suivre à l'île d'Elbe. Une certaine comtesse polonaise l'y rejoignit, il est vrai, mais ce ne fut point par amour; elle songeait à pourvoir un fils. Elle ne demeura que deux jours. *Il n'a même pas eu un chien pour s'attacher à lui...*

En somme, ce mauvais politique, cet homme de guerre partout battu, qui a perdu toutes ses campagnes, celle d'Égypte, celle d'Espagne, celle de Russie, celle de France, ce vaincu de Trafalgar et de Waterloo, ce prétendu « fléau de Dieu, » n'est au fond qu'un « bacille, » le dernier microbe du passé, apparu dans les temps modernes pour les empoisonner; et même à cet égard, ne le vantons pas trop : « *La grippe espagnole tue mieux.* La seule épidémie de 1918 a fait plus de victimes que toutes les guerres de l'Empire. » Finalement, après avoir bien retourné la question, le moraliste conclut en faisant de Napoléon un Julien Sorel supérieur, le type et le maître de l'« action directe » :

Aller droit devant soi, droit au but, voilà sa qualité maîtresse, et qui le rend immortel. Il ne s'embarrasse jamais de considérations secondaires. Il jette ses armées en ligne droite d'un bout à l'autre de l'Europe : jamais on n'avait demandé aux troupes de pareilles marches; il se bat pour

vaincre ; quand il frappe, c'est de toutes ses forces. Ce qu'il veut, il le veut simplement, complètement, et il l'obtient, — s'il peut.

Voilà pourquoi il nous fascine. Son nom, depuis cent ans, est la raison suprême qui rassure des légions de timides et d'hésitants. Pour l'homme d'affaires que tente une transaction suspecte, pour le commis maniant un chèque signé distraitement, et si facile à transformer en faux, pour le caissier à court d'argent, pour le fabricant qui médite le pour et le contre d'une falsification, et pour des milliers de leurs pareils, le mot de « Napoléonien » est venu apporter un renfort décisif. Dans la finance, dans la presse, sur le turf, nous vivons dans un monde de candidats-Napoléons ; la moitié de nos prisons et de nos asiles d'aliénés sont autant de Sainte-Hélène. Napoléon, c'est l'incarnation de ce sens commun réaliste, clair, vulgaire, sans scrupules, de cet individualisme qui livre bataille en chacun de nous (victorieusement, hélas !) à notre meilleur « moi, » et qui risque finalement *d'aboutir à la ruine de l'humanité*. Cet homme, *c'est l'Anti-Jésus*, l'antipode même de la figure du doux Nazaréen dont le suave Évangile de tendresse et de pitié, de sacrifice et de renoncement, est aussi difficile à oublier qu'à suivre. Cet appel à une vie nouvelle obsède notre monde présent, assiège nos richesses, nos aises, nos succès. Il nous inquiète, ne nous laisse plus un moment de repos. Napoléon ne l'entendait pas. Contre ce troublant murmure de la perfection, la légende napoléonienne nous offre une sorte d'abri. Elle nous sauve, — *nous sauve du Salut.*

On ne s'attendait pas à cette homélie de la part de M. le pasteur Wells. Nous n'aurions pas pris ce romancier pour un si grand chrétien. Mais j'ai hâte d'en venir aux dernières pages du livre, à celles qui, je l'ai dit, en sont à la fois la conclusion et le vrai point de départ. Transformation industrielle du monde, faillite du christianisme, qui est en continuel recul depuis le moyen âge et, sur les ruines des vieilles Églises, double développement de deux forces antagonistes, l'Internationale ouvrière et les impérialismes, voilà les causes lointaines de la guerre. Dans une suite de pages éloquentes, l'auteur nous fait assister à leur développement. Une gravure fort amusante nous montre une série de « fétiches » du XIXe siècle, les nouveaux « dieux nationaux » qui ont remplacé dans les cœurs le Dieu de la chrétienté, les Astaroths et les Baals pour lesquels l'homme moderne n'hésite pas à mourir : John Bull, Marianne, la Germania, Cathleen l'Irlandaise, l'oncle Sam, etc., — et M. Wells suggère en passant quel rôle la caricature, les personnifications de la presse satirique, l'imagerie des timbres-poste ont eu dans la création de ces divinités. En même temps, le livre de Darwin sur *l'Origine des espèces* achève de ruiner le prestige de la Révélation. La vieille morale chrétienne en demeure ébranlée. De cette loi de l'Évolution, on tire celle de la concurrence et de la « lutte pour la vie. » Cette idée se cristal-

lise avec celle de l'État, avec les souvenirs des Césars et de Napoléon ; elle devient l'impérialisme, c'est-à-dire la théorie de l'égoïsme national, la déification du machiavélisme et de la morale d'État. Après Machiavel et les grands conquérants, ce que M. Wells exècre certainement le plus au monde, c'est M. Rudyard Kipling et sa « loi de la Jungle. » Dans ce livre, où il ne fait que nommer Descartes, où il ne nomme pas Shakspeare, ni Dante, ni Beethoven, il consacre trois pages d'une diatribe véhémente à l'auteur de *Stalky and C°*...

Bref, ces excitations de l'esprit national devenaient une menace perpétuelle pour la paix. Cette mythologie barbare, ce paganisme des patries étaient désormais la seule religion de l'Europe. « Sans patrie » devenait une indécence « comme d'aller en public sans culotte. » Au milieu de toutes ces nations orgueilleuses et délirantes, l'Allemagne de Bismarck offrait un spectacle singulier : elle était la nation la plus disciplinée, la plus patiente, la plus habile, la mieux organisée et la mieux outillée, à la fois la plus moderne et la plus rétrograde, industrielle et féodale, vertueuse et gorgée de rapines, fière de ses laboratoires et conservant pourtant l'âme de proie du moyen âge ; jalouse, susceptible, ombrageuse, mégalomane, et de plus, pour son malheur, gouvernée par un fou. La crise était inévitable.

M. Wells fait de la guerre un récit clair et plein d'entrain, où l'on regrette seulement qu'il ait réussi à ne pas souffler mot de Joffre ni de Foch. Il fait le tableau le plus amusant des sottises des bureaux qui ont, selon lui, prolongé la guerre de deux ans ; la Guerre ne voulait pas entendre parler des tanks, que la Marine proposait depuis le Transvaal. Enfin, après les terribles péripéties que l'on sait, on arrive à l'armistice. La peinture de cette journée à Londres est saisissante.

Pendant plus de quatre ans, la guerre n'avait plus cessé, entraînant dans son tourbillon tous les hommes d'Occident. Il y avait déjà dix millions de tués, plus du double étaient morts des suites de l'épreuve. D'autres êtres, par dizaines de millions, étaient minés par la misère, l'anémie, la mauvaise nourriture. La plupart des vivants travaillaient pour la guerre, sur les champs de bataille, à l'usine, dans les hôpitaux, comme remplaçants de mobilisés... La guerre était devenue une atmosphère, une habitude, un ordre. Et brusquement, c'était fini.

L'armistice fut connu à Londres vers midi. A l'instant, toute la vie est comme suspendue. Les employés sortent des bureaux et ne veulent plus rentrer, les commis se répandent dans les rues, les omnibus et les camions, pris d'assaut et bondés de bonheurs stupéfaits, partent pour des itinéraires de fantaisie, promenant des voyageurs qui n'allaient plus nulle part et ne se souciaient pas de savoir où on les menait. Une foule en vacances

envahit les chaussées, les drapeaux fleurissent les maisons. La nuit vient, les rues s'illuminent : chose étrange, que la foule grouillant, comme autrefois, sous le factice éclairage. *On se sentait sans but, avec une sorte de courbature et de soulagement pénible.* C'était fini !... On avait besoin de rire, de pleurer, et on ne pouvait pas. Des monômes de jeunesses et de permissionnaires fendaient la foule compacte et faisaient de leur mieux pour faire du bruit et de l'allégresse. Un canon est roulé du Mail jusqu'à Trafalgar Square, où l'on fait du caisson un feu de joie. On tire des fusées, des pétards. Mais dans l'ensemble, nulle gaîté. *On avait trop perdu, on avait trop souffert. La joie n'y était plus.*

Et alors, ce sont les grands jours de la Conférence de la Paix. Tous les regards de l'univers, dans une attente religieuse, se concentrent sur Paris : jamais tant d'espérances ne s'étaient rassemblées en un point de la terre, que le jour où le président Wilson, débarquant du *George-Washington*, fit son entrée dans le port de Brest. Sa déclaration des Quartorze points brillait dans le crépuscule du vieil ordre de choses comme la charte de l'humanité. Les hommes qui s'assemblaient, après des épreuves inouïes, tenaient dans leurs mains le sort du monde ; ils allaient jeter les bases d'un ordre nouveau, inaugurer un âge fraternel entre les peuples. Minute solennelle, heure sacrée où l'on put espérer un juste règlement des comptes du passé, la fin des guerres, l'aurore de la confiance et de l'harmonie ! La vénération de l'univers accompagnait le voyageur qui arrivait porteur de la parole nouvelle : et déjà, en touchant terre, il avait perdu de son pouvoir. Les Moïses ne gagnent pas à se rapprocher des hommes. Les plénipotentiaires amenaient avec eux leurs femmes. Un élément de mondanité, de tourisme, de caquetage, des visites de modistes et des froufrous de jupes se mêlèrent à la gravité du Concile. Ce n'était plus l'état de grâce dans lequel on se devait d'aborder les choses saintes Et puis, à Paris, M. Wilson allait rencontrer son mauvais génie, — M. Clemenceau.

Georges-Benjamin Clemenceau était un vieux politicien et un vieux journaliste, grand pourfendeur d'abus, grand démolisseur de ministères, — médecin, il avait, comme conseiller municipal, ouvert une clinique gratuite, — enfin un redoutable duelliste. Il n'avait jamais tué son homme, mais il se montrait sur le terrain ferrailleur intrépide. Il avait quitté, sous l'Empire, l'École de médecine pour le journal et la politique. Il était alors extrême-gauche. Il avait été quelque temps professeur en Amérique et s'y était marié pour divorcer ensuite. Il avait trente ans en 1871. Il revint en France après Sedan et se jeta dans les orages de la politique avec une magnifique vigueur. Désormais la France est son univers, la France des ardents journaux, des violentes querelles, des défis, des scandales, des

scènes, des coups de théâtre, et des « mots » à tout prix. C'était ce qui s'appelle un bougre : on l'avait baptisé le Tigre, et il en était fier. Patriote professionnel, plus que penseur et homme d'État, tel était l'homme que la guerre avait bombardé à la tête de la République, pour caricaturer le beau génie et l'âme généreuse de la France. Son étroitesse et ses lacunes ont laissé une profonde empreinte sur le traité. Tout l'esprit de la Conférence est illustré par le fait de la Paix signée à Versailles, dans cette galerie des Glaces qui avait vu le triomphe de l'unité allemande. C'est là que l'Allemagne fut contrainte de signer son humiliation. Dans ces conditions, pour la France et pour Clemenceau, la guerre cessait d'être une affaire mondiale : ce n'était plus qu'une suite et une revanche de l'Année terrible, l'expiation et le châtiment de l'Allemagne. « Il s'agit, avait dit Wilson, de sauver la démocratie dans le monde. » — « Vous parlez comme Jésus-Christ, riposta Clemenceau. Il s'agit de sauver Paris. » *Parler comme Jésus-Christ*, c'était apparemment le comble du ridicule. Et c'est ainsi que, grâce à ces spirituels diplomates, l'année 1919 demeura une date mémorable dans l'histoire des banqueroutes humaines.

Et toujours répétant les commérages de M. Keynes et de M. Dillon (« Wilson, plus fort que le bon Dieu : il a fait quatorze commandements, le bon Dieu n'en avait fait que dix, ») l'historien nous montre M. Clemenceau, au centre du demi-cercle des Quatre, face à la cheminée, en redingote noire et gants de Suède gris. « Et il était, des quatre reconstructeurs du monde, le seul à savoir également l'anglais et le français... »

Je ne vais pas raconter ici comment, le premier point s'étant « perdu en route, » et M. Lloyd George ayant obtenu l'escamotage du second, les Quatorze commandements se trouvèrent réduits à douze; et comment, après un laborieux enfantement de neuf mois, la fameuse Société des Nations, la merveille politique du monde, apparut à l'état d'inviable avorton, « comme l'*Homunculus* de Faust dans sa bouteille. » J'ignore si c'est bien la seule critique que mérite le traité. Certaines personnes lui en font d'autres. Rien n'était pourtant plus facile, à en croire M. Wells, que de faire « le statut naturel » de l'Europe : « Il se lit sur la carte; un enfant ne s'y tromperait pas. » Et ne dites pas à M. Wells que c'est dommage qu'on ne l'en ait pas chargé. Vous ne l'embarrasseriez pas : il nous donne son programme, son petit plan du monde, son utopie en huit articles. Ces choses-là, quand on est tout seul, ne souffrent jamais de difficulté sur le papier. Le monde entier, il y a deux ans, était plein de ces petits Talleyrands qui refaisaient l'Europe sur une table de café. Le courrier de la Conférence apportait chaque matin de quoi remplir plusieurs paniers de ces rêveries.

Et cependant, en dépit de cette immense désillusion, qui suivait un immense effort, M. Wells ne perd pas courage. Cette expérience de la Paix, où les hommes ont été trahis par l'insuffisance de leurs chefs, leur laisse pourtant une espérance et une certitude : « Jamais encore, comme cette fois, ils ne s'étaient trouvés en présence de leur communauté d'intérêts et de destinées... » Quoi qu'on fasse, l'ébauche d'un nouvel ordre de choses n'en a pas moins paru « comme l'aurore à travers les volets d'une chambre en désordre. » L'idée de l'identité humaine, qui n'a été longtemps qu'une lueur fugitive, éparse, sitôt éteinte après Bouddha, après Jésus, « comme des reflets de soleil réfléchis par une vitre dans la campagne, au crépuscule, » a gagné désormais tous les hommes.

On ne l'arrêtera plus. L'humanité cessera bientôt de marcher dans son sang, « comme un somnambule qui se blesse dans son sommeil. » La guerre finira. La guerre n'est pas éternelle. Pas plus que la patrie, elle n'est chose primitive. Elle a pris naissance avec certaines organisations sociales, elle passera avec elles. Une nouvelle guerre, avec les ressources de la science, serait le suicide du genre humain. Les hommes reconnaîtront leur folie et ne voudront plus se ruiner en armes pour se détruire. Délivrés de ce fardeau des armements, ils appliqueront tout leur génie aux arts qui embellissent la vie. L'humanité reconnaîtra que les richesses naturelles, comme la science, comme la lumière, sont le bien commun de tous les hommes : elle ne songera qu'à les utiliser. Dans l'anarchie du siècle dernier, sans nulle coordination d'efforts, que de progrès réalisés! Qu'on songe au gaspillage de forces et de talents, à tous les Lavoisiers, aux Pasteurs, aux Newtons inconnus, sacrifiés en pleine jeunesse, que nous coûte la dernière guerre! Que ne ferait pas un système où ces forces magnifiques, au lieu d'être broyées, seraient l'objet d'une culture et de soins rationnels? L'humanité jusqu'à présent a ressemblé « à une poule qui écraserait ses œufs. » La terre pourrait être dix fois plus peuplée qu'elle n'est. Elle multiplierait d'autant ses chances de perfectionnement. Un peu d'organisation supprimerait toute inégalité. Plus de classes inférieures, obligées au travail pour vivre. Les machines se chargeraient de tous les travaux pénibles. Chaque homme donnerait à la communauté quelques heures par jour, ou quelques mois de service, comme nous acquittons le service militaire, et passerait le reste de sa vie dans une liberté idéale, vaquant aux pures occupations de l'esprit et jouissant en paix de la beauté du monde, tandis que le souffle audacieux, le téméraire, inquiet esprit qui vient

de faire l'homme oiseau, de lui donner des ailes, prenant ce vieux globe pour marchepied, s'élancerait à la conquête des étoiles, pour y poursuivre de monde en monde « l'immense aventure de la vie... »

Ainsi raisonne M. Wells. On ne peut rien contre la foi. Le monde lui paraît si jeune ! A peine sortons-nous de l'âge de pierre. Il y a vingt ans, des peuplades du centre de l'Afrique vivaient encore dans l'état de notre ancêtre primitif. « Il n'y a pas plus de cinq cents ans que le grand Empire des Aztèques ne croyait pouvoir subsister que par des sacrifices sanglants. Tous les ans, à Mexico, on immolait ainsi des centaines de victimes humaines. Le corps était couché en arc sur la pierre arrondie, la poitrine était ouverte avec un couteau d'obsidienne, et le prêtre arrachait tout chaud le cœur de la victime. Le jour n'est peut-être pas loin où nous cesserons d'arracher des cœurs d'hommes vivants sur les autels barbares de nos dieux nationaux. Que le lecteur se reporte aux premières pages de cette histoire : il verra ce que pèsent, dans le cours de l'universelle durée, les difficultés, les misères et les conflits de notre génération. »

On se reporte en arrière : on voit la longueur accablante, l'inconnu de la préhistoire; on voit le fragile édifice de la civilisation s'élever, toujours précaire, sur une mince couche de quelques siècles, sur un léger humus, une faible épaisseur de quatre ou cinq cents générations, pauvre cendre, pareille aux trente centimètres de terre végétale sur lesquels croissent toutes nos moissons. De moment en moment, se réveille dans nos yeux le regard de la Bête, le farouche et lubrique éclair du chimpanzé ou du gorille. Chacun de nous porte en soi ce revenant des cavernes. M. Wells, qui le dit, rejette cependant la notion du péché. Il croit, — lui, darwinien, — à la bonté de la nature ! La bassesse de nos origines le remplit à la fois « d'humilité et d'une espérance sans bornes. » Tout lui montre, au lieu d'une chute, un progrès continu. Là est toute la nuance qui nous sépare de lui. Je ne vais pas lui opposer une réfutation. Mais, puisqu'il possède un Voltaire dans sa bibliothèque, qu'il prenne la peine, pour se reposer de cette longue histoire, d'en relire un petit roman. Il est très léger et très court. Il s'appelle : *Candide ou l'optimisme*.

LOUIS GILLET.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La visite qu'a faite en France le maréchal Pilsudski, accompagné du prince Sapieha, ministre des Affaires étrangères, et du général Sosnkowski, ministre de la Guerre, contribuera certainement à resserrer entre la Pologne et la France, comme l'a dit M. Millerand, « une entente qui est pour chacun des deux pays un élément indispensable de sécurité et de progrès, et qui constitue pour l'Europe une des plus solides garanties de la paix. » Pour consacrer officiellement cette entente, M. Briand a donné aux Ambassadeurs alliés connaissance d'une déclaration très précise dans sa brièveté. Les mots de sécurité et de paix se retrouvent dans la formule des deux Gouvernements, après avoir été déjà prononcés dans les discours de l'Élysée, et ils sont, en effet, ceux qui expriment le mieux les avantages d'une alliance sincère entre la Pologne et la France. Ce n'est pas qu'il faille négliger, dans l'ensemble des forces qui poussent les deux peuples l'un vers l'autre, la puissance du sentiment et la grandeur des souvenirs communs. Après le discours de M. Jean Richepin à la Sorbonne, le prince Sapieha, très ému par la chaude éloquence du poète orateur, me disait : « C'est à Paris, c'est dans cette vieille Sorbonne, qui a été jadis si hospitalière pour nos réfugiés, que nous réalisons vraiment notre rêve et que nous avons le mieux conscience de notre résurrection. » Ne dédaignons pas ces liens spirituels, mais comprenons aussi qu'à l'heure présente, nous sommes également unis par des intérêts plus positifs, que définissent, avec une exactitude parfaite, les termes employés par M. Millerand et par le Président du Conseil.

La paix européenne, telle qu'elle est sortie, frêle et chancelante, du traité de Versailles, repose, en grande partie, sur la constitution d'une Pologne indépendante et forte. Les intrigues auxquelles l'Allemagne

Copyright by Raymond Poincaré, 1921.

n'a pas cessé de se livrer, soit à Dantzig, soit en Haute-Silésie, depuis la mise en vigueur du traité, montrent assez qu'elle cherche, en affaiblissant la Pologne, à ébranler les assises, encore mal cimentées, de la nouvelle Europe. Ne pouvant rien aujourd'hui sur le Rhin, où la supériorité militaire des Alliés la paralyse, elle s'efforce de s'ouvrir une fenêtre à l'Est et de se ménager, en face d'un horizon plus libre, des perspectives d'avenir. La Pologne écrasée, ou étouffée entre l'Allemagne et la Russie, ou, tout au moins, réduite à l'impuissance, un jour se lèvera, où le Reich, libéré de toutes préoccupations de ce côté, et enrichi, de nouveau, des dépouilles de sa malheureuse voisine, se retournera contre nous et se montrera plus réfractaire encore à l'exécution du traité. Le plan est très clair. L'Allemagne ne prend même pas la peine de le cacher. Sa conduite nous dicte la nôtre.

En disant nous, je parle surtout de la France; mais je pense aussi, naturellement, à tous les Alliés. Sommes-nous cependant d'accord, à ce sujet, avec l'Angleterre, l'Italie, les États-Unis? Avec les États-Unis, l'entente sera, sans doute, facile; car ce n'est pas une opinion personnelle que le Président Wilson a défendue à Paris, lorsqu'il y a soutenu, avec une grande énergie, la cause de la Pologne; il exprimait alors la pensée de la grande majorité du peuple américain. Nous serons bientôt fixés sur les nouvelles dispositions de la Maison Blanche. Il n'y a aucun motif de croire qu'elles ne soient pas favorables aux vues de la France. Mais, avec l'Angleterre et l'Italie, il ne semble pas que notre politique soit mieux accordée dans le Nord-Est de l'Europe qu'elle ne l'est, jusqu'ici, en Asie-Mineure.

La Conférence de Paris a, il est vrai, réalisé, comme l'a très justement dit M. Briand, une œuvre essentielle ; elle a rapproché, sur des points déterminés, l'action des Puissances alliées. Elle a cependant laissé sans solution beaucoup de problèmes importants. L'heure ne serait-elle pas venue de procéder enfin avec nos amis, avec l'Angleterre surtout, à une liquidation générale de toutes les difficultés pendantes? A Paris comme à Londres, tous les gens sensés considéreraient comme une catastrophe, je ne dis pas même une rupture, mais un refroidissement de l'amitié franco-britannique. Pénétrés de cette conviction, les deux Gouvernements se trouvent très forts, l'un et l'autre, pour mettre, une bonne fois, tous les dossiers sur la table et pour substituer à des discussions partielles, dont il faut convenir que la France a le plus souvent fait les frais, une conversation d'ensemble, où les éléments d'échange seront plus nombreux et où l'on mesurera plus aisément les sacrifices mutuels. Mais, pour arriver à

ce règlement si désirable, il faudrait avoir le courage de renoncer aux méthodes actuelles. Que les premiers ministres se rencontrent, de temps en temps, pour reprendre contact, pour se mieux connaître, pour mettre la dernière main à des accords préparés dans les chancelleries, rien de mieux; mais ces conférences, où l'on prétend changer la face du monde en trois jours, ont fait décidément assez de mal, depuis le commencement de l'an dernier, pour que le spectacle n'en soit pas plus longtemps imposé à l'admiration des foules. Y a-t-il rien de plus caractéristique, à cet égard, que l'incident qui s'est produit, dès la première séance tenue au quai d'Orsay par les Gouvernements alliés? Le ministre des Finances français, fidèle à une thèse qu'il avait développée comme rapporteur général du budget au Sénat, a exposé aux autres délégués les droits de la France, tels qu'il les entendait et tels, d'ailleurs, qu'ils avaient été reconnus par le traité : réparation intégrale par l'Allemagne des dommages qu'elle nous a causés et remboursement par elle du montant de nos pensions militaires. Il a indiqué les sommes que représentaient, d'après lui, ces deux ordres de réclamations et il a demandé que la Conférence prît, comme point de départ de ses délibérations, les chiffres qu'il lui soumettait. Aussitôt M. Lloyd George a élevé une vive protestation. Le Gouvernement français rompait-il donc toute solidarité avec les Cabinets antérieurs? Oubliait-il les engagements que la France avait pris à Boulogne? Comment nos Alliés allaient-ils pouvoir dorénavant négocier avec nous, si nous changions d'attitude à chaque changement de ministère? Cette amicale semonce a causé quelque surprise à M. Doumer. Il ne supposait pas, et pour cause, que nous eussions aliéné notre liberté à la conférence de Boulogne. Après cette réunion, notre Gouvernement avait cru lui-même, de très bonne foi, ne s'être engagé ni sur un système de paiement par l'Allemagne, ni à plus forte raison sur des chiffres. Tant à la Chambre qu'au Sénat, il avait déclaré que rien de définitif n'avait été arrêté. C'est même M. Doumer personnellement qui avait posé la question, avec insistance, devant l'assemblée du Luxembourg, et la réponse avait été tout à fait rassurante. Il y avait donc eu, à Boulogne, un grave malentendu. Français et Anglais s'étaient séparés en plein désaccord, tout en s'imaginant qu'ils étaient d'accord. Ceux-ci considéraient qu'on avait accepté, de part et d'autre, comme représentation de la dette allemande, un certain nombre d'annuités; ceux-là étaient convaincus qu'on s'était borné à examiner des hypothèses; et, comme tout s'était passé verbalement, comme il n'avait été dressé que des procès-

verbaux informes et unilatéraux, comme les experts eux-mêmes n'avaient pas pris part aux délibérations les plus importantes, la conférence s'était terminée dans une équivoque.

Le ton chaleureux des discours prononcés, à la Chambre des députés, par M. Briand et, à Birmingham, par M. Lloyd George nous permet de mieux augurer des résultats obtenus dans les dernières réunions du quai d'Orsay. Nous ne serons cependant fixés sur la portée des diverses mesures adoptées qu'après la prochaine conférence de Londres, et nous ne devons pas nous dissimuler que presque tout ce qui s'est fait à Paris peut être bientôt remis en question. En tout cas, si les dernières discussions des Alliés se sont heureusement achevées dans la confiance et la cordialité, elles avaient commencé dans une atmosphère un peu orageuse, et il était même arrivé à l'un des interlocuteurs de formuler, sans artifices et sans ménagements, un ultimatum et une menace de rupture. Tels sont, je ne me lasserai pas de le redire, les inconvénients et les périls de ces controverses périodiques, engagées directement entre des chefs de gouvernement, qui, personnifiant, les uns et les autres, l'autorité suprême, sont obligés de se prononcer, tout de suite, par oui ou par non, et n'ont pas la ressource d'en appeler à d'autres personnes pour prendre le temps de la réflexion. Cette fois, du moins, on n'a rien brisé et tous les pays intéressés ont eu, à la fin de la conférence, cette impression réconfortante que, grâce, en grande partie, à l'heureuse intercession des deux délégués belges, MM. Jaspar et Theunis, l'intimité nécessaire était rétablie entre les gouvernements Alliés. Un des membres les plus distingués de la Chambre des députés, M. Joseph Barthélémy, écrivait ces jours-ci : « C'est là certes une constatation infiniment importante; mais elle équivaut à des félicitations que l'on adresserait à une personne descendant du chemin de fer, pour le motif qu'elle n'a pas été victime d'un accident. » Sans doute ; mais, en un temps où les collisions de trains sont devenues si fréquentes, ces félicitations elles-mêmes ont parfois leur raison d'être. M. Joseph Barthélémy ajoutait, du reste, avec raison : « L'amitié anglaise est une nécessité. Nous avons besoin de l'Angleterre ; l'Angleterre a besoin de nous. Elle a besoin de notre marché pour son charbon, pour ses matières premières, pour ses produits manufacturés. Elle a besoin de notre résistance à l'Allemagne pour que Douvres ne soit pas menacée par des Berthas installées à Calais. Elle a besoin de nos côtse pour affirmer sa puissance navale. D'aucun côté du détroit, on n'aurait pardonné aux hommes d'État qui auraient méconnu ces évidences. »

En dehors de cette consécration, disons même de ce renforcement, d'une entente indispensable, quelles réalités tangibles nous ont offertes les accords de Paris? Le « Conseil suprême » a, d'abord, distribué, comme une simple Académie, quelques prix de Vertu. Il a déclaré reconnaître comme États constitués des morceaux épars de l'ancien Empire russe, la Lettonie, l'Esthonie, la Géorgie. Pour l'Ukraine et la Lithuanie, il n'a pris encore aucune décision. Mais, dès maintenant, voici que, grâce aux reconnaissances accordées, nous donnons une ratification solennelle à un morcellement qui va, sans doute, accroître l'instabilité de l'Europe orientale. Que deviendra demain toute cette poussière d'États? A quel vent s'envolera-t-elle? Retombera-t-elle sur les routes de l'Entente? S'en ira-t-elle en tourbillons derrière le char restauré de la Germania? Les Alliés se sont-ils prémunis contre les surprises de l'avenir? Ont-ils tout bonnement songé à dresser aujourd'hui contre la Russie soviétique une fragile barrière de petites nations indépendantes? Je ne sais, mais ce qui serait, en tout cas, à souhaiter, c'est que, demain, vis à vis des États qu'ils viennent de tenir sur les fonts baptismaux, leur conduite politique fût mieux coordonnée qu'en ces derniers mois, vis-à-vis de la Pologne. Le tout n'est pas de mettre au jour des États, de les oindre et de leur donner des noms ; il faut leur assurer les moyens de vivre et de protéger leur souveraineté.

La Conférence s'est ensuite retrouvée en présence de ce traité de Sèvres, qui hante, comme un cauchemar, les nuits des Gouvernements alliés. Elle s'est tirée d'embarras par un nouvel ajournement et elle a décidé de convoquer à Londres, vers la fin de ce mois, les représentants de la Grèce constantinienne et des deux Turquies, celle d'Angora comme celle de Constantinople. Cette détermination paraît, à première vue, révéler une certaine évolution de la politique anglaise.

Le 4 janvier, l'agence Reuter annonçait encore officieusement que le Gouvernement britannique ne songeait, ni à retarder la ratification du traité de Sèvres, ni à s'intéresser aux négociations entre Constantinople et Angora. Mais, depuis lors, il s'est produit quelques faits nouveaux. Une offensive grecque locale a échoué, en Asie-Mineure, contre les troupes kémalistes; l'agitation révolutionnaire des Musulmans indous s'est étendue; il a été question à Londres d'évacuer la Mésopotamie et de replier sur Bassorah les troupes d'occupation; et, à la suite de ces divers incidents, et de quelques autres, le traité de Sèvres paraît avoir perdu, aux yeux de l'Angleterre, les plus brillantes de ses qualités.

Si médiocre que soit ce flambé de notre manufacture nationale, il eût peut-être été plus facile d'en poursuivre la cuisson au mois d'août dernier, que de le remettre maintenant au four dont il est sorti. Qui va se charger de concilier à Londres les prétentions des Grecs et les résistances des Turcs? Il est moins aisé de reprendre un cadeau que de ne pas le faire et on a toujours assez mauvaise grâce à essayer de démontrer aux gens qu'on leur a trop donné. Et puis, n'allez pas vous imaginer que ce soient les envoyés de Constantin qui défendront, devant la prochaine conférence, les intérêts de la Grèce. Ils seront là, certainement, aux places que leur aura assignées le protocole. Mais, dans la coulisse, la Grèce aura un avocat autrement redoutable pour les Turcs. J'ai eu le plaisir de recevoir, ces jours-ci, M. Vénizélos. Jamais l'éminent homme d'État n'a été plus en forme que depuis son retentissant échec. Il analyse, avec une philosophie supérieure et une admirable finesse d'observation, toutes les causes de sa défaite : son éloignement prolongé de la Grèce, les charges persistantes de la mobilisation, le prestige de l'autorité royale et la force de l'idée monarchique ; et, tout cela expliqué, il fait complète abnégation de lui-même et n'a plus d'autre pensée que d'excuser son pays et de lui conserver, malgré le changement de régime, les avantages qu'il lui avait assurés.

M. Vénizélos déploie, pour justifier l'occupation de la Thrace et de toute la province de Smyrne, les merveilleuses ressources du talent le plus souple et le plus séduisant; et l'on peut être sûr, d'avance, qu'il ne se vengera, à Londres, de Constantin qu'en s'efforçant, avec un généreux patriotisme, de faire triompher intégralement la cause de la Grèce. Il faut cependant que les Alliés signent la paix avec Angora comme avec Constantinople ; et il faut aussi que nous prenions nos garanties vis-à-vis du roi Constantin, dont la politique passée n'est pas faite pour nous rassurer. Le moins que nous puissions exiger de la Grèce, c'est, comme je le disais l'autre jour, le maintien des droits que l'Angteterre et nous, nous tenions des traités de Londres de 1832, de 1863 et de 1864. Mais il restera à rétablir la paix en Asie-Mineure, et je crois qu'avant d'entendre contradictoirement, à ce sujet, les Grecs et les Turcs, nous ferons sagement d'avoir, avec le Gouvernement britannique, comme, du reste, avec le Gouvernement italien, un échange de vues qui nous permette de préparer en commun nos résolutions finales.

Grèce, Turquie, ce n'étaient encore là que les hors-d'œuvre de la Conférence de Paris, et c'est sur les questions relatives au traité de Versailles qu'ont naturellement porté les principaux efforts des Gou-

vernements alliés. « Ce traité, a dit M. Briand, devant la Chambre des députés, dans sa vive réplique à M. Tardieu, ce traité peut avoir toutes les vertus; mais il a le défaut de la célèbre jument: il n'est pas vivant. » — « La première condition du rétablissement de la paix, a, de son côté, déclaré M. Lloyd George, dans son vigoureux discours de Birmingham, c'est que le traité demeure. Nous sommes entrés dans la guerre, parce qu'un traité a été violé : maintenant que la guerre est finie, nous veillerons à ce que le traité soit respecté. Un traité qui est bravé, c'est la guerre en suspens. » — Sur quoi, un lecteur impartial de ces deux harangues ministérielles ne peut s'empêcher de se dire : « M. Briand nous affirme que le traité n'est pas vivant. M. Lloyd George parle-t-il donc du respect qui est dû à la mémoire des morts, lorsqu'il demande qu'on respecte le traité ? Et si, au contraire, M. Lloyd George demande que le traité soit tenu pour vivant et pour bien vivant, comment M. Briand, qui proclame un accord avec M. Lloyd George, se donne-t-il l'air d'enterrer le traité ? »

Tout cela évidemment n'est pas très clair pour les profanes. Mais, au fond, il n'y a pas de contradiction irréductible entre les paroles de M. Briand et celles de M. Lloyd George. Si nous cherchons, derrière le masque des mots, la pensée des deux orateurs, nous comprenons que M. Lloyd George, entraîné par le désir de nous montrer que les concessions déjà faites à l'Allemagne n'altéraient pas l'instrument diplomatique signé par elle, a voulu mettre en relief la vitalité du traité, et que M. Briand, cédant au plaisir de dénoncer les défauts du même traité devant celui de ses négociateurs qui le défend avec le plus de persévérance, s'est un peu imprudemment laissé aller à en prononcer l'oraison funèbre. Le mot malheureux qui lui est échappé risquerait d'être exploité contre nous en Allemagne, si M. Briand n'était assez habile pour expliquer, après coup, qu'en reprochant au traité de n'être pas vivant, il a simplement voulu lui donner la vie.

Quoi qu'il en soit, la Conférence de Paris, comme toutes celles qui l'ont précédée depuis la paix, a encore allégé plusieurs des obligations que le pacte de Versailles avait imposées à l'Allemagne. Le chancelier de l'Échiquier, M. Chamberlain, en a fait, l'autre jour, l'observation, en réponse aux protestations du docteur von Simons et de la presse germanique; et on comprend mal que certains journaux français, dans leur empressement à louer les succès de notre Gouvernement, aient fourni des aliments à l'animosité de l'Allemagne en laissant ignorer au Reich les importantes concessions que nous lui

faisions. Le chiffre de deux cent vingt-six milliards, inexactement donné par une grande partie de notre presse comme celui de la créance alliée, a déchaîné une tempête au delà du Rhin. Comment payer une indemnité aussi colossale? Nous ne paierons pas, s'est écrié le *Vorwaerts*. La valse des milliards, s'est exclamée la *Deutsche Allgemeine Zeitung*. Le monde renversé, a écrit le *Schwäbischer Merkur*. Retour à l'esclavage, le crime mondial de Paris, a répété la *Post*. Réunion de fous, a diagnostiqué le *Berliner Tageblatt*. Indemnite insensée, a gémi la *Vossische Zeitung*. Plan de spoliation de l'Allemagne, a conclu la *Kreuz Zeitung*. Et, pour rester en harmonie avec une opinion publique montée à ce diapason, le docteur von Simons a dit au Reichstag que le gouvernement allemand n'accepterait pas de prendre l'accord de Paris comme point de départ des négociations de Londres. L'Allemagne demande à traiter de pair à pair avec les Alliés, dans des conditions qu'elle ne définit pas, mais qui soient de nature à lui laisser toute liberté de marchandage.

Voyons cependant les témoignages renouvelés de modération que lui ont, depuis quelques mois, donnés les gouvernements alliés. D'abord, dans cette question du désarmement, qui est pourtant capitale pour la France. Les délais fixés pour l'exécution des clauses militaires, aériennes et navales, expiraient le 10 janvier, le 20 mars, le 10 avril 1920. Le 26 avril, l'Allemagne n'avait pas exécuté ses engagements. Réunis à San-Remo, les Alliés lui adressèrent une signification catégorique, qui ne fut, bien entendu, suivie d'aucun effet. Deux mois plus tard, à Boulogne, avertissements itératifs, qui produisent le même résultat. Les Alliés se retrouvent à Spa, le 9 juillet, examinent derechef la situation et accordent de nouveaux sursis. Au terme indiqué, les missions interalliées constatent que l'Allemagne n'a pas dissous la police de sûreté et n'en a pas livré le matériel, qu'elle a des sous-marins en construction, qu'elle fabrique du matériel aéronautique, qu'elle a, dans ses places maritimes, des pièces d'artillerie en surnombre, que les cadres et les effectifs de la Reichswehr dépassent les chiffres autorisés, que les *Einwohnerwehren* ont, en quantité considérable, des armes lourdes et des armes portatives, bref que, non seulement, l'Allemagne n'est pas désarmée, mais qu'elle continue à s'armer. Là-dessus, que fait la Conférence de Paris? Reprend-elle les exigences du Traité de Versailles, ou même celles de San Remo, ou même celles de Spa? Non, elle octroie à l'Allemagne toute une série de nouveaux délais échelonnés. Les facilités nouvelles laissées à l'Allemagne ne vont-elles pas avoir un contre-coup fâcheux

sur notre propre organisation militaire? Sommes-nous, du moins sûrs qu'aux nouvelles dates fixées, des sanctions seront appliquées si l'Allemagne ne s'est pas mise en règle? Le précédent de Spa n'est pas pour nous encourager. On a inscrit des sanctions un peu vagues dans le traité; on en a inscrit d'un peu plus précises sur le papier de Spa; on vient d'en inscrire d'un peu plus détaillées sur le papier qu'on a livré à la publicité après la Conférence de Paris. *Scraps of paper!* Autant de feuilles volantes qu'on enfouit, l'une après l'autre, dans les archives diplomatiques.

A-t-on pris, d'ailleurs, des dispositions claires pour qu'au cas de manquements de l'Allemagne, ces sanctions fussent appliquées sans un recommencement de discussion? Y a-t-il, à cet égard, des engagements mutuels des Alliés? A-t-on prévu telle sanction pour tel cas déterminé? M. Briand a dit à la Chambre que, si les pénalités adoptées n'avaient pas été signifiées à l'Allemagne, c'était parce qu'elles ne regardaient que les Alliés. Remarque très juste, si les Alliés sont bien d'accord, dès maintenant, sur ces pénalités. Mais j'ai toute raison de croire qu'une mise au point est encore nécessaire, que les sanctions n'ont pas jusqu'ici fait l'objet d'une convention obligatoire pour tous les Alliés, et qu'il subsiste, dans cette question essentielle, des flottements dangereux. Il est, du reste, à remarquer qu'à Birmingham, M. Lloyd George, si ferme et si lumineux en d'autres parties de son discours, a été, sur ce point, d'une extrême discrétion.

Après les armes, le charbon. L'accord de Spa, de funeste mémoire, prenait fin le 31 janvier. Par lettre du 27 décembre, la Commission des réparations, qui a qualité pour apprécier, à tout moment, les possibilités de livraison de l'Allemagne, a dressé un programme pour les expéditions à faire mensuellement après le 1er février. Les chiffres arrêtés sont sensiblement inférieurs à ceux que nous aurions le droit d'exiger en vertu du traité; mais, du moins, les avantages pécuniaires que les négociateurs de Spa avaient accordés à l'Allemagne sont supprimés pour l'avenir et, comme l'a dit M. Briand, on pourrait toujours revenir à l'exécution pure et simple du traité, dans le cas où le *Reich* ne ferait pas régulièrement les livraisons qui lui sont demandées. Toutefois, ici encore, quelles seront nos garanties et comment joueront les sanctions? Il conviendra certainement qu'à la Conférence de Londres, les gouvernements alliés arrivent à mettre les points sur les *i*.

C'est surtout pour les réparations que ces précisions seront indispensables. Nous avons vu tout à l'heure dans quel état d'esprit les

Allemands vont se présenter devant les Gouvernements alliés. Nous pouvons nous attendre à toutes les chicanes et à tous les maquignonnages. M. Lloyd George a déjà fait justice, devant ses auditeurs de Birmingham, de quelques-uns des sophismes allemands. « M. von Simons, a-t-il dit, se plaint de n'avoir pas reçu de nous la facture complète de ce qui nous est dû. Cette facture complète est faite et, si elle peut lui être de quelque utilité, nous la lui enverrons. Mais je ne crois pas qu'elle le réjouisse. » En d'autres termes, la facture de Paris est moins élevée que le montant réel des réparations. Si les Alliés avaient été, tout à la fois, plus respectueux de la logique et du traité, ils auraient épargné à M. Lloyd George la peine d'adresser cette remontrance au docteur von Simons. Ils auraient commencé par établir et par révéler le chiffre des dommages ; ils auraient ensuite indiqué comment ils entendaient faire payer l'Allemagne et quels rabais ou quels délais ils croyaient devoir lui accorder pour ménager sa capacité de paiement. Il y a, convenons-en, quelque chose de singulier dans l'attitude de créanciers qui viennent dire : « Nous gardons notre facture complète dans notre poche ; nous vous la ferons connaître plus tard ; mais soyez sûr que ce que nous vous demandons reste fort au-dessous de ce que vous nous devez. » Il serait beaucoup plus simple de montrer, d'abord, la facture complète, puis la facture de Paris, et de dire à l'Allemagne : « Voyez dans la différence un nouveau gage de notre modération. »

Mais nous sommes incorrigibles ; nous avons préféré triompher et annoncer au monde que les Alliés allaient toucher deux cent vingt-six milliards de marks or. Deux cent vingt-six milliards de marks or ? La vérité est tout autre. Les accords de Paris prévoient que l'Allemagne s'acquittera au moyen de quarante-deux annuités, divisées chacune en deux parties : une partie déterminée d'avance, l'autre subordonnée à l'importance des exportations de l'Allemagne. Il n'est pas nécessaire d'être grand clerc en mathématiques pour savoir que, dans le calcul des annuités, il y a quatre éléments à considérer : le capital dû, le taux de l'intérêt, l'annuité elle-même, c'est-à-dire la rente annuelle que paie le débiteur, et enfin le temps pendant lequel l'annuité doit être versée ; et il suffit de résoudre une équation, ou même, plus simplement, de consulter des tables d'annuités, pour connaître la valeur actuelle, en capital, de la première fraction de la rente que l'Allemagne devra nous payer. Suivant le taux d'intérêt que l'on adoptera, on ramènera ainsi l'illusion des deux cent vingt-six milliards à une réalité de soixante-quinze, cinquante-sept ou cinquante

et un milliards de marks or, auxquels il conviendra d'ajouter l'x à dégager plus tard d'une autre équation, c'est-à-dire l'inconnue que recèlent les futures exportations de l'Allemagne. Sur le tout, la France aura droit à cinquante-deux pour cent. Elle touchera, par conséquent, une somme inférieure à la moitié de ses dommages et de la charge de ses pensions, tels qu'ils sont évalués par les administrations compétentes et que M. Doumer les a exposés à la Conférence de Paris.

Nous voilà donc très loin du traité de Versailles. Dans la note envoyée le 29 mai 1919 à la Conférence de la paix par M. Brockdorff-Rantzau, il était dit : « Le gouvernement allemand se rend bien compte que, pendant des générations, le peuple allemand aura à supporter des charges plus lourdes que tout autre. L'Allemagne est prête, dans les quatre semaines qui suivront la ratification du traité, à établir une reconnaissance de dette pour une somme de vingt milliards de marks or. Elle est prête également à constituer de la même manière les reconnaissances de dette nécessaires sur la somme totale correspondant aux dommages constatés et à opérer, à partir du 1er mai 1927, des paiements annuels sur cette somme, par tranches ne comportant pas d'intérêts, avec cette réserve que l'ensemble des réparations ne pourra, en aucun cas, dépasser une somme de 100 milliards de marks or. »

La Conférence de la paix a repoussé ces propositions comme insuffisantes et le traité a stipulé que les réparations seraient égales aux dommages et qu'en attendant le paiement, l'Allemagne remettrait aux Alliés, en trois séries, des bons pour cent milliards de marks or, dont quarante portant intérêts, d'abord, de deux et demi, puis de cinq pour cent, et quarante portant intérêts de cinq pour cent. Toutes ces clauses sont aujourd'hui perdues de vue. Par une longue suite d'inexplicables concessions, nous en sommes venus à des combinaisons beaucoup plus onéreuses pour nous et plus avantageuses pour l'Allemagne, et, dans notre souci de ne pas laisser apparaître à l'opinion française l'énormité de nos rabais, nous n'avons même pas eu, vis-à-vis du Reich, le mérite de l'étonnante bienveillance que nous lui témoignions.

Chaque fois que, le long de cette échelle de corde que nous a jetée le Conseil suprême et qui plonge malheureusement dans le gouffre de notre déficit budgétaire, nous avons descendu un nouvel échelon, nous avons entendu des voix rassurantes nous crier : « Ne vous inquiétez pas. En retour des sacrifices que nous nous imposons, nous obtenons des garanties sérieuses, qui ne figuraient pas dans le traité. »

On nous affirme maintenant, de ce côté du détroit, que les Alliés sont d'accord pour prolonger, au besoin, les délais d'occupation, pour occuper même une nouvelle partie du territoire allemand, pour saisir les douanes, pour établir dans les territoires rhénans un régime douanier indépendant du Reich, pour fermer à l'Allemagne, jusqu'à nouvel ordre, la porte de la Société des Nations. Mais, de l'autre côté de la Manche, M. Lloyd George, si sympathiquement qu'il parle de la France, ne fait à toutes ces mesures de coercition que des allusions très voilées. En réalité, sur les sanctions, tout reste à préciser. Et de même, sur les dettes interalliées et sur les combinaisons de solidarité financière, que nous aurions dû régler avant de laisser amputer notre créance. Jusqu'ici, nous avons toujours donné, et nous n'avons rien reçu. Avant de ratifier définitivement les accords de Paris, formulons clairement les contre-parties qui nous sont nécessaires. M. Briand nous a présenté, comme fiche de consolation, un programme budgétaire qui consisterait à emprunter chez nous, pendant une dizaine d'années, douze ou quinze milliards. Mais on n'emprunte pas sans avoir des intérêts à payer et, comme l'ont montré MM. Klotz et de Lasteyrie, les intérêts de ces emprunts successifs dévoreraient une grande partie des paiements de l'Allemagne. Ce ne sont pas des opérations de cette sorte qui rétabliront nos finances. Il ne suffit pas qu'à Londres M. Briand « ne cède pas d'un millimètre ; » il faut qu'il fortifie la ligne où nous ont ramenés, malgré nous, les conférences de San-Remo, de Hythe, de Boulogne, de Spa et de Paris.

RAYMOND POINCARÉ.

Le Directeur-Gérant :

RENÉ DOUMIC.

SIXIÈME PÉRIODE. — XCIe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

SOIXANTE ET UNIÈME VOLUME

JANVIER — FÉVRIER

Livraison du 1er Janvier.

Pages.

L'Armée qu'il nous faut, par ***. 5

Le Génie du Rhin. — II. *La Vie légendaire du Rhin*, par M. Maurice Barrès, de l'Académie française. 16

Ceux qui revenaient, par M. René Bazin, de l'Académie française. 38

Émile Augier, chevalier de la bourgeoisie. — I, par M. Brieux, de l'Académie française 49

Les Amants d'Annecy. — *Anne d'Este et Jacques de Savoie*. — II, par M. Henry Bordeaux, de l'Académie française. 84

Au Temps de l'innocence, quatrième partie, par Mme Edith Wharton. . . 106

Scènes du drame hellénique. — *Les Journées de décembre 1916*, par M. Ernest Daudet. 148

Poésies, par M. Fernand Gregh 176

Revue dramatique. — *L'Homme a la rose*, au Théâtre de Paris, par M. René Doumic, de l'Académie française. 185

Revue littéraire. — *Un nouveau roman de M. Marcel Prévost*, par M. André Beaunier. 189

Littératures étrangères. — *Les Souvenirs de Margot Asquith*, par M. Louis Gillet. 501

Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. Raymond Poincaré, de l'Académie française 213

Livraison du 15 Janvier.

La Russie des Tsars pendant la Grande Guerre. — I. *Le Voyage de M. Poincaré*, par M. Maurice Paléologue. 225

Le Génie du Rhin. — III. *L'Histoire du cœur charitable rhénan*, par M. Maurice Barrès, de l'Académie française. 273

Pages.

ÉMILE AUGIER, CHEVALIER DE LA BOURGEOISIE. — II, par M. BRIEUX, de l'Académie française 297
L'INDÉSIRABLE, par M. LOUIS CHADOURNE. 324
L'AVENTURE DE FIUME. — I. *AVANT L'ARRIVÉE DE G. D'ANNUNZIO*, par XXX. 347
AU TEMPS DE L'INNOCENCE, cinquième partie, par Mme EDITH WHARTON. . . 384
REVUE SCIENTIFIQUE. — *FLUCTUATIONS LUMINEUSES DES ÉTOILES*, par M. CHARLES NORDMANN 425
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RAYMOND POINCARÉ, de l'Académie française. 437

Livraison du 1er Février.

UN DRAME DANS LE MONDE, première partie, par M. PAUL BOURGET, de l'Académie française 449
FRANÇOIS BULOZ ET SES AMIS AU TEMPS DU SECOND EMPIRE. — I, par Mme MARIE-LOUISE PAILLERON. 485
LA RUSSIE DES TSARS PENDANT LA GRANDE GUERRE. — II. *L'EMPEREUR A MOSCOU*, par M. MAURICE PALÉOLOGUE 519
LE GÉNIE DU RHIN. — IV. *LES DIRECTIONS FRANÇAISES DANS LA VIE SOCIALE DU RHIN*, par M. MAURICE BARRÈS, de l'Académie française. 552
L'AVENIR DE L'ENTENTE FRANCO-BRITANNIQUE. — I. *LA POLITIQUE DES PORTS*, par M. RENÉ PINON. 571
AU TEMPS DE L'INNOCENCE, dernière partie, par Mme EDITH WHARTON. . . . 603
IMPRESSIONS DE ROUMANIE, par M. CHARLES NORDMANN. 637
REVUE LITTÉRAIRE. — *QU'EST-CE QUE LE FÉMINISME?* par M. ANDRÉ BEAUNIER. 649
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RAYMOND POINCARÉ, de l'Académie française. 661

Livraison du 15 Février.

UN DRAME DANS LE MONDE, deuxième partie, par M. PAUL BOURGET, de l'Académie française 675
LETTRES DE GRÈCE ET D'ITALIE (1893). — I. *DE VIENNE A ATHÈNES*, par M. LYAUTEY, de l'Académie française 707
LA RUSSIE DES TSARS PENDANT LA GRANDE GUERRE. — III. *RASPOUTINE*, par M. MAURICE PALÉOLOGUE 733
LE GÉNIE DU RHIN. — V. *UNE TÂCHE NOUVELLE POUR LA FRANCE SUR LE RHIN*, par M. MAURICE BARRÈS, de l'Académie française. 771
LE CENTENAIRE DE L'ÉCOLE DES CHARTES, par M. GABRIEL HANOTAUX, de l'Académie française 788
L'ŒUVRE DE LA FRANCE EN SYRIE. — I. *LE GÉNÉRAL GOURAUD PACIFICATEUR*, par TESTIS. 801
LA RUINE DE LA CIVILISATION ANTIQUE. — IV. *CONSTANTIN ET LE TRIOMPHE DU CHRISTIANISME*, par M. GUGLIELMO FERRERO. 841
POÉSIES, par M. MAURICE LEVAILLANT 863
LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES. — *LE DERNIER ROMAN DE M. WELLS*, par M. LOUIS GILLET 870
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RAYMOND POINCARÉ, de l'Académie française. 883

Paris. — Typographie PHILIPPE RENOUARD, 19, rue des Saints-Pères. — 55719.

GETTY CENTER LINRARY
3 3125 00675 2220